ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TROISIÈME LÉGISLATURE

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires

rédigées par le Service des Archives

3 avril 1967 — 30 mai 1968

2e PARTIE

TABLE NOMINATIVE

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1969

A

ABDOULKADER (M. Moussa Ali), *Côte française des Somalis (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [26 avril 1967] (p. 823, 847).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [28 avril 1967] (p. 928).

Est nommé :

— membre de la Commission de la Défense nationale et des forces armées [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires d'outre-mer [29 juin 1967] (p. 2416).

ABELIN (M. Pierre), *Député de la Vienne, 2e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 134 du règlement, **n° 95** [13 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, **n° 156** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à créer une allocation familiale en faveur des orphelins, **n° 756** [3 mai 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale avec débat, relative au reclassement du personnel français des bases américaines : *Difficultés rencontrées particulièrement dans le secteur de Chatellerault-Ingrandes; problème du reclassement pour les employés âgés*

de plus de 50 ans; priorité d'admission pour le reclassement des salariés des bases américaines dans les administrations et entreprises dépendant de l'Etat; [12 avril 1967] (p. 628, 636).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale avec débat relative au problème de l'emploi [26 mai 1967] (p. 1348).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Crise franco-allemande du début du siècle; détresse physique et morale des populations arabes; insuffisance des moyens d'action des Nations Unies; conséquence des éventuels conflits régionaux; désarroi du tiers monde; utilité d'une armée conventionnelle pour assurer la défense du territoire; caractère des positions prises par la France; réunion d'une conférence à quatre; attitude de l'U.R.S.S. et des U.S.A.; succès des armées d'Israël; problèmes politiques que soulève le conflit israélo-palestinien; conséquence pour le Marché commun de l'échéance de juillet 1968; élection d'un Parlement européen ou d'un organisme exécutif collégial; admission de la Grande-Bretagne au Marché commun; ses observations sur l'industrie aéronautique française; finalité politique du Traité de Rome* [16 juin 1967] (p. 1916, 1917).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR, après l'Art. 63 : *Cas où une section de commune est rattachée à une autre commune; problème de la date du décret d'application* [6 novembre 1967] (p. 4579).

ACHILLE-FOULD (M. Aymar), *Député de la Gironde, 5e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304).

Est élu président de cette Commission [30 novembre 1967] (p. 5443).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Est élu vice-président de cette Commission [17 mai 1968] (p. 1955).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant interdiction et dissolution des associations ou groupements de fait provoquant à la haine raciste, **n° 252** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à proroger pendant une durée de cinq ans à compter du 1er décembre 1967 les dispositions transitoires prévues aux articles 7 et 8 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, **n° 354** [22 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à réserver à la loi l'affectation à l'O.R.T.F. de ressources provenant de la publicité de marques commerciales, **n° 503** [16 novembre 1967].

Sa proposition de loi fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de diffusion de messages publicitaires, **n° 715** [24 avril 1968].

Retrait de sa proposition, n° 715 [2 mai 1968] (p. 1443).

Sa proposition de loi fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de diffusion de messages publicitaires par l'O.R.T.F., **n° 755** [3 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Mauvaise répartition des crédits budgétaires pour l'Aquitaine; écart entre le prix des bêtes inscrites au livre d'origine et les autres* [12 avril 1967] (p. 613);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Naufrage du Torrey Canyon; circonstances de l'accident; sa question de savoir si les risques aux tiers couverts par les compagnies d'assurances protègent les ostréiculteurs, les pêcheurs et les municipalités; nécessité pour l'Etat de faire l'effort complémentaire; ses observations sur la région d'ostréiculture de Marennes et de Royan; question des pavillons de complaisance; installation de ports pétroliers et de raffineries; raffinerie de Pauillac et d'Ambès* [26 avril 1967] (p. 839, 840); *installation d'une raffinerie Shell dans la baie de Vancouver; possibilité de demander au club des pays qui ne profitent pas abusivement des pavillons de complaisance d'accepter qu'une taxe supplémentaire frappe les marchandises transportées par des navires sous pavillon de complaisance* (p. 840).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 880) : *Condamnation des importations, cause du blocage; utilisation des « vins médecins »; politique de qualité; aide à l'exportation; diminution des vins destinés à la campagne anti-vin; création d'une école de sommellerie* (p. 895, 896).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Problème du Moyen-Orient; dialogue de la France avec les pays arabes; attitude d'Israël à l'égard de notre politique; embargo sur nos livraisons à Israël; message du général de Gaulle au président Boumedienne* [15 juin 1967] (p. 1869, 1870).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Caisse de crédit agricole; concurrence entre les organismes de crédit libre et le crédit maritime; cas des ostréiculteurs* [8 novembre 1967] (p. 4699); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Ses observations sur la question posée par M. Médecin sur les honoraires du « Quart d'heure » de M. d'Astier de la Vigerie* [10 novembre 1967] (p. 4893).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances, une question orale, sans débat, relative à la fiscalité du vin [19 avril 1968] (p. 1217, 1222, 1223).

Prend part à la discussion sur la motion de censure, ses explications de vote : *Statut de l'O.R.T.F.; essor de la télévision; son utilisation; liberté de la presse; publicité à l'O.R.T.F.; importance de l'objectivité* [24 avril 1968] (p. 1328, 1329).

Son rappel au règlement : *Ses observations sur la manifestation qui se déroule aux portes de l'Assemblée; son désir de voir le Gouvernement tenir au courant l'Assemblée de la situation actuelle* [22 mai 1968] (p. 2054).

AILLIÈRES (M. Michel d'), *Député de la Sarthe, 5e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [30 juin 1967] (p. 2502).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 240) tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, **n° 330** [16 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur : 1° la proposition de loi (n° 37) tendant à incorporer des appelés dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris; 2° la proposition de loi (n° 149) tendant à permettre aux sapeurs-pompiers volontaires de remplacer les obligations militaires traditionnelles par un stage de durée égale dans certaines formations de sapeurs-pompiers, **n° 331** [16 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi (n° 356) tendant à ramener à un an la durée du service militaire, **n° 489** [10 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 697) définissant le régime de l'engagement dans les armées, **n° 772** [8 mai 1968].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur les propositions de loi : 1° (n° 697) définissant le régime de l'engagement dans les armées; 2° (n° 762) portant assouplissement des conditions de l'âge d'appel sous les drapeaux, **n° 802** [14 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 850 du Code rural par le nouvel alinéa suivant: « L'indemnité ne pourra, en aucun cas, être supérieure à la moitié de la valeur vénale du fonds loué »* [13 juin 1967] (p. 1779);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Maurice Herzog tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets : Art. 24 : *Ses observations sur les amendements de M. Le Theule* [1er juillet 1967] (p. 2588); Art. 58 : *Ses observations sur les amendements de M. Le Theule* (p. 2593);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Politique de défense de la France; constitution d'une force nucléaire de dissuasion; ses conséquences; sa crédibilité; équilibre entre les trois systèmes de forces; modernisation des forces classiques; revalorisation de la condition militaire; remplacement de notre flotte de surface; réduction de certains effectifs, notamment de la gendarmerie; projet concernant le corps de direction; réorganisation territoriale; situation des sous-officiers, des officiers mariniers et des retraités; durée du service militaire* [24 octobre 1967] (p. 4050, 4051).

Mise au point au sujet de son vote et de celui de MM. d'Ornano et Feït sur les crédits des rapatriés [7 novembre 1967] (p. 4605).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, en qualité de *Rapporteur: Evolution de la politique française en matière de défense; nombre des engagements; durée de l'instruction; extension des centres de sélection et des centres d'instruction; cas des officiers de réserve; situation des jeunes gens servant au titre de la coopération et de l'aide technique; engagements pouvant être contractés au titre d'une spécialité; délai pour mettre en œuvre la réforme* [15 novembre 1967 (p. 4969, 4970); Article unique : *Problème de la durée du service; nécessité de prévoir un certain délai pour réaliser cette réforme* (p. 4977); *ses observations sur l'amendement de M. Messmer* (p. 4977); *ses observations sur les amendements de MM. Carlier et Lombard* (p. 4978);

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur les propositions de loi : 1° de M. Le Theule, définissant le régime de l'engagement dans les armées; 2° de M. Montagne et plusieurs de ses collègues portant assouplissement des conditions de l'âge d'appel

sous les drapeaux, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur la loi du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national; durée du service actif; nombre des engagés; formation professionnelle dispensée par les armées; âge d'engagement; âge unique pour les trois armées; conditions édictées pour les jeunes ayant encouru une condamnation; durée du contrat; engagement par devancement d'appel; priorité pour les jeunes gens ayant reçu une certaine formation professionnelle; emploi des jeunes* [14 mai 1968] (p. 1786, 1787); Art. 5 : *Son amendement tendant au début de cet article à remplacer les mots « ainsi que les conditions définies aux paragraphes 3°, 4° et 5° dudit article peuvent... » par les mots « peuvent avec l'accord de leur représentant légal »* (p. 1790); *question de la nécessité de n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation* (p. 1790); *nécessité de ne pas confondre l'engagement et l'engagement par devancement d'appel* (p. 1790); *ses observations sur les paroles de M. Messmer* (p. 1791); Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Messmer* (p. 1791);

— du projet de loi relatif à l'exploitation du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, Art. 2 : *Intérêts de la défense nationale; autorité du préfet maritime; son rôle* [15 mai 1968] (p. 1836).

ALDUY (M. Paul), *Député des Pyrénées-Orientales, 1re circonscription (app. F.G.D.S., F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'apparente au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 559).

Cesse d'être apparenté au groupe de la F.G.D.S. (*J. O.* du 14 mars 1968) (p. 2637) [2 avril 1968] (p. 971).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (*J. O.* du 14 mars 1968) (p. 2637) [2 avril 1968] (p. 971).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de MM. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [25 avril 1968] (p. 1358).

Cesse d'appartenir à cette Commission [7 mai 1968] (p. 1563).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Problème du revenu des agriculteurs* [12 avril 1967] (p. 625).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 881) : *Revalorisation, conformément à l'article 31 de la loi d'orientation agricole des prix agricoles et du pouvoir d'achat des agriculteurs et viticulteurs; interdiction des importations de vins algériens et du coupage à l'aide de vins étrangers; endettement des viticulteurs sinistrés du Midi; limitation des importations; leur caractère de complémentarité; allégement de la fiscalité; diminution des droits de circulation; situation dramatique des producteurs de vins doux naturels; autorisation de procéder à des plantations nouvelles pour les jeunes viticulteurs de la région de Cahors* (p. 903, 904);

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Problème du logement; difficultés de l'accession à la propriété; cherté des terrains à bâtir; nécessité, qu'à l'intérieur du périmètre urbain, les propriétaires ne tiennent pas stérilement en réserve leurs terrains à bâtir; droit des communes de constituer des réserves foncières; financement de ces acquisitions; dissociation des prévisions à long terme du plan d'urbanisme, des règles d'utilisation des sols; réforme du permis de construire; réforme de l'expropriation; attitude des pouvoirs publics à l'égard de la région parisienne; rôle des collectivités locales; rôles des organismes sociaux et*

professionnels; nécessité de faciliter la construction sociale en France [20 juin 1967] (p. 1971, 1972);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 7 : *Augmentation du taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur l'ensemble des vins; nécessité d'un abaissement du droit de circulation; uniformité des droits de circulation; forfait du crédit d'impôt; situation de la viticulture méridionale; cas des producteurs de vins doux naturels* [17 octobre 1967] (p. 3649, 3650); de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Situation des rapatriés; nécessité de généraliser l'amnistie ; indemnisation des sinistrés et des spoliés; nécessité d'un reclassement ; cas des raatriés âgés; sa question de savoir où en sont les négociations entre la France et l'Algérie sur les indemnisations; dégradation des pouvoirs des municipalités; transfert des charges; ses observations sur l'équipement des relais secondaires nécessaires à la deuxième chaîne de télévision; financement par les collectivités locales; principe de l'autonomie de décision des municipalités; rôle des maires en matière de maintien de l'ordre public; nécessité d'un contrôle des Nord-Africains lors de leur arrivée en France; insuffisance des effectifs de police; ses observations sur les C.O.D.E.R.* [6 novembre 1967] (p. 4560, 4561); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problème de l'accession à la propriété; nécessité de rendre la propriété immobilière accessible aux fortunes, aux salaires et aux traitements modestes; cas des jeunes ménages et des personnes âgées; augmentation du prêt familial; augmentation de l'allocation de logement; refus des prêts familiaux pour l'achat de logements F 1* bis *et F 2; durée des villes nouvelles; nécessité d'accorder des prêts d'une durée de trente ans pour la rénovation ou l'entretien des immeubles anciens; réforme des structures et de la gestion du Ministère* [9 novembre 1967] (p. 4813);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Distinction entre l'amnistie, la grâce et la grâce amnistiante; définition historique de l'amnistie; ses principes fondamentaux; notion de crime grave; fragilité de la thèse gouvernementale; situation des personnes qui ont joué un rôle déterminant dans l'organisation ou le commandement au sein de la subversion; Cour de sûreté de l'Etat; projet de loi étant un texte d'essence monarchique* [28 novembre 1967] (p. 5293, 5294); *proposition de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste tendant à accorder une amnistie de plein droit; son opposition à toute forme de personnalisation de l'amnistie* (p. 5294, 5295).

ALLAINMAT (M. Yves), *Député du Morbihan, 5e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre l'avancement en grade des anciens officiers de carrière mis à la retraite d'office à la suite des lois de dégagement des cadres et rayés des contrôles pendant la période de 1939 à 1949, **n° 720** [24 avril 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de loi (n° 601) relatif aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées, **n° 775** [9 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Ses observations sur le port de Lorient; naufrage du Torrey Canyon; chute des cours du poisson;* consommation du œœ *des cours du poisson; consommation du poisson et des coquillages; nécessité de compléter les accords internationaux; ouverture d'un débat sur le problème général de la pêche; problème de l'indemnisation* [26 avril 1967] (p. 840, 841).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Revendications du personnel ouvrier; cas des personnels civils de la défense nationale; échelon servant de base de comparaison; inclusion de la prime de rendement dans le salaire moyen « armées »; disparité des taux des primes entre Paris et la province; respect des abattements de zone réglementaires; taux de la prime de rendement; situation des sous-officiers et officiers mariniers* [24 octobre 1967] (p. 4049, 4050);

— du projet de loi relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement : *Carrière des officiers d'administration servant dans les arsenaux; situation des officiers d'administration de l'armement; réforme de l'armement* [15 novembre 1967] (p. 4960); après l'Art. 36 : *Inquiétude des officiers d'administration de l'armement* (p. 4965); *son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi : « Projet de loi relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement, des ingénieurs des études et techniques d'armement et des officiers d'administration de l'armement »* (p. 4965);

— du projet de loi relatif aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées, en qualité de *Rapporteur : Principes de la réforme; statut militaire des médecins; ses observations sur les pharmaciens chimistes des armées et les personnels féminins; médecine aérospatiale; question de l'avancement; constitution de deux corps distincts; pyramide des grades; recrutement des médecins pour les missions de coopération et d'aide technique; critiques formulées contre le projet de loi : scission des médecins en deux corps distincts, différence de traitement entre médecins dans les cadres et médecins hors cadres; nécessité de donner au corps des médecins une structure homogène; extension du statut à tous les médecins, qu'ils soient dans les cadres ou hors cadres* [14 mai 1968] (p. 1792); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Rôle des pharmaciens chimistes des armées)* (p. 1792); *ses observations sur son amendement* (p. 1792); *retrait de son amendement* (p. 1792); *son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de cet article : « Les médecins et pharmaciens chimistes des armées sont les conseillers du commandement, au point de vue hygiène, prévention et santé. Ils peuvent également... »* (p. 1792); *spécificité des emplois au sein de chaque arme* (p. 1792); *son amendement tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de cet article : « Ils sont assistés des officiers d'administration, des officiers techniciens, des sous-officiers et des personnels militaires féminins du service de santé des armées »* (p. 1793); *organisation des corps d'officiers d'administration; cas des vétérinaires biologistes des armées* (p. 1793); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Possibilité d'inscrire au tableau d'avancement, pour les grade ou classe supérieurs, les médecins dont la qualification est reconnue)* (p. 1793); *ses observations sur les médecins titrés, les médecins sélectionnés, les médecins non qualifiés* (p. 1793); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Avancement de grade et de classe des médecins des armées)* (p. 1794); *principe de l'avancement au choix* (p. 1794); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi les deux derniers alinéas de cet article : « Médecin de première classe : commandant; Médecin de deuxième classe : selon l'échelon atteint, capitaine ou lieutenant »* (p. 1794); *possibilité de créer une échelle de grades uniques* (p. 1794); Art. 5 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « dans le budget du Ministère des Armées »* (p. 1794); *extension du nouveau statut à tous les médecins* (p. 1794); *son amendement tendant dans le troisième alinéa de cet article à substituer au chiffre « 25,60 % » le chiffre « 30 % »* (p. 1794); *retrait de son amendement* (p. 1795); Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Les médecins des armées sont recrutés à la deuxième classe du grade de médecin »* (p. 1795); Art. 9 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « parmi les médecins en chef de première classe » à insérer les mots « possédant la qualification prévue à l'article précédent »* (p. 1795); *possibilité de réserver l'accès au grade de médecin général aux médecins qualifiés* (p. 1795); Art. 17 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Possibilité d'inscrire au tableau d'avancement, pour les grade ou classe supérieurs, les pharma-*

ciens chimistes dont la qualification est reconnue) (p. 1796); *carrière des pharmaciens chimistes* (p. 1796); Art. 16 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Avancement de grade et de classe des pharmaciens chimistes des armées)* (p. 1796); Art. 12 : *Son amendement tendant au début du dernier alinéa de cet article, après les mots « les grades » à insérer les mots « de pharmacien chimiste général »* (p. 1796); *sa proposition que l'un des pharmaciens généraux devienne général de division* (p. 1796); Art. 13 : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article les alinéas suivants : « Pharmacien chimiste général de première classe : général de division ; pharmacien chimiste général de deuxième classe : général de brigade »* (p. 1797); *retrait de son amendement* (p. 1797); *son amendement tendant à rédiger ainsi les deux derniers alinéas de l'article 13 : « Pharmacien chimiste de première classe : commandant ; pharmacien chimiste de deuxième classe : selon l'échelon atteint, capitaine ou lieutenant »* (p. 1797); Art. 14 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « dans le budget du Ministère des Armées »* (p. 1797); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer au chiffre « 20 % » le chiffre « 30 % »* (p. 1797); *retrait de son amendement* (p. 1797); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article à substituer au chiffre « 79 % » le chiffre « 69 % »* (p. 1797); Art. 15 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Les pharmaciens chimistes des armées sont recrutés à la deuxième classe du grade de pharmacien chimiste »* (p. 1797); Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Choix des pharmaciens chimistes généraux de deuxième classe et de pharmaciens chimistes de première classe)* (p. 1797); *retrait de son amendement* (p. 1797); Art. 19 : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article les nouveaux alinéas suivants : « 62 ans pour le pharmacien chimiste général de première classe ; 60 ans pour les pharmaciens chimistes généraux de deuxième classe »* (p. 1798); *retrait de son amendement* (p. 1798); Art. 27 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « et les surveillantes », à insérer les mots « les directrices et monitrices des centres d'instruction d'infirmières militaires »* (p. 1798); *organisation du corps des personnels féminins du service de santé ; ses observations sur les directrices et monitrices des centres d'instruction d'infirmières militaires* (p. 1798); Art. 31 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1799); Art. 32 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « les conditions d'application de la présente loi », à insérer les mots « ainsi que les dispositions transitoires »* (p. 1799).

ANDRIEUX (M. Maurice), *Député du Pas-de-Calais, 10e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à démocratiser les procédures de fusion et de modification des limites territoriales des communes, **n° 674** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Situation économique et sociale du Pas-de-Calais ; fermeture des hauts fourneaux de Louvroil dans le Nord ; rôle de la Commission de développement économique régional du Nord ; démantèlement de la flotte ; activité du chantier de construction navale de Porc-de-Bouc ; nombre des chômeurs ; carences de la politique gouvernementale en matière d'éducation, de formation profession-*

nelle et de recyclage des cadres [19 mai 1967] (p. 1131, 1132);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les enfants débiles; organisation des classes à faible effectif pour les enfants de 6 ans normaux mais lents; problème de l'enfance inadaptée; collèges d'enseignement secondaire; fichier départemental; écoles nationales de perfectionnement* [26 octobre 1967] (p. 4214); INDUSTRIE : *Situation des houillères du Nord-Pas-de-Calais; problème de la formation intellectuelle et professionnelle; ses observations sur les zones industrielles d'Auchel, de Bruay, de Ruitz et de Nœux-les-Mines; problème de la dénationalisation* [3 novembre 1967] (p. 4444, 4445).

ANSQUER (M. Vincent), *Député de la Vendée, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de l'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569).

Donne sa démission de membre de cette commission [28 avril 1967] (p. 928).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [9 mai 1967] (p. 952), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne [13 juin 1967] (p. 1792);

— membre du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [29 juin 1967] (p. 2416);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F nº 755 [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 401 du Code pénal en matière de filouterie portant sur l'occupation de places de terrains de camping ou de caravanning, **nº 685** [17 avril 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 sur les cumuls d'emplois, **nº 695** [17 avril 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 39 du Code des débits de boissons, **nº 57** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 845-1 du Code rural relatif au renouvellement des baux ruraux, **nº 60** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à permettre l'équipement normal des hôtels de tourisme, **nº 62** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1106-1 du Code rural relatif aux assurances sociales des non-salariés agricoles, **nº 146** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi portant réforme de la commercialisation des produits agricoles d'origine végétale destinés à l'alimentation des animaux, **nº 202** [18 mai 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (nº 426), Annexe nº 24 (Services du Premier Ministre : VIII. — Plan et aménagement du Territoire, **nº 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Amélioration de la productivité; augmentation des charges fiscales des agriculteurs et des éleveurs* [12 avril 1967] (p. 619, 630).

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Réformes de l'enseignement; ses observations*

sur le service militaire obligatoire; responsabilité des adultes; démission des parents; crédits figurant dans les deux lois de programme; difficultés éprouvées par les municipalités pour réaliser les équipements sportifs prévus dans le Ve Plan; ses observations sur l'esprit sportif; initiation des jeunes à la vie civique, à la vie économique et à la vie sociale [24 mai 1967] (p. 1279, 1280).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 2 : *Prêts au Crédit national et à la Banque française du commerce extérieur; procédure dite du crédit-fournisseur instituée par la loi de finances du 13 août 1960; définition des biens d'équipement; faiblesse de notre consommation antérieure; encouragement à l'exportation des biens de consommation sur des marchés structurés* [8 juin 1967] (p. 1706);

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Capacité d'intégration de l'économie française dans l'ensemble européen; circulation des personnes, des biens et des capitaux à l'intérieur de la communauté; apparition de formules nouvelles de commercialisation; développement de la publicité; réforme des circuits bancaires; politique d'argent à bon marché; rénovation de l'appareil administratif; mise en place d'un système coordonné d'informations, de statistiques, de contrôles par l'utilisation des ordinateurs et des calculateurs; mutation du service des douanes; revision des crédits relatifs aux services votés; taxe sur la valeur ajoutée; rôle de l'Etat; nécessité pour l'Etat de disposer d'un service de relations publiques à la disposition des citoyens; regroupement des grandes entreprises* [11 octobre 1967] (p. 3549, 3550) ; Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Camps de camping; application de la T.V.A.; création de nouvelles installations; ses observations sur le terme « tourisme social »* [19 octobre 1967] (p. 3821); SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial: Rôle du délégué à l'informatique; crédits relatifs au plan-calcul; augmentation de crédits pour le centre d'études des revenus et des coûts; développement des recherches en socio-économie; crédits destinés à la productivité* [20 octobre 1967] (p. 3890); *évolution des indicateurs d'alerte; réalisation du Ve Plan; Commissariat général du Plan; délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale; rôle du secrétariat permanent des problèmes de l'eau; dotations du fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire; politique régionale; aides à la décentralisation; taux des primes du régime industriel; action des préfets de région; institution en faveur des activités tertiaires d'une prime de 5 à 15 % pour celles qui se créeront ou se développeront dans les métropoles; ses observations sur les artisans; décentralisation des décisions pour les établissements bancaires et financiers se développant en province; exemple des caisses de crédit agricole; champ d'action des sociétés de développement régional; création de zones de rénovation rurale* (p. 3890, 3891); INDUSTRIE : *Question du secteur des métiers; difficultés de l'insertion du secteur des métiers dans les structures de l'aménagement urbain et rural; problème de l'emploi; réforme des circuits de distribution; question de la recherche; situation des artisans frappés d'expropriation; élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols; réglementation des zones artisanales; création au sein du Commissariat général du Plan d'une Commission de l'équipement rural* [3 novembre 1967] (p. 4445); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Formation professionnelle; bourses scolaires; indemnité viagère de départ; cas des départements de l'Ouest; problème du remembrement; zones de rénovation; ses observations sur les bâtiments d'élevage; problème des adductions d'eau* [8 novembre 1967] (p. 4713, 4714);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation, Art. 11 : *Redevance instituée au profit des ports de plaisance; équipement de ces ports; objectifs du Ve Plan; ses observations sur le Languedoc-Roussillon* [16 novembre 1967] (p. 4999, 5000);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 3 : *Régime fiscal des engrais et produits antiparasitaires; ses observations sur l'acide sulfurique pour le désherbage; taxation des produits alimentaires; règle du butoir; modernisation des industries alimentaires; remboursement des taxes non récupérables* [23 novembre 1967] (p. 5203, 5204); après l'Art. 4 : *Situation des producteurs de porcs* (p. 5206);

après l'Art. 6 : *Simplification du régime de la taxe sur la valeur ajoutée; équilibre de la trésorerie des entreprises de construction qui travaillent pour les établissements publics à caractère industriel et commercial* (p. 5208); Art. 26 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Jacques Richard; problème de la perception des contributions en cas d'aliénation gratuite* (p. 5213).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement, une question orale, sans débat, relative aux problèmes de logement [19 avril 1968] (p. 1212).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Mesures de soutien proposées par le Gouvernement en matière économique; étude de la réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; aide aux catégories les plus modestes; promotion de la famille; aide supplémentaire au logement; part des maisons individuelles dans le programme global de construction; maintien des primes non convertibles; répartition des crédits; augmentation de certains loyers; utilisation des dépôts des caisses d'épargne; soutien des investissements; évolution des échanges extérieurs; carte d'exportateur; calcul des forfaits de la T.V.A. appliqués aux commerçants et aux artisans; nécessité d'un aménagement des fiscalités indirectes des pays du Marché commun; problème de la moindre compétitivité de certains de nos produits; création d'une fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises* [9 mai 1968] (p. 1681); *nécessité d'assurer un développement équilibré des régions; recherches d'une meilleure répartition des structures d'accueil nécessaires à la vie active de nos concitoyens; développement du secteur tertiaire et du secteur des métiers* (p. 1682).

ANTHONIOZ (M. Marcel), *Député de l'Ain, 2e circonscription (R. I.). Vice-Président de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563), [2 avril 1968] (p. 968).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), Annexe n° 27 (Transports : II. — Aviation civile), **n° 455** [10 octobre 1967].

En qualité de vice-président préside :

La 1re séance du 19 avril 1967 (p. 695); la 1re partie de la séance du 28 avril 1967 (p. 879) ; la 2e partie de la 1re séance du 23 mai 1967 (p. 1229); la 2e séance du 24 mai 1967 (p. 1283); la 2e séance du 30 mai 1967 (p. 1405); la séance du 1er juin 1967 (p. 1507); la 2e séance du 8 juin 1967 (p. 1701); la 1re séance du 14 juin 1967 (p. 1807); la 2e séance du 14 juin 1967 (p. 1810); la 2e partie de la 1re séance du 15 juin 1967 (p. 1848); la 2e séance du 22 juin 1967 (p. 2068); la 2e séance du 27 juin 1967 (p. 2283); la 2e séance du 29 juin 1967 (p. 2399); la 2e séance du 1er juillet 1967 (p. 2536); la 1re partie de la 2e séance du 10 octobre 1967 (p. 3447); la 2e séance du 17 octobre 1967 (p. 3666); la 2e séance du 25 octobre 1967 (p. 4095); la 4e séance du 27 octobre 1967 (p. 4280); la 2e séance du 3 novembre 1967 (p. 4411); la 3e séance du 3 novembre 1967 (p. 4413); la 2e séance du 6 novembre 1967 (p. 4548); la 2e séance du 9 novembre 1967 (p. 4777); la séance du 15 novembre 1967 (p. 4958); la 2e séance du 22 novembre 1967 (p. 5162); la 1re séance du 30 novembre 1967 (p. 5369); la 1re séance du 13 décembre 1967 (p. 5827); la 1re séance du 20 décembre 1967 (p. 6071); la 2e séance du 20 décembre 1967 (p. 6074); la séance du 18 avril 1968 (p. 1116); la séance du 26 avril 1968 (p. 1396); la 1re séance du

9 mai 1968 (p. 1655); la séance du 15 mai 1968 (p. 1833); la 1re partie de la séance du 28 mai 1968 (p. 2125).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Associe la Présidence de l'Assemblée à l'hommage rendu par le Premier Ministre à la mémoire du Chancelier Konrad Adenauer [19 avril 1967] (p. 696).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Ahmed Mohamed [19 avril 1967] (p. 696).

Ses observations sur les faits personnels de MM. Ahmed Mohamed, Sabatier et Mitterrand [19 avril 1967] (p. 719, 720).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Palmero, Defferre, Chochoy et Mme Prin [27 juin 1967] (p. 2284, 2285).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. de Grailly [1er juillet 1967] (p. 2566) et sur celui de M. Dreyfus-Schmidt (p. 2568).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Fanton : *Questions orales inscrites à l'ordre du jour du vendredi 17 novembre 1967* [9 novembre 1967] (p. 4778).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Tomasini sur son vote sur les articles réservés du projet de loi de finances rectificative [30 novembre 1967] (p. 5369).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Bayou [30 novembre 1967] (p. 5369).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre : *Inscription à l'ordre du jour de la présente séance d'une déclaration sans débat du Gouvernement* [28 mai 1968] (p. 2126).

En qualité de député,

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Rôle du Fonds de développement économique et social; projet de l'hôtel de la porte Maillot; nécessité de développer les moyens d'hébergement et d'accueil; mise en valeur des possibilités et des attraits touristiques de la France; problème du tourisme social; fonctionnement du Fonds d'action locale; situation des établissements thermaux; accords passés avec Air France et U.T.A.; rôle de Paris* [19 octobre 1967] (p. 3809, 3810); *application du taux de 6 % de la T.V.A. aux terrains de camping; extension de ce taux aux hôtels non classés comme hôtels de tourisme; normalisation des taux* (p. 3821); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur spécial: Construction aéronautique; « Concorde »; formation des personnels; transfert de l'école nationale de l'aviation civile à Toulouse; situation des agents contractuels des services administratifs et techniques et des agents contractuels des services techniques recrutés avant 1962 par la direction de l'aviation civile en Algérie ou l'organisation commune des régions sahariennes; formation professionnelle du personnel navigant; qualification des pilotes militaires; bases d'équivalence entre les brevets militaires et les brevets civils; détaxation des carburants; aviation commerciale; aéroport de Paris; ses observations sur Orly et Paris-Nord; desserte d'Orly; Air France; progression du transport aérien des passagers; développement du transport du fret; problème de l'accueil et de l'hébergement; Air Inter; modalités de financement du déficit du réseau intérieur; aide à la construction aéronautique; ses observations sur le S.S.T. américain et sur l'avion supersonique soviétique; nécessité d'établir un avion gros-porteur; rôle de l'Airbus; réussite de la Caravelle; ses observations sur la Super-Caravelle; insuffisance des efforts en faveur de l'aviation légère* [3 novembre 1967] (p. 4390 à 4392); *ses observations sur l'organisation du débat* (p. 4409); *son amendement tendant à la suppression de la réduction de crédits inscrits au titre IV de l'état B* (p. 4414); Seconde délibération, Art. 36 : *Problème des personnels de police; création de 800 emplois de contractuel; ses observations sur la suppression d'un certain nombre d'emplois de C.R.S.* [10 novembre 1967] (p. 4913); En deuxième lecture, Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* [7 décembre 1967] (p. 5649); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du texte modificatif proposé par l'amendement de M. Rivain pour le paragraphe* d *de l'article 8 de la loi du 6 janvier 1966 : « Repas principaux servis dans les restaurants classés de tourisme et dans les restaurants exploités dans les hôtels classés de tourisme »* [7 décembre 1967] (p. 5649); Art. 13 : *Charge fiscale des transporteurs routiers français* (p. 5657);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la

législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Avenir du département de l'Ain; problèmes de la région Rhône-Alpes; métropole Lyon-Saint-Etienne; création d'un complexe régional des loisirs à Miribel-Jonage; classement en zone III des cantons d'Ambérieu et de Poncin; problème du logement* [1er décembre 1967] (p. 5495); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Cas du département de l'Ain et du département de l'Isère; récession dans l'industrie du textile; ses observations sur le canton de Poncin; placement en zone 3 de certains cantons de l'Ain* [19 décembre 1967] (p. 6017).

ARRAUT (M. Pierre), *Député de l'Hérault, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1967] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de MM. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Problème de l'emploi; nombre des chômeurs dans le département de l'Hérault; ses observations sur les usines Fouga de Béziers et l'entreprise Ventex de Ganges; compressions d'effectifs à la S.N.C.F.; ses observations sur les délais de livraison des colis; situation des pêcheurs qui se voient imposer un tonnage limité de pêche; importance de Sète; problème de la vigne; disparition des petits et moyens viticulteurs; aménagement touristique du Languedoc-Roussillon* [9 mai 1968] (p. 1690, 1691).

AYME (M. Léon), *Député du Vaucluse, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant les articles 384 et 385 du Code rural : *Ses observations sur les gardes des fédérations de chasse* [27 avril 1967] (p. 862);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur les fruits et légumes; organisation européenne des marchés; détermination du prix de base; objectifs de la politique agricole commune; établissement d'un prix de base pour chaque produit repris dans l'organisation commune des marchés* [8 novembre 1967] (p. 4675, 4676); *mécontentement des pépiniéristes producteurs de bois et plants de vignes; prix de la carte professionnelle de pépiniériste viticole* (p. 4676); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Institut des vins de consommation courante; fiscalité pesant sur les producteurs* [5 décembre 1967] (p. 5587).

AYMÉ de la CHEVRELIÈRE (Mme Marie-Magdeleine), *Député des Deux-Sèvres, 1re circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend note de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommée membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569); [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives aux dispenses des obligations d'activité du service national fixées par la loi no 65-550 du 9 juillet 1965, **no 779** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Enseignement en France des langues vivantes étrangères; organisation du deuxième cycle de l'enseignement supérieur; refus de créer dans l'Ouest et le Sud-Ouest certaines sections de premier cycle; refus de la maîtrise d'italien à Poitiers et à Bordeaux; refus du deuxième cycle de russe à Poitiers; politique de décentralisation; enseignement du russe en France; nombre de postes mis au concours de l'agrégation et du C.A.P.E.S. de russe; caractère indispensable de la connaissance du russe* [31 mai 1967] (p. 1462 à 1464).

— Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème de la forclusion frappant les demandes de reconnaissance du titre de combattant volontaire 1939-1945 et de la médaille des évadés; discussion des propositions de loi déposées par les députés de la majorité et de l'opposition; problème du rapport constant; revision de la formule d'indexation* [19 octobre 1967] (p. 3855); EDUCATION NATIONALE : *Enseignement musical dans les écoles de France; ses observations sur l'option Arts à partir de la seconde; réforme de l'enseignement artistique; rôle des conservatoires régionaux; intégration de l'enseignement musical dans les programmes scolaires; école primaire; création d'un enseignement supérieur de la musique* [27 octobre 1967] (p. 4258 à 4260); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Dispersion des crédits intéressant l'agriculture à travers quatre ministères; crédits destinés au soutien des marchés; crédits d'équipement; reconstruction des abattoirs de la Villette; transfert des Halles de Paris; équipements collectifs ruraux; amélioration des structures agricoles; dotation du F.A.F.A.S.A.; cas de la région Poitou-Charente; octroi de l'indemnité viagère de départ; insuffisance des crédits alloués pour les bâtiments d'élevage* [8 novembre 1967] (p. 4695, 4696).

B

BACLET (Mme Albertine), *Député de la Guadeloupe, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommée :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 135) relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, **n° 218** [24 mai 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 338), modifié par le Sénat, relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, **n° 372** [28 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, en qualité de *Rapporteur : Harmonisation de la législation sociale des quatre départements d'outre-mer avec celle des départements métropolitains ; législation des prestations familiales ; ses observations sur le cyclone qui a ravagé la Guadeloupe ; problème de la surface minimale ; question de l'emploi ; réforme foncière ; industrialisation et tourisme étant nécessaires aux départements d'outre-mer ; rôle des services agricoles* [25 mai 1967] (p. 1319, 1320); Art. 1106-18 du Code rural : *Ses observations sur les amendements de M. Valentino* (p. 1322); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article à substituer au mot « paragraphe » le mot « alinéa »* (p. 1322); *son amendement tendant après les mots « l'exploitation ou l'entreprise » à rédiger ainsi la fin de la dernière phrase du troisième alinéa de cet article : « dans les catégories des personnes visées par les dispositions combinées du premier alinéa du présent article et de l'article 1106-1, 1° ou 2° »* (p. 1322); Art. 1106-19 du Code rural : *Son amendement tendant à compléter comme suit la troisième phrase du premier alinéa de cet article : « et le*

titulaires de retraite ou d'allocation de vieillesse agricole prévues à l'article 1142-3 du présent code qui n'exercent pas d'activité professionnelle » (p. 1323); *nécessité d'aligner complètement le régime des départements d'outre-mer sur celui de la métropole* (p. 1323); *retrait de son amendement* (p. 1323); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 1106-19 du Code rural, après les mots « du droit aux prestations » à insérer les mots « visées à l'alinéa précédent »* (p. 1323); Art. 1106-20 du Code rural : *Son amendement tendant après les mots « les conditions prévues » à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa de cet article : « à l'article 1142-6, troisième alinéa du présent code pour le partage de la cotisation cadastrale de l'assurance vieillesse »* (p. 1324); Art. 1106-21 du Code rural : *Son amendement tendant à la fin du paragraphe 2 de cet article à supprimer les mots « et éventuellement les modalités d'une compensation de ces frais de gestion avec ceux exposés par les organismes qui gèrent le régime institué par le chapitre III-1 du présent titre »* (p. 1324); Art. 1106-26 du Code rural : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « les articles 1106-5 dernier alinéa » les mots « les dispositions de l'article 1106-5, dernier alinéa, du présent code, en tant qu'elles visent l'article 1045 dudit code, les articles... »; garantie des accidents de la vie privée accordée aux titulaires de retraite ou d'allocation de vieillesse agricole* (p. 1325); Art. 3 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « La présente loi entrera en application à compter du 1er janvier 1968. Des décrets fixeront ses modalités d'application et, en tant que de besoin, les règles de coordination du régime visé à l'article premier ci-dessus, avec les autres régimes de sécurité sociale »* (p. 1325); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Position du Sénat; cas des exploitants forestiers négociants en bois; date d'application de la loi; ses observations sur l'AMEXA* [1er juillet 1967] (p. 2555, 2556);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle : *Montée de la courbe démographique en Guadeloupe; ses conséquences; libération de la femme; cas des départements d'outre-mer; extension à ces départements de la législation sociale métropolitaine* [1er juillet 1967] (p. 2568, 2569); en deuxième lecture, Art. 5 *bis : Cas des départements d'outre-mer; nécessité de libérer la femme; lutte contre la détérioration des mœurs* [14 décembre 1967] (p. 5901);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Cas du département de la Guadeloupe; problème de l'emploi; crédits relatifs à la migration; problème du logement en France; dotation de la section centrale du F.I.D.O.M.; projet de rénovation de la côte Sous-le-Vent; taux de scolarisation dans l'enseignement primaire; utilité du traité de Rome pour l'agriculture des départements d'outre-mer; ses observations sur le rhum, la canne à sucre et la banane; extension aux populations des départements d'outre-mer de la législation sociale métropolitaine; problème des allocations familiales* [2 novembre 1967] (p. 4347, 4348).

BAILLOT (M. Louis), *Député de Paris (27e circonscription) (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à assurer la garantie de l'emploi et à protéger les salariés

contre les licenciements arbitraires, **n° 742** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi tendant à améliorer la législation sur les congés pour la formation des cadres et animateurs des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, **n° 743** [3 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Situation des ingénieurs, cadres et techniciens, licenciements chez Philips, proposition de loi déposée par le groupe communiste tendant à organiser le perfectionnement continu des cadres* [26 mai 1967] (p. 1367, 1368).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Ses observations sur la manière dont s'est déroulée la discussion au sein des trois commissions; absence de constitution d'une commission spéciale; rareté des terrains à bâtir; exode vers les grands centres; disparition des petites exploitations agricoles; nécessité de concevoir une véritable politique d'aménagement du territoire; application du V^e Plan; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme; plan d'occupation des sols; fixation du coefficient d'occupation des sols; cas de la région parisienne; rôle du préfet de région; dispositions relatives à l'expropriation; spéculation foncière; nécessité de créer un jury d'expropriation; délais d'expropriation; problèmes financiers; ressources des collectivités locales; constitution de réserves foncières; instauration d'une taxe locale d'équipement; imposition des plus-values foncières; exonération des offices publics d'H.L.M. du paiement de cette taxe; participation des communes à l'élaboration et à l'approbation des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols; application d'une taxe différenciée suivant la nature des constructions; abandon du régime particulier réservé à la région parisienne; nationalisation des monopoles de fait; groupe communiste ayant déposé une proposition de loi tendant à accorder un droit de préemption en matière de mutation immobilière aux collectivités locales pour leurs programmes sociaux de construction de logements* [20 juin 1967] (p. 1967 à 1969); avant l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer avant cet article un nouvel article (Fixation des indemnités d'expropriation relevant d'une juridiction composée d'un magistrat président, pris dans une liste établie par le premier président de la cour d'appel du ressort et désigné par lui, d'un représentant de l'autorité expropriante et d'un représentant désigné par les associations d'expropriés)* [26 juin 1967] (p. 2219); Art. 14 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2222); après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article 12 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 est ainsi rédigé : « A défaut d'accord amiable, les indemnités sont fixées par une juridiction composée d'un magistrat président, pris dans une liste établie par le premier président de la cour d'appel du ressort et désigné par lui, d'un représentant de l'autorité expropriante et d'un représentant désigné par les associations d'expropriés »* (p. 2230); Art. 16 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2231); Art. 17, art. 18, art. 19 et art. 20 : *Ses amendements tendant à la suppression de ces articles* (p. 2233, 2234); Art. 47 : *Uniformité du taux de la taxe* [28 juin 1967] (p. 2332); *droit des communes* (p. 2333); Art. 48 : *Exemption de la taxe locale pour les constructions édifiées par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré* (p. 2337); en deuxième lecture : *Nécessité d'une véritable politique d'urbanisation; spéculation foncière; insuffisance des crédits consacrés aux voies urbaines; crédits pour les acquisitions foncières; création de voies rapides et d'autoroutes de dégagement; participation des communes et des départements à concurrence de 40 % au montant des travaux de construction de route; problème de l'expropriation; garantie des expropriés; concessions immobilières; législation en matière de propriété commerciale; taxe locale d'équipement sur les constructions édifiées par les offices publics et sociétés d'H.L.M.; prix de la construction des H.L.M.; prélèvement d'une taxe complémentaire de 1 % au profit du district de la région parisienne; nécessité d'inscrire la loi d'orientation foncière dans un véritable plan d'aménagement du territoire* [30 novembre 1967] (p. 5372, 5373); Art. 37 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5426); *ses observations sur les concessions immobilières* (p. 5427, 5428); Art. 51 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 5438);

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur le Livre blanc sur la jeunesse; amélioration du sort des jeunes; formation professionnelle, notamment celle des jeunes filles; prolongation de la scolarité jusqu'à l'âge de 18 ans; programme de logements pour les jeunes travailleurs et les jeunes ménages; généralisation des cinq semaines de congés payés pour les moins de 20 ans; problème de la création de commissions de la jeunesse auprès des conseillers municipaux; Jeux olympiques de Grenoble; aide accordée aux organisations de jeunesse; ses observations sur l'opération « Mille clubs de jeunes »; problème des colonies de vacances* [20 octobre 1967] (p. 3941, 3942).

Pose à M. le Premier Ministre une question orale, sans débat, relative aux livraisons de farine aux boulangers [3 novembre 1967] (p. 4411, 4412).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale, avec débat, relative à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne [17 novembre 1967] (p. 5069) : *Aggravation de la désindustrialisation de Paris et de sa banlieue; nombre de chômeurs; récriminations contre le District; création d'une préfecture régionale; décret du 6 octobre 1967; conception technocratique du District; rôle du super-Préfet; sous-équipement de la région parisienne; inconstitutionnalité du droit conféré au District de lever l'impôt; informations contradictoires concernant l'aménagement des villes nouvelles et le développement des villes anciennes; nécessité de faire aller de pair le développement et l'aménagement de Paris et ceux de la province ; construction de logements sociaux; priorité à l'extension et à la rénovation des villes existantes; développement des transports en commun* (p. 5070, 5071).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ducoloné* [14 décembre 1967] (p. 5906); ses explications de vote : *Son opposition à toute mesure d'extension de l'amnistie* (p. 5908);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Krieg, tendant à modifier la loi n° 54-781 du 2 août 1954, en vue de faciliter les possibilités de logement des étudiants et des personnes seules : *Ses observations sur le fait de donner aux propriétaires des moyens importants pour récupérer un certain nombre de locaux; fixation des loyers; utilité de la réquisition; groupe communiste devant déposer une proposition de loi tendant à proroger au-delà de juillet 1968 la possibilité de réquisition; nécessité de recenser toutes les pièces utilisables pour les étudiants* [25 avril 1968] (p. 1350); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1351); *crise du logement touchant les personnes aux ressources modestes* (p. 1351); *problème de l'augmentation des loyers* (p. 1351); *abstention du groupe communiste lors du vote sur l'ensemble du texte* (p. 1352).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire une question orale, sans débat, relative à la nécessité de maintenir des entreprises industrielles dans Paris [26 avril 1968] (p. 1401, 1402, 1403).

Son rappel au règlement : *Application de l'article 48, alinéa 7 du Règlement; dégradation de la situation de l'université; modification de l'ordre du jour du lendemain* [7 mai 1968] (p. 1528).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Politique du Gouvernement en matière de production d'énergie nucléaire; projet Phœnix; place donnée dans la recherche aux fins militaires de l'énergie nucléaire; retombées technologiques et économiques; ses observations sur les combustibles à base d'uranium naturel; intérêts des monopoles capitalistes* [8 mai 1968] (p. 1634, 1635).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative aux manifestations d'étudiants [8 mai 1968] (p. 1592) : *Indignation créée par la fermeture de la faculté des lettres de Nanterre et de la Sorbonne; brutalité de la répression; crise de l'Université française; transformation nécessaire de l'ensemble de notre économie et de notre société; discussion d'urgence de la proposition de loi relative à l'amnistie; construction de nouvelles facultés dans la région parisienne (Villetaneuse, Créteil, Verrières); construction de centres hospitaliers universitaires et de nom-*

breux instituts universitaires de technologie; attribution d'une allocation d'études; développement des œuvres sociales et culturelles cogérées par les étudiants (p. 1600, 1601).

BAILLY (M. Jean), *Député du Territoire de Belfort, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés [13 juin 1967] (p. 1792).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), Annexe n° 17 (Industrie), **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Répartition du revenu national; conséquences de la dernière étape du Marché commun; situation des agriculteurs; rémunération du capital investi; problème des abattements de zones; possibilité d'envisager une solution régionale à ce problème; fixation des prochaines augmentations des rémunérations en valeur absolue et sous la forme d'une somme forfaitaire et non point en valeur relative; réalisation des équipements collectifs; réforme des finances locales; produit de la contribution mobilière; réforme de la sécurité sociale; principe de la solidarité nationale; réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; fraude fiscale; son désir de rendre publiques les déclarations de revenus; question des logements sociaux; prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans; exécution du « plan-calcul »* [19 avril 1967] (p. 736, 737).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, ses explications de vote : *Aide à la Sécurité sociale; financement des programmes d'équipement des entreprises nationales; développement des exportations; protection sociale de la population française; répartition des charges entre l'Etat et la Sécurité sociale; question du marché financier; commerce extérieur; indicateur d'alerte prévu par le Ve Plan en matière de commerce extérieur; union démocratique pour la Ve République votant le projet de loi* [8 juin 1967] (p. 1706, 1707);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur spécial: Caractéristiques du budget; action en faveur de la recherche; ses observations sur les services et les centres professionnels; situation des petites et moyennes entreprises; encouragement donné à l'artisanat; création du « groupement d'intérêt commun »; contrats de programme permettant le déblocage des prix; structure du Ministère; rôle du secteur public industriel; secteur pétrolier; rôle de l'E.R.A.P.* [3 novembre 1967] (p. 4417, 4418); Art. 74 : *Problème de l'inspection des établissements classés insalubres, incommodes ou dangereux* (p. 4452); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Logements H.L.M.; possibilité de réserver une part de ces logements aux villes de moyenne importance; allocation de logement; construction de foyers-résidences; procédure de l'attribution des primes; opérations de rénovation urbaine; liaison fluviale Rhin-Rhône; ses observations sur le tracé Mulhouse-Altkirch; acquisitions de terrains entre Altkirch et Bourogne* [9 novembre 1967] (p. 4825, 4826).

BALANÇA (M. Hubert), *Député des Hauts-de-Seine, 10e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Gorse, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

BALLANGER (M. Robert), *Député de la Seine-Saint-Denis, 8e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à réprimer la provocation à la haine raciste et à rendre plus efficace la législation sur la répression des menées racistes et antisémites, **n° 257** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des banques d'affaires, des banques de crédit à long et moyen terme et des grandes banques de dépôts privés, **n° 296** [9 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à l'abrogation des lois réprimant l'avortement et la propagande anticonceptionnelle et à la réglementation de la commercialisation des moyens anticonceptionnels, **n° 402** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à mettre fin à la délégation de pouvoirs résultant de la loi du 22 juin 1967 et avançant au 16 octobre 1967 la date limite de dépôt des instruments de ratification des ordonnances par le Gouvernement, **n° 442** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des principales sociétés de construction automobile (véhicules de tourisme et poids lourds), **n° 443** [10 octobre 1967].

Interventions :

Son rappel au règlement : *Répartition des places dans l'hémicycle de l'Assemblée; ses observations sur les notions de gauche et de droite; caractères de la loi électorale; définition et politique du gaullisme* [6 avril 1967] (p. 570).

Son rappel au règlement : *Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Fanton; Président de la République n'étant plus un arbitre au-dessus des partis mais le secrétaire général d'un parti politique* [13 avril 1967] (p. 652).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique général : *Echec électoral de MM. Couve de Murville et Messmer; rôle du Gouvernement pendant la campagne électorale; pressions sur le corps électoral exercées par les candidats gaullistes et les préfets; injustice de la loi électorale* [19 avril 1967] (p. 699); *élection dans les départements d'outre-mer* (p. 700); *statut de l'O.R.T.F.; nécessité d'assurer l'objectivité de l'information; stabilité étant accompagnée d'inefficacité; ses observations sur les problèmes de la construction, les prix et la fiscalité; pouvoir gaulliste étant le pouvoir des monopoles; niveau de vie des Français; question des salaires; zones de salaires; importance du chômage; problèmes du logement; nécessité d'édifier 600.000 logements par an, dont 300.000 H.L.M.; situation des personnes âgées, des anciens combattants; déficit de la Sécurité sociale; augmentation des tarifs des transports, du gaz et de l'électricité; politique antisociale du Gouvernement; force de frappe atomique; défense des ressources essentielles du littoral breton; indemnisation des victimes de la catastrophe; reconnaissance des deux Etats allemands; affirmation de l'intangibilité de leurs frontières; son opposition à l'accession de l'Allemagne à l'armement nucléaire; nationalisation de la grande industrie et de la haute banque; nationalisation des banques d'affaires, des principales banques de dépôt et des monopoles industriels; réforme de la fiscalité; comparaison entre les impôts payés par les sociétés et l'impôt sur le revenu des personnes physiques; abrogation de la loi étendant la taxe sur la valeur ajoutée au commerce de détail; nécessité d'une politique novatrice de progrès social* (p. 700 à 703).

Prend part à la discussion sur la motion de censure, ses explications de vote : *Problème du contenu réel des projets gouvernementaux; politique antisociale du Gouvernement; caractères de la majorité; gaullisme impliquant l'inconditionnalité; usage du vote bloqué; abdication du Parlement; régime personnel; grève du 17 mai* [20 mai 1967] (p. 1205, 1206).

Son rappel au règlement : *Crise du Moyen-Orient ; communication du Gouvernement devant être suivie d'un débat devant le Parlement* [6 juin 1967] (p. 1604).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Projet de ratification des ordonnances ; Sécurité sociale ; impôt sur les sociétés ; stagnation du niveau de vie ; augmentation des tarifs des transports ; interdiction faite aux mutuelles de rembourser intégralement le ticket modérateur ; taxes fiscales sur les produits pharmaceutiques ; nationalisation des trusts pharmaceutiques ; nombre des chômeurs ; intéressement des travailleurs aux fruits de l'expansion économique ; taux de croissance du Ve Plan ; revendications agricoles ; nationalisation de certains secteurs importants ; réforme fiscale frappant les gros revenus* [10 octobre 1967] (p. 3438 à 3440) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : après l'Art. 57 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le prix des locations de logements construits avec l'aide de l'Etat après le 1er septembre 1948, ne pourra dépasser de plus de 30 %, sauf justification contraire, les loyers perçus pour les locations des H.L.M. de même type »* [9 novembre 1968] (p. 4837) ;

— sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Pompidou* [24 avril 1968] (p. 1310) ; ses explications de vote : *Colonisation de la télévision par les hommes du pouvoir ; conséquences de l'introduction de la publicité à la télévision ; nécessité d'accorder à l'opposition des émissions régulières pour définir sa politique et ses objectifs ; son vote sur la motion de censure ; condamnation de la politique du Gouvernement en matière d'information ; problèmes de l'emploi, du logement et des salaires* (p. 1330, 1331).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 149 du Règlement ; déclaration du Gouvernement pouvant être soumise au vote de l'Assemblée* [14 mai 1968] (p. 1768).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les manifestations d'étudiants : *Ses observations sur la jeunesse étudiante ; projet de réforme démocratique de l'Université élaboré par le parti communiste ; débat sur la motion de censure ; Gouvernement refusant le dialogue ; Gouvernement étant responsable des événements ; grève générale ; création de nouvelles facultés et de nouveaux instituts universitaires de technologie ; allocation d'études ; création d'une structure permanente de dialogue avec les étudiants ; union des travailleurs manuels et intellectuels contre le régime* [14 mai 1968] (p. 1779, 1780).

Prend part à la discussion sur la motion de censure, ses explications de vote : *Pouvoir personnel ; décalage entre la nation et le Gouvernement ; ses observations sur les manifestations ; augmentation des loyers ; situation des travailleurs retraités ; scandales du régime ; conception gouvernementale de la France ; augmentation de la productivité ; dépenses improductives ; accord du 10 janvier 1966 ; condamnation du Gouvernement ; son vote sur la motion de censure ; problème du régime* [22 mai 1968] (p. 2045 à 2047).

BALMIGÈRE (M. Paul), *Député de l'Hérault, 4e circonscription, Secrétaire de l'Assemblée Nationale (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à accorder aux salariés de l'agriculture la parité sociale et économique avec les salariés de l'industrie et du commerce, **n° 476** [25 octobre 1967].

Sa proposition de loi instituant l'obligation d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles pour garantir les personnes salariées de l'agriculture, **n° 811** [15 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Problèmes de l'agriculture ; endettement des agri-*

culteurs; exode rural; pression sur les prix agricoles à la production; problème de la parité; ses observations sur les superficies dites « de référence »; négociation du Kennedy Round; question de la viticulture; limitation du prix du vin; pouvoir d'achat des vignerons; aide à la coopération; nécessité d'arrêter les importations de vin [20 avril 1967] (p. 758).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 880) : *Manifestations des viticulteurs des 20 février et 16 mars; revalorisation du prix du vin à la production; défense de l'exploitation familiale* (p. 880); *accaparement des terres par une poignée de gros exploitants; avantages du statut viticole sur le décret du 16 mai 1959 permettant un blocage réel et progressif; nécessité de continuer à suspendre le dédouanement des vins importés; interdiction du coupage; dégradation du revenu viticole; suppression des importations conduisant au blocage de la récolte française; rétablissement du blocage et de la distillation obligatoire; création d'une société d'intervention pour faire respecter le prix de campagne; réduction de la fiscalité* (p. 883, 885, 927).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Décret sur les prix de campagne; situation des producteurs de vin; importations de vin d'Afrique du Nord; qualité des vins; coupage des vins français avec des vins étrangers; organisation du marché; prestations viniques; problème de la fiscalité; régime de la T.V.A.; appellations d'origine contrôlée; vins doux naturels; redevance payée par les pépiniéristes pour le financement de l'Institut des vins de consommation courante; impôt sur les bénéfices agricoles; projet de règlement du marché viticole élaboré par la commission européenne; ses observations sur l'avenant intéressant l'Espagne; question de l'exploitation familiale; problème des structures; situation des salariés de l'agriculture; suppression du S.M.A.G.; extension du bénéfice des quatre semaines de congés payés à tous les salariés agricoles; ses observations sur les accidents du travail* [8 novembre 1967] (p. 4665, 4666); *ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 4727); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Charges fiscales pesant sur l'agriculture; extension de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture; ses observations sur les caves coopératives de vinification; ristourne sur l'achat de matériel agricole; taxe de circulation des viandes; ses observations sur les vins délimités de qualité supérieure et les vins d'appellation d'origine contrôlée* [5 décembre 1967] (p. 5541, 5542);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Etat A, AGRICULTURE : *Indemnisation des dommages causés par les calamités agricoles; notion de zones reconnues comme sinistrées; problème du montant des indemnités; contribution de l'Etat au fonds de solidarité* [23 novembre 1967] (p. 5215, 5216).

Prend part au débat sur la question orale relative à la décentralisation administrative et économique : *Situation angoissante de la région biterroise; sous-emploi; revenu moyen des habitants inférieur de 20 % à la moyenne nationale; disparition des mines, de la métallurgie, des textiles; endettement des viticulteurs; travaux du canal Rhône-Languedoc; aménagement du littoral; nécessité de créer des emplois et de pratiquer une politique agricole et viticole assurant la vie des petites et moyennes exploitations* [24 novembre 1967] (p. 5256, 5257).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Discussion des questions orales relatives aux dernières dispositions intéressant la viticulture; reprise des importations de vin* [7 décembre 1967] (p. 5643).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, sans débat, relative à la fiscalité du vin [19 avril 1968] (p. 1217, 1225, 1226).

BARBEROT (M. Paul), *Député de l'Ain, 1re circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Pidjot et plusieurs de ses collègues tendant à proroger les pouvoirs de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, ses explications de vote : *Groupe « Progrès et démocratie moderne » votant à l'unanimité la proposition de loi en discussion* [13 avril 1967] (p. 653);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les conducteurs et les agents des travaux publics de l'Etat; problème routier; dégradation du réseau; problème du logement; nombre des logements achevés; cas du département de l'Ain; nécessité d'augmenter le nombre des H.L.M. du secteur locatif; déplacement de l'Institut géographique national de Saint-Mandé* [9 novembre 1967] (p. 4804, 4805);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur l'opinion des maires de l'Ain relative à la modification des limites du département; financement des superstructure de la Z.U.P.; prestige de Lyon; problèmes de l'Isère; ses observations sur Beligneux* [1er décembre 1967] (p. 5481, 5482); Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à supprimer le paragraphe IV de l'amendement de M. Trorial* (p. 5503); *ses observations sur son sous-amendement* (p. 5506).

BARBET (M. Raymond), *Député des Hauts-de-Seine, 7e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à favoriser l'enseignement du français, l'alphabétisation et la promotion sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles, N° 696 [17 avril 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, avec débat, relative au fonctionnement des services des préfectures et des sous-préfectures : *Réévaluation des effectifs; prise en charge des auxiliaires départementaux; alignement de la situation des personnels de préfecture sur les autres grandes administrations; nécessité d'adapter les effectifs à l'augmentation de la population; impossibilité de réorganiser la région parisienne sans créer de nouveaux postes; mise en place de zones d'aménagement différé dans la région parisienne; amélioration des traitements du personnel des préfectures* [21 avril 1967] (p. 781, 782); *situation du personnel auxiliaire* (p. 786).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Crédits inscrits au budget du Ministère de la Jeunesse; problème des dépenses d'investissements sportifs et de fonctionnement des installations sportives; question des subventions; construction du palais des sports de la ville de Nanterre; construction d'une piscine couverte à Aix-en-Provence; nécessité de doter les établissements du second degré d'installations sportives nécessaires; exemple du lycée Frédéric-et-Irène-Joliot-Curie à Nanterre* [24 mai 1967] (p. 1275, 1276).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. de la Malène tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne : *Tutelle sur les élus communaux et départementaux; loi du 2 août 1961; pouvoirs du préfet de la région*

parisienne, délégué général au district; ententes intercommunales et interdépartementales; représentation des populations au sein des nouveaux conseils généraux [13 juin 1967] (p. 1766, 1767); en deuxième lecture : *Prorogation des mandats des membres du conseil d'administration du district; question de l'approbation du budget* [27 juin 1967] (p. 2261); *vote du groupe communiste* (p. 2262);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Problèmes propres à la région parisienne; composition du conseil d'administration du district; pouvoirs du district; institut d'urbanisme de la région parisienne; cas des départements de la Seine et de Seine-et-Oise; zones d'aménagement différé; taux de la taxe d'équipement; création d'une assemblée régionale démocratique* [21 juin 1967] (p. 2006, 2007);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Fonds d'aménagement du territoire; prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations aux collectivités locales; cas de la région parisienne; transfert des halles; aménagement de la zone de la Défense* [4 novembre 1967] (p. 4493, 4494); Art. 43 : *Vote du groupe communiste* (p. 4494).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne : *Restrictions apportées aux responsabilités des élus locaux de la région parisienne par le décret du 6 octobre; remise en cause des plans d'urbanisme approuvés par les assemblées locales; centralisation des pouvoirs de décision des élus entre les mains du préfet de la région parisienne; autorité du préfet de la région parisienne sur l'Office public des H.L.M. de la Seine; rôle de ce préfet vis-à-vis du syndicat des communes de banlieue* [17 novembre 1967] (p. 5088, 5089).

BARBIER (M. Ernest), *Député du Var, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

En remplacement de Julien Cazelles, décédé le 12 mars 1968.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement (*J. O.* du 15 mars 1968, p. 2657) [2 avril 1968] (.p 967).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (*J. O.* du 28 mars 1968, p. 3223) [2 avril 1968] (p. 971).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 avril 1968] (p. 1014).

BAREL (M. Virgile), *Député des Alpes-Maritimes, 1re circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant : 1° à majorer de 20 % les rentes viagères privées constituées antérieurement au 1er janvier 1963, et de 10 % celles constituées entre le 1er janvier 1963 et le 1er janvier 1966; 2° à lever pour un an les forclusions d'action en revision judiciaire des rentes viagères, **n° 499** [16 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 405) tendant à accorder, au titre de l'assurance maternité, aux femmes salariées, le paiement pendant seize semaines d'indemnités journalières de repos d'un montant égal à leur salaire, **n° 632** [20 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Ses observations sur les paroles de M. Cermolacce; question de la radioactivité; incidents relatifs à la côte méditerranéenne en raison du rejet de déchets nucléaires; sa question de connaître l'actuelle destination des déchets d'usines nucléaires* [26 avril 1967] (p. 828);

— sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Ses observations sur l'académie de Nice; manque de crédits; manque d'institutrices et d'instituteurs dans le département des Alpes-Maritimes; promesse faite par M. Christian Fouchet de construire à l'est de Nice un lycée technique industriel, le lycée Pasteur; ses observations sur l'université de Nice : la faculté des lettres, la faculté des sciences, la faculté de droit, la faculté de médecine* [30 mai 1967] (p. 1414, 1415);

— sur les questions orales relatives à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires : *Situation de l'industrie touristique; développement du tourisme social* [2 juin 1967] (p. 1587, 1588).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Tourisme social; taux de la T.V.A. appliqué aux ventes de boissons à consommer sur place; édition d'un annuaire hôtelier; organisation d'une campagne publicitaire; ses observations sur les campings, les villages de vacances, les maisons familiales; rôle du club Méditerranée; problème du mouillage du bateau de plaisance; exploitation des stations de neige ou des ports de plaisance; réduction de la durée du travail des femmes; droit au repos et aux loisirs; généralisation de la quatrième semaine de congés payés et de la cinquième semaine pour les jeunes de moins de 21 ans; amélioration du départ des vacanciers par l'accès à tous les trains en portant la réduction de 30 à 50 %; octroi de bons d'essence à tarif préférentiel; prise en charge par l'Etat de la moitié du montant des travaux exécutés par les collectivités locales; réduction des droits de mutation sur les achats de terrain et installations par les associations sans but lucratif bénéficiaires d'un label des villages de vacances; exonération de la T.V.A. pour les campings organisés par les municipalités et les associations désintéressées* [19 octobre 1967] (p. 3811 à 3813); *ses observations sur les paroles de M. Dumas; terrains de camping* (p. 3819); AFFAIRES SOCIALES : *Situation des personnes âgées économiquement faibles; sa question de savoir si les bureaux d'aide sociale de la région parisienne ne pourraient pas distribuer des carnets de tickets de métro et d'autobus; revendications de l'Union des Vieux de France* [26 octobre 1967] (p. 4153, 4154); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Marché-gare de Nice; ses difficultés financières* [8 novembre 1967] (p. 4700, 4701);

— du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites : *Caractères de la politique gouvernementale; mise en valeur du patrimoine architectural de la France; ses observations sur la première loi de programme; création d'un organisme de recherche capable d'étudier les méthodes scientifiques et les techniques de restauration et de protection; amélioration des structures administratives; recrutement des personnels qualifiés; protection des sites; ses observations sur le site de la Vallée des Merveilles; création d'un musée de la Vallée des Merveilles; accaparement de certaines parties du rivage méditerranéen par des promoteurs-constructeurs* [6 décembre 1967] (p. 5621, 5622).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes du logement : *Spéculation éhontée sur la construction; question écrite de M. Paul Laurent relative au prix des loyers demandé par une société immobilière de Paris; scandale du « Jeu de Mail » à Montpellier; opération Derodemi à Toulouse; malfaçon des constructions de Sarcelles ; scandales immobiliers de la Côte d'Azur* [15 décembre 1967] (p. 5962, 5963).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur le fait qu'un élève du centre de formation des professeurs de collège d'enseignement général de Nice a été injustement accusé de faire de la politique à l'intérieur de l'école normale; nécessité de rendre tous ses droits à M. Alain Anne* [22 mai 1968] (p. 2059).

BARIDON (M. Jean), *Député du Rhône, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Joxe, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique de la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [29 juin 1967] (p. 2416);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981).

Intervention :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur Villeurbanne, Vénissieux et Caluire; problème du logement; situation des communes périphériques; réseau des transports en commun de la région lyonnaise; nombre des habitants de l'Isère qui viennent travailler dans la région lyonnaise; aérodrome de Lyon-Bron; ses observations sur les casernes de pompiers situées sur le territoire de la commune de Lyon; création de la communauté urbaine; problèmes de la région Rhône-Alpes* [1er décembre 1967] (p. 5491, 5492).

BARILLON (M. Georges), *Député de l'Yonne, 2e circonscription (R.I.).*

En remplacement de M. Chamant nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014).

BARROT (M. Jacques), *Député de la Haute-Loire, Ire circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— Secrétaire d'âge [3 avril 1967] (p. 546); [2 avril 1968] (p. 965);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [23 octobre 1967] (p. 4001).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 61-1448 du 29 décembre 1961 accor-

dant des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse, n° **673** [17 avril 1968].

Sa proposition de loi tendant à instituer la carte professionnelle d'artiste musicien exécutant salarié, n° **675** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Marché de la viande des veaux de boucherie; cas du département de la Haute-Loire* [30 juin 1967] (p. 2466).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problèmes de la Haute-Loire; affaiblissement des cours du veau; reconversion de certains agriculteurs; fonds de rénovation rurale; indemnité viagère de départ; problème des fermiers et des métayers; conditions d'attribution des bourses en milieu rural; budget de l'enseignement agricole; ramassage scolaire; question du recyclage; ses observations sur les centres de gestion* [8 novembre 1967] (p. 4696, 4697);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Problème de l'équipement hospitalier; ses observations sur les normes techniques de la sécurité sociale; collectivités locales; création d'une caisse d'équipement hospitalier* [23 novembre 1967] (p. 5198).

BAS (M. Pierre), *Député de Paris, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [9 mai 1967] (p. 952).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304).

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « La deuxième phrase de l'article 8, 1, 4° de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 est supprimée »* [12 octobre 1967] (p. 3585); Art. 12 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe: « Au premier alinéa des articles 388 et 389 du Code général des impôts, le mot « introduits » est substitué au mot « importés »* (p. 3593); Art. 7 : *Taxation des objets d'art et des antiquités en France; nécessité de ne pas détourner le marché des œuvres d'art vers les places étrangères; exemple de l'Angleterre et de l'Allemagne; convention de Florence* [17 octobre 1967] (p. 3648); deuxième partie de la loi de finances pour 1968, AFFAIRES CULTURELLES : *Politique des espaces verts à Paris; possibilité de remplacer les murs par des grilles pour permettre aux passants de jouir de la vue des jardins et des édifices publics; ouverture au public du jardin qui entoure les bâtiments anciens du palais de Cluny; ses observations sur l'ancien palais abbatial de Saint-Germain-des-Prés; ses observations sur la porte de la chapelle de Pierre-de-Montreuil transportée au XIXe siècle dans les jardins du musée de Cluny; ravalement de l'église Saint-Sulpice; construction d'ateliers d'architecture pour les besoins de l'Ecole nationale supérieure*

des beaux-arts [9 novembre 1967] (p. 4773, 4774); après l'Art. 63 : *Exonération de la T.V.A. sur les œuvres destinées aux musées; importations d'œuvres d'art; problème de l'exonération de la T.V.A. à l'occasion des ventes entre négociants lorsqu'il s'agit d'œuvres d'art originales* (p. 4775, 4776); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Situation des mareyeurs; problème de l'application de la T.V.A.* [5 décembre 1967] (p. 5585).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative à la rentrée dans les facultés [10 novembre 1967] (p. 4873, 4876, 4877).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [12 décembre 1967] (p. 5784); *possibilité donnée à certains stagiaires d'accomplir, pour leur propre compte, des missions qui sont actuellement de la compétence des comptables agréés* (p. 5784, 5785); Art. 7 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5788); *situation des experts-comptables stagiaires; dépendance de l'ordre à l'égard des pouvoirs publics* (p. 5788); *retrait de son amendement* (p. 5789); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Situation des membres de l'ordre, associés ou actionnaires d'une société reconnue par ce dernier)* (p. 5789); *responsabilité des membres de l'ordre; souscription d'une police d'assurance de responsabilité civile* (p. 5789); Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'avant-dernier alinéa de cet article : « Les membres de l'ordre peuvent participer à l'enseignement professionnel sans toutefois pouvoir assurer la direction d'établissements privés à but lucratif. Ils peuvent procéder... »* (p. 5791); *retrait de son amendement* (p. 5791); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5796); *ses observations sur les règles et tarifs concernant les honoraires perçus par les membres de l'ordre* (p. 5796, 5797); Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa (paragraphe II°) de cet article* (p. 5799); *ses observations sur les chambres régionales* (p. 5799); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa (paragraphe III°) de cet article : « De deux membres du conseil supérieur de l'ordre appartenant, l'un à la catégorie des experts-comptables, l'autre à celle des comptables agréés, élus par le conseil supérieur lors de chaque renouvellement »* (p. 5800); Art. 23 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Inscription au tableau de l'ordre en qualité d'expert-comptable, de personnes ayant exercé une activité administrative, financière ou comptable ayant comporté à titre habituel la direction et l'exécution de travaux d'organisation et de revision comptable pendant dix ans)* (p. 5803); *rôle de la commission nationale* (p. 5803); *retrait de son amendement* (p. 5803); Art. 25 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Inscription au tableau en qualité de comptable agréé)* (p. 5805); *retrait de son amendement* (p. 5805).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants : *Assainissement nécessaire du Quartier Latin; élimination des faux étudiants; mise à jour sévère des listes d'inscription; multiplication des contacts avec les vrais étudiants; angoisse des étudiants de la Faculté des Lettres devant l'avenir; sélection nécessaire à l'entrée de l'enseignement supérieur; multiplication des instituts universitaires de technologie dans la région parisienne; nécessité de réaliser une insertion plus totale de notre enseignement dans la vie de la nation* [8 mai 1968] (p. 1613, 1614, 1615).

BATIER (M. Aimée), *Député de Paris, 11e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Frey, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 950).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommée :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues

tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502).

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [1er juin 1967] (p. 1538).

BAUDOUIN (M. Henri), *Député de la Manche, 3e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [29 juin 1967] (p. 2416).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à fixer un délai pour la conservation des archives des agréés près les tribunaux de commerce, **n° 123** [19 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 138), adopté par le Sénat, relatif aux événements de mer, **n° 143** [27 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 139), modifié par le Sénat, sur la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires, **n° 144** [27 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 137), adopté par le Sénat, sur les assurances maritimes, **n° 176** [10 mai 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 290), adopté avec modification par le Sénat, en deuxième lecture, relatif aux événements de mer, **n° 322** [15 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 291), adopté avec modification par le Sénat en deuxième lecture, sur les assurances maritimes, **n° 323** [15 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 309) modifiant la loi du 1er mars 1888 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales françaises, **n° 468** [19 octobre 1967].

Ses rapports sur des pétitions [19 août 1967 (p. 3075, 3076), [12 décembre 1967] (p. 5809, 5810), [30 décembre 1967] (p. 6181).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi sur la sauvegarde de la vie humaine en mer

et l'habitabilité à bord des navires, en qualité de *Rapporteur : Liste des personnes habilitées à constater les infractions aux règlements sur la sauvegarde de la vie humaine en mer ; infractions faisant l'objet d'un procès-verbal* [9 mai 1967] (p. 948) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, sur les assurances maritimes, en qualité de *Rapporteur : Caractère international de l'assurance maritime ; contrats d'assurance étant régis par des polices types ; assurance maritime étant soumise au principe indemnitaire ; ses observations sur l'institution du délaissement* [11 mai 1967] (p. 1006) ; Art. 2 : *Réserve de cet article* (p. 1007) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Conséquences des omissions et des déclarations inexactes de l'assuré ; cas de la bonne foi de l'assuré)* (p. 1007, 1008) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du premier alinéa de cet article : « entraîne la résiliation de l'assurance si elle n'a pas été déclarée à l'assureur dans les trois jours où l'assuré en a eu connaissance, jours fériés non compris »* (p. 1008) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots « dans un détai de trois jours » les mots « dans les trois jours à partir du moment où il en a eu connaissance »* (p. 1008) ; Art. 25 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; problème des ventes C.A.F. ; connaissement ; certificat d'assurance ; problème des primes* (p. 1009, 1010) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « Toutefois, par dérogation à l'article 2220 du Code civil, cette prescription peut être étendue jusqu'à cinq ans par une disposition expresse du contrat »* (p. 1010) ; *référence au droit anglo-saxon* (p. 1010) ; Art. 40 : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer le mot « directement »* (p. 1011) ; Art. 2 *(suite) : Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 1011) ; Art. 60 : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer le mot « matériels »* (p. 1013) ; *ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 1013) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux événements de mer, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'abordage, l'assistance et les avaries ; modalités de réparation des dommages ; distinction entre l'assistance et le remorquage ; montant de la rémunération ; définition des avaries ; problème des avaries communes* [11 mai 1967] (p. 1014) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « du jour de l'accident » les mots « de l'événement »* (p. 1015) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Le propriétaire du navire n'est pas responsable à raison des contraventions à la disposition précédente »* (p. 1016) ; *propriétaire du navire n'étant pas responsable des contraventions qui seraient commises par son capitaine* (p. 1016) ; Art. 21 : *Son amendement tendant après les mots « service public » à rédiger comme suit la fin du premier alinéa de cet article : « ... à l'exception de l'article 18 (alinéa 2). Les articles 13 et 14 (alinéa 2) ne sont pas applicables aux navires de mer et bateaux de navigation intérieure de l'Etat »* (p. 1016) ; *rémunération accordée en cas d'assistance ou de sauvetage ; distinction entre les bateaux de l'Etat et les bateaux affectés à un service public* (p. 1016) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du deuxième alinéa de cet article : « A défaut de stipulations contraires des parties intéressées, elles sont réglées... »* (p. 1017) ; *son amendement tendant après les mots « entre ces dispositions et toutes autres dispositions » à rédiger comme suit la fin du troisième alinéa de l'article 22 « est réputée non écrite »* (p. 1017) ;

— du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, Art. 80 : *Signification du jugement ; notification faite aux créanciers hypothécaires par le syndic* [7 juin 1967] (p. 1679) ; *son sous-amendement tendant à remplacer, dans l'amendement de M. Massot, les mots « de la signification » par les mots « de la notification qui leur sera faite »* (p. 1679).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Ses observations sur l'expansion ; compétition internationale ; cas de la région parisienne et des métropoles régionales ; création de nouveaux emplois dans les régions de l'Ouest et de l'Extrême-Ouest ; ses observations sur l'exploitation familiale ; problème de la reconversion dans les régions rurales ; conséquences de l'éloignement du marché de la consommation* [29 juin 1967] (p. 2396).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Nécessité de rééquilibrer les prix entre les productions végétales et les productions animales; indemnité viagère de départ; interdiction pour le demandeur de l'indemnité viagère de départ de donner à bail à ses enfants; refus de l'indemnité viagère de départ aux fermiers ne disposant pas de la destination des terres qu'ils exploitent; situation des veuves cessant d'exploiter moins d'un an après le décès de leur mari; loi sur l'élevage; loi sur les calamités agricoles; problème du remembrement* [8 novembre 1967] (p. 4690, 4691).

— du projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1888 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales françaises, en qualité de *Rapporteur: Mer territoriale; pêcheries nationales; Convention de Londres; ses observations sur le décret fixant les lignes de base de la mer territoriale française* [14 novembre 1967] (p. 4938, 4939).

BAUMEL (M. Jacques), *Député des Hauts-de-Seine, 8e circonscription (U.D.-Ve).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568).

A donné sa démission de membre de cette Commission [16 mai 1967] (p. 1035).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 646) autorisant la ratification de la Convention consulaire et de son annexe, signées le 8 décembre 1966 entre la République française et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, **n° 797** [10 mai 1968].

Intervention :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Nombre des chercheurs; effectifs du C.N.R.S.; exemples du Japon et de la Suède; ses observations sur l'informatique; problème des ordinateurs; ses observations sur le télé-processing; plan-calcul; mise en œuvre d'une politique d'études et d'équipements dans le secteur public et para-public; rôle de l'I.R.I.A.; projet Eldo; projet Esro; projet de satellite de communication « Symphonie »; politique électronucléaire de la France; ses observations sur les filières; filière à uranium enrichi; recherche biomédicale; lutte contre le cancer en France; réforme des centres anticancéreux; rôle du professeur Mathé; création de l'Anvar; propositions du comité des douze sages de la recherche scientifique et technique* [7 mai 1968] (p. 1552 à 1554).

BAYOU (M, Raoul), *Député de l'Hérault, 5e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569); [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de MM. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273);

— membre du Comité national de progagande en faveur du vin [22 juin 1967] (p. 2095).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'enseignement des langues régionales, **n° 213** [18 mai 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 163) tendant à interdire le coupage des vins importés, **n° 417** [2 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Examen des problèmes viticoles* [12 avril 1967] (p. 625).

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, prorogeant certains baux ruraux consentis au profit des rapatriés, ses explications de vote : *Protection des agriculteurs rapatriés; vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* [27 avril 1967] (p. 858).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 880); *endettement des vignerons; création d'un centre de régulation; nécessité de mettre fin à la campagne antivin; retour à l'esprit social du statut viticole; protection efficace des sinistrés; sauvegarde de l'exploitation familiale; allégement de la fiscalité; arrêt des importations; traitement préférentiel dont bénéficient les vins étrangers; interdiction du coupage des vins français par des vins étrangees; déblocage du prix du vin à la consommation* (p. 887 à 889).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Situation dans le Bitterois (Fermeture des puits de mine, disparition de l'industrie du textile cardé de Saint-Pons, licenciement des ouvriers des usines Fouga* [26 mai 1967] (p. 1368);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Insuffisance du nombre d'enseignants qualifiés; crédits alloués pour la nourriture des élèves; budgets des lycées et des collèges; utilisation des crédits de fonctionnement; indices du personnel d'intendance; ses observations sur l'administration universitaire, les services des rectorats, les agents et le personnel de laboratoire; problème des collèges d'enseignement secondaire* [31 mai 1967] (p. 1481, 1482).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 29 : *Fonds spécial d'investissement routier; politique routière du Gouvernement; réforme de la T.V.A.; exécution du V^e Plan; crédits de paiement; tranches départementale et communale* [13 octobre 1967] (p. 3629 à 3631); Art. 7 : *Taxes indirectes sur les vins; double fiscalité pour les vins: celle de la T.V.A. et celle des droits de circulation* [17 octobre 1967] (p. 3649); Art. 9 : *Remboursement forfaitaire au profit des exploitants agricoles; situation des exploitants assujettis à la T.V.A.; ses observations sur le vin* (p. 3661); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT AU TOURISME : *Ses observations sur Béziers; problème de l'équipement routier; construction d'un pont supplémentaire à Béziers pour franchir l'Orb; aménagement du littoral; modernisation des stations existantes comme Valras-plage; ses observations sur les campings, les caravannings, les villages de vacances et les gîtes ruraux* [19 octobre 1967] (p. 3815); INDUSTRIE : *Situation de l'industrie à Béziers et dans le Bitterois; arrêt des usines Fouga; marasme des tissages cardés du Saint-Ponais; fermeture des charbonnages du bassin de Graissessac et du Bousquet d'Orb; arrivée des rapatriés; suppression des abattements de zone; nécessité de changer la catégorie financière de Béziers; nécessité de doter cette région des voies de communication indispensables* [3 novembre 1967] (p. 4435, 4436); INTÉRIEUR : *Suppression du Ministère des Rapatriés; versement de l'allocation ou de la retraite aux personnes âgées; nécessité de l'amnistie; problème des prêts* [6 novembre 1967] (p. 4556, 4557); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur la viticulture; recettes viticoles de l'arrondissement Béziers-Saint-Pons; amélioration des prix; soutien des cours; défense de la qualité; diminution de la fiscalité indirecte; statut viticole; problème des importations; prix du vin pour la campagne 1967-1968; ses observations sur les vins délimités de qualité supérieure; importation des vins étrangers; F.O.R.M.A.; revendications des agriculteurs; nécessité d'arrêter la campagne antivin; protection des sinistrés; exploitation familiale* [8 novembre 1967] (p. 4662, 4663); Conclusion

du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Importation de vins étrangers ; prix du vin de la campagne 1967-1968 ; protection de la qualité des vins délimités de qualité supérieure ; vins d'appellation d'origine contrôlée ; son vote sur le budget* [5 décembre 1967] (p. 5543, 5544) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 5587).

Son rappel au Règlement : *Discussion des questions viticoles ; protestations des viticulteurs contre l'importation d'un million d'hectolitres de vins étrangers* [30 novembre 1967] (p. 5369).

Est entendu, en qualité de suppléant de M. Cassagne, sur la question orale sans débat, relative à la reversion des pensions de Sécurité Sociale [8 décembre 1967] (p. 5720, 5721).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* [19 décembre 1967] (p. 6006).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, sans débat, relative à la fiscalité du vin [19 avril 1968] (p. 1217, 1224, 1225).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968, après l'Art. 1er : *Fiscalité indirecte en matière de vin ; réduction du taux de la T.V.A. sur le vin ; droits de circulation ; droits de circulation des V.D.Q.S. et des vins d'appellation contrôlée ; problème du remboursement forfaitaire en matière de T.V.A.* [10 mai 1968] (p. 1740, 1741) ; après l'art. 4 : *Sécheresse dans le département du Var ; crédits affectés au canal de Provence* (p. 1749).

BEAUGUITTE (M. André), *Député de la Meuse, 2e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faire chaque année, du 8 mai un jour férié, **n° 201** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à l'institution d'une commission spéciale chargée d'étudier l'application de l'article L 8 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre, relatif au « rapport constant », **n° 477** [25 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la question orale de M. Abelin relative au reclassement du personnel français des bases américaines : *Situation industrielle de Verdun ;* « complexe de Chicago » [12 avril 1967] (p. 634) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Problème de l'emploi ; situation économique du bassin ferrifère lorrain ; cas de Verdun ; question de la création des usines d'enrichissement du minerai ; abaissement de l'âge de la retraite ; indemnisation de chômage ; problème de la retraite anticipée, sans condition d'âge au bout de trente années de service minier ; maintien du statut du mineur à tout le personnel de surface ; garantie de la C.E.C.A. ; chômage dans les fours à chaux* [20 avril 1967] (p. 760).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative au problème de l'emploi : *Détérioration de la conjoncture économique dans la Meuse ; problème des abattements de zone ; formation professionnelle ; abaissement de l'âge de la retraite ; indemnité de chômage ; création d'usines assurant le réemploi du personnel des bases interalliées* [26 mai 1967] (p. 1348, 1351, 1352).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Question de la création d'une Commission tripartite afin de reconsidérer l'application de l'article L 8* bis *du Code des pensions d'invalidité sur le rapport constant ; possibilité d'exonérer de l'impôt sur le revenu des personnes physiques les pensions des anciens déportés et*

internés; question de l'octroi aux anciens militaires ayant fait la campagne d'Afrique du Nord d'un titre de reconnaissance; admission des anciens combattants et veuves de guerre au bénéfice de la retraite vieillesse au taux plein à 60 ans; ses observations sur le rétablissement du 8 Mai comme fête nationale; rétablissement intégral de la retraite du combattant dans les conditions antérieures à l'intervention de l'article 21 de l'ordonnance du 30 décembre 1958; attribution d'un permis annuel gratuit aux ayants cause des déportés et internés politiques « Morts pour la France »; prorogation du droit à la protection de l'Etat aux pupilles de la Nation, orphelins de guerre devenus majeurs; attribution d'un secours annuel aux veuves d'internés ou de résistants morts en déportation; augmentation des pensions servies aux déportés politiques revenus invalides des camps de concentration; relèvement du plafond de certaines catégories de retraites; ses observations sur les dotations aux commémorations; question de la commémoration de Verdun [19 octobre 1967] (p. 3858, 3859); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur le discours de M. Edgar Faure; situation actuelle de l'exploitation agricole; ses observations sur la petite exploitation; problème des abattements de zones en ce qui concerne les prestations familiales; crédits destinés aux investissements agricoles; électrification* [8 novembre 1967] (p. 4702); *extension de la taxe sur la valeur ajoutée au secteur agricole; politique de soutien des cours sur les marchés des produits de l'élevage, et particulièrement sur le marché de la viande; prix d'achat de la S.I.B.E.V.; nécessité de renforcer la protection du marché communautaire vis-à-vis des pays tiers et tout spécialement des pays de l'Est* (p. 4703); AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur la petite exploitation cinématographique; modalités d'octroi des subventions* [9 novembre 1967] (p. 4766).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative au problème de l'emploi dans la Meuse [17 mai 1968] (p. 1950, 1951).

BÉCAM (M. Marc), *Député du Finistère, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Michelet, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 950).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Ses observations sur les incidents de Redon; crise de la viande, de la viticulture et des légumes; problème de la viande bovine; question de la production du porc; harmonisation des prix à l'échelon du Marché commun; aménagement du territoire; Ve Plan; district parisien; ses observations sur la C.O.D.E.R. de Bretagne; problème de l'emploi; question de l'importation au prix mondial du charbon américain arrivant au port de Brest* [29 juin 1967] (p. 2399, 2400).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 13 : *Exonération de la taxe différentielle pour les véhicules assujettis à la nouvelle taxe spéciale pour l'usage des routes; état de la voirie; problème des tarifs* [17 octobre 1967] (p. 3682); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968 - SERVICES DU PREMIER MINISTRE - COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ - DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Crédits du F.I.A.T.; ses observations sur la région parisienne; expansion démographique; poids des régions attardées sur l'économie française; sous-industrialisation de la Bretagne; rôle de la mer; implantation d'un port pétrolier; importance du tourisme; capital intellectuel et scientifique de la Bretagne* [20 octobre 1967] (p. 3909, 3910); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Exode des agriculteurs bretons; cotation du porc; ses observations sur le revenu cadastral des exploitations; taxe sur la valeur ajoutée* [8 novembre 1967] (p. 4702); *critères pour l'attribution des bourses* (p. 4726); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problème du logement; cas du département du Finistère; attribution des primes à la construction; primes avec prêt différé; primes convertibles; primes sans prêt; nécessité de simplifier*

les formalités [9 novembre 1967] (p. 4819); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur les pêches françaises; prix du poisson; problème de l'application de la T.V.A.; question des transports dans la région de l'orateur* [5 décembre 1967] (p. 5545, 5546).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Mutations profondes et douloureuses de l'agriculture; situation du Finistère; diminution du prix mondial du beurre; importations de viande de porc; régionalisation des interventions* [18 octobre 1967] (p. 3761).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Application de la T.V.A. au bétail sur pied; ses observations sur les aliments destinés au poisson, les aliments du bétail et les produits de la pêche; inquiétudes des agriculteurs; taxe complémentaire; revenu cadastral; exode et endettement de la Bretagne; diminution des agriculteurs dans le monde* [9 mai 1968] (p. 1687); *situation des petits rentiers; zones de rénovation rurale* (p. 1688);

— sur la motion de censure : *Inquiétude des jeunes; budget de l'éducation nationale; mise en place de l'assurance maladie-chirurgie des exploitants agricoles; durée des congés payés; ses observations sur l'Europe et le plan Mansholt; son refus d'accepter la dictature des minorités* [21 mai 1968] (p. 2002, 2003).

BELCOUR (M. Henri), *Député de la Corrèze, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Chirac, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014).

BÉNARD (François), *Député de l'Oise, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

BÉNARD (Jean), *Député de l'Indre, 3e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

BENOIST (M. Daniel), *Député de la Nièvre, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (no 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative aux hôpitaux publics, **n° 745** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi relative au développement de la médecine de groupe et d'équipe, **n° 746** [3 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Situation économique et financière; problèmes de la région de Bourgogne; cas de la Nièvre; diminution générale de l'emploi; évolution du chômage; ses observations sur la C.O.D.E.R. de Bourgogne; charges des collectivités locales; licenciement de 600 ouvriers de l'usine Pontiac à Cercy-la-Tour* [29 juin 1967] (p. 2396, 2397).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle : *Ses observations sur la loi de 1920; politique familiale et sociale; ses observations sur la génétique; création d'un institut de recherche de la génétique française* [1er juillet 1967] (p. 2563, 2564); *problème des malformations* (p. 2576); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Institution d'un enseignement universitaire et postuniversitaire théorique et hospitalier pratique dans les écoles et facultés de médecine et de pharmacie)* (p. 2583); en deuxième lecture : *Ses observations sur les filles mères; suppression de toute limite d'âge pour l'application des mesures de contraception; ses observations sur la politique sociale; délivrance de l'ordonnance* [14 décembre 1967] (p. 5885); Art. 3 : *Ordonnance médicale; certificat de non-contre-indication* (p. 5894, 5896); *ses observations sur les paroles de M. Jeanneney* (p. 5897); *cas des médicaments toxiques* (p. 5897); *utilisation d'un carnet à souche* (p. 5897); *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article* (p. 5898); *cas d'une jeune fille de 18 ans* (p. 5899).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Problème des abattoirs* [18 octobre 1967] (p. 3782).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur les constructions hospitalières; recherche médicale; réalisation du Ve Plan; insuffisance du nombre de lits d'hospitalisation; gestion des hôpitaux; diminution de la durée d'hospitalisation; revision de la structure du prix de journée hospitalière; problèmes de financement; lenteur des procédures; formation des chercheurs; fonctionnement des unités de groupes de recherche; nécessité d'assurer une indépendance administrative aux directeurs des différentes unités et groupes de recherche; recrutement et avancement du personnel de l'inspection de l'action sanitaire et sociale; cas des jeunes étudiants qui commencent leurs études de médecine; installation des jeunes médecins* [25 octobre 1967] (p. 4135 à 4137).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au financement de l'équipement hospitalier : *Insuffisance des crédits destinés à la construction hospitalière; création de la caisse nationale d'équipement; lenteur des constructions hospitalières; situation dans le département de la Nièvre; construction d'un hôpital de 250 lits à Decize; conditions dans lesquelles les médecins qui ont reçu le prix Nobel ont effectué leurs recherches* [8 décembre 1967] (p. 5728, 5729).

BERAUD (M. Marcel), *Député du Pas-de-Calais, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues

fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426); VIII. — Anciens combattants et victimes de guerre, **n° 459** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Musée de la Résistance; office national des anciens combattants; situation des enfants de veuve atteints d'une infirmité incurable; prescription des arrérages en matière de retraite du combattant; commémoration du cinquantenaire de la victoire de 1918; réduction du nombre des parties prenantes au budget depuis 1963, par catégories et en pourcentage; amélioration du sort des anciens combattants et victimes de guerre; rapport constant; levée des forclusions; cas des anciens d'Algérie; droits des déportés et internés politiques; situation des veuves de guerre; possibilité devant être donnée aux anciens d'Algérie de cotiser à la caisse mutualiste des anciens combattants et d'appartenir à l'Office du combattant; rôle de l'Office national des anciens combattants; action sociale de l'Office* [19 octobre 1967] (p. 3838, 3839); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Suppression de la détaxe de l'essence; ses conséquences; création, en faveur des jeunes de moins de 21 ans, de bourses d'entraînement; leur montant* [3 novembre 1967] (p. 4402, 4403).

BERGER (M. Henry), *Député de la Côte-d'Or, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048).

Est élu vice-président de cette Commission [19 décembre 1967] (p. 6048).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre, pendant une période de six mois, la révision des pensions de retraite de la Sécurité Sociale liquidées entre 60 et 65 ans, **n° 165** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi relative au calcul des pensions vieillesse, **n° 166** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel du garagiste motoriste, **n° 245** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à instituer un statut professionnel de vélociste-motociste, **n° 246** [1er juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426) (XIV. — Services du Premier Ministre. — 1. Services généraux : Promotion sociale), **n° 459** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à créer une Commission chargée d'étudier les possibilités d'extension par paliers successifs, des dispositions du nouveau Code des pensions civiles et militaires de retraite à tous les retraités, **n° 691** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Promotion sociale;*

formation professionnelle; régime des allocations d'aide à la formation et à la conversion professionnelles; Agence nationale de l'emploi; institution de primes et d'indemnités qui seront allouées en cas de déplacement d'une zone de sous-emploi vers une région déficitaire en main-d'œuvre; instituts universitaires de technologie; collèges d'enseignement technique; formation professionnelle des adultes; centres de formation professionnelle et de promotion sociale en agriculture; produit de la taxe d'apprentissage; institut national d'administration scolaire; formation professionnelle féminine; rôle des organismes de promotion sociale; conditions de versement des allocations de conversion aux femmes qui désirent reprendre une activité professionnelle; création d'instituts régionaux d'administration [2 novembre 1967] (p. 4310 à 4312); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin* [5 décembre 1967] (p. 5586).

BERTHOUIN (M. Fernand), *Député de l'Indre-et-Loire, 3e circonscription (F.G.D.S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant du conseil supérieur de l'aménagement rural [22 juin 1967] (p. 2095);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Caractères du budget; contentieux entre le Gouvernement et les anciens combattants; allongement à quatre ans du délai de prescription opposable aux arrérages de la retraite du combattant; relèvement de l'indice du supplément familial alloué aux veuves de guerre pour les deux premiers enfants à charge; relèvement de l'indice de l'allocation spéciale attribuée aux enfants de veuves ou aux orphelins atteints d'une infirmité incurable; problème du rapport constant; nécessité d'une réunion d'une commission tripartite chargée d'étudier le problème posé par le rapport constant; donner la carte d'ancien combattant aux anciens d'Algérie; ses observations sur les catégories de retraites; discrimination entre les anciens combattants de 1914-1918 et ceux de 1939-1945; mise à parité des pensions; nécessité de rétablir le 8 mai comme fête nationale; cas des déportés du travail* [19 octobre 1967] (p. 3851, 3852); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ressources du fonds spécial d'investissement routier; cas des communes rurales; entretien des chemins; état des routes nationales de deuxième et de troisième catégorie; situation des employés des parcs et ateliers des ponts et chaussées* [9 novembre 1967] (p. 4818).

BERTRAND (M. Jean), *Député de Meurthe-et-Moselle, 6e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi portant statut du sidérurgiste, **n° 619** [19 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Politique sociale du Gouvernement; problème de l'emploi en Lorraine; ses observations sur les centres de formation pour adultes; question de la société minière du Gabon, la SOMIFER; financement de la MIFERMA; organisations ouvrières demandant le maintien au régime minier des ouvriers de surface, une véritable formation professionnelle et le paiement des journées chômées; nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie* [20 avril 1967] (p. 751, 752);

— sur la question orale relative à la situation des mines de fer de Lorraine : *Nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie; reclassement des travailleurs de Lorraine; installation d'industries génératrices d'emploi* [10 mai 1967] (p. 995).

BETTENCOURT (M. André), *Député de la Seine-Maritime, 5e circonscription (R.I.).*

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Ministre des Postes et Télécommunications
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569);

— Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou), décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Cesse d'être Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Devient Ministre des Postes et Télécommunications (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou), décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Postes et Télécommunications (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou), décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Excuse M. Couve de Murville de son retard en raison de l'arrivée à Paris de M. Kossyguine* [16 juin 1967] (p. 1909).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Rossi relative à la politique européenne [30 juin 1967] (p. 2451, 2452, 2454).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Abidjan le 6 avril 1966 : *Ses observations sur ce texte* [21 novembre 1967] (p. 5115);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux questions douanières et fiscales soulevées par l'exploitation du tunnel routier sous le Mont-Blanc : *Nombre des véhicules qui ont transité par le tunnel* [21 novembre 1967] (p. 5116);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi autorisant l'Etat à exécuter les travaux d'infrastructure de drainage des terres humides : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6042);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961 : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6042);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 28 juillet 1967 : *Régime fiscal appliqué aux non-résidents qui perçoivent des dividendes de source française* [19 décembre 1967] (p. 6044);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord conclu par échange de lettres entre le Gouvernement de la République française

et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, relatif au régime fiscal des brevets, signé à Paris le 14 mars 1967 : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6045);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne du 30 novembre 1964 concernant la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition : *Ses observations sur ce texte et sur lc problème de la ratification de la convention européenne des droits de l'homme* [18 avril 1968] (p. 1128);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République populaire de Pologne relative à la loi applicable, la compétence et l'exequatur dans le droit des personnes et de la famille, signée à Varsovie le 5 avril 1967 : *Nombre des personnes concernées par la convention* [18 avril 1968] (p. 1129);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne du 30 novembre 1964 pour la répression des infractions routières : *Ses observations sur ce texte; problème de la circulation sur le plan européen et international* [2 mai 1968] (p. 1428); *ses observations sur les paroles de M. Triboulet* (p. 1428);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Paris le 25 septembre 1967 : *Relations commerciales avec l'Irak* [2 mai 1968] (p. 1429).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives aux ventes d'armes au Moyen-Orient : *Crise israélo-arabe de mai 1967; embargo sur le matériel militaire; contrat passé avec le Gouvernement irakien pour la vente d'avions Mirage III; problème Kurdes; nécessité de travailler pour la paix* [17 mai 1968] (p. 1936); *difficultés de la manufacture de Bayonne* (p. 1938); *situation militaire prépondérante d'Israël en cas de reprise du conflit* (p. 1939).

BICHAT (M. Jean), *Député de la Meurthe-et-Moselle, 4e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission supérieure de la caisse nationale de prévoyance [1er juin 1967] (p. 1538).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (no 749) tendant à modifier l'ordonnance no 67-578 du 13 juillet 1967 créant une agence nationale pour l'emploi, **no 793** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation foncière, Art. 6 *bis: Ses observations sur l'amendement de M. Griotteray* [30 novembre 1967] (p. 5404); Art. 16 *quater: Difficultés qu'éprouvent les familles qui ayant habité une maison individuelle doivent être relogées dans un H.L.M.* (p. 5412);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance no 67-578 du 13 juillet 1967, créant une agence nationale pour l'emploi, en qualité de *Rapporteur: Marché du travail; politique de l'emploi; ses observations sur les bureaux de main-d'œuvre; identité de l'annonceur offrant un emploi devant être communiquée au journal ou au périodique qui le fera connaître; interdiction des allégations fausses ou induisant en erreur; offres de travail à domicile* [15 mai 1968] (p. 1847, 1848); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Chirac* (p. 1849); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement du Gouvernement, après les mots « de l'emploi ou du travail » à insérer les mots « à domicile »* (p. 1849).

BIGNON (M. Albert), *Député de la Charente-Maritime, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [4 avril 1968] (p. 1015).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer un ordre des experts-comptables et une compagnie nationale des comptables agréés, **n° 41** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à l'organisation de la profession et à la création d'un statut d'expert en automobile et matériel industriel, **n° 122** [19 avril 1967]; la retire [20 avril 1967] (p. 770).

Sa proposition de loi tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, **n° 171** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à créer une Commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application et la révision du « rapport constant », **n° 195** [18 mai 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), Ministère des Armées. Section commune, **n° 469** [19 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 403) modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense de la loi n° 62-861 du 28 juillet 1962 relative à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense, **n° 487** [10 novembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Revalorisation des suppléments familiaux; effort en faveur des enfants majeurs de morts au combat, infirmes ou incurables; situation des veuves; ses observations sur les « petits invalides » égalité des droits entre les combattants de 1939-1945 et ceux de 1914-1918; rétablissement de l'égalité des droits entre les déportés et internés de la résistance et déportés et internés politiques; détermination de la qualité des combats d'Algérie; problème du rapport constant* [19 octobre 1967] (p. 3852); BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Missions de la gendarmerie; insuffisance de la prime d'habillement; logements des gendarmes; justice militaire; réforme du Code de justice militaire; statut des magistrats militaires; service de documentation extérieure et de contre-espionnage; service production-orientation-liaison; action sociale des armées; création de l'école interarmées des sports à Fontainebleau; problème du service de la santé militaire; rôle de l'équipe du Val-de-Grâce; opérations de sauvetage des sinistrés d'Anatolie; réforme des corps d'officiers et des corps des services de santé militaire; protection civile; revalorisation de la condition militaire; déficit en sous-officiers de nos armées de terre, de mer et de l'air* [24 octobre 1967] (p. 4033, 4034);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense et de la loi n° 62-861 du 28 juillet 1962 relative à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense, en qualité de *Rapporteur : Régime pénal applicable aux assujettis au service de défense; composition du tribunal des forces armées; institution du nouveau Code de justice militaire; ses observations sur l'ordonnance du 7 janvier 1959 sur l'organisation générale de la défense* [15 novembre 1967] (p. 4966, 4967); Art. 1er : *Son opposition à l'amendement de M. Villon* (p. 4968).

BILBEAU (M. Laurent), *Député du Cher, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier certains articles au titre premier du Code rural relatifs aux opérations d'aménagement foncier et de remembrement, **n° 404** [30 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Pouvoirs spéciaux en matière économique et sociale ; suppression d'une partie de la ristourne sur le prix du matériel acheté par les agriculteurs ; objectifs de la loi d'orientation agricole ; ses observations sur les prix agricoles à la production ; comités économiques agricoles ; ses observations sur la prochaine récolte de maïs ; situation des agriculteurs céréaliers et des petits et moyens viticulteurs ; augmentation des impôts sur les bénéfices agricoles ; disparition des petites et moyennes exploitations ; implantation d'une usine à Saint-Amand ; statut du fermage et du métayage ; prérogatives des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ; régime de protection sociale des exploitants ; nécessité d'une agriculture moderne* [19 mai 1967] (p. 1135, 1136) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 3 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* [13 juin 1967] (p. 1774).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée : *Inquiétudes du personnel de l'usine de Nord-Aviation de Bourges* [14 juin 1967] (p. 1827, 1828) ;

— sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Dégradation du cours attribué à la mise en œuvre du Marché commun ; fixation du prix d'orientation de la viande bovine à un niveau relativement bas ; prix indicatifs du beurre et du lait ; défense des petites exploitations agricoles* [18 octobre 1967] (p. 3768, 3769) ;

— sur la question orale relative à la décentralisation administrative et économique : *Nécessité de dominer la croissance de Paris et de la ramener au niveau de la moyenne nationale afin d'éviter une rupture d'équilibre économique et démographique ; régions en expansion relative (bassin parisien, région lyonnaise, côte méditerranéenne) ; régions du Nord et de l'Est souffrant de l'extension du chômage ; régions sous-développées (Ouest, Sud-Ouest, Centre) ; métropoles d'équilibre ; exclusion de l'Allier et du Sud de la Creuse des zones de rénovation rurale ; aménagement de la totalité du territoire* [24 novembre 1967] (p. 5254, 5255).

BILLAUD (M. Jean), *Député de l'Allier, 1re circonscription (C.).*

En remplacement de Marcel Guyot, décédé le 28 janvier 1968.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement (*J. O.* du 8 février 1968, p. 1469), [2 avril 1968] (p. 967).

S'inscrit au groupe communiste (*J. O.* du 18 février 1968) (p. 1841) [2 avril 1968] (p. 971).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Jacques Médecin et Raymond Triboulet tendant à régler la situation des fermiers italiens sur le territoire français au regard du statut du fermage, Art. 1er : *Situation des fermiers et des métayers italiens sur le territoire français* [18 avril 1968] (p. 1117) ; *retrait de l'amendement déposé par M. Ruffe* (p. 1117).

BILLÈRES (M. René), *Député des Hautes-Pyrénées, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 856), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Démocratisation de l'enseignement; culture générale impliquant un minimum de formation générale; prolongation de la scolarité; difficulté de distinguer la frontière qui sépare le pré-apprentissage de l'apprentissage; ses observations sur les sections d'éducation professionnelle; collaboration avec les milieux professionnels; prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans n'étant qu'une étape, devant être suivie d'une autre jusqu'à 18 ans; création d'un office national d'information et d'orientation scolaire; problème des retards scolaires dans le premier degré; collèges d'enseignement secondaire; déséquilibre de l'enseignement du second degré; problème du recrutement des maîtres; recrutement des auxiliaires; ses observations sur les I.P.E.S. et l'agrégation; aide aux étudiants; surcharge des programmes; possibilité de porter au taux maximum la bourse de la première année d'études; possibilité d'accorder plus libéralement le maintien de la bourse à des redoublants; cogestion des étudiants; création de commissions étudiants-enseignants* [1er juin 1967] (p. 1527 à 1529).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Manifestations d'étudiants; crise de l'université et de la jeunesse; répression policière; responsabilité du Gouvernement; insuffisance des moyens mis à la disposition de l'université; modification de la nature de l'université; ses observations sur la « sélection » et la « planification »; nécessité d'une orientation dans l'enseignement du second degré et d'une réorientation dans l'enseignement supérieur; information de la jeunesse; importance de la participation; réforme des examens; autonomie des universités; ses observations sur le « Comité de concertation »; démocratie autoritaire; politique de grandeur du Gouvernement* [21 mai 1968] (p. 1982 à 1984); *enseignement technique; programme de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* (p. 1985).

BILLOTTE (M. Pierre), *Député du Val-de-Marne, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569);

— Ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967] *J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat, chargé des départements et territoires d'outre-mer (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou) Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Pidjot et plusieurs de ses collègues tendant à proroger les pouvoirs de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances : *Situation économique de la Nouvelle-Calédonie après les pluies torrentielles* [13 avril 1967] (p. 653);

— du projet de loi relatif à l'organisation des justices de paix à compétence ordinaire en Polynésie française : *Harmonisation de certaines dispositions relevant du domaine législatif et ayant trait au fonctionnement des justices de paix à compétence ordinaire de Polynésie; rôle des juges en tournées foraines* [27 avril 1967] (p. 864, 865); Art. 1, 2 et 3 : *Ses observations sur les amendements de M. Krieg* (p. 866);

— du projet de loi relatif à l'organisation

du Territoire de la côte française des Afars et des Somalis : *Indication des principaux événements ayant marqué la vie du territoire depuis le vote de la loi du 21 décembre 1966 ; modalités de la consultation populaire ; position prise par M. Mohamed Kamil ; supériorité numérique des Somalis ; immixtions de la République de Somalie ; contrôle de la consultation du 19 mars ; formation d'un nouveau conseil de Gouvernement ; hostilité de l'élément issa ; élection du député du territoire ; Chambre des députés ; fixation, par le règlement de l'Assemblée, des attributions de la commission permanente ; attributions de la Chambre des députés en matière de finances publiques ; pouvoirs du Haut-Commissaire ; compétences de l'Etat en matière de police des étrangers et du maintien de l'ordre ; aide technique et financière contractuelle ; organisation de l'état civil des citoyens de statut personnel ; ses observations sur le nom « Territoire français des Afars » ; importance du port de Djibouti ; régime du port* [13 juin 1967] (p. 1755, 1756); Préambule : *Dénomination du territoire* (p. 1761); Titre : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 1765);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Statut de l'archipel des Comores ; statut de l'ancienne Côte française des Somalis ; rôle du Fonds d'investissement pour le développement économique et social ; possibilité de rassembler, dans un document d'ensemble, les crédits consacrés aux territoires d'outre-mer par le Ministère d'Etat et les Ministères techniques ; déficit des offices des postes et télécommunications de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie ; rattachement du plan des Territoires d'outre-mer au Ve Plan national ; problème de l'autonomie des territoires ; ses observations sur l'option offerte cette année à l'ancienne Côte française des Somalis ; dépenses engagées pour le seul Territoire des Afars et des Issas ; rôle du Haut Commissaire ; prise en charge des fonctionnaires polynésiens ; subventions pour les terres australes et antarctiques ; volonté du Gouvernement de respecter les objectifs quinquennaux ; crédits d'équipement du condominium des Nouvelles-Hébrides et des Terres australes ; avenir économique de la Polynésie française ; exploitation des phosphates de Makatéa ; activité du Centre d'expérimentation du Pacifique ; ses observations sur l'hôpital de Papeete et le lycée de Taaone ; rôle de l'agriculture ; problème de la pêche artisanale et industrielle ; rôle du tourisme ; création de deux grands hôtels de classe internationale ; extension du village de vacances de Moorea ; programme agricole de Wallis et Futuna ; électrification de Mata-Utu ; problème de la Nouvelle-Calédonie ; rôle du nickel ; création d'une deuxième société pour le nickel ; constitution d'un consortium comprenant des sociétés françaises majoritaires et un partenaire étranger minoritaire ; reconstitution de l'aérodrome de Magenta ; pont sur la Fonwhary ; déviation de la route de Nouméa-Dumbéa ; construction d'une maternité à l'hôpital de Nouméa ; ses observations sur l'archipel des Comores ; projet de loi modifiant le statut de ce territoire ; question des équipements des hôpitaux d'Anjouan et de Moroni ; activité du port de Djibouti ; problème de la formation sanitaire à Tadjourah ; reconstruction de la base Dumont-d'Urville ; reconstruction de la base de Port-aux-Français à Kerguelen ; installations portuaires de Saint-Pierre ; création d'une industrie frigorifique nouvelle ; investissements du Fonds européen de développement ; augmentation du niveau de vie* [19 octobre 1967] (p. 3829 à 3833); *problème du chalutier à pêche arrière ; nécessité de la télévision à Miquelon ; équipements sportifs de Saint-Pierre ; rôle des conseillers de Gouvernement ; nomination d'un délégué du gouverneur aux îles Loyauté ; problème de l'autonomie des territoires d'outre-mer ; statut du Territoire des Comores* (p. 3836, 3837), DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur le cyclone « Inès » et l'ouragan « Beulah » ; manifestations en Guadeloupe ; rôle du « groupement d'organisation national guadeloupéen » ; conséquences éventuelles du desserrement des liens des Antilles avec la France ; problème de l'autonomie ; question de l'assimilation ; statut de l'Inini ; politique de déconcentration ; dépenses de fonctionnement ; secrétariat général des départements d'outre-mer ; service militaire adapté ; moyens d'action de la sûreté nationale ; développement de la formation professionnelle et de la migration ; création d'une sous-préfecture à Saint-Benoît de la Réunion ; suppression du poste de président du tribunal administratif de Saint-Denis ; problème de la sûreté nationale ; dépenses en capital ; dotations du F.I.D.O.M. ; situation sociale ; accroissement de la population ; disparité des conditions individuelles dans la distribution des*

revenus; nécessité d'une politique de contrôle des naissances; rôle du bureau des migrations des départements d'outre-mer; alignement du S.M.I.G. des Antilles et de la Guyane sur celui de la zone métropolitaine correspondante; problèmes des accidents du travail, des assurances vieillesse, des assurances sociales des salariés; volume des prestations familiales; extension aux exploitants agricoles et aux non-salariés du secteur indépendant, des dispositions de Sécurité sociale applicables en métropole; assurance maladie des travailleurs indépendants; organisation de la médecine du travail; aide sociale; situation des personnes âgées; institution d'une caisse départementale d'allocations familiales; problèmes posés par la jeunesse; niveau de l'enseignement secondaire; enseignement supérieur; multiplication des installations sportives et socio-culturelles; formation professionnelle; ses observations sur la section de formation hôtelière qui fonctionne dans chacun des trois départements; institution, dans chaque département, d'un comité départemental de formation professionnelle; service militaire adapté; problème de l'emploi; faciliter le voyage en métropole des originaires des D.O.M. appelés à suivre des stages de formation professionnelle ou à passer des épreuves de concours ou d'examens; relèvement du niveau de vie des Français d'outre-mer; problèmes agricoles; question du sucre; union entre les planteurs de canne des D.O.M. et des planteurs de betterave de la métropole; production bananière de la Martinique; production d'ananas; diversification des cultures; ses observatiens sur les huiles essentielles, la vanille, la culture du thé, le tabac, les productions animales; création de S.A.F.E.R.; mise en valeur de la forêt; marché international des bois; développement de la pêche; création d'une raffinerie de pétrole à la Martinique et d'une cimenterie à la Guadeloupe; exploitation du gisement de bauxite de la montagne de Kaw; création d'un port en eau profonde sur le Maroni; développement du tourisme; investissements hôteliers [2 novembre 1967] (p. 4334 à 4340); *question de la construction de logements à la Réunion; rôle de la société immobilière de développement de la Réunion; ses observations sur les géraniums et l'augmentation des quotas; suppression du poste de président du tribunal administratif de Saint-Denis; création d'une sous-préfecture à Saint-Benoît; ses observations sur les usines Gardel et Sainte-Marthe de la Guadeloupe; propositions de capitalisme populaire; situation des classes maternelles et de l'enseignement ménager; octroi de livres aux élèves de sixième et de cinquième; mise en œuvre de la parité globale des allocations familiales; création d'écoles de travailleuses familiales; rôle du BUMIDOM; disproportion entre la dotation de la section centrale du F.I.D.O.M. et celle de la section locale; production sucrière de la Martinique; question du statut; problème de la départementalisation; règlements de la Communauté européenne; rôle du F.E.O.G.A.; questions sociales* (p. 4349 à 4351);

— du projet de loi modifiant et complétant la loi nº 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores : *Ses observations sur la loi du 22 décembre 1961; rôle du Haut-Commissaire de la République; application de l'article 74 de la Constitution; conseils de subdivision; ses observations sur l'autonomie interne; pouvoirs de l'assemblée locale; aide de la métropole; respect de la personnalité des différentes îles de l'archipel* [7 décembre 1967] (p. 5681 à 5683); *aspirations des populations des territoires d'outre-mer; conséquences du vote de la question préalable* (p. 5684); *ses observations sur la deuxième société du nickel en Nouvelle-Calédonie* (p. 5684, 5685); *ses observations sur les paroles de M. Quettier* (p. 5685); avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'expression « autonomie interne »* (p. 5686); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Principe de l'autonomie interne)* (p. 5686); Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Saïd Ibrahim* (p. 5687); Art. 16 de la loi du 22 décembre 1961 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 5688); Art. 17 et 18 de la loi du 22 décembre 1961 : *Ses observations sur les amendements de M. Ahmed Mohamed* (p. 5688); Art. 9 et 10 : *Ses observations sur les amendements de M. Saïd Ibrahim* (p. 5689); Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de MM. Saïd Ibrahim et Ahmed Mohamed* (p. 5690); *ses observations sur les explications de vote de M. Ahmed Mohamed* (p. 5690); En deuxième lecture, Art. 1er, 8 *bis* et 9 : *Ses observations sur les amendements de M. Krieg* [19 décembre 1967] (p. 6039, 6040); Art. 11 : *Ses observations sur les paroles de M. de Grailly* (p. 6041).

BILLOUX (M. François), *Député des Bouches-du-Rhône, 4e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation de l'industrie chimique et pharmaceutique, **no 439** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Guerre américaine contre le peuple vietnamien; extension du conflit dans le Sud-Est asiatique; nécessité de cesser immédiatement les bombardements contre la République démocratique du Viet-Nam; retrait des troupes américaines du Viet-Nam; reconnaissance du front de libération; situation du Moyen-Orient; retrait des troupes israéliennes des territoires arabes; recherche d'un règlement négocié; ingérence américaine en Amérique latine; coup d'état à Athènes; dictature en Grèce; République fédérale allemande; non-reconnaissance par la République fédérale allemande de ses frontières; non-reconnaissance de la République démocratique allemande; volonté allemande d'accéder à l'armement atomique; interdiction du parti communiste allemand; politique nucléaire du Gouvernement; rôle du Travel Board; normalisation des rapports entre la France et la République de Guinée; négociations sur le désarmement; Marché commun; nécessité de substituer au Pacte de l'Atlantique une organisation de la paix en Europe et dans le monde* [7 novembre 1967] (p. 4597 à 4599); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Situation actuelle du logement; nombre de logements construits; ses observations sur les H.L.M.; extension de la T.V.A. au secteur de la construction; crise du logement; diminution du nombre des permis de construire; réduction de 20 % pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices distribués à leurs actionnaires pour les sociétés immobilières; majoration des loyers des H.L.M.; droit au logement; priorité au logement social; création d'un Fonds national d'H.L.M.; élévation de la participation de 1 à 2 % du montant des salaires pour toutes les entreprises employant plus de cent salariés; obligation pour l'Etat d'effectuer ces versements à proportion des traitements et salaires du secteur public; spéculation sur les terrains; possibilité de taxer les terrains à bâtir à des prix raisonnables; droit de préemption accordé aux municipalités sur les terrains à bâtir; insuffisance des crédits pour les H.L.M.; ses observations sur les effectifs du personnel de l'ex-Ministère de la Construction; recrutement de personnels auxiliaires rémunérés sur fonds départementaux; titularisation des auxiliaires; possibilité de promouvoir en catégorie C 80 % des emplois de catégorie D* [9 novembre 1967] (p. 4794, 4795).

BISSON (M. Robert), *Député du Calvados, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— nombre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [17 octobre 1967] (p. 3707).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (no 426), Annexe no 4 (Affaires sociales. — Santé publique et population), **no 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Question de l'emploi en basse*

Normandie; problème du lait; question de l'émigration; nécessité d'orienter largement vers la basse Normandie les industries d'une certaine dimension et d'un meilleur niveau de technicité; construction de logements du type H.L.M. locative; logement étant l'une des incitations à l'expansion régionale; problème de la prolongation jusqu'à Caen de l'autoroute de Normandie; aménagement de la route nationale n° 13 Paris-Cherbourg et de la route nationale n° 158 Caen-Falaise-Argentan, Alençon, Le Mans-Tours; transformation de l'actuelle école nationale de médecine et de pharmacie; unification des aides à la décentralisation [29 juin 1967] (p. 2406 à 2408).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur spécial: Ses observations sur l'administration centrale et les services de la santé publique; dépenses de fonctionnement; recherche médicale; rôle de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale; mise en place des divers services des affaires sociales dans les nouveaux départements de la région parisienne; formation des auxiliaires médicaux; situation du personnel administratif; ses observations sur le fait qu'une forte proportion des personnels en fonction dans les services sont rémunérés sur les budgets départementaux; cas du personnel hospitalier; statut des cadres de direction et d'intendance des établissements; revalorisation des traitements des pharmaciens résidents des hôpitaux public; statut des médecins des hôpitaux psychiatriques; situation des médecins à temps partiel du secteur public; problèmes des infirmières et des assistantes sociales; durée et conditions de leur travail; possibilité d'assurer un logement aux infirmières à proximité de leur lieu de travail; situation du service de santé scolaire; crédits de l'action sociale; allocation minimale aux personnes âgées et aux infirmes; recommandations de la commission Laroque; rendement de la taxe sur les véhicules à moteur; situation des rentiers viagers de l'Etat; ses observations sur le mode de calcul de la répartition des dépenses d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités; subventions pour les hôpitaux généraux, les hospices et les maisons de retraite; subventions d'équipement pour les organismes de protection de l'enfance inadaptée; rejet par la Commission des finances du projet de budget du Ministère des Affaires sociales pour le secteur de la santé publique* [25 octobre 1967] (p. 4096, 4097); *Commission des finances ayant rejeté les crédits de la santé publique* [26 octobre 1967] (p. 4164, 4165); Art. 64 : *Lutte contre les grandes endémies en Polynésie française; service de la santé publique à Saint-Pierre-et-Miquelon; consultation des assemblées locales en application de l'article 74 de la Constitution* (p. 4165, 4166).

BIZET (M. Emile), *Député de la Manche, 2e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p. 1319).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, **n° 225** [1er juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Courage de la jeunesse; élévation du niveau de vie; enfance délinquante; problème des jeunes ruraux; liberté de la presse devant s'arrêter là où elle devient nuisible à la société et à la jeunesse; ses observations sur les zones rurales* [24 mai 1967] (p. 1288);

— sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Inquiétudes des agriculteurs de l'Ouest; situation des éleveurs; modalités d'importation dans le cadre de la Communauté économique européenne; aide à l'agriculture non intégrée; rôle du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole; formation des jeunes qui se destinent à la profes-*

sion de vétérinaire [30 juin 1967] (p. 2490, 2491).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Enseignement agricole; aide aux établissements d'enseignement agricole privés; projets de création d'une quatrième école vétérinaire, d'une école supérieure d'élevage et de centres de recherche zootechnique; inquiétudes des agriculteurs de l'Ouest au sujet de la T.V.A.* [8 novembre 1967] (p. 4694).

BLARY (M. Henri), *Député du Nord, 9e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la produc. tion et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801)

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INDUSTRIE : *Situation de l'industrie textile; commerce extérieur; problème de l'emploi; niveau des prix; faiblesse de la rentabilité des entreprises textiles; financement de la recherche menée par l'Institut textile de France; augmentation du taux de la taxe parafiscale de rénovation; déduction fiscale pour les investissements; problème de l'adaptation de la main-d'œuvre* [3 novembre 1967] (p. 4447).

BOINVILLIERS (M. Jean), *Député du Cher, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission consultative du cinéma [31 mai 1967] (p. 1500).

Dépôt :

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426) (XV. — Services du Premier Ministre : II. — Information; XVII. — O.R.T.F.), **n° 459** [10 octobre 1967].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INFORMATION ET O.R.T.F., en qualité de *Rapporteur pour avis: Diffusion de la presse à l'étranger; fonds culturel de presse; ses observations sur l'opération Canada; office des relations publiques de l'Etat; centre de diffusion française; situation de la presse; disparition de certains journaux; problème de la publicité; structures du Ministère; aide à la presse; budget de l'O.R.T.F.; servitudes de l'office; financement des réémetteurs de première chaîne; variété des émissions; problème de la redevance; programmes des trois chaînes de radio; ses observations sur les émissions d'actualité; diffusion de la télévision en couleur; équilibre entre la radio et la télévision; difficultés de la presse; problème de la publicité* [10 novembre 1967] (p. 4862 à 4864).

BOISDÉ (M. Raymond), *Député du Cher, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé :

— membre du comité de coordination des enquêtes statistiques [16 juin 1967] (p. 1926);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

Est élu président de cette Commission [24 octobre 1967] (p. 4068).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918).

Est élu vice-président de cette Commission [15 décembre 1967] (p. 5982).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048).

Est élu président de cette Commission [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôt :

Son rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), Annexe n° 5 (Affaires sociales. — Travail), **n° 455** [10 octobre 1967].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le travail, l'emploi et les salaires; Sécurité sociale; établissement d'un relevé global des dépenses d'aide sociale incombant aux différents Ministères; nécessité de simplifier le contentieux dans tous les régimes; application des lois votées, notamment de celles sur les accidents du travail et sur l'assurance maladie des travailleurs indépendants; insertion des indemnités de résidence dans l'évaluation de la retraite; détermination du niveau général des salaires; suppression des abattements de zones; problème des cadres; promotion sociale; rôle de la mutualité* [25 octobre 1967] (p. 4097 à 4099).

BONNET (M. Christian), *Député du Morbihan, 2e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [14 juin 1967] (p. 1831);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), Annexe n° 28 (Marine marchande), **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Catastrophe du Torrey Canyon; nécessité d'élaborer en France une véritable politique de la mer; création d'un grand Ministère des Affaires maritimes et aériennes; adaptation de l'industrie des pêches; augmentation de la dotation du fonds régional d'organisation du marché; ses observations sur les cours du poisson; création d'un corps de*

défense de la marine marchande; réunion de la Commission, dite de réforme des services extérieurs de la marine marchande; suppression de la gendarmerie maritime; réduction à trois du nombre des directions de l'inscription maritime; importance de la viticulture; sa question orale, avec débat, sur la situation des activités maritimes et en particulier celle de la pêche [25 avril 1967] (p. 807, 808).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Date de discussion de sa question orale sur les activités maritimes* [7 juin 1967] (p. 1666, 1667).

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Situation de l'agriculture française; problème du porc; équilibre économique entre les régions; rôle de l'exploitation familiale; harmonisation des coûts de production de la viande; étalement des congés; conception des vacances scolaires; incidences qu'aurait le fait de porter de 30 à 70 % la réduction des billets de congés payés pour la période du 1er septembre au 30 juin; problème des activités maritimes; aide au cabotage; prime de modernisation des cargos de ligne; ses observations sur la construction et l'industrie du bâtiment* [30 juin 1967] (p. 2464, 2465).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe IV : « A compter de la date d'application du décret visé au paragraphe I ci-dessus, la T.V.A. ayant grevé les fuels industriels nos 1 et 2, sera déductible pour les assujettis dans les conditions prévues à l'article 17 de la loi no 66-10 du 6 janvier 1966 »* [12 octobre 1967] (p. 3592); *avantages de la T.V.A.; retrait de son amendement* (p. 3592); Art. 18 : *Situation de la Corse; cas des autres îles; problème des transports; ses observations sur les îles de l'Atlantique* [17 octobre 1967] (p. 3687); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur le tonnage des bateaux artisanaux; administration des affaires maritimes; problème de la construction navale; franchise des matériels incorporés; problème de l'armement au cabotage; ses observations sur le secteur des entreprises nationales; recul du paquebot; ses observations sur la Compagnie générale transatlantique et les Messageries maritimes; possibilité d'allouer une dotation en capital à chacune des deux compagnies; politique des lignes contractuelles; problème de la pêche; création des sociétés interprofessionnelles de développement régional des industries de la pêche; situation de la pêche française; rôle du crédit maritime et fluvial et du crédit naval; ses observations sur les règlements communautaires; problème du règlement sanitaire; menace de l'irruption des pays nordiques sur le marché communautaire; question de la représentation des pêches à Bruxelles; principe d'une question orale avec débat par session sur les problèmes maritimes* [23 octobre 1967] (p. 3889 à 3891); *ses observations sur les paroles de M. Chamant* (p. 3998); AFFAIRES SOCIALES : *Protection sociale des travailleurs indépendants; réforme de la Sécurité sociale; principe de la progressivité; problème de la modulation des prestations sociales en fonction des revenus; réforme du régime de l'assurance maladie* [25 octobre 1967] (p. 4114, 4115); ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Zones de salaires; zones de rénovation rurale; action des commissaires régionaux* [4 novembre 1967] (p. 4482); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur les industries de transformation des produits agricoles; attribution d'une prime d'orientation; population rurale; ses observations sur la retraite anticipée pour inaptitude au travail; question des bourses; habitat rural; bâtiments d'élevage; problème du mariage des jeunes ruraux* [8 novembre 1967] (p. 4691, 4692); AFFAIRES CULTURELLES : *Situation des théâtres privés; subventions de fonctionnement des maisons de la culture; rôle du fonds de soutien; ses observations sur la franchise des premières représentations; aménagement de la taxe sur les salaires* [9 novembre 1967] (p. 4761, 4762).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Zones de rénovation rurales; directions départementales de l'agriculture* [18 octobre 1967] (p. 3758).

BONNET (M. Georges), *Député de la Dordogne, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628).

Est élu président de cette Commission [7 juin 1967] (p. 1682).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à considérer comme caduques, à défaut de ratification par le Parlement, les dispositions réglementaires prises en application des ordonnances de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960 ainsi que les dispositions du décret n° 54-1145 du 15 novembre 1954, **n° 351** [22 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur les indicateurs d'alerte; stagnation de l'économie française; déficit du budget 1968; relance de l'économie; augmentation des investissements pour l'an prochain; dégrèvements fiscaux; dépréciation du pouvoir d'achat du franc; réduction de cent francs de l'impôt sur le revenu des petits et moyens contribuables; taxe à la valeur ajoutée; importance du chômage; faiblesses structurelles de l'économie française* [11 octobre 1967] (p. 3548, 3549).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Dépopulation des départements du Sud-Ouest; fermeture de nombreuses usines dans cette région; diminution des prix agricoles et augmentation des charges sociales et fiscales; importance des exploitations familiales; conditions d'octroi de prêts aux jeunes agriculteurs* [18 octobre 1967] (p. 3771, 3772).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 après l'Art. 4 : *Crédits accordés aux zones de rénovation urbaine; bourses d'enseignement; indemnité viagère de départ accordée aux agriculteurs; liste des départements compris dans la zone d'action rurale; cas des départements de la région d'Aquitaine* [10 mai 1968] (p. 1749, 1750); *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 1750) *et sur celles de M. Debré* (p. 1751).

BORD (M. André), *Député du Bas-Rhin, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur
du 7 avril 1967 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568);

— Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou), décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat à l'Intérieur (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou), décret du 10 juillet 1968 [*J. O.* du 11 juillet 1968].

Interventions :

Répond à la question orale, sans débat, de M. Fouchier relative aux personnels retraités de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale [21 avril 1967] (p. 780, 781).

Répond à la question orale, avec débat, de M. Barbet relative au fonctionnement des services des préfectures et des sous-préfec-

tures : *Situation du personnel des préfectures; effectifs; adaptation de la qualification aux conditions présentes de l'emploi; efforts accomplis pour doter en personnel les services préfectoraux des nouveaux départements de la région parisienne; amélioration de la carrière* [21 avril 1967] (p. 782, 783); *problèmes posés par l'extension des tâches incombant aux préfectures en particulier dans le domaine économique; situation des commis de préfecture; projet d'institution d'écoles préfectorales à vocation interministérielle* (p. 786).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives à la composition des conseils généraux des nouveaux départements de la région parisienne : *Délimitation des nouveaux cantons des départements de la région parisienne; consultation des conseils généraux; solution adoptée par le Parlement en cette matière; problème de la représentation équitable des populations; droits des populations rurales; nécessité de prévoir un double critère, l'un applicable aux zones urbanisées, l'autre, aux régions à habitat dispersé* [21 avril 1967] (p. 789, 790).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. de la Malène tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne fonctionnement du district de la région parisienne : *Fonctionnement du district; caractères de la proposition de loi* [13 juin 1967] (p. 1767); en deuxième lecture, composition et fonctionnement du conseil d'administration du district : *Ses observations sur la nouvelle organisation de la région parisienne* [27 juin 1967] (p. 2261);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de MM. Saïd Ibrahim et Ahmed Mohamed relative au remplacement des membres de la Chambre des Députés des Comores : *Adapter à l'élection des membres de la Chambre des Députés des Comores certaines dispositions du Code électoral métropolitain en matière d'incompatibilité et de suppléance* [27 juin 1967] (p. 2262);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Ses observations sur les paroles de M. Maroselli* [6 novembre 1967] (p. 4566); *problèmes des collectivités locales; question des subventions; problème de la tutelle; endettement des communes; conditions d'émission et de remboursement des emprunts* (p. 4568, 4569); *niveau des subventions; taux des subventions sous la IVe République* (p. 4569); *exemple des Länder allemands; transferts de charges; autonomie communale; réformes financières; taxe locale d'équipement; redevance d'assainissement; problème des personnels communaux; promotion de la fonction communale; son statut; stabilité des classements indiciaires des personnels de l'Etat; pourcentage de la part globale de l'Etat dans les équipements collectifs inscrits au Ve Plan; répartition des crédits du Fonds spécial d'investissement routier; voirie départementale et communale; problèmes de circulation urbaine; Fonds de concours demandés aux collectivités locales pour la réalisation de travaux de voierie nationale; part d'autofinancement dans la mobilisation des ressources nécessaires aux travaux d'équipement urbain; durée des prêts à moyen terme accordés par la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales; nationalisation des collèges et des lycées; problème du changement de nom du département des Basses-Alpes; difficultés du département de la Lozère; action des maires; problèmes des communes forestières; exemple de Nancy; problèmes de structure administrative; ses observations sur les communautés urbaines; répartition des subventions de l'Etat; modernisation des structures communales* (p. 4569 à 4571); après l'Art. 63 : *Ses observations sur l'amendement de M. Souchal; cas de fusion des communes* (p. 4579); *son sous-amendement tendant après les mots « d'une portion de territoire d'une commune à une autre commune » à ajouter la phrase « un décret en Conseil d'Etat précisera les conditions d'application du présent alinéa »* (p. 4579);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Hommage rendu au Rapporteur, M. Trorial; compétence des tribunaux de Vienne sur les communes du département de l'Isère transférées au département du Rhône; détermination du siège et du ressort des tribunaux d'instance, de grande instance et de commerce;*

problème de l'arrondissement de Vienne; possibilité de classer les cantons du département de l'Isère parmi les zones aidées; cas de la commune de Grenay [19 décembre 1967] (p. 6018); En deuxième lecture : *Application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution* [20 décembre 1967] (p. 6078); Art. 1er, 2, 3 et 4 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 6079, 6080).

BORDAGE (M. Augustin), *Député des Deux-Sèvres, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (no 716) [17 mai 1968] (p. 1955).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (no 426); VII. — Agriculture (enseignement agricole), **no 459** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Enseignement agricole; accroissement des effectifs scolaires; travaux de l'école nationale d'ingénieurs de Dijon; extension de l'école nationale d'ingénieurs de travaux agricoles départementaux; réalisation de l'école nationale féminine d'agronomie de Clermont-Ferrand; ses observations sur les établissements d'enseignement agricole privé; revalorisation des taux moyens journaliers pour l'apprentissage et l'enseignement technique; crédits d'aide financière pour l'équipement; octroi des bourses; transport scolaire des élèves; problème de la vulgarisation du progrès agricole; Fonds national de développement agricole* [7 novembre 1967] (p. 4633, 4634).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative au financement de l'équipement hospitalier [8 décembre 1967] (p. 5724).

BORDENEUVE (M. Jacques), *Député du Lot-et-Garonne, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

BOROCCO (M. Edmond), *Député du Haut-Rhin, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [25 mai 1967] (p. 1319).

BOSCARY-MONSSERVIN (M. Roland), *Député de l'Aveyron, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée », (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Est élu président de cette Commission [17 mai 1968] (p. 1955).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative au prix des produits laitiers et de la viande [12 avril 1967] (p. 603) : *Utilité du dialogue entre le Parlement et le Gouvernement sur les prix agricoles ; organisation sur le plan mondial du marché des céréales et du marché des produits laitiers ; défense contre la concurrence de la production sans sol ; mauvaise situation des exploitations se consacrant à l'élevage ; problème de l'orientation ; manque de viande de bœf* (p. 605, 606, 607).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Crise du Moyen-Orient ; ses conséquences ; indication d'un certain nombre de principes sur lesquels tout le monde est d'accord ; conséquences de la misère ; institutions du Marché commun ; crise du Vietnam ; équilibre de la force de dissuasion ; progrès de l'Europe économique ; négociations Kennedy ; organisation des marchés mondiaux susceptible de garantir la stabilité des prix de nos matières premières et de celles des pays en voie de développement ; commerce avec les pays de l'Est ; échanges culturels ; questions touristiques ; aide de la France aux pays africains et malgache ; contrat d'association avec la Grèce et la Turquie ; désir d'Israël de s'associer au Marché commun agricole ; attitude de l'Algérie et de la Tunisie à cet égard ; demande d'admission de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; mise en place de la politique agricole commune ; sa question de savoir s'il n'est pas opportun, pour chaque pays, de déléguer un ministre à Bruxelles ; création d'un Sénat européen* [15 juin 1967] (p. 1848 à 1850).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les délais pour les demandes de permis de construire* [22 juin 1967] (p. 2072, 2073) ; Art. 10 : *Constitution des réserves foncières* [26 juin 1967] (p. 2208) ; après l'art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2227) ; après l'art. 32 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Possibilité pour le propriétaire, dont les fonds sont enclavés, de réclamer sur les fonds de ses voisins un passage suffisant pour assurer la desserte de ces fonds)* (p. 2243) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2243, 2244) ; avant l'art. 46 : *Problème des terrains non bâtis ; ses observations sur les paroles de M. Fanton* [27 juin 1967] (p. 2294, 2295).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Harmonisation de l'agriculture en Europe ; mise en place d'une politique des marchés et d'une politique des structures ; nécessité de rétablir pour la viande de bœuf la notion de prix-écluse ; les relations intra-communautaires et les relations avec les pays tiers ; politique des prix ; nécessité de rapprocher le prix d'orientation du prix d'intervention ; réglementation de la production de la viande de porc ; régionalisation des interventions, agrandissement des exploitations ; rôle des S.A.F.E.R. ; indemnité viagère de départ ; primes à l'élevage* [18 octobre 1967] (p. 3730, 3733, 3734).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 4 : *Ses observations sur la notion de revenu cadastral* [23 novembre 1967] (p. 5205, 5206) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Problème de l'élevage ; taxation des aliments du bétail ; question de la ristourne* [5 décembre 1967] (p. 5583, 5584).

BOSCHER (M. Michel). *Député d'Essonne, 2e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la revalorisation des assurances dotales, **n° 63** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 381 du Code rural, relatif à des pénalités frappant le délit de braconnage, **n° 80** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à faciliter la création d'agglomérations nouvelles, **n° 678** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Nécessité d'une collaboration entre les collectivités locales et l'Etat dans le domaine de la scolarisation; efforts des collectivités locales; ses observations sur les écoles maternelles; participation des communes aux dépenses d'investissements destinés à l'école primaire; décret du 31 décembre 1963 instituant un système dit de « forfaitisation »; fixation d'un plafond de dépenses « subventionnables »; coefficient d'adaptation départemental; participation des collectivités locales en matière de centres aérés, de crèches ou de garderies; ses observations sur les centres d'enseignement secondaire; possibilité de rendre obligatoire la création d'une solidarité intercommunale à l'échelle du collège d'enseignement secondaire; problème de l'acquisition des terrains; fiscalité communale; cas des communes à expansion rapide; établissement de subventions; industrialisation en matière de bâtiments scolaires; charges de fonctionnement des collectivités locales; problème de la prise en charge des professeurs d'enseignement spécial; question du ramassage scolaire; problèmes financiers des collèges d'enseignement secondaire; nationalisation des collèges d'enseignement secondaire; allocation de logement des maîtres; suppression des abattements de zones de salaires frappant les indemnités des instituteurs* [30 mai 1967] (p. 1405 à 1407); *ses observations sur les collèges d'enseignement secondaire; problème de l'information* [1er juin 1967] (p. 1509).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Aménagement du territoire; schémas directeurs; plans d'occupation des sols; ses observations sur la technique de l'urbanisme; association des élus locaux à l'élaboration des divers documents administratifs prévus; problème de l'« émiettement » des communes; regroupement des communes dans des syndicats ou des districts urbains; procédures de dérogation prévues par le texte; possibilité d'abréger les délais que s'octroie l'administration pour élaborer les plans; réforme de l'expropriation; nomination de nouveaux juges fonciers; conséquences sur les plans social et humain des expropriations; lutte contre la spéculation foncière* [20 juin 1967] (p. 1973, 1974); *ses observations sur les paroles de M. Gaston Defferre; charges supportées par les collectivités; institution de la taxe d'équipement; institution d'un impôt foncier assis sur la valeur vénale; participation des propriétaires fonciers aux frais d'équipement* [20 juin 1967] (p. 1974, 1975); Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur le schéma directeur et le plan d'occupation des sols de la commune* [21 juin 1967] (p. 2036); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à substituer au quatrième alinéa du texte proposé pour cet article de nouvelles dispositions (Elaboration*

des projets de schéma directeur et de schéma de secteur) [22 juin 1967] (p. 2054); *transformation de son amendement en sous-amendement à l'amendement de M. Bozzi; ses observations sur le district de la région de Paris* (p. 2054, 2055); *son amendement tendant à substituer au cinquième alinéa du texte proposé pour cet article de nouvelles dispositions (Indication des personnes qui doivent donner l'approbation des projets de schémas directeurs et de secteurs)* (p. 2057); *retrait de son amendement* (p. 2057); *ses observations sur le schéma directeur de la région de Paris* (p. 2059, 2060); *son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 12 du Code de l'urbanisme à substituer aux mots « après consultation du district de la région de Paris et des départements intéressés » les mots « après consultation du conseil d'administration du district de la région parisienne et des conseils généraux des départements intéressés »* (p. 2060, 2061); *possibilité de tenir compte des demandes de modifications présentées par le conseil d'administration du district de la région parisienne* (p. 2061); Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa, 5° du texte proposé pour cet article* (p. 2068); *son amendement tendant à supprimer le 7°, avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation* (p. 2069); *retrait de son amendement* (p. 2069); Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Elaboration des projets de plans d'occupation des sols; avis des organes délibérants de la commune ou de l'établissement public)* (p. 2069); *retrait de son amendement* (p. 2069); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant dans la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots « Sauf dans la région parisienne définie comme à l'article 12 ci-dessus, où ce délai est porté à trois ans »* (p. 2071); *nécessité d'aligner les dispositions prévues pour la région de Paris sur le droit commun* (p. 2071); *ses observations sur le délai de sursis à statuer dans la région parisienne* (p. 2072); *son amendement tendant dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots « trois ans » les mots « deux ans »* (p. 2073); *cas où l'approbation du projet de plan n'intervient pas dans un délai de trois ans* (p. 2073); *retrait de son amendement* (p. 2074); après l'art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme, schémas de secteurs et plans d'occupation du sol devant être soumis à revision décennale)* (p. 2074); *retrait de son amendement* (p. 2074); Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2074); *retrait de son amendement* (p. 2074); *son amendement tendant à substituer à la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article de nouvelles dispositions (Elaboration et publication des plans; cas où les conclusions du rapport d'enquête ou l'avis exprimé par la commune ou l'établissement public ne sont pas favorables)* (p. 2077); *ses observations sur les éventuels décrets en Conseil d'Etat* (p. 2077, 2078); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2080); *ses observations sur les décisions administratives prises sur la demande ou après consultation des communes intéressées et fixant des périmètres en vue de l'exécution d'opérations d'urbanisme d'initiative publique* (p. 2080); *question de changement d'affectation des sols* (p. 2081); *destination des sols; communes devant être consultées pour le changement d'affectation et pour le changement de densité; retrait de son amendement* (p. 2082); *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 17 du Code de l'urbanisme à supprimer les mots « ou après consultation »* (p. 2083); *retrait de son amendement* (p. 2083); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer les mots « sauf dans la région parisienne définie comme à l'article 12 ci-dessus où ce délai est porté à trois ans »* (p. 2083); *problème des délais particuliers prévus pour la région parisienne* (p. 2083, 2084); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa après le premier alinéa du texte proposé pour cet article (Cas où le terrain viendrait à faire l'objet d'une transmission pour cause de décès)* (p. 2086, 2087); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [26 juin 1967] (p. 2174);

son amendement tendant, après le troisième alinéa du paragraphe II du texte proposé pour cet article, à insérer de nouvelles dispositions (Cas où le terrain est compris dans les limites d'une zone aménagée; recettes perçues par les collectivités locales) (p. 2176); *encaissement des redevances* (p. 2176, 2177); *taxe de surdensité; retrait de son amendement* (p. 2177); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa b du paragraphe III du texte proposé pour l'article 21 du Code de l'urbanisme* (p. 2177); *son amendement tendant à supprimer le paragraphe IV du texte proposé pour l'article 21 du Code de l'urbanisme* (p. 2178); *retrait de son amendement* (p. 2178); *son amendement tendant à rédiger ainsi le paragraphe IV du texte proposé pour cet article: « La participation est incluse dans le calcul du prix de revient du terrain pour la détermination du bénéfice imposable. Toutefois, elle ne supporte pas la taxe à la valeur ajoutée »* (p. 2178); *ses observations sur les contributions, que les pouvoirs publics exigent des promoteurs ou des constructeurs* (p. 2178); *hausse du prix de la construction* (p. 2178); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2179); *création d'établissements publics nationaux d'études et de recherche; ses observations sur l'institut d'aménagement et d'urbanisme* (p. 2179, 2180); *retrait de son amendement* (p. 2180); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de l'article 2, à substituer aux mots « trois ans » les mots « deux ans »* (p. 2184); *retrait de son amendement* (p. 2184); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2185); *question d'une période de transition* (p. 2185); *retrait de son amendement* (p. 2186); *ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 2186); *ses observations sur l'expression « délibération tacite »* (p. 2187); *son amendement tendant à compléter cet article: « Les communes ont un mois pour délibérer. Après l'expiration de ce délai, elles ne sont plus admises à présenter leurs observations »* (p. 2187); *retrait de son amendement* (p. 2188); *question des grandes voies de dégagement de la région parisienne* (p. 2189); après l'Art. 6 : *Relations qui doivent s'établir entre l'agriculture et la construction* (p. 2193); Art. 8 : *Ses observations sur les zones d'actions concertées dans les villes nouvelles* (p. 2200); Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2208); son rappel au Règlement (p. 2210); avant l'Art. 13 : *Son opposition à l'amendement de M. Defferre; ses observations sur la municipalisation* (p. 2213); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article: 1° après les mots « appartenant à l'Etat, aux collectivités locales » à insérer les mots « aux sociétés d'économie mixte d'aménagement d'équipement ou de construction, concessionnaires de ces collectivités... »; 2° en conséquence, après les mots « des cessions que ces collectivités publiques » à insérer les mots « ou les sociétés d'économie mixte concessionnaires »* (p. 2215); Art. 14 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2222); *législation de l'expropriation* (p. 2222) 2223); après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas des propriétaires, occupant à titre de résidence principale, l'immeuble bâti auquel s'applique la procédure d'expropriation; cas où la valeur locative de cet immeuble est inférieure à une valeur maximum fixée par décret tous les cinq ans »* (p. 2227); *situation faite en cas d'expropriation aux propriétaires de petites maisons individuelles* (p. 2227); *modification de son amendement* (p. 2227, 2229); *retrait de son amendement* (p. 2230); *son amendement tendant, après l'article 16, à insérer un nouvel article (Rôle des organismes d'habitation à loyer modéré)* (p. 2233); *retrait de son amendement* (p. 2233); Art. 17, 18 et 19 : *Ses amendements tendant à la suppression de ces articles* (p. 2233, 2234); Art. 27 : *Ses observations sur les amendements de M. Bozzi* (p. 2242); après l'Art. 32 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Boscary-Monsservin à ajouter après les mots « l'exploitation agricole ou industrielle » les mots « ou commerciale »* (p. 2244); *ses observations sur l'amendement de M. Boscary-Monsservin* (p. 2244); Art. 33 : *Notion du permis de construire; problème que posent les constructions édifiées sans permis de construire* [27 juin 1967] (p. 2265); après l'Art. 33 : *Délivrance des permis de construire* (p. 2266); Art. 46 : *Son amendement tendant, après le deuxième alinéa, paragraphe premier de cet article, à insérer un nouvel alinéa (Cas des communes de la région parisienne)* [28 juin 1967] (p. 2329); *taxe locale d'équipement; organisation de la perception de la taxe locale d'équipement dans la région parisienne* (p. 2329); *retrait de son amendement* (p. 2329); après

l'Art. 46 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Taxe régionale d'équipement)* (p. 2330); *retrait de son amendement* (p. 2330); Art. 47 : *Versement de la taxe locale d'équipement; ses observations sur les établissements publics comme les syndicats intercommunaux ou les districts urbains* (p. 2330, 2331); *son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article* (p. 2334); Art. 48 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa (parag. 3°) de cet article* (p. 2335); *cas où un ensemble de constructions est réalisé dans une zone d'aménagement concerté après que le constructeur ait payé sa quote-part des infrastructures; confusion entre la notion d'équipement en général et la notion d'infrastructure* (p. 2335); Art. 51 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2349); Art. 47 : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article* (p. 2351); Art. 52 : *Son amendement tendant à substituer aux premier et deuxième alinéas de cet article de nouvelles dispositions* (p. 2352); Art. 62 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2355); En seconde délibération, Art. 48 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Debré (Conseil municipal pouvant renoncer à percevoir la taxe locale d'équipement sur les constructions édifiées par les offices publics et les sociétés d'habitations à loyer modéré)* [1er juillet 1967) (p. 2528); En deuxième lecture, Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à supprimer dans le troisième alinéa de cet article les mots « sauf en ce qui concerne celles effectuées par les pépiniéristes en vue de la vente dans le cadre de leurs activités habituelles »* [30 novembre 1967] (p. 5388); *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots « à l'exclusion de tous travaux, constructions, plantations, représentant la continuation et le bon équilibre de toute exploitation agricole préexistante et dans le cadre de ses activités habituelles »* (p. 5388); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Droits du propriétaire d'un terrain réservé par un plan d'occupation des sols pour une voie ou un ouvrage public, une installation d'intérêt général ou un espace vert)* (p. 5391); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 5395); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Composition des conseils d'administrations des établissements visés à cet article* (p. 5399); Art. 6 *bis: Son amendement tendant à la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 830-1 du Code rural à supprimer les mots « fixée en fonction du temps qui reste à courir sur le bail »* (p. 5404); Art. 13 : *Ses observations sur les établissements publics créés par décrets* (p. 5409); Art. 15 *bis: Attachement des Français aux maisons individuelles* (p. 5409) *ses observations sur cet article* (p. 5410); son *rappel au Règlement : problème du dépôt d'articles additionnels en deuxième lecture* (p. 5411); Art. 16 *ter: Son amendement tendant, après les mots « des intéressés », à rédiger ainsi la fin du quatrième alinéa du texte proposé pour le paragraphe I de l'article 22* bis : *« Sur un local de type analogue situé dans la même commune ou une commune limitrophe »* (p. 5412); *droits de priorité pour le relogement* (p. 5412); Art. 21 : *Ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* (p. 5414); *pouvoirs des juridictions d'expropriation; problème de l'évaluation de l'indemnité* (p. 5416); Art. 48 : *Son amendement tendant à reprendre, pour cet article, le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Champ d'application de la taxe locale d'équipement)* (p. 5434); *ses observations sur son amendement* (p. 5434); *retrait de son amendement* (p. 5434); Art. 50 : *Fixation de la valeur du mètre carré; problème de la détermination de la catégorie des immeubles* (p. 5438);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Equilibre entre la région parisienne et les régions de province; proportion de la population active par rapport à l'ensemble de la population de la région parisienne; stabilisation de la population de la région parisienne; disparités dans la région parisienne entre l'emploi et le logement; problème des villes dortoirs; cas des zones industrielles; problème des transports; nécessité de taxer l'accroissement de la densité des postes au sein de l'entreprise; situation des petites entreprises* [20 octobre 1967] (p. 3895, 3896); AFFAIRES SOCIALES : *Situation du per-*

sonnel infirmier et des cadres hospitaliers; statut des intendants et des économes [25 octobre 1967] (p. 4128); EDUCATION NATIONALE : *Problèmes de l'enseignement en raison de mutations démographiques rapides; ses observations sur les investissements; nécessité d'accorder une certaine priorité à la région parisienne; ses observations sur l'ancien département de Seine-et-Oise; enseignement supérieur; réalisations de Nanterre et de Villetaneuse; problèmes de fonctionnement; charges des collectivités locales; difficultés des communes de la banlieue de Paris; statut des maîtres issus de l'enseignement primaire et travaillant comme enseignants, soit dans les C.E.G., soit dans les C.E.S.* [27 octobre 1967] (p. 4234, 4235); *statut concernant le personnel issu du premier degré et enseignant dans les collèges d'enseignement général et dans les collèges d'enseignement secondaire* (p. 4270); INTÉRIEUR : *District de Paris; réforme de la région parisienne; séparation entre les pouvoirs du délégué général et les pouvoirs préfectoraux au sein de la région; situation des préfets de huit départements de la région parisienne* [6 novembre 1967] (p. 4554, 4555); *ses observations sur la conception primitive du district; institution d'une préfecture de région; nécessité d'un contrôle démocratique; substitution au préfet de région d'un secrétaire d'Etat responsable devant l'Assemblée Nationale* (p. 4555); EQUIPEMENT ET LOGEMENT, après l'Art. 57 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les dispositions de l'article13 de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 demeurent applicables jusqu'au 31 décembre 1970 »* [9 novembre 1967] (p. 4837); *loyers des Logécos* (p. 4837); En seconde délibération, Art. 36 : *Cas des déportés politiques; situation des déportés politiques atteints d'infirmités* [10 novembre 1967] (p. 4913).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale, avec débat, relative à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne [17 novembre 1967] (p. 5070); *loi du 2 août 1961 créant le District de la région parisienne; crédits consacrés à la voirie et au réseau ferré (Mise en chantier du boulevard périphérique, du métro régional, réseaux d'eau; assainissement; électricité; destruction des ordures ménagères; création de parcs de stationnement; études d'urbanisme); politique d'équipement et de modernisation poursuivie par le District; rôle de coordinateur du District élaborant un schéma directeur d'aménagement et d'équipement soumis aux conseils généraux des départements intéressés au conseil municipal de Paris, au Conseil économique et social et au conseil d'administration du District; difficultés causées par l'accroissement de la population de la région parisienne; difficultés d'ordre financier; diminution des créations d'emplois et des installations d'entreprises nouvelles; déséquilibre entre la démographie et l'emploi; décret du 2 août 1966 remettant en cause l'essentiel de la décentralisation; absorption des fonctions du délégué général de District par celles du préfet de région; décret du 31 octobre 1967; accroissement des pouvoirs du préfet de région; nécessité de permettre à chacun de connaître ses obligations et ses droits grâce à un schéma directeur; nécessité d'associer les élus départementaux et communaux à l'œuvre entreprise* (p. 5076, 5077, 5078, 5079).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Guy Mollet* [24 avril 1968] (p. 1312).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 16 du Règlement; ses observations sur les manifestations des jeunes devant l'Assemblée* [22 mai 1968] (p. 2054).

BOSSON (M. Charles), *Député de la Haute-Savoie, 1re circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p. 1319).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Problème des régions montagneuses; participation financière des communes; équipement sportif scolaire; problème des subventions; manque de créations de postes; premier cycle de l'enseignement secondaire; ses observa-*

tions sur la réforme de l'enseignement; collèges d'enseignement général; collèges d'enseignement secondaire; inégalité des chances entre la jeunesse urbaine et la jeunesse rurale; surpeuplement des classes; règle d'or de vingt-cinq élèves, préconisée par la commission Laurent; problème de la jeunesse inadaptée; nombre de places dans les I.P.E.S. [31 mai 1967] (p. 1454, 1455).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 138 du Règlement; réponse des ministres aux questions écrites* [20 juin 1967] (p. 1943, 1944).

BOUCHENY (M. Serge), *Député de Paris, 14e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à définir la situation juridique et sociale des chauffeurs de taxi propriétaires de leur voiture, **n° 353** [22 juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée : *Réduction d'horaires et licenciements dans l'industrie aéronautique; répartition des crédits entre les entreprises aéronautiques; nationalisation de l'ensemble de l'industrie aéronautique et développement de l'aviation civile* [14 juin 1967] (p. 1829).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur la force de frappe; situation des jeunes soldats; relèvement du prêt à un franc par jour et son alignement sur le S.M.I.G.; gratuité de transport pour se rendre tous les deux mois du lieu de garnison à la résidence de la famille; rétablissement du « quart de place »; bénéfice du quart de place sur les transports allemands pour les soldats qui accomplissent leur service militaire en Allemagne; majoration de l'allocation militaire; réduction de la durée du service militaire à un an; désir du Gouvernement de rétablir une armée de métier; allocation de nourriture* [24 octobre 1967] (p. 4051, 4052); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Possibilité d'envisager un nouveau débat sur ces questions; aviation commerciale; avion Airbus; démocratisation des voyages par avion; dégrèvement sur les carburants; conséquences sur les aéro-clubs; gestion des aéro-clubs; difficultés de l'industrie aéronautique* [3 novembre 1967] (p. 4404, 4405); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Problèmes du logement; coût de la rénovation du 13e arrondissement de Paris; problème des mal-logés à Paris; logements sociaux* [4 novembre 1967] (p. 4493).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes du logement : *Situation des mal-logés parisiens; problème de la spéculation ; exemple des loyers de la rue de Bièvre et de la rue des Bernardins; augmentation des loyersH.L.M.; opérations spéculatives se préparant pour le quartier des Halles; nécessité d'accorder des facilités financières à l'Office parisien d'H.L.M. pour acquérir des terrains en priorité* [15 décembre 1967] (p. 5966).

BOUDET (M. Roland), *Député de l'Orne, 2e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel du 11 juillet 1967 [*J. O.* du 18 juillet 1967] (p. 7192).

Est réélu le 24 septembre 1967. Communication en est faite à l'Assemblée [2 octobre 1967] (p. 3362).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [2 octobre 1967] (p. 3365).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569),

[3 octobre 1967] (p. 3412), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité de marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la suppression des zones d'abattement de salaires pour la détermination du S.M.I.G. et des prestations familiales, **n° 110** [19 avril 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant les articles 384 et 385 du Code rural : *Absentéisme parlementaire* [27 avril 1967] (p. 862).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Réforme scolaire; ses observations sur les C.E.S., les C.E.T. et les lycées; système du ramassage scolaire; nécessité de construire davantage d'internats; son souhait de voir installer dans tous les chefs-lieux de canton des classes terminales pratiques capables de recevoir tous les enfants du canton qui doivent terminer leurs études à 16 ans; développement des centres d'orientation O.S.P.; écoles rurales; bourses; développement de l'enseignement audio-visuel; émissions scolaires sur la seule modulation de fréquence* [31 mai 1967] (p. 1492, 1493).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, après l'Art. 67 : *Sa question de savoir si l'attribution d'un titre de reconnaissance de la nation aux anciens combattants d'Algérie leur permettra de bénéficier d'avantages semblables à ceux qui sont attachés à la carte du combattant* [19 octobre 1967] (p. 3870); EDUCATION NATIONALE : *Prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans; cas du département de l'Orne; problème des dérogations; installation de classes terminales pratiques pour les enfants qui terminent leurs études à 16 ans dans chaque chef-lieu de canton où des locaux scolaires sont vides* [27 octobre 1967] (p. 4245, 4246); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Situation de l'agriculture française; question des éleveurs; F.O.R.M.A.; amélioration de la condition sociale des agriculteurs; ses observations sur les structures et les installations agricoles; suppression de la taxe spéciale de 25 % sur les viandes; problème de la vente des produits agricoles à des prix rémunérateurs* [8 novembre 1967] (p. 4710, 4711); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur l'article 15 de la loi du 28 décembre 1959 portant réforme du contentieux fiscal; question du salaire minimum interprofessionnel garanti* [5 décembre 1967] (p. 5546).

Son rappel au règlement : *Ses observations sur la possibilité pour l'Assemblée de siéger, sans désemparer, jusqu'au vote sur la motion de censure* [22 mai 1968] (p. 2026).

BOULAY (M. Arsène), *Député du Puy-de-Dôme, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à la dispense des obligations d'activité du service national, **n° 682** [17 avril 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative aux troubles causés par le survol de Clermont-Ferrand [14 juin 1967] (p. 1811, 1812).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Caractère du projet de loi; expropriation; utilisation des sols; mesures financières et fiscales prévues par le projet de loi; subventions prévues pour la voirie urbaine, les zones à urbaniser en priorité et les réserves foncières; dépenses d'investissement des agglomérations urbaines; charges des collectivités locales; indication de la dette à long terme par habitant de quelques grandes villes; taxe de régularisation des valeurs foncières; question de l'application de l'ordonnance du 7 janvier 1959; création d'une taxe locale d'équipement; problème de la taxation des plus-values; lutte contre la spéculation; impôt foncier; réforme du système des emprunts des villes* [21 juin 1967] (p. 2013 à 2015);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Cas du lycée Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand; inquiétudes des étudiants de la faculté de lettres de Clermont-Ferrand : modalités de l'enseignement du russe, de l'italien et de l'espagnol dans cette faculté; insuffisances en locaux et en maîtres; ses observations sur les écoles appartenant à la société Michelin; intégration dans l'Education nationale des établissements scolaires Michelin de Clermont-Ferrand* [27 octobre 1967] (p. 4246);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance nº 59-108 du 7 janvier 1959, Art. 19 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article (Point de départ de l'application des résultats de la révision; redistribution des recettes et des dépenses respectives des communes, des départements et de l'Etat; liste des diverses catégories d'opérations ou de charges financées par les collectivités territoriales avec le concours du budget de l'Etat et des prêts des caisses publiques de crédit)* [22 novembre 1967] (p. 5177); Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre : « Projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs »* (p. 5180).

BOULIN (M. Robert), *Député de la Gironde, 9e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances.
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Ministre de la Fonction publique.
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569);

— Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Cesse d'être Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances.

Devient Ministre de la Fonction publique (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 [*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322].

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de la Fonction publique (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 [*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578].

Interventions :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Defferre : *Date du débat sur le projet de loi permettant au Gouvernement de prendre des ordonnances en matière économique et sociale* [16 mai 1967] (p. 1030).

Ses observations sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif à la Cour des comptes [16 mai 1967] (p. 1030).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la Cour des comptes : *Rôle de la Cour des comptes; pouvoirs d'investigation de cette juridiction; projet de loi faisant œuvre de codification et de consolidation; attributions et*

pouvoirs d'investigation de la Cour; extension de la mission de la Cour à de nouveaux organismes [25 mai 1967] (p. 1310, 1311); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa de cet article : « Elle vérifie la régularité des recettes et des dépenses décrites dans les comptabilités publiques et s'assure, à partir de l'examen de ces dernières, du bon emploi des crédits, fonds et valeurs gérés par les services de l'Etat et, sous réserve des dispositions des articles 12 et 13 ci-après, par les autres personnes morales de droit public »* (p. 1312).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires : *Nécessité d'une campagne d'information; impossibilité de reporter la généralisation de la T.V.A. au-delà du 1er janvier 1968; inconvénients du système actuel ; avantages de la réforme sur le coût des investissements; incidence sur les prix; incitation à la réduction des prix à la consommation, à la modernisation et à la productivité ; ressources des collectivités locales; harmonisation des législations fiscales des Six; dispositions retenues pour les stocks et les investissements; étalement de la déduction sur cinq ans; taux de 12 ou 13 % ; complications résultant de la diversité des taux ; forfait des artisans et des petits commerçants; assujettissement à ce régime des trois quarts des contribuables; assouplissement du mécanisme; application de la T.V.A. dans l'agriculture ; réunions tenues par les Ministres au mois de juin dans chaque région de France* [2 juin 1967] (p. 1583 à 1587); *imposition des hôtels de tourisme ; uniformisation du système appliqué aux transports dans le cadre de l'Europe ; imposition des produits de grande consommation ; taxation de la viande et des voitures d'occasion* (p. 1589, 1590).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière, Art. 7 : *Augmentation de la part affectée à la voirie rapide; ressources des collectivités locales; prêts des établissements publics nécessaires au financement complémentaire du programme* [26 juin 1967] (p. 2197, 2198); *réforme de la taxe sur la valeur ajoutée; fiscalité locale directe* (p. 2198, 2199); Art. 9 : *Ses observations sur le crédit de 400 millions de francs prévu pour la réalisation d'un programme de réserve foncière* (p. 2203); *rôle de la Caisse des dépôts et consignations* (p. 2203, 2204); *ses observations sur les amendements de M. Defferre et de M. Claudius-Petit* (p. 2205); en deuxième lecture, Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* [30 novembre 1967] (p. 5404); Art. 6 *bis : Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5404); Art. 7 : *Participation des collectivités locales au programme de voirie rapide* (p. 5405); *ses observations sur l'expression « crédits reportables »; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution* (p. 5406); Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 5406); Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Le programme triennal des réserves foncières pour les années 1968, 1969 et 1970 est fixé à 302 millions de francs »* (p. 5406, 5407); Art. 10 : *Création de réserves foncières* (p. 5407); Art. 11 : *Ses observations sur l'expression « gestion en bon père de famille »* (p. 5408); Art. 13 : *Ses observations sur les amendements déposés sur cet article; problème des établissements groupant des collectivités locales* (p. 5409); Art. 15 *bis : Question des expropriations* (p. 5409);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 7 : *Droits de circulation sur les vins; ses observations sur les vins de consommation courante; droits de circulation sur les vins de qualité supérieure et les appellations contrôlées* [17 octobre 1968] (p. 3652); Art. 9 : *Assujettissement des exploitations agricoles à caractère industriel et commercial à la taxe sur la valeur ajoutée; application de la « règle du butoir »; pourcentage des taxes déductibles; problème des investissements; question du forfait; ristourne; sort des producteurs de bétail; rôle des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 3668);

— deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Construction de l'ensemble administratif de Dijon* [19 octobre 1967] (p. 3867, 3868); Art. 65 : *Application du vote bloqué; réserve de cet article* (p. 3868); après l'Art. 65 : *Réserve du vote sur l'amendement déposé par M. Darchicourt* (p. 3869); après l'Art. 67 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Il est créé pour les militaires de tous grades et de toutes armes ayant pris part aux opérations d'Afrique du Nord un titre de reconnaissance de la Nation. Les conditions donnant droit à ce titre de reconnaissance seront fixées par décret sur proposition conjointe du*

Ministre des Armées et du Ministre des Anciens combattants » (p. 3869); *utilisation du vote bloqué; application de l'article 42 de la Constitution; ses observations sur les anciens d'Algérie et d'Afrique du Nord; cas des déportés politiques; statut des déportés politiques et des déportés résistants* (p. 3869, 3870); *application de l'article 44 de la Constitution* (p. 3870); après l'Art. 63 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le montant minimal du produit de la taxe spéciale d'équipement prévue à l'article 7-I-1° de la loi n° 61-845 du 2 août 1969 modifiée, relative à l'organisation de la région parisienne, est porté, à partir de 1968, à 250 millions de francs »* [23 octobre 1967] (p. 4022); *réserve de cet article* (p. 4022); BUDGETS MILITAIRES, Art. 38 : *Cas des sous-officiers et officiers mariniers; fonctionnement du centre d'essais des Landes; application de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959* [24 octobre 1967] (p. 4061, 4062); Art. 39 : *Application de l'article 42 de la loi organique du 2 janvier 1959* (p. 4065, 4066); *ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 4066); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Ses observations sur l'organisation du débat* [3 novembre 1967] (p. 4410); *problème des aéro-clubs; détaxation des carburants; gestion des aéro-clubs; formation aéronautique; crédit affecté aux aéro-clubs* (p. 4414, 4415); après l'Art. 75 : *Ses observations sur les paroles de M. Pleven, relatives à Air-Inter; subventions allouées par les collectivités locales* (p. 4416); ECONOMIE ET FINANCES. — II. — SERVICES FINANCIERS : *Crédits de fonctionnement des services financiers; amélioration de l'action économique; expansion économique à l'étranger; action des services et des organismes chargés des relations économiques extérieures; diffusion de l'information pour les exportateurs; mise en place du Centre national du commerce extérieur; infrastructure régionale; insuffisance de notre représentation économique à l'étranger; ouverture du poste d'attaché agricole à Madrid; modernisation de l'appareil commercial; développement de l'enseignement de la gestion des entreprises; renforcement des moyens en vue de l'éducation des consommateurs; fondation pour l'enseignement de la gestion des entreprises; Institut national de la consommation; problème de l'information; tâches de la direction générale des impôts; rôle des émissions à la télévision; services extérieurs du Trésor; direction de la prévision; découpage de la région parisienne; institution d'une caisse professionnelle de rachat des fonds destinée à indemniser les propriétaires qui consentiraient à vendre leurs fonds sous certaines conditions; crédits de fonctionnement de la Commission de contrôle des opérations de bourse; situation des auxiliaires; allocation viagère; cas des rentiers-viagers* [4 novembre 1967] (p. 4475 à 4477); *situation des fonctionnaires des services financiers de l'Etat* (p. 4477); IMPRIMERIE NATIONALE : *Régime des heures supplémentaires; implantation de l'Imprimerie nationale* (p. 4478); MONNAIES ET MÉDAILLES : *Implantation de l'usine monétaire à Pessac; raison de la non-circulation des pièces de dix francs* (p. 4480); ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Crédits affectés à la dette publique; diminution de la dette flottante; bons en compte courant; dégrèvements fiscaux; revalorisation des traitements de la fonction publique; ses observations sur les pensions civiles et militaires; abaissement de l'âge de la retraite; réforme de la sécurité sociale; interventions publiques relatives au sucre, aux céréales, à la construction; crédits d'action sociale; fonction publique; augmentation du supplément familial de traitement; indemnité spéciale donnée aux agents débutants dans la région parisienne; situation des catégories C et D; problème de l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement; zones de rénovation rurale; difficultés de recrutement des agents de la fonction publique dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais; implantation de l'institut régional d'administration à Lille; situation des retraités de la police; bonifications d'annuités; situation des rentiers-viagers* (p. 4489 à 4491); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Aménagement urbain; fonds spécial d'investissement routier; équipement routier; dépenses pour les adductions d'eau; évacuation des bases militaires alliées en France; participation des communes aux dépenses d'infrastructure routière* (p. 4494); Art. 44 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Au paragraphe 1er, majorer les autorisations de programme de 7.625.000 francs; au paragraphe II, majorer les crédits de paiement de 7.625.000 francs pour les dépenses en capital civiles »* (p. 4495); *son amendement tendant au paragraphe II de cet article à majorer les crédits de paiement de 24 millions de francs pour les dépenses ordinaires civiles* (p. 4495); *barème de*

la taxe additionnelle sur le prix des places de cinéma; aide à l'exploitation cinématographique (p. 4495); après l'Art. 72 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Création d'un fonds d'expansion économique de la Corse)* (p. 4496); INTÉRIEUR, après l'Art. 63 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article :* « *Le montant minimal du produit de la taxe spéciale d'équipement prévue à l'article 7-I-1° de la loi n° 61-845 du 2 août 1961 modifiée, relative à l'organisation de la région parisienne, est porté, à partir de 1968, à 250 millions de francs* » [6 novembre 1967] (p. 4578); *taxe spéciale d'équipement destinée à financer les travaux figurant au programme d'équipement de la région parisienne* (p. 4578); après l'Art. 74: *Etablissement d'un état récapitulatif regroupant les crédits affectés à la protection civile* (p. 4580); *son sous-amendement tendant à modifier ainsi le texte de l'amendement de M. Jarrot :* « *Un état récapitulatif de l'ensemble des crédits affectés à la protection civile sera publié à l'appui du projet de loi de finances* » (p. 4580); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 75 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven; participation des collectivités locales au déficit d'Air Inter; cas où les lignes deviennent rentables; convention signée entre Air Inter et l'Etat* [10 novembre 1967] (p. 4899, 4900); après l'Art. 76 : *Application de l'article 101 du Règlement* (p. 4900); seconde délibération, Art. 7 *bis : Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article :* « *Le droit fixe de 10 francs prévu à l'article 670 du Code pénal des impôts est porté à 20 francs* » (p. 4904); *ses observations sur les actes soumis au droit fixe de 10 francs* (p. 4904); après l'Art. 8 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas des exploitants qui ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée; baisse sur le matériel agricole; cas des coopératives d'utilisation de matériel agricole; remboursement forfaitaire; ventes d'animaux vivants; situation des exploitants agricoles assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 4904, 4905); après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant :* « *Les dispositions de l'article 8 de la loi n° 66-948 du 22 décembre 1966 sont maintenues en vigueur* » (p. 4905); *retrait de son amendement* (p. 4905); après l'Art. 23 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cotisation prévue à l'article 1124 du Code rural; taux de la taxe perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles)* (p. 4905); *réserve de son amendement* (p. 4905); Art. 34 : *Son amendement* (p. 4906, 4907); *article d'équilibre du budget* (p. 4907); Art. 38 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article à réduire les crédits de 360.000 francs* » (p. 4907); *situation des corps de sous-officiers* (p. 4907); Art. 51 : *Son amendement tendant à rétablir la ligne 103* (p. 4908); *redevances perçues par l'O.R.T.F.* (p. 4908); Art. 55 : *Son amendement tendant, dans les paragraphes I, II et III de cet article à substituer au chiffre de* « *173.000* » *le chiffre de* « *174.500* » (p. 4908); *nombre de logements à construire au titre du programme social de relogement; transformation de certains I.L.N. en logements en accession à la propriété* (p. 4908); *protection des acquéreurs d'immeubles futurs; ses observations sur les ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction* (p. 4909); *réserve de cet article* (p. 4909); Art. 56 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer au chiffre de* « *3.280 millions de francs* » *celui de* « *3.310 millions de francs* » (p. 4909); *réserve de cet article* (p. 4909); après l'Art. 62 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article pour compléter la loi du 6 janvier 1966 (Vente de produits et engins destinés à être incorporés dans les bateaux de sport ou de plaisance)* (p. 4909); *retrait de son amendement* (p. 4909); après l'Art. 67 *bis : Son amendement tendant à insérer un nouvel article pour compléter l'article L 203 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre* (p. 4909); *cas des déportés politiques* (p. 4909, 4910); *problème de la parité entre le statut des déportés politiques et celui des déportés résistants* (p. 4910); après l'Art. 72 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Création d'un compte d'affectation spéciale intitulé* « *Fonds spécial d'électrification rurale* »*; programme des travaux d'électrification rurale)* (p. 4911); *réserve du vote sur son amendement* (p. 4911); Art. 44 : *Son amendement tendant à majorer les autorisations de programme de 50 millions de francs et les crédits de paiement des dépenses en capital civiles de 35 millions de francs* (p. 4911); Art. 36 : *Cas des déportés politiques* (p. 4913); *son amendement tendant au titre IV de l'Etat B pour le Ministère de l'Agriculture à majorer les crédits de 8 millions de francs* (p. 4913); *augmentation dans les zones*

de rénovation rurale du taux des indemnités viagères de départ (p. 4913); *son amendement tendant au titre VI de l'Etat C concernant le Ministère de l'Agriculture à majorer les autorisations de programme de 20 millions de francs et les crédits de paiement de 4 millions de francs* (p. 4913); *son amendement tendant au titre IV de l'Etat B concernant le Ministère des Anciens combattants et victimes de guerre à majorer les crédits de 3 millions de francs* (p. 4913); *son amendement tendant au titre III de l'Etat B concernant les services financiers à majorer les crédits de 4.500.000 francs* (p. 4913); *création de la Commission des opérations de bourse* (p. 4913); *son amendement tendant au titre III de l'Etat B concernant le Ministère de l'Intérieur à rétablir les crédits au chiffre de 76.562.734 F* (p. 4913); *son amendement tendant au titre III de l'Etat B concernant le Ministère de l'Intérieur à majorer les crédits de 9.546.700 francs* (p. 4913); *création de postes d'agent contractuel; difficultés de la circulation dans Paris* (p. 4914); *son amendement tendant au titre III de l'Etat B concernant le Ministère de l'Intérieur (rapatriés) à rétablir la réduction de crédits de 266.141 francs* (p. 4914); *son amendement tendant pour le titre VI de l'Etat C concernant le Ministère de l'Equipement et du Logement à majorer les autorisations de programme de 44 millions de francs et les crédits de paiement de 20 millions de francs* (p. 4914); *son amendement tendant au titre IV de l'Etat C concernant l'aviation civile à diminuer la réduction de crédits de 1.430.000 francs* (p. 4914); *ses observations sur les aéro-clubs; détaxe sur le carburant; formation des jeunes pilotes; pratique de l'aviation civile* (p. 4914); *son amendement tendant au titre IV de l'Etat B concernant la Marine marchande à substituer à la réduction de crédits de 6.326.246 francs une augmentation de crédits de 18.673.754 francs* (p. 4914); *son amendement tendant au titre III de l'Etat B concernant les charges communes à majorer les crédits de 360.000 francs* (p. 4914); *son amendement tendant au titre III de l'Etat B concernant les charges communes à majorer les crédits de 367.000 francs* (p. 4914); après l'Art. 8 : *Son amendement* (p. 4914); *question de l'assujettissement du monde agricole à la taxe sur la valeur ajoutée; introduction d'un système de franchise et de décote; ristourne sur le matériel agricole; possibilité donnée aux agriculteurs jusqu'au 1er octobre 1969 d'opter pour le nouveau régime; ses observations sur les animaux de basse-cour; remboursement forfaitaire sur les ventes d'animaux vivants; problème du forfait collectif; danger d'un système de forfait individuel; ses observations sur le système de franchise et de décote; problème des délais* (p. 4914 à 4917); *ristourne sur le matériel agricole* (p. 4917), *nomenclature du matériel agricole bénéficiant de la baisse* (p. 4917); *ses observations sur les C.U.M.A.* (p. 4918); *ses observations sur les sous-amendements de M. Poudevigne* (p. 4919); *impossibilité de fixer des dates qui varieraient en fonction de la nature de production* (p. 4920, 4921); *ses observations sur les paroles de M. Bertrand Denis* (p. 4922); *application de l'article 44, troisième alinéa de la Constitution* (p. 4922); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe IV* bis *de l'article 7* [5 décembre 1967] (p. 5583); *taux intermédiaire de la T.V.A. pour les travaux immobiliers* (p. 5583); *son amendement tendant à compléter l'article 7* bis *par un paragraphe nouveau (Indication des tarifs des droits fixes autres que celui des exploits et actes des huissiers de justice)* (p. 5583); *taxe à l'essieu; situation des marchands de bestiaux* (p. 5583); *son amendement tendant à remplacer la dernière phrase du paragraphe 1er de l'article 8 par un nouveau texte (Taux de la T.V.A. sur les ventes à consommer sur place des spiritueux)* (p. 5584); *ses observations sur son amendement* (p. 5584); *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 7 de l'article 11* (p. 5585, 5586); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 12 (Crèmes de cassis)* (p. 5586); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 13 : I. « Au paragraphe 2 du II de l'article 13 à remplacer 10 % par 15 % »; II. à rédiger comme suit le paragraphe 3 du II de cet article : « Les tarifs de la taxe, majorée, le cas échéant, dans les conditions fixées au 2 ci-dessus, sont réduits de : 10 % pour les véhicules servant exclusivement à des transports pour compte propre et exploités sous le régime de la location; 20 % pour les autres véhicules de transport pour compte propre »* (p. 5586); *majoration applicable aux véhicules circulant sous couvert de titres de mouvement banalisés; assimilation des véhicules exploités sous le régime de la location aux véhicules servant*

exclusivement à des transports pour compte propre (p. 5586); *son amendement tendant à rétablir les quotités votées en première lecture par l'Assemblée Nationale* (p. 5586); *taux des redevances relatives à l'agrément des producteurs ou négociants en bois et plants de vignes; ressources de l'Institut des vins de consommation courante* (p. 5586, 5587); *ses observations sur les pépiniéristes* (p. 5587); *son amendement tendant à modifier l'article 34* (p. 5587); *ses amendements tendant à modifier l'article 44* (p. 5588); *dotation du Fonds spécial d'investissement routier* (p. 5588); *son amendement tendant à remplacer dans l'article 63* quinquies *les mots: « Conccssions de licence en cours de délivrance » par les mots « concessions de licences d'exploitation de brevets en cours de délivrance »* (p. 5588); *ses observations sur l'amendement de M. Paquet tendant à supprimer la deuxième phrase, deuxième alinéa, du texte proposé pour l'article 1106-4 du Code rural* (p. 5588, 5589); En deuxième lecture, Art. 13 : *Taxe à l'essieu; ses observations sur les camions-bennes et les camions porte-engins; situation fiscale des transporteurs* [7 décembre 1967] (p. 5657).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Baillot relative aux livraisons de farine aux boulangers [3 novembre 1967] (p. 4411).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation : *Amélioration de la situation de l'armement et des ports français en face de la concurrence étrangère; incidences économiques et financières du projet de loi; détermination des tarifs; procédure de fixation des droits de port; taux du droit de francisation et de navigation; droit de passeport; conditions d'exercice de la tutelle des administrations centrales à l'occasion de l'approbation des droits de port; fixation des futurs droits; ses observations sur le fait que les navires entrant sur lest ne paient pas la taxe sur la jauge à l'entrée; problème du cabotage; principe du maintien de l'équilibre actuel entre la taxation du navire et celle de la marchandise; cas des ports autonomes; établissement national des invalides de la marine; institution d'une taxe de séjour pesant sur les navires de plaisance; exonérations pour les embarcations appartenant à des écoles de sport nautique agréées, pour les moteurs jusqu'à un cheval de puissance administrative et pour la plupart des moteurs auxiliaires de bateau à voile; problèmes de la navigation de plaisance* [16 novembre 1967] (p. 4992 à 4994); Art. 2 : *Ses observations sur la loi du 4 janvier 1967 relative au statut des navires et aux bâtiments de mer; champ d'application territoriale du projet de loi; acte de francisation; ses observations sur le visa* (p. 4995); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Assiette, taux et modalités d'application du droit de francisation et de navigation)* (p. 4995); après l'Art. 26 : *Son amendement tendant à insérer un tableau annexe relatif au droit de francisation et de navigation* (p. 4996); *ses observations sur la navigation de plaisance; problème des petits engins de plage* (p. 4997); Art. 4 *bis: Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article un nouvel alinéa (Cas des navires de plaisance ou de sport appartenant à des étrangers)* (p. 4997); Art. 7 : *Consultation des ministres intéressés* (p. 4998); Art. 8 : *Situation différente selon que le produit de la pêche est débarqué dans un port ou hors du port* (p. 4999); Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dumortier* (p. 4999); Art. 11 : *Ses observations sur le Languedoc-Roussillon; crédits affectés aux ports* (p. 5000); Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 5000); Art. 19 : *Trafic intracommunautaire; son sous-amendement tendant à modifier ainsi l'amendement de M. Dumortier: « Les droits, taxes et redevances instituées par la présente loi sont perçus comme en matière de douane; les infractions sont constatées... »* (p. 5001); Art. 21 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi l'avant-dernier alinéa 4° de cet article: « Les articles 225 et 227 du Code des douanes relatifs au droit de francisation, qui seront remplacés par les dispositions correspondantes de la présente loi »* (p. 5001); Art. 24 *bis: Ses observations sur l'amendement de M. Dumortier* (p. 5001); Art. 26 : *Droits pesant sur les navires de croisières qui touchent la Côte d'Azur* (p. 5002);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1965 : *Réduction des délais de présentation du projet de loi; dépôt du projet de loi de règlement du budget de 1966; excédent de ressources; dépassements de crédits; dettes de l'Etat vis-à-vis de la S.N.C.F. et des départements; problème du parallélisme entre l'augmentation des dépenses et celle de la production*

intérieure brute ; ses observations sur la gestion financière [16 novembre 1967] (p. 5003, 5004) ;

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance nº 59-108 du 7 janvier 1959 : *Demande à l'Assemblée de se prononcer, pour l'instant, sur les seules dispositions du projet de loi dont le vote est indispensable pour que les travaux de revision des évaluations puissent être entrepris dès le début de 1968 ; application de l'article 84 du Règlement* [22 novembre 1967] (p. 5138) ; *problèmes d'assiette et d'évaluation ; charges des collectivités locales ; répartition des charges ; rentabilité des services publics des collectivités locales ; ses observations sur la loi du 6 janvier 1966 ; problème des communautés urbaines* (p. 5155) ; avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Limouzy* (p. 5162) ; Art. 3 : *Décomptes des loyers ; proportion des loyers libres par rapport à celle des loyers réglementés ; cas des loyers des locaux à usage commercial et assimilés* (p. 5163) ; *son amendement tendant après le paragraphe II de cet article, à insérer un nouveau paragraphe (Valeur locative servant de base à la taxe foncière afférente aux locaux d'habitation)* (p. 5163, 5164) ; *assiette de la contribution foncière ; principe de l'unité des bases d'imposition pour la contribution foncière et la taxe d'habitation ; montant de la majoration qui serait appliquée aux loyers réglementés* (p. 5164) ; *contribution foncière afférente aux locaux soumis à la réglementation sur les loyers ; taxes que le propriétaire pourra récupérer sur le locataire* (p. 5165) ; *son sous-amendement tendant à modifier le paragraphe III de l'article 3 proposé par l'amendement de M. Limouzy : « Par dérogation aux règles posées au I du présent article, ceux des locaux d'habitation qui présentent un caractère exceptionnel et ceux des locaux à usage professionnel... »* (p. 5166) ; Art. 4 : *Ses observations sur les amendements de M. Limouzy* (p. 5166) ; Art. 5 : *Encouragement à la modernisation des entreprises ; taxe professionnelle* (p. 5167) ; Art. 6 : *Evaluation de la valeur des sols et des terrains industriels ; comptabilité des entreprises ; tarif communal ; ses observations sur le chiffre d'affaires et le bénéfice brut* (p. 5168) ; *principe de la référence à la comptabilité des entreprises* (p. 5169) ; *définition des « petites entreprises industrielles, commerciales et artisanales »* (p. 5169) ; *problème du remplacement du matériel usé par un matériel neuf ; ses observations sur la notion de rendement* (p. 5170) ; après l'art. 6 : *Problème de l'extension à la taxe sur les locaux servant à l'exercice d'une profession des règles de détermination de la valeur locative qui sert de base aux droits proportionnels de la taxe professionnelle ; ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5171) ; *cas de transfert, de création ou d'extension des entreprises qui ont bénéficié de primes ou de prêts de la part de l'Etat* (p. 5172) ; *application de la patente* (p. 5173) ; *ses observations sur les paroles de M. Pic* (p. 5173) ; *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe III par la nouvelle phrase suivante : « Elle est appréciée à la date de référence de la précédente révision suivant des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat »* (p. 5173) ; *ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier et sur celui de M. Chauvet* (p. 5174) ; Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier et sur ceux de M. Limouzy* (p. 5174, 5175) ; Art. 12 : *Composition de la commission départementale des impôts* (p. 5175) ; *son amendement tendant à insérer avant le dernier alinéa de cet article un nouvel alinéa : « Pour statuer sur les cas visés à l'article 11, la commission départementale comprend un membre du conseil général désigné par cette assemblée et quatre représentants de l'administration fiscale »* (p. 5175) ; Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5176) ; *ses observations sur les locaux commerciaux ou assimilés occupés par leurs propriétaires, vacants, concédés à titre gratuit ou loués à des conditions de prix anormales* (p. 5176) ; Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Waldec8 L'Huillier* (p. 5176) ; Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Limouzy* (p. 5176) ; Art. 19 : *Problème des transferts de charges ; ses observations sur l'amendement de M. Mondon prévoyant la création d'une commission chargée d'étudier les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques* (p. 5177) ; *ses observations sur les amendements de M. Limouzy* (p. 5178, 5179) ; avant l'Art. 46 : *Ses observations sur l'amendement de M. Mondon et le sous-amendement de M. Limouzy* (p. 5179) ; *institution d'une commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat, les régions, les départements, les communes et leur groupement au district* (p. 5179) ; *ses obser-*

vations sur l'article 34 de la Constitution; ressources fiscales des collectivités locales (p. 5179); *commission nationale des patentes; liste des tarifs concernant les patentes des collectivités locales* (p. 5180); *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 5180); Titre : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulay* (p. 5180); *bases actuelles de l'assiette des impôts locaux; problème des finances locales* (p. 5181, 5182); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs : *Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels; répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les collectivités locales* [19 décembre 1967] (p. 6019); *problème de la patente; nécessité d'éviter les surtaxations en cas d'installation de matériels nouveaux; taxe professionnelle* (p. 6020); *son amendement tendant à supprimer l'article 6* bis (p. 6021); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 46 A (Institution d'une commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat et les diverses collectivités locales)* (p. 6021); *application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution* (p. 6021);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Découvert du Trésor; problèmes de la conjoncture actuelle; crédits d'équipement; augmentation des traitements et des salaires publics; émission de l'emprunt d'équipement; réforme de la T.V.A.; programmes de logement; lutte contre le chômage; déficit de la S.N.C.F. et de la Sécurité sociale ; soutien des cours des marchés agricoles; problème de l'impasse; plus-values sur les impôts directs* [23 novembre 1967] (p. 5200, 5201); *nombre des chômeurs; rôle de l'Etat en matière économique; dévaluation de la livre; ses conséquences; problème de la parité du franc; montant de nos dettes à l'égard de l'étranger* (p. 5200 à 5202); Art. 1er : *Ses observations sur la déduction de cent francs* (p. 5202, 5203); Art. 2 : *Matériels destinés à lutter contre la pollution; problème de l'amortissement exceptionnel des constructions immobilières* (p. 5203); Art. 3 : *Taxation des produits alimentaires; règle du butoir* (p. 5204); Art. 4 : *Préparation des coefficients d'adaptation par la Commission consultative départementale* (p. 5205); *revenu cadastral; dépôt d'un projet de loi portant fixation des règles et principes d'évaluation des propriétés non bâties* (p. 5205, 5206); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Exonération des aviculteurs de la contribution des patentes)* (p. 5206); *ses observations sur son amendement* (p. 5206); *cas des aviculteurs qui élèvent des poules pondeuses et des poussins mais qui ne possèdent pas d'installations de nature industrielle* (p. 5206); *problème des élevages de porcs;* (p. 5207); Art. 6 : *Problèmes des sinistrés d'Arette et du Nord* (p. 5207, 5208); après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Les dispositions de l'article 8 de la loi n° 66-948 du 22 décembre 1966 sont maintenues en vigueur »* (p. 5208); *problème des bureaux d'études* (p. 5208); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Vente de produits et engins destinés à être incorporés dans les bateaux de sport ou de plaisance)* (p. 5208); *ses observations sur les livraisons de bâtiments de mer et de leurs équipements; équipements des bâtiments de sport ou de plaisance* (p. 5208); *ses observations sur l'amendement de M. Poudevigne* (p. 5209); après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas où une personne titulaire de l'allocation supplémentaire a, au moment de son décès, la qualité d'exploitant agricole et que sa succession est constituée en tout ou partie par un capital d'exploitation)* (p. 5209); *ses observations sur les arrérages servis au titre de l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité* (p. 5209); Art. 11 : *Ses observations sur les paroles de M. de Grailly* (p. 5210); Art. 14 : *Réforme du comité supérieur du tarif des douanes; ses observations sur les articles 410 et 413* bis *du Code des douanes; problème des délits douaniers; ses observations sur les paroles de M. Lepeu* (p. 5211); après l'Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ithurbide* (p. 5212); Art. 26 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 5213); Art. 27 : *Remise à l'Institut géographique national de biens meubles appartenant à l'Etat* (p. 5213); avant l'Art. 30 : *Possibilité d'affecter des décimes supplémentaires aux dépenses de construction d'immeubles destinés aux services des chambres des métiers après affectation prioritaire aux dépenses de formation professionnelle* (p. 5214); Art. 30 : *Problème du pécule accordé aux auxiliaires quittant l'armée après avoir accompli cinq années de services ininterrompus* (p. 5214); après l'Art. 31 : *Son*

amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les pensions des anciens délégués de l'Assemblée algérienne de nationalité française sont prises en charge par la caisse de retraites des membres de l'Assemblée Nationale; elles sont calculées dans les conditions auxquelles sont soumises les pensions des députés » (p. 5215), *situation des anciens délégués de l'Assemblée algérienne de nationalité française; cas des avocats venus d'Afrique du Nord* (p. 5215); Etat A : Agriculture : *Question des calamités agricoles* (p. 5216); Etat A : Coopération : *Ses observations sur les paroles de M. de Broglie* (p. 5216); Etat B : Agriculture : *Son amendement, tendant : 1° à ouvrir des autorisations de programme de 7.500.000 francs; 2° en conséquence, à l'article 33, à majorer les autorisations de programme du même montant* » (p. 5218); *crédits destinés aux S.A.F.E.R.* (p. 5218); Art. 34 : *Indemnité compensatrice versée à la S.N.C.F. pour le transport à tarif réduit des militaires et des marins isolés; méthodes de calcul de la S.N.C.F.* (p. 5220, 5221); Art. 35 : *Financement de la phase de développement des avions Jaguar; poursuite des études concernant le Mirage F 1* (p. 5221); Art. 36 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article à substituer au chiffre de 100 millions de francs celui de 140 millions de francs* (p. 5221);

— de l'article 31, retiré du projet de loi de finances rectificative pour 1967, en application de l'article 119 du Règlement : *Application de l'article 119 du Règlement; retrait de l'article 31 de l'ordre du jour* [23 novembre 1967] (p. 5222, 5223);

— des articles 8, 9, 12, 23, 24, 28 et 29, retirés du projet de loi de finances rectificative pour 1967, en application de l'article 119 du Règlement : *Ses observations sur l'article 119 du Règlement; problème des « cavaliers budgétaires »; question des bordereaux de salaires des ouvriers des armées; séparation du pouvoir législatif et du pouvoir réglementaire, d'une part, et, d'autre part, du pouvoir législatif et du pouvoir juridictionnel; intérêt des fonctionnaires en cause; problème de la validation* [29 novembre 1967] (p. 5346, 5347); *ses observations sur la décision ministérielle du 5 février 1957; cas des inspecteurs de la jeunesse et des sports* (p. 5348, 5349); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capitant* (p. 5349); Art. 4 : *Cas d'un agent qui n'a pas été admis à participer au concours spécial; nécessité d'un certain niveau de notation pour participer à un concours spécial; application de l'article 21 de la Constitution* (p. 5350); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les décisions prises en application de ces décrets sont confirmées en tant qu'elles prennent effet au 1er janvier 1957 ou à une date postérieure »* (p. 5351); *annulation des décisions individuelles par la juridiction administrative* (p. 5351); Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Capitant* (p. 5351); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Sont confirmés les tableaux d'avancement aux grades d'inspecteur général et d'inspecteur principal de la jeunesse et des sports établis au titre des années 1962, 1963, 1964 et les décisions individuelles prises au vu de ces tableaux »* (p. 5352); *ses observations sur les paroles de M. Inchauspé* (p. 5352); après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « La date du 27 avril 1970 est substituée à celle du 27 avril 1968 figurant au premier alinéa de chacun des articles L 393 et L 394 et à L 401 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre »* (p. 5352); *législation sur les emplois réservés* (p. 5352); *ses observations sur les paroles de Mlle Dienesch et de M. Vivien* (p. 5352); *son sous-amendement tendant à substituer dans son amendement la date du 27 avril 1971 à celle du 27 avril 1970* (p. 5352, 5353); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Revision des valeurs cadastrales; détermination du revenu cadastral* [19 décembre 1967] (p. 6005); *ses observations sur les paroles de M. Bertrand Denis; augmentation des impôts locaux* (p. 6005, 6006);

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, Art. 1er : *Organisation des comptabilités; problème du monopole des experts-comptables; rôle des spécialistes de l'informatique* [12 décembre 1967] (p. 5783); Art. 2 : *Situation des stagiaires; possibilité pour les experts-comptables de tenir des comptabilités durant leur stage; problème de la limitation du nombre des salariés employés par les experts-comptables* (p. 5785); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Leccia* (p. 5785);

Art. 4 : *Rôle des cabinets d'expert-comptable* (p. 5786); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article: « Avoir, s'il s'agit de sociétés par actions, leurs actions sous la forme nominative et subordonner l'admission de tout nouvel actionnaire à l'agrément préalable soit du conseil d'administration ou du directoire, soit de l'assemblée générale des actionnaires »* (p. 5786); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « de tenir, centraliser, ouvrir, arrêter et surveiller » les mots « de tenir, centraliser, ouvrir, arrêter et surveiller et, dans l'exercice de ces missions, redresser »* (p. 5786); *ses observations sur son amendement* (p. 5786); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer au mot « peut » les mots « est habilité à »* (p. 5787); *droit donné au comptable de certifier les bilans des entreprises* (p. 5787); *responsabilité des comptables agréés* (p. 5787, 5788); Art. 6 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5788); Art. 7 : *Elaboration du règlement intérieur; Code des devoirs professionnels* (p. 5789); *son amendement tendant à ajouter à la fin du dernier alinéa de cet article les mots « Qui sera établi par décision du conseil supétieur »* (p. 5789); Art. 8 : *Ses observations sur les paroles de M. Leccia* (p. 5790); Art. 12 : *Ses observations sur l'amendement de M. Leccia* (p. 5790); Art. 13 : *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'avant-dernier alinéa de cet article: (Question de la possibilité pour les membres de l'ordre de participer à l'enseignement professionnel)* (p. 5791); *problème des incompatibilités* (p. 5792);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique : *Opposition du Gouvernement à l'ouverture d'un concours spécial pour accès au grade d'inspecteur et d'inspecteur adjoint des douanes* [15 décembre 1967] (p. 5979).

Répond à la question orale, sans débat, relative à la fiscalité du vin [19 avril 1968] (p. 1218, 1219, 1220, 1221, 1223).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 , avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Manceau; imposition des entreprises et des revenus mobiliers; réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* [10 mai 1968] (p. 1732); Art. 1er : *Commerce des olives; ses observations sur l'amendement de M. Duffaut; structure de l'impôt sur le revenu* (p. 1737); après l'Art. 1er : *Impossibilité pour le Gouvernement d'accepter la possibilité pour les contribuables de déduire de leur salaire annuel brut le montant des frais afférents à la garde des enfants* (p. 1737); *ses observations sur le sous-amendement de M. Rivain* (p. 1738); *son amendement tendant à insérer après l'article premier un nouvel article 1-B (Taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations de vente, de commission et de courtage portant sur des animaux vivants)* (p. 1738, 1739); *ses observations sur son amendement* (p. 1739); *son amendement tendant à insérer un nouvel article 1-C: (Tarif du droit de circulation pour les vins bénéficiant d'une appellation d'origine contrôlée, de l'appellation « vin naturel de Champagne », du label « vins délimités de qualité supérieure » et des vins étrangers vendus autrement que sous la simple indication de leur pays d'origine)* (p. 1740); *ses observations sur son amendement* (p. 1740); *droit de circulation sur les vins; question d'un prélèvement sur le produit du tiercé; ses observations sur les cidres et les vins étrangers qui pénètrent en France sans appellation d'origine; possibilité d'harmoniser, sur le plan européen, le régime des appellations d'origine contrôlée* (p. 1742); *situation des groupements de producteurs* (p. 1743); *son amendement tendant, après l'article premier, à insérer un nouvel article premier D (Taux de la T.V.A. en ce qui concerne les recettes provenant de la fourniture des repas dans les cantines d'entreprises et répondant aux conditions fixées par décret)* (p. 1744); *ses observations sur son amendement* (p. 1744); *son amendement tendant après cet article, à insérer un nouvel article 1-E: (Imposition pour les aliments utilisés pour la nourriture du bétail des animaux de basse-cour, des poissons d'élevage destinés à la consommation humaine et des abeilles)* (p. 1744); *ses observations sur son amendement* (p. 1744); Art. 2 : *Situation matérielle des vieillards; produit de la « vignette » automobile; rapport Laroque* (p. 1747); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article 4-A: (Ouverture d'un crédit de paiement au titre V « Investissements exécutés par l'Etat » du budget des services financiers)* (p. 1749); *acquisi-*

tion d'un immeuble destiné à l'I.N.S.E.E. (p. 1749); *son amendement tendant à insérer un nouvel article 4-B: (Ouverture d'un crédit de paiement supplémentaire au titre VI « Subventions d'investissement accordées par l'Etat »)* (p. 1749); *alimentation en eau potable de la zone côtière du département du Var* (p. 1749); *son amendement tendant à insérer un nouvel article 4-C: (Ouverture d'un crédit de paiement supplémentaire au titre VI « Subventions d'investissement accordées par l'Etat »)* (p. 1749); *crédits destinés aux zones de rénovation rurale* (p. 1749); *ses observations sur les paroles de M. Bertrand Denis et de M. Georges Bonnet* (p. 1750); *son amendement tendant à insérer un nouvel article 4-D: (Ouverture d'un crédit de paiement applicable au titre V « Investissements exécutés par l'Etat » du budget des charges communes)* (p. 1751); *rachat du palais de l'O.T.A.N.* (p. 1751); *son amendement tendant à insérer un nouvel article 4-E: (Ouverture d'un crédit de paiement supplémentaire au titre V « Investissements exécutés par l'Etat »)* (p. 1751); *financement de certains logements* (p. 1751); *son amendement tendant à introduire un nouvel article additionnel (Ouverture d'un crédit supplémentaire au titre III « Moyens des armes et services »)* (p. 1751); *bordereaux de salaires* (p. 1751); *son amendement tendant après l'article 4, à insérer un nouvel article 4-F: (Ouverture d'une autorisation de programme supplémentaire au titre du compte d'affectation spéciale « Fonds spécial d'investissement routier »)* (p. 1752); *achèvement de la liaison autoroutière Lille-Paris-Marseille; engagement de la dernière section de l'autoroute A 6: Pouilly-Chalon* (p. 1752); *son amendement tendant à insérer un nouvel article 4-G: (Exécution de la Convention conclue entre la France et Cuba au sujet de l'indemnisation des biens et intérêts français affectés par les lois et mesures édictées par le Gouvernement cubain depuis le 1er janvier 1959)* (p. 1752); *ses observations sur son amendement* (p. 1752); Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 1752);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1966 : *Problème de l'équilibre général de la loi de finances; déficit des régimes sociaux; prêts du F.D.E.S.; opérations à caractère définitif; différence entre les prévisions et les résultats effectifs; impôt sur les opérations de Bourse; opérations à caractère temporaire; augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international; solde d'exécution des lois de finances; découvert général du Trésor; gestion des crédits; décrets d'avance* [15 mai 1968] (p. 1855, 1856); *ses observations sur les paroles de M. Duffaut; déficit de la Sécurité Sociale; prêts du F.D.E.S.* (p. 1856).

Ses observations sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi portant réforme de l'expertise douanière et modifiant diverses dispositions du Code des douanes [15 mai 1966] (p. 1889).

BOULLOCHE (M. André), *Député du Doubs, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Problème de la formation scientifique; effectifs de bacheliers scientifiques; formation des chercheurs; rôle des instituts universitaires de technologie; définition d'une culture adaptée à notre monde; redevances versées par la France pour l'exploitation de brevets étrangers; pourcentage des bacheliers de mathématiques; insuffisance en nombre et en qualification du corps professoral de mathématiques; nombre de licenciés en physique; réforme du baccalauréat; apparition, dans le domaine scientifique, des séries C et D; allégement du programme de mathématiques et de physique de la classe de mathématiques élémentaires ; problème des I.P.E.S.; pourcentage des ipésiens admis à s'orienter vers la maîtrise; dissociation entre la licence et la maîtrise; revalorisation de la fonction enseignante; méthodes d'enseignement; importance de la recherche pédagogique dans le domaine des mathématiques; formation des personnels scientifiques et techniques aux Etats-*

Unis et en U.R.S.S. [31 mai 1967] (p. 1473 à 1475).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Possibilité d'instaurer plusieurs débats sur l'éducation nationale à l'occasion de questions orales; pourcentage des dépenses d'enseignement par rapport au produit national brut; fixation du quotient économique d'enseignement; prolongation de la période de scolarité obligatoire; sections d'éducation professionnelle; scolarité jusqu'à 16 ans; équipement en C.E.S. et C.E.G.; désenclavement culturel du monde rural; accès à l'enseignement supérieur; réduction des programmes; recrutement des maîtres; situation des élèves des I.P.E.S.; diversification de l'université; instituts universitaires de technologie; ses observations sur les disciplines scientifiques; projet de création d'un office national d'information et d'orientation scolaire; nécessité de déposer un projet de loi modificatif de la loi du 30 novembre 1965 portant approbation du plan de développement économique et social* [26 octobre 1967] (p. 4182 à 4185); *ses observations sur les paroles de M. Peyrefitte; dépenses d'enseignement* [27 octobre 1967] (p. 4262); *application de sa circulaire du 15 juillet 1959* [27 octobre 1967] (p. 4270);

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'avant-dernier alinéa de cet article: « Les membres de l'ordre peuvent participer à l'enseignement professionnel sans toutefois pouvoir assurer, ni directement, ni par personne interposée, la direction d'établissements privés à but lucratif. Ils peuvent procéder... »* [12 décembre 1967] (p. 5791); *retrait de son amendement* (p. 5791).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Rôle du Ministère de l'Education nationale en matière de recherche; recherche en éducation; création d'un Comité de la recherche et du développement de l'éducation nationale et d'un bureau des programmes de recherche de l'éducation nationale; collaboration entre chercheurs et praticiens; nécessité de constituer un conseil chargé de coordonner, d'un point de vue scientifique, les actions et les moyens de la délégation générale à la recherche scientifique et technique du C.N.R.S. et des services spécialisés des différents ministères; création de laboratoires indépendants ou associés au C.N.R.S.; constitution d'instituts de recherche en éducation auprès de certaines universités* [8 mai 1968] (p. 1632 à 1634).

BOURDELLÈS (M. Pierre), *Député des Côtes-du-Nord, 5e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [14 juin 1967] (p. 1831).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à insérer dans le Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme un article L 23-1 instituant une « licence touristique » qui permet de vendre pour consommer sur place, à l'occasion d'un service de spécialités gastronomiques, les boissons régionales traditionnelles, **n° 446** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Echouage du « Torrey Canyon » sur les côtes anglaises de Cornouailles; conséquences pour la côte bretonne, dite « de granit rose »; rappel des faits; conditions du naufrage; problème du renflouage du navire; situation actuelle après la catastrophe; nécessité pour l'Etat de rembourser intégralement la totalité des frais engagés dans cette lutte; aménagement de la côte du Languedoc; problème de la démoustication; situation des stations balnéaires; situation des ostréiculteurs et des mytiliculteurs; conséquence de cette catastrophe sur la réserve ornithologique des Sept Iles* [25 avril 1967] (p. 804 à 806);

— sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Causes profondes de la colère des agriculteurs ; création indispensable d'une liaison routière rapide entre la Bretagne et la région de Paris* [18 octobre 1967] (p. 3765, 3766).

BOURGEOIS (M. Georges), *Député du Haut-Rhin, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à l'enseignement des langues régionales, **no 162** [27 avril 1967].

BOURGES (M. Yvon), *Député d'Ille-et-Vilaine, 6e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Coopération
du 7 avril 1967 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569) ;

— Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la coopération (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). — Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la coopération (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 [*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Ses observations sur l'aménagement de l'ordre du jour [27 avril 1967] (p. 856).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord signé le 28 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République populaire de Pologne, relatif à la situation, en matière de Sécurité sociale, des travailleurs salariés ou assimilés qui ont été occupés en France, aux Pays-Bas et en Pologne : *Application de cette Convention aux territoires métropolitains et aux départements d'outre-mer* [27 avril 1967] (p. 857).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour [13 juin 1967] (p. 1783).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs ouverte à la signature le 17 décembre 1962 : *Ses observations sur ce texte* [13 juin 1967] (p. 1784) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire signée le 28 juillet 1966 entre la République française et la République populaire hongroise : *Application de la Convention consulaire de Vienne de 1963* [13 juin 1967] (p. 1785) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire, du protocole et des deux échanges de lettres annexes signés à Paris le 18 juillet 1966 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique : *Ses observations sur ce texte* [13 juin 1967] (p. 1786) ;

— du projet de loi autorisant la ratification d'un amendement à l'article 109, paragraphe 1, de la charte des Nations Unies relatif aux conditions dans lesquelles pourra être réunie une conférence générale des membres des Nations Unies aux fins d'une revision de la charte et adopté le 20 décembre 1965 par l'Assemblée générale des Nations Unies : *Ses observations sur ce texte* [13 juin 1967] (p. 1786) ;

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention pour le règlement des diffé-

rends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, du 18 mars 1965 : *Nécessité de donner une place accrue aux investissements privés dans notre aide au développement* [13 juin 1967] (p. 1787);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 8 février 1967 entre le Gouvernement de la République française et la Conférence internationale des contrôles d'assurances des Etats africains, français et malgache : *Ses observations sur le projet de loi* [13 juin 1967] (p. 1788);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, COOPÉRATION : *Objectifs de la coopération; renforcement de la francophonie; développement des intérêts commerciaux et industriels français; assistance technique; aide apportée aux Etats pour la constitution de leur armée nationale; manœuvres du mois de septembre en Côte-d'Ivoire; subventions d'équilibre versées aux Etats africains; problème des prêts extérieurs, des concours financiers et des achats à crédit; accords conclus avec la République du Mali; rôle du F.A.C.; dialogue entre la France et les Gouvernements africains et malgache; projet sucrier du Sénégal; problème de l'enseignement primaire; utilisation au Niger des réseaux de télévision pour former les maîtres; diplômes exigés pour les coopérants; enseignement du second degré; enseignement universitaire; cas des personnels de l'assistance technique; situation des fonctionnaires et des agents contractuels; nécessité d'encourager les jeunes à aller remplir le service de la coopération dans les Etats africains; rôle des techniciens; formation professionnelle; conséquences possibles d'une réduction éventuelle de la durée du service militaire sur le service de la coopération; ses observations sur les « volontaires du progrès »; cas où un conjoint peut remplir un rôle d'assistance technique; niveau de la qualification des agents de la coopération; rôle de l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer; action de la Caisse centrale de coopération économique; garanties de la C.O.F.A.C.E.; rôle du Fonds européen de développement; construction d'une usine sucrière au Sénégal; ses observations sur la société des sucres Saint-Louis; expérience de Richard-Toll; garantie donnée aux investissements privés; risque de non-transfert* [25 octobre 1967] (p. 4087 à 4092);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Krieg tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels : *Ses observations sur ce texte* [25 avril 1968] (p. 1353); Art. 2 : *Détermination du délai* (p. 1353); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Application des dispositions de la présente loi aux objets mobiliers déposés en garde-meubles et aux objets mobiliers détenus par les officiers publics ou ministériels)* (p. 1354); *procédure de la vente publique* (p. 1354); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Le titre de la loi du 31 décembre 1903 est modifié comme suit : « Loi relative à la vente de certains objets abandonnés »* (p. 1354); *ses observations sur les objets abandonnés chez les hôteliers* (p. 1354);

— du projet de loi relatif à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants : *Portée juridique et intérêt pratique de ce texte* [25 avril 1968] (p. 1356); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 1356).

BOURGOIN (M. Pierre), *Député de Paris, 12e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [25 avril 1968] (p. 1358).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à supprimer les délais impartis pour l'obtention des titres

et droits attachés à la qualité d'anciens combattants ou de victimes de la guerre, **n° 108** [19 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à titulariser dans les emplois permanents des administrations de l'Etat les agents et ouvriers de l'Etat, contractuels ou auxiliaires, invalides de guerre à 100 %, **n° 114** [19 avril 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). XIII. — Services du Premier Ministre. — I. Services généraux : Recherche scientifique, **n° 459** [10 octobre 1967].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Information automatique ; ses observations sur l'Europe ; programmes d'exploration spatiale ; rôle de l'Intelsat ; centre national d'études spatiales ; programme Symphonie ; construction de la fusée Europa ; établissement d'une Europe des Six de la science et de la technique ; centre européen de recherche nucléaire ; centre européen de la recherche ; supériorité des Russes et des Américains ; rôle du Parlement dans le développement scientifique et technique de la nation* [2 novembre 1967] (p. 4308 à 4310).

BOUSQUET (M. Raymond), *Député de Paris, 6e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [2 juin 1967] (p. 1591) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). Ministère des Armées, Marine, **n° 469** [19 octobre 1967].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, avec débat, relative à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [2 juin 1967] (p. 1573) : *Application de la T.V.A. au commerce de luxe déjà en difficulté ; réduction du nombre des taux ; remboursement du crédit de T.V.A.* (p. 1582, 1583).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 45 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Choix des parties entre le statut de la concession immobilière et le statut résultant du décret du 30 septembre 1953)* [27 juin 1967] (p. 2279) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2279) ; en deuxième lecture, Art. 37 : *Ses observations sur les concessions immobilières ; possibilité de n'appliquer ce régime qu'au niveau des grands ensembles* [30 novembre 1967] (p. 5427) ; Art. 39 : *Son amendement tendant, dans la dernière phrase du troisième alinéa de cet article à supprimer les mots « et ne donne lieu à aucune indemnité »* (p. 5429) ; Art. 40 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « aux premier et troisième alinéas » les mots « au premier alinéa »* (p. 5429) ; Art. 45 : *Concession immobilière ne devant être pratiquée que dans les ensembles immobiliers homogènes* (p. 5430).

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Evolution de la situation économique française de 1965 à 1967 ; politique économique du Gouvernement ; conditions de la négociation Kennedy ; ses observations sur les exportations françaises ; problème des finances publiques, de l'épargne et de l'investissement ; compétition internationale ; modernisation de nos structures économiques ; rénovation de l'enseignement ; politique sociale ; politique de la recherche ; question du crédit ; situation de la Lorraine ; industrie électronique ; contrats de programme ; déduction fiscale pour les investissements ; fonctionnement du système bancaire ; besoins des collectivités locales ; politique de protection et d'intéressement des travailleurs* [30 juin 1967] (p. 2472 à 2474).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Problèmes de l'armée de l'air ; cas des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins ; situation des engins enfouis sous silos ; problème de l'escalade ; rôle des Mirage IV et des bombes A ; rôle de la marine ; ses observations sur les forces de sûreté ; rôle des forces maritimes d'action extérieure ; bâtiments de lutte antimines ; aéronautique navale ; centre d'expérimentation du Pacifique ; ses observations sur les deux porte-avions* Le Foch *et* Le Clemenceau ; *crédits de la section commune ; discussion d'un rapport d'exécution de la loi de programme du 23 décembre 1964* [24 octobre 1967] (p. 4031 à 4033) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Question de l'entrée éventuelle de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ; relations de la Grande-Bretagne avec l'outremer ; financement de la politique douanière commune ; politique de l'énergie ; rapprochement avec l'Est ; réunification de l'Allemagne ; politique agricole commune ; problème de la monnaie ; zone sterling ; situation financière de l'Angleterre ; question des balances sterling ; dévaluation de la livre* [7 novembre 1967] (p. 4609, 4610) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Ses observations sur la dissuasion graduée ; nombre des engagés ; armée de métier ; problème des sursis ; question de la coopération ; problème de trouver du travail aux Français qui seraient prématurément libérés à la suite d'une réduction à un an de la durée du service militaire ; importance numérique de l'armée soviétique* [15 novembre 1967] (p. 4974, 4975) ;

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 1er : *Retrait de l'amendement de M. Cousté* [14 décembre 1967] (p. 5905).

BOUSSEAU (M. Marcel), *Député de la Vendée, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [22 juin 1967] (p. 2095) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à permettre aux sapeurs-pompiers volontaires de remplacer les obligations militaires traditionnelles par un stage de durée égale dans certaines formations de sapeurs-pompiers, **n° 149** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à organiser la lutte contre la brucellose bovine, **n° 161** [27 avril 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), XVIII. — Prestations sociales agricoles, **n° 456** [10 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 515) sur la chasse maritime, **n° 544** [6 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 799), modifié par le Sénat, sur la chasse maritime, **n° 818** [16 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur les paroles de M. Leroy* [23 mai 1967] (p. 1233);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Ses observations sur les bourses accordées aux enfants d'agriculteurs, des petits propriétaires, des artisans ou des petits fonctionnaires; critère du revenu cadastral; nombre de jeunes exploitants utilisant les prêts du Crédit foncier; possibilité de créer une équivalence entre le baccalauréat et le brevet de technicien supérieur en économie et gestion agricoles; problème des municipalités rurales; implantation de collèges d'enseignement général; subventions des travaux d'équipement dans les communes rurales par le Ministère de l'Agriculture; question de la prolongation de la scolarité de 14 à 16 ans; ses observations sur les dérogations possibles à l'obligation scolaire lorsqu'un enfant doit ou peut entrer dans un établissement avec un contrat d'apprentissage* [31 mai 1967] (p. 1487, 1488).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 24 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Le taux normal de la taxe instituée par l'article 1617 du Code général des impôts est majoré de 20 %, ce qui aura pour conséquence de porter ladite taxe de 10 à 12 % »* [17 octobre 1967] (p. 3693); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « I. — La cotisation prévue à l'article 1124 du Code rural est fixée, à compter du 1er janvier 1968, à 35 francs par an. II. — Le taux de la taxe instituée par l'article 1617 du Code général des impôts au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles pourra être majoré par décret dans la limite de 5 % »* (p. 3693); *iniquité de l'imposition cadastrale; ses observations sur le B.A.P.S.A.; taxe sur les betteraves* (p. 3694, 3695); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des déportés politiques; possibilité d'assurer aux familles dont un ou plusieurs membres sont morts en Allemagne ou disparus lors du dernier conflit, la gratuité des transports pour leur permettre de faire un pélerinage sur la tombe de leurs disparus* [19 octobre 1967] (p. 3856) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Financement du budget annexe des prestations sociales agricoles; réforme de la taxe sur la valeur ajoutée; diminution du pourcentage de la population active agricole; dépenses de prestations sociales; ses observations sur l'A.M.E.X.A.; allocation aux vieux travailleurs salariés; retraite de base; prestations familiales; cotisations cadastrales; cotisations individuelles d'assurance vieillesse; ses observations sur les jeunes et les petits exploitants; création de zones d'action rurale* [7 novembre 1967] (p. 4638, 4639).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Situation de la Vendée, département d'élevage; nécessité de classer cette région en zone spéciale d'action rurale; allongement de la durée des baux; fixation de la durée minima des prêts à quinze ans* [18 octobre 1967] (p. 3775, 3776).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 1er : *Retrait de l'amendement de M. Chapalain* [14 décembre 1967] (p. 5905);

— du projet de loi sur la chasse maritime, Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du second alinéa de cet article : « Toutefois, sous réserve des dispositions de l'article 2, les autorités compétentes... »* [18 avril 1968] (p. 1119).

BOUTHIÈRE (M. Gabriel), *Député de Saône-et-Loire, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [17 mai 1968] (p. 1955).

Cesse d'appartenir à cette Commission [28 mai 1968] (p. 2132).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [17 mai 1968] (p. 1955).

Cesse d'appartenir à cette Commission [28 mai 1968] (p. 2132).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Situation des directeurs de collège d'enseignement technique; problème des dépenses d'enseignement imposées à certaines collectivités locales; alourdissement des charges des collectivités locales résultant de l'implantation d'établissements du second degré; nationalisation des établissements d'enseignements spéciaux du département de la Seine; cas des communes rurales* [27 octobre 1967] (p. 4234); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problèmes de l'élevage et de la viande; production porcine; nécessité d'un prix garanti à la production* [8 novembre 1967] (p. 4658); *actions de rénovation dans certaines zones d'économie rurale; F.A.S.A.S.A.; attribution de l'indemnité viagère de départ; interventions de la S.I.B.E.V.; loi sur l'élevage; exemple de la Bourgogne et de la Saône-et-Loire; ses observations sur la brucellose; nécessité de la mise en œuvre de la prophylaxie de la brucellose pour négocier le règlement sanitaire communautaire du bétail de viande et d'élevage* (p. 4658, 4659).

BOYER-ANDRIVET (M. Jacques), *Député de la Gironde, 9e circonscription (R.I.).*

En remplacement de M. Boulin, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1967] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette Commission [30 juin 1967] (p. 2502).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [30 juin 1967] (p. 2502), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 61-1148 du 29 décembre 1961 qui accorde des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse, **n° 304** [9 juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Campagne d'information pour le Livre blanc de la jeunesse; désirs des jeunes : avenir et sécurité; leur information; création au chef-lieu de chaque département d'un bureau ou d'un centre d'accueil et de documentation; prolongation de leur action grâce à des assistantes et à des assistants de la jeunesse au stade cantonal; ses observations sur les classes à mi-temps et les « horaires aménagés »; problème des crédits; rôle du personnel d'encadrement* [23 mai 1967] (p. 1236, 1237).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 7 : *Taxe de circulation sur les vins; ses observations sur les vins à appellation contrôlée* [17 octobre 1967] (p. 3649); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA

PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Aménagement rural étant lié aux problèmes agricoles; situation des personnes qui abandonnent l'agriculture, ne trouvent pas à proximité de leur domicile les emplois qui leur permettraient de continuer à habiter la campagne; exode rural; rôle des régions économiques, ses observations sur les régions de programme et les métropoles d'équilibre; problèmes de l'Aquitaine; infrastructure routière; liaison Bordeaux-Lyon; liaisons Est-Ouest; nécessité d'attribuer à chaque région le pouvoir de décision pour tout ce qui ne concerne pas l'infrastructure nationale; implantation d'activités industrielles ou d'entreprises devant être encouragée par une série de mesures fiscales; suppression des zones de salaires* [20 octobre 1967] (p. 3901, 3902); JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur les crédits du Ministère de la Jeunesse et des Sports; intensification de la formation professionnelle; formation des animateurs responsables des maisons de jeunes et de la culture; situation du sport dans l'enseignement; information des jeunes; coordination de l'information* (p. 3934, 3935); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Dégradation de notre capital routier; progression du trafic; définition d'une politique globale des voies et des moyens de communication en ce qui concerne les hommes, l'énergie et les marchandises; nécessité de désenclaver les régions méridionales, les régions atlantiques et le centre de la France; ses observations sur la transversale Atlantique-Centre Europe et l'autoroute Provence-Basse-Normandie avec une bretelle Bordeaux-Bayonne* [9 novembre 1967] (p. 4821).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, sans débat, relative à la fiscalité du vin [19 avril 1968] (p. 1217, 1221).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968, après l'Art. 1er : *Egalité fiscale pour les vins; problème des taux de la T.V.A.* [10 mai 1968] (p. 1742).

BOZZI (M. Jean), *Député de la Corse, 1re circonscription (U.D. - Ve R.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi d'orientation foncière et urbaine (n° 321), **n° 141** [15 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi d'orientation foncière et urbaine (n° 141) (seconde délibération), **n° 409** [30 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi d'orientation foncière (n° 491), modifié par le Sénat, **n° 524** [24 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière, **n° 592** [15 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, en qualité de *Rapporteur : Part de la population urbaine de la France dans vingt ans par rapport à la population totale; effort en matière d'équipements publics; hausse des valeurs foncières; spéculation foncière; contrôle de la croissance des villes; problèmes posés par l'urbanisation ayant changé de nature en changeant de dimension; portée et esprit du projet; politique foncière; régularisation du marché foncier; ses observations sur les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme et les plans d'occupation des sols; notion de programmation dans l'espace et dans le temps; élaboration de ces programmes; concours des organismes économiques, sociaux et professionnels; région parisienne devant être soumise au droit commun national; délais impartis à l'administration pour opposer des sursis à statuer; ressources financières des collectivités locales; délivrance du permis de construire; rôle des associations syndicales de propriétaires privés; organisation d'un nouveau type d'association syndicale; aide de l'Etat aux associations syndicales de propriétaires; réforme du permis de construire; contrôle de la responsabilité de l'architecte; nécessité d'alléger les prescriptions du règlement de construction et d'organiser la délivrance tacite du permis de construire en cas de silence prolongé de l'administration; conséquence du régime juridique de la propriété commerciale; différences entre le bail et la concession immobilière; suppression de la pratique du pas-de-porte; question de l'expropriation pour cause d'utilité publique; problème de l'indemnisation des expropriés; éventualité de l'indemnisation des servitudes édictées par des fonctionnaires; nécessité de mener une double action tendant à agir sur la demande et sur l'offre des terrains à bâtir; objectifs du V^e^ Plan; crédits réservés à la construction des voies urbaines rapides; crédit prévu pour la réalisation par les collectivités publiques de réserves foncières; crédits figurant aux programmes quadriennaux; question d'une revision des équilibres généraux du plan; projet de loi portant réforme de la fiscalité directe des collectivités locales; nécessité de définir le rôle dévolu respectivement à l'Etat et aux collectivités locales en matière de réserves foncières; dispositions proposées en matière de concession d'usage des terrains urbains; nécessité de donner aux collectivités locales des ressources autonomes; lutte contre la spéculation foncière; taxe locale d'équipement; modification du régime des récupérations des plus-values résultant de la loi de finances pour 1964; institution d'une taxe sur la valeur des terrains non bâtis; question d'un régime particulier de la région parisienne; ses observations sur les constructions industrielles; principe de la récupération des plus-values; efficacité des mesures inscrites à l'article 62-1; réforme du cadastre; question de créer un impôt foncier applicable à compter du 1^er^ janvier 1969 aux terrains bâtis et non bâtis situés dans des communes tenues d'avoir un plan d'occupation des sols et inclus dans le périmètre d'un schéma directeur; finalité de l'impôt foncier d'urbanisation; liberté de décision des conseils municipaux; problème de la valeur vénale des terrains soumis à la taxe; information des citoyens concernant l'urbanisation et ses nécessités; évolution de la mentalité publique* [20 juin 1967] (p. 1949 à 1956); Art. 1^er^ : *Ses observations sur l'amendement de M. Defferre* [21 juin 1967] (p. 2034); Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Defferre* (p. 2036); *commission des lois ayant repoussé l'amendement de M. Triboulet* (p. 2036); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Champ d'application des schémas directeurs* [22 juin 1967] (p. 2053); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation à substituer aux mots « le maintien » le mot « l'exercice »* (p. 2053); *établissement des schémas directeurs* (p. 2053); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation par les mots suivants « et de rénovation »* (p. 2054); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « avec le concours des communes intéressées, ou lorsqu'ils existent, des établissements » les mots « conjointement par les services de l'Etat et les communes intéressées, ou lorsqu'ils existent, les établissements »* (p. 2054); *élaboration des schémas directeurs et des plans d'urbanisme* (p. 2054); *association des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers et des chambres d'agriculture pour l'élaboration des schémas directeurs* (p. 2056);

son amendement tendant à rédiger ainsi le cinquième alinéa du texte proposé pour cet article : « Ils sont approuvés, après délibération des organes compétents, des communes ou établissements publics » (p. 2057) ; *son sous-amendement tendant à compléter le texte de cet amendement par la phrase suivante : « Cette délibération est réputée prise sans observation si elle n'intervient pas dans un délai de trois mois »* (p. 2057) ; *son amendement tendant à compléter le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation par la phrase suivante : « Ils sont tenus à la disposition du public »* (p. 2058) ; *délibération des collectivités locales ; consultation des organisations socio-professionnelles* (p. 2058) ; *cas des expropriés de Seine-et-Oise* (p. 2059) ; *consultation des conseils généraux* (p. 2060) ; *son amendement tendant, dans le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation à substituer aux mots « après consultation du district de la région de Paris et des communes intéressées » les mots « après délibération du conseil d'administration du district et des organes compétents des départements et des communes intéressées ; les schémas de secteurs sont approuvés après délibération des conseils municipaux des communes intéressées »* (p. 2060) ; *son amendement tendant après le sixième alinéa du texte proposé pour cet article à insérer un nouvel alinéa (Cas ou un quart au moins des communes intéressées ou une ou plusieurs communes représentant plus du quart de la population totale du territoire concerné par le schéma directeur ou le schéma de secteur font connaître leur opposition)* (p. 2061) ; *ses observations sur la procédure du décret en Conseil d'Etat* (p. 2061) ; *son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du septième et dernier alinéa du texte proposé pour l'article 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : « Ils orientent et coordonnent les programmes de l'Etat, des collectivités locales et des établissements et services publics, établis dans le cadre du plan du développement économique et social »* (p. 2062) ; *son amendement tendant après le texte proposé pour l'article 12 du Code de l'urbanisme à insérer un nouvel article : « Les chambres d'agriculture, les chambres de commerce et d'industrie, les chambres de métiers sont consultées pour l'établissement des schémas directeurs »* (p. 2062) ; Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Fixation du coefficient moyen d'occupation des sols ; création des taxes de « surdensité »* (p. 2063, 2064) ; *son amendement tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « de sols » les mots « des sols »* (p. 2065) ; *ses observations sur la loi du 4 août 1962 sur la rénovation des quartiers anciens à l'intérieur des villes* (p. 2065) ; *son amendement tendant, dans le 5° du texte proposé pour cet article, après les mots « des constructions » à insérer les mots « leur destination »* (p. 2069) ; Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « avec le concours des communes intéressées ou, lorsqu'ils existent, des établissements » les mots « conjointement par les services de l'Etat et les communes intéressées ou, lorsqu'ils existent, les établissements »* (p. 2070) ; *ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2070) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « après une nouvelle consultation » les mots « après délibération des organes compétents »* (p. 2070) ; *rôle des établissements publics* (p. 2070) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le troisième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Cette délibération est réputée acquise sans observation si elle n'intervient pas dans un délai de trois mois »* (p. 2070) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par de nouveaux alinéas (Cas où une commune fait connaître son opposition)* (p. 2070, 2071) ; *ses observations sur son amendement* (p. 2071) ; Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots « ne peut excéder deux ans » à rédiger ainsi la fin de la phrase : « toutefois, dans la région parisienne définie à l'article 12 ci-dessus et pour une période de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi, ce délai est porté à trois ans »* (p. 2071) ; *droit commun national devant s'appliquer à la région de Paris* (p. 2071) ; *ses observations sur l'amendement de M. Triboulet ; problème du délai de sursis à statuer* (p. 2072) ; après l'Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Boscher* (p. 2074) ; Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur la procédure sim-*

plifiée pour l'établissement d'un programme d'intérêt national; cas de l'aménagement de la côte de l'Aquitaine et du Bas-Rhône-Languedoc; consultation des communes (p. 2075, 2076); *son amendement tendant à rédiger ainsi la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article: « Ces plans sont élaborés dans les conditions fixées à l'article 14 ci-dessus et mis en vigueur suivant une procédure simplifiée ne comportant pas l'enquête publique »* (p. 2077); *ses observations sur les programmes d'intérêt national* (p. 2077); *ses observations sur l'amendement de M. Mainguy* (p. 2078); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les Z.U.P. et les Z.A.D.* (p. 2080); *ses observations sur la région parisienne* (p. 2082); *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer au mot « consultation » le mot « délibération »* (p. 2083); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante: « En cas de désaccord d'une ou de plusieurs communes, la décision ne peut résulter que d'un décret en Conseil d'Etat »* (p. 2083); *retrait de son amendement* (p. 2083); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots « ne peut excéder deux ans » à rédiger ainsi la fin de la phrase: « toutefois, dans la région parisienne définie comme à l'article 12 ci-dessus et pour une période de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi, ce délai est porté à trois ans »* (p. 2083); *région parisienne devant être soumise au droit commun* (p. 2084); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer les mots « de nouveau »* (p. 2084); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article après les mots « à compter du jour où le plan a été rendu public » à insérer les mots « même si à cette date une décision de sursis à statuer est en cours de validité »* (p. 2085); *son amendement tendant à compléter la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « sauf dans les cas où il y a eu sursis à statuer en application des articles 15 et 17 »* (p. 2085); *ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2086); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article, à substituer aux mots « la même durée » les mots « une durée de deux ans »* (p. 2086); *cas où le terrain viendrait à faire l'objet d'une transmission pour cause de décès* (p. 2087); *son amendement tendant après les mots « le transfert de propriété » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article: « s'il n'intervient pas à l'amiable, est prononcé par le juge d'expropriation à la requête de l'intéressé »* (p. 2087); *rôle du préfet* (p. 2087); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, à remplacer le mot « l'acte » par les mots « la décision »* (p. 2087); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots « bois et parcs » à insérer les mots « et, en général, tous espaces boisés et sites naturels »* (p. 2088); *champ d'application de cet article; situation des forêts de la région parisienne* (p. 2088); *nécessité de permettre la sauvegarde des espaces boisés* (p. 2089); *ses observations sur l'amendement de M. Fanton; application de l'article 20* (p. 2091); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article par une nouvelle phrase: « L'application des dispositions du présent alinéa est subordonnée à l'accord de la ou des communes sur le territoire desquelles es situé le terrain classé »* [26 juin 1967] (p. 2173); *réalisation du projet de construction sur une partie n'excédant pas le dizième du terrain* (p. 2173); *ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2173); après l'Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant après le texte proposé pour cet article à insérer un nouvel article (Communes étant habilitées à passer avec les propriétaires privés, de bois et parcs, situés sur le territoire communal des conventions tendant à l'ouverture au public desdits bois et parcs)* (p. 2173); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Interdiction de tout dépassement de la limite de densité de construction* (p. 2174); *taxe de surdensité* (p. 2174); *coefficient d'occupation des sols* (p. 2175); *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa du paragraphe 2 du texte proposé pour cet article: « Cette valeur est celle du terrain déterminée comme si les possibilités maximum de construction qu'il peut supporter résultaient de la seule application du coefficient d'occupation du sol;*

elle est... » (p. 2176); *son amendement tendant à insérer avant le paragraphe 3 du texte proposé pour cet article un nouveau paragraphe (Caractère de la participation; son utilisation)* (p. 2176); *répartition de la taxe de surdensité* (p. 2177); *modification de son amendement* (p. 2177); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* b *du paragraphe III du texte proposé pour l'article 21 du Code de l'urbanisme* (p. 2177); *ses observations sur son sous-amendement* (p. 2178); Art. 22 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2179); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur le principe de la concertation et des études menées en commun* (p. 2180); *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots « des établissements publics » à supprimer le mot « nationaux »* (p. 2181); *conseils d'administration des établissements publics envisagés* (p. 2182); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « des représentants de ces » les mots « des élus, représentant ces... »* (p. 2183); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots « trois ans » les mots « deux ans »* (p. 2184); *retrait de son amendement* (p. 2185); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Pour la région parisienne telle qu'elle est définie à l'article premier de la loi n° 64-707 du 10 juillet 1964 et pendant une période de cinq ans à compter de la promulgation de la présente loi, la durée du sursis à statuer prévu aux articles 15 et 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation est portée à trois ans »* (p. 2185); Art. 3 : *Durée des procédures dérogatives* (p. 2185); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer au mot « consultation » le mot « délibération »* (p. 2186); *son amendement tendant à compléter ainsi le premier alinéa de cet article : « Cette délibération est réputée acquise sans observation si elle n'intervient pas dans un délai d'un mois »* (p. 2187); *ses observations sur l'expression « délibération tacite »* (p. 2187); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « En cas de désaccord d'une ou plusieurs communes, la décision ne peut résulter que d'un arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de l'Equipement et du Logement »* (p. 2188); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « cinq ans » les mots « trois ans »* (p. 2188); *son opposition à l'amendement de M. Richard* (p. 2188); *servitudes dans la région parisienne* (p. 2190, 2191); après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer après cet article un nouvel article (Servitudes* non aedificandi *imposés aux terrains situés en bordure de mer, dans les communes côtières dotées d'un plan d'occupation des sols; indemnité compensatrice du dommage direct accordée au propriétaire)* (p. 2191); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 83 du Code de l'urbanisme et de l'habitation à substituer au mot « plan » les mots « des plans »* (p. 2192); Art. 6 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 1 de cet article, à supprimer les mots « rendus publics ou »* (p. 2192); *son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article, après les mots « remplacés par » à insérer les mots « les mots »* (p. 2192); après l'Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2192, 2193); *codification de l'ensemble des textes relatifs à l'urbanisme* (p. 2196); Art. 7 : *Insuffisance des crédits; augmentation de la part affectée à la voirie rapide; obligations des collectivités locales; projet de loi portant réforme de la fiscalité directe des collectivités locales* (p. 2197); Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 2199); *action de la puissance publique en matière d'urbanisme devant être proportionnée à ses moyens financiers* (p. 2200); Art. 9 : *Sa question de savoir si l'Etat finance intégralement les acquisitions effectuées en vue de constituer des réserves foncières* (p. 2202, 2203); *sa question de savoir si c'est sous la forme de subvention que les collectivités locales reçoivent des crédits de l'Etat pour l'acquisition des terrains destinés à constituer des réserves foncières* (p. 2203); *réserves foncières* (p. 2204, 2205); Art. 10 : *Problème des expropriations* (p. 2206); *faculté de constituer des réserves foncières ne devant être accordées qu'à la puissance publique* (p. 2207); *collectivité pouvant constituer des réserves foncières au-delà du schéma directeur* (p. 2207, 2208); *ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2209); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les mêmes dispositions sont applicables aux immeubles bâtis et non bâtis en vue de la restructuration du centre des villes*

et des agglomérations urbaines » (p. 2209); *création de réserves foncières à l'intérieur même des villes pour des opérations de restructuration* (p. 2209, 2210); après l'Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Poniatowski* (p. 2210); Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2211); *opposition de la Commission à l'amendement de M. Poniatowski* (p. 2211); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du texte proposé pour le paragraphe 6 de l'article 41 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 : « Les modalités de cette cession sont définies par un Règlement d'administration publique »* (p. 2212); avant l'Art. 13 : *Champ de la procédure d'expropriation* (p. 2213); *problème de la création d'un organisme national* (p. 2213); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « aux collectivités locales et aux établissements publics groupant ces collectivités » les mots « ceux acquis par des collectivités locales ou pour leur compte et par des établissements publics relevant de l'Etat ou de ces collectivités »* (p. 2214); après l'Art. 13 : *Création du livre foncier; refonte du cadastre* (p. 2217, 2218); avant l'Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Defferre* (p. 2219); Art. 14 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2222); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant après les mots « le transfert de propriété » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « S'il n'intervient pas à l'amiable, est prononcé par le juge de l'expropriation à la requête de l'intéressé »* (p. 2226); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots « l'acte » à insérer les mots « ou la décision »* (p. 2226); après l'Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2227); après l'Art. 15 : *Aspects économiques, sociaux et humains de l'expropriation* (p. 2227, 2228); *ses observations sur le sous-amendement de M. Vivien* (p. 2229, 2230); Art. 16 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2231); après l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas où l'expropriant offre un local de remplacement)* (p. 2231); *retrait de son amendement* (p. 2231); *ses observations sur les amendements de M. Richard* (p. 2233); Art. 17 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2233); Art. 18, 19 et 20 : *Ses amendements tendant à la suppression de ces articles* (p. 2233, 2234); après l'Art. 20 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Dans le deuxième alinéa de l'article 6 du décret n° 58-1465 du 31 décembre 1958 modifié relatif à la rénovation urbaine, les mots « par la juridiction compétente en matière d'expropriation » sont remplacés par les mots « par la juridiction compétente comme en matière d'expropriation »* (p. 2234); *application des règles concernant l'indemnisation en cas d'expropriation dans le cadre d'une rénovation urbaine* (p. 2234); *ses observations sur l'amendement de M. Charret* (p. 2235); après l'Art. 21 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rabourdin* (p. 2236); *ses observations sur l'amendement de M. Ruais* (p. 2239); Art. 22 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « complétées » par les mots « ainsi que »* (p. 2240); Art. 23 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa, paragraphe 3° de cet article, après le mot « stationnement » à insérer les mots « et garages enterrés ou non, chauffage collectif »* (p. 2240); Art. 24 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « ne... que »* (p. 2240); *son amendement tendant à la fin de cet article à substituer au mot « syndicale » les mots « foncière urbaine »* (p. 2240); Art. 25 : *Son amendement tendant à substituer au paragraphe premier de cet article de nouvelles dispositions (Remembrement de parcelles)* (p. 2240); *son sous-amendement tendant à la fin du texte proposé par son amendement à supprimer les mots « prévues par un plan d'occupation des sols rendu public »* (p. 2240); *possibilité d'avoir des opérations d'expropriation avec création d'ouvrages publics qui ne soient pas prévues par les plans* (p. 2240, 2241); après l'Art. 25 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Constitution d'office, par le préfet, d'associations foncières urbaines pour l'entretien et la gestion des ouvrages d'intérêt collectif dans les zones d'aménagement concerté)* (p. 2241); Art. 27 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du deuxième alinéa de cet article : « Les transferts de propriété sont prononcés par ordonnance du juge de l'expropriation après enquête publique »* (p. 2242); *son amendement tendant à rédiger comme suit le début du troisième alinéa de cet article : « L'ordonnance de transfert éteint par elle-même et à*

sa date... » (p. 2242); *retrait de ses amendements* (p. 2242); après l'Art. 32 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Participation des propriétaires à l'opération de rénovation urbaine ne constituant pas un obstacle à leur expropriation)* (p. 2243); *ses observations sur l'amendement de M. Boscary-Monsservin* (p. 2244, 2245); Art. 33 : *Problème des petites communes; cas de la commune de Porto, dans la circonscription d'Ajaccio-Calvi; maintien du permis de construire* [27 juin 1967] (p. 2265); après l'Art. 33 : *Opposition de la Commission à l'amendement de M. Triboulet* (p. 2266); après l'Art. 34 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Modalités de délivrance d'un certificat de conformité)* (p. 2267); Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2269); *retrait de son amendement* (p. 2269); Art. 36 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2269); après l'Art. 36 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article: « Dans le cas prévu par l'alinéa II de l'article 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, le permis de construire ne peut être accordé qu'avec l'accord du maire »* (p. 2270); *son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Les certificats d'urbanisme ne peuvent se référer qu'à des charges ou servitudes réellement établies et dont l'existence légale est acquise »* (p. 2270); *problème des servitudes* (p. 2270); *retrait de son amendement* (p. 2270); Art. 37 : *Définition d'un nouveau type de rapports entre propriétaires et locataires de locaux à usage commercial ou artisanal; système de la propriété commerciale* (p. 2273, 2274); Art. 38 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « dispositions qui figurent au contrat et tendent » les mots « stipulations contractuelles tendant »* (p. 2276); *son amendement tendant à rédiger ainsi le troisième alinéa de cet article: « Il peut faire toute construction qu'il estime nécessaire sous réserve des dispositions incluses au contrat »* (p. 2276); Art. 39 : *Son amendement tendant, à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « à l'avance »* (p. 2276); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « après la sixième année » les mots « en dehors du cas visé à l'alinéa précédent et... »* (p. 2276); Art. 40 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot « faites » les mots « et ouvrages faits »* (p. 2277); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « dispositions conventionnelles » les mots « stipulations contractuelles »* (p. 2277); *son amendement tendant à substituer, dans le deuxième alinéa de cet article, aux mots « travaux ou aménagements » les mots « constructions et ouvrages »* (p. 2277); Art. 41 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas où à l'expiration du contrat la concession n'aurait pas été renouvelée par suite du refus du propriétaire)* (p. 2277); Art. 45 : *Ses observations sur les amendements de MM. Hoguet et Bousquet* (p. 2279); après l'Art. 45 : *Ses observations sur les amendements de M. Claudius-Petit* (p. 2280); après l'Art. 66 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Les conseils municipaux des communes tenues d'avoir un plan d'occupation des sols pourront instituer, dans les conditions et les limites de taux fixées par la loi de finances pour 1970, une taxe sur la valeur des terrains non bâtis et susceptibles d'être bâtis, situés à l'intérieur du périmètre d'agglomération »* (p. 2296); *impôt foncier; réforme du cadastre; valeur vénale des sols; fiscalité directe des collectivités locales* (p. 2296); *ses observations sur les amendements de MM. Claudius-Petit, Triboulet, Pisani, Cointat et Grenet; problème de la récupération des plus-values* (p. 2299, 2300); *ses observations sur le sous-amendement de M. Pisani* (p. 2302); *ses observations sur le sous-amendement de M. Pisani* [28 juin 1967] (p. 2325); Art. 46 : *Ses observations sur l'impôt réel foncier; problème de la taxe locale d'équipement* (p. 2327); Art. 47 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « Si cette compétence n'appartient pas de droit audit établissement en vertu de son statut, décider d'... » les mots « sur décision de la majorité des conseils municipaux »* (p. 2331); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du premier alinéa de cet article: « l'établissement public peut toutefois décider de reverser une partie du produit de la taxe aux communes qu'il groupe »* (p. 2332); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2332, 2333); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article à supprimer les mots « ou si, à l'expiration du délai de trois ans mentionné au troisième alinéa*

ci-dessus, il n'a pas pris de nouvelle délibération prorogeant à son profit pour une nouvelle période de trois ans le transfert de pouvoirs mentionnés au premier alinéa ci-dessus » (p. 2333); *son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article* (p. 2334); Art. 48 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (3°) de cet article, à supprimer les mots « en tout ou en partie »* (p. 2336); *son amendement tendant à compléter l'article 48 par un paragraphe 2° (Indication des constructions exclues du champ d'application de la taxe locale d'équipement)* (p. 2337); *son sous-amendement tendant, dans son amendement, à insérer un nouvel alinéa: « Les constructions industrielles bénéficiant de l'aide à la décentralisation »* (p. 2337); Art. 49 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « L'assiette de la taxe est constituée par la valeur de l'ensemble immobilier comprenant les terrains nécessaires à la construction et les bâtiments dont l'édification doit faire l'objet de l'autorisation de construire »* (p. 2338); *taxe locale d'équipement* (p. 2346); Art. 50 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Le taux de la taxe qui ne peut excéder 5 % de la valeur vénale des immeubles est fixé par délibération du conseil municipal; il ne pourra faire l'objet d'aucune modification avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de son entrée en vigueur. La valeur vénale des immeubles est calculée suivant les dispositions arrêtées à l'article 49 de la présente loi »* (p. 2347, 2348); Art. 51 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2349); Art. 47 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 2351); Art. 52 : *Ses observations sur l'amendement de M. Peretti* (p. 2352); Art. 54 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « ou par le maire »* (p. 2353); Art. 55 : *Ses observations sur le système actuel des participations* (p. 2353); avant l'Art. 62 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Détermination de la plus-value imposable)* (p. 2354); *retrait de son amendement* (p. 2354); Art. 62 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2355); *impôt sur les plus-values* (p. 2355); après l'Art. 62 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2356); Art. 67 : *Ses observations sur l'amendement de M. Valentino* (p. 2357); après l'Art. 67 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2357); *ses observations sur la seconde délibération* (p. 2357); En seconde délibération : *Ses observations sur la seconde délibération* [1er juillet 1967] (p. 2516); Art. 13 : *Opposition de la Commission à l'amendement de M. Bertrand Denis* (p. 2516); *son amendement tendant, après le quatrième alinéa (paragraphe 3°) de l'article 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation à insérer le nouveau paragraphe suivant: « Ils délimitent les quartiers, rues, monuments et sites à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre esthétique ou historique »* (p. 2516); Article 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la seconde phrase du troisième alinéa de cet article: « Si la délibération n'intervient pas dans un délai de trois mois, les communes sont réputées avoir approuvé les plans d'occupation des sols »* (p. 2517); *son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article, à substituer aux mots « du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de l'Equipement et du Logement », les mots « du Ministre de l'Equipement et du Logement et du Ministre de l'Intérieur »* (p. 2517); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du premier alinéa de cet article: « Cette offre ne peut être faite si la dernière acquisition à titre onéreux dont le terrain classé a fait l'objet n'a pas date certaine depuis dix ans au moins »* (p. 2517); Art. 3 : *Son amendement tendant, à la fin de la dernière phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de l'Equipement et du Logement », les mots « du Ministre de l'Equipement et du Logement et du Ministre de l'Intérieur »* (p. 2518); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « dans le cadre d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, là où il existe »* (p. 2518); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante: « Lorsqu'il existe un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, il ne peut y avoir d'acquisitions qu'à l'intérieur du périmètre qu'il définit »* (p. 2518); *ses observations sur la notion de périmètre* (p. 2518); *retrait de son amendement* (p. 2518); Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Debré* (p. 2519); Art. 25 : *Son amendement tendant,*

dans le cinquième alinéa (paragraphe 2°) de cet article après les mots « d'intérêt collectif » à insérer les mots « dans les zones d'aménagement concerté ou... » (p. 2519); Art. 46 A : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Institution d'un impôt foncier unique d'urbanisation au profit des collectivités locales)* (p. 2520); Art. 47 : *Son amendement tendant, à partir des mots « l'organe délibérant de l'établissement public peut », à une rédaction nouvelle de la fin du premier alinéa de cet article (Perception de la taxe au profit de l'établissement public)* (p. 2527); Art. 48 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2528); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Principales modifications apportées par le Sénat; ses conséquences; importance du phénomène d'urbanisation; élaboration des documents d'urbanisme; concertation entre l'Etat et les collectivités locales, d'une part, et d'autre part, entre les collectivités publiques et les particuliers; nécessité de faire bénéficier les collectivités publiques de la région parisienne d'un supplément de démocratie; ses observations sur les délibérations des collectivités locales; notion de délibération des conseils municipaux; élaboration des plans d'occupation des sols; harmonisation du développement des villes avec celui des zones rurales; répartition des compétences entre les services administratifs du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de l'Equipement; politique foncière globale; prorogation du sursis à statuer; modalités de compensation entre massifs boisés et autorisations de construire; montant et calcul de la taxe de surdensité; composition du conseil d'administration des établissements publics d'études et de recherche; politique foncière des collectivités publiques; insuffisance des crédits programmés pour la réalisation des infrastructures urbaines et la constitution des réserves foncières; problème de la concession d'usage des terrains urbains; problème des réserves foncières; situation des expropriés; reconstitution des zones pavillonnaires expropriées; indemnisation des servitudes; question des lotissements; dispositions relatives aux concessions immobilières; financement des équipements urbains; imposition des plus-values foncières; taxe d'urbanisation; taxe locale d'équipement; récupération des plus-values; rôle des collectivités locales dans l'élaboration des documents d'urbanisme* [30 novembre 1967] (p. 5369 à 5372); Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les amendements déposés en séance* (p. 5377); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 5377); *intérêts respectifs des zones urbaines et des zones rurales; définition des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols; fonctionnement des pouvoirs publics* (p. 5378, 5379); *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article* (p. 5380); *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article* (p. 5380); *établissement des schémas directeurs* (p. 5380); *son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa de cet article* (p. 5381); *établissement d'un plan d'occupation des sols* (p. 5381); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Chochoy* (p. 5392); *ses observations sur la consultation éventuelle par les communes des différents organismes économiques, professionnels, sociaux et culturels lors de l'élaboration des plans d'urbanisme* (p. 5382, 5383); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du sixième alinéa de cet article: « Ils sont approuvés après délibération des organes compétents desdites communes ou établissements publics. Cette délibération est réputée prise sans observations si elle n'intervient pas dans un délai de trois mois »* (p. 5383); *cas des concessions d'usage du sol urbain; rôle du conseil municipal* (p. 5383); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du huitième alinéa de cet article (Cas où l'approbation ne peut résulter que d'un décret en Conseil d'Etat)* (p. 5383); Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son opposition à l'amendement de M. Trorial* (p. 5384); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Rôle des plans d'occupation des sols)* (p. 5384); *ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 5385); *son opposition à l'amendement de M. Triboulet* (p. 5385); *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa (2°) de cet article à supprimer le mot « maximale »* (p. 5385); *son amendement tendant à supprimer le neuvième alinéa (4° bis) de cet article* (p. 5385); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Les plans d'occupation des sols peuvent ne contenir qu'une partie des éléments énumérés dans le présent article »* (p. 5386); *plans d'occupation des sols*

des petites communes (p. 5386); Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les amendements de MM. Jacques Richard et Griotteray* (p. 5387); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article: « Ils sont ensuite soumis à enquête publique puis à une délibération des conseils municipaux ou organes compétents susvisés. Cette délibération est réputée prise sans observations si elle n'intervient pas dans un délai de trois mois »* (p. 5387); *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa de cet article, à substituer au mot « enfin » le mot « alors »* (p. 5387); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du sixième alinéa de cet article (Cas où une commune fait connaître son opposition au plan d'occupation des sols)* (p. 5387); *ses observations sur le sous-amendement de M. Ortoli* (p. 5388); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots « en vue de la vente »* (p. 5388); *cas des pépiniéristes* (p. 5388); *ses observations sur les amendements de MM. Boscher et Griotteray* (p. 5389); *son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa de cet article par la phrase suivante: « Il peut néanmoins faire l'objet d'une approbation ultérieure »* (p. 5390); *délai pour la procédure d'approbation* (p. 5390); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer au mot « avis » le mot « délibération »* (p. 5390); *ses observations sur l'amendement de M. Dusseaulx* (p. 5391); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation *: Ses observations sur les amendements de MM. Griotteray et Boscher* (p. 5392); *problème des moyens financiers* (p. 5392, 5393); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (Prorogation des délais pour une durée de deux ans; cas d'un terrain agricole effectivement exploité)* (p. 5393); *son amendement tendant à partir des mots « pour cause de décès » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article « et s'il représente au moins la moitié de l'actif successoral ce délai est réduit à neuf mois lorsque la demande d'acquisition est présentée par les ayants droit du propriétaire décédé »* (p. 5393); *ses observations sur son amendement* (p. 5393); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article après les mots « d'opérations d'urbanisme peuvent » à insérer les mots « après y avoir été habilités par décret en Conseil d'Etat »* (p. 5394); *ses observations sur son amendement* (p. 5394); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Autorisation donnée au propriétaire de construire sur une partie du territoire classé n'excédant pas un dixième de la superficie des terrains)* (p. 5394); *son amendement tendant à reprendre pour le dernier alinéa le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture: « La valeur du terrain à bâtir offert en compensation ou le surcroît de valeur pris du fait de l'autorisation de construire, par la partie du terrain classé conservée par le propriétaire, ne doit pas dépasser la valeur du terrain cédé à la collectivité »* (p. 5395); *cas où les termes de l'échange feraient apparaître une différence de valeur; problème du versement d'une soulte* (p. 5395); *ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 5395); Art. 20 *bis* du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante: « A cette occasion, les communes peuvent allouer des subventions d'entretien aux propriétaires et assumer les prestations en nature telles que travaux d'entretien et gardiennage »* (p. 5395); *possibilité pour toute commune de décider d'allouer une subvention à un particulier qui met à sa disposition un terrain ou un parc susceptible d'être ouvert au public* (p. 5395); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Trorial* (p. 5396, 5397); *son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de cet article par un nouvel alinéa (Dépassement du coefficient d'occupation du sol)* (p. 5397); *son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa du paragraphe II de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture: « La participation mentionnée au I ci-dessus est égale à 90 % de la valeur de la surface supplémentaire de terrain qui aurait été nécessaire pour l'édification de la construction si le coefficient d'occupation du sol avait été respecté »* (p. 5397); *son amendement tendant à insérer, après le premier alinéa du paragraphe II de cet article un nouvel alinéa (Détermination de la valeur)* (p. 5397); *son amendement tendant à reprendre pour le deuxième alinéa du para-*

graphe II de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « En cas de désaccord entre l'autorité administrative et le redevable sur la valeur vénale indiquée à l'alinéa précédent, celle-ci est fixée par la juridiction compétente en matière d'indemnité d'expropriation » (p. 5398) ; *son amendement tendant à reprendre pour l'alinéa b du paragraphe III de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Cas où les propriétaires des parcelles voisines pourront procéder à la réduction de leurs possibilités de construction par l'institution d'une servitude imposant une densité moindre sur leurs fonds)* (p. 5398) ; *son amendement tendant à reprendre pour le paragraphe IV de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « La participation est incluse dans le calcul du prix de revient du terrain pour la détermination du bénéfice imposable. Toutefois, elle ne supporte pas la taxe à la valeur ajoutée* » (p. 5398) ; Art. 22 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « Réserve faite, le cas échéant, des contributions volontaires des collectivités locales et des établissements publics intéressés* » (p. 5399) ; *rôle des agences d'urbanisme* (p. 5399) ; Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « Leur conseil d'administration est composé notamment de représentants de l'Etat et pour plus de la moitié de membres désignés par les conseils municipaux et les conseils généraux intéressés* » (p. 5399) ; *représentation de la commune au sein du conseil d'administration* (p. 5399) ; *ses observations sur l'amendement de M. Ortoli* (p. 5400) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Fixation des coefficients provisoires d'occupation du sol)* (p. 5404) ; *ses observations sur son amendement* (p. 5404) ; Art. 6 *bis : Ses observations sur les amendements déposés sur cet article* (p. 5404) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Elaboration d'un programme triennal (années 1968, 1969, 1970) applicable à la construction de voies urbaines rapides ; participation budgétaire de l'Etat d'un montant de 3.660 millions de francs)* (p. 5405) ; *importance du problème des crédits ; ses observations sur les autorisations de programme* (p. 5405, 5406) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 5406) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Le programme triennal des réserves foncières pour les années 1968, 1969 et 1970 est fixé à 302 millions de francs* » (p. 5406, 5407) ; Art. 10 : *Ses observations sur les réserves foncières* (p. 5407) ; Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 5408) ; *son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Interdiction de constituer sur les immeubles acquis en vue de réserves foncières des concessions temporaires)* (p. 5408) ; Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « Et ne pouvant circonscrire que le centre de villes nouvelles* » (p. 5408, 5409) ; *question de la municipalisation des sols* (p. 5409) ; Art. 15 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5409) ; *problème des expropriations* (p. 5409) ; Art. 16 *ter : Ses observations sur l'expression « local H.L.M. »* (p. 5412) ; *problème de l'indemnisation* (p. 5412) ; Art. 16 *quater : Ses observations sur l'amendement de M. Griotteray* (p. 5413) ; Art. 21 : *Son amendement tendant à reprendre pour te paragraphe premier de cet article, le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Au deuxième alinéa de l'article 10 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, il est ajouté les dispositions suivantes : « En cas d'expropriation prononcée en vue de la constitution de réserves foncières, elle pourra être également édictée à la charge de la collectivité constituant ces réserves* » (p. 5413) ; *procédures d'acquisition des terrains situés dans une zone industrielle ou une zone à urbaniser ; cas des réserves foncières constituées par voie d'expropriation* (p. 5413) ; *différence entre l'ouvrage public et la réserve foncière* (p. 5414) ; *son amendement tendant à supprimer le paragraphe I* bis *de cet article* (p. 5414) ; *rôle des S.A.F.E.R. et des sociétés d'aménagement régional dans la réinstallation des agriculteurs expropriés* (p. 5414) ; *son amendement tendant, dans le paragraphe I* bis *de cet article à supprimer les mots : en tant que de besoin* » (p. 5415) ; *son opposition à l'amendement de M. Triboulet* (p. 5416) ; *ses observations sur l'amendement de M. Jacques Richard* (p. 5416) ; *réforme de l'expropriation* (p. 5416) ; Art. 27 : *Son amendement tendant*

à supprimer la deuxième phrase du troisième alinéa (b) de cet article (p. 5418); *problèmes concernant une association autorisée qui effectue des opérations de remembrement et de regroupement des parcelles; problème du transfert de la propriété par le préfet* (p. 5418); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article:* « *Après enquête publique et, en cas d'observations formulées au cours de celle-ci, avis d'une commission présidée par le juge de l'expropriation, et dont la composition est fixée par décret, le préfet prononce les transferts et attributions de propriété* » (p. 5418); *son amendement tendant à reprendre pour le cinquième alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée en première lecture (Rôle de l'arrêté du préfet; droits des créanciers)* (p. 5418); Art. 32 *bis: Situation des propriétaires acceptant de participer à l'opération de rénovation urbaine* (p. 5419); *son amendement tendant au paragraphe II de cet article dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article* 7 bis *du décret n° 58-1465 du 31 décembre 1958 après les mots* « *la juridiction compétente* » *à insérer le mot* « *comme* » (p. 5419, 5420); Art. 32 *quater: Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5420); *indemnisation des servitudes* (p. 5420); *retrait de son amendement* (p. 5420); Art. 32 *sexies: Son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article à substituer à l'avant-dernier mot* « *ce* » *le mot* « *ledit* » (p. 5421); Art. 32 *septies: Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 5421); Art. 33 *bis: Liste des exemptions du permis de construire* (p. 5423); Art. 34 *bis: Son amendement tendant à reprendre pour le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 98-1 du Code de l'urbanisme et de l'habitation le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture:* « *L'absence de décision de l'administration dans le délai de trois mois à compter de la demande du bénéficiaire du permis vaut certificat de conformité* » (p. 5423); *inconvénients qu'entraîne la non-délivrance du certificat de conformité* (p. 5423); Art. 35 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture:* « *Il est ajouté au premier alinéa de l'article 98 du Code de l'urbanisme et de l'habitation la phrase suivante: Ce droit de visite peut aussi être exercé après l'achèvement des travaux pendant trois ans* » (p. 5424); *droit de visite pendant trois ans après l'achèvement des travaux* (p. 5424); Art. 36 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots* « *ne seront plus admis temporairement ou définitivement* » *les mots* « *pourront ne plus être admis* » (p. 5424); après l'Art. 36 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 5425); Art. 37 : *Propriété commerciale; situation des jeunes commerçants; concessions immobilières* (p. 5427); Art. 38 *bis: Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 5428); *cas où le concessionnaire cède tout ou partie de ses droits* (p. 5428); Art. 38 *ter: Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots* « *et pertes* » (p. 5429); Art. 39 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de cet article à substituer au mot* « *trois* » *le mot* « *six* » (p. 5429); Art. 41 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas où à l'expiration du contrat, la concession d'un immeuble à usage commercial, industriel ou artisanal n'a pas été renouvelée par suite du refus du propriétaire)* (p. 5430) ; *question des dommages-intérêts* (p. 5430); Art. 45 : *Champ d'application du régime de la concession immobilière* (p. 5431); *ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 5431); Art. 46 A : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Financement des équipements urbains; imposition des plus-values foncières)* (p. 5431, 5432); *ses observations sur le sous-amendement de M. Triboulet* (p. 5432); Art. 46 : *Son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture:* « *Une taxe locale d'équipement, établie sur la construction, la reconstruction et l'agrandissement des bâtiments de toute nature est instituée* » (p. 5432); *champ d'application de la taxe d'équipement* (p. 5432); *son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa (2°) de cet article, à substituer au mot* « *décision* » *le mot* « *délibération* » (p. 5433); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du troisième alinéa (2°) de cet article à substituer au mot* « *décisions* » *le mot* « *délibérations* » (p. 5433); Art. 48 : *Ses observations sur l'amendement de M. de la Malène* (p. 5434); *son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article à*

substituer aux mots « en partie » les mots « en tout ou partie » (p. 5435); *son opposition à l'amendement de M. Triboulet* (p. 5435); *problème des doubles impositions* (p. 5436); Art. 49 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 5436); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 5437); Art. 50 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article à substituer au mot « décision » le mot « délibération »* (p. 5437); Art. 51 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Etablissement d'une taxe complémentaire de 1 % versée au district de la région parisienne)* (p. 5438); *ses observations sur son amendement* (p. 5438); Art. 52 : *Son amendement tendant à substituer aux alinéas 2 à 6 de cet article les trois alinéas du texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Paiement de la taxe)* (p. 5439); Art. 56 : *Son amendement tendant à reprendre pour le paragraphe II de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « La taxe constitue du point de vue fiscal un élément du prix de revient du terrain sur lequel est édifiée la construction »* (p. 5439); Art. 60 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Autorisation de construire)* (p. 5440); seconde délibération, Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ortoli* (p. 5441); Art. 16 *ter*, 16 *quater* et 21 : *Ses observations sur les amendements de M. Ortoli* (p. 5442); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [15 décembre 1967] (p. 5971); *problème des plus-values* (p. 5977); *ses observations sur l'amendement de M. Ortoli* (p. 5978);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 18 : *Conséquences de l'insularité; situation de la Corse; ses données démographiques; sentiment de frustration des Corses; problème du statut fiscal; élaboration d'un programme d'investissements; ses observations sur l'action de la SOMIVAC et de la SETCO; nécessité de mettre à la disposition du préfet des fonctionnaires techniques; nécessité de charger un sous-préfet spécialement des affaires économiques* [17 octobre 1967] (p. 3689); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, SECTION V. — COMMISSARIAT AU TOURISME : *Avenir économique et social de la Corse; politique d'équipement touristique de la Corse; ports de plaisance; ports-abris; question des communications téléphoniques entre les principaux hôtels du littoral ou de l'intérieur et le continent; effort de publicité à accomplir en France et à l'étranger; équipement hôtelier; conditions financières de sa réalisation; problèmes administratifs; création d'un organisme mixte sous forme de société anonyme pour la promotion touristique de la Corse; fédération des transporteurs : la Compagnie générale transatlantique et Air France; rôle de la société pour l'équipement touristique de la Corse; prêts du crédit hôtelier; problème de la compensation de l'handicap de l'insularité; exemple de l'Ente sardo del Industrie turistiche; construction des hôtels de confort moyen; création d'une école hôtelière; nomination en Corse d'un délégué départemental au tourisme; possibilité de donner au préfet de la Corse délégation pour procéder au classement des hôtels de tourisme* [19 octobre 1967] (p. 3816 à 3818); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur les anciens combattants et les résistants corses; sort des déportés corses en Italie; situation défavorable faite au regard de la gratuité absolue ou relative des transports terrestres publics à certaines catégories de pensionnés corses; problème de l'existence d'une période creuse entre la cessation des activités de résistance de certains combattants volontaires et leur incorporation dans l'armée régulière; modification du point de départ des délais de présomption pour les affections constatées dans les trois mois qui suivent l'arrivée au corps* (p. 3861, 3862); SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Problèmes de la Corse; statut fiscal; handicap de l'insularité; faiblesse démographique de la Corse; revenu moyen local; revenu des ménages; absence de port de plaisance; insuffisance des infrastructures générales; dotation du F.I.A.T.; équipement économique et social de la Corse; nécessité d'ériger la Corse en région de programme; aménagement touristique; réalisation de ports de plaisance, notamment celui de Saint-Florent; aménagement du parc régional; alimentation en eau du sud de la Corse; expérience de mise en valeur sylvo-pastorale de la vallée du Taravo; dotation de la Corse d'un schéma général de structures e*

d'urbanisme; établissement des schémas de secteurs; création de réserves foncières par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts et consignations [20 octobre 1967] (p. 3908, 3909); BUDGETS MILITAIRES : *Situation des sous-officiers en activité de service ou en retraite; cas des veuves; institution de l'échelle de solde; suppression de ces échelles; création d'une échelle unique* [24 octobre 1967] (p. 4048, 4049); EDUCATION NATIONALE : *Enseignement préscolaire; classes maternelles; situation de la Corse; enfance inadaptée; création à Ajaccio d'une école nationale de perfectionnement; problème que pose la capacité de la ville d'Ajaccio de payer sa quote-part; création auprès du C.E.S., en cours de réalisation aux portes d'Ajaccio, d'une annexe d'enseignement spécialisé; possibilité de doter la ville d'Ajaccio d'un nouveau collège d'enseignement secondaire; obligation pour les étudiants corses de se présenter physiquement à Nice pour s'inscrire en faculté* [27 octobre 1967] (p. 4256, 4257); INTÉRIEUR : *Réforme de la police; étatisation de la police de Lyon; problèmes intéressant les statuts, le recrutement et la formation des personnels; revendications des personnels de police; conditions de carrière; habillement des policiers de certaines villes; nombre des brigadiers chefs; problème des effectifs; étatisation de certaines polices municipales; définition des compétences territoriales respectives de la police et de la gendarmerie nationale; problème de l'âge moyen des corps urbains; possibilité de créer, auprès du secrétaire général pour la police, une direction des techniques et des écoles de police; modernisation de la police nationale; police de l'air des aérodromes d'Orly et du Bourget; constitution d'un fichier central unique englobant aussi celui de la gendarmerie; nécessité d'unifier les fréquences de trafic de l'ensemble des services de police; possibilité d'adjoindre à chaque préfet de région de défense un contrôleur général qui aurait pour mission de coordonner l'ensemble des services de police* [6 novembre 1967] (p. 4561 à 4563); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Ses observations sur les émissions de télévision et de radiodiffusion en Corse ; France-Culture ; France-Musique; France-Inter; installation à Vizzavone d'un nouvel émetteur; émissions réalisées en direct à partir de la Corse; problème des « zones d'ombre »; financement des réémetteurs; célébration du bi-centenaire de la naissance de Napoléon Bonaparte à Ajaccio* [10 novembre 1967] (p. 4868, 4869); ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Caractères du budget; déficit de la Sécurité sociale; généralisation de l'application de la T.V.A.; dépenses d'investissement; logement; réalisation du Ve Plan; son vote sur le budget* [10 novembre 1967] (p. 4925);

— sur la motion de censure : *Sacrifices des forces du maintien de l'ordre; loyalisme des forces de la police et de la gendarmerie* [22 mai 1968] (p. 2030).

BRETTES (M. Robert), *Député de la Gironde, 6e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

BRIAL (M. Benjamin), *Député des Iles Wallis et Futuna (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [2 juin 1967] (p. 1591).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 juin 1967] (p. 1591), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution no 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense

des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

BRICOUT (M. Edmond), *Député de l'Aisne, 2e circonscription (U.D.-Ve R.). Questeur de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est élu Questeur de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563), [2 avril 1960] (p. 968).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par 'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 90) modifiant les articles 384 et 385 du Code rural, **n° 129** [20 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales d'associations de pêche et de pisciculture, d'exercer devant toutes les juridictions les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif qu'elles représentent, **n° 164** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales des chasseurs d'exercer devant toutes les juridictions les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif qu'elles représentent, **n° 169** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 fixant la date des sessions ordinaires des conseils généraux, **n° 788** [10 mai 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative au prix des produits laitiers et de la viande [12 avril 1967] (p. 603) : *Nécessité de se référer aux règlements correspondants de la Communauté économique européenne; étape vers l'unification des prix européens; recettes du F.E.O.G.A.; nécessité de respecter les objectifs du Ve Plan prévoyant une augmentation de 4 et 8 % par an du résultat brut d'exploitation par tête; problème de la poudre de lait; développement de la consommation intérieure de beurre; caractère spéculatif du marché de la viande bovine et du veau; problème des implantations* (p. 604, 605).

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant les articles 384 et 385 du Code rural, en qualité de *Rapporteur: Projet de loi étant relatif à la police de la chasse et notamment à la constatation des infractions; modification des dispositions légales concernant la compétence territoriale des gardes particuliers des fédérations départementales de chasseurs commissionnés pour exercer les fonctions de préposés des eaux et forêts; mettre à jour la liste des personnes ayant le pouvoir de constater les infractions de chasse; procès du syndicat des propriétaires et chasseurs de Seillans-Sources-d'Argens à la fédération départementale des chasseurs du Var* [27 avril 1967] (p. 861, 862); Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi: « Projet de loi modifiant les articles 370, 384, 385 et 387 du Code rural relatifs à la police de la chasse »* (p. 863).

BRIOT (M. Louis), *Député de l'Aube, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant au dépôt de nouveaux projets de ratification des ordonnances prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, afin qu'ils soient effectivement soumis au vote du Parlement avant le 1er juillet 1968, **n° 615** [19 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Problème du marché agricole; prix de vente des produits agricoles; réforme de la parafiscalité* [30 juin 1967] (p. 2491).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 9 : *Application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture; problème de la « règle de butoir »; application aux agriculteurs des mêmes règles qu'aux autres catégories actives de la nation; incitation à l'investissement; problème de la compétitivité de l'économie agricole* [17 octobre 1967] (p. 3660, 3661); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ajustement de la subvention accordée au fonds commun des accidents du travail agricoles; situation des ouvriers agricoles; prestations sociales relatives aux accidents du travail* [8 novembre 1967] (p. 4728); seconde délibération, après l'Art. 8 : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe V de l'amendement du Gouvernement à substituer à la date du 25 avril celle du 30 juin* [10 novembre 1967] (p. 4919).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Mise en place du Marché commun dans une conjoncture difficile; nécessité d'une politique commerciale commune; politique européenne des vétérinaires; pourcentage des importations de viande en Italie; situation des dix-huit pays africains et malgache associés à la C.E.E.* [18 octobre 1967] (p. 3770, 3771).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Leroy et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture; 2° de M. Macquet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 54 g et 54 j du Livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 f du même livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines : *Ses observations sur les conventions collectives; durée quotidienne du travail; portée de la proposition de loi; son intégration dans la société moderne; période des congés* [2 mai 1968] (p. 1438, 1439).

BROGLIE (M. Jean de), *Député de l'Eure, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence

de défense des biens créée par l'article 4 de la loi nº 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance nº 62-1106 du 19 septembre 1962 [25 avril 1968] (p. 1358).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1968 (nº 426). Troisième partie : Coopération, **nº 462** [13 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à la constitution obligatoire de syndicats cantonaux à vocation multiple, **nº 550** [7 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 205 du Code civil en vue de limiter l'obligation alimentaire des enfants naturels, **nº 666** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Conflits du Viet-Nam et du Moyen-Orient; problème de la dissuasion nucléaire; maintien global des influences acquises; sources de menace pour la paix; données permanentes d'une politique de paix; non-ingérence dans les affaires d'un pays ; appel à l'esprit de concession ; nécessité d'empêcher le développement des guerres locales; problèmes de la Palestine moderne; élan national arabe ayant maintenu le Président Nasser au pouvoir; esprit de courage d'Israël; politique de l'Egypte depuis l'affaire de Suez; exactions des organisations stationnées en Syrie; objectif du régime militaire syrien; retrait des « casques bleus » des rives du golfe d'Akaba; application d'un statut d'eaux territoriales sur le détroit de Tiran; problème de la circulation des bateaux vers Elath; diplomatie française ayant proposé une conférence des grandes puissances; nécessité de reconnaître le fait israélien et le fait palestinien; question de la fédération d'un Etat israélien, d'un Etat palestinien et d'un Etat jordanien; crédit moral de la France; traité franco-algérien sur les pétroles et le gaz; Tunisie désirant normaliser ses rapports avec la France; accord relatif aux émissions françaises de l'O.R.T.F.; coopération dans l'information; problème du sous-développement dans le monde; aggravation de la situation en ce qui concerne la famine et la malnutrition; problème de l'endettement; question de la revalorisation forfaitaire et mondiale du prix des produits naturels issus des pays en voie de développement; ouverture de contingents privilégiés à leurs produits manufacturés; possibilité d'organiser des consortiums régionaux comprenant les pays développés et les pays qui bénéficient actuellement d'une aide; nécessité d'organiser rationnellement leur développement; existence d'un fossé en ce qui concerne la technologie entre l'Europe et les Etats-Unis; ses observations sur un plan Marshall de la technologie; nécessité d'un pool européen de la technologie* [15 juin 1967] (p. 1865 à 1868).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, COOPÉRATION : *Rôle de la coopération; aide au développement; stagnation des dépenses ordinaires; crédits de l'office de recherche scientifique et technique outre-mer; augmentation des crédits affectés à la cession de matériels militaires; réduction du personnel de l'assistance technique; diminution des actions entreprises par le fonds d'aide et de coopération; problème de l'avancement des fonctionnaires en fonction dans les pays; problème de la constitution d'une sorte de carrière d'agent de la coopération; rôle des militaires; choix des coopérants militaires; répartition des crédits du fonds d'aide et de coopération; investissements privés; garanties données aux investissements; question des investissements étrangers en Afrique; importance de l'aide au développement pour notre politique étrangère* [25 octobre 1967] (p. 4082 à 4085);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Etat A : COOPÉRATION : *Assistance donnée aux armées nationales des Etats africains et malgache; armement de la République malgache; question de l'accès des volontaires du progrès à Madagascar* [23 novembre 1967] (p. 5216);

— sur la motion de censure : *Œuvre de la Vᵉ République; ses observations sur les institutions françaises; drame des étudiants; troubles sociaux; mutation de l'économie; mutation des hommes; rôle de la majorité gouvernementale; renforcement du dialogue parlementaire; nécessité d'allier la discussion à la décision; principe de participation; problème des étudiants; ses observations sur le baccalauréat; son souhait que les études supérieures aboutissent à des*

certificats multiples; problème de l'université; établissement des programmes d'études dans les perspectives de carrière actuelle; remplacement du Ministère de l'Education nationale par un ministère des jeunes; nécessité de familiariser l'étudiant avec les chantiers et les laboratoires où se joue la compétition moderne; sous-développement d'une grande partie du monde; carrière des coopérants; sens de la société; situation des commerçants; durée du travail; ses observations sur les salaires; problème de la retraite; politique fiscale; trop grande spécialisation du C.A.P.; modernisation des procédés de recherche de l'emploi; nécessité de corriger les prévisions du Plan; union autour du général de Gaulle et de son Gouvernement [21 mai 1968] (p. 2003 à 2006).

BRUGEROLLE (M. André), *Député de la Charente-Maritime, 3e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

BRUGNON (M. Maurice), *Député de l'Aisne, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558),

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée », (n° 716) [16 mai 1968] (p. 1924);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F., (n° 755) [16 mai 1968] (p. 1924).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Conséquences des fermetures d'écoles; abattements de zone; ses observations sur les écoles rurales* [31 mai 1967] (p. 1486, 1487);

— sur les questions orales relatives aux pensions militaires : *Injustice dont sont victimes les titulaires d'une retraite d'invalidité antérieure au 3 août 1962* [14 juin 1967] (p. 1818, 1819);

— sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Acuité du problème posé par l'élevage (prix à la production du porc, des produits laitiers); nécessité d'augmenter les prix des produits animaux et d'améliorer les étables; augmentation des crédits pour la vulgarisation et les équipements collectifs ruraux; accélération de la restructuration des exploitations; aménagement du territoire; augmentation de l'indemnité viagère de départ* [18 octobre 1967] (p. 3778, 3779).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Economie et Finances. — I. — Charges communes : *Problème des moyens d'existence des personnes du troisième âge; cas des retraités de la fonction publique; situation de certaines veuves de retraités; suppression de l'article 2 de la loi du 26 décembre 1964 du Code des pensions; situation des fonctionnaires relevant des régimes locaux du Maroc et de Tunisie ainsi que de l'Algérie et des territoires d'outre-mer; cas des titulaires d'une retraite proportionnelle; indemnité de résidence* [4 novembre 1967] (p. 4488, 4489);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Retraites de la fonction publique; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement des fonctionnaires au 1er décembre 1968; ses observations sur le prélèvement de 0,5 °/oo sur la masse salariale* [9 mai 1968] (p. 1682).

BUOT (M. Henri), *Député du Calvados, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement, relative à l'Education nationale : *Ses observations sur la faculté des lettres de Caen; complexité des ajustements des certificats et des maîtrises; organisation des cycles actuels; crédits en matière de construction; enseignement supérieur; problème des crédits pour l'extension de la faculté des sciences pour la bibliothèque du droit et des lettres; accroissement du personnel enseignant; augmentation du taux de scolarisation; statut des adjoints d'éducation; relèvement des forfaits de dépenses subventionnables relatives aux constructions du premier degré; attribution des bourses en milieu rural; charges supportées par les communes rurales sièges de C.E.G.; harmonisation des horaires d'éducation physique; transformation de l'école nationale de médecine et de pharmacie en faculté mixte; ses observations sur le centre hospitalier universitaire* [31 mai 1967] (p. 1489, 1490).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Revision du classement des départements par ordre de richesse pour la répartition des contingents d'aide sociale; insuffisance des crédits en matière d'équipements sanitaires et sociaux; cas de la Basse-Normandie; ses observations sur les enfants inadaptés et les personnes âgées; politique familiale et nataliste envisagée par le Gouvernement; Sécurité sociale; réforme hospitalière; limitation du tiers-payant pharmaceutique; ses observations sur les A.S.S.E.D.I.C.; possibilité d'un débat au Parlement ayant pour objet la réforme des moyens de financement et de fonctionnement de la Sécurité sociale; lutte contre l'alcoolisme; institution d'une taxe spéciale progressive selon le degré d'alcool pour compenser le coût des accidents de la route* [25 octobre 1967] (p. 4137, 4138).

BURON (M. Pierre), *Député de la Mayenne, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur le rapport d'enquête; méthodes d'implantation administrative des infrastructures socio-culturelles* [24 mai 1967] (p. 1276);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Insuffisance des bourses; ses observations sur les lycées d'enseignement secondaire; nécessité d'associer les parents à l'œuvre de l'enseignement et de l'éducation nationale* [31 mai 1967] (p. 1484, 1485).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Organisation du premier cycle du second degré; ses observations sur les lycées traditionnels; collèges d'enseignement secondaire; donner à tous les enfants*

une égalité de chances dans la compétition scolaire pour l'entrée en seconde; problème de l'appellation de collège d'enseignement secondaire; orientation fondamentale de l'enseignement; mission de l'enseignement; donner à chaque enfant les moyens pratiques de réussite dans la vie; problème de la formation des maîtres et des professeurs [26 octobre 1967] (p. 4210, 4211).

BUSTIN (M. Georges), *Député du Nord, 18e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger, occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, **n° 558** [7 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES, Art. 39 : *Ses observations sur les paroles de M. Messmer* [24 octobre 1967] (p. 4066); AFFAIRES SOCIALES : *Problème de l'emploi; ses observations sur le chômage; exemple du Nord; ses observations sur la proposition de loi tendant à instituer une allocation en faveur des jeunes demandeurs d'un premier emploi et à maintenir leur droit aux allocations familiales et aux prestations de Sécurité sociale; possibilité pour les jeunes gens et les jeunes filles inscrits dans un bureau de main-d'œuvre de percevoir jusqu'à ce qu'ils aient obtenu un emploi correspondant à leur qualification ou à leurs aptitudes une allocation mensuelle d'attente; ses observations sur le chômage partiel dans certaines branches d'industrie; interdiction des licenciements par suite de réductions d'emplois lorsqu'ils ne sont pas assortis d'un reclassement décent garantissant la sécurité et les droits des travailleurs; subventions attribuées aux centrales syndicales pour l'encouragement à la recherche sociale et la formation ouvrière; Sécurité sociale; recul de la protection sociale; ticket modérateur; allocation de salaire unique aux jeunes ménages; problème de la mutualité; composition des conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale; abrogation des ordonnances* [25 octobre 1967] (p. 4110 à 4112);

— du projet de loi modifiant l'article 108 du Code minier : *Problème des affaissements miniers; ses observations sur la méthode dite du « foudroyage »; problèmes de la surveillance; protection des biens de surface; rapports entre les houillères, d'une part, et les collectivités et les propriétaires de biens, d'autre part; possibilité de soumettre à l'Assemblée un projet de loi portant modification du Code minier* [21 novembre 1967] (p. 5111);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959, Art. 6 : *Ses observations sur l'abattement à la base de 20.000 francs du prix de revient revalorisé* [22 novembre 1967] (p. 5169); Art. 11 : *Rôle de la commission communale des impôts* (p. 5174).

C

CAILL (M. Antoine), *Député du Finistère, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Catastrophe du Torrey Canyon ; conséquences sur les côtes de Bretagne ; remboursement intégral des frais supportés par les victimes de cette catastrophe ; ses observations sur la récolte du varech ; mévente du poisson ; conséquences sur le tourisme ; conséquences sur les oiseaux* [26 avril 1967] (p. 827).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Moyenne des superficies des exploitations françaises ; exemple du Finistère ; densité de la population de ce département ; situation des petites exploitations françaises ; Crédit agricole ; suppression de la taxe complémentaire sur les bénéfices agricoles et fonciers ; importations de viande de porc en provenance des pays à commerce d'Etat ; vente dans le département du Finistère de fraises originaires de Roumanie* [8 novembre 1967] (p. 4709).

CAILLAUD (M. Paul), *Député de la Vendée, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035) ;

— membre du conseil d'administration du Bureau universitaire de statistiques [1er juin 1967] (p. 1538) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Ses observations sur la taxe d'équipement et la taxe de régularisation des valeurs foncières plan d'urbanisme ; cas des villes*

petites et moyennes; définition globale de la politique de construction que le Gouvernement entend suivre; nécessité d'une organisation financière [20 juin 1967] (p. 1969, 1970);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES CULTURELLES : *Possibilités d'action des villes moyennes pour la formation musicale et la diffusion de la culture; politique musicale; rôle des maisons de la culture; ses observations sur les écoles municipales de musique; problème des théâtres municipaux* [9 novembre 1967] (p. 4772, 4773).

Mise au point au sujet du vote de M. Morisson sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1968 [6 décembre 1967] (p. 5612).

CAILLE (M. René), *Député du Rhône, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à renforcer la protection de certains représentants du personnel contre les licenciements, **n° 261** [1er juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), V. — Affaires sociales (Travail), **n° 459** [10 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 261), tendant à renforcer la protection de certains représentants du personnel contre les licenciements, **n° 533** [30 novembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 62-913 du 4 août 1962 relative au reclassement dans la métropole des Français rapatriés qui exerçaient en Algérie la profession de conducteur ou de loueur de taxi, **n° 552** [7 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 748) tendant à modifier l'ordonnance n° 67-581 du 13 juillet 1967 relative à certaines mesures applicables en cas de licenciement, **n° 794** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Situation de l'emploi; fonds national de l'emploi; nombre des demandes d'emploi non satisfaites; nombre des chômeurs secourus; chômage des jeunes; ses observations sur les moyens mis en œuvre; création de l'agence nationale pour l'emploi; garanties de ressources pour les travailleurs involontairement privés d'emploi; garanties offertes aux travailleurs en cas de licenciement; création d'un secrétariat d'Etat chargé des problèmes de l'emploi* [25 octobre 1967] (p. 4101, 4102);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Situation des salariés qui, habitant dans les limites immédiates du département du Rhône, sont employés dans les entreprises lyonnaises; cas des employeurs lyonnais qui envisagent, avec réticence, d'étendre leurs activités au-delà de la très proche limite de la ville* [1er décembre 1967] (p. 5493, 5494);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur sa proposition de loi tendant à

renforcer la protection de certains représentants du personnel contre les licenciements, en qualité de *Rapporteur : Garantir aux militants syndicaux, les meilleures conditions pour l'exercice de leurs mandats ; problème des industries saisonnières ; cas de tacite reconduction des contrats ; jurisprudence de la Cour de cassation ; preuve du motif légitime de non-reconduction ; exemple des contrats saisonniers* [18 avril 1968] (p. 1120, 1121) ; Article unique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte complétant l'article 22 de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée et l'article 16 de la loi du 16 avril 1946 modifiée, à substituer aux mots « la partie... » les mots « l'employeur »* (p. 1122) ; *ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 1122) ; *application de la loi* (p. 1123) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 67-581 du 13 juillet 1967 relative à certaines mesures applicables en cas de licenciement, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les ordonnances relatives à l'emploi ; cas des suspensions d'activité pour motifs économiques ; indemnité légale de licenciement* [15 mai 1968] (p. 1845) ; *ses observations sur la question préalable* (p. 1846).

CANACOS (M. Henry), *Député du Val-d'Oise, 5e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569) ;

— membre de la Commission de la production et des échanges [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôts :

Sa proposition de loi instituant une allocation en faveur des jeunes demandeurs d'un premier emploi et maintenant leurs droits au titre des allocations familiales et de la Sécurité sociale, **n° 479** [25 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à instituer un régime de prêts à long terme pour le financement des équipements des grands ensembles d'habitation et des villes nouvelles, **n° 609** [19 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, après l'Art. 15 : *Défense des petits propriétaires ; problème de la propriété individuelle ; nécessité dans les villes nouvelles de créer des zones de rattrapage ; cas de la ville de Sarcelles* [26 juin 1967] (p. 2230) ; Art. 47 : *Destination des impositions* [28 juin 1967] (p. 2331, 2332) ; *ses observations sur les syndicats intercommunaux à vocation multiple* (p. 2332) ; *organisation des groupements de communes* (p. 2333) ; Art. 51 : *Participation du district aux équipements* (p. 2350) ; en deuxième lecture, Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant : 1° à compléter le cinquième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « Ces différentes collectivités peuvent associer à l'élaboration des schémas directeurs et des schémas de secteur, avec voix consultative, des représentants mandatés des divers groupes ou associations portant intérêt, de par leurs activités ou compétences, aux problèmes de l'urbanisme. Les modalités de leur participation seront fixées par un décret d'application prévu à l'article 24 » ; 2° au début du sixième alinéa, substituer au mot « Ils » les mots « Les schémas directeurs et les schémas de secteur »* [30 novembre 1967] (p. 5382) ; Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (Possibilité pour les différentes collectivités d'associer à l'élaboration des plans d'occupation des sols des représentants mandatés*

des divers groupes ou associations portant intérêt aux problèmes d'urbanisme) (p. 5387); *consultation des intéressés pour l'établissement des schémas directeurs, notamment dans les cas d'expropriation* (p. 5387); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « En vue de favoriser la desserte des terrains nécessaires au développement de l'urbanisation, est approuvé un programme triennal (années 1968, 1969, 1970) applicable à la construction de voies rapides. Ce programme, d'un montant de 3.660 millions, est financé entièrement par l'Etat »* (p. 5405); *participation des communes et des départements à la réalisation des voies urbaines rapides* (p. 5405, 5406); Art. 15 *bis : Nécessité d'associer les expropriés à l'élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols; possibilité de mettre un terrain de remplacement à la disposition de l'exproprié lorsqu'il occupait une maison individuelle; institution d'une juridiction collégiale pour la fixation des indemnités* (p. 5411); Art. 48 : *Difficultés des petits propriétaires d'habitations familiales pour reconstituer leurs biens expropriés* (p. 5436);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Crédits pour la construction de logements; problèmes de l'édification de grands ensembles et de villes nouvelles; exemple de Sarcelles; équipement et aménagement de la région parisienne; augmentation des crédits du F.N.A.F.U. et du F.D.E.S.; constructions scolaires* [9 novembre 1967] (p. 4817); Art. 56 : *Vote du groupe communiste* (p. 4837).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes du logement : *Gravité de la situation du logement en France; nombre des logements neufs restant inoccupés; augmentation du loyer mensuel dans les H.L.M.; cherté des loyers; allocation-logement; surpeuplement des cités nouvelles; nécessité de juguler la spéculation foncière ; droit au logement* [15 décembre 1967] (p. 5963, 5964, 5965).

CAPITANT (M. René), *Député de Paris, 3e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice
du 13 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148).

Est élu président de cette Commission [28 juin 1967] (p. 2358).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760).

Est élu vice-président de cette Commission [13 décembre 1967] (p. 5839).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981).

Est élu vice-président de cette Commission [19 décembre 1967] (p. 6048).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale char-

gée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de sa démission de député [21 mai 1968] (p. 1993).

Est nommé Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou), décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou), décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 27) tendant à proroger les pouvoirs de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, **n° 33** [12 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 281) relatif à l'organisation du territoire de la Côte française des Afars et des Somalis, **n° 307** [9 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi (nos 85 et 151) portant amnistie totale des infractions commises en relation avec les événements d'Algérie, **n° 369** [26 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les articles 8, 9, 12, 23, 24, 28 et 29 retirés du projet de loi de finances rectificative pour 1967 (n° 488), en application de l'article 119 du Règlement, **n° 528** [28 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique, **n° 594** [15 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : 1° (n° 782) tendant à l'amnistie des infractions pénales commises à l'occasion des événements survenus dans l'université; 2° (n° 784) tendant à déclarer amnistiés les faits afférents aux manifestations d'étudiants des 3, 6 et 7 mai 1968, **n° 807** [14 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Pidjot et plusieurs de ses collègues tendant à proroger les pouvoirs de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte; motifs de la solution choisie par ce texte* [13 avril 1967] (p. 652);

— sur la motion de censure : *Responsabilité du Gouvernement sur le vote du projet de loi accordant au Gouvernement la possibilité de prendre des ordonnances en matière économique et sociale; discussion de la motion de censure; principe des pouvoirs spéciaux; ses observations sur le fond et la forme du projet de loi; programme d'action sociale et économique du Gouvernement; droit à l'emploi; droit à l'éducation; droit à la formation professionnelle; formation professionnelle pour les jeunes et pour les adultes; question du recyclage; reconversion des travailleurs; leur mobilité professionnelle et géographique; généralisation des allocations de chômage dans l'ensemble des activités industrielles et commerciales; droit des travailleurs de participer aux fruits de l'expansion des entreprises; procédure prévue par l'article 38 de la Constitution représentant un mode particulier d'exercice du pouvoir législatif par le Parlement; ordonnances étant des mesures*

d'exécution d'une loi; recevabilité des recours pour excès de pouvoir; ratification des ordonnances; contrôle du Parlement; séparation des pouvoirs; définition de la loi-cadre; problème de l'opportunité politique; responsabilité de la majorité; problème de la confiance accordée au Gouvernement [19 mai 1967] (p. 1115 à 1117); *ses observations sur les paroles de M. Gaston Defferre* [20 mai 1967] (p. 1207, 1208);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de modifications apportées au Code civil et précisant les conditions d'application de certains articles de ce code dans les mêmes départements, Art. 4 : *Problème de savoir si les articles 641 à 643 ont été étendus dès l'origine aux départements d'outre-mer; question du régime des eaux courantes* [25 mai 1967] (p. 1319);

— du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes : *Son opposition à la question préalable déposée par M. Gaston Defferre* [6 juin 1967] (p. 1615);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 14 : *Ses observations sur l'expropriation; rôle du juge; ses observations sur le droit éventuel du préfet de pouvoir exproprier; recours devant la juridiction administrative* [26 juin 1967] (p. 2222); *problème de la rationalisation de notre contentieux; dualité de juridiction; rôle des tribunaux judiciaires* (p. 2225); Art. 51 : *Ses observations sur les amendements de M. Ortoli* [28 juin 1967] (p. 2351); en seconde délibération : Art. 46 A : *Ses observations sur les principes constitutionnels; taxe d'urbanisation étant assise sur la valeur des terrains* [1er juillet 1967] (p. 2521, 2522); *ses observations sur l'amendement de la commission des lois* (p. 2524); *ses observations sur l'amendement de M. Debré (Institution de l'impôt foncier général)* (p. 2527);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs, Art. 490-1 *bis* du Code civil : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* [3 octobre 1967] (p. 3398);

— sur les demandes de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif aux impôts indirects locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 : *Rôle de la Commission des lois et des commissions spéciales* [19 octobre 1967] (p. 3824);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues, tendant à mettre fin à la délégation de pouvoirs résultant de la loi du 22 juin 1967 et avançant au 16 octobre 1967 la date limite de dépôt des instruments de ratification des ordonnances par le Gouvernement : *Son opposition à la demande de constitution d'une commission spéciale* [24 octobre 1967] (p. 4016);

— des articles 8, 9, 12, 23, 24, 28 et 29, retirés du projet de loi de finances rectificative pour 1967, en application de l'article 119 du Règlement, en qualité de *Rapporteur : Conséquences des « cavaliers budgétaires »; cas où l'administration a commis une illégalité; principe de la séparation du pouvoir législatif et du pouvoir réglementaire, d'une part, et, d'autre part, du pouvoir législatif et du pouvoir juridictionnel; ses observations sur les propositions de validation que contient le présent projet de loi; possibilité pour la loi de contenir des dispositions rétroactives; application de l'article 37 de la Constitution* [29 novembre 1967] (p. 5343 à 5345); *ses observations sur la proposition de M. Pierre Cot; cas des inspecteurs de la jeunesse et des sports* (p. 5348); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « La date d'effet du décret n° 66-217 du 5 avril 1966 relatif au statut particulier des chefs de section administrative et rédacteurs de génie rural est fixée au 1er janvier 1963 »* (p. 5349); *ses observations sur son amendement* (p. 5349); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Sont nommés inspecteurs des douanes à compter du 5 février 1957 les candidats au concours spécial des 15 et 16 janvier 1957 pour l'accès aux grades d'inspecteur et inspecteur adjoint des douanes qui ont été classés 1er, 2e, 3e, 4e et 5e par le jury de ce concours »* (p. 5349); *ses observations sur son amendement* (p. 5349); *et sur le sous-amendement de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 5350); *respect de la Constitution* (p. 5350, 5351); Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « La date d'effet du décret n° 59-1305 du 16 novembre 1959 relatif à l'organisation du corps et au statut particulier des fonctionnaires de catégorie A des services extérieurs du service des enquêtes économiques,*

et du décret n° 64-151 du 14 février 1964 qui l'a modifié est fixée au 1er janvier 1957 » (p. 5351); *ses observations sur l'amendement de M. Boulin* (p. 5351); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5351); *cas des inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports* (p. 5351); après l'Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulin* (p. 5352); Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi: « Projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique »* (p. 5353);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur le rappel au règlement de M. Dreyfus-Schmidt; application de l'article 86 du Règlement* [1er décembre 1967] (p. 5472); *ses observations sur le rapport de M. Trorial; vote de la question préalable* (p. 5475);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article additionnel (Amnistie des individus qui ont été condamnés définitivement pour avoir refusé d'accomplir leurs obligations militaires en raison de leurs convictions religieuses ou philosophiques après le rejet, pour cause de forclusion, de leur demande au bénéfice des dispositions de la loi n° 63-1255 du 21 décembre 1963 relative à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement)* [14 décembre 1967] (p. 5906, 5907);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique, en qualité de *Rapporteur : Validation d'une décision ministérielle irrégulière nommant les inspecteurs et inspecteurs adjoints des douanes à la suite d'un concours qui avait été annulé; prorogation d'un délai; situation des fonctionnaires qui servaient en Algérie* [15 décembre 1967] (p. 5979);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi organique de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution : *Ses observations sur cette demande* [19 décembre 1967] (p. 6010);

— sur la motion de censure : *Rôle du juge administratif et du Conseil constitutionnel* [24 avril 1968] (p. 1311).

CARLIER (M. Edouard), *Député du Pas-de-Calais, 9e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à l'institution d'un service autonome de la médecine du travail à la Société nationale des chemins de fer français et à l'extension à la Société nationale des chemins de fer français des dispositions du chapitre 1er du titre 2 du livre II du Code du travail et des règlements pris en application de l'article 67 du même livre, **n° 250** [1er juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Grave malaise des agriculteurs; élevage des porcs; arrêt des exportations; politique d'aide et de subventions* [18 octobre 1967] (p. 3762).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur la S.N.C.F.; situation des cheminots; nombre des cheminots; leur productivité; ses observations sur les procédures Toutée et les commissions Grégoire; retour aux quarante heures sans diminution de salaire; établissement d'une plus*

juste hiérarchie des salaires; abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale; droits acquis en matière de retraite; régime des retraites; problème des transports publics routiers; multiplication des accidents de travail; statut des routiers; proposition de loi du groupe communiste relative aux conditions de vie et de travail du personnel des entreprises de transports routiers [27 octobre 1967] (p. 4286, 4287); *discussion de la proposition de loi tendant à instituer un statut des routiers* (p. 4289); *vote du groupe communiste* (p. 4293);

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi nº 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Article unique : *Son amendement tendant à remplacer les mots « avant le 31 décembre 1969 » par les dispositions suivantes: « Ces mesures devront intervenir au plus tard dans le courant de l'année 1968 et le service militaire actif devra être ramené à douze mois avant le 31 décembre 1968 »* [15 novembre 1967] (p. 4977); *ses observations sur son amendement* (p. 4977).

CARPENTIER (M. Georges), *Député de la Loire-Atlantique, 6e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la question orale de M. Abelin, relative au reclassement du personnel français des bases américaines : *Situation de la région de Saint-Nazaire* [12 avril 1967] (p. 635);

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Crise de Saint-Nazaire; problème des salaires, de l'emploi et de la sécurité de l'avenir; disparité avec les salaires parisiens; licenciements opérés aux chantiers de l'Atlantique; fermeture des fonderies; échec de la décentralisation industrielle* [19 avril 1967] (p. 739, 740);

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur le fait que 70 % des jeunes âgés de 16 à 21 ans sont déjà au travail et qu'un jeune travailleur sur quatre commence à travailler à 14 ans; inquiétude des jeunes quant à leur emploi; formation professionnelle; rôle du bureau universitaire des statistiques; création d'un office d'information et d'orientation scolaire et universitaire; création d'un service de statistiques sur l'évolution à court et à long terme des offres d'emploi; problème du recyclage; question du logement; situation des jeunes ruraux; problème du crédit; création d'un organisme de prêts à très faible intérêt pour l'installation des jeunes ménages; cas des jeunes handicapés et des jeunes inadaptés; critique des établissements à but lucratif; cas des jeunes délinquants* [23 mai 1967] (p. 1243, 1244).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME : *Problème de la propagande; subventions pour les ports de plaisance; impossibilité d'une politique globale du tourisme; création d'un Ministère du Tourisme; rôle de la radiodiffusion et de la télévision pour le tourisme; problème des charges sociales et fiscales; nécessité de développer les écoles hôtelières; aménagement de la côte du Languedoc-Roussillon; cas de la Basse-Loire; aménagement et protection des sites; nécessité d'arrêter l'invasion d'une publicité agressive; ses observations sur les cimetières de véhicules et leurs conséquences néfastes sur la campagne française; accroissement du nombre de touristes issus de catégorie sociale modeste ou moyenne; problème du camping et du caravanning; nécessité d'apporter une aide aux associations sans but lucratif; développement des activités sportives* [19 octobre 1967] (p. 3813, 3814); TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE : *Ses observations sur la flotte marchande; situation des pêches maritimes et des industries qui en dépendent; subventions aux pêches maritimes; problème de la pêche artisanale; protection des lieux de pêche; construction navale; ses observations sur les chantiers de Saint-Nazaire et de*

la Ciotat; problème de l'emploi; cas des chantiers de l'Atlantique [23 octobre 1967] (p. 3995, 3996); EDUCATION NATIONALE : *Situation du corps des inspecteurs départementaux de l'Education nationale; problème de l'indemnité pour charges administratives; question des indices de traitement* [27 octobre 1967] (p. 4245); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Marché de la viande; problème de l'élevage; ses observations sur la viande bovine; conséquences du Kennedy round; assainissement du circuit de la transformation et de la distribution; parité de l'agriculture avec les autres secteurs de l'économie; nécessité d'attribuer aux caisses de Crédit agricole les crédits indispensables pour financer les équipements d'élevage; crédits mis à la disposition du F.O.R.M.A.; réalisation d'équipements régionaux; utilité des coopératives et des groupements de producteurs; F.O.R.M.A.; S.I.B.E.V.* [8 novembre 1967] (p. 4688, 4689);

— du projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1888 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales françaises : *Extension aux eaux territoriales françaises des dispositions résultant de la convention de Londres de 1964; protection des ressources de la mer côtière; problème de la surveillance et du contrôle; inquiétude du corps des garde-pêche* [14 novembre 1967] (p. 4939); *abstention du groupe de la gauche démocrate et socialiste lors du vote* (p. 4941).

CASSAGNE (M. René), *Député de la Gironde, 4e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [17 mai 1968] (p. 1955);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [17 mai 1968] (p. 1955).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 334 du Code de la sécurité sociale pour permettre à certains travailleurs chargés de travaux pénibles de prendre leur retraite avant 60 ans, **n° 186** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter les articles L 70 et L 78 du Code de la sécurité sociale relatifs aux élections des conseils d'administration des caisses de Sécurité Sociale, **n° 187** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à préciser le caractère d'affectation spéciale des recettes créées par l'article premier de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité, **n° 188** [18 mai 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Echéance du Marché commun; politique sociale du Gouvernement; nécessité d'accorder la pension de réversion aux veuves des retraités du régime général de la Sécurité sociale; problème de la Sécurité sociale; suppression du fonds de solidarité pour les ressortissants du régime général; secrétariat d'Etat à l'emploi; formation des travailleurs par un enseignement professionnel; importance du recyclage; problème des rémunérations; politique de crédit et de paiement à tempérament; politique en matière de construction; importance des logements sociaux; zones de salaires; fixation du S.M.I.G.; conflit de Saint-Nazaire; adaptation des structures économiques aux exigences modernes; conséquence de la conversion industrielle; fermeture des mines de Decazeville; disparition des forges de Boucau ou d'Hennebont; situation des mines de Lorraine; travaux de la commission Laroque;*

protection des cadres; leur recyclage; situation des artisans et des petits commerçants; loi sur l'assurance maladie et l'assurance maternité; loi sur la taxe sur la valeur ajoutée; situation des agriculteurs [19 avril 1967] (p. 706 à 709).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 880) : *Crise vinicole de la région bordelaise; vente des vins d'appellation contrôlée au prix des vins de consommation courante; création d'un centre régulateur chargé de maintenir les prix; réduction des taxes* (p. 892, 893).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative au problème de l'emploi : *Situation de certains ouvriers de la région de Bordeaux; utilisation des travailleurs immigrants; organisation d'une bourse nationale de l'emploi; réglementation de la durée du travail; abaissement de l'âge de la retraite; formation des travailleurs, créations d'emplois à l'intention des jeunes* [26 mai 1967] (p. 1348, 1352, 1353, 1354, 1356).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Assurance maladie pour les artisans et les commerçants; problème de l'emploi; reclassement des catégories de personnel du Ministère; augmentation des indemnités allouées aux travailleurs sans emploi; ses observations sur les Assedic; création d'un fonds national de chômage; bourse nationale de l'emploi; création d'une agence nationale de l'emploi; institution d'un système de prévision conçu de telle façon qu'avant même qu'une industrie soit condamnée à disparaître les ouvriers soient informés* [25 octobre 1967] (p. 4112 à 4114); INTÉRIEUR : *Ses observations sur les paroles de M. de Grailly* [6 novembre 1967] (p. 4566) *et sur celles de M. Bord* (p. 4569).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative à la réversion des pensions de Sécurité sociale [8 décembre 1967] (p. 5720).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur les paroles de M. Paquet* [19 décembre 1967] (p. 6016).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative à l'emploi des jeunes [17 mai 1968] (p. 1945, 1946, 1947).

CATALIFAUD (M. Albert), *Député de l'Aisne, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 284) autorisant la ratification de la convention additionnelle à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (C.I.V.) du 25 février 1961, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures des voyageurs, signée le 26 février 1966, **n° 336** [23 juin 1967] (p. 2148).

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), VIII. — Equipement, **n° 456** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ, DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Equilibre entre la région parisienne et les régions de province; extension de quelques villes périphériques de la région parisienne; réalisation de quatre axes autour de la capitale; ses observations sur la vallée de l'Aisne; inondations périodiques annuelles de la vallée de l'Oise* [20 octobre 1967] (p. 3904); INTÉRIEUR : *Ses observations sur le regroupement et la fusion des communes; création de communautés urbaines; extension de l'autorité de la police d'Etat; affectation de certaines compagnies républicaines de sécurité*

aux corps urbains [6 novembre 1967] (p. 4553, 4554); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur les inondations de l'Oise; problème des exploitations agricoles; perception des indemnités en raison des calamités* [8 novembre 1967] (p. 4679, 4680); EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ses observations sur les routes; manque de coordination des transports; autoroutes urbaines de dégagement; centralisation des autoroutes vers Paris; insuffisance des crédits; rentabilité des investissements routiers; fonds spécial d'investissement routier; exécution du Ve Plan; rémunération des agents de travaux et des ouvriers des parcs; insuffisance des crédits d'entretien; liaison directe entre la France et l'Angleterre; aérotrain; ses observations sur les ports maritimes et les voies navigables; crédits d'entretien et de réparation des ports maritimes; ses observations sur les liaisons mer du Nord-Méditerranée et Seine-Moselle* [9 novembre 1967] (p. 4780, 4781); *ses observations sur l'entretien de l'Oise pour la section située entre le pont de Beautor et, en aval, la partie navigable de la rivière; problème des inondations; ses conséquences* (p. 4800); *son amendement tendant au titre V de l'état C à réduire le montant des autorisations de programme de trois millions de francs et le montant des crédits de paiement de un million de francs* (p. 4832); *participation aux travaux de la compagnie nationale du Rhône à l'aménagement des ponts dans la traversée de Lyon; aménagement de la vallée de la Saône; commencement des travaux de l'écluse d'Ecuelles-Charnay* (p. 4832); *retrait de son amendement* (p. 4833);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention additionnelle à la convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (C.I.V.) du 25 février 1961, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures des voyageurs, signée le 26 février 1966, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur la convention internationale de Berne; système d'indemnisation; normalisation de la responsabilité; prescription des actions en dommages et intérêts* [14 novembre 1967] (p. 4938).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire une question orale, sans débat, relative à l'aménagement de la vallée de l'Oise [24 novembre 1967] (p. 5249, 5051).

CATTIN-BAZIN (M. Maurice), *Député de l'Isère, 7e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981).

CAZELLES (M. Lucien), *Député du Var, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569).

Décédé le 12 mars 1968 (*J. O.* du 14 mars 1968, p. 2637).

Son éloge funèbre est prononcé le 2 avril 1968 (p. 966).

CAZENAVE (M. Franck), *Député de la Gironde, 7e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des

finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer une Commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application de l'article L 8 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité instituant un rapport constant entre le montant des pensions de guerre et celui des traitements bruts des fonctionnaires, **n° 358** [22 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 59-31 du 5 janvier 1959 relative aux modifications des limites territoriales des communes, **n° 625** [19 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 décembre 1921 dite « du rapprochement des conjoints », **n° 684** [17 avril 1968].

Sa proposition de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 relative au Conseil économique et social, modifiée par l'ordonnance n° 62-918 du 8 août 1962, et tendant à accorder aux anciens combattants et victimes de guerre une représentation au Conseil économique et social, **n° 789** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la question orale, avec débat, de M. Abelin relative au reclassement du personnel français des bases américaines : *Insuffisance du décret de novembre 1966 ; camp de Captieux ; crise de la résine* [12 avril 1967] (p. 631, 632).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Ses observations sur le déroulement du débat* [20 mai 1967] (p. 1182).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée : *Nécessité d'un véritable programme pour notre industrie aéronautique ; danger de la politique de coopération du Gouvernement* [14 juin 1967] (p. 1828).

Prend part à la discussion sur la motion de censure, ses explications de vote : *Vote du groupe Progrès et démocratie moderne ; sens du vote de la motion de censure ; possibilité de prolonger la session ou de distinguer les problèmes qui sont du domaine législatif de ceux qui relèvent du domaine réglementaire ; collaboration entre l'Assemblée et le Gouvernement ; son refus d'abandonner sans contrôle ses prérogatives de député* [16 juin 1967] (p. 1908, 1909).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Problèmes de l'industrie ; plan de stabilisation ; autofinancement ; dépenses de la Sécurité sociale ; dépenses de la force de frappe ; aide aux pays sous-développés ; déficit d'exploitation des sociétés et des services publics gérés par l'Etat ; marché financier ; compétitivité des industries ; ouverture des frontières ; sécurité sociale ; problème des exportations ; conjoncture sociale ; « amendement Vallon »* [29 juin 1967] (p. 2403, 2404).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème des déportés ; questions des anciens combattants d'Afrique du Nord ; caractères du budget ; question du supplément familial accordé aux veuves de guerre ayant encore deux enfants à charge ; aide accordée aux enfants infirmes et incurables ; situation des déportés politiques ; ses observations sur la proposition de loi tendant à créer une commission spéciale chargée de réétudier le rapport constant ; rétablissement de l'égalité des droits à la retraite ; ses observations sur les anciens combattants du train des équipages et les anciens de 1914 des corps expéditionnaires ; problème de l'obtention de la Légion d'honneur ; cas des anciens d'Algérie* [19 octobre 1967] (p. 3854, 3855) ; TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *Situation des marins pêcheurs qui exercent leur activité à Arcachon ; conséquences du développement du Centre d'essais des Landes et de la multiplication des tirs de Cazeaux ; nécessité d'une réglementation* [23 octobre 1967] (p. 3995) ; BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur la loi de programme ; importance de la force stratégique ; rôle de la force atomique tactique ; crédits pour les matériels terrestres ; crédibilité de la dissuasion ; objectifs actuels de la France ; retrait de la France de l'O.T.A.N. ; développement des recherches scientifiques ; possibilité de créer des organisations européennes pour éviter les conséquences des coopérations partielles* [24 octobre 1967] (p. 4052, 4053) ; TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Utilisation des véhicules à deux roues ;*

protection de ceux qui les utilisent pour se rendre à leur travail; pistes cyclables [27 octobre 1967] (p. 4276, 4277); en deuxième lecture, Art. 13 : *Taxe à l'essieu* [7 décembre 1967] (p. 5657, 5658);

— du projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1888 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales françaises : *Ses observations sur la zone de tirs correspondant à la zone de retombée des balles et des obus des avions basés à Cazaux* [14 novembre 1967] (p. 4940);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Dévaluation de la livre; sous-évaluation des recettes; impôts directs perçus par voie de rôle; application de la taxe sur la valeur ajoutée; décalage intervenu dans l'émission des rôles pour le recouvrement de l'impôt sur le revenu de 1967; acquisition du palais de l'O.T.A.N.; assistance technique militaire* [23 novembre 1967] (p. 5196); *distinction entre les dépenses à caractère définitif et les dépenses à caractère temporaire; parité de notre monnaie; question du marché espagnol; capitaux flottants devant continuer à se placer à court terme sur le marché de Londres; réforme du projet de loi de finances pour 1968* [23 novembre 1967] (p. 5196, 5197);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la suppléance du magistrat chargé du service de la juridiction de droit commun instituée sur le territoire des îles Wallis et Futuna : *Qualités du nouveau juge; son vote sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6025); Article unique : *Ses observations sur les paroles de M. Krieg* (p. 6026);

— du projet de loi sur la chasse maritime, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « marins pêcheurs professionnels » à insérer les mots « et ostréiculteurs »* [18 avril 1968] (p. 1118); *ses observations sur son amendement* (p. 1118, 1119);

— du projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes, Art. 10 et 12 : *Ses amendements tendant à compléter cet article par les mots « et ce, hors des ports, dans lesquels les courtiers, interprètes et conducteurs de navires exercent leur activité et qui bénéficient du monopole en vertu de l'article 80 du Code de commerce »* [2 mai 1968] (p. 1431, 1432); *attributions des consignataires* (p. 1431); *notion de ville portuaire* (p. 1431).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur les manifestations des étudiants* [22 mai 1968] (p. 2054).

CERMOLACCE (M. Paul), *Député des Bouches-du-Rhône, 7e circonscription (C.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563), [2 avril 1968] (p. 968);

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant : 1° à l'établissement d'un statut du service météorologique français; 2° au développement de l'assistance et de la recherche météorologique en France, **n° 293** [9 juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Catastrophe du Torrey Canyon; indemnisation intégrale des dommages; responsabilité du Gouvernement français; sa question de savoir pourquoi on n'a pas envoyé des tankers pour pomper de grandes quantités de pétrole; protection par des barrages; moyens utilisés lors de l'incendie du pétrolier Olympic Honour; question des transports des substances radioactives* [26 avril 1967] (p. 827, 828); *causes de pollution des eaux et des rivages; possibilité d'interdire sur le plan international le rejet à la mer des eaux et boues d'hydrocarbures; suppression des pavillons dits de complaisance; ses observations sur le pavillon du Libéria; détermination de certains itinéraires obligatoires pour les pétroliers dans les parages à forte densité de circulation; question des règles de construction des pétroliers géants* (p. 828, 829).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux conditions

de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, ses explications de vote : *Abstention du groupe communiste dans le vote du projet de loi* [13 juin 1967] (p. 1754).

Son rappel au Règlement : *Problème intéressant les rapatriés ; question de leur indemnisation ; problème de la discussion de la proposition de loi sur l'amnistie* [15 juin 1967] (p. 1842).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 17 : *Vote du groupe communiste sur cet article* [13 octobre 1967] (p. 3625) ; Art. 18 : *Expansion économique de la Corse ; handicap de l'insularité ; ses observations sur la SOMIVAC ; problèmes de la paysannerie et de l'industrie ; situation du tourisme ; incidence des dégrèvements sur les prix ; nécessité de soumettre au Parlement une loi de programme pour le département de la Corse ; rôle de la SOMIVAC et de la SETCO ; déficit résultant de l'application rigoureuse du tarif de la S.N.C.F. dans le sens continent-Corse ; possibilité d'accorder une indemnité d'insularité compensatrice de vie chère aux fonctionnaires employés et retraités ; suppression des zones de salaires dans le département de la Corse* [17 octobre 1967] (p. 3688, 3689) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968 : TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *Absence de politique maritime ; établissement national des invalides ; ses observations sur la pêche industrielle et côtière ; suppression de l'aide au cabotage ; réorganisation de la construction navale ; désarmement et vente de navires ; affrètement des navires étrangers ; modernisation des crédits ; problème du pavillon de complaisance ; rôle des sociétés d'économie mixte ; déficit de la Compagnie générale tansatlantique sur les lignes de la Corse ; création d'une société de gérance de la compagnie de navigation mixte et de la Compagnie générale transatlantique ; situation des Messageries maritimes ; nécessité de définir les lignes d'intérêt général à maintenir ; modernisation des cargots ; contrôle des affrètements de navires étrangers pour compte français ; nécessité de ne décider aucun licenciement de personnel navigant et sédentaire sans reclassement préalable ; revision des objectifs du Ve Plan ; rôle de l'armement privé* [23 octobre 1967] (p. 3992 à 3994) ; *vote du groupe communiste* (p. 4000) ; TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Politique aéronautique ; personnels de l'aviation civile ; problème des effectifs ; durée de la formation d'un spécialiste du contrôle ; statut des personnels ; ses observations sur la météorologie nationale ; crédits d'équipement ; achat d'un calculateur électronique ; crédits de personnel ; situation des techniciens de la météorologie ; suppression de la détaxe de carburant pour les aéro-clubs ; problème d'Air France ; situation de l'U.T.A. ; exploitation des lignes de la Corse ; question des matériels ; ses observations sur le Concorde ; coopération avec la Grande-Bretagne ; Airbus ; absence d'une véritable politique en matière aéronautique ; son opposition à ce budget* [3 novembre 1967] (p. 4397 à 4399) ; *son vote sur l'ensemble des crédits de l'aviation civile* (p. 4415) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Problème de l'insularité de la Corse ; ses observations sur la taxe sur la valeur ajoutée ; problème de la vignette automobile ; question du tabac fabriqué dans l'île ; coût de la vie en Corse* [5 décembre 1967] (p. 5543).

Ses explications de vote sur l'ordre du jour complémentaire : *Problème social actuel ; liquidation du paquebot Flandre ; problèmes relatifs à la viticulture et à l'indemnisation des rapatriés* [7 décembre 1967] (p. 5644).

Pose à M. le Ministre des Transports, une question orale, sans débat, relative aux chantiers navals et à la marine marchande [3 mai 1968] (p. 1496, 1501, 1502).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exploitation du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, Art. 7 : *Rôle des aéronefs et des navires français pour le transport entre le territoire français et les installations mises en place sur le « plateau continental »* [15 mai 1968] (p. 1839) ; Art. 9 : *Situation des marins qui concourent à l'exploitation du « plateau continental » ; travaux du golfe de Fos ; statut juridique des marins* (p. 1839) ; *établissement national des invalides ; conséquences de la qualité d'armateur* (p. 1839).

CERNEAU (M. Marcel), *Député de la Réunion, 3e circonscription (N.I.) (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [4 avril 1968] (p. 1014).

Donne sa démission de membre de cette Commission [10 mai 1968] (p. 1757).

Est nommé :

— membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [19 décembre 1967] (p. 6048).

Interventions :

Mise au point au sujet de son vote sur l'article 9 de la première partie du projet de loi de finances pour 1968 [18 octobre 1967] (p. 3729).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Problèmes des petits planteurs de géranium; augmentation de leurs quotas; attribution d'une aide aux planteurs du sud-ouest et du sud de l'île qui se trouvent dans la zone déclarée sinistrée en raison de la sécheresse; problème du tabac; protection communautaire pour certains produits des départements d'outre-mer; ses observations sur les huiles essentielles; insuffisance des crédits de la caisse centrale de coopération économique pour l'octroi de prêts à la construction à la Réunion; services de la sûreté nationale; suppression du poste de président du tribunal administratif de Saint-Denis en raison de la création d'une sous-préfecture à Saint-Benoît; couverture des frais de voyage des personnes qui se rendent en métropole pour faire des stages ou passer des examens; subventions du F.I.D.O.M.; structures administratives des départements d'outre-mer; mobilité de la main-d'œuvre; extension aux départements d'outre-mer des décrets relatifs à l'aménagement du territoire et à l'action régionale* [2 novembre 1967] (p. 4348, 4349).

CÉSAIRE (M. Aimé), *Député de la Martinique, 2e circonscription (N.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Situation aux Antilles; ses observations sur les cultures vivrières et la canne à sucre; réforme agraire; problème du tourisme; exode rural; émigration; chômage; ses observations sur les événements de la Guadeloupe; revendication de l'autonomie* [2 novembre 1967] (p. 4342, 4343).

CHABAN-DELMAS (Jacques), *Député de la Gironde, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Président de l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est élu Président de l'Assemblée Nationale [3 avril 1967] (p. 549).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

A donné sa démission de membre de cette Commission [16 mai 1967] (p. 1035), [9 mai 1968] (p. 1692).

Préside : la 2e partie de la séance du 3 avril 1967 (p. 549); la séance du 4 avril 1967 (p. 561); la séance du 6 avril 1967 (p. 567); la séance du 18 avril 1967 (p. 663); la séance du 20 avril 1967 (p. 749); la séance du 25 avril 1967 (p. 799); la séance du 9 mai 1967 (p. 936); la séance du 18 mai 1967 (p. 1061); la 1re séance du 19 mai 1967 (p. 1107); la 2e séance du 19 mai 1967 (p. 1109); la 2e séance du 20 mai 1967 (p. 1183); la 1re partie de la 1re séance du 23 mai 1967 (p. 1219); la 1re séance du 30 mai 1967 (p. 1385); la 1re séance du 7 juin 1967 (p. 1647); la 2e séance du 9 juin 1967 (p. 1728); la 1re partie de la 1re séance du 15 juin 1967 (p. 1839); la 2e partie de la séance du 16 juin 1967 (p. 1919); la 1re séance du 20 juin 1967 (p. 1943); la 1re séance du 29 juin 1967 (p. 2377); la 3e séance du 1er juillet 1967 (p. 2573); la séance du 2 octobre 1967 (p. 3361); la 1re séance du 10 octobre 1967 (p. 3431); la 2e partie de la 2e séance du 10 octobre 1967 (p. 3457); la 3e séance du

10 octobre 1967 (p. 3464); la 1re séance du 11 octobre 1967 (p. 3519); la 1re séance du 17 octobre 1967 (p. 3646); la 2e séance du 24 octobre 1967 (p. 4039); la 3e séance du 25 octobre 1967 (p. 4117); la 1re séance du 7 novembre 1967 (p. 4589); la 2e séance du 7 novembre 1967 (p. 4605); la 2e partie de la 3e séance du 10 novembre 1967 (p. 4894); la 4e séance du 10 novembre 1967 (p. 4904); la séance du 21 novembre 1967 (p. 5110); la 1re séance du 28 novembre 1967 (p. 5279); la 2e séance du 12 décembre 1967 (p. 5796); la 3e séance du 20 décembre 1967 (p. 6086); la séance du 2 avril 1968 (p. 965); la 2e séance du 4 avril 1968 (p. 1013); la séance du 17 avril 1968 (p. 1059); la 1re séance du 23 avril 1968 (p. 1241); la 2e séance du 24 avril 1968 (p. 1317); la 1re séance du 7 mai 1968 (p. 1527); la 1re séance du 8 mai 1968 (p. 1592); la 1re séance du 14 mai 1968 (p. 1767); la 1re séance du 21 mai 1968 (p. 1981); la 2e séance du 22 mai 1968 (p. 2037); la 3e séance du 22 mai 1968 (p. 2053); la 2e partie de la séance du 28 mai 1968 (p. 2127); la séance du 30 mai 1968 (p. 2142).

Interventions :

Son allocution en prenant place au fauteuil : *Ses observations sur l'élection du Président de l'Assemblée Nationale; majorité s'étant manifestée par un vote politique; maintien du climat de la précédente Assemblée; rôle du Président de l'Assemblée Nationale* [3 avril 1967] (p. 549).

Constate que le bureau est constitué [4 avril 1967] (p. 563).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Royer [6 avril 1967] (p. 568).

Ses observations sur les paroles prononcées par M. Defferre au sujet de la réunion de la conférence des Présidents [6 avril 1967] (p. 568).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Defferre, Ballanger et Mondon [6 avril 1967] (p. 570, 571).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Jacques-Philippe Vendroux [20 avril 1967] (p. 750).

Ses observations sur la nécessité pour les députés de respecter le Règlement [20 avril 1967] (p. 766, 769).

Prononce l'éloge funèbre de Raymond Tezier [9 mai 1967] (p. 936).

Ses observations sur le retrait de l'opposition à la constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de résolution de M. Rémy Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [9 mai 1967] (p. 937).

Ses observations sur la procédure nouvelle qui consiste, pour l'auteur d'un amendement, à donner mandat au rapporteur pour défendre son texte [9 mai 1967] (p. 944).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre [16 mai 1967] (p. 1030).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Claude Estier : *Retransmission des débats de l'Assemblée Nationale à la télévision* [23 mai 1967] (p. 1220).

Ses observations sur les paroles de M. Darchicourt relatives aux questions orales sur l'industrie charbonnière : *Retrait de ces questions de l'ordre du jour* [9 juin 1967] (p. 1728).

Ses observations sur les explications de vote de M. Roland Dumas sur la motion de censure [9 juin 1967] (p. 1730).

Ses observations sur les paroles de M. Médecin sur l'ordre du jour complémentaire et sur le rappel au Règlement de M. Defferre : *Question de la discussion de la proposition de loi sur l'amnistie* [15 juin 1967] (p. 1841 à 1844).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Bosson : *Réponse des Ministres aux questions écrites* [20 juin 1967] (p. 1944).

Donne acte à M. Léonard, premier Président de la Cour des Comptes du dépôt de son rapport [30 juin 1967] (p. 2449).

Ses observations sur les explications de vote de M. Krieg lors de la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Maurice Herzog tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention; *méthodes de travail de l'Assemblée* [1er juillet 1967] (p. 2594, 2595).

Clôture de la session : *Problème de l'amélioration du règlement de l'Assemblée; travail parlementaire* [1er juillet 1967] (p. 2595, 2596).

Ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1967-1968 [2 octobre 1967] (p. 3361).

Communique à l'Assemblee des décisions de rejet ou d'annulation relatives à des opérations

électorales [2 octobre 1967] (p. 3361, 3362).

Fait part à l'Assemblée Nationale du résultat des nouvelles élections [2 octobre 1967] (p. 3363).

Ses observations sur les paroles de M. Duhamel relatives à la fixation de l'ordre du jour [2 octobre 1967] (p. 3363).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre [10 octobre 1967] (p. 3463).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Chochoy sur son vote sur la première partie de la loi de finances pour 1968 [17 octobre 1967] (p. 3646).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Lamps [17 octobre 1967] (p. 3653).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Spénale [17 octobre 1967] (p. 3656).

Ses observations sur la demande de suspension de séance faite par M. Mondon [17 octobre 1967] (p. 3661).

Ses vœux d'un prompt rétablissement de la santé de M. Michel Debré, Ministre de l'Economie et des Finances [24 octobre 1967] (p. 4039).

Ses observations sur les mises au point des votes de MM. d'Aillières, d'Ornano, Feït et Fajon [7 novembre 1967] (p. 4605).

Ses observations sur l'application de l'article 100, alinéa 3 du Règlement, à l'amendement de M. Duhamel, après l'article 74 de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968 (Information et O.R.T.F.) [10 novembre 1967] (p. 4896).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Vizet sur son vote [21 novembre 1967] (p. 5110).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Duhamel, Defferre et Habib-Deloncle [20 décembre 1967] (p. 6087, 6088).

Clôture de la session : *Rôle du comité* ad hoc, *composé des présidents de groupe, pour l'étude des modifications à apporter au Règlement et aux conditions de travail de l'Assemblée; ses vœux* [20 décembre 1967] (p. 6090, 6091).

Ouverture de la seconde session ordinaire de l'Assemblée Nationale pour 1967-1968 [2 avril 1968] (p. 965).

Prononce l'éloge funèbre de Marcel Guyot, Gabriel Macé et Julien Cazelles [2 avril 1968] (p. 966).

Communique à l'Assemblée Nationale les décisions de rejet ou d'annulation relatives à des contestations électorales [2 avril 1968] (p. 967).

Constate que le Bureau est constitué [2 avril 1968] (p. 968).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre : *Raison pour laquelle il n'a pas donné connaissance de la motion de censure déposée par le groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste au début de la séance* [17 avril 1968] (p. 1060).

Donne lecture de la motion de censure déposée par le groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [17 avril 1968] (p. 1060, 1061).

Ses observations sur le fait que le Gouvernement est maître de l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée; droits du Gouvernement [17 avril 1968] (p. 1062).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Duhamel, Baillot, Defferre, Fanton et Neuwirth [7 mai 1968] (p. 1528, 1529).

Ses observations sur les paroles de M. Defferre [7 mai 1968] (p. 1531).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Duhamel et Defferre [14 mai 1968] (p. 1769) : *Absence d'obligation pour le Président de séance de lire immédiatement le texte d'une motion de censure* [14 mai 1968] (p. 1769).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Souchal : *Hommage rendu au Soldat inconnu* [14 mai 1968] (p. 1770).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Defferre, Palmero, Juquin et Mondon [14 mai 1968] (p. 1785, 1786).

Donne acte à l'Assemblée Nationale de la démission de M. Capitant de son mandat de député [21 mai 1968] (p. 1993).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. de Grailly et Defferre [21 mai 1968] (p. 1993).

Donne acte à l'Assemblée Nationale de la démission de M. Pisani de son mandat de député [22 mai 1968] (p. 2053).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Achille-Fould, Boscher, Cazenave et Delorme [22 mai 1968] (p. 2054).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Defferre, Duhamel, Triboulet et Lamps [28 mai 1968] (p. 2126, 2127).

Donne lecture de la lettre du Président de la République informant l'Assemblée Nationale de sa dissolution [30 mai 1968] (p. 2141).

CHALANDON (M. Albin), *Député des Hauts-de-Seine, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre de l'Industrie.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du comité de coordination des enquêtes statistiques [16 juin 1967] (p. 1926);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918);

— Ministre de l'Industrie (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou), décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Industrie (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou), décret du 10 juillet (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Pouvoirs spéciaux accordés au Gouvernement; stagnation de notre économie; situation de notre commerce extérieur; abaissement des droits de douane; problème de l'emploi; relèvement du S.M.I.G.; nécessité d'augmenter les investissements publics; problème de l'impasse; question des finances publiques; charges des entreprises; déficit des entreprises publiques et de la sécurité sociale; relèvement des tarifs des entreprises publiques; lien entre la progression des dépenses sociales et celles du revenu national; extension de la taxe sur la valeur ajoutée au commerce de détail; association entre l'Etat et les entreprises privées; développement des circuits de financement; rôle des prêts du Trésor et du F.D.E.S.; participation du F.D.E.S. au capital des entreprises; problème de la sidérurgie* [30 juin 1967] (p. 2455 à 2458); *ses observations sur les paroles de M. Pierre Cot* (p. 2460).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1968 : *Problème de la croissance; insuffisance du nombre des entreprises françaises qui exportent; nécessité d'une mutation de nos exportations; création de groupements commerciaux par profession qui s'installeraient sur les marchés à l'exportation (France-Automobile, France-Acier); rigidité des structures économiques françaises; équipement hospitalier; secteur public devant être capable de s'autofinancer; ses observations sur la notion d'impasse; accroissement des dépenses de fonctionnement civiles; accroissement des dépenses, dites de transfert, à caractère économique et social; financement des secteurs de pointe* [12 octobre 1967] (p. 3564 à 3566).

CHAMANT (M. Jean), *Député de l'Yonne, 2e circonscription (R.I.).*

Ministre des Transports.
du 7 avril 1967 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569);

— Ministre des Transports (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou), décret du 7 avril 1967 (*J. O.* du 8 avril 1967, p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Transports (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou), décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Répond aux questions orales, sans débat,

relatives aux troubles causés aux riverains des aéroports [21 avril 1967] (p. 778, 779).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Difficultés éprouvées par les marins-pêcheurs, les mareyeurs et les ostréiculteurs ; actions d'information auprès des consommateurs ; « psychose du poisson mazouté » ; rôle du fonds régional d'organisation du marché ; politique de l'avenir de la marine marchande ; solidarité nationale ; cas d'un pétrolier français vidangeant ses cales au large de Brest dans les limites des eaux territoriales ; insuffisance des textes et des conventions internationales ; réforme des services extérieurs et des services de la marine marchande ; réunion de l'organisation maritime consultative intergouvernementale ; problème de l'utilisation d'une double coque pour les pétroliers ; question de la qualification des équipages ; nécessité de revoir les règles de navigation en vigueur ; problème des assurances ; question de l'octroi des pavillons de complaisance* [25 avril 1967] (p. 814, 815).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux conditions de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile : *Nécessité d'établir au profit des personnels navigants ressortissants des pays membres de la Communauté économique européenne l'égalité avec nos nationaux pour leur inscription sur les registres du personnel navigant professionnel ; difficultés pour les organisations officielles de l'aéronautique civile de recruter des pilotes* [13 juin 1967] (p. 1754) ;

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 13 : *Organisation d'un marché des transports ; libéralisation de ce marché ; harmonisation des conditions de concurrence entre les différents modes de transports ; conséquences des essieux lourds sur les routes ; prix de revient des transports routiers ; cas des transports internationaux ; politique commune des transports ; réaménagement des tarifs des transports routiers de marchandises* [17 octobre 1967] (p. 3683, 3684) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *Caractère du budget ; moyens de la surveillance des pêches ; extension à 12 milles de la zone de pêche réservée ; financement du développement de la conchyliculture dans l'étang de Thau ; fonctionnement de l'organisation régionale de surveillance et de sauvetage ; coordination des missions de surveillance et de sauvetage ; réforme de l'inspection de la navigation ; apprentissage maritime ; régime social des gens de mer ; taux des pensions allouées aux veuves de marins victimes d'accidents professionnels ; retraite des marins ; problème de l'armement ; pavillons de complaisance ; catastrophe du Torrey Canyon ; problème de la prime de modernisation des cargos de ligne ; ses observations sur les navires « porte-conteneurs » et les cargos polyvalents ; charges de l'armement français ; aide au cabotage ; rôle du fonds d'intervention de l'aménagement du territoire ; ses observations sur les compagnies d'économie mixte ; problème de dotations en capital pouvant être allouées aux compagnies pour leur permettre de se moderniser ; affrètement des navires étrangers ; pêches maritimes ; protection et contrôle des fonds de pêche ; amélioration de la productivité des navires ; revalorisation des produits au débarquement ; création de cantonnements dans le golfe de Gascogne et en mer du Nord ; réglementation du chalutage côtier ; extension de notre juridiction en matière de pêche de trois à douze milles ; protection des fonds ; crédits pour la recherche ; formation professionnelle des marins pêcheurs ; modernisation de la flotte ; création de sociétés financières d'investissements ; organisation du marché du poisson ; ses observations sur la raie à ailes et le merlan ; réorganisation des circuits de distribution du poisson ; développement des coopératives de mareyage ; dossier européen ; harmonisation des conditions de la concurrence ; construction navale ; carnet de commande de la construction navale ; ses observations sur les chantiers de Saint-Nazaire et de la Ciotat ; transport des passagers par voie maritime ; aide des pouvoirs publics à la société pour le développement des aéroglisseurs marins ; ses observations sur le N 300 et le N 500 ; possibilité de prévoir un débat sur l'ensemble des problèmes de la marine marchande à intervalles réguliers* [23 octobre 1967] (p. 3996 à 3999) ; *formation professionnelle des syndics des gens de mer* (p. 4000) ; TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur les paroles de M. Hunault* [27 octobre 1967] (p. 4286) ; *transports terrestres ; transports de marchandises ; diversification des techniques ; dimensions des entreprises qui se partagent le marché des transports ; évolution des transports de voya-*

geurs; transports aériens; problème de la politique autoritaire de répartition des trafics; utilisation de la concurrence; réalisation d'une économie de marché à l'échelle européenne; problèmes de la S.N.C.F.; subvention d'équilibre; contributions conventionnelles que l'Etat accorde à la S.N.C.F.; convention entre l'Etat et la S.N.C.F.; tarifs de faveur; tarif de pondéreux; programme de commandes de wagons de la S.N.C.F. dans le cadre du Ve Plan; situation du personnel de la S.N.C.F.; procédure Toutée; situation du personnel de la R.A.T.P.; conditions de travail; retour à la semaine de quarante heures; abaissement des prix de revient; donner à la S.N.C.F. une plus grande autonomie; mise en place des groupements professionnels dans le domaine des transports routiers; réglementation des rapports entre transporteurs et auxiliaires des transports; application des conditions d'accès à la profession; redevance pour charges d'infrastructure; problèmes de personnel des transports routiers; retraite des chauffeurs routiers; problèmes posés par les transports par voies d'eau; nécessité de permettre à la batellerie d'affronter la concurrence dans de meilleurse conditions; question des transports urbains (p. 4287 à 4289); *circulation à Paris et dans la région parisienne; situation des usagers des transports en commun; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne; aménagement des parcs de stationnement à la périphérie de la capitale et au voisinage des gares de banlieue; investissements de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. banlieue; conditions de circulation des autobus; mise en service de la navette Défense-Etoile et de la branche Est; prolongement de la ligne 3 de la R.A.T.P. de Gambetta à Bagnolet; prolongement de la ligne 8 de Charenton-Ecoles au carrefour de l'Echat à Créteil; prolongement de la ligne 13 jusqu'à Saint-Augustin; problèmes relatifs à la Porte de la Villette; ligne de Sceaux; électrification des lignes Creil-Pontoise, Saint-Denis-Pontoise, Epinay-Persan-Beaumont; mise en souterrain de la gare d'Austerlitz; construction de blocs automatiques; acquisition de matériel roulant* (p. 4289, 4290); *problème du stationnement; question des tarifs; conditions de financement des transports en commun dans la région parisienne; modification des structures tarifaires; contributions de l'Etat et des collectivités locales versées à la R.A.T.P.; problème de la desserte d'Orly* (p. 4291); *question de la liaison ferroviaire entre la gare d'Orsay et Orly; politique européenne commune des transports; harmonisation des conditions de concurrence; politique commune des transports; création d'un institut de recherche de transports* (p. 4291, 4292); *problème de la hausse des tarifs des transports de la région parisienne; mesures en faveur des jeunes gens âgés de 11 à 14 ans fréquentant un établissement de l'enseignement secondaire; situation des personnes âgées* (p. 4293); *problème de la hausse des tarifs des transports routiers* (p. 4293); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Durée de la convention qui lie la société Air Inter à l'Etat; desserte de la Corse* [3 novembre 1967] (p. 4397); *ses observations sur les paroles de M. Neuwirth; participation possible du département et de la ville de Saint-Etienne à la couverture du déficit éventuel* (p. 4397); *ses observations sur les paroles de M. Jacques Hébert* (p. 4402); *situation générale du transport aérien français; ses observations sur Air France, l'U.T.A. et Air Inter; subvention accordée à cette compagnie* (p. 4406); *possibilité pour l'Etat de verser une participation à la compagnie Air Inter; conclusion d'accords bilatéraux avec l'Union soviétique et le Japon; répartition des droits de trafic entre la société Air France et l'U.T.A.; exploitation des lignes d'Asie-Polynésie et du Mexique-Chili; Airbus; problèmes de l'infrastructure et de l'équipement; formation aéronautique; question des effectifs; développement de l'activité des aéroports français; ses observations sur Orly-Sud, Orly-Ouest et Paris-Nord; problème de la desserte ferroviaire d'Orly; amélioration de la desserte routière; formation aéronautique; effectifs des pilotes français; besoins des compagnies françaises; possibilité de permettre un passage plus facile des pilotes militaires dans l'aviation civile; modes de formation des pilotes; école nationale de l'aviation civile; centre de Saint-Yan; dégrèvement des carburants utilisés par l'aviation générale; situation des aéro-clubs; diminution du nombre des brevets élémentaires ou de brevets de pilote d'avion privé délivrés par les aéro-clubs; augmentation du nombre des bourses et des primes; programmes « Concorde » et Airbus; détermination du maître d'œuvre du train d'atterrissage de l'Airbus; problème du bruit; possibilité d'envisager un nouveau débat dans le cadre des questions orales* (p. 4407 à 4409); après l'Art. 75 : *Application de l'article 41 de la Constitution; couverture du déficit de certaines lignes; rôle des*

collectivités locales; convention entre Air-Inter et l'Etat (p. 4416).

Ses observations sur l'aménagement de l'ordre du jour [14 novembre 1967] (p. 4938).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention additionnelle à la convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer (C.I.V.) du 25 février 1961, relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures des voyageurs, signée le 26 février 1966 : *Ses observations sur ce texte* [14 novembre 1967] (p. 4938);

— du projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1888 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales françaises : *Absence de discrimination entre la petite pêche et les autres* [14 novembre 1967] (p. 4940); *interdiction de la pêche aux navires étrangers dans une zone de douze mille mesurés à partir des lignes de base de la mer territoriale; ses observations sur la portion de la zone réservée comprise entre six milles et douze milles; enquête effectuée par le directeur des affaires maritimes de Bordeaux; problèmes posés par la base de tirs de Cazeaux* (p. 4940);

— du projet de loi sur la chasse maritime : *Nécessité d'appliquer de nouvelles dispositions à la chasse maritime* [18 avril 1968] (p. 1118); Art. 3 : *Cas des ostréiculteurs* (p. 1119); Art. 4 : *Modification du Conseil supérieur de la chasse; problème de l'interdiction d'utilisation du fusil à cinq coups au domaine public maritime* (p. 1119);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* [18 avril 1968] (p. 1124); *élaboration de la politique commune des transports* (p. 1124); Art. 4 : *Infraction en cas de dépassement de tonnage; dégradation de nos réseaux routiers; ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* (p. 1125); Art. 5 : *Dualité des sanctions; problème de la suppression des sanctions administratives; rôle de la commission des sanctions administratives; conseil supérieur des transports* (p. 1126).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives aux chantiers navals et à la marine marchande [3 mai 1968] (p. 1497, 1498, 1500, 1501, 1503).

CHAMBAZ (M. Jacques), *Député de Paris, 10e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires des hôtels et des maisons meublées, **n° 239** [1er juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Adaptation de l'enseignement aux nécessités de notre temps; situation matérielle et morale des enseignants et des personnels de l'Education nationale; situation des personnels techniques et administratifs; problème des agents de l'enseignement secondaire; cas des auxiliaires; des suppléants et des contractuels;*

problème des maîtres de collèges d'enseignement général; exemple des instituteurs des anciens départements de Seine et de Seine-et-Oise; carrière des assistants, maîtres assistants, maîtres de conférences, chargés de cours et professeurs de l'enseignement supérieur; réforme démocratique de l'enseignement; création de locaux et d'installation dotés du matériel nécessaire; exercices de travaux pratiques dans l'enseignement supérieur; réorganisation et développement des services administratifs; formation professionnelle des maîtres du premier degré; réforme du C.A.P.E.S. et des I.P.E.S.; manque de coordination des programmes; adaptation de l'enseignement; conception de la formation des maîtres; formation intellectuelle, physique, morale, civique et esthétique; formation des maîtres de langue vivante; exemple du russe; nombre insuffisant d'ingénieurs, de techniciens et d'enseignants; cas des enseignants du second degré et de l'enseignement supérieur; problèmes de l'agrégation; recrutement des écoles normales d'instituteurs; exemple du déplacement du recteur de Limoges [31 mai 1967] (p. 1460, 1461); *extension des pouvoirs des préfets sur l'Education nationale; rôle des enseignants* (p. 1462).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Introduction de la publicité de marques à la télévision; rôle du Parlement* [23 avril 1968] (p. 1262); *conséquences des mesures antisociales prises par le Gouvernement; problème de la sécurité de l'emploi; budget de l'O.R.T.F.; conséquences de l'introduction de la publicité de marques à la télévision sur la presse d'opinion; sélection des informations; revendications des personnels de l'Office; institution d'une auto-censure; contrôle de l'objectivité de l'information télévisée; indépendance de la presse; comptes rendus des travaux parlementaires; nécessité d'attribuer aux partis politiques et aux grandes centrales syndicales un temps d'antenne régulier; respect des règles professionnelles du journalisme; pouvoirs du conseil d'administration de l'Office; représentativité de ce conseil* (p. 1262 à 1265).

CHAMBRUN (M. Charles de), *Député de la Lozère, 2e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [4 avril 1968] (p. 1014).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (no 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (no 102) autorisant la ratification de la convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, du 18 mars 1965, **no 269** [2 juin 1967].

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Suède et en Norvège, **no 846** [30 mai 1968].

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant la ratification de la convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, du 18 mars 1965 : *Création d'un centre international pour les règlements des différends relatifs aux investissements* [13 juin 1967] (p. 1787).

CHANDERNAGOR (M. André), *Député de la Creuse, 2e circonscription (F.G.D.S.), Vice-Président de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission des affaires étrangères [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628).

Dépôts :

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 38 de la Constitution, **n° 224** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à la création d'un établissement public chargé de l'information et des études économiques, **n° 618** [19 décembre 1967].

Préside : la 2e séance du 19 avril 1967 (p. 721); la 2e partie de la séance du 28 avril 1967 (p. 907); la séance du 10 mai 1967 (p. 973); la 1re séance du 20 mai 1967 (p. 1171); la séance du 26 mai 1967 (p. 1347); la 2e séance du 7 juin 1967 (p. 1666); la 2e séance du 13 juin 1967 (p. 1783); la 2e séance du 20 juin 1967 (p. 1963); la 2e séance du 26 juin 1967 (p. 2196); la 3e séance du 30 juin 1967 (p. 2476); la 1re séance du 13 octobre 1967 (p. 3619); la 2e séance du 13 octobre 1967 (p. 3622); la 2e séance du 20 octobre 1967 (p. 3911); la 1re séance du 23 octobre 1967 (p. 3959); la 1re séance du 26 octobre 1967 (p. 4151); la 2e séance du 2 novembre 1967 (p. 4329); la 3e séance du 7 novembre 1967 (p. 4627); la 1re séance du 9 novembre 1967 (p. 4753); la 1re séance du 29 novembre 1967 (p. 5339); la 2e séance du 29 novembre 1967 (p. 5343); la 1re séance du 8 décembre 1967 (p. 5719); la 2e séance du 8 décembre 1967 (p. 5733); la 2e séance du 14 décembre 1967 (p. 5892); la 1re séance du 15 décembre 1967 (p. 5947); la 2e séance du 15 décembre 1967 (p. 5969); la 3e séance du 19 décembre 1967 (p. 6032).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur les paroles de M. Defferre relatives aux candidatures à la Commission spéciale pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Composition des groupes* [10 mai 1967] (p. 974).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre [20 mai 1967] (p. 1172).

Ses observations sur les paroles de MM. Christian Bonnet et Hubert Ruffe sur l'ordre du jour complémentaire [7 juin 1967] (p. 1667).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Duhamel [30 juin 1967] (p. 2476).

Ses observations sur les paroles de M. Guena lors du discours de M. Morillon sur le projet de loi de finances pour 1962 (Postes et télécommunications) [20 octobre 1967] (p. 3921).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Pierre Cot [20 octobre 1967] (p. 3922).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Marette sur son vote et celui de M. Mainguy sur la motion de renvoi en commission du projet de loi concernant l'amnistie [29 novembre 1967] (p. 5353).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Dreyfus-Schmidt [19 décembre 1967] (p. 6033).

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Crises du Viet-nam et du Moyen-Orient; question de la non-dissémination de l'arme atomique; droit à l'existence d'Israël; problème de l'accès à la mer et de la libre navigation pour Israël dans le golfe d'Akaba; attitude de neutralité du Gouvernement; amitié de la France envers les pays arabes; abandon moral d'Israël; embargo de livraisons d'armes aux belligérants; proposition d'une réunion des Quatre; décision des deux Grands; saisine de l'affaire par l'Assemblée générale des Nations Unies; bases d'un règlement du problème du Moyen-Orient;*

absence de solution militaire possible au Viet-nam ; politique d'endiguement par la force pratiquée par les Etats-Unis au Viet-nam; régime idéologique de Hanoï; discours à Pnom-Penh du Président de la République; droit des Vietnamiens à fixer librement leur sort; neutralité militaire des territoires vietnamiens; création, dans le cadre de l'O.N.U., d'un fonds international de relèvement des ruines et de développement du Viet-nam ; admission de la Chine à l'O.N.U.; succès de la politique gouvernementale auprès des pays du tiers monde; internationalisation de l'aide au tiers monde; problèmes de l'O.T.A.N.; relations de la France avec les pays de l'Est européen; question de la supranationalité [15 juin 1967] (p. 1857 à 1860); *ses observations sur les paroles de M. Couve de Murville* [16 juin 1967] (p. 1922).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : *Membres de la majorité ayant systématiquement accaparé les rapports* [22 mai 1968] (p. 2056, 2057); ses explications de vote : *Vote bloqué; amnistie des événements survenus en Algérie; ses observations sur les institutions françaises* (p. 2064).

CHAPALAIN (M. Jean-Yves), *Député de la Sarthe, 1re circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568).

Donne sa démission de membre de cette Commission [12 avril 1967] (p. 642).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [13 avril 1967] (p. 656), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à proroger pendant cinq années, à compter du 10 décembre 1967, les dispositions des articles 7 et 8 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, **n° 393** [30 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), Annexe n° 12 (Economie et Finances. — II. Services financiers), **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ECONOMIE ET FINANCES. — II. — SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur spécial: Crédits de fonctionnement des services financiers; développement de l'information économique; insuffisance de notre appareil statistique; recrutement du personnel; implantation des services financiers dans la région parisienne; problème de la formation et du recrutement des fonctionnaires; services extérieurs du Trésor; services fiscaux; problème de l'équipement; ses observations sur l'I.N.S.E.E.; comité d'équipement des services financiers; direction de la prévision; direction de la comptabilité publique; direction générale des impôts; fusion des régies sur le plan départemental; ses observations sur les centres des impôts; direction générale des douanes; situation du commerce extérieure; centre national du commerce extérieur; ses observations sur les expositions, notamment celle de Montréal; exposition d'Osaka* [4 novembre 1967] (p. 4470 à 4472);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa, paragraphe 2 de cet article* [14 décembre 1967] (p. 5905).

CHARIÉ (M. Pierre), *Député du Loiret, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

CHARLES (M. Pierre), *Député de la Côte-d'Or, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Inquiétude des viticulteurs des environs de Chagny en raison de l'éventuelle installation de deux cimenteries; dangers encourus par le vignoble de Bourgogne ainsi que par la ville thermale de Santenay* [8 novembre 1967] (p. 4700).

CHARRET (M. Edouard), *Député du Rhône, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973).

Est élu Vice-Président de cette Commission [2 avril 1968] (p. 973).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'Agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Est élu Vice-Président de cette Commission [15 mai 1968] (p. 1894).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer une compagnie d'experts judiciaires près chaque

cour d'appel et chaque tribunal administratif, et à réglementer l'emploi du titre d'expert judiciaire, **n° 36** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à interdire toute expulsion et éviction abusive des commerçants, industriels et artisans exerçant leur activité dans des immeubles édifiés sur des terrains loués nus et appartenant à un propriétaire différent de celui de l'immeuble et à étendre le bénéfice du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 aux locataires, sous-locataires, occupants de bonne foi des immeubles édifiés sur ces terrains loués nus, **n° 38** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à créer le « Mérite du sang », **n° 39** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 aux agents des services nationalisés et concédés des régies, des administrations et établissements publics à caractère industriel et commercial, **n° 46** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux chiropracteurs titulaires du diplôme de docteur en chiropractie d'exercer leur art, **n° 56** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi relative à l'organisation de la profession comptable et tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés et réglementant les titres et professions d'experts-comptables et de comptables agréés, **n° 168** [27 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), Annexe n° 18 (Intérieur et Rapatriés), **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, après l'Art. 20 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Expulsion et éviction abusive des commerçants, industriels et artisans exerçant leur activité dans des immeubles édifiés sur des terrains loués nus et appartenant à un propriétaire différent de celui de l'immeuble)* [26 juin 1967] (p. 2234); *ses observations sur son amendement* (p. 2234, 2235); *retrait de son amendement* (p. 2235); en deuxième lecture : *Expulsion des commerçants, industriels et artisans exerçant leur activité dans des immeubles édifiés sur des terrains loués nus appartenant à un propriétaire différent de celui de l'immeuble; hommage rendu à M. Sudreau; droits à indemnité des petits artisans et commerçants* [30 novembre 1967] (p. 5375, 5376);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Suppression de la taxe des carburants en faveur des aéro-clubs et des centres nationaux d'entraînement de vol à moteur; question des bourses; organisation de l'aviation légère* [3 novembre 1967] (p. 4403); INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur spécial: Crédits de paiement; autorisations de programme; organisation de la région parisienne; administration générale; recrutement d'auxiliaires; situation des attachés de préfecture; cas des officiers de police adjoints; situation des gardiens de la paix; renforcement des effectifs des corps urbains de police; recrutement par les municipalités, d'agents contractuels de police moyennant l'affectation aux communes du produit des contraventions de circulation; fusion des corps de police; cas des agents contractuels de police rapatriés d'Algérie; ses observations sur la rente attachée à la médaille d'honneur de la police; fonctionnement du premier centre d'instruction du corps de défense; finances des collectivités locales; problème des subventions; ses observations sur l'équipement urbain et la voirie; projet de loi relatif à la réforme des impôts directs locaux; budget des rapatriés; problème de l'indemnisation; rapport Lavigne; rôle de l'Agence de défense des biens et intérêts des rapatriés; difficultés de remboursement des prêts consentis en vue de faciliter le reclassement économique des rapatriés; indemnité de reconversion versée aux personnes âgées* [6 novembre 1967] (p. 4526, 4527); *ses observations sur les paroles de M. Pic; discussion des amendements* (p. 4539); *statut des officiers et des sous-officiers de police adjoints* (p. 4545, 4546); *ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 4574); après l'Art. 63 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4578); *ses observations sur l'amendement de M. Souchal* (p. 4579); après l'Art. 74 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Boulin à l'amendement de M. Jarrot* (p. 4580).

Mise au point au sujet de son vote et de ceux de MM. Herzog, Cousté et Guillermin sur les crédits du titre III de l'état B du budget du Ministère de l'Intérieur [8 novembre 1967] (p. 4673).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur la question préalable ; procédure de la modification des circonscriptions administratives territoriales* [1er décembre 1967] (p. 5480) ; *ses observations sur la motion de renvoi ; éclatement de l'arrondissement de Vienne ; opinion du conseil général de l'Ain ; information des députés* (p. 5497) ; Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le paragraphe III de l'amendement de M. Trorial à substituer aux mots « et Saint-Pierre-de-Chandieu » les mots « Saint-Pierre-de-Chandieu et Grenay »* (p. 5503) ; *désirs du conseil municipal de Grenay ; retrait de son sous-amendement* (p. 5506).

Mise au point au sujet de son vote et de celui de M. Perrot sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1968 [12 décembre 1967] (p. 5776).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Peyret et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments : *Portée du dernier alinéa de l'article unique ; remboursement des médicaments ; assuré social n'étant pas libre dans le choix de son pharmacien* [2 mai 1968] (p. 1425).

CHASSAGNE (M. Jean-Baptiste), *Député du Loiret, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Duvillard, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [16 mai 1967] (p. 1036) ;

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

CHAUVEL (M. Christian), *Député de la Loire-Atlantique, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

CHAUVET (M. Augustin), *Député du Cantal, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [26 octobre 1967] (p. 4216);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), Annexe n° 10 (Economie et Finances. — I. Charges communes); Annexe n° 34 (Comptes spéciaux du Trésor); Annexe n° 35 (Taxes parafiscales), **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 15 : *Problème du contrôle fiscal; délai de prescription; retrait de l'amendement qu'il avait déposé avec M. Rivain; simplification de la fiscalité; réforme de la fiscalité immobilière* [13 octobre 1967] (p. 3624, 3625); Art. 20 : *Fixation des forfaits en matière de taxe sur le chiffre d'affaires* (p. 3626, 3627); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ECONOMIE ET FINANCES. — I. CHARGES COMMUNES, en qualité de *Rapporteur spécial: Service de la dette publique; problème de la fonction publique; actions économiques et sociales de l'Etat; ses observations sur les bons sur formule et les bons en compte courant; crédits prévus pour le service de la dette extérieure; pensions et charges sociales pour le personnel en retraite; mesures nouvelles pour le personnel en activité; indemnité de résidence; cas des retraités des anciennes caisses locales d'Afrique du Nord et d'outre-mer; crédits d'action économique et sociale; ses observations sur les subventions pour le sucre, les céréales et les oléagineux; subvention au F.O.R.M.A.; actions de rénovation rurale; prime de localisation des activités tertiaires; prime spéciale d'équipement hôtelier; taux des anciennes primes de développement industriel; primes d'adaptation; situation des personnes âgées; fonds national de solidarité* [4 novembre 1967] (p. 4480 à 4482); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR, en qualité de *Rapporteur spécial: Comptes d'affectation spéciale; fonds national pour le développement des adductions d'eau; subventions afférentes aux travaux de traitement et d'évacuation des eaux usées dans les communes rurales; besoins des collectivités en matière d'équipement collectif; fonds forestier national; ses observations sur les opérations de reboisement; fonds de soutien des hydrocarbures; groupe E.R.A.P.; fonds spécial d'investissement routier; fonds de développement économique et social; financement des habitations à loyer modéré; fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; crédits d'intervention sur le marché du sucre; accroissement de la participation de l'Etat au financement de l'exportation des excédents de la production sucrière; fonds de soutien et de régularisation du marché des oléagineux fluides et alimentaires* (p. 4491 à 4493); Art. 44 : *Ses observations sur les amendements de M. Boulin* (p. 4495); après l'Art. 72 : *Ses observations sur la création d'un fonds d'expansion de la Corse* (p. 4496); TAXES PARAFISCALES, en qualité de *Rapporteur spécial: Tutelle des organismes bénéficiaires; contrôle économique et financier de l'Etat; contrôle parlementaire* (p. 4496); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Indemnité viagère de départ; modalités de son attribution; exploitation familiale; installation de jeunes cultivateurs; question des superficies de référence; problème des adductions d'eau* [8 novembre 1967] (p. 4704, 4705);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 : *Règles d'évaluation des biens imposables; modalités d'imposition de ces biens; prix des loyers; problème de la patente; situation des agriculteurs; valeur locative cadastrale; incidences fiscales des nou-*

velles évaluations; ses observations sur l'amendement de M. Mondon [22 novembre 1967] (p. 5152, 5153); Art. 3 : *Cas des propriétaires de locaux dont les loyers sont réglementés* (p. 5163); *hausse subie par les loyers réglementés entre la période actuelle et celle de la mise en application du nouveau texte* (p. 5165); Art. 6 : *Problème de la patente; distinction entre le sol et ce qui est sur le sol* (p. 5168); *valeur des terrains* (p. 5169); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe I de cet article à substituer aux mots « l'année suivant celle de l'achèvement de la construction. De même, en cas de démolition partielle », les mots « la troisième année suivant celle de l'achèvement de la construction sauf en ce qui concerne la contribution professionnelle pour laquelle les règles actuellement applicables à la contribution des patentes demeurent en vigueur. En cas de démolition partielle... »* (p. 5172); *ses observations sur les constructions nouvelles autres que les maisons d'habitation; cas des locaux artisanaux; nécessité de distinguer l'impôt sur la patente et l'impôt sur le foncier bâti* (p. 5172); *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 5173); *retrait de l'amendement déposé avec M. Limouzy* (p. 5173); *son amendement tendant après les mots « au titre de », à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa du paragraphe III : « la troisième année suivant celle de la création ou des changements, sauf en ce qui concerne la contribution professionnelle pour laquelle les règles actuellement applicables à la contribution des patentes demeurent en vigueur »* (p. 5174); *problème des constructions nouvelles* (p. 5174); Art. 13 : *Information des contribuables* (p. 5176).

CHAZALON (M. André), *Député de la Loire, 3e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés [29 juin 1967] (p. 2416).

Dépôts :

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à créer une vice-présidence de la République, par la revision des articles 6, 7 et 56 de la Constitution, **n° 334** [21 juin 1967].

Sa proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistants et assistantes de service social dans des services sociaux privés transformés en services sociaux publics ou dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, **n° 399** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 332 et L 333 du Code de la sécurité sociale relatifs aux conditions d'attribution de la pension de vieillesse, **n° 767** [3 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Objectifs du Ve Plan pour l'équipement sanitaire et social; protection maternelle et infantile; nombre de places de foyers de jeunes travailleurs ; lutte anticancéreuse; réforme des études médicales; fonds d'action sanitaire et social; revendications de la fédération nationale des mutilés du travail; âge de la retraite; situation du personnel de la formation professionnelle pour adultes* [26 octobre 1967] (p. 4159, 4160).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à l'unification du réseau basse tension pour l'énergie électrique [29 novembre 1967] (p. 5340, 5341).

CHAZELLE (M. René), *Député de la Haute-Loire, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [2 juin 1967] (p. 1591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J. O.* du 10 janvier 1968] (p. 384).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 313), adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des cours d'assises dans la région parisienne, **n° 378** [29 juin 1967].

Sa proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête relative au fonctionnement du pénitencier de Saint-Martin-de-Ré, **n° 532** [29 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 532) tendant à créer une commission d'enquête relative au fonctionnement du pénitencier de Saint-Martin-de-Ré, **n° 572** [12 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des cours d'assises dans la région parisienne, en qualité de *Rapporteur : Harmonisation des circonscriptions judiciaires et administratives; création d'une cour d'assises à Pontoise et d'une cour d'assises à Nanterre; règles de formation du jury dans les cours d'assises visées par le projet de loi* [1er juillet 1967] (p. 2550, 2551).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Octroi de l'indemnité viagère de départ à partir de 60 ans dans les zones spéciales de rénovation rurale; prix des veaux de boucherie* [18 octobre 1967] (p. 3784).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JUSTICE : *Réforme des greffes; ses observations sur les constructions nouvelles destinées à la région parisienne; carrière dans la magistrature; problèmes d'équipement; insuffisance du nombre des magistrats; constitution d'un corps intermédiaire; droit européen; expérience des tribunaux pour enfants; rôle d'un tribunal de la famille; procédure civile; activités du tribunal de commerce de la Seine; détention préventive; ses observations sur la mesure dite de la « mise à l'épreuve » ou de la « probation »; problème du rôle de la peine* [23 octobre 1967] (p. 3979, 3980); *problème de la création d'un corps intermédiaire servant de secrétariat permanent aux magistrats* (p. 3985); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème forestier; cas de la Haute-Loire; suppression de l'article 39 du projet de loi relatif aux impôts directs locaux; ses observations sur les régions agricoles défavorisées, notamment la région d'Auvergne; nomination d'un commissaire à la rénovation rurale* [8 novembre 1967] (p. 4715).

CHEDRU (M. Georges), *Député de la Seine-Maritime, 5e circonscription (R.I.).*

En remplacement de M. Bettencourt, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Diminution du revenu des agriculteurs ; ses observations sur le secteur de l'élevage ; problème de la vulgarisation agricole ; taxe sur la valeur ajoutée ; question des coopératives ; conditions d'agrément et de retrait pour les sociétés coopératives à forme commerciale* [8 novembre 1967] (p. 4717, 4718); *financement de la vulgarisation* (p. 4727).

Pose à M. le Ministre des Transports, une question orale, sans débat, relative aux chantiers navals et à la marine marchande [3 mai 1968] (p. 1496, 1499, 1500).

CHIRAC (M. Jacques), *Député de la Corrèze, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi.
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances.
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [13 avril 1967] (p. 656).

Est nommé Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou), décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Cesse d'être Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi.

Devient Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou), décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou), décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Répond à la question orale, avec débat, de M. Abelin, relative au reclassement du personnel français des bases américaines : *Gravité du problème de l'emploi ; installation d'entreprises nouvelles favorisées par la politique d'aménagement du territoire ; indemnité de licenciement versée par le Gouvernement au personnel licencié employé depuis moins de cinq ans ; reclassement du personnel licencié ; convention de formation signée avec les entreprises s'engageant à employer le personnel réadapté ; allocation pour les transferts dans la région parisienne ; préoccupation de M. Abelin à propos de la base de Châtellerault-Ingrandes ; intensification de la formation professionnelle ; développement régional ; efforts du Gouvernement pour favoriser la stabilité de l'emploi et l'expansion économique* [12 avril 1967] (p. 628, 629, 630); *volonté du Gouvernement d'aider à la recherche d'activités nouvelles dans le cadre d'un plan minimum de reconversion* (p. 636).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Picquot, relative au licenciement du personnel français dans les bases militaires du secteur Toul-Nancy [10 mai 1967] (p. 981, 982, 983).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives au problème de l'emploi : *Programme du parti communiste et ses conséquences financières ; nécessité de consulter les organisations professionnelles et syndicales ; problème de Verdun ; situation dans la région parisienne ; mutation profonde de l'économie française ; problème des jeunes ; formation professionnelle ; développement des moyens d'action du Fonds national de l'emploi (augmentation du taux de l'indemnité de transfert et de réinstallation) ; avantages annexes accordés pendant la formation professionnelle ; développement de l'information des travailleurs ; problème des bases alliées ; suppression progressive des abattements de zones ; âge de la retraite et rapport Laroque ; aide de l'Etat aux opérations de décentralisation et de reconversion ; nouvelles mesures en préparation dans le cadre des pouvoirs spéciaux* [26 mai 1967] (p. 1356 à 1362); *problème des*

travailleurs frontaliers; problème des cadres; implantation de sociétés nouvelles dans la région de Béziers; situation du Limousin (p. 1371, 1372).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Fonds national de l'emploi; fonds national de chômage; revalorisation du revenu de remplacement en cas de chômage complet; création d'une agence nationale pour l'emploi; amélioration des garanties sociales en faveur des travailleurs touchés par des licenciements; montant des subventions; formation professionnelle; ses observations sur le contenu des ordonnances; suppression des fonds communaux de chômage; revalorisation de l'allocation d'aide publique; extension du régime paritaire de l'assurance chômage; indépendance de l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce; rôle de l'Agence nationale pour l'emploi; création dans chaque département d'une section départementale de l'Agence; attribution de l'allocation de conversion aux travailleurs non licenciés et désireux de recevoir une formation professionnelle les préparant à l'exercice d'un métier pour lequel une pénurie de main-d'œuvre est constatée; ses observations sur les recommandations adressées par le Premier Ministre aux organisations professionnelles et syndicales; intéressement des travailleurs; institution des conseils d'administration paritaire dans les organismes de sécurité sociale; formation professionnelle des adultes; rôle de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes; situation des petites entreprises et de l'artisanat; promotion sociale de l'artisanat; accès des jeunes au marché du travail; amélioration de l'information et de l'orientation des jeunes demandeurs d'emploi à la sortie de l'école; adaptation des techniques de placement des jeunes; encouragement à la formation professionnelle; situation des cadres âgés; problèmes du travail féminin et des travailleurs handicapés; causes du chômage; ses observations sur la façon dont peuvent se cumuler l'indemnité spéciale, l'indemnité légale de licenciement et l'indemnité conventionnelle de licenciement* [25 octobre 1967] (p. 4105 à 4108); *nombre des chômeurs; Fonds national de l'emploi; Agence nationale de l'emploi; statut de ses personnels; régionalisation des actions du Fonds national de l'emploi; réadaptation professionnelle; cas où une entreprise ne veut pas signer une convention avec le Fonds national de l'emploi et risque de priver les travailleurs qu'elle licencierait des avantages qu'ils pourraient obtenir; possibilité de reporter la signature de cette convention à l'échelon de la fédération ou de l'organisation patronale locale ou régionale; ses observations sur les situations locales, notamment celle de la Lorraine; couverture du risque maladie pour les jeunes; cas des départements d'outre-mer; problèmes de l'emploi dans le Nord et le Pas-de-Calais; statut des personnels de l'association pour la formation professionnelle des adultes* [26 octobre 1967] (p. 4161 à 4163);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 67-581 du 13 juillet 1967 relative à certaines mesures applicables en cas de licenciement : *Ses observations sur ce texte; possibilité de substituer à la notion de stipulations conventionnelles la notion de conventions collectives* [15 mai 1968] (p. 1845); *amélioration des dispositions contenues dans les ordonnances* (p. 1846); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé pour la première phrase du deuxième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance du 13 juillet 1967 : « Les circonstances qui, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de conventions collectives, soit d'usages, soit de stipulations contractuelles, entraînent la suspension du contrat de travail... »* (p. 1847);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 67-578 du 13 juillet 1967 créant une Agence nationale pour l'emploi : *Situation dans les D.O.M.; structures de l'Agence dans les D.O.M.; suppression de la prise en charge des services de l'emploi par les conseils généraux* [15 mai 1968] (p. 1848, 1849); Art. 2 : *Son amendement tendant, avant le premier alinéa, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Toutefois, les insertions d'offres et de demandes d'emploi dans la presse sont autorisées sous réserve de l'application aux offres d'emploi des dispositions ci-après »* (p. 1849); *ne pas porter atteinte aux traditions de la presse*

(p. 1849); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa du texte proposé pour remplacer le deuxième alinéa de l'article 5 de l'ordonnance du 24 mai 1945 (Interdiction de faire publier de mauvaise foi dans un journal une insertion d'offres d'emploi ou d'offres de travaux à domicile comportant des allégations fausses)* (p. 1849); *ses observations sur son amendement* (p. 1849);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, relative au placement des artistes du spectacle : *Ses observations sur ce texte; problème du statut* [15 mai 1968] (p. 1850); avant l'Art. 1er : *Liens juridiques qui unissent les artistes et les entreprises de spectacles* (p. 1851); Art. 1er : *Amendement de M. Frédéric-Dupont étant contraire à l'article 55 de la Constitution* (p. 1852); *création d'organisations paritaires d'employeurs et de salariés prenant la forme de correspondants agréés de l'Agence nationale* (p. 1852); après l'Art. 1er : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Frédéric-Dupont* (p. 1853); Art. 4, 5 et après l'Art. 7 : *Ses observations sur les amendements de M. Frédéric-Dupont* (p. 1853, 1854).

Répond à la question orale, sans débat, relative à la situation de l'emploi dans les Hauts-de-Seine [17 mai 1968] (p. 1939, 1940).

Répond à la question orale, sans débat, relative au problème des jeunes sans travail [17 mai 1968] (p. 1941, 1942).

Répond à la question orale, sans débat, relative à l'emploi des jeunes [17 mai 1968] (p. 1945, 1946).

Répond à la question orale, sans débat, relative à la situation de l'emploi [17 mai 1968] (p. 1948, 1949).

Répond à la question orale, sans débat, relative au problème de l'emploi dans la Meuse [17 mai 1968] (p. 1950).

CHOCHOY (M. Bernard), *Député du Pas-de-Calais, 8e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à transférer au budget général de l'Etat la partie de la charge qui devrait lui revenir et qui est supportée jusqu'alors par le budget annexe des Postes et télécommunications, **no 722** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur les paroles de M. Sabatier; politique du logement des gouvernements de la Ve République; résultats obtenus sous la IVe République* [19 avril 1967] (p. 717, 718).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Inefficacité et injustice des procédures utilisées; problème de la construction; vocation des organismes d'H.L.M.; logements sociaux; loi du 7 août 1957; zones à urbaniser en priorité; impécuniosité des collectivités locales; nécessité d'augmenter l'aide de l'Etat; extension des périmètres urbains; reconquête des centres de villes par la rénovation urbaine; nécessité de créer dans les nouveaux quartiers, conjointement avec les logements, des emplois relevant des secteurs secondaires et tertiaires; principe d'une différenciation entre les schémas de structure et les plans d'occupation des sols; réforme de l'expropriation; question de la rétrocession des terrains; taxe d'équipement; contrats de progrès passés avec la profession du bâtiment; municipalisation des terrains; condamnation de la spéculation foncière; institution d'un impôt annuel foncier de récupération des plus-values latentes; nécessité d'abaisser le coût final du logement; création de la Caisse nationale autonome du logement* [20 juin 1967] (p. 1976 à 1979); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Schémas directeurs et schémas de secteurs devant être élaborés avec le concours des communes intéressées; nécessité d'éviter l'urbanisme clandestin* [22 juin 1967] (p. 2057); Art. 46 : *Taxe de régularisation des valeurs foncières; taxe d'équipement; suppression des « participations » des constructeurs aux dépenses*

d'équipement public [28 juin 1967] (p. 2326, 2327); Art. 50 : *Uniformité du taux de la taxe* (p. 2348); Art. 51 : *Ses observations sur l'amendement de M. Defferre* (p. 2349); Art. 62 : *Ses observations sur l'amendement de M. Defferre* (p. 2355); en seconde délibération, Art. 46 A : *Ses observations sur l'amendement de M. Debré* [1er juillet 1967] (p. 2527); en deuxième lecture : *Opposition du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste au projet de loi; problème de la construction de logements; coût unitaire du logement; création d'une caisse nationale autonome du logement; ses observations sur les « contrats de progrès »; questions foncières; prééminence de l'initiative publique dans le domaine urbain; création d'une taxe foncière annuelle sur la valeur en capital des terrains; modalités d'établissement et de revision des plans d'urbanisme; rôle des élus et des collectivités locales; ses observations sur le schéma directeur et le plan d'occupation des sols; insuffisances du projet de loi; dispositions relatives à la programmation financière; procédure de concession de l'usage de certains terrains urbains; financement des équipements urbains; imposition des plus-values foncières; taxe d'urbanisation; taxe d'équipement; droit au logement* [30 novembre 1967] (p. 5373 à 5375); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article (Rôle des schémas directeurs et des schémas de secteur d'aménagement et d'urbanisme)* (p. 5382) *ses observations sur son amendement* (p. 5382); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Cas des ports autonomes* (p. 5390, 5391); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Suppression de la prorogation du délai supplémentaire de deux ans accordé à l'administration* (p. 5392); Art. 52 : *Taxe locale d'équipement; établissement d'un titre de recette qui serait transmis directement au receveur municipal qui procéderait au recouvrement* (p. 5439); seconde délibération, Art. 10 : *Ses observations sur les districts urbains* (p. 5441); ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Son opposition à ce projet* (p. 5442).

Son rappel au Règlement : *Cataclysme qui s'est abattu sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais* [27 juin 1967] (p. 2285).

Mise au point au sujet de son vote sur l'article 15 de la première partie de la loi de finances pour 1968 [17 octobre 1967] (p. 3646).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur la grève des personnels des postes et télécommunications; insuffisance du budget; situation des agents des P.T.T.; revision de la situation des agents d'exploitation; réforme du statut des contrôleurs; cas des contrôleurs divisionnaires; fusion des emplois de préposé et de préposé spécialisé, d'agent technique et d'agent technique spécialisé; réforme du corps des ouvriers d'Etat; ses observations sur les indemnités; relèvement de la prime de résultat d'exploitation; indemnité de travail de nuit; situation des retraités des postes et télécommunications; majoration des tarifs du secteur des postes et télécommunications appelé « services financiers »; rôle de la Caisse nationale d'épargne; problème des taxes des télécommunications; déficit des chèques postaux; augmentation du taux de l'intérêt servi par le Trésor aux P.T.T. sur les fonds libres des chèques postaux; stagnation en matière téléphonique; autofinancement imposé aux postes et télécommunications; suppression des bureaux de poste dans les petites communes; création d'une compagnie nationale du téléphone; son hostilité à la gestion du téléphone par des entreprises privées; son vote sur ce budget* [20 octobre 1967] (p. 3923 à 3926); ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Sous-administration de certains départements; cas des départements du Nord et du Pas-de-Calais; comparaison entre les effectifs théoriques et les effectifs réels des principales administrations; direction de l'action sanitaire et sociale; ses observations sur les catégories A, B, C et D; services de santé scolaire; mortalité infantile; direction du travail et de la main-d'œuvre; inspection académique; direction départementale de l'équipement* [4 novembre 1967] (p. 4485, 4486); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur l'aspect social du problème du logement; rénovation urbaine; financement de la construction des H.L.M.; ses observations sur l'opération « la petite Bourgogne » à Montréal; groupement interministériel foncier; programmes sociaux de relogement; cas du département du Pas-de-Calais; ses observations sur le potentiel disponible de logements neufs; évolution des prix de revient de la construction des loyers d'H.L.M. et des charges d'amortissement; problème de l'accession à la propriété; allocation logement; modification des*

systèmes de financement de la construction d'H.L.M. [9 novembre 1967] (p. 4797 à 4799); seconde délibération, Art. 55 : *Attribution de deux mille logements supplémentaires construits au titre du P.S.R. aux villes qui furent le plus gravement sinistrées durant la dernière guerre; cas du département du Pas-de-Calais ; programme social de relogement* (p. 4908); en troisième et dernière lecture, ses explications de vote : *Vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* [8 décembre 1967] (p. 5759);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 15 : *Situation des propriétaires sinistrés; possibilité pour eux de contracter des prêts spéciaux d'une durée de quinze ans et d'obtenir des bonifications d'intérêt pour l'amortissement de leurs prêts; cas des personnes âgées* [23 novembre 1967] (p. 5212);

— du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites : *Ses observations sur les travaux de remise en état de la citadelle de Montreuil-sur-Mer* [6 décembre 1967] (p. 5619); Art. 2 : *Contributions des départements; restauration de la citadelle de Montreuil-sur-Mer* (p. 5626);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Ses observations sur le budget annexe des postes et télécommunications; sa question écrite au Ministre des P.T.T.; prime d'exploitation; conditions de travail des agents des P.T.T.; indemnité de panier; indemnité pour travail de nuit; indemnité de gérance et de responsabilité; rôle de la caisse nationale d'épargne* [9 mai 1968] (p. 1688, 1689).

CHRISTIAENS (M. Louis W.), *Député du Nord, 1re circonscription (appar. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569).

Donne sa démission de cette Commission [18 avril 1967] (p. 679).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [18 avril 1967] (p. 679), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

Cesse d'appartenir à cette Commission [8 décembre 1967] (p. 5760).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J. O.* du 15 février 1968] (p. 1705).

CLAUDIUS-PETIT (M. Eugène), *Député de la Loire, 4e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [25 mai 1967] (p. 1327).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [25 mai 1967] (p. 1327), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission

mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à abolir la peine de mort en France, **n° 191** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'im, meubles et à en préciser certaines dispositions- **n° 301** [9 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Ses observations sur les paroles de M. Bozzi; augmentation du prix des terrains* [20 juin 1967] (p. 1954, 1955); *temps de parole d'un député non inscrit* [21 juin 1967] (p. 2001); *réalisation de l'opération le Mirail à Toulouse; ses observations sur les bidonvilles des grandes agglomérations; loi sur les dommages de guerre; impôt foncier unique* (p. 2001, 2002); *zones d'aménagement concerté; responsabilités des architectes; coefficients d'urbanisation des sols; redevances d'équipement; taxe de régularisation; méthodes de calcul de l'indemnité d'expropriation; bail à la construction; hausse des valeurs foncières; impôt foncier réel* (p. 2002 à 2004); *réforme des finances locales* (p. 2004); *ses observations sur les paroles de M. Fanton; définition de ce qu'est un terrain insuffisamment bâti ou mal bâti* (p. 2012); *ses observations sur les paroles de M. Ortoli; garanties données aux expropriés; rôle du préfet* [21 juin 1967] (p. 2027); *ses observations sur les paroles de M. Debré; prix des terrains et de la construction* (p. 2030); Art. 1er : *Droit au logement* (p. 2034, 2035); Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Plans directeurs d'urbanisme* (p. 2037); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les agences d'urbanisme* [22 juin 1967] (p. 2055); Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Defferre* (p. 2064); *application de la loi du 4 août 1962* (p. 2066); Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Sa question de savoir ce qu'est un programme d'intérêt national* (p. 2077); *ses observations sur la mise en valeur de la région du Languedoc* (p. 2078); *nécessité de ne pas confondre le schéma directeur et le plan provisoire d'occupation* (p. 2078, 2079); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Cas de la région parisienne; problème du sursis à statuer* (p. 2082); *ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 2084); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Eviter une disparité de traitement entre les propriétaires* (p. 2085); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur le délai de trois ans* (p. 2086); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les « prescriptions d'architecture »* [26 juin 1967] (p. 2175); *coefficient d'occupation des sols* (p. 2176); *complexité du mécanisme de l'offre et de la demande sur le marché des terrains* (p. 2176); *coût de la construction* (p. 2178); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Rôle du maire; ses observations sur les groupements d'études* (p. 2180, 2181); Art. 3 : *Ses observations sur les servitudes non assorties d'indemnisation au profit des propriétaires des terrains frappés; servitude pour cause d'utilité publique* (p. 2189); *schéma directeur n'étant pas opposable aux tiers* (p. 2190); après l'Art. 6 : *Nécessité de sauvegarder la nature* (p. 2194); Art. 8 : *Crédits de subvention prévus par le Plan au titre de la rénovation et de la restructuration du centre des villes; différence du coût des opérations entre le lancement des zones à urbaniser en priorité et leur achèvement* (p. 2201, 2202); son rappel au Règlement : *Ses observations sur son sous-amendement*

(p. 2202); Art. 9 : *Crédits de l'agence foncière de la région parisienne; crédits destinés à l'acquisition de réserves foncières* (p. 2204); *son amendement tendant à compléter cet article par un deuxième alinéa : « Un quart de ce programme est affecté aux acquisitions foncières bâties ou non des zones d'aménagement différé situées dans le centre des agglomérations »* (p. 2204); *rénovation et restructuration urbaines* (p. 2204); *intérêt d'une zone d'aménagement différé dans le centre d'une ville* (p. 2205); *retrait de son amendement* (p. 2205); *ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 2209, 2210); avant l'Art. 13 : *Création d'un service foncier; ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 2214, 2215); *organisme rénovateur pouvant être mandataire d'une commune* (p. 2215); après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Création d'un établissement public chargé d'achever la rénovation du cadastre, d'établir un livre foncier, de procéder aux acquisitions foncières et immobilières)* (p. 2215, 2216); *établissement d'un livre foncier permettant l'identification rapide des biens et des titulaires des droits; retrait de son amendement* (p. 2216, 2218); Art. 14 : *Problème de l'expropriation; question des garanties; rôle du préfet* (p. 2224); après l'Art. 15 : *Ses observations sur la notion de reconstitution à l'identique* (p. 2229); après l'Art. 20 : *Ses observations sur les bidonvilles* (p. 2235); après l'Art. 21 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rabourdin* (p. 2237); *indemnisation des expropriés; problème des immeubles que détiennent les armées* (p. 2237, 2238); après l'Art. 25 : *Constitution par le préfet d'associations foncières urbaines; retrait de l'amendement de M. Bozzi* (p. 2241); après l'Art. 32 : *Propriétaires pouvant bloquer l'opération de rénovation* (p. 2243); après l'Art. 34 : *Permis de construire; zones d'aménagement concerté* [27 juin 1967] (p. 2268); après l'Art. 45 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Création de zones de réserves foncières)* (p. 2279, 2280); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Institution d'une procédure d'acquisition à terme par voie amiable ou par voie d'expropriation)* (p. 2280); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Concession d'un droit d'usage dans les zones de réserves foncières)* (p. 2280); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Délai dans lequel l'expropriant devient propriétaire du sol et des constructions)* (p. 2280); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Expropriation à terme donnant lieu au paiement annuel d'une indemnité, sa fixation)* (p. 2280); *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Des décrets en Conseil d'Etat fixeront les modalités d'application des articles A à E ci-dessus »* (p. 2280); *problème des servitudes qui frappent des terrains; création de réserves foncières; établissement d'une procédure d'expropriation à terme, échelonnée dans le temps, assortie d'une concession au propriétaire des lieux pour qu'il reste sur place* (p. 2280, 2281, 2282); *réforme du logement des travailleurs; retrait de ses amendements* (p. 2282); avant l'Art. 46 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Institution d'un impôt foncier au profit des collectivités locales)* (p. 2288); *ses observations sur son amendement; impôt d'Etat sur les successions et mutations; taxe d'urbanisation sur le foncier non bâti ou mal bâti; impôt sur les plus-values; taxe locale d'équipement; enchérissement des sols et de la construction; écart entre les loyers des immeubles neufs et ceux des immeubles anciens; fixation du taux de la taxe locale d'équipement; problème de l'unicité de l'impôt; objet de l'impôt foncier; question des tarifs de la R.A.T.P.; rôle social des propriétaires; politique globale des loyers; problème de l'expropriation; fixation de l'indemnité d'éviction; rénovation des quartiers vétustes; publicité du livre foncier; cas du Mirail de Toulouse* (p. 2288 à 2291); *loi sur les prêts spéciaux du Crédit foncier; suppression du prêt fixe à la construction* (p. 2291, 2292); *ses observations sur le problème des participations* (p. 2301); *renchérissement des loyers; création d'un impôt foncier* (p. 2301); avant l'Art. 46 : *Taxe foncière urbaine; surtaxe d'urbanisation* [28 juin 1967] (p. 2325); Art. 46 : *Problème des « participations »; taxe locale d'équipement; ses observations sur le déroulement du débat* (p. 2328, 2329); son rappel au Règlement (p. 2329), Art. 49 : *Possibilité de faire payer en capital les équipements à ceux qui construisent des logements* (p. 2340); *problème des participations* (p. 2341); seconde délibération, Art. 46 A : *Marasme de la construction; taxe locale d'équipement; définition de la valeur du domaine bâti et non bâti; hausse sur les terrains et sur la construction; crédits affectés aux études d'urbanisme* [1er juillet 1967] (p. 2522, 2523); en deuxième lecture : *Equipement des sols*

dans les zones d'aménagement concerté; montant de la subvention accordée par logement détruit; nécessité d'une véritable réforme foncière [30 novembre 1967] (p. 5375); *plan d'occupation des sols dans un canton à vocation rurale; schéma directeur; ses observations sur la priorité donnée au problème de la circulation; aménagement rural* (p. 5379); Art. 11 : *Etablissement par les communes d'un plan d'occupation des sols; rôle du conseil général* (p. 5381); Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Trorial* (p. 5384); *et sur celui de M. Triboulet* (p. 5385); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Cas où une commune achète la totalité des terrains réservés qu'elle n'utilisera que dans quinze ou vingt ans* (p. 5392); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Retrait du sous-amendement déposé par M. Rémy Montagne à l'amendement de M. Bozzi* (p. 5397); *problème de la surdensité; question des dérogations* (p. 5398); Art. 10 : *Politique des réserves foncières* (p. 5408); Art. 13 : *Ses observations sur les districts* (p. 5409); Art. 15 *bis : Conséquences de la rénovation urbaine; problème des indemnités* (p. 5410); Art. 21 : *Etablissement d'une réserve foncière le long du Rhin entre Colmar et Huningue* (p. 5414); *ses observations sur les paroles de M. Fanton* (p. 5416); *réforme de l'expropriation; mode de fixation des prix; déclaration annuelle de la valeur de la propriété; sa question de savoir pourquoi on ne déclarerait pas le capital* (p. 5417); Art. 32 *quater : Ses observations sur les servitudes inscrites dans les plans d'urbanisme* (p. 5420); Art. 33 *bis : Indication d'un établissement appartenant à l'administration des P.T.T. et qui a été édifié à Grenoble avec dispense du permis de construire* (p. 5423); après l'Art. 36 : *Problème de la prise en considération de la valeur agronomique du sol et de la valeur du site* (p. 5425); Art. 37 : *Concessions immobilières* (p. 5428); Art. 48 : *Ses observations sur les « villes ouvrières »* (p. 5435); en seconde délibération, Art. 10 : *Ses observations sur les districts urbains* (p. 5441); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Etablissement des plans d'urbanisme* [15 décembre 1967] (p. 5977);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amélioration de l'habitat, Art. 5 : *Coût des travaux; question de l'amortissement des travaux* [23 juin 1967] (p. 2138);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi nº 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions, et sur celle de M. Wagner relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction : *Ses observations sur l'obligation, pour les divers participants à la construction, de contracter des assurances destinées à les couvrir des garanties qui leur étaient assignées par la loi; report de la mise en application du texte* [23 juin 1967] (p. 2140); Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Indication de ce qui n'est pas considéré comme des versements au sens du présent article)* (p. 2144); *sécurité des acquéreurs; dépôts effectués dans les comptes d'épargne-logement* (p. 2144); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 19 de la loi du 3 janvier 1967 par l'amendement de M. Delachenal : « ainsi que les cas dans lesquels le vendeur devra faire garantir par un tiers l'une ou l'autre des obligations auxquelles il est lui-même tenu en vertu de l'article 7-d »* (p. 2145); *garantie d'achèvement de l'immeuble ou de remboursement des versements effectués* (p. 2145); *retrait de son sous-amendement* (p. 2145);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de MM. Krieg, de Grailly et Peretti tendant à modifier l'article 33 du Règlement, Article unique : *Ses observations sur les députés n'appartenant à aucun groupe* [1er juillet 1967] (p. 2515);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 7 : *Réduction de l'imposition des vins* [17 octobre 1967] (p. 3652); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JUSTICE : *Ses observations sur les paroles de M. Sabatier* [23 octobre 1967] (p. 3963) *et sur celles de M. Chazelle* (p. 3980); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les paroles de Mme Ploux* [26 octobre 1967] (p. 4208); *qualité des bâtiments scolaires; responsabilités de l'architecte sur le plan de l'éducation et de la psychologie; rôle du service de groupement des achats mobiliers* (p. 4215); AFFAIRES CULTURELLES : *Problèmes du Marais;*

ses observations sur l'architecture d'accompagnement; rôle des maisons de la culture; absence de contact entre la culture et le monde ouvrier; répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales [9 novembre 1967] (p. 4769, 4770); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Schémas directeurs; problème du logement; aménagement du territoire; problème des communications; crédits de rénovation urbaine; réserves foncières; ses observations sur les Z.U.P.; répartition des crédits; répartition des logements aidés; modification de l'allocation logement; ses observations sur les P.S.R.; nécessité de permettre aux organismes d'H.L.M. la construction de programmes réellement sociaux; cas de la région parisienne* (p. 4811, 4812); *ses observations sur le port de La Rochelle-La Pallice* (p. 4829); *possibilité de prévoir dans les zones à urbaniser en priorité une place importante pour la réalisation de maisons individuelles; ses observations sur les bidonvilles* (p. 4831, 4832); en seconde délibération, Art. 55 : *Ventes d'immeubles construits avec des garanties financières d'achèvement; régime fiscal privilégié appliqué aux ventes conformes aux prescriptions du décret de droit civil* [10 novembre 1967] (p. 4908, 4909);

— du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites : *Protection des sites; destruction du petit bureau de poste que les P. et T. ont édifié à Grenoble à la limite du village olympique; ses observations sur la colline de Ronchamp, la vallée du Gard, l'église de Saint-Nectaire; installation d'une distillerie dans la grande courbe de Vernon; ses observations sur les blockhaus; efforts de l'abbé Martel dans le Lubéron; illumination de Paris* [6 décembre 1967] (p. 5622 à 5624); Article additionnel : *Ses observations sur les permis de construire dans les petites communes rurales* (p. 5630).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale, avec débat, relative aux problèmes du logement [15 décembre 1967] (p. 5948) : *Politique générale de construction et d'urbanisme; problème des transports en commun; développement périphérique des agglomérations et restructuration du centre des villes; travaux extérieurs et intérieurs à Paris; construction de garages; incohérence des règles d'urbanisme; financement des H.L.M.; politique de réserves foncières; expropriations à terme* (p. 5953 à 5956); *Z.U.P.; rénovation urbaine ; village olympique de Grenoble ; politique des loyers; P.S.R.* (p. 5967).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône, ses explications de vote : *Conséquences de la loi créant les communautés urbaines; son vote sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6034).

CLÉRICY (M. Paul), *Député des Alpes-Maritimes, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Nécessité de fonder une politique des jeunes sur le dialogue et sur la participation; régime actuel tendant vers l'autoritarisme; absence de problèmes spécifiques des jeunes; analyse des propositions du Gouvernement; inorganisation de plus de 80 % de la jeunesse; rupture du dialogue avec les associations représentatives; création de mythes; déformation de l'activité des loisirs; dialogue du Gouvernement avec l'U.N.E.F.; étudiants de la cité universitaire souhaitant une véritable cogestion; goût des responsabilités des jeunes; ses observations sur les maisons de la culture; problème des équipements matériels; orientation professionnelle; inquiétude des étudiants; fonctionnement du haut comité de la jeunesse; rôle de la commission « armées-jeunesse »; rôle de la commission « coopération » et de la commission « animation »; conseils régionaux de la jeunesse; union nationale des centres de plein air; Cogedep; Fonjep; problème de la cogestion* [24 mai 1967] (p. 1264 à 1266).

Prend part à la discussion du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Distinction entre l'amnistie et la grâce amnistiante; rôle du Chef de l'Etat; amnistie totale* [28 novembre 1967] (p. 5288); *expression de la volonté parlementaire; champ d'application de la loi; problème de la responsabilité* (p. 5288 à 5290); *ses observations sur les paroles de M. Joxe* (p. 5290).

CLOSTERMANN (M. Pierre), *Député des Yvelines, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à réintégrer les agents diplomatiques et consulaires déportés ou internés de la Résistance ou révoqués pour leur attitude patriotique, ou engagés volontaires des guerres 1914-1918 et 1939-1945, ou grands mutilés, qui ont été l'objet d'une mise à la retraite par anticipation, **n° 262** [1er juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426) (Ministère des armées. — Air), **n° 469** [19 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Chronologie des événements du Moyen-Orient entre le 30 mai et le 5 juin 1967; rôle de la France pour construire la paix; attitude de l'O.N.U. lors de la crise du Moyen-Orient* [16 juin 1967] (p. 1920, 1921).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Avenir de l'armée de l'air; rôle des services techniques de l'armée de l'air; problèmes de renouvellement du matériel; ses observations sur le Mirage III, le Jaguar, l'avion à géométrie variable franco-britannique, le F 3 biréacteur, le F 2, le F 1, l'Atar, le Concorde; problème du mach 3* [24 octobre 1967] (p. 4034, 4035).

COINTAT (M. Michel), *Député de l'Ille-et-Vilaine, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 97) adopté par le Sénat, prorogeant certains baux ruraux consentis au profit des rapatriés, **n° 125** [19 avril 1967].

Sa proposition de loi relative à l'aménagement de l'indemnité viagère de départ en agriculture, **n° 434** [10 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, autorisant l'Etat à exécuter les travaux d'infrastructure de drainage des terres humides, **n° 457** [10 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission

de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 67) de MM. Voisin et Lepage, tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine Vouvray, **n° 458** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi relative à la régionalisation des crédits en agriculture, **n° 472** [25 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 566), adoptée avec modification par le Sénat, en deuxième lecture, autorisant l'Etat à exécuter les travaux d'infrastructure de drainage des terres humides, **n° 583** [14 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 578) autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, **n° 603** [19 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Cycle de production de la viande de bœuf ; système de sa cotation ; écart existant entre le prix français et le prix européen ; seuil de déclenchement des achats de la S.I.B.E.V. ; régionalisation de la cotation ; création d'un service des nouvelles du marché et d'une commission officielle des cours à Fougères* [12 avril 1967] (p. 617, 618).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, prorogeant certains baux ruraux consentis au profit des rapatriés, en qualité de *Rapporteur : Problèmes posés par les rapatriés ; répartition des modes d'exploitation des rapatriés installés dans l'agriculture métropolitaine ; leurs investissements importants ; possibilité pour le bailleur de reprendre la propriété à son profit ou au profit d'un de ses descendants ; réforme du mode d'indemnisation du preneur sortant pour les améliorations apportées au fonds ; projet de loi prorogeant de trois ans les baux consentis aux rapatriés ; cas des baux déjà venus à expiration* [27 avril 1967] (p. 857, 858) ; Art. 1er : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « et arrivés à expiration », les mots « arrivés à expiration et non renouvelés »* (p. 858) ; *son amendement tendant dans le troisième alinéa de l'article premier à substituer aux mots « le bailleur aura », les mots « les parties auront »* (p. 858) ; *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article premier, après les mots « conformément à la réglementation en vigueur » à insérer les mots « en matière de renouvellement de bail »* (p. 858) ;

— du projet de loi modifiant les articles 384 et 385 du Code rural : *Son désir de connaître la différence entre le « préposé des eaux et forêts » et l'« agent assermenté de l'office national des eaux et forêts »* [27 avril 1967] (p. 862) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, sur les assurances maritimes, Art. 25 : *Ses observations sur cet article* [11 mai 1967] (p. 1010) ; Art. 2 (suite) : *Problème de l'application de la loi ; ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; assureur ne garantissant pas la faute intentionnelle du capitaine* (p. 1012).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, avec débat, relative à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [2 juin 1967] (p. 1572) : *Décret du 23 mai réglant la question de l'imposition des stocks ; mesures envisagées par le Gouvernement pour donner un coup de fouet aux transactions ; acceptation du principe de la T.V.A. par nos partenaires du Marché commun ; régime fiscal envisagé entre le 1er juillet et le 1er janvier 1970* (p. 1576, 1577).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 1er : *Ses observations sur l'état des lieux ; rendement moyen des cinq dernières années* [13 juin 1967] (p. 1771) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 847 du Code rural : « En cas de cession du bien loué, soit par adjudication, soit de gré à gré, les conditions de vente doivent mentionner la nature... »* (p. 1772) ; *information de l'acheteur ; possibilité d'assurer une publicité des améliorations apportées aux ventes ; cas de cession de gré à gré* (p. 1772) ;

ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure (p. 1772); Art. 3 *bis: Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé pour l'amendement de M. Kléber Loustau pour la fin du troisième alinéa de l'article 847-1 du Code rural après le mot « amélioration » à insérer les mots « de la rentabilité »* (p. 1776); *ses observations sur le terme « productif »* (p. 1776);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur le délai de trois ans* [22 juin 1967] (p. 2086); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2089); *sauvegarde des bois et des forêts dans les régions urbaines et suburbaines; comparaison de la situation française avec celle des pays européens* (p. 2089); *disparition des surfaces boisées* (p. 2090, 2092); Art. 13 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article: « Dans le centre des villes, à l'intérieur... »* [26 juin 1967] (p. 2214); après l'Art. 16 : *Son amendement tendant après cet article à insérer le nouvel article suivant: « Il est inséré dans l'ordonnance du 23 octobre 1951 un article 21* bis : *« La collectivité expropriante peut, à tout moment, sur simple délibération, interrompre la procédure d'expropriation. Toutefois, la disposition de l'article 14 reste applicable »* (p. 2232); *fixation des indemnités destinées aux expropriés* (p. 2232); Art. 21 : *Ses observations sur l'existence d'une réserve foncière* (p. 2236); Art. 41 : *Cas de non-renouvellement du contrat par suite du refus du propriétaire; exemple d'un commerce d'intérêt général* [27 juin 1967] (p. 2277, 2278); avant l'Art. 46 : *Ses observations sur la taxe foncière urbaine et la surtaxe annuelle de récupération des plus-values* [28 juin 1967] (p. 2325); ses explications de vote : *Surtaxe d'urbanisation; nécessité d'inciter les propriétaires à vendre leurs terrains ou à les mettre en valeur* (p. 2325); *retrait des sous-amendements de M. Pisani* (p. 2326); en deuxième lecture, Art. 21 : *Reclassement des agriculteurs en cas d'expropriation avec remembrement; différence existant entre l'expropriation pour constitution de réserves foncières et l'expropriation consécutive à des opérations de remembrement* [30 novembre 1967] (p. 5413, 5414); *ses observations sur les réserves foncières* (p. 5415); *ses observations sur les S.A.F.E.R.* (p. 5416);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, après l'Art. 9 : *Ses observations sur la suppression de la dérogation pour le poisson* [12 octobre 1967] (p. 3586); Art. 9 : *Eviter que l'application du nouveau régime de la T.V.A. n'aboutisse à deux discriminations entre les agriculteurs et les autres secteurs socio-économiques de la nation et entre les différents secteurs de la production agricole; ses observations sur le bétail et l'élevage; organisation économique des agriculteurs; politique de la qualité; ristourne d'un point supplémentaire pour les volailles et les porcs commercialisés par l'intermédiaire de groupements de producteurs* [17 octobre 1967] (p. 3659, 3660); Art. 9 : *Remboursement forfaitaire; régularisation des marchés; ses observations sur les groupements de producteurs de porcs; rôle du F.O.R.M.A.* (p. 3672); *exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour les animaux vivants;* finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R. (p. 3673); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Part du revenu agricole dans le revenu national; produit brut de l'agriculture; répartition des crédits; problème de l'équipement; questions sociales; problème de la détaxe de l'essence pour l'agriculture* [8 novembre 1967] (p. 4654); *répartition des crédits entre les différents secteurs; régionalisation des interventions publiques; service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité; contrôle des produits importés* (p. 4655); en seconde délibération, après l'Art. 8 : *Application de la T.V.A. à l'agriculture; taxes sur la viande; ses observations sur l'industrie laitière; problème des vins doux naturels; question des banyuls* [10 novembre 1967] (p. 4916); *situation des exploitants agricoles assujettis à la T.V.A.; date du dépôt de la déclaration* (p. 4920).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Situation paradoxale de l'élevage expliquant la journée du 2 octobre en Bretagne; déséquilibre entre les revenus procurés par les productions animales et ceux procurés par les productions végétales; insuffisance de l'organisation des producteurs (exemple des Hollandais); nécessité de rapprocher les prix des produits des différents secteurs agricoles; attribution d'une aide discriminatoire de l'Etat tenant compte de la disparité entre les*

régions françaises; « régionalisation des crédits »; industrialisation des régions agricoles à forte pression démographique [18 octobre 1967] (p. 3730, 3731, 3732).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, autorisant l'Etat à exécuter les travaux d'infrastructure de drainage des terres humides, en qualité de *Rapporteur: Coût du drainage; difficulté de grouper les propriétaires; manque d'informations; ses observations sur les travaux des collecteurs principaux et secondaires; possibilité pour l'Etat de se charger d'un certain nombre de chantiers expérimentaux* [21 novembre 1967] (p. 5112, 5113); Article unique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « Art. 151-1 » les mots « Art. 151-3 »* (p. 5113); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 151-1 du Code rural (Travaux déclarés d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat étant remis gratuitement aux associations syndicales ou aux collectivités publiques en vue de leur exploitation et de leur entretien)* (p. 5113); *ses observations sur la loi du 7 mars 1963* (p. 5114); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 151-1 du Code rural à substituer aux mots « à l'association syndicale autorisée ou forcée prévue à l'article 147, du Code rural » les mots « aux associations ou collectivités visées à l'alinéa ci-dessus »* (p. 5114); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de la deuxième phrase du cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 151-1 du Code rural (Aide financière en cas de réalisation de travaux complémentaires ou d'extension ultérieurs)* (p. 5114); *suppression des subventions lorsque l'Etat prend à sa charge les travaux de collecteurs ou d'émissaires* (p. 5114); *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 151-1 du Code rural* (p. 5114); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6042);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, après l'Art. 4 : *Exonération de la contribution des patentes en faveur des aviculteurs; situation des producteurs de poussins* [23 novembre 1967] (p. 5206); avant l'Art. 30 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « L'article 7 de la loi n° 66-948 du 22 décembre 1966 est complété par l'alinéa suivant: « Ces décimes supplémentaires pourront également être affectés aux dépenses d'amortissement des emprunts contractés par les chambres des métiers pour la construction d'immeubles destinés à leur service »* (p. 5214);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, en qualité de *Rapporteur: Protection des obtenteurs de nouvelles variétés végétales; ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6042);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Fiscalité frappant l'agriculture; extension du régime de la T.V.A. à l'agriculture; taxe de circulation sur les viandes; extension du régime de la T.V.A. aux ventes d'animaux sur pied; prix d'orientation de la viande bovine; prix d'intervention de la S.I.B.E.V.; commerce du bétail vivant; rôle du F.O.R.M.A.* [9 mai 1968] (p. 1682 à 1684);

— du projet de loi relatif à l'exploitation du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, Art. 2 : *Champ d'application de la loi; exploration du fond de la mer; exploitation de ses ressources naturelles; mise en valeur industrielle et biologique du « plateau continental »* [15 mai 1968] (p. 1836, 1837); *culture de végétaux sous-marins* (p. 1837); *retrait de son amendement déposé avec M. Lemaire* (p. 1837); *notion d'établissement de pêche* (p. 1837); *ses observations sur le sous-amendement de M. Olivier Guichard* (p. 1838).

COMBRISSON (M. Roger), *Député d'Essonne, 1re circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions du Livre IV du Code de l'administration communale relatives aux traitements du personnel communal, aux échelles indiciaires et à l'avancement (agents à temps complet et personnel permanent à temps non complet), **n° 620** [19 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Solidarité des petits commerçants; V^e Plan prévoyant une diminution du nombre des établissements commerciaux; craintes des petits commerçants devant le processus de concentration économique; attitude de la confédération générale des petites et moyennes entreprises; extension de la taxe sur la valeur ajoutée au stade du détail; conséquences de la T.V.A.; stagnation du pouvoir d'achat des salaires depuis 1958; conséquences du plan de stabilisation* [20 mai 1967] (p. 1177, 1178);

— du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, ses explications de vote : *Abstention du groupe communiste; champ d'application de la loi; création de difficultés supplémentaires pour les petits commerçants* [7 juin 1967] (p. 1679);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Portée pratique du projet de loi; réserves foncières; construction de la ville nouvelle d'Evry; finances locales; moyens d'application de la loi; schéma directeur de la région de Paris; ses observations sur l'article 10; cas des Z.A.D.; agence foncière; rôle des collectivités locales; taxe d'équipement* [21 juin 1967] (p. 2016, 2017);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JUSTICE : *Caractère social d'une justice moderne; nécessité d'augmenter le nombre des magistrats; problème de la désolidarisation du grade et de la fonction; possibilité de recruter sur place des auxiliaires administratifs contractuels en vue de leur intégration ultérieure; exploitation des fichiers de la route; insuffisance des moyens matériels mis à la disposition des magistrats; rachat des greffes; création de postes pour l'application de la nouvelle procédure de mise en état des causes; rôle des juges des enfants dans la région parisienne; augmentation du taux de la compétence des juges d'instance; multiplication des textes réglementaires venant se substituer à la loi, même dans le domaine de la procédure civile; réforme de la région parisienne; création de trois tribunaux de grande instance; fusion des professions d'avoué et d'avocat; juridiction prud'homale; problème pénitentiaire; maison d'arrêt de Corbeil-Essonne; ses observations sur le nouveau palais de justice d'Evry* [23 octobre 1967] (p. 3971 à 3973); INTÉRIEUR : *Projets de statut du personnel de la future police nationale; droits des fonctionnaires de police; revendications des personnels de police; nécessité d'intégrer les personnels de police dans la fonction publique; réforme indiciaire; district de Paris; fonctionnement des préfectures; cas des auxiliaires départementaux; concours des attachés de préfecture; situation des commis; cas des personnels rapatriés, notamment les secrétaires administratifs d'Algérie; formation professionnelle; promotion sociale* [6 novembre 1967] (p. 4549, 4550); *ses observations sur les paroles de M. Christian Fouchet* (p. 4573); en seconde délibération, Art. 36 : *Création dans la région parisienne de 800 emplois de contractuel; effectifs de la police; conditions de travail des personnels en uniforme* [10 novembre 1967] (p. 4912); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Problème des effectifs des personnels de préfecture; mise en place des nouveaux départements de la région parisienne; problème de l'hygiène scolaire; situation des auxiliaires départementaux dans les directions de l'action sanitaire et sociale* [5 décembre 1967] (p. 5541).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne : *Sous-équipement de la région parisienne; diminution des crédits de rénovation des villes existantes; création de villes nouvelles (Léry-Pontoise et Evry;) restructuration de Corbeil-Essonnes; nécessité de reconsidérer la politique d'aménagement des villes et de donner la priorité à la rénovation des villes existantes* [17 novembre 1967] (p. 5089).

COMMENAY (M. Jean-Marie), *Député des Landes, 3e circonscription (app. P.D.M. puis P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe Progrès et démocratie [3 avril 1967] (p. 560).

Cesse d'être apparenté au groupe Progrès et démocratie moderne [2 avril 1968] (p. 971).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [2 avril 1968] (p. 971).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la question orale relative au fonctionnement des services des préfectures et des sous-préfectures : *ses observations sur le personnel auxiliaire titularisé en vertu de la loi de 1951; situation des commis transformés en secrétaires administratifs en 1949* [21 avril 1967] (p. 784, 785).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative à l'usine Potez-Landes [19 mai 1967] (p. 1107, 1108).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée : *Nécessité de restructurer notre industrie aéro spatiale; formation du personnel; encouragement des opérations de reconversion* [14 juin 1967] (p. 1826);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Objectif du plein emploi; situation des travailleurs pauvres; accroissement de l'écart entre les bas revenus et les gros revenus; situation des ruraux; nombre des handicapés et des inadaptés* [30 juin 1967] (p. 2487).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Postes et Télécommunications : *Ses observations sur le téléphone; nécessité du développement téléphonique en milieu rural; situation des personnels des P.T.T.; difficultés des services téléphoniques pour les stations balnéaires ou thermales; réduction de la durée du travail; prime de résultat d'exploitation; indemnité de travail de nuit; problèmes relatifs aux frais de déplacement des fonctionnaires des catégories C et D; discrimination entre les préposés et les préposés spécialisés; rôle des personnels affectés à la distribution; ses observations sur les cadres et les auxiliaires* [20 octobre 1967] (p. 3928, 3929); Justice : *Problème de l'amnistie; insuffisance en nombre du personnel; pénurie des moyens matériels; ses observations sur les lenteurs de l'avancement des magistrats; sa question de savoir si l'on va aligner la condition des magistrats de l'ordre judiciaire sur celle des magistrats de l'ordre administratif; pénurie des moyens matériels donnés aux juges pour l'exécution de leurs tâches; réforme des greffes; question des auxiliaires de la justice; problème des justiciables; accélération de la procédure; rôle des tribunaux d'instance; problème des personnels du service pénitentiaire; ses observations sur la bonification d'un cinquième pour les retraites, l'augmentation de la prime de risque, le droit au repos hebdomadaire; délinquance juvénile; indépendance morale et matérielle des juges* [23 octobre 1967] (p. 3973, 3974); Budgets militaires : *Vœux des personnels actifs ou retraités de la gendarmerie et de la garde républicaine; regroupement des retraites de ces militaires; possibilité d'attribuer à tous les gendarmes le bénéfice des indices prévu par le décret du 9 juillet 1963; prime d'habillement et d'entretien des gendarmes; recrutement des gendarmes; amélioration de la carrière des personnels des établissements et arsenaux de l'Etat; maintien du plein emploi, notamment à Châtellerault* [24 octobre 1967] (p. 4058, 4059); Education nationale : *Situation de l'enseignement du premier degré; problème de l'enfance inadaptée; question des surcharges des classes; création d'une classe enfantine composée d'une section maternelle pour enfants; prolongation de la scolarité; cas des régions rurales ou peu industrialisées; bourses nationales; nécessité pour les commissions des bourses de motiver leurs décisions de rejet; collèges d'enseignement général; formation des maîtres de C.E.G.; nationalisation des C.G.E.; directeurs des C.E.T.; enseignement primaire; enseignement pratique* [27 octobre 1967] (p. 4247, 4248); Transports. — II. — Aviation civile : *Absorption par Sud-Aviation de la société Potez; fabrication du Potez 840 et du Paris III; collaboration entre l'Angleterre et la France;*

Concorde; suppression de la détaxe des carburants pour les clubs de vol à moteur [3 novembre 1967] (p. 4402); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits affectés à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles; constitution de grandes unités de transformation ou de distribution; ses observations sur les S.I.C.A.; problèmes de la conserverie alimentaire; implantation d'industries de transformation dans des régions productrices; avenir des gemmeurs de la forêt de Gascogne; indemnisation des calamités agricoles* [8 novembre 1967] (p. 4704).

Prend part au débat sur la question orale relative à la décentralisation administrative et économique : *Aide à l'industrialisation des régions déprimées; stagnation économique du Centre et du Midi; faiblesse du montant des aides accordées aux entreprises; modicité du taux des primes; accroissement de la pression fiscale dans les régions riches afin de subventionner l'Ouest du territoire; exemple de l'Italie; décret du 23 octobre réservant à la Bretagne, au Limousin et à l'Auvergne les avantages accordés aux zones « à économie rurale dominante »* [24 novembre 1967] (p. 5253, 5254).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Mesures proposées en faveur des agriculteurs; extension de la T.V.A. aux ventes d'animaux; diminution des droits de circulation sur les vins; surcharge fiscale sur les vins de qualité supérieure; intégration fiscale du marché viticole des Six; aménagement du territoire; réduction du taux de la T.V.A. sur les aliments des poissons d'élevage et des abeilles; programme de développement des zones de rénovation rurale* [9 mai 1968] (p. 1658, 1659); après l'Art. 1er : *Son sous-amendement tendant à insérer un nouvel article (Tarif du droit de circulation pour tous les vins, à l'exception des produits visés aux alinéas 2, 3 et 7 de l'article 28 de la loi du 6 janvier 1966)* [10 mai 1968] (p. 1740).

CORNET (M. Pierre), *Député de l'Ardèche, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission des affaires étrangères [4 avril 1968] (p. 1014).

Cesse d'appartenir à cette Commission [24 avril 1968] (p. 1333).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [24 avril 1968] (p. 1333);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 881) : *Situation de la viticulture ardéchoise; prix de campagne; nécessité d'arrêter les importations; plantations nouvelles* (p. 915 à 916).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Ses observations sur les déséquilibres régionaux internes; cas du département de l'Ardèche; primes pour la modernisation; reconversion des vignobles; prééminence hospitalière et médicale de Lyon; aide à la construction; mouvement de concentration des entreprises; prime de décentralisation; prime de développement industriel; ses observations sur l'aménagement d'hôtels fonctionnant au maximum trois mois dans l'année; politique de planification; possibilité de différencier le versement forfaitaire sur les salaires; suppression du versement forfaitaire sur les salaires pour les entreprises anciennes ou nouvelles situées dans les zones où autrefois le taux d'abattement était, par rapport à Paris, supérieur à 10 %; situation du Massif Central dans sa bordure orientale* [29 juin 1967] (p. 2404, 2405).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur la paysannerie ardéchoise; nouvelle réglementation des graines de luzerne; consé-*

quences de l'article 27 du projet de loi de finances sur le financement de l'institut des vins de consommation courante; rénovation de certaines zones à économie rurale [8 novembre 1967] (p. 4706, 4707).

CORNETTE (M. Arthur), *Député du Nord, 4e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à compléter le régime de sécurité sociale des agents des collectivités locales, **n° 190** [18 mai 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Situation de l'enseignement du premier degré dans la région du Nord; avis de la Commission Laurent; pourcentage des enfants retardés; prolongation de la scolarité; nécessité d'augmenter les crédits; enseignements préscolaire et élémentaire; démocratisation de l'enseignement; rôle de l'Etat en matière d'enseignement et d'éducation; problèmes de l'enseignement public* [31 mai 1967] (p. 1457, 1458).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Ecoles maternelles et primaires dans le Nord; problème du recrutement du personnel; situation des écoles normales de jeunes filles de Douai et de Lille; titularisation des remplaçants; enseignement primaire; ses observations sur la doctrine selon laquelle il n'est créé de postes budgétaires qu'au-delà d'une moyenne de 60 élèves par classe maternelle et de 41 élèves par classe primaire; prolongation de la scolarité obligatoire; création de sections d'éducation professionnelle; création de classes pratiques; ouverture des classes de quatrième pratique supplémentaires; titularisation des normaliens et des remplaçants* [27 octobre 1967] (p. 4239, 4240).

CORNETTE (M. Maurice), *Député du Nord, 12e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Ses observations sur les entreprises de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis; économie française; libéralisme planifié et concerté; rôle des interventions de l'Etat; importance de l'information économique; cas de la région économique du Nord; ses observations sur la houille du bassin du Nord; problème de l'emploi; carbochimie; métallurgie; crise de l'industrie cotonnière; infrastructures d'équipement du Nord; rôle de Dunkerque; marché de la viande de bœuf et de porc; ralentissement de notre taux d'expansion dans le secteur « des services »; pratique du dumping; concentration des moyens matériels de nos entreprises industrielles* [29 juin 1967] (p. 2411 à 2413);

— sur les questions orales relatives aux

problèmes de l'élevage et de la viande : *Dérogations discutables dont ont bénéficié l'Allemagne et l'Italie pour procéder à des importations en provenance du Danemark et des pays de l'Est; régionalisation des interventions de la S.I.B.E.V.; relèvement du prix d'intervention du bœuf et du porc; application de la loi sur l'élevage; organisation et structuration de la production; constitution d'un réseau d'abattoirs industriels et de marchés à cotation enregistrée; relance des industries de transformation* [18 octobre 1967] (p. 3780, 3781).

CORNUT-GENTILLE (M. Bernard), *Député des Alpes-Maritimes, 5e circonscription (N.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

COSTE (M. Roger), *Député de l'Isère, 6e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Subventions d'équipement pour la voirie départementale et communale; situation financière des collectivités locales; question qui se pose aux communes pour les travaux d'assainissement; problème des adductions d'eau, de l'électrification et de la voirie; augmentation du produit de la taxe intérieure de consommation sur les carburants au profit du fonds spécial d'investissement routier; problème des communautés urbaines; coopération intercommunale; réforme de la fiscalité communale; caisse de prêts et d'équipement des collectivités locales* [6 novembre 1967] (p. 4541, 4542);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur la résolution du conseil général de l'Isère relative à l'intégrité territoriale du département de l'Isère* [1er décembre 1967] (p. 5487); Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel : « Les dispositions du décret n° 67-940 du 24 octobre 1967 sont applicables à la ville de Vienne ainsi qu'à toutes les communes précédemment incluses dans l'arrondissement de Vienne »* (p. 5508); *crise économique de la région viennoise; zone industrielle de Saint-Maurice-l'Exil* (p. 5508, 5509); *son amendement tendant à introduire un nouvel article (Construction des voies à circulation rapide reliant la ville de Vienne à Grenoble et à Bourgoin)* (p. 5509); ses explications de vote : *Mise en place de la communauté urbaine de Lyon; situation de l'arrondissement de Vienne; intérêt des populations; vote du groupe communiste* (p. 5509, 5510); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Caractère antidémocratique de l'institution des communautés urbaines; problème de l'arrondissement de Vienne; ses observations sur les communes proches de la banlieue lyonnaise; délibération du conseil municipal de Colombier-Saugnieu; réalisation à Vienne d'une nouvelle zone industrielle; vote du groupe communiste* [19 décembre 1967] (p. 6014, 6015); en deuxième lecture, ses explications de vote : *Vote du groupe communiste* [20 décembre 1967] (p. 6080).

COT (M. Pierre), *Député de Paris, 13e circonscription (app. C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'apparente au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 560).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution (*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Est élu vice-président de cette commission [16 mai 1968] (p. 1924).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F., **n° 755** [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, **n° 182** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi portant modification des articles 187 et 416 du Code pénal et tendant à réprimer pénalement la ségrégation ou les discriminations raciales, **n° 256** [1er juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, **n° 276** [7 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale, sur le projet de loi (n° 267), rejeté par le Sénat, autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, **n° 280** [7 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 314), rejeté par le Sénat en deuxième lecture, autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, **n° 315** [14 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant

de la publicité de marques commerciales, **n° 582** [14 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité électorale, **n° 810** [15 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Catastrophe du « Torrey Canyon »; problème de la pollution des mers; question des pavillons de complaisance; évolution des techniques; croissance des navires pétroliers; plan ORSEC ; défense nationale française étant fondée sur l'usage de la bombe atomique; ses observations sur les conventions internationales; possibilité de frapper d'interdiction les navires qui ne donnent pas des garanties suffisantes; inscription sur une liste noire des navires qui battent pavillon de complaisance; ses observations sur la prochaine Conférence internationale réunie sur l'initiative britannique; interdiction pouvant être faite aux navires pétroliers de se délester de leurs hydrocarbures ou de leurs résidus dans certaines zones; droits du Parlement* [26 avril 1967] (p. 842 à 844); *ses observations sur les paroles de M. Christian Fouchet* (p. 845).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, en qualité de *Rapporteur : Conséquences de la composition de l'Assemblée; Commission spéciale n'ayant pu se mettre d'accord, ni pour approuver le projet, ni pour adopter les conclusions du rapport tendant au rejet de celui-ci; question de confiance posée par le Gouvernement; absence de rapport de la Commission; travaux de la Commission; insuffisance des documents mis à sa disposition; complexité du problème; hommage rendu au président de la Commission; vertus du dialogue et de la confrontation des idées; thèses des deux parties en cause; importance de la date du 1er juillet 1968; suppression des droits de douane entre les pays membres du Marché commun; négociation Kennedy; nécessité d'un effort dans le domaine social; problème de l'emploi; association des travailleurs aux fruits de l'expansion économique; art. 38 de la Constitution; frontière entre le domaine législatif et le domaine réglementaire; Gouvernement demandant des pouvoirs limités; opinion de l'opposition; répercussions considérables du projet de loi; procédure choisie; « imbrication » entre le domaine réglementaire et le domaine législatif; opinion de M. Duhamel; application de l'article 70 de la Constitution; avis du Conseil économique et social; opinion de M. Paquet au nom du groupe des Républicains indépendants; projet du Gouvernement ayant surpris l'ensemble du peuple français; débat sur la motion de censure étant un débat politique; intérêts du Gouvernement; droits de l'opposition* [18 mai 1967] (p. 1062 à 1064); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Position du Sénat et de la Commission mixte paritaire* [7 juin 1967] (p. 1651); En troisième lecture, ses observations sur cette troisième et dernière lecture [14 juin 1967] (p. 1808);

— sur la motion de censure : *Ses observations sur les précédents relatifs à la demande de pleins pouvoirs; Gouvernement du Front populaire ayant pu, sans recourir aux pouvoirs exceptionnels, réaliser son programme social; attitude de l'opinion publique à l'égard du projet gouvernemental; fragilité de la majorité; chef du Gouvernement étant soumis au contrôle du chef de l'Etat; ses observations sur la procédure parlementaire; charge fiscale par habitant en France; productivité du travail; taux de croissance de la France; conjoncture sociale; distribution du produit national brut; problème du logement; ses observations sur le fichier des mallogés « prioritaires » à Paris; nécessité de corriger les injustices sociales; problème de la Sécurité sociale; rapport Bordaz; « déplafonnement » de la cotisation personnelle; modification des catégories bénéficiaires de l'allocation de logement; création d'un office public de la pharmacie; possibilité d'avoir recours à des lois-cadres; intéressement des travailleurs aux fruits de l'expansion des entreprises; indication des différentes lois votées dont les décrets d'application n'ont pas été pris; désir du Gouvernement d'humilier le Parlement; utilité de la discussion parlementaire pour l'élaboration des lois; équilibre des pouvoirs; ses observations sur le pouvoir personnel; interprétation faite par le Gouvernement de la fragilité de la séparation entre le domaine législatif et le domaine réglementaire; ses conséquences; nécessité du dialogue; évolution du régime vers l'autoritarisme* [20 mai 1967] (p. 1194 à 1197).

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Baisse de nos exportations ; situation économique de la France ; évolution de la conjoncture économique internationale ; comparaison de la répartition de la population en France et en Allemagne ; dimension de nos entreprises ; absence d'industries de machines-outils ; rôle de l'enseignement technique ; taux des dépenses improductives ; crédits accordés à la recherche ; problème des investissements ; ses observations sur les monopoles ; rôle du Trésor ; emprunt destiné à la sidérurgie ; ses observations sur les paroles de M. Souchal ; autofinancement ; problème de l'épargne ; situation des autoroutes ; question du téléphone ; collaboration entre le Gouvernement et le Parlement* [30 juin 1967] (p. 2458 à 2462).

— Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle ; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle, art. 4 : *Vente des contraceptifs en pharmacie* [1er juillet 1967] (p. 2583).

Son rappel au Règlement : *Orateur parlementaire ne pouvant être interrompu sans son autorisation* [20 octobre 1967] (p. 3921).

Prend part à la discussion :

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues, tendant à mettre fin à la délégation de pouvoirs résultant de la loi du 22 juin 1967 et avançant au 16 octobre 1967 la date limite de dépôt des instruments de ratification des ordonnances par le Gouvernement : *Débat de ratification des ordonnances ; ses observations sur les deux procédés de ratification : ratification implicite et ratification explicite ; date à laquelle doit s'engager ce débat* [24 octobre 1967] (p. 4016, 4017) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Retard de la France en matière de recherche ; politique de recherche du Gouvernement ; importance des crédits de recherche destinés à des fins militaires ; ses observations sur la recherche-développement ; question de savoir si le plus grand danger pour la France est le risque d'une guerre nucléaire entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ; rôle de la technologie américaine ; problème des échanges technologiques ; indépendance de la France ; crédits d'investissement ; fuite des cerveaux vers l'étranger ; « retombées économiques » des crédits militaires ; possibilité d'envisager un nouveau débat sur ce sujet* [2 novembre 1967] (p. 4321 à 4323) ; *ses observations sur les paroles de M. Schumann* (p. 4324) ; *conquête technologique de notre pays par la technique américaine ; crédits destinés à la bombe atomique* (p. 4326) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Indifférence du Gouvernement à la misère des mal-logés ; ses observations sur le fichier des mal-logés de la Seine ; construction d'habitations à loyer modéré dans la Seine ; nombre des prioritaires ; ses observations sur les appartements récemment construits qui n'ont pas trouvé preneur ; droit de réquisition* [9 novembre 1967] (p. 4809) ;

— des articles 8, 9, 12, 23, 24, 28 et 29, retirés du projet de loi de finances rectificative pour 1967, en application de l'article 119 du Règlement : *Violation de la légalité par le Gouvernement ; principe de la séparation du pouvoir réglementaire et du pouvoir législatif ; conséquences du désordre administratif causé par le Gouvernement ; respect de la Constitution* [29 novembre 1967] (p. 5345, 5346) ; *pouvoirs du Parlement ; nomination de certains fonctionnaires ; sa question de savoir si le Parlement ne pourrait pas autoriser le Gouvernement à nommer à un certain grade, avec effet rétroactif, des fonctionnaires qui, sans cela, se trouveraient sans situation stable ; possibilité d'une loi d'habilitation* (p. 5348) ; Art. 4 : *Possibilité pour le Parlement de nommer les fonctionnaires intéressés* (p. 5350) ;

— sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Habib-Deloncle* [23 avril 1968] (p. 1256) ; *droit à l'information ; apparition et généralisation des moyens audio-visuels ; ses observations sur les « face-à-face » et les débats contradictoires ; politique française de l'information ; régime britannique de la B.B.C. ; régime italien ; rôle du conseil d'administration de l'O.R.T.F. ; problème de l'introduction de la publicité de marque à la télévision ;*

compétence législative [24 avril 1968]; (p. 1301 à 1303); *inconvénients d'ordre pratique de cette décision; problème des garanties; intervention du Ministre de l'Information à l'Assemblée Nationale et de M. Nungesser au Sénat; accès des seules grandes firmes pour la publicité à la télévision en raison de son coût; conséquences du principe d'égalité devant les services publics; avantages de la compétence législative; aspect juridique du problème; discours de M. Pompidou à Ajaccio; importance de l'avis du Conseil constitutionnel pour départager les diverses opinions; possibilité de recourir au Conseil d'Etat* (p. 1303 à 1305); *indépendance des professeurs de droit; respect dû à l'université* (p. 1311).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Crédits pour la recherche du développement; choix du Gouvernement; part du revenu national brut pour la recherche scientifique; développement des objectifs économiques et sociaux; ses observations sur l'espace; valeur des bombes atomiques françaises; problème des retombées économiques; plan O.R.S.E.C.; internationalisation de la recherche; ses observations sur la recherche-développement; balance technologique des paiements; innovation technologique; problème du personnel; rapport de M. Boniface; question de savoir si l'Université peut fournir les techniciens; ses observations sur le baccalauréat de mathématiques élémentaires ou de mathématiques techniques et sur la licence de sciences; rôle des instituts universitaires de technologie; centre de Grenoble; problème des carrières des chercheurs et des techniciens; rôle de la Grande-Bretagne* [7 mai 1968] (p. 1559 à 1561);

— sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants : *Nécessité d'amorcer la « désescalade »; crise de croissance des Universités; articles du professeur Touraine au sujet de la Faculté de Nanterre; perspective du chômage au sortir de l'Université; hostilité de la jeunesse étudiante contre le système actuel; formation de scientifiques et de chercheurs; situation des étudiants condamnés à deux mois de prison ferme; nécessité de prendre des conclusions de clémence; rétablissement de l'ordre dans l'indulgence et la compréhension* [8 mai 1968] (p. 1617, 1618).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Situation au cas où la motion de censure ne serait pas votée; communiqué de la Fédération des Syndicats de la sûreté et de la police; respect de la Constitution; caractère du mouvement actuel; caractéristiques du Gouvernement; attitude des journalistes de l'O.R.T.F.; réaction de la majorité du corps enseignant; ses observations sur les examens; critique du régime social; création de comités d'action; remise en cause de notre société de consommation; action du Gouvernement; mauvaises relations entre les pouvoirs depuis dix ans; régime de pouvoir personnel* [22 mai 1968] (p. 2026 à 2028); *ses observations sur les paroles de M. Pompidou; nationalité de certains meneurs* (p. 2029).

COUDERC (M. Pierre), *Député de la Lozère, 1re circonscription (R. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Avenir des collèges d'enseignement général; problème des bourses scolaires; cas du département de la Lozère; carte scolaire établie pour le département de la Lozère; transformation des C.E.G. en C.E.S.; possibilité de transformer certains C.E.G. en collèges climatiques; ses observations sur les écoles primaires; problème du ramassage scolaire; attribution des*

bourses; bourses d'enseignement supérieur; « indemnités d'éloignement » [31 mai 1967] (p. 1485, 1486).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Cas du département de la Lozère; centimes additionnels supplémentaires; nombre des départements pauvres; aménagement de la voirie* [6 novembre 1967] (p. 4557); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Classement de son département en « zone spéciale d'action rurale »; régionalisation des crédits; économie des régions de montagne; problème des investissements publics et individuels; formation professionnelle; promotion sociale; création de petites unités industrielles; équipement routier* [7 novembre 1967] (p. 4639 à 4641); AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Augmentation du budget des affaires culturelles; direction générale des arts et des lettres; ébauche d'un service des études, de l'information et du plan; ébauche d'un service des échanges avec l'étranger; politique des expositions; ses observations sur la musique; Conservatoire national supérieur de musique; diffusion musicale; enseignement de l'architecture; création en province de quatre écoles nationales d'architecture; ajournement de la réalisation du projet de l'école de la Défense; crédits d'entretien du patrimoine architectural; crédits d'équipement pour les musées; ses observations sur les théâtres et les maisons de la culture; subventions pour les théâtres nationaux; évolution de l'Opéra-Comique; Centre national d'art contemporain* [9 novembre 1967] (p. 4757, 4758).

COUILLET (M. Michel), *Député de la Somme, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à instituer en faveur des agents de la Société nationale des chemins de fer français le libre choix du médecin, **n° 251** [1er juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Problème des entreprises nationalisées; ses observations sur la S.N.C.F., l'Electricité de France et la R.A.T.P.; causes du déficit; rôle des nationalisations; ses observations sur l'ordonnance du 17 novembre 1958 ayant dissout les sous-commissions de l'Assemblée Nationale chargées de suivre et d'apprécier leur gestion; tarifs marchandises de la S.N.C.F.; déséquilibre financier des entreprises nationales; instauration d'un système de gestion plus démocratique* [29 juin 1967] (p. 2400, 2401).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Hausses des tarifs de voyageurs et de marchandises de détail intervenues à la S.N.C.F.; situation des usagers de la région parisienne; revision des tarifs des transports par trains et wagons complets ainsi que par groupage; suppression des détaxes supplémentaires; parc de wagons de marchandises de la S.N.C.F.; suppression de certaines lignes insuffisamment rentables; suppressions d'emplois; revendications des cheminots; discrimination à l'égard de la C.G.T. des cheminots; pouvoir d'achat des cheminots; nécessité d'une gestion plus démocratique de la S.N.C.F.* [27 octobre 1967] (p. 4274, 4275); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur le budget annexe des prestations sociales agricoles; cotisations pour l'assurance vieillesse; cotisation individuelle; risque maladie; revenus des petits et des moyens exploitants familiaux; cas du département de la Somme; augmentation des prestations familiales et de maladie; augmentation de l'indemnité viagère de départ* [8 novembre 1967] (p. 4718).

COUMAROS (M. Jean), *Député de la Moselle, 6e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle ; *ses observations sur l'obligation d'une ordonnance médicale ; rôle du médecin* [1er juillet 1967] (p. 2569). En deuxième lecture, Art. 3 : *Son amendement tendant, après le cinquième alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « Pour la femme mariée, la prescription de la pilule doit être faite en accord avec son mari et non à son insu »* [14 décembre 1967] (p. 5900); *cas des jeunes filles mineures, non émancipées* (p. 5900);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Ses observations sur la Moselle, rôle du tourisme; hommage rendu au service préfectoral de tourisme; cession, par le Ministère des Armées, de certains étangs à des communes; création d'un parc naturel européen dans la région de Bitche* [19 octobre 1967] (p. 3815, 3816); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème de l'assimilation des déportés politiques aux déportés résistants; cas des réfractaires alsaciens et mosellans évadés avant ou après février 1942; situation des incorporés de force dans l'armée allemande; cas des familles alsaciennes et mosellanes déportées* (p. 3863); AFFAIRES SOCIALES : *Organisation du corps des inspecteurs d'action sanitaire et sociale; création d'emplois d'inspecteurs principaux et de directeurs adjoints; nécessité d'aligner ces agents sur leurs collègues de l'administration centrale et sur le personnel des directions des hôpitaux en ce qui concerne les indemnités pour travaux supplémentaires; cas des invalides du travail; problème de la silicose; ses observations sur les hôpitaux et les hospices; équipement sanitaire et social; ses observations sur les maisons de vieillards; problèmes de l'emploi* [26 octobre 1967] (p. 4158, 4159).

COUSTÉ (M. Pierre-Bernard), *Député du Rhône, 5e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'extension aux employés de maison du bénéfice de la loi n° 42-2195 du 11 octobre 1946 sur l'organisation de la médecine du travail, **n° 192** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi relative à l'obligation de munir les véhicules de tourisme d'un dispositif antivol, **n° 199** [18 mai 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426) (X. — Transports terrestres), **n° 456** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à créer un ordre national des agents immobiliers, mandataires en fonds de commerce, administrateurs de biens et syndics, **n° 563** [7 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux femmes assurées sociales de bénéficier de la retraite normale dès l'âge de 60 ans, **n° 699** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Préparation de l'économie française à la concurrence internationale ; formation professionnelle ; promotion sociale ; fiscalité des entreprises ; extension de la taxe sur la valeur ajoutée au commerce et à l'artisanat ; incidences de la politique extérieure et de nos relations avec nos partenaires de la communauté ; communauté constituant plus une zone de libre échange qu'une véritable union ; définition d'une politique européenne commune ; création d'un type européen de société commerciale ; réforme de la Sécurité sociale ; incidences de la charge salariale globale sur les prix ; principe de la médecine libérale ; ses observations sur la déduction fiscale pour investissements ; rapport de la Commission de vérification des comptes des entreprises publiques ; participation des travailleurs des entreprises publiques aux bénéfices de l'expansion économique ; construction de l'Europe* [20 mai 1967] (p. 1178 à 1180) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Maurice Herzog tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets, Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Droits en raison du brevet)* [1er juillet 1967] (p. 2586) ; Art. 16 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (3°) du paragraphe 1 de cet article à supprimer les mots « pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter »* (p. 2587) ; Art. 18 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 1 de cet article, après les mots « la demande de brevet » à insérer les mots « ou de certificat d'addition »* (p. 2587) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase de cet article (Délivrance du brevet ; rejet de la demande)* (p. 2589) ; Art. 45 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « à peine de nullité »* (p. 2592) ; Art. 48 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 1 de cet article, après les mots « ou si la description » à rédiger ainsi la fin du paragraphe : « n'expose pas l'invention d'une façon suffisante pour qu'un homme de métier puisse l'exécuter »* (p. 2592) ; en deuxième lecture, Art. 8 *bis : Son amendement tendant à compléter le troisième alinéa (paragraphe 1er) de cet article par les mots « et en particulier les programmes ou séries d'instructions pour le déroulement des opérations d'une machine calculatrice »* [14 décembre 1967] (p. 5869) ; *existence de bibliothèques de programmes ; ses observations sur la brevetabilité* (p. 5869) ; Art. 16 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du dernier alinéa de cet article : « Tel que limité par les alinéas 2° et 3° dudit article »* (p. 5871) ; *demandes de brevets concernant les techniques de pointe* (p. 5871) ;

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Caractères du budget ; augmentation des dépenses d'intervention de l'Etat ; problèmes de structures ; statut de la Société nationale des chemins de fer français ; problème des prix ; question de l'investissement industriel ; accroissement de la dotation du fonds de développement économique et social ; extension de la taxe sur la valeur ajoutée ; désarmement douanier ; possibilité qu'un de nos Ministères comporte un service propre aux petites et moyennes entreprises ; problème des fusions entre les entreprises ; élargissement du Marché commun ; politique commune conjoncturelle* [11 octobre 1967] (p. 3546 à 3548) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [17 octobre 1967] (p. 3684) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INDUSTRIE : *Ses observations sur le conseil du progrès industriel ; création d'une direction de la politique industrielle ; constitution du bureau des fusions ; reconversion des entreprises publiques ; mérites des groupements d'intérêt économique ; situation des petites et moyennes entreprises ;*

possibilité de créer un organisme parallèle au bureau des fusions propre aux petites et moyennes entreprises; problèmes de l'artisanat; ses observations sur la société de droit européen; ses suggestions concernant le brevet européen [3 novembre 1967] (p. 4429, 4430);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Densité de la population de Lyon et de Villeurbanne; ses observations sur Villefranche, Bourgoin, La Verpillière, Montluel et Vienne; détermination de la compétence des tribunaux et des chambres de commerce* [1er décembre 1967] (p. 5489, 5490); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Problème de la communauté urbaine de Lyon; arrondissement de Vienne; établissement de liaisons entre le nouveau pont de Vienne, la route de Grenoble et la route nationale n° 7; aménagement des voies de dégagement; choix de la zone de Satolas pour l'implantation de l'aérodrome international; ses observations sur la commune de Grenay* [19 décembre 1967] (p. 6015, 6016); en troisième et dernière lecture : *Son vote sur ce texte* [20 décembre 1967] (p. 6089);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le second alinéa de cet article par les dispositions suivantes : « A moins qu'il ne s'agisse de personnes originaires des anciens départements français de l'Algérie et du Sahara ou de mineurs de 21 ans au moment des faits ou que les poursuites aient été engagées antérieurement au 1er janvier 1963 sans avoir donné lieu à la procédure de jugement par défaut ou par contumace »* [14 décembre 1967] (p. 5905);

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Son refus de voter la motion de censure; ses observations sur la proposition de loi organique de M. Roland Dumas; fonctionnement normal de la Constitution et de nos institutions* [24 avril 1968] (p. 1330).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Coopération entre les Six; création d'un système communautaire de traitement et de diffusion de l'information technique; rôle du groupe de travail présidé par M. Maréchal; « fuite des cerveaux »; biologie moléculaire; création d'un laboratoire européen; action de la délégation générale à la recherche scientifique; création d'un centre international de lutte contre le cancer; régionalisation de la recherche; colloque d'Amiens* [7 mai 1968] (p. 1557, 1558).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Rôle de l'économie française dans la compétition internationale; ses observations sur les mesures conjoncturelles; situation des rentiers-viagers; problème des exportations; développement des sociétés « d'ingénierie »; implantation des entreprises françaises à l'étranger pour les actes du commerce; société commerciale de droit européen; groupement d'intérêts économiques; réévaluation des bilans; ses observations sur le pourcentage supplémentaire d'amortissement lié au chiffre d'affaires à l'exportation; question des investissements; endettement des entreprises françaises; désarmement douanier à la suite des négociations du Kennedy round; tarif extérieur commun; ses observations sur l'American selling price* [9 mai 1968] (p. 1685 à 1687).

COUVE DE MURVILLE (M. Maurice),

Ministre des Affaires étrangères
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Ministre de l'Economie et des Finances
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

Est nommé Ministre des Affaires étrangères (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Cesse d'être Ministre des Affaires étrangères.

Devient Ministre de l'Economie et des Finances (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Economie et des Finances (IVe Gouverne-

ment remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Prend part à la déclaration du Gouvernement, sans débat, sur les événements du Moyen-Orient : *Crise du Moyen-Orient; arrêt des combats; liens entre la France et Israël; amitiés entre la France et les pays arabes; maintien de la paix dans le monde; motifs de l'action menée par le Gouvernement; frontière israélo-égyptienne et entrée du golfe d'Akaba étant gardée depuis 1957 en territoire égyptien par des éléments militaires dépendant des Nations Unies; accord signé en 1957 par Dag Hammarskjôld et le Gouvernement du Caire; interdiction du pavillon israélien dans le golfe d'Akaba; problèmes qui opposent Israël et les pays arabes; moyens de réduire la tension actuelle; accord de défense conclu entre la Jordanie et la République arabe unie; positions adoptées par l'Arabie saoudite, la Tunisie et le Maroc; impuissance du conseil de sécurité; déclaration du 2 juin 1967 par le Gouvernement français; droit à l'existence de chaque Etat; navigation dans le golfe d'Akaba; discussions au Conseil de sécurité; accord entre l'Union soviétique et les Etats-Unis* [7 juin 1967] (p. 1647 à 1649).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Appel au cessez-le-feu lancé par le Conseil de sécurité; suggestion faite le 25 mai 1967 par la France en vue d'une coopération des quatre grandes puissances; victoire militaire de l'Etat d'Israël; conséquences de la défaite des Arabes; rupture des Arabes avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne; arrêt du fonctionnement du canal de Suez; boycott du pétrole; rupture des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et la plupart des pays de l'Europe orientale, d'une part, et d'autre part, Israël; réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies; problème des réfugiés; coopération internationale; drame vietnamien; ses observations sur les accords de Genève de 1954; problème allemand; volonté de Bonn de chercher à normaliser ses rapports avec l'ensemble des pays de l'Europe orientale; traité de coopération franco-allemande; rapports de la France avec les pays de l'Est; construction européenne; politique agricole; négociation Kennedy; hommage rendu à M. Jean Rey; traité sur la fusion des institutions communautaires; attitude des pays du Benelux; adhésion au Marché commun de la Grande-Bretagne; ses observations sur la zone de libre échange; question de savoir si la politique de la communauté peut devenir celle de la Grande-Bretagne; système de la zone sterling paraissant difficilement compatible avec le fonctionnement du Marché commun* [15 juin 1967] (p. 1844 à 1847); *visite du Président du Conseil et du Ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique; question de l'O.T.A.N.; crise du Viet-Nam; accords de Genève de 1954; discours de Pnom-Penh; arrêt des bombardements du Nord Viet-Nam* [16 juin 1967] (p. 1922); *crise du Moyen-Orient; question de la neutralité du Gouvernement; politique d'impartialité du Gouvernement; évacuation des « casques bleus »; établissement du blocus du golfe d'Akaba; déclaration de 1957 du Gouvernement français; position générale du Gouvernement français lors de la crise du Moyen-Orient; solution des problèmes territoriaux entre Israël et les pays arabes; conditions de la paix; disponibilité de la France; alliance atlantique; problème de la détection aérienne; question des pipe-lines qui traversent nos territoires; problème du stationnement de nos troupes en Allemagne; information du Parlement; ses observations sur les affaires européennes; construction de l'Europe; question du nationalisme du Gouvernement français; nécessité de compléter l'Europe économique par l'Europe politique; ses observations sur un « concert politique »; position prise par les Pays-Bas et la Belgique; ses observations sur la candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun* (p. 1923 à 1926).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Emissions de notre radio à destination de l'étranger; question des jumelages; installation à Strasbourg du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée parlementaire européenne; candidature de l'Espagne au Marché commun; ses observations sur l'Amérique latine; guerre du Viet-Nam; réorganisation de l'alliance atlantique; situation générale en Europe; établissement de rapports normaux entre les pays de l'Ouest et ceux de l'Est; problème allemand; question de Québec; candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun;*

conflit israélo-arabe; problème de la reconnaissance de l'Etat d'Israël; problème de la navigation; rôle des Nations Unies; position prise par la France au sujet de la candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun; conséquences de l'élargissement éventuel des communautés européennes; ses observations sur les votes à la majorité; Europe orientale; négociation dite « Kennedy »; rétablissement de la balance des comptes de la Grande-Bretagne; système monétaire britannique; question du tarif douanier; politique agricole commune [7 novembre 1967] (p. 4610 à 4614); *politique de coopération avec l'Algérie; accords d'Evian; aide pour le développement économique de l'Algérie; question des rapatriés* (p. 4619); *action culturelle de la France en Grèce; accord franco-hellénique de 1965* (p. 4620).

D

DAMETTE (M. Auguste), *Député du Nord, 13e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

DANEL (M. Liévin), *Député du Nord, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [8 novembre 1967] (p. 4730);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), Annexe n° 32 (Rapport sur le Budget annexe des Postes et Télécommunications), **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la Cour des comptes, Art. 7 : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article* [25 mai 1967] (p. 1312);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur spécial : Programmes d'investissements publics; problèmes du téléphone; régime des cessions d'abonnements entre particuliers; aviation postale; accroissement de l'excédent d'exploitation; services financiers des P.T.T.; mandats spéciaux de la Sécurité sociale; Caisse nationale d'épargne; rémunération du personnel; augmentation de la prime de résultat d'exploitation; crédits d'investissements; renouvellement de la flotte aéropostale; accélération des commandes relatives aux équipements et aux bâtiments des*

télécommunications; caisse nationale des télécommunications; rôle du bureau technique industriel sur la situation de l'industrie française des télécommunications [20 octobre 1967] (p. 3916, 3917); AFFAIRES SOCIALES : *Pouvoir d'achat des allocations familiales; salaire unique; réduction du taux de la natalité; situation fiscale des familles; réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; augmentation de la participation des familles aux dépenses de maladie; ticket modérateur; problèmes de l'emploi; cas du Nord et du Pas-de-Calais* [26 octobre 1967] (p. 4156, 4157).

DANILO (M. Philippe), *Député du Rhône, 7e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

DARCHICOURT (M. Fernand), *Député du Pas-de-Calais, 14e circonscription (F.G.D.S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer une Commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application et la revision du rapport constant, prévu à l'article L 8 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, **n° 227** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots « victimes de la déportation du travail », **n° 670** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Situation des anciens combattants et victimes de guerre; discrimination entre les combattants de 1914-1918 et ceux de 1939-1945; 8 Mai devant revenir un jour férié et chômé; problème du rapport constant; situation des combattants d'Algérie; cas des mineurs de fer en grève;*

problème des reconversions; nécessité d'octroyer aux mineurs deux jours de repos toutes les trois semaines; importance du chômage; situation dans les charbonnages; politique d'importation de charbon étranger; cas du bassin minier du Pas-de-Calais; création de la zone industrielle Douvrin-Billy-Berclau [19 avril 1967] (p. 724 à 726).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative à la commémoration de la bataille de Vimy [10 mai 1967] (p. 974, 975, 976).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à la situation des mines de fer de Lorraine : *Mesures envisagées par le Gouvernement pour assurer le plein emploi dans les bassins miniers; diminution de la production et des achats des clients étrangers; avantages importants consentis par l'Etat aux patrons de la sidérurgie; concurrence étrangère; nécessité de favoriser les créations d'emploi et les conventions de réemploi* [10 mai 1967] (p. 984, 991).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur le rapport d'enquête; politique de la jeunesse étant liée à la politique générale; problème de l'emploi; formation morale et intellectuelle des jeunes; immobilisme de la politique du Gouvernement; création d'un conseil supérieur de la jeunesse; haut comité de la jeunesse; conseil de la jeunesse et de l'éducation populaire; Ministère de la Jeunesse et des Sports voulant être un Ministère de gestion sur les plans socio-culturel et sportif; aide aux associations de jeunesse; crédits affectés au centre de vacances de jeunes et colonies de vacances; Livre blanc n'abordant le problème de la jeunesse qu'à partir de l'âge de 15 ans; difficulté de séparer les problèmes de l'enfance de ceux de l'adolescence; ampleur des problèmes de la jeunesse; durée du service militaire* [23 mai 1967] (p. 1235, 1236).

Son rappel au Règlement : *Retrait de l'ordre du jour, par la conférence des présidents, des questions orales relatives à la situation économique dans les régions minières* [9 juin 1967] (p. 1727).

Mise au point au sujet d'un rappel au Règlement : *Retrait de l'ordre du jour des questions orales sur l'industrie charbonnière; situation dans les régions minières* [9 juin 1967] (p. 1728).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant les articles 4 et 6 de la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession : *Réglementation de la profession d'éducateur physique ou sportif; obligation d'assurance* [3 octobre 1967] (p. 3410);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *ses observations sur l'ordonnance du 30 décembre 1958 instaurant une discrimination entre les anciens combattants suivant qu'ils sont de 1914-1918 ou de 1939-1945; application du rapport constant; célébration du 8 Mai; remboursement aux prisonniers rapatriés des marks qu'ils ont déposés à leur retour des camps* [19 octobre 1967] (p. 3845, 3846); *possibilité d'un « face à face » à la télévision entre le Ministre et lui sur le contentieux des anciens combattants et victimes de guerre* (p. 3846); *ses observations sur les ordonnances du 30 décembre 1958; charge des prestations familiales rattachées aux pensions d'invalidité; égalité des droits à pension entre les déportés et internés résistants et les déportés internés politiques; reconnaissance de la qualité de combattant aux jeunes d'Algérie; problème des anciens combattants d'Indochine* (p. 3846, 3847); Art. 65 : *Application du vote bloqué* (p. 3868); après l'Art. 65 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « A partir du 1er janvier 1969, l'article 55 de la loi de finances pour 1962 sera appliqué »* (p. 3868); *donner un titre de reconnaissance aux anciens combattants d'Algérie* (p. 3868); *sa proposition d'un « face à face » à l'O.R.T.F. entre le Ministre et lui -même; son vote contre le projet de budget* (p. 3868, 3869); JEUNESSE ET SPORTS : *Lourdeur de l'administration en raison de la dualité entre le Ministère de la Jeunesse et le Ministère de l'Education nationale; crédits d'organisation des Jeux olympiques; fonctionnement du centre de Font-Romeu; octroi des bourses de plein air; aide publique aux colonies de vacances; politique d'équipement étant inséparable d'une politique de l'animation; avenir du Fonjep; ses observations sur la loi de programme d'équipement scolaire et universitaire; question de la création de commissions municipales ou cantonales où siégeraient des jeunes tirés au sort* [20 octobre 1967] (p. 3939, 3940);

— du projet de loi modifiant l'article 108 du Code minier : *Réforme du Code minier* [21 novembre 1967] (p. 5111);

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Leroy et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser le bénéfice d'un congé payé annuel de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture; 2° de M. Macquet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 54 *g* et 54 *j* du Livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 *f* du même Livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines : *Ses observations sur l'action du Gouvernement du front populaire; accord entre le Conseil national du patronat français et la Confédération générale du travail; proposition de loi de M. Cassagne; politique de l'emploi et du pouvoir d'achat; étalement des vacances; organisation des centres d'accueil et de loisirs* [2 mai 1968] (p. 1440);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 2 : *Majoration de 4,5 % du salaire mensuel servant de base au calcul des allocations familiales; pouvoir d'achat des familles; augmentation de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité; rapport Laroque; « vignette » automobile; situation des déportés politiques* [10 mai 1968] (p. 1746); Ses explications de vote : *Insuffisance des mesures de détente fiscale, des mesures sociales et des mesures prises en matière d'investissement; nombre des chômeurs; son vote contre la loi de finances rectificative* (p. 1754).

DARDÉ (M. Jean), *Député de la Haute-Garonne, 4e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

DARRAS (M. Henri), *Député du Pas-de-Calais, 12e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Cesse d'appartenir à cette Commission [24 avril 1968] (p. 1333).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [24 avril 1968] (p. 1333).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INDUSTRIE : *Inquiétudes dans les régions minières, notamment dans les houillères du Pas-de-Calais; multiplication des fermetures de puits; difficultés d'écoulement du charbon français; coordination de la politique de l'énergie; ses observations sur les produits pétroliers; sécurité de nos approvisionnements; coût de production des charbonnages; projet de financement de la Sécurité sociale minière par une taxe sur les produits du sous-sol extraits en France ou importés; émigration des jeunes; création de la société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières (S.O.F.I.R.E.M.); constitution d'un bureau d'industrialisation pour la région du Nord; modification du taux des primes de développement industriel et d'adaptation; institution d'une prime de localisation* [3 novembre 1967] (p. 4439 à 4441).

DASSAULT (M. Marcel), *Député de l'Oise, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

DAVIAUD (M. Daniel), *Député de la Charente-Maritime, 4e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

DAYAN (M. Georges), *Député du Gard, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 octobre 1967] (p. 3792).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 octobre 1967] (p. 3792), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'Agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [25 avril 1968] (p. 1358).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de la viticulture : *Etat alarmant de la viticulture; réglementation sévère ou interdiction des coupages; limitation des importations* [28 avril 1967] (p. 918).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Intérieur : *Fonctionnement des services; situation des rapatriés; problème des indemnités; ses observations sur la loi du 26 décembre 1961* [6 novembre 1967] (p. 4547).

DEBRÉ (M. Michel), *Député de la Réunion, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre de l'Economie et des Finances
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Ministre des Affaires étrangères
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569);

— Ministre de l'Economie et des Finances (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Cesse d'être Ministre de l'Economie et des Finances.

Devient Ministre des Affaires étrangères (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 [*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Affaires étrangères (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Mendès-France*

[19 mai 1967] (p. 1111); *ses déclarations lors de la présentation du budget pour 1967; déficit de certaines entreprises publiques; Sécurité sociale; participation des travailleurs à l'enrichissement des entreprises; politique du Gouvernement en matière de structures économiques; politique du Gouvernement en matière d'enseignement; prolongation scolaire; réforme de l'enseignement; politique en matière de recherche; politique en matière d'urbanisme; problèmes de l'emploi; ses observations sur les difficultés de la sidérurgie; situation de la Grande-Bretagne; commerce extérieur; nombre des chômeurs ayant augmenté avec le départ des bases américaines; question de l'abandon de la planification par le Gouvernement; doctrine financière des Gouvernements de la Ve République; discussion parlementaire sur les IVe et Ve plans; problème de la débudgétisation; ses conséquences et sa portée; épargne-logement; marché hypothécaire; notion de plan d'épargne; conventions avec la sidérurgie, l'industrie électronique pour le plan-calcul, la télévision en couleur; contrats-programmes; prêts du Fonds de développement économique et social; situation de la Lorraine; accord passé entre le Gouvernement et l'industrie électronique; situation des collectivités locales; problème de la relance économique; programme des H.L.M.; emprunt destiné à l'équipement devant être lancé incessamment; effort de relance européenne; incitation fiscale à l'épargne; déduction d'impôt aux capitalistes; question des chantiers navals; Gouvernement voulant l'expansion par la compétition internationale; déficit de la Sécurité sociale; nécessité de rééquilibrer le régime général; Sécurité sociale du monde rural; Sécurité sociale des travailleurs indépendants; exercice de la profession médicale; ses observations sur les mesures de reconversion; nécessité d'élaborer des procédures qui, en garantissant les droits des créanciers, permettent d'assurer la survie d'une entreprise utile à l'économie à condition qu'elle suive certaines recommandations; rôle des bureaux industriels et des sociétés de développement régional, des sociétés d'économie mixte à régime spécial; développement des moyennes entreprises; ses observations sur la délégation de pouvoirs; définition de la démocratie* (p. 1117 à 1122);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Prochain débat sur l'ensemble des problèmes économiques; question de la Sécurité sociale; son déficit; mesures envisagées en raison de la délégation de pouvoirs en vertu de l'article 38 de la Constitution; réformes des entreprises publiques, de leur tarification et de leurs investissements; répartition du produit de l'emprunt; financement des exportations de biens d'équipement; application de la loi organique; question des décrets d'avances; exécution du budget; mode de calcul des recettes fiscales* [8 juin 1967] (p. 1691, 1692); *ses observations sur le problème financier; déficit de la Sécurité sociale; emploi de l'emprunt; crédits de paiement; décrets d'avances; respect de la loi organique* (p. 1705); *question des futurs transferts; équilibre entre les recettes provenant de l'impôt et celles provenant des cotisations ouvrières et patronales; répartition des charges entre le budget et le régime général de la Sécurité sociale; équilibre budgétaire; impôt sur les salaires versé par les chefs d'entreprises; question de la réduction de 1 % de la masse budgétaire; ses observations sur le budget de l'Agriculture et sur celui de l'Education nationale* (p. 1705, 1706); Art. 2 : *Rôle du Crédit national et de la Banque française du commerce extérieur; aide aux réseaux commerciaux à l'étranger; aide aux investissements appelés à favoriser la vente de biens de consommation* (p. 1706);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Aspect économique du problème; question financière; subventions de l'Etat pour l'aide à la voirie, dite de circulation rapide; taxe d'équipement; imposition des plus-values; impôt foncier; fiscalité locale* [21 juin 1967] (p. 2029, 2030); *impôt sur le revenu du capital; taxe d'urbanisation; réforme de la fiscalité locale; possibilité de laisser l'imposition à l'initiative des conseils municipaux; nécessité de ne pas confondre la taxation sur le revenu et la taxation sur le capital; question de la municipalisation des sols* (p. 2030 à 2032); Art. 1er : *Question du vote bloqué; problème de l'institution d'une Commission spéciale* (p. 2033, 2034); Art. 37 : *Ses observations sur les concessions immobilières; question de la propriété commerciale; régime des baux commerciaux; cas des commerçants propriétaires; régime des concessionnaires sur le domaine public; question de savoir si les équipements mobiliers que réalisent les commerçants devaient être ou non exemptés de la taxe sur la valeur ajoutée; possibilités financières du commerce; législation européenne; problème des jeunes dans le commerce* [27 juin 1967]

(p. 2274 à 2276); Art. 38, 39, 40 et 41 : *Ses observations sur les amendements* (p. 2276, 2277); *exemple d'une société assurant la responsabilité du fonctionnement du grand ensemble* (p. 2278); *concession immobilière ne pouvant s'appliquer qu'aux immeubles bâtis à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi et aux immeubles visés à l'article 13* (p. 2279); Art. 46 : *Ses observations sur l'impôt foncier; impôt sur le revenu du capital; imposition des plus-values; dispositions concernant les plus-values réalisées sur les terrains vendus au cours des cinq années suivant leur achat; taxe d'urbanisation; modernisation des vieilles impositions; rénovation des contributions locales; nécessité d'inciter les collectivités locales à adopter une conception plus moderne de l'urbanisme; création d'une taxe d'urbanisation; suppression de l'impôt sur les plus-values des terrains dans les villes où la taxe d'urbanisation sera appliquée* (p. 2287, 2288); après l'art. 66 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les conseils municipaux des communes dont le plan d'occupation des sols aura été approuvé, pourront instituer, dans les conditions et les limites de taux fixées par la loi de finances pour 1970, une taxe sur la valeur des terrains non bâtis et susceptibles d'être bâtis, situés à l'intérieur du périmètre d'agglomération »* (p. 2297); *problème des bidonvilles; modalités de répartition de l'impôt sur les salaires; nécessité d'une participation de la propriété à l'effort d'urbanisme; municipalisation des sols; taxe locale d'équipement; exécution des schémas directeurs; imposition des plus-values* (p. 2298, 2299); *conditions d'imposition du revenu des propriétés bâties; nécessité de tenir compte de la situation familiale du contribuable* (p. 2300, 2301, 2302); avant l'Art. 46 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Pisani* [28 juin 1967] (p. 2325); *ses observations sur les paroles de M. Cointat* (p. 2325, 2326); Art. 46 : *Problème du régime des participations; ses observations sur la « taxe de régularisation des valeurs foncières »; revenu de la taxe locale d'équipement* (p. 2327); *problème du partage des responsabilités entre les municipalités et le district dans la région parisienne* (p. 2329); Art. 47 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Rivain* (p. 2330); *ses observations sur les établissements publics groupant des communes* (p. 2330, 2331); *avenir de ces groupements* (p. 2331); *problème de l'uniformité du taux* (p. 2332); *ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2333); *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Bozzi* (p. 2333); *ses observations sur les amendements de MM. Bozzi, Triboulet et Boscher* (p. 2334); Art. 48 : *Problème des exemptions et des taux de la taxe locale d'équipement* (p. 2334); *constructions réalisées dans les zones d'aménagement concerté; coût des infrastructures* (p. 2335); *son amendement tendant, dans cet article, à partir des mots « le coût des équipements a été » à rédiger comme suit la fin du dernier alinéa (3°) de cet article : « Mis à la charge des constructeurs »* (p. 2336); *champ d'application de la taxe locale d'équipement* (p. 2336, 2337); *son amendement tendant à compléter ainsi cet article : « Un décret en Conseil d'Etat fixera la liste des équipements visés au paragraphe I du présent article »* (p. 2337); après l'Art. 48 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 2338); Art. 49 : *Problème de la taxation* ad valorem; *taxe de régularisation; problème des participations; détermination de l'assiette par la surface de plancher* (p. 2339, 2340, 2341, 2342); *référence à la surface de plancher développée* (p. 2346); Art. 50 : *Son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le dernier alinéa de l'amendement de M. Bozzi : « Cette valeur est déterminée forfaitairement en appliquant à la surface de plancher développée hors œuvre une valeur au mètre carré variable selon la catégorie des immeubles et fixée par décret en Conseil d'Etat »* (p. 2347); *notion de forfait; valeur du mètre carré; classement des immeubles en quatre catégories* (p. 2347); Seconde délibération, Art. 46 A : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Loi de finances pour 1970 devant fixer les conditions dans lesquelles une taxe d'urbanisation assise sur la valeur des terrains non bâtis et susceptibles d'être bâtis situés à l'intérieur de la zone urbaine sera instituée au profit des communes dont le plan d'occupation des sols aura été approuvé)* [1er juillet 1967] (p. 2520); *ses observations sur la taxe d'urbanisation; assiette de la taxe; imposition des plus-values frappant les terrains à bâtir* (p. 2521); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Institution d'une taxe d'urbanisation assise sur la valeur des terrains non bâtis et susceptibles d'être bâtis situés à l'intérieur de la zone urbaine)* (p. 2525); *ses observations sur le sous-amendement de M. Rivain* (p. 2526); *taxe locale d'équipement*

(p. 2526); Art. 48 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Indication des exclusions du champ d'application de la taxe locale d'équipement)* (p. 2527, 2528); *conseil municipal* (p. 2528); *étendue des exclusions du champ d'application de la taxe locale d'équipement; question de la réduction de la taxe pour les bâtiments à usage collectif et de caractère social ou culturel* (p. 2528); *ses observations sur le sous-amendement de M. Bertrand Denis* (p. 2529); *ses observations sur les paroles de M. Roland Dumas* (p. 2530).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Elévation du niveau de vie; problème de l'expansion; insuffisance des matières premières et de l'énergie en France; nécessité des finances publiques saines; accroissement de l'épargne et de l'investissement; nécessité pour notre pays d'affronter la compétition internationale et de devenir un pays exportateur; problèmes posés par les charbonnages, les transports et certains secteurs de l'agriculture; interventions de l'Etat; équilibre du budget; politique de M. Giscard d'Estaing de 1962; politique du Trésor; emprunts de l'Etat; marché financier; placements des bons du Trésor; déficit des entreprises nationales; hausse des tarifs; autofinancement des entreprises; ses observations sur les S.I.C.A.V.; assouplissement du régime d'émission des obligations; information des actionnaires; plans d'épargne à long terme avec exonération fiscale des revenus correspondants; réforme du régime fiscal des revenus des obligations; structure du Crédit agricole; banques nationalisées; relèvement du capital minimum des banques; suppression de la réglementation instituée pour le contrôle des conditions bancaires; suppression de l'encadrement du crédit; régime des réserves obligatoires; création d'un marché hypothécaire; régime des participations bancaires; suppression de la rémunération des soldes créditeurs des dépôts à vue; augmentation des importations; ses observations sur la poursuite du Marché commun; création d'un groupement bancaire destiné à aider uniquement l'implantation de réseaux commerciaux à l'étranger; sociétés conventionnées; renforcement du Centre national du commerce extérieur; rôle des conseillers commerciaux; importance du crédit international; rôle des monnaies de réserve; progrès social; possibilité d'ouvrir le marché financier aux emprunts étrangers; politique à long terme en matière foncière et en matière d'urbanisme; formation professionnelle; politique de la recherche et des industries de pointe; politique des prix et des coûts; problème de la structure des entreprises; crédit populaire; crédit agricole; problèmes agricoles; exploitation familiale agricole; problème de la recherche désintéressée; politique des prix; question des produits industriels; conclusion de contrats de programmes; rôle du Centre d'études des coûts et des revenus; crise des charbonnages et de la sidérurgie; politique de stabilisation à partir de 1962; stagnation des économies européennes; problème du relèvement des traitements et salaires; déficit de la Sécurité sociale; question des facilités d'achat à tempérament; industrie du bâtiment; emprunt d'Etat; rôle des investissements privés; taxe sur le chiffre d'affaires; budget de 1968; problème du taux d'intérêt; harmonisations fiscales avec les pays étrangers; coopération internationale; rôle du plan; abaissement de la natalité* [29 juin 1967] (p. 2378 à 2385); *ses observations sur les paroles de M. Delelis* [30 juin 1967] (p. 2480); *problème de la construction; conjoncture régionale; question des charbonnages; problèmes des structures économiques françaises; crédit à la consommation; niveau du pouvoir d'achat; problème des régions; évolution de la sidérurgie; cas du Nord et du Pas-de-Calais; comportement des chefs d'entreprise français; ses observations sur les divergences entre le Ministre des Finances et le président de la Commission des finances; problème de la déduction fiscale* (p. 2482 à 2485); *déséquilibre de la balance commerciale; application de la T.V.A.; équilibre du budget; Marché commun agricole; développement de l'action des sociétés d'aménagement et d'établissement rural; réformes des structures; financement des collectivités locales; rôle de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales; financement de la construction; création du marché hypothécaire; investissements du secteur agricole et rural; rôle de la Caisse nationale de crédit agricole; institution du crédit-bail; crédit-bail immobilier; marché financier; création de la Banque nationale de Paris; natalité française* (p. 2485, 2486).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la

législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de MM. Krieg, de Grailly et Peretti tendant à modifier l'article 33 du Règlement; Article unique : *Ses observations sur les députés n'appartenant à aucun groupe* [1er juillet 1967] (p. 2515);

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Caractères du budget; part des investissements; ses observations sur l'échéance du 1er juillet; déficit de la Sécurité sociale; déficit de certaines entreprises publiques; développement des investissements* [11 octobre 1967] (p. 3522, 3523); *ses observations sur le Ve Plan; investissements des collectivités locales; équipement rural; construction; soutien des marchés; protection sociale des agriculteurs; contribution de l'Etat au Crédit agricole; nombre prévu de logements bénéficiant de l'aide de l'Etat; développement du marché hypothécaire; extension de la taxe sur la valeur ajoutée à la distribution des produits pétroliers et à la construction d'immeubles à usage professionnel ou commercial; extension de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture; problème de la détermination d'un taux intermédiaire de la T.V.A.; taux de croissance de la production intérieure brute; crédits à la consommation; modernisation des circuits de collecte et de distribution des capitaux; prêts à la construction; ses observations sur la sidérurgie et les charbonnages; problème des exportations; politique foncière du Gouvernement; développement du progrès économique; question de l'emploi; problème des prix; question des investissements privés* (p. 3523 à 3527); *ses observations sur la question préalable; impôt sur le revenu; cas des personnes âgées; âge à partir duquel ces personnes peuvent bénéficier de la décote majorée; taxe sur la valeur ajoutée* (p. 3528); *problème de la relance de l'économie par la consommation; marché financier* (p. 3529); *problème du dégrèvement de cent francs accordé à tous les contribuables dont l'impôt est inférieur à mille francs* (p. 3538); *calcul du pourcentage d'exécution du plan* (p. 3545); *rapport Laroque* (p. 3545); *Fonds d'investissement pour l'aménagement du territoire* [12 octobre 1967] (p. 3567); *évolution des négociations monétaires internationales; épargne; investissements des administrations; balance des paiements; croissance de la production; diminution de la croissance économique; exportations françaises; part de nos exportations dans le produit national brut; rôle des chefs d'entreprises; problème des prix; politique des prix agricoles; application de la taxe sur la valeur ajoutée; problème des structures économiques françaises; dualité de la personnalité du député; diminution de la population active agricole; ses observations sur le secteur bancaire et le secteur financier; problème de la dimension des entreprises; ordonnance sur les groupements d'entreprises; ordonnance sur la coopération; fusions de banques, d'organismes chimiques et miniers; conséquences du Marché commun; problèmes des charges pesant sur les entreprises; prestations sociales agricoles; concurrence internationale; prolongation de la scolarité pour les jeunes; problèmes de l'âge de la retraite; insuffisance de la décentralisation; ses observations sur le Nord, le Pas-de-Calais, la Lorraine, la Bretagne et le Centre; utilisation de l'emprunt d'Etat; politique à moyen et à court terme; problèmes de l'emploi; choix du taux d'expansion fait par le Ve Plan; question du logement; rythme des commandes de l'Etat et des entreprises publiques; problème de la ristourne de cent francs pour tous les contribuables dont l'impôt est inférieur à 1.000 francs; réforme de l'impôt général sur le revenu; déficit de la Sécurité Sociale; dépôt du projet de loi de finances rectificative pour 1967 et du projet de loi de règlement de l'exercice 1966* (p. 3569 à 3573); *ses observations sur la motion de renvoi* (p. 3574); Première partie du projet de loi de finances pour 1968 : après l'Art. 1er : *Ses observations sur la loi du 12 juillet 1965; mesures prises pour favoriser l'épargne; cas des travailleurs qui gagnent moins de 560 francs par mois* (p. 3577); après l'Art. 2 : *Projet de revision générale de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; cas des personnes âgées* (p. 3580); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « et d'assurances sociales agricoles »* (p. 3581); *extension du bénéfice de la réduction d'impôt de 5 %* (p. 3581); Art. 6 : *Ses observations sur la presse* (p. 3584, 3585); *son amendement tendant à substituer, dans le deuxième alinéa de cet article, aux mots « de la moitié » les mots « des deux tiers »* (p. 3585); Art. 7 : *Réserve de cet article* (p. 3585); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (parag. d) de cet article) à substituer aux mots « taux de 13 % » les mots « taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée... »* (p. 3585); *fixation d'un taux intermédiaire* (p. 3585); *ses observations*

sur les amendements déposés à cet article (p. 3586); Art. 9 : *Réserve de cet article* (p. 3586); après l'Art. 9 : *Réserve de l'amendement de M. Le Bault de La Morinière* (p. 3586); Art. 10 : *Ses observations sur le fuel; nécessité d'une coordination des politiques énergétiques* (p. 3590); *distribution du fuel lourd dans l'Ouest de la France* (p. 3591); *conséquence des modifications des quotités de la taxe intérieure de consommation des produits pétroliers* (p. 3591, 3592); Art. 11 : *Son amendement tendant à substituer au premier alinéa du paragraphe II de cet article deux nouveaux alinéas (Indication du taux réduit de la T.V.A. pour certaines opérations)* (p. 3592); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « V. — La taxe sur la valeur ajoutée est exigible au taux normal de 16 2/3 % pour les ventes de locaux non destinés à l'habitation compris dans des immeubles affectés à un tel usage pour les trois quarts au moins de leur superficie totale ainsi que pour les cessions de droits sociaux donnant vocation à l'attribution des mêmes locaux »* (p. 3593); Art. 12 : *Son opposition à l'amendement de M. Rivain; droits frappant les crèmes de cassis; crèmes de cassis étant soumises au tarif ordinaire du droit de consommation sur les alcools* (p. 3593); Art. 13 : *Réserve de cet article* (p. 3594); Art. 14 : *Son amendement tendant, après le troisième alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa (Dégrèvement de la contribution mobilière étant accordé aux contribuables atteints d'une infirmité ou d'une invalidité les empêchant de subvenir par leur travail aux nécessités de l'existence à condition qu'ils ne soient pas passibles, en raison des revenus de l'année précédente, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques)* (p. 3594, 3595); *ses observations sur les paroles de M. Lamps* (p. 3595); *dégrèvement dans le cas où le loyer de l'habitation de l'intéressé apparaîtrait aberrant en comparaison du loyer matriciel moyen de la commune* (p. 3595); *ses observations sur l'ordre du jour* (p. 3595); *ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 3623); *problème du dégrèvement automatique* [13 octobre 1967] (p. 3623, 3624); Art. 15 : *Délai de prescription; problème du forfait* (p. 3624); *complexité de la fiscalité; principe de la simplification de la législation fiscale; répression de la fraude* (p. 3625); Art. 18 : *Réserve de cet article* (p. 3626); Art. 20 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 3626); Art. 23 : *Ses observations sur le cinéma; suspension de la perception du droit de timbre sur les billets d'entrée quand le prix des places n'excède pas dix francs; allègement de l'impôt frappant les recettes des séances de cinéma, dites « Jeunesse et Famille »; simplification du barème applicable aux salles d'art et d'essai; relèvement de la taxe spéciale; répartition de l'aide aux exploitants* (p. 3628); Art. 24 : *Réserve de cet article* (p. 3628); Art. 28 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 3629); Art. 29 : *Voirie locale; Fonds d'investissement routier; crédits pour l'amélioration de la circulation en milieu urbain, les autoroutes et la circulation urbaine* (p. 3631); Art. 30 : *Contingents d'essence et de pétrole lampant affectés aux exploitants agricoles* (p. 3632); après l'Art. 32 : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant: « Les dispositions de l'article 38 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 sont applicables aux délais venant à expiration postérieurement au 31 décembre 1967 »* (p. 3632); *réserve de cet amendement* (p. 3632); Art. 34 : *Réserve de cet article* (p. 3633); *ses observations sur la modification de l'ordre du jour* (p. 3633); Art. 7 : *Application généralisée de la taxe sur la valeur ajoutée; allègement fiscal; date d'application de la T.V.A.; problème des déductions; incidence sur les prix de certains produits et de certains services; question des objets d'art; situation des artisans; dispositions relatives aux investissements des artisans; ses observations sur la construction en 1968 de logements achevés; réduction des tarifs du droit de circulation sur les vins de 10 %; relèvement de 2,50 à 5 francs de la limite d'exonération du droit de timbre sur les billets de transports routiers de voyageurs, notamment pour le ramassage scolaire; réduction du taux de la T.V.A. si les recettes paraissent supérieures aux prévisions; problème du droit de circulation des vins* [17 octobre 1967] (p. 3650, 3651); *questions de droits spécifiques; droits de circulation sur le vin et la viande* (p. 3652); *problème de la décote; cas des petits artisans* (p. 3654); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant: « Les billets délivrés par les entreprises de transports publics routiers de voyageurs sont exonérés du droit de timbre des quittances lorsque leur prix ne dépasse pas 5 francs »* (p. 3654); *prix de vente des logements; ses observations sur l'amendement de M. Jacques*

Richard (p. 3654, 3655); *cas des logements achevés vendus en 1968* (p. 3655); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouveau paragraphe suivant : « Le tarif du droit de circulation prévu à l'article 28 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 est réduit de 10 %. Les taux en valeur absolue résultant de cette réduction pourront être arrondis à la dizaine de centimes inférieure par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances »* (p. 3655); après l'Art. 7 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : « Le droit fixe de 10 francs prévu à l'article 670 du Code général des impôts est porté à 15 francs »* (p. 3655); *ses observations sur la construction, les droits de circulation, l'exonération du droit de timbre; cas des actes innomés; problème des tantièmes* (p. 3655); *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le taux du prélèvement applicable aux tantièmes visés à l'article 117* ter *du Code général des impôts qui seront mis en paiement à compter du 1er janvier 1968 est porté de 12 % à 25 % »* (p. 3655); *cas des entreprises prestataires de services* (p. 3656); *application de l'article 44 de la Constitution* (p. 3656); Art. 9 : *Application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture; problème des investissements; prix des engrais; notion d'un remboursement forfaitaire; possibilité d'option; ristourne applicable au matériel agricole; application de la T.V.A. dans certains cas particuliers d'élevage; problème de l'identification des bêtes dès leur naissance; rôle des coopératives d'insémination artificielle et des coopératives d'utilisation de matériel agricole; application du forfait; décote pour les agriculteurs qui ont opté pour la taxe sur la valeur ajoutée; question du forfait; ses observations sur la taxe sur la valeur ajoutée propre aux agriculteurs allemands, belges, hollandais et italiens; Fonds d'organisation et de régularisation des marchés agricoles; prestations sociales agricoles; fixation du taux* (p. 3668 à 3670); *problème du maintien de la ristourne; question du remboursement forfaitaire* (p. 3671); *rôle des coopératives d'utilisation de matériel agricole; modernisation des structures* (p. 3672); *son amendement tendant à substituer au troisième alinéa du paragraphe I de cet article de nouvelles dispositions : « Son taux est fixé : à 3 % pour les œufs, les volailles et les animaux dont les viandes sont passibles de la taxe de circulation; ce taux est porté, jusqu'à l'expiration du Ve Plan, à 4 % pour les œufs, les volailles et les porcs, lorsque ces produits sont commercialisés par l'intermédiaire de groupements de producteurs constitués pour la réalisation des objectifs définis par la loi d'orientation agricole n° 60-808 du 5 août 1960; à 2 % pour les autres produits »* (p. 3672); *définition de la volaille* (p. 3672); *taux du remboursement forfaitaire; Fonds d'organisation et de régularisation des marchés agricoles; taux du remboursement pour les produits commercialisés par l'intermédiaire de ces groupements* (p. 5672); *son amendement tendant, après le paragraphe premier de cet article, à insérer un nouveau paragraphe (Remboursement pour les ventes d'animaux vivants dont les viandes sont passibles de la taxe de circulation)* (p. 3673); *élevage français; problème de l'identification de l'animal; régime de remboursement* (p. 3673); *son amendement tendant à rédiger ainsi le début du deuxième alinéa du 2° du paragraphe II de cet article : « Toutefois, les exploitants agricoles qui deviennent, soit en 1968, soit en 1969, assujettis à la T.V.A. sont autorisés... »* (p. 3673); *régime de détermination des acomptes d'impôts* (p. 3673); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing; système de l'option sans forfait; distinction entre le forfait individuel et le forfait collectif par région; harmonisation de la taxe sur la valeur ajoutée entre les agriculteurs des différents pays européens; situation des agriculteurs âgés* (p. 3676, 3677); *son amendement tendant à modifier l'article 9-III (Baisse sur le matériel agricole; question du remboursement forfaitaire)* (p. 3678); *taux de la ristourne* (p. 3678); *cas où les adhérents d'une coopérative d'utilisation de matériels agricoles sont divisés sur le choix de l'option* (p. 3678); *taux de la T.V.A.* (p. 3678); *son amendement tendant à insérer après le paragraphe III de cet article, le nouveau paragraphe suivant : « Nonobstant les dispositions de l'article 8-1-11°, les coopératives d'utilisation de matériel agricole et les coopératives d'insémination artificielle »* (p. 3678); *son amendement tendant à compléter l'article 9 par un nouvel alinéa : « La loi de finances pour 1969 précisera, le cas échéant, les modifications aux dispositions qui précèdent, en fonction notamment des progrès qui pourraient être réalisés vers une harmonisation fiscale entre les pays membres de la Communauté économique européenne »* (p. 3679); après l'Art. 9 : *Taxe de circulation sur les viandes; maintien des taxes spécifiques*

(p. 3679); Art. 13 : *Généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée; problème des taxes spécifiques; ses observations sur la taxe à l'essieu; cas des transporteurs routiers; exonération de la vignette* (p. 3682, 3683); *son amendement tendant à insérer le nouveau paragraphe suivant : « Les véhicules qui donnent lieu au paiement de la taxe prévue au paragraphe I ci-dessus sont dispensés de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur établie par l'article 999* bis *du Code général des impôts »* (p. 3685); *ses observations sur le paiement de la taxe différentielle, c'est-à-dire de la vignette* (p. 3685); après l'Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Duffaut; problème de l'emploi de la taxe à l'essieu* (p. 3685, 3686); Art. 18 : *Problèmes de la Corse; statut fiscal de la Corse; charges supportées par les consommateurs de vins corses; création d'un fonds spécial du Trésor; création sur place, pour les Corses, d'activités de nature à limiter leur aspiration à émigrer* (p. 3691); *son amendement tendant à rédiger comme suit la première phrase du paragraphe III de cet article : « Les taxes instituées par l'article 999* bis *du Code général des impôts sont perçues sur les véhicules immatriculés en Corse au tarif de droit commun réduit de moitié »* (p. 3692); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du paragraphe III de cet article : « Les sommes perçues en Corse à ce titre sont versées à un compte spécial du Trésor pour être utilisées au financement de travaux de mise en valeur de la Corse »* (p. 3692); *produit du droit de consommation sur les tabacs; création d'un fonds spécial* (p. 3692); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du 4° du paragraphe V de cet article : « Le produit du droit de consommation est affecté au financement de travaux de mise en valeur de la Corse et versé à concurrence : d'un quart au budget du département de la Corse; de trois quarts à un compte spécial du Trésor »* (p. 3692, 3693); Art. 24 : *Ses observations sur le B.A.P.S.A.; cotisation individuelle vieillesse des exploitants agricoles; cotisation cadastrale* (p. 3693); *prix du sucre; prestations sociales agricoles; situation sociale de l'agriculture; forme cadastrale de la cotisation* (p. 3694, 3695); après l'Art. 32 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les dispositions de l'article 38 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 sont applicables aux délais venant à expiration postérieurement au 30 décembre 1967 »* (p. 3695); *ses observations sur la loi du 6 janvier 1966; problème du délai de prescription opposable aux fraudeurs; structure administrative et financière; installation de directions départementales des impôts autour de la capitale* (p. 3695, 3696); Art. 34, Etat A : *Ses amendements tendant à modifier cet état* (p. 3705, 3706); *ses observations sur ces amendements* (p. 3706); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur le budget de la santé publique; formation professionnelle; promotion sociale; budget de l'agriculture; crédits du F.O.R.M.A.; généralisation de la T.V.A.; problème des artisans; question de la relance par la consommation; charges publiques; marché financier; ressources du crédit agricole; question de l'élevage; circuit de la commercialisation de la viande; situation des déportés politiques; problème de la presse; question de l'introduction de la publicité à la télévision; problème des investissements effectués par les petits artisans; situation du personnel des directions départementales de l'action sanitaire et sociale; création de nouveaux départements; dépôt du projet de loi sur la réforme des hôpitaux; déductibilité de la taxe sur la valeur ajoutée sur les fuels; prix de vente du vin de consommation courante; régime fiscal de la Corse; situation des sociétaires des coopératives d'utilisation du matériel agricole qui optent pour la taxe sur la valeur ajoutée; situation des mareyeurs; ses observations sur le versement de 5 % effectué par les employeurs, chefs d'entreprises; taux intermédiaire de la T.V.A.; indemnité viagère de départ dans les zones de rénovation rurale; aide à l'aviation légère; problème des adductions d'eau; programme social de relogement* [5 décembre 1967] (p. 5547 à 5550); *situation des mareyeurs; problème de l'extension de l'application de la T.V.A.* (p. 5585); *son amendement tendant à compléter le paragraphe VI de l'article 18 (Matériel affecté à l'industrie hôtelière et touristique)* (p. 5586); *application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution* (p. 5588); en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [7 décembre 1967] (p. 5645); *ses observations sur les paroles de M. Ziller; situation des déportés* (p. 5645); Art. 2 *bis*, 4 et 6 : *Situation des déportés* (p. 5645); Art. 7 : *Ses observations sur le tarif imposé au cidre; taxe de circulation*

(p. 5646); *taux des produits de grande consommation; taxe sur la valeur ajoutée* (p. 5647); *ses observations sur le sous-amendement de M. Giscard d'Estaing* (p. 5648); Art. 7 A, 7 *bis* et 8 : *Ses observations sur les amendements de M. Rivain* (p. 5648, 5649); Art. 8 *bis: Remboursement forfaitaire destiné à tenir compte des achats de matériel agricole; ses observations sur les achats d'animaux qui ne sont pas destinés rapidement à la revente; pourcentage de rémanences d'impôt* (p. 5649); *ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 5650); Art. 10, 11 et 12 : *Ses observations sur les amendements de M. Rivain* (5655, 5656); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le 5° du paragraphe II de l'amendement de M. Rivain* (p. 5656); *ses observations sur la taxe à l'essieu* (p. 5657, 5658); Art. 14 : *Situation des contribuables âgés* (p. 5658, 5659); Art. 18 : *Ses observations sur les avantages fiscaux accordés à la Corse* (p. 5660); Art. 23 *bis*, 27, 29, 32 *bis*, 36, 60 *bis*, 60 *ter*, 63 *quater*, 63 *quinquies*, 72 *bis*, 77, 78 : *Ses observations sur les amendements de M. Rivain* (p. 5661, 5663, 5679); *application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution* (p. 5680); en troisième et dernière lecture : *Ses observations sur la position prise par le Sénat sur l'ensemble du projet de loi de finances; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution* [8 décembre 1967] (p. 5733, 5734);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 : *Augmentation des dépenses des collectivités locales; subventions accordées par l'Etat; développement des moyens de crédit; taxe sur la valeur ajoutée; taxe foncière des propriétés non bâties; taxe foncière des propriétés bâties; taxe d'habitation; taxe professionnelle; institution d'une base d'imposition commune aux quatre taxes fondée sur la valeur locative cadastrale des biens imposés; modernisation de la fiscalité locale; ses observations sur les titres II et III; problème de la péréquation, de la diversification des subventions et de la diversification du crédit* [22 novembre 1967] (p. 5144, 5145); *ses observations sur la motion de renvoi; question des subventions; crédits d'emprunt; travaux de revision des évaluations; recrutement des personnels contractuels et des agents temporaires pour les besognes matérielles indispensables; portée du projet de loi* (p. 5157);

— du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites : *Ses observations sur les paroles de M. Duffaut* [6 décembre 1967] (p. 5619); *ses observations sur les paroles de M. Hauret* (p. 5624);

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés : *Création d'un corps unique d'experts-comptables; compétence des experts-comptables; amélioration des conditions d'exercice de la profession; problème de la modernisation de l'enseignement donné aux experts-comptables* [12 décembre 1967] (p. 5777, 5778); Art. 14 : *Question de l'éventuelle possibilité pour le Ministre de l'Economie et des Finances de fixer les tarifs* (p. 5797); *situation des commissaires aux comptes agréés par les cours d'appel* (p. 5797); *son amendement tendant, dans cet article, après les mots « sous réserve des règles et tarifs qui pourraient être établis par le Ministre de l'Economie et des Finances » à rédiger comme suit la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article: « après avis du conseil supérieur de l'ordre et de l'application de la législation en vigueur »* (p. 5797); *consultation du conseil supérieur de l'ordre; problème de la tarification* (p. 5797); Art. 17, 18 et 19 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5798, 5799); Art. 20 : *Ses observations sur les chambres régionales* (p. 5799); *ses observations sur les amendements de MM. Pierre Bas et Palmero* (p. 5800); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa (paragr. 3°) de cet article (Composition du conseil supérieur de l'ordre)* (p. 5800); Art. 21 : *Ses observations sur le mot « tutelle »* (p. 5800); Art. 22 et après l'Art. 22 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5800, 5801); Art. 23 : *Ses observations sur l'apport éventuel de personnes qualifiées ayant exercé une activité comptable dans un emploi salarié; rôle de la commission nationale* (p. 5801, 5802); *absence de risque de concurrence déloyale* (p. 5802); *ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5803); *son sous-amendement tendant à remplacer dans l'amendement de M. Valeix les mots « seront définies » par les mots « pourront être définies »* (p. 5804); Art. 24 : *Conditions de l'intégration des comptables agréés* (p. 5805); Art. 25 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article*

(p. 5805); *ses observations sur les amendements de M. Leccia* (p. 5806); Art. 26 : *Ses observations sur les amendements de M. Leccia* (p. 5806); Art. 27 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots « d'un an à compter de la publication de la présente loi » les mots « prévu à l'article 499 modifié de la loi du 24 juillet 1966 »* (p. 5806); Art. 28 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Constitution de sociétés entre les membres de l'ordre)* (p. 5807); Art. 29 : *Ses observations sur les amendements de M. Leccia* (p. 5807); Art. 30 : *Parution du règlement d'administration publique* (p. 5807, 5808); seconde délibération, Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Souscription d'une police d'assurance par les experts-comptables, les experts-comptables stagiaires et les comptables agréés)* (p. 5808); *ses observations sur son amendement* (p. 5808);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Extension de la taxe sur la valeur ajoutée à l'ensemble de l'élevage; programme de soutien à l'économie; mesures orientées vers le développement de la consommation et des investissements; relèvement du taux des allocations familiales et de l'allocation aux personnes âgées; allégement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; diminution de la taxe de circulation sur les viandes; déduction de la T.V.A. frappant les achats de biens d'équipement; accélération des appels d'offre des entreprises nationales; suppression de la quatrième signature, jusqu'ici nécessaire, pour la mobilisation de crédits à moyen terme; prêts du fonds de développement économique et social; zones de reconversion industrielle; zones de rénovation rurale; ses observations sur les demandes de préfinancement; caractère conjoncturel du projet de loi de finances rectificative; effets de la généralisation de la T.V.A.; déficit du budget de 1968; hausse des prix entre décembre et janvier 1968; production industrielle; rythme de nos exportations; reprise de la consommation; niveau des investissements; taux de croissance de 1968; problèmes de l'emploi; généralisation de la T.V.A. à l'agriculture; extension de la T.V.A. à la quasi-totalité du circuit commercial du bétail; ses observations sur le vin et les aliments destinés aux poissons d'élevage et aux abeilles; prolongation de l'autoroute Lille-Marseille; ses observations sur les zones de rénovation rurale et la zone dite de montagne; application de la T.V.A. aux cantines d'entreprises; perception par le fonds de soutien aux hydrocarbures d'une redevance d'un centime par litre sur le fuel-oil domestique; projet de loi relatif aux salaires des ouvriers des arsenaux* [9 mai 1968] (p. 1662 à 1667); *ses observations sur les paroles de M. Ansquer* (p. 1682) *et sur celles de M. Cointat* (p. 1683); *raisons de la thésaurisation de l'or; déficit de la balance des paiements américaine; taux de croissance des divers pays européens entre 1958 et 1967; évolution comparée de la population active et de la population non active; pouvoir d'achat de la population; nombre des logements achevés; nombre des mises en chantier; taux d'expansion de 5 %; amélioration de la productivité; réserves en or et en devises de la France; formation professionnelle; priorité donnée à l'exportation et aux investissements dans la hausse de 5 %; thèse de M. Mendès France; question d'une soi-disante déplanification faite par le Gouvernement; augmentation des investissements; généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée; centre de revision des formulaires administratifs; investissements étrangers; notion de société européenne; question d'une monnaie européenne; durée hebdomadaire du travail; effort d'ajustement des politiques conjoncturelles des gouvernements européens; statistiques en matière de salaire; nombre des travailleurs qui gagnent moins de 600 francs par mois; problème du remboursement forfaitaire accordé aux agriculteurs; régime fiscal des vins; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement des fonctionnaires; situation des retraités; problème de la majoration de la prime d'exploitation des agents des P.T.T.; situation des rentiers-viagers; encouragements à l'exportation* [10 mai 1968] (p. 1720 à 1727); *accords de Bretton Woods; ses observations sur le dollar; amélioration du taux des valeurs mobilières en bourse; développement du crédit à long terme; problème du logement; ses observations sur les mises en chantier de logements; taux de croissance de 5 %; dépenses de consommation; conclusions de l'O.C.D.E.; découvert du budget de 1968* (p. 1728, 1729); *société de droit européenne; régime fiscal des fusions d'entreprises européennes; harmonisation des dispositions fiscales applicables aux fusions d'entreprises* (p. 1730); Art. 1er : *Distinction entre une politique conjoncturelle et des mesures à longue échéance; aide aux personnes âgées; situation des familles nombreuses; augmentation de la*

capacité de consommation; conception de M. Souchal sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques (p. 1735, 1736); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article 1-A (Redevance de 1 franc par hectolitre sur les fuels-oils domestiques au profit du Fonds de soutien aux hydrocarbures)* (p. 1738); *extension de la T.V.A. à l'ensemble de l'élevage; taxe de circulation sur les vins; taux de la T.V.A. applicable aux cantines d'entreprises; ses observations sur son amendement* (p. 1738); *accorder le remboursement forfaitaire aux exploitants agricoles qui vendent des animaux dont les viandes sont passibles de la taxe de circulation; ses observations sur les S.I.C.A. et les coopératives* (p. 1740); *application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution* (p. 1743); après l'Art. 4 : *Définition des zones de reconversion industrielle et de rénovation rurale; importance des choix; prêts du Fonds de développement économique et social* (p. 1750, 1751);

— du projet de loi tendant à favoriser la conservation du patrimoine artistique national : *Création d'une fondation animée par la Caisse des dépôts et par certains patrimoines publics et privés; exonérations fiscales; exemple des Etats-Unis; principe du paiement en espèces des dettes envers l'Etat; création d'une commission d'agrément; exemple de don consenti en faveur d'un musée de province* [15 mai 1968] (p. 1891, 1892); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Mainguy* (p. 1892); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa du 1° de cet article: (Cas où la décision d'agrément constate que les biens donnés sont attachés à un immeuble en raison de motifs historiques ou artistiques)* (p. 1892); *ses observations sur son amendement* (p. 1892, 1893);

— sur la motion de censure : *Nombre des chômeurs; ses observations sur les paroles de M. Guy Mollet; nombre des bénéficiaires de l'aide publique et des demandeurs d'emploi; aide aux régions défavorisées; taux annuel d'expansion; budget pour 1969; problème de la relance par la consommation; modalités du développement de l'économie par l'investissement, l'exportation et la consommation; accroissement des crédits militaires par rapport au revenu national* [21 mai 1968] (p. 1998, 1999); *ses observations sur les paroles de M. Duhamel* (p. 1999) *et sur celles de M. Royer* (p. 2000).

DECHARTRE (M. Philippe).

Secrétaire d'Etat à l'Equipement et au Logement
du 31 mai 1968 au 11 juillet 1968.

Est nommé Secrétaire d'Etat à l'Equipement et au Logement, chargé des problèmes du logement (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat à l'Equipement et au Logement (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

DEFFERRE (M. Gaston), *Député des Bouches-du-Rhône, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi du 29 juillet 1881 pour permettre une répression plus efficace de la provocation à la haine raciste, **n° 298** [9 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à déclarer amnistiés les faits afférents aux manifestations d'étudiants des 3, 6 et 7 mai 1968, **n° 784** [10 mai 1968].

Interventions :

Ses paroles au sujet de la réunion de la conférence des Présidents : *Connaissance de l'ordre du jour établi par cette conférence* [6 avril 1967] (p. 568).

Son rappel au Règlement : *Répartition des places des députés dans l'hémicycle, cette répartition devant refléter la réalité politique du pays; aggravation actuelle de la situation sociale;*

exigences du travail parlementaire [6 avril 1967] (p. 569, 570).

Ses observations sur la constitution d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste ayant aussi eu l'intention de demander la constitution d'une commission spéciale pour l'examen de ce texte* [9 mai 1967] (p. 937).

Ses observations sur les candidatures à la Commission spéciale pour l'examen du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Composition des groupes* [10 mai 1967] (p. 974).

Son rappel au Règlement : *Exposé de M. le Premier Ministre sur les pouvoirs spéciaux demandés par le Gouvernement; date du débat sur le projet de loi permettant au Gouvernement de prendre des ordonnances en matière économique et sociale* [16 mai 1967] (p. 1030).

Son rappel au Règlement : *Conditions du déroulement du débat sur la motion de censure; ses observations sur les paroles de M. Chandernagor, président de séance* [20 mai 1967] (p. 1172).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : Ses explications de vote : *Bilan de l'action gouvernementale; opinion de M. Capitant parue dans le journal* Notre République *du 17 mars 1967* [20 mai 1967] (p. 1207); *opinion de M. Giscard d'Estaing parue dans l'*Express *du 8-14 mai 1967; désir de la Grande-Bretagne d'entrer dans le Marché commun; sa question de savoir si le Parlement se prononcera sur cette question par un vote; projet de loi foncière; détermination d'un nouveau domaine réservé* (p. 1207 à 1209).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le troisième tour de scrutin pour l'élection de deux représentants de la France au Parlement européen* [24 mai 1967] (p. 1281).

Son rappel au Règlement : *Désignation des représentants de l'Assemblée Nationale aux diverses assemblées européennes; élimination par la majorité des représentants du groupe communiste; contrat moral passé entre la Fédération de la gauche démocrate et socialiste; décision de MM. Loustau, Mitterrand, Naveau, Spénale et Vals, membres du Parlement européen, de MM. Péronnet, Pic, Privat, membres du Conseil de l'Europe et de MM. Escande, Leccia et Schloesing, membres suppléants du Conseil de l'Europe, de démissionner pour protester contre l'ostracisme dont a été l'objet M. Maurice Faure, candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste au Parlement européen* [25 mai 1967] (p. 1319).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Absentéisme des députés de la majorité; importance du discours de M. René Billères; ses observations sur le fait que M. Peyrefitte a déjà répondu à une partie des questions qui lui avaient été posées sans attendre la fin du débat* [1er juin 1967] (p. 1526, 1527).

Son rappel au Règlement : *Crise du Moyen-Orient; communication du Gouvernement devant être suivie d'un débat; information des parlementaires; absence de deux catégories de députés; sa question préalable tendant au renvoi de la discussion du projet de loi sur la faillite jusqu'à ce que le Gouvernement se soit décidé à faire connaître sa position sur la situation résultant de la guerre dans le Proche-Orient* [6 juin 1967] (p. 1604).

Son rappel au Règlement : *Mise aux voix de sa question préalable sur le projet de loi sur la faillite* [6 juin 1967] (p. 1605).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur sa question préalable sur le projet de loi sur la faillite; déclaration du Gouvernement devant être suivie d'un débat* [6 juin 1967] (p. 1605).

Prend part à la discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes : *Sa question préalable; déclaration du Gouvernement sur la guerre du Moyen-Orient devant être suivie d'un débat; réunion de la conférence des présidents en vue de modifier l'ordre du jour de l'Assemblée; dialogue entre le Gouvernement et le Parlement; droits du Parlement et de la démocratie* [6 juin 1967] (p. 1614); *ses observations sur les paroles de M. Frey; nécessité pour les groupes de s'exprimer sur la crise du Moyen-Orient* (p. 1615, 1616).

Son rappel au Règlement et ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi sur l'amnistie; question du rapport de M. Capi-*

tant [15 juin 1967] (p. 1841); *ses observations sur les paroles de M. Frey* [15 juin 1967] (p. 1842); *ses observations sur les paroles de M. de Grailly; réunion de la Commission afin de désigner un rapporteur à la place de M. Capitant* [15 juin 1967] (p. 1842); Ses explications de vote sur l'ordre du jour complémentaire : *Position du groupe des républicains indépendants pendant la campagne électorale; discussion de la proposition de loi sur l'amnistie* [15 juin 1967] (p. 1843).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur les délégations du droit de vote; question de savoir quels sont ceux des députés qui ont reçu des délégations dans des conditions non conformes au Règlement; absentéisme des députés de la majorité* [16 juin 1967] (p. 1915, 1916).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Critique de l'action du Gouvernement; crise du logement et du bâtiment; listes de demandes non satisfaites dans les offices d'H.L.M.; ressources dont disposent en moyenne les Français pour leur logement; conséquences de la création des sociétés conventionnées et des sociétés immobilières d'investissement; logements sociaux; prêts consentis pour la construction d'H.L.M.; prêts du Crédit foncier; sa question de savoir si le projet de loi permettra de faire face à la construction des logements nécessaires et à l'urbanisation des grandes agglomérations françaises; coût des circuits financiers; lutte contre la spéculation foncière; création d'un impôt foncier; réserves foncières; choix politiques du Gouvernement; municipalisation des terrains à bâtir pour les équipements collectifs; droit au logement; nécessité de conclure des contrats de progrès avec la profession du bâtiment; modernisation de cette industrie; détaxations fiscales pour les logements sociaux; création d'une Caisse nationale autonome du logement; municipalisation des terrains à bâtir pour les zones d'extension et de modernisation; ses propositions concernant l'urbanisme; nécessité de donner la prééminence à l'initiative publique; fonctionnement du district parisien; ses observations sur les schémas directeurs; rôle des C.O.D.E.R.* [20 juin 1967] (p. 1963 à 1966); *ses observations sur les paroles de M. Boscher; question de la municipalisation du territoire communal* (p. 1974); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article: Droit au logement. La puissance publique reconnaît à tout citoyen, en fonction de ses besoins et à la condition qu'il y affecte un pourcentage raisonnable de ses revenus, le droit de disposer d'un logement. Pour permettre à la puissance publique de mieux atteindre ses objectifs, il est inséré au livre premier du Code de l'urbanisme et de l'habitation un titre II ainsi rédigé »* [21 juin 1967] (p. 2034); *ses observations sur son amendement* (p. 2034); Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Indication des plans directeurs d'urbanisme)* (p. 2036); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction des deux premiers alinéas du texte proposé pour cet article (Rôle des schémas directeurs d'urbanisme)* [22 juin 1967] (p. 2053); *son amendement tendant à substituer au quatrième alinéa du texte proposé pour cet article de nouvelles dispositions (Elaboration des schémas directeurs et des schémas de secteurs; leur exécution devant être suivie par des commissions permanentes d'urbanisme; leur composition)* (p. 2054); *son amendement tendant à substituer au cinquième alinéa du texte proposé pour cet article de nouvelles dispositions: (Schémas directeurs d'urbanisme et schémas de secteurs devant être approuvés après délibération des collectivités locales)* (p. 2057); *son amendement tendant, pour l'article 12 du Code de l'urbanisme, à insérer un nouvel article (Rôle des programmes de modernisation et d'équipement urbains; échelonnement des aménagements fonciers et des équipements publics)* (p. 2062); Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Plans d'utilisation des sols devant fixer les règles générales et les servitudes auxquelles est soumis l'usage des terrains urbains)* (p. 2063); *ses observations sur son amendement* (p. 2065); *retrait de la première partie de son amendement* (p. 2065); *exemple des travaux entrepris sur la place de la Bourse à Marseille; attitude des archéologues* (p. 2065, 2066); Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Elaboration des plans d'utilisation des sols; leur approbation après enquête publique)* (p. 2069); Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le début du pre-*

mier alinéa du texte proposé pour cet article: « En vue de l'exécution de programmes déclarés d'intérêt national par un vote du Parlement et, en cas d'urgence, des plans provisoires d'utilisation des sols » (p. 2074); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à supprimer les mots « ou après consultation »* (p. 2083); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à supprimer les deux dernières phrases du premier alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 2086); *retrait de son amendement* (p. 2086); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « décret en Conseil des Ministres » les mots « décret en Conseil d'Etat »* (p. 2088); *retrait de son amendement* (p. 2088); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [26 juin 1967] (p. 2174); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier paragraphe du texte proposé pour cet article (Aucun dépassement de la norme résultant de l'application du coefficient d'occupation du sol ne pouvant être autorisé sur une parcelle ou un îlot de propriété pour satisfaire à des prescriptions d'urbanisme ou à des impératifs d'ordre architectural sans que la capacité des équipements de desserte soit corrélativement augmentée et qu'une servitude compensatrice soit instituée sur les parcelles voisines ou que participation soit versée à la commune pour la création d'espaces libres ou plantés dans la même zone)* (p. 2174); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du second paragraphe du texte proposé pour cet article (Détermination de la participation)* (p. 2174); Art. 22 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2179); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Rôle des commissions permanentes d'urbanisme)* (p. 2180); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Pendant une période ne pouvant aller au-delà du 31 décembre 1970, plans provisoires d'utilisation du sol et coefficients provisoires d'occupation du sol pouvant être mis en vigueur sur la proposition des communes intéressées, des syndicats, districts ou établissements publics, ayant compétence en matière d'urbanisme)* (p. 2186); après l'Art. 6 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Codification des textes législatifs et réglementaires relatifs à l'urbanisme et à la construction)* (p. 2196); Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions (Financement des réserves foncières constituées par les communes)* (p. 2204); Chap. 3 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le titre de ce chapitre: « De la municipalisation et de la concession d'usage de certains terrains urbains »* (p. 2212); avant l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Application de la procédure simplifiée de la municipalisation)* (p. 2212); Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Droit des collectivités à l'intérieur des périmètres soumis à la municipalisation et des périmètres délimités par décret en Conseil d'Etat)* (p. 2214); après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Création d'un office foncier urbain)* (p. 2215); avant l'Art. 14 : *Son amendement tendant, avant cet article, à insérer un nouvel article (Valeur moyenne des propriétés foncières retenue pour l'assiette de l'impôt foncier devant servir de base à la fixation de l'indemnité principale versée au propriétaire en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique)* (p. 2219); Art. 37 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [27 juin 1967] (p. 2272); Art. 38, 39, 40 et 41 : *Ses amendements tendant à la suppression de ces articles* (p. 2276, 2277); avant l'Art. 46 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Institution d'un impôt d'urbanisation assis sur la valeur vénale moyenne des propriétés foncières)* (p. 2292); Art. 46 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [28 juin 1967] (p. 2326); Art. 51 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2349); Art. 62 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2355); seconde délibération, Art. 46 A : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Impôt d'urbanisation se substituant à la contribution foncière des propriétés non bâties à compter du 1er janvier 1969 et à la contribution foncière des propriétés bâties à compter du 1er janvier 1970)* [1er juillet 1967] (p. 2520).

Son rappel au Règlement : *Question de l'inscription à l'ordre du jour, avant la fin de la*

session, de la proposition de loi sur l'amnistie; absence d'ordre du jour complémentaire; rapport de M. Capitant; grâce amnistiante; ses observations sur la non-inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Escande relative à la nomination d'une commission d'enquête sur le fonctionnement des stations régionales de l'O.R.T.F. pendant la campagne électorale; problème de la fixation de la date de l'élection des représentants aux assemblées européennes [21 juin 1967] (p. 2020, 2021).

Son rappel au Règlement : *Discussion sur l'amnistie* [27 juin 1967] (p. 2284, 2285).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la suspension de séance* [10 octobre 1967] (p. 3463).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Débat de ratification des ordonnances; fixation de l'ordre du jour prioritaire par le Gouvernement; politique économique et financière du Gouvernement; insuffisance des crédits pour la construction d'hôpitaux, d'autoroutes et pour les télécommunications; investissements collectifs de caractère social; nombre des chômeurs; augmentation du nombre des faillites et des règlements judiciaires* [10 octobre 1967] (p. 3467, 3468);

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur les paroles de M. Debré et l'absence lors du débat de M. Mendès France* [11 octobre 1967] (p. 3523); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur le problème grec* [7 novembre 1967] (p. 4599).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Application du septième alinéa de l'article 48 du Règlement; inscription à l'ordre du jour du projet sur l'amnistie; indemnisation des rapatriés* [7 décembre 1967] (p. 5643).

Prend part à la discussion du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relations avec les événements d'Algérie, Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant : « Les crimes et délits dans les départements et territoires d'outre-mer avant le 1er janvier 1967 sont amnistiés de plein droit »* [14 décembre 1967] (p. 5907); ses explications de vote : *Caractère de l'amnistie; nécessité de la réconciliation; circonstances dans lesquelles le général Jouhaud, condamné à mort, n'a pas été fusillé; rôle du Parlement* (p. 5907, 5908).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 29 de la Constitution; dépôt d'une motion de censure contre le Gouvernement en raison de son attitude à la conférence de Bruxelles; refus opposé par le Président de la République à l'ouverture de négociations à propos de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; possibilité d'une session extraordinaire au début du mois de janvier; débat sur la conférence de Bruxelles et sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun* [20 décembre 1967] (p. 6087, 6088).

Son rappel au Règlement : *Dépôt d'une motion de censure par le groupe de la fédération de la gauche démocrate et socialiste; obligation pour le président de donner connaissance de cette motion dès l'ouverture de la séance qui en suit le dépôt* [17 avril 1968] (p. 1060).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 31 de la Constitution; impossibilité pour le Gouvernement de prendre la parole quand il n'y a aucun débat inscrit à l'ordre du jour* [17 avril 1968] (p. 1062).

Son rappel au Règlement : *Application des articles 48 et 134 du Règlement; réunion d'une conférence des présidents en raison des manifestations des étudiants* [7 mai 1968] (p. 1528); *ses observations sur les paroles de M. Schumann* (p. 1528) *et sur celles de M. Chaban-Delmas* (p. 1528).

Prend part à la discussion sur la décision relative à la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) : *Nombre des commissions permanentes; travail de la commission des lois* [7 mai 1968] (p. 1529, 1530).

Ses observations sur la décision de la conférence des présidents : *Question orale de M. Estier* [7 mai 1968] (p. 1531).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants : *Délégation des professeurs; réouverture des Facultés de Nanterre et de la Sorbonne; amnistie en faveur des étudiants condamnés* [8 mai 1968] (p. 1610).

Son rappel au Règlement : *Application des*

articles 150 et 149 du Règlement; lecture de la motion de censure; question de savoir si le Gouvernement engage sa responsabilité lors de sa prochaine déclaration [14 mai 1968] (p. 1768); *déroulement de la séance* (p. 1769).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'ordre du jour; rapport de M. Capitant sur l'amnistie; possibilité de présenter un rapport au nom de l'ensemble de la commission et de l'ensemble des groupes de l'Assemblée; date du débat sur l'amnistie* [14 mai 1968] (p. 1785).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le courage de M. Capitant qui a préféré démissionner de son mandat parlementaire plutôt que de voter la motion de censure* [21 mai 1968] (p. 1993).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Ses observations sur l'organisation des débats et l'intervention de M. Mitterrand* [21 mai 1968] (p. 2006); ses explications de vote : *Autocritiques du Premier Ministre; conséquences de la motion de censure; intérêts du pays; nécessité de changer de Gouvernement et de politique; ses observations sur l'O.R.T.F. et la retransmission intégrale des débats sur la motion de censure; ses observations sur les services de santé et le ravitaillement; malaise chez les étudiants et dans la classe ouvrière; dialogue avec les organisations syndicales; conférence de la paix entre le Vietnam et les Etats-Unis à Paris; déclaration du général de Gaulle le 29 décembre 1961; son vote sur la motion de censure* [22 mai 1968] (p. 2043 à 2045);

— du projet de loi portant amnistie, après l'Art. 1er : *Discussion de l'amnistie concernant les événements d'Algérie* [22 mai 1968] (p. 2062).

Son rappel au Règlement : *Son désir de voir le Premier Ministre exposer la situation à l'Assemblée et engager l'existence du Gouvernement* [28 mai 1968] (p. 2126); *ses observations sur les paroles de M. Anthonioz; critique des décisions prises par la conférence des présidents; fonctionnement de l'Assemblée* [28 mai 1968] (p. 2126).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 49 de la Constitution et de l'article 149 du Règlement; modalités de la responsabilité du Gouvernement devant l'Assemblée* [28 mai 1968] (p. 2127).

DEGRAEVE (M. Jean), *Député de la Marne, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (no 11), adoptée par le Sénat, relative à l'attribution d'une prime de transport à l'ensemble des salariés du secteur privé, **no 278** [7 juin 1967].

Intervention :

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Baisse des prix de la production animale; nécessité d'arrêter cette dégradation des prix afin d'éviter le développement de la production céréalière; interventions de la S.I.B.E.V; exemple des services agricoles de la Bavière; réponse au texte sur l'extension de la T.V.A. à l'agriculture* [18 octobre 1967] (p. 3787).

DEJEAN (M. René), *Député de l'Ariège, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la

liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à autoriser le divorce et la séparation de corps dans le cas d'aliénation mentale incurable de l'un des conjoints, **n° 263** [1er juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JUSTICE : *Discussion des propositions d'amnistie actuellement en instance devant l'Assemblée Nationale; importance de l'amnistie; ses observations sur la loi du 17 juin 1966* [23 octobre 1967] (p. 3971); *fonctionnement des greffes; ses observations sur les frais d'installation et d'équipement mobilier supportés par les officiers ministériels* (p. 3986);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959, Art. 12 : *Composition de la commission départementale des impôts* [22 novembre 1967] (p. 5175);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Champ d'application de l'amnistie; ses observations sur la loi du 17 juin 1966; ses observations sur les déclarations officielles du Gouvernement; indication d'un sondage d'opinion; question des mesures d'amnistie individuelle* [28 novembre 1967] (p. 5285, 5286); *grâce amnistiante; Parlement ayant délégué au Président de la République et au Gouvernement sa prérogative essentielle; question du vote d'une loi d'amnistie véritable et totale* (p. 5286); *ses observations sur la motion de renvoi; question du vote bloqué; problème de l'efficacité des travaux de l'Assemblée* (p. 5302); Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer la fin de cet article à partir des mots « sont exclus du bénéfice de l'amnistie »* [14 décembre 1967] (p. 5904); *ses observations sur son amendement* (p. 5904, 5905); Articles additionnels : *Ses observations sur les crimes et délits commis dans les départements et territoires d'outre-mer avant le 1er janvier 1967* (p. 5907).

DELACHENAL (M. Jean), *Député de la Savoie, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [29 juin 1967] (p. 2416);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439

du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Est élu vice-président de cette Commission [25 avril 1968] (p. 1358).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à compléter les dispositions du Règlement de l'Assemblée Nationale sur les pétitions, **n° 21** [6 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 21), tendant à compléter les dispositions du Règlement de l'Assemblée Nationale sur les pétitions, **n° 128** [20 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 126) adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration de l'habitat, **n° 145** [27 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 274), adopté avec modification par le Sénat, en deuxième lecture, relatif à l'amélioration de l'habitat, **n° 326** [15 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 319) autorisant la réquisition temporaire de terrains nécessaires aux aménagements et installations provisoires destinés au déroulement des X^e^ Jeux olympiques d'hiver de Grenoble, **n° 336** [21 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 331), adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance du 2 février 1945 modifiée relative à l'enfance délinquante et l'ordonnance n° 58-1274 du 22 décembre 1958 modifiée relative à l'organisation des juridictions pour enfants, **n° 379** [29 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 385), adopté avec modifications par le Sénat, en troisième lecture, relatif à l'amélioration de l'habitat, **n° 410** [30 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 341) tendant à attribuer aux départements une allocation analogue à celle instituée pour les communes touristiques, par l'article 43 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 535** [30 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 513) relatif à la répression des infractions à la réglementation en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, **n° 590** [14 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 800) modifié par le Sénat, relatif à la répression des infractions à la réglementation en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, **n° 813** [15 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration de l'habitat, en qualité de *Rapporteur : Crise du logement ; ses observations sur les constructions neuves ; question d'un « S.M.I.G. de l'habitabilité » ; mesures fiscales et juridiques ; nécessité de prévoir un système privilégié de financement ; simplification des formalités ; organisation d'une « assistance technico-administrative » ; ses observations sur le droit classique du bail ; analyse du texte* [9 mai 1967] (p. 937, 938) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas où le locataire ne peut s'opposer à l'exécution des travaux que le propriétaire se propose d'entreprendre)* (p. 941) ; *possibilité donnée au propriétaire de faire des travaux dans l'appartement occupé par son locataire* (p. 941) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer*

le deuxième alinéa de cet article (p. 941); *possibilité pour le locataire d'effectuer des travaux malgré l'opposition du propriétaire* (p. 941); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots « en en précisant la nature et les modalités d'exécution »* (p. 941); *notification faite au propriétaire sur la nature des travaux entrepris par le locataire* (p. 941); *son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de l'article 4 après les mots « faire exécuter ces travaux » à supprimer les mots « à moins qu'ils n'affectent le gros œuvre de l'immeuble, sauf pour permettre le passage de conduits de toute nature »* (p. 942); *son amendement tendant à compléter l'article 4 par un nouvel alinéa: « Lorsque les travaux affectent le gros œuvre de l'immeuble, le propriétaire peut exiger qu'ils soient exécutés sous la direction et le contrôle d'un homme de l'art désigné avec son accord, ou, à défaut, par le président du tribunal de grande instance statuant en référé »* (p. 942); *détermination de la juridiction compétente* (p. 942); Art. 4 *bis: Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 942); *problème de la procédure* (p. 942); Art. 4 *ter: Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 942); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa, à supprimer les mots « évalué à la date de sa sortie, et »* (p. 942); *conditions dans lesquelles le locataire pourra à la fin du bail être indemnisé des travaux qu'il aura réalisés* (p. 942); *application de la présente loi aux baux régis par les dispositions du livre VI du Code rural; ses observations sur les articles du Code rural relatifs à l'indemnité accordée au preneur sortant* (p. 943); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de l'article 5* (p. 943); Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du paragraphe 1: « Les travaux ayant été effectués en application des quatre premiers alinéas de l'article 72 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 donneront lieu à remboursement dans les conditions prévues par l'article 5 de la présente loi »* (p. 943); *ses observations sur les paroles de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 944); *rapports existant entre propriétaire et locataire dans les conditions prévues à l'article 14 de la loi du 1er septembre 1948* (p. 944); Art. 8 : *Compétence du juge des référés* (p. 945); *Son amendement tendant après le premier alinéa de l'article 8 à insérer un nouvel alinéa: « Un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions d'application de la présente loi dans les départements d'outre-mer »* (p. 945); *application de la loi dans les départements d'outre-mer* (p. 946); *son amendement tendant: 1° à la fin du deuxième alinéa à supprimer les mots « et à la réforme de l'allocation logement »; 2° à compléter le deuxième alinéa par la phrase suivante: « Il sera procédé dans le même délai à la réforme de l'allocation logement, afin notamment d'harmoniser les conditions minima de salubrité exigées pour l'octroi de l'allocation logement avec les normes qui sont prévues par l'article premier de la présente loi »* (p. 946); *réforme des conditions d'attribution de l'allocation logement* (p. 946); Art. 6 (suite) : *Son amendement* (p. 947); Art. 7 (suite) : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 947); *ses observations sur les paroles de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 947); en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1967] (p. 2136, 2137); Art. 2 : *Permettre à un locataire de s'opposer, pour un motif sérieux, aux travaux d'amélioration qu'un propriétaire voudrait entreprendre; saisine de la juridiction compétente* (p. 2137); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du dernier alinéa de cet article: « Lorsque les travaux affectent le gros œuvre de l'immeuble, le propriétaire peut exiger qu'ils soient exécutés sous la direction et le contrôle d'un homme de l'art désigné avec son accord ou, à défaut, par le président du tribunal de grande instance statuant en référé »* (p. 2137); *ses observations sur les petits travaux qui ne nécessitent pas la surveillance d'un homme de l'art; rôle du président du tribunal de grande instance statuant en référé* (p. 2137); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « évalué à la date de sa sortie » à insérer les mots « selon la variation de l'indice du coût de la construction pendant la période considérée »* (p. 2138); *conditions dans lesquelles le locataire pourra être indemnisé de sa dépense au moment de quitter les lieux; calcul de l'indemnité* (p. 2138); *coût des travaux; nécessité d'éviter le contentieux* (p. 2138); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2* bis *de cet article (Notification faite par le propriétaire au locataire; cas où le locataire s'oppose aux travaux ou à leurs modalités d'exécution pour un motif sérieux)* (p. 2139); *possibilité pour le propriétaire d'effectuer des*

travaux nonobstant l'opposition du locataire (p. 2139); en troisième lecture : *Possibilité accordée au locataire d'effectuer des travaux avec l'accord ou sans l'accord du propriétaire de l'appartement qu'il occupe* [1er juillet 1967] (p. 2536);

— du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, Art. 80 : *Commission des lois retirant son amendement* [7 juin 1967] (p. 1679);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 3 *bis : Ses observations sur l'organisation du débat* [13 juin 1967] (p. 1775); Art. 4 : *Ses observations sur la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 848 du Code rural* (p. 1777); *son amendement tendant à la fin du texte proposé pour l'article 850 du Code rural à substituer aux mots « par le tribunal paritaire » les mots « par ordonnance du président du tribunal paritaire »* (p. 1779);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la réquisition temporaire de terrains nécessaires aux aménagements et installations provisoires destinés au déroulement des Xe Jeux olympiques d'hiver de Grenoble, en qualité de *Rapporteur : Réalisation des implantations provisoires; problème des réquisitions; indemnités étant à la charge du bénéficiaire de la réquisition; rôle du préfet* [23 juin 1967] (p. 2135); Art. 3 : *Sa question de savoir dans quelles conditions l'Etat pourra garantir à l'autorité expropriante le remboursement des indemnités allouées aux propriétaires victimes de la réquisition* (p. 2135); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Cette remise en état incombera au bénéficiaire de la réquisition et sera garantie par l'Etat dans les conditions prévues à l'article 3 »* (p. 2135); *retrait de son amendement* (p. 2136);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Eugène Claudius-Petit tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions; 2° de M. Wagner tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Conditions dans lesquelles les personnes obligées à garantie par application des articles 2, 3 et 4 de la présente loi, pourront être tenues de se prémunir contre les conséquences pécuniaires qui peuvent résulter de cette garantie)* [23 juin 1967] (p. 2145); *garantie pour les vices d'ouvrages* (p. 2145);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, après l'Art. 13 : *Ses observations sur le fichier immobilier* [26 juin 1967] (p. 2217, 2219); seconde délibération, Art. 46 A : *Ses observations sur la valeur qui doit servir d'assiette à la taxe* [1er juillet 1967] (p. 2526); *retrait du sous-amendement de M. Paquet* (p. 2526); ses explications de vote : *Son vote sur le projet de loi; travail parlementaire* (p. 2532);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance du 2 février 1945, modifiée, relative à l'enfance délinquante, et l'ordonnance n° 58-1274 du 2 décembre 1958 modifiée relative à l'organisation des juridictions pour enfants, en qualité de *Rapporteur : Compétence du tribunal pour enfants; fonctions de greffier du tribunal pour enfants* [1er juillet 1967] (p. 2553);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Suppression du remboursement des indemnités journalières pour la période des cures thermales; utilité des cures thermales; aide accordée aux ayants droit d'un accident mortel du travail; délai d'attribution d'une rente; publication du décret d'application de la loi du 18 juillet 1966 portant indemnisation de certaines personnes qui ont été victimes d'accidents du travail avant l'application de la loi de la sécurité sociale* [25 octobre 1967] (p. 4138, 4139); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Institut des vins de consommation courante; situation des pépiniéristes* [5 décembre 1967] (p. 5587);

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, Art. 22 : *Son amendement tendant au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 56 de l'ordonnance du 19 sep-*

tembre 1945 à substituer aux mots « la tutelle » les mots « le contrôle » [12 décembre 1967] (p. 5800); *retrait de son amendement* (p. 5800);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant : « Afin d'assurer la réconciliation définitive entre les Français, le Gouvernement déposera un nouveau projet de loi d'amnistie »* [14 décembre 1967] (p. 5907);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, en qualité de *Rapporteur : Personnes ayant qualité pour verbaliser; valeur des procès-verbaux; qualification des délits en matière de coordination des transports; problème du dépassement du tonnage autorisé; situation des donneurs de fret* [18 avril 1968] (p. 1123); Art. 1er : *Son amendement tendant au début de la deuxième phrase du texte proposé pour l'avant-dernier alinéa du I de l'article 25 de la loi de finances pour l'exercice 1952 modifiée, après les mots « visés aux* b *et* c *ci-dessus » à insérer les mots « délégués à cet effet par les chefs de service régional et les directeurs départementaux de l'équipement et placés sous leur responsabilité »* (p. 1123); *personnes appelées à opérer les contrôles dans les entreprises* (p. 1123, 1124); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'avant-dernier alinéa du I de l'article 25 de la loi de finances pour l'exercice 1952 modifiée, à substituer aux mots « de son préposé » les mots « d'une personne dûment mandatée par lui à cet effet »* (p. 1124); *contrôles dans les entreprises avec l'accord des chefs d'entreprises* (p. 1124); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour le* a) *du II-A de l'article 25 de la loi du 14 avril 1952 modifiée, après les mots « les autorisations nécessaires » à supprimer la fin de cet alinéa* (p. 1124); *infractions en cas de dépassement de tonnage* (p. 1124); *détérioration des routes due au tonnage excessif des matières transportées* (p. 1125); Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Massot* (p. 1125); après l'Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Conséquence des dépassements de plus de 10 % du poids total en charge autorisé par la licence ou par le récépissé de déclaration couvrant le véhicule)* (p. 1126); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (Abrogation des dispositions du VI de l'annexe A du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la coordination des transports et au statut des bateliers)* (p. 1126);

— du projet de loi portant amnistie, après l'Art. 1er : *Amnistie des infractions en relation avec les événements d'Algérie* [22 mai 1968] (p. 2061).

DELATRE (M. Georges), *Député de la Seine-Maritime, 10e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

DELELIS (M. André), *Député du Pas-de-Calais, 13e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Problème des charbonnages; nombre de journées de chômage non payées; interdépendance énergétique mondiale; importation des charbons étrangers; modification du statut des houillères; reconversion des régions minières;*

création d'un organisme national contrôlé par les charbonnages et qui aurait la seule responsabilité de la production, de la commercialisation et des importations; salaires des mineurs; cas de l'arrondissement de Lens; régime des primes d'équipement [30 juin 1967] (p. 2479, 2480).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Insuffisance des crédits du Plan et de l'Aménagement du Territoire; insuffisance de la part dévolue à la région du Nord-Pas-de-Calais; récession charbonnière; situation de l'industrie textile et de la métallurgie; réduction d'emplois dans les charbonnages; problèmes de l'arrondissement de Lens* [20 octobre 1967] (p. 3896); *rôle du commissaire à la conversion industrielle; financement des deux routes nouvelles entre Lens et la zone industrielle de Douvrin et entre l'extrémité de la rocade minière et Houdain; élargissement à trois voies de l'autoroute A-1 de Lille à Arras; création d'un axe reliant le futur tunnel sous la Manche au Sud-Est de la France avec raccordement vers l'Est et la Ruhr; intervention du Gouvernement auprès de la S.C.I.B.I. en vue de l'édification d'usines-type; extension du téléphone automatique à l'ensemble du bassin minier; octroi de la prime de développement industriel à des conditions plus accessibles aux entreprises moyennes sans clause de remploi de personnel licencié* (p. 3896, 3897).

DELMAS (M. Louis-Alexis), *Député de l'Aveyron, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement des langues régionales; ses observations sur la loi Deixonne; création de chaires de langues régionales dans les facultés de lettres préparant à une licence de langue et civilisation régionales; création de postes de professeurs de langue et civilisation régionales dans les établissements du second degré; possibilité de réserver deux heures hebdomadaires à l'étude de ces problèmes* [26 octobre 1967] (p. 4213, 4214).

DELMAS (M. Louis-Jean), *Député du Tarn-et-Garonne, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant modification des dispositions de l'article 757 du Code civil relatif aux droits des enfants naturels en matière de succession, **n° 209** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à réglementer le courtage entre prêteurs de capitaux et emprunteurs, **n° 689** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part du débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Problème des handicapés physiques et mentaux; organisation du service national de l'enseignement pour les handicapés; service national du travail pouvant faire suite à la période de scolarité; enseignement des agriculteurs; formation professionnelle* [30 mai 1967] (p. 1416, 1417).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Problèmes de l'école maternelle; son rôle social et pédagogique; cas du département du Nord; ses observations sur les ouvertures et les fermetures de classes; pourcentage d'instituteurs et d'institutrices sortant des écoles normales; non remplacement des maîtresses en congé pour maladie; situation des auxiliaires; enseignement des inadaptés* [27 octobre 1967] (p. 4241, 4242); *nombre d'écoles nationales de perfectionnement; formation professionnelle des inadaptés jusqu'à l'âge de 16 ans; création dans les collèges d'enseignement secondaire de sections pour les déficients physiques* (p. 4242).

DELONG (M. Jacques), *Député de la Haute-Marne, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1017 du Code rural sur la composition des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole, **n° 7** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 23 du Code de la sécurité sociale sur la composition des conseils d'administration des caisses primaires de Sécurité sociale, **n° 72** [12 avril 1967].

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — XVI. — Budget annexe des prestations sociales agricoles, **n° 459** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Structures financières du B.A.P.S.A.; problème de l'équilibre financier du budget annexe; réforme de son financement; progression des dépenses de prestations sociales; dépenses de l'assurance maladie-invalidité ; ses observations sur l'A.M.E.X.A.; situation des nouveaux bénéficiaires d'outre-mer; problème de l'assurance vieillesse; évolution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés; lacunes et avantages du régime de protection sociale des exploitants agricoles par rapport aux principaux régimes français de Sécurité sociale; revendications des exploitants agricoles; amélioration de la retraite complémentaire; crédits du Fonds d'action sociale de l'assurance maladie des exploitants agricoles; conditions d'octroi de la pension d'invalidité; réduction du taux de remboursement des honoraires médicaux* [7 novembre 1967] (p. 4636 à 4638).

DELORME (M. Claude), *Député des Basses-Alpes, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1967] (p. 1014).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 650) autorisant l'approbation de la Convention franco-italienne relative à l'alimentation au eau de la commune de Menton et du protocole annexe, signés à Paris le 28 septembre 1967, **n° 820** [17 mai 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 644) autorisant l'approbation de deux échanges de lettres du 28 septembre 1967 relatifs à une rectification du tracé de la frontière franco-italienne dans le secteur de Clavières et à la construction d'un bureau commun à contrôles nationaux juxtaposés, **n° 825** [22 mai 1968].

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Situation au Proche-Orient; application de l'article 132 du Règlement; ses observations sur le rappel au Règlement de M. Duhamel* [31 mai 1967] (p. 1454).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Vie matérielle des étudiants; gestion de leurs œuvres; logement dans les résidences universitaires; absence de liberté réelle dans la gestion des crédits culturels par les étudiants; construction des campus universitaires de Talence, d'Annappes et de Lumigny; exemple de la Faculté de Nanterre; mise en chantier des maisons de la culture et de foyers à Talence et à Nanterre; campus universitaires de Marseille et Luminy ; aide de l'Etat aux étudiants; réforme du système des bourses; allocation d'études; prestations de services dans les restaurants et les cités universitaires; situation des enfants issus des classes moyennes; suppression préconisée du Centre national des œuvres et son remplacement par une sous-direction de l'aide; nomination du directeur du Centre national des œuvres; rôle des organisations d'étudiants* [31 mai 1967] (p. 1465 à 1467).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative à l'implantation d'une base de missiles dans le canton de Banon [14 juin 1967] (p. 1813, 1814).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'organisation des Jeux olympiques d'hiver : *Infrastructure régionale; opérations d'équipement locales; problème des liaisons entre Nice, Aix-en-Provence, Avignon, Marseille et Grenoble; aéroport de Nice; ses observations sur la propagande et la publicité* [13 décembre 1967] (p. 5836, 5837).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention : *Conditions de dépôt et de protection des brevets d'invention; compétence donnée à une chambre spécialisée de la Cour d'appel de Paris en ce qui concerne les actions en nullité et les contestations relatives à la propriété des brevets; questions de procédure* [14 décembre 1967] (p. 5865); Art. 59 : *Ses observations sur les peines d'emprisonnement* (p. 5882).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants : *Problème posé par les rapports des étudiants avec leur ministre; sa question relative aux problèmes intéressant la cogestion des œuvres universitaires; consultation nécessaire de la Fédération nationale des étudiants de France sur les différentes réformes entreprises* [8 mai 1968] (p. 1611, 1612).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la manifestation qui a lieu dans la rue* [22 mai 1968] (p. 2054).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur les propositions d'initiative parlementaire; nécessité d'assurer la cogestion avec les étudiants* [22 mai 1968] (p. 2059, 2060).

DELPECH (M. Georges), *Député de la Haute-Garonne, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à garantir le

droit des assurés dans le choix de leur défenseur, **n° 721** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur le rapport d'enquête ; développement des activités sportives et de plein air ; problème des animateurs et des entraîneurs ; ses observations sur l'athlétisme et la natation ; création d'un corps de moniteurs sportifs ; rôle du Fonjep ; nécessité de développer l'éducation physique et le sport dès l'école primaire ; nécessité d'avoir un maître spécialisé dans chaque groupe scolaire important et des maîtres itinérants pour les écoles rurales ; nécessité de respecter les horaires ; création des I.P.E.S. d'éducation physique ; rôle des centres d'initiation sportive ; ses observations sur l'amateurisme ; problème du football professionnel ; déséquilibre financier des clubs professionnels* [24 mai 1967] (p. 1286 à 1288).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, avec débat, relative à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée : *Regroupement et réorganisation de notre industrie aéronautique ; plan de charge de cette industrie ; nécessité d'un dialogue avec le Parlement et les délégués élus du personnel ; développement du secteur des équipements* [14 juin 1967] (p. 1819, 1820).

DELVAINQUIÈRE (M. Jean), *Député du Nord, 8e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Situation dramatique de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing ; suppression d'emplois dans l'industrie métallurgique* [26 mai 1967] (p. 1365).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Affaires sociales : *Aide sociale ; insuffisance de l'allocation accordée aux personnes âgées ; règle de non-cumul ; carte sociale des économiquement faibles ; revision du barème de répartition des charges sociales entre l'Etat, les départements et les communes ; réformes du régime des accidents du travail ; possibilité d'accorder un secours d'urgence lorsque les accidents du travail sont suivis de décès ; problème de la retraite des vieux travailleurs ; conditions de la reconnaissance de l'inaptitude au travail à partir de 60 ans* [25 octobre 1967] (p. 4132, 4133).

DENIAU (M. Xavier), *Député du Loiret, 4e circonscription (appi. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p 552).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette commission [18 avril 1967] (p. 679).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [18 avril 1967] (p. 679), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [25 avril 1968] (p. 1358).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant traitement particulier de certaines catégories de personnes proches de la France par l'histoire et la langue, **n° 69** [12 avril 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), 2e partie (relations culturelles et coopération technique), **n° 462** [13 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Problème des pouvoirs spéciaux; consultation des organisations professionnelles; législation relative à la liberté d'établissement; problème en matière agricole; loi d'orientation agricole; avantages accordés aux agriculteurs migrants; problème du crédit; rôle des S.A.F.E.R.; ne pas assimiler un migrant étranger à un migrant français; éviter que le sol français ne devienne la propriété de cultivateurs étrangers; régime des baux ruraux; application du droit de mutation aux agriculteurs installés dans les pays d'accueil* [20 mai 1967] (p. 1175, 1176);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 3 : *Publicité en cas de vente amiable et en cas de vente par adjudication* [13 juin 1967] (p. 1773);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Son amendement tendant à augmenter de 1.230.000 francs la réduction de crédit inscrite au titre IV de l'état B* [7 novembre 1967] (p. 4620).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales, une question orale, sans débat, relative aux enfants inadaptés [17 mai 1968] (p. 1944, 1945).

DENIS (M. Bertrand), *Député de la Mayenne, 3e circonscription (R. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035).

Est élu président de cette Commission [16 mai 1967] (p. 1037).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149);

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426) (III. — F.O.R.M.A.), **n° 456** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Respect des prix indicatifs; importance de la quantité de beurre stockable et du prix d'orientation du lait; fixation du prix de la viande par la S.I.B.E.V.* [12 avril 1967] (p. 612, 613).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Royer tendant à modifier les articles 36 et 37 du Règlement, Art. 7 : *Ses observations sur le délai de dix jours offert par l'article 7 de la proposition de résolution* [26 avril 1967] (p. 826).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Enseignement supérieur; nécessité d'instituer entre les ingénieurs et les enseignants des six pays du Marché commun des équivalences; cas des professeurs techniques adjoints; nombre de titularisation dans leur corps; prolongation de la scolarité jusqu'à l'âge de 16 ans; inexistence d'une école préparant au métier de charcutier; problème des bourses; octroi des bourses aux ruraux; situation des ruraux; endettement des exploitants agricoles; cas d'un agriculteur obligé d'acheter sa ferme* [30 mai 1967] (p. 1402, 1403).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 6 : *Montant de l'indemnité ne pouvant être supérieure à la moitié de la valeur vénale du fonds loué* [13 juin 1967] (p. 1779);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Nécessité de tenir compte de la valeur des sols et des sites; ses observations sur les programmes d'intérêt national définis par décrets en Conseil d'Etat* [22 juin 1967] (p. 2076); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'application des textes financiers* (p. 2087); Art. 62 : *Ses observations sur les paroles de M. Ortoli* [28 juin 1967] (p. 2355, 2356); En seconde délibération, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant, ses observations sur la seconde délibération* (p. 2516); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de l'article 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation par les mots : « en prenant en considération l'existence de zones de terrains particulièrement fertiles ou produisant des denrées supérieures ou comportant des équipements spéciaux importants. Il en sera de même pour les autorisations de constructions industrielles hors des zones couvertes par des plans »* (p. 2516); *notion de valeur agricole des sols* (p. 2516); Art. 10 : *Acquisitions devant être limitées à des opérations qui concordent avec le schéma directeur* (p. 2518); *ses observations sur la notion de périmètre* (p. 2518); Art. 46A : *Création du livre foncier* (p. 2523); Art. 48 : *Problème du taux minimum de la taxe d'équipement; cas des travaux d'intérêt public; réduction de la taxe pour les bâtiments à usage collectif et de caractère social ou culturel* (p. 2528, 2529); *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Debré : « Les constructions qui sont destinées à être affectées à un service public ou d'utilité publique et dont la liste sera fixée par un décret en Conseil d'Etat »* (p. 2529); En deuxième lecture, Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les amendements déposés en séance* [30 novembre 1967] (p. 5377); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Cas où un exploitant agricole se trouve dans une zone qui sera un jour urbanisée* (p. 5389); *situation des exploitants agricoles pendant la période comprise entre la publication du plan et l'expropriation* (p. 5389); Art. 21 : *Problème de la réinstallation des agriculteurs* (p. 5413); *situation des agriculteurs expropriés* (p. 5414); son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 5414); Art. 32 *octies : Nécessité de ménager des espaces verts dans les villes* (p. 5422); après l'Art. 36 : *Industrialisation devant être faite sur les sols ingrats* (p. 5425); Art. 50 : *Fixation de la taxe* (p. 5438);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 10 : *Distribution du fuel; cas de l'ouest de la France* [12 octobre 1967] (p. 3591); Art. 15 : *Délais de prescription; procédure de redressement* [13 octobre 1967] (p. 3624); Art. 9 : *Ses observations sur l'élevage de lapins* [17 octobre 1967] (p. 3672); *cas des ventes d'animaux d'élevage dont le cycle d'engraissement n'est pas terminé* (p. 3673); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Bureau universitaire de statistiques; Office national d'information pour l'orientation pédagogique et professionnelle; problème des constructions scolaires; ses observations sur les bourses; insuffisance des crédits; problème des bourses accordées aux enfants d'agriculteurs* [26 octobre 1967] (p. 4200); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le F.O.R.M.A. et le F.E.O.G.A.; relèvement du prix d'achat de la S.I.B.E.V.; surveillance des cours du bétail; produits laitiers; prix de vente du beurre; problèmes de l'aviculture* [7 novembre 1967] (p. 4635, 4636); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Assurance maladie des exploitants agricoles; situation des veufs et des veuves* [8 novembre

1968] (p. 4668); *assurance volontaire; politique d'accession à la propriété; zones d'action rurale; indemnité viagère de départ* (p. 4669); En seconde délibération, Art. 51 : *Ses observations sur la publicité à la télévision* [10 novembre 1967] (p. 4908); après l'Art. 8 : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 4915); *régionalisation des forfaits* (p. 4921, 4922); En deuxième lecture, Art. 7 : *Tarif imposé au cidre; crise de la production cidricole* [7 décembre 1967] (p. 5646).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Augmentation du prix d'orientation; arrêt des importations* [18 octobre 1967] (p. 3754, 3755).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959, Art. 5 : *Valeur locative des propriétés industrielles; patente; situation des industries de production de biens d'équipement* [22 novembre 1967] (p. 5166, 5167); Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe 3 de cet article par un nouvel alinéa (Fixation de l'évaluation de la valeur locative des agencements nouveaux d'une entreprise et des matériels nouveaux lorsque ceux-ci remplaceront des agencements ou des matériels anciens de même nature)* (p. 5169); *valeur moyenne du matériel industriel; charges des industries de pointe* (p. 5169, 5170); *ses observations sur le fait que chaque matériel a une unité d'œuvre assez facile à définir* (p. 5170); *retrait de son amendement* (p. 5170); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs : *Contribution des patentes; établissement de nouvelles valeurs locatives* [19 décembre 1967] (p. 6019, 6020);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 4 : *Inconvénients du revenu cadastral; cotisations sociales agricoles; protection de l'exploitation familiale* [23 novembre 1967] (p. 5204, 5205); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe II-1 de cet article par de nouvelles dispositions : « Les valeurs cadastrales nouvelles devront tenir compte pour les deux tiers de leur montant des productions possibles des sols considérés et des bénéfices forfaitaires agricoles fixés pour ces sols l'année précédente »* (p. 5205); *prix du sol* (p. 5205, 5206); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Fixation du revenu cadastral; problème des impôts locaux* [19 décembre 1967] (p. 6005); *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 6006).

Ses explications de vote sur l'ordre du jour complémentaire : *Discussion du projet de loi d'amnistie* [7 décembre 1967] (p. 5644).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, Art. 1er : *Nécessité de ne pas confondre l'expert-comptable et l'organisateur d'une profession* [12 décembre 1967] (p. 5783); Art. 5 : *Problème de la certification des comptabilités* (p. 5787); Art. 13 : *Situation des écoles de commerce* (p. 5791); Art. 23 : *Difficultés que pourrait rencontrer un employé d'une entreprise pour devenir expert-comptable* (p. 5803); ses explications de vote : *Problème des organismes appelés à veiller sur la comptabilité des artisans, des petits commerçants et des petits industriels* (p. 5809);

— du projet de loi sur la chasse maritime, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur les conséquences de la rupture des réservoirs du « Torrey-Canyon »; nécessité de limiter les périodes d'ouverture de chasse; possibilité de rapprocher les conditions de la chasse au bord de la mer de celles en usage à l'intérieur du territoire métropolitain* [18 avril 1968] (p. 1118); Art. 3 : *Cas des ostréiculteurs* (p. 1119); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bousseau* (p. 1119);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, Art. 1er : *Répression des infractions à la réglementation en matière de transports routiers; situation de nos partenaires du Marché commun* [18 avril 1968] (p. 1124);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention européenne du 30 novembre 1964 pour la répression des infractions routières : *Nature juridique du Code de la route; unification des conventions existant en matière*

de signalisation et de police dans tous les pays où un Européen peut circuler en automobile sans quitter le continent [2 mai 1968] (p. 1428);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Problème de la compensation de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les animaux vendus sur pied; réduction des droits sur le cidre et les jus de pomme; problème de l'emploi; coût du soutien des prix agricoles* [9 mai 1968] (p. 1679, 1680); *importation de chevaux et de moutons; prix des porcs; exportations d'orge vers la Pologne; problème des formalités; contrôle des prix; ses observations sur les exportations et les charges sociales; prestations maladie des salariés; égalisation des charges fiscales et des charges sociales dans les pays du Marché commun* (p. 1680); après l'Art. 1er : *Ses observations sur le lait, la pomme et le cidre* [10 mai 1968] (p. 1743); *taxe sur la valeur ajoutée pour les cantines d'entreprise* (p. 1744); après l'Art. 4 : *Zones de rénovation rurale; revision des zones de primes industrielles devant tenir compte des données du dernier recensement* (p. 1750); *nécessité d'aider un certain nombre d'arrondissements de l'Ouest* (p. 1750); Ses explications de vote : *Mesures prises par le Gouvernement; leurs effets; son vote sur le projet de loi* (p. 1754).

DENVERS (M. Albert), *Député du Nord 11e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la création de ports francs, **n° 210** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier la législation relative aux donations-partages, **n° 211** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à préciser les conditions de remboursement des dépenses effectuées par les caisses de Sécurité sociale à l'occasion d'accidents du travail provoqués par un tiers responsable, **n° 212** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi relative à la conservation des sépultures de certaines victimes de la guerre 1914-1918, **n° 214** [18 mai 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Ses observations sur les dispositions d'ordre budgétaire et fiscale; objectifs d'une politique foncière et d'orientation urbaine; schémas directeurs; coefficients d'occupation des sols; nécessité de juguler la spéculation foncière; voies urbaines dites rapides; ressources des communes et des départements; problème des zones agricoles; programmation du développement des villes; élaboration des plans d'aménagements des secteurs ruraux; taxe locale d'équipement; établissement d'un impôt foncier d'urbanisation; municipalisation des zones d'extension et de rénovation; création des offices fonciers urbains* [21 juin 1967] (p. 1995 à 1997); Art. 1er : *Ses observations sur le droit au logement* (p. 2034); Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Planification dans l'espace ne pouvant être dissociée de la planification dans le temps* (p. 2036); Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Sa question de savoir qui fixera l'importance à partir de laquelle une commune pourra être comprise dans un schéma directeur ou aura droit à un plan d'occupation des sols* (p. 2036); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Defferre; remodelage des circulations dans les quartiers anciens* [22 juin 1967] (p. 2053); *établissement des schémas directeurs* (p. 2053); *retrait de l'amendement de M. Defferre* (p. 2053); *élaboration et contrôle de l'exécution des plans d'urbanisme; ses observations sur la formalité de l'enquête publique* (p. 2054, 2055); *retrait de l'amendement de M. Defferre* (p. 2055); *ses observations sur les paroles de M. Ortoli* (p. 2058); *son amendement tendant après le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation à insérer un nouvel alinéa: (Approbation des schémas pouvant résulter d'un décret pris en Conseil d'Etat)* (p. 2058); *retrait de son amendement* (p. 2058); *ses observations sur l'amendement de M. Defferre* (p. 2062); Art. 13 du Code de l'urbanisme et

de l'habitation : *Nécessité d'éviter l'arbitraire dans la fixation des coefficients moyens d'occupation des sols par zone ou périmètre homogène* (p. 2063); Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Conditions de la consultation des collectivités locales* (p. 2069, 2070); Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Déclaration de l'intérêt national des programmes devant procéder d'une décision parlementaire et non gouvernementale* (p. 2074); *sa question de savoir qui définira un programme d'intérêt national; nécessité d'éviter la spéculation foncière; retrait de l'amendement de M. Defferre* (p. 2076); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Retrait de l'amendement de M. Defferre* (p. 2083); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Retrait des amendements de M. Defferre* [26 juin 1967] (p. 2174); *calcul du montant de la participation* (p. 2174); Art. 22 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Retrait de l'amendement de M. Defferre; sa question de savoir si les communes supporteront les dépenses entraînées par les études, l'établissement des schémas d'aménagement et d'urbanisme et des plans d'occupation des sols* (p. 2179); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Rôle des Commissions permanentes* (p. 2180); *nécessité de faire confiance aux élus locaux* (p. 2181); *retrait de l'amendement de M. Defferre* (p. 2181); *possibilité d'introduire au sein des conseils d'administration des établissements visés à l'article premier-23, des représentants des institutions sociales ou professionnelles concernées* (p. 2183); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 23 du Code de l'urbanisme par la disposition suivante : « Des missions analogues pourraient être confiées aux offices publics d'H.L.M., dits à compétence étendue, créés par le décret du 31 décembre 1958 dans les limites et conditions définies par la convention intervenant entre les offices et les autorités administratives compétentes »* (p. 2183); Art. 3 : *Période durant laquelle pourront être mis en vigueur les plans provisoires d'occupation des sols* (p. 2186); *retrait de l'amendement de M. Defferre* (p. 2186); après l'Art. 4 : *Situation des communes côtières possédant des zones* non aedificandi (p. 2191); après l'Art. 6 : *Codification des textes* (p. 2196); *retrait de l'amendement de M. Defferre* (p. 2196); Art. 7 : *Réalisation d'un programme quadriennal de voies urbaines rapides; participation de l'Etat; cas de la région parisienne; plan intermédiaire* (p. 2196, 2197, 2198); *cas du département du Nord* (p. 2198); *financement de la participation des communes* (p. 2198, 2199); *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 2204); Art. 9 : *Spéculation foncière* (p. 2204); *retrait de l'amendement de M. Defferre* (p. 2205); Art. 10 : *Son amendement tendant après les mots « les établissements publics qualifiés » à insérer les mots « et les offices d'H.L.M. à compétence étendue créés par le décret du 31 décembre 1958 »* (p. 2207); *ses observations sur son amendement* (p. 2207); avant l'Art. 13 : *Immeubles appartenant à l'Etat et aux collectivités locales pouvant être concédées plutôt que vendus; ses observations sur la municipalisation; création d'un office foncier urbain* (p. 2212, 2213, 2214); Art. 13 : *Retrait de l'amendement de M. Defferre* (p. 2214); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les dispositions suivantes : « ou consentir au profit des organismes d'H.L.M. et des sociétés civiles immobilières placées sous leur égide en vue de la réalisation des opérations prévues par la législation H.L.M. »* (p. 2215); *cas des organismes d'H.L.M.* (p. 2215); *retrait de son amendement* (p. 2215); après l'Art. 13 : *Ses observations sur l'office foncier urbain; institution d'un livre foncier; création d'agences foncières* (p. 2116); après l'Art. 21 : *Problème des immeubles que détiennent les armées* (p. 2237, 2238); *ses observations sur l'amendement de M. Ruais* (p. 2239); Art. 33 : *Permis de construire* [27 juin 1967] (p. 2265); après l'Art. 36 : *Certificat d'urbanisme devant mentionner les servitudes* (p. 2270, 2271); en deuxième lecture, Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article : 1° après les mots « collectivité publique » à insérer les mots « ou un établissement public »; 2° après les mots « cette collectivité » à insérer les mots « ou cet établissement public »* [30 novembre 1967] (p. 5390);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Eugène Claudius-Petit tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions; 2° de M. Wagner tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux

ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, Art. 8 : *Son amendement tendant, dans la dernière phrase du dernier alinéa de cet article, après les mots « fractions échelonnées » à insérer le mot « même »* [23 juin 1967] (p. 2143);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE : *Caractères du budget; réformes de structure; insuffisance du développement de la marine marchande française; aide à la pêche; aide au cabotage; établissement national des invalides; régime social des gens de mer; situation des personnels navigants et sédentaires des compagnies nationales de navigation maritime; part du pavillon français dans le trafic maritime; concentration de la flotte française; ses observations sur la Compagnie générale transatlantique et les Messageries maritimes; désarmement et vente de bateaux* [23 octobre 1967] (p. 3991, 3992); *aide au cabotage; réforme de l'établissement national des invalides; système des pensions; situation des syndics des gens de mer* (p. 3999, 4000); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les ports maritimes; objectifs du Ve Plan; crédits d'investissement portuaires et fluviaux; cas de Dunkerque; concurrence entre les ports français et les grands ensembles portuaires belges et hollandais; question de l'accueil en France de navires dépassant 500.000 tonnes; problème du logement; programmes H.L.M.; droit au logement; recul du taux de progression de la construction de logements utiles; coût de la construction; prix du financement de la construction; nécessité d'une politique sociale du logement et du développement urbain* [9 novembre 1967] (p. 4800 à 4802); *cas où, au 1er novembre 1968, le nombre des primes à prêt différé n'auraient pas été utilisées; possibilité de les transformer en primes avec prêts spéciaux* (p. 4835); Art. 55 : *Difficultés pour les personnes âgées ou seules à se loger; loyers des petits logements; cas du département du Pas-de-Calais* (p. 4835, 4836); *nombre des H.L.M.* (p. 4836).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale, avec débat, relative aux problèmes du logement [15 décembre 1967] (p. 5947) : *Droit au logement; nécessité d'une politique foncière brisant la spéculation et permettant l'équipement urbain; allégement de la fiscalité et des procédures administratives; financement du logement social; politique d'urbanisme* (p. 5951).

DEPIETRI (M. César), *Député de la Moselle, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie, **n° 681** [17 avril 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, sur la situation des mines de fer de Lorraine : *Propositions constructives des mineurs; revalorisation des salaires et traitements; création de nouveaux emplois pour les jeunes; utilisation en priorité du minerai lorrain; interdiction des réductions d'emploi sans reclassement; cadeaux consentis au patronat par le Gouvernement; politique de concentration et de modernisation de la sidérurgie; importation de minerai étranger; baisse des exportations de minerai vers l'Allemagne; demande des pleins pouvoirs par le Gouvernement; nécessité de résoudre les problèmes du plein emploi, des reconversions et de la Sécurité sociale* [10 mai 1967] (p. 983, 984, 985, 986).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Cas de la Moselle; importance pédagogique et sociale des écoles maternelles; diminution du nombre des constructions d'écoles maternelles; enseignement primaire; enseignement secondaire; collèges d'enseignement technique de la Moselle; taux de scolarisation dans les collèges d'enseignement technique de la Moselle; prolongation de la scolarité obligatoire; enseignement*

supérieur à Metz; objectifs du Ve Plan [27 octobre 1967] (p. 4235, 4236); INDUSTRIE : *Problèmes de la sidérurgie; prêts du fonds de développement économique et social; produit de l'emprunt acier; objectifs du Ve Plan; construction du port minéralier de Dunkerque; canalisation de la Moselle; électrification de la ligne Valenciennes-Thionville; reconversion des mineurs; problème des chômeurs; convention passée entre les patrons de la sidérurgie et les syndicats; nécessité de remettre la sidérurgie et les mines de fer entre les mains de la nation; concentration entre les mines domaniales des potasses d'Alsace et l'Office national industriel de l'azote; vote du groupe communiste contre le budget* [3 novembre 1967] (p. 4437 à 4439);

— du projet de loi relatif à l'exploitation du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, Art. 32 : *Son amendement tendant au début de cet article, après le mot « quiconque » à insérer les mots « sauf cas de force majeure »* [15 mai 1968] (p. 1843); *nécessité de sauvegarder les droits des usagers de la mer* (p. 1843).

DEPREZ (M. Charles), *Député des Hauts-de-Seine, 5e circonscription (app. R.I. puis R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 560).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [17 octobre 1967] (p. 3707).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [2 juin 1967] (p. 1591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 20 janvier 1968] (p. 810), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Ses observations sur l'amnistie totale et de plein droit; situation de ceux qui ont joué un rôle déterminant d'organisation ou de commandement; nécessité de supprimer la restriction prévue au paragraphe 2° de l'article premier du projet de loi* [28 novembre 1967] (p. 5293).

DESCHAMPS (M. Henri), *Député de la Gironde, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035).

Est élu vice-président de cette Commission [16 mai 1967] (p. 1035).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [7 mai 1968] (p. 1563).

DESOUCHES (M. Edmond), *Député de l'Eure-et-Loir, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration de l'habitat : *Réglementation surabondante en matière de construction; vétusté du patrimoine foncier; aspects juridique, fiscal et financier du problème; nombre des logements à moderniser; saturation des réseaux électriques; insuffisance des conduites d'eau; perception de l'allocation de logement; contribution patronale de 1 %; prêt des caisses d'allocations familiales; problème des logements de fonction* [9 mai 1967] (p. 938, 939); en deuxième lecture : *Réforme de l'allocation de loyer; crise du logement; rénovation des anciens logements* [23 juin 1967] (p. 2136);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Eugène Claudius-Petit tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions; 2° de M. Wagner tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, Art. 8 : *Paiement pouvant être effectué par fractions échelonnées au-delà de l'achèvement de la construction* [23 juin 1967] (p. 2143);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Equipement et Logement : *Problème de l'organisation du Ministère de l'Equipement; ses conséquences; épargne des ménages; aide au logement; bonifications d'intérêts; logement social; ses observations sur les Z.U.P.; problème des constructions privées; dangers de la route Paris-Chartres* [9 novembre 1967] (p. 4805, 4806).

DESSON (M. Guy), *Député des Ardennes, 3e circonscription (app. F.G.D.S. puis F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'apparente au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 559).

Cesse d'être apparenté au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [2 mai 1968] (p. 1445).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [2 mai 1968] (p. 1445).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [30 mai 1967] (p. 1438);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Intervention :

Son rappel au Règlement : *Respect de l'article 48 de la Constitution; discussion des questions posées par les parlementaires; problème du licenciement d'un certain nombre d'ouvriers de l'usine S.O.P.A.D. d'Attigny en raison de la grève du 17 mai* [30 juin 1967] (p. 2450).

DESTREMAU (M. Bernard), *Député des Yvelines, 5e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Construction politique de l'Europe; plan Fouchet; progrès du Marché commun; visite du Président de la République à Rome* [20 avril 1967] (p. 762);

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Ecart entre le niveau de vie des pays industriels et des pays en voie de développement; matières inscrites aux programmes de examens; ses observations sur le nombre des jeunes gens du contingent qui n'ont pas le certificat d'études primaires; nécessité d'assurer à chacun une égalité de chance; discrimination des salaires fondée sur l'âge ou le sexe; installation des bâtiments scolaires en dehors des villes; confiance dans*

l'enseignement privé; rapprocher la vie des maîtres et celle des élèves; office franco-allemand; jeunesse ayant besoin d'une large information sur son avenir; action gouvernementale sur la jeunesse; amélioration des installations annexes, telles que les vestiaires; plein emploi des installations existantes; possibilité d'encourager la constitution d'équipes qui associeraient les athlètes de différents pays; complexité des formalités administratives [24 mai 1967] (p. 1269 à 1271);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Crise du Moyen-Orient; conquête du Sinaï; expédition de Suez de 1956; déclaration du 25 mai 1950 sur le* statu quo *territorial et sur l'équilibre des forces au Proche-Orient; problème des Lieux saints; question de la libre circulation sur les voies d'eaux à caractère international; liberté de navigation dans le golfe d'Akaba; utilisation du canal de Suez; problème de l'approvisionnement en pétrole; ses observations sur la position politique prise par la Hollande et la Belgique; échec du plan de confédération européenne de 1962; question de l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun; pression de l'opinion publique en faveur de l'Europe* [16 juin 1967] (p. 1919, 1920).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur la mi-temps pédagogique; expérience de Vanves* [20 octobre 1967] (p. 3950); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Avenir de notre diplomatie; retrait de la France de l'O.T.A.N.; crise du Moyen-Orient; transfert hors de France des bases américaines; construction de l'Europe; candidature britannique au Marché commun; indépendance à l'égard des Etats-Unis et de l'U.R.S.S.* [7 novembre 1967] (p. 4616, 4617).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver : *Emploi des installations sportives existantes; prestige de la France* [13 décembre 1967] (p. 5836).

DIDIER (M. Emile), *Député des Hautes-Alpes, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur la gendarmerie; ses missions; revalorisation de la prime d'habillement; taux de la prime annuelle d'entretien* [24 octobre 1967] (p. 4053).

DIENESCH (Mlle Marie-Madeleine), *Député des Côtes-du-Nord, 3e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

Secrétaire d'Etat à l'Education nationale.
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommée membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élue présidente de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommée :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— Secrétaire d'Etat à l'Education nationale (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat à l'Education nationale (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans des services sociaux privés transformés en services sociaux publics ou dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics, **n° 300** [9 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à créer une allocation en faveur des orphelins, **n° 719** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Indemnisation totale des dépenses engagées par les communes ; son étonnement de ne pas voir utiliser certains travaux des chercheurs et des experts, notamment ceux de la commission nationale de la pollution des eaux ; problème du tourisme ; question de l'installation de pompage ; initiatives que peut prendre la France en matière de droit de la mer* [26 avril 1967] (p. 831, 832) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Ses observations sur les paroles de M. Fanton ; action de l'association « Défense de la jeunesse scolaire »* [1er juin 1967] (p. 1510) ;

— sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Mécontentement de la Bretagne ; baisse du prix du porc à la production ; endettement des agriculteurs ; délais de remboursement ; amélioration des races porcines ; équipement portuaire ; création du poste de commissaire à l'action rurale et à la reconversion ; cas des veuves d'exploitants ; attribution de bourses* [18 octobre 1967] (p. 3766, 3767).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur les paroles de M. Missoffe ; mi-temps pédagogique ; éducation physique dans l'enseignement primaire* [20 octobre 1967] (p. 3948, 3950) ; EDUCATION NATIONALE : *Collèges d'enseignement secondaire ; prolongation de la scolarité ; ses observations sur le baccalauréat ; problème des sciences de l'éducation ; situation des inadaptés ; adaptation de l'enseignement aux prescriptions médicales impératives ; réduction des horaires journaliers ; allègement des programmes ; importance des activités physiques ; enseignement de l'éducation physique dans les campagnes ; organisation de la semaine scolaire ; conséquences des examens ; formation des maîtres ; institution d'un conseil de la recherche ; création d'un institut national de la pédagogie ; statut des documentalistes ; organisation de la recherche ; cas des écoles Freinet ; classes de neige ; ses observations sur les mathématiques modernes ; réforme de l'enseignement du français et de la grammaire dans les classes primaires ; formation des maîtres ; écoles normales ; problème du recyclage* [26 octobre 1967] (p. 4189 à 4192) ; AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur le temps de parole des rapporteurs* [7 novembre 1967] (p. 4631) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crise du porc ; aspect social de cette production ; part du cheptel porcin français dans le cheptel de la C.E.E. ; cas du département des Côtes-du-Nord ; soutien des marchés ; ses observations sur la moyenne des cotisations régionales ; principe de la régionalisation* [8 novembre 1967] (p. 4714) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Situation des artisans ; déduction de la T.V.A. pour les investissements* [5 décembre 1967] (p. 5540).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative à l'orientation des élèves [10 novembre 1967] (p. 4878, 4879).

Prend part à la discussion :

— des articles 8, 9, 12, 23, 24, 28 et 29, retirés du projet de loi de finances rectificative pour 1967, en application de l'article 119 du Règlement, après l'Art. 7 : *Ses observations sur le rôle de la Commission des affaires culturelles* [29 novembre 1967] (p. 5352) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. René Caille, tendant à renforcer la protection de certains représentants du personnel contre les licenciements, Article unique : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* [18 avril 1968] (p. 1112) ;

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de

loi : 1° de M. Leroy et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture; 2° de M. Macquet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 54 *g* et 54 *j* du livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 *f* du même livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines : *Ses observations sur les paroles de M. Leroy* [2 mai 1968] (p. 1437);

— sur la décision relative à la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) : *Rôle de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales; sa compétence en matière de problèmes d'information* [7 mai 1968] (p. 1530);

— sur la décision relative à la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Prérogatives de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales; modification de l'article 4 de la loi du 27 juin 1964; application de l'article 36 du Règlement* [7 mai 1968] (p. 1530).

Retrait d'oppositions à la constitution de commissions spéciales pour l'examen des propositions de loi : 1° de M. d'Ornano tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée »; 2° de M. Achille-Fould fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de diffusion de messages publicitaires par 'O.R.T.F. [8 mai 1968] (p. 1592).

DIJOUD (M. Paul), *Député des Hautes-Alpes, 2e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— Secrétaire d'âge [3 avril 1967] (p. 546), [2 avril 1968] (p. 965);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 mai 1968] (p. 1506).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [3 mai 1968] (p. 1506);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôt :

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), X. — Education nationale (équipement), **n° 459** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Autorisations de programme; progression du nombre des instituts universitaires de technologie; exécution du Plan; différences existant entre les divers cycles de l'enseignement et entre les régions; second cycle court; enseignement supérieur; équipement scolaire; utilisation des crédits budgétaires; industrialisation de la construction; problème de la qualité éducative des constructions; participation des collectivités locales à l'effort de construction de l'Education nationale* [26 octobre 1967] (p. 4176, 4177); EDUCATION NATIONALE : *Situation de l'enfance inadaptée; problèmes des déficients*

mentaux, des déficients moteurs et des déficients sensoriels; mission Bloch-Lainé; opérations d'équipement au titre de l'enfance inadaptée; création d'un diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé; objectifs du Ve Plan; problème des handicapés; situation du lycée climatique de Briançon [27 octobre 1967] (p. 4249, 4250); INTÉRIEUR : *Indemnisation des spoliés d'Algérie; problème du reclassement; création d'une « caisse d'indemnisation »* [6 novembre 1967] (p. 4552).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les manifestations d'étudiants : *Groupe des Républicains indépendants ayant un sentiment de tristesse, de soulagement et d'inquiétude en raison des événements; dialogue avec les étudiants; place des jeunes dans la nation et dans la société; donner aux jeunes les moyens d'une participation authentique à la préparation de leur avenir; incertitude, quant aux débouchés, frappant essentiellement les étudiants en lettres; problème des scientifiques; nécessité d'orienter l'étudiant vers une préparation aux responsabilités techniques; problème de l'orientation et de la sélection; œuvre de l'actuel Ministre de l'Education nationale; nécessité d'intégrer l'étudiant dans le milieu social; ses observations sur la faculté de Nanterre* [14 mai 1968] (p. 1780, 1781).

DOIZE (M. Pierre), *Député des Bouches-du-Rhône, 5e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à supprimer complètement les abattements de zone applicables au salaire minimum interprofessionnel garanti, aux prestations familiales et à l'indemnité de résidence versée aux fonctionnaires, **n° 340** [22 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Réforme de la Sécurité sociale; conséquences du principe de l'équilibre financier pour toutes les caisses; suppression des élections des représentants des salariés aux conseils d'administration; création de l'agence centrale; cotisation perçue par les compagnies d'assurances; atteinte portée aux libertés mutualistes; prestations familiales versées au-delà de l'âge de l'obligation scolaire; remboursement des frais médicaux et dentaires; fixation du ticket modérateur; remboursement des frais d'hospitalisation; augmentation des cotisations sur les salaires; rôle de la Sécurité sociale* [10 octobre 1967] (p. 3442, 3443);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, Art. 36 : *Opposition du groupe communiste à cet article; crédits destinés à l'encouragement de la recherche sociale et de la formation ouvrière; distribution des crédits; situation de la C.G.T.* [10 novembre 1967] (p. 4897); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Crédits du Ministère des Anciens combattants; problème de la mise à parité des pensions des déportés politiques et de celles des déportés résistants; vote du groupe communiste* [5 décembre 1967] (p. 5542, 5543);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Peyret et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article L. 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments : *Prix de vente des médicaments; discussion du projet de loi tendant à la ratification des ordonnances* [2 mai 1968] (p. 1425, 1426); Article unique : *Son amendement tendant, à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L 266 du Code de la sécurité sociale à remplacer le membre de phrase : « ...ni aucun abattement revêtant le caractère de prestation sociale attribuée par un organisme de prévoyance » par le membre de phrase suivant : « ...à l'exception d'abattements revêtant un caractère social effectués en contre-*

partie d'une cotisation » (p. 1426); *ses observations sur son amendement* (p. 1427).

DOMINATI (M. Jacques), *Député de Paris, 2e circonscription (R. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553].

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [2 juin 1967] (p. 1591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502);

— représentant de l'Assemblée Nationale auprès du Ministre de l'Information [17 octobre 1967] (p. 3707);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée », (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), II. — Affaires culturelles (cinéma), **n° 459** [10 octobre 1967].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Situation de l'industrie du cinéma; évolution de la fiscalité; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; régime des programmes cinématographiques à la télévision; ses observations sur les coproductions; collaboration entre la télévision et les industries de base* [9 novembre 1967] (p. 4758, 4759).

DOUZANS (M. Jacques), *Député de la Haute-Garonne, 5e circonscription (N. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 643) autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire, en matière civile, commerciale et pénale, et à l'exequatur des jugements, en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967, **n° 821** [17 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Ses observations sur les familles rurales vouées à la polyculture et à la petite exploitation; cas du département de la Haute-Garonne; abaissement de l'âge de la retraite pour l'attribution de l'indemnité viagère de départ; cas des rapatriés d'Algérie; prix du maïs* [7 novembre 1967] (p. 4642, 4643); *situation des producteurs de blé; taxe de résorption; cas des éleveurs; rôle de la S.I.B.E.V.; situation des producteurs de viande bovine, de lait et de tabac; situation des viticulteurs; loi sur les calamités; participation de l'Etat à la caisse des calamités agricoles; proportion des crédits attribués à l'assai-*

nissement des communes rurales; aide accordée à l'élevage; adaptation de la T.V.A.; régionalisation des interventions de l'Etat; création d'emplois industriels réservés aux jeunes obligés de quitter la terre; problème de l'endettement; ses observations sur la surproduction (p. 4643, 4644).

DREYFUS-SCHMIDT (M. Michel), *Député du Territoire de Belfort, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission supérieure de codification [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 129 du Code civil relatif à l'absence, **n° 662** [17 avril 1968].

Son rapport, supplémentaire, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet (n° 822) portant amnistie et les propositions de loi : 1° (n° 782) tendant à l'amnistie des infractions pénales commises à l'occasion des événements survenus dans l'Université; 2° (n° 784) tendant à déclarer amnistiés les faits afférents aux manifestations d'étudiants des 3, 6 et 7 mai 1968; 3° (n° 815) portant amnistie des infractions commises en relation avec les événements survenus dans l'Université, **n° 830** [22 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'organisation des justices de paix à compétence ordinaire en Polynésie française : *Absentéisme parlementaire; prestige de l'Assemblée; sa question de savoir pourquoi les juges de paix continueraient en Polynésie française à s'appeler juges de paix « à compétence ordinaire » et pourquoi les justices de paix ne s'appelaient pas « tribunaux d'instance »; ses observations sur les audiences foraines; nécessité d'augmenter le nombre des magistrats à Papeete; son vote contre ce texte* [27 avril 1967] (p. 865); *budget de la justice étant inférieur à 1 % du budget général* (p. 866);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration de l'habitat, Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le paragraphe 2* bis *de cet article: « Dans le premier alinéa de l'article 14 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948, après les mots « ne peuvent » à insérer les mots « si ce n'est dans les formes et conditions prévues à l'article 2 de la loi n° du relative à l'amélioration de l'habitat... »* [9 mai 1967] (p. 944); Art. 8 : *Compétence du président du tribunal de grande instance statuant comme en matière de référé* (p. 945); ses explications de vote : *Cas où le locataire s'oppose à des travaux proposés par le propriétaire; problème de la juridiction compétente; cas des locataires qui touchent l'allocation de logement; son vote sur ce texte* (p. 947, 948).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Caractères du débat; ses observations sur le Livre blanc; multiplicité des problèmes de la jeunesse; problème de l'animation; formation des « bandes » de jeunes; rôle des animateurs; maisons de la culture; recrutement des animateurs; question des congés d'éducation populaire et de sport; stages d'éducation populaire et de sport; multiplication du nombre des bourses; rôle des instituts universitaires techniques; nécessité de prévoir un statut de l'animateur; rôle du Fonjep* [23 mai 1967] (p. 1247 à 1249).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance nº 58-1273 du 22 décembre 1958; *Abstention du groupe de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste sur le projet de loi* [1er juillet 1967] (p. 2550);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1º de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2º de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; son rappel au Règlement : *Temps de parole des orateurs* [1er juillet 1967] (p. 2568); ses observations sur les paroles de M. Chaban-Delmas : *Temps de parole des députés* (p. 2575); *ses observations sur la prophylaxie anticonceptionnelle* (p. 2575, 2576); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2579); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Vente des contraceptifs étant exclusivement réservée aux pharmaciens)* (p. 2579); *retrait de son amendement* (p. 2580); *retrait de l'amendement de M. Vinson* (p. 2580); *ses observations sur l'âge de 18 ans* (p. 2581); *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa de cet article* (p. 2581); *retrait de son amendement* (p. 2582); Art. 4 : *Son abstention lors du vote* (p. 2583); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2584); *retrait de son amendement* (p. 2584); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Peines pour quiconque aura importé, fabriqué, fourni et vendu des objets ou produits contraceptifs en infraction à la législation)* (p. 2584); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article : (Conséquences des infractions)* (p. 2584); *retrait de son amendement* (p. 2584); En deuxième lecture, Art. 3 : *Cas des jeunes femmes de moins de 21 ans; ses observations sur le critère de l'âge de 18 ans; emploi d'un carnet à souche* [14 décembre 1967] (p. 5898, 5899);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs : *Caractère du projet de loi; cas des majeurs incapables; problème de la protection des biens; conseil judiciaire; rôle du tribunal de grande instance; rôle du médecin traitant; consultation des experts* [3 octobre 1967] (p. 3395, 3396); *demande de renvoi en commission; ses observations sur la tutelle et la curatelle* (p. 3396, 3397); Art. 490 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « par une maladie, une infirmité ou un affaiblissement dû à l'âge »* (p. 3397); *altération des facultés mentales* (p. 3397); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 3397); *altération des facultés corporelles* (p. 3398); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots « ou corporelles »* (p. 3398); *retrait de son amendement* (p. 3398); Art. 490-2 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : « S'il devient nécessaire ou s'il est de l'intérêt de la personne protégée, qu'il soit disposé des droits relatifs à l'habitation, ou que le mobilier soit aliéné, l'acte devrait être autorisé par le juge des tutelles, après avis d'un expert médical »* (p. 3398); *rôle du médecin traitant; avis d'un expert* (p. 3398); Art. 491 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le titre du chapitre 2 et à le remplacer par : « Des majeurs sous la sauvegarde d'un curateur »* (p. 3399); *danger de la confusion entre la curatelle instituée par le projet de loi et la curatelle à la personne instituée par la loi de 1838* (p. 3399); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Le majeur qui, pour l'une des causes prévues à l'article 490, se trouve dans l'impossibilité de pourvoir à ses intérêts, peut être pourvu d'un curateur »* (p. 3399); Art. 493 du Code civil : *Son opposition à l'amendement de M. Pleven; rôle du conseil judiciaire; ses observations sur l'interdiction* (p. 3400); Art. 491 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le titre du chapitre 2 et à le remplacer par : « Des majeurs sous la sauvegarde d'un curateur »* (p. 3400); *ses observations sur les régimes de protection qui seraient la tutelle, le conseil judiciaire et la sauvegarde d'un curateur* (p. 3401); *son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Le majeur, qui, pour l'une des causes prévues à l'article 490, se trouve dans l'impossibilité de*

pourvoir à ses intérêts, peut être pourvu d'un curateur » (p. 3401); *retrait de son amendement* (p. 3401); Art. 491-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Rôle du curateur; sa responsabilité devant le tribunal)* (p. 3401); *retrait de son amendement* (p. 3401); Art. 491-2 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article:* « *Le majeur pourvu d'un curateur conserve l'exercice de ses droits* » (p. 3401); *retrait de son amendement* (p. 3401); Art. 491-3 du Code civil : *Son amendement tendant à insérer en tête du premier alinéa de cet article les mots suivants:* « *Après avoir été pourvue d'un curateur* » (p. 3402); *retrait de son amendement* (p. 3402); Art. 493-1 du Code civil : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots* « *par un collège de trois médecins dont le médecin traitant* » *les mots* « *par deux médecins spécialistes désignés par lui* » (p. 3402); *désignation de deux médecins spécialistes par le juge des tutelles* (p. 3403); Art. 499 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article, après les mots* « *ni conseil de famille* » *à supprimer les mots* « *soit un préposé administratif de l'établissement de traitement, soit* » (p. 3404); *juge des tutelles; rôle des administrateurs spéciaux; désignation d'un préposé de l'établissement* (p. 3404); Art. 501 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer, dans ce texte, les mots* « *sur l'avis du médecin traitant* » (p. 3405); *avis du médecin traitant* (p. 3405); Art. 502 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter ainsi cet article:* « *Sous réserve des dispositions de l'article 493-2* » (p. 3405); *ses observations sur les actes passés postérieurement au jugement d'ouverture de la tutelle par la personne protégée, nuls de droit* (p. 3405); Chapitre IV : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le libellé de ce chapitre:* « *Des majeurs pourvus d'un conseil judiciaire* » (p. 3406); *retrait de son amendement* (p. 3406); Art. 508-1 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article:* « *Peut pareillement être pourvu d'un conseil judiciaire le majeur visé à l'alinéa de l'article 488* » (p. 3406); *retrait de son amendement* (p. 3406); Art. 509-1 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* (p. 3406); *retrait de son amendement* (p. 3406); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article:* « *L'époux est conseil judiciaire de son conjoint, à moins que le tribunal estime qu'une autre cause l'interdise ou interdise de lui confier cette fonction. Tous autres conseils judiciaires sont nommés par le tribunal au départ et postérieurement par le juge des tutelles* » (p. 3406); *retrait de son amendement* (p. 3406); Art. 511 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Rôle du tribunal; possibilité pour celui-ci d'énumérer certains actes que la personne pourvue d'un conseil judiciaire aura la capacité de faire seule; possibilité pour le tribunal d'indiquer les actes pour lesquels l'assistance d'un conseil judiciaire est nécessaire)* (p. 3407); *retrait de son amendement* (p. 3407); Art. 512 du Code civil : *Son amendement tendant au début du premier alinéa à substituer aux mots* « *le curateur* » *les mots* « *le conseil judiciaire* » (p. 3407); *retrait de son amendement* (p. 3407); *son amendement tendant au début du deuxième alinéa de l'article 512 à substituer aux mots* « *le curateur* » *les mots* « *le conseil judiciaire* » (p. 3407); *retrait de son amendement* (p. 3407); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de l'article L 326-1 à substituer aux mots* « *de trois médecins dont le médecin traitant* » *les mots* « *de deux médecins* » (p. 3409); *ses observations sur les établissements psychiatriques* (p. 3409); ses explications de vote : *abstention de son groupe lors du vote* (p. 3410); conclusions de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur les méthodes de travail du Parlement; rôle du tribunal de grande instance; expertise médicale préalable; ses observations sur les biens et les personnes; problème de la procédure* [14 décembre 1967] (p. 5910, 5911); *désignation du médecin par le Procureur de la République* (p. 5913); en troisième lecture, Art. 493 du Code civil : *Compétence du tribunal de grande instance* [19 décembre 1967] (p. 6035); Art. 493-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article:* « *Le tribunal ne peut prononcer l'ouverture d'une tutelle sans une expertise médicale préalable constatant l'altération des facultés mentales ou corporelles* » (p. 6036); *rôle du juge des tutelles* (p. 6036); *expertise médicale* (p. 6037); Art. 13 : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (Ouverture de la tutelle et de la curatelle)* (p. 6039); *ses observations sur les paroles de M. Pleven* (p. 6039);

en quatrième et dernière lecture : *Son vote sur ce texte* [20 décembre 1967] (p. 6081);

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi nº 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Article unique : *Date limite pour la réduction du service militaire* [15 novembre 1967] (p. 4977); ses explications de vote : *Problème de la date d'application de la durée du service militaire* (p. 4979);

— des articles 8, 9, 12, 23, 24, 28 et 29, retirés du projet de loi de finances rectificative pour 1967, en application de l'article 119 du Règlement : *Violation de la loi par le Gouvernement; ses observations sur les « cavaliers budgétaires »; annulation de concours; illégalités de certaines nominations; cas des inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports; annulation du concours de l'inspection des douanes; date d'entrée en vigueur des statuts* [29 novembre 1967] (p. 5346); Art. 4 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Capitant par de nouveaux alinéas (Ouverture d'un ultime concours spécial en remplacement de celui de janvier 1957 annulé le 8 octobre 1965 par le Conseil d'Etat; réservation de ce concours aux candidats qui remplissaient à l'époque les conditions légales pour se présenter au concours annulé de janvier 1957)* (p. 5349); *problèmes résultant du concours spécial pour l'accès aux grades d'inspecteur et d'inspecteur adjoint des douanes* (p. 5349, 5350); *ses observations sur les paroles de M. Boulin; problème des situations acquises; nomination des fonctionnaires concernés* (p. 5350); ses explications de vote : *Son vote sur ce texte* (p. 5353).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 90 du Règlement : commission n'ayant été saisie que d'un avant-rapport de M. Trorial sur la modification des limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône* [1er décembre 1967] (p. 5472).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur le rapport de M. Trorial; avis des conseils généraux* [1er décembre 1967] (p. 5477); *question de la réunion des élus locaux* (p. 5478); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, son rappel au Règlement : *Problème de l'arrondissement de Vienne; application de l'article 40 de la Constitution* [19 décembre 1967] (p. 6033); en deuxième lecture : *Aspect administratif et politique de la question; découpage électoral* [20 décembre 1967] (p. 6077, 6078);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « et dont les dossiers ont été soumis à une juridiction de jugement avant le 1er novembre 1967 »* [14 décembre 1967] (p. 5905); *procédure du vote bloqué* (p. 5905);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Krieg, tendant à modifier les dispositions de l'article 1099-2º du Code civil relatif aux donations entre époux : *Distribution du rapport de M. Hoguet; son abstention lors du vote* [14 décembre 1967] (p. 5916);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la suppléance du magistrat chargé du service de la juridiction de droit commun instituée sur le territoire des îles Wallis et Futuna : *Garanties de compétence juridique du suppléant du magistrat; son vote sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6025);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Krieg, tendant à modifier la loi nº 54-781 du 2 août 1954, en vue de faciliter les possibilités de logement des étudiants et des personnes seules : *Abstention du groupe de la fédération de la gauche démocrate et socialiste lors du vote sur l'ensemble du texte* [25 avril 1968] (p. 1352);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de

M. Krieg tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, Art. 2 : *Détermination du délai pour les automobiles* [25 avril 1968] (p. 1353);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance nº 67-581 du 13 juillet 1967 relative à certaines mesures applicables en cas de licenciement : *Ses observations sur les ordonnances; problème de leur ratification* [15 mai 1968] (p. 1846);

— du projet de loi relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, Art. 8 : *Ses observations sur cet article* [16 mai 1968] (p. 1913); *son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « à l'article 4 » les mots « à l'article 5 »* (p. 1913); *son amendement tendant à compléter l'article 8 par les mots « et sans préjudice de l'application de l'article 5 »* (p. 1914); *Etat se substituant à l'assureur ou à l'exploitant défaillant jusqu'à concurrence de 50 millions de francs* (p. 1914); Art. 11 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Indemnités provisionnelles ou définitives effectivement versées aux victimes ne pouvant donner lieu à répétition)* (p. 1914); *ses observations sur son amendement* (p. 1914); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1915); *retrait de son amendement* (p. 1915); Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1915); *juridiction répressive ne pouvant statuer sur l'action civile* (p. 1915); *retrait de son amendement* (p. 1915);

— du projet de loi portant amnistie, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les événements des 7 et 8 mai; effets de la loi d'amnistie; amnistie des forces de l'ordre* [22 mai 1968] (p. 2055); *ses observations sur les membres des forces de l'ordre; commission d'enquête sur les événements de la première quinzaine de mai; exclure les vols de l'amnistie* (p. 2056); *ses observations sur les paroles de M. de Grailly* (p. 2056); *Commission des lois demandant l'adoption du projet de loi* (p. 2057); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Sont amnistiées les infractions commises du 1er février 1968 au 15 mai 1968 en relation avec les événements survenus dans l'université et les manifestations auxquelles ils ont donné lieu »* (p. 2060); *commission ayant repoussé le sous-amendement de M. Ducoloné* (p. 2060); Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Sont amnistiés les faits commis du 1er février 1968 au 15 mai 1968 en relation avec les événements survenus dans l'université et les manifestations auxquelles ils ont donné lieu en tant qu'ils constituent des fautes passibles de sanctions disciplinaires ou professionnelles »* (p. 2062); *ses observations sur son amendement* (p. 2062); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Application de la loi du 18 juin 1966 portant amnistie)* (p. 2062); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Sont exclues du bénéfice des dispositions de la présente loi les infractions prévues et réprimées par les articles 379 à 401, 440 à 442 du Code pénal »* (p. 2062); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2063); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2063).

DUCOLONÉ (M. Guy), *Député des Hauts-de-Seine, 11e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (nº 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'interdiction et à la dissolution des associations ou groupe-

ments de fait incitant à la haine raciste, **n° 258** [1er juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 442) tendant à mettre fin à la délégation de pouvoirs résultant de la loi du 22 juin 1967 et avançant au 16 octobre 1967 la date limite de dépôt des instruments de ratification des ordonnances par le Gouvernement, **n° 547** [7 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à la réforme des conseils généraux et à la coopération interdépartementale et intercommunale, **n° 677** [17 avril 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi (n° 185-201) tendant à faire chaque année du 8 mai un jour férié, **n° 705** [19 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Problème du logement; marché de la construction dans la région parisienne; ses observations sur l'opération de rénovation du XVe arrondissement, dite « front de Seine »; construction d'H.L.M.; création de la caisse de prêts pour les constructions d'H.L.M.; liberté des loyers des immeubles anciens; situation des personnes âgées; nécessité de construire 600.000 logements par an dont la moitié dans le secteur des H.L.M.; logement social; droit de préemption sur les terrains; utilisation de la taxe de 1 % sur les salaires; possibilité de réquisitionner les logements vacants* [19 avril 1967] (p. 722, 723).

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale avec débat relative à la composition des conseils généraux des nouveaux départements de la Région parisienne [21 avril 1967] (p. 786); *consultation des conseils généraux des anciens départements de la Seine et de la Seine-et-Oise; pouvoirs du préfet régional; nécessité d'une juste représentation proportionnelle* (p. 788 789, 792).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958 : *Abstention du groupe communiste sur le projet de loi* [1er juillet 1967] (p. 2550);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des cours d'assises dans la région parisienne : *Abstention du groupe communiste* [1er juillet 1967] (p. 2553);

— sur la motion de censure : ses explications de vote : *Objectifs du Gouvernement; niveau de vie des Français; augmentation des tarifs de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.; ordonnances sur la Sécurité sociale; nombre des chômeurs; équilibre budgétaire; politique antisociale du Gouvernement* [10 octobre 1967] (p. 3464, 3465);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur la possibilité de considérer le 8 mai comme une journée chômée et fériée* [19 octobre 1967] (p. 3866); JUSTICE : *Assistance judiciaire; nombre des bénéficiaires de cette assistance; problème des auxiliaires de justice; création de cours dans chacun des nouveaux départements; situation des jeunes avocats commis d'office à la défense des prévenus* [23 octobre 1967] (p. 3977, 3978); EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les paroles de M. Fanton* [27 octobre 1967] (p. 4270); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Ses observations sur les paroles de M. Gorse* [10 novembre 1967] (p. 4891); En seconde délibération, après l'article 67 *bis: Parité du droit à réparation entre les déportés et internés politiques et les déportés internés résistants; caractère des infirmités des anciens déportés politiques ou résistants* (p. 4910); *ses observations sur les paroles de M. Souchal* (p. 4911).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne : *Raisons pour lesquelles l'Office de H.L.M. de la Seine a été placé sous l'autorité du préfet régional* [17 novembre 1967] (p. 5083).

Prend part à la discussion du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Ses observations sur la loi du 17 juin 1966; motion de renvoi; attitude des fascistes à l'égard des communistes; crimes de l'O.A.S.* [28 novembre 1967] (p. 5287); *carac-*

tère du projet de loi; rôle du Président de la République; amnistie devant rester du domaine parlementaire; suppression de la Cour de sûreté de l'Etat; distinction entre les criminels et les victimes; indemnisation des rapatriés; amnistie des citoyens condamnés des départements et territoires d'outre-mer (p. 5287, 5288); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « La loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 instituant la Cour de sûreté de l'Etat est abrogée »* [14 décembre 1967] (p. 5906).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative à la situation de l'emploi dans les Hauts-de-Seine [17 mai 1968] (p. 1939, 1940, 1941).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie, Article 1er : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Dreyfus-Schmidt, après les mots « les infractions commises » à insérer les mots « par des manifestants »* [22 mai 1968] (p. 2060); après l'article 1er : *Evénements survenus en Algérie; amnistie dans les départements et territoires d'outre-mer* (p. 2061).

DUCOS (M. Hippolyte), *Député de la Haute-Garonne, 6e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution. [*J .O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973).

Est élu président de cette Commission [2 avril 1968] (p. 973).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Est élu président de cette commission [15 mai 1968] (p. 1894).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Préside, en qualité de doyen d'âge, la séance du 3 avril 1967 [3 avril 1967] (p. 545).

Interventions :

Déclare ouverte la troisième législature de l'Assemblée Nationale et la seconde session ordinaire de 1966-1967 [3 avril 1967] (p. 545).

Annonce la constitution du bureau d'âge [3 avril 1967] (p. 545, 546).

Donne communication de la liste des députés [3 avril 1967] (p. 546).

Donne communication des requêtes relatives à des contestations électorales [3 avril 1967] (p. 546 et 555).

Prononce l'allocution d'usage : *Décès d'Henri Meck et d'Olivier de Sesmaisons; double mission des parlementaires; liberté à l'intérieur; paix à l'extérieur; problèmes sociaux; désertion des campagnes; majoration des allocations familiales; retraite pour les travailleurs à 60 ans; charte des anciens combattants; problème du rapport constant; question des rapatriés; augmentation des crédits scolaires ; aide au tiers monde; dissémination de la bombe atomique;*

Etats généraux des communes d'Europe; problème des bourses; nécessité d'une culture humaniste; humanisme scientifique; unification de l'Europe et du monde; suppression de l'article 16 [3 avril 1967] (p. 546 à 548).

Annonce l'élection de M. Chaban-Delmas comme Président de l'Assemblée Nationale [3 avril 1967] (p. 549).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Problème du recyclage; importance de la culture générale; question des crédits; abaissement de la qualification de tous les grades universitaires; réforme du premier cycle; collèges d'enseignement secondaire; ses observations sur le deuxième cycle de l'enseignement long; horaires de l'enseignement du français dans les sections scientifiques; absence quasi complète des sciences dans les programmes de la classe de philosophie; question des langues anciennes; réforme du baccalauréat; nécessité de rétablir, à la fin de la classe de première, l'examen probatoire sous une forme allégée; suppression de la propédeutique; répercussions de la réforme sur les classes préparatoires aux grandes écoles; organisation du deuxième cycle, c'est-à-dire de la troisième et de la quatrième année de l'enseignement supérieur; organisation du troisième cycle; fonctionnement des I.P.E.S.; caractère du C.A.P.E.S.; statut de l'agrégation; projet de réforme des I.P.E.S.; niveau du C.A.P.E.S.; étude du latin dans les écoles normales primaires; ses observations sur le stage dans une classe de lycée pour la préparation de l'agrégation; situation des agrégés* [30 mai 1967] (p. 1394 à 1397).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 6 : *Régime d'exception pour l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés ayant été concédé aux entreprises de presse; limitation progressive des facilités accordées aux entreprises de presse; nombre des quotidiens parisiens; prix de revient de fabrication d'un journal; multiplication des journaux et des revues politiques; ses observations sur l'amendement de M. Vivien; application de l'article 40 de la Constitution* [12 octobre 1967] (p. 3581, 3582, 3583); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Recherche scientifique; Centre national de la recherche scientifique; création en 1931 d'une « Caisse nationale des sciences »; objectifs du Ve Plan; prime de recherche; statut des chercheurs; Institut de recherche d'information et d'automatique; insuffisance de la démocratisation; situation des stagiaires; subvention pour la publication des travaux importants; mission des chercheurs à l'étranger; collaboration internationale; rapport entre la branche du C.N.R.S. et la branche universitaire; possibilité de faciliter les échanges entre les maîtres de conférences de l'Université et les maîtres de recherche du C.N.R.S.; attribution de postes de directeurs et de maîtres de recherche pour une durée d'un an ou deux à des professeurs désireux d'achever un livre ou de mener à bien une recherche; réputation des sciences humaines françaises; création de facultés de sociologie* [26 octobre 1967] (p. 4208 à 4210); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Introduction de la publicité de marques à l'O.R.T.F.; ses conséquences; ses observations sur « l'amendement Diligent »; rôle du Conseil constitutionnel pour savoir si l'introduction à l'O.R.T.F. relève du domaine réglementaire ou législatif; ses observations sur les journaux; propagande des chaînes étrangères; possibilité de recourir à l'emprunt; création aux Etats-Unis d'une nouvelle chaîne purement culturelle* [10 novembre 1967] (p. 4884, 4885); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Perception de la taxe de l'O.R.T.F.; difficultés de la presse d'opinion* [5 décembre 1967] (p. 5539, 5540);

— sur la motion de censure : *Ses observations sur l'article 34 de la Constitution; formulation de la question posée par le Gouvernement au Conseil constitutionnel; nature des ressources de l'O.R.T.F.; ses observations sur l'ordonnance du 4 février 1959 et le décret du 5 février 1959; « amendement Diligent »; décision du Conseil constitutionnel; importance de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen; question de l'objectivité de l'O.R.T.F.; presse d'opinion; disparition de certains quotidiens* [23 avril 1968] (p. 1271 à 1273).

DUFFAUT (M. Henri), *Député du Vaucluse, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001).

Est élu vice-président de cette Commission [24 octobre 1967] (p. 4068).

Est nommé :

— membre de la Commission centrale de contrôle des opérations immobilières [9 novembre 1967] (p. 4038);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Cesse d'appartenir à cette commission [25 avril 1968] (p. 1358).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à reporter la date d'application de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 167** [27 avril 1967].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, avec débat, relative à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [2 juin 1967] (p. 1572); *ses amendements en faveur des artisans; réduction des taux applicables aux produits destinés à l'agriculture et aux prestations de services fournies par des redevables inscrits au registre des métiers; élévation de la décote des artisans; non-publication des décrets d'application; nécessité de reporter l'application de la réforme; raison de l'exclusion du champ d'application de la taxe des produits pétroliers et des produits bancaires; augmentation entraînée par la taxation des produits de première nécessité; problème posé par la multiplicité des taxes; conséquences de la réforme pour les finances des collectivités locales* (p. 1578, 1579, 1580).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Question de l'impasse; problème des services publics et de la Sécurité sociale; rôle des ordonnances; pouvoir d'achat; budget étant devenu inflationniste; ralentissement de l'augmentation de la production; situation financière; question de l'emploi; cas de la région Provence-Côte d'Azur; ses observations sur la production industrielle sans le bâtiment; situation de la métallurgie et du bâtiment; construction des immeubles à loyers normaux; stagnation de nos exportations; plan de stabilisation; question du redressement de l'économie allemande; niveau des prix; stimulation de l'économie par un allégement de la fiscalité et par une élévation du pouvoir d'achat des consommateurs; groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste ne votant pas le projet de loi de finances rectificative pour 1967* [8 juin 1967] (p. 1697 à 1700); ses explications de vote : *Vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* (p. 1707).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Résultats de la politique gouvernementale; problème de l'emploi; suppression d'emplois existants; chômage partiel; régression dans l'industrie du bâtiment; cas de la région Provence-Côte d'Azur; ses observations sur les demandes d'emploi non satisfaites; problème de la production; question de la construction; vente des appartements H.L.M.; situation des industries productrices de biens de consommation; régression de nos exportations; effets du plan de stabilisation; autofinancement des entreprises; marché des capitaux; ses observations sur les emprunts; crédit d'impôt; dégradation des cours en bourse; déduction pour*

investissements; problème de la suppression des barrières douanières dans le cadre du Marché commun; hausse des prix; évolution du pouvoir d'achat; équilibre du budget de la Sécurité sociale; impôt sur le revenu des personnes physiques; plan de stabilisation; relance de l'économie [29 juin 1967] (p. 2388, à 2391).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Niveau des prix; insuffisance du niveau de la croissance; conséquences du plan de stabilisation; nécessité de réduire les dépenses improductives; taux de 6 % d'accroissement de l'économie française étant compatible avec la stabilité des prix; problème de l'emploi; ses observations sur les industries de la chimie; question de savoir si l'activité française doit être liée à celle du marché extérieur; dégradation de nos exportations en Allemagne; situation de notre commerce extérieur; déficit de la Sécurité sociale; augmentation des charges locales; inflation des dépenses publiques; déflation des dépenses privées; dégrèvement à accorder aux artisans; date d'application de la T.V.A.; problème du dégrèvement de cent francs accordé à tous les contribuables dont l'impôt est inférieur à mille francs; réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; ses observations sur le crédit d'impôt et la déduction fiscale pour investissement; situation de l'agriculture; budget de l'Education nationale; problème des rapatriés; programme hospitalier* [11 octobre 1967] (p. 3536 à 3539); Première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 6 : *Ses observations sur la presse et l'amendement de M. Vivien* [12 octobre 1967] (p. 3584); *question du report à 1969 de l'application des mesures envisagées* (p. 3585); Art. 7 : *Produit de l'impôt sur le revenu; taux intermédiaire de la taxe à la valeur ajoutée* [17 octobre 1967] (p. 3649); *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3653); Art. 9 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3670); *application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture; taux de déduction; évolution des structures agricoles* (p. 3671); Art. 13 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3684); *réduction du pouvoir d'achat des consommateurs* (p. 3685); après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant: « Le produit de l'impôt institué par l'article 13 sera réparti par parts égales entre l'Etat, les départements et les communes* (p. 3685); *taxe à l'essieu; détérioration des routes* (p. 3685); Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3693); Seconde délibération, Art. 7 *bis : Majoration des charges fiscales* [10 novembre 1967] (p. 4904); après l'Art. 23 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulin* (p. 4905); après l'Art. 67 *bis : Cas des déportés politiques* (p. 4911); Art. 36 : *Cas des anciens combattants; situation des déportés politiques; problème des personnels de police; création de 800 emplois de contractuels pour la région parisienne; situation des rapatriés; leur indemnisation* (p. 4912, 4913); ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Ses observations sur les hypothèses budgétaires; situation de l'emploi; exportations françaises vers les pays du Marché commun; avances faites à la Sécurité sociale et à la S.N.C.F.; politique du Gouvernement étant une « politique au fil de l'eau »; nécessité d'une relance de l'économie; extension de la T.V.A. à l'agriculture* (p. 4924, 4925); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : ses explications de vote : *Taux de la taxe sur le chiffre d'affaires; extension de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture; taxe spéciale pour l'usage des routes; situation des artisans; majoration de l'allocation accordée aux personnes âgées; situation des fonctionnaires et des retraités* [5 décembre 1967] (p. 5588);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 : *Historique de la fiscalité des communes; ses observations sur le manque d'élasticité en ce qui concerne les bases imposables; augmentation des impôts locaux; problème des collectivités locales; taux de variation des impositions; répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales* [22 novembre 1967] (p. 5154); Art. 3 : *Ses observations sur cet article* (p. 5165); Art. 6 : *Ses observations sur les amendements de M. Limouzy et de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5167); Art. 10 : *Ses observations sur la loi du 8 août 1890; recettes des collectivités locales; transformations d'usines* (p. 5172); Art. 12 : *Composition de la Commission départementale des impôts* (p. 5175); Art. 19 : *Insuffisance des subventions; réduction des taux de financement* (p. 5177);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Ses observations sur le collectif; croissance des dépenses publiques; évaluation du déficit; hausse des prix; incidence de la T.V.A. sur certains prix; crédits concernant la Sécurité sociale; couverture du déficit de la S.N.C.F.; plus-values en matière d'impôts directs; élévation du niveau de la première tranche de l'impôt; modification de la déduction forfaitaire de 20 % applicable aux salaires, traitements et retraites; situation économique actuelle; nécessité d'une politique de relance; son vote sur le collectif budgétaire* [23 novembre 1967] (p. 5197, 5198); *produit des impôts directs* (p. 5201); après l'Art. 31 : *Indemnisation des rapatriés* (p. 5215);

— du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites : *Ses observations sur les monuments des collectivités locales; participation des collectivités locales à l'effort financier; exemple d'Avignon; restauration du Petit Palais; ses observations sur le Festival d'Avignon; hommage rendu à Jean Vilar; protection des sites; renforcement des sanctions* [6 décembre 1967] (p. 5619, 5620); Art. 2 : *Fixation du taux de participation de l'Etat à l'effort financier; importance du patrimoine de certaines communes; Festival d'Avignon* (p. 5625, 5626); Art. 3 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 2 mai 1930 à insérer le nouvel alinéa suivant : « A la limite d'un département, là où les Commissions des départements limitrophes disposent des mêmes droits que la Commission départementale* ratione loci » (p. 5627); *exemple de la ville d'Avignon; rôle de la Commission des sites de Vaucluse* (p. 5627); *retrait de son amendement* (p. 5627); Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour l'article 12 de la loi du 2 mai 1930, après les mots « du Ministre des Affaires culturelles donnée » à substituer aux mots « après avis de la Commission départementale » les mots « conformément aux avis des municipalités intéressées, de la Commission départementale... »* (p. 5628); *retrait de son amendement* (p. 5628);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Ses observations sur la suppression de la taxe complémentaire* [9 mai 1968] (p. 1688); Art. 1er : *Evolution de la doctrine gouvernementale en matière de collectif budgétaire; déficit du budget; paiement du tiers provisionnel; augmentations accordées aux personnes âgées, aux fonctionnaires et aux retraités; développement du commerce extérieur; marché de l'automobile; ses observations sur les prix; situation de l'emploi; impôt sur le revenu des personnes physiques; situation des contribuables modestes; cas des fonctionnaires retraités; ses observations sur les rapatriés; mesures d'investissement* [10 mai 1968] (p. 1733, 1734); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin de cet article à partir du quatrième paragraphe (Modification de la réduction d'impôt)* (p. 1736); *dégrèvement des revenus inférieurs; situation des contribuables modestes dont le revenu est inférieur à 25.000 francs par an* (p. 1736, 1737); *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 1737);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1966 : *Ses observations sur les paroles prononcées par le Gouvernement en présentant le budget; résultats de la situation à l'heure actuelle; ses observations sur les régimes sociaux et les subventions allouées à la S.N.C.F.; son vote sur le projet de loi* [15 mai 1968] (p. 1856).

DUHAMEL (M. Jacques), *Député du Jura, 2e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'assurance logement, **n° 763** [3 mai 1968].

Sa proposition de résolution tendant à

créer une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de la répression des manifestations d'étudiants survenues à Paris du 3 au 12 mai 1968, en application des articles 139 et suivants du Règlement, **n° 803** [14 mai 1968].

Sa proposition de résolution tendant à créer, en application de l'article 139 du Règlement de l'Assemblée Nationale, une commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative et technique de l'Education nationale et, en particulier, celle de l'enseignement supérieur en vue de dégager les causes de l'inadaptation de l'Université française aux exigences de notre époque, **n° 804** [14 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Questions relatives au gruyère de Comté; marché de la viande; « régionalisation » de l'application de la loi; lutte contre la brucellose* [12 avril 1967] (p. 616);

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Echéance du Marché commun; importance de la date du 1er juillet 1968; suppression de tous tarifs douaniers entre les six pays du Marché commun et libre circulation des marchandises; application de la Constitution; équilibre des pouvoirs; Parlement devant être le centre actuel d'une confrontation objective; composition du Gouvernement; progrès social; suppression des abattements de zones; situation des agriculteurs, des personnes âgées, des rapatriés; politique sociale du Gouvernement; démocratisation de l'enseignement; prolongation de la scolarité; sécurité de l'emploi; causes du chômage; aménagement du territoire; dérogations pour des implantations industrielles dans la région parisienne; modernisation des réseaux de communication; problème de la parité agricole; question du logement; nécessité d'accorder une part importante du revenu national aux constructions sociales; proportion des deux tiers de logements sociaux dans les programmes annuels; problème de la Sécurité sociale; déficit du régime général; politique des revenus; impôt sur le revenu; question de l'abattement de base; France étant dans un état de neurasthénie; stimulation des investissements productifs et des équipements publics; mobilisation de l'épargne à long terme; indexation des emprunts; problèmes importants des collectivités locales; charges militaires; étalement de la loi de programme militaire; réalisation de l'Europe de la culture et de l'Europe de la technologie; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun* [18 avril 1967] (p. 667 à 671).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative à l'attribution des bourses [10 mai 1967] (p. 977, 979, 980).

Prend part à la discussion sur la motion de censure, ses explications de vote : *Equilibre des pouvoirs; pouvoirs du Bundestag; droits du suffrage universel; respect de la Constitution* [20 mai 1967] (p. 1209).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 132 du Règlement : Situation du Proche-Orient; initiative diplomatique du Gouvernement* [31 mai 1967] (p. 1453, 1454).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires : *Information des agriculteurs* [2 juin 1967] (p. 1586, 1587).

Son rappel au Règlement : *Crise du Moyen-Orient; réunion de la conférence des présidents; nécessité d'une communication du Gouvernement suivie d'un débat* [6 juin 1967] (p. 1604).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : ses explications de vote : *Opinion de M. Frey à la conférence des présidents; vote du groupe Progrès et démocratie moderne sur la motion de censure* [9 juin 1967] (p. 1731).

Ses explications de vote sur l'ordre du jour complémentaire : *Vote du groupe Progrès et démocratie moderne* [15 juin 1967] (p. 1841, 1844).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Ses observations sur les paroles de M. Michel Debré; question de la taxe locale d'équipement; date de la mise en vigueur des réformes* [21 juin 1967] (p. 2030); En seconde délibération : ses explications de vote : *Son vote sur le projet de loi; son hostilité au cumul des taxes; ses observations sur la notion de « valeur déclarée »* [1er juillet 1967] (p. 2531).

Son rappel au Règlement : *Raisons pour lesquelles le groupe Progrès et démocratie moderne n'a pas pris part au vote sur l'amendement de M. Defferre (Droit au logement) sur*

l'article premier du projet de loi d'orientation foncière et urbaine [21 juin 1967] (p. 2035).

Son rappel au Règlement : *Désignation d'une Commission spéciale pour l'examen du projet de loi portant réforme des finances locales* [30 juin 1967] (p. 2476).

Ses observations sur la fixation de l'ordre du jour : *Distribution du rapport de M. Pleven sur le projet de loi concernant les incapables majeurs* [2 octobre 1967] (p. 3363).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs : *Son opposition à la motion de renvoi en commission* [3 octobre 1967] (p. 3396, 3397); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs : *Retrait de sa demande de scrutin public* [14 décembre 1967] (p. 5913).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre [10 octobre 1967] (p. 3463).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : ses explications de vote : *Politique économique et sociale du Gouvernement; ses observations sur les pleins pouvoirs accordés au Gouvernement; politique étrangère; problème de l'emploi; crise agricole; développement de l'investissement public; relance de la consommation; crédits pour les équipements; application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture; possibilité pour les groupes parlementaires de proposer, sous forme de proposition de loi, des modifications à apporter à celles des ordonnances qui doivent être rectifiées; rôle possible des commissions parlementaires à cet égard pendant l'intersession; modification des ordonnances* [10 octobre 1967] (p. 3465, 3466); *ses observations sur les paroles de M. Mondon* (p. 3466);

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur la question préalable; impôt sur le revenu des personnes physiques; allégement de la taxe complémentaire; nécessité d'une relance économique; rôle de la consommation* [11 octobre 1967] (p. 3527, 3528); *ses observations sur la réduction de 5 % des tranches, l'augmentation de 20 à 30 % de la déduction forfaitaire pour les salariés et le doublement du plafond de la taxe complémentaire* (p. 3529); *ses observations sur les résultats économiques de l'année 1967; problème de l'emploi; plan de stabilisation; ses observations sur les exportations, les investissements, la consommation; problème de la compétitivité de l'économie française; adaptation de nos structures économiques à la compétition; prélèvements publics opérés par l'Etat sur le revenu national; montant de l'impasse; création de zones de rénovation rurale* [12 octobre 1967] (p. 3566, 3567); *rôle des S.A.F.E.R.; ses observations sur la T.V.A.; niveau des crédits militaires; allocation vieillesse; rémunération des agents de la fonction publique; développement des investissements créateurs d'emplois; crédits à la construction; insuffisance de la marge d'autofinancement et des possibilités de recours au marché financier; nécessité d'une relance par la consommation; indemnisation des rapatriés; augmentation des prestations sociales et familiales; ses observations sur la réduction du barème de l'impôt sur le revenu, la suppression ou le doublement du plafond de la taxe complémentaire* (p. 3567 à 3569); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur les exportations de matériel militaire; maintien de l'embargo sur les matériels militaires vers Israël* [24 octobre 1967] (p. 4024); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur les crédits d'équipement* [8 novembre 1967] (p. 4723); *Ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* (p. 4727); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Ses observations sur les paroles de M. Gorse* [10 novembre 1967] (p. 4891); *publicité de marques à l'O.R.T.F.; ses observations sur « l'amendement Diligent »; application de l'article 41 de la Constitution; rôle du Conseil constitutionnel pour déterminer si l'introduction de la publicité à l'O.R.T.F. relève du domaine réglementaire ou du domaine législatif* (p. 4895); après l'Art. 74 : *Son amendement tendant après cet article à insérer l'article suivant : « Toute ressource autre que celle prévue par la présente loi pour le budget de l'O.R.T.F., notamment celle provenant de la publicité de marques, ne peut être décidée que par la loi »* (p. 4896); son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'application de l'article 100, alinéa 3 du Règlement à son amendement* (p. 4896); en seconde délibération, après l'art. 8 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Tourné; application de l'article 100 du Règlement* [10 novembre 1967] (p. 4920); *situation des exploitants agricoles qui ont opté*

pour la T.V.A.; problème de la franchise et de la décote (p. 4920, 4921); *question de savoir si un système forfaitaire sera établi pour l'application à l'agriculture du nouveau régime de la T.V.A.* (p. 4921);

— sur les demandes de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif aux impôts indirects locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 : *Nécessité d'une commission spéciale; rôle de la Commission des lois; considération de rapidité* [19 octobre 1967] (p. 3824);

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, ses explications de vote : *Procédure du vote bloqué; sa conception du service militaire* [15 novembre 1967] (p. 4979);

— du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores : *Ses observations sur la question préalable; statut de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie; situation des autres territoires* [7 décembre 1967] (p. 5684); *constitution d'une seconde société d'exploitation du nickel* (p. 5684).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative au financement de l'équipement hospitalier : *Insuffisance des crédits prévus; financement complémentaire; importance sociale de l'équipement sanitaire; conséquence des ordonnances sur la Sécurité sociale pour le financement des établissements hospitaliers; création d'une caisse nationale d'équipement; contribution de la caisse nationale d'assurance maladie; possibilité pour les établissements hospitaliers de constituer une réserve de renouvellement* [8 décembre 1967] (p. 5724, 5725).

Son rappel au Règlement : *Nécessité d'informer le Parlement français des conclusions de la réunion des Ministères des Affaires étrangères des six pays de la Communauté économique européenne* [19 décembre 1967] (p. 6010).

Son rappel au Règlement : *Nécessité d'une déclaration sur les résultats de la conférence de Bruxelles* [20 décembre 1967] (p. 6086); *isolement de la France; droits du Parlement; négociation avec la Grande-Bretagne* (p. 6087).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Pompidou; indépendance de tout député* [24 avril 1968] (p. 1309).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 132 du Règlement; obligation pour le Gouvernement de faire une déclaration sur les manifestations des étudiants* [7 mai 1968] (p. 1528).

Prend part à la discussion sur la décision relative à la demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française : *Application de l'article 43 de la Constitution et des articles 30 à 35 du Règlement; objectivité à l'O.R.T.F.* [7 mai 1968] (p. 1530).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Perspectives électronucléaires; part de notre production électrique d'origine nucléaire; choix entre les filières; filière française graphite-gaz à uranium naturel; filière américaine à eau légère-uranium enrichi; filière à l'eau lourde; commission Couture; réalisation d'une usine européenne de séparation isotopique; choix économique devant nous conduire vers une filière à eau légère; défi technologique américain; production d'électricité française; stockage de l'uranium; industrie privée française; problèmes généraux de recherche et de développement; question des crédits; crédits affectés à la recherche militaire; ses observations sur les retombées civiles; établissement d'un équilibre entre recherche militaire et recherche civile; critères d'orientation de la recherche civile; valeur technologique de la recherche; sa valeur scientifique; sa valeur sociale; ses observations sur le laser; recherche médicale; pénurie de moyens en équipement et en personnel; possibilité d'accroître le dégrèvement fiscal en ce qui concerne le « budget de charité » des entreprises; ses observations sur les possibilités de déduction de l'impôt sur le revenu des personnes afin que des fonds privés aillent vers les instituts publics de recherche médicale; physique des hautes énergies; ses observations sur le C.E.R.N.; coopération internationale; recherche agronomique; dépenses de recherche des entreprises privées; « fuite des cerveaux »; objectifs du VI^e Plan; part de la recherche fondamentale et appliquée et part du développement dans les*

dépenses; politique de l'invention; nécessité de ne pas dissocier l'invention et l'innovation; ses observations sur la technique financière; possibilité de faire bénéficier du décret du 30 octobre 1935 sur les nantissements de marché, les marchés privés de recherche de développement; ses observations sur le véhicule « URBA IV »; problème des calculateurs; importance de l'I.B.M.; centre régional d'informatique; collaboration avec la Grande-Bretagne; programme Maréchal; coopération européenne; problème de l'espace; ses observations sur l'ELDO et l'ESRO; rapport Causse; Europe technologique [7 mai 1968] (p. 1545 à 1552); *ses observations sur les paroles de M. Schumann* [8 mai 1968] (p. 1637, 1639); *commission Couture; calcul du prix de l'énergie* (p. 1639); *ses observations sur les paroles de M. Schumann* (p. 1639, 1640); *nécessité de lier le financement de l'invention et celui de l'innovation* (p. 1641).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 132, alinéa 1er du Règlement; déclaration du Gouvernement pouvant être suivie d'un débat; adaptation de l'enseignement aux exigences de notre époque; constitution d'une commission de contrôle pour entendre les intéressés* [14 mai 1968] (p. 1768).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Inquiétude du pays; rôle de la jeunesse dans le déclenchement des événements; ses observations sur la société future; rôle des adultes et des élus; nécessité d'organiser une société différente; équilibre entre l'autorité de l'Etat et la participation des citoyens; ses observations sur l'emploi; nombre des chômeurs; situation des paysans; crise sociale; rôle du Marché commun; revision du Ve Plan; défense nationale; gouvernement ayant perdu la confiance de la Nation; nécessité d'associer discussion et autorité; nécessité d'un changement de méthode, d'un changement de politique et d'un changement de cadre* [21 mai 1968] (p. 1987, 1988); *augmentation de la consommation militaire par rapport à l'augmentation du revenu national pour la durée du Plan* (p. 1999); ses explications de vote : *Crise au sein de la Nation; persistance de l'inconnu sur les méthodes gouvernementales; son vote sur la motion de censure* [22 mai 1968] (p. 2047).

Son rappel au Règlement : *Son désir de voir le Premier Ministre faire une déclaration suivie d'un débat et éventuellement d'un vote, sur la politique économique et sociale; détermination des propositions de loi et des projets de loi qui devraient être inscrits en priorité à l'ordre du jour* [28 mai 1968] (p. 2126).

DUMAS (M. Pierre), *Député de la Savoie, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Tourisme
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [19 avril 1967] (p. 743).

Est nommé Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Tourisme (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre chargé du Tourisme (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Echouement du Torrey Canyon; importance du tourisme pour la Bretagne; travaux engagés pour l'aménagement de certains ports de plaisance; lutte contre la pollution; rôle des services de la protection civile; action entreprise par la population des stations et par les animateurs du tourisme; diminution des ventes des produits de la mer; nécessité d'envisager des dispositions sur le plan international; résolution votée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe; préservation*

de la pureté de l'eau et de l'air [26 avril 1967] (p. 832, 833).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif à la résiliation des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles et du projet de loi modifiant les articles 384 et 385 du Code rural* [27 avril 1967] (p. 858).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, prorogeant certains baux ruraux consentis au profit des rapatriés : *Ses observations sur ce texte et le rapport de M. Cointat* [27 avril 1967] (p. 858);

— du projet de loi relatif à la résiliation des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles : *Ses observations sur l'assurance maladie obligatoire des exploitants agricoles; permettre aux personnes qui sont entrées dans le champ d'application de l'assurance obligatoire postérieurement à l'entrée en vigueur de celle-ci de résilier à ce moment leurs contrats privés d'assurance maladie* [27 avril 1967] (p. 859, 860); *ses observations sur les paroles de M. Labarrère; assurance relative aux travailleurs non salariés non agricoles; application par le Gouvernement des textes régissant l'Amexa* (p. 860); Art. 1 et 2 : *Ses observations sur les amendements de M. Peyret* (p. 861);

— du projet de loi modifiant les articles 384 et 385 du Code rural : *Assimilation de la situation des gardes particuliers des fédérations départementales de chasseurs commissionnés par le Ministre de l'Agriculture à celle des préposés des eaux et forêts; nécessité de compléter la liste des catégories de fonctionnaires et d'agents pouvant dresser les procès-verbaux* [27 avril 1967] (p. 862); *ses observations sur les rapports entre les employeurs et les gardes; question des agents assermentés* (p. 862);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Hôtellerie étant l'industrie de base du tourisme; expansion économique régionale; ristourne de 10 % pour l'équipement; prêts consentis par le Commissariat au Tourisme; propagande à l'étranger; prêts accordés sur le F.D.E.S. à l'hôtellerie; application de la taxe sur la valeur ajoutée; centre de recyclage du Bourget-du-Lac; ses observations sur les chaînes d'hôtels; développement du tourisme étranger en France; signature d'un accord général entre le Commissariat général au Tourisme et Air France en vue d'une collaboration entre les deux services; accord avec la Compagnie U.T.A.; développement des campagnes d'accueil; ses observations sur les villages de vacances et le camping; tarifs appliqués dans les villages de vacances; allocation de vacances versée par les caisses d'allocations familiales pour les enfants qui partent en colonies de vacances ou en vacances avec leurs parents; problème du camping et du caravaning; équipement du Languedoc-Roussillon; ses observations sur les locations en meublé; institution d'une procédure de classement de meublés, visités et contrôlés; problème du littoral aquitain* [19 octobre 1967] (p. 3806 à 3808); *importance du tourisme en Corse; nomination d'un délégué spécialement affecté à la Corse; ports de plaisance; création d'un établissement d'enseignement hôtelier à l'Ile-Rousse; question des stations existantes; aménagement du plan d'eau de Villefort; création d'un parc régional à Bitche; situation de la Basse-Normandie; question d'une nouvelle réforme des taxes sur les chiffres d'affaires; problème de l'hôtellerie; rôle de l'hôtellerie de vacances; modernisation des hôtels; réalisation à la porte Maillot d'un hôtel et d'un palais des congrès; ses observations sur les logis de France; rôle des petits hôtels en zone rurale et d'exploitation familiale; prêts consentis pour les gîtes ruraux; rôle du Crédit agricole; problème du camping; question du thermalisme; principe du remboursement des cures thermales; importance de la propagande en faveur du tourisme; structures du tourisme; création d'une section « Investissement » dans le budget du tourisme; problème des transports; question du regroupement de compétences à opérer autour du tourisme* (p. 3818 à 3821); *ses observations sur le camping et le caravaning; application de la T.V.A.; création de nouveaux campings; ses observations sur le terme « tourisme social »* (p. 3821);

— du projet de loi relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire : *Originalité de ce texte; principes fondamentaux; dommages causés par une installation nucléaire de caractère militaire; extension de la respon-*

sabilité encourue par l'exploitant à tous les dommages provenant de rayonnements ionisants émis par une source quelconque de rayonnements se trouvant dans l'installation de l'exploitant; possibilité pour la victime d'agir directement contre l'assureur; preuve du lien de causalité entre l'accident et le dommage [16 mai 1968] (p. 1911); Art. 5, 6 et 7 : *Ses observations sur les amendements de M. Foyer* (p. 1912, 1913); Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 1913); *cas de défaillance de l'assureur ou de l'exploitant* (p. 1914); Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 1914); Art. 17 : *Institution d'une juridiction unique* (p. 1915); *ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 1916); Art. 18, 19, 21, 22 et articles additionnels : *Ses observations sur les amendements de M. Foyer* (p. 1916, 1917).

DUMAS (M. Roland), *Député de la Corrèze, 2e circonscription (F.G.D.S.), Secrétaire de l'Assemblée Nationale, Vice-Président de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 avril 1968] (p. 1067).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [17 avril 1968] (p. 1067);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner sa proposition de loi organique (n° 519) et celle de plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Est élu président de cette Commission [16 mai 1968] (p. 1924).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instaurer un moratoire des dettes civiles pour les rapatriés qui ont quitté l'Algérie après le 1er avril 1962, **n° 294** [9 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à créer une appellation d'origine destinée à protéger la production traditionnelle de veaux de lait dans le département de la Corrèze, **n° 400** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi organique visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution, **n° 519** [22 novembre 1967]; retrait de sa proposition n° 519 [17 avril 1968] (p. 1063).

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution, **n° 658** [4 avril 1968].

Préside : la séance du 3 mai 1968 (p. 1495); la 2e séance du 8 mai 1968 (p. 1623).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Sénat ayant repoussé le projet de loi autorisant le Gouvernement par application de l'article 38 de la Constitution à prendre des mesures d'ordre économique et social; situation économique; ralentissement de la production; crédit de l'Etat; ses observations sur l'emprunt du crédit hôtelier et l'emprunt national d'équipement; stabilité monétaire actuelle; hausse des tarifs des services publics; budget des communes; produit de la taxe sur les salaires; situation de l'emploi; ses observations sur les rapports publiés par la Banque de France; son vote sur la motion de censure* [9 juin 1967] (p. 1728 à 1730);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, avant l'Art. 46 : *Taxe d'urbanisation; impôt foncier; ressources des collectivités locales; valeur vénale des terrains* [27 juin 1967] (p. 2292, 2293); *ses observations sur la taxe de récupération et l'impôt d'urbanisation* (p. 2302); en seconde délibération, Art. 46 A : *Institution d'un impôt foncier; récupération de la plus-value annuelle* [1er juillet 1967] (p. 2524); *ses observations sur l'amendement de M. Defferre* (p. 2527); ses explications de vote : *Droit au logement; municipalisation des sols; impôt foncier; ses observations sur les paroles de M. Ortoli; rôle de l'opposition; son abstention* (p. 2529, 2530);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INFORMATION ET O.R.T.F. : *Introduction de la publicité à la télévision; exonération de la taxe au profit des personnes âgées; ses observations sur les investissements relatifs à la deuxième chaîne; rôle des satellites; création d'un nouveau poste de conseiller technique chargé du service des liaisons interministérielles; préparation du journal télévisé; possibilité de donner un temps de parole codifié aux représentants de l'opposition; prolifération des émissions de propagande; émission sur la force de frappe* [10 novembre 1967] (p. 4889); *télévision régionale; indication de certains abus; son vote sur le budget; mainmise de l'Etat sur l'information et l'O.R.T.F.* (p. 4889, 4890);

— sur la motion de censure : *Droit du Gouvernement de faire connaître sa politique; obligation de respecter et d'aménager la libre discussion démocratique et le droit de critique; rapports entre la presse écrite et le Gouvernement; avantages fiscaux de la presse; introduction de la publicité de marques à l'O.R.T.F.; ses observations sur l'apparition à la télévision et à la radiodiffusion du directeur général de l'O.R.T.F.; O.R.T.F. étant une officine de propagande au service des thèses du Gouvernement; ses observations sur les postes de direction des télévisions régionales; nécessité de constituer une commission d'enquête sur les agissements des télévisions régionales pendant les élections municipales et législatives; ses observations sur la question orale de M. Montalat tendant à faire connaître quels étaient les diplômes exigés pour être nommé directeur d'un poste de télévision régionale ou d'un bureau régional d'information; ses observations sur les circulaires du Ministère de l'Information; mesures prises à l'égard de certains fonctionnaires ; rôle du service de liaison interministérielle pour l'information* [23 avril 1968] (p. 1242 à 1246); *organisation de la télévision à l'étranger; nécessité de prévoir pour l'opposition un droit de réponse au Gouvernement; création d'un organisme de contrôle* (p. 1246 à 1248).

DUMORTIER (M. Jeannil), *Député du Pas-de-Calais, 5e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [14 juin 1967] (p. 1831).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la classification du personnel roulant, **n° 401** [30 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 221) adopté par le Sénat, portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation, **n° 429** [2 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur les paroles de M. Sabatier* [19 avril 1967 (p. 704);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Catastrophe du Torrey Canyon; ses observations sur la convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures; institution en avril 1961 de la commission nationale de la pollution; causes de la pollution; ses dégâts sur la faune et la flore marines; situation des conchyliculteurs, des mityliculteurs et des ostréiculteurs; problème des oiseaux; sensibilitation de l'opinion publique à la pollution de quelques zones côtières entraînant le refus de consommer du poisson; baisse du chiffre d'affaires de la pêche* [25 avril 1967] (p. 806, 807).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS, MARINE MARCHANDE : *Problème de l'aide spécifique au cabotage; modernisation des caboteurs de moins de 500 tonneaux; critères de répartition des crédits; problème de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun* [23 octobre 1967] (p. 3994, 3995); TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur l'économie de marché; S.N.C.F.; vérité des prix; « quart de place »; participation de l'Etat au service des retraites des cheminots; notion de service public; conséquences de la fermeture de certaines lignes; commission Laval; commission Boulloche; dépéréquation des tarifs; tarification de la S.N.C.F.; ses observations sur les chargements inférieurs à 20 tonnes; insuffisance du parc de la S.N.C.F.; bénéfices des groupements de possesseurs de wagons particuliers; application de la semaine de 40 heures; cas des retraités de la S.N.C.F.; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base; création des parts de productivité; taxe à l'essieu; interdiction de la fabrication de matériel dont chaque essieu supporte plus de 10 tonnes; retraite des chauffeurs routiers* [27 octobre 1967] (p. 4280 à 4283); *ses observations sur les paroles de M. Chamant* (p. 4292); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur l'article 12 de la loi sur les ports autonomes; possibilité de verser directement l'allocation logement aux organismes de gestion sans but lucratif; équipement des collectivités locales; ses observations sur les ordures ménagères de l'agglomération boulonnaise* [9 novembre 1967] (p. 4810); *son amendement tendant au titre V de l'Etat C à réduire les autorisations de programme de 60 millions de francs et les crédits de paiement de 15 millions de francs* (p. 4832); *ses observations sur les travaux d'aménagement de l'un des deux ponts de Lyon; aménagement de la vallée de la Saône* (p. 4833); *son amendement tendant à réduire le montant des autorisations de programme de 3 millions de francs et le montant des crédits de paiement de 1 million de francs* (p. 4833); *insuffisance du logement social; problème de l'affectation des sommes non utilisées l'an dernier au titre des prêts différés* (p. 4835); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Exonération de la T.V.A. pour les opérations de vente, de commission et de courtage des produits de la pêche maritime; situation des mareyeurs expéditeurs; problème de la taxe à l'essieu* [5 décembre 1967] (p. 5544, 5545);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation, en qualité de *Rapporteur pour avis : Simplification de la fiscalité maritime ; acte de francisation ; délivrance des titres de navigation ; sa question de savoir pourquoi on ne peut franciser et immatriculer les navires par une seule opération en un service central ; séparation entre le domaine réglementaire et le domaine législatif* [16 novembre 1967] (p. 4991, 4992) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « tout navire français qui prend la mer doit avoir à son bord son acte de francisation » les mots « l'acte de francisation est »* (p. 4994) ; *son amendement tendant à supprimer les mots « délivré par le service des douanes et soumis à un visa annuel »* (p. 4994) ; *ses observations sur la loi du 4 janvier 1967 relative au statut des navires et aux bâtiments de mer ; fixation de l'assiette et du taux de droit de francisation et de navigation* (p. 4994, 4995) ; *modification d'une modalité de perception* (p. 4995) ; *visa annuel* (p. 4995) ; Art. 4 *bis : Nécessité de soumettre les navires étrangers aux mêmes conditions que les navires français* (p. 4997) ; Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le 1° de cet article à substituer aux mots « du Ministre de l'Economie et des Finances » les mots « des Ministres chargés de la Marine marchande et de l'Economie »* (p. 4998) ; *liste des personnalités à consulter ; fixation des taux de la taxe sur la jauge et de la taxe sur les marchandises* (p. 4998) ; *taxes afférentes au débarquement du poisson ; retrait de son amendement* (p. 4998) ; Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain ; taxe sur le poisson débarqué ; inconvénients de la multiplication des appontements et des débarcadères privés ; application de l'article 98, alinéa 6 du Règlement* (p. 4998, 4999) ; Art. 9 : *Son amendement tendant après le mot « arrêté » à rédiger ainsi la fin de cet article : « la consultation étant étendue au Ministre chargé des pêches maritimes »* (p. 4999) ; Art. 19 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « perçus par le service des douanes comme en matière de douane » les mots « assimilés aux droits de douane »* (p. 5000) ; *possibilité de modifier les modalités de perception des différentes taxes ou celles de délivrance des différentes vignettes* (p. 5000) ; Art. 24 *bis : Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « du bassin de la Seine »* (p. 5001) ; *caractère international des ports du Rhin et de la Moselle* (p. 5001) ; Art. 26 : *Barèmes concernant les taux d'application des taxes, redevances ou péages sur les poissons ou sur les huîtres ; intérêts des conchyliculteurs* (p. 5001, 5002).

DUPUY (M. Fernand), *Député du Val-de-Marne, 2e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628).

Interventions :

Pose à M. le Ministre des Transports une question orale, sans débat, relative aux troubles causés aux riverains des aéroports [21 avril 1967] (p. 778, 780).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative à la charte des étudiants salariés [10 mai 1967] (p. 976, 977).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Implantation du marché d'intérêt national de Rungis ; ses observations sur les voies de communication et les expropriations ; afflux de circulation dans la banlieue Sud ; problème*

des transports en commun; renforcement des signes d'autobus existantes; création de nouvelles lignes; sa question de savoir où en est le projet de liaison gare d'Austerlitz-Orly, marché-gare et aéroport d'Orly; sa question de savoir où en est le projet de liaison par métropolitain entre la place d'Italie, le marché-gare et l'aéroport d'Orly; problème des équipements; question de l'habitat; problèmes financiers [20 octobre 1967] (p. 3906); EDUCATION NATIONALE : *Priorité accordée aux dépenses militaires; écoles maternelles; situation des écoles primaires; prilongation de la scolarité; sections professionnelles; situation des enseignements techniques, secondaires ou supérieurs de l'enfance inadaptée; charges des collectivités locales; nature des constructions; collèges d'enseignement secondaire; stagnation des écoles maternelles; crédits de fonctionnement; diminution du nombre de postes créés dans les écoles normales; enseignement secondaire; centres pédagogiques et régionaux; nombre des postes d'adjoints d'enseignement et de chargés d'enseignement; orientation professionnelle; échecs aux examens; revalorisation de la fonction enseignante; crédits destinés aux bourses; difficultés de la rentrée universitaire; conditions de travail des enseignants* [26 octobre 1967] (p. 4186, 4187); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Inconvénients du bruit des avions pour les populations riveraines de l'aéroport d'Orly; interdiction de vols de nuit; insonorisation des bâtiments privés et publics; exonération de la taxe de radio et de télévision pour les usagers qui ne reçoivent les programmes que dans de très mauvaises conditions; étude des réducteurs de bruit* [3 novembre 1967] (p. 4403); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Ses observations sur l'enquête de l'inspection générale des services du Ministère de l'Information* [10 novembre 1967] (p. 4867); *statut du personnel; qualité des émissions; expansion de l'O.R.T.F.; suppression de nombreuses émissions culturelles et musicales; introduction de la publicité de marques; suppression du versement au Trésor; paiement par les Ministères intéressés de tous les services rendus à l'Etat par l'O.R.T.F.; nécessité de considérer la radiodiffusion et la télévision comme un moyen d'information au service de la Nation; exemple de la radio-télévision italienne* (p. 4870 à 4872).

Mise au point au sujet du vote de M. Chambaz sur le titre III du budget de l'Education nationale [4 novembre 1967] (p. 4487).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la discussion de la proposition de loi du groupe communiste sur les ordonnances; protestation contre les ordonnances* [14 décembre 1967] (p. 5862).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Leroy et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture; 2° de M. Macquet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 54 g et 54 j du livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 f du même livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Congé des jeunes travailleurs et apprentis)* [2 mai 1968] (p. 1441); *possibilité d'octroyer cinq semaines de congé aux jeunes travailleurs; problème des abattements sur les salaires en fonction de l'âge* (p. 1441); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Augmentation de la durée du congé en raison d'une certaine durée de service dans la même entreprise)* (p. 1442); *retrait de son amendement* (p. 1442)

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants : *Proposition de médiation des professeurs de la Faculté des Sciences* [8 mai 1968] (p. 1608);

— sur la déclaration du Gouvernement sur les manifestations d'étudiants : *Ses observations sur la version donnée par le Ministre de l'Intérieur des faits qui se sont déroulés le vendredi 10 mai* [14 mai 1968] (p. 1776).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, relative au placement des artistes du spectacle, avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: (Application des dispositions des différents*

titres du Code du travail) [15 mai 1968] (p. 1850, 1851); *préoccupation des artistes du spectacle consistant dans la définition de leur qualité de salarié par la loi* (p. 1851); *ses observations sur les paroles de M. Le Tac* (p. 1852).

DURAFFOUR (M. Paul), *Député de la Saône-et-Loire, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Bourses nationales; leur attribution; ses observations sur le barème; question de l'indemnité ou « prime de ruralité »; situation des ruraux* [1er juin 1967] (p. 1514, 1515);

— sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Nécessité du rattrapage du revenu des agriculteurs; instructions à donner à la direction générale des impôts afin de freiner la hausse des forfaits; suppression de la taxe complémentaire pour les agriculteurs* [18 octobre 1967] (p. 3786).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Eloignement, pour les ruraux, des centres scolaires et universitaires; sa proposition de donner aux bourses un caractère automatique; prime de ruralité; application de la carte scolaire; institution de secteurs de fréquentation scolaire obligatoire* [27 octobre 1967] (p. 4243).

DURAFOUR (M. Michel), *Député de la Loire, 1re circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la création d'un comité central des œuvres centrales pour le personnel des collectivités locales, **n° 155** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à supprimer les titres XII et XIII de la Constitution, **n° 266** [2 juin 1967].

Sa proposition de résolution tendant à supprimer les articles 28 et 130 du Règlement, **n° 271** [2 juin 1967].

Sa proposition de loi organique tendant à déclarer inéligibles pour les élections à l'Assemblée Nationale et au Sénat les membres du Conseil Constitutionnel, **n° 436** [10 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 496) relative à l'insigne distinctif de la fonction de maire, **n° 702** [18 avril 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 74) tendant à ce qu'aucune dépense ne soit imposée aux départements et aux communes sinon par la loi, **n° 703** [18 avril 1968].

Sa proposition de loi tendant à la couverture du risque maladie pour les enfants poursuivant leurs études au-delà de 20 ans, N° **764** [3 mai 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 804) tendant à créer, en application de l'article 139 du Règlement de l'Assemblée Nationale, une commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative et technique de l'éducation nationale et, en particulier, celle de

l'enseignement supérieur en vue de dégager les causes de l'inadaptation de l'Université française aux exigences de notre époque, **n° 843** [30 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Rapport d'enquête sur la jeunesse française; ses observations sur l'expression « problèmes de la jeunesse »; formation professionnelle; cas des handicapés physiques et des inadaptés; impossibilité de laisser aux collectivités locales et aux associations de parents d'élèves toute la responsabilité morale et financière de l'action à entreprendre; problème de l'emploi; ses observations sur la politique sociale du logement, des transports, des équipements sociaux; éducation permanente; distinction entre l'éducation permanente et l'enseignement; collaboration entre l'Etat les collectivités locales et les associations de jeunesse et d'éducation populaire; création d'un conseil de la jeunesse; commission « armée-jeunesse »; problème de l'information; ses observations sur les maisons des jeunes et de la culture, les foyers ruraux, les centres sociaux et les foyers de jeunes travailleurs; établissement d'un statut des animateurs; problème du sport* [24 mai 1967] (p. 1271 à 1273);

— sur les questions orales relatives au problème de l'emploi en qualité de suppléant de M. Abelin : *Dégradation de la situation de l'emploi à Châtellerault et à Saint-Etienne, diffusion des offres d'emploi, information des possibilités de réadaptation ou de formation professionnelles, attribution des prestations légales de chômage à tous les travailleurs sans emploi* [26 mai 1967] (p. 1348, 1350, 1351).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 1er : *Nécessité d'associer les collectivités locales à la tâche de l'Etat; responsabilité des communes; retrait de ses amendements* [21 juin 1967] (p. 2033);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Création de l'Office franco-québécois pour la jeunesse; Jeux Olympiques; création d'emplois d'enseignants pour l'éducation physique et sportive; Jeux de Grenoble; activités de la jeunesse; éducation populaire; ses observations sur les camps, les colonies et les maisons familiales de vacances; rôle des mouvements de jeunesse; formation des animateurs; garanties dues par l'Etat aux directeurs et aux animateurs des foyers de jeunesse* [20 octobre 1967] (p. 3940, 3941); SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Recherche appliquée; politique fiscale d'encouragement de la recherche; investissements étrangers; politique commune en matière de réacteurs surrégénérateurs; rôle de l'Euratom; intégration de la Grande-Bretagne* [2 novembre 1967] (p. 4320, 4321); AFFAIRES CULTURELLES : *Détérioration des rapports entre les municipalités et le Ministère d'Etat; décentralisation lyrique; rôle de l'association technique pour l'action culturelle; nécessité de faire pour la culture ce que la IIIe République a fait pour l'enseignement primaire; options du VIe Plan; constitution d'un Fonds national de la création* [9 novembre 1967] (p. 4763, 4764); Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Croissance du budget; équilibre des recettes et des dépenses; augmentation de la production de 5 %; accroissement des dépenses publiques; hausse des prix; politique fiscale; réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; importance des dépenses improductives et de prestige; débudgétisation; charges des collectivités locales; construction des autoroutes; réforme de l'enseignement; son vote sur le budget* [10 novembre 1967] (p. 4923).

DUROMÉA (M. André), *Député de la Seine-Maritime, 7e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

Est nommé membre de la Commission supérieure de codification [6 juin 1967] (p. 1628).

Dépôt :

Sa proposition de loi portant création d'un « Comité national de gestion des œuvres du

personnel des communes et des établissements publics communaux et inter-communaux », **n° 407** [30 juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Naufrage du « Torrey Canyon » ; sa question écrite relative aux mesures que le Gouvernement entendait prendre pour éviter aux régions menacées de trop graves dommages ; sa question orale avec débat sur ce sujet ; problème du retard de l'action gouvernementale ; rôle du Gouvernement ; sa question de savoir pourquoi on n'a pas attaqué les nappes au large, pour les couler dans des zones non poissonneuses ; tentatives de pompage des nappes en mer ; plan O.R.S.E.C. ; insuffisance du nombre des soldats envoyés en Bretagne ; absence de coordination dans l'action ; emploi de détergents ; nettoyage des plages afin de sauver la saison touristique ; nettoyage des rochers et des galets ; nécessité d'indemniser à 100 % ; baisse des cours du poisson ; pavillons de complaisance ; problème de la mise en œuvre des moyens modernes et permanents de lutte contre le mazout* [25 avril 1967] (p. 809, 810).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Cour de Cassation : *Modifications faites par le Sénat ; mise en place d'un appareil judiciaire de type technocratique ; hostilité des associations de magistrats aux projets gouvernementaux sur l'organisation de la justice ; ses observations sur l'amendement que M. Namy avait déposé au Sénat : « Les effectifs des magistrats et des greffiers, ainsi que la répartition de ces effectifs au sein de chacune des chambres de la Cour, demeurent fixés conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 »* [16 mai 1967] (p. 1031) ;

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Motion de renvoi en commission déposée par le groupe communiste ; nécessité de favoriser une urbanisation équilibrée ; spéculation foncière ; respect des institutions communales ; création d'une taxe locale d'équipement ; impôt foncier sur les terrains bâtis et non bâtis ; retrait de la motion de renvoi* [21 juin 1967] (p. 2032, 2033).

DUSSEAULX (M. Roger), *Député de la Seine-Maritime, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre du conseil d'administration du bureau universitaire de statistiques [1er juin 1967] (p. 1538) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1958] (p. 1273) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer le crédit privé à l'élevage bovin, chevalin et ovin, **n° 118** [19 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à instituer une promotion spéciale de la Légion d'honneur pour commémorer le cinquantième anniversaire de la Victoire de 1918, **n° 636** [20 décembre 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1968 (n° 648), **n° 733** [2 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi

d'orientation foncière, Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase de cet article : 1° après les mots « collectivité publique », à insérer les mots « ou un établissement public y ayant vocation » ; 2° après le mot « collectivité » à insérer les mots « ou cet établissement »* [30 novembre 1967] (p. 5390) ; *ses observations sur les zones d'aménagement concerté ; problème des établissements publics* (p. 5390, 5391) ; *cas des ports autonomes* (p. 5391) ;

— du projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes : *Situation des courtiers maritimes ; réorganisation éventuelle de nos ports maritimes ; problème du remorquage ; responsabilités respectives du remorqué et du remorqueur* [2 mai 1968] (p. 1430) ; *ses observations sur les paroles de M. Joxe* (p. 1431) ; Art. 24 : *Définition de la faute lourde du remorqueur* (p. 1433) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, en qualité de *Rapporteur pour avis : Augmentation de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité ; situation des exploitants agricoles non bénéficiaires de l'allocation supplémentaire ; majoration du taux des allocations familiales ; mesures d'aide au logement ; attribution des crédits aux régions où la crise dans l'industrie de la construction est particulièrement ressentie ; répartition des aides de l'Etat ; programmes d'habitations à loyer réduit ; effort en faveur des H.L.M. ; cas des déportés résistants et des déportés politiques* [9 mai 1968] (p. 1657, 1658).

DUTERNE (M. Henri), *Député du Nord, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Association nationale France-Canada ; exposition de Montréal ; voyage du général de Gaulle au Canada ; aide au Canada français ; Commission permanente de coopération franco-québécoise ; développement des échanges culturels, scientifiques et techniques franco-québécois ; création d'une organisation intergouvernementale pour l'action commune ; ses observations sur les Acadiens ; rôle des investissements français* [7 novembre 1967] [p. 4607, 4608].

DUVAL (M. Michel), *Député du Puy-de-Dôme, 5e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 20 janvier 1968] (p. 810), [2 avril 1968] (p. 973) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), XV. — Aménagement du territoire et plan, **n° 456** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Réorganisation des services de la productivité; application de l'article 71 de la loi de finances pour 1965; crédits de la délégation à l'aménagement du territoire; crédits en matière de diffusion des études; rôle du Commissariat général du plan; régionalisation du Ve Plan; sa question de savoir s'il faut doter la région d'une assemblée élue disposant de ressources propres et votant son budget; réglementation du contrôle dans la région parisienne; décentralisations des activités tertiaires; absence de contradiction entre le souci de vitaliser la périphérie du bassin parisien et la politique des villes nouvelles préconisée par le schéma directeur de la région parisienne; rôle du Fonds d'investissement pour l'aménagement du territoire; aménagement des routes; prime de localisation des activités tertiaires; ses observations sur les métropoles d'équilibre; rôle des centres secondaires à côté des métropoles régionales; interdiction de toute nouvelle activité industrielle dans le district de Paris; régime des aides financières; institution de zones fiscales franches dans les zones d'adaptation industrielle ou zones critiques; mesures prises en faveur des zones de rénovation rurale* [20 octobre 1967] (p. 3891 à 3893); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur les paroles de M. Edgar Faure* [8 novembre 1967] (p. 4725);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, en qualité de *Rapporteur pour avis: Aménagement du territoire; rôle du F.D.E.S.; prêts de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales; revision de la carte des aides au développement régional; rôle des entreprises moyennes dans le développement des régions; conditions de l'attribution de prêts du F.D.E.S.; ses observations sur le Nord, la Lorraine et « le Centre »; son souhait de voir ouvrir, dans le budget de chaque ministère un chapitre distinct au titre de l'aide spécifique aux zones de rénovation rurale; création des commissaires à l'industrialisation; ses observations sur la Sofirem; information des commissions* [9 mai 1968] (p. 1659 à 1661).

DUVILLARD (M. Henri), *Député du Loiret, Ire circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre
du 7 avril 1967 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569);

— Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950].

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Augmentation du budget; réduction du nombre des pensionnés; dépenses de personnel; organisation des services; insuffisance des personnels d'encadrement; renforcement du personnel médical et technique des centres d'appareillage; subvention allouée par repas servi dans les cantines; subvention pour séjour des enfants dans les colonies de vacances; subvention accordée par l'Etat à la société de secours mutuels; dépenses de matériel; crédits affectés aux sépultures militaires et aux nécropoles nationales; ses observations sur les pensions militaires d'invalidité et les accessoires de pensions; prestations familiales servies aux titulaires de pension d'invalidité qui n'exercent aucune activité professionnelle; retraite du combattant; rapport constant; aide aux personnes âgées; rythme d'extinction des pensions;*

mécanisme de la variation du nombre des pensions en paiement; comparaison entre le montant des crédits ouverts et le montant des crédits effectivement consommés; augmentation des pensions des veuves; situation des veuves de guerre chargées de famille; reconstitution posthume des carrières des fonctionnaires décédés avant d'avoir pu faire valoir leurs droits aux dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945; retraite du combattant; problème du titre d'interné résistant; ses observations sur la dépense relative aux soins gratuits; crédits destinés au remboursement à la Société nationale des chemins de fer des réductions de tarif consenties aux mutilés de guerre; crédits de subventions aux offices africains d'anciens combattants à gestion commune; subvention versée à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre pour ses dépenses sociales; ses observations sur l'Institution nationale des invalides; conclusion d'une convention qui permettrait à des ressortissants de la Sécurité sociale d'être accueillis à cette Institution [19 octobre 1967] (p. 3840 à 3844); *situation des déportés politiques et des déportés résistants; cas des anciens d'Algérie; caractère de la guerre d'Algérie; carte de combattant; possibilité d'accorder aux anciens d'Algérie un titre de reconnaissance de la Nation; application de l'article 55 de la loi du 21 décembre 1961 portant loi de finances pour 1962; situation des anciens combattants ressortissants des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle; problème du rapport constant; proposition d'une indexation nouvelle; amélioration de la situation des anciens prisonniers des camps soviétiques, notamment de celui de Tambov; question de l'indemnisation des ex-incorporés de force en qualité de victimes du nazisme; attribution aux incorporés de force du statut de personnes contraintes au travail en pays ennemi; question des bonifications de campagne en faveur des ex-incorporés de force dans le Wehrmacht; attribution de la carte de réfractaire aux Alsaciens et Mosellans qui se sont soustraits préventivement à l'incorporation; statut de réfractaire; question de l'octroi d'avantages particuliers aux réfugiés alsaciens et lorrains expulsés et repliés; problème de la validation des services accomplis par les Alsaciens et par les Mosellans incorporés de force dans les unités para-militaires qui ont participé à des campagnes; ses observations sur la médaille des évadés; question du pourcentage des appels dirigés par l'Etat contre les jugements des tribunaux de pensions; question des réfractaires au service du travail obligatoire; droit au bénéfice des cures thermales pour les déportés politiques; question de la célébration du 8 mai comme fête nationale* (p. 3863 à 3866); *commémoration de la victoire de 1918; cérémonie pouvant être tenue à Verdun; levée des forclusions; cas des anciens combattants de Corse; situation des anciens résistants corses devenus militaires après la Libération; réduction du tarif des transports pour les pensionnés corses; réforme de la Sécurité sociale; remboursement des frais médicaux, pharmaceutiques et hospitaliers pour les pensionnés de guerre; inscription des camps de Colditz et de Lübeck sur la liste des camps de représailles pouvant donner lieu à la délivrance du titre d'interné résistant* (p. 3866, 3867); après l'Art. 65 : *Ses observations sur les paroles de M. Darchicourt* (p. 3868).

E

EBRARD (M. Guy), *Député des Basses-Pyrénées, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Protection sociale; financement des entreprises publiques ou privées; déficit de la Sécurité eociale; problème des transferts de charges; limites de la solidarité interprofessionnelle; transfert au budget de l'Etat de certaines dépenses du régime général; ticket modérateur; liberté des prescriptions médicales; contribution des assurés; pouvoir d'achat des travailleurs; fonctionnement des entreprises; déficit de notre commerce extérieur; marché du travail; augmentation du nombre des chômeurs; nécessité de réadapter les incitations financières qui avaient été établies en fonction des disparités régionales; inquiétude des agriculteurs; diminution du revenu par exploitant agricole exprimé en francs constants; investissements des entreprises publiques et de certaines entreprises privées; crise du marché financier; redéfinition de l'équilibre budgétaire et de l'impasse; hausse des tarifs publics* [8 juin 1967] (p. 1692, 1693).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée : *Aide nécessaire aux entreprises se trouvant dans des régions de sous-emploi et ayant une vocation pour la construction aéronautique* [14 juin 1967] (p. 1826, 1827).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1968 : *Situation de l'économie française; préparation de l'avenir économique de la France à moyen et à long terme; ralentissement de notre production industrielle; niveau de l'emploi; réforme du régime général de la Sécurité sociale; commerce extérieur de la France; objectifs du Ve Plan; dimensions des entreprises; inorganisation de la sous-traitance; décentralisation industrielle; réapparition de l'impasse; rôle inflationniste du budget; tendance à la hausse des prix; nécessité d'une détente fiscale; situation de l'agriculture française; problème de l'extension du bénéfice de la franchise et de la décote aux agriculteurs qui opteront pour le nouveau système; remboursement forfaitaire de 2 % de leur chiffre d'affaires; crédits concernant les chemins ruraux; incidence de l'augmentation de la T.V.A. sur les prix* [12 octobre 1967]

(p. 3562 à 3564); Art. 13 : *Ses observations sur la taxe spéciale pour l'usage des routes; suppression des taxes spécifiques; fonds d'investissement routier; production française des camions de 13 tonnes; coordination entre la route et le chemin de fer; exonération du paiement de la vignette* [17 octobre 1967] (p. 3681, 3682); Art. 24 : *Cotisation individuelle vieillesse des exploitants agricoles* (p. 3693); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, COMMISSARIAT AU TOURISME : *Problème des ports de plaisance; opérations du Languedoc-Roussillon; insuffisance des crédits en matière de logement; crédits du F.I.A.T.A.; question de la côte basque; publicité du Commissariat au Tourisme; rôle des bureaux à l'étranger; étalement des vacances; problème du thermalisme* [19 octobre 1968] (p. 3808, 3809); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Ses observations sur le Concorde et l'Airbus; détermination du maître d'œuvre pour le train d'atterrissage de l'Airbus; situation des aéro-clubs; compagnie Air Inter; augmentation des taxes d'atterrissage; conséquences de la suppression de la détaxe sur les carburants; primes relatives au brevet de pilote; structure des aéro-clubs* [3 novembre 1967] (p. 4403, 4404); *son amendement tendant à la suppression de la réduction de crédits inscrits au titre IV de l'Etat B* (p. 4414); *bilan prévisionnel de la compagnie Air Inter; augmentation des tarifs; nombre des brevets délivrés par les aéro-clubs; formation des pilotes* (p. 4414); *retrait de son amendement* (p. 4415); INDUSTRIE : *Ses observations sur les regroupements et les coordinations; création d'une direction de la politique industrielle; constitution d'un conseil du progrès industriel; octroi des primes; axe Rhône-Rhin; axe de la Garonne; problème de décentralisations; question des sous-traitances; ses observations sur les établissements classés; problème de la région qui est située aux alentours du complexe de Lacq; pollutions provoquées par les sociétés industrielles, notamment la société nationale des pétroles d'Aquitaine* (p. 4425, 4426); *ses observations sur le corps d'inspecteurs des établissements classés* (p. 4427); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur le réseau routier national; déneigement des routes de montagne; délai de forclusion pour le dépôt des dossiers de sinistre; reconstruction des hébergements sinistrés* [9 novembre 1967] (p. 4810, 4811).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Nécessité de conserver les exploitations familiales; application aux régions de montagne des mesures prises en faveur des zones défavorisées; aide à la stabulation; prix du maïs* [18 octobre 1967] (p. 3763, 3764).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 2 : *Nécessité d'encourager les sociétés industrielles à prémunir les populations contre les risques de pollution atmosphérique; amortissement exceptionnel des constructions immobilières* [23 novembre 1967] (p. 5203); Art. 6 : *Dispense du timbre et exonération de droits en faveur des sinistrés victimes de la tornade du 24 juin 1967 et du séisme des 13 et 14 août 1967; ses observations sur sa question écrite* (p. 5207); Art. 15 : *Cas des victimes du séisme des 13 et 14 août dans le département des Basses-Pyrénées; problèmes résultant de la tornade du 24 juin dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, de l'Oise, de la Somme et de l'Aisne; possibilité accordée aux sinistrés de contracter des emprunts d'une durée de quinze ans et de bénéficier de bonifications d'intérêt; cas des personnes âgées et des économiquement faibles; problème de la reconstruction des habitations sinistrées* (p. 5212).

Prend part au débat sur la question orale relative à la décentralisation administrative et économique : *Missions interministérielles ; aménagement du littoral Aquitain et de la région Languedoc-Roussillon; création du parc national des Pyrénées occidentales; laminerie à froid d'Arudy; nécessité d'encourager l'artisanat; amélioration de l'équipement téléphonique* [24 novembre 1967] (p. 5257, 5258).

Prend part à la discussion du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites : *Opportunité du projet de loi; participation des collectivités locales; exécution des travaux; ses observations sur les sites scientifiques et les monuments naturels; coordination avec les services de la recherche scientifique* [6 décembre 1967] (p. 5618, 5619).

EHM (M. Albert), *Député du Bas-Rhin, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Contentieux des anciens combattants alsaciens et lorrains; cas des incorporés de force et des prisonniers dans les camps de Russie; possibilité de leur faire bénéficier de la présomption d'origine sans condition de délai; nécessité de faire bénéficier des bonifications de campagne les cheminots incorporés de force dans l'armée allemande; attribution de la médaille des évadés aux engagés militaires alsaciens et lorrains; levée de la forclusion pour l'attribution de la carte de combattant de la guerre 1914-1918; action de l'Office national en faveur des anciens combattants* [19 octobre 1967] (p. 3860); AFFAIRES SOCIALES : *Développement des investissements des hôpitaux publics; situation de certains agents des établissements d'hospitalisation et de soins et de cure; conditions de recrutement et de formation pour la fonction hospitalière; revalorisation des salaires des catégories les plus défavorisées; problème de la réduction de la durée hebdomadaire et de l'amélioration des conditions du travail dans les établissements hospitaliers publics; création de postes de médecins et de chirurgiens à plein temps dans certains centres hospitaliers; cas des départements alsacien et mosellan; ticket modérateur* [26 octobre 1967] (p. 4161); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Dégradation du revenu agricole; soutien des cours des produits agricoles; efficacité des sociétés agricoles d'investissement foncier; fonctionnement des S.A. F.E.R.; équipement en matière d'élevage; protection sociale; crédits destinés au F.A.S.A.S.A.; indemnité viagère de départ; enseignement agricole dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin; commercialisation des produits agricoles* [8 novembre 1967] (p. 4711, 4712).

ELOY (M. Didier), *Député du Nord, 23e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INDUSTRIE : *Situation de l'industrie textile; problème du chômage; développement des échanges* [3 novembre 1967] (p. 4441).

ESCANDE (M. Louis), *Député de la Saône-et-Loire, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (no 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p. 1319).

Donne sa démission de représentant suppléant de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [31 mai 1967] (p. 1454).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 octobre 1967] (p. 4141).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (no 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304).

Est élu vice-président de cette Commission [30 novembre 1967] (p. 5443).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 mai 1968] (p. 1955).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 mai 1968] (p. 1955).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F., **n° 277** [7 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'O.R.T.F., **n° 551** [7 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur le rapport d'enquête; avenir de la jeunesse; « civilisation des loisirs »; nécessité d'assurer l'égalité des chances pour tous; principe de la liberté individuelle; équipement sportif et socio-éducatif; ses observations sur certains crédits qui ont été détournés de leur destination initiale; objectifs du V^e Plan; situation des zones à urbaniser en priorité; politique foncière de réserves de terrains; récupération des terrains militaires au profit des collectivités locales; plein emploi des installations; problème de l'animation; fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire; formation de moniteurs sportifs de l'enseignement primaire; formation des moniteurs sportifs mis à la disposition des collectivités locales et des sociétés sportives; insuffisance de notre équipement sportif; problème de l'animation* [24 mai 1967] (p. 1278, 1279).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Equipement sportif du pays; objectifs du V^e Plan; pourcentage moyen d'exécution du V^e Plan; ses observations sur les opérations de Grenoble et de Font-Romeu; ses observations sur les « Mille clubs de jeunes »; équipement sportif et scolaire; cas du département de Saône-et-Loire* [20 octobre 1967] (p. 3943); AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur la culture populaire; rôle des maisons de la culture; établissement d'un plan décennal d'équipement des villes de moyenne importance par une loi de programme qui permettrait de créer de véritables centres culturels communaux; nécessité de créer un réseau d'animateurs qui entraîneraient la renaissance de la culture populaire; création de centres de formation* [9 novembre 1967] (p. 4767, 4768); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Augmentation des redevances; compression des dépenses d'investissement; ses observations sur l'émission « Impossible n'est pas français »; problème du*

versement par l'O.R.T.F. de la taxe de 9,28 %; création des relais nécessaires pour couvrir l'ensemble du pays; procédé français de la télévision en couleurs; possibilité d'établir un programme décennal d'équipement exclusivement financé par l'emprunt; nécessité d'exonérer de la taxe de télévision tous les mutilés de guerre à 100 % et les personnes âgées; question de l'introduction de la publicité de marques à l'O.R.T.F.; création d'une troisième chaîne de télévision commerciale; son vote sur le budget [10 novembre 1967] (p. 4869, 4870).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1968 [6 décembre 1967] (p. 5612).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Opinion de M. Michel Debré dans son ouvrage « Au service de la nation »; introduction de la publicité de marques à l'O.R.T.F.; stabilité ministérielle; application de l'article 34 de la Constitution; intervention de M. Jacques-Bernard Dupont à la télévision; politique de l'information; proposition de M. Rémy Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les dernières élections législatives; absence du droit de réponse sur les antennes; rôle de l'O.R.T.F.; équilibre financier de la presse; prix des journaux; conséquences de l'introduction de la publicité de marques à la télévision sur les recettes publicitaires de la presse; crise de la presse française; puissance des intérêts privés; publicité télévisée entraînant la ruine du cinéma publicitaire; question du choix entre les entreprises qui bénéficieraient du support publicitaire; ses observations sur la publicité « compensée »; question de la liberté des bureaux régionaux d'information* [23 avril 1968] (p. 1265 à 1267).

ESTIER (M. Claude), *Député de Paris, 25e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à une réorganisation démocratique de la région parisienne, **n° 226** [1er juin 1967].

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Retransmission par la télévision du débat sur la motion de censure; ses observations sur les interventions de M. Mendès-France, de M. François Mitterrand et l'explication de vote de M. Giscard d'Estaing* [23 mai 1967] (p. 1219, 1220).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. de la Malène tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne : *Reconduction pour trois mois du mandat des membres du conseil d'administration du district de la région parisienne qui y représentent les conseils généraux de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne; renforcement de la tutelle politique sur les collectivités locales; loi du 2 août 1961; sa critique du centralisme autoritaire; ses observations sur la question écrite de M. Poniatowski; nécessité d'instituer des organismes entièrement élus* [13 juin 1967] (p. 1766);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur les constructions scolaires; cas du lycée de la porte Clignancourt dans le 18e arrondissement de Paris* [26 octobre 1967] (p. 4199); *ses observations sur le lycée de la porte de Clignancourt* [27 octobre 1967] (p. 4263).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale, avec débat, relative à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne [17 novembre 1967] (p. 5070) : *Pouvoirs conférés aux représentants de l'Etat; caractère antidémocratique de la réforme en raison des pouvoirs qu'elle confère au préfet de la région parisienne; composition du conseil d'administration du District; nécessité de réaliser une véritable décentralisation régionale; gestion des ressources du District* (p. 5071, 5072, 5073).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation foncière, Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les paroles de M. Ortoli* [30 novembre 1967] (p. 5383).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes du logement : *Situation du logement dans la région parisienne et particulièrement à Paris ; nombre de logements neufs inoccupés dans Paris ; leur réquisition et l'attribution d'une allocation-logement ; prix des loyers dans les H.L.M. parisiens ; logement des personnes âgées* [15 décembre 1967] (p. 5962).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale avec débat relative aux manifestations d'étudiants [8 mai 1968] (p. 1592) : *Fermeture de la Sorbonne ; participation des étudiants à la gestion de la faculté et à l'organisation de l'enseignement ; inadaptation de la jeunesse aux structures actuelles de notre société ; brutalités du service d'ordre ; ouverture d'un dialogue sur les problèmes posés par la croissance de l'Université et sa nécessaire mutation ; construction des quatre ensembles universitaires prévus autour de Paris (Saclay, Verrières, Créteil, Villetaneuse) ; libération des étudiants arrêtés ; amnistie ; retrait de la police des locaux universitaires ; réouverture des facultés fermées* (p. 1599, 1600, 1607).

F

FABRE (M. Robert), *Député de l'Aveyron, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la création d'un fonds national de garantie aéronautique, **n° 562** [7 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 400) tendant à créer une appellation d'origine destinée à protéger la production traditionnelle de veaux de lait dans le département de la Corrèze, **n° 584** [14 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Revenu de l'agriculture française dans les régions les plus déshéritées; aide sélective grâce à l'intervention du F.A.S.A.S.A.* [12 avril 1967] (p. 616, 617);

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Problèmes sociaux; aménagement du territoire; Ministère de l'Aménagement du territoire* [19 avril 1967] (p. 715); *utilisation de l'aménagement du territoire à des fins électorales; implantation des usines autour de Paris; balance du commerce extérieure; décentralisation culturelle et administrative; création d'assemblées régionales élues qui pourraient prendre la relève des C.O.D.E.R.; situation des zones à vocation agricole prédominante; problème des communications; liaisons entre le Massif central et le reste de la France; ses observations sur les routes nationales, les canaux, les lignes de chemin de fer; problème de l'aérotrain; question du téléphone; problème du logement* (p. 716, 717); *problème de la taxe foncière* (p. 718); *situation à Decazeville; conséquences des mesures de reconversion prises à Decazeville* (p. 718, 719).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Imprévoyance du Gouvernement; caractères de l'opposition parlementaire; évolution du régime vers l'autoritarisme; rôle d'une Assemblée; atteintes portées à l'efficacité et à la démocratie; contenu des futures ordonnances; ses observations sur la Sécurité sociale; absence d'un programme approfondi de la majorité; déplafonnement des cotisations; problème des retraites complémentaires; question d'une franchise de base dans les remboursements; problème de la suppression du petit risque; calcul de la retraite; réduction du taux de la taxe à la valeur ajoutée qui frappe*

le prix des médicaments; aide financière de l'Etat à la Sécurité sociale; aide de l'Etat à la construction et à l'équipement des hôpitaux; unification des régimes de Sécurité sociale; problèmes de l'hospitalisation; coordination entre les cliniques privées et les hôpitaux publics; substitution à l'information médicale d'une information officielle; absence de budget pour la recherche médicale; conséquences du blocage des prix des spécialités des produits pharmaceutiques; droit à la santé et à la vieillesse; problèmes de l'agriculture [19 mai 1967] (p. 1126 à 1129);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 37 : *Création de deux catégories de commerçants; nécessité d'aider l'installation des jeunes commerçants* [27 juin 1967] (p. 2273);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Réforme de la Sécurité sociale; rupture de gestion de la Sécurité sociale par la création de trois caisses; création de conseils paritaires; problème de l'équilibre financier; problème des charges indues* [25 octobre 1967] (p. 4119); *dépenses pharmaceutiques; dépenses hospitalières; prix des médicaments; rationalisation de la production des médicaments; création d'un office central de fabrication de produits pharmaceutiques; montant de nos achats de médicaments à l'étranger; coût des brevets de médicaments achetés à l'étranger; projet de réforme hospitalière; insuffisance de l'effort budgétaire accompli en matière d'équipement sanitaire; situation du personnel hospitalier; absence de vocation d'infirmières; participation de l'Etat aux charges sanitaires et sociales* [25 octobre 1967] (p. 4119 à 4121); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème des investissements collectifs en agriculture; insuffisance des crédits; réalisations du Ve Plan; crédits relatifs à l'électrification; programme pour les adductions d'eau; exemple des régions de l'Ouest; création d'un fonds de rénovation rurale; problème des investissements collectifs* [8 novembre 1967] (p. 4678, 4679).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire une question orale, avec débat, relative à la décentralisation administrative et économique : *Problèmes de l'aménagement du territoire; nécessité d'un grand débat annuel; différentes conceptions de l'avenir de nos régions face à la croissance de la région parisienne et à l'appauvrissement de certaines provinces; exemple de décentralisation donnée par l'Etat (transfert de l'atelier de la Monnaie dans la Gironde et de l'école aéronautique à Toulouse); développement des universités de province; nécessité de défendre la capitale contre elle-même, de l'asphyxie, et de promouvoir les métropoles de province au rang des métropoles étrangères (Manchester et Liverpool, Chicago et San Francisco); multiplication des actions de réanimation des provinces; critique des suppressions de nombreux tribunaux, d'écoles et de lignes de chemin de fer; insuffisance de la politique suivie en matière de rénovation rurale; nécessité de favoriser le développement de l'artisanat et des petites entreprises; routes transversales du Massif central; axe Brive-Méditerranée; transformation des CODER. en assemblées régionales élues* [24 novembre 1967] (p. 5251, 5252, 5253).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire une question orale, sans débat, relative à la réforme des CODER [26 avril 1968] (p. 1396, 1397, 1398).

Est entendu sur une question orale, sans débat, de M. Gaudin, relative à l'accélération des travaux du canal de Provence, en qualité de suppléant [26 avril 1968] (p. 1405).

Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Paris le 25 septembre 1967, en qualité de *Rapporteur : Protocole d'accord entre l'E.R.A.P. et l'I.N.O.C.; problème pétrolier au Moyen-Orient; développement de l'aide technique; importations françaises de pétrole; diversification de nos ressources d'approvisionnement* [2 mai 1968] (p. 1428, 1429).

FAGGIANELLI (M. Jacques), *Député de la Corse, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel en date du 24 janvier 1968 [*J. O.* 26 janvier 1968] (p. 968 et 969), [2 avril 1968] (p. 967, 970).

FAJON (M. Etienne), *Député de la Seine-Saint-Denis, 1re circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à rendre effective progressivement l'application de la loi du 21 juin 1936 instituant la semaine de 40 heures dans les établissements industriels et commerciaux et fixant la durée du travail dans les mines souterraines, sans qu'il puisse en résulter une diminution de salaire des ouvriers et employés, **n° 449** [10 octobre 1967].

Intervention :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Problème du chômage; question de la production industrielle; ses observations sur les biens d'équipement; déséquilibre du commerce extérieur; causes des difficultés de notre économie nationale; activité en Allemagne occidentale; insuffisance du développement du marché intérieur; pouvoir d'achat; politique économique et financière du Gouvernement; ses observations sur le Ve Plan; réforme démocratique de la fiscalité; dépenses de la force de frappe* [29 juin 1967] (p. 2393, 2394).

FALALA (M. Jean), *Député de la Marne, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Interventions :

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Objet des pouvoirs spéciaux; réorganisation de la Sécurité sociale; participation des travailleurs aux fruits de l'expansion; solidarité nationale; ses observations sur les retraites des cadres et les retraites complémentaires; amélioration des bas salaires; abolition des zones de salaires* [19 mai 1967] (p. 1132).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires : *Nécessité d'instituer une véritable neutralité fiscale; imposition des produits de grande consommation* [2 juin 1967] (p. 1589).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Zones de salaires; salaire minimum interprofessionnel garanti; allocations familiales; taux de la natalité; indemnité de salaire unique pour les ménages sans enfant* [26 octobre 1967] (p. 4157); TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Calcul de la retraite des cheminots; pensions de reversion des veuves de cheminots retraités; indemnité de résidence; attribution de parts de productivité; ses observations sur le complément de traitement non liquidable* [27 octobre 1967] (p. 4277).

FANTON (M. André), *Député de Paris, 9e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569).

Donne sa démission de membre de cette Commission [27 avril 1967] (p. 872).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [28 avril 1967] (p. 928), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du District de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faire présider les conseils de prud'hommes par un magistrat, **n° 42** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi portant institution de mesures destinées à lutter contre la spéculation foncière, **n° 51** [12 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 260) tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne, **n° 287** [8 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 363), rejetée par le Sénat, tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du District de la région parisienne, **n° 370** [27 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution tendant à modifier l'article 33 du Règlement, **n° 411** [30 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne, **n° 461** [12 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 173) réprimant les fraudes en matière d'élections des administrateurs des centres régionaux de la propriété forestière, **n° 480** [26 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 66) tendant à organiser la préparation des élections extra-politiques et à instituer pour ces élections le vote par correspondance, **n° 520** [23 novembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 499 de la loi n° 66-587 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, **n° 622** [19 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 622) tendant à compléter l'article 499 de la loi n° 66-587 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, **n° 823** [21 mai 1968].

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Composition du Bureau; Bureau représentant l'Assemblée tout entière* [13 avril 1967] (p. 651, 652).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre [20 mai 1967] (p. 1172);

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Situation des directeurs d'école; développement des collèges d'enseignement secondaire;*

accès à l'enseignement supérieur; utilisation des locaux; création de l'emploi de directeur d'école par le décret du 14 décembre 1965; régime des directrices d'écoles maternelles chargées de l'enseignement maternel par rapport à l'enseignement primaire; problème de la création, au sein d'un certain nombre de lycées, d'un premier cycle sous la forme de collèges d'enseignement secondaire; possibilité de donner un nom aux collèges d'enseignement secondaire [1er juin 1967] (p. 1508, 1509); *nationalisation des C.E.S.; création de l'Office national d'information; son organisation; son fonctionnement; exemple du B.U.S.;* (p. 1510) *problème des devoirs à la maison pour les élèves* (p. 1510); *ses observations sur l'action de l'association « Défense de la jeunesse scolaire »* (p. 1510); *ses observations sur les paroles de Mlle Dienesch* (p. 1510); *démocratisation de l'enseignement supérieur; nécessité d'accorder plus de bourses et moins de subventions; utilisation des locaux scolaires; possibilité de créer des établissements à usage multiple; ses observations sur les « community colleges »; associations de jeunes ne disposant pas à Paris d'un local pour leurs réunions* (p. 1510, 1511);

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. de La Malène tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du District de la région parisienne, en qualité de *Rapporteur: Composition du conseil d'administration du District de la région parisienne; vote du budget du District* [13 juin 1967] (p. 1765, 1766); *date d'existence des nouveaux départements* (p. 1767); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur; Prorogation du mandat des conseillers généraux des départements de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne qui siègent au conseil d'administration du district de la région parisienne; équilibre constitutionnel du district; rôle du conseil d'administration* [27 juin 1967] (p. 2260, 2261);

Ses explications de vote sur l'ordre du jour complémentaire : *Discussion de la proposition de loi sur l'amnistie* [15 juin 1967] (p. 1843, 1844);

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Ses observations sur la procédure des commissions spéciales; imposition des terrains bâtis ou non bâtis; organisation du développement des villes; définition d'une politique foncière; schéma directeur de la région parisienne; politique foncière; prix des terrains; expropriation; problème de la rareté des terrains; imposition des plus-values; augmentation du prix des terrains; taxation des terrains non bâtis* [21 juin 1967] (p. 2011, 2012); *nécessité de mettre un terme à la spéculation; possibilité de faire participer les détenteurs de terrains à l'effort de la collectivité par le paiement d'une taxe annuelle proportionnelle à la valeur du terrain; ressources des collectivités locales; calculs sur les valeurs cadastrales; maintien de la taxation des plus-values* (p. 2012, 2013); Art. 1er : *Ses observations contre l'amendement de M. Defferre; droit au logement* (p. 2034, 2035); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Application du droit commun à la région parisienne; possibilité de consulter le conseil d'administration du District de la région de Paris* [22 juin 1967] (p. 2059); *sa question de savoir si le schéma directeur de la région parisienne est considéré comme intangible* (p. 2061); Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : son rappel au Règlement : *Application de l'article 63 du Règlement* (p. 2064); Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par un nouvel alinéa: « Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsqu'un schéma directeur a été approuvé dans les conditions fixées par l'article 12 ci-dessus »* (p. 2078); *cas des programmes d'intérêt national; aménagement de la région d'Aquitaine et du Languedoc-Roussillon* (p. 2078); *ses observations sur le District de la région de Paris* (p. 2079); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Fonctionnement du District de la région de Paris; problème de l'équilibre entre le conseil d'administration du District et le délégué général* (p. 2081, 2082); *ses observations sur les paroles de M. Ortoli* (p. 2083); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Nécessité de ne pas encourager la prolifération de constructions désordonnées sur des petites parcelles classées* (p. 2089); *difficultés rencontrées par les propriétaires de forêts, notamment pour leur entretien* (p. 2090); *son amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article: « Cette offre ne peut être faite que si le terrain*

classé a fait l'objet d'une acquisition à titre onéreux depuis quinze ans au moins » (p. 2091); *son amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article: « Cette offre ne peut être faite que si le terrain classé a fait l'objet d'une acquisition à titre onéreux depuis dix ans au moins* » (p. 2091); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les « prescriptions d'architecture »* [26 juin 1967] (p. 2175); *ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 2176); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la disposition suivante: « Si les délibérations n'ont pas été obtenues dans le délai d'un mois, les communes sont réputées avoir approuvé les coefficients provisoires d'occupation des sols* » (p. 2187); *exemple de la construction d'une voie de dégagement* (p. 2190); *schéma directeur n'étant pas opposable aux tiers* (p. 2190); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « et les établissements publics qualifiés » les mots « les communautés urbaines et les syndicats de collectivités locales ayant compétence en matière d'urbanisme* » (p. 2207); Art. 14 : *Ses observations sur l'expropriation; composition des juridictions; fixation de l'indemnité d'expropriation* (p. 2221, 2222, 2225, 2226); après l'Art. 21 : *Problème des immeubles que détiennent les armées; question des vieux forts situés autour de Paris* (p. 2238); *ses observations sur l'amendement de M. Ruais; problème de la spéculation* (p. 2239); après l'Art. 32 : *Ses observations sur l'article 682 du Code civil* (p. 2244); avant l'Art. 46 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Les personnes physiques et morales, propriétaires de terrains non bâtis situés sur le territoire de communes tenues d'avoir dans les conditions prévues aux articles 11 à 24 du Code de l'urbanisme, soit un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, soit un plan d'occupation des sols, sont assujetties au paiement d'une taxe annuelle de régularisation des valeurs foncières* » [27 juin 1967] (p. 2293); *problème des terrains; impôt sur le revenu du capital; impôt sur le capital; réforme des contributions foncières; taxe d'urbanisation; situation des détenteurs de terrains non bâtis* (p. 2293, 2294); *revision du cadastre; notion de plus-value pour les terrains non bâtis; récupération des plus-values; nécessité d'inciter les propriétaires à vendre leurs terrains; problème du système de la déclaration contrôlée* (p. 2295, 2296); Art. 51 : *Sa question de savoir si la taxe complémentaire de 2 ou 1 % est uniforme et obligatoire pour l'ensemble des communes ou si elle suivra le même régime que l'autre avec des variations* [28 juin 1967] (p. 2351); avant l'Art 62 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Détermination de la plus-value imposable)* (p. 2354); *retrait de son amendement* (p. 2354); En seconde délibération ,Art. 46 A : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 1 de l'amendement de M. Debré (Institution à partir du 1er janvier 1971 d'une taxe d'urbanisation assise sur la valeur des terrains non bâtis et insuffisamment bâtis situés à l'intérieur de la zone urbaine)* [1er janvier 1967] (p. 2525); *retrait de son sous-amendement* (p. 2526); *son sous-amendement tendant à substituer au paragraphe 3 de l'amendement de M. Debré le paragraphe suivant: « La taxe d'urbanisation s'imputera sur l'imposition des plus-values sur terrains à bâtir prévue aux articles 150* ter *et 150* quinquies *du Code général des impôts* » (p. 2526); *retrait de son sous-amendement* (p. 2526); En deuxième lecture, Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Possibilité d'acquérir des immeubles pour constituer des réserves foncières en prévision de l'extension ultérieure des agglomérations urbaines, de l'aménagement des espaces naturels et de la création de villes nouvelles; proportion de ces réserves foncières par rapport à la superficie communale)* [30 novembre 1967] (p. 5407); *ses observations sur son amendement* (p. 5407); Art. 21 : *Ses observations sur l'expression « en tant que de besoin* » (p. 5414); *dépôt d'un projet de loi portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique* (p. 5416); *institution d'un impôt foncier de nature à régler les problèmes de l'expropriation* (p. 5416); *retrait de l'amendement qu'il avait déposé avec M. Jacques Richard* (p. 5417); Art. 32 *septies: Ses observations sur les paroles de M. Ortoli* (p. 5421); après l'Art. 36 : *Problème de la prise en considération de la valeur agronomique des terrains et de la qualité des denrées qu'on y produit; question de l'installation d'une cimenterie en bordure des vignobles de Bourgogne* (p. 5425); Art. 50 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ortoli* (p. 5438); En seconde délibération, Art. 10 : *Ses observations sur les*

districts urbains (p. 5441); *son sous-amendement tendant à supprimer dans l'amendement de M. Ortoli les mots « les districts urbains »* (p. 5441); *retrait de son sous-amendement* (p. 5441); Conlusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Sauvegarde des bois, des espaces verts et des parcs* [15 décembre 1967] (p. 5972); *son sous-amendement tendant, dans la première phrase du texte proposé par l'amendement de M. Ortoli pour le premier alinéa de l'article 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation à substituer aux mots « deux ans » les mots « un an »* (p. 5876); *ses observations sur son sous-amendement* (p. 5977);

Son rappel au Règlement : *Distinction entre un préambule et une proposition de résolution; interprétation du Règlement par le président de séance* [21 juin 1967] (p. 2035, 2036);

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de MM. Krieg, de Grailly et Peretti tendant à modifier l'article 33 du Règlement, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur les commissions spéciales ; leur composition* [1er juillet 1967] (p. 2514);

— sur la motion de censure : *Ses observations sur l'industrie: Attitude des entreprises françaises face à la concurrence internationale; réorganisation de la Sécurité sociale; politique de la Fédération relative au Marché commun; impossibilité de progrès social sans politique de développement économique et d'équilibre financier; politique étrangère; avenir de la démocratie* [10 octobre 1967] (p. 3440 à 3442);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JUSTICE : *Démolition de la prison de la Petite-Roquette; ses observations sur la prison de femmes de Fleury-Mérogis; état des établissements pénitentiaires de la région parisienne* [23 octobre 1967] (p. 3974, 3975); EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'accès aux facultés; utilisation des locaux scolaires et universitaires; situation des directeurs d'écoles; distinction entre les fonctions de directeur d'école et celle des instituteurs; problème du recrutement; nécessité de rétablir, dans l'ancien département de la Seine, le concours d'aptitude à la fonction de directeur d'école; possibilité de l'étendre à l'ensemble de la France; enseignement maternel; démocratisation de l'enseignement; introduction, dans les écoles maternelles, de l'enseignement bilingue et de l'enseignement des mathématiques; situation des directeurs et des directrices d'écoles maternelles* [27 octobre 1967] (p. 4236 à 4238); *statut des directeurs d'école; rétablissement de l'examen de recrutement de cette catégorie* (p. 4270); INTÉRIEUR : *Son amendement tendant à réduire de 926.460 francs les crédits du titre III de l'Etat B* [6 novembre 1967] (p. 4574); *créations d'emplois pour la préfecture de la région parisienne; politique menée dans cette région; taxe d'équipement de la région parisienne; pouvoirs du préfet; cumul, entre les mains de la même personne, des fonctions de délégué général et de préfet de région; organigramme de la préfecture de région* (p. 4574, 4575).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'ordre du jour; débat sur les questions orales; application de l'article 134, alinéa 2 du règlement; réponses des ministres aux questions écrites* [9 novembre 1967] (p. 4777, 4778).

Prend part à la discussion du projet de loi réprimant les fraudes en matière d'élections des administrateurs des centres régionaux de la propriété forestière, en qualité de *Rapporteur: Elections des administrateurs des centres régionaux de la propriété forestière; vote par correspondance; liste des cas où il est possible de frauder en matière électorale* [21 novembre 1967] (p. 5112); Article unique : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article: « Les dispositions des articles L 49, L 51 (dernier alinéa), L 52-1, L 61, L 86 à L 92, L 94 à L 110, L 112 (alinéa premier) L 113 à L 117 du Code électoral »* (p. 5112);

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale, avec débat, relative aux problèmes du logement [15 décembre 1967] (p. 5947); *procédure des questions orales; crise de la construction; diminution du nombre des mises en chantier; acuité du problème des logements; objectifs à atteindre; moyens de financement; nécessité de vaincre le problème foncier; lutte contre la spéculation; réforme de la fiscalité immobilière; allégement des formalités administratives; stockage de terrains inutilisés; problème des villes nouvelles; politique des loyers; rénovation urbaine* (p. 5948 à 5950).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Roland Dumas* [23 avril 1968] (p. 1244, 1246).

Son rappel au Règlement : *Réunion d'une conférence des présidents; déclaration du Gouvernement en raison des manifestations des étudiants* [7 mai 1968] (p. 1528).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative aux manifestations d'étudiants : *Tracts distribués dans les facultés et les lycées; désignation des membres des commissions paritaires; attitude de M. Cohn-Bendit; discrimination marquant le traitement réservé aux étrangers étudiants ou non; inquiétude des étudiants devant leur avenir; inadaptation de la Faculté des Lettres au monde moderne; résolutions du colloque de Caen; recherche d'un meilleur emploi des locaux et des maîtres; modifications nécessaires du statut des professeurs; féodalités existant au Ministère et à l'Université; sélection préalable à l'admission à l'Université* [8 mai 1968] (p. 1592, 1594, 1595, 1596, 1597).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les manifestations d'étudiants : *Espoir dans la jeunesse; réforme des structures de l'Université; adaptation des enseignements aux besoins de notre société* [14 mai 1968] (p. 1781, 1782).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur les propos tenus par M. Cohn-Bendit* [22 mai 1968] (p. 2058).

FAURE (M. Edgar), *Député du Doubs, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre de l'Agriculture
du 7 avril 1967 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569);

— Ministre de l'Agriculture (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Agriculture (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Répond aux questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Cotation du marché de la Villette* [12 avril 1967] (p. 605); *prix indicatif de la viande* (p. 607); *subventions* (p. 608); *aide à l'exploitation familiale* (p. 609); *frais élevés de ramassage du lait en France* (p. 609, 617); *importations, résultat du Règlement communautaire; manque de moyens d'action du Gouvernement en la matière* (p. 613, 620); *calamités agricoles* (p. 616); *production laitière dans le Sud-Ouest* (p. 619); *raisons de la supériorité des prix payés dans les autres pays de la Communauté; alignement progressif des prix français sur le tarif commun; perspectives d'exportation dans le domaine de la viande; obstacles, notamment en matière de contrôle sanitaire; négociation Kennedy; efficacité du régime d'intervention; produits laitiers; poudre de lait; augmentation du contingent des stockages privés de fromages; importance considérable prise par les exportations de poudre de lait; droits sur le fromage de gruyère; souci du Gouvernement de relever progressivement le revenu agricole; la régionalisation nécessaire; bilan de la négociation Kennedy, notamment en ce qui concerne le soutien au marché de la viande; prix des céréales; taux d'auto-approvisionnement et aide alimentaire; caractère illusoire de la distinction entre pays exportateurs et pays importateurs; contribution française à la solution du problème de la faim dans le monde;* (p. 620 à 625); *endettement des agriculteurs; viticulture* (p. 625).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives à la situation de la viticulture : *Coupage des vins* [28 avril 1967] (p. 884); *prix du vin* (p. 887); *raisons de l'absence du Ministre des Finances* (p. 894); *déblocage de la récolte de 1965* (p. 898); *existence de départements où la culture de la vigne est une activité essentielle; progrès réalisés et déception des viticulteurs; régression de leurs revenus; consé-*

quences du jeu de l'offre et de la demande; absence pour le vin de système de soutien; inopportunité de créer un organisme d'intervention; caractère non excédentaire de la production nationale; absence de raisons de chercher à reconvertir le vignoble; insuffisance des cours; mesures exceptionnelles prises depuis un an par le Gouvernement; action sur les prix; blocage, clause de sauvegarde; déblocage de la récolte de 1965; augmentation de l'endettement et diminution des revenus des viticulteurs; mesures prises en faveur des sinistrés; problème des importations; conséquences de l'énorme récolte de 1962 et des importations faites la même année par les Français d'Algérie; caractère obligatoirement complémentaire des importations; aspect diplomatique du problème; suspension actuelle des importations; problème du coupage; interdiction du coupage des vins français par des vins d'importation; politique de qualité; coupages de vins français entre eux; rajeunissement des cépages et de l'arrachage; fiscalité viticole; légendes à écarter (p. 898 à 903); *coupage des vins et arrêt du Conseil d'Etat* (p. 909, 917); *vins blancs de Gironde et le comité interprofessionnel des vins de Bordeaux; fiscalité; sa révision concomitante avec l'étude de l'application à l'agriculture de la nouvelle loi concernant la T.V.A.; reconversion des cépages; vin d'Armagnac; prestations d'alcool vinique; distillation; réglementation du coupage; importations de vins d'Algérie; leur diminution progressive; augmentation importante des moyennes de la récolte nationale; clause de sauvegarde; application de ces mesures par le Gouvernement avant les manifestations; interdiction du coupage; règles de la complémentarité et de la solidarité; inconvénients d'une politique systématique de distillation; problèmes des plantations anticipées; calamités agricoles; département de l'Ardèche; politique européenne; conséquences de l'adhésion éventuelle de l'Espagne au Marché commun; question du prolongement du canal Bas-Rhône-Languedoc; raisin de table* (p. 924 à 927);

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille : *Ses observations sur les paroles de M. Valentino; problème de la cotisation pendant au moins cinq ans* [25 mai 1967] (p. 1322); Art. 1106-18 du Code rural : *Ses observations sur les amendements de MM. Valentino, Lacave et sur ceux de Mme Baclet* (p. 1322, 1323); Art. 1106-19 du Code rural : *Ses observations sur l'amendement de Mme Baclet; application de l'article 40 de la Constitution* (p. 1323); Art. 1106-20 du Code rural : *Ses observations sur l'amendement de Mme Baclet* (p. 1324); Art. 1106-21 du Code rural : *Unité du budget annexe des prestations sociales agricoles* (p. 1324); Art. 1106-26 du Code rural et Art. 3 : *Ses observations sur les amendements de Mme Baclet* (p. 1325);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs : *Ses observations sur les paroles de M. Guyot* [13 juin 1967] (p. 1771); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hunault* (p. 1771, 1772); *établissement d'une publicité en cas de vente de gré à gré* (p. 1772, 1773); *différence entre la vente de gré à gré et la vente par adjudication* (p. 1773); *ses observations sur l'amendement de M. Kléber Loustau* (p. 1773); *droit des parlementaires; organisation du débat* (p. 1774); Art. 3 *bis: Ses observations sur l'amendement de M. Bilbeau* (p. 1774); *ses observations sur l'amendement de M. Hunault* (p. 1774); *et l'amendement de M. Loustau* (p. 1775); *déroulement du débat* (p. 1775) *son; sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Cointat par la phrase suivante: « Et, s'il y a lieu, à celle des bâtiments d'habitation »* (p. 1776); Art. 4 et 6 : *ses observations sur lel amendements de MM. Guyot, Rigout, Hoguet et Kléber Loustau* (p. 1777 à 1779); *Gouvernement s'opposant à l'amendement de* M. *d'Aillières; question de savoir si le montant de l'indemnité peut dépasser le montant de la valeur vénale du fonds lsué* (p. 1780); *ses observations sur les explications de vote de M. Périllier; nécessité d'éviter de rétablir un antagonisme entre bailleurs et preneurs* (p. 1780, 1781).

Retrait de l'ordre du jour du projet de loi sur les éducateurs physiques [13 juin 1967] (p. 1781).

Répond aux questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Erreur d'opposer les petites et les grandes exploitations* [18 octobre 1967] (p. 3731); *courant traditionnel d'échange entre le Danemark et l'Allemagne;*

solution du redoutable problème argentin (p. 3733, 3734); *ordonnances et dispositions applicables à l'agriculture* (p. 3737); *production ovine* (p. 3738, 3739); *difficultés rencontrées notamment dans le secteur de l'élevage; cadre européen dans lequel se situent les problèmes agricoles; augmentation en volume des échanges intra-européens; exploitation familiale; problèmes créés par la nécessaire mutation agricole; avantages du Marché commun en fonction du commerce international; politique des prix; erreur d'opposer les céréaliers aux éleveurs; fixation du prix du maïs à un niveau trop bas; prix des betteraves; crise de la production bovine; interventions de la S.I.B.E.V.; augmentation du prix d'intervention; cotations régionales pour le bœuf et le porc; nécessité d'établir un règlement sanitaire commun (Europe des vétérinaires); nécessité d'une politique commerciale européenne commune à l'égard des pays tiers; concurrence des pays à commerce d'Etat; élevage des veaux de lait; produits laitiers; beurre; produits de transformation; productions avicoles; crise du marché du porc; augmentation des crédits destinés à l'élevage; endettement des agriculteurs; problème foncier; sociétés foncières agricoles; indemnité viagère de départ; attribution de bourses; problèmes du revenu et de l'exode rural; crédits d'équipement; amélioration génétique du cheptel; diminution du taux des prêts du Crédut agricole; possibilité d'un recours au Fonds européen d'orientation; endettement des agriculteurs; objet des sociétés foncières agricoles; aspects sociaux de la politique agricole; difficulté d'obtenir la parité inscrite dans la loi; ordonnance sur les coopératives; nécessité d'une politique agricole européenne* (p. 3740 à 3752); *questions céréalières* (p. 3753); *importations de viande de bœuf* (p. 3754, 3755); *agriculture de montagne* (p. 3756, 3765); *zones d'action rurale* (p. 3758); *compétence du Ministre de l'Agriculture* (p. 3759); *prix de la viande de porc* (p. 3760); *indemnité viagère de départ* (p. 3765, 3773, 3774); *exploitation familiale; exode rural* (p. 3764, 3765); *attribution des bourses* (p. 3767, 3768); *élevage du porc* (p. 3768); *loi de King et parabole de Turgot* (p. 3769, 3770); *producteurs d'oléagineux* (p. 3771); *prix du lait; teneur en matières grasses* (p. 3777); *utilisation du lait écrémé* (p. 3779); *taux des prêts* (p. 3780); *parité économique* (p. 3782); *intervention de la S.I.B.E.V.; régionalisation des aides* (p. 3783); *fiscalité agricole* (p. 3787); *vétérinaires* (p. 3788); *Marché commun; pays de commerce d'Etat; F.E.O.G.A.; chances de l'agriculture française dans le Marché commun* (p. 3790, 3791).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Prêts du Crédit agricole; taux de 3 % pour les prêts à l'élevage* [7 novembre 1967] (p. 4630); *ses observations sur les paroles de M. Godefroy* (p. 4634); *crédits du F.O.R.M.A.; rôle de la S.I.B.E.V.; taxe de reprise* (p. 4635); *ses observations sur les paroles de M. Rigout* (p. 4641); *production européenne de maïs* (p. 4643); *ses observations sur le déroulement du débat* (p. 4644); *ses observations sur les paroles de M. Cointat* [8 novembre 1967] (p. 4654); *initiative des économies pouvant émaner du Parlement* (p. 4655); *mouvement du revenu agricole en 1967* (p. 4657); *ses observations sur les paroles de M. Orvoen; aménagement de bâtiments d'élevage* (p. 4658); *problèmes de l'élevage; augmentation de la production porcine* (p. 4658); *problème du F.E.O.G.A.; ses observations sur les paroles de M. Triboulet* (p. 4660); *ses observations sur les paroles de M. Ver* (p. 4664); *cas des veuves d'exploitants agricoles; indemnité viagère de départ; cotisations sociales* (p. 4668); *ses observations sur les paroles de M. Voisin* (p. 4669); *Fonds d'électrification rurale* (p. 4670); *ses observations sur les paroles de M. Radius* (p. 4674); *indemnité viagère de départ* (p. 4675); *ses observations sur les paroles de M. Ayme; aides à l'exportation* (p. 4676); *ses observations sur les paroles de M. Grussenmeyer* (p. 4677); *ses observations sur les paroles de M. Ruffe; exemple du département du Lot-et-Garonne* (p. 4678); *inondations de l'Oise* (p. 4680); *ses observations sur le budget de l'agriculture; crédit agricole; problème de l'endettement; possibilité de trouver une formule qui établirait une garantie fondée sur le mouvement des prix; introduction d'une liaison entre l'annuité d'amortissement du prêt et une quantité de produits; nécessité que chaque département soit pourvu d'un agent spécialisé dans le conseil économique et financier de l'exploitant; constitution d'un triumvirat comprenant un représentant de la direction départementale de l'agriculture, un représentant du Crédit agricole et un représentant du centre de gestion; ses observa-*

tions sur les directions départementales des services agricoles; extension du bénéfice du taux de 3 % à tous les bâtiments agricoles de l'exploitation et à un certain nombre d'opérations entreprises par les collectivités locales; problème des prix; soutien des cours; ses observations sur le maïs, la viande, l'orge, le seigle et la viande bovine; problème du porc; système de cotation régionale; importations en provenance des pays de la Communauté économique européenne; importations en provenance des pays tiers; F.O.R.M.A.; F.E.O.G.A.; soutien des produits laitiers; S.I.B.E.V.; application de la T.V.A.; question du remboursement forfaitaire; B.A.P.S.A.; ses observations sur le vin; problème du forfait, de la franchise et de la décote; action sociale; cotisations de Sécurité sociale; A.M.E.X.A.; ses observations sur les accidents du travail; question des bourses; action des S.A.F.E.R.; F.A.S.A.S.A.; indemnité viagère de départ; aide consentie aux rapatriés, aux expropriés et aux veuves d'exploitants qui pourront prétendre à l'indemnité viagère de départ à partir de l'âge de 60 ans; zones de rénovation rurale; institution d'une indemnité complémentaire; ses observations sur l'élevage; problème de l'électrification (p. 4680 à 4688); *ordonnance sur le coupage des vins* (p. 4690); *ses observations sur les paroles de M. Baudouin* (p. 4691); *ses observations sur les paroles de Mme Aymé de La Chevrelière* (p. 4695); *et sur celles de Mme Prin* (p. 4697); *problèmes de la Bourgogne* (p. 4699); *ses observations sur les paroles de M. Achille-Fould* (p. 4699); *cotation du porc* (p. 4702); *problème des calamités agricoles; quantum d'indemnisation; nécessité d'accélérer la procédure; simplification des enquêtes; montant de l'indemnité* (p. 4719, 4720); *question de la viticulture; statut des zones déshéritées; problème des coopératives; question de la viande; problème de la suppression de toutes les dépenses du budget de l'agriculture et de l'attribution de 75.000 anciens francs par mois à tous les chefs d'exploitation; prix de la viande; durée des prêts; soutien des marchés; harmonisation des aides entre les différents pays européens; formation des ostréiculteurs et des mytiliculteurs; lutte contre la brucellose; question de considérer le Morvan et la Bresse comme zones de rénovation rurale; importations de jambon des pays de l'Est; crédits du F.E.O.G.A.; problème de l'endettement; aide alimentaire; question du vin; problème des importations; principe de la complémentarité qualitative; question du coupage; ses observations sur la paysannerie familiale; situation du marché du bois; problème de la régionalisation des aides; question des zones de rénovation; indemnité viagère de départ; taxe à la valeur ajoutée; question de l'extension de certains avantages aux veuves; fonds de calamités agricoles; ordonnance sur la coopération; insuffisance des équipements collectifs; problème des prix d'intervention; ses observations sur les pommes; ses observations sur l'Oise; marché de la viande; cotation régionale; question concernant le bail pour les enfants en matière d'indemnité viagère de départ; attributions d'indemnité viagère de départ à des personnes qui ont prématurément vieilli; habitat rural; problème de l'enseignement agricole; carte professionnelle; création d'une quatrième école vétérinaire; situation des gemmeurs; question du financement communautaire; ses observations sur l'association nationale pour les mutations professionnelles en agriculture; enseignement privé; problème des bourses; problèmes de l'eau et de l'assainissement* (p. 4720 à 4723); *ses observations sur les maladies de longue durée; harmonisation du régime d'assurance des salariés; crédit agricole; problème des coopératives; permis de chasse; inquiétudes des vignerons au sujet de l'installation de cimenteries; marché-gare de Nice; prix de la viande de bœuf; exode rural; extension des indemnités viagères de départ; question de l'exploitation familiale; coupage des vins blancs et des vins rouges; ses observations sur le tabac* (p. 4723 à 4725); *institution d'une taxe complémentaire sur la viande; octroi de prêts pour faciliter l'élevage; institut du gruyère; aide de la S.O.P.E.X.A.; cas des Basses-Pyrénées; question de la luzerne; ses observations sur la redevance des plans de vigne pour les instituts des vins de consommation courante; question des zones rurales en Ardèche; chambres d'agriculture; lutte contre la brucellose* (p. 4725); *ses observations sur le maraîchage; suppression de la taxe complémentaire sur les revenus agricoles et fonciers; problème du remembrement; question des marais de l'Ouest; problème de la liberté d'installation des étrangers; ses observations sur les S.A.F.E.R.; ses observations sur les prêts des Laender; question des ristournes pour le beurre et la poudre de lait; prix du maïs; situation de la Dordogne; attribution des*

bourses; ses observations sur la rationalisation de la commercialisation; rôle des vulgarisateurs; impôts locaux; problème du maïs (p. 4725 à 4727); *application de la T.V.A.; maintien des ristournes forfaitaires* (p. 4727); *problème de l'endettement; relèvement des prix du marché des céréales fourragères et du prix de la viande* (p. 4727); *cours du vin* (p. 4727); *ses observations sur le personnel enseignant dans les écoles vétérinaires* (p. 4728); *crédits destinés aux bourses scolaires agricoles* (p. 4728); *ses observations sur les paroles de M. Laudrin* (p. 4728);

— du projet de loi réprimant les fraudes en matière d'élections des administrateurs des centres régionaux de la propriété forestière, Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Fanton* [21 novembre 1967] (p. 5112);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, autorisant l'Etat à exécuter les travaux d'infrastructure de drainage des terres humides, Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Cointat* [21 novembre 1967] (p. 5113); *son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Cointat pour l'article 151-3 du Code rural par la phrase suivante: « Ces collectivités et établissements publics bénéficient des servitudes d'écoulement instituées par les articles 135 à 138 du présent Code »* (p. 5114); *son amendement tendant, dans l'article unique, après les mots « collectivités locales » à insérer les mots « établissements publics »* (p. 5114); *ses observations sur les amendements de M. Cointat* (p. 5114);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Jacques Médecin et Raymond Triboulet tendant à régler la situation des fermiers italiens sur le territoire français au regard du statut du fermage, Art. 1er : *Nécessité de donner une valeur législative à une convention diplomatique résultant d'un échange de lettres entre les gouvernements* [18 avril 1968] (p. 1117); Titre : *Ses observations sur l'amendement de M. Ruffe* (p. 1117, 1118);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Moulin, tendant à faire bénéficier des dispositions du statut du fermage et du métayage les exploitants de nationalité étrangère dont les enfants sont de nationalité française : *Ses observations sur ce texte* [16 mai 1968] (p. 1921); *négociation de Bruxelles sur le marché des produits laitiers et de la viande bovine; soutien du lait maigre à l'état liquide; importance du revenu des agriculteurs* (p. 1921, 1922).

FAURE (M. Gilbert), *Député de l'Ariège 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Enseignement technique; organisation de l'apprentissage et du recyclage; collèges d'enseignement technique; système d'attribution des bourses; recrutement des maîtres des collèges d'enseignement technique; titularisation des maîtres auxiliaires; formation professionnelle; rémunération des professeurs d'enseignement technique; ses observations sur les sections industrielles; nécessité de limiter les programmes; transformation de certains brevets de techniciens en baccalauréats de techniciens* [1er juin 1967] (p. 1525, 1526).

FAURE (M. Maurice), *Député du Lot, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [19 octobre 1967] (p. 3871).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [19 octobre 1967] (p. 3871), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 881).

FAVRE (M. Jean), *Député de la Haute-Marne, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (no 652) autorisant l'approbation de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak signé à Paris le 25 septembre 1967, **no 724** [24 avril 1968].

FEÏT (M. René), *Député du Jura, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Cesse d'appartenir à cette Commission [3 mai 1968] (p. 1506).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 mai 1968] (p. 1506);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (no 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035).

Cesse d'appartenir à cette Commission [2 juin 1967] (p. 1591).

FEIX (M. Léon), *Député du Val-d'Oise, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à l'exercice des libertés syndicales à l'intérieur des entreprises, établissements, administrations et services, **no 73** [12 avril 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'organisation du territoire de la côte française des Afars et des Somalis : *Opposition du groupe communiste au projet de loi; attributions de la Chambre des députés et du Conseil de Gouvernement; compétences de l'Etat et du Haut Commissaire; ses observations sur les éventuels recours pour excès de pouvoirs devant le Conseil d'Etat; caractère du référendum; rivalités ethniques; politique néo-colonialiste pratiquée à Djibouti; politique française dans les départements d'outre-mer; ses observations sur les opérations électorales de la deuxième circonscription de la Réunion* [13 juin 1967] (p. 1759, 1760);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Problème de l'expropriation; nécessité d'associer les collectivités locales à l'élaboration des projets; attribution du droit de préemption aux communes ou aux groupes de communes; problème des crédits; rôle de l'agence foncière*

et technique de la région parisienne; constitution de réserves foncières; procédure d'expropriation; rôle des préfets; transferts de propriétés devant être décidés par une juridiction comprenant comme président un magistrat, un représentant de l'autorité expropriante ainsi qu'un représentant désigné par les associations d'expropriés; nécessité d'accélérer le fonctionnement des circuits administratifs; garantie des intérêts des petits propriétaires expropriés; cas des exploitants agricoles de Cergy près de Pontoise [20 juin 1967] (p. 1975, 1976);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, COOPÉRATION : *Sens et nécessité dc la coopération; caractère du budget; crédits du fonds d'aide et de coopération; ses observations sur le projet de complexe agro-industriel du sucre qui a été soumis au Gouvernement français par le Sénégal; objectifs de la coopération; création de cinq marchés d'Etat; ses observations sur la compagnie des phosphates de Taïban du Sénégal, la Miferma et la Somima de Mauritanie; crédits à destination militaire; ses observations sur le Mali* [25 octobre 1967] (p. 4086, 4087); *ses observations sur les paroles de M. Bourges* (p. 4088, 4089).

FIÉVEZ (M. Henri), *Député du Nord, 20e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à fixer à 60 ans l'âge du droit à une pension vieillesse égale à 60 % du salaire moyen des dix meilleures années pour les travailleurs de la sidérurgie, **n° 624** [19 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES, Art. 39 : *Dépenses en capital pour la force de frappe nucléaire; système populaire de préparation militaire; revendications des soldats du contingent; quart de place; situation des militaires, des gendarmes, des sous-officiers et des retraités* [24 octobre 1967] (p. 4065); COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR : *Crédits du fonds spécial d'investissement routier; plan d'amélioration de la voirie communale; ses observations sur l'autoroute A 2 Combles-frontière belge et la liaison de la déviation d'Anzin-Raismes; situation économique du Nord* [4 novembre 1967] (p. 4493).

FILLIOUD (M. Georges), *Député de la Drôme, 3e circonscription (F.G.D.S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale char-

gée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôt :

Sa proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête parlementaire sur les conditions de la répression des manifestations étudiantes à Paris du 3 au 9 mai 1968, **n° 791** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Problème du chômage; conséquences des réductions d'horaires; ses observations sur le chômage « clandestin »; formation professionnelle; promotion des travailleurs; taux de la croissance économique* [30 juin 1967] (p. 2476 à 2478).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INFORMATION ET O.R.T.F. : *Développement de la télévision; problème de la représentation des journalistes au conseil d'administration de l'O.R.T.F.; situation des pigistes permanents de l'O.R.T.F.; ses observations sur l'article 4 de la loi de 1964 portant statut de l'O.R.T.F.; question du journal télévisé; rôle du service de liaisons interministérielles; introduction de la publicité à l'O.R.T.F.* [10 novembre 1967] (p. 4886, 4887); *journalistes de la radio et de la télévision nationale* (p. 4892);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur le rapport et sur les paroles de M. Trorial* [1er décembre 1967] (p. 5475, 5478); en deuxième lecture : *Raisons de son opposition à cette proposition de loi; mépris des règles démocratiques; absence de logique sur les plans économique et humain; attraction de l'agglomération lyonnaise; problème des voies de communication; perspectives d'expansion de l'agglomération lyonnaise; question des structures administratives; élaboration d'un plan d'installation de la population; problème de l'arrondissement de Vienne* [20 décembre 1967] (p. 6076, 6077);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique : *Problème de l'application de l'ordonnance médicale; utilisation des obturateurs mécaniques; opinion du Docteur Lagroua Weill Hallé; âge jusqu'auquel le consentement des parents est exigé; rôle du médecin; situation des départements d'outre-mer; marché noir des contraceptifs* [14 décembre 1967] (p. 5886); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article* (p. 5898); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer les cinquième, sixième et septième alinéas (paragraphe 1er du 2°) de cet article* (p. 5902); *ses observations sur son amendement* (p. 5902);

— sur la motion de censure : *Sa question de savoir dans quel journal parisien il existe un comité de censure* [21 mai 1968] (p. 1991).

FLORNOY (M. Bertrand), *Député de la Seine-et-Marne, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 554).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à associer à l'obtention définitive du permis de construire certains grands ensembles, la décision de construction de locaux sportifs ou socio-éducatifs, **n° 103** [19 avril 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). XII. — Jeunesse et Sports, **n° 459** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi portant amnistie des infractions commises en relation avec les événements survenus dans l'Université, **n° 815** [15 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur le Livre blanc; rôle de Léo Lagrange, sous-secrétaire d'Etat aux Sports et aux Loisirs; transformation du haut-commissariat en secrétariat d'Etat et en Ministère de la Jeunesse et des Sports; politique de rapprochement franco-allemand; office de la jeunesse; formules de cogestion; rôle de la Cogedep, de Cotravaux et de Fonjep; intérêt du Livre blanc; responsabilités du Ministère de la Jeunesse et des Sports; augmentation des crédits consacrés à la jeunesse et aux sports; activités de l'éducation physique et sportive; nombre de jeunes pratiquant le sport; fréquentation des maisons de jeunes et de la culture; rôle de la Ligue de l'enseignement; éducation populaire; associations de jeunesse; problème des subventions; nécessité de regrouper certains clubs ou associations; problème de la formation des animateurs et des cadres; rôle des animateurs bénévoles et des animateurs temporaires; statut des animateurs; rôle de la commission Le Gorgeu; élaboration d'une loi de programme d'animation; établissement de programmes pluriannuels d'animation; création d'un institut national d'éducation populaire; équipement sportif; équipement socio-culturel; importance des Jeux olympiques de Grenoble; éducation physique et sportive; nécessité d'aider les instituteurs qui ne peuvent assurer eux-mêmes les séances d'éducation physique; rôle du haut-comité de la jeunesse et du haut-comité des sports; commission du plein air; réforme de l'enseignement; prolongation de la scolarité; valorisation de l'enseignement professionnel, notamment de l'enseignement agricole; problème de la coordination; maisons de la culture; question de l'information; unité des jeunes et des adultes; rôle de l'Etat* [23 mai 1967] (p. 1229 à 1232); *ses observations sur les paroles de M. Leroy; nécessité de ne pas politiser les problèmes de la jeunesse* (p. 1234);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Nécessité de pratiquer l'éducation physique et l'initiation sportive dans les écoles primaires; rôle de l'instituteur et des conseillers pédagogiques; recrutement de contractuels; utilisation de procédés audio-visuels; création d'un corps de conseillers et de moniteurs cantonaux; possibilité d'envisager la création d'une commission qui pourrait définir les objectifs ainsi que la pédagogie et les moyens* [31 mai 1967] (p. 1482, 1483);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Drame israélo-arabe; succès militaire d'Israël; navigation dans le golfe d'Akaba; possession des Lieux saints; critiques adressées à la politique du général*

de Gaulle; action entreprise par le Chef de l'Etat pour aboutir à l'établissement des conditions d'une paix véritable; visite de M. Kossyguine; attention portée par le tiers monde à la crise actuelle du Moyen-Orient et à l'action de la France pour la résoudre; action culturelle, technique, scientifique et économique de la France en Amérique latine [16 juin 1967] (p. 1911, 1912).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle : *Politique de la natalité* [1er juillet 1967] (p. 2568); *question du renvoi du texte en commission jusqu'à ce qu'une politique sociale soit définie* (p. 2575);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Politique de la jeunesse; office franco-allemand de la jeunesse; ses observations sur les lois de programme; éducation physique et sportive; augmentation des crédits de personnel destinés aux enseignants de l'éducation physique et sportive; prévisions de la commission Le Gorgeu; formation des animateurs; transport des groupes sportifs; jeux de Grenoble; rôle de l'office national d'accueil aux Jeux olympiques d'hiver; gestion du comité d'organisation des Jeux olympiques; problème de l'éducation physique et sportive dans les écoles primaires; expérience de Marçais; expériences de classes à mi-temps ou à tiers-temps; recherche de moniteurs contractuels à temps partiel; utilisation des candidats au diplôme de maîtres d'éducation physique et sportive; détachement de certains instituteurs à titre temporaire; utilisation d'un certain nombre de spécialistes mis par les autorités militaires à la disposition des autorités d'académie; utilisation de la radio et de la télévision pour répandre l'éducation physique et sportive dans les écoles primaires; éducation populaire; promotion sociale* [20 octobre 1967] (p. 3933, 3934); *création de l'Office franco-québécois* (p. 3940); *problème de l'enseignement de l'éducation physique et sportive à l'école primaire* (p. 3951); EDUCATION NATIONALE : *Education physique et sportive à l'école primaire; expérience de la Ferté-Alais; utilisation pour l'éducation physique et sportive des procédés audio-visuels* [27 octobre 1967] (p. 4243); TRANSPORTS. — II. AVIATION CIVILE : *Suppression de la détaxe de l'essence; diminution du nombre de brevets; situation des aéro-clubs* [3 novembre 1967] (p. 4405, 4406); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Problèmes de l'Amérique latine; mort de Guevara; procès de Camiri; ses observations sur les voyages du général de Gaulle au Mexique et en Amérique du Sud; organisation latino-américaine de solidarité; union latino-américaine* [7 novembre 1967] (p. 4607).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative aux manifestations d'étudiants [8 mai 1968] (p. 1592) : *Exploitation des incertitudes et des inquiétudes des jeunes placés dans un monde universitaire en transformation; effort financier accompli par l'Etat; dialectique de Nanterre; tracts distribués par les « enragés de Nanterre »; revendications légitimes des étudiants; ses observations sur l'U.N.E.F. (Union Nationale des Etudiants de France)* (p. 1601, 1602, 1603).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur ce texte; nécessité de l'amnistie* [22 mai 1968] (p. 2058); *risque d'isolement des jeunes dans notre société; rénovation de l'Université* (p. 2058, 2059).

FONTANET (M. Joseph), *Député de la Savoie, 2e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à attribuer aux départements une allocation analogue à

celle instituée pour les communes touristiques, par l'article 43 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 341** [22 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 juillet 1920 sur la propagande anticonceptionnelle, **n° 344** [22 juin 1967].

Sa proposition de loi relative au plan d'évolution des prestations sociales, **n° 761** [3 mai 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 761) relative au plan d'évolution des prestations sociales, **n° 824** [22 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Absence de précédent quant à une demande de pouvoirs spéciaux présentée à une assemblée nouvellement élue; problème de l'opportunité du recours à l'article 38 de la Constitution; désir de normalisation et de libéralisation de la vie politique française; problème du logement; question de la collaboration avec le pouvoir législatif; problème de la Sécurité sociale; participation des travailleurs à l'expansion des entreprises; question de l'harmonisation des législations; déficit du régime général de la Sécurité sociale et des régimes spéciaux; part des ressources nationales consacrée à la consommation sanitaire étant disproportionnée par rapport à celle consacrée à l'équipement et à la recherche; rôle du Parlement; problème de l'emploi; nécessité d'informer la population; question de l'enchevêtrement des matières juridiques au regard des dispositions de l'article 34 de la Constitution; évolution de la technologie et de la concurrence internationale; ses conséquences; importance du dialogue* [20 mai 1967] (p. 1185 à 1188);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle : *Portée du texte; fléchissement de la natalité en France; rôle du progrès scientifique; conséquences démographiques possibles d'une plus grande diffusion des méthodes contraceptives; nécessité d'une politique familiale; information sur les problèmes de la vie conjugale et familiale; éducation sexuelle; politique du logement; rareté des équipements socio-collectifs* [1er juillet 1967] (p. 2560 à 2562); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Détermination des conditions d'agrément et de financement des établissements délivrant des informations et des consultations concernant la régulation des naissances et les contraceptifs)* (p. 2582); *ses observations sur son amendement* (p. 2582); *cas des associations qui poursuivent une action éducative générale sur tous les problèmes de la famille* (p. 2582).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Economie pastorale de montagne; sélection du bétail; modernisation des étables; création de la Société nationale pour l'exportation des reproducteurs* [18 octobre 1967] (p. 3755).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Leroy et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture; 2° de M. Macquet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 54 *g* et 54 *j* du Livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 *f* du même livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines, ses explications de vote : *Améliorations de la législation des congés payés; compétence des conventions collectives en matière des congés; situation des jeunes; droit d'un congé simultané des conjoints; son vote sur ce texte* [2 mai 1968] (p. 1442).

FOREST (M. Pierre), *Député du Nord, 22e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des réfractaires au service du travail obligatoire; statut du réfractaire; comparaison des réfractaires français avec ceux de la Belgique* [19 octobre 1967] (p. 3860, 3861); AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur la mutualité; rôle de la Fédération nationale de l'éducation nationale; caisse de Sécurité sociale de l'arrondissement d'Avesnes; pourcentage des prestations familiales et de l'allocation de salaire unique par rapport aux cotisations; ticket modérateur; ses observations sur les pharmacies mutualistes* [26 octobre 1967] (p. 4160, 4161).

FOSSÉ (M. Roger), *Député de la Seine-Maritime, 8e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p. 1319).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crainte d'une amplification de l'important mouvement de transfert de propriétés agricoles aux mains d'agriculteurs étrangers; insuffisance des capitaux dont peuvent disposer les paysans; diminution de la population agricole; transformation des structures; possibilités d'emprunter à très long terme auprès du Crédit agricole; urgence, pour l'Etat, d'accorder des bonifications d'intérêt* [8 novembre 1967] (p. 4710).

FOUCHET (Christian), *Député de la Meurthe-et-Moselle, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre de l'Intérieur
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569).

Est nommé Ministre de l'Intérieur (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Intérieur (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Naufrage du « Torrey Canyon »; pollution des côtes; action du Gouvernement britannique; tentatives de renflouement du navire; convocation des préfets des dix départements côtiers; plan ORSEC; nettoyage des plages; fabrication de barrages; ses observations sur les difficultés rencontrées et les solutions dégagées; nature chimique du pétrole brut additionné de détergent; problème du pompage et de l'écopage en mer; techniques de lutte*

sur le rivage; utilisation de la sciure de bois; protection des parcs à huîtres et des parcs à moules; problème de l'élimination des déchets d'hydrocarbures; question du transport de ces déchets; ses observations sur la « nappe d'Ouessant »; constitution d'un état-major assistant le préfet; dépenses occasionnées par le fonctionnement du plan ORSEC étant à la charge des collectivités locales; ampleur des mesures prises par le Gouvernement; mévente des produits de la mer, notamment du poisson; ses observations sur l'hôtellerie bretonne; côte bretonne devant être débarrassée de ses souillures pour la saison estivale; aide aux ostréiculteurs; crédits pour « secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques »; application de l'article 75 de la loi de finances du 4 août 1956; ses observations sur le « fonds de secours aux victimes de sinistres et de calamités »; déclaration de zone sinistrée permettant de bénéficier d'avantages fiscaux et de prêts à taux réduit; révision des accords internationaux relatifs aux transports maritimes; problème de la détermination de la responsabilité; réunion à Londres de l'organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime; nécessité de doter le pays d'une protection civile; exemple de l'incendie des Landes en 1949; accroissement des accidents de la route; importance du volontariat; incendies des forêts méditerranéennes; bombardement par des hydravions porteurs d'eau; création, par l'ordonnance du 7 janvier 1959, de corps de défense; expérience d'un centre d'instruction à Villeneuve-Saint-Georges; protection civile pouvant être perfectionnée au camp de Brignoles; nécessité de donner à la protection civile française les structures administratives [25 avril 1967] (p. 799 à 804); *erreur commise quant à la zone d'arrivée de la marée; rôle de la météorologie nationale; rôle des avions de l'aéronavale; marine nationale ayant fait régulièrement des prélèvements d'eau de mer afin de déceler le pétrole en suspension; impossibilité d'arrêter la nappe de pétrole avant son arrivée sur les côtes; conséquences de l'emploi de détergent sur la flore et la faune; tentative de couler la nappe; question de pompage; rôle du Pétrobourg qui effectue une tentative de pompage; nettoyage des plages; protection des parcs à huîtres et à moules* [26 avril 1967] (p. 844, 845); *commandes de barrages; moyens utilisés pour la combustion des dépôts sur les côtes; utilisation sur les galets d'un produit de déminéralisation; indemnisation des victimes; préfets devant faire procéder à un recensement des dégâts; fonctionnement du plan ORSEC; participation des collectivités locales aux dépenses occasionnées par l'application de ce plan; participation du Gouvernement étant fixée à 90 %, les 10 % complémentaires étant supportés par les services de lutte contre l'incendie et les secours des départements intéressés; dévouement des maires et des volontaires; ses observations sur le problème international; réunion de la Conférence internationale à Londres* (p. 845 à 847).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Augmentation des crédits d'équipement; aide aux rapatriés d'outre-mer; réorganisation administrative de la région parisienne; construction des cités administratives; réforme de la police; fusion des personnels de la préfecture de police et de la sûreté nationale; harmonisation des statuts; unification du commandement; rôle de la direction des écoles et techniques de la police; nombre des rapatriés; leur reclassement professionnel et social; situation des collectivités locales; nécessité de renforcer les solidarités intercommunales; création de communautés urbaines; équipement des grandes métropoles; création des « organisations d'étude d'aménagement des aires métropolitaines »; problème des finances locales; augmentation des subventions; création de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales; généralisation de la taxe à la valeur ajoutée; réforme de la fiscalité directe locale; réorganisation du service de la protection civile; rôle du préfet; mise en place des institutions régionales; réforme administrative de 1964; problème de la déconcentration au niveau des départements et des régions; corps des préfets et des sous-préfets; ses observations sur les congés spéciaux; concours d'attachés de préfecture; problème des agglomérations multicommunales; ses observations sur les districts, les syndicats polyvalents, les communautés urbaines; développement du trafic automobile; effectifs des polices urbaines; nombre de policiers par Français; coordination de l'activité des C.R.S. et de celle des polices urbaines; accroissement des effectifs; dépenses de fonctionnement de la protection civile; « plan Orsec »; constitution du premier centre d'instruction du corps de défense* [6 novembre 1967] (p. 4529 à 4535); *impossi-*

bilité pour le Ministre de l'Intérieur de laisser mettre en cause un haut fonctionnaire de l'administration; ses observations sur les paroles de M. Boscher relatives au délégué du district de Paris (p. 4555); *problème de la protection civile; exemple de la politique des pays scandinaves, de l'U.R.S.S. et de celle des Etats-Unis; ses observations sur la brochure « Savoir pour vivre »* (p. 4571, 4572); *ses observations sur les paroles de Mme Thome-Patenôtre* (p. 4572); *défense civile anglaise au début de la Seconde Guerre mondiale; problème des rapatriés; ses observations sur l'article 4 de la loi du 26 décembre 1961; Accords d'Evian; nombre des faillites; cas de Perpignan; personnel des préfectures; problème de la titularisation des auxiliaires départementaux; situation des personnels de la police; unicité de la police; renforcement de son efficacité; caractère du budget* (p. 4571 à 4574); *participation de l'Etat à l'acquisition et à l'équipement d'un central téléphonique du centre de secours du marché-gare de Rungis; implantation d'un nouveau centre de secours à Chevilly-Larue* (p. 4574); *district de la région de Paris; nécessité de conserver une structure légère à la préfecture de région* (p. 4575), *caractères du budget* (p. 4576); RAPATRIÉS : *Ses observations sur les rapatriés; problème de leur indemnisation; rôle du Gouvernement* (p. 4577); après l'Art. 74 : *Situation des agents contractuels de la Sûreté nationale en Algérie; droit d'option ouvert aux contractuels recrutés antérieurement; conditions générales d'accès à la fonction publique des agents contractuels d'Algérie* (p. 4580);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur les paroles de M. Trorial* [1er décembre 1967] (p. 5478); *ses observations sur la question préalable* (p. 5480); *son opposition à la motion de renvoi en commission* (p. 5498); Art. 1er : *Problèmes de la région Rhône-Alpes; dynamisme de cette région; question de l'arrondissement de Vienne; rôle des conseils généraux de l'Ain et de l'Isère; carte des aides de l'Etat en faveur du développement industriel régional; liaison routière entre Vienne et Grenoble; classement en zone III de certaines localités de l'Ain; complexe régional de loisirs de Miribel-Jonage; comité régional du tourisme de la région Rhône-Alpes* (p. 5503 à 5505); *ses observations sur les paroles de M. Mermaz* (p. 5506); *rattachement de la commune de Grenay au département du Rhône* (p. 5506); *son opposition au sous-amendement de M. Barberot* (p. 5507); après l'Art. 1er : *Ses observations sur les amendemenst de M. Trorial* (p. 5507, 5508); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Trorial* (p. 5508); Articles additionnels : *Classement de la ville et de l'arrondissement de Vienne* (p. 5509); en troisième et dernière lecture : *Caractère du débat* [20 décembre 1967] (p. 6089).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants : *Nécessité du maintien de l'ordre; événements du 3 mai; fermeture de la Sorbonne; action de la police; non respect des consignes de l'U.N.E.F. par les manifestants* [8 mai 1968] (p. 1603, 1604);

— sur la déclaration du Gouvernement sur les manifestations d'étudiants : *Ses observations sur les paroles de M. Mitterrand* [14 mai 1968] (p. 1773); *description des faits; envahissement de la Sorbonne par les étudiants* (p. 1775, 1776); *affrontement contre la police; rôle du service d'ordre; conséquences pour le service d'ordre des manifestations; hommage rendu au préfet de police; rappel des manifestations du vendredi 10 mai; question des grenades contenant des gaz nouveaux; commission d'enquête; opinion du directeur du laboratoire municipal; ses observations sur le fait qu'il n'y a pas eu de morts* (p. 1776, 1777).

FOUCHIER (M. Jacques), *Député des Deux-Sèvres, 2e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à régulariser la situation juridique des personnes employées dans les maisons d'alimentation à succursales et les coopératives de consommation en qualité de directeur, chef de magasin, gérant, cogérant et employé gérant et à fixer les conditions auxquelles devront satisfaire les contrats individuels de gérance, **n° 452** [10 octobre 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). VI. — Commerce extérieur, **n° 456** [10 octobre 1967].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, sans débat, relative aux personnels retraités de la Préfecture de police et de la Sûreté nationale [21 avril 1967] (p. 780, 781).

Prend part au débat :

— sur la question orale relative au fonctionnement des services des préfectures et des sous-préfectures : *Réorganisation des cadres des préfectures: nombre, rémunération, déroulement de carrière, qualification* [21 avril 1967] (p. 783);

— sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *non-parution des décrets d'application de la loi sur l'élevage; insuffisance des crédits affectés à l'amélioration des bâtiments; nécessité d'ajuster les prix des productions animales; amélioration génétique du cheptel bovin; problème des veaux de boucherie; déficit de nos échanges extérieurs d'animaux sur pied; aide aux naisseurs* [18 octobre 1967] (p. 3760, 3761).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ECONOMIE ET FINANCES. — II. — SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Commerce extérieur; politique de promotion des exportations; recrutement du personnel; situation des conseillers commerciaux; statut des attachés commerciaux; Centre national du commerce extérieur; comité permanent des foires et manifestations économiques à l'étranger; échanges entre la France et l'Allemagne fédérale; évolution du commerce extérieur français; ses observations sur les brevets d'inventions; importance de l'assurance prospection; rôle de la compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur; sa garantie contre les risques et de non-transfert pour les prises de participation dans le capital de sociétés qui achètent à un fournisseur français des biens d'équipement pour un montant important; causes d'échec de nos exportations* [4 novembre 1967] (p. 4472, 4473); INTÉRIEUR : *Personnels de la police; traitement des officiers en tenue et des officiers en civil; durée hebdomadaire du travail; problème de l'habillement; suppression de certains postes de C.R.S.; problème des retraités de la police; situation de ceux qui ont quitté le service actif; statut de la police; problèmes concernant le personnel des préfectures; cas du personnel communal; création d'un fonds national d'action sociale; classement indiciaire des sapeurs-pompiers* [6 novembre 1967] (p. 4564, 4565); après l'Art. 74 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Intégration des agents contractuels de la sûreté nationale dans les cadres de la fonction publique)* (p. 4579); *titularisation des agents contractuels de la police et de la sûreté nationale en Algérie; droit des intéressés* (p. 4579); *retrait de son amendement* (p. 4580); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Création d'une quatrième école vétérinaire; problème de l'amélioration des bâtiments et des écoles; ses observations sur l'école d'Alfort, l'école de Toulouse et l'école de Lyon* [8 novembre 1967] (p. 4727, 4728).

FOUET (M. Albert), *Député de la Sarthe, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [4 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968,

INTÉRIEUR : *Equipement des communes et des départements; crédits de la voirie; problème du transfert des charges; impôts locaux; distribution des subventions; réforme des structures de l'administration locale; ses observations sur les C.O.D.E.R.* [6 novembre 1967] (p. 4559, 4560); AFFAIRES CULTURELLES : *Problème du cinéma français; importance de la fiscalité; relations commerciales entre le cinéma et la télévision; encouragement donné à la coproduction avec nos voisins européens* [9 novembre 1967] (p. 4773); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Réseau routier; exécution du Ve Plan; projet financier d'exécution d'autoroutes de dégagement, de réseau en rase campagne comprenant les routes nationales; Fonds routier; aides des collectivités locales; construction des autoroutes; ses observations sur l'autoroute A 10 Paris-Le Mans-Tours; plans de coordination routière des collectivités locales; tracé de l'autoroute A 10* [9 novembre 1967] (p. 4816, 4817).

FOURMOND (M. Louis), *Député de la Mayenne, 2e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article L 577 du Code de la sécurité sociale concernant l'affiliation aux assurances sociales des grands invalides de guerre et veuves de guerre non remariées, **n° 184** [18 mai 1967]; la retire [10 octobre 1967] (p. 3469).

Sa proposition de loi concernant l'institution d'un ordre de kinésithérapeutes, **n° 229** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi relative à la protection de la faune sauvage et à la création de comités départementaux de défense de la nature, **n° 413** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi relative à la délivrance des attestations d'appartenance aux forces françaises combattantes, **n° 445** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi relative à la coopération agricole, **n° 757** [3 mai 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, avec débat, relative à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [2 juin 1967] (p. 1572); *modalités d'application de la réforme en cause; difficultés des petits commerçants, des moyennes entreprises et des artisans; avantages d'une réforme incitant les entreprises à investir; ressources des collectivités locales; maintien de la stabilité des prix et réforme comportant deux facteurs de hausse; application de la T.V.A. à l'agriculture; taux excessif appliqué aux automobiles de tourisme et aux postes de télévision* (p. 1574, 1575).

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Difficultés de l'agriculture; pouvoir d'achat des agriculteurs; prix d'orientation de la viande de bœuf; prix des céréales; rôle des S.A.F.E.R.; bourses d'enseignement professionnel; ses observations sur la production de la betterave sucrière et sur celle du blé; modification des mécanismes d'intervention et de soutien des marchés; création d'un organisme chargé d'étudier les programmes de production* [30 juin 1967] (p. 2465 à 2467).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, sans débat, relative aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Baisse du prix à la production de la viande bovine; prix du veau inférieur au prix d'orientation; définition de la viande de fabrication; protection des marchés par rapport aux pays tiers; intervention de la S.I.B.E.V.; organisation communautaire du marché; régionalisation de l'agriculture; nécessité de combattre le dépeuplement de certains départements* [18 octobre 1967] (p. 3730, 3738, 3739, 3740);

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Ses observations sur les manifestations qui se sont déroulées dans l'Ouest de la France; importance du stock de beurre dans la C.E.E.; aide à la production laitière; définition de la crème de beurre; importance et rôle du beurre; application de la T.V.A. aux ventes d'animaux d'élevage; ses observations sur les familles rurales;*

problème du ramassage scolaire; rôle des bourses; nécessité d'une « indemnité compensatoire » pour l'éducation des enfants des familles rurales éloignées des établissements d'enseignement général et secondaire; programme social du relogement; allocation de logement [9 mai 1968] (p. 1684, 1685).

FOYER (M. Jean), *Député du Maine-et-Loire, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 42 du Code du vin relatif aux appellations d'origine, **n° 242** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi modifiant l'article 499 de la loi n° 66-587 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, **n° 741** [3 mai 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 642) relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, **n° 814** [15 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de la viticulture : *Dégradation de la situation des viticulteurs produisant des vins blancs liquoreux d'Anjou; modification des règles d'encépagement définies à l'article 42 du Code des vins* [28 avril 1967] (p. 922, 923).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, sur les assurances maritimes, Art. 60 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer au mot « couverts » le mot « garantis »* [11 mai 1967] (p. 1013);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article: « L'objet du brevet doit être nouveau, présenter un caractère industriel et résulter d'une activité inventive »* [14 décembre 1967] (p. 5869); *définition de l'activité inventive* (p. 5869); Art. 8 *quater: Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5870); *ses observations sur son amendement* (p. 5870); Art. 16 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Herzog à supprimer les mots « n'expose pas l'invention suffisante et, de ce fait... »* (p. 5872); Art. 38 : *Ses observations sur les paroles de M. Herzog* (p. 5875) *et sur celles de M. Guichard* (p. 5877); Art. 38 *bis: Ses observations sur cet article* (p. 5878); Art. 51 : *Eléments constitutifs du délit correctionnel* (p. 5880); Art. 52 : *Poursuites pénales en contrefaçon* (p. 5880); Art. 59 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hamelin* (p. 5881, 5882);

— du projet de loi relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « seraient susceptibles de » les mots « eussent été fondées à »* [16 mai 1968] (p. 1912); Art. 6 : *Son amendement tendant à remplacer les mots « devra informer l'agent judiciaire du Trésor de toute demande » par les mots « devra dénoncer*

à l'agent judiciaire du Trésor toute demande » (p. 1913); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 1913); Art. 17 : *Son amendement tendant au début de cet article à insérer un nouvel alinéa : « En toute hypothèse, les tribunaux judiciaires sont compétents pour connaître des actions intentées en application de la présente loi »* (p. 1916); Art. 18 : *Son amendement tendant 1° dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « de l'article 7 » les mots « des articles 7 et 24 (nouveau) » ; 2° en conséquence, dans le deuxième alinéa, à substituer aux mots « dudit article 7 » les mots « desdits articles 7 et 24 (nouveau) »* (p. 1916); Art. 21 : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots « des conventions de Paris et de Bruxelles » les mots « de la convention de Paris »* (p. 1916); Art. 22 : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa de cet article* (p. 1917); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Cas d'indemnisation complémentaire de l'Etat jusqu'à la publication de la convention de Bruxelles au* Journal officiel) (p. 1917); Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel : « Les dispositions de la présente loi deviendront caduques dans leur ensemble le jour où la convention de Paris prendra fin, soit par dénonciation, soit du fait de son expiration »* (p. 1917); *son amendement tendant à introduire un article additionnel : « Dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, tout exploitant doit être en mesure de justifier que sa responsabilité est couverte dans les conditions définies à l'article 7 ci-dessus »* (p. 1917);

FRÉDÉRIC-DUPONT (M. Edouard,, *Député de Paris, 5e circonscription (app. P.D.M., puis P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'apparente au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 560).

Cesse d'être apparenté au groupe P.D.M. [2 avril 1968] (p. 971).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [2 avril 1968] (p. 971).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 767 du Code civil relatif aux droits successoraux du conjoint survivant, **n° 435** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à insérer un article L 39-1 dans le Code des débits de boissons relatif à l'implantation de nouveaux débits, **n° 440** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 335-3 du Code pénal, relatif à l'interdiction de paraître, **n° 454** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à augmenter les rentes viagères privées, **n° 475** [25 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à insérer un article L 49 *bis* dans le Code des débits de boissons, relatif à l'implantation de nouveaux débits, **n° 556** [7 décembre 1967].

Sa proposition de loi précisant l'article 41 de l'ordonnance n° 67-706 du 21 août 1967 relative à l'organisation administrative et financière de la Sécurité sociale, **n° 765** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi tendant à la remise des animaux maltraités ou martyrisés aux œuvres de protection animale dès le constat de la contravention ou du délit de tout individu coupable d'abandon d'animal, **n° 780** [10 mai 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1560 du Code général des impôts en ce qui concerne les « cabarets d'auteurs », **n° 781** [10 mai 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative à la commémoration de la bataille de Vimy [10 mai 1967] (p. 974, 975).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Son abstention lors de la première motion de censure; raisons de cette attitude; problème de la fixation d'une date pour le débat sur l'amnistie; fragilité de la majorité parle-*

mentaire du Gouvernement; offense faite au Sénat par l'attitude du Gouvernement; refus du chef du Gouvernement d'aller demander au Sénat un vote sur le projet autorisant le Gouvernement à prendre, par ordonnance, des mesures d'ordre économique et social [9 juin 1967] (p. 1731);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; Art. 3 : *Son amendement tendant dans le troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « 18 ans » les mots « 21 ans »* [1er juillet 1967] (p. 2581); *nécessité de l'autorisation des parents* (p. 2581);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Crédibilité de la force de frappe; crédits conventionnels; force atomique tactique; avion à géométrie variable; suppression des autorisations de programme de la deuxième génération, celle des S.S.B.S.; abandon de Mers-el-Kébir* [24 octobre 1967] (p. 4056, 4057); Art. 39 : *Son amendement tendant à réduire de 1 milliard 14.000.000 de francs le montant des autorisations de programme* (p. 4064); *ses observations sur la deuxième génération de la force nucléaire stratégique; cas du sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire* (p. 4064); TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Ses observations sur les paroles de M. Ruais* [27 octobre 1967] (p. 4273); *politique des transports tendant à décourager les Parisiens d'utiliser leur voiture; suppression des services d'autobus le dimanche et des services d'autobus le soir; fermeture de certaines stations de métro; conséquences de la hausse des tarifs sur les personnes âgées; amélioration de la circulation dans Paris; création de la zone bleue; parcs de stationnement; liaison gare d'Orsay-aéroport d'Orly; liaison Invalides-Orsay; liaison de la station des Invalides à celle de Saint-Augustin et à celle de Saint-Lazare; reconstruction du pont de Solférino; prolongement des lignes principales de métro en banlieue* (p. 4284, 4285); *suppression de places de stationnement* (p. 4291); *importance des liaisons entre l'aérodrome et le centre des cités* (p. 4292); ECONOMIE ET FINANCES. — II. — SERVICES FINANCIERS : *Insuffisance des effectifs et des moyens accordés à certains services du Ministère des Finances, notamment à ceux de la région parisienne; perception de l'allocation viagère de l'Etat; situation des auxiliaires de l'Etat; cas des rentiers-viagers de l'Etat* [4 novembre 1967] (p. 4474, 4475); *pouvoir d'achat des rentiers-viagers* (p. 4477); INTÉRIEUR : *Participation de l'Etat à la construction de la voie express sur les berges de la Seine* [6 novembre 1967] (p. 4544); *insuffisance des effectifs de la police parisienne; extension de la zone bleue; augmentation du nombre des agressions et des cambriolages; problème du personnel; ses observations sur l'appellation des brigadiers; question de l'indemnité d'habillement; ses observations sur la médaille d'honneur de la police* (p. 4546, 4547); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Aide accordée au Gouvernement algérien; accords d'Evian; accords sur les hydrocarbures; situation des rapatriés et des spoliés* [7 novembre 1967] (p. 4618, 4619); *son amendement tendant à augmenter la réduction des crédits du titre IV de l'Etat B de 50 millions* (p. 4619); *maintien de la politique de coopération* (p. 4619, 4620); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur le pont de Solférino; décision prise par le conseil municipal de Paris de construire une voie souterraine sous les Tuileries pour relier la rive gauche, le pont de Solférino et l'Opéra; construction sur l'emplacement de la gare d'Orsay d'un hôtel de prestige; ses observations sur la liaison Invalides-Orsay; construction du réseau express régional sur la rive droite; desserte ferroviaire de l'aérodrome d'Orly* [9 novembre 1967] (p. 4819).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative à la rentrée des Facultés [10 novembre 1967] (p. 4873, 4875, 4876).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne : *Ecrasement des pouvoirs des élus et des administrateurs au profit de ceux du préfet régional; pouvoirs du préfet régional; ses observations sur les Z.U.P. et les Z.A.D.; cumul des fonctions de préfet régional et de délégué général du District; schémas de structure et plans directeurs d'intérêt*

communal; écrasement dont les collectivités locales sont victimes; mission de Paris et de la région parisienne; nécessité de relier par des voies de communication suffisantes les métropoles d'équilibre et la capitale; développement des moyens de transport et des téléphones [17 novembre 1967] (p. 5084, 5085, 5086).

Prend part à la discussion du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Ses observations sur les paroles de M. Joxe* [28 novembre 1967] (p. 5282); *question des actes commis par les agresseurs du F.L.N.* (p. 5287).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes du logement : *Augmentation des loyers; critiques de l'arrêté du 3 octobre 1967; prix des loyers demandé par les compagnies d'assurances, propriétaires d'immeubles de catégorie 1 sur les boulevards Saint-Germain ou Raspail* [15 décembre 1967] (p. 5965).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale, sans débat, relative aux problèmes de logement [19 avril 1968] (p. 1212, 1213, 1214).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative aux manifestations d'étudiants [8 mai 1968] (p. 1592).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Situation des rentiers-viagers; ses observations sur l'arrêté du 5 avril 1963* [9 mai 1968] (p. 1685);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, relative au placement des artistes du spectacle : *Ses observations sur ce texte; statut juridique des artistes du spectacle et des mannequins; législation sociale* [15 mai 1968] (p. 1850); avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Détermination du contrat de travail)* (p. 1851); *qualification juridique du contrat des artistes du spectacle* (p. 1851); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer au mot « annuelle » le mot « triennale »* (p. 1852); *durée de la licence d'agent artistique* (p. 1852); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « sous réserve du droit pour les syndicats d'artistes du spectacle d'assurer le placement de leurs membres »* (p. 1852); *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 1852); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le présent texte s'applique aux organisateurs de spectacles « producteurs ou tourneurs » même pourvus d'autorisations délivrées par le Ministre des Affaires culturelles »* (p. 1852); *ses observations sur son amendement* (p. 1852, 1853); Art. 4 : *Son amendement tendant après les mots « agent artistique » à insérer les mots « s'il n'est pas français ou ne peut justifier d'une résidence en France depuis dix ans et »* (p. 1853); *condition pour être agent artistique agréé* (p. 1853); Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « L'héritier en ligne directe ou collatérale du titulaire de l'agence devra demander la licence mais pourra continuer d'exercer le placement sous réserve qu'il ait demandé la délivrance de la licence dans le mois du décès du titulaire »* (p. 1853); *situation résultant de la mort du directeur d'une agence; retrait de son amendement* (p. 1853); après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Sauf réciprocité entre la France et leur pays, les agents artistiques étrangers ne pourront effectuer de placement d'artistes en France sans passer par le canal d'une agence artistique française »* (p. 1853); *défense des artistes français contre la concurrence des artistes étrangers* (p. 1854);

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale, avec débat, relative aux ventes d'armes au Moyen-Orient : *Embargo décidé par le Gouvernement sur les armes destinées aux pays ayant participé à la guerre du Moyen-Orient; inconvénients en résultant pour Israël; vente par la France de 54 avions de combat à l'Irak; citations de la presse arabe; « la prétendue neutralité » française* [17 mai 1968] (p. 1934); *bombardement de la petite ville de Natanya par l'aviation irakienne; livraison à Israël des 18 avions bloqués à Istres* (p. 1938, 1939).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale, sans débat, relative au transfert à Périgueux de l'imprimerie des timbres-poste [17 mai 1968] (p. 1953, 1954).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur la police* [22 mai 1968] (p. 2057).

FRÉVILLE (M. Henri), *Député d'Ille-et-Vilaine, 1re circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Evolution des crédits de fonctionnement; part du budget de l'Education nationale dans l'ensemble du budget; dépenses d'investissement; budget de l'Education nationale dans le cadre du Ve Plan; prévisions du Ve Plan; progression des crédits affectés à la recherche; enseignement du premier degré; généralisation de l'obligation scolaire; enseignement technique; dotations consacrées à l'enseignement supérieur; institut universitaire de technologie; crédits consacrés aux établissements réservés aux enfants inadaptés; budget de fonctionnement; créations de postes de secrétariat administratif et de gestion; charges des collectivités locales; insuffisance des locaux du second degré et de l'enseignement supérieur* [26 octobre 1967] (p. 4187 à 4189);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 : *Difficultés financières des collectivités locales; investissements des collectivités locales; charges des collectivités; rendement de l'impôt; insuffisances du texte; structures administratives; communautés urbaines* [22 novembre 1967] (p. 5153, 5154); *ses observations sur la motion de renvoi; rôle de la commission mixte chargée de l'étude des problèmes posés par la répartition des charges financières entre l'Etat et les collectivités locales* (p. 5157); ses explications de vote : *Répartition des impôts; modification des structures de la fiscalité communale; son vote sur le projet de loi* (p. 5181);

— sur la motion de censure : *Problème de l'objectivité de l'O.R.T.F.; décision du Conseil constitutionnel; principes directeurs d'une réforme de la radio-télévision française; nécessité de confier la direction de la R.T.F. à un conseil d'administration dont la majorité des membres ne seraient pas nommés par le Gouvernement; institution d'un comité de contrôle veillant à l'objectivité des programmes; possibilité d'accorder au Gouvernement de disposer officiellement d'un certain nombre d'heures d'émission; ses observations sur le rapport Diligent; statut de l'O.R.T.F.; question de la tutelle des informations; information radiodiffusée et télévisée devenant un phénomène international; définition des règles internationales de l'information; rôle du conseil d'administration de l'O.R.T.F.; proposition de M. Montagne tendant à créer une commission spéciale chargée d'enquêter sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. pendant la période du 1er décembre 1966 au 11 mars 1967; rôle du service de liaison interministérielle pour l'information; problème de l'objectivité de l'O.R.T.F.; nécessité pour l'O.R.T.F. de publier deux fois l'an un rapport public; ses observations sur la proposition Carcassonne relative au droit de réponse sur les ondes; introduction de la publicité à l'O.R.T.F.; ses critiques sur la politique de l'information* [23 avril 1968] (p. 1259 à 1262); *ses observations sur la presse issue de la Libération; amendement Diligent, ses cosignataires* [24 avril 1968] (p. 1309, 1310).

FREY (M. Roger), *Député de Paris, 11e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre d'Etat
chargé des relations avec le Parlement
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556)

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569);

— Ministre d'Etat chargé des relations avec le Parlement (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat, chargé des relations avec le Parlement (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 [*J. O.* du 31 mai 1968] (p. 5322).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes : *Position du Gouvernement sur la crise du Proche-Orient; son opposition à la question préalable déposée par M. Defferre* [6 juin 1967] (p. 1615).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Ses observations sur les paroles de MM. Médecin, Defferre, Ruffe et Mondon; question du rapport de M. Capitant sur la proposition de loi sur l'amnistie* [15 juin 1967] (p. 1842).

Ses observations sur la clôture de la session : *Hommage au travail parlementaire, aux parlementaires et au personnel de l'Assemblée; problème de la réforme du Règlement* [1er juillet 1967] (p. 2596).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Duhamel : *Problème de la candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun; position de la France* [20 décembre 1967] (p. 6087).

— sur la clôture de la session : *Hommage pour le travail accompli par l'Assemblée Nationale; ses vœux* [20 décembre 1967] (p. 6091).

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu à la mémoire de Marcel Guyot, Gabriel Macé et Julien Cazelles [2 avril 1968] (p. 967).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Defferre, Palmero, Juquin et Mondon : *Projet de loi d'amnistie; situation de l'université* [14 mai 1968] (p. 1786).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Achille-Fould : *Gouvernement devant tenir le Parlement informé des événements* [22 mai 1968] (p. 2054).

FRYS (M. Joseph), *Député du Nord, 7e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Situation économique du Nord; stagnation économique de cette région; ses conséquences; nécessité d'aider cette région* [20 avril 1967] (p. 755);

— sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Problème de la région du Nord; cas de la rénovation dans cette région; importance du chômage; création d'industries de reconversion; création de centres de recherches scientifiques et techniques* [30 juin 1967] (p. 2488, 2489).

G

GAILLARD (M. Félix), *Député de la Charente, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

GALLEY (M. Robert).

Ministre de l'Equipement
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

Est nommé Ministre de l'Equipement et du Logement (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Equipement et du Logement (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

GARCIN (M. Edmond), *Député des Bouches-du-Rhône, 6e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (no 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à proroger pendant cinq années à compter du 1er décembre 1967 les dispositions des articles 7 et 8 de la loi no 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite, **no 557** [7 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur les manifestations organisées contre les bombardements américains au Nord Viet-Nam; jeunesse aspirant à la paix; durée du service militaire; possibilité de ramener la durée du service militaire à un an; nécessité de relever le montant du prêt de 0,50 franc à 1 franc*

par jour; possibilité de l'aligner sur le salaire minimum interprofessionnel garanti; son souhait que soient prévus certains voyages gratuits pendant la durée du service militaire, des lieux de la garnison jusqu'à la résidence de la famille; problème du quart de place; exemple des soldats qui ont participé à la lutte contre la pollution des plages bretonnes; modalités d'application de la loi du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national; question de l'allocation militaire [24 mai 1967] (p. 1280, 1281);

— sur la déclaration du gouvernement relative à l'Education nationale : *Charges des communes et des départements; ses observations sur les décrets du 31 décembre 1963 relatifs aux constructions d'écoles publiques du premier degré, du 27 novembre 1962 relatif aux constructions nouvelles du second degré et du décret du 30 avril 1963 relatif aux allocations scolaires; équipement sportif; exemple de situations précises de petites communes des départements des Bouches-du-Rhône, du Var, des Yvelines et de l'Isère; augmentation constante de la part communale dans le financement des constructions scolaires; problème de l'acquisition des terrains par les communes; nationalisation des collèges d'enseignement secondaire; répartition et utilisation des allocations scolaires* [31 mai 1967] (p. 1467 à 1469).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement élémentaire et maternel; constructions scolaires; charges des collectivités locales; objectifs du Ve Plan; ses observations sur les effectifs des élèves-maîtres et sur les remplaçants en stage dans les écoles normales; prolongation de la scolarité obligatoire; création de postes d'instituteurs; subventions forfaitaires de l'Etat pour les constructions scolaires du premier degré; prise en charge par l'Etat des indemnités de logement aux instituteurs; enseignement privé; fermeture de classes rurales* [26 octobre 1967] (p. 4211, 4212).

Mise au point au sujet du vote de M. Fajon sur les crédits des rapatriés [7 novembre 1967] (p. 4605).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Article unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « I. — Le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965, est remplacé par le texte suivant : « Un service actif de douze mois » ; II. — Les mesures d'application devront intervenir avant le 1er janvier 1969 »* [15 novembre 1967] (p. 4977); *modalités du recrutement en vue de l'accomplissement du service national; nombre des engagés* (p. 4977).

GAUDIN (M. Pierre), *Député du Var, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant du conseil supérieur de l'hydraulique [22 juin 1967] (p. 2095).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 881); *Situation dramatique des viticulteurs; vocation viticole du département du Var; arrêt des importations (Notion de complémentarité); distillation des vins restés sous douane; application du tarif extérieur commun; contrôle de la qualité; interdiction du coupage; soutien des prix; baisse de la fiscalité; fin de la campagne anti-vin; endettement des viticulteurs; construction de nouvelles cuveries; problème du Marché commun (vins d'Espagne)* (p. 907 à 909); *possibilité de faire bénéficier des prêts du crédit agricole les viticulteurs non assurés; importations de vins de Tunisie et indemnisation des Français expropriés* (p. 927).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, une question orale,

sans débat, relative à l'accélération des travaux du canal de Provence [26 avril 1968] (p. 1404).

GEORGES (M. Maurice), *Député de la Seine-Maritime, 6e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assembéel prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle : *Utilisation de la pilule contraceptive; courbe démographique de la France; conséquences de la pilule* [1er juillet 1967] (p. 2576, 2577); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « sur ordonnance médicale », à ajouter les mots « cette ordonnance devra être contresignée par deux médecins »* (p. 2580); *rôle du médecin* (p. 2580); en deuxième lecture : *Aspect moral de la question; aspect démographique du problème; courbe de la natalité de la France; contrôle médical; risques d'une prescription trop libérale; avis de l'Académie de médecine* [14 décembre 1967] (p. 5886 à 5888); Art. 3 : *Son amendement tendant après le quatrième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « La pilule contraceptive ne peut être délivrée que sur ordonnance médicale signée par deux médecins dont un médecin spécialiste des questions endocriniennes ou gynécologiques »* (p. 5898); *ses observations sur son amendement; opinion de l'Académie de médecine* (p. 5898);

— en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation foncière, Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article : 1° après les mots « collectivité publique » à insérer les mots « ou un établissement public »; 2° après les mots « cette collectivité » à insérer les mots « ou cet établissement public »* [30 novembre 1967] (p. 5390); *ses observations sur son amendement* (p. 5390).

GERBAUD (M. François), *Député de l'Indre, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035).

Cesse d'appartenir à cette Commission [2 juin 1967] (p. 1591).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à définir la « mort clinique » et à permettre le prélèvement d'organes en vue de greffes sur d'autres personnes, **n° 621** [19 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 754), prévoyant la possibilité pour les conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale de créer des commissions comportant des membres extérieurs, **n° 840** [28 mai 1968].

Intervention :

Prend part au débat sur la question orale de M. Abelin relative au reclassement du personnel français des bases américaines : *Situation de la région de Châteauroux après la fermeture de la base américaine; nombre de demandes d'emploi non satisfaites; mesures envisagées pour redonner vie à la Serima; nécessité d'orienter l'usine vers l'assemblage d'avions* [12 avril 1967] (p. 633).

GERNEZ (M. Raymond): *Député du Nord, 16e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

GIRARD (M. Florimond), *Député de la Savoie, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Pierre Dumas, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 950).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1967] (p. 1039), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 538), adopté par le Sénat, relatif aux troupes de marine et à l'administration de l'armée dans les départements et territoires d'outre-mer, **n° 571** [12 décembre 1967].

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux troupes de marine et à l'administration de l'armée dans les départements et territoires d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur : Abrogation des dispositions qui conféraient aux troupes de marine une organisation autonome; regroupement des personnels; composition et mission des forces stationnées outre-mer; ses observations sur l'artillerie et l'infanterie de marine; constitution d'une armée unique dite « troupes de marine »* [12 décembre 1967] (p. 5792).

GISCARD d'ESTAING (M. Valéry), *Député du Puy-de-Dôme, 2e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé membre de la Commission consultative du cinéma [9 juin 1967] (p. 1735).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de programme (n° 517) relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites, **n° 539** [1er décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur la projet de loi de programme (n° 599), modifié par le Sénat, relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites, **n° 602** [19 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — Annexe n° 1. — Affaires culturelles, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion sur la motion de censure, ses explications de vote : *Objet du*

débat; sa confiance dans l'action du chef de l'Etat; procédure de la délégation de pouvoirs; nécessité du dialogue; importance et utilité du travail parlementaire; durée de la délégation de pouvoirs; ouverture d'un débat économique et financier; mission de la majorité; nécessité du dialogue pour la France [20 mai 1967] (p. 1210, 1211).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Définition d'une politique économique moderne; situation économique actuelle; ralentissement de la croissance; choix du taux de croissance du Ve Plan; ses observations sur les clignotants du commerce extérieur; causes du ralentissement de l'activité économique française; évolution de nos exportations; fléchissement de la demande de consommation intérieure; rôle des investissements privés; apparition d'une épargne de précaution devant les incertitudes de l'emploi; fléchissement de l'activité de la construction; nécessité de prendre des mesures compatibles avec le Marché commun et le Ve Plan; importance de la date du 1er juillet 1968; dégradation de la compétitivité de nos prix par rapport à ceux de nos principaux concurrents; ses observations sur les dépenses publiques; équilibre des finances publiques; nécessité de rechercher la reprise de l'activité économique dans trois directions: l'investissement privé, l'exportation et le logement; problème des entreprises nationales; question des régimes sociaux; politique d'argent à bon marché; problème de la T.V.A.; rôle du crédit épargne-logement; nécessité de faire en sorte que le Trésor puisse s'abstenir d'être demandeur d'épargne; absence de lancement d'un emprunt d'Etat à l'automne* [29 juin 1967] (p. 2385 à 2388); *ses observations sur les paroles de M. Debré; déduction d'investissements; ses observations sur les conditions de cette déduction* [30 juin 1967] (p. 2485).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, En seconde délibération, Art. 10 : *Ses observations sur la notion de périmètre* [1er juillet 1967] (p. 2519);

— sur la motion de censure : *Caractères du débat; rôle de la majorité; extension à l'agriculture de la taxe sur la valeur ajoutée; ratification des ordonnances; organisation du travail de la majorité; possibilité de confier au bureau des deux groupes de la majorité le soin d'établir en commun la liste des améliorations à apporter aux textes législatifs* [10 octobre 1967] (p. 3456, 3457);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer après le paragraphe II-4° de cet article un nouveau paragraphe: « Les exploitants agricoles ayant opté pour la taxe sur la valeur ajoutée, et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 500.000 francs, pourront bénéficier, à leur demande, d'un régime forfaitaire d'imposition. Les conditions d'établissement de ce forfait seront définies dans le projet de loi de finances pour 1969. Elles seront applicables à partir du 1er janvier 1969 »* [17 octobre 1967] (p. 3673); *ses observations sur la loi du 6 janvier 1966; problème de l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture; cas des ventes au détail; situation des commerçants et des artisans; cas du forfait; insuffisance des moyens administratifs; servitudes pour l'agriculture de l'extension de la T.V.A.; question du contentieux sur cet impôt; égalité fiscale entre les circuits commerciaux; compenser pour l'agriculture les charges que la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires risque d'entraîner pour elle; incitation à la modernisation et à l'investissement; régime d'imposition forfaitaire; impréparation de l'agriculture à l'application d'un impôt moderne; problème de la durée du forfait; ses observations sur les conditions dans lesquelles un régime d'imposition forfaitaire de la T.V.A. sera proposé aux exploitants agricoles; situation des exploitants qui n'opteront pas pour la T.V.A.; remboursement forfaitaire sur les ventes; ristourne sur les achats de matériel agricole* (p. 3673 à 3675); *son amendement tendant à rédiger comme suit le paragraphe III de cet article: « Les sommes encaissées à partir du 1er octobre 1968 au titre des dispositions du dernier alinéa de l'article 22 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954, modifiées par l'article 3 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 et relatives à la baisse sur le matériel agricole, s'imputeront sur le remboursement forfaitaire prévu au paragraphe premier du présent article. Le taux de la baisse est ramené à 6,25 % à partir du 1er janvier 1968 »* (p. 3677, 3678); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de *Rapporteur spécial: Ses observations sur la culture; son rapport se*

plaçant sur le plan de la législature et non sur le plan du rapport annuel; part de la culture dans l'ensemble du budget; objectifs du Ve Plan; enseignement artistique; équilibres du VIe Plan; monuments historiques; évolution du volume des crédits; direction de l'architecture; gestion des bâtiments civils; implantation en province des conservations des bâtiments de France; rapports entre l'Etat et les architectes; distinction entre les architectes en chef et les architectes fonctionnaires; possibilité de désigner un architecte par monument historique; problème de la protection des sites et des ensembles; ses observations sur l'archéologie; interruption des travaux de construction entrepris dans l'agglomération marseillaise; possibilité de faire visiter plus largement le musée des antiquités nationales de Saint-Germain; aide à la construction artistique; enseignement de l'architecture; Ecole nationale d'architecture de Marseille; établissement d'une école nationale d'architecture dans les bâtiments des petites écuries de Versailles; réforme des études d'architecture; enseignement des arts plastiques; écoles de Nancy et de Nice; éducation de la musique; diffusion de la culture; rôle des musées; création d'un poste de conservateur du musée du Louvre; création d'emplois de commentateurs ou de présentateurs au musée d'art moderne; problème de l'encadrement administratif des musées; décentralisation lyrique; aide consentie aux théâtres privés; théâtres lyriques nationaux; ses observations sur l'Opéra et l'Opéra-Comique; apparition d'un « théâtre lyrique populaire »; résultats des maisons de la culture [9 novembre 1967] (p. 4754 à 4757); après l'Art. 63 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 4775); En seconde délibération, après l'Art. 8 : *Ses observations sur la baisse sur le matériel agricole concernant les coopératives d'utilisation du matériel agricole* [10 novembre 1967] (p. 4917, 4918); En deuxième lecture, Art. 7 : *Taxes sur les produits de grande consommation; variation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée; ses observations sur les droits spécifiques et les droits d'accise* [7 décembre 1967] (p. 5647, 5648); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du VI de cet article proposé par l'amendement de M. Rivain (Réduction, par décrets, des tarifs des imptôs, droits ou taxes portant sur les produits de grande consommation)* (p. 5648);

Ses vœux d'un prompt rétablissement de la santé de M. Michel Debré, Ministre de l'Economie et des Finances [24 octobre 1967] (p. 4039).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Ses observations sur les paroles de M. Cazenave* [23 novembre 1967] (p. 5196); ses explications de vote : *Son impossibilité de voter le projet de loi en raison de la réapparition de l'impasse et du déficit* (p. 5221);

— du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur la première loi de programme; protection des sites; travaux réalisés à Versailles; réapparition des fresques du Primatice à Fontainebleau; remise en état de la Cour carrée au Louvre; ses observations sur le pavillon de Flore; travaux sur la façade de Notre-Dame de Paris; question des monuments appartenant aux collectivités locales; nécessité d'éviter une sorte de vente aux enchères des programmes et une dispersion des crédits sur un trop grand nombre d'opérations; problème des indemnités; question des sanctions; rôle des inspecteurs des sites; illumination de Paris* [6 décembre 1967] (p. 5613 à 5615); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « La contribution de l'Etat ne pourra être inférieure à la participation des collectivités locales intéressées »* (p. 5625); *ses observations sur son amendement* (p. 5625); *retrait de son amendement* (p. 5626); après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Palewski* (p. 5626); En deuxième lecture : *Obligation des commissions départementales des sites* [19 décembre 1967] (p. 6010, 6011);

— sur la motion de censure : *Ses observations sur l'allusion faite par M. Pompidou sur sa présence à un conseil consacré au problème de la publicité à la télévision qui se serait tenu le 11 mars 1965 à l'Elysée; son emploi du temps ce jour-là* [24 avril 1968] (p. 1322); *nécessité de ne pas faire allusion aux discussions et aux délibérations des différentes instances gouvernementales* (p. 1322);

— sur la motion de censure : Ses explications de vote : *Situation actuelle; crise nationale; caractères du débat; ses observations sur l'équipe gouvernementale; politique du Gouver-*

nement; signification de la motion de censure; son refus d'ajouter l'aventure au désordre; nécessité de changer la manière dont la France est gouvernée; association des Français à la préparation et à l'élaboration des décisions intéressant leur propre vie; concessions en matière économique et financière; ses observations sur l'opposition; rôle du Président de la République; mouvement de la jeunesse française; nécessité d'un « humanisme dialogué » et d'une « démocratie partagée » [22 mai 1968] (p. 2048 à 2050).

GODEFROY (M. Pierre), *Député de la Manche, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'institution de normes biologiques du lait et au paiement du lait à la qualité biologique, **n° 158** [27 avril 1967].

Retire sa proposition n° 158 [30 mai 1967] (p. 1417).

Sa proposition de loi relative à l'institution du paiement du lait en fonction de sa composition et de sa qualité bactériologique, **n° 254** [1er juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — Annexe n° 11. — Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Respect du prix du lait; soutien du marché du beurre; nécessité de mettre au point à Bruxelles une politique commune pour la résorption des excédents* [12 avril 1967] (p. 615);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Catastrophe du Torrey Canyon; diminution du prix de vente moyen du poisson; conditions de travail des pêcheurs; possibilité de développer la propagande en faveur des produits de la mer; problème de l'indemnisation; nécessité de faire bénéficier les pêcheurs français de conditions aussi favorables que celles des pêcheurs européens; exemple du plan bleu en Allemagne* [26 avril 1967] (p. 835);

— sur les questions orales relatives à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires : *Nouvelle conception de la fiscalité agricole; déduction forfaitaire correspondant à la T.V.A. incorporée dans les biens industriels* [2 juin 1967] (p. 1588).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial: Budget du F.O.R.M.A.; déséquilibre structurel dans le secteur des produits laitiers; déséquilibres circonstanciels dans le secteur des viandes bovine et porcine; stagnation de nos exportations vers les pays de la communauté; causes du marasme; subvention du F.O.R.M.A.; taxe de reprise sur la betterave* [7 novembre 1967] (p. 4634, 4635); *ses observations sur le F.E.O.G.A.; retard de la France dans le domaine de la génétique* (p. 4635);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Conséquences de l'application de la T.V.A. sur le prix de vente des cidres; prix de la bière* [9 mai 1968] (p. 1687).

GORSE (M. Georges), *Député des Hauts-de-Seine, 10e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre de l'Information
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569);

— Ministre de l'Information (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). — Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Information (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INFORMATION ET O.R.T.F. : *Ampleur et variété des tâches dévolues à l'information; O.R.T.F.; équilibre budgétaire de l'Office; problème de la redevance; introduction de la publicité à l'O.R.T.F.; ses raisons d'ordre économique et technique; conditions d'introduction de la publicité à l'O.R.T.F.; extension des exonérations de la redevance; couverture du territoire national par la première chaîne; création d'une troisième cha[ne; allongement de la durée des émissions; création d'une agence de presse filmée et télévisée; rapports entre le Gouvernement et la presse; prix des journaux; ses observations sur « l'amendement Diligent »; intervention du Conseil constitutionnel pour savoir si l'introduction de la publicité à l'O.R.T.F. relève du domaine réglementaire ou du domaine législatif; coût de certaines émissions; ses observations sur l'émission « Jacquou le croquant »* [10 novembre 1967] (p. 4864 à 4866); *résultat des sondages d'écoute des deux chaînes; ses observations sur France-Culture et France-Musique; question des programmes; ses observations sur le cinéma* (p. 4867, 4868); *problème de la publicité; question de l'information; constitution de la Commission statutaire parlementaire; problème de l'objectivité; ses observations sur les paroles de M. Mitterrand en 1949; journal télévisé; objectivité dans l'information; ses observations sur « Cinq colonnes à la une », « Panorama » et « En direct avec »; rôle des journalistes de France-Inter et de la télévision* (p. 4890 à 4892); *conditions d'écoute de la Corse; liaison hertzienne avec Ajaccio; liaison hertzienne avec Bastia; bicentenaire de la naissance de Napoléon; perspectives de carrière du personnel; ses observations sur le disque « Octobre »; commémoration du cinquantenaire de la Révolution d'octobre; recours de l'O.R.T.F. à des productions extérieures; question de la possibilité d'un emprunt; nécessité d'étendre les exonérations de la redevance dont bénéficient les vieillards; représentation des journalistes au sein du conseil d'administration de l'O.R.T.F.; question de l'intégration des pigistes* (p. 4892, 4893); *détermination de la comptabilité de l'Office; insuffisance des équipements des programmes de Saint-Pierre; introduction de la publicité à l'O.R.T.F.; liberté d'expression de la presse; possibilité d'accès des entreprises, petites et moyennes, ainsi que des groupements de petites entreprises à la publicité; introduction de la publicité de marques à la télévision; ses observations sur « l'amendement Diligent »; rôle du Conseil constitutionnel en la matière; perception de la redevance* (p. 4893, 4894); après l'Art. 74 : *Application de l'article 100, alinéa 3, du Règlement* (p. 4896);

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées par des stations hors des territoires nationaux et relatif à cette répression : *Législation en matière de radiodiffusion; partage des fréquences entre les différentes catégories d'usagers; ses observations sur les stations pirates; défense de l'ordre public international* [14 novembre 1967] (p. 4942, 4943); Art. 9 et 10 : *Ses observations sur les amendements de M. Le Tac* (p. 4944).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance du 7 janvier 1959 portant organisation de la Défense nationale* [14 novembre 1967] (p. 4944).

Prend part à la discussion sur la motion de

censure : *Ses observations sur les paroles de M. Roland Dumas; diffamation à l'égard de certains fonctionnaires* [23 avril 1968] (p. 1246); *ses observations sur le texte de la motion de censure; intervention de M. François Mitterrand le 19 juillet 1949 à l'Assemblée Nationale, celle de M. Gazier en 1951 et celle de M. Gérard Jaquet en 1957; politique de la IVe République en matière d'information* (p. 1248 à 1250); *interdiction faite pendant onze ans au Général de Gaulle d'être entendu à la R.T.F.; ses observations sur le service de liaison interministérielle pour l'information; projet de statut de l'O.R.T.F. élaboré par le contre-gouvernement; ses observations sur le journal télévisé; statut de l'O.R.T.F.; dignité du conseil d'administration; règles lors des campagnes électorales; retransmission des débats du Parlement; rôle des tribunes parlementaires; limites de la libéralisation; droit pour le Gouvernement de faire connaître sa politique; nécessité de remédier à la dispersion des sources de l'information gouvernementale; ses observations sur les exemples étrangers; rôle des bureaux régionaux d'information* (p. 1251 à 1253); *problème des déplacements du personnel; apparition de M. Defferre dans le journal télévisé régional; intervention de M. Jacques-Bernard Dupont; programmes de l'O.R.T.F.; importance de l'information française pour l'étranger; information politique des Français* (p. 1253 à 1255); *ses observations sur les paroles de M. Chambaz* (p. 1263).

GOSNAT (M. Georges), *Député du Val-de-Marne, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôt :

Sa proposition de loi instituant un statut des immigrés, **n° 148** [27 avril 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Situation du Val-de-Marne, exemple d'Ivry et de Vitry (opérations de concentration: Forges d'Ivry-Schneider, Postillon-Préfontaines; de décentralisation: établissements Van der Malle, se traduisant par des licenciements)* [26 mai 1967] (p. 1370);

— sur les questions orales relatives à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires : *Hausse des prix de détail* [2 juin 1967] (p. 1584).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Calcul de l'impôt sur les sociétés; présidents et directeurs généraux n'étant plus considérés comme des salariés; avoir fiscal accordé aux actionnaires; déduction pour investissements; exonération d'impôt sur le revenu des personnes physiques pour les revenus des valeurs mobilières; dépôt d'un projet de loi d'allégement de la fiscalité)* [12 octobre

1967] (p. 3575); *structure actuelle de la fiscalité directe; pouvoir d'achat des salariés; blocage du barème de la détermination de l'impôt; impôt sur les sociétés* (p. 3575, 3576); Art. 6 : *Liberté de la presse; situation des entreprises de presse; ses observations sur la loi du 2 août 1954 relative à la dévolution des biens de presse des entreprises collaboratrices* (p. 3584) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Construction du lycée de la porte de Clignancourt à Paris* [27 octobre 1967] (p. 4267); *utilisation du fort d'Ivry à des fins militaires* (p. 4267); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Institut géographique national; transfert à Bordeaux de cet Institut; son vote contre le titre III et contre l'ensemble du projet de budget* [9 novembre 1967] (p. 4831).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale, avec débat, relative aux problèmes du logement : *Drame du logement; question des loyers; orientation de la politique gouvernementale; réquisition des appartements neufs inoccupés; lutte contre la spéculation; développement des programmes H.L.M.; droit de préemption aux communes; nécessité d'augmenter le rythme annuel de construction* [15 décembre 1967] (p. 5952, 5953); *attitude du Ministre de l'Equipement et du Logement en matière d'offices départementaux d'H.L.M. à la suite de la création des nouveaux départements de la région parisienne* (p. 5962).

GOUHIER (M. Roger), *Député de la Seine-Saint-Denis, 5e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 100) autorisant la ratification d'un amendement à l'article 109, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies relatif aux conditions dans lesquelles pourra être réunie une conférence générale des membres des Nations Unies aux fins d'une revision de la Charte et adopté le 20 décembre 1965 par l'assemblée générale des Nations Unies, **n° 268** [2 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Son hostilité aux pleins pouvoirs et aux mesures autoritaires; déficit de la Sécurité sociale; plein emploi; politique sociale des Gouvernements de la Ve République; augmentation des tarifs du métro, des autobus, de la S.N.C.F., des prix du gaz et de l'électricité; budget familial des salariés de la région parisienne* [9 juin 1967] (p. 1731, 1732);

— du projet de loi autorisant la ratification d'un amendement à l'article 109, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies relatif aux conditions dans lesquelles pourra être réunie une conférence générale des membres des Nations Unies aux fins d'une revision de la Charte et adopté le 20 décembre 1965 par l'assemblée générale des Nations Unies, en qualité de *Rapporteur: Nombre des membres du Conseil de sécurité; détermination de la majorité obligatoire au Conseil* [13 juin 1967] (p. 1786).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne : *Insuffisance des transports en commun; mauvaise adaptation de la voirie; sous-équipement de la région parisienne; nécessité de donner la priorité aux transports en commun; circulation et stationnement des voitures dans Paris; accroissement du parc des autobus; création de nouvelles lignes; multiplication des couloirs réservés; prolongement du plus grand nombre possible de lignes de métro vers la banlieue; amélioration du réseau urbain de la S.N.C.F.* [17 novembre 1967] (p. 5089, 5090).

GRAILLY (M. Michel de), *Député de Paris, 15e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette commission [6 avril 1967] (p. 574).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Est nommé :

— membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [2 juin 1967] (p. 1591);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 22) tendant à modifier les article 36 et 37 du Règlement, **n° 131** [20 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 312), adopté par le Sénat, portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance n° 58-1273 du 22 décembre 1958, **n° 383** [30 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). I. — Territoires d'outre-mer, **n° 467** [17 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 365) autorisant l'approbation de la convention européenne du 30 novembre 1964, concernant la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition, **n° 657** [2 avril 1968].

Sa proposition de loi tendant à voir réputées non écrites les clauses des conventions interdisant la présence d'animaux domestiques dans les lieux à usage d'habitation, **n° 680** [17 avril 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 419) autorisant l'approbation de la convention européenne du 30 novembre 1964 pour la répression des infractions routières, **n° 728** [26 avril 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 643) autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire, en matière civile, commerciale et pénale, et à l'exequatur des jugements, en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967, **n° 731** [26 avril 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 680) tendant à voir réputer non écrites les classes des conventions interdisant la présence d'animaux domestiques dans les lieux d'habitation, **n° 768** [7 mai 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi (nos 692, 786)

tendant à modifier la loi nº 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, **nº 831** [22 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Royer tendant à modifier les articles 36 et 37 du Règlement, en qualité de *Rapporteur : Mode d'élection des commissions permanentes de l'Assemblée ; article 43 de la Constitution ; droits des groupes politiques ; actuellement, sept députés ne pouvant être membres d'une commission ; ses observations sur les deux systèmes envisagés lors de l'élaboration du règlement de l'Assemblée ; compétence générale des commissions permanentes ; souci de pénaliser les députés n'appartenant ou ne s'apparentant à aucun groupe ; principe de la priorité donnée au groupe politique pour la participation aux travaux de l'Assemblée et pour l'appartenance aux commissions ; effectif des deux commissions actuellement les plus nombreuses devant être calculé d'après les deux huitièmes de l'Assemblée Nationale, et les autres d'après le huitième ; dispositions transitoires ; ses observations sur la commission chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée ; possibilité de nommer cette commission au début de chaque législature et, chaque année, au mois d'avril* [26 avril 1967] (p. 824, 825) ; *ordre d'appel des articles par le président lors du vote* (p. 825) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 162 du Règlement par un nouvel alinéa : « Les commissions devront être saisies à cette fin dans un délai de dix jours à dater de la mise en application du présent article. Elles statueront au plus tard dans les dix jours suivant l'expiration de ce délai »* (p. 825) ; *dispositions transitoires* (p. 825, 826) ; *ses observations sur le délai de dix jours à dater de la mise en application du présent article* (p. 826) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration de l'habitat, Art. 6 : *Ses observations sur les règles de compétence et de procédure* [9 mai 1966] (p. 944) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter ainsi le premier alinéa de cet article : « Ce décret fixera, en outre, des règles de compétence et de procédure communes à l'ensemble des contestations relatives à l'application de la présente loi »* (p. 944) ; *nécessité de prémunir le locataire contre d'éventuelles manœuvres du propriétaire ; ses observations sur les règles de la procédure civile ; règles de compétence et de procédure* (p. 944) ; *application de l'article 34 de la Constitution* (p. 945) ; *application de la loi aux départements d'outre-mer* (p. 946) ; *retrait de l'amendement qu'il avait déposé avec M. Delachenal* (p. 946) ; Art. 6 (suite) : *Ses observations sur les quatre premiers alinéas de l'article 72 de la loi du 1er septembre 1948* (p. 947) ;

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Politique économique et sociale du Gouvernement ; ses observations sur la motion de censure ; bilan de l'action gouvernementale ; opportunité d'une accélération dans l'action ; démocratie étant l'action* [20 mai 1967] (p. 1206, 1207) ;

— du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, Art. 21 et Art. 22 : *Ses observations sur les amendements de M. Ithurbide* [6 juin 1967] (p. 1624) ; *obligation pour le syndic de présenter tous les trois mois un rapport au Procureur de la République* (p. 1624) ; Art. 24 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ithurbide* (p. 1625) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Tribunal prononçant le règlement judiciaire ou la liquidation des biens devant déterminer la date de la cessation des paiements ; indication des actes inopposables à la masse)* (p. 1625) ; *fixation de la date à laquelle certains actes accomplis par les débiteurs seront inopposables à la masse des créanciers ; protection de la masse des créanciers ; harmonisation de notre législation avec celle des pays de la Communauté économique européenne ; lien entre l'état de cessation des paiements et l'inopposabilité de certains actes à la masse des créanciers* (p. 1625, 1626) ; *rôle du tribunal* (p. 1626) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [7 juin 1967] (p. 1652).

Ses explications de vote sur l'ordre du jour complémentaire : *Question de la désignation d'un rapporteur en remplacement de M. Capitant, rapporteur de la proposition de loi sur l'amnistie* [15 juin 1967] (p. 1842) ; *question*

de la discussion de la proposition de loi sur l'amnistie (p. 1843).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'article 89, alinéa 4 du Règlement; discussion des propositions de loi sur l'amnistie; problème de la représentation de l'Assemblée Nationale aux assemblées européennes* [21 juin 1967] (p. 2021, 2022).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi nº 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et l'ordonnance nº 58-1352 du 27 décembre 1958 réprimant certaines infractions en matière de registre du commerce, Art. 22 *bis: Ses observations sur les paroles de M. Nungesser; réglementation du droit d'opposition* [30 juin 1967] (p. 2496); en deuxième lecture, Art. 22 *bis: Conditions auxquelles est subordonnée l'autorisation donnée aux sociétés en nom collectif qui voudront garder leur nom* [1er juillet 1967] (p. 2570);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance nº 58-1273 du 22 décembre 1958, en qualité de *Rapporteur: Tribunal de grande instance de la Seine; séparation entre le domaine législatif et le domaine réglementaire; création de nouveaux tribunaux de grande instance dans les nouveaux départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne; modification du ressort des tribunaux de l'ancien département de Seine-et-Oise; cas du tribunal de commerce; dualité entre les professions d'avocat et d'avoué; problème de la création de nouvelles charges d'avoué devant les nouveaux tribunaux* [1er juillet 1967] (p. 2547 à 2549);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1º de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2º de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle, son rappel au Règlement : *Problème du renvoi en commission* [1er juillet 1967] (p. 2565, 2566); en deuxième lecture, Art. 5 *bis: Cas des territoires d'outre-mer; application de l'article 73 de la Constitution* [14 décembre 1967] (p. 5901);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis: Gestion administrative des territoires d'outre-mer; politique générale du Gouvernement à l'égard des territoires d'outre-mer; son désir de voir le Gouvernement présenter chaque année un état récapitulatif des crédits budgétaires consacrés aux territoires et aux départements d'outre-mer; ses observations sur les prises en charge des personnels; application de l'article 74 de la loi de finances pour 1964; prise en charge des fonctionnaires polynésiens; étatisation de la fonction publique polynésienne; statut du territoire des Afars et des Issas; problème des structures communales dans l'île de Tahiti; ses observations sur la Nouvelle-Calédonie; possibilité de confier des missions individuelles aux conseillers de Gouvernement; question du nickel; constitution d'une nouvelle société minière* [19 octobre 1967] (p. 3828, 3829); JUSTICE : *Crise de la justice dans l'Etat et dans la nation; ses observations sur le corps des magistrats; crise de recrutement; nombre des candidats au centre national d'études judiciaires; comparaison de la situation des magistrats de l'ordre judiciaire avec celle des magistrats de l'ordre administratif; revalorisation matérielle de la situation des magistrats; difficultés d'accès au prétoire; organisation inadaptée des professions judiciaires; réforme de l'assistance judiciaire; mise en état des causes; problème des professions judiciaires; dualité des professions d'avocat et d'avoué; question de la justice pénale; accroissement de la population pénale; question des méthodes pénitentiaires; détention préventive; adaptation du service public de la justice aux besoins de notre société moderne; hommage rendu à M. Foyer pour l'œuvre législative accomplie sous son impulsion* [23 octobre 1967] (p. 3968 à 3971); *ses observations sur les paroles de M. Massot* (p. 3976) *et sur celles de M. Ducoloné* (p. 3978); *ses observations sur les paroles de M. Joxe; réforme de la procédure; mise en état des causes* (p. 3985); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Renonce à son temps de parole* [2 novembre 1967] (p. 4340); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Accession à la propriété des H.L.M.; problème d'un règlement type de copropriété* [9 novembre 1967] (p. 4794);

— du projet de loi de finances rectificative

pour 1967, Art. 11 : *Régime de retraite de certains agents des collectivités locales intégrés dans un corps de fonctionnaires de l'Etat; situation des anciens membres de l'assemblée algérienne; possibilité de mettre à la charge de la caisse de retraite des membres de l'Assemblée Nationale le service des retraites auxquelles pouvaient prétendre les anciens membres de l'assemblée de l'Union française; possibilité de prendre une mesure analogue en faveur des anciens membres de l'assemblée algérienne* [23 novembre 1967] (p. 5210);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Ses observations sur la grâce amnistiante* [28 novembre 1967] (p. 5286); Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Massot* [14 décembre 1967] (p. 5906);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la suppléance du magistrat chargé du service de la juridiction de droit commun instituée sur le territoire des îles Wallis et Futuna, Article unique : *Ses observations sur les paroles de M. Krieg* [19 décembre 1967] (p. 6026);

— en deuxième lecture, du projet de loi modifiant et complétant la loi nº 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores, Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 32 de la loi du 22 décembre 1961 à substituer au mot « sur » le mot « après »* [19 décembre 1967] (p. 6041); *service des juridictions de droit territorial; nécessité d'un avis écrit* (p. 6041); *son sous-amendement tendant dans le texte proposé par l'amendement de M. Krieg à substituer au mot « favorable » le mot « donné »* (p. 6041); *avis du chef du Gouvernement territorial* (p. 6041); *rôle de la chambre des députés du territoire* (p. 6041);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Massot* [18 avril 1968] (p. 1126);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne du 30 novembre 1964 concernant la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition, en qualité de *Rapporteur : Nécessité de personnaliser la peine; ses observations sur les sursis simples, les sursis avec mise à l'épreuve ou probation et la libération conditionnelle; cas de dessaisissement de l'Etat requérant; problème de l'exécution des condamnations par l'Etat requis; rôle du Conseil de l'Europe; travail du comité européen pour les problèmes criminels* [18 avril 1968] (p. 1127); *ratification de la convention des droits de l'homme; ses observations sur notre système judiciaire; raisons pour lesquelles la convention européenne des droits de l'homme n'est pas ratifiée* (p. 1128);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne du 30 novembre 1964 pour la répression des infractions routières, en qualité de *Rapporteur : Principe de la territorialité de la loi pénale; insuffisance des procédures classiques de l'extradition; assouplissement du principe de la compétence territoriale des Etats en matière pénale; répartition des compétences territoriales; principe de la légalité des peines; problème de la grâce; coopération internationale en matière judiciaire* [2 mai 1968] (p. 1427, 1428);

— du projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes, Art. 24 : *Définition de la faute du remorqueur; conséquences d'un défaut d'entretien du bateau remorqueur; notion de faute lourde* [2 mai 1968] (p. 1432, 1433); Art. 42 : *Ses observations sur l'amendement déposé à cet article; retrait de cet amendement* (p. 1434).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur les réactions de l'Assemblée à l'annonce de la démission de M. René Capitant de son mandat de député* [21 mai 1968] (p. 1993).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur les paroles de M. Dreyfus-Schmidt et le style du rapport; détermination de la qualification pénale* [22 mai 1968] (p. 2056); Art. 4 : *Exclure du bénéfice de l'amnistie les délits de vol* (p. 2062).

GRANET (M. Paul), *Député de l'Aube, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de

la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Etablissement d'un impôt foncier ; réforme du régime de l'expropriation ; associations foncières urbaines ; réforme du permis de construire ; régime des concessions immobilières ; légalisation d'une taxe d'équipement ; création d'un impôt foncier calculé à partir de deux éléments : une taxe foncière générale et une surtaxe de récupération des plus-values s'appliquant à des terrains qui peuvent théoriquement être urbanisés mais qui, en fait, sont nus ou mal utilisés ; diminution de la pression fiscale sur la consommation des logements ; ressources des communes ; ses observations sur les Z.A.D. ; problème de la municipalisation des sols ; schémas directeurs ; plans d'occupation des sols ; possibilité d'accepter un débat sur une question orale relative aux tendances de notre urbanisme à la prochaine rentrée parlementaire* [21 juin 1967] (p. 2007, 2008).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne : *Nécessité de procéder à un nouveau découpage des régions à la mesure de l'espace européen ; remodelage de la région Champagne-Ardennes ; problème de l'équilibre entre Paris et la province ; courant d'immigration vers Paris ; problème posé par la création de villes nouvelles ; élargissement de la région parisienne aux dimensions du bassin parisien (Troyes) ; liaison Seine-Moselle ; futures universités ; rôle dévolu à la vallée de la Seine en amont de Paris ; sa préférence pour l'option tendant à l'aménagement de Paris par le développement des régions* [17 novembre 1967] (p. 5087, 5088).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Crise sociale ; ses observations sur les étudiants* [22 mai 1968] (p. 2029, 2030) ; *rôle du comité de concertation ; attitude du corps enseignant ; réforme de l'université devant s'inspirer des exemples anglais et américain ; autonomie des universités ; sélection orientatrice* (p. 2030, 2031) ; *revision de la carte géographique universitaire ; gradation des diplômes ; éclatement du Ministère de l'Education nationale* (p. 2031).

GRENIER (M. Fernand), *Député de la Seine-Saint-Denis, 2e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Est élu vice-président de cette Commission [18 mai 1967] (p. 1070).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de

radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à organiser l'accès équitable à la radiodiffusion et à la télévision des organisations nationales représentatives des grands courants d'opinion, **n° 623** [19 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Garantie de l'emploi; chômage dans la région parisienne; ses observations sur la politique économique du Gouvernement; rôle des monopoles; possibilité de porter l'abattement à la base pour le paiement de l'impôt sur le revenu à 500.000 francs anciens; exemple d'un ménage d'ouvriers du textile du Nord; planification démocratique; revendications de la C.G.T.; réduction de la durée du travail; abaissement progressif de l'âge de la retraite* [29 juin 1967] (p. 2413 à 2415).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 23 : *Aide au cinéma français; rôle du fonds d'aide; suppression de l'aide à l'exploitation; Centre national du cinéma; prix des places; modernisation des salles; application de l'article 40 de la Constitution; fonds de péréquation; majoration des taux de la taxe spéciale* [13 octobre 1967] (p. 3627, 3628); Art. 29 : *Ses observations sur les paroles de M. Debré* (p. 3631); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Question de la mise à la disposition du public d'une parcelle du parc de la Légion d'honneur à Saint-Denis; refus par la municipalité des permis de construire demandés par la Chancellerie en vue de l'érection de divers bâtiments dans le parc; ses observations sur les pourparlers entre la Chancellerie et le district; consultation des élus de la population* [23 octobre 1967] (p. 3961); *nécessité d'associer la municipalité aux études préalables; question du rôle du district* (p. 3962); JUSTICE : *Problème social et humain que pose la jeunesse délinquante; causes de ce problème; insuffisance du budget de la Justice; rôle des juges des enfants; ses observations sur les centres d'observation et les instituts professionnels d'éducation; rôle de l'école de Savigny-sur-Orge* (p. 3980, 3981); AFFAIRES CULTURELLES : *Problème du cinéma; diminution du nombre des spectateurs; problèmes de la production et de la distribution; ses observations sur la technique de location d'un film français à succès avec l'obligation de louer les huit ou dix films américains qui l'accompagnent; création d'une sorte de banque nationale du cinéma; fonds d'aide au cinéma; relèvement du prix des films loués par l'O.R.T.F.; distribution des films; problème de l'exploitation; poids de la fiscalité; action des ciné-clubs; cinémathèque française; avenir de l'institut des hautes études cinématographiques* [9 novembre 1967] (p. 4771, 4772).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au financement de l'équipement hospitalier : *Création du nouveau centre hospitalier de Saint-Denis* [8 décembre 1967] (p. 5732).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 2 : *Problèmes relatifs aux personnes âgées; fonds national de solidarité; produits de la « vignette »; possibilité d'étudier un système de mise en relation des organismes officiels stockeurs du beurre avec les bureaux d'aide sociale; ses observations sur l'abattement à la base de 5.000 francs; résidences de M. Marcel Dassault* [10 mai 1968] (p. 1744 à 1746); *situation d'un ménage de petits retraités; ses observations sur l'abattement à la base* (p. 1747).

GRIMAUD (M. Jean), *Député du Morbihan, Ire circonscription (R.I.).*

En remplacement de M. Marcellin, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [9 mai 1967] (p. 951).

GRIOTTERAY (M. Alain), *Député du Val-de-Marne, 4e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568).

Donne sa démission de membre de cette Commission [2 novembre 1967] (p. 4352).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [3 novembre 1967] (p. 4454), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Cesse d'appartenir à cette Commission [25 avril 1968] (p. 1358).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à instituer un titre de reconnaissance de la nation au bénéfice des anciens d'A.F.N., **n° 432** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problème du logement; épargne-logement; allongement du moyen terme réescomptable; mise en place d'un marché de créances hypothécaires; réforme du permis de construire; nécessité d'un effort d'information et de prévision; importance de la direction de la statistique du Ministère; ses observations sur le déblocage des invendus; sa question de savoir si l'on envisagera, en faveur du logement, une mesure de déduction d'investissements; programmes de construction; prix des logements en location ou en vente; problème des coûts; question de l'industrialisation; logements sociaux; fixation des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable au bâtiment; problème des terrains; question de la rétention des sols; problème des transports; échec de certains programmes immobiliers réalisés en dehors de Paris; allocation de logement; ses observations sur le plafond des revenus exigé dans les H.L.M.* [9 novembre 1967] (p. 4795 à 4797).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale, avec débat, relative à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne [17 novembre 1967] (p. 5070) : *Schéma directeur; création à la périphérie de villes nouvelles appuyées sur des zones économiques actives; réaménagement du centre; équipements collectifs d'une agglomération moderne (transports); création d'un Office régional de l'eau et d'un Office d'habitation régional; nécessité de coordonner l'action des organismes chargés des équipements de base; consultation des élus locaux; coût du métro express; déficit de l'opération de la Défense* (p. 5073, 5074).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation foncière, Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter le*

cinquième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (Possibilité pour les différentes collectivités d'associer à l'élaboration des schémas directeurs et des schémas de secteur des représentants mandatés des divers groupes ou associations économiques, professionnels, sociaux ou culturels portant intérêt de par leurs activités ou compétences aux problèmes d'urbanisme) [30 novembre 1967] (p. 5382); *ses observations sur son amendement* (p. 5382); Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (Possibilité pour les différentes collectivités d'associer à l'élaboration des plans d'occupation des sols des représentants mandatés des divers groupes ou associations économiques, professionnels, sociaux ou culturels portant intérêt aux problèmes d'urbanisme)* (p. 5387); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à supprimer dans le troisième alinéa de cet article les mots: « sauf en ce qui concerne celles effectuées par les pépiniéristes en vue de la vente dans le cadre de leurs activités habituelles »* (p. 5388); *ses observations sur son amendement* (p. 5388); *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par les mots: « à l'exclusion de tous travaux, constructions, plantations représentant la continuation et le bon équilibre de toute exploitation agricole préexistante »* (p. 5388); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Droits du propriétaire d'un terrain réservé par un plan d'occupation des sols pour une voie ou un ouvrage public, une installation d'intérêt général ou un espace vert)* (p. 5391); *nécessité d'éviter que l'administration laisse traîner les expropriations* (p. 5391, 5392); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, à la fin du second alinéa après les mots « conseils généraux » à insérer les mots « et par les organismes professionnels, économiques, agricoles sociaux et culturels »* (p. 5399); Art. 6 *bis: Son amendement tendant, à la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 830-1 du Code rural à supprimer les mots « fixée en fonction du temps qui reste à courir sur le bail »* (p. 5404); Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Acquisition d'immeubles pour constituer des réserves foncières en prévision de l'extension ultérieure des agglomérations urbaines, de l'aménagement des espaces naturels et de la création de villes nouvelles; proportion de ces réserves foncières par rapport à la superficie communale)* (p. 5407); Art. 16 *ter* : *Son amendement tendant après les mots « des intéressés » à rédiger ainsi la fin du quatrième alinéa du texte proposé pour le paragraphe I de l'article 22* bis : *« dans le secteur en question et sur une maison de type analogue »* (p. 5412); Art. 16 *quater: Son amendement tendant après le mot « doit » à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa de cet article: « dans le secteur en question, être offert dans une maison de type analogue »* (p. 5412).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du logement une question orale, avec débat, relative aux problèmes du logement [15 décembre 1967] (p. 5948); *mesures prises pour assurer la relance de la construction; ouverture de nouveaux chantiers; évolution du logement locatif* (p. 5956).

GRUSSENMEYER (M. François), *Député du Bas-Rhin, 7e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p. 1319).

Est nommé membre du Comité de contrôle du Fonds forestier national [22 juin 1967] (p. 2095).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 7-IV de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, relatif au droit de préemption accordé aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S.A.F.E.R.), **n° 347** [22 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la propo-

sition de loi (n° 394) tendant à la protection des aires, de production des vins d'appellation d'origine contrôlée, **n° 543** [6 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Situation dans l'arrondissement de Wissembourg, cas des ex-travailleurs frontaliers, ouverture d'un centre de formation professionnelle accéléré à Soulz-sous-Forêts* [26 mai 1967] (p. 1364, 1365).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Nécessité d'industrialiser le nord de l'Alsace et plus spécialement l'arrondissement de Wissembourg; situation des chômeurs ex-frontaliers; rôle du Fonds de développement économique et social; restructuration de l'agriculture* [20 octobre 1967] (p. 3902, 3903); AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur la Sécurité sociale; situation des personnes âgées; cas des veuves, notamment des veuves âgées de 65 ans; travail des femmes* [25 octobre 1967] (p. 4118); INDUSTRIE : *Industrialisation du nord de l'Alsace; rappel des promesses gouvernementales; situation de l'arrondissement de Wissembourg; son classement en zone critique* [3 novembre 1967] (p. 4433, 4434); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Difficultés des arboriculteurs; problème de la commercialisation; ses observations sur les pommes à couteau françaises et plus spécialement la Golden delicious; réforme du contrôle; problème du contrôle frontalier; importation des jus de fruits* [8 novembre 1968] (p. 4676, 4677).

GUÉNA (M. Yves), *Député de la Dordogne, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre des Postes et Télécommunications
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Ministre de l'Information
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569);
— Ministre des Postes et Télécommunications (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). — Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515);

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Cesse d'être Ministre des Postes et Télécommunications.

Devient Ministre de l'Information (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou), Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968. p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Information (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou) Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Répond à la question orale, sans débat, de M. Restout relative au téléphone en milieu rural [10 mai 1967] (p. 980).

Répond à la question orale, sans débat, de Mme Ploux relative au licenciement d'auxiliaires des Postes et Télécommunications [13 octobre 1967] (p. 3620).

Répond à la question orale, sans débat, de Mme Prin relative à la notation du personnel des Postes et Télécommunications [13 octobre 1967] (p. 3620, 3621).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur les paroles de M. Wagner* [20 octobre 1967] (p. 3918); *investissements des télécommunications; problèmes de personnels; objectifs du Ve Plan; problème des tarifs; rôle de l'emprunt; avances remboursables des particuliers et des collectivités locales; équipement téléphonique du pays; Caisse nationale des télécommunications; nombre des demandes en instance; automatisation et liaisons interur-*

baines devant l'emporter sur les raccordements; rôle de la direction générale des télécommunications; création d'un bureau technique industriel; question des prix des marchés; service central de contrôle des prix; étude faite pour trouver une formule susceptible de faciliter les regroupements ou les fusions d'entreprises travaillant pour l'administration des télécommunications; nécessité d'obtenir de la profession des baisses de prix sensibles; conséquences de l'automatisation en ce qui concerne le personnel du téléphone; situation des auxiliaires; ses observations sur les services de la poste; cas des préposés ruraux; indemnité de panier; relèvement du montant de la prime de résultat d'exploitation; revalorisation de l'indemnité pour sujétions spéciales allouées aux inspecteurs principaux adjoints; revalorisation de l'indemnité de fonction allouée au personnel de la brigade roulante et de la brigade de réserve de Paris; revalorisation de la prime allouée pour utilisation de langues étrangères; revalorisation de l'indemnité horaire pour manipulation de fonds allouée aux agents des guichets; indemnité horaire pour travail de nuit; fusion des grades de préposé et de préposé spécialisé, d'agent technique et d'agent technique spécialisé; ristourne pour les repas pris dans les cantines; durée du séjour dans les colonies de vacances; subvention de l'administration aux sociétés de secours mutuel; montant des secours d'urgence; crédits pour l'action médico-sociale [20 octobre 1967] (p. 3918 à 3920); *ses observations sur les paroles de M. Morillon* (p. 3921); *distribution du courrier; part qui pourrait être attribuée, dans les bénéfices, au personnel des P.T.T.; statut de la fonction publique; problème des créations d'emplois; crédit prévu pour la revalorisation des indemnités; indemnité horaire pour le travail de nuit; problème de la médecine du travail; question de la réforme de structure de l'administration des P.T.T.; problèmes financiers; multiplication des appels à l'épargne; remboursement des « avances remboursables »; question des tarifs des communications téléphoniques; problème de la rémunération de l'Etat pour le service des chèques postaux; situation des populations rurales; ses observations sur les lignes longues des abonnés des zones rurales* (p. 3930, 3931);

Répond à la question orale, sans débat, relative au transfert à Périgueux de l'imprimerie des timbres-poste [17 mai 1968] (p. 1953, 1954).

GUERLIN (M. André), *Député des Hautes-Pyrénées, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Cesse d'appartenir à cette Commission [24 avril 1968] (p. 1333).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [24 avril 1968] (p. 1333).

Intervention :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Culture du maïs dans les régions pyrénéennes; stagnation des prix; augmentation des frais et des charges; question sur la « négociation Kennedy »; libéralisation du commerce des céréales; rôle de l'O.N.I.C.; péréquation du prix des transports en France; problème de la sécurité du travail agricole; protection contre les calamités* [29 juin 1967] (p. 2410, 2411).

GUICHARD (M. Claude), *Député de la Dordogne, 1re circonscription (R.I.).*

En remplacement de M. Guéna, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [16 mai 1967] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette commission [3 novembre 1967] (p. 4454).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 novembre 1967] (p. 4454), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la création, dans le cadre du Fonds national de l'emploi, d'une caisse autonome de garantie des emprunts contractés, **n° 559** [7 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Rénovation de l'éducation nationale; problème de l'aide sociale en faveur des étudiants; attribution des bourses; subventions aux restaurants universitaires; démocratisation de l'enseignement supérieur; question de l'origine socilae des étudiants; statut des étudiants; nécessité d'accroître le nombre et le taux des bourses; vérité des prix dans les restaurants et les cités universitaires; rôle du baccalauréat* [30 mai 1967] (p. 1415, 1416).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Caractères du budget; part du budget de l'Education nationale dans le budget général; mesures en faveur de l'enseignement élémentaire et secondaire; encadrement des élèves; ses observations sur la lecture publique et les bibliothèques; enseignement supérieur; effectifs du personnel enseignant dans les universités; instituts universitaires de technologie; vocation de l'enseignement supérieur; création d'un enseignement supérieur pré-universitaire décentralisé au niveau du département; question des transports scolaires; suppression de certaines écoles* [26 octobre 1967] (p. 4193, 4194).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative aux manifestations d'étudiants : *Agitation endémique dans les facultés; premiers incidents à la résidence universitaire d'Antony, événements de Nanterre; dégradation de la situation; incertitude de la jeunesse devant son avenir; responsabilité des universitaires et des étudiants; nécessité de revoir le système des examens, les méthodes pédagogiques, le programme d'enseignement et le statut du personnel enseignant; amélioration des conditions de vie des étudiants; participation des étudiants à l'organisation qui les concerne; nécessité de réaliser une véritable orientation en fonction des débouchés; mise en œuvre d'une profonde rénovation de l'Université* [8 mai 1968] (p. 1592, 1593, 1594).

GUICHARD (M. Olivier), *Député de la Loire-Atlantique, 7e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre de l'Industrie
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [13 avril 1967] (p. 656).

Est nommé Ministre de l'Industrie (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 (*J. O.* du 8 avril 1967, p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Cesse d'être Ministre de l'Industrie.

Devient Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Répond à la question orale, avec débat, relative à la situation des mines de fer de Lorraine : *Prospérité de la Lorraine de 1945 à 1963; perspectives ouvertes par l'étape finale du Marché commun; concurrence internationale;*

mesures prises par le Gouvernement pour parer aux conséquences de l'évolution économique; réduction du coût de transport du minerai lorrain vers la Sarre; prix du coke de Lorraine; création d'une raffinerie dans la région de Metz; création de la S.I.D.E.C.O.; aide financière accordée par la C.E.C.A.; formation professionnelle; classement de la région de Longwy en zone deux; situation des mines de fer de l'Ouest; Lorraine, région pilote; politique des voies navigables tendant à relier la Lorraine au sillon rhodanien et au bassin parisien, afin que la Lorraine reste une région pilote [10 mai 1967] (p. 992, 993 à 995).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives à la situation de l'industrie cotonnière [9 juin 1967] (p. 1722, 1723, 1726, 1727).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Maurice Herzog tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets : *Valorisation des brevets français* [1er juillet 1967] (p. 2585); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Cousté* (p. 2586); Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Toutefois, ne peut être valablement breveté comme médicament que le produit, la substance ou la composition présenté pour la première fois comme possédant des propriétés thérapeutiques »* (p. 2586); Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Couste* (p. 2587); Art. 18 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du paragraphe 2 de cet article (Notification du premier projet d'avis documentaire)* (p. 2587); Art. 19 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « produit pharmaceutique », le mot « médicament »* (p. 2587); *son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (Avis de nouveauté; modèle d'utilité)* (p. 2587); Art. 22 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Au terme d'un délai de dix-huit mois à compter du dépôt de la demande de brevet, ou à compter de la date de priorité, si une priorité a été revendiquée, le dossier de la demande est rendu public »* (p. 2588); Art. 24 : *Ses observations sur les amendements de M. Le Theule* (p. 2589); Art. 25 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots « du siège d'une cour d'appel »* (p. 2589); Art. 27 et 24 : *Ses observations sur les amendements de M. Le Theule* (p. 2589); Art. 28 : *Son amendement tendant après les mots « la propriété industrielle » à supprimer la fin de cet article* (p. 2589); Art. 29 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase de cet article : « Il décide de la délivrance du brevet ou du rejet de la demande : dans l'exercice de cette fonction, il n'est pas soumis à l'autorité de tutelle. Les décisions de rejet sont motivées »* (p. 2589); Art. 33 : *Son amendement tendant, au début du paragraphe 1 de cet article à substituer aux mots « Le brevet confère à son propriétaire le droit d'interdire à tout tiers », les mots « Le brevet comporte également, au bénéfice du propriétaire, l'interdiction de tout tiers »* (p. 2590); *son amendement, tendant au début du paragraphe 2, de cet article, à substituer aux mots « Le propriétaire du brevet peut également invoquer son droit exclusif contre tout tiers qui livre ou offre de livrer », les mots « Le brevet emporte également au bénéfice du propriétaire interdiction à tout tiers de livrer ou d'offrir de livrer »* (p. 2590); Art. 34 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les droits attachés au brevet ne s'étendent pas à la fabrication et à la vente des médicaments sous forme de préparation magistrale »* (p. 2590); Art. 36 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 1 de cet article : (Cas d'une personne de bonne foi qui, à la date de dépôt d'une demande de brevet, a connaissance d'une invention; utilisation de cette invention aux fins de son activité professionnelle)* (p. 2590); Art. 38 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « du siège d'une cour d'appel »* (p. 2591); *son amendement tendant, dans le paragraphe 5 de cet article, après les mots « le propriétaire du brevet n'exerce pas cette action » à supprimer la fin de ce paragraphe* (p. 2591); après l'Art. 38 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas où une invention ne peut être exploitée sans porter atteinte aux droits attachés à un brevet issu d'un dépôt antérieur)* (p. 2591); Art. 39 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « produits pharmaceutiques », le mot*

« *médicaments* » *et au mot* « *produits* » *le mot* « *médicaments* » (p. 2591); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe 2 de cet article à supprimer les mots* « *du siège d'une cour d'appel* » (p. 2591); Art. 40, 44 et 51 : *Ses amendements tendant à supprimer les mots* « *du siège d'une cour d'appel* » (p. 2591, 2592 et 2593); *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 2593); Art. 52 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 1 de cet article (Peine en cas d'atteinte portée sciemment aux droits du propriétaire du brevet)* (p. 2593); Art. 56 : *Son amendement tendant, à la fin de cet article, à supprimer les mots* « *ou à compter de la délivrance du brevet, au dernier échu de ces termes* » (p. 2593); Art. 57 : *Son amendemcnt tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à supprimer les mots* « *du siège d'une cour d'appel* » (p, 2593); Art. 58 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la nouvelle phrase suivante :* « *Il y a récidive au sens du présent article lorsqu'il a été rendu contre le prévenu dans les cinq années antérieures une condamnation pour le même délit* » (p. 2594); Art. 60 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2594); Art. 61 : *Son amendement tendant à supprimer dans cet article les mots* « *pour l'application de la présente loi* » (p. 2594); avant l'Art. 64 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article :* « *Les tribunaux de grande instance qui pourront être saisis en application des articles 25, 38, 39, 40, 44, 51 et 57 seront déterminés par un décret pris sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* » (p. 2594); Art. 64 : *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Cas des brevets issus de demandes déposées avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi)* (p. 2594) ; *rôle du conseil supérieur de la propriété industrielle* (p. 2595); En deuxième lecture : *Nécessité d'assurer une recherche de nouveauté dans un délai aussi court que possible et d'en publier les résultats; problème des abus de monopole* [14 décembre 1967] (p. 5864, 5865); Art. 1er : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Herzog après les mots* « *d'un titre de propriété* » *à ajouter* « *industrielle* » (p. 5867); *titre de propriété délivré par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle* (p. 5867); *notion de premier déposant* (p. 5867); Art. 2 *bis : Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Herzog, après le mot* « *titre de propriété* » *à ajouter le mot* « *industrielle* » (p. 5868); Art. 2 *ter : Son sous-amendement tendant, au début du texte proposé par l'amendement de M. Herzog après les mots* « *titres de propriété* », *à ajouter le mot* « *industrielle* » (p. 5867); *son sous-amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Herzog, après les mots* « *aux articles 18, 19* bis » *à ajouter les mots* « *19* ter, *premier alinéa* » (p. 5868); *certificat d'utilité* (p. 5868); Art. 3 *bis : Ses observations sur l'amendement de M. Roger* (p. 5869); Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 5869); Art. 8 *bis : Ses observations sur l'amendement de M. Cousté* (p. 5869); Art. 8 *quater : Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 5870); Art. 16 : *possibilité donnée à l'administration de rejeter des demandes de protection qui n'ont manifestement pas le caractère industriel* (p. 5871); Art. 18 et 19 *ter* : *Ses observations sur les amendements de M. Herzog* (p. 5872, 5873); Art. 25 : *Ses observations sur l'amendement de M. Herzog* (p. 5873); *délai pendant lequel il est possible de proroger les interdictions de divulgation et de libre exploitation d'une invention; besoins propres de la défense nationale* (p. 5874); Art. 26 et 27 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5874); Art. 38 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouveaux alinéas (Brevets d'invention dont l'exploitation insuffisante porte préjudice au développement économique et peuvent être soumis à un régime de licence d'office par décret en Conseil d'Etat)* (p. 5875); *législation étrangère* (p. 5876) ; *son amendement tendant à modifier le premier alinéa de cet article (Mise en demeure des propriétaires de brevet d'invention d'en entreprendre l'exploitation de manière à satisfaire aux besoins de l'économie nationale)* (p. 5876); *ses observations sur son amendement* (p. 5877); Art. 38 A, 38 B et 38 C : *Ses observations sur les amendements de M. Herzog* (p. 5877); Art. 38 *bis : Problème des* « *licences de dépendance* »*; conditions d'octroi de ces licences* (p. 5877, 5878); Art. 41 et 48 : *Ses observations sur les amendements de M. Herzog* (p. 5878, 5879); Art. 51 : *Définition de la contrefaçon* (p. 5879); Art. 52 : *Ses observations sur l'amendement de M. Poncelet* (p. 5880); Art. 53 : *Son amendement tendant à substituer aux mots* « *les faits postérieurs à la promulga-*

tion de la demande de brevet visée à l'article 16 bis *les mots « les faits postérieurs à la date à laquelle la demande de brevet a été rendue publique en vue de l'article 16* bis *ou de l'article 19* bis, *paragraphe II* » (p. 5880); *opposabilité de la demande de brevet aux tiers* (p. 5880, 5881); Art. 54 et 59 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5881); Art. 59 C et 65 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 5882, 5883, 5884);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INDUSTRIE : *Situation de l'industrie française; abaissement des droits de douane au sein de la Communauté; ses conséquences; ses observations sur les industries mécaniques, l'automobile, les gros matériels d'équipement; concentration dans l'industrie des machines-outils; matériel de travaux publics; construction d'appareils électro-ménagers; situation des industries électriques et électroniques; « plan-calcul »; procédé français de télévision en couleurs (S.E.C.A.M.); ses observations sur les secteurs du textile, du papier et du bois; affectation d'une partie des recettes de la taxe parafiscale à un comité interprofessionnel de rénovation des structures industrielles et commerciales de l'industrie textile; industrie sidérurgique; négociation Kennedy; effort de concentration et de rationalisation; conditions d'approvisionnement de la sidérurgie en charbon à coke et en coke; politique de l'emploi; rôle des bureaux de reconversion industrielle; nomination d'un commissaire à la reconversion; création de la société S.I.D.E.C.O. par la sidérurgie; situation des mines de fer; mise à la retraite antieipée des mineurs de fond comptant plus de trente ans d'ancienneté; problèmes de la chimie; fusion des mines domaniales de potasse d'Alsace et de l'Office national industriel de l'azote; autorisation donnée aux Charbonnages de France et aux Houillères de bassin de constituer une filiale regroupant les activités chimiques de ces établissements; question des chambres de commerce; problème du crédit; question de l'apprentissage; transformation en établissement public de l'assemblée des présidents de chambres de métiers; mise en place de conférences régionales; création de deux chambres interdépartementales des métiers dans la région parisienne; création de chambres de métiers dans les départements d'outre-mer; rôle des groupements d'intérêt économique; bureau des fusions et regroupements d'entreprises; unification du droit européen des sociétés; modes de financement offerts aux entreprises; modernisation du crédit à court terme; problème des prix; crédits affectés à la recherche-développement; importance et rôle des exportations* [3 novembre 1967] (p. 4421 à 4425); *coordination des actions de l'Etat en matière de décentralisation industrielle; problème de la pollution dans la région de Lacq; création d'un corps d'inspecteurs des établissements classés* (p. 4426); *situation des petites entreprises ardéchoises de moulinage et de soierie; restructuration et développement de certaines exploitations; concentrations dans le textile; rôle du Fonds national de l'emploi; situation des usines textiles des Vosges; problème des groupements d'intérêts économiques; rôle du bureau de fusion; brevet européen; rôle des « délégués industriels dans les régions »; question de la retraite anticipée; son application aux mineurs de fer de Lorraine; création de la S.I.D.E.C.O. et de la S.O.F.I.R.E.M.; cas de la région de Wissembourg; difficultés industrielles du Bitterrois; cas de la région de Longwy; problème cotonnier en Haute-Saône; situation des artisans; question des industries de main-d'œuvre; contrats de programme; création des chambres de métiers dans les départements d'outre-mer; carte géologique de la Guyane; politique énergétique du Gouvernement; modification de la part de chaque source d'énergie dans notre bilan énergétique; handicap du charbon; ses observations sur nos approvisionnements extérieurs; stagnation des besoins de la sidérurgie; nécessité de faciliter aux mineurs la recherche de nouveaux emplois; déficit d'exploitation des Charbonnages de France; consommation d'électricité; rôle des centrales thermiques; ses observations sur l'énergie nucléaire; le gaz, le gaz naturel; gaz algérien; raffinage du pétrole; politique énergétique européenne* (p. 4448 à 4451); Art. 74 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain; mise en recouvrement d'une taxe spéciale sur les établissements insalubres, incommodes ou dangereux* (p. 4452);

— du projet de loi modifiant l'article 108 du Code minier : *Exploitation des carrières dans le département de la Seine; cas des carrières souterraines de gypse; réforme du Code minier* [21 novembre 1967] (p. 5111); Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Valenet* (p. 5112).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Chazalon relative à l'unification du réseau basse tension pour l'énergie électrique [29 novembre 1967] (p. 5340).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Mermaz relative à la situation du personnel des usines Rhodiaceta [20 décembre 1967] (p. 6072).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Production d'électricité d'origine nucléaire; ses observations sur Chinon I, Chinon II et Chinon III; situation du personnel; principe de la filière uranium naturel-graphite-gaz; centrales nucléaires étrangères; recherche du meilleur coût; équipement hydraulique; matériels électro-mécaniques; centrales thermiques; coût d'approvisionnement; situation des constructeurs de gros matériels de centrales thermiques et nucléaires; conquête du marché américain par la filière à uranium enrichi-eau ordinaire; prix du courant produit dans une centrale thermique; production d'électricité d'origine nucléaire* [7 mai 1968] (p. 1543 à 1545).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exploitation du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles : *Recherches d'hydrocarbures; progrès réalisés dans le domaine de la technique de forage; exercice des libertés en haute mer; Convention de Genève; droits des Etats riverains sur le « plateau continental »; principe d'une autorisation préalable pour toute recherche et exploitation effectuée sur le « plateau continental »; rôle d'une commission locale pour définir les conditions particulières auxquelles les travaux doivent obéir pour éviter toute gêne; répression des faits de pollution en mer; caractère libéral du projet* [15 mai 1968] (p. 1835, 1836); Art. 2 : *Rôle des préfets maritimes* (p. 1836); *notion de mise en valeur industrielle et biologique; ses observations sur les établissements de pêche et de culture marine; expériences d'ensemencement d'algues* (p. 1837); *exploitation des ressources végétales* (p. 1837); *modalités d'intervention du C.N.E.X.O.* (p. 1837); *notion d'établissement de pêche* (p. 1837); *son sous-amendement tendant à modifier l'amendement de M. Lemaire et à remplacer le dernier alinéa de l'article 2 par les mots « la mise en place d'un établissement ou d'une activité commerciale de pêche ou d'une culture marine »* (p. 1838); après l'Art. 2 : Art. 6 et 7 : *Ses observations sur les amendements de M. Lemaire* (p. 1838, 1839); Art. 9 : *Cas où les services du marin ne sont pas constatés par son inscription à un rôle d'équipage; établissement national des invalides* (p. 1839); *son amendement tendant, dans le dernier membre de phrase de cet article, après les mots « l'employeur assume » à ajouter les mots « dans ce cas »* (p. 1840); *ses observations sur son amendement* (p. 1840); avant l'Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lemaire; infractions concernant l'immatriculation, le permis de circulation et la pollution des mers* (p. 1840); Art. 14, 16, 22 et 28 : *Ses observations sur les amendements de M. Lemaire* (p. 1841, 1842); Art. 32 : *Ses observations sur l'amendement de M. Depiétri* (p. 1843); avant l'Art. 34 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Possibilité pour le C.N.E.X.O. de se faire remettre tous documents ou renseignements d'ordre biologique)* (p. 1843); *rôle du C.N.E.X.O.* (p. 1843); *ses observations sur son amendement* (p. 1844); Art. 35 et 36 : *Ses observations sur les amendements de M. Lemaire* (p. 1844).

GUIDET (M. Henri), *Député du Pas-de-Calais, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

GUILBERT (M. Raymond), *Député de la Manche, Ire circonscription (N.I. puis U.D.-Ve R. puis N.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [10 mai 1967] (p. 997).

Cesse d'être apparenté au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [16 mai 1967] (p. 1071).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [1er juin 1967] (p. 1538), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [24 octobre 1967] (p. 4068);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048).

Interventions :

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 3 : *Silence de l'une ou de l'autre partie, ou des deux, pouvant être constaté dans le procès-verbal de l'officier ministériel* [13 juin 1967] (p. 1773).

Mise au point au sujet de son vote sur l'article 13 de la première partie de la loi de finances [18 octobre 1967] (p. 3729).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Insuffisance des revenus des agriculteurs; augmentation des impôts sur les bénéfices agricoles; accentuation de l'exode rural; revalorisation des productions animales; soutien du marché du lait; révision des revenus cadastraux; allègement des charges sociales; aménagement rationnel de la T.V.A.* [18 octobre 1967] (p. 3756, 3757).

GUILLE (M. Georges), *Député de l'Aude, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [23 octobre 1967] (p. 4001).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [23 octobre 1967] (p. 4001), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 881) : *Importations excessives de vins algériens paralysant la viticulture nationale; complémentarité nécessaire des importations; situation de la viticulture au moment d'affronter le Marché commun; concurrence de la viticulture italienne* (p. 914 à 915).

GUILLERMIN (M. Henri), *Député du Rhône, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône, **n° 297** [9 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi et celle de plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Historique des différentes tentatives de modification des limites départementales; entraves administratives à l'expansion lyonnaise; ses observations sur le P.A.D.O.G.; problèmes de Vienne* [1er décembre 1967] (p. 5483 à 5485); *ses observations sur les paroles de M. Mermaz* (p. 5485); *avenir économique de Vienne* (p. 5485); en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1967] (p. 6078).

GUYOT (M. Marcel), *Député de l'Allier, 1re circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149);

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [30 juin 1967] (p. 2502).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à améliorer le statut du fermage et du métayage, **n° 355** [22 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration de l'habitat, Art. 5 : *Son amendement tendant après l'alinéa 1er de cet article à insérer deux nouveaux alinéas (Cas des baux régis par les dispositions du livre VI du Code rural et cas des bâtiments et ouvrages incorporés au sol; calcul de l'indemnité au preneur sortant)* [9 mai 1967] (p. 943); *conditions d'indemnisation des fermiers* (p. 943); *retrait de son amendement* (p. 943);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs : *Délai dans lequel doit être établi l'état des lieux; ses observations sur le décret du 15 juillet 1965; cas du département de l'Allier; problème du taux de 6 % concernant la réduction de l'indemnité du preneur sortant; question de l'augmentation de plus de 20 % du potentiel de production de terrain; dépôt, par le groupe communiste, d'une proposition de loi portant réforme du statut du fermage et du métayage; portée du texte* [13 juin 1967] (p. 1770, 1771); Art. 3 *bis : Vote du groupe communiste* (p. 1776); Art. 4 : *Ses amendements tendant, dans la première phrase du paragraphe 1° et du paragraphe 1° bis du texte proposé pour l'article 848 du Code rural à substituer au taux « 6 % » le taux « 2 % »* (p. 1777); *ses observations sur l'amendement de M. Rigout* (p. 1778).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Mécontentement des paysans des régions de petites et moyennes exploitations; chute des prix provoquée par l'entrée en application du Marché commun; augmentation des prix à la production; lutte contre les maladies contagieuses (tuberculose, brucellose); participation de l'Etat aux frais de vaccination; exclusion de l'Allier du projet de rénovation de l'Auvergne, le Limousin et la Bretagne; indemnité viagère* [18 octobre 1967] (p. 3772, 3773).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisance des crédits; situation des petits exploitants agricoles; ses observations sur les départements du Centre; lutte contre la*

dégradation des prix; ses observations sur les échanges économiques internationaux; évolution des revenus agricoles; ses causes; application de la T.V.A.; revendications des paysans de Tarn-et-Garonne [8 novembre 1967] (p. 4712);

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés : *Organisation de la profession comptable; unification de cette profession; ses observations sur les diplômes de l'enseignement technique, le brevet professionnel de comptable et le brevet de technicien ou de technicien supérieur de la comptabilité; admission, dans l'ordre des experts-comptables, de certains cadres supérieurs de la comptabilité; inscription au tableau de l'ordre; diplôme d'expert-comptable; question de l'enseignement* [12 décembre 1967] (p. 5779, 5780); Art. 4 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les articles 7 et 11 de l'ordonnance précitée du 19 septembre 1945 sont abrogés »* (p. 5785); *possibilité laissée à des sociétés capitalistes de créer des monopoles au sein de la profession d'expert-comptable* (p. 5786); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « arrêter et surveiller » les mots « arrêter, surveiller et, dans l'exercice de ces missions, organiser et redresser »* (p. 5786); *retrait de son amendement* (p. 5786); Art. 6 : *Son amendement tendant, dans cet article, après le mot « seront » à insérer les mots « sous réserve des dispositions de l'article 25 ci-après et de l'article 40 de l'ordonnance du 19 septembre 1945 »* (p. 5788); *inscriptions au tableau de l'Ordre; retrait de son amendement* (p. 5788); Art. 7 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5788); *retrait de son amendement* (p. 5788); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (situation des membres de l'ordre associés d'une société reconnue par lui)* (p. 5789); *retrait de son amendement* (p. 5789); Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'avant-dernier alinéa de cet article : « Les membres de l'ordre peuvent participer à l'enseignement professionnel sans toutefois pouvoir assurer la direction d'établissements d'enseignement privé à but lucratif. Ils peuvent procéder... »* (p. 5791); *retrait de son amendement* (p. 5791); Art. 17 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Pourcentage des représentants des comptables agréés dans les conseils de l'ordre; leur qualification)* (p. 5798); *retrait de son amendement* (p. 5798); Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa (paragraphe 2°) de cet article* (p. 5798); Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa (paragraphe 2°) de cet article* (p. 5799); Art. 21 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5800); *question de la tutelle des pouvoirs publics sur l'ordre des experts-comptables* (p. 5800); Art. 22 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 5800); Art. 23 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Inscription au tableau de l'ordre en qualité d'expert-comptable de personnes ayant exercé une activité administrative, financière ou comptable ayant comporté à titre habituel la direction et l'exécution de travaux d'organisation et de revision comptables pendant dix ans)* (p. 5803); Art. 24 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Comptables agréés pouvant être inscrits sur leur demande au tableau de l'Ordre)* (p. 5804, 5805); *retrait de son amendement* (p. 5805).

Décédé le 28 janvier 1968 (*J. O.* du 30 janvier 1968, p. 1091).

Son éloge funèbre est prononcé le 2 avril 1968 (p. 966).

H

HABIB-DELONCLE (M. Michel), *Député de Paris, 20e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304).

Cesse d'appartenir à cette Commission [30 novembre 1967] (p. 5443).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [8 décembre 1967] (p. 5760);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-

télévision française (O.R.T.F.), n° 551 [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 652) autorisant l'approbation de l'Accord commercial entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Paris le 25 septembre 1967, **n° 729** [26 avril 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 649) autorisant la ratification de la Convention d'établissement et de navigation entre la France et l'Iran, signée à Téhéran le 24 juin 1964, **n° 795** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Rôle de l'opposition ; usage de la motion de censure ; distinction de deux catégories de motion de censure d'après la Constitution ; possibilité, sous la précédente législature, de déposer trois motions de censure par session ; ses observations sur la Sécurité sociale, la politique des salaires, la politique du logement ; affaire Ben Barka ; possibilité, sous la présente législature, de déposer quatre motions de censure par session ; usage de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution ; caractère de la motion de censure ; rôle du Parlement vis-à-vis du Gouvernement ; ses observations sur le bon exercice de l'opposition ; nécessité pour l'opposition d'accepter les institutions ; fonctionnement des institutions ne pouvant être l'objet d'une consultation électorale ; élection du Président de la République au suffrage universel ; instabilité ministérielle de la IV^e^ République ; ses observations sur le débat du 4 février 1955 ; toute opposition devant offrir une alternative en ce qui concerne une équipe et un programme ; avatars du contre-Gouvernement* [20 mai 1967] (p. 1191 à 1193) ; *coopération entre le Gouvernement et le Parlement* (p. 1194) ;

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (Articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle ; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle ; Art. 3 : *Son amendement tendant à remplacer le troisième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions : « La vente ou la fourniture de tout contraceptif ne peut être effectuée qu'aux mères d'au moins deux enfants, après présentation de leur livret de famille, sauf nécessité thérapeutique »* [1^er^ juillet 1967] (p. 2580) ; *ses observations sur son amendement ; cas des mineurs de moins de 18 ans* (p. 2580, 2581) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter comme suit le deuxième alinéa de cet article : « La détention et le débit des produits ou objets contraceptifs sont interdits dans ces établissements »* (p. 2583) ; ses explications de vote : *Son vote sur la proposition de loi* (p. 2585) ; En deuxième lecture : ses explications de vote : *Conceptions de la famille ; son vote sur la proposition de loi* [14 décembre 1967] (p. 5902) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : ses explications de vote : *Possibilité d'un recours familial ; son vote sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6023) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur les politiques de rechange que proposent les oppositions* [7 novembre 1967] (p. 4618) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs : *Désignation du médecin* [14 décembre 1967] (p. 5913).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 51 de la Constitution ; conséquences du vote du budget des affaires étrangères ; ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre* [20 décembre 1967] (p. 6088).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Débat sur la compétence en matière d'introduction de la publicité à la télévision ; ses observations sur l'article 34 de la Constitution ; amendement Diligent ; position du conseil constitutionnel ; ses observations sur la prétendue atteinte à la liberté de la presse écrite en raison de l'intro-*

duction de la publicité à la télévision; budget publicitaire de la France; nature de l'O.R.T.F.; politique de l'information; modification des sources d'information et ses conséquences; rôle de l'Etat dans l'information; modalités de l'information démocratique; but des déclarations gouvernementales à la télévision; égalité de temps entre la majorité et l'opposition lors des élections; attitude de l'opposition à l'égard des institutions; son vote sur la motion de censure [23 avril 1968] (p. 1255 à 1258);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord commercial entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Paris le 25 septembre 1967, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ses observations sur le contexte politique* [2 mai 1968] (p. 1429);

— sur la décision relative à la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à *interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.); esprit de la Constitution; constitution des Commissions spéciales; application de l'article 43 de la Constitution* [7 mai 1968] (p. 1529);

— du projet de loi portant amnistie : Ses explications de vote : *Appel lancé par le Premier Ministre à l'apaissement général; vote bloqué; rapports nouveaux entre le Gouvernement et le Parlement* [22 mai 1968] (p. 2064).

HALBOUT (M. Emile-Pierre), *Député de l'Orne, 3e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [1er juin 1967] (p. 1538).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à favoriser l'enseignement du français aux travailleurs étrangers et aux travailleurs français nés hors de la métropole, **n° 196** [18 mai 1967].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale avec débat, relative à la situation des mines de fer : *Difficultés rencontrées par les municipalités tentant de créer des zones industrielles; situation dans les mines de l'Orne; possibilité d'envisager une retraite anticipée pour les mineurs après trente ans de présence* [10 mai 1967] (p. 984, 988, 989).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la situation de l'industrie cotonnière [9 juin 1967] (p. 1721, 1723, 1724).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, COOPÉRATION : *Incidence de la réduction probable de la durée du service militaire sur la coopération; ses observations sur les « volontaires du progrès »; traitements et conditions de vie réservés aux coopérants; aide apportée aux églises africaines par la présence de jeunes Français* [25 octobre 1967] (p. 4087); AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur les directions d'action sanitaire et sociale; avancement des jeunes inspecteurs; prestations familiales; montant mensuel de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer* [25 octobre 1967] (p. 4128, 4129);

— en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation foncière, Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Création de lotissements; cas des exploitations agricoles* [30 novembre 1967] (p. 5389).

HALGOUËT (M. Yves du), *Député du Morbihan, 4e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Economie de l'Ouest de la France; formation des hommes; rôle des investissements; autofinancement; Marché commun agricole; intérêts agricoles du tiers monde* [29 juin 1967] (p. 2408).

Prend part à la discussion : de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 9 : *Cas des producteurs de bétail; situation des éleveurs; ses observations sur les coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole; nécessité d'éviter toute distorsion dans l'application de la taxe sur la valeur ajoutée* [17 octobre 1967] (p. 3660); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du 5°, paragraphe II de cet article: « Les articles 19 à 23 de ladite loi ne leur sont pas applicables. Toutefois, le Gouvernement s'engage à établir par décret avant le 1er octobre 1968 un système d'assujettissement forfaitaire dont pourront bénéficier les agriculteurs ayant un chiffre d'affaires inférieur à 500.000 francs par an »* (p. 3673); *nécessité de faire bénéficier au maximum les agriculteurs des avantages qu'ils peuvent trouver dans l'assujettissement à la T.V.A.; application d'un régime européen de taxe sur la valeur ajoutée* (p. 3675, 3676); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe III de cet article par les mots: « Sauf en ce qui concerne les coopératives d'utilisation de matériel agricole non assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée »* (p. 3678); *ristourne sur les achats de matériel effectués par les coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 3678); *retrait de son amendement* (p. 3678); *son amendement tendant, après le paragraphe III de cet article, à insérer un nouveau paragraphe: « L'article 5-1 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 est complété par le 8° ci-après: les sociétés coopératives visées à l'article 271-4° du Code général des impôts »* (p. 3678); *permettre aux coopératives d'utilisation de matériel agricole d'opter pour le régime de la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 3679); après l'Art. 9 : *Taxe de circulation sur les viandes; rentabilité des abattoirs modernes* (p. 3679); Art. 24 : *Budget annexe des prestations sociales agricoles; produit de la taxe sur les betteraves livrées à la distillerie ou à la sucrerie* (p. 3694); *étude de la taxe sur les betteraves* (p. 3695); de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES, Art. 38 : *Situation du personnel civil des armées dans le secteur de Coëtquidan; amélioration du sort des ouvriers des ateliers de l'Etat en raison des efforts de productivité; ses observations sur les vols supersoniques et les « bangs »; cas du drame de Mauron* [24 octobre 1967](p. 4059); en seconde délibération, après l'Art. 8 : *Ses observations sur les C.U.M.A.; possibilité pour les services du Ministère des Finances d'accepter les factures adressées par les C.U.M.A. à leurs adhérents* [10 novembre 1967] (p. 4918); des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Application de la T.V.A. à l'agriculture ; problème de l'application de la T.V.A. aux coopératives d'utilisation de matériel agricole* [5 décembre 1967] (p. 5545);

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Endettement des jeunes agriculteurs; contrôle des importations; régionalisation; cotation des achats du bétail par la S.I.B.E.V.* [18 octobre 1967] (p. 3780).

HAMELIN (M. Jean), *Député d'Ille-et-Vilaine, 6e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Bourges, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au Groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1967] (p. 1036, [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité

inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 565), modifiée par le Sénat, tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, **n° 581** [14 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Répercussions du Marché commun dans le monde agricole; octroi de bourses aux enfants d'agriculteurs; aménagement des services de distribution d'eau, d'électricité, de téléphone* [18 octobre 1967] (p. 3777).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ses observations sur l'enregistrement, l'antériorité, la valeur inventive, la licence de dépendance, la licence d'office, la recherche scientifique* [14 décembre 1967] (p. 5864); Art. 25 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « trois ans » les mots « quatre ans »* (p. 5873); *protection des intérêts de l'inventeur; versement de l'indemnité à l'inventeur* (p. 5873, 5874); Art. 26 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article: « A l'expiration d'un délai de quatre ans prévu à l'article 25 ci-dessus, la demande de révision de l'indemnité prévue par cet article peut être... »* (p. 5874); *retrait de son amendement* (p. 5874); Art. 59 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots « amende de 3.000 à 30.000 francs » à insérer les mots « ou de l'une de ces deux peines seulement »* (p. 5881); *ses observations sur son amendement* (p. 5881); *ses observations sur son amendement* (p. 5881, 5882).

HAURET (M. Robert), *Député du Maine-et-Loire, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p. 1319).

Est nommé :

— membre du Comité de gestion du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés [1er juin 1967] (p. 1538);

— membre du Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération [22 juin 1967] (p. 2095);

— membre du Comité national de propagande en faveur du vin [22 juin 1967] (p. 2095).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la protection des aires de production des vins d'appellation d'origine contrôlée, **n° 394** [30 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — I. — Coopération, **n° 426** [10 octobre 1967].

Son rapport d'information fait, en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, à la suite d'une mission effectuée en Finlande du 2 au 12 juillet 1967, **n° 631** [20 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur pour avis: Ses observations sur la Convention de Yaoundé de juillet 1963; ventes en Allemagne fédérale des bananes produites par les Etats africains et malgache; caractères du budget; subventions d'équilibre accordées aux Etats; rôle de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer; coordination entre l'O.R.S.T.O.M. et le C.N.R.S.* [25 octobre 1967] (p. 4085);

— du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et

à la protection des sites : *Ses observations sur l'abbaye de Fontevrault; rôle du conseil général de Maine-et-Loire; aspect psychologique et éducatif de la loi de programme* [6 décembre 1967] (p. 5624).

HAUTECLOCQUE (Mme Nicole de), *Député de Paris, 18e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommée :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 17 janvier 1968] (p. 702).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J. O.* du 15 février 1968] (p. 1705).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à l'exécution des condamnations pour abandon de famille, **n° 107** [19 avril 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Réforme de la police; problème de l'accès au Corps des officiers de police de paix; aménagement des horaires et du repos hebdomadaire; octroi de la prime d'habillement; ses observations sur l'appellation « d'officier de paix adjoint » qui pourrait remplacer celle de « brigadier » et de « brigadier-chef »; insuffisance du nombre des gardiens de la paix* [6 novembre 1967] (p. 4545); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Nécessité de venir en aide aux mal logés; importance du problème du logement; crise du logement à Paris; pôle d'attraction que constitue Paris; immeubles à loyers normaux; ventes d'appartements; locations-ventes; H.L.M.; programme de foyers-logements; ses observations sur le marché noir du logement; possibilité de relever les loyers insuffisants; nécessité d'accorder aux occupants un droit de priorité pour se maintenir dans les lieux* [9 novembre 1967] (p. 4807, 4808);

— du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur les paroles de M. Dreyfus-Schmidt* [22 mai 1968] (p. 2055); *rôle des membres de la police* (p. 2055).

HÉBERT (M. Jacques), *Député de la Manche, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 343 du Code de la sécurité sociale pour permettre le calcul de la pension sur les meilleures années de l'activité salariée, **n° 120** [19 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à l'institution d'un régime unique de solidarité sociale nationale, **n° 153** [27 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 156) tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, **n° 329** [16 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — Ministère des Armées. — Titre V, **n° 469** [19 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur l'article 31 du projet de loi de finances rectificative pour 1967 (n° 488) retiré en application de l'article 119 du Règlement (dispositions tendant à la validation de certaines décisions portant bordereaux de salaires des ouvriers des armées et des techniciens à statut ouvrier de la marine, **n° 522** [23 novembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle : *Problème de la génétique; ses observations sur les travaux des professeurs Turpin et Lejeune; problème du mongolisme; conditions d'information actuelles; dangers des contraceptifs oraux* [1er juillet 1967] (p. 2564, 2565); *effets de la pilule* (p. 2576);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Force nucléaire stratégique; centre d'expérimentation du Pacifique; matériels aéronautiques; ajournement du programme de l'avion à décollage vertical; lancement d'un programme Mirage F 1; évolution du programme Jaguar; ses observations sur le programme E.C.A.T.; décalage du programme des engins sol-air prévu par l'armée de l'air; problème des matériels terrestres; char de trente tonnes; réalisation des sous-marins Narval et des chasseurs de mines; modification du programme Corvette; revision de la loi de programme et des programmes d'équipement; force nucléaire stratégique; ses observations sur les propulseurs des engins sol-sol-balistiques-stratégiques; sous-marin nucléaire lanceur d'engins; ses observations sur le Redoutable et le Terrible; cas des engins mer-sol-balistiques-stratégiques; Mirage F 1; programme Transall; politique en matière de moteurs; chars AMX 30; programmes Alouette II et III; réalisation du sous-marin nucléaire lanceur d'engins; problèmes industriels et de coopération; problème des exportations; embargo appliqué à l'égard d'Israël et à l'égard des pays du Moyen-Orient; avenir de notre industrie d'armement; ses observations sur les commandes d'armes classiques* [24 octobre 1967] (p. 4028 à 4031); après l'Art. 38 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Dépôt par le Gouvernement d'un rapport d'exécution de la loi de programme du 23 décembre 1964 relative à certains équipements militaires; indication que ce rapport devra faire apparaître le bilan global, les révisions ou modifications apportées aux prévisions initiales et devra prévoir les grandes lignes du programme d'équipement militaire pour la période 1968-1975)* (p. 4062); Art. 39 : *Ses observations sur l'amendement de M. Frédéric-Dupont* (p. 4064); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Problème des relations aériennes au-dessus de la Manche; situation des aérodromes du littoral de la Manche; ses observations sur le Transall; possibilité de créer une compagnie qui recevrait des subventions des collectivités locales* [3 novembre 1967] (p. 4401, 4402); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les dimensions des pétroliers; ports-relais pétroliers; exemple de Cherbourg; ses observations sur le départ des Cunarders de Cherbourg* [9 novembre 1967] (p. 4812, 4813);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, en qualité de *Rapporteur pour avis*, Art. 30 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Bénéfice des dispositions de l'article 14 de la loi du 30 mars 1928, de l'article 80 de la loi du 31 mars 1928 et de l'article 6 de la loi du 13 décembre 1932 étant limité aux militaires en activité de service, à la date de promulgation de la présente loi, qui en feront la demande); attribution d'un pécule aux auxiliaires quittant l'armée après avoir accompli cinq années de services ininterrompus* [23 novembre 1967] (p. 5214); Art. 34 : *Son amendement tendant à réduire de 2 millions 410.000 francs le montant des crédits supplémentaires ouverts au titre des dépenses ordinaires des services militaires pour 1967* (p. 5220); *indemnité compensatrice versée à la S.N.C.F. pour le transport à tarif réduit des militaires et des marins isolés; désir de la Commission d'obtenir du Gouvernement des explications concernant les modalités de calcul du prix de transport* (p. 5220); *retrait de son amendement*

(p. 5221); Art. 35 : *Autorisations de programme supplémentaires* (p. 5221);

— de l'article 31, retiré du projet de loi de finances rectificative pour 1967, en application de l'article 119 du Règlement : *Validation d'un certain nombre de décisions du Ministre des Armées portant bordereaux de salaires des ouvriers des armées et des techniciens à statut ouvrier de la marine; ses observations sur le décret 67-99 et le décret 67-100 du 31 janvier 1967; distinceion entre le domaine de la loi et le domaine réglementaire; son opposition à ce texte* [23 novembre 1967] (p. 5222);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Exemple des résistants Français de 1940 à 1944; ses observations sur la motion de renvoi* [28 novembre 1967] (p. 5287); ses explications de vote : *Caractère de l'amnistie; son vote sur ce texte* [14 décembre 1967] (p. 5908).

HERSANT (M. Robert), *Député de l'Oise, 3e circonscription (F.G.D.S. puis N.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Cesse d'appartenir au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (*J. O.* du 16 février 1968] (p. 1768), [2 avril 1968] (p. 971).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J. O.* du 17 février 1968] (p. 1786), [2 avril 1968] (p. 973).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F., (n° 755) [17 mai 1968] (p. 1955).

HERZOG (M. Maurice), *Député de la Haute-Savoie, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à définir les droits des inventeurs salariés, **n° 243** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, **n° 244** [1er juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi (n° 244) tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, **n° 320** [14 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 337) autorisant la ratification du Protocole du 22 juin 1964 prévu par l'article 8 (1) (ii) de la Convention portant créa-

tion d'une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux et relatif à l'utilisation des informations techniques pour des buts autres que ceux de la technologie spatiale, **n° 380** [29 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — XIV. — Recherche scientifique, atomique et spatiale, **n° 456** [10 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 565) modifiée par le Sénat, tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, **n° 568** [8 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, **n° 607** [19 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Importance de la recherche scientifique; retard de la France en ce domaine; ses observations sur la loi de programme; disproportion entre l'action poursuivie dans le domaine de la recherche fondamentale et celle qui est accomplie en matière de recherche de développement; crédits affectés au Centre national d'études spatiales; découvertes du Professeur Kastler; rôle du comité consultatif de la recherche scientifique; projet ANVAR; crédits attribués aux recherches militaires et au Commissariat à l'énergie atomique; « dénationalisation » des recherches militaires et atomiques; régime fiscal pouvant constituer une incitation à la recherche scientifique; cloison entre le monde universitaire et l'industrie; « plan-calcul »; création de la délégation générale à l'informatique; énergie nucléaire; domaine spatial; politique d'internationalisation des satellites, notamment des satellites de télécommunications; projet Saros; avenir de l'organisation internationale de satellites de télécommunications, Intelsat* [20 avril 1967] (p. 756, 757, 758);

— sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Problème de la Bourse; crédit d'impôt; discrimination entre les porteurs français et les porteurs étrangers* [30 juin 1967] (p. 2487, 2488).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, en qualité de *Rapporteur: Conditions de la propriété industrielle et de la recherche* [1er juillet 1967] (p. 2585); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Cousté* (p. 2586); Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 2586); Art. 16, 18, 19, 22, 24, 25, 27, 28 : *Ses observations sur les amendements* (p. 2586 à 2589); Art. 29 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Cousté, à substituer aux mots : « Il prononce la délivrance du brevet ou le rejet de la demande... », les mots : « Il délivre le brevet ou rejette la demande »* (p. 2589); Art. 33, 34, 36, 38, après l'Art. 38, art. 39, 40, 44, 45, 48, 51, 52, 56, 57, 58, 60, 61, avant l'Art. 64 et art. 64 : *Ses observations sur les amendements; ses observations sur les explications de vote de M. Krieg* (p. 2595); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur les bureaux internationaux réunis de la propriété industrielle; certificat d'utilité; problème de l'enregistrement; question de l'antériorité; ses observations sur la valeur inventive; licence de dépendance; problème de la licence d'intérêt public* [14 décembre 1967] (p. 5862 à 5864); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots: « d'un brevet » les mots : « d'un titre de propriété délivré par le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle »* (p. 5867); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « le droit au brevet » les mots « ce droit »* (p. 5867); Art. 2 *bis: Son amendement tendant, au début de cet article, à substituer au mot : « brevet » les mots : « titre de propriété »* (p. 5868); *son amendement tendant à rédiger ainsi la fin de cet article : « de la demande ou du titre délivré »* (p. 5868); Art. 2 *ter; Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Durée des titres de propriété)* (p. 5868); *distinction entre le brevet d'invention et le certificat d'utilité* (p. 5868); Art. 3 *bis: Rôle de l'Institut de la propriété industrielle* (p. 5868, 5869); Art. 8 : *Ses observations sur*

l'amendement de M. Foyer (p. 5869); Art. 8 *bis: Ses observations sur l'amendement de M. Cousté* (p. 5869); Art. 8 *ter: Définition de la notion d'activité inventive* (p. 5870); *son amendement tendant à substituer aux mots : « de manière évidente » le mot : « directement »* (p. 5870); Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Dont la description n'expose pas l'invention de façon suffisante et, de ce fait, ne permet pas d'appliquer les dispositions de l'article 18 »* (p. 5871); *rôle de l'Institut national de la propriété industrielle* (p. 5871); Art. 18 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer* in fine *les mots: « A la requête, soit du propriétaire de la demande, soit d'un tiers »* (p. 5872); *établissement de l'avis documentaire* (p. 5872); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (Cas où l'établissement de l'avis documentaire est différé pendant deux ans)* (p. 5872); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article (Possibilité pour le déposant de transformer sa demande de brevet en une demande de certificat d'utilité)*(p. 5872); *son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa de cet article* (p. 5873); Art. 19 *ter: Son amendement tendant à substituer à la deuxième phrase de cet article: « Il comprend la description... définitif » le nouvel alinéa suivant: « Tous les titres délivrés comprennent la description, s'il y a lieu les dessins, les revendications et, s'il s'agit d'un brevet, l'avis documentaire définitif »* (p. 5873); Art. 25 : *Son amendement tendant, à la fin de la première phrase de cet article, à supprimer les mots: « sans que la durée totale de l'interdiction puisse excéder trois ans »* (p. 5873); Art. 26 : *Son amendement tendant, au début de cet article, à supprimer les mots : « à l'expiration du délai de trois ans prévu à l'article 25 ci-dessus »* (p. 5874); Art. 27 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5874); Art. 38 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Possibilité pour le Ministre de l'Industrie de mettre en demeure les brevetés d'entreprendre l'exploitation de manière à satisfaire aux besoins de l'économie nationale)* (p. 5875); *ses observations sur l'amendement de M. Olivier Guichard* (p. 5876); Art. 38 A : *Son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, après les mots : « licence obligatoire » à insérer les mots : « ou de licence d'office visées à l'article 38 »* (p. 5877); *son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, après les mots : « la licence obligatoire » à insérer les mots : « ou la licence d'office »* (p. 5877); *son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « du titulaire de la licence obligatoire » les mots : « du licencié »* (p. 5877); Art. 38 B : *Son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, après les mots : « le titulaire d'une licence obligatoire » à insérer les mots : « ou d'une licence d'office »* (p. 5877); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots : « l'action en contrefaçon » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa: « si, après mise en demeure, le propriétaire du brevet n'exerce pas cette action »* (p. 5877); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots : « à une licence obligatoire » à insérer les mots : « où à une licence d'office »* (p. 5877); Art. 38 C : *Son amendement tendant après les mots « d'une licence obligatoire » à insérer les mots : « ou d'une licence d'office »* (p. 5877); Art. 38 *bis: Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5877); *problème de la licence de dépendance* (p. 5877); Art. 41 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa (1° de cet article; après les mots : « exploiter personnellement l'invention » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa: « dans la proportion de ses droits et agir en contrefaçon à son profit »* (p. 5878); Art. 48 : *Son amendement tendant, dans cet article, après les mots : « aux termes des articles 8... » à supprimer le mot : « bis »* (p. 5879); Art. 51 : *Ses observations sur l'amendement de M. Poncelet* (p. 5879); Art. 53 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « visée à l'article 16* bis » (p. 5880); *ses observations sur son amendement* (p. 5881); Art. 54 : *Son amendement tendant, au début du premier alinéa de cet article, après les mots : « de l'article 53 » à rédiger ainsi la suite de cet alinéa : « ou le propriétaire d'une demande de certificat d'utilité ou le propriétaire d'un brevet ou d'un certificat d'utilité est en droit... »* (p. 5881); Art. 59 : *Ses amendements tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas d'atteinte à la sûreté de l'Etat)* (p. 5881, 5882); Art. 59 C : *Son amendement tendant, au début de cet article, à supprimer le mot « obligatoire »* (p. 5882); *son amendement tendant, au début de cet article, à substituer aux mots : « des articles 38 et 38* bis »

les mots « de l'article 38 » (p. 5883); Art. 65 : *Son amendement tendant, dans cet article, à supprimer les mots : « des Comores »* (p. 5883); *cas du territoire des Comores* (p. 5883); *son amendement tendant à compléter cet article par les mots : « et des terres australes et antarctiques françaises »* (p. 5884); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6023);

— du projet de loi autorisant la ratification du protocole du 22 juin 1964 prévu par l'article 8 de la Convention portant création d'une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux et relatif à l'utilisation des informations techniques pour des buts autres que ceux de la technologie spatiale, en qualité de *Rapporteur : Construction de lanceurs d'engins spatiaux; conditions dans lesquelles pourraient intervenir la cession de brevets ou l'octroi de licences pour toutes les découvertes scientifiques faites à l'occasion des travaux financés par l'organisation européenne; organisations gouvernementales ou paragouvernementales devant faire profiter les industriels français de leurs propres découvertes scientifiques* [3 octobre 1967] (p. 3411, 3412);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les grands accélérateurs de particules; création d'un accélérateur de 300 GeV; installation en France de l'accélérateur géant du C.E.R.N.; usine de séparation isotopique à des fins civiles; dialogue avec nos partenaires européens; satellites de télécommunications; projet Symphonie; étude d'un satellite de télécommunications à diffusion directe; activités spatiales; nécessité de doter la France d'une véritable Agence française de l'espace; absence à l'Assemblée Nationale de commission de la science et de la technologie* [2 novembre 1967] (p. 4307, 4308).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Ses observations sur les filières; rapport Couture; filière nationale du type uranium naturel-graphite-gaz; nécessité de réaliser des filières à uranium enrichi; création d'une usine nationale d'enrichissement de l'uranium au cours du VIe Plan* [8 mai 1968] (p. 1624, 1625); *problème des accélérateurs; rôle du Centre européen de la recherche nucléaire; ses observations sur le site du Luc; problème de l'informatique; plan-calcul; harmonisation entre les pays européens de leur politique en informatique pour envisager la construction d'ordinateurs de grande puissance; ses observations sur l'espace; rôle de l'Intelsat; projet Catherine; développement du premier étage à poudre de l'engin sol-sol à longue portée S.S.L.P.; ses observations sur l'Eldo et l'Esro; rationalisation des organisations européennes; rôle du Commissariat à l'énergie atomique* (p. 1625 à 1627).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'exploitation du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, Art. 2 : *Extension au « plateau continental » de la législation en vigueur sur le territoire métropolitain; création du Centre national pour l'exploitation des océans* [15 mai 1968] (p. 1837); *retrait de son amendement déposé avec M. Lemaire* (p. 1837); après l'Art. 2 : *Inciter les titulaires de permis miniers à recourir au C.N.E.X.O.* (p. 1838); avant l'Art. 34 : *Rôle du C.N.E.X.O.; création d'un centre à Brest* (p. 1844).

HINSBERGER (M. Etienne), *Député de la Moselle, 7e circonscription (U.D.-Ve R.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968);

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée, [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les propositions de loi (nos 40, 171), tendant à l'organisation de la profession d'expert en automobile, **n° 377** [29 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à instituer le contrôle des véhicules accidentés, **n° 633** [20 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à instituer le contrôle obligatoire périodique des véhicules, **n° 634** [20 décembre 1967].

Intervention :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Situation alarmante de la Lorraine; problèmes de l'emploi; exemple de la Sarre; construction de l'autoroute Sarrebruck-Metz; financement de cette construction par le budget et non par le péage; implantation d'industries nouvelles dans les arrondissements de Sarreguemines, Forbach et Boulay; libérer les houillères de la concurrence du charbon importé; problème de l'emploi dans la région de la Moselle-Est; possibilité d'obliger Electricité de France de s'approvisionner en priorité auprès des houillères du bassin lorrain et d'acheter du courant électrique aux houillères du bassin lorrain; problème des travailleurs frontaliers; revision de la Convention franco-allemande; ses observations sur les possibilités industrielles de la Lorraine; création d'un Centre économique européen sur la frontière franco-allemande* [20 avril 1967] (p. 750, 751).

HOFFER (M. Marcel), *Député des Vosges, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 de telle sorte que le droit au maintien dans les lieux soit accordé aux occupants de locaux d'habitation fournis par des entreprises industrielles au titre d'accessoire du contrat de travail lorsque ces entreprises cessent leur activité, **n° 70** [12 avril 1967].

Intervention :

Pose à M. le Ministre de l'Industrie, une question orale, sans débat, relative à la situation de l'industrie cotonnière [9 juin 1967] (p. 1722, 1725).

HOGUET (M. Michel), *Député d'Eure-et-Loir, 3e circonscription (app.U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 25), adopté par le Sénat, modifiant et complétant le chapitre III du livre premier du Code pénal, **n° 32** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 832 et 832-2 du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole, **n° 88** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 790 du Code rural relatif au droit de préemption, **n° 89** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, **n° 170** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à instituer une carte professionnelle d'« agent immobilier » et de « mandataire en vente de fonds de commerce », **n° 203** [18 mai 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi n° 181 modifiée par le Sénat, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, **n° 310** [13 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 53) tendant à modifier les dispositions de l'article 1099-2° du Code civil relatif aux donations entre époux, **n° 567** [8 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs, **n° 576** [13 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi (n° 170) tendant à modifier la loi n° 51-59 du 18 janvier 1951 relative au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, **n° 836** [28 mai 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi (n° 88) tendant à modifier les articles 832 et 832-2 du Code civil concernant l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole, **n° 837** [28 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant et complétant le chapitre III du livre premier du Code pénal, en qualité de *Rapporteur: Etendre à de nouvelles infractions la possibilité pour les tribunaux de prononcer à titre de peine complémentaire la confiscation des véhicules ayant servi à les commettre; création de deux peines complémentaires* [13 avril 1967] (p. 655);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant un tribunal de première instance dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides, Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Nouvelle rédaction de l'article 8 du décret du 10 décembre 1912 relatif aux tribunaux français des Nouvelles-Hébrides; remplacement d'un magistrat titulaire ou intérimaire qui exerce des fonctions au tribunal de première instance siégeant à Port-Vila momentanément absent ou empêché* » [25 mai 1967] (p. 1316);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, en qualité de *Rapporteur pour avis: Nécessité d'accorder à un preneur de bail rural la possibilité d'effectuer certains travaux et de lui en assurer le remboursement lors de son départ; modernisation de l'agriculture et de l'habitat rural; règles d'établissement de l'état des lieux; principe du droit à indemnité du preneur sortant; droit à indemnité lorsque le preneur fait usage de son droit de préemption en cas de vente à l'amiable ou par adjudication; sa question de savoir par qui et comment l'indemnité sera payée au preneur sortant; majoration du prix du bail résultant des améliorations financées par le bailleur; travaux qui donneront lieu à indemnisation au profit du preneur sortant; sanctions pénales* [13 juin 1967] (p. 1769, 1770); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la dernière phrase du troisième*

alinéa de cet article : « Il constate avec précision l'état des bâtiments ainsi que l'état des terres et leur degré d'entretien » (p. 1771); Art. 3 *bis : Son sous-amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Kléber Loustau, pour l'article 847-1 du Code rural, après les mots : « s'il en fait la demande » à ajouter les mots : « et s'il offre des garanties suffisantes »* (p. 1775); *cas où le prêt est consenti directement au bailleur qui sollicite un emprunt pour payer l'indemnité* (p. 1775); *son amendement tendant, au début du troisième alinéa du texte proposé pour l'article 847-1 du Code rural à substituer au mot « exiger » le mot « obtenir »* (p. 1776); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe 3° du texte proposé pour l'article 848 du Code rural, après les mots : « les améliorations culturales » à supprimer les mots : « résultant de la mise en œuvre de techniques de culture dont la pratique entraîne une augmentation de la production »* (p. 1778); *ses observations sur son amendement* (p. 1778); *son amendement tendant à remplacer la dernière phrase du paragraphe 3° du texte proposé pour l'article 848 du Code rural par deux nouveaux alinéas (Part des travaux financés par une subvention ne donnant pas lieu à indemnité; travaux ayant un caractère somptuaire)* (p. 1778); Art. 6 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de l'alinéa premier du texte proposé pour l'article 850 du Code rural après les mots ; « définies à l'article 836 » à remplacer les mots : « les améliorations » par les mots « les travaux d'amélioration »* (p. 1778); *son amendement tendant, après la première phrase de l'alinéa premier du texte proposé pour l'article 850 du Code rural à une nouvelle rédaction de la fin de cet alinéa (Notification au bailleur devant être faite par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception; conséquence du refus du bailleur, rôle du tribunal paritaire)* (p. 1779); *son amendement tendant, dans la quatrième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 850 du Code rural à substituer aux mots « le devis » les mots « un état »* (p. 1779); Art. 6 *ter : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé pour l'article 851-1 du Code rural : « Sont réputées non écrites toutes clauses ou Conventions... »* (p. 1780);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Institution de nouveaux rapports juridiques entre propriétaires et locataires de locaux commerciaux; installation des jeunes commerçants dans les immeubles neufs; question du remboursement de la plus-value apportée à l'immeuble; caractère inopportun pour le commerçant, du nouveau type de contrat de jouissance de locaux commerciaux; nécessité d'harmoniser notre législation avec celle des pays du Marché commun* [20 juin 1967] (p. 1979, 1980); Art. 37 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [27 juin 1967] (p. 2272); *rapports entre les propriétaires de certains locaux commerciaux et les locataires commerçants; problème de l'installation des jeunes commerçants; concessions immobilières; fixation des pas-de-porte; problème du nantissement; question de l'interdiction d'une activité analogue dans les lieux pendant cinq années; perspective du Marché commun; politique de crédit en faveur des commerçants* (p. 2272, 2273); Art. 38, 39, 40 et 41 : *Ses amendements tendant à la suppression de ces articles* (p. 2276, 2277); Art. 45 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots suivants : « dans les zones d'aménagement concerté définies par règlement d'administration publique »* (p. 2278); *application du nouveau régime étant réservée aux grands ensembles qui seront ultérieurement créés* (p. 2278, 2279); *craintes des commerçants qui sont installés dans des quartiers anciens et qui ont payé un pas-de-porte* (p. 2279);

— en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation foncière, Art. 37 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [30 novembre 1967] (p. 5426); *situation des jeunes commerçants; problème des concessions immobilières; question du pas-de-porte; indemnité d'éviction; possibilité de limiter l'expérience aux locaux inclus dans des périmètres et des zones d'aménagement concerté définis par règlement d'administration publique* (p. 5426, 5427, 5428); Art. 37 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5428); *retrait de son amendement* (p. 5428); Art. 39 : *Indemnité versée au concessionnaire* (p. 5429); Art. 45 : *Son amendement tendant : 1° à compléter le premier alinéa de cet article par les mots : « dans des périmètres définis par règlement d'administration publique et dans les zones d'aménagement concerté définies par règlement d'administration publique »; 2° en conséquence à supprimer le deuxième alinéa* (p. 5430); *ses observations sur*

son amendement (p. 5431); Art. 48 : *Son amendement tendant à insérer un nouveau paragraphe (Champ d'application de la taxe locale d'équipement; bénéfice d'un abattement de moitié)* (p. 5435); *incorporation au prix des terrains du coût des équipements dans les zones aménagées à l'initiative privée* (p. 5435);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, après l'Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article:* « *La date du 1er janvier 1968 prévue à l'article premier du décret n° 66-205 du 5 avril 1966 fixant la date d'entrée en vigueur de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, est reportée au 1er janvier 1969 en ce qui concerne les prestataires de services soumis au taux normal de la taxe à la valeur ajoutée* » [17 octobre 1967] (p. 3656); *ses observations sur les entreprises prestataires de services et qui ont pour mission et vocation de s'occuper du marché immobilier* (p. 3656); *retrait de son amendement* (p. 3656);

Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur la retraite des anciens combattants; problème de l'harmonisation entre les pensions des victimes de la guerre et celles des déportés; discrimination entre les anciens combattants de 1914-1918 et les autres; problème de la mise en place de la Commission tripartite spéciale; cas des anciens combattants d'Algérie; question du nombre des recours exercés par les services du Ministère des anciens Combattants lors des procès devant les Commissions de réforme; promotion des grands mutilés dans l'Ordre de la Légion d'honneur* [19 octobre 1967] (p. 3853, 3854); En deuxième lecture, Art. 7 : *Taux de la T.V.A. applicable aux agents immobiliers; amélioration de la décote instituée pour les artisans* [7 décembre 1967] (p. 5646).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *But de la loi sur l'élevage; amélioration du niveau génétique du cheptel; progrès technique de l'exploitation* [18 octobre 1967] (p. 3788, 3789).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs, en qualité de *Rapporteur: Compétence du tribunal de grande instance; problème de la procédure; hommage rendu au président Pleven; expertise médicale; pouvoirs des administrateurs provisoires* [14 décembre 1967] (p. 5909); *ses observations sur les amendements déposés par M. Pleven* (p. 5913) *expertise médicale* (p. 5913); *charges financières* (p. 5914, 5915);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Krieg, tendant à modifier les dispositions de l'article 1099-2° du Code civil relatif aux donations entre époux, en qualité de *Rapporteur: Action en réduction de la libéralité; action en révocation de la donation; jurisprudence de la Cour de cassation; pratique notariale* [14 décembre 1967] (p. 5915); *ses observations sur l'article 2* (p. 5916).

HOSTIER (M. Robert), *Député de la Nièvre, 2e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à généraliser la lutte contre la brucellose bovine, **n° 635** [20 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Avenir des jeunes qui terminent, à l'heure actuelle, leurs études primaires; insuffisance de la formation technique; problème des sections d'éducation professionnelle; introduction de la formation au sein de l'entreprise dans le cadre de la scolarité obligatoire; enseignement technique court à temps plein; avenir des jeunes*

filles ; discriminations relatives à l'emploi féminin ; inégalité entre les salaires des hommes et ceux des femmes ; programmes des brevets d'enseignement professionnel ; pourcentage d'auxiliaires dans le corps professoral des collèges d'enseignement technique ; conséquences de la réforme de l'enseignement ; construction de collèges d'enseignement technique [31 mai 1967] (p. 1478 à 1480).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Création de postes d'enseignants d'éducation physique ; traitements des élèves professeurs ayant la première partie du professorat d'éducation physique ; statut des instituts pédagogiques de l'éducation physique ; jeux d'hiver de Grenoble ; dépôt d'un nouveau projet de loi de programme pour l'équipement sportif et socio-éducatif ; cas du département de la Seine-Saint-Denis ; problème de la généralisation des cinq heures par semaine de sport ; responsabilité de l'Etat et des collectivités locales ; prix de revient horaire de fonctionnement d'une piscine ; recrutement des professeurs d'éducation physique, notamment pour l'enseignement primaire ; possibilité de créer à Grenoble un Institut national des sports de glace* [20 octobre 1967] (p. 3943, 3944).

HOUËL (M. Marcel), *Député du Rhône, 6e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à instituer des « Communautés d'agglomération » dans les agglomérations multicommunales, **n° 433** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Problèmes de l'emploi ; ses observations sur le pouvoir d'achat ; revendications des travailleurs ; sécurité de l'emploi ; cas des travailleurs de la Rhodiaceta-Vaise et de Rhodiaceta-Belle-Etoile ; cas des travailleurs des usines Berliet, des usines Bull de Lyon et de Vénissieux ; menaces de licenciements à l'usine Nord-Aviation de Bourges ; cas des sidérurgistes de Lorraine ; situation des départements d'outre-mer ; concentration des usines et des transactions foncières en Guadeloupe ; nécessité de créer sur place des emplois par la réforme agraire, la diversification des cultures et l'industrialisation des départements d'outre-mer* [19 avril 1967] (p. 709, 710).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Opinion des habitants de l'arrondissement de Vienne ; ses observations sur la méthode employée ; création des communautés urbaines ; proposition de loi du groupe communiste tendant à instituer des communautés d'agglomération dans les agglomérations multi-communales ; ses observations sur les modifications des circonscriptions territoriales pour les futures élections cantonales et législatives ; répercussion financière et fiscale de la proposition de loi ; motion de renvoi* [1er décembre 1967] (p. 5485, 5486) ; *ses observations sur les habitants de Vénissieux* (p. 5490) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur les paroles de M. Bord* [19 décembre 1967] (p. 6018).

HUNAULT (M. Xavier), *Député de la Loire-Atlantique, 5e circonscription (N. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de

M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [16 mai 1968] (p. 1924).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Problèmes des institutions ; question du logement ; dépôt du projet de loi sur la réforme foncière ; institution d'un droit de préemption au profit des communes sur toute transaction immobilière ; problème des crédits ; question de la fiscalité* [20 mai 1967] (p. 1181, 1182) ;

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'alinéa premier de l'article 847 du Code rural par la nouvelle phrase suivante : « Cette indemnité deviendra également exigible en cours de bail en cas d'aliénation à titre onéreux »* [13 juin 1967] (p. 1771) ; *améliorations apportées par le preneur dans le domaine de l'habitat ; possibilité, pour le preneur, d'effectuer des travaux qui normalement incombent au propriétaire* (p. 1771) ; *établissement d'une distinction en cas de session* (p. 1772) ; *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 847 du Code rural par le nouvel alinéa suivant : « En cas d'acquisition du fonds loué par le preneur en place, l'indemnité due à ce dernier sera imputée sur le prix d'acquisition »* (p. 1773) ; *retrait de son amendement* (p. 1774) ; Art. 3 *bis : Son amendement tendant à supprimer l'alinéa 1er du texte proposé pour l'article 847-1 du Code rural* (p. 1774) ; *possibilité pour le propriétaire d'obtenir des prêts du Crédit agricole* (p. 1774) ;

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 1er : *Procédure du vote bloqué ; ses observations sur l'éventualité d'une Commission spéciale* [21 juin 1967] (p. 2033) ;

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Répartition du trafic entre les différents modes de transports ; revision de la Convention entre l'Etat et la S.N.C.F. ; exemple des difficultés de la société minière et industrielle de Rougé ; question des prix de transport* [27 octobre 1967] (p. 4285, 4286).

I

IHUEL (M. Paul), *Député du Morbihan, 6e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

INCHAUSPÉ (M. Michel), *Député des Basses-Pyrénées, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission centrale de classement des débits de tabac [26 octobre 1967] (p. 4216);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — Annexe n° 19. — Jeunesse et Sports, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Jeunesse et Sports, en qualité de *Rapporteur spécial: Problèmes financiers; ses observations sur les Jeux d'hiver de Grenoble et les jeux d'été de Mexico; création de postes d'enseignant d'éducation physique et sportive; formation des animateurs; maintien des crédits octroyés par l'ordonnance du 29 novembre 1960 sur les sommes excédentaires du fonds qui indemnise certains propriétaires de débits de boissons fermés; ses observations sur les jeunes; développement du civisme des adolescents; création, auprès des municipalités, de Commissions locales de jeunes, associant les édiles et les jeunes les plus dynamiques; participation des jeunes à la vie publique; information des jeunes; leur inorganisation; leur manque d'initiation civique; Livre blanc sur la jeunesse* [20 octobre 1967] (p. 3931 à 3933); Affaires étrangères : *Relations avec les pays de langue espagnole; ses observations sur la peseta; importations des produits manufacturés par l'Espagne; tourisme espagnol; entrée de l'Espagne dans le Marché commun; situation*

des pays de l'Amérique latine vis-à-vis de la France; instabilité monétaire des Etats d'Amérique latine; alliance pour le progrès; ses observations sur la zone franc et la possibilité de l'étendre à d'autres pays, notamment aux deux plus petits pays de l'Amérique latine [7 novembre 1967] (p. 4602, 4603); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Régionalisation des aides; répartition des crédits dans l'Aquitaine; ses observations sur les bâtiments d'élevage; problème du remembrement; amélioration pastorale; zones à économie rurale dominante; crédits du F.E.O.G.A.; ses observations sur le maïs; problème des bourses accordées aux enfants d'agriculteurs* [8 novembre 1967] (p. 4716); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problèmes de la circulation; crédits affectés à l'Aquitaine; programme des autoroutes; Fonds spécial d'investissement routier; liaison Bordeaux-Toulouse; liaison Bordeaux-Bayonne; liaison avec Pampelune et Saragosse; autoroute Saint-Sébastien-Bilbao; ses observations sur le séisme du 13 août qui a frappé la région pyrénéenne; problème du relogement provisoire; financement de la reconstruction; prêt de la mutualité agricole; ses observations sur les résidences secondaires* [9 novembre 1967] (p. 4820, 4821);

— des articles 8, 9, 12, 23, 24, 28 et 29, retirés du projet de loi de finances rectificative pour 1967, en application de l'article 119 du Règlement, Art. 7 : *Intervention du Parlement dans le règlement de situation individuelle; principe de la séparation des pouvoirs; ses observations sur l'amendement de M. Boulin* [29 novembre 1967] (p. 5352);

— en deuxième lecture du projet de loi d'orientation foncière, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant*, Art. 7 : *Charge des collectivités locales pour la construction de voies urbaines rapides* [30 novembre 1967] (p. 5406); Art. 8 : *Ses observations sur le lancement de nouvelles zones d'aménagement concerté* (p. 5406) Art. 9 : *Ses observations sur le sous-amendement de M. Rivain* (p. 5407); Art. 46 A : *Taxe locale d'équipement; taxe d'urbanisation* (p. 5432); Art. 47 : *Principe de la différenciation du taux de l'impôt* (p. 5433); Art. 48 : *Coût des équipements incorporés au prix des terrains utilisés par des constructeurs* (p. 5434); *ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 5436); Art. 49 : *Assiette de la taxe locale d'équipement; exonération de la surface reconstruite dans la mesure où elle n'excède pas celle du bâtiment détruit* (p. 5436, 5437); Art. 50 : *Possibilité de permettre aux municipalités de moduler le taux de la taxe* (p. 5437); Art. 51 : *Charges pesant sur les contribuables de la région parisienne* (p. 5438); Art. 52 : *Possibilité de permettre aux communes de disposer du produit de la taxe d'équipement* (p. 5439); Art. 60 : *Perception de la taxe* (p. 5440).

ITHURBIDE (M. Jean), *Député du Val-de-Marne, 6e circonscription (U.D.-Ve).*

En remplacement de M. Nungesser, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [10 mai 1967] (p. 996), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 92) sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, **n° 265** [1er juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, **n° 373** [28 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

sur la proposition de loi (n° 317); adoptée par le Sénat, relative à la cession des parts ou actions mises sous séquestre comme biens ennemis, de sociétés dont l'actif est exclusivement composé de marques de fabrique et de commerce, **n° 375** [29 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 499 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales afin de proroger le délai de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement, **n° 686** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif au règlement judiciaire, à la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le décret du 20 mai 1955 et l'ordonnance du 23 décembre 1958; idée fondamentale du projet de loi reposant sur la distinction de l'homme et de l'entreprise; possibilité d'assurer la survie d'entreprises pouvant être financièrement redressées en écartant les dirigeants coupables de mauvaise gestion; allégement de la procédure; séparation des effets patrimoniaux du règlement judiciaire ou de la liquidation des biens des sanctions civiles traditionnellement attachées à la faillite et au règlement judiciaire; ses observations sur les sanctions civiles; création d'une dualité de juridictions; inorganisation de la déconfiture civile; dispositions relatives aux tribunaux civils, notamment celles concernant les personnes morales non commerçantes, pouvant être disjointes du projet en discussion; son souhait de voir les personnes morales non commerçantes relever de la compétence du tribunal de grande instance; notion de commercialité des personnes morales; exclusion du champ d'application de la loi des personnes morales non commerçantes; désignation du syndic; privilège des salariés; indemnité de licenciement; créances des apprentis; Commission des lois préconisant un plafond unique pour tous les salariés; introduction, dans la nomenclature, des privilèges, de l'indemnité de licenciement; information des assemblées concordataires; ses observations sur le « concordat préventif »; conditions de préparation de ce débat* [6 juin 1967] (p. 1606 à 1610); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « même nom »* (p. 1619); *ses observations sur les paroles de M. Zimmermann* (p. 1619); *juridiction consulaire; concordats; tenue de l'assemblée concordataire; dualité de juridictions; conflit de compétence; absence, dans le droit français, d'une procédure collective civile; cas des personnes morales non commerçantes* (p. 1619, 1620); *ses observations sur les paroles de M. Zimmermann* (p. 1620); *son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa de l'article premier par trois nouveaux alinéas : (Pièces jointes à la déclaration : le bilan, le compte de pertes et profits, un état chiffré des créances et des dettes, la liste des associés avec indication de leurs noms et domiciles en cas d'une société comportant des associés responsables solidairement des dettes sociales)* (p. 1621); *retrait de son amendement* (p. 1621); *son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de l'article premier* (p. 1621); Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « quelle que soit la nature de sa créance »* (p. 1621); *assignation du débiteur en cessation de paiement* (p. 1621); Art. 5 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Le tribunal compétent est le tribunal de commerce. Il connaît de toutes les contestations trouvant leur source dans les dispositions propres au règlement judiciaire et à la liquidation des biens »* (p. 1621); Art. 7 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Le tribunal prononce le règlement judiciaire s'il lui apparaît que le débiteur est en mesure de proposer un concordat sérieux et dans le cas contraire la liquidation des biens »* (p. 1622); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article après les mots « le syndic tient informé... » à supprimer les mots « tous les trois mois »* (p. 1622); *obligation du syndic de présenter des rapports au Procureur de la République tous les trois mois* (p. 1622); avant l'Art. 13 : *Son amendement tendant, dans la section I du chapitre III, avant l'article 13, à insérer un nouvel article : « Le jugement qui prononce le règlement judiciaire et la liquidation des biens constitue les créanciers en une masse représentée par le syndic qui seul agit en son nom et peut l'engager. Aucun créancier dont la créance a son origine antérieurement au jugement de règlement judiciaire ou de liquidation des biens et même au cas où l'exigibilité de cette créance*

interviendrait après ledit jugement ne peut prétendre avoir une créance sur la masse » (p. 1622); *définition de la masse* (p. 1622); Art. 13 : *Son amendement tendant à la fin de cet article après les mots « dispendieux à conserver » à insérer les mots « d'intenter ou »* (p. 1623); après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer, après cet article, un nouvel article : « Il est procédé à un inventaire des biens du débiteur, lui présent ou dûment appelé par pli recommandé »* (p. 1623); *établissement d'un inventaire* (p. 1623); Art. 19 : *Ses observations sur l'amendement de M. Massot* (p. 1623); Art. 21 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase du premier alinéa de cet article : « Avant l'expiration de cette période, l'autorisation est donnée par le tribunal pour une période qu'il détermine et qui est renouvelable ; il peut, à tout moment, même d'office, la retirer après avoir au besoin entendu les créanciers qui en feraient la demande »* (p. 1624); Art. 22 : *Continuation de l'exploitation dans l'intérêt public ou dans l'intérêt des créanciers* (p. 1624); Art. 23 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « En cas de règlement judiciaire, le juge-commissaire, sur requête du syndic, décide si le débiteur ou les dirigeants sociaux participeront à la continuation de l'exploitation et fixe, dans ce cas, les conditions dans lesquelles ils seront rémunérés »* (p. 1625); Art. 24 : *Son amendement tendant après les mots « cette autorisation » à substituer aux mots « doit être » le mot « est »* (p. 1625); Art. 26 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 1626); Art. 27 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* [7 juin 1967] (p. 1652); Art. 28 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les paiements pour dettes échues effectués après la date fixée en application de l'article 26 et les actes à titre onéreux accomplis après cette même date peuvent être également déclarés inopposables à la masse si de la part de ceux qui ont perçu, agi ou traité, avec le débiteur, ils ont eu lieu avec connaissance de la cessation des paiements »* (p. 1652); après l'Art. 28 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Validité du paiement d'une lettre de change, d'un billet à ordre et d'un chèque ; cas où la masse peut exercer une action contre le donneur d'ordre et le bénéficiaire)* (p. 1652); Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « valablement acquis et »* (p. 1653); Art. 31 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1653); avant l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Constitution des créanciers en une masse représentée par le syndic)* (p. 1653); *ses observations sur les créances fiscales ; nécessité d'alléger la procédure* (p. 1653); Art. 32 : *Ses observations sur les paroles de M. Rivierez* (p. 1654); Art. 34 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer au mot « ordonnés » le mot « prononcés »* (p. 1654); Art. 35 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « dommages-intérêts à produire » les mots « dommages-intérêts dont le montant sera produit »* (p. 1654); *exécution des contrats en cours* (p. 1654); Art. 37 : *Son amendement tendant après les mots « selon le cas » à rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « 1° Les créances fiscales résultant d'une taxation d'office ou d'une notification de redressement et qui n'ont pu faire l'objet d'un titre exécutoire à la date limite de production des créances ; 2° Les créances douanières qui ont fait l'objet d'un titre autorisant la prise de mesures conservatoires »* (p. 1655); *créances douanières* (p. 1655); Art. 38 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Situation des défaillants en cas de défaut de production dans les délais)* (p. 1655); *suppression du relevé de déchéance au bénéfice du salarié qui n'a pu produire la faillite* (p. 1655); Art. 39 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Rôle du syndic ; cas des créances visées au Code général des impôts et au Code des douanes ; rôle du juge-commissaire qui arrête l'état des créances)* (p. 1655); après l'Art. 39 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les contestations sur l'état arrêté par le juge-commissaire sont portées devant le tribunal »* (p. 1655); Art. 41 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 1655); *vérification des créances* (p. 1655, 1656); *simplification de la procédure de vérification des créances* (p. 1656); Art. 46 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « Les créances des ouvriers, employés, techniciens, cadres, apprentis, marins, voyageurs et représentants de commerce et, d'une façon générale, de tous les salariés sont garantis. »* (p. 1656); *cas des représentants de commerce* (p. 1656); Art. 47, 48 et 50 : *Ses amendements tendant,*

dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot « ordonnant » le mot « prononçant » (p. 1657); Art. 63 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « Peuvent participer aux délibérations, en personne ou par fondé de pouvoir, les créanciers figurant sur l'état des créances arrêté par le juge-commissaire conformément à l'article 39 »* (p. 1658); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Le créancier dont le privilège ou l'hypothèque seulement est contesté, est admis dans les délibérations en qualité de créancier ordinaire »* (p. 1658); Art. 64 et 65 : *Ses amendements tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « par une hypothèque, un nantissement » les mots « par une sûreté réelle »* (p. 1658); *son amendement tendant, dans la première phrase de l'article 65 à substituer aux mots « quatre mois » les mots « un mois »* (p. 1658); *délai accordé au percepteur pour la détermination de la créance de son débiteur* (p. 1658); Art. 66 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer au mot « autorisé » le mot « interdit »* (p. 1658); *établissement du concordat* (p. 1658); Art. 67 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « par une hypothèque, un nantissement » les mots « par une sûreté réelle »* (p. 1659); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article à substituer au mot « contraire » les mots « interdisant à l'administration d'accorder des remises ou des délais »* (p. 1659); Art. 70 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article : « Toutefois, le syndic pourra être dispensé par le concordat de la prise de la nouvelle inscription mais seulement dans le cas où le ou les commissaires à l'exécution du concordat, prévus à l'article 69, seraient habilités par le concordat à donner mainlevée de l'inscription prise en conformité de l'article 15 de la présente loi »* (p. 1659); *conditions imposées au syndic; difficultés de l'inscription d'une hypothèque* (p. 1659); Art. 71 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa 2) de cet article, à substituer aux mots « par une hypothèque, un nantissement » les mots « par une sûreté réelle »* (p. 1659); *son amendement tendant, dans la première phrase du cinquième alinéa de cet article à supprimer les mots « ou en droit »* (p. 1660); Art. 73 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « En cas de résolution ou d'annulation du concordat, les créanciers antérieurs au concordat retrouvent... »* (p. 1660); Art. 76 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Exercice par le Trésor de son droit de poursuite individuelle pour ses créances privilégiées)* (p. 1660); Art. 79 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « le créancier mis en demeure par le syndic doit procéder à la vente dans le délai imparti »* (p. 1660); *son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « Le privilège du créancier gagiste est opposable à tout autre »* (p. 1661); Art. 80 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, à supprimer le mot « notification »* (p. 1661); *nécessité de ne pas ralentir les opérations de liquidation des biens* (p. 1661); Art. 84 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « par jugement »* (p. 1661); Art. 87 : *Son amendement tendant, à la fin du troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots « de la reddition des comptes » les mots « du jour du jugement de clôture pour insuffisance d'actif »* (p. 1661); *délai pendant lequel le syndic reste responsable* (p. 1662); Art. 89 : *Son amendement tendant à la suppression du deuxième alinéa de cet article* (p. 1662); *créanciers ne pouvant exiger plus de trois années d'intérêt au taux légal à compter du jugement constatant la cessation des paiements* (p. 1662); Art. 90 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « ou de liquidation des biens » à insérer les mots « de signification »* (p. 1662); Art. 91 : *Son amendement tendant, après le mot « syndic » à ajouter les mots « et à tous ceux qui ont participé à l'administration du règlement judiciaire ou de liquidation des biens »* (p. 1662); *indication des personnes qui ne peuvent acquérir les biens du débiteur* (p. 1662); avant l'Art. 92 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi l'intitulé du chapitre VI : « Dispositions particulières aux sociétés et à leurs dirigeants »* (p. 1662); Art. 92 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1663); *application des dispositions du chapitre VI aux commerçants personnes morales et aux personnes morales de droit privé non commerçants* (p. 1663); Art. 93 et 95 : *Ses amendements tendant, au début de cet article, à substituer aux mots « personne morale » le mot « société »* (p. 1663); Art. 96 : *Son amendement tendant à la fin de*

cet article, à substituer aux mots « de la personne morale et qui n'exécutent pas cette dette » les mots « de la société et qui ne s'acquittent pas de cette dette » (p. 1663); Art. 97 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « d'une personne morale » les mots « d'une société »* (p. 1663); *son amendement tendant, dans les quatrième, cinquième et sixième alinéas de cet article, à substituer aux mots « de la personne morale » les mots « de la société »* (p. 1663); Art. 98 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « personnes morales » le mot « sociétés »* (p. 1663); Art. 99 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « 5° Les jugements visés à l'article 84 »* (p. 1664); *vente à forfait de l'actif* (p. 1664); Art. 100 : *Son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa 4° de cet article* (p. 1664); Art. 101 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « personne morale » le mot « société »* (p. 1664); *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « prévues par la loi » les mots « applicables aux personnes qui étaient déclarées en état de faillite au sens donné à ce terme antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi »* (p. 1664); *ses observations sur son amendement* (p. 1664); Art. 102 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « personne morale » le mot « société »* (p. 1667); Art. 105 : *Son amendement tendant après les mots « liquidation des biens » à substituer aux mots « d'une personne morale » les mots « d'une société »* (p. 1668); *son amendement tendant, à la fin de cet article, à substituer au mot « exécuté » le mot « acquitté »* (p. 1668); Art. 106 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « personne morale » le mot « société »* (p. 1668); Art. 107 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par le membre de phrase suivant : « ce droit étant exercé par un mandataire désigné par le tribunal à cet effet à la requête du syndic »* (p. 1668); Art. 110 : *Son amendement tendant à supprimer la fin du premier alinéa de cet article à partir des mots « sans toutefois »* (p. 1668); Art. 112 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « personne morale » le mot « société »* (p. 1669); Art. 114 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer au mot « requête » le mot « demande »* (p. 1669); Art. 122 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article : « Les dispositions du présent titre sont applicables : 1°) aux commerçants personnes physiques; 2°) aux personnes physiques dirigeants de sociétés; 3°) aux personnes physiques représentants permanents de personnes morales dirigeants de sociétés »* (p. 1670); Art. 123 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « personne morale » le mot « société »* (p. 1670); Art. 124 : *Son amendement tendant à supprimer le cinquième alinéa 4° de cet article* (p. 1670); *possibilité de prévoir le cas de banqueroute simple à titre facultatif* (p. 1670); Art. 125 : *Son amendement tendant, après le sixième alinéa 5° de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : 6°) si, après la cessation de ses paiements, il a payé un créancier au préjudice de la masse »* (p. 1671); Art. 127 : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa 6° de cet article à supprimer les mots « sans excuse légitime »* (p. 1671); *exigence de la mauvaise foi* (p. 1671); Art. 128 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Personnes punies des peines de la banqueroute simple)* (p. 1671); Art. 129 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : (Cas de cessation des paiements d'une société; peines de la banqueroute frauduleuse)* (p. 1672); Art. 130 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1672); Art. 139 : *Son amendement, tendant, dans le quatrième alinéa de ce 3° à substituer au chiffre « 129 » le chiffre « 128 »* (p. 1672); Art. 144 : *Son amendement tendant à supprimer la fin du dernier alinéa de cet article à partir des mots « si le débiteur... »* (p. 1673); Art. 146 : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 2101-4° du Code civil, à supprimer les mots « des contrats individuels »* (p. 1673); *indemnité de licenciement* (p. 1673); *son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 2104-2° du Code civil, à supprimer les mots « des contrats individuels »* (p. 1674); Art. 149 et 150 : *Ses amendements tendant, dans le texte modificatif proposé pour le 5° de l'article 768 du Code de procédure pénale, à substituer au mot « ordonnant » le mot « prononçant »* (p. 1674); Art. 151 : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour l'article 47 a du Livre premier du Code du travail, à remplacer le cinquième alinéa par deux nouveaux alinéas (Salaires et appointements de toute nature dus aux marins de commerce pour les quatre-vingt-dix derniers jours de travail ou pour la période de paiement*

si celle-ci est supérieure à quatre-vingt-dix jours) (p. 1675); *fixation du plafond* (p. 1675); Art. 152 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « L'article 26 de la loi n° 66-948 du 22 décembre 1966 »* (p. 1675); Art. 154 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1676); après l'Art. 154 : *Son amendement tendant à insérer le nouvel article suivant : « Les dispositions de la présente loi ne seront applicables qu'aux procédures ouvertes après son entrée en vigueur »* (p. 1676); *son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les actes faits en exécution de la présente loi sont dispensés du timbre et de l'enregistrement, à l'exclusion des jugements et arrêts et des actes portant mutation de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles »* (p. 1676); *ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 1677); Art. 76 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Droit de poursuite individuelle du Trésor public pour ses créances privilégiées)* (p. 1677); *Garantie pour les créanciers et le Trésor; question de la liquidation des biens* (p. 1677, 1678); Art. 80 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « de la notification »* (p. 1678); *ses observations sur la grosse* (p. 1678); *ses observations sur l'amendement de M. Massot; obligation du syndic de vendre les immeubles dans les trois mois qui suivent le jugement déclaratif* (p. 1679); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur; champ d'application de la loi aux personnes morales de droit privé non commerçantes; cas des sociétés civiles immobilières; établissement d'une procédure collective pour les personnes morales non commerçantes en état de cessation de paiement; problème des conflits de compétence* [1er juillet 1967] (p. 2537, 2538);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Eugène Claudius-Petit tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions; 2° de M. Wagner relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur ce texte* [23 juin 1967] (p. 2140);

— en deuxième lecture, du projet de loi sur les assurances maritimes, en qualité de *Rapporteur suppléant : Déclarations à faire par l'assuré en cas d'aggravation sensible du risque en cours de contrat; sanction de la non-déclaration; inopposabilité de la suspension et de la résiliation pour défaut de paiement d'une prime à l'égard des tiers de bonne foi* [23 juin 1967] (p. 2146); Art. 25 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2147); *retrait de son amendement* (p. 2147);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux événements de mer, en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur les articles 19 et 22; obligation d'assistance du capitaine; responsabilité du propriétaire du navire; règlement des avaries communes; position prise par le Sénat* [23 juin 1967] (p. 2147); Art. 22 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, après les mots : « toutes autres dispositions » à rédiger comme suit la fin de cet alinéa : « est réputée non écrite »* (p. 2147);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 réprimant certaines infractions en matière de registre du commerce, en qualité de *Rapporteur suppléant : Régime juridique de la société anonyme* [30 juin 1967] (p. 2492); Art. A et B : *Ses observations sur les amendements de M. Le Douarec et de M. Nungesser* (p. 2492); *consultation des commandités* (p. 2493); après l'Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Nungesser* (p. 2494); *nécessité d'harmoniser le système de cooptation* (p. 2494); En deuxième lecture : en qualité de *Rapporteur suppléant : Ses observations sur ce texte* [1er juillet 1967] (p. 2570);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la cession des parts ou actions, mises sous séquestre, comme biens ennemis, de sociétés dont l'actif est exclusivement composé de marques de fabrique et de commerce, en qualité de *Rapporteur : Société pouvant avoir des marques de fabriques pour seul actif* [30 juin 1967] (p. 2497, 2498); Article unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Marques de*

fabrique et de commerce et parts ou actions mises sous séquestre pouvant être librement cédées) (p. 2498);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, après l'Art. 14 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Commissionnaires en douane qui ont acquitté pour un tiers des droits, des amendes, des taxes de toute nature dont la douane assure le recouvrement étant subrogés au privilège de la douane)* [23 novembre 1967] (p. 5211); *ses observations sur son amendement* (p. 5211, 5212);

J

JACQUET (M. Marc), *Député de la Seine-et-Marne, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'Economie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

JACQUET (M. Michel), *Député de la Loire, 7e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est élu Questeur de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563), [2 avril 1968] (p. 968).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à rétablir le mérite social, **n° 154** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 fixant la date des sessions ordinaires des conseils généraux, **n° 788** [10 mai 1968].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisance des crédits affectés aux travaux d'adduction d'eau et d'assainissement dans les communes rurales; objectifs du Ve Plan; indemnité viagère de départ; abaissement de l'âge des bénéficiaires dans certaines zones prioritaires, c'est-à-dire dans les zones à économie rurale dominante; F.A.F.A.S.A.; ses observations sur les monts du Forez, les monts de la Madeleine, le massif du Pilat, les monts du Lyonnais; cas des régions montagneuses de la Loire* [8 novembre 1967] (p. 4674, 4675).

JACQUINOT (M. Louis), *Député de la Meuse, 1re circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

JACSON (M. William), *Député de Meurthe-et-Moselle, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à prévenir les licenciements abusifs à l'occasion des élections des délégués du personnel et des membres des comités d'entreprise, **no 121** [19 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (no 660) autorisant l'approbation de l'accord de siège, signé à Paris le 14 mars 1967 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale de la santé relatif aux privilèges et immunités du Centre international de recherche sur le cancer, **no 829** [22 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Politique économique et sociale du Gouvernement; situation des personnes âgées; rôle de l'association « Défense des intérêts des personnes âgées »; nombre des demandes de foyers-villages* [20 avril 1967] (p. 762, 763).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Problème des personnes âgées; nombre des personnes percevant l'allocation aux vieux travailleurs; allocation de loyer; allocation d'aide ménagère; ses observations sur l'association de défense des intérêts des personnes âgées et infirmes; ses observations sur le foyer-village, pour personnes âgées et infirmes de Saint-Nicolas-de-Port, en Meurthe-et-Moselle* [25 octobre 1967] (p. 4131, 4132).

JAMOT (M. Michel), *Député des Yvelines, Ire circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter les dispositions du Livre IV du Code de l'administration communale relatives aux traitements des agents communaux, **no 75** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi relative à la mise en œuvre d'une catégorie de logements d'intérêt social par les sociétés d'économie mixte, **no 225** [1er juin 1967].

JANS (M. Parfait), *Député des Hauts-de-Seine, 4e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales. [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à rétablir sous forme de détaxe la ristourne sur l'essence en faveur des chauffeurs de taxi, **no 205** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à accorder le droit de port d'armes aux chauffeurs de taxi, **no 238** [1er juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Situation de l'emploi dans la région parisienne (fermetures d'usines, licenciements, chômage); diminution des effectifs de Renault; aide à la reconversion des travailleurs; nécessité d'un dialogue avec les syndicats ouvriers de la région parisienne* [26 mai 1967] (p. 1365, 1366).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des anciens combattants d'Algérie; caractère de la guerre d'Algérie; rôle de l'Office national des anciens combattants; création d'un titre de reconnaissance pour les anciens combattants*

d'Algérie; ses observations sur les anciens combattants de la guerre de 1939-1945 et des expéditions postérieures au 11 novembre 1918; coût de l'alignement total des retraites des combattants [19 octobre 1967] (p. 3856, 3857);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. René Caille, tendant à renforcer la protection de certains représentants du personnel contre les licenciements : *Ses observations sur les entraves apportées aux libertés syndicales; refus du Gouvernement d'accorder à la C.G.T. des subventions; jurisprudence de la Cour de cassation; exemple de l'entreprise Citroën; exemple des ouvriers sans mandat* [18 avril 1968] (p. 1121, 1122); Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Caille* (p. 1122);

JARROT (M. André), *Député de Saône-et-Loire, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur les budgets annexes des essences et poudres, **n° 470** [23 octobre 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — Intérieur et Rapatriés, protection civile, **n° 483** [4 novembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Budgets militaires, en qualité de *Rapporteur pour avis: Budgets annexes des services des essences et des poudres; caractère du budget; ses observations sur les produits pour carburéacteurs* [24 octobre 1967] (p. 4041); Intérieur, après l'Art. 74 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Il sera annexé au projet de loi de finances un état récapitulatif de l'ensemble des crédits affectés à la protection civile »* [6 novembre 1967] (p. 4580); *ses observations sur son amendement* (p. 4580).

JEANNENEY (M. Jean-Marcel).

Ministre des Affaires sociales.
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Est nommé Ministre des Affaires sociales (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). — Décret du 7 avril 1967 (*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Affaires sociales (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou) décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 réprimant certaines infractions en matière de registre du commerce : *Ses observations sur ce texte* [1er juillet 1967] (p. 2570);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; *incertitude quant aux effets du vote de la proposition de loi sur la démographie; problème des conséquences morales et sociales; problèmes déontologiques; vente des contraceptifs* [1er juillet 1967] (p. 2577, 2578); *ses observations sur la motion de renvoi; rôle du Sénat* (p. 2578, 2579); Art. 2 et 3 : *Ses observations sur les amendements* (p. 2579); *rôle des officines pharmaceutiques* (p. 2580); *son*

amendement tendant, à l'alinéa premier de l'article 3 après les mots « la vente des contraceptifs » à insérer les mots « est subordonnée à une autorisation de mise sur le marché, délivrée par M. le Ministre des Affaires sociales et... » (p. 2580); *extension aux contraceptifs de la réglementation applicable aux médicaments spécialisés* (p. 2580); *ses observations sur l'amendement de M. Georges* (p. 2580); *optimum familial* (p. 2581); *cas des mineurs non émancipés* (p. 2581); *consentement écrit du représentant légal* (p. 2581); Art. 4 : *Définition des conditions d'agrément relevant du pouvoir réglementaire* (p. 2582); après l'Art. 4 : *Enseignement technique et post-universitaire théorique et hospitalier pratique dans les facultés de médecine et de pharmacie* (p. 2583); *application de l'article 41 de la Constitution* (p. 2583); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « de caractère commercial »* (p. 2584); *problème de la publicité* (p. 2584); Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 2584); *problème des peines* (p. 2584, 2585); Article additionnel : *Application de la loi* (p. 2585); En deuxième lecture, Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Peyret; certificat de non-contre-indication; rôle du médecin* [14 décembre 1967] (p. 5894, 5895); *question de l'exigence d'un carnet à souche; ses observations sur les sous-amendements de MM. Mainguy et Peyret* (p. 5896, 5897); *question de la validité du principe de compétence universelle de tous ceux qui possèdent le diplôme de docteur en médecine* (p. 5897); *répression du délit d'avortement* (p. 5898); *consultation de trois médecins* (p. 5898); *ses observations sur le critère de l'âge de 18 ou de 21 ans* (p. 5899); *ses observations sur l'amendement de M. Coumaros* (p. 5900); Art. 5 : *Publicité concernant les produits ou objets de nature à prévenir la grossesse; problème de la propagande* (p. 5900); Art. 5 *bis: Dérogation pour les territoires d'outre-mer* (p. 5901); *ses observations sur les paroles de Mme Baclet* (p. 5901); Art. 6 : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5902); Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire : *Utilité de la navette* [19 décembre 1967] (p. 6022);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur les dépenses sociales françaises; législation des conditions de travail; extension des conventions collectives; organisation du marché du travail; création de nouveaux départements dans la région parisienne; crédits d'engagement concernant les équipements sociaux et sanitaires; augmentation des dépenses de constructions hospitalières subventionnées par l'Etat; problèmes de la Sécurité sociale; réformes accomplies par les récentes ordonnances en matière de Sécurité sociale; taux du ticket modérateur pour les actes médicaux; distinction des cotisations selon leur affectation; création de trois caisses nationales; composition des conseils d'administration; régime des pensions et des retraites; problème de l'hospitalisation publique* [25 octobre 1967] (p. 4103 à 4105); *ses observations sur les paroles de M. Cassagne* (p. 4113); *ses observations sur les charges dites indues* (p. 4119); *Sécurité sociale n'ayant pas dans tous les cas la possibilité de récupérer sur les compagnies d'assurances automobile ou sur le fonds de garantie les sommes qu'elle doit débourser à l'occasion d'accidents d'automobiles; ses observations sur la taxe de 3 %; loi sur l'assurance maladie des non-salariés; ses observations sur les conseils d'administration régionaux* (p. 4121, 4122); *problème de savoir si un taux de cotisation supplémentaire est nécessaire à l'équilibre du régime particulier d'Alsace et de la Moselle* (p. 4124); *question de tenir compte du revenu des assurés sociaux; ticket modérateur* (p. 4125, 4126); *rôle de la mutualité; cas des dépenses pharmaceutiques dans les sociétés de secours minières; rôle que peuvent jouer les sociétés mutualistes en tant que section locale de la Sécurité sociale; représentation des mutuelles dans les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale* (p. 4128); *ses observations sur les charges indues* [26 octobre 1967] (p. 4155); *ses observations sur les paroles de M. Vinson* (p. 4155); *conditions dans lesquelles les produits vétérinaires seront vendus; ses observations sur la mutualité; ticket modérateur; nombre des zones d'abattement de salaires; ses observations sur le S.M.I.G.; extension des conventions collectives; extension géographique des conventions collectives régionales; insuffisance du nombre des infirmières; ses observations sur les écoles d'infirmières de l'assistance publique de Paris; travail à mi-temps pour les infirmières; constructions hospitalières; subventions de l'Etat aux collectivités locales pour les constructions sanitaires et sociales; Sécurité sociale; rôle des médecins; conseil d'administration des caisses*

d'assurance maladie; diversification des sources de financement de l'assurance maladie par l'institution d'une taxe sur les assurances automobile; conséquences de l'alcoolisme et du tabac; retraites des vieillards; rapport Laroque; âge de la retraite; politique d'aide à la famille; natalité française (p. 4163, 4164); *ses observations sur les amendements de M. Rivain* (p. 4165); Art. 64 : *Ses observations sur l'amendement de M. Rivain* (p. 4166).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Cassagne, relative à la réversion des pensions de Sécurité sociale [8 décembre 1967] (p. 5720).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Musmeaux, relative au calcul des pensions de Sécurité sociale [8 décembre 1967] (p. 5721).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Juquin, relative au visa des produits pharmaceutiques [8 décembre 1967] (p. 5722).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Lepeu, relative à la Sécurité sociale des travailleurs français migrants [8 décembre 1967] (p. 5723).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Rabourdin, relative à la revision de la législation en matière de représentation syndicale [8 décembre 1967] (p. 5723).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives au financement de l'équipement hospitalier : *Conséquences de la réforme de la Sécurité sociale sur les procédures et les possibilités de financement des hôpitaux publics; subventions de l'Etat; évaluations du Ve Plan hospitalier et leur degré de réalisation; répartition des tâches entre les trois caisses nationales de Sécurité sociale; répartition des fonds d'action sanitaire et social; comptabilité hospitalière; rôle de la caisse nationale d'équipement hospitalier* [8 décembre 1967] (p. 5725, 5726); *blocage des dossiers par certains conseils d'administration; coïncidence de la durée d'amortissement des immobilisations avec celles des prêts* (p. 5728); *conditions dans lesquelles les médecins qui ont reçu le prix Nobel ont effectué leurs recherches; caisse nationale d'équipement; l'ordonnance de décembre 1958 relative aux établissements hospitaliers privés* (p. 5729); *rôle des établissements hospitaliers privés* (p. 5731).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour [14 décembre 1967] (p. 5890).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6023);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. René Caille, tendant à renforcer la protection de certains représentants du personnel contre les licenciements : *Protection de certains représentants du personnel* [18 avril 1968] (p. 1122); Article unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte complétant l'article 22 de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée et l'article 16 de la loi du 16 avril 1946 modifiée (Cas des branches d'activités à caractère saisonnier où les salariés sont engagés par des contrats de travail à durée déterminée appelés à se renouveler par tacite reconduction)* (p. 1122); *ses observations sur les contrats de caractère saisonnier* (p. 1122); *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article* (p. 1122); *rôle de la Commission supérieure des conventions collectives pour la définition des activités saisonnières; parution des textes d'application* (p. 1122, 1123);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Peyret et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance nº 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments : *Procédure contractuelle entre les représentants des pharmaciens d'officine et les administrateurs responsables des régimes de Sécurité sociale; cas des pharmaciens qui n'ont pas adhéré à l'accord; ses observations sur le libre choix des pharmaciens par les clients; notion de libre choix du médecin* [2 mai 1968] (p. 1426); Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Vertadier* (p. 1426); *cas des pharmacies mutualistes* (p. 1427);

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1º de M. Leroy et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porte

à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture; 2° de M. Macquet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 54 *g* et 54 *j* du Livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 *f* du même Livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines : *Cas des entreprises qui n'adhèrent pas au C.N.P.F.; situation des employeurs qui ne constituent pas des entreprises; situation des petites et moyennes entreprises; problème des jeunes* [2 mai 1968] (p. 1440); *embauche des travailleurs de moins de 18 ans; fractionnement des congés; possibilité de prendre une partie des congés pendant l'hiver ou le printemps; institution d'une bonification d'un ou de deux jours de congé pour inciter les travailleurs à prendre une partie de leur congé en hiver ou au printemps* (p. 1441);

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Retrait de la proposition de loi tendant à permettre, pendant une période de six mois, la revision des pensions de retraite de la Sécurité sociale, liquidées entre 60 et 65 ans* [16 mai 1968] (p. 1921);

Répond à la question orale, sans débat, relative à la réglementation des hôpitaux et hospices publics [17 mai 1968] (p. 1943).

Répond à la question orale, sans débat, relative aux enfants inadaptés [17 mai 1968] (p. 1944).

Répond à la question orale, sans débat, relative aux travailleurs étrangers [17 mai 1968] (p. 1947, 1948).

Répond à la question orale, sans débat, relative à la situation des femmes chefs de famille [17 mai 1968] (p. 1951).

Répond à la question orale, sans débat, relative aux travailleuses familiales [17 mai 1968] (p. 1952).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à la situation sociale : *Conséquences du protocole d'accord établi au Ministère des Affaires sociales sous la présidence du Premier Ministre; taux horaire du S.M.I.G.; évolution des rémunérations des secteurs public et nationalisé; salaires du secteur privé autres que ceux fixés au niveau du S.M.I.G.; réduction de la durée du travail; possibilité d'une série d'accords de branche ou de secteur; réduction de deux heures des horaires hebdomadaires supérieurs à quarante-huit heures; réduction d'une heure des horaires hebdomadaires situés entre quarante-cinq et quarante-huit heures; revision des conventions collectives; structure de l'organisation professionnelle des chefs d'entreprise français; ses observations sur l'emploi et la formation; sécurité de l'emploi; situation des cadres; droit syndical; possibilité de faire bénéficier les délégués syndicaux d'un congé-éducation; Sécurité sociale; ratification des ordonnances sur la Sécurité sociale; réglementation du tiers-payant; ticket modérateur; allocations familiales; mesures en faveur de la vieillesse; allégement des conditions d'imposition des revenus salariaux; impôt sur le revenu; pouvoir d'achat des salaires; entreprises françaises ne devant pas être assujetties à des contraintes plus strictes que les entreprises concurrentes établies dans les autres pays du Marché commun; paiement des journées de grève; entreprises nationales; fonction publique; conséquence du protocole d'accord sur l'investissement économique; expansion de la production; agriculture; vote à bulletins secrets dans les usines; ses observations sur l'université* [28 mai 1968] (p. 2127 à 2131).

JENN (M. Alphonse), *Député du Haut-Rhin, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Construction d'un canal à grand gabarit entre Mulhouse et Altkirch; autoroute entre Mulhouse et Belfort; ses observations sur la circulation locale* [9 novembre 1967] (p. 4821, 4822).

JOXE (M. Louis), *Député du Rhône, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Garde des sceaux, Ministre de la Justice
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569);

— Garde des sceaux, Ministre de la Justice (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Garde des sceaux, Ministre de la Justice (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Dépôt :

Sa demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée, **n° 332** [20 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 260 du Code pénal : *Ses observations sur les paroles de M. Alain Terrenoire* [13 avril 1967] (p. 654);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires ayant élevé un ou des enfants recueillis à leur foyer, le bénéfice de la prolongation d'activité accordé aux fonctionnaires ascendants d'enfants morts pour la France : ***Ses observations sur ce texte*** [13 avril 1967] (p. 656);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, sur les assurances maritimes : *Réforme d'ensemble du droit maritime; harmonisation de la législation interne et des dispositions des conventions internationales; ses observations sur l'armement et les ventes maritimes; décalage entre l'assurance de mer et l'assurance de terre; caractère international du marché des assurances maritimes* [11 mai 1967] (p. 1007); Art. 6 et 7 : *Ses observations sur les amendements de M. Baudouin* (p. 1007, 1008); Art. 25 : *Son amendement tendant après les mots « la suspension et la résiliation de l'assurance » à insérer les mots « pour défaut de paiement d'une prime »* (p. 1009); *défaut de paiement d'une prime permettant à l'assureur de suspendre ou de résilier le contrat* (p. 1009, 1010); Art. 35 : *Référence au droit britannique; problème du délai de prescription; calcul du taux des primes* (p. 1010, 1011); Art. 40 : *Ses observations sur l'amendement de M. Baudouin* (p. 1011); Art. 2 (suite) : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « et 35 » les mots « 35 et 40 »* (p. 1011); *principe de l'interdiction de s'assurer contre la faute intentionnelle du capitaine* (p. 1011, 1012); *préférence aux principes juridiques fondamentaux* (p. 1012); Art. 60 : *Ses observations sur les amendements de MM. Baudouin et Foyer* (p. 1013); en deuxième lecture : *Crédit documentaire; protection du tiers porteur de bonne foi; problème de la compensation des primes* [23 juin 1967] (p. 2146, 2147);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux événements de mer : *Remise en ordre des textes existant en matière d'abordage, d'assistance en mer et d'avaries; Gouvernement se ralliant à l'ensemble des amendements proposés par la Commission des lois* [11 mai 1967] (p. 1014); en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1967] (p. 2147); Art. 22 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Ithurbide* (p. 2147, 2148);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Cour de cassation : *Hommage solennel rendu à son prédécesseur, M. Foyer; création de conseillers référendaires; allégement de certaines formations de jugement; création de chambres mixtes; renforcement des pouvoirs du premier président* [16 mai 1967] (p. 1031); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 1033); Art. 4 : *Cas des conseillers référendaires* (p. 1033); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article à substituer au mot « annuellement » les mots « sur proposition du Président de Chambre »* (p. 1033); *composition des chambres mixtes; rôle du premier président* (p. 1033); Art. 11

et 12 : *Ses observations sur les amendements de M. Krieg* (p. 1034); en troisième lecture : *Ses observations sur la portée de l'amendement présenté au Sénat* [23 juin 1967] (p. 2134).

Ses observations sur la modification de l'ordre du jour : *Report de la discussion du projet de loi relatif à des mesures économiques et sociales* [16 mai 1967] (p. 1034).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 175 du Code pénal : *Ses interventions sur les paroles de M. Palmero* [25 mai 1967] (p. 1314); Art. 1er et 2 : *Ses observations sur les amendements de M. Palmero* (p. 1314);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant un tribunal de première instance dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides : *Question de prestige et de protocole; mise en ordre d'un certain nombre de textes concernant la compétence du tribunal* [25 mai 1967] (p. 1315); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 1315); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Remplacement de l'article 8 du décret du 10 décembre 1912 relatif aux tribunaux français des Nouvelles-Hébrides; remplacement d'un magistrat titulaire ou intérimaire qui exerce des fonctions au tribunal de première instance siégeant à Port-Vila momentanément absent ou empêché)* (p. 1316); *distinction entre l'absence ou l'indisponibilité prolongée et l'absence ou l'empêchement momentané; problème de la suppléance; extension de la compétence du suppléant au domaine pénal* (p. 1316); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 1316);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de modifications apportées au Code civil et précisant les conditions d'application de certains articles de ce Code dans les mêmes départements : *Extension des textes modificatifs du Code civil dans les départements d'outre-mer* [25 mai 1967] (p. 1318); Art. 4 : *Application des articles 641 à 643 dans les départements d'outre-mer; problème des eaux; protection des sols; lutte contre l'érosion* (p. 1318); *ses observations sur les paroles de M. Capitant* (p. 1319);

— du projet de loi relatif au règlement judiciaire, à la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes : *Caractères de la faillite; attitude des tribunaux de commerce; décret du 20 mai 1955 ayant introduit le règlement judiciaire; ses observations sur les concordats; longueur de la procédure; caractères essentiels du projet; distinction entre l'homme et l'entreprise; problèmes posés par la cessation des paiements; problèmes de déchéance; information des créanciers; amélioration de la situation des salariés; amélioration de la procédure; harmonisation de notre législation avec celle des Etats membres de la Communauté économique européenne; renforcement du rôle du Parquet; ses observations sur les sociétés civiles immobilières et les coopératives agricoles; dualité des juridictions; cas des auxiliaires de justice; compétence des tribunaux de commerce* [6 juin 1967] (p. 1610 à 1612); *son opposition à la question préalable déposée par M. Gaston Defferre* (p. 1616); Art. 1er : *Extension de la procédure du règlement collectif du passif à des personnes morales de droit privé, même non commerçantes; dangers que peut entraîner l'inorganisation du passif de certaines personnes morales non commerçantes* (p. 1620); *ses observations sur les amendements de M. Ithurbide* (p. 1621); Art. 2 et 5 : *Ses observations sur les amendements de M. Ithurbide* (p. 1621); Art. 10 : *Rôle du Parquet; périodicité des informations du Procureur de la République* (p. 1622); avant l'Art. 13 : *Trésor public ne faisant pas partie de la masse; privilège du trésor public* (p. 1622); Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ithurbide* (p. 1623); après l'Art. 15 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Ithurbide hormis les termes « par pli recommandé »* (p. 1623); Art. 19 : *Ses observations sur l'amendement de M. Massot* (p. 1623); Art. 21 : *Ses observations sur le délai de trois mois* (p. 1624); Art. 22 : *Continuation de l'exploitation dans l'intérêt public ou dans l'intérêt des créanciers; exemple de l'affaire des chantiers de La Seyne* (p. 1624); Art. 26 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. de Grailly* (p. 1626); Art. 27 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* [7 juin 1967] (p. 1652); Art. 28, après l'Art. 28, Art. 29, 31 : *Ses observations sur les amendements de M. Ithurbide* (p. 1652, 1653); avant l'Art. 13 : *Rôle du syndic; fixation de la masse* (p. 1653); *problème de la définition de la masse*

(p. 1653); Art. 32 : *Ses observations sur les paroles de M. Rivierez* (p. 1654); Art. 34, 35, 37, 38, 39 : *Ses observations sur les amendements de M. Ithurbide* (p. 1654, 1655); Art. 41 : *Procédure de vérification des créances* (p. 1656); Art. 46 : *Amendement de M. Ithurbide introduisant les cadres dans l'énumération des professions prévues à cet article; cas des représentants de commerce* (p. 1656); Art. 63, 64, 65, 66, 67, 70, 71, 73, 79 : *Ses observations sur les amendements de M. Ithurbide* (p. 1658 à 1661); Art. 80 : *Importance de la notification* (p. 1661); Art. 89 : *Question de l'apurement du passif* (p. 1662); Art. 90, 91, 92, 93, 96, 99 et 101 : *Ses observations sur les amendements de M. Ithurbide* (p. 1662 à 1664); Art. 102, 105, 106, 107, 110, 112, 114, 122, 124, 125, 127, 128, 129, 130, 139, 144, 146, 149, 150 : *Ses observations sur les amendements de M. Ithurbide* (p. 1667 à 1674); Art. 151 : *Complexité des calculs imposés pour déterminer le « super-privilège » prévu par l'article 47 a du Livre Ier du Code du travail; plafond applicable à tous les salariés sans distinction dans la limite de leurs créances; privilège du Trésor* (p. 1675); Art. 152, 154 : *Ses observations sur les amendements de M. Ithurbide* (p. 1675, 1676); après l'Art. 154 : *Ses observations sur l'amendement de M. Zimmermann* (p. 1677); Art. 76 : *Droit de poursuite individuelle du Trésor; principe d'une publicité des créances privilégiées du Trésor; production des créances privilégiées du Trésor entre les mains du syndic; participation du Trésor à l'examen des conditions du concordat; limitation du droit de poursuite individuelle du Trésor* (p. 1678); Art. 80 : *Problème de la notification* (p. 1679). Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Projet sur la déconfiture; problème des conflits de compétence; cas des sociétés civiles de construction* [1er juillet 1967] (p. 2538, 2539).

Ses observations sur les paroles de M. Christian Bonnet sur l'ordre du jour complémentaire [7 juin 1967] (p. 1667).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi organique modifiant et complétant l'ordonnance nº 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée, portant loi organique relative au statut de la magistrature : *Ses observations sur les conseillers référendaires* [1er juillet 1967] (p. 2545); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg; établissement d'une nouvelle liste de trois juridictions* (p. 2545);

— du projet de loi organique, adopté par le Sénat, instituant un congé spécial pour les magistrats du corps judiciaire : *Possibilité de permettre la promotion des magistrats aux fonctions classées hors hiérarchie et à celles du premier grade* [1er juillet 1967] (p. 2546).

Aménagement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif aux tribunaux de grande instance* [1er juillet 1967] (p. 2547).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant dérogation dans la région parisienne aux règles d'organisation judiciaire fixées par l'ordonnance nº 58-1273 du 22 décembre 1958 : *Organisation des tribunaux de grande instance; problème des auxiliaires de la justice; création de nouvelles charges d'avoué* [1er juillet 1967] (p. 2549, 2550);

— du projet de loi adopté par le Sénat, relatif à l'organisation des cours d'assises dans la région parisienne : *Ses observations sur les paroles de M. Chazelle* [1er juillet 1967] (p. 2551, 2552);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance du 2 février 1945, modifiée, relative à l'enfance délinquante, et l'ordonnance nº 58-1274 du 2 décembre 1958 modifiée relative à l'organisation des juridictions pour enfants : *Choix du siège du tribunal pour enfants* [1er juillet 1967] (p. 2553);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs : *Ses observations sur ce texte* [1er juillet 1967] (p. 2554);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la résiliation des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles : *Ses observations sur ce texte* [1er juillet 1967] (p. 2555);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille : *Ses*

observations sur ce texte [1er juillet 1967] (p. 2556);

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs : *Cas d'altération des facultés corporelles; situation des personnes atteintes de sénilité; cas des mineurs déficients; problème des régimes de gestion; compétence du tribunal de grande instance; consultation d'un collège de trois médecins* [3 octobre 1967] (p. 3394, 3395); *son opposition à la demande de renvoi en commission* (p. 3396); Art. 490 du Code civil : *Altération des facultés mentales* (p. 3397); Art. 493 du Code civil : *Compétence du juge des tutelles* (p. 3400); *ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 3400); Art. 491 du Code civil : *Ses observations sur la curatelle et la sauvegarde de justice* (p. 3401); Art. 493-1 du Code civil : *Avis d'un médecin spécialiste* (p. 3403); Art. 501 du Code civil : *Collaboration entre le médecin et le juge* (p. 3405); après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Pleven* (p. 3408); Art. 8 : *Ses observations sur les établissements psychiatriques* (p. 3409); conclusions de la Commission mixte paritaire : *Détermination de la juridiction compétente; expertise médicale obligatoire; gestion des biens des malades; question de la procédure* [14 décembre 1967] (p. 5909, 5910); *ses observations sur les amendements déposés par M. Pleven* (p. 5913); *son amendement tendant à supprimer l'article 18* bis (p. 5914); *ses observations sur les dispositions fiscales* (p. 5914, 5915); en troisième lecture : *Détermination de la juridiction compétente; désignation d'un expert en médecine de tutelle ou de curatelle* [19 décembre 1967] (p. 6034, 6035); Art. 493-1 du Code civil : *Recours à une expertise; constatation médicale de l'altération des facultés* (p. 6036); en quatrième et dernière lecture : *Ses observations sur ce texte* [20 décembre 1967] (p. 6081);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION : *Son désir de saluer le Grand Chancelier de la Légion d'honneur; question de l'aménagement du domaine de la Légion d'honneur de Saint-Denis; enseignement donné dans cet établissement; construction d'un bâtiment scolaire pour lequel le comité de décentralisation des opérations immobilières de la région parisienne a donné son accord; transformation d'une partie du parc en jardin public* [23 octobre 1967] (p. 3961, 3962); JUSTICE : *Réforme judiciaire de 1958; création d'emplois; réforme des greffes et rachat de leur charge; augmentation de la délinquance; missions de la chancellerie; hommage rendu à l'œuvre accomplie par M. Foyer; évolution des structures de la nation; évolution de la famille et du droit des enfants; réforme du droit maritime; droit d'établissement; projet concernant la société commerciale européenne; nécessité d'avoir une justice plus rapide et accessible à tous; réforme de la Cour de cassation; réforme de la procédure civile; ordonnance de clôture; démocratisation de la justice; système de l'assistance judiciaire; réforme des structures judiciaires; ses observations sur les auxiliaires de justice; crise morale de la magistrature; insuffisance des moyens administratifs d'exécution; difficultés de l'avancement des magistrats; recours au régime des congés spéciaux; création d'un corps intermédiaire; augmentation des effectifs de magistrats; revision de la carte administrative; administration pénitentiaire; prison de Fleury-Mérogis; plan d'aménagement de la région parisienne; détention préventive; système des peines d'emprisonnement et des libérations conditionnelles; utilisation des éducateurs, des psychologues et des médecins du contingent; débat sur l'amnistie* (p. 3965 à 3968); *prison de la Roquette; ses observations sur une partie du jardin de la chancellerie qui touche l'école d'enfants de la rue Cambon; possibilité de permettre aux avocats d'occuper des charges d'administrateurs de sociétés; palais de justice de Corbeil; clubs de prévention; situation des greffiers; problèmes relatifs au personnel; question de l'avancement personnel des magistrats indépendant de l'emploi occupé; mobilité du corps judiciaire; création d'un corps intermédiaire qui pourra servir de secrétariat permanent aux magistrats* (p. 3984, 3985); *accélération de l'avancement des magistrats au début de leur carrière; problème de la probation; vote d'une loi d'amnistie; ses observations sur la libération conditionnelle; problème de la mise en état des causes* (p. 3985); *nécessité de modifier les rapports entre le magistrat et l'avocat; nécessité de laisser à la plaidoirie son caractère d'improvisation; problème des détentions préventives; éventualité d'une fusion des professions d'avocat et d'avoué; réforme de l'assistance judiciaire* (p. 3985, 3986); *équipement des greffiers fonctionnaires; ses observations sur les frais de fonctionnement des greffes* (p. 3987).

Répond à la question orale, sans débat, de Mme Thome-Patenôtre, relative à la protection des enfants maltraités [27 octobre 1967] (p. 4253, 4254).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Peretti, relative au mariage en France des étrangers [27 octobre 1967] (p. 4255).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Caractères de l'amnistie; ses observations sur les lois du 23 décembre 1964 et du 17 juin 1966; champ d'application de l'amnistie; distinction entre l'assassin et celui qui était égaré par le patriotisme; amnistie par décret; distinction entre l'amnistie de plein droit et l'amnistie par décret; garanties en cas de contestation sur l'exclusion de l'amnistie; Cour de sûreté de l'Etat; ses observations sur l'assassinat politique; rôle du Président de la République* [28 novembre 1967] (p. 5281 à 5283); *ses observations sur les paroles de M. Cléricy; ses observations sur l'expression « abus de confiance »* (p. 5290); *amnistie relative aux événements de 1871* (p. 5292); *ses observations sur les paroles de M. Alduy; définition de la grâce amnistiante* (p. 5294); *amnistie par décret; ses observations sur la personnalisation de l'amnistie; son opposition à la motion de renvoi en commission* (p. 5299); *distinction entre la grâce et l'amnistie* (p. 5300); *application de l'article 34 de la Constitution; rôle du Président de la République* (p. 5300, 5301); *caractères du projet de loi; octroi de l'amnistie par décret; amnistie de plein droit; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution* [14 décembre 1967] (p. 5903); Art. 1er : *Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5905); Articles additionnels : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 5906);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Krieg, tendant à modifier les dispositions de l'article 1099-2° du Code civil relatif aux donations entre époux : *Intérêts du donateur; sécurité des transactions; principe de la non-rétroactivité des lois* [14 décembre 1967] (p. 5915, 5916);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la suppléance du magistrat chargé du service de la juridiction de droit commun instituée sur le territoire des îles Wallis et Futuna : *Conditions du remplacement du juge; choix du suppléant* [19 décembre 1967] (p. 6025, 6026); Article unique : *Ses observations sur les amendements de M. Krieg* (p. 6026, 6027);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre la réintégration dans la nationalité française : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6027);

— du projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes : *Constitution d'un Code du droit maritime privé; loi sur la navigation de plaisance; prêt à la grosse aventure; codification des règles non écrites* [2 mai 1968] (p. 1430); *rapports entre le remorqueur et le navire remorqué; droits des courtiers* (p. 1430, 1431); Art. 10 et 12 : *Ses observations sur les amendements de M. Cazenave* (p. 1431, 1432); Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Sénéchal* (p. 1432); Art. 24 : *Faute du remorqueur* (p. 1433); après l'Art. 27 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Sénéchal* (p. 1433); Art. 42 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « La présente loi est applicable aux territoires d'outre-mer sous réserve des compétences dévolues par les statuts particuliers du territoire français des Afars et des Issas et du territoire français des Comores »* (p. 1434); *exemple du projet de loi relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire* (p. 1434);

— du projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime : *Interdiction de communiquer à des autorités étrangères des documents et des renseignements intéressant le commerce maritime national; objet et conséquence du projet de loi* [16 mai 1968] (p. 1918); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, après les mots « d'une personne morale » à insérer les mots « de droit privé »* (p. 1919);

— du projet de loi modifiant et complétant les articles 93 et 552 du Code de procédure pénale : *Mobilité des juges d'instruction; réduction du délai de comparution en justice dans la région parisienne; région administrative de Paris étant considérée comme une sorte de circonscription judiciaire pénale* [16 mai 1968]

(p. 1920); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 1920);

— du projet de loi portant amnistie : *But de l'amnistie; caractères du projet de loi; rapidité de son dépôt; domaine de l'amnistie; délimitation dans le temps de l'exercice de l'amnistie; Trésor renonçant à recouvrer les frais engagés* [22 mai 1968] (p. 2057); *ses observations sur les paroles de M. Barel et de M. Delorme* (p. 2060); Art. 1er : *Exclure les vols de l'amnistie* (p. 2060); après l'Art. 1er : *Ses observations sur les condamnés en raison des événements d'Algérie* (p. 2061, 2062); Art. 2, 3, 4, 5 et 6 : *Ses observations sur les amendements de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 2062, 2063); *ses observations sur les explications de vote; problème de l'amnistie des faits en relation avec les événements d'Algérie* (p. 2064).

JULIA (M. Didier), *Député de Seine-et-Marne, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— secrétaire d'âge [3 avril 1967] (p. 546), [2 avril 1968] (p. 965);

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la question orale de M. Abelin, relative au reclassement du personnel français des bases américaines : *Problème de reconversion industrielle dans la région de Fontainebleau; installation de nouvelles industries remplaçant les bases alliées; priorité absolue accordée aux employés licenciés* [12 avril 1967] (p. 635);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Explosion démographique; formation des maîtres universitaires n'ayant souvent aucune formation administrative; adaptation des élèves aux conditions de la vie moderne; problèmes d'orientation; réforme des structures de l'enseignement; possibilité d'envisager, au mois de juin, des émissions de télévision sur les possibilités d'emploi offertes dans chaque branche et à chaque niveau d'enseignement; recherches pédagogiques; création d'écoles maternelles en milieu rural; salaire d'un instituteur en milieu rural; rapport Laurent; absence de diversification des structures de l'enseignement technique et professionnel; organisation de l'enseignement technique; ses observations sur le baccalauréat de technicien et le baccalauréat des mathématiques supérieures techniques; situation de la région parisienne; classes préparatoires de mathématiques supérieures techniques; absence d'une politique d'ensemble concernant l'enseignement technique; inadaptation de l'enseignement technique à l'agriculture; projet Domedu concernant le baccalauréat et l'examen d'entrée en faculté; mécontentement des correcteurs qui n'ont pas le temps de lire attentivement les copies; organisation de la réforme du premier cycle de l'enseignement supérieur; conception de l'Education nationale à l'échelle de l'Europe* [31 mai 1967] (p. 1455 à 1457).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Démocratisation de l'enseignement; réforme pédagogique; définition d'une politique de recherche pédagogique; utilisation des moyens audio-visuels; collaboration avec les grandes industries privées; politique de l'enseignement du latin; politique de l'utilisation des classes terminales pratiques; problème de l'orientation à l'entrée en seconde; modernisation des moyens de l'information* [26 octobre 1967] (p. 4200, 4201).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants : *Condamnation de la profanation de la tombe du Soldat Inconnu à l'Arc de triomphe; planification nécessaire de l'enseignement afin d'offrir un débouché et un emploi aux différentes catégories d'étudiants; création d'instituts universitaires de technologie pour les lettres; tâches administratives surchargeant le travail des assistants de la Sorbonne; adaptation de la jeunesse à la paix sociale en France et à la paix internationale en Europe* [8 mai 1968] (p. 1620, 1621).

JUQUIN (M. Pierre), *Député d'Essonne, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à l'amnistie des infractions pénales commises à l'occasion des événements survenus dans l'Université, **n° 782** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur l'Education nationale et la recherche scientifique ; part du produit national consacrée à l'éducation et à la recherche ayant moins augmenté en France que dans les autres pays étrangers ; application du principe « à travail égal salaire égal » ; atteintes portées à la laïcité de l'école ; sélection des enfants et des jeunes selon leur origine sociale ; proportion des étudiants en sciences ; importance du sport ; nécessité d'une éducation nationale démocratique ; développement des bourses et des allocations d'études étant indispensable ; prolongation de la scolarité obligatoire ; développement de l'école maternelle ; enseignement technique ; formation des maîtres ; situation des enfants handicapés ; importance de l'informatique* [19 avril 1967] (p. 737, 738) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur l'Education nationale : *Caractère du débat ; régime politique actuel étant autoritaire ; système de cogestion de l'Education nationale ; propositions faites par le comité Rueff-Armand ; plan Langevin-Wallon ; nécessité d'une école démocratique ; importance du tronc commun de promotion éducative ; importance et rôle des bourses ; aide culturelle aux enfants des ouvriers, des paysans et des employés ; information psycho-pédagogique ; préparation professionnelle ; éducation permanente ; nécessité d'une culture générale dans l'éducation contemporaine ; ses observations sur les programmes ; enseignement supérieur ; implantation de nouveaux établissements ; allocation d'études aux étudiants ; unité de l'enseignement supérieur ; liaison avec la recherche ; formation des enseignants chercheurs ; rôle des instituts de préparation ; écoles maternelles ; modernisation des programmes et des méthodes ; formation technique ; nécessité de prolonger de deux ans après le baccalauréat la formation générale des instituteurs ; éducation physique et sportive ; enseignement artistique ; régression d'une langue moderne, telle que le russe ; cas du département de l'Essonne ; ses observations sur les collèges d'enseignement secondaire* [30 mai 1967] (p. 1391 à 1394) ; *ses observations sur les paroles de M. Peyrefitte : prolongation de la scolarité d'un petit nombre d'élèves* [1er juin 1967] (p. 1519).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur un incident récent à l'hôpital psychiatrique de Perray-Vaucluse dans l'Essonne ; insuffisance du personnel et de l'équipement de la section de médecine psychiatrique* [25 octobre 1967] (p. 4131) ; EDUCATION NATIONALE : *Enseignement supérieur ; objectifs du Ve Plan ; taux d'accroissement des effectifs d'étudiants ; pourcentages d'échecs dans les facultés ; inadaptation de nombreux enseignements ; défauts de la pédagogie ; mauvaise préparation de bon nombre de bacheliers aux études supérieures ; son opposition à tout* numerus clausus *à l'entrée des facultés ; recrutement et formation des maîtres de l'enseignement supérieur ; création d'instituts de préparation à la recherche pour l'enseignement supérieur ; modernisation des thèses notamment de lettres ; développement des I.P.E.S. ; adaptation du système scolaire et des universités au progrès scientifique ; création d'une allocation d'études ; amélioration du système des bourses ; carence du budget pour la recherche ; rôle du C.N.R.S. ; agence nationale pour la valorisation de la recherche* [26 octobre 1967] (p. 4206, 4207) ; *ses observations sur le coût de la force de frappe* [27 octobre 1967] (p. 4261) ; AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur l'Opéra-Comique ; absence en France de Ministre de la Culture ; rôle des maisons de la culture ; détermination de l'emplacement du musée du XXe siècle à Paris ; ses observations sur le rapport de M. Pomey ; rôle du mécénat ; politique envisagée par la gauche* [9 novembre 1967] (p. 4764, 4765).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative au visa des produits pharmaceutiques [8 décembre 1967] (p. 5722).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Rapports entre la science et la technique; insertion de la science dans les forces productives étant un facteur de socialisation; rôle de l'Etat; insuffisances de progression des crédits de fonctionnement indispensables à la mise en valeur du potentiel scientifique national; insuffisances en personnel; section de physique des solides du Comité national de la recherche scientifique; fonctions des chargés de recherche de chimie organique; dépenses militaires de recherche; retombées technologiques; ses observations sur l'INFA, l'INSERM et l'ORSTOM; problème de l'orientation et de l'organisation; scolarité jusqu'à 18 ans; éducation permanente; plan-calcul; ses observations sur le C.N.R.S.; « fuite des cerveaux » vers les Etats-Unis; enseignement supérieur; conception de l'enseignant-chercheur; réforme des structures universitaires; problème de la production; recherche appliquée; « défi américain »; laboratoire central des ponts et chaussées; informatique; création de sociétés d'étude et de recherche appliquée publiques ou semi-publiques; création d'un office national des instruments scientifiques; question du financement; problème des choix; équilibre entre la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement; contrats de recherche passés par des organismes industriels avec les laboratoires de l'éducation nationale; rôle d'un comité de la recherche industrielle pour la définition de la conjoncture économique; nécessité de structures démocratiques; institut Blaise Pascal; augmentation du nombre des postes budgétaires; adoption d'un statut pour les chercheurs; création d'un cadre permanent dans le C.N.R.S.; rôle des animateurs; ses observations sur le lanceur Diamant; développement du champ de tir de Kourou et de la station de Pleumeur Bodou; recherche en physique; rôle des nationalisations; crise de l'université* [7 mai 1968] (p. 1554 à 1557);

— sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants : *Nécessité de retirer la police des locaux universitaires et du quartier Latin et de rouvrir les Facultés; nécessité de répondre à l'appel des professeurs de la Faculté des Sciences; décision de « désescalade »; insuffisance des moyens donnés à l'université; construction de la Faculté de Villetaneuse; refonte des structures et transformation du contenu et des méthodes de l'enseignement supérieur; projet global de réforme de l'Education nationale du parti communiste; rôle de l'université; mise en place d'un système cohérent d'authentique enseignement professionnel supérieur; adoption de la proposition d'amnistie; construction d'urgence de plusieurs facultés (Villetaneuse, Créteil, Verrières); attribution de subventions à l'U.N.E.F.* [8 mai 1968] (p. 1612, 1613).

Son rappel au Règlement : *Crise de l'université et de la jeunesse française; inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi d'amnistie* [14 mai 1968] (p. 1785).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : *Politique universitaire, économique et sociale du Gouvernement; combativité des étudiants contre la répression policière; instauration d'une démocratie nouvelle ouvrant la voie au socialisme; rapports du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire; champ d'application de l'amnistie* [22 mai 1968] (p. 2059).

K

KASPEREIT (M. Gabriel), *Député de Paris, 7e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement Européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 39 du Code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, **no 81** [12 avril 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (no 426). VII. — Commerce intérieur, **no 456** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ECONOMIE ET FINANCES. — II. — SERVICES FINANCIERS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Commerce intérieur; recherche commerciale; institut national de la consommation; ses observations sur le laboratoire coopératif et la Fondation pour le développement de l'enseignement de la gestion des entreprises; généralisation de la T.V.A.; ordonnance relative au respect de la loyauté en matière de concurrence; création d'un fonds social et d'amélioration des structures commerciales* [4 novembre 1967] (p. 4473); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Développement des échanges internationaux; problème de l'équilibre de nos comptes extérieurs; importances des hydrocarbures; négociations avec l'Irak; événements du Moyen-Orient; nécessité de renforcer l'indépendance française à l'égard du cartel international; développement de l'équilibre de nos échanges extérieurs en ce qui concerne nos achats de pétrole; définition de la société européenne* [7 novembre 1967] (p. 4617, 4618);

— du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur la police parisienne* [22 mai 1968] (p. 2057).

KRIEG (M. Pierre-Charles), *Député de Paris, Ire circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission

mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918).

Est élu président de cette Commission [15 décembre 1967] (p. 5982).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 mai 1968] (p. 1955).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'organisation de l'ordre des experts techniques en automobiles, **n° 40** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi relative à la protection des gisements fossiles, **n° 43** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, **n° 45** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946, concernant les indemnités à accorder aux travailleurs du bâtiment et des travaux publics en cas d'intempéries, **n° 48** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à réviser certaines rentes viagères, **n° 50** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 1039-2° du Code civil relatif aux donations entre époux, **n° 53** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires ou occupants, en cas de vente de l'appartement qu'ils occupent, **n° 54** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 54-781 du 2 août 1954, en vue de faciliter les possibilités de logement des étudiants et des personnes seules, **n° 55** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi relative au contrôle des traitements médicaux effectués par les praticiens non titulaires du diplôme de docteur en médecine, **n° 58** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à instituer un ordre professionnel des arts appliqués, **n° 61** [12 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 94) relatif à l'organisation des justices de paix à compétence ordinaire en Polynésie française, **n° 142** [26 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 172), modifié par le Sénat, relatif à la Cour de cassation, **n° 177** [11 mai 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 99), adopté par le Sénat, instituant un tribunal de première instance dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides, **n° 216** [19 mai 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 292), modifié par le Sénat, en deuxième lecture, relatif à la Cour de cassation, **n° 327** [15 juin 1967].

Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 33 du Règlement, **n° 339** [21 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi organique (n° 282) modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958, modifiée, portant loi organique relative au statut de la magistrature, **n° 335** [21 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 303), relative au remplacement des membres de la chambre des députés des Comores, **n° 361** [22 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 364) adopté par le Sénat instituant un congé spécial pour les magistrats du corps judiciaire, **n° 367** [23 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), II. — Justice, **n° 467** [17 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 514) étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, **n° 523** [23 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 24), rejeté par le Sénat, relatif à la suppléance du magistrat chargé du service de la juridiction de droit commun instituée sur le territoire des îles Wallis et Futuna, **n° 541** [5 décembre 1967].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 514) étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, **n° 573** [12 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 575), adoptée par le Sénat, tendant à permettre la réintégration dans la nationalité française, **n° 598** [15 décembre 1967).

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 593), modifié par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores, **n° 626** [19 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 641) relatif à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants, **n° 706** [19 avril 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 704) modifiant et complétant les articles 93 et 552 du Code de procédure pénale, **n° 769** [7 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'organisation des justices de paix à compétence ordinaire en Polynésie française, en qualité de *Rapporteur : Réforme judiciaire de 1958 ne s'appliquant pas en Polynésie ; composition des tribunaux et règles de procédure étant déterminées par les dispositions du décret du 21 novembre 1933 ; fonctions de juge de paix itinérant étant remplies par des magistrats désignés par le tribunal supérieur d'appel de Papeete ; harmonisation des textes ; réglementation des suppléances des juges de paix ; représentation du Ministère public ; moyens mis à la disposition de la justice en Polynésie française ; leur insuffisance* [27 avril 1967] (p. 863, 864) ; *ses observations sur les paroles de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 865, 866) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Audiences des justices de paix à compétence ordinaire)* (p. 866) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi et notamment le second alinéa de l'article premier du décret susvisé du 21 novembre 1933 »* (p. 866) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 866) ;

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la Cour de cassation, en qualité de *Rapporteur : Création d'une chambre civile supplémentaire ; substitution d'un système de chambres mixtes au système de l'Assemblée plénière civile ; substitution d'une assemblée plénière d'un type nouveau à l'instance traditionnelle des chambres réunies ; accroissement des pouvoirs du premier président ; création de conseillers référendaires ; modifications faites par le Sénat* [16 mai 1967] (p. 1031) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du dernier alinéa de cet article : « Les effectifs des magistrats et des greffiers sont fixés par décret. La répartition de ces effectifs entre les chambres de la Cour est fixée annuellement par ordonnance du premier président en ce qui concerne les conseillers et les conseillers référendaires et par le procureur général en ce qui concerne les avocats généraux »* (p. 1032) ; *composition de la Cour de cassation ; ses observations sur l'amendement déposé au Sénat par M. Namy : « Les effectifs des magistrats et des greffiers, ainsi que la répartition de ces effectifs au sein de chacune des chambres de la Cour demeurent fixés conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 » ; problème de la fixation des effectifs des magistrats et de la composition des chambres par décret en Conseil d'Etat ; caractère indispensable de conserver parmi les postes hors hiérarchie de la Cour de cassation, les débouchés existants* (p. 1032, 1033) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « Ils y rapportent les affaires qui leur sont distribuées »* (p. 1033) ; *cas des conseillers référendaires* (p. 1033) ; Art. 5 : *Désignation annuelle par le premier président des conseillers devant siéger dans une chambre mixte* (p. 1033) ; Art. 11 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « par une déclaration du bureau prise au début de chaque année judiciaire » les mots « par ordonnance du premier président après avis du procureur général »* (p. 1034) ; *compétence de chacune des chambres civiles* (p. 1034) ; *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 11* (p. 1034) ; Art. 12 : *Son amendement tendant au début du quatrième alinéa de cet article à supprimer les mots « en outre »* (p. 1034) ; en troisième lecture, en qualité de *Rapporteur : Composition des chambres mixtes ; question de la désignation annuelle par le premier président des conseillers qui peuvent composer les chambres mixtes de la Cour de cassation ; position adoptée par le Sénat* [23 juin 1967] (p. 2134) ;

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant un tribunal de première instance dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides, en qualité de *Rapporteur : Nouvelles-Hébrides formant un condominium sous la souveraineté de la France et de la Grande-Bretagne ; convention franco-britannique de novembre 1887 ; conséquences du « Western Pacific courts order un council » de 1962 qui a modifié la situation du magistrat britannique siégeant aux Nouvelles-Hébrides ; nombre des juridictions nationales aux Nouvelles-Hébrides ; ses observations sur le tribunal mixte ; substitution à la justice de paix à compétence étendue qui siège à Port-Vila d'un tribunal de première instance ; réorganisation des justices de paix à compétence ordinaire en Polynésie française ; problème des décrets, dits « coloniaux »* [25 mai 1967] (p. 1315) ; Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Le 1° de l'article premier du décret du 9 mai 1909, instituant des tribunaux français aux Nouvelles-Hébrides, est rédigé comme suit : « 1° Un tribu-*

nal de première instance siégeant dans les conditions prévues pour les sections détachées des tribunaux de première instance des territoires d'outre-mer ne comportant pas un représentant permanent du Ministère public » (p. 1315); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1315); *ses observations sur l'amendement de M. Hoguet* (p. 1316); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article (Composition, règles d'organisation de compétence et de fonctionnement de la nouvelle juridiction)* (p. 1316); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer la fin de cet article à partir des mots « et notamment »* (p. 1316);

— du projet de loi relatif à l'organisation du territoire de la Côte française des Afars et des Somalis, en qualité de *Rapporteur suppléant : Volonté de la population de la Côte française des Somalis de demeurer dans le sein de la République française; équilibre des communautés au sein de la Chambre des députés; rapports de la Chambre des députés et du Conseil de gouvernement; nature contractuelle de l'aide de la métropole; conditions d'éligibilité et d'élection des ministres; attributions du Conseil de gouvernement et de son président; ses observations sur le nom du territoire; maintien en vigueur de la loi électorale du 30 juillet 1963; ses observations sur les éventuels recours pour excès de pouvoirs devant le Conseil d'Etat; détermination des compétences de l'Etat et du territoire; droit de dissolution; avis de l'Assemblée territoriale du 12 mai 1967; élection du président et du bureau de la Chambre des députés; gestion du port de Djibouti* [13 juin 1967] (p. 1757 à 1759); Préambule et Art. 1er : *Ses amendements tendant, dans le premier alinéa du préambule, à substituer aux mots « territoire de la Côte française des Afars et des Somalis » les mots « territoire français des Afars et des Issas »* (p. 1760); *ses observations sur ses amendements* (p. 1760, 1761); Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre du projet de loi : « Projet de loi relatif à l'organisation du territoire français des Afars et des Issas »* (p. 1765);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition et celle de MM. de Grailly et Peretti tendant à modifier l'article 33 du Règlement : *Ses observations sur les commissions spéciales* [1er juillet 1967] (p. 2515);

— du projet de loi organique modifiant et complétant l'ordonnance nº 58-1270 du 22 décembre 1958, modifiée, portant loi organique relative au statut de la magistrature, en qualité de *Rapporteur : Nomination aux fonctions de conseiller référendaire; procédure spéciale selon laquelle les conseillers référendaires à la Cour de cassation seront nommés à un niveau hiérarchique égal, dans d'autres fonctions* [1er juillet 1967] (p. 2544); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 28-1 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 (Possibilité pour les magistrats de présenter, après leurs premières demandes d'affectation, une nouvelle liste de trois juridictions)* (p. 2545);

— du projet de loi organique, adopté par le Sénat, instituant un congé spécial pour les magistrats du corps judiciaire, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le congé spécial; statut des magistrats; montant de la rémunération des magistrats pendant la période de congé; problème des incompatibilités* [1er juillet 1967] (p. 2546);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Maurice Herzog tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets, ses explications de vote : *Conditions du travail parlementaire; son abstention lors du vote* [1er juillet 1967] (p. 2594); en deuxième lecture, Art. 8 *quater : Rôle des magistrats; conditions de brevetabilité; définition de l'activité inventive* [14 décembre 1967] (p. 5870);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Augmentation des crédits; situation des magistrats; statut de la magistrature; réforme législative accomplie par M. Foyer; procédure civile; procédure de la mise en état des causes; problème d'ordre pénal; prison de Bastia; maison d'arrêt de Fleury-Mérogis; détention préventive; introduction dans la loi des critères qui permettraient aux juridictions saisies en appel ou à la Cour de cassation de contrôler effectivement les conditions de détention préventive des personnes poursuivies devant les juridictions pénales; sort des condamnés; octroi des mesures de grâce; libération*

conditionnelle; ses observations sur les sursis avec mise à l'épreuve [23 octobre 1967] (p. 3964, 3965); *problème de la démolition d'un mur sur le domaine du Ministère de la Justice à l'angle de la Chancellerie donnant sur la rue Cambon* (p. 3979); INTÉRIEUR : *Ses observations sur le projet de loi relatif aux opérations de déminage poursuivies par l'Etat; effectif du corps des démineurs* [6 novembre 1967] (p. 4558);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, en qualité de *Rapporteur : Caractères de l'amnistie; ses observations sur la subversion née des événements d'Algérie; ses observations sur les lois des 23 décembre 1964 et 17 juin 1966; propositions de loi portant amnistie totale déposées par MM. Médecin et Mitterrand; distinction entre l'amnistie de plein droit et l'amnistie par décrets présidentiels; possibilité d'amnistier des infractions qui n'ont pas donné lieu à des décisions définitives; problème des crimes et délits commis avant le 1er janvier 1967 en relation directe avec les événements d'Algérie; distinction entre les affaires n'ayant pas donné lieu à jugement et celles ayant fait l'objet, soit d'un arrêt de mise en accusation, soit d'une décision; suppression du tribunal militaire et de la cour militaire de justice; question de l'amnistie totale; nombre des personnes qui ne pourront bénéficier que de l'amnistie par décret prévue à l'article 3 dans le cas de l'adoption du présent projet de loi; situation de certains résistants* [28 novembre 1967] (p. 5279 à 5281); *ses observations sur les paroles de M. Cléricy* (p. 5288), *sur celles de M. Massot* (p. 5291) *et sur celles de M. Alduy* (p. 5294); *ses observations sur la motion de renvoi en commission; amnistie de plein droit* (p. 5301); *ses observations sur la discussion en commission; ses observations sur les amendements déposés sur ce projet de loi* [14 décembre 1967] (p. 5903); Art. 1er : *Ses observations sur les paroles de M. Dejean* (p. 5905); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Toutefois, les dispositions de l'alinéa premier du présent article demeurent applicables à tous les auteurs d'infractions condamnés à une peine privative de liberté qui ont été libérés avant la date de promulgation de la présente loi »* (p. 5905); Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire l'article additionnel suivant : « La présente loi est applicable dans les territoires d'outre-mer »* (p. 5906); *ses observations sur son amendement* (p. 5906); *ses observations sur les amendements de MM. Defferre et Pidjot* (p. 5907);

— du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores : *Ses observations sur la question préalable; application de l'article 74 de la Constitution; consultation des assemblées territoriales* [7 décembre 1967] (p. 5684); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6039); Art. 1er : *Son amendement tendant, au début de cet article, à substituer aux mots « 13 à 26 » les mots « 18, 21 à 26 »* (p. 6039); *ses observations sur son amendement* (p. 6039); Art. 8 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6940); *procédure de conciliation en matière de contrôle de la légalité par le Haut-Commissaire* (p. 6040); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du texte prévu pour l'alinéa 5 de l'article 29 de la loi du 22 décembre 1961* (p. 6040); *conséquences de l'état d'urgence dans les territoires des Comores* (p. 6040); Art. 11 : *Désignation des magistrats en fonction dans les juridictions territoriales; avis du président du conseil de gouvernement* (p. 6041); *son amendement tendant à compléter le texte prévu pour le dernier alinéa de l'article 32 de la loi du 22 décembre 1961 par la phrase suivante : « Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été notifié dans le délai de dix jours »* (p. 6041); *pouvoirs du chef du Gouvernement des Comores* (p. 6041);

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la suppléance du magistrat chargé du service de la juridiction de droit commun instituée sur le territoire des îles Wallis et Futuna, en qualité de *Rapporteur : Position du Sénat; conditions de la suppléance; crainte de l'incompétence du suppléant éventuel; conditions géographiques défavorables à l'exercice normal du service de la justice dans les îles* [19 décembre 1967] (p. 6024, 6025); Article unique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « par la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 est... » à insérer le mot « momentanément »* (p. 6026); *adaptation du service de la justice aux conditions locales particulières* (p. 6026); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article unique, à substituer aux mots « un fonctionnaire ou éventuellement à titre exceptionnel par un*

notable citoyen français, résidant dans l'île de Wallis, l'un ou l'autre » *les mots « un citoyen français ayant des connaissances juridiques suffisantes, domicilié ou en fonction dans le territoire* » (p. 6026); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa de cet article: « Les fonctions de ce suppléant ne sont pas rétribuées; il prête par écrit le serment...* » (p. 6026);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à permettre la réintégration dans la nationalité française, en qualité de *Rapporteur: Exigence de liens entre l'intéressé et sa patrie d'origine; ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6027);

— en troisième lecture, du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6034);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi tendant à modifier la loi nº 54-781 du 2 août 1954, en vue de faciliter les possibilités de logement des étudiants et des personnes seules : *Application de la loi du 2 août 1954; charges imposées aux propriétaires pour l'entretien de leurs immeubles* [25 avril 1968] (p. 1350, 1351);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels : *Problème des objets abandonnés chez les artisans ou les ouvriers* [25 avril 1968] (p. 1353);

— du projet de loi relatif à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants, en qualité de *Rapporteur: Constitution à Nantes d'un service chargé de recevoir en dépôt les registres de l'état civil constitués dans certaines circonstances particulières; possibilité de suppléer aux actes de l'état civil des actes de notoriété délivrés par le juge d'instance; cas des personnes qui ont bénéficié de la reconnaissance de la nationalité française; ses observations sur les actes d'état civil des personnes dites « de statut européen » domiciliées en Algérie avant l'indépendance de ce territoire; rôle du service central de l'état civil du Ministère des Affaires étrangères; cas de l'intervention du juge d'instance; question de la rectification des actes d'état civil; cas de désaccord sur l'acte reconstitué* [25 avril 1968] (p. 1354 à 1356); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « ou même sur des déclarations de témoins recueillies » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa: « sans frais par le juge d'instance* » (p. 1356);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (Application des dispositions prévues en matière de rénovation urbaine dans les cas d'acquisitions déclarées d'utilité publique d'immeubles sis à l'intérieur d'un périmètre de rénovation, de restauration ou d'aménagement délimité avant la mise en vigueur des mesures d'interdiction prévues par l'ordonnance du 22 septembre 1967)* [10 mai 1968] (p. 1752); *transfert des Halles centrales de Paris à Rungis; ses observations sur les mesures relatives aux immeubles appelés à être transférés sur un marché d'intérêt national* (p. 1752);

— du projet de loi modifiant et complétant les articles 93 et 552 du Code de procédure pénale, en qualité de *Rapporteur: Possibilité d'autoriser le transport du juge d'instruction avec son greffier dans toute l'étendue du ressort de la cour d'appel dont relève son tribunal et de lui laisser la faculté de se transporter dans les ressorts des tribunaux limitrophes; ses observations sur l'article 552 relatif aux délais entre le jour de citation et le jour de comparution devant le tribunal de grande instance; réduction du délai de quinze à huit jours pour les sept départements de la « couronne » et la ville de Paris* [16 mai 1968] (p. 1919, 1920); Art. 1er : *Son amendement tendant à la fin de la première phrase du texte modificatif proposé pour l'article 93 du Code de procédure pénale à remplacer les mots « du ressort du tribunal dans lequel » par les mots « du tribunal dans le ressort duquel* » (p. 1920); *ses observations sur son amendement* (p. 1920);

— du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur les paroles de M. Chandernagor* [22 mai 1968] (p. 2056).

L

LABARRERE (M. André), *Député des Basses-Pyrénées, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la résiliation des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles : *Application de la loi du 25 janvier 1961 ; cas du département des Basses-Pyrénées ; multiplicité des assureurs ; rôle des caisses de la mutualité sociale agricole ; conséquences de la pluralité d'assureurs sur la gestion ; compagnies d'assurances privées devant être éliminées de la gestion de la Sécurité sociale ; assurance maladie des commerçants et artisans ; ses observations sur les paroles de M. Pierre Dumas* [27 avril 1967] (p. 860).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Démocratisation de l'enseignement ; plan Langevin-Wallon ; enseignement de l'école maternelle ; enseignement primaire ; situation de l'enseignement en Côte-d'Or ; liaison entre l'école maternelle et l'école primaire ; formation des maîtres ; féminisation du personnel enseignant ; formation psycho-pédagogique des maîtres ; développement du rôle de l'école normale ; nécessité de revaloriser l'enseignement primaire ; scandale des ouvertures provisoires d'écoles payées sur les crédits destinés aux remplacements ; fermeture des écoles rurales ; carte scolaire* [31 mai 1967] (p. 1493 à 1495) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Prix du maïs ; cas du Sud-Ouest ; coûts de production ; cas de la région du Béarn ; rôle de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine ; nécessité de revaloriser le prix du maïs ; problème de l'emploi* [29 juin 1967] (p. 2406).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Ses observations sur les paroles de M. Roux et l'amendement qu'il avait déposé pour réduire l'aide accordée à la Grèce* [7 novembre 1967] (p. 4594) ; *nécessité de réduire les crédits d'aide culturelle accordés à la Grèce ; action du Gouvernement grec actuel* (p. 4599) ; *aide culturelle au Québec ; échanges économiques entre industriels français et industriels québécois ; politique de l'Alliance française ; création à Québec d'une « Maison de France »* (p. 4599, 4600) ; *politique culturelle de la France en Grèce ; problème de la réduction des crédits* (p. 4620) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur la loi du 10 juillet 1964 orga-*

nisant un régime de garantie contre les calamités agricoles; fonds national de garantie des calamités agricoles; exemple du nord-est du département des Basses-Pyrénées; cas du syndicat d'irrigation de Conchez-de-Béarn [8 novembre 1967] (p. 4706);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Vote du groupe de la Fédération de la gauche sur le projet de loi* [23 novembre 1967] (p. 5221);

— sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Gorse* [23 avril 1968] (p. 1253).

LABBÉ (M. Claude), *Député des Hauts-de-Seine, 9e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (no 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (no 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (no 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Est élu vice-président de cette Commission [17 mai 1968] (p. 1955).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (no 180) modifié par le Sénat, relatif aux conditions de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, **no 222** [1er juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (no 426), XI. — Aviation civile, **no 456** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux conditions de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile, en qualité de *Rapporteur: Nécessité de lever la barrière de la nationalité en faveur des ressortissants des autres pays de la Communauté économique européenne pour l'accession aux emplois de personnel navigant technique; ses observations sur les articles L 410, L 421-1 et R 421-1 du Code de l'aviation civile; sous-rémunération du personnel navigant; formation des pilotes* [13 juin 1967] (p. 1753);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 8 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant: « La deuxième phrase de l'article 8, I, 4o de la loi no 66-10 du 6 janvier 1966 est supprimée »* [12 octobre 1967] (p. 3585); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Services du Premier Ministre : *Ses observations sur le C.N.R.S.; recrutement des chercheurs; importance des techniciens; aménagement de l'aide publique accordée aux entreprises en faveur de la recherche-développement; ses observations sur la technologie* [2 novembre 1967] (p. 4323, 4324); Transports. — II. — Aviation civile, en qualité de *Rapporteur pour avis: Problème de la flotte des compagnies aériennes; activité de ces compagnies; développement des infrastructures; ses observations sur l'aviation légère; expansion du transport aérien; ses observations sur une Super-Caravelle; succès de la Caravelle; Airbus; Air France; problème de la coopération entre les trois compagnies françaises: Air Inter, U.T.A. et Air France; mission donnée à Air France de représenter le tourisme français en Amérique du Nord et dans la zone du Sud-Est asiatique; aéroport d'Orly; projet de Paris-Nord; nécessité d'assurer une liaison avec l'aéroport d'Orly; création possible d'une ligne de métro reliant Orly au réseau général de la*

R.A.T.P. [3 novembre 1967] (p. 4393, 4394); *problème du bruit; ses observations sur Paris II et Paris III; détaxe sur le carburant accordée aux aéro-clubs; parc d'aviation privée; situation des personnels chargés de la sécurité aérienne; cas des électroniciens* (p. 4394, 4395); *détaxation des carburants* (p. 4414); *retrait de l'amendement déposé avec M. Anthonioz* (p. 4415).

Est entendu, en qualité de suppléant, sur la question orale, sans débat, de M. Peretti relative au mariage en France des étrangers [27 octobre 1967] (p. 4255).

Est entendu sur l'heure d'ouverture de la séance [3 novembre 1967] (p. 4412).

LACAVÉ (M. Paul), *Député de la Guadeloupe, 2e circonscription (app. C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'apparente au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 560).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960, relative au rappel d'office, par le Ministre dont ils dépendent, des fonctionnaires de l'Etat, en service dans les territoires constituant les départements d'outre-mer, **n° 160** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à permettre l'attribution gratuite aux communes des terrains domaniaux de la zone dite des « cinquante pas géométriques » à la Guadeloupe, **n° 248** [1er juin 1967].

Sa proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les événements sanglants qui se sont déroulés à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe, les 26 mai 1967 et les jours suivants, **n° 842** [30 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Non-application des lois du 2 août 1949, du 17 janvier 1948, du 10 juillet 1952 aux Antilles et en Guyane* [19 avril 1967] (p. 727).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille : *Ses observations sur les dispositions du décret d'aménagement foncier de 1962; compétence des conseils généraux des départements d'outre-mer; difficultés économiques et sociales des départements d'outre-mer; projet de loi ayant été examiné et discuté par les conseils généraux des différents départements d'outre-mer; retard dans la publication d'un décret d'application aboutissant en fait à bloquer l'entrée en vigueur des textes de loi votés par le Parlement; loi du 2 août 1949 n'étant pas étendue aux départements d'outre-mer; allocation spéciale aux mères de famille de cinq enfants; dispositions de la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation spéciale en faveur de toute personne privée de ressources suffisantes n'ayant pas été étendues aux départements d'outre-mer; désir du peuple guadeloupéen de gérer ses propres affaires dans l'union avec la France* [25 mai 1967] (p. 1320, 1321); Art. 1106-18 du Code rural : *Son amendement tendant à insérer le nouvel alinéa suivant: « Les titulaires de l'allocation vieillesse prévue à l'article 1142-3, deuxième alinéa, sont assimilés aux titulaires de la retraite vieillesse lorsqu'en application de l'article 1142-7 ils sont exonérés de la double cotisation ou en application de l'article 6 du décret n° 64-906 du 28 août 1964, ils sont exonérés de la cotisation individuelle »* (p. 1322); *cas des vieux travailleurs salariés qui exploitent des terres dont la superficie est inférieure à un minimum fixé par décret pour chaque*

département; assimilation aux bénéficiaires de la retraite vieillesse (p. 1322, 1323);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Economie de la Guadeloupe; ses observations sur le sucre et la banane; effets des cyclones; politique du logement; distribution de l'eau dans les bourgs et les hameaux; réforme foncière; renforcement de l'appareil administratif et policier; encadrement militaire de la jeunesse; développement de l'émigration des Antillais; possibilité pour les préfets de faire partir certains fonctionnaires jugés indésirables; insuffisance des écoles techniques; formation professionnelle; amélioration du marché du sucre et de la banane; problème du statut; son désir d'autonomie dans une union avec la France* [2 novembre 1967] (p. 4344, 4345);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique : *Situation des femmes des Antilles et de la Réunion; politique du Gouvernement; crise du logement; ses observations sur les crèches dans les départements d'outre-mer* [14 décembre 1967] (p. 5889, 5890).

LA COMBE (M. René), *Député de Maine-et-Loire, 6e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la répression de l'usage des stimulants ou tranquillisants à l'occasion des compétitions hippiques, **n° 68** [12 avril 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration de l'habitat, Art. 2 : *Ses observations sur cet article* [9 mai 1967] (p. 941).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Cas des maîtres de l'enseignement technique; possibilité de faire bénéficier les professeurs auxiliaires de la loi du 3 août 1950 portant autorisation et transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat; situation des jeunes gens peu doués pour les études et qui, dès l'âge de 14 ans, désirent apprendre un métier; collaboration entre les chambres de métiers et les inspecteurs du travail; ses observations sur les commissions médico-pédagogiques chargées d'examiner le niveau mental des élèves des écoles privées dans les départements de l'Ouest* [31 mai 1967] (p. 1478).

Mise au point au sujet de son vote et de ceux de MM. Foyer et Le Bault de la Morinière sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1968 [6 décembre 1967] (p. 5612).

LACOSTE (M. Robert), *Député de la Dordogne, 4e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

LAFAY (M. Bernard), *Député de Paris, 22e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer une

position d'activité à mi-temps dans la fonction publique, **n° 348** [22 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à instituer, en cas de grossesse, un congé prénatal de prévention au bénéfice des personnels féminins exposés à l'affection rubéolique dans l'exercice de leur activité professionnelle, **n° 431** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à édicter, dans le cadre du régime du contrat de louage défini par le Code civil, certaines règles particulières aux baux à loyer des locaux à usage professionnel, **n° 676** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Insuffisance des crédits affectés au budget de la Santé publique ; crise du personnel infirmier ; problèmes de la création d'hôpitaux modernes ; carrière moyenne d'une infirmière diplômée ; problèmes de l'orientation ; expérience des classes spéciales de préparation aux écoles d'infirmières ; problème de la formation ; durée des études d'infirmière ; possibilité de permettre aux infirmières d'effectuer à mi-temps une partie de leur carrière ; conditions de leur travail ; insuffisance de leurs traitements et de leurs indemnités ; création d'une caisse de l'équipement hospitalier destinée à mobiliser les ressources à investir pour moderniser les hôpitaux* [25 octobre 1967] (p. 4109, 4110).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale avec débat, relative à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne [17 novembre 1967] (p. 5070) : *Révolution administrative en cours dans la région parisienne ; décalage existant entre les deux pouvoirs : exécutif et représentatif ; nécessité de placer un contre poids en face du proconsul, gouverneur de l'Ile-de-France ; retard pris par rapport aux prévisions du Ve Plan ; difficulté de préparer le Paris de l'an 2000 (doublement de la population de l'agglomération) ; nécessité d'opérer une déconcentration résolue ; retour au droit commun pour Paris (élargissement des attributions du conseil municipal et élection d'un maire)* (p. 5074, 5075, 5076).

LAGORCE (M. Pierre), *Député de la Gironde, 8e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de la viticulture : *Situation difficile des producteurs de vins blancs de Gironde ; dettes contractées auprès de la caisse agricole de Langon ; contrôle de la qualité au stade du négoce comme à celui de la production ; encouragement des producteurs de Sauternes et de Barsac ; établissement d'une place de cotation à Bordeaux ; installation d'une fabrique de mousseux dans l'Entre-deux-Mers ; simplification des modalités d'emploi de la capsule de congé* [28 avril 1967] (p. 919, 920).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur le tabac ; inquiétude des tabaculteurs ; instauration d'un certain contingent de tabac libre ; situation des sinistrés ; cas des producteurs de maïs de la région de La Réole, en Gironde ; ses observations sur la vigne ; revalorisation des prix ; exemple de la région bordelaise ; création d'une place de cotation à Bordeaux des vins de consommation courante ; remplacement, pour la circulation des vins, du système du congé par celui de la capsule-congé* [8 novembre 1967] (p. 4703, 4704) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Liaison Atlantique-Méditerranée par les voies navigables et les routes de la vallée de la Garonne ; ses observations sur le canal latéral à la Garonne et le canal du Midi ; liaison routière entre l'Aquitaine et le Languedoc ; construction de la branche Bordeaux-Langon ; pont routier métallique de Langon* [9 novembre 1967] (p. 4824).

LAGRANGE (M. Roger), *Député de Saône-et-Loire, 5e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

LAINÉ (M. Jean), *Député de l'Eure, 2e circonscription (app. R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 560).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la publicité des opérations de crédit-bail, **n° 200** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales de chasseurs d'engager l'action civile et d'exercer toutes poursuites devant toutes juridictions légalement appelées à connaître des infractions en matière de chasse, **n° 232** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux fédérations départementales de pêcheurs d'engager l'action civile et d'exercer toutes poursuites devant toutes juridictions légalement appelées à connaître des infractions en matière de pêche, **n° 233** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier les règles de priorité édictées par le Code de la route, **n° 234** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à réglementer les opérations de remembrement à l'intérieur d'un périmètre de 200 mètres autour des agglomérations rurales, **n° 235** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à fixer à dires d'expert la valeur de certaines constructions édifiées sur des terrains soumis à remembrement, **n° 236** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à sanctionner l'abandon des voitures automobiles sur la voie publique, **n° 471** [25 octobre 1967].

Intervention :

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Principe de la parité entre les prix industriels et les prix agricoles; situation défavorisée de l'exploitation familiale; extension de la T.V.A.; déceptions causées par la loi sur l'élevage; attribution de l'indemnité viagère de départ au père de famille cédant son exploitation* [18 octobre 1967] (p. 3762, 3763).

LAMARQUE-CANDO (M. Charles), *Député des Landes, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

LAMPS (M. René), *Député de la Somme, 1re circonscription (C.). Vice-Président de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à promouvoir les mesures les plus urgentes pour établir la justice fiscale, **n° 78** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à promouvoir une réforme démocratique de la fiscalité, **n° 747** [3 mai 1968].

En qualité de Vice-Président, préside :

— la séance du 25 avril 1968 (p. 1348);
— la 2e séance du 7 mai 1968 (p. 1543);
— la 2e séance du 9 mai 1968 (p. 1679);
— la 2e partie de la séance du 10 mai 1968 (p. 1744);
— la séance du 17 mai 1968 (p. 1933);
— la 1re séance du 22 mai 1968 (p. 2025).

Interventions :

En qualité de Vice-Président :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Boudet [22 mai 1968] (p. 2026).

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Problème de la fiscalité; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; extension de la taxe sur la valeur ajoutée au stade du détail; impôt sur les sociétés; régime des rémunérations des présidents directeurs généraux des sociétés anonymes et des gérants minoritaires de sociétés à responsabilité limitée; avoir fiscal accordé aux actionnaires des sociétés; impôt sur le revenu des personnes physiques; ses observations sur les bénéfices industriels et commerciaux; nécessité d'une réforme fiscale; nécessité d'abroger la loi qui étend la taxe sur la valeur ajoutée au stade du détail et à l'artisanat; diminution des taxes qui grèvent les produits de grande consommation* [19 avril 1967] (p. 732, 733).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Problème de l'équilibre du budget; Sécurité sociale; participation de l'Etat au financement du budget social; Gouvernement étant responsable du déficit actuel de la Sécurité sociale; mise à la charge de la caisse de sécurité sociale des allocations supplémentaires du fonds national de solidarité; politique de blocage des salaires; suppression des taxes fiscales frappant les produits pharmaceutiques; nationalisation des grands monopoles de l'industrie chimique; répartition des sommes provenant de l'emprunt; politique de vérité des prix; transformation des structures de l'appareil productif et commercial; limitation du taux de croissance économique; pression exercée sur les salaires, la consommation et le niveau de l'emploi; ses observations sur le plan sidérurgique et le plan-calcul; situation de notre commerce extérieur; faiblesse relative des firmes privées françaises; structure de notre commerce extérieur; part relative de nos exportations vers les pays développés et les pays en voie de développement; balance des brevets et licences; capacité de financement de l'innovation technique; accélération du processus de monopolisation; extension du chômage; évolution des salaires réels; plan de stabilisation; demande par le Gouvernement des pleins pouvoirs; droits sociaux des travailleurs; ses observations sur les conditions de travail et du pouvoir d'achat; réduction du temps du travail; réforme fiscale; économies qu'entraînerait la suppression de la force de frappe; développement de l'industrie nucléaire; construction du Concorde; accord de fourniture de machines et d'outillage conclu avec l'U.R.S.S. et la régie Renault; secteur nationalisé se révélant le plus apte à soutenir la compétition et à servir la coopération internationale; nationalisation des monopoles; nationalisation des grandes banques non encore nationalisées; nationalisation des monopoles industriels, notamment des industries d'armement, de la sidérurgie, de l'industrie chimique, de l'industrie pétrolière, de l'électronique et des constructions aéronautiques et spatiales* [8 juin 1967] (p. 1693 à 1697).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux pensions militaires [14 juin 1967] (p. 1818).

Prend part à la discussion générale du projet de loi de finances pour 1968 : *Caractères du budget; rôle des crédits militaires; absence d'équilibre global; problème de l'impasse; transferts de charges de l'Etat sur les communes; hausse des services publics (S.N.C.F., métro, P.T.T., gaz, électricité, R.A.T.P.); ordonnances sur la Sécurité sociale; impôt sur le revenu des personnes physiques; injustice fiscale; impôts indirects représentant plus des deux tiers des recettes fiscales de l'Etat; rémunérations de la fonction publique; équipements civils; crédits relatifs au logement; rôle des monopoles; crédits pour les contrats de recherche-développement; conséquences de la négociation Kennedy;*

consommation des ménages; développement du chômage; stagnation du nombre des salariés; production industrielle de la France; son commerce extérieur; extension de la taxe sur la valeur ajoutée à l'artisanat et au commerce; concentration des entreprises; ses observations sur la banque de Paris et des Pays-Bas; recherche pharmaceutique française; nécessité d'un développement du pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires; réduction à quarante heures de la semaine du travail sans diminution de salaire; abaissement progressif de l'âge de la retraite; réduction des dépenses improductives de l'Etat; nationalisation des banques d'affaires, des sociétés d'assurances, des industries d'armement et des secteurs clés [11 octobre 1967] (p. 3529 à 3532); Première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 14 : *Alignement de la situation des contribuables assujettis à la contribution mobilière sur celle des contribuables assujettis à la contribution foncière; ses observations sur les dispositions de l'article 1398* bis *du Code général des impôts; déduction automatique n'étant applicable qu'aux titulaires de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité; problème de la référence au loyer matriciel moyen de la commune* [12 octobre 1967] (p. 3595); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 3 de cet article :* « *Les articles 1398* bis, *1435 et 1603-IV du Code général des impôts cessent de s'appliquer dans la mesure où les avantages qu'ils comportent pour les contribuables intéressés ne sont pas réduits ou supprimés par les dispositions des paragraphes I et II ci-dessus* » [13 octobre 1967] (p. 3623); *contribution foncière* (p. 3623, 3624); Art. 29 : *Taux de prélèvement opéré au profit du fonds spécial d'investissement routier sur les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits pétroliers; utilisation des crédits* (p. 3629); *taux de prélèvement sur les carburants routiers; accroissement de la consommation des produits pétroliers; effet de la taxe sur la valeur ajoutée pour les transports* (p. 3631); Art. 34, Etat A : *Vote du groupe communiste* [17 octobre 1967] (p. 3706); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES, Art. 38 : *Son vote sur cet article* [24 octobre 1967] (p. 4062); ECONOMIE ET FINANCES. — II. — SERVICES FINANCIERS : *Vote du groupe communiste* [4 novembre 1967] (p. 4477); IMPRIMERIE NATIONALE : *Application de la convention collective du livre au personnel de l'établissement; problème de la majoration des heures supplémentaires; sa question de savoir si des modifications dans les services de l'Imprimerie nationale sont envisagées* (p. 4478); ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Traitement de base des fonctionnaires; progressivité de l'impôt sur le revenu; situation des catégories dites d'exécution; déclassement des auxiliaires et des personnels classés dans les catégories D et C de la fonction publique; titularisation des auxiliaires; cas des retraités; problème de l'assimilation des retraités français d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et d'outre-mer aux retraités métropolitains; question de l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension; son vote contre le budget* (p. 4483, 4484); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, Art. 36, 37, 40 et 41 : *Vote du groupe communiste* [10 novembre 1967] (p. 4897, 4898); en seconde délibération, Art. 51 : *Introduction de la publicité à la télévision; son vote contre l'amendement du Gouvernement* (p. 4908); Art. 36 et 37 : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 4914); en deuxième lecture, Art. 14 : *Fonds national de solidarité; exonération de la contribution foncière en faveur des titulaires de l'allocation du fonds de solidarité; contribution mobilière* [7 décembre 1967] (p. 5658); *ses observations sur l'article 1435 du Code général des impôts* (p. 5659); en troisième et dernière lecture, ses explications de vote : *Vote du groupe communiste sur le projet de loi de finances pour 1968* [8 décembre 1967] (p. 5759).

Son rappel au Règlement : *Mise aux voix des amendements de suppression* [17 octobre 1967] (p. 3653).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1965 : *Méthodes de gestion du budget; critiques de la Cour des comptes; importance des opérations de répartition de virements et de transferts de crédits opérés par le Gouvernement hors du contrôle du Parlement* [16 novembre 1967] (p. 5003);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Equilibre financier de la Sécurité sociale; déficit des entreprises publiques; recouvrement des impôts directs; notion d'équilibre budgétaire; déficit réel des dépenses définitives; prix des produits pharmaceutiques; finan-*

cement public des investissements et de la recherche; difficultés de l'économie française; taux de croissance de la production intérieure brute; problème de la concentration; situation des travailleurs; question du chômage; ses observations sur le caractère réactionnaire du pouvoir gaulliste; dévaluation de la livre; Marché commun étant un instrument aux mains des grosses sociétés capitalistes; ses observations sur l'anticommunisme; nationalisation des banques et des secteurs clés [23 novembre 1967] (p. 5198 à 5200); Art. 1er : *Déduction de 100 francs accordée aux contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques lorsque le montant total de leur cotisation n'excède pas 1.000 francs; situation des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques; problème de la justice fiscale; privilèges fiscaux des sociétés capitalistes; nécessité de relever le taux de l'abattement spécial qui concerne les salariés* (p. 5202); Art. 15 : *Mesures prises en faveur des sinistrés de la tornade du 24 juin 1967 et du séisme des 13 et 14 août 1967; indemnisation des biens détruits* (p. 5212); *vote du groupe communiste sur le projet de loi* (p. 5221); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Vote du groupe communiste* [19 décembre 1967] (p. 6006).

Son rappel au Règlement : *Son désir de voir le Premier Ministre faire une déclaration suivie d un vote devant l'Assemblée Nationale; application de l'article 49 du Règlement* [28 mai 1968] (p. 2127).

LARUE (M. Tony), *Député de la Seine-Maritime, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, Art. 2 : *Unification de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés; création d'experts-comptables stagiaires; problème du recrutement; création d'une école nationale de comptabilité* [12 décembre 1967] (p. 5783, 5784); ses explications de vote : *Unification de l'ordre des experts-comptables* (p. 5808).

LAUDRIN (M. Hervé), *Député du Morbihan, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [29 juin 1967] (p. 2416).

Interventions :

Prend part au débat :

— Sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Problèmes de l'agriculture; budget social agricole; loi sur l'assurance accident; ses observations sur l'exploitation familiale et le revenu agricole; loi d'orientation agricole; cas du département du Morbihan; rôle des S.A.F.E.R.; nécessité de porter les exploitations à la véritable dimension familiale; indemnité viagère de départ; prix de la terre; problème du crédit; question du revenu agricole; zones agricoles; principe d'une régionalisation des crédits; impôt sur les bénéfices agricoles; nécessité d'alléger la fiscalité sur les bénéfices agricoles; formation professionnelle; installation des centres de formation professionnelle dans les villes; création d'emplois; aide à l'artisanat des petites villes et des campagnes;*

élargissement de l'indemnité viagère [19 avril 1967] (p. 727 à 730);

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur le Livre blanc; hommage rendu à l'œuvre de M. Herzog; ses observations sur les handicapés physiques et mentaux et les asociaux; possibilité de créer, sur le plan régional et sur le plan départemental, une véritable direction de la jeunesse; faiblesse du nombre des jeunes actuellement groupés dans les divers mouvements; situation des isolés; individualisme de la jeunesse; ses observations sur les plans d'équipement sportif; répartition et destination des crédits; nécessité d'organiser l'éducation physique à partir de l'école primaire; compétence des maîtres de l'enseignement primaire; cas des handicapés; nombre de places dans les foyers des jeunes travailleurs; possibilité d'autoriser les cantines scolaires à accueillir dans les mêmes conditions que les « scolaires » les jeunes apprentis* [23 mai 1967] (p. 1249 à 1251).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Marasme de l'agriculture; problème de l'agriculture française; question de l'élevage; réforme de la coopération agricole; centre national de commercialisation; fermeture des usines de conserves de poisson et de légumes; syndicalisme agricole; rôle du comité de Guéret; ses observations sur l'Europe; situation des petits exploitants; publication des décrets d'application sur les zones de rénovation, sur les crédits d'élevage et sur la régionalisation* [10 octobre 1967] (p. 3455);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits destinés aux bourses scolaires agricoles; possibilité d'envisager un débat sur l'enseignement agricole; déficits des abattoirs publics et privés; formation et information des cadres syndicaux et professionnels de l'agriculture* [8 novembre 1967] (p. 4728);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Moulin, tendant à faire bénéficier des dispositions du statut du fermage et du métayage les exploitants de nationalité étrangère dont les enfants sont de nationalité française : *Ses observations sur les négociations engagées à Bruxelles; prix des produits des exploitations familiales, en particulier du lait* [16 mai 1968] (p. 1921).

LAURENT (M. Marceau), *Député du Nord, 6e circonscription (F.G.D.S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

LAURENT (M. Paul), *Député de Paris, 29e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 568), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la création d'une assemblée de la région parisienne élue au suffrage universel et selon la représentation proportionnelle, **n° 352** [22 juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Echec de l'association capital-travail; direction des usines Citroën empêchant le déroulement normal des élections syndicales; revendications exprimées par la C.G.T. et la C.F.D.T.; problème des salaires et de la Sécurité sociale; égalité des rémunérations à travail égal; disparités salariales; augmentation des salaires; nécessité de prévoir un salaire mensuel garanti de 600 francs au minimum; suppression des abattements de zones; cas des salariés des secteurs publics et nationalisés; situation des retraités; insuffisance des recettes de la Sécurité*

sociale; nationalisation des principaux monopoles de l'industrie chimique et pharmaceutique; question des frais d'hospitalisation; ses observations sur les paroles de M. Lacavé [19 avril 1967] (p. 726, 727).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, Art. 36 : *Problème de la sélection à l'entrée dans les facultés; inscription au certificat d'études préparatoires aux études médicales; situation pour les techniciens supérieurs; enseignement supérieur; faculté de Villetaneuse; enseignement technique; création d'une allocation d'études* [10 novembre 1967] (p. 4896, 4897).

LAVIELLE (M. Henri), *Député des Landes, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Naufrage du Torrey Canyon; protection civile; pollution des rivières et des fleuves français; ses observations sur la rivière de l'Adour; drame de la forêt landaise et du gemmage; dépeuplement des campagnes; nécessité pour l'Etat de créer des stations d'épuration* [26 avril 1967] (p. 836, 837);

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Organisation des loisirs; indication de trois objectifs essentiels : la détente, le divertissement et l'épanouissement de la personnalité; processus de l'éducation permanente; nécessité de préparer les parents à leur rôle d'éducateur; clubs de jeunes; maisons de jeunes; problème des vacances collectives; patrimoine des centres de vacances; constitution de réserves foncières; politique du crédit; échanges franco-allemands; création de l'Office européen de la jeunesse; rayonnement de l'Union des centres de plein air (U.C.P.A.); rôle de la Cogedep; création d'un organisme de coordination et de liaison regroupant les représentants des pouvoirs publics et les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, habilités à promouvoir une politique d'implantation, de construction et d'équipement de centres de vacances pour jeunes et adultes; politique de prêts à long terme pour les constructions et l'équipement; stages d'éducation populaire; formation professionnelle; recyclage* [24 mai 1967] (p. 1266, 1267).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problèmes du Sud-Ouest; situation des gemmeurs de la forêt de Gascogne; mise en œuvre d'un plan de sauvegarde du gemmage pour cinq années; rôle du F.O.R.M.A.* [8 novembre 1967] (p. 4694, 4695).

LE BAULT DE LA MORINIÈRE (M. René), *Député du Maine-et-Loire, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission plénière de contrôle du conseil d'administration de la caisse nationale de crédit agricole [22 juin 1967] (p. 2095);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149);

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre de la Commission spéciale char-

gée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre du comité consultatif du fonds nationale des abattoirs [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter le « statut du fermage » par l'introduction d'une nouvelle forme de bail rural dite « bail à long préavis », **n° 408** [30 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), II. — Agriculture, **n° 456** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Suppression à partir du 1er janvier 1968 de la taxe de circulation sur les viandes)* [12 octobre 1967] (p. 3586); Art. 9 : *Son sous-amendement tendant, dans la première et la deuxième phrase du texte proposé pour le troisième alinéa du paragraphe I de l'amendement de M. Debré, à substituer aux mots « les œufs, les volailles » les mots « les produits de basse-cour »* [17 octobre 1967] (p. 3672); *retrait de son amendement* (p. 3672); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe I de cet article à substituer aux mots « les volailles et les porcs » les mots « les productions avicoles et porcines »* (p. 3672); *retrait de son amendement* (p. 3672); après l'Art. 9 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Suppression de la taxe de circulation sur les viandes à partir du 1er janvier 1968)* (p. 3679); *simplification de la fiscalité sur la viande; problème de la taxe frappant les produits devenus invendables; assainissement du marché de la viande* (p. 3679); *retrait de son amendement* (p. 3679); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur pour avis: Objectifs du Plan; ses observations sur l'existence de plusieurs agricultures; distinction de trois agricultures; nécessité de recenser tout ce qui entrave, sur le plan fiscal, l'expansion de l'agriculture; politique des transferts sociaux; problème de l'élevage; ses observations sur les coopératives et les groupements de producteurs; politique de la qualité; ses observations sur les labels de qualité; service de la répression des fraudes; diversification des activités en zone rurale; problème de la rentabilité; lutte contre l'isolement des agriculteurs dans la nation; financement des constructions des bâtiments d'élevage; bourses scolaires; équipements collectifs; adductions d'eau; électrification* [7 novembre 1967] (p. 4631 à 4633).

LEBON M. André), *Député des Ardennes, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Cesse d'appartenir à cette Commission [16 mai 1968] (p. 1924).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Cesse d'appartenir à cette Commission [16 mai 1968] (p. 1924).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Ses observations sur la police; ses observations sur le nombre d'agents de police à Paris; question des transferts de charges; fonctionnement de l'Education nationale; question de la fusion et des regroupements de communes; difficultés rencontrées dans la mise en place d'une nouvelle ville* [6 novembre 1967] (p. 4567, 4568).

LECCIA (M. Bastien), *Député des Bouches-du-Rhône, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p. 1319).

Donne sa démission de représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [31 mai 1967] (p. 1455).

Est élu représentant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 octobre 1967] (p. 4141).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 427) modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, **n° 516** [22 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 730) modifié par le Sénat, modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, **n° 844** [30 mai 1968].

Intervention :

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 18 : *Régime fiscal de la Corse; isolement géographique de la Corse; comparaison entre les prix des marchandises dans l'île et ceux qui sont pratiqués sur le continent; sous-équipement de l'île; augmentation du coût de la vie; dégradation de l'économie insulaire; nécessité de favoriser le tourisme automobile; nécessité de réaliser le programme*

d'action régionale du 2 avril 1957 dans le cadre d'une région de programme autonome [17 octobre 1967] (p. 3689 à 3691);

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, en qualité de *Rapporteur: Adaptation de notre économie aux conditions de la concurrence; développement des travaux de revision comptable; chambre nationale de discipline; sa composition; problème de la souscription d'une police d'assurance; création de sociétés civiles; question du stage; création des écoles spécialisées; création d'instituts d'études comptables supérieures* [12 décembre 1967] (p. 5776, 5777); Art. 1er : *Son amendement tendant dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « profession habituelle » à insérer les mots « d'organiser »* (p. 5782, 5783); *organisation des comptabilités; question du monopole des experts-comptables* (p. 5783); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de l'article premier* (p. 5783); *retrait de son amendement* (p. 5783); Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Pierre Bas* (p. 5785); *son amendement tendant après le quatrième alinéa* (b) *de cet article à insérer un nouvel alinéa: « Le refus d'inscription des candidats à la profession d'expert-comptable au tableau des experts-comptables stagiaires est motivé. »* (p. 5785); *son amendement tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de cet article par la phrase suivante: « Le nombre maximum de comptables salariés dont un expert-comptable stagiaire peut utiliser les services est fixé par décret. »* (p. 5785); Art. 3 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à supprimer les mots « ou des »* (p. 5785); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Guyot* (p. 5786) *et sur l'amendement de M. Boulin* (p. 5786); *son amendement tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots « ou des propriétaires de parts s'il s'agit d'une S.A R.L. »* (p. 5786); *retrait de son amendement* (p. 5786); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « de tenir, centraliser, ouvrir, arrêter et surveiller » les mots « d'ouvrir, tenir, centraliser, arrêter, surveiller et, dans l'exercice de ces missions, organiser et redresser »* (p. 5786); *possibilité laissée aux comptables agréés d'organiser et de redresser les comptabilités* (p. 5786); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer au mot « peut » les mots « est habilité à »* (p. 5787); *son amendement tendant après les mots « comptes de résultats » à rédiger comme suit la fin du dernier alinéa de cet article: « qu'il établit dans le cadre des missions définies à l'alinéa ci-dessus. »* (p. 5787); *possibilité donnée aux comptables agréés d'attester la régularité et la sincérité des bilans et des comptes de résultats* (p. 5787); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Inscriptions au tableau de l'ordre)* (p. 5788); *réglementation des titres et des professions d'expert-comptable et de comptable agréé; inscriptions au tableau de l'ordre* (p. 5788); Art. 7 : *Rôle du comptable stagiaire; code des devoirs professionnels* (p. 5788, 5789); Art. 8 : *Problème de la souscription d'une police d'assurance; code des devoirs professionnels* (p. 5789, 5790); Art. 12 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (Obligations des membres des organismes juridictionnels et des membres des autres organismes de l'ordre)* (p. 5790); *ses observations sur son amendement* (p. 5790); Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'avant-dernier alinéa de cet article (Participation des membres de l'ordre à l'enseignement professionnel)* (p. 5791); *ses observations sur les syndics et les administrateurs judiciaires* (p. 5792); Art. 14 : *Son opposition à l'amendement de M. Pierre Bas* (p. 5797); *son amendement tendant après les mots « sous réserve des règles » à rédiger comme suit la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet article: « et éléments de tarification qui pourraient être établis par le Ministre de l'Economie et des Finances après avis du conseil supérieur de l'ordre, et de l'application de la législation en vigueur. »* (p. 5797); *montant des honoraires* (p. 5797); Art. 17 : *Son amendement tendant avant l'alinéa unique de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant: « Il est ajouté à la section V du titre II de l'ordonnance n° 56-238 du 19 septembre 1945 un article 39* bis *ainsi conçu : »* (p. 5798); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du texte proposé pour cet article (Pourcentage de représentants des comptables agréés dans les conseils de l'ordre; leur qualification)* (p. 5798); *répartition des sièges au sein des conseils régionaux et du conseil supérieur de l'ordre* (p. 5798); Art. 18 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot « bis » le mot « ter »* (p. 5798); Art. 19 : *Son amendemen*

tendant à supprimer le quatrième alinéa (paragr. 2°) de cet article (p. 5798); *ses observations sur son amendement* (p. 5798); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'avant-dernier alinéa, 3°, de cet article: « De deux membres du conseil régional de l'ordre, l'un expert-comptable, l'autre, comptable agréé, élus par ce conseil lors de chaque renouvellement »* (p. 5798); Art. 20 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (1°) de cet article à substituer aux mots « magistrats du siège » les mots « présidents de chambre »* (p. 5799); *situation du président de la chambre de discipline* (p. 5799); *ses observations sur les amendements de MM. Bas et Marcel Guyot* (p. 5799); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa (2°) de cet article: « D'un conseiller référendaire à la Cour des comptes et d'un fonctionnaire nommé par le Ministre de l'Economie et des Finances »* (p. 5799); *ses observations sur l'amendement de M. Debré* (p. 5800); Art. 21 : *Ses observations sur l'amendement de M. Guyot* (p. 5800); après l'Art. 22 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Le troisième alinéa de l'article 57 de l'ordonnance n° 45-238 du 19 septembre 1945 est complété par les phrases suivantes: « A l'expiration d'un délai de quatre mois, le silence du commissaire du Gouvernement vaut approbation. Ses décisions de rejet sont motivées. »* (p. 5800); *ses observations sur les décisions du conseil supérieur de l'ordre* (p. 5800, 5801); *son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Le dernier alinéa de l'article 58 de l'ordonnance n° 45-238 du 19 septembre 1945 est complété par les phrases suivantes: « A l'expiration d'un délai de deux mois, le silence de ce dernier vaut approbation. Ses décisions de rejet sont motivées. »* (p. 5801); Art. 23 : *Son amendement tendant, avant le premier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa: « Il est ajouté à la section I du titre I de l'ordonnance n° 45-238 du 19 septembre 1945 un article 7* bis *nouveau, ainsi conçu: »* (p. 5802); *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « Art. 30 » les mots « Art. 84* bis *»* (p. 5804); *ses observations sur les conditions d'admission* (p. 5804); Art. 24 : *Son amendement tendant, avant l'alinéa unique de cet article, à insérer le nouvel alinéa suivant: « Il est ajouté à la section I du titre Ier de l'ordonnance n° 45-238 du 19 septembre 1945 un article 7* ter *nouveau ainsi conçu: »* (p. 5804); *son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots « modifié de l'ordonnance n° 45-238 du 19 septembre 1945 » les mots « ci-dessus »* (p. 5805); *son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « Art. 30 » les mots « Art. 84* bis *»* (p. 5805); Art. 25 : *Son amendement tendant, avant le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant: « Il est ajouté à la section II du titre I de l'ordonnance n° 45-238 du 19 septembre 1945 un article 9* bis *nouveau ainsi conçu: »* (p. 5805); *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « de l'ordonnance n° 45-238 du 19 septembre 1945 » les mots « ci-dessus »* (p. 5805); *son amendement tendant au début du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « de la présente loi » les mots « de la loi n° ... du ... »* (p. 5806); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « le droit de demander » à insérer les mots « jusqu'à une date qui sera fixée par décret »* (p. 5806); Art. 26 : *Son amendement tendant avant l'alinéa unique de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant: « Il est ajouté à la section II du titre I de l'ordonnance n° 45-238 du 19 septembre 1945 un article 9* ter *nouveau ainsi conçu: »* (p. 5806); *son amendement tendant au début de cet article à substituer aux mots « article 6 de la présente loi » les mots « article 40* bis *ci-dessous »* (p. 5806); *son amendement tendant dans cet article à substituer aux mots « de l'ordonnance précitée du 19 décembre 1945 » les mots « ci-dessous »* (p. 5806); *son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « présente loi » les mots « de la loi n° ... du ... »* (p. 5806); Art. 27 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa avant l'alinéa unique de cet article: « Il est ajouté à la section III du titre 1er de l'ordonnance n° 45-238 du 19 septembre 1945 un article 15* bis *nouveau ainsi conçu: »* (p. 5806); *son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots « de l'ordonnance précitée du 19 septembre 1945 » les mots « ci-dessous »* (p. 5806); *son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots « d'un an à compter de la publication de la présente loi » les mots « prévu à l'article 499 modifié de la loi du 24 juillet 1966 »* (p. 5806); *suppression des sociétés en nom collectif constituées entre membres de l'ordre* (p. 5806); Art. 28 : *Son amendement*

tendant, avant l'alinéa unique de cet article, à insérer un nouvel alinéa: « Il est ajouté à la section III du titre 1er de l'ordonnance nº 45-238 du 19 septembre 1945 un article 15 ter *nouveau ainsi conçu: »* (p. 5807); Art. 29 : *Son amendement tendant, avant l'alinéa unique de cet article, à insérer un nouvel alinéa: « Il est ajouté à la section III du titre 1er de l'ordonnance nº 45-238 du 19 septembre 1945, un article 27* bis *nouveau ainsi conçu: »* (p. 5807); *son amendement tendant à substituer au texte de l'article 29 deux nouveaux alinéas (Cotisation à la caisse d'allocation vieillesse des experts-comptables et des comptables agréés, même en cas d'affiliation au régime général de la Sécurité sociale)* (p. 5807); *ses observations sur son amendement* (p. 5807); Art. 30 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article: « Il est ajouté à la section IV du titre VI de l'ordonnance nº 45-238 du 19 septembre 1945, un article 84* bis *ainsi conçu: Les modalités d'application de la présente ordonnance et de la loi nº ... du ... seront en tant que de besoin... »* (p. 5807); *son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « de l'ordonnance précitée » les mots « ci-dessus »* (p. 5807); en seconde délibération, Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. Debré* (p. 5808).

LE DOUAREC (M. François), *Député d'Ille-et-Vilaine, 2e circonscription (U.D.-Ve R.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (nº 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760);

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (nº 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi nº 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance nº 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (nº 318), adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi nº 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et l'ordonnance nº 58-1352 du 27 décembre 1958 réprimant certaines infractions en matière de registre du commerce, **nº 362** [22 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (nº 415), adoptée par le Sénat, en deuxième lecture, modifiant et complétant la loi nº 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et l'ordonnance nº 58-1352 du 27 décembre 1958 réprimant certaines infractions en matière de registre du commerce, **nº 416** [30 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur les propositions de loi : nº 686, tendant à modifier l'article 499 de la loi nº 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales afin de proroger le délai de mise en harmonie des statuts des sociétés commerciales constituées antérieurement; nº 690, tendant à reporter la date de mise en harmonie des sociétés constituées antérieurement à la loi nº 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales avec les dispositions de cette loi et les décrets d'application; nº 741, tendant à modifier l'article 499 de la loi nº 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, **nº 790** [10 mai 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 739) modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, **n° 841** [30 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 réprimant certaines infractions en matière de registre du commerce, en qualité de *Rapporteur*, Art. A : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [30 juin 1967] (p. 2492); Art. C : *Son amendement tendant, après les mots « la société est dissoute, à moins que... », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 22 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : « sa continuation ne soit prévue par les statuts ou que les autres associés ne la décident à l'unanimité »* (p. 2492); Art. 1er *bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cession des parts des associés commanditaires)* (p. 2493); Art. 2 *bis : Son amendement tendant, après les mots « s'il existe un ou plusieurs autres associés commandités », à rédiger ainsi la fin de la première phrase du texte proposé pour l'article 33 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 : « la continuation de la société ne soit prévue par les statuts ou que les associés ne la décident à l'unanimité »* (p. 2493); Art. 8 *bis : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 94 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966* (p. 2494); après l'Art. 9 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (Détermination par décret des conditions dans lesquelles le dépassement de l'autorisation peut être opposé aux tiers)* (p. 2494); Art. 11 *bis : Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 137 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966* (p. 2494); après l'Art. 11 *bis : Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Détermination par décret des conditions dans lesquelles le dépassement de l'autorisation peut être opposé aux tiers)* (p. 2495); après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article 339 de la loi précitée du 24 juillet 1966 est complété comme suit : «... ni aux emprunts émis à l'étranger par des sociétés françaises. »* (p. 2495); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2495); après l'Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Possibilité d'opposition en cas de fusion)* (p. 2495); Art. 20 : *Son amendement tendant, dans le texte proposé par cet article pour l'article 446 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 à substituer à la mention « 294 », la mention « 294-4° »* (p. 2495, 2496); Art. 21 : *Son amendement tendant : 1° à compléter le paragraphe I de l'article par le nouvel alinéa suivant : « Dans le 3° dudit article 484, le mot « arrêté » est remplacé par le mot « arrêtée ». ; 2° au a) du paragraphe II de cet article, à substituer à la mention « 1° », la mention « 2° »* (p. 2496); Art. 22 *bis : Son amendement tendant à compléter le texte proposé par cet article par la disposition suivante : « ... sauf opposition de ce ou de ces associés fondateurs ou de leurs descendants. »* (p. 2497); Art. 23 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « l'article 505 », à insérer le mot « modifié »* (p. 2497); Art. A : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2497); après l'Art. 25 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Enregistrement des actes constatant la formation de sociétés commerciales)* (p. 2497); en deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur*, Art. 22 *bis : Son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 490* bis *par de nouvelles dispositions (Détermination par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles une opposition pourra être formée par les tiers devant les juridictions de l'ordre judiciaire)* [1er juillet 1967] (p. 2570).

LE FOLL (M. Yves), *Député des Côtes-du-Nord, 1re circonscription (app. F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'apparente au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 559).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel du 12 juillet 1967 [*J. O.* du 18 juillet 1967] (p. 7193).

Est réélu député le 24 septembre 1967. Communication en est faite à l'Assemblée [2 octobre 1967] (p. 3362).

S'apparente au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 octobre 1967] (p. 3551).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [10 octobre 1967] (p. 3471), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi relative à la place des langues et cultures régionales dans l'éducation et l'information, **n° 717** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Jugement sur l'action du Gouvernement ; étendue du désastre pour les départements des Côtes-du-Nord et du Finistère ; accident du Torrey Canyon ; conséquences de la stabilité gouvernementale ; ses observations sur le fait qu'à Saint-Brieuc, à deux mois des grandes vacances, les chefs d'établissement du second degré ne savent pas encore quelle sera la structure pédagogique de leurs établissements, ni les locaux qui leur seront affectés ; problème de la protection civile ; nécessité de protéger certains estuaires ; sauvegarder la réserve d'oiseaux des « Sept Iles » ; nécessité d'envisager une législation internationale plus efficace à l'encontre des pavillons de complaisance et réglementant les rejets en mer de déchets d'hydrocarbures ; plan O.R.S.E.C. ; indemnisation totale des dépenses occasionnées par cette catastrophe* [26 avril 1967] (p. 830, 831) ;

— sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Situation des régions de petites exploitations ; mécontentement profond des agriculteurs bretons ; baisse constante du prix de la viande ; importance du problème de l'infrastructure ; installations portuaires ; transports ; augmentation des crédits affectés à l'hydraulique, à l'électrification et aux adductions d'eau ; exode rural* [18 octobre 1967] (p. 3759, 3760).

LEHN (M. Gérard), *Député du Bas-Rhin, 5e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

LEJEUNE (M. Max), *Député de la Somme, 4e circonscription (F.G.D.S.). Vice-président de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

En qualité de vice-président, préside :

— la séance du 21 avril 1967 (p. 777) ;
— la séance du 27 avril 1967 (p. 856) ;
— la séance du 16 mai 1967 (p. 1030) ;
— la séance du 25 mai 1967 (p. 1308) ;
— la 1re séance du 31 mai 1967 (p. 1453) ;
— la 1re séance du 8 juin 1967 (p. 1689) ;
— la 2e séance du 15 juin 1967 (p. 1857) ;
— la 2e séance du 21 juin 1967 (p. 2019) ;
— la 1re séance du 28 juin 1967 (p. 2324) ;
— la 1re séance du 1er juillet 1967 (p. 2514) ;
— la 1re séance du 12 octobre 1967 (p. 3559) ;
— la séance du 18 octobre 1967 (p. 3729) ;
— la 1re séance du 24 octobre 1967 (p. 4016) ;
— la 2e séance du 26 octobre 1967 (p. 4169) ;
— la 1re séance du 27 octobre 1967 (p. 4233) ;
— la 1re séance du 4 novembre 1967 (p. 4470) ;
— la 3e séance du 8 novembre 1967 (p. 4693) ;
— la 3e séance du 9 novembre 1967 (p. 4803) ;
— la séance du 16 novembre 1967 (p. 4990) ;
— la 1re séance du 22 novembre 1967 (p. 5137) ;

— la 2e séance du 30 novembre 1967 (p. 5404);

— la séance du 6 décembre 1967 (p. 5611);

— la 2e séance du 19 décembre 1967 (p. 6010).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur l'aménagement de l'ordre du jour [27 avril 1967] (p. 856).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre [25 mai 1967] (p. 1319).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Duhamel et Delorme [31 mai 1967] (p. 1454).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre [21 juin 1967] (p. 2021).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Mondon, Duhamel et Fanton [21 juin 1967] (p. 2035, 2036).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Pisani au sujet de son vote sur un amendement au projet de loi d'orientation foncière et urbaine [1er juillet 1967] (p. 2515).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Peretti et Boscher : *Application de l'alinéa 2 de l'article 108 du Règlement* [30 novembre 1967] (p. 5411).

Ses observations sur les mises au point faites par MM. Lacombe, Escande, Mermaz et Caillaud sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1968 [6 décembre 1967] (p. 5612).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Duhamel [19 décembre 1967] (p. 6010).

En qualité de député :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Sa question orale, sans débat, sur les mesures prises ou à prendre en vue d'assurer la protection du littoral picard et des bancs de la baie de Somme devant la menace du pétrole échappé du Torrey Canyon; question de savoir pourquoi on n'a pas essayé de pomper le pétrole dans le bâtiment et de le transvaser dans des bateaux-citernes; destruction, par le feu, du navire par des bombes au phosphore; attitude de Lloyds; question des pavillons de complaisance; plan O.R.S.E.C.; application des conventions internationales* [25 avril 1967] (p. 813, 814); *ses observations sur les paroles de M. Christian Fouchet: question de commandes de barrages* [26 avril 1967] (p. 845);

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Habib-Deloncle; question de sa fidélité à l'Algérie française* [20 mai 1967] (p. 1193);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Ses observations sur la motion de renvoi en commission; amnistie totale; grâce amnistiante* [28 novembre 1967] (p. 5298); *application de l'article 48, alinéa 1 de la Constitution* (p. 5301, 5302);

LELOIR (M. Paul), *Député du Nord, 17e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (no 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Situation dramatique de nombreuses familles après la tornade du 25 juin 1967; ses observations sur la situation de la région du Cambrésis, du Souaisis, du Valenciennois et de l'Avesnois; application du plan O.R.S.E.C.; rôle du Fonds national de solidarité* [29 juin 1967] (p. 2409, 2410).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Nécessité de créer un fonds d'intervention pour secourir les victimes des catastrophes; indication de quelques catastrophes; participation de l'Etat à l'indemnisation des sinistrés* [6 novembre 1967] (p. 4567).

LEMAIRE (M. Maurice), *Député des Vosges, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149).

Est élu vice-président de cette Commission [27 juin 1967] (p. 2304).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048).

Est élu président de cette Commission [19 décembre 1967] (p. 6048).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973).

Dépôts :

Son rapport d'information, fait en application de l'article 44 du Règlement, au nom de la Commission de la production et des échanges, sur quelques problèmes de l'économie française [23 juin 1967] (p. 2148).

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 654) relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, **n° 773** [9 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Constitutionnalité du projet de demande de pouvoirs spéciaux; problème du plein emploi; stabilité des prix; équilibre de la balance des paiements; productivité du Gouvernement et du Parlement; ses observations sur le décret-loi du 9 août 1953 relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction; nécessité d'accroître la productivité de l'administration et des pouvoirs publics; exemple du permis de construire; situation économique et sociale de la Lorraine; problème de la sidérurgie et des mines de fer; application de la loi sur les comités d'entreprise; rapport entre l'emploi global et la population totale; problème démographique; cas des régions du Nord et de l'Est; ses observations sur la sidérurgie, le textile et l'agriculture; aménagement du territoire; agrandissement des exploitations; amélioration des équipements et du financement des investissements agricoles; conditions d'un équilibre urbain-rural; construction d'unités industrielles à la campagne; ramassage scolaire; ses observations sur l'encyclique* Populorum progressio [19 mai 1967] (p. 1129, 1130).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la situation de l'industrie cotonnière [9 juin 1967] (p. 1722, 1726).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 3 *bis: Ses observations sur l'organisation du débat* [13 juin 1967] (p. 1775);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* [26 juin 1967] (p. 2173); Art. 22 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2179); avant l'Art. 46 : *Ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* [27 juin 1967] (p. 2291);

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Fondement de l'expansion ; faiblesse de notre effort d'investissement ; problème de l'autofinancement ; faiblesse des marges bénéficiaires ; charges sociales en France ; Sécurité sociale ; ses observations sur la démographie ; mobilité de la main-d'œuvre ; décentralisation ; insuffisance des équipements téléphoniques ; aides aux entreprises qui se décentralisent dans la zone de Brest ; cas des régions rurales à petite et moyenne agriculture ; ses observations sur la construction d'unités industrielles à la campagne* [29 juin 1967] (p. 2391, 2392).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INDUSTRIE : *Situation de la Lorraine ; fermetures d'usines ; dégradation de l'industrie cotonnière ; dispersion des entreprises ; nécessité de les réorganiser et de les restructurer ; installation en Lorraine et en Aquitaine d'un chef de service chargé d'une mission d'information et d'une mission d'orientation industrielle* [3 novembre 1967] (p. 4439) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur la forêt domaniale, communale ou privée ; crise des bois de sciage ; hausse du prix des transports intérieurs ; nécessité de dégrever les sciages exportés ; législation sur les calamités agricoles ; office de la forêt* [8 novembre 1967] (p. 4664, 4665) ;

— du projet de loi relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, en qualité de *Rapporteur : Application de la convention de Genève du 29 avril 1958 ; définition du « plateau continental » ; problème de la redevance ; pouvoirs de police donnés à l'administration pour le respect des règlements de sécurité en haute mer et pour la répression de la pollution éventuelle ; compétence des tribunaux français* [15 mai 1968] (p. 1833) ; *nombre de plate-formes de forage en service ; consommation d'hydrocarbures ; aspects juridiques, techniques et économiques de la question ; ses observations sur l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières, la Société nationale des pétroles d'Aquitaine et la Compagnie française des pétroles ; exemple du Gabon ; ses observations sur la plate-forme flottante « Pentagone 81 » ; procédé du « flexoforage » ; navire expérimental le « Térebel » ; délimitation des zones du plateau continental ; recherches de substances minérales ; exemples étrangers ; Association scientifique et technique pour l'exploitation des océans ; Centre national pour l'exploitation des océans ; Bureau de recherches géologiques et minières* (p. 1833 à 1835) ; Art. 2 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « de l'exploitation de ses ressources naturelles » à insérer les mots « ou de sa mise en valeur industrielle ou biologique »* (p. 1836) ; *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « octroi de cette autorisation » à insérer les mots « et notamment les conditions dans lesquelles le Centre national pour l'exploitation des océans (C.N.EX.O.) émettra son avis »* (p. 1837) ; *son amendement tendant, dans le dernier alinéa de cet article à substituer aux mots « l'installation d'un établissement de pêche ou de culture marine » les mots « la mise en place d'une installation de pêche ou d'une culture marine »* (p. 1837) ; après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Attributions du Centre national pour l'exploitation des océans)* (p. 1838) ; *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Décret devant définir les conditions dans lesquelles le C.N.EX.O. pourra fournir, moyennant rétribution, la documentation qu'il élabore aux titulaires des autorisations prévues à l'article 2)* (p. 1838) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de la première phrase de cet article : « La recherche, l'exploitation et le transport par canalisations de l'ensemble... »* (p. 1838) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1838) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « Sauf dérogation exceptionnelle accordée... »* (p. 1839) ; Art. 9 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « peuvent, sur leur demande, rester assujettis au régime de sécurité Sociale des marins et continuer... » les mots « resteront, sauf demande expresse de leur part, assujettis au régime de sécurité Sociale des marins, et continueront... »* (p. 1839) ; avant l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Personne assurant la conduite des travaux étant considérée comme le capitaine)* (p. 1840) ; *notion de capitaine* (p. 1840) ; *retrait de son amendement* (p. 1840) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à substituer au dernier alinéa de cet article, l'alinéa suivant : « Pour l'application des lois et règlements mentionnés aux trois alinéas qui précèdent, le capitaine relève dans tous les ca*

de la juridiction de droit commun » (p. 1840); *retrait de son amendement* (p. 1840); Art. 14 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du troisième alinéa de cet article : « Dans ce cas, le propriétaire ou l'exploitant... »* (p. 1841); Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots « et l'extension de ce régime à la recherche et à l'exploitation d'autres substances minérales et organiques ainsi qu'au matériel destiné à la recherche »* (p. 1841); *exonération des droits de douane sur les matériels industriels utilisés en mer ainsi que sur les produits nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien* (p. 1841); Art. 22 : *Son amendement tendant, dans cet article, à substituer aux mots « l'installation d'établissements de pêche ou de... » les mots « un établissement ou une activité de pêche ou une... »* (p. 1841); Art. 28 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « de peines qui pourront être portées au double de celles prévues à l'alinéa précédent » les mots « d'un emprisonnement de dix jours à six mois et d'une amende de 5.000 à 50.000 francs »* (p. 1842); *ses observations sur la pollution* (p. 1842); Art. 32 : *Ses observations sur l'amendement de M. Depietri* (p. 1843); avant l'Art. 34 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Possibilité pour le C.N.EX.O. de se faire remettre tous échantillons et de se faire communiquer tous documents d'ordre géologique, minier, hydrologique ou biologique concernant la partie du plateau continental sur laquelle la République française exerce des droits de souveraineté)* (p. 1843); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Décret définissant les conditions dans lesquelles le C.N.EX.O. pourra fournir la documentation qu'il élabore aux titulaires des autorisations)* (p. 1843); *construction à Brest d'un centre d'océanologie* (p. 1843); *retrait de son amendement* (p. 1843); Art. 35 : *Son amendement tendant, dans cet article à substituer aux mots « les dispositions de la présente loi » les mots « les modalités d'application des dispositions de la présente loi »* (p. 1844); Art. 36 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Ils devront rendre les installations et dispositifs, ainsi que leurs règles de fonctionnement, conformes aux dispositions de la présente loi, dans un délai d'un an à compter de sa promulgation. »* (p. 1844); *ses observations sur son amendement* (p. 1844).

LEMOINE (M. Marcel), *Député de l'Indre, 2e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Cesse d'appartenir à cette Commission [10 mai 1968] (p. 1757).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des industries d'armement, **n° 444** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la question orale de M. Abelin, relative au reclassement du personnel français des bases américaines : *Sous-emploi et chômage dans l'Indre; situation de Châteauroux depuis la fermeture de la base; usine d'aviation de Déols; financement du régime de préretraite et aménagement de la législation des fonds de chômage* [12 avril 1967] (p. 632).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur l'équipement et la modernisation des campagnes; exode rural; crédits de subventions; travaux d'adduction d'eau rurale; problème des chemins ruraux; situation des communes rurales de l'Indre; électrification rurale; problème de l'aménagement foncier et du remembrement; son vote sur le budget* [8 novembre 1968] (p. 4707, 4708);

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Nombre des engagements; conception républicaine de l'ar-*

mée; organisation de l'armée active; attitude de la jeunesse à l'égard de l'armée; participation des jeunes à des cours volontaires de préparation militaire organisés démocratiquement par les associations de jeunes; réduction de la durée du service militaire à douze mois [15 novembre 1967] (p. 4972, 4973).

Prend part au débat sur la question orale relative à la décentralisation administrative et économique : *Ffermeture de la base d'Ingrandes; situation préoccupante de la région de Châtellerault; exode rural* [24 novembre 1967] (p. 5259, 5260).

LEONARD (M. Roger), *Premier président de la Cour des comptes.*

Dépose sur le bureau de l'Assemblée Nationale le rapport de la Cour des comptes en exécution des dispositions de l'article 164 de l'ordonnance du 30 septembre 1958 [30 juin 1967] (p. 2449).

LEPAGE (M. Pierre), *Député d'Indre-et-Loire, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du conseil supérieur de la mutualité [29 juin 1967] (p. 2416);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 mai 1968] (p. 1955).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 437) tendant à assurer aux agents contractuels de l'Etat et des collectivités locales le droit aux congés payés annuels, **n° 534** [30 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 751) relative à la représentation, à titre consultatif, des représentants de la mutualité dans les conseils d'administration des caisses d'assurance maladie, **n° 839** [28 mai 1968].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur l'action sanitaire et sociale; ticket modérateur; tutelle et contrôle des établissements hospitaliers; problème du reclassement des travailleurs handicapés physiques; action des services de protection maternelle et infantile; ses observations sur les conseils de prud'hommes; mise en service d'un centre pour les débiles profonds à Château-Renault; création d'un service pour les accidents de la route à l'hôpital de Château-Renault* [25 octobre 1967] (p. 4112);

LEPEU (M. Bernard), *Député de Paris, 21e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 (p. 1273), [2 mai 1968] (p. 1445);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôts :

Son rapport, au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), Annexe n° 2. — Affaires étrangères, **n° 455** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi relative au titre de conseil social, **n° 687** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, Art. 1er : *Question de compétence; problème des personnes morales non commerçantes* [6 juin 1967] (p. 1620);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INDUSTRIE : *Ses observations sur l'action du Ministère; renouvellement des structures industrielles; ses observations sur les « industries de main-d'œuvre »; situation des verreries de Baccarat et de Saint-Louis; ses observations sur l'échéance du 1er juillet 1968; réforme de la Sécurité sociale; impôt sur l'énergie; contrat de programme* [3 novembre 1967] (p. 4443, 4444); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Renforcement des effectifs du service central de l'état civil des Français à l'étranger; représentation diplomatique et consulaire, notamment à Québec; création d'ambassades à Koweit et à Port-Louis; rémunération des agents diplomatiques et consulaires en service à l'étranger; mode de calcul des rémunérations; revision des règles applicables pour le remboursement des frais de voyage et de transport de mobilier; projets de réforme statutaire concernant les personnels contractuels et auxiliaires en service à l'étranger; programme d'investissements immobiliers à l'étranger; ses observations sur la presse et l'information à l'étranger; agence France-Presse; extension du réseau radiotélétype d'informations; publication « France-Information »; financement des émissions à destination de l'étranger; crédits prévus pour les organismes internationaux; création d'un comité d'experts chargé d'examiner les finances de l'O.N.U.; institution d'un corps d'inspecteurs des différentes organisations internationales; programme d'aide militaire à différents Etats étrangers; application des accords d'Evian; aide financière accordée à l'Algérie; complexe sidérurgique de Bône; négociations de Bruxelles et de Genève; diminution des droits de douane; question des attachés commerciaux; nécessité de faciliter le travail des exportateurs français* [7 novembre 1967] (p. 4590, 4591); *ses observations sur les manquements du Gouvernement algérien; aide accordée à l'Algérie* (p. 4620); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur l'article 10 du projet de loi de finances; taxe sur la valeur ajoutée; coordination de la politique énergétique* [5 décembre 1967] (p. 5540, 5541);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 2 : *Nécessité de faciliter la tâche des entreprises qui consentent des efforts en vue de lutter contre la pollution de l'air et des eaux; application du régime de l'amortissement exceptionnel* [23 novembre 1967] (p. 5203); Art. 14 : *Pénalités encourues par les capitaines de navires qui ne se conformeront pas aux articles 69* b, *71, 72, 117 et 241 du Code des douanes; son opposition à cet article du projet de loi; possibilité pour le Gouvernement de déposer un projet de loi sur l'expertise douanière* (p. 5210, 5211).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative à la Sécurité sociale des travailleurs français migronts [8 décembre 1967] (p. 5723).

LEPIDI (M. Jean-Charles), *Député de Paris, 8e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer une carte nationale de priorité en faveur des personnes âgées, **no 82** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à autoriser les contribuables à s'acquitter par douzièmes du montant de leurs impôts directs, **no 115** [19 avril 1967].

LEROY (M. Roland), *Député de la Seine-Maritime, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture, **no 104** [19 avril 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur le Livre blanc; caractères du débat; réduction de l'Assemblée au rôle d'un conseil consultatif; âge d'acquisition du droit de vote; création du Ministère de la Jeunesse; ses observations sur les salaires des jeunes travailleurs; jeunesse ne pouvant faire confiance au régime; objectifs du Ministère de la Jeunesse et des Sports; ses observations sur le drame de Franconville; causes de la situation de la jeunesse; résultats des élections de Sarcelles; orientation professionnelle; service militaire; nombre des jeunes ayant répondu à l'enquête effectuée par le Ministre; gravité de la situation de la jeunesse en France; nature de la politique poursuivie par le régime actuel; solidarité de la jeunesse avec la classe ouvrière et les forces démocratiques; rôle du parti communiste; nécessité de modifier l'organisation économique et sociale du pays* [23 mai 1967] (p. 1232, 1233); *caractères propres de la jeunesse; politique du pouvoir étant conservatrice et démagogique; crédits mis à la disposition des organisations sportives; embrigadement de la jeunesse; revendications de la jeunesse* [23 mai 1967] (p. 1233, 1234); *jeunesse souhaitant un changement radical de politique; intervention des jeunes travailleurs et des jeunes étudiants dans la vie politique et sociale du pays* (p. 1234, 1235);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Guerre d'agression contre le Viet-nam; crise au Moyen-Orient; raison fondamentale de la crise au Moyen-Orient; opérations militaires engagées par Israël contre la Syrie; nécessité de venir en aide aux victimes de la guerre et à tout le peuple arabe de Palestine; question de la libre circulation dans le golfe d'Akaba; droits légitimes des peuples arabes; droit à l'existence de l'Etat d'Israël; exemple du règlement pacifique de Tachkent entre l'Inde et le Pakistan; guerre du Viet-nam; développement du parti néo-nazi en Allemagne fédérale; sécurité européenne; politique extérieure française devant viser à la coopération entre tous les peuples; rôle joué par la C.I.A. dans le récent coup d'Etat en Grèce; question de la dissémination des armes nucléaires* [16 juin 1967] (p. 1912 à 1915).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur : 1° sa proposition de loi et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture; 2° de M. Macquet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 54 *g* et 54 *j* du Livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 *f* du même Livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines : *Généralisation de la cinquième semaine de congé pour les jeunes; manœuvres de la majorité; problème de l'emploi; extension du chômage; position de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris; ses observations sur les paroles de Mlle Dienesch; conditions de vie des travailleurs; cas des apprentis et des jeunes travailleurs de l'industrie, du commerce, des professions libérales et de l'agriculture; ses observations sur le premier rapport de M. Roulland* [2 mai 1968] (p. 1436, 1437); *cadences de travail des jeunes; ses observations sur le Livre blanc de M. Missoffe; légalisation de la cinquième semaine pour les jeunes; lutte des travailleurs* (p. 1437, 1438); *ses observations sur l'amendement de M. Fernand Dupuy; débat sur les ordonnances prises par le Gouvernement* (p. 1441);

— sur la motion de censure : *Violences commises par la police; lutte des étudiants pour une université moderne et démocratique; crise du capitalisme; crise des enseignements primaire et secondaire; nécessité d'une gestion démocratique des universités et de toute l'éducation nationale; attitude des jeunes face à la société actuelle; instauration d'une démocratie nouvelle; son souhait d'une université de masse; son vote sur la motion de censure* [21 mai 1968] (p. 2001, 2002).

LE SÉNÉCHAL (M. Louis), *Député du Pas-de-Calais, 6e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 655) relatif à l'armement et aux ventes maritimes, **n° 727** [25 avril 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes, en qualité de *Rapporteur : Navigation de plaisance; ses observations sur l'armement, les ventes maritimes, le personnel des armateurs; crédit documentaire* [2 mai 1968] (p. 1429, 1430); Art. 10 et 12 : *Ses observations sur les amendements de M. Cazenave* (p. 1431, 1432); Art. 14 : *Son amendement tendant : 1° à substituer aux mots « le consignataire de la cargaison » les mots « les consignataires »; 2° En conséquence, faire précéder cet article de l'intitulé suivant : « § 3. — Dispositions communes » et supprimer cet intitulé avant l'article 15* (p. 1432); *responsabilité du consignataire de la cargaison* (p. 1432); après l'Art. 27 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Les actions nées à l'occasion des opérations de remorquage sont prescrites deux ans après l'achèvement de ces opérations. »* (p. 1433); *ses observations sur son amendement* (p. 1433); Art. 42 : *Son amendement tendant à compléter ainsi cet article : « sous réserve des compétences dévolues par les statuts particuliers »* (p. 1434); *cas des territoires d'outre-mer* (p. 1434).

LE TAC (M. Joël), *Député de Paris, 26e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— représentant de l'Assemblée Nationale auprès du Ministre de l'Information [17 octobre 1967] (p. 3707).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer une redevance au profit des auteurs d'ouvrages mis en location dans les cabinets de lecture, **n° 59** [12 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 428) autorisant la ratification de l'accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées par des stations hors des territoires nationaux et relatif à cette répression, **n° 484** [10 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 750) relative au placement des artistes du spectacle, **n° 792** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Politique menée par la France avant le déclenchement des hostilités et pendant celles-ci; moral des Israéliens pendant la guerre; ses observations sur la politique française de neutralité dite active; position actuelle d'Israël; question du dialogue direct entre Israël et chacun des Etats arabes; Israël désirant garantir la sécurité de ses frontières* [15 juin 1967] (p. 1864, 1865).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur la jeunesse socialement inadaptée; nécessité de lutter contre toutes les inadaptations que la jeunesse peut affronter; délinquance juvénile; problème des « clubs de prévention »; action du comité national des clubs et équipes de prévention contre l'inadaptation sociale de la jeunesse* [20 octobre 1967] (p. 3946, 3947); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Introduction de la publicité de marques à l'O.R.T.F.; ses observations sur la presse écrite; problème de l'emploi dans le monde de la presse* [10 novembre 1967] (p. 4887, 4888);

— du projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées par des stations hors des territoires nationaux et relatif à cette répression, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur les stations pirates; exemple de la Grande-Bretagne; station Radio-Caroline; cas où la station est installée sur un navire arborant un pavillon national; pavillons de complaisance; principe de la solidarité des pays européens à l'égard des stations pirates; définition de l'infraction et des délinquants; cas d'un délinquant de nationalité étrangère; portée du projet de loi* [14 novembre 1967] (p. 4941, 4942); Art. 9 : *Son amendement tendant après les mots « à moins qu'il ne résulte de ces prestations » à rédiger comme suit la fin du troisième alinéa de cet article: « ... qu'elles sont sciemment fournies par ceux-ci en vue de leur utilisation principale par une ou plusieurs stations visées aux articles 2 et 5 »* (p. 4944); Art. 10 : *Son amendement tendant à la fin de cet article à substituer aux mots « de l'Etat intéressé » les mots « de l'un des Etats intéressés »* (p. 4944);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues, relative au placement des artistes du spectacle, en qualité de *Rapporteur: Nécessité de trouver un remède aux abus; bureaux de placement des artistes; rémunération du placement; prolifération de bureaux clandestins; institution d'une licence annuelle d'agent artistique; possibilité de cession des agences de placement; rémunération par l'artiste de l'agent artistique* [15 mai 1968] (p. 1849, 1850); avant l'Art. 1er : *Irrecevabilité des amendements de M. Dupuy et de M. Frédéric-Dupont* (p. 1850); Art. 1er : *Contrôle des agences artistiques; ses observations sur les bureaux de placement payants* (p. 1852); après l'Art. 1er : *Situation des entrepreneurs de spectacles* (p. 1853); Art. 4 : *Condition pour*

être agent artistique agréé (p. 1853); Art. 5 et après l'art. 7 : *Ses observations sur les amendements de M. Frédéric-Dupont* (p. 1853, 1854).

LE THEULE (M. Joël), *Député de la Sarthe, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre des Départements et territoires d'outre-mer.

du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé Ministre des Départements et territoires d'outre-mer (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Départements et Territoires d'outre-mer (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, **n° 240** [1er juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), Ministère des armées. — Présentation du budget, **n° 469** [19 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à abaisser l'âge de l'engagement dans les armées (n° 501) [16 novembre 1967]; retrait de sa proposition **n° 501** [17 avril 1968] (p. 1063).

Son rapport d'information, fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, à la suite d'une mission effectuée auprès des forces françaises d'Allemagne les 13, 14 et 15 septembre 1967, **n° 600** [19 décembre 1967].

Sa proposition de loi définissant le régime de l'engagement dans les armées, **n° 697** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Maurice Herzog tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer le membre de phrase « et relatives à un produit ou un procédé susceptible d'être utilisé pour la fabrication d'un matériel considéré comme matériel de guerre par la législation en vigueur »* [1er juillet 1967] (p. 2588); *son amendement tendant à supprimer la fin du premier alinéa de cet article à partir des mots « sauf si le déposant revendique »* (p. 2588); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « Pendant cette période, les demandes de brevet ne peuvent être rendues publiques, aucune copie conforme de la demande de brevet ne peut être délivrée sauf autorisation et la procédure prévue à l'article 18 ne peut être engagée »* (p. 2588); *son amendement tendant, au début du troisième alinéa de cet article, à remplacer les mots « sous réserve des articles 25 et 27 ci-dessous » par les mots « sous réserve de l'article 25 ci-dessous »* (p. 2588); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article à substituer aux mots « deux mois », les mots « cinq mois »* (p. 2588); *son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du troisième alinéa de cet article* (p. 2588); Art. 25 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer au membre de phrase : « jusqu'au terme d'un délai de deux ans à compter du jour du dépôt de la demande de brevet », le membre de phrase suivant : « pour une durée d'un an renouvelable »* (p. 2588); Art. 27 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2589); Art. 57 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer le membre de phrase : « sous réserve qu'aient été appliquées, depuis l'ouverture de*

cette action, les dispositions de l'article 40 » (p. 2593);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES, après l'Art. 38 : *Nécessité pour les différents systèmes de forces de présenter une certaine cohérence; force nucléaire stratégique; ses observations sur la marine; nécessité pour le Gouvernement de présenter, au début de la prochaine session, un rapport qui dressera le bilan de ce qui a été réalisé depuis 1960 et mettra en relief les modifications ou les revisions apportées aux lois de programme* [24 octobre 1967] (p. 4062, 4063); *orientations prises pour la période 1971-1975; conditions d'application de la loi de programme au cours des trois dernières années; option en matière de matériel d'armement; indication des grandes masses budgétaires; évolution prévisible du volume des crédits* (p. 4063); Art. 39 : *Rôle de la Commission des finances; critères de recevabilité ou d'irrecevabilité des amendements* (p. 4065);

— du projet de loi relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, après l'Art. 36 : *Situation des officiers d'administration* [15 novembre 1967] (p. 4966); *Retrait de l'amendement de la Commission* (p. 4966);

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Accroissement du nombre des sursis; durée de l'instruction; service national de douze mois; nombre des engagés; sa proposition de loi tendant à permettre aux jeunes Français de s'engager dès l'âge de 17 ans; ses observations sur les réformes à apporter au service militaire; rythme des incorporations; problème des sursis; durée de l'incorporation pour le service de coopération* [15 novembre 1967] (p. 4970, 4971); *différence entre un service professionnel et une armée de métier* (p. 4974); ses explications de vote : *Ses observations sur le vote bloqué; problème de la date d'application; nombre des engagements; durée du service militaire; son vote sur le projet de loi* (p. 4978);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 34 : *Question de l'indemnité compensatrice versée à la S.N.C.F. pour le transport à tarif réduit des militaires et des marins isolés* [23 novembre 1967] (p. 5220); *possibilité pour le Gouvernement de faire le point sur ces questions de remboursement à la S.N.C.F.* (p. 5220, 5221);

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur : 1° sa proposition de loi, définissant le régime de l'engagement dans les armées; 2° celle de M. Montagne et plusieurs de ses collègues portant assouplissement des conditions de l'âge d'appel sous les drapeaux : *Réduction de la durée du service militaire; nombre des engagés; amélioration de la situation de l'emploi* [14 mai 1968] (p. 1787, 1788); Art. 4 : *Modifications apportées aux modalités d'engagement* (p. 1790); Art. 5 : *Modalités d'application du texte* (p. 1790);

— du projet de loi relatif aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées, Art. 1er : *Ses observations sur cet article* [14 mai 1968] (p. 1792); Art. 4 à 7 : *Réserve de ces articles* (p. 1793); Art. 5 : *Pyramide des grades* (p. 1794, 1795); Art. 10 : *Sa question de savoir s'il y aura beaucoup de médecins de deuxième classe de 56 ans* (p. 1795); Art. 14 : *Retrait de l'amendement de M. Allainmat* (p. 1797); Art. 33 : *Collaboration entre la Commission et le Gouvernement; statut des officiers* (p. 1799).

LEVOL (M. René), *Député des Hauts-de-Seine, 12e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre suppléant de la Commission

mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048);

Dépôt :

Sa proposition de loi autorisant l'attribution d'office des appartements neufs inoccupés, **n° 548** [7 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Situation des membres de la gendarmerie nationale et des pensionnés militaires ; rétablissement de la parité de leur pension avec les pensions civiles ; création d'une subdivision de la gendarmerie de la route ; remise en ordre des casernes ; revendications du personnel de la gendarmerie ; problème des logements de fonction* [24 octobre 1967] (p. 4057, 4058);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959, après l'Art. 6 : *Maintien de la taxe sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice d'une profession telle qu'elle est prévue à l'article 1528 du Code général des impôts* [22 novembre 1967] (p. 5171); Art. 10 : *Emission des rôles supplémentaires* (p. 5173); avant l'Art. 46 : *Patente de la Compagnie générale de télégraphie sans fil* (p. 5180); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs : *Vote du groupe communiste* [19 décembre 1967] (p. 6021).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes du logement : *Problème posé par le manque de logements ; loyers des H.L.M. ; accession à la propriété par l'intermédiaire des prêts bonifiés du Crédit foncier de France ; la spéculation (immobilière Friedland)* [15 décembre 1967] (p. 5961, 5962).

L'HUILLIER (M. Waldeck), *Député des Hauts-de-Seine, 1re circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à donner un droit de préemption en matière de mutations immobilières aux collectivités locales pour leurs programmes sociaux de construction de logements et d'équipements collectifs, **n° 345** [22 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur la région parisienne* [22 juin 1967] (p. 2060); Art. 14 : *Ses observations sur l'expropriation ; problème des garanties ; rôle du juge ; protection des intérêts de l'exproprié ; pouvoirs du commissaire du Gouvernement près de la juridiction de l'expropriation* [26 juin 1967] (p. 2223); après l'Art. 15 : *Fixation des indemnités* (p. 2230); Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Baillot* (p. 2231); en seconde délibération, Art. 13 : *Ses explications de vote sur l'amendement du Gouvernement* [1er juillet 1967] (p. 2519); ses explications de vote : *Aménagement du territoire ; intérêts des petits expropriés ; cas de la région parisienne ; insuffisance des crédits ; proposition du groupe communiste tendant à donner un droit de préemption en*

matière de mutations immobilières aux collectivités locales et prévoyant la création d'une caisse nationale d'équipement; son abstention lors du vote (p. 2530, 2531);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 61 : *Problème des finances des collectivités locales; vote du groupe communiste; montant des recettes minimales garanties; rôle du fonds national de péréquation* [24 octobre 1967] (p. 4022);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 : *Historique des finances locales; rôle des commissions communales des impôts; ses observations sur le système fiscal actuel; réalisations du Ve Plan; idée d'une péréquation nationale basée sur une taxe reflétant de façon relative l'activité économique; création d'une caisse d'aide et d'équipement; variation des quatre taxes locales; transfert des charges; diminution des subventions; exemple des constructions scolaires; prise en charge de la voirie nationale; problème des emprunts; rôle de la Caisse des dépôts et consignations; association des collectivités locales; autonomie financière des communes et des départements; institution d'un système de péréquation nationale; nécessité de donner aux collectivités locales les moyens de financer les travaux d'équipement; nécessité de transférer à l'Etat les dépenses qui lui incombent; exemple de la taxe professionnelle; montant des bases de la contribution professionnelle; barème de la patente; contribution mobilière; rentabilité des services publics; personnel communal; amendements du groupe communiste; démocratie fiscale; progressivité de l'impôt local; insuffisance du projet de loi* [22 novembre 1967] (p. 5150 à 5152); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « en fonction » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « de la moyenne pondérée des loyers des locaux loués librement à des conditions de prix normales et des loyers des locaux soumis à la loi du 1er septembre 1948 »* (p. 5163); *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 5163); *son amendement tendant, après le troisième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (Propriétaires d'immeubles dont les loyers sont soumis à la loi du 1er septembre 1948, ne pouvant à l'avenir obtenir des locataires ou occupants le remboursement de la taxe foncière ou d'une partie de cette taxe, établie sur ces immeubles)* (p. 5165); *égalité fiscale* (p. 5165); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du paragraphe III de cet article (Valeur à retenir pour les bâtiments, l'outillage et les autres installations et moyens matériels d'exploitation)* (p. 5167); *insuffisance des ressources communales; taxe professionnelle* (p. 5168); *nécessité de tenir compte de la moyenne des bénéfices bruts des trois dernières années* (p. 5168, 5169); *son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa du paragraphe III de cet article deux nouveaux alinéas (Cas des petites entreprises industrielles, commerciales et artisanales; problème de l'abattement)* (p. 5169); après l'Art. 6 : *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Détermination de la taxe sur la valeur locative des locaux servant à l'exercice d'une profession prévue à l'article 1528 du Code général des impôts)* (p. 5171); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du paragraphe III de cet article* (p. 5173); Art. 11 : *Son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa du paragraphe I de cet article : « Le représentant de l'administration et la commission communale des impôts directs dressent la liste des locaux de référence visés à l'article 3, déterminent leur surface pondérée et établissent les tarifs d'évaluation correspondants. »* (p. 5174); *commissions communales des impôts* (p. 5174); *son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe III : « L'article n° 1493 du Code général des impôts est abrogé. »* (p. 5174); *évaluation des locaux de référence* (p. 5175); Art. 13 et 14 : *ses amendements tendant, dans la première phrase de ces articles, à substituer aux mots « assisté de » le mot « et »* (p. 5176); *ses observations sur ses amendements* (p. 5176); ses explications de vote : *Evaluations de la valeur locative cadastrale; détermination de la taxe professionnelle en fonction de l'activité et de l'expansion économique; vote du groupe communiste* (p. 5180).

LIMOUZY (M. Jacques), *Député du Tarn, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâtics servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 136) autorisant l'approbation de la convention du Conseil de l'Europe sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs, ouverte à la signature le 17 décembre 1962, **n° 308** [13 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959, **n° 505** [17 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs, **n° 605** [19 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention du Conseil de l'Europe sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs ouverte à la signature le 17 décembre 1962, en qualité de *Rapporteur : Responsabilité des hôteliers ; définition des personnes par les actes desquels la responsabilité de l'hôtelier peut être engagée ; convention s'abstenant de donner une définition quelconque de l'hôtelier et du voyageur* [13 juin 1967] (p. 1783, 1784);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Conséquences de la sécheresse ; cas de la région du Sud-Ouest ; ses observations sur l'élevage* [8 novembre 1967] (p. 4719);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 : *Nature du texte ; son caractère ; son opportunité ; ses observations sur l'ordonnance du 7 janvier 1959 ; valeur locative cadastrale ; contributions directes locales ; équité fiscale ; équilibre des finances locales ; historique de la fiscalité locale ; système des centimes additionnels ; contribution mobilière ; patente ; répartition actuelle des impôts directs locaux ; établissement d'une notion commune aux quatre contributions ; suppression du système des principaux fictifs ; taxe foncière sur les propriétés bâties ; taxe foncière sur les propriétés non bâties ; taxe d'habitation ; taxe professionnelle ; suppression de nombreuses taxes ; valeur locative cadastrale ; commission communale des impôts directs ; possibilités de recours au moment de l'élaboration du tarif communal ; locaux commerciaux ; marché locatif français ; situation des propriétaires de locaux régis par la loi de 1948 ; établissements industriels ; question des abattements ; problème de la taxe professionnelle ;*

moyens des services extérieurs de la direction générale des impôts; réalisation des équipements collectifs; problème des subventions; tarification des services communaux; nécessité de redéfinir ce qui, dans les services et dans les équipements est national, et ce qui est local; rapports entre l'Etat et les collectivités décentralisées [22 novembre 1967] (p. 5138 à 5144); avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant, avant cet article, à supprimer l'intitulé : « Titre Ier, Evaluation des propriétés bâties »* (p. 5162); Art. 3 : *Fixation de la valeur locative; ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5163); *son amendement tendant à insérer après le paragraphe II de cet article un nouveau paragraphe 2* bis *(Cas des locaux soumis aux dispositions de la loi du 1er septembre 1948)* (p. 5163); *cas où le loyer est inférieur de 30 % à la valeur locative de référence; problème des loyers réglementés; principe de l'unité de la valeur locative et cadastrale; question d'un système forfaitaire* (p. 5164); *cas des propriétaires soumis aux dispositions de la loi du 1er septembre 1948* (p. 5164, 5165); *retrait de son amendement* (p. 5165); *ses observations sur les échanges d'impôts entre propriétaires et locataires* (p. 5165); *son amendement tendant, dans le paragraphe III de cet article, après les mots « un caractère exceptionnel » à substituer aux mots « et les locaux » les mots « et ceux des locaux »* (p. 5165); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe II de cet article, avant les mots « occupés par leur propriétaire » à insérer le mot « ou »* (p. 5166); *son amendement tendant, dans le dernier alinéa du paragraphe II de cet article, à substituer aux mots « de l'alinéa précédent » les mots « qui précèdent »* (p. 5166); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Détermination de la valeur locative des différents éléments énumérés à l'article 5-1; suppression du paragraphe II et du premier alinéa du paragraphe III de cet article)* (p. 5167); *ses observations sur les réserves foncières et les terrains d'extension non utilisés par l'établissement* (p. 5167); *problème de la sensibilité des impôts; notion de chiffre d'affaires; ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5168); *son amendement tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article à substituer au chiffre « 20.000 » le chiffre « 30.000 »* (p. 5169); *abattement à la base du prix de revient revalorisé* (p. 5169); *définition du rendement d'un matériel* (p. 5170); après l'Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5171); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe I à substituer aux mots « articles 3 ou 4 » les mots « articles 3, 4 ou 9 »* (p. 5172); *ses observations sur les constructions nouvelles* (p. 5172); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe III de cet article par les mots « et 9 »* (p. 5173); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du paragraphe III de cet article par les mots « en retenant la date de référence de la précédente révision »* (p. 5173); *nécessité de ne pas pénaliser l'investissement nouveau en cours de révision* (p. 5173); *ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier et sur celui de M. Chauvet* (p. 5174); Art. 11 : *Rôle de la commission communale des impôts* (p. 5174); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe Ier de cet article à substituer aux mots « au titre duquel la contestation est élevée » le mot « intéressés »* (p. 5174); *son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 5174); Art. 12 : *Son amendement tendant, avant le dernier alinéa de cet article, à insérer un nouvel alinéa : « En outre, et toujours pour statuer sur les cas visés à l'article 11, un membre du conseil général du département, désigné par cette assemblée, sera substitué à l'un des trois fonctionnaires de la direction générale des impôts visés à l'article 1651, 2* b, *du Code général des impôts. »* (p. 5175); *composition de la commission départementale des impôts directs; nature de cette commission* (p. 5175); *retrait de son amendement* (p. 5175); Art. 13 : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « qui sera tenu d'en donner connaissance aux contribuables qui en feront la demande »* (p. 5176); Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5176); Art. 18 : *Son amendement tendant, dans le texte de cet article, à substituer aux mots « du présent titre » les mots « des articles premier à 19 »* (p. 5176); Art. 19 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulay* (p. 5177); *son amendement, tendant, dans le paragraphe I et dans le premier alinéa du paragraphe II de cet article à substituer aux mots « du présent titre » les mots « des articles premier à 19 »* (p. 5178); *son amendement tendant au début du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article*

à substituer aux mots « un décret » les mots « une loi » (p. 5178); *point de départ de l'application des résultats de la première révision des évaluations* (p. 5178); avant l'Art. 26 : *Son amendement tendant, avant cet article, à substituer à l'intitulé : « Section IV. — Dispositions communes » l'intitulé : « Chapitre IV. — Dispositions diverses »* (p. 5178); Art. 28 : *Son amendement tendant après le premier alinéa du paragraphe I de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Toutefois, cette procédure ne pourra être utilisée pour plus de deux révisions consécutives. »* (p. 5178); *équilibre des évaluations* (p. 5179); avant l'Art. 46 : *Son sous-amendement tendant à rédiger comme suit, après le mot « Etat », la fin du premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Mondon : « et les diverses collectivités locales. »* (p. 5179); *institution d'une commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques* (p. 5179); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs, en qualité de *Rapporteur : Taxe sur les locaux professionnels; répartition des responsabilités entre les collectivités et l'Etat* [19 décembre 1967] (p. 6019).

LIPKOWSKI (M. Jean de), *Député de la Charente-Maritime, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France du Parlement Européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération [20 juin 1967] (p. 1981).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 217) autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 8 février 1967 entre le Gouvernement de la République française et la Conférence internationale des contrôles d'assurances des Etats africains, français et malgache, **n° 286** [8 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 645), autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Gabon, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Libreville le 21 avril 1966, **n° 796** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur la politique étrangère; compétence de M. Couve de Murville; réconciliation franco-allemande; traité franco-allemand; problème du rapprochement de l'Allemagne et de l'U.R.S.S.; frontière Oder-Neisse; problème de la force de frappe; traité sur la non-prolifération des armes atomiques; affaire du Viet-nam; retrait de la France de l'O.T.A.N.; traité de Rome; intégration économique; agriculture constituant le véritable facteur d'intégration européenne; situation des pays de la zone de libre-échange; fixation des prix agricoles communs; problème de l'Europe politique; recherche scientifique en Europe; conscience européenne* [20 avril 1967] (p. 752 à 754);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Ses observations sur l'arrondissement de Royan-Marennes; implantation d'un port pétrolier au Verdon et développement d'une importante raffinerie; indemnisation à 90 % des dépenses engagées pour faire face au sinistre; échouement du Torrey Canyon; ses observations sur le fait qu'un pétrolier rejette 1 % du tonnage transporté; insuffisance des accords internationaux; réunion d'une conférence internationale à Londres; possibilité d'interdire systématiquement tout rejet en mer; rôle des stations de dégazage installées dans certains ports; obligation pour les navires d'y effectuer le lavage de leurs cuves; conséquences de la poursuite de la rentabilité d'un pétrolier; possibilité d'obliger chaque pétrolier d'avoir à son bord les appareils*

permettant d'effectuer le nettoyage et ne rejetant que l'eau filtrée; établissement d'un dispositif d'alerte contre la pollution de long des côtes; pompage de la nappe de mazout en pleine mer; expérience de l'étang de Berre; ses observations sur les bouées-témoins permettant de vérifier la pollution de l'eau; installation de barrages préventifs; principe de l'octroi de crédits destinés à la construction de ces barrages préventifs [26 avril 1967] (p. 837 à 839); *ses observations sur les paroles de M. Achille-Fould; conséquences des installations projetées au Verdon* (p. 840);

— sur les questions orales relatives à la situation de la viticulture : *Production des vins servant à la fabrication du cognac; gravité de la crise dont souffre la Charente-Maritime* [28 avril 1967] (p. 921, 922, 924);

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Coopération avec la Grande-Bretagne; nécessité d'une politique communautaire; facteurs qui ont freiné le développement de la recherche scientifique en Europe; groupe Maréchal; coopération technologique avec la Grande-Bretagne; statut européen commercial pour les sociétés; création d'un brevet européen; harmonisation des régimes fiscaux; échec de la C.E.C.A.; rôle de l'Euratom; filière graphite-gaz; réacteurs à eau lourde; expérience Orgel; ses observations sur la recherche pure; construction d'un réacteur à haut flux; surgénérateurs; projet Phœnix; ses observations sur le centre d'Ispra; problème de la politique d'approvisionnement en uranium; uranium enrichi* [8 mai 1968] (p. 1627 à 1629); *importance de l'effort consenti par la Grande-Bretagne en matière de recherche; Eurochimie; commission de l'énergie du Parlement européen; plan-calcul; projet Eldo* (p. 1629, 1630); *ses observations sur les paroles de M. Mitterrand; problème des ordinateurs; cause de l'échec de l'Euratom* (p. 1631).

LITOUX (M. Pierre), *Député de la Loire-Atlantique, 7e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Olivier Guichard, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement 9 mai] 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [16 mai 1967] (p. 1036).

Donne sa démission de membre de cette Commission [17 octobre 1967] (p. 3707).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [18 octobre 1967] (p. 3792).

Donne sa démission de membre de cette Commission [25 octobre 1967] (p. 4141).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [26 octobre 1967] (p. 4216), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, Art. 23 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Délivrance d'un certificat d'aptitude à l'exercice de la profession d'expert-comptable pour les personnes ayant exercé une activité administrative, financière ou comptable comportant l'exécution de travaux d'organisation ou de revision de comptabilité)* [12 décembre 1967] (p. 5803).

LOLIVE (M. Jean), *Député de la Seine-Saint-Denis, 6e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 460) modifiant l'article 108 du Code minier, **n° 486** [9 novembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à promouvoir une politique sociale du logement, **n° 693** [17 avril 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, **n° 786** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration de l'habitat : *Augmentation du nombre de logements insalubres; allocation de logement; ses observations sur les sources de financement; fonds national pour l'amélioration de l'habitat pouvant distribuer des subventions aux petits propriétaires ou des prêts sans intérêts remboursables en quelques années* [9 mai 1967] (p. 939, 940); en deuxième lecture : *Modernisation de l'habitat ancien; rôle du fonds national pour l'amélioration de l'habitat; possibilité de permettre un prélèvement sur les loyers selon un taux progressif et différentiel; subventions possibles en faveur des petits propriétaires* [23 juin 1967] (p. 2136, 2137);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Eugène Claudius-Petit, tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions; 2° de M. Wagner, relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction : *Obligations instituées par le décret du 10 novembre 1954; crise du logement; assainissement des marchés de la vente des logements; nécessité de la mise en œuvre d'une politique favorable au logement social; scandale des logements neufs qui ne trouvent pas preneur; coût de la construction* [23 juin 1967] (p. 2140, 2141); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de cet article* (p. 2141); *retrait de son amendement* (p. 2141); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 1642-1 du Code civil, à substituer aux mots « délai d'un mois » les mots « délai de six mois »* (p. 2141); *son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1642-1 du Code civil : « Il n'y aura pas lieu à résolution du contrat si le vendeur répare le vice dans un délai raisonnable, ne pouvant dépasser six mois. »* (p. 2142); *vendeur devant réparer les vices* (p. 2142); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article 5 de la loi du 3 janvier 1967 par les mots « et 1642-1 »* (p. 2142); Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Indication des mentions figurant dans l'acte authentique)* (p. 2143); *contenu du contrat; nécessité de donner aux futurs acquéreurs le plus possible de garanties* (p. 2143); avant l'Art. 10 : *Cas où le vendeur n'a pas respecté le plan d'avancement de la construction* (p. 2144); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2144);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT, Art. 55 : *Nécessité d'engager un programme complémentaire de 40.000 logements H.L.M.* [9 novembre 1967] (p. 4836); après l'Art. 57 : *Augmentation des loyers; loyer des immeubles dont la construction est postérieure au 1er septembre 1948* [9 novembre 1967] (p. 4837);

— du projet de loi modifiant l'article 108 du Code minier, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la loi du 9 mai 1962 interdisant l'exploitation des carrières souterraines dans le département de la Seine; cas des anciennes carrières de craie; situation des départements du Val-de-Marne et des Hauts-de-Seine; gisements de gypse; cas du département de la Seine-Saint-Denis; nécessité de prévenir les accidents; ses observations sur la carte des carrières souterraines existant dans la région parisienne; méthodes pour la consolidation des galeries des carrières souterraines* [21 novembre 1967] (p. 5110, 5111); Article unique : *Ses observations sur l'amendement de M. Valenet* (p. 5112).

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Waldeck Rochet, en qualité de suppléant, relative aux problèmes de logement [19 avril 1968] (p. 1215, 1216).

LOMBARD (M. Georges), *Député du Finistère, 2e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968].

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). Titre III. — Ministère des Armées, **n° 469** [19 octobre 1967].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur l'article 31 du projet de loi de finances rectificative pour 1967 (nos 488, 522), retiré en application de l'article 119 du Règlement (dispositions tendant à la validation de certaines décisions portant bordereaux de salaires des ouvriers des armées et des techniciens à statut ouvrier de la marine), **n° 801** [14 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Aménagement du territoire ; ses observations sur la région parisienne ; rôle des métropoles d'équilibre ; cas de la Bretagne ; ses observations sur la « marée noire »* [19 avril 1967] (p. 724) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Catastrophe du Torrey Canyon ; ses conséquences sur le littoral atlantique français ; ses observations sur les frayères, les stations balnéaires et les plages ; son étonnement de voir que l'on n'a pas tenté de pomper le mazout au large ; possibilité d'équiper les navires de moyens de soufflerie en service sur les quais de Brest* [26 avril 1967] (p. 835, 836).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Fonctionnement des armées ; ses observations sur les effectifs ; accroissement des charges de la marine ; rôle du centre d'expérimentation du Pacifique ; crédits affectés à l'instruction des réserves ; entretien des matériels et des moyens d'action des armées ; entretien de la flotte ; ses observations sur la condition militaire ; augmentation de l'indemnité pour charges militaires ; relèvement des indemnités pour frais de déplacement ; augmentation de la prime d'alimentation ; relèvement de la solde des élèves des écoles militaires pendant la période correspondant au service actif ; décalage entre la fonction militaire et la fonction civile ; situation des sous-officiers et des officiers mariniers ; problème des personnels civils ; ses observations sur les établissements militaires ; question des ouvriers en régie et des techniciens d'étude et de fabrication ; cas des personnels en retraite ; ses observations sur le temps nécessaire au règlement définitif des pensions des ouvriers* [24 octobre 1967] (p. 4027, 4028) ; Art. 38 : *Revalorisation indiciaire en faveur des sous-officiers et officiers mariniers ; cas des personnels civils et ouvriers de la défense nationale* (p. 4059) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Problème du logement ; construction privée ; retards dans l'attribution des prêts spéciaux ; construction publique ; relogement des personnes âgées et des couples sans enfant ; prix de la construction ; cas de Brest ; patrimoine immobilier* [9 novembre 1967] (p. 4799, 4800) ;

— du projet de loi relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, après l'Art. 36 : *Nécessité d'harmoniser la situation des ingénieurs de direction de travaux relevant du Ministère des Armées et celle des ingénieurs relevant de la délégation ministérielle pour l'armement* [15 novembre 1967] (p. 4964) ; *ses observations sur le service des essences ; problème de l'accès au grade d'ingénieur principal de direction de travaux* (p. 4964, 4965) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national, Article unique : *Son amendement tendant à remplacer la date « 31 décembre 1969 » par la date « 31 décembre 1968 »* [15 novembre 1967] (p. 4977) ; *date à partir de laquelle le service militaire aura une durée de douze mois ; durée de l'instruction des appelés ; ses observations sur les centres d'instruction* (p. 4977, 4978).

LONGEQUEUE (M. Louis), *Député de la Haute-Vienne, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Accidents dus à la viande de cheval; nécessité d'un contrôle sanitaire rigoureux* [18 octobre 1967] (p. 3787, 3788).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Part de la dette dans les budgets communaux; fiscalité locale; ses observations sur les constructions du premier degré; interdiction de construire des écoles maternelles comprenant plus de quatre classes; exemple du lycée technique d'Etat de Limoges; création des collèges d'enseignement secondaire; construction de routes nationales; ses observations sur les réémetteurs de télévision; composition des commissions académiques dites de la carte scolaire; rôle des préfets; administration des grandes villes; réforme des finances locales* [6 novembre 1967] (p. 4550, 4551);

— du projet de loi relatif aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées, Art. 1er : *Donner aux pharmaciens chimistes des armées la garantie qu'ils assureront le commandement et la gestion des établissements à activité pharmaceutique* [14 mai 1968] (p. 1792); Art. 12 : *Permettre à l'un des pharmaciens généraux d'accéder à la première classe de son grade* (p. 1797).

LOO (M. Charles-Emile), *Député des Bouches-du-Rhône, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 130) autorisant la ratification de la convention consulaire signée le 28 juillet 1966 entre la République française et la République populaire hongroise, **n° 270** [2 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention consulaire signée le 28 juillet 1966 entre la République française et la République populaire hongroise, en qualité de *Rapporteur : Intérêt de cette convention; politique du rapprochement entre la France et les Etats de l'Europe de l'Est; conditions dans lesquelles les consuls exercent la protection de leurs ressortissants dans les pays où ils sont établis; règles applicables à l'établissement des postes consulaires; attributions des consuls; leurs privilèges et leurs immunités; conditions*

d'exercice des fonctions consulaires par des agents diplomatiques [13 juin 1967] (p. 1784, 1785);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Nombre des rapatriés dans la région Provence-Côte d'Azur; problème de l'amnistie; politique d'indemnisation; nécessité d'arrêter les poursuites à l'encontre de ceux qui ont obtenu des prêts et de leur accorder des remises d'échéance et des délais en attendant leur indemnisation* [6 novembre 1967] (p. 4565, 4566).

Pose à M. le Ministre des Transports une question orale, sans débat, relative aux chantiers navals et à la marine marchande [3 mai 1968] (p. 1496, 1502, 1503, 1504).

LOUSTAU (M. Kléber), *Député de Loir-et-Cher, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Donne sa démission de représentant de la France au Parlement européen [31 mai 1967] (p. 1454).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 octobre 1967] (p. 4068).

Est nommé :

— membre du comité de contrôle du fonds forestier national [22 juin 1967] (p. 2095);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 181) modifiée par le Sénat, tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, **n° 223** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter ou modifier les articles 187 et 416 du Code pénal afin de réprimer les actes de discrimination ou de ségrégation raciales ou religieuses, **n° 299** [9 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions, restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, **n° 371** [27 juin 1967].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative au prix des produits laitiers et de la viande [12 avril 1967] (p. 604) : *Déception des agriculteurs; prix indicatif du lait; développement de la production de viande; octroi de prêts à taux réduit et à long terme; nécessité d'orienter l'élevage en fonction des besoins du marché; recherche de la production de matières azotées plutôt que de matières grasses; possibilité pour le Gouvernement de revaloriser le prix du lait et de la viande en tenant compte des propositions de la Communauté économique* (p. 610, 611).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 881) : *Crise viticole sévissant dans le Centre-Ouest; diminution du revenu des petites et moyennes exploitations viticoles; endettement des viticulteurs; fiscalité excessive frappant le vin; nécessité de faciliter les investissements nécessaires aux plantations, à la vinification et au stockage, à la veille de la réalisation du Marché commun du vin; politique de la qualité* (p. 912, 913).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, en qualité de *Rapporteur: Modernisation de l'habitat rural; ses observations sur le fermage et le métayage; mode de calcul de l'indemnité; droit pour le*

preneur désireux d'exercer son droit de préemption à la suite d'une vente par adjudication d'obtenir, en déduction du prix de la vente, le versement d'une indemnité pour les améliorations apportées au fonds; possibilité pour le preneur sortant de céder son droit à indemnité à son successeur; enregistrement obligatoire de l'état des lieux en annexe au contrat de bail [13 juin 1967] (p. 1768, 1769); Art. 1er : *Son amendement tendant à la fin du dernier alinéa de cet article à supprimer les mots « selon les techniques culturales employées jusqu'alors »* (p. 1771); *ses observations sur l'amendement de M. Hoguet* (p. 1771); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hunault* (p. 1771); *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 847 du Code rural* (p. 1772); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'article 847 du Code rural par le nouvel alinéa suivant: « En cas de cession de gré à gré, l'officier ministériel chargé de la vente doit donner lecture à tout acquéreur éventuel des alinéas 1 à 3 de l'article 847 du Code rural, dont il sera fait mention dans l'acte de vente. »* (p. 1772); *ses observations sur l'amendement de M. Cointat* (p. 1772); *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 847 du Code rural par les dispositions suivantes: « Cette mention est établie par l'officier ministériel chargé de la vente d'après les indications fournies par le bailleur et par le preneur; en cas de désaccord entre les parties, elle fait état des éléments contestés »* (p. 1773); *modification de son amendement* (p. 1773); *ses observations sur l'amendement de M. Hunault* (p. 1773); *organisation du débat* (p. 1774); Art. 3 *bis: Ses observations sur l'amendement de M. Hunault* (p. 1774); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 847-1 du Code rural à substituer aux mots « est, s'il en fait la demande, subrogé dans les droits et obligations du preneur » les mots « ou, dans le cas prévu à l'alinéa précédent, le preneur entrant, est, s'il en fait la demande, subrogé dans les droits et obligations du preneur sortant »* (p. 1775); *financement de l'indemnité; remboursement de l'indemnité ne pouvant pas être exigé du preneur entrant* (p. 1775); *retrait de son amendement* (p. 1776); *son amendement tendant dans le troisième alinéa du texte proposé sur l'article 847 du Code rural, après les mots « une majoration du prix du bail correspondant » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa: « à l'amélioration de l'exploitation, et, s'il y a lieu, des bâtiments d'habitation. »* (p. 1776); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du paragraphe 1er du texte proposé pour l'article 848 du Code rural, après les mots « les bâtiments » à supprimer les mots « d'exploitation »* (p. 1777); *nécessité, pour les aménagements effectués, de conserver une valeur effective d'utilisation* (p. 1777); *son amendement, tendant dans la deuxième phrase du paragraphe 1er du texte proposé pour l'article 848 du Code rural à substituer aux mots « pour certaines catégories de bâtiments ou d'ouvrages » les mots « pour les bâtiments d'exploitation et les ouvrages incorporés au sol »* (p. 1777); *son amendement tendant à supprimer le paragraphe 1° bis du texte proposé pour l'article 848 du Code rural* (p. 1777); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du texte proposé pour le paragraphe 2° de l'article 848 du Code rural (Cas des plantations)* (p. 1777); *ses observations sur l'amendement de M. Rigout* (p. 1778); *ses observations sur les amendements de M. Hoguet* (p. 1778); Art. 6 : *Commission acceptant l'amendement de M. Hoguet* (p. 1778); *son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Hoguet, après les mots « à moins que le bailleur ne décide de les exécuter » à insérer les mots « à ses frais »* (p. 1779); *son amendement tendant, dans la troisième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 850 du Code rural après les mots « et à la conservation » à intercaler les mots « des récoltes et »* (p. 1779); *ses observations sur l'amendement de M. Delachenal* (p. 1779); *caractère arbitraire du plafonnement; améliorations effectuées devant être conformes à la rentabilité de l'exploitation* (p. 1779, 1780); Art. 6 *ter: Ses observations sur l'amendement de M. Hoguet* (p. 1780); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur ce texte* [1er juillet 1967] (p. 2554).

Prend part au débat sur la question orale relative aux problèmes de l'élevage et de la viande, en qualité de suppléant de M. Montalat : *Ampleur du malaise paysan, événements des 2 et 12 octobre; situation préoccupante des régions d'élevage et du marché des produits laitiers; marasme de l'aviculture; publication*

des textes d'application de la loi sur l'élevage du 29 décembre 1966 ; difficultés de la production porcine ; manque d'instituts régionaux de l'élevage ; nécessité de revaloriser les prix des produits agricoles et de moderniser les structures [18 octobre 1967] (p. 3735, 3736).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Question des prix ; refonte des règlements concernant la viande bovine et les produits laitiers ; amélioration de l'élevage ; constitution d'unités modernes d'élevage ; crédits réservés au soutien des marchés ; problème de l'équipement ; fonds européen d'orientation et de garantie agricole ; S.A.F.E.R., F.A.S.A.S.A. ; création d'un fonds de rénovation des régions rurales ; indemnité viagère de départ ; ses observations sur les mutations professionnelles ; remembrement ; garantie contre les calamités agricoles ; octroi des bourses ; application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture ; problèmes viticoles ; harmonisation des aides de l'Etat à l'agriculture ; organisation des marchés, notamment en matière de productions animales ; aide aux groupements de producteurs ; développement de la coopération agricole* [8 novembre 1967] (p. 4655, 4656).

LUCIANI (M. Emile), *Député de la Somme, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

M

MACÉ (M. Gabriel), *Député de la Réunion, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Cas du département de la Réunion; accroissement démographique; nécessité de construire davantage d'écoles nouvelles; aide de l'Etat aux communes; projet d'un lycée dans la deuxième circonscription de la Réunion; construction d'une digue pour protéger la cité scolaire de Saint-Denis* [31 mai 1967] (p. 1495, 1496).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation du territoire de la Côte française des Afars et des Somalis : *Caractère des élections de la deuxième circonscription de la Réunion; ses observations sur les paroles de M. Feix* [13 juin 1967] (p. 1760).

Décédé le 12 février 1968 (*J. O.* du 14 février 1968, p. 1655).

Son éloge funèbre est prononcé le 2 avril 1968 (p. 966).

MACQUET (M. Benoît), *Député de la Loire-Atlantique, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569).

Donne sa démission de membre de cette Commission [17 octobre 1967] (p. 3707).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [18 octobre 1967] (p. 3792).

Donne sa démission de membre de cette Commission [25 octobre 1967] (p. 4141).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [26 octobre 1967] (p. 4216), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 54 *g* et 54 *j* du Livre II du Code du travail de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 *f* du même Livre, d'un congé annuel minimum de quatre semaines, **n° 698** [17 avril 1968].

Sa proposition de loi tendant à prévoir la réparation des dommages corporels résultant de l'assistance portée à une personne en péril, **n° 783** [10 mai 1968].

MAILLOT (M. Louis), *Député du Doubs, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Edgar Faure, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014).

MAINGUY (M. Paul), *Député des Hauts-de-Seine, 13e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— suppléant du président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales à la Commission nationale de l'équipement hospitalier [28 juin 1967] (p. 2358);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 15 février 1968] (p. 1705), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à introduire dans le Livre IV du Code de la santé publique, « Professions médicales et auxiliaires médicaux », un titre V nouveau concernant la profession de manipulateur d'électro-radiologie, **n° 76** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 en ce qui concerne la dénomination et la formation professionnelle des experts-comptables et comptables agréés ainsi que leur représentation dans les instances de l'ordre, **n° 112** [19 avril 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de programme (n° 517), relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites, **n° 536** [1er décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 630) tendant à favoriser la conservation du patrimoine artistique national, **n° 770** [8 mai 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre des Transports une question orale, sans débat, relative aux troubles causés aux riverains des aéroports [21 avril 1967] (p. 777, 779, 780).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, Art. 1106-21 du Code rural : *Rôle de la Caisse générale de sécurité sociale de chaque département; ses observations sur la caisse centrale de secours mutuel agricole; compensation des frais de gestion* [25 mai 1967] (p. 1324);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « cinq ans » les mots « deux ans »* [22 juin 1967] (p. 2078); *délais imposés pour les plans provisoires* (p. 2078); *retrait de son amendement* (p. 2078);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Rôle de l'office franco-allemand pour la jeunesse; action de cet office; sa subvention* [20 octobre 1967] (p. 3945, 3946); AFFAIRES SOCIALES : *Equilibre de la Sécurité sociale; importance des dépenses causées par l'alcool; prix de revient de l'hospitalisation des cirrhotiques; taux de remboursement des actes médicaux; ses observations sur les cardio-pompistes* [26 octobre 1967] (p. 4156); EDUCATION NATIONALE : *Organisation de notre enseignement supérieur; certificat préparatoire aux études médicales; ses observations sur le repos du samedi* [27 octobre 1967] (p. 4241); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Problème du bruit; situation faite aux riverains de l'aéroport d'Orly; problème de l'insonorisation; réalisation de l'aéroport nord* [3 novembre 1967] (p. 4406);

— du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur la première loi de programme; taux de participation de l'Etat; modes de protection établis par la loi; publicité des mesures d'inscription sur la liste départementale; indemnisation des propriétaires victimes d'une mesure de classement; infraction à la protection des sites; coordination entre les services du Ministère des Affaires culturelles, les autres administrations et les collectivités locales* [6 décembre 1967] (p. 5612, 5613); après l'Art. 2 : *Création d'une liste départementale des monuments historiques et des sites ne figurant pas sur la liste nationale* (p. 5626, 5627); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Duffaut* (p. 5627); *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 4 de la loi du 2 mai 1930 par une nouvelle phrase (Cas où la publicité peut être substituée à la notification)* (p. 5627); *problème d'un site appartenant à un grand nombre de propriétaires* (p. 5627, 5628); Article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (Conditions de refus du permis de construire pour une construction effectuée en zone rurale)* (p. 5629); *défense du paysage français* (p. 5629); *retrait de son amendement* (p. 5630); en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6011).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au financement de l'équipement hospitalier, en qualité de suppléant de M. Bordage : *Accroissement des migrations de la population; insuffisance de l'équipement hospitalier dans les banlieues; lenteur des réalisations hospitalières; établissement de plans types de services, médecine et chirurgie; création d'une caisse d'équipement hospitalier* [8 décembre 1967] (p. 5725).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique, Art. 3 : *Rôle du médecin; certificat de non-contre-indication; suppression du carnet à souches; cas des mineurs non émancipés* [14 décembre 1967] (p. 5893, 5894); *rôle du médecin; responsabilité du couple* (p. 5894); *son sous-amendement tendant dans l'amendement de M. Peyret à supprimer les mots « ils devront être accompagnés d'un bon tiré d'un carnet à souches »* (p. 5895); *ses observations sur son sous-amendement* (p. 5896); *prescription de contraceptifs à des mineurs non émancipés* (p. 5899);

— du projet de loi tendant à favoriser la conservation du patrimoine artistique national, en qualité de *Rapporteur : Nécessité d'éviter la fuite à l'étranger de trop nombreuses œuvres d'art nationales; rôle d'un mécénat privé; situation des collectionneurs qui désireraient faire don d'une œuvre d'art à une collectivité; exonération des droits de mutation pour l'acquéreur ou l'héritier d'une œuvre d'art à condition qu'il en soit fait don à l'Etat; réserve de jouissance; possibilité donnée à tout héritier d'acquitter les droits de succession par la remise d'œuvres d'art à l'Etat; ses observations sur la notion de valeur libératoire; création d'une commission interministérielle pour donner un avis au Gouvernement sur la décision définitive d'agrément; son souhait que toutes les collectivités soient habilitées à recevoir des œuvres artistiques au même titre que l'Etat* [15 mai 1968] (p. 1890); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter*

le deuxième alinéa du 1° de cet article par la phrase suivante : « Lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la réserve de jouissance prend fin à sa dissolution ; elle ne peut, en tout état de cause, excéder vingt-cinq ans. » (p. 1892) ; *œuvres données à l'Etat par des personnes morales ; clause de réserve de jouissance* (p. 1892) ; *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa du 1° de cet article (Cas où la décision d'agrément constate que les biens donnés sont attachés à un immeuble en raison de motifs historiques ou artistiques ; possibilité d'autoriser le public à les visiter)* (p. 1892) ; *ses observations sur son amendement* (p. 1892) ; *retrait de son amendement* (p. 1893).

MAISONNAT (M. Louis), *Député de l'Isère, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la création d'une école nationale des sports de glace à Grenoble et d'une école nationale des disciplines nordiques à Autrans, **n° 494** [16 novembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Choix de Grenoble pour les Jeux olympiques ; rôle du comité d'organisation des Jeux olympiques ; divergences entre les déclarations et la politique du Gouvernement ; question des équipements ; problèmes actuels de Grenoble ; démocratisation du sport ; possibilité de créer à Grenoble un institut national des sports de neige et de glace* [23 mai 1967] (p. 1245, 1246).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Aménagement du territoire ; situation de l'arrondissement de Vienne ; son vote sur la motion de renvoi en commission* [1er décembre 1967] (p. 5494, 5495) ; *opinion du conseil général de l'Isère* (p. 5497) ; Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article : « Le bénéfice des dispositions du décret n° 66-289 du 1er mai 1966 est étendu à l'arrondissement de Vienne »* (p. 5509) ; *retrait de son amendement* (p. 5509) ; *retrait de l'amendement déposé avec M. Coste* (p. 5509).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'organisation des jeux olympiques d'hiver : *Ses observations sur les manifestations publicitaires ; loi de programme complémentaire pour les années 1968, 1969, 1970 ; classes de neige ; possibilité de permettre aux travailleurs d'assister à une ou deux épreuves ; participation sans discrimination de tous les pays ; situation des travailleurs du bâtiment ; question du chômage ; construction du barrage de Saint-Egrève ; barrage de l'Eau d'Olle-en-Oisans* [13 décembre 1967] (p. 5831 à 5833).

MALÈNE (M. Christian de la), *Député de Paris, 16e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales

du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil

d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— Ministre chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre chargé de la Recherche scientifique et des Questions atomiques et spatiales (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la validation des services accomplis par des assistantes sociales de « L'Œuvre du service social à l'hôpital », avant leur intégration dans l'Administration générale de l'assistance publique à Paris, **n° 83** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi relative à la réparation des préjudices de carrière subis de 1940 à 1941 par certains agents et ouvriers des services concédés ou subventionnés par les collectivités publiques, **n° 84** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne, **n° 260** [1er juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne : *Nécessité d'assurer une bonne gestion des finances de la région parisienne* [13 juin 1967] (p. 1767);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 3 : *Certificat d'urbanisme; schéma directeur* [26 juin 1967] (p. 2189); Art. 9 : *Part gouvernementale au programme quadriennal de réserves foncières* (p. 2203); Art. 11 : *Problème de la qualité de gestion* (p. 2211); Art. 14 : *Procédure de l'expropriation; rationalisation de la procédure* (p. 2225); après l'Art. 15 : *Création de juges fonciers* (p. 2231); seconde délibération : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte de l'amendement de M. Debré par de nouvelles dispositions (Possibilité pour les conseils municipaux d'instituer une taxe d'un montant plus élevé sur la valeur des terrains non bâtis et susceptibles d'être bâtis situés à l'intérieur du périmètre de l'agglomération)* [1er juillet 1967] (p. 2526); *retrait de son sous-amendement* (p. 2526); Art. 48 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boscher; position du conseil municipal* (p. 2528); en deuxième lecture, Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Problème de la construction par une collectivité locale d'une piscine sur un espace vert* [30 novembre 1967] (p. 5395); Art. 46 : *Problème de la rénovation urbaine* (p. 5433); Art. 48 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Champ d'application de la taxe locale d'équipement)* (p. 5434); *ses observations sur son amendement* (p. 5434); *retrait de son amendement* (p. 5434);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Intérieur, après l'Art. 63 : *Produit de la taxe d'équipement; ses observations sur le district; difficultés financières du district; financement des investissements de la région parisienne* [6 novembre 1967] (p. 4578, 4579); Affaires étrangères : *Rapports de la Grande-Bretagne avec le continent; Conseil de l'Europe; Union de l'Europe occidentale; comité Maudling; création de la petite zone de libre-échange; agriculture britannique; position du Gouvernement français; ses observations sur les mécanismes institutionnels du Marché commun; problème de la livre* [7 novembre 1967] (p. 4614 à 4616).

MALRAUX (M. André)

Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles

du 7 avril 1967 au 10 juillet 1968.

Est nommé Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles (IVe Gouvernement de

M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J.O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES CULTURELLES : *Rôle des musées; exemption du droit de timbre pour les théâtres privés; pourcentage d'exécution du Plan; réparation des dommages de guerre; direction de l'architecture; charge du service des eaux de Versailles et de Marly; développement des services régionaux; problèmes de l'industrie cinématographique; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; aide à l'exploitation; ses observations sur la civilisation; utilité des « usines de rêve »; ses observations sur les théâtres nationaux; nécessité d'assurer la gratuité de la culture* [9 novembre 1967] (p. 4759 à 4761); *politique de l'art lyrique; ses observations sur la réunion des théâtres lyriques; problèmes qui se posent à Marseille en raison de la découverte de vestiges archéologiques; rôle des maisons de la culture* (p. 4775); après l'Art. 63 : *Son amendement tendant à insérer un article additionnel (Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour l'importation d'œuvres d'art originales, de timbres et d'objets de collection ou d'antiquité)* (p. 4775); *ses observations sur les paroles de M. Pierre Bas* (p. 4776);

— du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites : *Diversité des civilisations et des styles en France; choix des monuments; problème des monuments des collectivités locales; ses observations sur les travaux de vétusté; protection des sites; loi du 2 mai 1930; hypothèses dans lesquelles l'Etat est conduit à indemniser le propriétaire; problème des dispositions pénales; régionalisation des commissions; modification de leur composition; ses observations sur Notre-Dame-de-Paris; présence des statues de Notre-Dame-de-Paris dans la Seine; rôle de Viollet-le-Duc* [6 décembre 1967] (p. 5615 à 5618); Art. 2 : *Conditions dans lesquelles le critère financier interviendra dans le choix définitif des monuments historiques qui seront restaurés; nécessité d'aider les communes moins riches* (p. 5625, 5626); après l'Art. 2 : *Institution des listes départementales de monuments classés* (p. 5626, 5627); Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Duffaut; application de l'article 41 de la Constitution* (p. 5627); *ses observations sur l'amendement de M. Mainguy* (p. 5628); Art. 7 : *Ses observations sur l'amendement de M. Duffaut* (p. 5628); Article additionnel : *Efficacité de la nouvelle loi; ses observations sur le décret du 30 novembre 1961* (p. 5630); en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6011).

MANCEAU (M. Robert), *Député de la Sarthe, 2e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier les dispositions répressives en matière d'accidents de chemin de fer, **n° 249** [1er juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Augmentation de la cotisation vieillesse du chef d'exploitation de 1961 à 1965 ; prix des fermages ; problème des débouchés ; importations ; suppression de la taxe sur les carburants pour le ramassage du lait ; bénéfices des Fromageries Bel et de la Société Gervais* [12 avril 1967] (p. 613, 614, 615).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967, ses explications de vote : *Application de la taxe sur la valeur ajoutée ; vote du groupe communiste ; débat sur la politique économique et financière du Gouvernement* [8 juin 1967] (p. 1707).

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Attribution des prêts du Crédit agricole ; aide pour l'amélioration des bâtiments nécessaires à l'élevage ; modalités de rétrocession des terres achetées par les S.A.F.E.R. ; indemnité viagère de départ ; charges de l'agriculture ; déficit de la viande porcine ; ses observations sur les artichauts et les choux-fleurs ; prix indicatif du lait ; prix du maïs ; situation de l'aviculture ; conséquences du Kennedy-round ; situation des petits et moyens paysans ; harmonisation des coûts de production ; fixation des prix d'orientation et d'intervention à un niveau rémunérateur ; problème du soutien du marché ; question du maintien d'une protection douanière* [30 juin 1967] (p. 2480, 2481).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur la motion de renvoi ; pouvoir d'achat des travailleurs ; Sécurité sociale ; ses observations sur les brutalités policières lors des manifestations ouvrières et paysannes ; déficit de la Sécurité sociale ; budget de la Santé publique ; ses observations sur les sommes prélevées sur le produit de la taxe sur l'utilisation des véhicules à moteur (vignette automobile) discussion des ordonnances avant le vote du budget* [12 octobre 1967] (p. 3573, 3574) ; *hausse des prix des produits pétroliers ; répercussion sur les prix des transports ; augmentation de deux centimes du prix de l'essence* (p. 3591) ; première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 9 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [17 octobre 1967] (p. 3670) ; *extension de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture ; hausse des prix des denrées alimentaires de première nécessité ; inégalités devant l'impôt ; déséquilibre entre les gros producteurs et les exploitants familiaux ; maintien aux exploitants familiaux de la ristourne de 10 % sur l'achat du matériel agricole ; option pour le remboursement forfaitaire ; rôle des coopératives d'utilisation du matériel agricole* (p. 3670, 3671) ; *cas où les adhérents d'une coopérative d'utilisation de matériels agricoles sont divisés sur le choix de l'option* (p. 3678) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3693) ; *cotisation individuelle vieillesse des exploitants agricoles ; cotisation cadastrale* (p. 3693) ; deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Economie et Finances. — I. — Charges communes : *Rajustement des rentes viagères ; hausse du coût de la vie ; son vote sur les crédits du titre III des charges communes* [4 novembre 1967] (p. 4488) ; seconde délibération, après l'Art. 8 : *Extension de la T.V.A. à l'agriculture ; poids de la fiscalité indirecte ; charges des petites et moyennes exploitations ; remboursement forfaitaire ; coopératives d'utilisation de matériel agricole ; cas des régions de l'Ouest* [10 novembre 1967] (p. 4918, 4919) ; conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Composition de la Commission mixte paritaire ; son opposition politique, économique et sociale du Gouvernement ; situation des monopoles ; question du chômage ; pouvoir d'achat des salariés ; impôt sur les sociétés ; impôts locaux ; généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée ; situation des petits et moyens commerçants ; extension de la T.V.A. à l'agriculture ; problème des coopératives ; ristourne sur l'achat de matériel agricole ; taxe à l'essieu pour l'usage des routes ; budget de la Santé publique* [5 décembre 1967] (p. 5537, 5538) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant avant cet article à insérer un nouvel article (Calcul de l'impôt sur les sociétés ; suppression de l'avoir fiscal institué en faveur*

des titulaires de dividendes par la loi du 12 juillet 1965; obligation pour le Gouvernement de déposer un projet de loi d'allégement de la fiscalité impliquant le relèvement à 5.000 francs par part du plafond de la première tranche de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et le relèvement de 10 à 15 % du taux de la déduction forfaitaire pour frais professionnels accordés aux salariés, et de 20 à 30 % du taux de la déduction spéciale) [10 mai 1968] (p. 1730); *revenu des travailleurs étant limité par le prélèvement fiscal; pouvoir d'achat des travailleurs; extension de la T.V.A. au commerce de détail et à l'artisanat; exonération des profits des sociétés; privilèges accordés aux trusts; justice fiscale; impôt sur les fortunes privées; abattement de la première tranche des revenus pour le calcul de l'impôt; privilèges dont bénéficient les sociétés capitalistes, leurs dirigeants et leurs actionnaires; avoir fiscal; développement de la consommation intérieure* (p. 1730 à 1732); après l'Art. 1er : *Possibilité de faire bénéficier du remboursement forfaitaire l'exploitant qui vend un animal vivant à un autre exploitant* (p. 1739).

MANCEY (M. André), *Député du Pas-de-Calais, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Cesse d'appartenir à cette Commission [10 mai 1968] (p. 1757).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [10 mai 1968] (p. 1757).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Objectifs du Ve Plan; limitation des salaires et des prestations sociales; extension du chômage; ses observations sur le département de l'Allier, la région du Nord et la région parisienne; problèmes de la métallurgie, de la sidérurgie et du textile; aménagement de la zone de Douvrin-La-Bassée* [10 octobre 1967] (p. 3447, 3448);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Organisation des services des Ponts et Chaussées; création d'emplois conduisant à la promotion sociale par recrutement interne; problème de la promotion au grade de conducteur principal des T.P.E. qui intéresse les personnels des voies navigables et des ports maritimes; fonds spécial d'investissement routier* [9 novembre 1967] (p. 4824, 4825).

MARCELLIN (M. Raymond), *Député du Morbihan, 1re circonscription (R.I.).*

Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire

du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Ministre de l'Intérieur

du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569);

— Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515.)

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Cesse d'être Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire.

Devient Ministre de l'Intérieur (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Intérieur (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur les paroles de M. Ansquer; organisation de la productivité* [20 octobre 1967] (p. 3890); *mesures prises en faveur des zones de rénovation rurales; cas des zones de conversion industrielle; rôle du commissaire à la conversion industrielle; problème de la reconversion des mines; situation de la région Nord-Pas-de-Calais* (p. 3896); *ses observations sur les schémas directeurs des métropoles d'équilibre; problème des villes de la couronne du bassin parisien* (p. 3901); *ses observations sur les paroles de M. Grussenmeyer* (p. 3903); *crédits du F.I.A.T.; budget du district de la région de Paris* (p. 3909); *application du Ve Plan; son exécution; ses observations sur les moyens de l'expansion; investissements productifs globaux du secteur privé et du secteur public; modernisation des structures de l'industrie et de l'agriculture françaises; création de grandes entreprises capables d'affronter les groupes étrangers sur le plan européen et même mondial; développement de nos ressources énergétiques; développement de l'innovation scientifique et technique; formation professionnelle; réforme générale du système d'aide; fonds national de l'emploi; rôle de l'agence nationale pour l'emploi; problème des prix; consommation intérieure; commerce extérieur; implantation des réseaux commerciaux à l'étranger; rôle du groupement des entreprises en vue de créer des organismes communs de vente; adaptation de notre production aux besoins de la clientèle étrangère; mise en œuvre de la communauté économique européenne; répercussions du Kennedy-round; calendrier de la préparation du VIe Plan; aménagement du territoire; création d'emplois dans les régions; ses observations sur les mesures de contrôle en région parisienne et les mesures d'incitation à la décentralisation; statistique des permis de construire industriels de plus de 500 mètres carrés; nécessité de relancer l'expansion industrielle régionale; rétablissement des prêts du fonds de développement économique et social en faveur de la création des emplois dans les régions défavorisées et en faveur de la décentralisation industrielle; répartition de l'emprunt d'Etat de 300 millions; possibilité de renforcer le pouvoir des préfets de région en matière d'octroi des primes de développement industriel; primes accordées aux activités tertiaires en raison de leur décentralisation; ses observations sur le Bas-Rhône-Languedoc, les coteaux de Gascogne, les marais de l'Ouest, la côte du Languedoc-Roussillon, l'Aquitaine et la Corse; mise en place des organisations d'études d'aménagement des aires métropolitaines (O.R.E.A.M.); rôle des schémas directeurs concernant les métropoles d'équilibre; Livre blanc de la Basse-Seine; création d'une cité satellite à Rouen; parcs naturels régionaux; parc régional du Vercors; zones de conversion industrielle; action du F.A.S.A.S.A.; indemnité viagère de départ; problème de l'arrondissement de Wissembourg; aménagement des zones rurales; problèmes de la vallée de l'Oise et de la vallée du Cher; décentralisation administrative; rôle du fonds de décentralisation administrative; marché d'intérêt national de Rungis; avantages donnés aux entreprises étrangères désireuses de s'installer sur le territoire national; aménagement de l'axe mer du Nord-Méditerranée; canalisation du Rhône entre Lyon et Marseille; équipement de la Saône; problèmes de la Corse; construction de la conserverie de Casamozza; problème de la différentiation dans la patente entre Paris et la province* (p. 3912 à 3915); Etat B : *Cas de la Basse-Normandie; régionalisation du Ve Plan; ses observations sur les zones de rénovation rurale* (p. 3916).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Catalifaud relative à l'aménagement de la vallée de l'Oise [24 novembre 1967] (p. 5250).

Répond à la question orale de M. Fabre relative à la décentralisation administrative et économique : *Rapport des commissaires à la rénovation rurale; formation professionnelle et scolaire; bourses en faveur des enfants d'agriculteurs; indemnité viagère de départ; l'action du F.I.A.T.; la volonté du Gouvernement de poursuivre la décentralisation industrielle; les questions intéressant la région de Carmaux et celle de Castres-Mazamet; études approfondies relatives à la décentralisation des grandes*

administrations des industries et des entreprises; contrôle de la création et de l'extension des activités du secteur tertiaire ; aides accordées par le fonds de décentralisation (cas du complexe aérospatial de Toulouse); transfert en province des établissements industriels de la S.E.I.T.A.; l'accroissement des emplois du tertiaire dans la région parisienne ; déséquilibre quantitatif et qualitatif entre Paris et la province; non-attribution de primes aux villes de la couronne de la région parisienne; nécessité d'élargir la notion de décentralisation administrative à la dimension d'une décentralisation de l'ensemble des activités tertiaires [24 novembre 1967] (p. 5256, 5260 à 5263).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Fabre, relative à la réforme des Coder [26 avril 1968] (p. 1396, 1397, 1398).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Terrenoire, relative à l'extension à Roanne de la zone d'action de l'organisation régionale d'études de l'aire métropolitaine de Lyon [26 avril 1968] (p. 1399).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Mermaz, relative à la crise économique et sociale dans la ville de Vienne [26 avril 1968] (p. 1400).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Baillot, relative à la nécessité de maintenir des entreprises industrielles dans Paris [26 avril 1968] (p. 1401, 1402);

Répond à la question orale, sans débat, de M. Gaudin, relative à l'accélération des travaux du canal de Provence [26 avril 1968] (p. 1404, 1405).

MARETTE (M. Jacques), *Député de Paris, 17e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne : *Sa protestation contre des procédés de publicité pratiqués par un haut fonctionnaire de la République; ses observations sur le fait qu'ont été rendus publics des plans et projets qui n'ont pas été approuvés par aucune assemblée élue de la région parisienne* [27 juin 1967] (p. 2261);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 51 : *Région parisienne; méthodes de gestion du district* [28 juin 1967] (p. 2350).

Mise au point au sujet de son vote et de celui de M. Mainguy sur la motion de renvoi en commission du projet de loi concernant l'amnistie [29 novembre 1967] (p. 5353);

MARIE (M. Bernard), *Député des Basses-Pyrénées, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (no 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (no 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution no 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi no 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer

et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Est élu président de cette Commission [25 avril 1968] (p. 1358).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 101) modifiant les articles 4 et 6 de la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession **n° 220** [25 mai 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi (n° 354, 393) tendant à proroger pendant une durée de cinq ans à compter du 1er décembre 1967 les dispositions transitoires prévues aux articles 7 et 8 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du Code des pensions civiles et militaires de retraite **n° 493** [15 novembre 1967].

Sa proposition de loi relative à l'alimentation de la banque du sang **n° 614** [19 décembre 1967].

Interventions :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Gaston Defferre [20 mai 1967] (p. 1172);

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Essor démographique; développement pris par le sport dans la vie sociale; ses observations sur le Livre blanc; critère de l'âge de 15 ans pour les recherches du Livre blanc; nécessité de rendre le sport accessible aux jeunes dès la sortie de l'enfance; évolution de la psychologie, des goûts et des désirs des jeunes; problème du recyclage; manque de dirigeants pour les clubs; question de l'amateurisme; motifs de la crise du sport français; son opposition au professionnalisme; utilisation des installations de Font-Romeu; association des sports scolaires et universitaires; haut comité de la jeunesse; ses observations sur la pelote basque* [24 mai 1967] (p. 1267 à 1269); *ses observations sur les championnats de France scolaires de rugby* (p. 1293);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Ses observations sur l'enseignement technique et la formation professionnelle; problème des sections d'éducation professionnelle; loi d'orientation et de programme du 3 décembre 1966 sur la formation professionnelle; possibilité pour l'administration de mieux informer les universitaires et les membres des professions libérales; conséquence de certaines règles particulières de la Sécurité sociale* [31 mai 1967] (p. 1480);

— sur les questions orales relatives à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée : *Avenir des entreprises aéronautiques (Société Breguet); aide de l'Etat; exemple de la Caravelle* [14 juin 1967] (p. 1829, 1830);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Ses observations sur le Marché commun; problème de la chaussure; création d'un corps de spécialistes qui classerait les entreprises en trois catégories: celles qui sont déjà bien placées sur le plan de la concurrence dans le Marché commun, celles qui sont simplement compétitives, celles qui ne sont plus compétitives; stabilité du franc sur le plan international; situation de la livre sterling; part consentie par le consommateur français aux dépenses de logement* [29 juin 1967] (p. 2401 à 2403);

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant les articles 4 et 6 de la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, en qualité de *Rapporteur: Contrôle médical exercé sur les salles de culture physique; assurance obligatoire; assouplissement des mesures transitoires; délai de contestation du Ministère* [3 octobre 1967] (p. 3410);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur le Livre blanc; question des Jeux de Grenoble et de ceux de Mexico; critique de la politique consistant à favoriser les sports olympiques au détriment des sports de*

masse; subvention accordée à la Fédération de canoé-kayak; critères de la répartition des subventions; rôle de l'Union générale sportive de l'enseignement libre; ses observations sur les sociétés d'éducation populaire; importance de la Fédération française des maisons de jeunes et de la culture; nombre des postes d'enseignants nouvellement créés; nombre des accompagnateurs touristiques; ses observations sur les installations scolaires [20 octobre 1967] (p. 3935, 3936); *son amendement tendant à réduire les crédits de 470.000 francs* (p. 3951); *recrutement d'enseignants d'éducation physique; nombre des accompagnateurs des délégations sportives; retrait de son amendement* (p. 3951); AFFAIRES SOCIALES : *Croissance des prestations sociales; ses observations sur les ordonnances; charges des entreprises; possibilité d'associer le Parlement aux études envisagées; redéfinition de la notion de Sécurité sociale* [25 octobre 1967] (p. 4133, 4134).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux ventes d'armes au Moyen-Orient : *Situation de la manufacture d'armes de Bayonne; revision de la réglementation visant l'attribution des licences d'exportation* [17 mai 1968] (p. 1936, 1937);

MARIN (M. Fernand), *Député du Vaucluse, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à abroger la procédure de consultation accélérée en vue de l'extension des disciplines et règles édictées par les comités économiques agricoles résultant des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 juillet 1964, modifiée par l'ordonnance du 22 septembre 1967 **n° 560** [7 décembre 1967.]

Intervention :

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Situation des paysans; commercialisation de la graine de luzerne de Provence; normalisation du raisin de table; élimination des exploitations familiales; prix réel de la viande bovine à la production; prix de la viande porcine; prix indicatif du lait; installation d'industries de conserves américaines de tomates en France; libération du marché des céréales; situation des viticulteurs; cotisations sociales des exploitations aux modestes revenus cadastraux; statut de la coopération agricole; pouvoir d'achat des travailleurs; droit de préemption des fermiers et métayers* [10 octobre 1967] (p. 3454).

MAROSELLI (M. Jacques), *Député de la Haute-Saône, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [1er juin 1967] (p. 1538);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de

ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831).

Est nommé :

— membre de cette Commission à nouveau [*J. O.* du 10 janvier 1968] (p. 384), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 mai 1968] (p. 1955).

Est nommé :

— membre de cette Commission [28 mai 1968] (p. 2132);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 mai 1968] (p. 1955).

Est nommé membre de cette Commission [28 mai 1968] (p. 2132).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à considérer comme caduques, faute de ratification par le Parlement, les ordonnances n° 60-907 et n° 60-1256 prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, **n° 247** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à organiser une lutte rapide contre la brucellose bovine, **n° 403** [30 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Situation politique et économique; question de l'information du Parlement; rôle du Parlement; ses observations sur les paroles de M. Debré et sur celles de M. Pompidou; rythme annuel de croissance du niveau général des prix; équilibre des échanges extérieurs; croissance de la production industrielle; nombre de chômeurs; nombre des demandes de permis de construire; part du produit national brut affectée à l'investissement; mystère de la politique gouvernementale; dégradation de la balance touristique; réforme de la Sécurité sociale; élaboration des ordonnances; conséquences des ordonnances sur les municipalités; question des charges des bureaux d'aide sociale; ampleur de la grève générale lancée contre les pouvoirs spéciaux; sens de la motion de censure* [16 juin 1967] (p. 1906 à 1908).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Ses observations sur le débat; ordonnances sur l'emploi; augmentation du chômage; question de « l'équilibre urbain rural »; finances des collectivités locales; taux des subventions; possibilité de transférer à l'Etat certaines charges des communes : l'aide sociale et l'enseignement; création d'une caisse autonome pour le financement des collectivités locales; ses observations sur les compagnies d'assurances* [29 juin 1967] (p. 2413).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 18 : *Montant de la vignette n'étant pas acquittée jusqu'à présent par les Corses* [17 octobre 1967] (p. 3692); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du paragraphe III de cet article : « Les sommes perçues en Corse à ce titre sont versées au budget du département de la Corse pour être utilisées au financement de travaux de mise en valeur de l'île dans le cadre du plan de développement économique et social. »* (p. 3692); *rôle du conseil général de la Corse* (p. 3692); *son amendement tendant, dans le 4° du paragraphe V, après les*

mots « est affecté » à insérer les mots « en totalité » (p. 3692); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Importance du Plan : modification de la composition des C.O.D.E.R. ; délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale ; zones de rénovation rurale ; transfert des populations rurales vers les grandes villes* [20 octobre 1967] (p. 3903, 3904); INDUSTRIE : *Nomination de commissaires à la conversion industrielle ; rénovation des zones à économie rurale prédominante ; cas de la Haute-Saône ; crise du textile ; ses observations sur l'affaire Battenfeld ; développement des activités industrielles dans les campagnes ; situation des artisans ; aides financières* [3 novembre 1967] (p. 4442, 4443); INTÉRIEUR : *Ses observations sur les paroles de M. Christian Fouchet* [6 novembre 1967] (p. 4533); *importance des effectifs mobilisés pour essayer de rattraper l'évadé de Saint-Martin-de-Ré ; situation des personnels communaux et des personnels des préfectures ; cas des sapeurs-pompiers ; situation des rapatriés ; taux des subventions ; caisse d'aide aux collectivités locales ; utilisation des réserves des compagnies d'assurances ; moyens de formation du personnel communal ; question des subventions ; indemnisation des rapatriés d'Algérie ; protection de la population civile ; problème de la survie des populations en cas de guerre atomique ; ses observations sur la base aérienne de Luxeuil ; création d'un secrétariat d'Etat à la protection civile ; institution, dans chaque zone de défense, d'un corps spécialisé de protection civile* (p. 4566, 4567); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Importance de l'agriculture dans l'économie nationale ; importation de viandes ; assouplissement des règles d'application de la T.V.A. par un système de forfait-décote-ristourne ; suppression de la taxe complémentaire et de la taxe de circulation des viandes ; problèmes de l'élevage ; politique de l'élevage ; problèmes des départements défavorisés ; exemple des régions des hautes Vosges ; octroi d'aides contribuant aux maintien d'agriculteurs sur des exploitations situées dans des zones déshéritées ; contrôle de la fabrication d'aliments destinés aux vaches ; expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires avec l'aide du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles* [8 novembre 1967] (p. 4705, 4706); *ses observations sur les promesses du Gouvernement* (p. 4725).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Plan quinquennal agricole ; suppression de la taxe de circulation sur les viandes ; suspension des importations de viande ; régionalisation des interventions ; augmentation des dotations relatives aux bâtiments destinés à l'élevage ; octroi de prêts à faible taux d'intérêt ; extension aux agriculteurs du régime de forfait et de décote appliqué aux commerçants ; octroi de l'indemnité viagère de départ à 60 ans dans les zones de rénovation* [18 octobre 1967] (p. 3781, 3782).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Ses observations sur le discours de M. Pompidou ; moyens de la technique moderne permettant la propagation instantanée des idées et des nouvelles ; principes de base de la démocratie ; conditions d'existence de la presse ; droit à l'information ; indépendance de l'O.R.T.F. à l'égard des intérêts particuliers ; pouvoir social de l'information étant un pouvoir dans l'Etat ; Gouvernement orientant les informations de la radio et de la télévision ; rôle du service de liaison interministérielle pour l'information ; ses observations sur les émissions régionales de la télévision ; télévision constituant une sorte de journal officiel unique ; possibilité de permettre au Gouvernement de disposer officiellement d'un certain nombre d'heures d'émission ; constitution, au début de chaque législature, d'une commission composée de conseillers d'Etat et de parlementaires chargés de vérifier dans quelles conditions les règles de l'impartialité auront été respectées au cours de la précédente législature ; nécessité de constituer un conseil d'administration composé de représentants du Parlement, de représentants des grands corps constitués, de représentants du Gouvernement, chargé de diriger l'entreprise de radiodiffusion et de télévision ; rôle du président du conseil d'administration à l'égard du personnel ; droit des formations politiques de disposer régulièrement des antennes ; objectivité des comptes rendus des travaux du Parlement ; respect de la législation sur la diffamation des personnes publiques ou privées ; création de comités spécialisés de programme ; création de comités consultatifs régionaux chargés de veiller à l'objectivité des programmes ; service d'archives-radiotélévisées mises*

à la disposition du Ministère de l'Education nationale de tranches horaires fixes; rôle de la presse écrite; utilisation du vote bloqué [24 avril 1968] (p. 1313 à 1316).

MASSE (M. Jean), *Député des Bouches-du-Rhône, 8e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

MASSOT (M. Marcel), *Député des Basses-Alpes, 1re circonscription (F.G.D.S.). Vice-Président de l'Assemblée Nationale*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918, 5919).

Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à reporter la date de mise en harmonie des sociétés constituées antérieurement à la loi nº 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales avec les dispositions de cette loi et des décrets d'application **nº 690** [17 avril 1968].

Préside : la séance du 19 avril 1968 (p. 1211); la 2e séance du 23 avril 1968 (p. 1259); la première partie de la séance du 10 mai 1968 (p. 1720).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes : *Application des décrets de 1958; champ de la commercialité; opérations immobilières, même des sociétés civiles étant réputées actes de commerce; faillite et liquidation ayant un caractère commercial; déconfiture civile étant du domaine civil; situation des personnes morales de droit privé non commerçantes ne poursuivant aucun but lucratif; champ d'application du projet de loi; compétence du tribunal de commerce; insuffisance du projet de loi; nécessité de soumettre au Parlement un projet intéressant le règlement ou la liquidation des dettes civiles en tenant compte du fait que tous les associés des sociétés civiles sont responsables solidairement et indéfiniment sur la totalité de leurs biens; nécessité de ne pas lier les solutions économiques aux sanctions personnelles; durée nécessaire pour parvenir à un concordat; situation des créanciers privilégiés; inopposabilité à la masse de tous les actes gratuits translatifs de propriété mobilière ou immobilière; différence de traitement entre l'acte gratuit et l'acte à titre onéreux; privilèges des salariés; indemnité de licenciement; dualité des juridictions* [6 juin 1967] (p. 1616, 1617); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ithurbide* (p. 1621); Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer au mot « sérieux » les mots « présentant des garanties sérieuses »* (p. 1622); *retrait de son amendement* (p. 1622); Art. 10 : *Périodicité des informations du Procureur de la République; obligations du syndic* (p. 1622); Art. 19 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa:*

« *Toutefois, le syndic doit restituer au débiteur toutes les lettres qui ont un caractère personnel.* » (p. 1623); *projet de loi autorisant les syndics à s'approprier les lettres adressées au débiteur; violation du secret de la correspondance* (p. 1623); Art. 21 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « de trois mois » les mots « d'un an »* (p. 1624); *ses observations sur le délai de trois mois; juge-commissaire pouvant retirer son autorisation* (p. 1624); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « juge-commissaire » à supprimer la fin de l'alinéa* (p. 1624); *retrait de son amendement* (p. 1624); après l'Art. 39 : *Compétence du tribunal de commerce* [7 juin 1967] (p. 1655); Art. 71 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ithurbide* (p. 1660); Art. 80 : *Délai accordé aux créanciers hypothécaires ou privilégiés* (p. 1679); *son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article, à substituer les mots « un mois » aux mots « deux mois » et le mot « signification » au mot « notification »* (p. 1679); *notification du jugement* (p. 1679);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JUSTICE : *Ses observations relatives au débat sur l'amnistie; réforme des greffes; organisation de la justice dans les nouveaux départements de la région parisienne; caractères du budget; situation des magistrats dans la pyramide de la fonction publique; problème des avancements de carrière; difficultés de recrutement; rôle du centre national d'études judiciaires de Bordeaux; ses observations sur la mise en état des causes; cas du tribunal de Pontoise; problème de la communication préalable des dossiers; réorganisation des greffes; jurisprudence des cours d'appel pilotes; ses observations sur le décret du 3 janvier 1965 relatif aux loyers commerciaux; réforme de structure de la profession judiciaire; ses observations sur la dualité des professions d'avocat et d'avoué; fusion de ces professions; ses observations sur le fait qu'en France un avocat ne peut être membre d'un conseil d'administration* [23 octobre 1967] (p. 3975 à 3977); INTÉRIEUR : *Tranches locales du fonds spécial d'investissement routier; objectifs du Ve Plan; ses observations sur la voie express rive droite, l'axe Nord-Sud à l'est de la capitale et la radiale Vanves-Montparnasse* [6 novembre 1967] (p. 4544); *regroupement des communes; situation des petites communes rurales; possibilité de substituer l'appellation « Alpes de Provence » à celle des « Basses-Alpes »* (p. 4544, 4545);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Ses observations sur les lois du 23 décembre 1964 et du 17 juin 1966 et sur les deux décrets du 23 décembre 1962; question des crimes et délits commis avant le 1er janvier 1967 en relation directe avec des événements d'Algérie; cas des auteurs de crimes de sang; situation de ceux qui ont assumé un rôle déterminant d'organisation ou de commandement; intervention du Conseil constitutionnel; ses observations sur la grâce* [28 novembre 1967] (p. 5290, 5291); *suppression du tribunal militaire et de la cour militaire; nécessité de supprimer la Cour de sûreté de l'Etat* (p. 5291, 5292); *ses observations sur les paroles de M. Joxe; procédure du vote bloqué* (p. 5292, 5293); *caractère anticonstitutionnel d'une délégation du droit d'amnistie* (p. 5294); *amnistie par décret; situation des contumax et des condamnés par défaut* (p. 5300); Art. 1er : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article après les mots « avant le 1er janvier 1967 en relation » à supprimer le mot « directe »* [14 décembre 1967] (p. 5904); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Rôle de la chambre criminelle de la Cour de cassation pour les faits ayant entraîné ou pouvant entraîner des poursuites devant le haut tribunal militaire, la cour militaire de justice, la Cour de sûreté de l'Etat, les tribunaux militaires et les cours d'assises)* (p. 5905); *suppression des tribunaux d'exception, procédure du vote bloqué* (p. 5906); Art. 6 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « La loi n° 63-23 du 15 janvier 1963 instituant la Cour de sûreté de l'Etat est abrogée. Les affaires dont la Cour de sûreté de l'Etat est actuellement saisie sont renvoyées devant les cours ou tribunaux de droit commun compétents. »* (p. 5906);

— du projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, Art. 5 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour l'avant-dernier alinéa du II-A de l'article 25 de la loi du 14 avril 1952 modifiée par*

les deux nouveaux alinéas (rôle du tribunal) [18 avril 1968] (p. 1125); *suppression des sanctions administratives; nécessité d'attribuer au tribunal de droit commun les compétences administratives; rôle des commissions administratives des sanctions* (p. 1125); *rôle des juges du droit commun* (p. 1126); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1126);

— du projet de loi portant amnistie, après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Amnistie de plein droit pour toutes les infractions en relation directe ou indirecte avec les événements survenus depuis le 1er novembre 1954 en Algérie et dans les départements et territoires d'outre-mer; amnistie des faits individuels ou collectifs visant à empêcher l'exercice de l'autorité de l'Etat ou à substituer à cette autorité une autorité illégale)* [22 mai 1968] (p. 2060); *amnistie pleine et entière de toutes les infractions en relation avec les événements d'Algérie; vote bloqué* (p. 2061).

MASSOUBRE (M. Jean-Louis), *Député de la Somme, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— Secrétaire d'âge [3 avril 1967] (p. 546);

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'Education nationale : *Ampleur des besoins de l'Education nationale; hommage rendu à l'effort de rénovation et d'adaptation entrepris; développement des liens avec l'industrie; contrats de recherche; prolongation de la scolarité obligatoire; problème des instituteurs remplaçants; cas du département de la Somme; multiplication des centres de perfectionnement; information des parents d'élèves; interdiction du travail scolaire à la maison; ses observations sur le baccalauréat scientifique; afflux des étudiants en psychologie et en sociologie; information des étudiants; création d'une grande école ou d'un institut dispensant un enseignement de haute qualité dont le but exclusif serait la préparation des étudiants à la fonction de dirigeant d'entreprise* [30 mai 1967] (p. 1413, 1414).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Cas de l'université d'Amiens; expansion de la région de Picardie; transformation du collège scientifique et du collège littéraire en facultés; accélération de la réalisation du campus et des structures d'accueil pour les étudiants; problèmes de l'enseignement du second cycle; sections d'éducation professionnelle; cas du collège d'enseignement général de Moreuil; enseignement du premier cycle dans le département de la Somme* [27 octobre 1967] (p. 4248, 4249); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Cas du département de la Somme; régionalisation des aides; structure actuelle des prix dans l'agriculture; ses observations sur les betteraviers et les sucriers; relèvement du prix des productions animales; cas des producteurs de viande; ses observations sur les travaux connexes au remembrement et liés à la construction de l'autoroute du Nord; nécessité d'un remembrement dans plusieurs communes; insuffisance des crédits d'électrification rurale dans le département de l'orateur* [8 novembre 1967] (p. 4716, 4717).

MAUGEIN (M. Jacques), *Député de la Gironde, 10e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— Secrétaire d'âge [3 avril 1967] (p. 546), [2 avril 1968] (p. 965);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [29 juin 1967] (p. 2416).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives à la situation de la viticulture : *Organisation du marché ; protocole des vins de Bordeaux ; situation des viticulteurs des Basses-Pyrénées ; destruction des marcs* [28 avril 1967] (p. 917, 918) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Education civique ; jeunes agriculteurs ayant compris la valeur de l'association coopérative ; problème de l'information ; abaissement de l'âge de la majorité civique ; revalorisation de l'instruction civique à tous les niveaux de l'enseignement ; ses observations sur les organisations de jeunesse ; multiplication des stages de formation civique ; âge électoral ; développement des loisirs ; réalisme des jeunes ; droit de vote à 18 ans ; service militaire étant inefficace et injuste ; force de frappe ; rénovation des méthodes d'instruction ; nécessité de la participation des jeunes à la vie d'un monde sans frontières ; lutte contre le sous-développement* [24 mai 1967] (p. 1273, 1274).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Constructions scolaires ; coût de la construction ; crédits d'investissements ; prévisions du Ve Plan ; disparités entre les différents secteurs ; difficultés des collectivités locales ; problème de la gestion des C.E.G. dans les zones rurales* [27 octobre 1967] (p. 4240, 4241).

MAUGER (M. Pierre), *Député de la Vendée, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [14 juin 1967] (p. 1831) ;

— membre titulaire du conseil supérieur de l'hydraulique [22 juin 1967] (p. 2095) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [30 novembre 1967] (p. 5443) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une Commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 472) relative à la régionalisation des crédits en agriculture, **n° 531** [29 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 651) relatif à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime, **n° 725** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Faiblesse des moyens sur le plan départemental ; réorganisation de la protection civile ; problème du règlement des frais et des indemnités ; solidarité nationale ; mévente du poisson ; possibilité de prendre pour base de répartition de la T.V.A. la référence de 1966 augmentée du pourcentage du produit de la taxe locale reconnu dans les années précédentes, c'est-à-dire de 8 à 10 %* [26 avril 1967] (p. 842).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur la situation des marins pêcheurs et celle des armateurs ; cas des mareyeurs problème de l'application de la T.V.A.* [5 décembre 1967] (p. 5545) ;

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Problème du calcul du revenu cadastral ; application du nouveau coefficient* [19 décembre 1967] (p. 6005, 6006).

Est entendu sur la question orale, sans débat, de M. Ansquer, relative aux problèmes de logement, en qualité de suppléant [19 avril 1968] (p. 1216, 1217).

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime, en qualité de *Rapporteur : Interdiction faite aux armateurs de fournir à des autorités étrangères des documents et renseignements sur leurs activités ; certains pays imposant aux armateurs français de telles communications ; leurs conséquences* [16 mai 1968] (p. 1917, 1918) ; Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement du Gouvernement* (p. 1919).

MAUJOÜAN du GASSET (M. Joseph), *Député de la Loire-Atlantique, 4e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [30 juin 1967] (p. 2502).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [30 juin 1967] (p. 2502), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Importance économique de la construction ; obligation de construire une France nouvelle ; installations d'usines en province ; ses observations sur les lotissements communaux ; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme ; plan d'occupation des sols* [21 juin 1967] (p. 2008, 2009).

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé de la fonction publique, une question orale, sans débat, relative aux commis d'encadrement de l'I.N.S.E.E. [23 juin 1967] (p. 2131, 2132).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Difficultés inhérentes à l'agriculture ; loi de King ; chute des prix de la viande de bœuf et de porc ; droit de circulation sur les vins à appellation contrôlée* [18 octobre 1967] (p. 3769, 3770).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Enseignement du pilotage ; aéro-club ; détaxation des carburants* [3 novembre 1967] (p. 4413, 4414) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Marché d'intérêt national de Rungis* [8 novembre 1967] (p. 4729) ; EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur le port de Saint-Nazaire* [9 novembre 1967] (p. 4829).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, sans débat, relative à la fiscalité du vin [19 avril 1968] (p. 1217, 1221, 1222).

MÉDECIN (M. Jacques), *Député des Alpes-Maritimes, 2e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des

actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Cesse d'appartenir à cette Commission [25 avril 1968] (p. 1358).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [2 mai 1968] (p. 1445).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant amnistie totale des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie **n° 85** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à régler la situation des fermiers italiens sur le territoire français au regard du statut du fermage **n° 398** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi relative à l'insigne distinctif de la fonction de maire **n° 496** [16 novembre 1967].

Sa proposition de loi portant amnistie générale des infractions commises à l'occasion de faits en relation avec les événements d'Algérie **n° 787** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Evolution des structures de la Nation devant se faire dans le respect des institutions; équilibre entre les pouvoirs; nécessité de limiter les dépenses dites « de prestige »; pratique du vote bloqué; condamnation d'une chambre d'entérinement* [19 mai 1967] (p. 1132, 1133).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Discussion des questions concernant la situation des anciens combattants et victimes de guerre; des questions relatives à la fonction publique et des questions sur l'indemnisation des rapatriés et sur le prix du maïs; proposition de résolution tendant à permettre d'inscrire une ou deux questions orales en tête de l'ordre du jour de chaque séance; discussion des propositions de lois sur l'amnistie des faits en relation avec les événements d'Algérie* [15 juin 1967] (p. 1840, 1841).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'ordre du jour; non-inscription des questions orales de MM. Cazenave et Jean Moulin sur la situation des anciens combattants et victimes de guerre; non-inscription des propositions de loi concernant l'amnistie; absence d'ordre du jour complémentaire* [21 juin 1967] (p. 2021).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME : *Organisation des loisirs; financement des équipements; hausse du prix des terrains; opération touristique en Languedoc et en Aquitaine; constitution d'une section « Investissements » dans le budget d'un Ministère du Tourisme qui reste à créer; problème des charges sociales; impossibilité pour les hôteliers de diffuser les programmes de radio ou de télévision dans les chambres de leurs clients; problème du camping et du caravaning; aménagement de la fiscalité et des charges sociales; établissement de nouvelles normes de classement entre hôtels anciens et modernes; étalement des congés par une meilleure répartition des vacances scolaires; création d'un Ministère du Tourisme; modernisation des bureaux de poste dans les stations classées de tourisme; multiplication du nombre des lignes téléphoniques mises à la disposition des clients des hôtels et des campings; organisation d'une nouvelle exposition universelle; mise en place d'un Office européen du tourisme chargé de normaliser et d'harmoniser toutes les activités qui découlent de la promotion sociale de l'homme moderne par la politique des loisirs* [19 oc-

tobre 1967] (p. 3810, 3811); JUSTICE : *Discussion du projet de loi portant amnistie; nécessité d'une amnistie totale et sans condition* [23 octobre 1967] (p. 3978, 3979); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Politique étrangère du Gouvernement; admission de la Grande-Bretagne dans le Marché commun; intentions du Gouvernement en ce qui concerne notre maintien dans l'Alliance atlantique; attitude de la France à l'égard de Québec; son vote contre les crédits du titre III* [7 novembre 1967] (p. 4619); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Education des masses; problème de l'objectivité sur les antennes de l'Etat; ses observations sur les « quarts d'heure » de M. d'Astier de La Vigerie; information radiophonique vers l'étranger; activités de France-Culture; question de l'O.R.T.F.; non-représentation des journalistes au conseil d'administration de l'O.R.T.F.; question de la publicité de marques; problème des exonérations pour les personnes âgées; projet de création d'une chaîne nationale publicitaire* [10 novembre 1967] (p. 4882, 4883);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Nécessité d'assurer la réconciliation nationale; notion de grâce amnistiante; amnistie totale; ses observations sur la motion de renvoi en commission; problème du vote bloqué* [28 novembre 1967] (p. 5296);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges, sur sa proposition de loi et celle de M. Triboulet tendant à régler la situation des fermiers italiens sur le territoire français au regard du statut du fermage, en qualité de *Rapporteur suppléant : Cas des ressortissants italiens; ses observations sur l'accord du 17 mai 1946; position de la Cour de cassation à l'égard de cet accord; ses observations sur la loi du 17 avril 1957 et le décret du 9 décembre 1957* [18 avril 1968] (p. 1116, 1117); Art. 1er et 2 : *Ses observations sur les amendements déposés sur ces articles* (p. 1117, 1118).

MEHAIGNERIE (M. Alexis), *Député d'Ille-et-Vilaine, 3e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 447) tendant à faire bénéficier des dispositions du statut du fermage et du métayage les exploitants de nationalité étrangère dont les enfants sont de nationalité française, **n° 771** [8 mai 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale sans débat relative à la dispense du service national pour les soutiens de famille [14 juin 1967] (p. 1812, 1813).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de M. Jean Moulin, tendant à faire bénéficier des dispositions du statut du fermage et du métayage les exploitants de nationalité étrangère dont les enfants sont de nationalité française, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les arrêts de la Cour de cassation; cas des exploitants étrangers dont les enfants sont français de naissance; faire bénéficier du statut du fermage et du métayage un nombre accru de ressortissants étrangers* [16 mai 1968] (p. 1921).

MENDÈS FRANCE (M. Pierre), *Député de l'Isère, 2e circonscription (App. F.G.-D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035).

Cesse d'appartenir à cette Commission [30 mai 1967] (p. 1438).

Interventions :

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Décrets-lois de la IVe République; loi d'habilitation sous la Ve République; refus de communication des rapports Ortoli et Canivet à la Commission spéciale; débat sur les matières économiques, financières et sociales avant la fin de la session; politique globale du Gouvernement; action menée jusqu'à présent par le Gouvernement; esquisse des lignes principales de la politique économique; tableau économique de la IVe République; investissements dans les secteurs publics et nationalisés; encouragement aux investissements privés; inflation; origine de l'inflation; spéculation en matière immobilière et foncière; inflation étant pour les Ministres du Gouvernement un fait purement monétaire; ses observations sur les circuits financiers et monétaires; crédit d'impôt; avoir fiscal; absence de mesures équivalentes et symétriques au profit des salariés; exonération de l'impôt sur le revenu des personnes physiques pour le produit des placements en valeurs mobilières effectués en vertu d'engagements d'épargne à long terme; réduction des ressources budgétaires; débudgétisation de certaines dépenses d'équipement; charges des départements et des communes; orientation des épargnes des particuliers; émissions à long terme de l'Etat; dispense accordée aux banques de l'obligation de souscrire à un quantum déterminé d'effets publics; importance de l'épargne liquide ou semi-liquide; interventions des capitaux étrangers; emprunts de 1965 et de 1966; redistribution de leur montant à des industries du secteur privé; aide aux chantiers navals; allocations garanties aux travailleurs faisant l'effort de se reconvertir; accord passé entre les pouvoirs publics et l'industrie sidérurgique; absence d'information; concentrations bancaires ou industrielles; construction immobilière; réduction des programmes de logements sociaux et d'H.L.M.; information du Parlement; conséquences de la déplanification; nécessité d'une grande politique industrielle à base de modernisation, de productivité et de distribution géographique; opérations de décentralisation; augmentation de la population parisienne; schéma directeur; déduction fiscale de 10 % accordée aux investissements prioritaires prévus par le Plan; politique générale de l'énergie; ses observations sur l'aéronautique, le plan-calcul, la télévision en couleur, l'énergie nucléaire et l'industrie spatiale; contrats de programme; rôle du Comité de développement industriel; caractère secret de la planification actuelle; importance du plein emploi; nécessité d'éviter le chômage; rapport général de la Commission de la main-d'œuvre du Ve Plan; nécessité d'envisager une planification plus volontaire, plus dynamique et plus démocratique; fonctionnement des quatre premiers plans; amendement Vallon; nécessité pour l'Etat de retrouver la maîtrise et la modulation de l'ensemble des circuits financiers; politique des revenus; économie française étant une économie mixte; ses observations sur les accords de salaires; politique d'aménagement du territoire; réforme des finances des collectivités locales; politique conjoncturelle, Etat devant être l'animateur de l'économie; relance de la construction par le déblocage de fonds au Crédit foncier; subventions accordées aux H.L.M.; conditions du plein emploi; valeur du dialogue; possibilité d'envisager une conférence nationale de l'emploi où syndicalistes, experts indépendants, parlementaires et patrons discuteraient avec le Gouvernement des dispositions à prendre pour éviter la dépression; ses observations sur la conférence des revenus* [19 mai 1967] (p. 1109 à 1115).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver : *Problème du financement; insuffisance des services publics; dépenses d'installations sportives; prévisions d'investissements du Ve Plan; programme de voirie urbaine de Grenoble; absence d'attributions supplémentaires de logements; problème du*

chômage; dépenses d'investissements publics; énumération des charges de la ville de Grenoble; cas des enclaves militaires; problème des finances locales; groupement des communes de l'agglomération grenobloise en un syndicat; agence d'urbanisme de Grenoble; création d'un bureau d'implantation d'industries nouvelles; effets des concentrations industrielles; aménagement du territoire; gestion des finances locales; consolidation des emprunts émis par les villes et les communes auprès des caisses publiques et parapubliques pour assurer l'exécution des programmes découlant de plans d'équipement; ses observations sur les mesures de « désenclavement » [13 décembre 1967] (p. 5833 à 5835); *ses observations sur les paroles de M. Paquet; centre hospitalier universitaire de Grenoble; barrage de Saint-Egrève; progrès de la région grenobloise* (p. 5835, 5836).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Croissance de l'économie au cours de l'année 1967; consommation des ménages en 1967; déclin du pouvoir d'achat; sous-estimation des possibilités productives de la France; stabilité monétaire; réduction des responsabilités économiques de l'Etat au profit du marché financier et de l'initiative privée; ses observations sur la population active; importance du chômage; crainte de l'inflation; politique de déplanification du Gouvernement; rôle de la Banque de France; sous-emploi des équipements matériels; situation dans le bâtiment; gaspillage des épargnes; marché de l'or; encaisse de la Banque de France; ses observations sur les mesures prises par ordonnances; mesures concernant la Sécurité sociale; réforme de la T.V.A.; politique du Gouvernement étant déflationniste; ses observations sur le forfait de 25 % sur le revenu des obligations et le crédit d'impôt sur les valeurs mobilières; plan d'épargne à long terme; exécution du Ve Plan; relance du pouvoir d'achat; situation des travailleurs payés au niveau du S.M.I.G.; traitements de la fonction publique et du secteur nationalisé; relèvement de l'abattement à la base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques; réduction de la taxe sur la valeur ajoutée sur les produits alimentaires; ses observations sur les possibilités techniques des divers secteurs industriels; situation des infirmières et des personnels hospitaliers; nécessité d'améliorer les conditions de travail de bon nombre de services; problème des investissements; question de la productivité; mesures de protection sociale; information des comités d'entreprise en cas de fusion; aménagement du territoire; intervention des collectivités locales; politique de décentralisation; ses observations sur le contre-plan publié par le P.S.U.* [9 mai 1968] (p. 1667 à 1672); *ses observations sur les paroles de M. Debré* [10 mai 1968] (p. 1722); *problème de l'or; étalon-or; épargne française; pouvoir d'achat des ménages; construction de logements; taux de croissance de l'économie française; politique du Gouvernement étant une politique de sous-emploi* (p. 1727, 1728); *ses observations sur les paroles de M. Debré* (p. 1728).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les manifestations d'étudiants : *Ses observations sur les paroles de Christian Fouchet; constitution d'une commission d'enquête* [14 mai 1968] (p. 1777).

MERLE (M. Toussaint), *Député du Var, 4e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à l'indemnisation pour les biens abandonnés outre-mer par les Français rapatriés (personnes physiques ou morales), **n° 809** [15 mai 1968].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Inquiétudes des travailleurs de l'Etat; ses observations sur les techniciens de la marine; effectifs des écoles d'apprentissage; dégagements des cadres; ses observations sur les « marchands d'hommes »; structure des établissements et des arsenaux; situation des travailleurs de Châtellerault; problème posé par les poudreries; avenir des arsenaux de la*

marine; création du compte de commerce « marine »; prime pour travaux insalubres; pyramide des salaires des techniciens de la marine; cas du personnel administratif des établissements et arsenaux; rôle de l'action sociale [24 octobre 1967] (p. 4055, 4056).

MERMAZ (M. Louis), *Député de l'Isère, 5e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à abroger le paragraphe II de l'article 43 de la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines, **n° 555** [7 décembre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Mise en application du Marché commun le 1er juillet 1968; ampleur de la protestation sociale; effets de la stabilisation sociale; politique dite des revenus; importance des grèves; diminution du pouvoir d'achat; inégalité des salaires d'une région à l'autre* [19 avril 1967] (p. 730, 731); *chômage en Grande-Bretagne; garantie des ressources et de l'emploi; condamnation du pouvoir personnel dans l'entreprise; extension nécessaire des pouvoirs des comités d'entreprise; procédure de négociation et d'arbitrage entre le capital et le travail* (p. 731, 732);

— sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Chômage partiel, révision nécessaire des objectifs du Ve Plan, réduction du temps de travail sans diminution de salaire, abaissement de l'âge de la retraite, prolongaiton de la scolarité jusqu'à 16 ans* [26 mai 1967] (p. 1362, 1363);

— sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Stagnation économique de la France; importance du chômage; détérioration de la balance des paiements; déséquilibre de la balance commerciale; hausse des tarifs publics; politique économique de la Ve République; réforme du système de circulation de l'argent; politique d'investissements sociaux; importance de l'enseignement, de la formation professionnelle et de la formation technique; insuffisance des investissements; absence de soutien aux petites et moyennes entreprises; emprise économique étrangère sur l'économie française; déficit de la balance des brevets et des licences; création d'une banque nationale d'investissement* [30 juin 1967] (p. 2462, 2463).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Enseignement secondaire; cas de l'académie de Grenoble; rentrée scolaire de 1967; stagnation des postes dans l'ensemble de l'enseignement secondaire court et long; diminution des postes de certifiés; nombre des I.P.E.S.; ses observations sur les postes d'adjoints d'enseignement chargés d'enseignement; traitement des enseignants; situation des maîtres d'internat et des surveillants d'externat; statut des professeurs de collège d'enseignement général; enseignement technique; constructions scolaires; surcharge des classes* [26 octobre 1967] (p. 4198, 4199); *problèmes de l'implantation scolaire dans les zones à urbanisation rapide; cas de la banlieue lyonnaise* (p. 4199); INDUSTRIE : *Ses observations sur les opérations de concentration; création du bureau des fusions; cas de l'industrie textile; ses conditions de travail; création d'une taxe parafiscale pour encourager la rénovation des structures industrielles du textile; interdiction des licenciements sans un reclassement préalable* [3 novembre 1967] (p. 4445, 4446).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur sa question préalable* [1er décembre 1967] (p. 5472).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Sa question préalable; consultation des*

élus locaux; référendum dans les communes de l'arrondissement de Vienne; inadaptation des structures administratives aux données du développement économique et urbain; position des conseils municipaux de l'arrondissement; information de la Commission des lois [1er décembre 1967] (p. 5478 à 5480); *problème des consultations des intéressés; ses observations sur la région de Vienne; problèmes du département de l'Isère; ses observations sur les paroles de M. Paquet* (p. 5482); *opinion de la Chambre des métiers de Vienne et de La Tour-du-Pin; opinion de la Chambre d'agriculture de l'Isère; rôle de la sous-préfecture de Vienne et de sa région* (p. 5483); *ses observations sur les paroles de M. Guillermin* (p. 5485); *intérêts de Lyon* (p. 5485); *ses observations sur les paroles de M. Paquet* (p. 5487); *ses observations sur la motion de renvoi en commission* (p. 5496); *consultation officielle de toutes les communes; avis des conseils généraux* (p. 5496); *ses observations sur les paroles de M. Charret* (p. 5497); Art. 1er : *Ses observations sur le canton de la Côte-Saint-André* (p. 5503); *son sous-amendement tendant à substituer aux paragraphes I, II et III du texte proposé par l'amendement de M. Trorial un nouveau paragraphe (Constitution d'un arrondissement administratif du Rhône)* (p. 5503); *opinion de M. Mendès-France; protection des structures de l'arrondissement de Vienne; découpage des circonscriptions électorales* (p. 5505); *cas du canton de Meyzieux* (p. 5506); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Modifications des limites cantonales dans le département du Rhône et de l'Ain)* (p. 5507); Art. 2 : *Cas de la commune de Villette-d'Anthon; limites entre la commune de Balan et celle de Villette-d'Anthon* (p. 5508); Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un nouvel article (Limites entre les communes de Balan et de Villette-d'Anthon)* (p. 5508); ses explications de vote : *Son vote sur cette proposition* (p. 5510); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Opinion du Conseil général de l'Isère; vote de la Commission préalable; consultation des populations; situation des communes de Satolas-et-Bonce et de Colombier-Saugnieu; compétence territoriale des tribunaux de Vienne; ressort des caisses de Sécurité sociale; problème des juridictions consulaires; notion de compensation* [19 décembre 1967] (p. 6012, 6013); ses explications de vote : *Maintien de la juridiction des tribunaux de Vienne, des juridictions consulaires et du ressort des caisses de Sécurité sociale; son vote sur ce texte* (p. 6033); En deuxième lecture : *Ses observations sur les communautés urbaines; problème de l'arrondissement de Vienne; non-consultation des populations* [20 décembre 1967] (p. 6076); Art. 1er : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6078); *ses observations sur les cantons de l'arrondissement de Vienne; procédure du vote bloqué* (p. 6078, 6079); *son amendement tendant à substituer aux quatre premiers alinéas de cet article deux alinéas : « Les cantons de Beaurepaire, Heyrieux, Meyzieux, Roussillon, Saint-Jean-de-Bournay, Saint-Symphorien-d'Ozon, La Verpillière, Vienne Nord, VienneSud (Département de l'Isère) sont rattachés au département du Rhône. Sont également rattachées au département du Rhône »* (p. 6079); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du septième alinéa (paragraphe 6) de cet article : « Les portions du territoire des communes de Neyron et Miribel (canton de Montluel, département de l'Ain), conformément aux plans à l'échelle de 1.20.000 annexés à la présente loi, en sorte que les emprises de l'autoroute A 42 se trouvent sur le territoire desdites communes, entièrement dans le département du Rhône. »* (p. 6079); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6079); *son amendement tendant à supprimer les deux premières phrases de cet article* (p. 6080); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6080); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Pouvoirs des conseillers généraux déjà élus)* (p. 6080); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 6080); ses explications de vote : *Son vote sur ce texte* (p. 6080); En troisième et dernière lecture : *Hommage rendu au Sénat; ses observations sur les deux conceptions de la vie administrative* [20 décembre 1967] (p. 6089).

Mise au point au sujet de son vote sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1968 [6 décembre 1967] (p. 5612).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la situation du personnel des usines Rhodiaceta [20 décembre 1967] (p. 6072, 6073).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, une question orale, sans débat, relative à la crise économique et sociale dans la ville de Vienne [26 avril 1968] (p. 1400, 1401).

MESSMER (M. Pierre).

Ministre des Armées
du 7 avril 1967 au 10 juillet 1968.

Est nommé Ministre des Armées (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre des Armées (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 [*J. O.* du 11 juillet 1968] (p. 6578).

Interventions :

Répond aux questions orales, sans débat, relatives à la commémoration de la bataille de Vimy [10 mai 1967] (p. 974).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Commenay relative à l'usine Potez-Landes [19 mai 1967] (p. 1108).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Rieubon relative aux revendications du personnel de Sud-Aviation [14 juin 1967] (p. 1810).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Boulay relative aux troubles causés par le survol de Clermont-Ferrand [14 juin 1967] (p. 1811).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Mehaignerie relative à la dispense du service national pour les soutiens de famille [14 juin 1967] (p. 1815).

Répond à la question orale, sans débat, de M. Delorme relative à l'implantation d'une base de missiles dans le canton de Banon [14 juin 1967] (p. 1813, 1814).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives aux pensions militaires : *Difficultés morales et financières du problème soulevé; faculté d'option offerte aux militaires; application de la règle de non-rétroactivité en matière de pension d'invalidité; impossibilité de limiter la rétroactivité aux seules pensions militaires d'invalidité* [14 juin 1967] (p. 1817, 1818);

Répond aux questions orales, avec débat, relatives à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée : *Structures de l'industrie aérospatiale française; nécessité d'une concentration des moyens d'études et de fabrication; les trois catégories du marché aérospatial: marché militaire, exclusivement national; marché militaire national et international; marché civil national et international; les perspectives d'exportation; impératif de la rentabilité; restructuration par secteurs techniques (cellules, engins et propulsion); question des nationalisations; l'industrie des équipements; constitution d'un bureau d'études; regroupement des moyens de Sud-Aviation et de Nord-Aviation; regroupements complémentaires dans le domaine des moteurs d'avions; industrie aéronautique dans la région de Toulouse; usine Nord-Aviation des Mureaux; mise en œuvre éventuelle d'un programme civil Transall; attention particulière portée par le Gouvernement à l'industrie aéronautique* [14 juin 1967] (p. 1822 à 1824).

Vœux du Gouvernement pour la santé de M. Michel Debré, Ministre de l'Economie et des Finances [24 octobre 1967] (p. 4039).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur les lois de programme; force aérienne stratégique; force sol-sol balistique stratégique; force des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins; ses observations sur le* Redoutable, *le* Terrible *et le* Gymnote*; part des explosifs nucléaires dans l'ensemble des systèmes d'armes stratégiques; avantages que retire l'économie française d'une politique de défense qui donne la priorité aux armes les plus modernes; matériels aéronautiques militaires; avion de combat à « géométrie variable »; réalisation du Jaguar; programmes d'hélicoptères; ses observations sur le Frelon, le SA 340, le WG 13 et le SA 330; fabrications de matériels terrestres modernes; chars AMX de 35 tonnes; voitures de trois quarts de tonne amphibie pour remplacer la jeep; étude d'un véhicule blindé amphibie devant se substituer aux automitrailleuses de reconnaissance et aux transports de troupe AMX; construction d'engins antichars et antiaériens légers; ses observations sur les missiles, tels que le Milan et l'Acra; programme naval;*

bilan de l'exécution de la deuxième loi de programme ; attitude du Gouvernement à l'égard de la base de Mers-el-Kébir ; création d'une cinquième division des forces de manœuvre ; envoi d'une escadre au Pacifique pour une campagne de plusieurs mois en 1968 ; prime journalière d'alimentation ; service national ; ses observations sur les jeunes gens du contingent ; situation des sous-officiers et officiers mariniers ; dépôt d'un projet de loi portant statut des militaires de carrière ; condition militaire ; situation des personnels civils [24 octobre 1967] (p. 4041 à 4045) ; Art. 38 : *Service militaire ; situation des personnels civils et des personnels militaires ; question des emplois civils de la base de Mers-el-Kébir ; possibilité pour le Ministre de faire un exposé à la Commission de la défense nationale sur la politique industrielle et sur la politique ouvrière du Ministère ; cas des personnels officiers ; situation des ingénieurs militaires, des ingénieurs de direction et des ingénieurs de travaux ; cas des personnels du service de santé ; ses observations sur les sous-officiers ; mesures en faveur des catégories de sous-officiers et d'officiers mariniers les plus défavorisés ; crédits destinés aux missions à l'étranger* (p. 4060, 4061) ; après l'Art. 38 : *Question du dépôt par le Gouvernement d'un rapport d'exécution de la loi de programme ; question des grandes lignes du programme d'équipement militaire pour la période 1968-1975* (p. 4063) ; Art. 39 : *Problème de l'abandon de la force nucléaire stratégique des engins sol-sol balistiques stratégiques* (p. 4064) ; *ses observations sur l'application de l'article 42 de la loi organique du 2 janvier 1959* (p. 4065) ; *ses observations sur l'amendement de M. Villon* (p. 4066) ;

— du projet de loi relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, Art. 1er : *Contrôle de l'exécution des programmes d'armement* [15 novembre 1967] (p. 4961) ; Art. 2 : *Ses observations sur le principe de subordination qui figure dans les statuts actuels des corps d'ingénieurs ; ses observations sur l'amendement de M. Montalat* (p. 4961) ; Art. 6, 8 et 21 : *Ses observations sur les amendements de M. Montalat* (p. 4962, 4963) ; après l'Art. 36 : *Impossibilité d'instituer un corps unique ; revalorisation de la carrière ; cas des ingénieurs de l'infrastructure aérienne ; situation des agents techniques des poudres et essences et des techniciens d'études et de fabrication* (p. 4964) ; *situation des différents corps d'ingénieurs ; projet de loi relatif aux médecins et au corps de santé militaire* (p. 4965) ; *lien entre la situation des officiers d'administration et celle des ingénieurs militaires ; réforme du service de santé* (p. 4965, 4966) ; *dépôt d'un projet de loi intéressant tous les corps d'officiers d'administration* (p. 4966) ; *application de l'article 40 de la Constitution* (p. 4966) ;

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense et de la loi n° 62-861 du 28 juillet 1962 relative à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense, Art. 1er : *Ses observations sur l'ordonnance du 7 janvier 1959 ; service de défense ; problème de la « mise en garde »* [15 novembre 1967] (p. 4968) ; *son opposition à l'amendement de M. Villon* (p. 4968) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965, relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Politique du Gouvernement ; augmentation des effectifs de cadres d'active et d'engagés ou de rengagés volontaires ; amélioration de la situation des engagés en leur accordant un véritable statut ; formation professionnelle des engagés ; possibilité d'avancer à 17 ans l'âge d'engagement volontaire ; service d'aide et de coopération ; problème des sursis ; revision de la législation française des sursis* [15 novembre 1967] (p. 4975, 4976) ; Article unique : *Application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution* (p. 4976) ; *opposition du Gouvernement aux amendements de MM. Garcin et Montalat* (p. 4977) ; *son amendement tendant à supprimer les mots « en vue de ramener la durée effective de ce service à douze mois avant le 31 décembre 1969 »* (p. 4977) ;

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur les propositions de loi : 1° de M. Le Theule, définissant le régime de l'engagement dans les armées ; 2° de M. Montagne et plusieurs de ses collègues portant assouplissement des conditions de l'âge d'appel sous les drapeaux, Art. 4 : *Durée du service militaire ; lien entre la durée du service militaire*

et le nombre des engagements volontaires [14 mai 1968] (p. 1790); Art. 5 : *Son amendement tendant après les mots « peuvent être admis » à rédiger comme suit la fin de cet article : « sur leur demande et dans des conditions fixées par le Ministre des Armées, à accomplir les obligations du service militaire actif avant l'appel de la fraction du contingent à laquelle ils appartiennent. »* (p. 1790); *engagement par devancement d'appel* (p. 1790); *modalités d'application du texte ; détermination des limites relatives aux effectifs* (p. 1790); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « ainsi que l'article 25 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 »* (p. 1791);

— du projet de loi relatif aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées, Art. 1er : *Principe de la direction du service de santé par les médecins des armées ; collaboration des pharmaciens chimistes des armées à la direction du service de santé* [14 mai 1968] (p. 1792); *direction des établissements pharmaceutiques* (p. 1792); *question de savoir si les médecins et les pharmaciens chimistes sont les conseillers du commandement du point de vue hygiène, prévention et santé* (p. 1792, 1793); *cas des vétérinaires* (p. 1793); Art. 8 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa proposé par l'amendement de M. Allainmat : « Les médecins qualifiés dans les conditions ci-après peuvent... »* (p. 1793); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Allainmat : « La qualification est acquise aux médecins des armées ayant obtenu, dans les conditions fixées par décret, certains titres médicaux ou militaires »* (p. 1793); *problème des qualifications* (p. 1793); Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à compléter la fin du second alinéa proposé pour cet article par les mots « en Conseil d'Etat »* (p. 1794); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Allainmat* (p. 1794); Art. 5 : *Pyramide des grades* (p. 1794, 1795); *problème de l'augmentation du nombre des médecins ; application de l'article 40 à l'amendement de M. Allainmat* (p. 1795); Art. 6 et 9 : *Ses observations sur les amendements de M. Allainmat* (p. 1795); Art. 10 : *Limite d'âge pour les médecins de deuxième classe* (p. 1796); Art. 17 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Allainmat : « Les pharmaciens chimistes qualifiés dans les conditions ci-après... »* (p. 1796); *son sous-amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Allainmat : « La qualification est acquise aux pharmaciens chimistes ayant obtenu dans les conditions fixées par décret certains titres scientifiques ou militaires. »* (p. 1796); Art. 16 : *Son sous-amendement tendant à compléter le second alinéa du texte proposé par l'amendement de M. Allainmat par les mots « Conseil d'Etat »* (p. 1796); Art. 12 : *Ses observations sur l'amendement de M. Allainmat tendant à créer un grade nouveau de pharmacien général* (p. 1796, 1797); Art. 13, 14, 15 et 18 : *Ses observations sur les amendements de M. Allainmat* (p. 1797); Art. 27 : *Ses observations sur l'amendement de M. Allainmat* (p. 1798); Art. 30 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer la date du « 2 juillet 1968 » par celle du « 1er janvier 1969 »* (p. 1798); *date de mise en application de la loi* (p. 1799); Art. 31 et 32 : *Ses observations sur les amendements de M. Allainmat* (p. 1799); Art. 33 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à remplacer la date du « 2 juillet 1968 » par celle du « 1er janvier 1969 »* (p. 1799); *date de la mise en application du nouveau statut* (p. 1799); *projet de loi relatif à la situation des officiers ; cas des vétérinaires* (p. 1799).

METAYER (M. Pierre), *Député des Yvelines, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale, avec débat, relative à la compo-

sition des conseils généraux des nouveaux départements de la région parisienne [21 avril 1967] (p. 786) : *Modifications profondes apportées par le Gouvernement aux structures de la région parisienne ; éclatement du département de Seine-et-Oise ; nécessité de planifier à l'échelon régional équipements, investissements et aménagements ; répartition des tâches ; anomalies du découpage cantonal ; choix de Montmorency comme chef-lieu d'arrondissement et d'Evry-Petit-Bourg comme préfecture ; consultation des conseils généraux des anciens départements de Seine et de la Seine-et-Oise* (p. 787, 788, 791, 792).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, avec débat, relative à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée [14 juin 1967] (p. 1819) : *Critiques des méthodes du Gouvernement ; réorganisation de l'industrie aéronautique française ; nationalisation des entreprises privées ; constitution d'une société nationale d'équipement aéronautique ; situation de l'usine des Mureaux ; construction de satellites français de télécommunication ; construction de naviplanes et d'aérotrains* (p. 1820, 1821) ; *commandes de l'Etat* (p. 1823).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne : *Crainte de voir surgir une super-administration non soumise à un contrôle démocratique ; critique du schéma directeur ; son expérience de maire ; déclarations d'un urbaniste de la rue Barbet-de-Jouy ; personnel du district et de la préfecture régionale ; motion votée à l'unanimité par le Conseil général de Seine-et-Oise s'opposant au cumul des fonctions de préfet de région et de délégué général du district ; création d'une assemblée régionale élue au suffrage universel ; suppression du district et de sa délégation générale ; diminution de l'autonomie des collectivités locales de la région parisienne* [17 novembre 1967] (p. 5083, 5084).

MEUNIER (M. Lucien), *Député des Ardennes, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Inquiétude des ruraux ; problème de la parité entre les revenus des agriculteurs et ceux des autres catégories sociales ; disparition de la petite exploitation familiale ; question de l'eau ; suppression des zones de salaires ; possibilité d'accorder aux petits commerçants la possibilité de disposer d'un salaire fiscal déductible de leurs bénéfices commerciaux* [19 avril 1967] (p. 723) ;

— sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Mécontentement des agriculteurs devant le maintien de la taxe complémentaire* [18 octobre 1967] (p. 3783).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JUSTICE : *Date de la mise en application de la loi du 30 novembre 1965 portant réforme des greffes ; situation de ceux qui ont opté pour la fonctionnarisation avant la date du 1er décembre 1967* [23 octobre 1967] (p. 3977) ; AFFAIRES SOCIALES : *Enfance inadaptée ; importance des réalisations privées dans notre équipement sanitaire et social ; modernisation des hôpitaux ; insuffisance du nombre des lits ; hospitalisation à domicile ; extension de l'aide ménagère ; écoles d'infirmières ; importance des bourses d'études pour le recrutement et la formation des élèves ; ses observations sur le personnel infirmier qui s'occupe des personnes âgées ; cas des infirmes non travailleurs ; ticket modérateur* [26 octobre 1967] (p. 4152, 4153) ; INTÉRIEUR : *Situation des rapatriés d'Algérie ; indemnisation des biens ; possibilité d'instituer un mode de règlement par titres portant remboursement par fractions annuelles du montant admis par l'Agence des biens et intérêts des rapatriés en*

faveur des spoliés d'Algérie; ses observations sur les cadres hospitaliers; projets de réforme des statuts des cadres de direction et d'économat des hôpitaux publics; compagnies républicaines de sécurité; état de certaines anciennes routes départementales classées routes nationales [6 novembre 1967] (p. 4551, 4552); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Rôle joué par les coopératives; ses observations sur la chasse; rétablissement du permis départemental* [8 novembre 1967] (p. 4699, 4700); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les liaisons fluviales Seine-est de la France; travaux de mise au grand gabarit effectués au cours de l'année 1968 sur la partie du canal latéral à l'Aisne dans la traversée des Ardennes; ses observations sur la Saône et la Moselle; question de la Meuse; industrie ardennaise; sa question de savoir pourquoi les communes rurales ont été exclues des programmes sociaux du logement* [9 novembre 1967] (p. 4809, 4810).

MICHELET (M. Edmond), *Député du Finistère, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre d'Etat chargé de la Fonction publique
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Ministre d'Etat
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569);

— Ministre d'Etat chargé de la Fonction publique (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Est nommé Ministre d'Etat (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 [*J. O.* du 31 mai 1968] (p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 [*J. O.* du 11 juillet 1968] (p. 6578).

Intervention :

Répond à la question orale, sans débat, de M. Maujoüan du Gasset relative aux commis d'encadrement de l'I.N.S.E.E. [23 juin 1967] (p. 2131, 2132).

MILHAU (M. Lucien), *Député de l'Aude, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son election [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de la viticulture : *Manifestations du 16 mars à Carcassonne* [28 avril 1967] (p. 921).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Débouchés importants offerts par le Marché commun agricole; conséquences de l'apparition sur le marché d'un blé français de très bonne qualité; développement de la culture du blé dur; nécessité d'agir auprès des semouliers pour que les blés durs français soient commercialisés avant les blés durs de provenance étrangère* [8 novembre 1967] (p. 4709).

MILLET (M. Gilbert), *Député du Gard, 4e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la situation de la viticulture : *Arrêt des importations de vins; distillation des vins déjà importés bloqués en douane; création d'une société d'intervention pour la garantie effective d'un prix de campagne rémunérateur; réduction d'une fiscalité abusive; mesures envisagées en faveur de l'exploitation viticole familiale* [28 avril 1967] (p. 880); *augmentation régulière des frais d'exploitation* (p. 882, 883);

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Ses observations sur l'enfance inadaptée; insuffisances de la politique en matière d'éducation nationale; but de l'enseignement; indication des différentes catégories d'handicapés; rôle de la Sécurité sociale; question des handicapés mentaux; nombre des psychiatres; cas des débiles mentaux graves; ses observations sur les ateliers protégés; problème de la délinquance juvénile; possibilité de prolonger la minorité pénale au-delà de 18 ans et de la faire coïncider avec la majorité civique; création d'un office national de l'enfance inadaptée; établissement d'un statut de l'enfance inadaptée et de la déficience physique; formation de médecins spécialisés en psychiatrie infantile; extension de l'allocation d'études spécialisées; extension du bénéfice de la Sécurité sociale à tous les inadaptés de plus de 20 ans; création de centres urbains ou cantonaux de semi-internat; reclassement des travailleurs handicapés; création d'ateliers protégés et de centres d'aide par le travail* [30 mai 1967] (p. 1407 à 1409).

Son rappel au Règlement : *Débat sur la proposition de loi sur la contraception* [30 juin 1967] (p. 2451).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle : *Conséquences de l'utilisation de la contraception; progrès de la science et de la technique médicales; inégalité des salaires masculins et féminins; opinion du haut comité de la population; situation des mères travailleuses; durée du congé de maternité devant être portée à seize semaines avec indemnisation à plein salaire; réadaptation professionnelle des mères; nombre d'enfants pris en considération pour la fixation du taux et de l'âge de la retraite des mères travailleuses; augmentation des allocations familiales; question du logement; problème de l'éducation sexuelle; protection maternelle et infantile; problème de l'avortement* [1er juillet 1967] (p. 2573 à 2575);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION GÉNÉRALE : *Difficultés de la région parisienne; situation globale de l'économie; son taux d'expansion; politique malthusienne du Gouvernement; Plan ne pouvant atteindre même pas la moitié de ses objectifs; répartition des crédits du Fonds d'investissement et d'aménagement du territoire; absence de véritable plan d'aménagement du territoire; ses observations sur les Cévennes gardoises, la région alésienne et la région viganaise; problème du tourisme; nécessité d'une planification démocratique; rôle des C.O.D.E.R.* [20 octobre 1967] (p. 3898 à 3900); AFFAIRES SOCIALES : *Politique gouvernementale pour la santé publique; aggravation des conditions de vie et de travail de la population laborieuse; ses observations sur l'acte médical; insuffisance numérique des méde-*

cins; accroissement de la consommation médicale; ticket modérateur; budget de la Santé publique; objectifs du Ve Plan; problème de l'enfance inadaptée; ses observations sur la prévention; crédits d'équipement accordés à la protection maternelle et infantile; lutte contre la tuberculose; crédits destinés à la prévention du cancer; médecine psychiatrique [25 octobre 1967] (p. 4122 à 4124);

Prend part au débat :

— sur la question orale relative à la décentralisation administrative et économique : *Difficultés des Cévennes gardoises; nécessité de donner aux paysans de cette région les moyens de moderniser leurs exploitations; installation de petites unités industrielles* [24 novembre 1967] (p. 5256);

— sur les questions orales relatives au financement de l'équipement hospitalier : *Situation dramatique de l'hospitalisation publique; conditions de travail du personnel; son insuffisance numérique; création de la Caisse nationale d'équipement sanitaire et social; projet de réforme de l'hospitalisation publique; article du docteur Escoffier-Lambote; la notion d'hôpital: service public; absence ou insuffisance de petites unités hospitalières rurales et urbaines, de centres de convalescence et de postcure; création d'une carte hospitalière; les établissements hospitaliers privés* [8 décembre 1967] (p. 5730, 5731);

MIOSSEC (M. Gabriel), *Député du Finistère, 7e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [14 juin 1967] (p. 1831).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à définir la pêche artisanale en fonction de la jauge brute des navires utilisés, **n° 64** [12 avril 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426) — XII. — Marine marchande, **n° 456** [10 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi (n° 647) sur les transports maritimes d'intérêt national, **n° 835** [28 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Catastrophe du Torrey Canyon; pavillons de complaisance; déballastage des pétroliers au voisinage des côtes; pollution permanente de la mer et des côtes; psychose du poisson pollué; mévente du poisson; crise de la pêche française; coûts de production étant plus élevés en France que dans les autres pays du Marché commun; incidence de cette catastrophe sur l'économie bretonne; possibilité d'intensifier l'action d'information de l'opinion publique* [25 avril 1967] (p. 808, 809);

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS. — MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Perspectives du Ve Plan; suppression d'emplois; surveillance des pêches maritimes; extension à 12 milles de la zone de pêche; mise en place d'organisations régionales de surveillance et de sauvetage en mer; fusion de la société centrale de sauvetage et de la société des hospitaliers bretons; établissement national des invalides de la marine; enseignement maritime; stabilité des subventions aux écoles de pêche et du commerce; construction d'un chalutier-école ; équipement de l'école d'apprentissage maritime de La Rochelle; baisse du revenu des marins pêcheurs; flotte marchande; aide à la construction navale; production de la construction navale mondiale; possibilité d'appliquer un régime de franchise douanière pour les achats de tous les matériels entrant dans la construction des navires; prix moyen des produits de la mer au débarquement; renforcement du contrôle sanitaire; répartition des crédits devant tenir compte des catégories de pêche; tonnage des bateaux artisanaux devant être porté de cinquante à soixante-dix tonneaux; armement coopératif artisanal finistérien; création des fonds régionaux d'organisation du mar-*

ché; industrie de la conserve de poisson; taxe sur le merlan [23 octobre 1967] (p. 3987 à 3989); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur la petite exploitation familiale; aide à l'habitat rural; nécessité d'un meilleur enseignement général et d'une formation technique adaptée aux besoins; amélioration de la qualité des productions végétales et animales; indemnité viagère de départ; densité de la population agricole de la France* [8 novembre 1967] (p. 4718, 4719); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe II de l'article 8* [5 décembre 1967] (p. 5584); *cas des départements côtiers; exonération de la taxe sur la valeur ajoutée au stade du mareyage portuaire* (p. 5584).

MISSOFFE (M. François), *Député de Paris, 24e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre de la Jeunesse et des Sports
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569);

— Ministre de la Jeunesse et des Sports (1Ve Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de la Jeunesse et des Sports (Gouvernement de M. Georges Pompidou) Décret du 31 mai 1968 [*J. O.* du 31 mai 1968] p. 5322).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Nombre de Français n'ayant pas encore 20 ans; existence des jeunes dans un Etat moderne et démocratique; rapport d'enquête; dimension psychologique du problème; réactions d'agressivité ou d'évasion constatées chez certains jeunes; chance des jeunes; recherche de la nouvelle à sensation; possibilité de faire confiance aux jeunes; leurs responsabilités; âge à partir duquel les jeunes gens peuvent participer à la vie civique; problème de l'abaissement de la majorité politique; intégration des jeunes dans les structures sociales; leur participation à la gestion des affaires publiques; vote des jeunes gens de plus de 18 ans pour la désignation des délégués du personnel et des comités d'entreprise; possibilité de participation des jeunes dès l'âge de 18 ans au fonctionnement et aux élections des clubs sportifs ou des associations de jeunesse et d'éducation populaire; problème de leur emploi et de leurs conditions de travail; ses observations sur la formation scolaire et l'éducation nationale; Office national d'information pour l'orientation pédagogique et professionnelle; conseils professionnels destinés à tous les travailleurs, jeunes ou adultes; création de la Bourse nationale de l'emploi; apprentissage dans le secteur artisanal ou dans le secteur industriel et commercial; mobilité de la main-d'œuvre juvénile; problème des équipements et du logement; situation des foyers de jeunes travailleurs; cas des jeunes ruraux; centres de promotion sociale; clubs agricoles des armées; notion de vulgarisation agricole; réglementation du travail; intégration des jeunes à l'intérieur des entreprises; rémunération des jeunes travailleurs; prolongation de l'obligation scolaire; situation des jeunes handicapés par une malformation physique ou mentale; rôle des commissions pédagogiques départementales; équipement en faveur de l'enfance inadaptée; aide apportée aux familles des enfants gravement handicapés; prestation familiale dite d'« éducation spécialisée aux mineurs infirmes »; information du public; problème des vacances des jeunes handicapés; possibilité de réserver un certain nombre de logements H.L.M. aux jeunes handicapés; question de la jeunesse délinquante; politique de prévention; politique de rééducation des mineurs délinquants; rôle du groupe d'études présidé par M. Bloch-Lainé, chargé de proposer des mesures propres à résoudre les différents cas d'inadaptation sociale; formation d'éducateurs spécialisés; principes de*

la politique d'équipement du Ministère de la Jeunesse et des Sports; unification des équipements en vue du plein emploi; réalisation d'équipements d'un type nouveau répondant aux besoins nouveaux en matière de loisirs et de détente; rôle des centres de sports et de loisirs suburbains; création des parcs naturels régionaux ou nationaux; réservations foncières pour la jeunesse; nécessité de reviser les normes des fabrications en recherchant des équipements plus allégés, destinés à être associés à des équipements classiques; ses observations sur les « Community Colleges »; réglementation des locaux collectifs résidentiels; ses observations sur l'opération « Mille clubs de jeunes »; politique sportive; rôle du sport pour la jeunesse; place du sport français dans les grandes compétitions internationales; développement du sport de masse; assurance obligatoire des sportifs; contrôle médical sportif; répression de l'usage de certains produits stimulants; durée du mandat des dirigeants sportifs; ses observations sur les différentes lois-programmes; Institut national des sports de Font-Romeu et de Grenoble; nécessité de diversifier les équipements; développement nécessaire des vocations d'éducateurs et d'animateurs; rôle des entraîneurs nationaux et des conseillers techniques régionaux; problème des moyens financiers; faiblesse des résultats français dans les grandes compétitions internationales; réussite de la politique de préparation olympique; ses observations sur les travaux de recherche médicale; rôle des stages de perfectionnement dans les établissements nationaux et régionaux; allocations d'études et d'entraînement; accompagnement des différentes équipes en stages par des professeurs de disciplines intellectuelles; nécessité de donner le goût du sport aux jeunes; importance des clubs; rôle des éducateurs; animation des centres d'initiation sportive et des centres de perfectionnement; chaque académie ayant désormais son conseiller technique régional; création de l'Union des centres de plein air; part primordiale de l'éducation physique dans l'éducation nationale; stages sportifs destinés aux instituteurs; rôle de la direction de l'éducation physique et des sports au Ministère de la Jeunesse et des Sports; création des centres d'activité physique; préparation des Jeux olympiques d'hiver de Grenoble et des Jeux olympiques d'été de Mexico; actions socio-éducatives de loisir; échanges internationaux de jeunes; Office franco-allemand pour la jeunesse; création d'un foyer international d'accueil; création d'établissements régionaux et d'un Centre national pour la formation de cadres de jeunesse et d'éducation populaire de qualité; activités en faveur de la jeunesse, dite inorganisée; essor des bourses de neige ou de pleine nature; sessions « Connaissance de la France »; activités des chantiers des jeunes travailleurs volontaires; association Cotravaux; loi sur le service national; ses observations sur les clubs de jeunes; animation des différents foyers; statut des animateurs; rôle du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep); rôle des Commissions spécialisées du Plan; problème de la formation professionnelle; institution d'une Commission « Jeunesse » pour la préparation du VI^e Plan; dialogue entre les pouvoirs publics et les personnalités ou organismes compétents en matière de jeunesse; création d'un conseil supérieur de la jeunesse et des sports; dialogue à l'échelon régional; coordination des actions des pouvoirs publics en faveur des jeunes; subordination de ces actions à des objectifs de formation et d'insertion sociale; collaboration avec toutes les initiatives privées de valeur éducative [23 mai 1967] (p. 1220 à 1228); *ses observations sur les paroles de M. Leroy; Gouvernement ne pouvant être accusé de démagogie* (p. 1233); *importance et difficulté du débat; insuffisance de l'horaire d'éducation physique dans les établissements primaires; multiplication des conseillers et des stages proposés aux instituteurs; ses observations sur le rapport d'enquête; dialogue avec la jeunesse; œuvre de la V^e République; octroi de subventions aux organisations de jeunesse; rétribution des animateurs permanents des mouvements et associations; rôle du Fonjep; dialogue avec les organisations de la jeunesse; rôle du Haut Comité de la Jeunesse; colloques nationaux sur les équipements et sur l'animation; rôle de la Commission armée-jeunesse; ses observations sur les jeunes inorganisés; possibilité de confier aux jeunes gens des responsabilités avant l'âge de la majorité; lancement de l'opération « Mille clubs »; problème des équipements; bourses d'études agricoles; cas de la jeunesse d'outre-mer; organisation des Jeux du Pacifique; équipements sportifs de la ville de Grenoble; création du Centre d'enseignement des jeunes athlètes à l'Institut national des sports; promotion sociale des athlètes; rôle de l'association animée par le docteur Bombard;*

aide accordée aux anciens champions; ses observations sur les championnats de France scolaires de rugby [24 mai 1967] (p. 1290 à 1293); *importance des programmes scolaires; possibilité d'utiliser des champions pour l'enseignement sportif; rôle des foyers de jeunes travailleurs; rémunération des directeurs et animateurs; information des jeunes; rôle de l'Office national d'information* (p. 1293, 1294).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi modifiant les articles 4 et 6 de la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession : *Ses observations sur les paroles de M. Bernard Marie* [3 octobre 1967] (p. 3410);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Création de l'Office franco-québécois pour la jeunesse* [20 octobre 1968] (p. 3940); *dépenses de personnel; création d'emplois d'enseignants d'éducation physique; dépenses d'intervention; crédits destinés à l'amélioration de la formation des animateurs; rôle du Fonjep; Jeux olympiques d'hiver de Grenoble; Jeux olympiques de Mexico; regroupement au sein d'une même direction des services chargés de l'éducation physique et du sport; problèmes d'enseignement et d'animation; question du déplacement des équipes ou des groupements; ses observations sur les pays africains d'expression française; expériences pédagogiques à mi-temps ou à horaires aménagés; recyclage des instituteurs en matière d'éducation physique et sportive; introduction du sport dans l'organisation des compétitions interclasses; formation du personnel enseignant; Instituts régionaux d'éducation physique; centre régional d'éducation physique et sportive; ouverture de classes préparatoires à la première partie du professorat; problème de l'enseignement de l'éducation physique au niveau primaire; ses observations sur l'opération « Mille clubs de jeunes »; augmentation des cadres permanents; formation et rémunération des cadres; budget d'équipement; travaux de l'Ecole nationale de voile; modernisation du Centre régional de l'académie de Grenoble implanté à Voiron; construction d'un collège d'enseignement secondaire à Yerres dans l'Essonne; crédits relatifs à l'éducation populaire; application de l'ordonnance sur la fermeture de débits de boissons; question sur les quotas à respecter en matière de transferts de crédits non reconductibles; installations sportives scolaires; participation de la Guyane à la coupe de France; échanges entre Québec et Saint-Pierre-et-Miquelon; problème des délinquants et des prédélinquants; rôle des associations de jeunesse; avenir des maisons de jeunes et de la culture* (p. 3947 à 3950); *rôle des instituteurs; cas du lycée de Font-Romeu; expérience du mi-temps pédagogique* (p. 3950); *ses observations sur les paroles de Mlle Dienesch* (p. 3950, 3951); *ses observations sur l'amendement de M. Marie* (p. 3951).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'organisation des Jeux olympiques d'hiver : *Rôle du sport; Comité d'organisation des Xe Jeux olympiques; ses observations sur les équipements et les infrastructures régionales; installations nécessaires à l'hébergement des athlètes; aérodrome d'Eybens; participation de l'Etat à l'organisation des Jeux; contribution du Ministère des Armées; Office national d'accueil; rôle de l'O.R.T.F.; dualité des pouvoirs publics et des pouvoirs sportifs; coordination entre les autorités locales concernées; localisation des épreuves; ses observations sur les routes d'accès aux stations* [13 décembre 1967] (p. 5828 à 5830); *charges du département et de la ville de Grenoble; problème de l'hébergement; information du public; participation des couches populaires aux Jeux; possibilité de réserver un contingent de billets gratuits pour les entreprises et les travailleurs qui ont participé à la construction des différents édifices; participation des équipes étrangères; institut de la neige* (p. 5837, 5838).

MITTERRAND (M. François), *Député de la Nièvre, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1284).

Donne sa démission de représentant de la France au Parlement européen [31 mai 1967] (p. 1454).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 octobre 1967] (p. 4068).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant amnistie totale des infractions commises en relation avec les événements d'Algérie, **n° 151** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi portant création de la Société nationale de radiodiffusion et de télévision française, **n° 152** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à promouvoir une politique sociale du logement et du développement urbain, **n° 349** [22 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à faire évaluer le montant des biens des personnes (physiques ou morales) victimes de pertes ou spoliations, **n° 388** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi relative à l'égalité de rémunération des travailleurs du sexe féminin et du sexe masculin, **n° 441** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à instaurer un moratoire des dettes contractées par les Français rapatriés d'Algérie, **n° 610** [19 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale, **n° 617** [19 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à fixer la date des élections du Parlement européen au suffrage universel direct, **n° 688** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Interprétation de l'article 49 de la Constitution; responsabilité du Gouvernement devant le Parlement; violation de la Constitution; problème des suppléants; évolution des institutions; régime du pouvoir personnel; carence du Gouvernement; cabinet étant un gouvernement de transition et de plus en résidence surveillée; conditions du déroulement des élections législatives; abus de la télévision régionale; ses observations sur certaines nominations à des sections du Conseil économique; pressions préfectorales lors des élections; question de savoir si le Président de la République a le droit d'intervenir dans une campagne électorale comme chef d'un parti; ses observations sur la Guyane, les territoires d'Inini et de Camopi; appel lancé à la Martinique le 12 mars 1967 par un speaker du poste local de la radio d'Etat après les résultats électoraux de la métropole; fraude électorale dans les départements d'outre-mer; problèmes de Djibouti* [18 avril 1967] (p. 671 à 673); *composition du Gouvernement; présence au Gouvernement de huit anciens Ministres de la IVe République; nombre des Ministres d'Etat; problème du rattachement du Secrétariat à la Coopération; insécurité de l'emploi; vicissitudes financières de la Sécurité sociale; crise du logement; progrès social; conséquences des grèves; amendement Vallon; modernisation de l'industrie; financement de la recherche scientifique, des investissements productifs et des équipements collectifs; problème de l'Europe* (p. 674 à 676); *ses observations sur les paroles de M. Pompidou; problèmes constitutionnels* [20 avril 1967] (p. 765); *interprétation par M. le Premier Ministre de ses déclarations* (p. 766); *ses observations sur les territoires d'outre-mer; appel lancé par le speaker d'un poste local de la radio d'Etat pour exercer une influence sur les élections; territoire de Camopi; invalidation de deux élections sur trois à la Réunion en 1962; élections des Comores; lutte contre l'arbitraire* (p. 766).

Fait personnel : *Ses observations sur les paroles de M. Ahmed Mohamed: élections des Comores* [19 avril 1967] (p. 720).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Ses observations sur la courbe de confiance obtenue par le régime: confiance spontanée de 1958 ayant évolué vers la confiance surprise de 1962, la confiance résignée de 1965 et la confiance au rabais de 1967; ne pas confondre les ordonnances et les*

anciens décrets-lois ; durée des pouvoirs spéciaux ; programme du Gouvernement ; ratification des ordonnances ; ses observations sur les articles 38, 16, 48 et 40 ; irrecevabilité de la proposition de M. Pleven tendant à améliorer le rang successoral de l'enfant naturel ; irrecevabilité de la proposition de Mlle Dienesch tendant à inviter le Gouvernement à ratifier la Convention internationale sur la traite des blanches ; contexte paraconstitutionnel ; interprétation présidentielle substituant l'article 11 à l'article 89 ; contexte politique ; ses observations sur les débudgétisations ; absence d'ordonnance prise malgré la loi du 14 décembre 1964 permettant au Gouvernement de prendre des ordonnances en vue d'appliquer les directives du Conseil de la C.E.E. pour l'extension de la liberté d'établissement et des prestations de services [20 mai 1967] (p. 1197 à 1199) ; *exemples d'interprétation extensive de délégation de pouvoir ; champ d'application du projet de loi accordant au Gouvernement la possibilité de prendre des ordonnances en matière économique et sociale ; problèmes de l'emploi, de la formation professionnelle, de la reconversion industrielle, de l'adaptation au Marché commun et de l'amendement Vallon ; opinions de MM. Mondon, Giscard d'Estaing et Poniatowski ; relations entre le groupe de l'Union démocratique pour la Ve République et celui des Républicains indépendants ; ses observations sur la démocratie* (p. 1199 à 1201) ;

— sur la motion de censure : *Nécessité de contraindre le Gouvernement à rendre compte des mesures qu'il a prises dans le cadre des ordonnances et de permettre à la représentation nationale d'en juger ; convocation d'une session extraordinaire ; aggravation du chômage ; compétences des S.A.F.E.R. ; règles de fonctionnement des marchés d'intérêt national ; allégements fiscaux en faveur de la concentration des entreprises ; équilibre de la Sécurité sociale ; politique du plein emploi ; relations entre les producteurs agricoles et les industries alimentaires ; agence nationale de l'emploi ; politique déflationniste ; refonte du Ve Plan ; absence de réforme fiscale favorable aux travailleurs ; relation entre la productivité et la rémunération des travailleurs ; aménagement du territoire ; problème de la Sécurité sociale ; assurance-maladie ; charge des régimes particuliers ; gestion de la Sécurité sociale ; aide à la vieillesse ; déplafonnement des cotisations des salariés ; problème des produits pharmaceutiques ; participation des travailleurs aux fruits de l'expansion de l'entreprise ; politique des bas salaires ; rôle des comités d'entreprise ; ses observations sur les actions, les obligations et les parts dans les sociétés d'investissement ; information économique ; évolution des économies régionales ; organisation de la région parisienne ; problème du revenu agricole ; indemnité viagère de départ ; disparités régionales ; coopération agricole ; industrialisation de l'agriculture ; rôle du F.O.R.M.A. et de la S.I.B.E.V. ; revalorisation des cours du bétail ; organisation de ce marché ; harmonisation des législations sanitaires ; différence entre le prélèvement agricole européen et le prix d'achat du bœuf ; sous-emploi de la capacité de la production française ; décadence de l'actuelle majorité et montée de l'opposition* [10 octobre 1967] (p. 3432 à 3438).

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Ses observations sur « l'enveloppe Recherche » ; recherche scientifique ; accélération du passage de l'invention à l'exploitation industrielle ; accélération de la concurrence internationale ; déficit de nos brevets ; déficit en nombre de nos chercheurs ; politique de l'éducation nationale ; création d'un Ministère de la Technologie ; poids des dépenses militaires ; ses observations sur les « retombées technologiques » ; pile Rapsodie ; filière Orgel de production d'électricité ; rôle de l'Euratom ; ses observations sur E.L.D.O. et l'E.S.R.O. ; chambre à bulles à oxygène ; satellite Symphonie ; construction du satellite Roseau ; lanceurs opérationnels ; télécommunications spatiales ; problème des ordinateurs ; plan-calcul ; question de l'espace ; constitution du Comité national pour l'exploitation des océans ; indépendance nationale ; définition juridique des sociétés européennes ; création d'un Office européen des brevets ; rapport Maréchal ; importance primordiale du surrégénérateur à neutrons rapides ; importance de la Grande-Bretagne ; accord de sécurité collective et d'assistance mutuelle entre l'Est et l'Ouest de l'Europe ; évolution de la situation diplomatique et militaire en Europe ; évolution de la communauté technologique ; rôle de la Compagnie internationale de l'informatique ; ses observations sur la formation et l'enseignement* [2 novembre 1967] (p. 4316 à 4320) ; *ses observations sur la force de frappe nationale* (p. 4325, 4326) ;

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Evolutions de la Constitution ; droits du Parlement ; intérêt des téléspectateurs ; liberté d'expression ; moyens de pression sur la presse ; prolifération des informations judiciaires sur le plan des offenses au chef de l'Etat ; mise en relief des hauts faits des membres de la majorité ; conditions d'une information publique équitable ; institutionnalisation du droit à l'information ; nécessité de donner à la majorité et à l'opposition des temps d'antenne égaux ; respect du statut de l'O.R.T.F. ; cas où le Gouvernement serait renversé* [24 avril 1968] (p. 1324 à 1327).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants : *Pourcentage des moins de 25 ans sans travail dans la Nièvre ; malaise de la jeunesse devant la récession et la stagnation économique ; mise en cause de l'Université ; nombre de chômeurs ; remise en question de notre société* [8 mai 1968] (p. 1615, 1616, 1617).

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Ses observations sur les paroles de M. de Lipkowski* [8 mai 1968] (p. 1629) ; *valeur scientifique et technique des hommes ; nombre des chercheurs ; politique scientifique et technique ; ses observations sur l'espace ; plan spatial européen ; échec de l'Euratom* [8 mai 1968] (p. 1630) ; *plan Maréchal ; problème des filières ; projet Orgel ; centre d'Ispra ; création d'un Institut européen des sciences et des techniques nucléaires pour la formation des chercheurs ; établissement d'un équilibre entre la production hydraulique, la production thermique et la production nucléaire ; rapport Couture* (p. 1631) ; *sa foi en l'Europe* (p. 1632) ; *création d'une communauté technologique ; construction politique de l'Europe ; refus de négocier avec la Grande-Bretagne son entrée dans le Marché commun* (p. 1638) ;

— sur la déclaration du Gouvernement sur les manifestations d'étudiants : *Gaz contenu dans les grenades utilisées par les forces de police ; opinion de M. Sauvageot, vice-président de l'U.N.E.F.* [14 mai 1968] (p. 1773) ; *entraves apportées à l'évacuation des étudiants blessés et aux soins d'urgence ; communiqué de certains professeurs de médecine ; opinion du professeur Kahn sur l'emploi d'un certain gaz nocif ; sa question de savoir ce que le Gouvernement a fait de l'Etat ; détermination des responsabilités ; rôle du préfet de police ; droit à une information objective et honnête ; question de savoir ce que le Premier Ministre a fait de la justice ; lettre des élèves du Centre national des études judiciaires au Garde des Sceaux ; création de l'Université autonome de Strasbourg* (p. 1773 à 1775) ; *texte publié par les doyens des facultés des lettres et des sciences humaines ; loi d'amnistie ; constitution d'une Commission d'enquête parlementaire chargée de déterminer les responsables ; dépôt d'une motion de censure* (p. 1775) ; *ses observations sur les paroles de M. Christian Fouchet* (p. 1777).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Nécessité d'instaurer des structures permanentes du dialogue ; importance du chômage ; situation des agriculteurs ; Fédération de la gauche étant prête à assumer les responsabilités du pouvoir ; spectacle qu'offre le Gouvernement ; sa question de savoir où est la légitimité du Gouvernement* [22 mai 1968] (p. 2031 à 2033).

MOHAMED (M. Ahmed), *Député des Comores (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [29 juin 1967] (p. 2416).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 28) relative au remplacement des membres de la Chambre des Députés des Comores et tendant à proroger

les pouvoirs de l'actuelle Chambre des Députés de ce territoire, **n° 30** [12 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 521), modifiant et complétant la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores, **n° 540** [5 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi et sur celle de M. Saïd Ibrahim, relative au remplacement des membres de la Chambre des Députés des Comores et tendant à proroger les pouvoirs de l'actuelle Chambre des Députés de ce territoire (Art. 3 : Dispositions concernant la prorogation des pouvoirs de la Chambre des Députés des Comores), en qualité de *Rapporteur : Raisons du choix effectué par ce texte; problème de l'institution du système des suppléants; étendre aux Comores les incompatibilités existant pour les députés et sénateurs de la République: fonctions gouvernementales, mission confiée par le Conseil du Gouvernement et acceptée au-delà de six mois; modification du régime électoral des Comores* [13 avril 1967] (p. 653);

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 48 du Règlement; débat sur les élections dans les territoires d'outre-mer* [19 avril 1967] (p. 696).

Fait personnel : *Ses observations sur les élections dans les territoires d'outre-mer; élections des Comores; abstention de certains électeurs* [19 avril 1967] (p. 719).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de loi et sur celle de M. Saïd Ibrahim relative au remplacement des membres de la Chambre des Députés des Comores, en qualité de *Rapporteur suppléant : Problème des incompatibilités; question de la suppléance; pratique des élections partielles; incompatibilité entre la qualité de Président du Conseil de gouvernement ou de Ministre et la fonction de membre de la Chambre des Députés des Comores* [27 juin 1967] (p. 2262);

— du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores, en qualité de *Rapporteur : Institutions du territoire; Chambre des Députés des Comores; conseils de subdivision; régime électoral; question des incompatibilités; responsabilité du Président du Conseil de gouvernement; rôle du Haut-Commissaire de la République* [7 décembre 1967] (p. 5680, 5681); avant l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « A la fin du préambule de la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores, sont substitués aux mots « le principe de l'autonomie de gestion » les mots « le principe de l'autonomie interne »* (p. 5686); *ses observations sur l'amendement de M. Billotte* (p. 5686); Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Saïd Ibrahim* (p. 5687); Art. 16 de la loi du 22 décembre 1961 : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 5688); Art. 17 de la loi du 22 décembre 1961 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article* (p. 5688); *rôle de la Chambre des Députés des Comores; ses observations sur les conseils de circonscription* (p. 5688); Art. 18 de la loi du 22 décembre 1961 : *Son amendement tendant à supprimer le texte prévu pour cet article* (p. 5688); Art. 1er : *Son amendement tendant au début de cet article, après le mot « articles » à insérer les chiffres « 16, 18 »* (p. 5690); ses explications de vote : *Opinion des populations comoriennes; question de leur autonomie; rôle des règlements d'administration publique* (p. 5690).

MOLLET (M. Guy), *Député du Pas-de-Calais, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur la trahison par le Président de l'Assemblée Nationale des devoirs de sa charge* [20 avril 1967] (p. 769).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Problème de la légitimité, de la légalité de la procédure retenue par le Gouvernement; utilisation de l'article 38 de la Constitution; question du respect de la Constitution; équilibre des pouvoirs; rapports entre le Parlement et le Gouvernement; nomination du Premier Ministre; nomination du Président du Conseil sous la IVe République; ses observations sur l'article 49; pouvoirs spéciaux accordés en cas de crise grave d'ordre national ou international; ses observations sur l'article 38 de la Constitution; contrôle de l'Assemblée; ses observations sur les pouvoirs spéciaux demandés par lui-même à l'Assemblée Nationale sur l'Algérie et sur les territoires d'outre-mer; aucune ratification des lois d'habilitation n'ayant été inscrite à l'ordre du jour des séances de l'Assemblée jusqu'à présent; ignorance des objectifs du Gouvernement; atteinte à l'esprit de la Constitution; importance du dialogue; adaptation des entreprises aux conditions du Marché commun; conversion des secteurs et des régions mal adaptées; objectifs du Ve Plan; désir de la Grande-Bretagne d'entrer dans le Marché commun; objectifs sociaux du Gouvernement; problème de l'association capital-travail; question du plein emploi; importance du chômage; rôle des Assedic; formation professionnelle; ses observations sur la grève du 17 mai; problème de la Sécurité sociale* [20 mai 1967] (p. 1188 à 1191); *ses observations sur les paroles de M. Pompidou; programme de la Fédération de la gauche; importance du dialogue parlementaire* (p. 1204).

Prend part à la déclaration du Gouvernement, sans débat, sur les événements du Moyen-Orient : *Evolution actuelle des événements; ses observations sur les décisions prises en 1956; accord sur le cessez-le-feu; déclaration du Gouvernement à l'issue du Conseil des Ministres du 2 juin 1967; déclaration du représentant de la France aux Nations Unies, M. Georges Picot, le 1er mars 1957; protocole signé par Dag Hammarskjœld; ses observations sur le golfe d'Akaba; article 51 de la charte des Nations Unies; définition de l'agression; embargo sur les armes; décision du Conseil de sécurité; droit de vivre de l'Etat d'Israël; situation matérielle des peuples arabes; nécessité de la coopération* [7 juin 1967] (p. 1649 à 1651).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Gorse; transformation des comptes rendus de la radio du matin en 1956; liberté d'information* [23 avril 1968] (p. 1250, 1251); *ses observations sur les paroles de M. Pompidou* [24 avril 1968] (p. 1312);

— sur la motion de censure : *Situation sociale; causes du drame; maladresses du Gouvernement; décentralisation régionale; politique monétaire; force de frappe; contradictions de la politique du Gouvernement; taux de croissance de l'économie française; capacités de production étant restées inemployées; chômage; nombre des jeunes sans emploi; freinage de l'augmentation des salaires; croissance des investissements; sous-utilisation des capacités de production; insuffisance des infrastructures de développement; colère des paysans; nécessité d'une politique de transferts sociaux; impuissance du pouvoir; revendications des travailleurs; S.M.I.G. devant être porté à 600 francs; suppression des ordonnances sur la Sécurité sociale; réduction du temps de travail; abaissement de l'âge de la retraite; relance de la consommation; impôt sur les revenus; réforme des nationalisations; permettre à la classe ouvrière de participer effectivement à la gestion économique; banque nationale d'investissement; problème des agriculteurs* [21 mai 1968] (p. 1994 à 1997).

MONDON (M. Raymond), *Député de la Moselle, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte

sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à manifester la reconnaissance de la nation aux patriotes alsaciens et mosellans qui ont abandonné leur pays durant la période d'annexion de fait des départements du Rhin et de la Moselle pour se soustraire préventivement à toute collaboration avec l'occupant, aux éventuelles réquisitions et à toute incorporation dans les formations militaires et paramilitaires de l'ennemi et à instituer le statut des patriotes alsaciens et mosellans réfractaires à toute collaboration avec l'occupant durant l'annexion de fait des départements alsaciens et mosellans, **n° 237** [1er juin 1967].

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Defferre et Ballanger au sujet de la répartition des places des députés dans l'hémicycle; travail de la dernière législature* [6 avril 1967] (p. 569, 570).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Associe le groupe des Républicains indépendants au deuil qui frappe la famille du chancelier Adenauer et la République fédérale allemande; rôle du chancelier Konrad Adenauer; progression du nombre des députés républicains indépendants; républicains indépendants représentant une force politique tournée vers les problèmes de l'avenir; composition du Gouvernement; stabilité et indépendance de l'exécutif; adaptation de l'action gouvernementale aux nouvelles conditions de la vie; harmonisation des pouvoirs de l'exécutif et du législatif; procédure du vote bloqué; solution des problèmes sociaux et humains; développement économique; mission de l'Etat; réalisation des grands équilibres de croissance; correction des inégalités sociales; contrat social de législature; problème des bas salaires; nécessité d'augmenter les constructions sociales; problèmes des économies régionales; question de l'agriculture française; ses observations sur les chantiers navals, les mines et la sidérurgie; concurrence internationale pour le fer et le charbon; rôle de la C.E.C.A.; question de l'emploi; formation professionnelle; insuffisance de l'orientation professionnelle; rôle du Secrétariat d'Etat à l'emploi; action des commissions de développement économique régional; stabilité monétaire* [19 avril 1967] (p. 696 à 698); *ses observations sur les paroles de M. Mermaz; importance du chômage en Angleterre* (p. 731).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à la situation des mines de fer de Lorraine : *Concurrence des minerais étrangers; application du plan professionnel de la sidérurgie mis au point entre le Gouvernement et les industriels en juillet 1966; garantie d'emploi des mineurs de fer; création d'emplois nouveaux; industries de transformation diversifiées de la Ruhr et de la Sarre; retraite des mineurs des mines de fer après trente ans de services; projets de construction d'une raffinerie entre Metz et Thionville et d'une centrale thermique au voisinage de Metz; problème des infrastructures; autoroutes Metz-Nancy et Metz-Sarrebruck; canalisation de la Moselle* [10 mai 1967] (p. 983, 984, 986, 987, 988, 992).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Effort consenti par l'Etat depuis quelques années en matière d'éducation nationale; charges budgétaires des collectivités locales; leur augmentation; augmentation des dépenses de fonctionnement dans le domaine scolaire de 1948 à 1966-1967 à Metz; indemnité de logement accordée au corps enseignant des écoles maternelles et des écoles primaires; nationalisation des collèges d'enseignement secondaire; problème du ramassage scolaire; participation des collectivités aux constructions scolaires; prolongation de la scolarité; répartition des crédits; taux de scolarisation dans certaines régions de l'Est* [31 mai 1967] (p. 1459).

Ordre du jour complémentaire, ses explications de vote : *Problème de l'amnistie; question de la désignation d'un rapporteur en remplacement de M. Capitant sur la proposition de loi sur l'amnistie; vote de son groupe* [15 juin 1967] (p. 1842, 1843).

Son rappel au Règlement : *Discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine; absence d'ordre du jour complémentaire; problème de l'élection des représentants de l'Assemblée Nationale aux assemblées parlementaires européennes; problème de la discussion des*

propositions de loi sur l'amnistie [21 juin 1967] (p. 2021).

Son rappel au Règlement : *Sa question de savoir quelle est la différence entre une proposition de résolution et un préambule* [21 juin 1967] (p. 2035).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, avant l'Art. 46 : *Son vote sur le sous-amendement de M. Pisani* [28 juin 1967] (p. 2326); Art. 48 : *Charges des communes* (p. 2334, 2335); *ses observations sur les paroles de M. Debré* (p. 2337); Art. 62 : *Possibilité d'encourager les associations foncières urbaines au remembrement et à la mise en état de viabilité des lotissements à usage d'habitation* (p. 2354);

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Possibilités de modifier les ordonnances d'ordre législatif; composition de la majorité; dialogue au sein de la majorité* [10 octobre 1967] (p. 3466);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 9 : *Ses observations sur le déroulement du débat* [17 octobre 1967] (p. 3661); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Modification de certaines dispositions des ordonnances; régime spécial d'assurance-maladie en vigueur dans le département du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle; ses observations sur la cotisation supplémentaire de 1 %; sa question de savoir si un taux de cotisation supplémentaire de 1,50 %, par rapport au taux de cotisations perçu dans les autres départements français permettrait de maintenir le ticket modérateur actuel* [25 octobre 1967] (p. 4124, 4125), INDUSTRIE : *Absorption de la Société mosellane de sidérurgie par Sidélor; convention sociale signée par le patronat et la plupart des syndicats de salariés; question de la retraite des mineurs de fer; problème de la retraite complémentaire des mineurs; formation professionnelle des adultes; problème de l'emploi; création d'une société d'investissement pour la sidérurgie; constitution d'une société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières (SOFIREM); constitution des bureaux d'industrialisation* [3 novembre 1967] (p. 4432, 4433); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Rénovation urbaine; rôle du F.N.A.F.U.* [9 novembre 1967] (p. 4786); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur l'article 7 de la loi de finances qui étend la T.V.A. aux artisans* [5 décembre 1967] (p. 5346);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 : *Charges financières des collectivités locales; ses observations sur la loi du 6 janvier 1966; nombre des centimes départementaux et communaux; dette des collectivités locales; ses observations sur les emprunts des collectivités locales; problème de la construction des autoroutes et de l'aménagement des voies navigables; construction des groupes scolaires; création de métropoles d'équilibre; problème des réformes de structure; question des transferts de charges; répartition des tâches entre l'Etat et les collectivités locales; constitution d'une commission chargée d'étudier le problème de la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat, les régions, les départements et les communes* [22 novembre 1967] (p. 5145 à 5147); *ses observations sur la motion de renvoi; complexité du problème* (p. 5158); Art. 19 : *Ses observations sur les paroles de M. Pic; dépôt du rapport de la commission chargée d'étudier les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques* (p. 5178); avant l'Art. 46 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Institution d'une commission chargée d'examiner les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques entre l'Etat, les régions, les départements, les communes et leurs groupements au district; sa composition)* (p. 5179); *ses observations sur son amendement* (p. 5179); ses explications de vote : *Rapports entre les collectivités locales et l'Etat; son vote sur le projet de loi* (p. 5181);

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés, Art. 23 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Inscription au tableau de l'ordre en qualité d'expert-comptable de personnes ayant exercé une activité administrative, financière ou comptable, ayant comporté à titre habituel la direction et l'exécution de travaux d'organisation et de revision comptable pendant dix ans)* [12 décembre 1967] (p. 5802);

— sur la motion de censure ses explications de vote : *Rapport sur la proposition de loi de*

M. Roland Dumas; absence de continuité dans l'action de la F.G.D.S.; rôle du Parlement sur le problème de la publicité à l'O.R.T.F.; application de l'article 41 de la Constitution; fonctionnement de l'O.R.T.F.; programme de la gauche; son refus de voter la motion de censure; proposition de loi des Républicains indépendants tendant à créer une Agence française de publicité télévisée [24 avril 1968] (p. 1327, 1328).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'amnistie pour les événements qui se sont déroulés à Paris ces derniers jours; réunion du Conseil des Ministres; dialogue entre le Parlement et le Gouvernement* [14 mai 1968] (p. 1785, 1786).

MONTAGNE (M. Rémy), *Député de l'Eure, 3e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Est élu président de cette Commission [18 mai 1967] (p. 1070).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F., **n° 3** [4 avril 1967].

Sa proposition de loi organique tendant à modifier la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, **n° 253** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi relative à certaines mesures concernant les personnels militaires dégagés des cadres, **n° 498** [16 novembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à limiter la portée de l'article 205 du Code civil relatif au paiement de la pension alimentaire, **n° 669** [17 avril 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux officiers de réserve, ayant rendu des services notoires en temps de guerre ou de paix par une activité militaire ou paramilitaire indiscutable, de postuler au grade supérieur dans l'honorariat, **n° 683** [17 avril 1968].

Sa proposition de loi portant assouplissement des conditions de l'âge d'appel sous les drapeaux, **n° 762** [3 mai 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, avec débat, relative aux pensions militaires : *Injustice dont sont victimes les militaires de carrière admis à la retraite avant le 2 août 1962 du fait qu'ils ne peuvent bénéficier des dispositions de l'article 6 de la loi du 31 juillet 1962; nécessité de déposer un texte permettant à tous les militaires de carrière de bénéficier d'une pension au taux du grade quelle que soit la date de leur admission à la retraite* [14 juin 1967] (p. 1815, 1816, 1818).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Heureuses conséquences du Marché commun pour les productions végétales; situation plus sombre de l'élevage; amélioration génétique du cheptel; assouplissement des règles d'intervention de la S.I.B.E.V.; régionalisation des interventions* [18 octobre 1967] (p. 3777, 3778).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur la conception gouvernementale de la défense; problème des blindés; rythme des fabrications AMX 30; armée française ne disposant que du tiers des véhicules de transport qui lui sont nécessaires; fabrication*

des ponts du type engins Gillois; forces de manœuvre et d'intervention; organisation de la défense opérationnelle du territoire; situation de notre aviation et de notre marine; problème des vecteurs; ses observations sur les missiles antimissiles; nombre des candidats aux grandes écoles militaires; situation des sous-officiers; conséquence de l'arrivée en Méditerranée de forces soviétiques en raison du conflit israélo-arabe; évacuation de la base de Mers-el-Kébir [24 octobre 1967] (p. 4047, 4048); Art. 38 : *Son amendement tendant à réduire de 675.000 francs le montant des crédits ouverts au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires* (p. 4060); *ses observations sur les missions temporaires; crédits de la gendarmerie* (p. 4060); *conditions de vie de la gendarmerie* (p. 4061); Art. 39 : *Application de l'article 42 de la loi organique du 2 janvier 1959; problème de la recevabilité des amendements* (p. 4066);

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Possibilité de limiter le temps de service obligatoire; égalité de tous devant les obligations militaires; ses observations sur l'instruction; problème de la date d'application de la nouvelle loi* [15 novembre 1967] (p. 4971, 4972);

— en deuxième lecture du projet de loi d'orientation foncière, Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Bozzi par les mots « ou lorsqu'il s'agit de demeures classées, inscrites ou agréées »* [30 novembre 1967] (p. 5397).

Son rappel au Règlement : *Examen de la proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées* [7 décembre 1967] (p. 5641, 5642).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur : 1° la proposition de loi de M. Le Theule, définissant le régime de l'engagement dans les armées; 2° sa proposition de loi et celle de plusieurs de ses collègues portant assouplissement des conditions de l'âge d'appel sous les drapeaux : *Nécessité d'assurer à l'armée un personnel suffisant; égalité devant le service de la nation; durée du service militaire; problème de l'encadrement militaire; revalorisation de la condition militaire; ses observations sur les devancements d'appel; problème des limitations résultant de la nécessité d'émancipation ou d'absence de casier judiciaire; contingent annuel fixé par décret* [14 mai 1968] (p. 1788, 1789).

MONTALAT (M. Jean), *Député de la Corrèze, 1re circonscription (F.G.D.S.). Vice-Président de l'Assemblée Nationale*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 376) relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, **n° 490** [10 novembre 1967].

En qualité de vice-président, préside :

La première séance du 4 avril 1968 (p. 1011); la première séance du 24 avril 1968 (p. 1297); la séance du 16 mai 1968 (p. 1910).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative aux problèmes de l'élevage et de la viande [18 octobre 1967] (p. 3730).

Prend part à la discussion

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur les paroles de M. Closter-*

mann [24 octobre 1967] (p. 4035); Art. 38 : *Son vote sur cet article* (p. 4062);

— du projet de loi relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, en qualité de *Rapporteur : Regroupement par fusion en deux corps de tous les ingénieurs militaires de l'armement terrestre, naval et aérien ; raisons de cette réforme ; conditions de travail des ingénieurs militaires ; statut militaire ; structure des corps ; répartition des effectifs par grade ; rémunération du corps des ingénieurs militaires de direction ; Ecole nationale des ingénieurs de constructions aéronautiques de Toulouse ; écoles techniques supérieures de Montrouge et de Brest ; problème de la rémunération ; allocations spéciales devant être indexées sur le traitement de base ; création d'un quatrième échelon au grade d'ingénieur en chef des travaux d'armement ; recrutement des ingénieurs de travaux d'armement ; désaffection de la jeunesse envers la carrière militaire* [15 novembre 1967] (p. 4958 à 4960); Art. premier : *Son amendement tendant à remplacer les mots « et industrielle » par les mots « industrielle ou administrative »* (p. 4961); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase de cet article : « Les ingénieurs des études et techniques d'armement participent aux différentes activités des ingénieurs de l'armement. »* (p. 4961); Art. 6 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa de cet article après les mots « certains diplômes » à ajouter les mots « et titres »* (p. 4962); *recrutement latéral du corps des ingénieurs militaires de direction* (p. 4962); Art. 8 : *Son amendement tendant à remplacer les mots « au deuxième alinéa » par les mots « au paragraphe 2° »* (p. 4962); Art. 21 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa (paragraphe 2° de cet article) à remplacer les mots « parmi les ingénieurs diplômés des écoles » par les mots « parmi les candidats titulaires de titres ou diplômes »* (p. 4963); après l'art. 36 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Création du corps militaire des ingénieurs d'études et techniques de la marine)* (p. 4964); *problème de l'équivalence ; ses observations sur les personnels qui n'appartiennent pas à la délégation ministérielle pour l'armement* (p. 4965); *retrait de son amendement* (p. 4965); *son amendement tendant à rédiger comme suit le titre du projet de loi « Projet de loi relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement, des ingénieurs des études et techniques d'armement et des officiers d'administration de l'armement »* (p. 4965);

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : *Ses observations sur la loi du 9 juillet 1965 ; réduction de la durée d'instruction des troupes ; mode de recrutement d'une armée ; politique militaire de la France ; question d'une armée de métier ; son opposition à la bombe atomique ; ses observations sur les armements conventionnels* [15 novembre 1967] (p. 4973, 4974); *rôle des comités de sélection* (p. 4974); Article unique : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « I. — Le deuxième alinéa de l'article 4 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965, est remplacé par le texte suivant : « Un service actif de douze mois ». — II. — Les mesures d'application devront intervenir avant le 1er janvier 1969 »* (p. 4977).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale, avec débat, relative aux ventes d'armes au Moyen-Orient : *Principe directeur de la politique gaulliste au Moyen-Orient : « Le pétrole, c'est l'indépendance » ; embargo décidé par le Gouvernement sur les armes destinées aux pays ayant participé à la guerre du Moyen-Orient ; livraison d'armes par la France à l'Afrique du Sud ; livraison d'armes à l'Irak ; participation de cet Etat aux événements de juin 1967 ; répression contre les Kurdes ; droit d'Israël à l'existence* [17 mai 1968] (p. 1934, 1935, 1936).

MONTESQUIOU (M. Pierre de), *Député du Gers, 2e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant titulaire de la France

à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Est nommé membre de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [1er juin 1967] (p. 1538).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la création de prestations d'études en faveur des étudiants de l'enseignement supérieur, **no 230** [1er juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives à la situation de la viticulture : *Problèmes des producteurs d'eau-de-vie d'Armagnac* [28 avril 1967] (p. 917);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Problème de l'aide sociale aux étudiants; démocratisation de l'enseignement; question de l'information; rôle de l'office d'information et d'orientation scolaire; sa proposition déposée avec M. Vivien relative aux prestations d'études; ses observations sur le critère social et le critère universitaire; participation des étudiants à la gestion; problème de l'équivalence des diplômes au sein du Marché commun* [1er juin 1967] (p. 1515, 1516).

MORANDAT (M. Yvon).

Secrétaire d'Etat aux affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

Est nommé Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou) Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou) Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

MORILLON (M. Robert), *Député de la Marne, 4e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Postes et Télécommunications : *Mécontentement des postiers* [20 octobre 1967] (p. 3921); *conditions de travail du personnel des P.T.T.; conséquences du développement de l'autonatique; situation du personnel féminin; cas des personnels techniques; reclassement des agents; revalorisation et extension de leur indemnité; crédits affectés aux œuvres sociales; fusion des emplois de préposés et préposés spécialisés et d'agents techniques et agents techniques spécialisés; problème de la prime de nuit; ses observations sur le fait que les travaux relevant de la compétence des P.T.T. sont confiés au secteur privé; création d'un système dit « d'avances remboursables »; marché noir du téléphone; Caisse nationale autonome des télécommunications; son opposition à la création d'une compagnie nationale du téléphone; utilisation d'une partie du Fonds de roulement des chèques postaux et de la Caisse nationale d'épargne; remboursement aux P.T.T. des charges de service public qui devraient incomber au budget général; institution d'un contrôle sévère des prix pratiqués par les fournisseurs des P.T.T.; nationalisation des trusts des télécommunications* (p. 3921 à 3923).

MORISON (M. Pierre), *Député du Rhône, 8e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'admi-

nistration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569); [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 37 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « acte écrit » les mots « acte authentique (administratif ou notarié) »* [27 juin 1967] (p. 2276).

MORLEVAT (M. Robert), *Député de la Côte-d'Or, 4e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales [21 juin 1967] (p. 2038).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME : *Classification des hôtels; définition d'une catégorie d'établissements relevant de la compétence du Commissariat au tourisme entre les établissements classés fréquentés par une clientèle aisée et les hôtels de préfecture; problèmes que connaît la ville de Grenoble* [19 octobre 1967] (p. 3816); EDUCATION NATIONALE : *Charges des collectivités locales; réévaluation du montant des travaux de construction de locaux scolaires et donc du montant de la subvention* [27 octobre 1967] (p. 4242, 4243); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur les adductions d'eau et l'électrification; équipement collectif individuel; soutien des prix agricoles* [8 novembre 1967] (p. 4699); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les H.L.M.; construction d'un logement en pavillon individuel; loyer des logements construits à l'aide de primes* [9 novembre 1967] (p. 4808, 4809);

MOULIN (M. Jean), *Député de l'Ardèche, 3e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [29 juin 1967] (p. 2416);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer

et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [25 avril 1968] (p. 1358).

Cesse d'appartenir à cette Commission [2 mai 1968] (p. 1445).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française, (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à instituer un titre de combattant au bénéfice des jeunes Français mobilisés en Algérie du 1er novembre 1954 à la signature des accords d'Evian ainsi que de ceux qui ont servi en Tunisie et au Maroc au titre des opérations du maintien de l'ordre, **n° 111** [19 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 20 ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile, **n° 397** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions du statut du fermage et du métayage les exploitants de nationalité étrangère dont les enfants sont de nationalité française, **n° 447** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à assurer aux agents contractuels de l'Etat et des collectivités locales le droit aux congés payés annuels, **n° 448** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi précisant les conditions de fixation du ticket modérateur applicable aux prestations de l'assurance-maladie, **n° 759** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi relative à l'application du ticket modérateur d'ordre public institué par l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967 aux frais d'hospitalisation, **n° 766** [3 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Relèvement du niveau intellectuel; importance des crédits; enseignement technique; formation des maîtres; cas du département de l'Ardèche; fermeture des classes; ramassage scolaire; carte scolaire; prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans; ses observations sur la circulaire du 7 février 1967; sa question de savoir selon quels critères seront sélectionnées les entreprises industrielles, artisanales, commerciales et agricoles qui accueilleront les élèves de ces sections; problème des sections d'éducation professionnelle; enfance inadaptée; horaires de l'enseignement sportif; loi de programme d'équipement sportif; Office d'orientation scolaire et professionnelle* [31 mai 1967] (p. 1464, 1465).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer au chiffre de « 11.400 frs » le chiffre de « 12.000 frs »* [17 octobre 1967] (p. 3653); *plafond de la décote; régime particulier pour les petites entreprises en matière de taxe sur la valeur ajoutée; cas des entreprises artisanales; application du taux intermédiaire* (p. 3653); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Qualification des événements d'Algérie; octroi d'un titre de reconnaissance de la nation aux jeunes d'Algérie* [19 octobre 1967] (p. 3847, 3848); AFFAIRES SOCIALES : *Augmentation du ticket modérateur; revision du barème de la participation de l'Etat aux dépenses de l'aide sociale; situation des personnes âgées; objectifs du Ve Plan; allocation-loyer; aide ménagère; enfance inadaptée; taux de couverture pour les assurés volontaires; prise en charge par la Sécurité sociale des frais d'hébergement et autres dépenses inéluctables occasionnés aux stagiaires des centres d'aide par le travail* [25 octobre 1967] (p. 4134, 4135); INDUSTRIE : *Problème des industries de la soie et du moulinage; cas du département de l'Ardèche; problème des effectifs travaillant dans le moulinage; question des exportations; consommation intérieure de soieries; niveau des exportations et des importations; dégradation de la situation des mouliniers façonniers* [3 novembre 1967] (p. 4427 à 4429);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur la question préalable; caractère du rapport; consultation des élus locaux; sa motion*

de renvoi en commission [1er décembre 1967] (p. 5480, 5481);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L. 648 et L. 649 du Code de la santé publique : *Ses observations sur l'intervention de M. Joseph Fontanet; ses observations sur les contraceptifs chimiques et hormonaux; cas des mineurs émancipés de moins de 18 ans; ordonnance médicale; problème de l'information; impératifs d'une politique familiale* [14 décembre 1967] (p. 5889).

MUSMEAUX (M. Arthur), *Député du Nord, 19e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Revendications des mutilés du travail et de leurs ayants droit; création de nouveaux centres de rééducation professionnelle; reclassement des mutilés dans l'industrie privée et dans le secteur public* [26 octobre 1967] (p. 4158);

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale sans débat relative au calcul des pensions de Sécurité sociale [8 décembre 1967] (p. 5721, 5722).

N

NAVEAU (M. Charles), *Député du Nord, 21e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Donne sa démission de représentant de la France au Parlement européen [31 mai 1967] (p. 1454).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 octobre 1967] (p. 4068).

Est nommé :

— membre de la Commission plénière de contrôle du conseil d'administration de la caisse nationale de crédit agricole [22 juin 1967] (p. 2095);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Situation dans l'arrondissement d'Avesnes; protestation contre le décret du 10 mai 1966; nombre de chômeurs partiels dans la région de Fourmies; nécessité d'encourager l'implantation d'usines nouvelles dans la région* [26 mai 1967] (p. 1366, 1367).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative aux travailleuses familiales [17 mai 1968] (p. 1952, 1953).

NÈGRE (M. Jean), *Député de l'Allier, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968,

AFFAIRES SOCIALES : *Rôle des mutualités; ses observations sur « La Bourbonnaise », union des sociétés mutualistes de l'Allier et sur la Mutuelle générale de l'Education nationale; ticket modérateur; institut psychiatrique Marcel Rivière; interdiction faite aux mutualistes d'obtenir, par leurs cotisations personnelles, la totalité des garanties complémentaires; question du tiers-payant; suppression du droit qu'avaient les sociétés mutualistes, dans certaines conditions, de jouer le rôle de sections locales de la Sécurité sociale; éviction des mutualistes des conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale* [25 octobre 1967] (p. 4126, 4127).

NESSLER (M. Edmond), *Député de l'Oise, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Intervention :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Ses observations sur le terme « nation arabe »; définition du judaïsme; Etat d'Israël étant une réalité politique; problème des réfugiés; conséquences sur l'opinion publique israélienne de la position du Gouvernement français; embargo sur le matériel militaire; débat devant l'assemblée générale de l'O.N.U.; sa question de savoir si la France s'associerait éventuellement aux sanctions qui pourraient être votées contre l'Etat d'Israël* [16 juin 1967] (p. 1917 à 1919).

NEUWIRTH (M. Lucien), *Député de la Loire, 2e circonscription (U.D.-Ve R.). Questeur de l'Assemblée Nationale*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est élu Questeur de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563), [2 avril 1968] (p. 968).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569).

Donne sa démission de membre de cette Commission [12 avril 1967] (p. 642).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [13 avril 1967] (p. 656);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Cesse d'appartenir à cette Commission [2 mai 1968] (p. 1445).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle, **n° 34** [12 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi (n°° 34 et 231) tendant à modifier les articles 3 et 4 de la

loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique), concernant la prophylaxie anticonceptionnelle, **n° 328** [15 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, **n° 553** [7 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 542), modifiée par le Sénat, relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique, **n° 564** [8 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique, **n° 604** [19 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 fixant la date des sessions ordinaires des conseils généraux, **n° 788** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Neutralité de notre diplomatie; drame des réfugiés arabes; insécurité permanente pour Israël; question de la libre circulation des navires de tous pays, à Suez et à Tiran; question de l'accessibilité des Lieux saints* [15 juin 1967] (p. 1862).

Son rappel au Règlement : *Discussion du rapport sur sa proposition de loi et celle de Mme Thome-Patenôtre; débat sur la régulation des naissances* [30 juin 1967] (p. 2450).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur : 1° sa proposition de loi tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° la proposition de loi de Mme Thome-Patenôtre et de plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la loi du 23 juillet 1920; politique de la natalité; rôle de la contraception; nombre des avortements; conditions d'existence de la femme; problème de l'information; nécessité de développement de la recherche médicale sur les conséquences de l'utilisation des méthodes contraceptives; rôle de l'O.N.U.; liberté de conscience; contrôle de la fabrication, de l'importation et de la vente des contraceptifs* [1er juillet 1967] (p. 2557 à 2559); Art. 3 : *Son amendement tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à remplacer les mots « ... effectuée en pharmacie », par les mots « réservée aux pharmaciens »* (p. 2580); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article, après les mots « ces produits », à insérer le mot « médicaments »* (p. 2580); *problème des mineurs* (p. 2581); *consentement du représentant légal* (p. 2581); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Fontanet* (p. 2582) *et sur celui de M. Vinson* (p. 2582); *situation des centres de planning familial* (p. 2582, 2583); *ses observations sur l'amendement de M. Habib-Deloncle* (p. 2583); après l'Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Benoist* (p. 2583); Art. 5 : *Propagande antinataliste* (p. 2584); Art. 6 : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les peines prévues aux alinéas précédents seront portées au double en cas de récidive, dans les conditions de l'article 58 du Code pénal »* (p. 2584); Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Vinson* (p. 2585);

— en deuxième lecture : *Conditions psychologiques et matérielles nécessaires à l'augmentation de la natalité; nécessité d'une population active plus importante; ses observations sur le miracle allemand; ses observations sur l'information; introduction du certificat de non-contre-indication; problème de l'âge des mineurs* [14 décembre 1967] (p. 5884); Art. 3 : *Certificat de non-contre-indication* (p. 5894); *législation sur l'avortement* (p. 5895); *ses observations sur les sous-amendements de MM. Peyret et Mainguy* (p. 5896); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa de cet article : « Les praticiens habilités à exercer la médecine sont seuls autorisés à procéder à l'insertion des dispositifs anticonceptionnels intra-utérins et à*

en obtenir, sur demande écrite, la délivrance » (p. 5897); *ses observations sur les dispositifs anticonceptionnels intra-utérins* (p. 5897); *ses observations sur l'amendement de M. Peyret* (p. 5898); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa de cet article (Vente ou fourniture de contraceptifs aux mineurs de 18 ans non émancipés)* (p. 5899); *ses observations sur son amendement* (p. 5899); *ses observations sur l'amendement de M. Coumaros* (p. 5900); Art. 5 : *Ses observations sur l'amendement de M. Vertadier* (p. 5900); Art. 5 *bis: Cas des territoires d'outre-mer* (p. 5901); Art. 6 : *Son amendement tendant dans le sixième alinéa de cet article à substituer aux mots « 21 ans » les mots « 18 ans »* (p. 5902); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur les contraceptifs intra-utérins; critère de l'âge de 18 ans; situation des départements d'outre-mer* [19 décembre 1967] (p. 6022);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 6 : *Ses observations sur la presse française* [12 octobre 1967] (p. 3584); Art. 7 : *Ses observations sur la déductibilité des dépenses de publicité, les aménagements commerciaux, les véhicules utilitaires de moins de trois tonnes; situation des artisans; relèvement du plafond de la décote* [17 octobre 1967] (p. 3648, 3649); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Nécessité d'alléger les programmes, d'adapter les horaires et d'aménager les congés scolaires en fonction d'une vie familiale plus cohérente; adoption, dans l'enseignement, d'un congé de fin de semaine; suppression du « jeudi français » traditionnel; information du public, des parents, des enfants; instruction civique* [27 octobre 1967] (p. 4257, 4258); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Desserte de la Corse; qualité du service assuré par Air France; conséquence éventuelle de la disparition d'Air France sur les lignes de Corse* [3 novembre 1967] (p. 4396, 4397); *desserte aérienne de la ligne Paris-Saint-Etienne par Air Inter; ses observations sur les infrastructures et le personnel; problème financier; possibilité de la participation du département et de la ville de Saint-Etienne pour couvrir un éventuel déficit* [3 novembre 1967] (p. 4397); *suppression de la détaxation du carburant* (p. 4397); INDUSTRIE : *Ses observations sur la direction de l'artisanat et du commerce intérieur; vocation des chambres de commerce et d'industrie; problème des houillères; création d'un bureau d'industrialisation; possibilité de placer sous l'autorité du Ministre, la construction automobile, les constructions navales et l'aéronautique* (p. 4436); INTÉRIEUR : *Possibilité de prévoir les élections un jour de semaine* [6 novembre 1967] (p. 4541); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Introduction de la publicité à la télévision; ses observations sur « l'amendement Diligent »; examen d'une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi portant création de l'Office de radiodiffusion-télévision française; principe de la liberté de la presse; problème de la redevance* [10 novembre 1967] (p. 4890).

Mise au point au sujet de son vote sur les conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de M. Guillermin tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [5 décembre 1967] (p. 5535).

Prend part à la discussion du projet de loi sur la chasse maritime, Art. 4 : *Problème de l'interdiction de l'utilisation du fusil à cinq coups; modifications du Conseil supérieur de la chasse* [18 avril 1968] (p. 1119).

Son rappel au Règlement : *Réunion des conseils généraux; application de l'article 72 de la Constitution; sessions des conseils généraux; possibilité, pour le bureau de l'Assemblée, de déposer une proposition de loi ayant pour objet de revenir à la situation prévue par la loi du 10 août 1871* [7 mai 1968] (p. 1529).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative à la situation des femmes chefs de famille [17 mai 1968] (p. 1951, 1952).

NILÈS (M. Maurice), *Député de la Seine-Saint-Denis, 4e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à la fixation du montant forfaitaire des cotisations de Sécurité sociale pour le personnel des patronages laïcs et à la suppression du versement forfaitaire de 5 % sur les salaires des moniteurs des patronages laïcs, n° **450** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant au développement des activités physiques et sportives culturelles, n° **711** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Livre blanc; pratique sportive dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur; responsabilité des comités d'entreprise; démocratisation du sport en France; nécessité de créer le besoin du sport à partir de l'école primaire; création des bases matérielles pour les activités sportives et de pleine nature; part des collectivités locales dans les dépenses réelles; évolution du mouvement sportif; formation pédagogique; ses observations sur la natation; ne pas confondre ses observations sur la natation; ne pas confier le secteur éducatif aux C.R.S. ou à l'armée; conséquences de la multitude de diplômes d'éducateur et d'entraîneur sportifs et d'animateurs; création d'un diplôme d'études supérieures pouvant couronner des études de spécialisation et de recherche; élèves professeurs d'éducation physique titulaires de la première partie du professorat d'éducation physique ne bénéficiant pas des instituts pédagogiques de l'éducation physique ni du traitement d'élève fonctionnaire correspondant; abolition de la dualité entre les professeurs et les maîtres d'éducation physique; promotion des écoles normales supérieures d'éducation physique; politique antisociale du Gouvernement* [23 mai 1967] (p. 1241, 1242);

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Formation professionnelle et technique; ses observations sur les collèges d'enseignement technique; financement des centres patronaux; prolongation de la scolarité; sections d'éducation professionnelle; instauration d'une formation professionnelle démocratique; possibilité d'accueillir les jeunes de 14 ans rejetés dans les écoles numériquement insuffisantes dans les établissements techniques publics; construction des collèges d'enseignement technique; aggravation des conditions d'enseignement et de travail des maîtres des collèges d'enseignement technique; ses observations sur les écoles normales* [26 octobre 1967] (p. 4201, 4202);

NOËL (M. Gilbert), *Député du Val-de-Marne, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Billotte, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 950).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proroger un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée », (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

NOTEBART (M. Arthur), *Député du Nord, 5e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

NUNGESSER (M. Roland), *Député du Val-de-Marne, 6e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Ministre de la Jeunesse et des Sports
du 21 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569);

— Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). — Décret du 7 avril 1967. — [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Cesse d'être Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances.

Devient Ministre de la Jeunesse et des Sports (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou) Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de la Jeunesse et des Sports (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou) Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Situation actuelle de la Bourse; développement de l'équipement touristique des départements d'outre-mer; problème du sucre; déclin de la région du Nord; reconversion des houillères; problèmes de la R.A.T.P.; question de l'agriculture; conséquences des négociations Kennedy* [30 juin 1967] (p. 2491, 2492).

Prend part à la discussion :

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales et l'ordonnance n° 58-1352 du 27 décembre 1958 réprimant certaines infractions en matière de registre du commerce ; *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1967] (p. 2492); Article B : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2492); *dissolution d'une société lorsqu'un gérant statutaire associé a été révoqué par les autres associés* (p. 2492); Article C : *Clause statutaire de continuation de la société en cas de faillite ou d'interdiction d'un associé* (p. 2493); Art. 1er *bis: Rôle des commandités* (p. 2493); Art. 2 et 8 *bis: Ses observations sur les amendements de M. Le Douarec* (p. 2493, 2494); après l'Art. 9 : *Problème de l'inopposabilité aux tiers* (p. 2494); après l'Art. 10 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Rôle du président du conseil d'administration)* (p. 2494); *pouvoirs du président du conseil d'administration* (p. 2494); Art. 11 *bis*, après l'Art. 11 *bis*, après l'Art. 15, Art. 16, après l'Art. 17, Art. 20 et 21 : *Ses observations sur les amendements de M. Le Douarec* (p. 2494 à 2496); Art. 22 *bis: Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas des sociétés en nom collectif ou en commandite simple utilisant dans leur raison sociale le nom d'un ou de plusieurs associés fondateurs décédés)* (p. 2496); *nécessité de ne pas léser les associés qui ont quitté la société* (p. 2496); ses *observations sur l'amendement de M. Le Douarec* (p. 2497); Art. 23 et Art. A : *Ses observations sur les amendements de M. Le Douarec* (p. 2497);

— de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la cession des parts ou actions, mises sous séquestre, comme biens ennemis, de sociétés dont l'actif est exclusivement composé de marques de fabrique et de commerce : *Ses observations sur ce texte* [30 juin 1967] (p. 2498);

— en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation foncière, Art. 15 *bis: Ses observations sur les amendements déposés à cet article* [30 novembre 1967] (p. 5410); Art. 16 *ter: Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5412); Art. 16 *quater: Ses observations sur l'amendement de M. Griotteray* (p. 5413); Art. 21 : *Ses observations sur les amendements de MM. Bozzi et Triboulet* (p. 5413); *travaux de remembrement nécessaires en raison de l'expropriation; réinstallation des*

exploitants expropriés; rôle des S.A.F.E.R. (p. 5414, 5415); *expropriations en vue de la réalisation de grands travaux publics; question du remembrement rural* (p. 5415); *nécessité d'une réforme de l'expropriation* (p. 5416); *formation des magistrats pour résoudre les difficultés résultant des modifications apportées à la procédure de l'expropriation* (p. 5416, 5417); Art. 27 : *Ses observations sur les amendements de M. Bozzi* (p. 5418); Art. 37 : *concessions immobilières; versement du pas-de-porte; droits des concessionnaires* (p. 5427, 5428).

O

ODRU (M. Louis), *Député de la Seine-Saint-Denis, 7e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'amélioration des conditions de vie et de séjour des gitans, des manouches et des tziganes nomades en France, **n° 259** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation des principales entreprises de l'industrie électronique, **n° 451** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, Art. 1106-18 du Code rural : *Ses observations sur l'amendement de M. Lacavé et les paroles de M. Edgar Faure* [25 mai 1967] (p. 1323).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative au problème de l'emploi : *Licenciements massifs effectués dans la région parisienne; rapport Ortoli; sous-emploi; développement du chômage partiel; prise en charge par l'Etat et le patronat du coût social des mutations de l'économie; interdiction de toute suppression d'emploi sans mesures de reclassement; fixation du S.M.I.G. à 600 F; réforme démocratique de la fiscalité; réforme démocratique de l'enseignement; amélioration du fonctionnement des services officiels de placement; protection de l'économie nationale contre les monopoles internationaux* [26 mai 1967] (p. 1348, 1349, 1350); *nombre de chômeurs* (p. 1359).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, avec débat, relative à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [2 juin 1967] (p. 1572) : *Application de la loi du 6 janvier 1966 étendant la perception de la T.V.A. aux commerçants, artisans et prestataires de services; hausse des produits de consommation courante entraînée par la généralisation de la T.V.A.; suppression de la taxe locale sur le chiffre d'affaires entraînant une hausse des impôts locaux; avantages apportés par cette réforme aux grandes sociétés capitalistes et aux banques d'affaires; renforcement de la concentration commerciale; critique d'une réforme soi-disant simplificatrice nécessitant quarante décrets d'application pour sa mise en œuvre; extension de la T.V.A. chez les Six; suppression de la T.V.A.; création d'une taxe*

unique globale à la production de 10 % (p. 1573, 1574, 1590).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'organisation du territoire de la Côte française des Afars et des Somalis : *Vote du groupe communiste* [13 juin 1967] (p. 1765);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'ordonnance du 2 février 1945, modifiée, relative à l'enfance délinquante, et l'ordonnance nº 58-1274 du 2 décembre 1958, modifiée, relative à l'organisation des juridictions pour enfants : *Abstention du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* [1er juillet 1967] (p. 2553);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Statut de l'ex-Côte des Somalis; Assemblée comorienne; installation du Centre d'expérimentation du Pacifique à Tahiti; constitution d'une deuxième société Le Nickel en Nouvelle-Calédonie; sa désapprobation de la politique du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer* [19 octobre 1967] (p. 3634); *vote du groupe communiste sur l'ensemble des crédits* (p. 3637); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des Français requis au titre du service du travail obligatoire; ses observations sur le titre de « victime de la déportation du travail »; levée de la forclusion frappant toutes les demandes de cartes présentées par les déportés du travail et les réfractaires; intégration des déportés du travail et réfractaires parmi les bénéficiaires des indemnités versées aux victimes du nazisme; extension des délais de la présomption d'origine pour les déportés du travail; prise en considération du temps passé en « réfractariat » comme service militaire actif accompli en temps de guerre* (p. 3860); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Vote du groupe communiste sur l'ensemble des crédits de ce budget* [2 novembre 1967] (p. 4351);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 28 juillet 1967, ses explications de vote : *Conséquences du Marché commun sur l'économie française; son vote sur le projet de loi* [19 décembre 1967] (p. 6044).

OFFROY (M. Raymond), *Député de la Seine-Maritime, 9e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, avec débat, relative à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [2 juin 1967] (p. 1572) : *Délai d'utilisation de crédit d'impôt; multiplicité des taux; difficultés de la comptabilisation sur les prix de vente ; crainte des futurs assujettis; deux taux différents envisagés en Allemagne; nécessité d'une campagne d'information* (p. 1578).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Politique française au Moyen-Orient; nécessité d'une solution pacifique au Viet-nam par l'internationalisation de l'ancienne Indochine française; question du traité de Moscou; retrait de l'O.T.A.N.; dialogue avec les pays de l'Est; ses observations sur l'Europe des Six; problème de la création de structures politiques; son regret que le général de Gaulle ne puisse être le premier président des Etats-Unis d'Europe ; crise du Viet-nam ; influence modératrice de la France en ce qui concerne la crise du Moyen-Orient* [15 juin 1967] (p. 1868, 1869);

— sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Situation de la haute Normandie; hostilité croissante des éleveurs à l'égard du Marché commun; nécessité de relever le prix d'orientation du bœuf; protection contre le dumping pratiqué par les pays de l'Est; aide du F.E.O.G.A.* [18 octobre 1967] (p. 3789, 3790).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Nombre des logements sociaux; ses observations sur la location coopérative; ses*

avantages ; prêts du Crédit foncier [9 novembre 1967] (p. 4804) ; INFORMATION ET O.R.T.F. : *Question de la publicité à la télévision ; faiblesse du marché publicitaire français ; possibilité d'autoriser l'O.R.T.F. à effectuer certains emprunts ; nécessité d'inviter l'Office à adopter une véritable comptabilité analytique ; création d'une troisième chaîne ; émissions civiques ; création d'un office de relations publiques ; création du centre de diffusion française* [10 novembre 1967] (p. 4883, 4884) ;

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés : *Préparation au diplôme d'études comptables supérieures ; constitution de cabinets ; réforme des commissariats aux comptes ; création d'instituts d'études comptables* [12 décembre 1967] (p. 5781) ;

— sur la motion de censure : *Nécessité pour un Etat moderne de posséder un grand service de relations publiques ; rôle du service de liaison interministérielle pour l'information ; critiques négatives de l'opposition ; importance des modalités et des détails d'application en matière de publicité à la télévision ; ses observations sur les conventions passées entre l'O.R.T.F. et les intéressés* [24 avril 1968] (p. 1298, 1299).

OLLIVRO (M. Edouard), *Député des Côtes-du-Nord, 4e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Ses observations sur la solidarité régionale ; impossibilité d'admettre que 10 % des dépenses restent à la charge des communes ; plan ORSEC ; échouement du « Torrey Canyon » ; solidarité nationale ; ses observations sur l'idée d'une sorte de parrainage provisoire entre les cités touchées par la catastrophe et les autres stations balnéaires* [26 avril 1967] (p. 833, 834) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes de la jeunesse : *Evocation de quelques souvenirs personnels ; instruction civique ; exemple de Lanvollon où les jeunes ont participé, par leurs suggestions et leurs dessins au nouveau modelage de la cité ; ses observations sur les fêtes de Cornouaille à Quimper ; jeunesse se voulant européenne ; rôle de l'office franco-allemand ; exemple des jeunes normaliens de Saint-Brieuc qui ont fait une tournée de variétés dans toutes les villes du département des Côtes-du-Nord pour amener l'eau dans un village du Pérou ; importance du service de la coopération* [24 mai 1967] (p. 1276 à 1278).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Rôle du Ministère ; ses observations sur le VIe Plan ; possibilité de donner une plus grande initiative aux collectivités ; problème de la reconnaissance d'un budget pour les régions ; création d'indicateurs d'alerte régionaux ; ses observations sur les zones de rénovation rurale ; possibilité de prévoir un plan à long terme pour l'équipement des régions côtières ; création d'un institut analogue à l'institut pour le Sud en Italie pour l'Ouest de la France* [20 octobre 1967] (p. 3897, 3898).

ORNANO (M. Michel d'), *Député du Calvados, 3e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des

actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J. O.* du 20 janvier 1968] (p. 810).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 283) autorisant la ratification de la convention consulaire, du protocole et des deux échanges de lettres annexes, signés à Paris le 18 juillet 1966 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, **n° 306** [9 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 527) autorisant la ratification de la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Paris le 28 juillet 1967, **n° 586** [14 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée », **n° 716** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Naufrage du « Torrey Canyon »; protection et transports des hydrocarbures; insuffisance de la participation des navires français; mesures de protection; plan ORSEC; protection des côtes; problème des pavillons de complaisance; fixation de nouvelles normes en ce qui concerne la construction des navires et la qualification des équipages; possibilité de prévoir des normes pour les équipages en créant des brevets; tonnage des navires; nécessité de prévoir de grands ports d'éclatement; exemple de Cherbourg; dégâts provoqués par les délestages volontaires en mer; utilisation des stations de dégazage; ses observations sur les différentes sanctions possibles: retraits des brevets d'équipage, amendes, interdiction de revenir sur les côtes souillées par leurs fautes* [26 avril 1967] (p. 826, 827).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention consulaire, du protocole et des deux échanges de lettres annexes signés à Paris le 18 juillet 1966 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, en qualité de *Rapporteur : Relations consulaires entre la France et les Etats-Unis; convention de Vienne de 1963; ses observations sur l'expression « agent consulaire »; notification du nom du gérant intérimaire; immunités reconnues aux ressortissants des postes consulaires; droit de refus de témoignage du consul; situation des agents consulaires* [13 juin 1967] (p. 1785, 1786);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège signé à Paris le 8 février 1967 entre le Gouvernement de la République française et la conférence internationale des

contrôles d'assurances des Etats africains, français et malgache, en qualité de *Rapporteur suppléant : Convention dite de « coopération en matière de contrôle des entreprises et opérations d'assurances »; harmonisation des marchés de l'Afrique francophone sur le modèle du type en vigueur pour les assurances en France; fonctionnement administratif de l'organisation; immunités de la C.I.C.A.* [13 juin 1967] (p. 1787).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Ses observations sur la candidature de la Grande-Bretagne au Marché commun; difficultés économiques; question de savoir si la Grande-Bretagne accepterait les structures du tarif extérieur commun; main-d'œuvre active agricole en Grande-Bretagne; dimension des industries britanniques; équilibre de la balance des paiements; spécialisation industrielle dans le domaine international; évolution politique de la Grande-Bretagne; fonctionnement des institutions du Marché commun; nécessité pour l'Europe d'assurer sa défense et de définir sa politique étrangère* [15 juin 1967] (p. 1871, 1872).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME : *Organisation des structures publiques; politique de répartition géographique des crédits; conséquences de la réforme des ressources des collectivités locales; ses observations sur les côtes de la Manche; crédits destinés au nautisme; application de la T.V.A.* [19 octobre 1967] (p. 3814); COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur la basse Normandie; sa démographie; son urbanisation; son agriculture; son économie laitière; principes d'une politique d'aménagement pour la basse Normandie; nécessité de reviser les zones de rénovation industrielle et d'aide à la décentralisation; développement de l'autoroute de Normandie; fonctionnement des institutions régionales; interventions du fonds d'investissement et d'aménagement du territoire* [20 octobre 1967] (p. 3893, 3894);

— du projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 28 juillet 1967, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6044).

ORTOLI (M. François).

Ministre de l'Equipement et du Logement
du 28 avril 1967 au 31 mai 1968.

Ministre de l'Education Nationale
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.]

Est nommé Ministre de l'Equipement et du Logement (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 28 avril 1967 [*J. O.* du 29 avril 1967] (p. 4371).

Cesse d'être Ministre de l'Equipement et du Logement.

Devient Ministre de l'Education nationale (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Education nationale (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Interventions :

Associe le Gouvernement à l'hommage rendu à la mémoire de Raymond Tézier [9 mai 1967] (p. 936).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration de l'habitat : *Situation du patrimoine immobilier ancien; ses observations sur la « table ronde » réunie par M. Nungesser; problèmes fiscaux, financiers et juridiques; admission sur le marché des créances hypothécaires des effets représentatifs de prêts hypothécaires destinés au financement des travaux de modernisation; extension de l'épargne-logement aux travaux d'amélioration permettant d'atteindre les normes minimales d'habitabilité; campagne d'information lancée par le comité national d'action pour la modernisation de l'habitat* [9 mai 1967] (p. 940); Art. 2, 3, 4,

4 *bis*, 4 *ter*, 5, 6 : *Ses observations sur les amendements* (p. 941 à 943); *conditions de remboursement; problème de la compétence* (p. 943, 944); Art. 8 : *Ses observations sur l'amendement de M. de Grailly* (p. 944); *détermination des règles de compétence* (p. 945); Art. 6 (suite) : *Ses observations sur l'amendement relatif à cet article* (p. 947); en deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1967] (p. 2136); Art. 4 : *Son sous-amendement tendant à supprimer, dans l'amendement de M. Delachenal, à la fin du texte proposé pour la première phrase du dernier alinéa de l'article 4, les mots « ou à défaut, par le président du tribunal de grande instance statuant en référé »* (p. 2137, 2138); Art. 5 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Delachenal; ses observations sur l'indice du coût de la construction* (p. 2138); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, après les mots « évalué à la date de sa sortie », à insérer les mots « dans les conditions fixées par décret »* (p. 2138); en troisième lecture : *Ses observations sur ce texte* [1er juillet 1967] (p. 2536);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Augmentation de la population urbaine de la France entre 1913 et 1954; nombre de personnes résidant en ville en 1985; problème de la création de villes nouvelles et de l'extension de villes existantes; organisation des actions publiques et privées concourant au développement des villes; bases d'une politique foncière cohérente; nécessité de faciliter et de clarifier les modalités de financement des équipements à la charge des collectivités publiques; loi du 15 juin 1943; ses observations sur les zones à urbaniser en priorité et sur les zones d'aménagement différé; plans d'urbanisme; séparation imparfaite des prévisions à long terme et des règles imposées aux collectivités publiques et aux particuliers; définition des droits des propriétaires; défaut de cohérence entre la programmation des équipements collectifs et les perspectives probables de l'urbanisation; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme; plan d'occupation des sols; équilibre entre l'extension des agglomérations et le maintien des activités agricoles; interpénétration des milieux urbains et ruraux; définition des zones réservées à l'agriculture; coefficient d'occupation des sols; critiques faites aux réserves selon la réglementation actuelle; ses observations sur la concession d'usage des sols; pratique actuelle des cessions et rétrocessions des terrains expropriés et occupés; association de l'Etat et des collectivités locales; action des propriétaires privés; effort financier sur le marché foncier; ses observations sur la voie urbaine; part de l'Etat dans les travaux de voirie urbaine rapide; préfinancement des zones d'aménagement concerté affectées à l'habitation; rôle du fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme; objectifs du Ve Plan; réserves foncières; problèmes que le développement de l'urbanisation pose aux agriculteurs; action des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural; question du permis de construire; simplification des textes réglementaires; problème de l'expropriation; distinction entre la phase administrative et la phase judiciaire; rôle du juge judiciaire; nécessité de permettre les regroupements de propriétaires en vue du remembrement, de la construction, de la gestion d'ouvrages d'intérêt collectif ou de toutes opérations d'urbanisme qu'ils auraient la volonté d'entreprendre; rôle de l'association foncière urbaine; institution d'une taxe d'équipement; lutte contre la spéculation sur les terrains à bâtir* [20 juin 1967] (p. 1944 à 1949); *participation des collectivités locales à l'élaboration des documents de planification urbaine; ses observations sur les commissions d'urbanisme; schéma directeur; enquête publique; information de la population; rôle des agences d'urbanisme; cas des villes moyennes et des communes rurales; sa conception de l'urbanisme dans certains de ses rapports avec l'agriculture; cas de la région parisienne; problème du schéma directeur; établissement des schémas de secteurs et des plans d'occupation des sols; redevance de surdensité; coefficient d'occupation; critique de la centralisation; réforme des services extérieurs du Ministère de l'Equipement; question des dérogations et des sursis à statuer; création d'un droit foncier stable; délais de délivrance du permis de construire; taxe d'équipement; abandon de la vérification* a priori; *problème des zones à urbaniser en priorité; prêts bonifiés par le F.N.A.F.U.; prix de revient des Z.U.P.; action du Gouvernement en matière de logement; cas des habitations à loyer modéré; réserves foncières; principe de la réforme de l'expropriation* [21 juin 1967] (p. 2024 à 2027); *multiplication du nombre des juges fonciers; situation des expropriés; sort des agriculteurs; rénovation urbaine; ses observations sur les concessions immobilières; ques-*

tion du financement par les collectivités locales ; augmentation des prêts consentis aux collectivités ; problème de la modernisation et de l'adaptation de la fiscalité locale (p. 2027, 2028); Art. 1er : *Question du droit au logement* (p. 2034); Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Triboulet* (p. 2036); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Defferre* [22 juin 1967] (p. 2053); *association des collectivités et de certaines organisations intéressées à l'élaboration des schémas directeurs* (p. 2055); *association des chambres d'agriculture à l'élaboration des schémas directeurs* (p. 2056); *ses observations sur l'amendement de M. Bozzi ; consultation des communes, délibération devant être acquise dans un délai de trois mois dans certaines conditions* (p. 2057, 2058); *cas de la région parisienne* (p. 2058, 2059, 2060); *schéma directeur de la région parisienne* (p. 2061); Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Defferre* (p. 2064); *création de parcs de stationnement* (p. 2069); Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les amendements de MM. Triboulet et Bozzi* (p. 2071); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Problèmes de la région parisienne ; possibilité de prévoir une période transitoire* (p. 2072); *agriculteurs devant être associés à l'établissement des documents d'urbanisme* (p. 2073); *établissement du plan d'occupation des sols* (p. 2073); après l'Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Gouvernement s'opposant à l'amendement de M. Boscher* (p. 2074); Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les plans provisoires d'occupation des sols ; exemple de l'aménagement du Languedoc et de l'Aquitaine ; détermination des organismes qui peuvent être consultés sur les schémas directeurs et les plans d'occupation des sols* (p. 2075); *son opposition à l'amendement de M. Poniatowski* (p. 2076) *et aux amendements de MM. Boscher et Bozzi* (p. 2077); *plans provisoires d'occupation des sols ne devant pas être en contradiction avec les schémas directeurs* (p. 2078); *ses observations sur les paroles de M. Pisani* (p. 2080); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les Z.U.P. et les zones industrielles* (p. 2080, 2081); *accord des collectivités locales pour la création des Z.U.P.* (p. 2082); *loi du 26 juillet 1962 ; nécessité de préciser, pour les plans d'occupation des sols, les effets des décisions créant des zones opérationnelles* (p. 2083); *ses observations sur les dispositions transitoires* (p. 2084); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Sursis à statuer* (p. 2085); *ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2086); *cas où le terrain viendrait à faire l'objet d'une transmission pour cause de décès* (p. 2087); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son opposition à l'amendement de M. Defferre* (p. 2088); *forêts de la forêt parisienne* (p. 2088); *nécessité de permettre aux collectivités d'entretenir les espaces verts et d'en disposer pour l'usage public* (p. 2089); *opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Wagner* (p. 2091); après l'Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les amendements de M. Bozzi* [26 juin 1967] (p. 2173); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Cas de dépassement de la limite de densité* (p. 2174); *possibilité de construire avec une densité supérieure sur certains territoires* (p. 2175); *caractère exceptionnel de la redevance de « surdensité » ; ses observations sur les « prescriptions d'architecture »* (p. 2175); *affectation de la redevance de surdensité* (p. 2177); *calcul de l'assiette de la T.V.A.* (p. 2178); Art. 22 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Problème du financement des études d'urbanisme* (p. 2179); *établissement de schémas directeurs ou de plans d'occupation des sols* (p. 2179); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Pluralité d'établissements publics nationaux d'études et de recherches* (p. 2180); *nécessité d'effectuer les études d'urbanisme dans un cadre où pourra s'exercer la véritable autorité finale ; nécessité d'associer toutes les autorités responsables* (p. 2181); *association des collectivités locales et des organisations professionnelles ; composition des conseils d'administration* (p. 2182, 2183); Art. 2 : *Délai retenu pour l'approbation des plans d'occupation des sols* (p. 2184); après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 2185); Art. 3 : *Durée des dispositions provisoires* (p. 2185, 2186); *coefficients provisoires d'occupation des sols* (p. 2186); *consultation des conseils municipaux* (p. 2186, 2187); *son sous-amendement tendant à ajouter dans l'amendement de M. Triboulet les mots « après l'institution de ces coefficients »* (p. 2188);

problème des servitudes d'établissement public; réglementation des servitudes (p. 2188, 2189, 2190); après l'Art. 4 : *Question des servitudes* non ædificandi *imposées aux terrains situés en bordure de mer dans les communes côtières dotées d'un plan d'occupation des sols* (p. 2191); après l'Art. 6 : *Problème du droit de contrôle de la Chambre d'agriculture sur une décision d'implantation industrielle* (p. 2193, 2194); *équilibre entre l'expansion urbaine et le maintien d'activité agricole* (p. 2194); après l'Art. 6 : *Codification des textes* [26 juin 1967] (p. 2196); Art. 8 : *Bilan des zones à urbaniser par priorité; délais de réalisation des Z.U.P.; problème financier* (p. 2199); *rétrocession des terrains à un prix aussi proche que possible du prix d'achat* (p. 2200); *crédits des réserves foncières* (p. 2200); *ses observations sur l'expression « lancement des nouvelles zones d'aménagement concerté »* (p. 2201); *problème de la substitution de la notion d'hectares à la notion de francs* (p. 2201); Art. 9 : *Crédits de l'agence foncière et technique de la région de Paris* (p. 2204); *objet du crédit destiné aux réserves foncières* (p. 2204, 2205); Art. 10 : *Financement des réserves foncières; problème du lien établi par M. Poniatowski entre la création de réserves et la suppression des Z.A.D. et des Z.U.P. sur le territoire de la commune* (p. 2206); *faculté d'expropriation devant rester sous le contrôle des élus* (p. 2207, 2208); *expropriations pour constituer des réserves foncières* (p. 2208); *réserves foncières destinées à faciliter la création ou l'extension de villes* (p. 2209); après l'Art. 10 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Poniatowski* (p. 2210); *indemnité d'expropriation; législation relative aux baux ruraux* (p. 2212); avant l'Art. 13 : *Ses observations sur la procédure de municipalisation* (p. 2213); *cas des offices d'H.L.M.* (p. 2215); *identification physique des immeubles; leur situation juridique; création d'une fiche d'immeuble pour toute unité foncière située dans une commune à cadastre rénové soumise à un plan d'occupation des sols* (p. 2217); *fiche foncière en Allemagne et en Suisse* (p. 2218); Art. 14 : *Ses observations sur l'expropriation; rôle du juge; pouvoir administratif du préfet; garanties pour l'exproprié; rationalisation du travail administratif; rationalisation du contentieux* [26 juin 1967] (p. 2223, 2224, 2225, 2226); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Gouvernement acceptant les amendements de M. Bozzi* (p. 2226); après l'Art. 14 : *Problème des délais* (p. 2227); après l'Art. 15 : *Notion de reconstitution à l'identique* (p. 2228, 2229, 2230); *problème de la composition de la juridiction; rôle des juges fonciers* (p. 2231); Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de MM. Bozzi et Baillot* (p. 2231); après l'Art. 16 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboule-* (p. 2231); *procédure d'expropriation conditionnelle* (p. 2232); *ses observations sur les amendements de M. Richard* (p. 2233); après l'Art. 20 : *Non-extension de la propriété commerciale à des personnes qui construisent sur le terrain d'autrui* (p. 2235); Art. 21 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet; rôle des S.A.F.E.R.* (p. 2236); après l'Art. 21 : *Rôle de la Commission de contrôle des opérations immobilières* (p. 2237); *problème des immeubles que détiennent les armées* (p. 2237); *question des forts situés autour de Paris* (p. 2238); *ses observations sur l'amendement de M. Ruais* (p. 2239); *dépôt d'un projet ou discussion d'un projet de loi reprenant les propositions de l'amendement de M. Ruais* (p. 2240); Art. 22, 23, 24, 25 et après l'Art. 25 : *Ses observations sur les amendements* (p. 2240, 2241); après l'Art. 25 : *Problème de la constitution d'office d'associations foncières urbaines* (p. 2241); Art. 27 : *Remembrement rural* (p. 2242); après l'Art. 32 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 2243); *ses observations sur l'article 682 du Code civil* (p. 2244); Art. 33 : *Simplification de la procédure; réforme du régime du permis de construire; nécessité de tenir compte du caractère esthétique du site* [27 juin 1967] (p. 2265); *ses observations sur l'article 86 du Code de l'urbanisme* (p. 2266); après l'Art. 33 : *Problème des constructions et travaux susceptibles d'exemptions* (p. 2266); *exemple d'un arrêté d'exemption pris au profit des services de la marine* (p. 2266, 2267); après l'Art. 34 : *Certificat de conformité* (p. 2268); *amélioration de la procédure de délivrance du permis de construire* (p. 2268, 2269); Art. 35 : *Droit de visite pour l'administration* (p. 2269); Art. 36 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2270); après l'Art. 36 : *Compétences en matière de permis de construire n'étant pas du domaine législatif* (p. 2270); *problème des servitudes* (p. 2770, 2771); *création de zones de réserves foncières* (p. 2281, 2282); Art. 50 : *Problème des constructions sociales* [28 juin 1967] (p. 2349);

Art. 51 : *Taux de la taxe légale d'équipement dans les communes de la région parisienne; district de la région de Paris* (p. 2349, 2350); *problème de la modification des taux* (p. 2350); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Taxe complémentaire de 25 francs par mètre carré de surface de plancher étant établie et versée au district de la région de Paris)* (p. 2350); *son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa de son amendement à remplacer les mots « le taux de la taxe locale d'équipement ne peut dépasser 50 francs par mètre carré de surface de plancher » par les mots : « le taux de la taxe locale d'équipement tel qu'il est défini à l'article 50 ne peut dépasser 3 % »* (p. 2350); *son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa de son amendement à remplacer les mots : « dans les mêmes communes une taxe complémentaire de 25 francs par mètre carré de surface de plancher » par les mots : « dans les mêmes communes une taxe complémentaire de 2 % »* (p. 2350, 2351); *son sous-amendement tendant à supprimer le premier alinéa de son amendement et à remplacer le second par la phrase suivante: « Dans les communes de la région parisienne telle qu'elle est définie par l'article premier de la loi du 10 juillet 1964... une taxe de 1 % répondant aux caractéristiques des articles 49 et 50 est établie et versée au district de la région de Paris. »* (p. 2351); Art. 52 : *Ses observations sur l'amendement de M. Peretti* (p. 2352); Art. 55 : *Ses observations sur le système actuel de participation* (p. 2354); Art. 62 : *Développement des associations foncières urbaines* (p. 2354); *ses observations sur les amendements de MM. Triboulet et Rivain* (p. 2355); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de cet article (Application de l'exonération et de la décote visées au 3° de l'article 150* ter *du Code général des impôts)* (p. 2356); après l'Art. 62 : *Application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Triboulet* (p. 2356); Art. 63 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Indication de certaines dispositions fiscales; plus-value dégagée par la cession du terrain classé à une collectivité publique n'étant pas soumise à l'imposition prévue à l'article 150* ter *du Code général des impôts)* (p. 2356); Art. 67 : *Ses observations sur l'amendement de M. Valentino* (p. 2357); après l'Art. 62 : *Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 2357) *application de l'article 101, paragraphe I, du Règlement* (p. 2357);

En seconde délibération ,Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Bertrand Denis* [1er juillet 1967] (p. 2516); *plans d'occupation des sols* (p. 2516); *ses observations sur les amendements de MM. Bozzi et Triboulet* (p. 2517); Art. 10 : *Ses observations sur les amendements de MM. Triboulet et Bozzi* (p. 2518); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « ceux acquis par des collectivités locales ou pour leur compte et par des établissements publics relevant de l'Etat ou de ces collectivités », les mots : « aux collectivités locales, aux établissements publics groupant lesdites collectivités locales et ayant compétence en matière d'urbanisme ainsi que ceux acquis pour le compte de ces collectivités publiques »* (p. 2519); *cas des immeubles acquis pour le compte des collectivités* (p. 2519); Art. 25 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 2519); Art. 47 : *Son amendement tendant dans le premier alinéa de cet article, après les mots « l'organe délibérant de l'établissement public » à insérer les mots « si cette compétence n'appartient pas de plein droit audit établissement en vertu de son statut »* (p. 2527);

En deuxième lecture : *Caractère novateur du projet de loi; nécessité de mettre fin à l'urbanisme clandestin* [30 novembre 1967] (p. 5376); Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les paroles de M. Trorial* [30 novembre 1967] (p. 5377); *aménagement du pays; consultation des chambres d'agriculture; cas des régions agricoles et rurales; plans de développement agricole et rural* (p. 5378); *études d'aménagement rural* (p. 5380); *faculté pour les communes de demander l'établissement d'un plan d'occupation des sols; problème des moyens financiers; ses observations sur les conseils généraux* (p. 5381); *ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 5381); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les paroles de M. Chochoy* (p. 5382); *consultation éventuelle des organismes économiques, professionnels, sociaux et culturels par les communes lors de l'élaboration des plans d'occupation des sols* (p. 5383); *ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 5383); Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations*

sur l'amendement de M. Trorial (p. 5384), *et sur celui de M. Triboulet* (p. 5385); *ses observations sur les paroles de M. Triboulet* (p. 5385); *cas des petites communes; leurs plans d'occupation des sols; expérience des plans sommaires d'urbanisme* (p. 5386); Art. 14 de l'urbanisme et de l'habitation : *Liberté des maires et des conseils municipaux d'associer à leurs travaux divers intéressés* (p. 5387); *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Bozzi à insérer après les mots « groupant pousieurs communes » les mots « dont la population excède ce chiffre »* (p. 5388); *cas où une commune de plus de 100.000 habitants fait connaître son opposition* (p. 5388); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Opposabilité d'un plan rendu public* (p. 5389); *ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 5390); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les ports autonomes et les chambres de commerce; problème des zones industrielles* (p. 5391); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Suppression de la prorogation du délai supplémentaire de deux ans accordé à l'administration* (p. 5392); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Possibilité de permettre aux communes d'échanger des terrains à bâtir contre des terrains boisés* (p. 5394); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Problème des dérogations; dépassement des coefficients d'occupation des sols* (p. 5397); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe IV de cet article: « La participation constitue du point de vue fiscal un élément du prix de revinte du terrain sur lequel est édifiée la construction »* (p. 5398); *redevance de surdensité; problème du régime fiscal* (p. 5398); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Composition des conseils d'administration des établissements visés à cet article* (p. 5399, 5400); *son amendement tendant à remplacer le deuxième alinéa de cet article par la première phrase du deuxième alinéa du texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture: « Leur conseil d'administration est composé notamment de représentants de l'Etat et des communes intéressées »* (p. 5400); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Lancement d'un programme triennal (années 1968, 1969, 1970) applicable à la construction de voies urbaines rapides; participation budgétaire de l'Etat pour un montant de 3.600 millions de francs)* (p. 5405); *participation des collectivités locales au programme de voirie rapide* (p. 5405); Art. 32 *bis: Participation des propriétaires à l'opération de rénovation urbaine* (p. 5419); Art. 32 *quater: Problème des servitudes* (p. 5420) *notion de droits acquis* (p. 5420); Art. 32 *sexies: Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 5421); Art. 32 *septies: Question des lotissements inorganisés* (p. 5421); Art. 32 *octies: Ses observations sur les lotissements* (p. 5422); Art. 33 *bis: Ses observations sur l'amendement de M. Triboulet* (p. 5423); Art. 34 *bis: Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Bozzi* (p. 5423, 5424); Art. 35 et 36 : *Ses observations sur les amendements de MM. Bozzi et Triboulet* (p. 5424); après l'Art. 36 : *Implantation d'industrie en pleine campagne* (p. 5425); *Ses observations sur l'installation d'une cimenterie en bordure des vignobles de Bourgogne; installation d'une industrie sur des terres de grande valeur* (p. 5425); Art. 38 *bis* et 39 : *Ses observations sur les amendements* (p. 5428, 5429); *cas où le concessionnaire décide de rompre le contrat de concession* (p. 5429); Art. 40 : *Indemnité en cas de résiliation anticipée d'un contrat* (p. 5430); Art. 41 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 5431); Art. 45 : *Champ d'application de la concession immobilière* (p. 5431); Art. 46 A : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Financement des équipements urbains; imposition des plus-values foncières)* (p. 5431); *taxe d'urbanisation* (p. 5432); Art. 46 : *Son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture: « Une taxe locale d'équipement établie sur la construction, la reconstruction et l'agrandissement des bâtiments de toute nature est instituée »* (p. 5432); *ses observations sur les constructions édifiées dans les zones d'aménagement concerté* (p. 5433); Art. 47 : *Ses observations sur les amendements déposés sur cet article* (p. 5433, 5434); Art. 48 : *Notion de coût des équipements incorporés au prix de revient utilisé par des constructeurs* (p. 5434); *définition des zones d'aménagement concerté* (p. 5435); *taxe d'équipement* (p. 5435); *son amendement tendant, dans le paragraphe II de cet article, à substituer aux mots « en partie » les mots « en tout ou partie »* (p. 5435); *exonération de la taxe locale d'équipement* (p. 5435); *ses observa-*

tions sur l'amendement de M. Ruais (p. 5436); Art. 49 : *Ses observations sur cet article et sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 5437); Art. 50 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Assiette de la taxe)* (p. 5438); *fixation du taux de la taxe* (p. 5438); *modification de son amendement* (p. 5438); Art. 51 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 5438); Art. 52 : *Son amendement tendant à substituer aux alinéas 2 à 6 de cet article les trois alinéas adoptés par l'Assemblée Nationale en première lecture (Paiement de la taxe)* (p. 5439); *ses observations sur le sous-amendement de M. Rivain* (p. 5439); Art. 56 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 5439); Art. 60 : *Ses observations sur les amendements déposés sur cet article* (p. 5440); *application de l'article 101 du Règlement* (p. 5441); En seconde délibération, Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Constitution de réserves foncières)* (p. 5441); *rôle des districts urbains pour la constitution de réserves foncières* (p. 5441); *ses observations sur le sous-amendement de M. Fanton* (p. 5441); *cas du district de la région de Paris* (p. 5441); Art. 16 *ter : Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa du texte proposé pour le paragraphe I de l'article 22* bis *de l'ordonnance du 23 octobre 1958, après les mots « des intéressés » à insérer les mots « si cela est possible »* (p. 5442); Art. 16 *quater : Son amendement tendant après le mot « doit » à rédiger comme suit la fin de cet article : « si cela est possible dans le secteur en question, être offert dans une maison de type analogue et n'excédant pas les normes H.L.M. »* (p. 5442); Art. 21 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article* (p. 5442). Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Ses observations sur ce texte* [15 décembre 1967] (p. 5971); *élaboration des documents d'urbanisme; sauvegarde des espaces verts* (p. 5972); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de l'article 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation par de nouvelles dispositions (Prorogation du délai)* (p. 5976); *réserves pour services publics* (p. 5977); *son amendement tendant dans le deuxième alinéa de l'article 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation à ajouter après le mot « composé » le mot « notamment »* (p. 5977); *composition des conseils d'administration des établissements publics chargés d'études et de recherche en matière d'urbanisme* (p. 5977); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du second alinéa de cet article (Cas où l'expropriant offre un local de remplacement en application du deuxième alinéa de l'article 22)* (p. 5977); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 32* septies *(Modifications des divisions de propriété; cas des subdivisions de lots provenant eux-mêmes d'un lotissement)* (p. 5977); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III de l'article 46 A : « La taxe d'urbanisation pourra s'imputer sur l'imposition des plus-values sur terrains à bâtir prévue aux articles 150* ter *à 150* quinquies *du Code général des impôts »* (p. 5977); *taxe d'urbanisation; imposition des plus-values foncières* (p. 5977); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 49 : « Cette valeur est déterminée forfaitairement en appliquant à la surface de plancher développée hors œuvre, une valeur au mètre carré variable selon la catégorie des immeubles fixée par décret en Conseil d'Etat »* (p. 5978); *assiette de la taxe locale d'équipement* (p. 5978); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 51 (Cas des communes de la région parisienne; détermination d'une taxe complémentaire de 1 %)* (p. 5978); *son amendement tendant à substituer aux alinéas 2 à 6 de l'article 52 trois nouveaux alinéas (Paiement de la taxe)* (p. 5978);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la réquisition temporaire de terrains nécessaires aux aménagements et installations provisoires destinés au déroulement des X^e^ Jeux olympiques d'hiver de Grenoble : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1967] (p. 2135);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Eugène Claudius-Petit tendant à reporter au 1^er^ janvier 1968 l'application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions; 2° de M. Wagner relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction : *Ses observations sur ce texte* [23 juin 1967] (p. 2141); Art. 4 : *Ses observations sur les vices apparents* (p. 2142); *délai d'exécution des travaux* (p. 2142); après

l'Art. 6 : *Durée de la responsabilité en matière de menus ouvrages* (p. 2142); Art. 7 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Lolive* (p. 2142); après l'Art. 9 : *Opposition du Gouvernement à l'amendement de M. Rabourdin; information de l'acquéreur* (p. 2143); Art. 10 : *Fonds versés par l'acquéreur à un compte ne restant pas indisponible indéfiniment* (p. 2144); Art. 11 : *Gouvernement acceptant l'amendement de M. Claudius-Petit* (p. 2144); Art. 13 : *Ses observations sur les garanties pour vices d'ouvrages* (p. 2145); En deuxième lecture : *Ses observations sur ce texte et sur l'amendement de M. Wagner à l'article 5* [1er juillet 1967] (p. 2537);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Caractère et importance du budget; problème routier; problème foncier; question du logement; utilité de la constitution d'un Ministère de l'Equipement; collaboration avec les collectivités locales; mise en place d'une administration moderne; voirie urbaine; réserves foncières; ses observations sur les directions départementales de l'équipement et le service régional de l'équipement; constitution d'une direction du personnel et d'une direction des affaires financières et de l'administration générale; entretien des routes; réforme des services extérieurs de l'équipement; problème du paiement des heures supplémentaires et des frais de déplacement des conducteurs et agents de travaux; équipement des services; réforme des services des ponts et chaussées; ses observations sur les ports maritimes et les voies navigables; politique portuaire; problème des ports moyens et petits; question des ports de plaisance; aménagement du Languedoc-Roussillon; problèmes posés par la réception éventuelle de pétroliers géants de 500.000 tonnes; cas du bassin de la Seine et du nord de la France; aménagement de la haute Seine; modernisation de la basse Seine; mise à grand gabarit de la liaison Dunkerque-Valenciennes; axe mer du Nord-Méditerranée; aménagement de la Moselle entre Metz et Frouard; programme envisagé pour le Rhône entre Lyon et Arles; aménagement de la Saône; ses observations sur la branche alsacienne; question des routes; ses observations sur les autoroutes de liaison; problème de la voirie urbaine; projet de loi d'orientation urbaine et foncière; réalisation du plan; politique d'aménagement foncier et d'urbanisme; problème des études et des plans d'urbanisme; ses observations sur les travaux de recherches et les études méthodologiques; mise en place d'un Institut de recherches d'urbanisme; rôle du service central technique de l'aménagement et de l'urbanisme; crédits du F.N.A.F.U.; réserves foncières; opérations de rénovation urbaine; suppression des bidonvilles; opérations de Lille-Saint-Sauveur et de Lyon-la-Part-Dieu; ses observations sur les Z.U.P.; problème des villes nouvelles; prix du terrain équipé dans une Z.U.P.; problème des plans-masse; question du logement; modes de financement; nombre de logements invendus; octroi rétroactif de prêts différés à des programmes terminés; rachat par la Caisse des dépôts et consignations d'un certain nombre de logements au prix de revient; amélioration des structures de financement; développement de l'épargne-logement; marché hypothécaire; décision consistant à porter le crédit aux promoteurs réescomptable auprès de la Banque de France d'une fois et demie à trois fois le montant de l'apport propre du promoteur; réduction du coût de la construction; zones d'aménagement concerté; problème des petits logements; établissement des programmes pluriannuels; expérience de Villagexpo; ses observations sur les P.S.R., les H.L.M. et les I.L.N.; nombre de primes convertibles; question des primes sans prêts* [9 novembre 1967] (p. 4787 à 4794); *accession à la propriété des H.L.M.; question du règlement de copropriété* (p. 4794); *logement social; secteur des H.L.M.; simplification des formalités administratives; maisons individuelles; problème des coûts de construction; ses observations sur les catégories sociales les plus défavorisées; question des sociétés d'économie mixte; immeubles à loyer normal; problèmes de relogement; cas des régions rurales; programmes sociaux de relogement; ses observations sur les logements invendus; examen des dossiers présentés au F.D.E.S. en matière de rénovation; ses observations sur les Z.U.P.; fichier des mallogés; sociétés d'H.L.M. coopératives; primes accordées au Finistère; problème des bidonvilles; dérogations au prix-plafond des constructions sociales; cas de la région Rhône-Alpes; organisation du Ministère; problèmes de personnel; rémunération des heures supplémentaires; Institut géographique national; décentralisation de l'Institut géographique national à Bordeaux; situation des ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées; augmen-*

tation des salaires; titularisation d'ouvriers des parcs; ses observations sur les voies navigables; problème de l'Oise; liaison Rhin-Rhône; aménagement de la Saône; aménagement de la section de Bourogne; réparation des dégâts subis par les berges de la Seine entre Rouen et la mer; liaison Seine-Est; aménagement de l'Oise; ses observations sur la Meuse; crédits affectés aux ports; cas du port de Dunkerque; problème des ports pétroliers; aménagement de ports-relais; site du golfe de Fos; problèmes du port de Cherbourg; convention collective du personnel des ports autonomes; déficit du budget des routes; aménagement des autoroutes de la vallée de la Loire; villes nouvelles; programme routier; problème de la constitution d'un office national des routes; question des emprunts; problème de la déclaration d'utilité publique de la section Belfort-Montbéliard et de la déviation de Mulhouse; question du pont de Solférino; desserte d'Orly-Rungis; liaison Pampelune-Bayonne; ses observations sur le sinistre causé par le séisme d'Arette dans les Basses-Pyrénées; choix qui pourrait être offert aux sinistrés de reconstruire ou de conserver leurs chalets (p. 4826 à 4831); *ses observations sur l'amendement de M. Royer* (p. 4832); *aménagement des deux ponts de Lyon; ses observations sur l'accès à la Saône* (p. 4832); *travaux d'aménagement de la Saône* (p. 4833); *bureau central d'étude pour les équipements d'outre-mer* (p. 4833); *primes avec prêt différé; ses conditions d'attribution* (p. 4834); *ses observations sur les paroles de M. Denvers* (p. 4835); Art. 55 : *Nombre des H.L.M.; programme des I.L.N.* (p. 4836); après l'Art. 57 : *Ses observations sur les amendements de M. Ballanger et de M. Boscher* (p. 4837).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne : *Rôle et place de la région parisienne dans l'équipement général de la nation ; nécessité de maintenir la place de Paris dans le monde; effort d'équipement exigé par l'agglomération de Paris; rôle de Paris; capitale politique et centre international; développement du secteur tertiaire assurant des emplois aux immigrants potentiels; politique des métropoles d'équilibre; création en 1961 du District de la région parisienne; organisme d'études et de conception; mise en place de la nouvelle organisation administrative avec les huit départements et la préfecture régionale; mesures prises en matière d'aménagement foncier : constitution de zones d'aménagement concerté, élargissement de l'autoroute du Sud, poursuite de la construction de l'autoroute de l'Ouest et du Sud-Ouest, engagement de travaux concernant la rocade de Seine-et-Oise; opération des Halles; difficulté de comparer ce qui a été fait dans la région parisienne avec ce qui a été fait pour la province; intérêt d'un document de planification à long terme d'une agglomération; nécessité de compléter le schéma directeur par la loi d'orientation foncière, par des schémas de secteur, des plans d'occupation des sols, élaborés conjointement par l'Etat et les collectivités locales; affectation d'une partie du personnel de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme aux nouvelles directions départementales de l'équipement; évolution des méthodes de planification urbaine; organisation administrative de la région parisienne; loi du 10 juillet 1964 instituant sept départements nouveaux; problème posé par la préfecture régionale; responsabilités confiées aux préfets de la région parisienne* [17 novembre 1967] (p. 5079 à 5083, 5091).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives aux problèmes du logement : *Définition des objectifs du V^e Plan; orientation du budget 1968; effort en faveur du secteur privé; amélioration du mécanisme de financement du secteur des primes et prêts; formule de la location-vente; système des annuités progressives en matière de prêts du Crédit foncier; mesures prises par le Gouvernement en faveur des H.L.M.; allocation-logement; construction de garages; intentions du Gouvernement d'obtenir une baisse relative et de protéger les acquéreurs d'appartements; incidence finale de la T.V.A. pour les logements; évolutions de la technique; recours aux éléments préfabriqués; développement de la standardisation; charges foncières; la politique des Z.U.P. et des Z.A.D.; développement des infrastructures; création de villes nouvelles; restructuration du centre des villes; problème des charges annexes; permis de construire; certificat d'urbanisme; nécessité de faire du marché du logement un véritable marché* [15 décembre 1967] (p. 5956 à 5961); *offices H.L.M. de la région parisienne; problèmes juridiques se posant à l'occasion de l'acquisition de certains immeubles; problème des mal-logés de la région parisienne; nombre d'H.L.M. construites; évolution de la cons-*

truction sociale en France ; les conditions d'occupation ; évolution générale des loyers ; problèmes d'expropriation et de rénovation urbaine ; village olympique de Grenoble (p. 5967, 5968).

Répond à la question orale, sans débat, relative aux problèmes de logement [19 avril 1968] (p. 1212, 1213).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Krieg, tendant à modifier la loi nº 54-781 du 2 août 1954, en vue de faciliter les possibilités de logement des étudiants et des personnes seules : *Ses observations sur ce texte* [25 avril 1968] (p. 1351) ; Art. 3 : *Ses observations sur l'amendement de M. Baillot* (p. 1351) ; Art. 4 : *Prix des chambres louées* (p. 1352).

ORVOËN (M. Louis), *Député du Finistère, 8e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission plénière de contrôle du conseil d'administration de la caisse nationale de crédit agricole [22 juin 1967] (p. 2095).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative au prix des produits laitiers et de la viande [12 avril 1967] (p. 604) : *Déception des milieux agricoles devant le prix d'orientation fixé pour le bœuf et le prix indicatif du lait ; accroissement de l'écart entre le prix réel payé au producteur et le prix indicatif du lait ; frais de ramassage* (p. 609, 610).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Naufrage du « Torrey Canyon » ; ses conséquences sur la vente du poisson ; situation critique de nombreux marins ; problème des réparations ; faiblesse de l'industrie des pêches en Bretagne ; causes d'une telle situation ; rôle du fonds régional d'organisation du marché pour la Bretagne ; création d'ateliers de filtrage, de salaison et de conserverie* [26 avril 1967] (p. 841).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur les sursis accordés aux jeunes gens pour poursuivre leurs études ; cas des jeunes gens soutiens de famille ; sort des sous-officiers en retraite* [24 octobre 1967] (p. 4058) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problèmes de l'équipement ; revenu moyen des agriculteurs* [8 novembre 1967] (p. 4657) ; *cours de la viande ; problème des jeunes agriculteurs ; crédits destinés au soutien des marchés ; problème de l'attribution des bourses d'études ; situation des ostréiculteurs et des mytiliculteurs ; adductions d'eau ; décrets relatifs aux zones de rénovation rurale ; exemple de la Bretagne ; effondrement des cours du porc ; possibilité de prévoir une cotation uniquement bretonne ; achats de la S.I.B.E.V. ; crédits accordés aux industries de transformation ; aménagement des bâtiments d'élevage* (p. 4657, 4658).

P

PALEWSKI (M. Jean-Paul), *Député des Yvelines, 2e circonscription (U.D.- Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [30 juin 1967] (p. 2502).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à réserver aux travaux de décoration un pourcentage de 1 % des crédits de construction ouverts aux administrations de l'Etat, aux départements, aux communes, ainsi qu'aux collectivités publiques dotées de l'autonomie administrative et financière, **n° 35** [12 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426); Annexe n° 37 : Ministère des Armées. I. — Problèmes généraux. III. — Dépenses en capital; Annexe n° 38 : Budgets annexes des essences et poudres, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Interdépendance des économies; problème des liquidités internationales; monétisation d'avoirs réels autres que l'or; situation après les réunions de Londres et de Rio de Janeiro; conférence des Dix à Londres; pratique des « droits de tirage spéciaux »; déficit des balances des paiements des pays dont la monnaie est considérée comme monnaie de réserve; question d'étendre le système des monnaies de réserve; création d'une banque centrale supranationale; problème de savoir s'il faut revenir à l'étalon-or; problème de l'équilibre de la balance des paiements internationaux; ses observations sur la procédure budgétaire* [12 octobre 1967] (p. 3560 à 3562); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Ses observations sur l'armement, les essences et les poudres; problème des « retombées » économiques des crédits militaires; formation professionnelle; répartition des dépenses; part des forces nucléaires stratégiques; part du budget militaire dans l'ensemble du budget de la nation; service militaire; durée de nos lois de programme; coût des armements militaires; adaptation des structures industrielles à l'agrandissement du marché* [24 octobre 1967] (p. 4023, 4024); *modernisation de l'armée; formation d'un esprit interarmées* (p. 4024, 4025); après l'Art. 38 : *Ses observations sur l'amendement de M. Hébert*

(p. 4063); AFFAIRES CULTURELLES : *Utilisation des crédits; enseignement artistique; éducation artistique; situation des conservateurs régionaux; nécessité d'un plan régional culturel; relations du Ministère des Affaires culturelles avec les autres Ministères; relations avec l'O.R.T.F.* [9 novembre 1967] (p. 4765, 4766);

— du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites : *Problème des crédits; composition des commissions des sites; établissement d'une liste départementale de protection des sites* [6 décembre 1967] (p. 5624, 5625); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Etablissement d'une liste des monuments d'intérêt historique ou artistique et des sites dans chaque département)* (p. 5626); *nécessité d'associer davantage les conseillers généraux à l'action du Gouvernement* (p. 5626); *moyens par lesquels une liste départementale pourra être instituée* (p. 5627); *retrait de son amendement* (p. 5627); Article additionnel : *Ses observations sur les sites de campagne* (p. 5629, 5630);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention : *Certificat d'utilité; unification des législations; système du brevet sans examen; système de l'examen préalable; système de l'avis documentaire; obtention du certificat documentaire* [14 décembre 1967] (p. 5866, 5867); Art. 1er : *Titre de propriété délivré par l'institut national de la propriété industrielle* (p. 5867); Art. 8 *quater : Activité inventive* (p. 5870); Art. 16 : *Rejet de toute demande de brevet dont la description n'expose pas l'invention de façon suffisante* (p. 5871, 5872); *ses observations sur le sous-amendement de M. Foyer* (p. 5872); Art. 18 : *Etablissement de l'avis documentaire* (p. 5872); *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Herzog par la phrase suivante : « Pendant ce même délai, le déposant peut également transformer sa demande de certificat d'utilité en demande de brevet »* (p. 5872); *transformation du certificat d'utilité en demande de brevet* (p. 5872, 5873); Art. 26 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Introduction d'une demande de revision par le titulaire du brevet dans un délai d'un an)* (p. 5874); *action en revision* (p. 5874); Art. 38 : *Son sous-amendement tendant après les mots dans l'intérêt public » à rédiger ainsi la fin de l'amendement de M. Herzog : « à un régime de licence obligatoire d'office »* (p. 5875); *rôle de l'Etat* (p. 5875); *ses observations sur les licences obligatoires d'office* (p. 5876); *ses observations sur l'amendement de M. Olivier Guichard; cas où la demande de licence obligatoire est faite par un tiers* (p. 5877); Art. 38 *bis : Ses observations sur les possibilités de fraude* (p. 5878); Art. 52 : *Procès en contrefaçon* (p. 5880); Art. 59 : *Ses observations sur l'amendement de M. Herzog* (p. 5882); Art. 59 C : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer à la référence 38* bis *« la référence* 38 *A »* (p. 5883); *retrait de son amendement* (p. 5883);

— du projet de loi relatif à l'exploitation du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles : *Ses observations sur les paroles de M. Lemaire; définition du « plateau continental »; objectifs d'une convention internationale* [15 mai 1968] (p. 1833).

PALMERO (M. Francis), *Député des Alpes-Maritimes, 4e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [29 juin 1967] (p. 2416);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution

(n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Cesse d'appartenir à cette Commission [16 mai 1968] (p. 1924).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Cesse d'appartenir à cette Commission [16 mai 1968] (p. 1924).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 créant une agence de défense des biens et intérêts des rapatriés, **n° 86** [12 avril 1967].

Sa proposition de résolution tendant à modifier l'article 65 du Règlement relatif au vote par scrutin public, **n° 134** [20 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi (n° 17), adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 175 du Code pénal, **n° 127** [20 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 75), tendant à compléter les dispositions du livre IV du Code de l'administration communale relatives aux traitements des agents communaux, **n° 285** [8 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à assurer la protection juridique des Français spoliés outre-mer ou rapatriés, **n° 387** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter le Code électoral, en vue de la prise en considération des bulletins blancs dans le calcul de la majorité absolue, **n° 438** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Pollution des mers par les hydrocarbures; hécatombe d'oiseaux provoquée par le Torrey Canyon; conséquences économiques de cette catastrophe sur le tourisme et les pêches; résidus de lavage des cuves représentant environ 1 % du tonnage transporté; nécessité de renforcer le contrôle international; question de la nationalité des navires; problème de la protection de la Méditerranée* [26 avril 1967] (p. 829, 830).

Prend part à la discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier l'article 175 du Code pénal, en qualité de *Rapporteur: Maires adjoints ou conseillers municipaux délégués ne pouvant effectuer des travaux pour le compte des communes qu'ils administrent ni devenir leurs fournisseurs; ses observations sur l'article 16 du Code de l'administration communale qui fixe la composition des conseils municipaux et établit une certaine hiérarchie des communes* [25 mai 1967] (p. 1313, 1314); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour être inséré après le troisième alinéa de l'article 175 du Code pénal, à substituer aux mots « mille habitants » les mots « mille cinq cents habitants »* (p. 1314); *son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour être inséré après le troisième alinéa de l'article 175 du Code pénal, à substituer aux mots « pourront passer avec les communes qu'ils représentent des marchés » les mots « pourront soit traiter sur mémoires ou sur simples factures, soit passer des marchés avec les communes qu'ils représentent »* (p. 1314); *ses observations sur son amendement* (p. 1314); Art. 2 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi cet article:* « 1° *Les alinéas 4 et suivants de l'article 175 ancien du Code pénal deviennent l'article 175-1 nouveau du même code;* 2° *L'avant-dernier alinéa de l'article 175-1 nouveau visé au paragraphe 1*

ci-dessus est ainsi rédigé : « Il en sera, en outre, frappé de l'incapacité édictée par le deuxième alinéa de l'article 175 » (p. 1314).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'Education nationale : *Instruction étant obligatoire jusqu'à 16 ans; manque de locaux; retard dans l'exécution des programmes de constructions scolaires; problèmes de personnel; centres de formation; formation professionnelle technique; création des sections d'éducation professionnelle sur la base d'une convention type liant les professions à l'Education nationale; bourses; classes-ateliers; carte scolaire; formation des futurs maîtres de l'enseignement du second degré; réforme de l'enseignement supérieur; durée normale de scolarité dans les I.P.E.S.; faculté de Brest; faculté des sciences de Nice; insuffisance de l'encadrement des étudiants; manque de personnel technique des laboratoires de recherche* [30 mai 1967] (p. 1400 à 1402).

Son rappel au Règlement : *Discussion des propositions de loi relatives à l'indemnisation des rapatriés et des propositions de loi concernant l'amnistie* [27 juin 1967] (p. 2284).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Insuffisance de l'augmentation de la masse salariale de la fonction publique; situation des catégories C et D; suppression des abattements de zones; cas des retraités; problème de l'augmentation de la pension des veuves; question de la reversibilité de la pension de la femme sur le mari survivant; indemnité de résidence; cas des retraités des anciennes caisses locales d'Afrique du Nord et d'outre-mer* [4 novembre 1967] (p. 4484, 4485);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Application de l'article 34 de la Constitution; amnistie générale; conséquences de la guerre civile d'Algérie; situation des rapatriés; Cour de sûreté de l'Etat; libération des prisonniers politiques; aide financière et matérielle à l'Algérie; cas de Régis Debray* [28 novembre 1967] (p. 5283, 5284); Art. 1er : *Rôle de l'Assemblée Nationale; ses observations sur la procédure du vote bloqué; application de la Constitution* 14 décembre 1967] (p. 5903, 5904); *son amendement tendant à supprimer la fin de cet article à partir des mots « sont exclus du bénéfice de l'amnistie »* (p. 5904); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5906); Art. 4 : *Son amendement tendant à substituer aux mots « des articles premier et 3 » les mots « de l'article premier »* (p. 5906); Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article : « La réintégration dans les droits à pension prendra effet à compter de la date de promulgation de la présente loi »* (p. 5906); Articles additionnels : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Delachenal par les mots « ce projet sera déposé dans un délai de quatre mois »* (p. 5907); *ses observations sur son sous-amendement* (p. 5907); ses explications de vote : *Son vote sur le projet de loi* (p. 5907);

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés : *Ses observations sur les comptables agréés; question des règles du cumul; situation des experts-comptables stagiaires; fonctions de syndics liquidateurs; création d'un institut d'études comptables supérieures* [12 décembre 1967] (p. 5780, 5781); Art. 5 : *Rôle des comptables agréés* (p. 5787); Art. 13 : *Etablissement des incompatibilités avec les fonctions de membre de l'ordre; conseil supérieur de l'ordre* (p. 5791); Art. 19 : *Présence d'un magistrat pour présider la chambre de discipline* (p. 5798); *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa (paragraphe 2°) de cet article* (p. 5798); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa (paragraphe III) de cet article : « III. De deux membres du conseil régional de l'ordre, l'un expert-comptable, l'autre, comptable agréé, élus par le conseil régional lors de chaque renouvellement »* (p. 5799); *retrait de son amendement* (p. 5799); Art. 20 : *Indépendance de la profession dans l'exercice de sa discipline* (p. 5799); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du quatrième alinéa (paragraphe 2°) de cet article : « De deux conseillers référendaires à la Cour des comptes »* (p. 5799); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du cinquième alinéa (paragraphe III) de cet article : « De deux membres du conseil supérieur de l'ordre appartenant, l'un à la catégorie des experts-comptables, l'autre à celle des comptables agréés, élus par le conseil supérieur lors de chaque renouvellement »* (p. 5800); Art. 23 : *Ses observations sur l'intro-*

duction des personnalités, dans l'ordre, et dispensées de présenter les diplômes requis pour l'exercice de la profession (p. 5802); *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5802); *retrait de son amendement* (p. 5802); Art. 30 : *Son amendement tendant à ajouter à cet article un nouvel alinéa : « Ce règlement d'administration publique sera pris après avis des organisations professionnelles représentatives »* (p. 5807); *retrait de son amendement* (p. 5808); ses explications de vote : *Vote du groupe Progrès et démocratie moderne* (p. 5809);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la convention européenne du 30 novembre 1964 concernant la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition : *Question de la ratification de la convention européenne des droits de l'homme* [18 avril 1968] (p. 1127);

— sur la motion de censure : *Ses observations sur la publicité télévisée; publicité « compensée »; argumentation du Premier Ministre; opinion du Conseil constitutionnel; mission de l'O.R.T.F.; ses ressources; extension du « domaine réservé »; sa question de savoir quels seront les bénéficiaires de la publicité; recettes données par la publicité; conséquences de la publicité télévisée; problème du statut fiscal, financier et comptable de l'Office; perception de la redevance; recherche de l'objectivité; constitution d'une commission de contrôle chargée d'assurer l'objectivité de l'O.R.T.F.* [24 avril 1968] (p. 1318 à 1320).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Cas du département des Alpes-Maritimes; création d'une université de Nice; observatoire de Nice; institut de zoologie marine de Villefranche; musée océanographique de Monaco; problème des rapports avec l'industrie; création des laboratoires d'I.B.M. à La Gaude; aménagement du golfe de Fos; importance de l'aide de l'Etat* [7 mai 1968] (p. 1561).

Son rappel au Règlement : *Application de l'article 48 du Règlement; rapport de M. Capitant sur le projet de loi de l'amnistie* [14 mai 1968] (p. 1785).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur les manifestations; caractères du projet de loi; réforme de l'université; amnistie étant un acte politique; extension de l'amnistie à d'autres événements* [22 mai 1968] (p. 2057, 2058); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Amnistie pour les infractions commises à l'occasion des faits en relation directe ou indirecte avec les événements survenus depuis le 1er novembre 1954 en Algérie et dans les départements et territoires d'outre-mer)* (p. 2060); *procédure du vote bloqué; amnistie pour les condamnés de la Guadeloupe; ses observations sur les faits liés au drame algérien* (p. 2060, 2061).

PAQUET (M. Aimé), *Député de l'Isère, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035).

Cesse d'appartenir à cette Commission [2 juin 1967] (p. 1591).

Est nommé :

— membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [17 octobre 1967] (p. 3707);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443).

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à l'intégration des instituteurs handicapés dans le cadre des attachés des services administratifs académiques, **n° 350** [22 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — Annexe n° 6. — Agriculture (n° 455) [10 octobre 1967]. — Annexe n° 33. — Prestations sociales agricoles, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la Cour des comptes, Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les conditions dans lesquelles le contrôle de la Cour des comptes, prévu par la présente loi, s'exerce sur les opérations de la Caisse des dépôts et consignations, sont fixées par un règlement d'administration publique, compte tenu du statut spécial de cet établissement »* [25 mai 1967] (p. 1313); *contrôle de la Caisse des dépôts et consignations; rôle de la Commission de surveillance* (p. 1313).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale avec débat relative à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [2 juin 1967] (p. 1572);

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Ses observations sur le rythme d'exécution des dépenses; évolution du système de la Sécurité sociale; problème des prêts d'équipement; déficit de la Sécurité sociale; décrets d'avances; doctrine de l'équilibre des comptes prévisionnels du budget de l'Etat; recettes fiscales; définition des opérations à caractère temporaire; dotation accordée par l'Etat à la Caisse générale de Sécurité sociale; situation économique générale; ouverture de nos frontières en raison de la libre circulation des marchandises; augmentation de notre production; marché du travail; progrès des investissements; construction de logements; fiscalité; ses observations sur la taxe sur la valeur ajoutée; politique de la vérité des prix; majoration des tarifs; développement de l'épargne à long terme; nécessité d'inciter l'épargne à s'investir* [8 juin 1967] (p. 1701 à 1703); *ses observations sur les paroles de M. Debré* (p. 1705);

— en seconde délibération du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 46 A : *Taxe d'urbanisation; taxe sur les plues-values; problème de la déclaration de la valeur réelle des terrains par les propriétaires* [1er juillet 1967] (p. 2524); *son sous-amendement tendant à supprimer le paragraphe 2 de l'amendement de M. Debré* (p. 2526);

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Objectifs du Ve Plan; extension de la T.V.A.; commerce extérieur de la France; récession des économies voisines; faiblesse de notre capacité d'exportation; évolution de notre balance alimentaire et énergétique; problème de la recherche; objectifs du Ve Plan; politique économique et financière du Gouvernement; allégement du taux de l'impôt; ses observations sur les entreprises publiques; rôle de l'épargne; allégement de la fiscalité directe; prêts de la Caisse des dépôts et consignations aux collectivités locales; marché financier; réglementation de la profession bancaire; stabilité des prix; crédits prévus au budget social agricole; problème de la recherche scientifique; rôle de la majorité* [11 octobre 1967] (p. 3532 à 3536); Première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 7 : *Augmentation du taux de la taxe sur la valeur ajoutée; problème du découvert du budget; question de l'abattement forfaitaire de 1,20 à 1,30 % sur toutes les masses budgétaires de l'Etat; problème de l'étalement dans le temps des déductions accordées en matière de frais de publicité* [17 octobre 1967] (p. 3650); Art. 9 : *Extension de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture; subventions sur le matériel agricole; faculté d'option pour une taxe sur la valeur ajoutée simplifiée; remboursement forfaitaire sur le montant des ventes effectuées dans l'année; ses observations sur l'élevage; problèmes des productions porcine et avicole; question du matériel agricole; forfait des artisans et des commerçants* (p. 3666 à 3668); Art. 24 : *Cotisation individuelle vieillesse; taxe sur les hydrocarbures; problème du revenu cadastral* (p. 3694); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968. — BUDGETS MILITAIRES: *Ses observations sur les paroles de M. Voilquin* [24 octobre 1967] (p. 4026); AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A., en qualité de *Rapporteur spécial: Problème de la production; question des débouchés; ses observations sur*

l'équipement; politique sociale; politique des prix; question des structures; production laitière; production de blé; coût du soutien des marchés agricoles; nécessité d'orienter l'agriculture dans un sens conforme aux besoins intercommunautaires; rôle du Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles; indemnités viagères de départ; nombre des bourses de l'enseignement public agricole; crédits de l'enseignement agricole; inspection sanitaire; sélection animale; ses observations sur les bâtiments d'élevage; progression des dépenses d'équipement; stagnation des crédits de l'équipement; insuffisance des crédits d'aménagement des S.A.F.E.R.; programmes d'adduction d'eau et d'assainissement; redevance alimentant le Fonds national pour le développement des adductions d'eau; commercialisation des produits agricoles; augmentation des prestations familiales et des prestations vieillesse; réforme des taxes sur le chiffre d'affaires; financement du B.A.P.S.A.; taxe complémentaire; loi sur les calamités agricoles; prêts des caisses du Crédit agricole; extension de la T.V.A. à l'agriculture; prêts du Crédit agricole; taux des prêts à l'élevage; question de l'information et de la vulgarisation; ses observations sur le plafond de l'actif successoral en deçà duquel il n'est pas demandé aux héritiers de rembourser les prestations du Fonds national de solidarité [7 novembre 1967] (p. 4627 à 4631); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Impôt sur les salaires des marins du commerce; exonération de l'impôt de 5* % [5 décembre 1967] (p. 5546);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1965 : *Hommage rendu à M. Valéry Giscard d'Estaing; gestion des finances publiques; parallélisme entre la progression des masses budgétaires et la progression du produit intérieur brut en valeur; nécessité d'équilibrer le budget* [16 novembre 1967] (p. 5003);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, après l'Art. 10 : *Ses observations sur l'actif successoral dans une exploitation agricole; question du recouvrement des arrérages servis au titre de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité;* [23 novembre 1967] (p. 5209);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur les paroles de M. Mermaz* [1er décembre 1967] (p. 5482); *problème de l'expansion de la cité lyonnaise; création d'un district interdépartemental; création de communautés urbaines* (p. 5487); *problèmes de Vienne; ses observations sur la zone d'influence de l'agglomération lyonnaise; ses observations sur La Verpillière-Bourgouin; cas de l'arrondissement de La Tour-du-Pin; question des caisses de Sécurité sociale et d'allocations familiales de Vienne; difficultés de Vienne; problème du maintien du tribunal de Vienne; réalisation de l'axe Genève-Chambéry-Le Touvet; classement en zone III de l'arrondissement de La Tour-du-Pin; aérodrome de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs* (p. 5488, 5489); *ses observations sur la rédaction de la lettre du président du conseil général; problème du département de l'Isère* (p. 5496); Conslusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Ses observations sur la ville de Vienne; problème des communes de Colombier-Saugnieu et de Satolas; lettre du président du conseil général* [19 décembre 1967] (p. 6016, 6017);

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'organisation des Jeux olympiques d'hiver : *Coordination des efforts; ses observations sur les travaux d'infrastructure; contribution de l'Etat; problème de l'hébergement; information; aménagement du massif des Sept-Laux en station de sports d'hiver; projet d'installation de l'usine hydroélectrique de Saint-Egrève; aérodrome de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs* [13 décembre 1967] (p. 5830, 5831); *axe Genève-Grenoble* (p. 5835);

PERETTI (M. Achille), *Député des Hauts-de-Seine, 6e circonscription (U.D.-Ve R.). Vice-président de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est élu vice-président de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563), [2 avril 1968] (p. 968).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918).

Est élu président de cette Commission [14 décembre 1967] (p. 5918).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une Commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôts :

Sa proposition de loi constitutionnelle tendant à réviser la Constitution en vue d'instaurer un régime présidentiel, **n° 26** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à réglementer l'exercice du droit de grève par des personnels des compagnies de navigation assurant des liaisons régulières avec les parties non continentales du territoire métropolitain et avec les départements et territoires d'outre-mer, **n° 106** [19 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à assurer aux agents contractuels de l'Etat et des collectivités locales le droit aux congés payés annuels, **n° 437** [10 octobre 1967].

En qualité de vice-président, préside :

La 1re séance du 12 avril 1967 (p. 603); la séance du 26 avril 1967 (p. 823); la 3e séance du 19 mai 1967 (p. 1123); la séance du 2 juin 1967 (p. 1572); la 1re séance du 13 juin 1967 (p. 1752); la 1re séance du 23 juin 1967 (p. 2131); la 2e séance du 23 juin 1967 (p. 2134); la 1re séance du 30 juin 1967 (p. 2449); la 2e séance du 30 juin 1967 (p. 2455); la 2e séance du 11 octobre 1967 (p. 3543); la 3e séance du 19 octobre 1967 (p. 3849); la 2e séance du 23 octobre 1967 (p. 3984); la 3e séance du 26 octobre 1967 (p. 4195); la 1re séance du 2 novembre 1967 (p. 4302); la 2e séance du 4 novembre 1967 (p. 4487); la 2e séance du 8 novembre 1967 (p. 4673); la 1re séance du 10 novembre 1967 (p. 4857); la 2e séance du 10 novembre 1967 (p. 4873); la 1re partie de la 3e séance du 10 novembre 1967 (p. 4881); la 2e séance du 28 novembre 1967 (p. 5297); la 1re séance du 5 décembre 1967 (p. 5535); la 1re séance du 12 décembre 1967 (p. 5776); la 3e séance du 15 décembre 1967 (p. 5970); la séance du 2 mai 1968 (p. 1424); la 2e séance du 14 mai 1968 (p. 1784); la 2e séance du 21 mai 1968 (p. 1993).

Interventions :

En qualité de vice-président :

Ses observations sur la proposition de résolution de M. Royer tendant à modifier les articles 36 et 37 du Règlement ; *déclaration de conformité du Conseil constitutionnel* [26 avril 1967] (p. 826).

Ses observations sur les rappels au règlement de MM. Desson, Neuwirth, Mme Thome-Patenôtre, MM. Vinson et Millet [30 juin 1967] (p. 2450, 2451).

Ses observations sur les paroles de M. Voisin sur la fixation de l'ordre du jour [11 octobre 1967] (p. 3544).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Fernand Dupuy sur le vote de M. Cham-

baz sur le titre III du budget de l'éducation nationale [4 novembre 1967] (p. 4487).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Charret sur son vote et ceux de MM. Herzog, Cousté et Guillermin [8 novembre 1967] (p. 4673).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Neuwirth sur son vote sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône. [5 décembre 1967] (p. 5535).

Ses observations sur les conséquences d'une demande de vote bloqué [5 décembre 1967] (p. 5589).

Ses observations sur les mises au point faites par MM. Charret et Valentin au sujet de leurs votes sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1968 [12 décembre 1967] (p. 5776);

Donne acte à l'Assemblée Nationale de la démission de M. Capitant de son mandat de député [21 mai 1968] (p. 1993).

En qualité de député :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Utilité des commissions spéciales; autonomie communale; conditions de délivrance des permis de construire; plan d'aménagement de la ville de Neuilly; aide aux collectivités locales; réserves foncières; taxe d'équipement; « taxe de surdensité »; impôt foncier; spéculation; taxe sur la plus-value; urbanisme administratif; procédure d'expropriation; nécessité de rendre obligatoire l'achat des garages dont la construction est imposée; interdiction dans les quartiers où la crise des garages est aiguë, de transformer ceux qui existent encore; possibilité de veiller à ce que des artères entières situées en zone résidentielle et commerciale ne soient pas bordées d'immeubles ne comprenant plus aucune boutique au rez-de-chaussée* [21 juin 1967] (p. 2004 à 2006); Art. 1er : *Question de l'accession à la propriété pour tous les Français; vente des H.L.M.* (p. 2035); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les décrets d'application* [22 juin 1967] (p. 2056); *son amendement tendant à la suppression du sixième alinéa de cet article* (p. 2058); *nécessité de faire rentrer la région parisienne dans le droit chemin; retrait de son amendement* (p. 2058); *question de l'accord tacite des communes; application du droit commun à la région parisienne* (p. 2059); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Retour au droit commun pour la région parisienne; possibilité de prévoir une période transitoire* (p. 2072); *sa question de savoir comment on va payer la taxe d'équipement si le permis de construire est tacitement accordé* (p. 2073); Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Sa question de savoir si le Gouvernement a l'intention de décider un programme national dans la région parisienne* (p. 2079); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Destination des lieux devant demeurer la même; superficie des planchers ne pouvant changer* (p. 2081); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « un dizième » la mention « 15 % »* (p. 2091); *ses observations sur son amendement* (p. 2091); *ses observations sur les paroles de M. Triboulet* (p. 2092); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Taxe de surdensité; nécessité de faire confiance aux conseils municipaux* [26 juin 1967] (p. 2174, 2175); *ses observations sur les servitudes de type architectural* (p. 2175, 2176); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Rôle des techniciens* (p. 2181); Art. 2 : *Ses observations sur les plans d'occupation des sols* (p. 2184); Art. 3 : *Ses observations sur les paroles de M. Boscher; cas de désaccord d'une ou plusieurs communes* (p. 2187); *son amendement tendant à compléter cet article : « L'accord de la commune est réputé acquis si aucune délibération n'intervient dans le délai d'un mois »* (p. 2187); *retrait de son amendement* (p. 2188); Art. 10 : *création des réserves foncières* (p. 2209); *son sous-amendement tendant à la suppression des mots « bâtis et non bâtis » dans l'amendement de M. Bozzi* (p. 2210); après l'Art. 15 : *Problème de la valeur du bien exproprié* (p. 2230); après l'Art. 21 : *Nécessité d'améliorer le fonctionnement de la Commission de contrôle des opérations immobilières* (p. 2236, 2237); *ses observations sur l'amendement de M. Ruais* (p. 2239); Art. 27 : *Ses observations sur les amendements de M. Bozzi* (p. 2242); Art. 33 : *Délivrance du permis de construire* [27 juin 1967] (p. 2265, 2266); après l'Art. 34 : *Permis de construire; certificat de conformité; nécessité de simplifier les formalités administratives*

(p. 2267, 2268); *problème du délai de deux mois* (p. 2269); *son sous-amendement tendant, dans le dernier alinéa de son amendement à remplacer les mots « deux mois » par les mots « trois mois »* (p. 2269); Art. 35 : *Ses observations sur le certificat de conformité* (p. 2269); Art. 46 : *Taxe locale d'équipement* [28 juin 1967] (p. 2328); *son amendement tendant, dans la dernière phrase du second alinéa (1°) de cet article à substituer aux mots « trois ans » les mots « un an »* (p. 2329); Art. 47 : *Ses observations sur le district de Paris* (p. 2332); *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement de M. Bozzi par le nouvel alinéa suivant : « Les agrandissements ayant un caractère familial »* (p. 2337); Art. 49 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « L'assiette de la taxe est constituée par la valeur de l'ensemble immobilier comprenant les terrains nécessaires à la construction et les bâtiments dont l'édification doit faire l'objet de l'autorisation de construire »* (p. 2338); *taxe* ad valorem (p. 2339); *détermination de l'assiette par la surface du plancher* (p. 2339, 2340, 2341); *ses observations sur « l'urbanisme administratif »* (p. 2342); Art. 50 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 2347); *taxe* ad valorem (p. 2347); Art. 51 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2349); *ressources du district* (p. 2351); Art. 52 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Taxe étant due par le bénéficiaire de l'autorisation de construire)* (p. 2352); *calcul du taux de la taxe d'équipement* (p. 2352); *retrait de son amendement* (p. 2352); Art. 54 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « ou par le maire »* (p. 2353); En deuxième lecture, Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Nécessité de défendre les intérêts légitimes des particuliers; charges des collectivités locales* [30 novembre 1967] (p. 5393); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Question de la surdensité* (p. 5399); Art. 23 : *Ses observations sur les paroles de M. Ortoli* (p. 5400); Art. 10 : *Réserves foncières; problème des délais de forclusion* (p. 5407); son rappel au Règlement : *Impossibilité de présenter des articles additionnels en deuxième lecture* (p. 5411); Art. 16 *ter : Problème des indemnités; droits de l'exproprié* (p. 5412); Art. 21 : *Ses observations sur l'amendement de M. Jacques Richard* [30 novembre 1967] (p. 5417); Art. 36 : *Rôle des architectes* (p. 5424); Art. 48 : *Constructions édifiées dans les zones d'aménagement concerté* (p. 5434); Art. 49 : *Assiette de la taxe; imposition du mètre carré de plancher dans les différentes communes* (p. 5437);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne : *District devant être dirigé et contrôlé par les élus* [27 juin 1967] (p. 2261).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale sans débat, relative au mariage en France des étrangers [27 octobre 1967] (p. 4255);

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne : *Ses réserves et ses craintes lors de la création du District; création d'une région administrative plus étendue que le département mais gérée par des élus locaux responsables devant leurs électeurs; insuffisance de dialogue entre l'autorité administrative et les élus; absence d'organisme de délibération et de contrôle représentant la population; critique des récentes dispositions renforçant les pouvoirs du délégué général; gravité du problème de la région parisienne; nécessité d'une décentralisation raisonnable* [17 novembre 1967] (p. 5086, 5087);

Ses observations sur son vote sur l'ordre du jour complémentaire [7 décembre 1967] (p. 5644).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative à la réglementation des hôpitaux et hospices publics [17 mai 1968] (p. 1943, 1944);

PÉRILLIER (M. Louis), *Député de l'Yonne, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée, [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôt :

Sa proposition de loi étendant aux opérations de location de terres la compétence des S.A.F.E.R. (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural), **n° 718** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Incidence des frais de transport dans la détermination du prix du lait; détaxation du carburant consommé par les véhicules transportant le lait* [12 avril 1967] (p. 617);

— sur la question orale relative au fonctionnement des services des préfectures et des sous-préfectures : *Déconcentration; proportion du personnel payé par les départements; insuffisance numérique de personnel dont souffrent les préfectures; déséquilibre dans la hiérarchie des emplois entraînant un déclassement flagrant; nombre insuffisant des candidats se présentant aux concours de recrutement; prise en charge du personnel départemental par l'Etat; rôle des préfets* [21 avril 1967] (p. 783, 784);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Problème des transports scolaires; nombre des enfants ayant bénéficié en 1966 du ramassage scolaire subventionné; fermeture de nombreuses écoles primaires; nécessité de permettre à tous les enfants la fréquentation des établissements du second degré; participation de l'Etat dans le coût des transports scolaires; principes d'organisation de ces transports; préservation de la santé physique et morale des enfants; champ d'application du transport scolaire* [31 mai 1967] (p. 1470);

— sur les questions orales relatives à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires : *Ses craintes devant l'application de la généralisation de la T.V.A. aux entreprises françaises au moment de la mise en train du Marché commun; information du public* [2 juin 1967] (p. 1588).

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs : ses explications de vote : *Vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste; possibilité d'envisager un débat sur le fermage; durée du bail; conditions du renouvellement des baux* [13 juin 1967] (p. 1780).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Problèmes de la paix au Moyen-Orient; solution du problème des réfugiés arabes de Palestine; droit à l'existence d'Israël; ses observations sur le sionisme; liens de la France avec l'Islam; exemple du Liban; aménagement du Jourdain, de l'Euphrate et du Tigre; problème du pétrole; question du sous-développement* [16 juin 1967] (p. 1909 à 1911).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Insuffisance du budget; attribution aux anciens d'Algérie de la carte du combattant; caractère de la guerre d'Algérie; question du refus de comprendre, dans le décompte de l'ancienneté exigée pour affronter certains concours et examens, le temps de service militaire accompli par les candidats; octroi aux anciens combattants d'Algérie d'un titre de reconnaissance nationale* [19 octobre 1967] (p. 3859, 3860); SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Modalités d'attribution des primes de développement industriel et d'adaptation industrielle; conditions de l'aide de l'Etat; cas du département de*

l'Yonne; cas où la fermeture d'une usine résulte d'une opération de concentration qui s'opère dans une autre région; possibilité d'accorder une prime et des exonérations fiscales à l'entreprise qui prend la place de celle qui s'en va pour réaliser ailleurs une concentration; taux des primes dans les zones privilégiées [20 octobre 1967] (p. 3907); EDUCATION NATIONALE : *Décentralisation en matière d'organisation scolaire; problème du transport des enfants; mise à la charge des communes d'une partie du coût de constructions scolaires du logement des instituteurs et de l'entretien des écoles; situation des collèges d'enseignement secondaire et des collèges d'enseignement général; sections d'enseignement professionnel; classes des établissements d'enseignement secondaire et technique fonctionnant dans les villes; nécessité d'implanter l'école le plus près possible des activités exercées par les familles pour éviter les exodes de population* [27 octobre 1967] (p. 4243, 4244); ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Situation de la fonction publique; recrutement des fonctionnaires; suppression de l'abattement du sixième; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension; écrêtement des pensions de retraite; problème de l'harmonisation des rémunérations de la fonction publique; statut des contractuels* [4 novembre 1967] (p. 4488, 4489); INTÉRIEUR : *Indemnisation des rapatriés; obligations de la France à la suite des accords d'Evian; ses observations sur l'article 20 de la Constitution; situation du personnel des préfectures et des sous-préfectures; évolution de la carrière préfectorale; autonomie des collectivités locales* [6 novembre 1967] (p. 4563, 4564); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur les adductions d'eau; problème de l'assainissement; alimentation en eau potable des communes rurales* [8 novembre 1967] (p. 4697, 4698);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 : *Moyens mis à la disposition des collectivités locales; problème de l'accroissement des ressources des collectivités locales; équilibre des finances locales; équipements des communes; leur endettement; produit des centimes additionnels; produit de la taxe locale; répartition des travaux publics entre les collectivités nationale, régionales, départementales et communales; problème de la décentralisation; regroupement des communes; question des subventions; exemple des Lander* [22 novembre 1967] (p. 5147 à 5149); *création d'une commission d'étude pour déterminer les charges respectives de l'Etat et des collectivités locales* (p. 5149, 5150);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Grâce amnistiante; rôle de l'Assemblée; distinction entre la notion d'amnistie et celle de grâce individuelle; rôle du Chef de l'Etat; ses observations sur les populations européennes d'Algérie; nécessité de réaliser la réconciliation nationale* [28 novembre 1967] (p. 5295, 5296).

PÉRONNET (M. Gabriel), *Député de l'Allier, 4e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Donne sa démission de représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [31 mai 1967] (p. 1454).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 octobre 1967] (p. 4068).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Dialogue entre la jeunesse et les pouvoirs publics; imprécision de la politique du Gouvernement; participation des jeunes à la responsabilité des affaires qui les concernent; formation culturelle; dialogue avec la jeunesse étrangère; transformation du haut comité de la jeunesse en conseil supérieur de la jeunesse; comités régionaux de la jeunesse; déconcentration des services de la jeunesse et des sports; culture populaire; instruction civique; formation civique; office franco-allemand de la jeunesse; service national de coopération; fonds européen de la jeunesse* [24 mai 1967] (p. 1284, 1285);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Place des arts dans notre enseignement; enseignement des arts et de la musique; suppression de l'épreuve de dessin au brevet d'étude du premier cycle et au concours d'entrée aux écoles normales; collèges d'enseignement technique; refonte des programmes; projet tendant à l'institution d'un baccalauréat lettres-arts; nécessité d'assurer l'éducation artistique de l'école maternelle aux classes supérieures* [31 mai 1967] (p. 1497).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Rôle et importance du thermalisme; patrimoine thermal de la France; étalement des saisons de cure; développement de l'enseignement de l'hydrologie; intensification de l'effort de propagande à l'étranger* [26 octobre 1967] (p. 4157, 4158); EDUCATION NATIONALE : *Enseignement de la musique et des arts dans notre système d'éducation; création d'une commission interministérielle chargée d'étudier un programme d'ensemble pour l'éducation artistique; institution de l'option « arts » aux épreuves du baccalauréat* [27 octobre 1967] (p. 4238, 4239); AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur l'Opéra-Comique; problème de la réunion des théâtres lyriques nationaux; sauvegarde de l'art lyrique; nécessité d'entreprendre un effort de vulgarisation; possibilité de faire de la salle Favart une sorte de T.N.P. lyrique; aide aux théâtres lyriques de province; situation des musiciens professionnels; crise du cinéma français; développement de la télévision; problème de la publicité* [9 novembre 1967] (p. 4762, 4763).

PERROT (M. Gaston), *Député de l'Yonne, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [20 mai 1967] (p. 1212).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [20 mai 1967] (p. 1212), [4 avril 1968] (p. 1014).

PETIT (M. Camille), *Député de la Martinique, 1re circonscription (U.D.-Ve R.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [2 juin 1967] (p. 1591).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [2 juin 1967] (p. 1591), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur les paroles de M. Valentino : fidélité des Martiniquais au général de Gaulle et à la Ve République* [19 avril 1967] (p. 738).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Cas des territoires et départements d'outre-mer ; problème des Antilles ; taux de croissance des départements d'outre-mer ; consultation des conseils généraux des départements d'outre-mer pour l'application des lois* [20 mai 1967] (p. 1176) ; *économie des départements d'outre-mer ; niveau de vie des classes laborieuses ; participation des travailleurs aux fruits de l'expansion économique ; formation professionnelle ; problème de la Sécurité sociale ; utilité d'harmoniser la Sécurité sociale et l'aide sociale dans les départements d'outre-mer ; extension de l'assurance maladie maternité invalidité aux exploitants agricoles ; extension aux populations des départements d'outre-mer de l'allocation de salaire unique* (p. 1176, 1177).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Formation des jeunes ; leur promotion ; Livre blanc ; groupes et associations de jeunes des départements d'outre-mer ; analyse des réussites et des échecs des jeunes venus travailler en métropole ; ses observations sur les organismes, dits « de préformation » ; équipement socio-éducatif et sportif ; manque de moniteurs et d'animateurs ; statut des animateurs ; insuffisance des stages organisés pour les instituteurs ; question des foyers de jeunes* [23 mai 1967] (p. 1244, 1245) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Situation des départements d'outre-mer ; construction du lycée de Trinité à la Martinique ; création d'un lycée du Sud ; scolarisation dans les départements d'outre-mer ; problème des bourses ; formation professionnelle et technique ; création aux Antilles d'un institut universitaire de technologie ; rôle de l'office national d'orientation ; enseignement médical en France ; enseignement et recherche en matière d'affections tropicales ; surnatalité dans les départements insulaires* [31 mai 1967] (p. 1480, 1481) ;

— sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Départementalisation des départements d'outre-mer ; cas de la Martinique ; pouvoirs spéciaux du Gouvernement ; fonctionnement des commissions locales et centrales d'agrément des projets pour les départements d'outre-mer ; rôle du F.I.D.O.M. ; problème du rhum ; réforme fiscale dans les départements d'outre-mer ; transformation des structures ; problème de la canne à sucre ; fixation du prix d'intervention du fonds européen d'orientation et de garantie agricole ; production de la banane et de l'ananas* [30 juin 1967] (p. 2478, 2479).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Question de la Martinique ; subvention du F.I.D.O.M. ; problèmes sociaux ; cas des exploitants agricoles ; extension aux départements d'outre-mer des allocations familiales et de l'allocation de salaire unique ; Sécurité sociale ; application de l'ordonnance sur l'emploi ; crédits de chantiers de chômage ; chômage des jeunes ; formation professionnelle ; éducation nationale ; intégration des denrées d'exportation dans le Marché commun ; garantie du F.E.O.G.A. ; problème du tourisme ; coût des transports aériens ; réfection de la route nationale côtière Fort-de-France-Prêcheur ; ses observations sur les congés des fonctionnaires ; ressources des collectivités communales ; réparation des dégâts provoqués par le récent cataclysme* [2 novembre 1967] (p. 4346, 4347).

PEYREFITTE (M. Alain), *Député de Seine-et-Marne, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre de l'Education nationale
du 7 avril 1967 au 28 mai 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569);

— Ministre de l'Education nationale (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre de l'Education nationale (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 28 mai 1968 (*J. O.* du 29 mai 1968, p. 5267).

Interventions :

Répond à la question orale, sans débat, de M. Dupuy relative à la charte des étudiants salariés [10 mai 1967] (p. 976, 977).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives à l'attribution des bourses [10 mai 1967] (p. 977, 978).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'Education nationale : *Conséquences du renouveau de la natalité et de l'élévation générale du niveau de vie; ampleur de l'œuvre accomplie ces dernières années; construction des restaurants universitaires; nombre des chambres d'étudiants; ordonnance du 6 janvier 1959; œuvre accomplie par M. Christian Fouchet; importance de l'orientation des élèves par l'observation; premier cycle du second degré; création des collèges d'enseignement secondaire; second cycle court de formation professionnelle; second cycle long; diversification des enseignements supérieurs; instituts universitaires de technologie; organisation des études dans les facultés de lettres et de sciences; concours de recrutement des maîtres du secondaire; formation des maîtres; enseignements techniques du premier et du second cycle; œuvre de « rénovation urbaine »; durée de la formation pédagogique des instituteurs; problèmes de l'agrégation; longueur des thèses de lettres; futurs médecins subissant à l'heure actuelle une année de difficiles études mathématiques; relations publiques de l'éducation nationale; carte scolaire; répartition des établissements sur la surface du territoire; organisation et fonctionnement de l'orientation scolaire et professionnelle; rôle de l'office national d'information et d'orientation; constitution d'un corps de professeurs conseillers; prolongation de la scolarité de 14 à 16 ans; sections d'éducation professionnelle; moyens audio-visuels; problème de l'enfance inadaptée; baccalauréat; fonctionnement des nouvelles sections du second cycle; diminution du nombre des inscrits au baccalauréat de mathématiques élémentaires; double fonction du bacaclauréat; importance de la pédagogie; coordination des disciplines; formation professionnelle; éducation permanente; rôle de la télévision et de l'enseignement par correspondance; structures de l'enseignement technique; démocratisation de l'enseignement; problème des bourses; système de leur attribution; conditions d'attribution des bourses pour les agriculteurs; aide sociale; ramassage scolaire; gratuité des livres; fonds de solidarité universitaire; problème de la vie des étudiants dans les résidences universitaires; création des premiers foyers culturels à Nanterre, à Bordeaux-Talence, à Lille et à Nancy; recherche fondamentale; rôle de l'agence nationale de valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.); ses observations sur ce qu'est et doit être l'éducation « nationale »* [30 mai 1967] (p. 1386 à 1391); *ses observations sur les paroles de M. Rigout: nomination du recteur de Limoges* [31 mai 1967] (p. 1462); *débat n'ayant pas de sanction financière; participation des députés à ce débat; absence de politisation du problème; enseignement du russe; ses observations sur la pédagogie et la formation des maîtres; éducation de la sensibilité des élèves par les arts et par la musique; éducation civique; nécessité d'ouvrir notre enseignement aux réalités de l'économie; prolongation de la scolarité; sections d'éducation professionnelle; modification des dispositions du Code du travail relatives au travail des jeunes dans l'entreprise; choix des entreprises chargées de dispenser la formation pratique; problème des subventions; association des chambres des métiers au choix de l'entreprise; modalités d'attribution des subventions; ordonnance du 6 janvier 1959 édictant le principe de la prolongation de la scolarité en 1967* [1er juin 1967] (p. 1516 à 1519); *problèmes relatifs aux étudiants; bourses d'aide sociale; conditions de vie des étudiants; modalités de l'aide sociale; critères d'attribution des bourses; critères sociaux et critères d'aptitude; modalités d'attribution des bourses aux enfants d'agriculteurs; situation des enfants touchés par la prolongation de la scolarité obligatoire; conditions de la vie des étudiants dans*

les résidences universitaires; développement des activités culturelles; création de foyers culturels; établissement de la carte scolaire; compte de l'afflux de la population dans les régions méridionales, consécutif à l'arrivée des rapatriés d'Afrique du Nord (p. 1519, 1520); *problème de l'enfance inadaptée; collaboration entre les autorités académiques et les pouvoirs locaux, notamment pour l'établissement de la carte scolaire; mise en place des annexes spécialisées des collèges d'enseignement secondaire; enseignement supérieur; formation des maîtres; simplification de la licence d'enseignement; formation des maîtres du secondaire; formation des chercheurs; enseignement du premier cycle; inaptitude d'un grand nombre de bacheliers aux études universitaires; démocratisation de l'enseignement; indication, en pourcentage, des origines sociales des étudiants; difficulté de parvenir à changer de milieu en moins de deux générations; processus défini dans l'« Etape » de Paul Bourget; origine sociale des étudiants soviétiques; expérience des communes populaires en Chine; institution d'un grand débat sur l'éducation nationale à chaque session de l'Assemblée; sa proposition de se mettre à la disposition de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales deux fois par trimestre pour une audition sur les problèmes de l'éducation nationale* (p. 1520 à 1523); *ses observations sur les paroles de M. Gaston Defferre; possibilité pour le Gouvernement de prendre la parole à tout instant* (p. 1527); *problème de la sélection des étudiants en vue des études de sciences; formation des chercheurs et des maîtres; carte scolaire; programme de mathématiques; importance de la pédagogie; instituts universitaires de technologie; faculté de Nice; ses observations sur les licence et maîtrise de russe; problème des autorisations d'enseignement; cas de la faculté des sciences de Paris; absence d'université de seconde zone; autonomie universitaire; problème de la formation des maîtres; ses observations sur les I.P.E.S. et le C.A.P.E.S.; réforme de la préparation des maîtres; initiation des maîtres à l'administration; réforme pédagogique; importance du latin et du grec et de la culture classique; ses observations sur le baccalauréat de mathématiques élémentaires et le baccalauréat de mathématiques techniques; balance des brevets et licences; création de l'agence nationale de valorisation de la recherche; attribution en 1968 d'une heure supplémentaire facultative au-delà de la durée normale de trois heures, pour les épreuves de français et de philosophie de toutes les sections du baccalauréat; question des allocations d'études; problème de la cogestion; importance des réalisations du IV^e^ Plan en matière universitaire et scolaire; budget d'investissement de l'éducation nationale; traitements des enseignants; fermetures d'écoles à faible effectif; problème du ramassage scolaire; aggravation des charges financières des communes en matière d'enseignement; possibilité de donner aux communes des facilités financières pour l'achat des terrains destinés à des constructions du second degré; création de syndicats intercommunaux chargés de la construction et de la gestion des établissements scolaires; spécialisation des enseignements; problème de l'orientation; mise en place de l'office d'orientation et d'information; enseignement maternel; pédagogie de cet enseignement; importance du rôle des directrices d'école maternelle; importance de l'éducation physique à l'école primaire; modification des conditions d'accès à la fonction de directeur d'école; enseignement du second degré; enseignement technique; valeur culturelle des enseignements technologiques; situation de nombreux maîtres auxiliaires; renouvellement trop fréquent des livres scolaires; gratuité des livres pour les classes de sixième et de cinquième; augmentation du temps d'ouverture des bibliothèques; sous-administration de l'éducation nationale; rôle du secrétaire général du Ministère de l'Education nationale; démocratisation de l'enseignement; plan Langevin-Wallon* (p. 1529 à 1534).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Caractères du budget; coût individuel du service-éducation; augmentation des effectifs en dehors de la scolarité obligatoire; classes maternelles; crédits d'équipement; industrialisation de la construction; objectifs du Plan; crédits de paiement; crédits de fonctionnement; prolongation de la scolarité obligatoire; organisation du transport des élèves; charges des collectivités locales; réalisation d'un plan de diffusion de la lecture publique; ses observations sur les bourses, les œuvres, les transports scolaires; développement des instituts universitaires de technologie; croissance des facultés traditionnelles; politique de recrutement des enseignants étant contraire à la politique de recrutement des étudiants; organisation des*

semestres d'été ; problème d'organisation de la journée et de la semaine ; question d'occupation des locaux ; conséquences des examens ; tâches administratives des professeurs ; formation de titulaires du certificat d'aptitude professionnelle ; insuffisance du nombre des techniciens ; caractère dogmatique de notre enseignement ; démocratisation qualitative de l'enseignement ; diversification des enseignements ; éducation permanente ; loi sur la formation professionnelle [26 octobre 1967] (p. 4177 à 4181) ; *hommage rendu à M. Christian Fouchet ; éducation permanente ; possibilité d'un nouveau débat sur des questions orales ou d'organiser un débat devant la Commission ; perspectives de la croissance du budget de l'Education nationale ; ses observations sur la courbe de progression du budget de l'Education nationale par rapport au budget des Armées ; comparaison avec les autres pays développés* [27 octobre 1967] (p. 4260, 4261) ; *comparaison des mesures nouvelles de l'Education nationale avec celles des autres départements ministériels* (p. 4262) ; *problème de l'équipement ; autorisations de programme ; objectifs du Plan ; ses observations sur le second cycle court et le second cycle long ; lycée de la porte de Clignancourt à Paris* (p. 4262, 4263) ; *répartition territoriale des C.E.S. et des C.E.G. ; esthétique des équipements ; règle selon laquelle 1 % des crédits affectés à la construction de tous les établissements scolaires et universitaires doit être consacré à l'esthétique ; réalisation de l'accélérateur linéaire d'Orsay ; mobilier scolaire ; écoles maternelles ; écoles primaires à classe unique ; recrutement des maîtres ; ses observations sur les « ipesiens », les stagiaires des centres pédagogiques régionaux ; création de postes pour l'enseignement supérieur ; taux d'encadrement des étudiants ; recrutement des directeurs d'écoles ; situation des inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire ; indemnité pour charges administratives ; prolongation de la scolarité obligatoire ; sections d'éducation professionnelle ; diversification des enseignements ; originalité des enseignements technique et professionnel ; baccalauréats des techniciens ; instituts universitaires de technologie ; revalorisation de la situation des personnels ; formation de techniciens supérieurs et d'ingénieurs techniciens ; démocratisation de l'enseignement ; problème de l'accès à l'enseignement supérieur ; enseignement supérieur ; coordination en matière de recherche ; crédits de la recherche scientifique ; problème de l'aide sociale aux étudiants ; intérêt des langues et des cultures régionales ; charges des collectivités locales ; nationalisation des établissements d'enseignements municipaux* (p. 4263 à 4267) ; *construction du lycée de la porte de Clignancourt ; proportion de fils et de filles d'ouvriers parmi les étudiants ; question de la dénomination de collèges d'enseignement secondaire ; problème des bourses ; part des crédits de bourses destinés aux fils d'agriculteurs ; problème de l'orientation ; bureau universitaire de statistiques et de documentation ; Office national d'information pour l'orientation professionnelle et pédagogique ; émissions à la télévision : « Les chemins de la vie » ; enfance inadaptée ; problèmes de rénovation pédagogique ; valeur éducative des sports ; rôle de l'éducation artistique ; rôle du sport dans l'enseignement primaire ; insuffisance des crédits consacrés à la recherche pédagogique ; utilisation des locaux universitaires et scolaires ; formation civique et morale ; généralisation du bilinguisme à l'école ; problème du jour de congé de la semaine scolaire ; ses observations sur la circulaire de M. Boulloche du 15 juillet 1959* (p. 4267 à 4269) ; *ses observations sur les paroles de M. Boulloche* (p. 4270) ; *statut des directeurs d'écoles* (p. 4270) ; *statut concernant le personnel issu du premier degré et enseignant dans les collèges d'enseignement général et dans les collèges d'enseignement secondaire ; formation des professeurs de collège d'enseignement général* (p. 4270).

Répond aux questions orales, sans débat, relatives à la rentrée dans les Facultés [10 novembre 1967] (p. 4873, 4874, 4875, 4877, 4878).

Répond à la question orale, sans débat, de Mlle Dienesch relative à l'orientation des élèves [10 novembre 1967] (p. 4878, 4879, 4880).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les manifestations d'étudiants : *Ses observations sur les paroles de M. Mitterrand* [14 mai 1968] (p. 1775) ; *question de savoir qui a décidé la construction de la faculté de Nanterre* (p. 1778).

Répond aux questions orales, avec débat, relatives aux manifestations d'étudiants : *Malentendus auxquels les événements récents ont donné lieu ; situation préoccupante de la faculté de Nanterre dès le début de l'année universitaire ; désordre recherché par le groupe des « enragés » ; événement du 3 mai à la Sorbonne ; réactions*

émotionnelles provoquées par l'entrée de la police à la Sorbonne; précédents de la fermeture de la Sorbonne et de l'intervention de la police dans cet établissement; escalade de la violence; reprise éventuelle des cours à la faculté de Nanterre et à la Sorbonne; anxiété des jeunes devant le monde contemporain; remise en cause des principes sur lesquels repose l'enseignement; élargissement de la fonction sociale dans l'Université; problème des débouchés; introduction dans l'Université d'un système de planification souple; rétablissement indispensable de l'ordre; construction d'instituts universitaires de technologie; organisation de la mutation permanente de l'Université; coopération nécessaire entre l'Université et la société [8 mai 1968] (p. 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1621).

PEYRET (M. Claude), *Député de la Vienne, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035).

Cesse d'appartenir à cette Commission [2 juin 1967] (p. 1591).

Est nommé membre du Conseil supérieur de la Sécurité sociale [29 juin 1967] (p. 2416).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, **n° 79** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 685 du Code civil de façon à préciser que la servitude disparaît lorsque l'enclave qui lui a donné naissance vient à cesser, **n° 113** [19 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 1017 du Code rural sur la composition des conseils d'administration de la mutualité sociale agricole, **n° 116** [19 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à définir et à organiser des centres sanitaires et sociaux ruraux, **n° 119** [19 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 93) relatif à la résiliation des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles, **n° 132** [20 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 275), modifié par le Sénat, relatif à la résiliation des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles, **n° 316** [14 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — IV. — Affaires sociales (santé publique), **n° 459** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi relative à la réforme de la Sécurité sociale, **n° 611** [19 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments, **n° 612** [19 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article L 593 du livre V du Code de la santé publique, relatif aux prix de vente des médicaments, **n° 613** [19 décembre 1967].

Sa proposition de loi modifiant l'article 63 du Code pénal relatif à l'assistance aux personnes en péril, **n° 668** [17 avril 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 165) tendant à permettre, pendant une période de six mois, la revision des pensions de retraite de la Sécurité sociale, liquidées entre 60 et 65 ans, **n° 808** [15 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la résiliation des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles, en qualité de *Rapporteur : Cas des bénéficiaires du régime de l'assurance maladie des exploitants agricoles ; question des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie assurée par l'Amexa ; notification de la résiliation du contrat ne pouvant être effectuée que dans les trois mois suivant la date d'entrée en vigueur du droit aux prestations du régime obligatoire ; possibilité d'autoriser certains exploitants agricoles à différer leur immatriculation à l'Amexa ; situation des anciens exploitants agricoles au regard de l'Axema ; problème de la retraite et de l'allocation de vieillesse ; versement des cotisations de rachat ; ses observations sur l'article 9 VI de la loi de finances pour 1963* [27 avril 1967] (p. 858, 859); Art. 1er : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1106-17 du Code rural à substituer aux mots « dans les trois mois suivant la date d'entrée » les mots « dans les douze mois suivant la date d'entrée »* (p. 861); *son amendement tendant à la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 1106-17 du Code rural à substituer aux mots « dans les trois mois suivant cette promulgation » les mots « dans les six mois suivant cette promulgation »* (p. 861); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 861); En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur : Position du Sénat* [1er juillet 1967] (p. 2555);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (art. L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle : *Ses observations sur le fait que le corps médical aura le monopole de l'application de la loi ; ses conséquences ; conditions de succès de la contraception ; problèmes d'ordre moral* [1er juillet 1967] (p. 2566 à 2568); *ses observations sur la motion de renvoi ; retrait de la motion de renvoi* (p. 2578, 2579); Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Taxe spéciale de 10 %)* (p. 2582); *retrait de son amendement* (p. 2582); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « de caractère commercial »* (p. 2584); *retrait de son amendement* (p. 2584); En deuxième lecture, Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « ordonnance médicale » les mots « ordonnance médicale ou certificat de non-contre-indication »* [14 décembre 1967] (p. 5894); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article : « Ce certificat médical de non-contre-indication ou cette ordonnance seront nominatifs, limités quantitativement et dans le temps valable pour un ou plusieurs produits déterminés, et remis par le médecin au consultant lui-même. Ils devront être accompagnés d'un bon tiré d'un carnet à souche »* (p. 5895); *ses observations sur son amendement* (p. 5895); *son amendement tendant, après le quatrième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Les dispositions prévues à l'article 317 du Code pénal ne sont pas applicables aux praticiens qui procèdent à l'insertion des dispositifs intra-utérins visés à l'alinéa précédent, lorsque ceux-ci provoquent l'interruption d'une grossesse ignorée et non décelable biologiquement »* (p. 5897); *ses observations sur son amendement* (p. 5897, 5898); *législation sur l'avortement et la propagande anticonceptionnelle ; retrait de son amendement* (p. 5898); *son amendement tendant à remplacer le cinquième alinéa de cet article par de nouvelles dispositions (Problème de la prescription aux mineures des médicaments contraceptifs inscrits au tableau spécial)* (p. 5899);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Politique de la santé publique en France ; aide accordée aux organismes de recherche médicale et aux établissements qui se consacrent à l'enfance inadaptée ; problèmes d'équipement ; réalisation des opérations prévues par le Ve Plan ; Caisse d'équipement sanitaire et social ; services de santé scolaire ; problème de l'enfance inadaptée ; cas des hôpitaux ruraux ; mise en place du Centre technique national et des centres régionaux ; création de centres sanitaires ruraux ; impor-*

tance du rôle de l'hôpital; fonctionnement des hôpitaux; réforme du mode de fixation du prix de journée; coefficient d'occupation des hôpitaux; réforme hospitalo-universitaire; statut des médecins des centres anti-cancéreux, des hôpitaux psychiatriques et des établissements de soins et de cure antituberculeux; situation du personnel de direction et des économes des hôpitaux; difficultés de recrutement du corps de l'inspection sanitaire et sociale; formation des infirmières; régression du nombre des étudiants en médecine diplômés; accroissement du ticket modérateur; consommation médicale [25 octobre 1967] (p. 4099 à 4101).

PEYRET-FORCADE (M. Joseph), *Député de la Réunion, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de Gabriel Macé, décédé, le 13 février 1968.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement (*J. O.* du 17 février 1968, p. 1786), [2 avril 1968] (p. 967).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la Ve République (*J. O.* du 28 mars 1968, p. 3223), [2 avril 1968] (p. 971).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F., (no 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

PEZOUT (M. Roger), *Député de Seine-et-Marne, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Peyrefitte, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1967] (p. 1036).

Cesse d'appartenir à cette Commission [20 mai 1967] (p. 1212).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [20 mai 1967] (p. 1212), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F., (no 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Marché céréalier; cas des agriculteurs de Seine-et-Marne; prix du maïs; prix de la viande de bœuf; situation des éleveurs; amélioration des prestations sociales; régime d'assurance vieillesse des exploitants agricoles; problème des cotisations* [8 novembre 1967] (p. 4714, 4715);

PHILIBERT (M. Louis), *Député des Bouches-du-Rhône, 9e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Conflit qui oppose les travailleurs horaires de Sud-Aviation au Gouvernement; conditions de vie et de travail des salariés; problème de l'airbus; conventions collectives de la métallurgie dans le département des Bouches-du-Rhône* [20 avril 1967] (p. 754, 755).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Situation des personnels des ponts et chaussées ; résorption de l'auxiliariat ; création des grades d'agent spécialisé et de chef d'équipe ; situation des conducteurs des travaux publics de l'Etat ; revendications du personnel ; possibilité de rendre l'accession au grade de conducteur principal à l'ancienneté ; problème des heures supplémentaires ; création de nouveaux emplois d'ouvriers des parcs et ateliers ; opposition des personnels de l'Institut géographique national, ceux de Villefranche-sur-Cher notamment, à leur éventuel transfert* [9 novembre 1967] (p. 4819, 4820).

PIANTA (M. Georges), *Député de la Haute-Savoie, 2e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F., (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

PIC (M. Maurice), *Député de la Drôme, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Donne sa démission de représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [31 mai 1967] (p. 1454).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 octobre 1967] (p. 4068).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001) ;

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048).

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Ses observations sur l'intervention de M. Jarrot* [6 novembre 1967] (p. 4535) ; *situation des personnels des préfectures ; paiement des auxiliaires départementaux ; ses observations sur les services de la police ; problème des effectifs ; urbanisation de trente compagnies républicaines de sécurité* (p. 4538, 4539) ; *situation des collectivités locales ; question des subventions ; Fonds spécial d'investissement routier ; diminution de la tranche communale du Fonds spécial d'investissement routier ; transfert des charges ; étatisation du personnel des enseignements spéciaux de la Seine ; réforme des finances locales ; ses observations sur les communautés de programme ; regroupement des communes* (p. 4539 à 4541) ; *situation des collectivités locales sous la IVe République* [6 novembre 1967] (p. 4569) ; ses explications de vote sur le titre III : *Ses observations sur les personnels et les moyens des services du Ministère de l'Intérieur ; renforcement en personnel des cadres des préfectures ; réforme des polices ; création de la police natio-*

nale (p. 4575, 4576); *aide aux collectivités locales; problème du transfert des charges; création de la commission communale d'étude des problèmes municipaux; son vote sur le titre IV* (p. 4576).

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance nº 59-108 du 7 janvier 1959 : *Ses observations sur la motion de renvoi; crédits nécessaires à l'administration; caractères et conditions d'obtention des ressources des collectivités locales; charge des équipements publics prévus au Vᵉ Plan incombant aux collectivités locales; rendement de la fiscalité directe actuelle; ses observations sur la commission Bourrel; problème des subventions; question des emprunts; difficultés de l'autofinancement; institution d'une commission chargée de l'étude des problèmes posés par la répartition des charges financières entre l'Etat et les collectivités locales; situation financière des collectivités locales* [22 novembre 1967] (p. 5155, 5156); *ses observations sur les paroles de M. Michel Debré* (p. 5157); après l'Art. 6 : *Taxe sur la valeur locative des locaux* (p. 5171); Art. 10 : *Ses observations sur le paragraphe III; cas de création d'un établissement industriel dans l'intervalle de deux révisions des évaluations* (p. 5173); Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Waldeck L'Huillier* (p. 5176); Art. 19 : *Situation financière des collectivités locales* (p. 5177); *création d'une commission chargée d'étudier les problèmes posés par la répartition des responsabilités publiques* (p. 5177); *rôle de la commission d'étude des problèmes municipaux; ses observations sur l'amendement de M. Mondon* (p. 5178); avant l'Art. 46 : *Commission nationale des patentes* (p. 5180); *ses observations sur l'application de l'article 40 de la Constitution* (p. 5180); ses explications de vote : *Situation financière des collectivités locales; date d'application des nouvelles évaluations; son vote sur le projet de loi* (p. 5181).

PICARD (M. Paul), *Député de l'Isère, 4ᵉ circonscription (F.G.D.S.).*

En remplacement de Raymond Tezier, décédé le 5 mai 1967.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement, 9 mai 1967 (p. 937, 951).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014).

PICQUOT (M. André), *Député de Meurthe-et-Moselle, 5ᵉ circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la question orale de M. Abelin relative au reclassement du personnel français des bases américaines : *Situation dramatique de l'emploi dans la région de Toul; manque d'infrastructure industrielle* [12 avril 1967] (p. 630).

Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales une question orale, sans débat, relative au licenciement du personnel français dans les bases militaires du secteur Toul-Nancy [10 mai 1967] (p. 981, 983).

PIDJOT (M. Roch), *Député de la Nouvelle-Calédonie et Nouvelles-Hébrides (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [25 mai 1967] (p. 1327).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [25 mai 1967] (p. 1327).

Cesse d'appartenir à cette Commission [23 octobre 1967] (p. 4001).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [23 octobre 1967] (p. 4001), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [6 juin 1967] (p. 1628).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à proroger les pouvoirs de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances **n° 27** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi portant amnistie dans les territoires d'outre-mer, **n° 87** [12 avril 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur sa proposition de loi et plusieurs de ses collègues tendant à proroger les pouvoirs de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances : *Raisons du choix effectué par ce texte; ses observations sur les dégâts subis par la Nouvelle-Calédonie à la suite des inondations récentes* [13 avril 1967] (p. 652, 653);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur la Nouvelle-Calédonie et les Nouvelles-Hébrides; nomination d'un délégué aux îles Loyauté; construction du quai de Port-Vila aux Nouvelles-Hébrides; problèmes de la Nouvelle-Calédonie; ses observations sur la loi du 27 octobre 1966; rôle des conseillers de Gouvernement; question de l'amnistie de l'ancien député du territoire; problème de la société Le Nickel; modification du décret du 18 mars 1936 relatif aux chambres d'agriculture; possibilité de permettre aux agriculteurs autochtones d'accéder à la représentation au sein des chambres d'agriculture; entretien du réseau routier; régime des prêts à long terme; extension de la télévision à l'intérieur du territoire et aux îles; sa demande de retour au régime de la zone maritime* [19 octobre 1967] (p. 3834, 3835); EDUCATION NATIONALE : *Action du Ministère de l'Education nationale en Nouvelle-Calédonie; implantation d'une université et d'un lycée technique dans l'île Nou; possibilité d'accepter le cumul des mois de congé non pris et d'envisager des mesures transitoires; cadre territorial de l'enseignement ; consultation de l'Assemblée territoriale; date des vacances scolaires* [26 octobre 1967] (p. 4215);

— du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores : *Ses observations sur la question préalable; statut de la Côte des Somalis; ses observations sur la Nouvelle-Calédonie* [7 décembre 1967] (p. 5683, 5684);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Articles additionnels : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel (Application de la présente loi dans les départements et territoires d'outre-mer aux condamnations de droit commun afférentes à toute entreprise dont le caractère politique est incontestable tant par son but que par les personnes en cause)* [14 décembre 1967] (p. 5907); *ses observations sur son amendement* (p. 5907).

PIEDS (M. Bernard), *Député de l'Aube, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Intervention :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Problèmes de l'enseignement technique et professionnel; état d'esprit à l'égard de l'enseignement technique; information des familles; orientation des enfants; insuffisance du personnel d'orientation scolaire et professionnel; organisation dans les établissements de tous niveaux, y compris les instituts universitaires de technologie, de centres d'éducation permanente et de promotion professionnelle; revalorisation de la situation du personnel; création de postes d'enseignants dans les C.E.T.; possibilité d'instauration de nouveaux débats; situation des directeurs de collège d'enseignement technique; écoles normales nationales d'apprentissage; absence d'inspecteurs d'enseignement technique dans certains départements* [26 octobre 1967] (p. 4212, 4213);

— sur la motion de censure : *Possibilité, lors du recensement, de poser une question supplémentaire pour savoir si les Français sont favorables ou non à la publicité de marques à la télévision; conséquences de l'introduction de la publicité de marques à la télévision; ses observations sur la presse et la télévision régionales; information de la jeunesse; suppression de certains avantages fiscaux; majoration des tarifs de l'A.F.P.* [24 avril 1968] (p. 1299, 1300); *importance pour la presse des recettes provenant de la publicité; exemple des pays étrangers; disparition de la presse d'opinion; ses observations sur le service de liaison interministérielle pour l'information; rôle des délégations aux stations régionales* (p. 1301).

PIERREBOURG (M. Olivier de), *Député de la Creuse, 1re circonscription (N.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 avril 1968] (p. 1014).

PIMONT (M. Louis), *Député de la Dordogne, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE

GUERRE : *Question de l'égalité des droits à la retraite; situation des combattants d'Afrique du Nord; ses observations sur les ordonnances du 30 décembre 1958; rôle de la carte du combattant; problème de la détermination des opérations militaires postérieures au 11 novembre 1918; discrimination entre les titulaires de la carte du combattant et ceux des territoires ou départements d'outre-mer; situation des jeunes combattants d'Afrique du Nord; égalité des droits des déportés résistants et des déportés politiques* [19 octobre 1967] (p. 3855, 3856); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Baisse du prix de la viande; revenus des agriculteurs; dépenses de soutien des marchés; crédits pour l'amélioration de l'habitat rural; ses observations sur les adductions d'eau en Dordogne; situation des ruraux du Sud-Ouest* [8 novembre 1967] (p. 4713).

PISANI (M. Edgard), *Député de Maine-et-Loire, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre de l'Equipement et du Logement
du 7 avril 1967 au 28 avril 1967.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est nommé Ministre de l'Equipement et du Logement (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Donne sa démission de Ministre de l'Equipement et du Logement (IVe gouvernement Pompidou), décret du 28 avril 1967 [*J. O.* du 29 avril 1967] (p. 4371).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Triboulet, à supprimer les mots « suivant leur importance »* [21 juin 1967] (p. 2037); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Schémas directeurs devant être arrêtés par délibération du conseil municipal* [22 juin 1967] (p. 2058); *schémas directeurs devant être exposés au public* (p. 2058); *cas où un quart de la population représenté par des organismes compétents fait connaître son opposition à un schéma directeur ou un schéma de secteur : cas où le Conseil d'Etat n'approuve pas le chéma par le décret visé à cet article* (p. 2061); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur la création artificielle d'une plus-value pour plantations ou travaux* (p. 2073); après l'article 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Question du principe d'une revision décennale pour les schémas directeurs* (p. 2074); Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les décrets en Conseil d'Etat pour l'établissement des plans sommaires* (p. 2075); *expropriation d'urgence* (p. 2076, 2077); *ses observations sur les paroles de M. Boscher* (p. 2078); ses explications de vote : *Son opposition à cet article* (p. 2079); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les forêts de la région parisienne; dégradation ou déshérence des forêts suburbaines de la région parisienne; situation financière des communes* (p. 2088); *ses observations sur les paroles de M. Cointat* (p. 2090); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les établissements publics à caractère national d'études et de recherches; capacité des conseils municipaux; son étude sur le temps consacré par durée de session des conseils municipaux aux questions quotidiennes ou aux querelles locales, d'une part, et, d'autre part, à la prévision urbaine* [26 juin 1967] (p. 2180); *capacité des communes pour l'élaboration d'un plan d'urbanisme étant liée à leur disponibilités financières; agence d'urbanisme* (p. 2181); *ses observations sur les paroles de M. Ortoli* (p. 2183); Art. 2 : *Délai retenu pour l'approbation des plans d'occupation des sols* (p. 2184); *ses observations sur l'expression « délibération tacite »* (p. 2187); après l'Art. 6 : *Constructions industrielles en zone rurale* (p. 2193); *protection des agriculteurs contre la croissance urbaine; calcul des indemnités* (p. 2193); Art. 9 : *Ses observations*

sur le crédit de 400 millions de francs prévu pour la réalisation d'un programme de réserves foncières (p. 2203); Art. 10 : *Affectation du sol exproprié* (p. 2206, 2207); *notion de réserve foncière* (p. 2209); *acquisition d'immeubles bâtis en zone non urbaine* (p. 2209); Art. 11 : *Conséquences de la constitution de réserves foncières à long terme* (p. 2211); *défense des intérêts agricoles* (p. 2211, 2212); Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Cointat* (p. 2214); *ses observations sur l'amendement de M. Bozzi et celui de M. Triboulet* (p. 2215); après l'Art. 13 : *Ses observations sur les amendements de MM. Defferre, Claudius-Petit et Triboulet* (p. 2116); *insuffisance de la connaissance des problèmes fonciers et de la réalité foncière* (p. 2217, 2218); *ses observations sur la fiche foncière en Suisse et en Allemagne* (p. 2218); après l'Art. 15 : *Notion de reconstitution à l'identique; ses observations sur les résidences principales* (p. 2228); *droits de l'exproprié* (p. 2229); après l'Art. 21 : *Article 75 de la loi de finances pour 1965 pouvant cesser de s'appliquer à l'achèvement du Ve Plan* (p. 2238); *ses observations sur l'amendement de M. Ruais* (p. 2239); *sa suggestion d'adopter l'amendement suivant: « Le Gouvernement déposera, dans un délai de trois mois, un projet de loi déterminant les mécanismes de la rénovation foncière »* (p. 2239); Art. 27 : *Ses observations sur les amendements de M. Bozzi* (p. 2242); après l'Art. 32 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas du propriétaire dont les fonds sont enclavés et qui n'a, sur la voie publique, aucune issue ou qu'une issue insuffisante)* (p. 2244); *retrait de son amendement* (p. 2244); Art. 46 : *Impôt foncier; objectif de l'impôt; valeur des sols* [27 juin 1967] (p. 2286, 2287); *réforme des finances locales; taxe locale d'équipement* (p. 2300); *détermination de la valeur des sols* (p. 2300); *son sous-amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article A proposé par l'amendement de M. Triboulet* (p. 2302); *retrait de son sous-amendement* (p. 2303); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction des trois premiers alinéas de l'article B proposé par l'amendement de M. Triboulet: « L'impôt foncier urbain comprend: 1° une taxe foncière urbaine; 2° une surtaxe d'urbanisation tendant à la récupération des plus-values exceptionnelles »* [28 juin 1967] (p. 2324); Seconde délibération, Art. 10 : *Ses observations sur la notion de périmètre* [1er juillet 1967] (p. 2518); Art. 46 A : *Ses observations sur les amendements déposés sur cet article; déclaration de la valeur des sols faite par le propriétaire* (p. 2523, 2524); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa du paragraphe I de l'amendement de M. Debré (loi de finances pour 1970 fixant les conditions dans lesquelles une taxe d'urbanisation assise sur la valeur des terrains non bâtis et susceptibles d'être bâtis situés à l'intérieur de la zone urbaine sera instituée au profit des communes tenues d'avoir un plan d'occupation des sols)* (p. 2525); *retrait de son sous-amendement* (p. 2526); En deuxième lecture, Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Relations entre la ville et la campagne* [30 novembre 1967] (p. 5379, 5380); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Délai entre la publication d'un plan d'occupation des sols et le paiement en raison de l'expropriation* (p. 5389).

Mise au point au sujet de son vote sur l'un de ses amendements déposés sur le projet de loi d'orientation foncière et urbaine [1er juillet 1967] (p. 2515).

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, avec débat, relative aux manifestations d'étudiants [8 mai 1968] (p. 1592); *mobiles, problèmes et angoisses de la jeunesse devant un monde sans signification; rôle de l'homme politique; évolution de l'Université; définition des bases de l'Université dans un système d'éducation permanente; création d'un système d'orientation et de formation positive* (p. 1603, 1604, 1605, 1606).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Révolte des étudiants; sens de la révolte; exigence de la société moderne; sens du débat actuel; fondements de son vote; structures universitaires; attitude des membres du corps professoral; société moderne; ses observations sur le plan; taux d'expansion; problème de l'entreprise; ne pas confondre le revenu et le profit; instauration, au sein de l'entreprise, d'un système de confrontation et de concertation; aménagement du territoire; conception de la ville future; nécessité de découvrir une vie plus humaine; collectivités locales; projet de loi sur la réforme communale; regroupement des communes; décentralisation financière; nécessité de faire correspondre l'élection, la responsabilité financière et la responsabilité du destin local; problème de l'université; rôle de l'homme poli-*

tique; chances du Gouvernement; coût de la crise actuelle; son vote sur la motion de censure; sa démission de son mandat parlementaire [22 mai 1968] (p. 2033 à 2035); *ses observations sur les paroles de M. Pompidou; son désaccord avec le Gouvernement sur les problèmes essentiels* (p. 2036).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de sa démission de député [22 mai 1968] (p. 2053).

PLANEIX (M. Joseph), *Député du Puy-de-Dôme, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [23 octobre 1967] (p. 4001).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [23 octobre 1967] (p. 4001), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problèmes des adductions d'eau potable et du réseau d'assainissement dans les communes rurales; exemple du département du Puy-de-Dôme; aménagement des villages; prophylaxie du bétail; problème des permissions agricoles; indemnité viagère de départ; F.A.S.A.S.A.* [8 novembre 1967] (p. 4708).

PLEVEN (M. René), *Député des Côtes-du-Nord, 2e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (n° 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à ce qu'aucune dépense ne soit imposée aux départements et aux communes sinon par la loi, **n° 74** [12 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 219), modifié par le Sénat, portant réforme du droit des incapables majeurs, **n° 414** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à l'interprétation de l'article 4, paragraphe I, de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 relatif à la liquidation des pensions, **n° 549** [7 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 627), modifié par le Sénat en troisième lecture, portant réforme du droit des incapables majeurs, **n° 628** [20 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à préciser la couverture du risque maladie en faveur des enfants infirmes **n° 758** [3 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Echouage du Torrey Canyon; solidarité natio-*

nale devant jouer à 100 % pour l'indemnisation des collectivités et des particuliers; évaluation des dommages directs et indirects; application du plan ORSEC; responsabilités du Gouvernement britannique et du Gouvernement français; emploi de détersif; sa question de savoir pourquoi on n'a pas procédé à des prélèvements dans la nappe pour déterminer sa composition chimique; absence de contacts franco-anglais face à ce péril; saupoudrage des nappes de coagulant; inertie des Gouvernements; tonnage de pétrole transporté par mer chaque année; six millions de tonnes d'hydrocarbure étant jetées dans tous les océans du monde chaque année; insuffisance des moyens de contrôle; application de la convention internationale; référence à la loi belge de 1962; taux d'utilisation de la station de dégazage de Brest; moyens utilisés dans cette lutte; France devant être avec l'Angleterre une puissance invitante à la conférence internationale; création à l'université de Rennes d'un institut de la mer; création nécessaire d'un Ministère des Affaires maritimes [25 avril 1967] (p. 810 à 813); *problème des assurances* (p. 815);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Ses observations sur le débat; absence de scrutin; son désir de voir la politique étrangère de la France être une politique bipartisane; question de l'O.T.A.N.; problème allemand; nécessité de maintenir la France dans l'Alliance atlantique; conséquences sociales du licenciement de près de 20.000 employés français; sort de nos forces d'Allemagne; négociations avec l'Angleterre et les Etats-Unis; relations françaises avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est; statut de Berlin; question de l'unification politique de l'Ouest de l'Europe; crise du Proche-Orient; proposition française de conférence à quatre; impuissance des Nations Unies; position actuelle du Gouvernement en ce qui concerne l'embargo sur les fournitures d'armes ou de pièces de rechange destinées aux huit pays du Moyen-Orient; raids de commandos palestiniens organisés en Syrie contre Israël; dénonciation unilatérale du statut de la navigation dans le golfe d'Akaba; droit d'Israël à des frontières raisonnables; coopération entre les peuples; liberté de navigation dans le golfe d'Akaba et à travers le canal de Suez; problème des réfugiés palestiniens; statut des Lieux saints; décision du secrétaire général de l'O.N.U. de retirer les « casques bleus »; crise du Vietnam; Gouvernement français voulant faire une politique de « mains libres »; nécessité de faire l'Europe politique; conférence de Rome; nécessité de créer un organe communautaire de consultation, de proposition jouant dans le domaine politique le rôle qu'exerce, dans le domaine économique, la Commission économique européenne; question de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun* [15 juin 1967] (p. 1850 à 1853).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme du droit des incapables majeurs, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur l'interdiction, le conseil judiciaire et l'administration provisoire des biens des internés; ses observations sur la tutelle, la curatelle et le placement sous la sauvegarde de justice; compétence du juge des tutelles; problème de la possibilité d'un recours devant le tribunal de grande instance; consultation d'un collège de trois médecins* [3 octobre 1967] (p. 3393, 3394); *protection de la personne et des biens; institution de l'administration provisoire; rôle du médecin traitant; son opposition à la demande de renvoi en commission* (p. 3396); Art. 490 du Code civil : *Extension de la protection de la loi* (p. 3397); *ses observations sur l'amendement de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 3398); Art. 490-1 *bis* du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3398); Art. 490-2 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 3398); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à substituer aux mots « de disposer des droits relatifs à l'habitation ou d'aliéner le mobilier » les mots « qu'il soit disposé des droits relatifs à l'habitation ou que le mobilier soit aliéné »* (p. 3398); *recours à un expert* (p. 3398); *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par une nouvelle phrase : « Les souvenirs et autres objets de caractère personnel seront toujours exceptés de l'aliénation et devront être gardés à la disposition de la personne protégée, le cas échéant, par les soins de l'établissement de traitement »* (p. 3399); Art. 491 du Code civil : *Ses observations sur la tutelle, la curatelle et la sauvegarde de justice* (p. 3399); Art. 493 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Ouverture de la tutelle étant prononcée par le juge des tutelles)*

(p. 3400); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa (Recours devant le tribunal de grande instance contre le jugement qui a ouvert la tutelle)* (p. 3400); Art. 490-2 du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du premier alinéa de cet article* (p. 3400); *ses observations sur les objets de caractère personnel qui doivent être gardés à la disposition des personnes protégées* (p. 3400); *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa de cet article par une nouvelle phrase (Protection des souvenirs et autres objets de caractère personnel; rôle de l'établissement de traitement)* (p. 3400); Art. 491 du Code civil : *Conseil judiciaire* (p. 3401); Art. 491-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Rôle du juge des tutelles)* (p. 3401); Art. 491-5 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « sans l'autorisation du conseil de famille » à substituer aux mots « soit donner au Procureur de la République avis de la cause qui justifierait l'ouverture d'une tutelle ou d'une curatelle », les mots « soit décider d'office d'ouvrir une tutelle ou une curatelle »* (p. 3402); Art. 493-1 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet article : « Le juge ne peut prononcer l'ouverture d'une tutelle que si l'altération des facultés mentales ou corporelles a été constatée par un médecin spécialiste »* (p. 3402); *examen du malade par un collège de trois médecins; fonctionnement des hôpitaux psychiatriques* (p. 3402, 3403); *rôle d'un médecin spécialiste* (p. 3403); Art. 496 du Code civil : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « le tribunal estime » les mots « le juge n'estime »* (p. 3403); *intervention du juge de tutelle* (p. 3403); Art. 497 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « le tribunal » les mots « le juge des tutelles »* (p. 3404); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 497 du Code civil* (p. 3404); Art. 499 du Code civil : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « le tribunal » les mots « le juge des tutelles »* (p. 3404); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 499 du Code civil, après les mots « soit un préposé » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « appartenant au personnel administratif de l'établissement de traitement, soit un administrateur spécial, choisis dans les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat »* (p. 3404); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 499 du Code civil* (p. 3404); Art. 501 du Code civil : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « En ouvrant la tutelle ou dans un jugement postérieur, le juge, sur l'avis du médecin traitant... »* (p. 3405); *rôle du médecin traitant* (p. 3405); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 501 du Code civil* (p. 3405); Art. 506 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots « sauf si le consentement conjoint des père et mère peut être recueilli »* (p. 3406); *son amendement tendant après le premier alinéa de l'article 506 du Code civil, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Il n'y a pas lieu, à la réunion d'un conseil de famille, si les père et mère donnent l'un et l'autre leur consentement au mariage »* (p. 3406); Art. 507 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les recours prévus par l'article 493, alinéa 3, ne peuvent être exercés que contre les jugements qui refusent de donner mainlevée de la tutelle »* (p. 3406); Art. 509-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Epoux étant curateur de son conjoint)* (p. 3406, 3407); Art. 511 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'alinéa premier de cet article : « En ouvrant la curatelle ou dans un jugement postérieur, le juge, sur l'avis du médecin traitant... »* (p. 3407); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 3407); Art. 512 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « En nommant le curateur, le juge peut ordonner qu'il percevra seul... »* (p. 3407); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Interdiction à quiconque exerce une fonction ou occupe un emploi dans un établissement hébergeant des personnes âgées ou dispensant des soins psychiatriques, de se rendre acquéreur d'un bien ou cessionnaire d'un droit appartenant à une personne admise dans l'établissement, non plus que de prendre à bail le logement occupé par cette personne avant son admission dans l'établissement)* (p. 3407, 3408);

Art. 490-1 *bis* du Code civil : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3408); Art. 8 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de l'article 326-1 du Code de la santé publique, après les mots « peut en faire » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « la déclaration au Procureur de la République. Cette déclaration a pour effet de placer le malade sous la sauvegarde de justice si elle est accompagnée de l'avis conforme d'un médecin spécialiste »* (p. 3408); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article L 326-1 du Code de la santé publique (Déclaration faite par le médecin au Procureur de la République lorsqu'une personne est soignée dans un établissement public ou dans l'un des établissements privés figurant sur une liste établie par arrêté du Ministre des Affaires sociales)* (p. 3408); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de l'article L 326-1 du Code de la santé publique* (p. 3409); *son amendement, tendant au début du premier alinéa de l'article 352-2 du Code de la santé publique, à substituer au mot « psychiatrique » les mots « de soins »* (p. 3409); Art. 9 *quater : Son amendement tendant au début du texte proposé pour l'article 10* bis *de la loi n° 66-774 du 18 octobre 1966, après les mots « lorsqu'une tutelle est ouverte » à substituer aux mots « en application du titre XI » les mots « conformément aux dispositions »* (p. 3409); Art. 13 : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le début du premier alinéa de cet article : « Quant aux biens des malades internés et non interdits... »* (p. 3409); *son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article de nouveaux alinéas (Cession des pouvoirs à l'expiration d'un délai de cinq ans)* (p. 3409); *délai pour la mise en application de la loi* (p. 3409); conclusions de la Commission mixte paritaire : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 493 du Code civil (Ouverture de la tutelle)* [14 décembre 1967] (p. 5912); *compétence du tribunal de grande instance; gestion des hôpitaux psychiatriques* (p. 5912, 5913); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 491-1 du Code civil : « Le juge des tutelles, saisi d'une procédure de tutelle ou de curatelle, peut placer la personne qu'il y a lieu de protéger sous la sauvegarde de justice, pour la durée de l'instance, par une décision provisoire transmise au Procureur de la République »* (p. 5913); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de l'article 491-5 du Code civil à substituer aux mots « soit donner au Procureur de la République avis de la cause qui justifierait l'ouverture d'une tutelle ou d'une curatelle » les mots « soit décider d'office d'ouvrir une tutelle ou une curatelle »* (p. 5913); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 493-1 du Code civil (Constatation par un médecin spécialiste de l'altération des facultés mentales ou corporelles du malade)* (p. 5913); *problème de l'exigence de trois médecins; conditions de l'expertise* (p. 5913); *son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de l'article 496 du Code civil à substituer aux mots « le tribunal n'estime » les mots « le juge n'estime »* (p. 5913); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 497 du Code civil à substituer aux mots « le tribunal » les mots « le juge des tutelles »* (p. 5913); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 497 du Code civil* (p. 5913); *son amendement tendant au début du premier alinéa de l'article 499 du Code civil à substituer aux mots « le tribunal » les mots « le juge des tutelles »* (p. 5913); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 499 du Code civil* (p. 5914); *son amendement tendant au début du premier alinéa de l'article 501 du Code civil à substituer aux mots « le tribunal » les mots « ou dans un jugement postérieur le juge »* (p. 5914); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 501 du Code civil* (p. 5914); *son amendement tendant à compléter l'article 507 du Code civil par le nouvel alinéa suivant : « Les recours prévus par l'article 493, alinéa 3, ne peuvent être exercés que contre les jugements qui refusent de donner mainlevée de la tutelle »* (p. 5914); *possibilité du recours contre la décision du juge des tutelles* (p. 5914); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article 509-1 du Code civil (Cas où l'époux est curateur de son conjoint)* (p. 5914); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'alinéa 1er de l'article 511 du Code civil : « En ouvrant la curatelle ou dans un jugement postérieur, le juge, sur l'avis du médecin traitant... »* (p. 5914); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de l'article 511 du Code civil* (p. 5914); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de l'article 512 du Code civil : « En nommant le curateur, le*

juge peut ordonner qu'il percevra seul... » (p. 5914); *son amendement tendant à la fin du premier alinéa de l'article L 326-1 du Code de la santé publique après les mots « peut en faire » à rédiger ainsi la fin de l'alinéa : « La déclaration au Procureur de la République. Cette déclaration a pour effet de placer le malade sous la sauvegarde de justice si elle est accompagnée de l'avis conforme d'un médecin spécialiste* » (p. 5914); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article L 326-1 du Code de la santé publique (Cas où une personne est soignée dans un établissement public ou dans l'un des établissements privés figurant sur une liste établie par arrêté du Ministre des Affaires sociales)* (p. 5914); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de l'article L 326-1 du Code de la santé publique* (p. 5914); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du troisième alinéa de cet article (Rôle du juge des tutelles)* (p. 5914); en troisième lecture, Art. 1er : *Ses observations sur ce texte* [19 décembre 1967] (p. 6035); Art. 493 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Ouverture de la tutelle étant prononcée par le juge des tutelles à la requête de la personne qu'il y a lieu de protéger)* (p. 6035); *rôle du juge des tutelles* (p. 6035); Art. 491-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa de cet article : « Le juge des tutelles, saisi d'une procédure de tutelle ou de curatelle peut placer...* » (p. 6035); Art. 491-5 du Code civil : *Son amendement tendant à substituer aux mots « soit donner au Procureur de la République avis de la cause qui justifierait l'ouverture d'une tutelle ou d'une curatelle » les mots « soit décider d'office d'ouvrir une tutelle ou une curatelle* » (p. 6036); Art. 493-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Conditions exigées pour l'ouverture d'une tutelle)* (p. 6036); *nécessité d'un certificat d'un médecin spécialiste constatant l'altération des facultés mentales ou corporelles du malade* (p. 6036); *mise sous tutelle des biens du malade mental* (p. 6036); Art. 496 du Code civil : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « le tribunal » les mots « le juge* » (p. 6037); Art. 497 du Code civil : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « le tribunal » les mots « le juge des tutelles* » (p. 6037); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 6037); Art. 499 du Code civil : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « le tribunal » les mots « le juge des tutelles* » (p. 6037); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 6037); Art. 501 du Code civil : *Son amendement tendant au début du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « le tribunal » les mots « ou dans un jugement postérieur, le juge* » (p. 6037); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 6037); Art. 507 du Code civil : *Son amendement tendant à compléter cet article par le second alinéa suivant : « Les recours prévus par l'article 493, alinéa 3, ne peuvent être exercés que contre les jugements qui refusent de donner mainlevée à la tutelle* » (p. 6037); *recours contre les jugements* (p. 6037); Art. 509-1 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Cas où l'époux est curateur de son conjoint)* (p. 6038); Art. 511 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'alinéa 1er de cet article : « En ouvrant la curatelle ou dans un jugement postérieur, le juge, sur l'avis du médecin traitant...* » (p. 6038); *son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 6038); Art. 512 du Code civil : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du premier alinéa de cet article : « En nommant le curateur le juge peut ordonner qu'il percevra seul* » (p. 6038); Art. 8 : *Son amendement tendant à la fin du premier alinéa de cet article après les mots « peut en faire » à une nouvelle rédaction de la fin de l'alinéa (Déclaration faite au Procureur de la République)* (p. 6038); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article L 326-1 du Code de la santé publique (Cas où une personne est soignée dans un établissement public ou dans l'un des établissements privés figurant sur une liste établie par arrêté du Ministre des Affaires sociales)* (p. 6038); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L 326-1 du Code de la santé publique* (p. 6038); Art. 13 : *Son amendement tendant à substituer au deuxième alinéa de cet article deux nouveaux alinéas (Ouverture de la tutelle et de la curatelle)* (p. 6039); *disparition du*

régime des administrateurs provisoires (p. 6039); en quatrième et dernière lecture, enqualité de *Rapporteur: Compétence du tribunal d'instance; attitude du Sénat* [20 décembre 1967] (p. 6081);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur les paroles de M. Wagner* [20 octobre 1967] (p. 3918); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Ses observations sur le Concorde; principe de la dépéréquation en ce qui concerne les lignes aériennes intérieures; investissements d'Air Inter; suppression de la détaxation du carburant accordée aux aéro-clubs; application de l'article 27 du projet de loi de finances rectificative pour 1966; garanties de financement accordées à Sud-Aviation et à la S.N.E.C.M.A.; accroissement du nombre des passagers transportés; statut de la compagnie Air Inter; problème de son maintien en 1968; nature de la participation des collectivités locales au déficit; dépenses d'investissement; problème des clubs; détaxation de l'essence; équipement de Paris-Nord; aérodrome de Cormeilles; ses observations sur Paris-Ouest et l'aérodrome de Chavenay* [3 novembre 1967] (p. 4395, 4396); *situation de la compagnie Air Inter* (p. 4406); après l'Art. 75 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Participations au déficit d'exploitation des lignes aériennes intérieures; participations des collectivités aux bénéfices d'exploitation et au déficit d'exploitation des lignes aériennes)* (p. 4415); *subventions accordées par les collectivités locales à la compagnie Air Inter; taxe sur les prestations de services payées par les collectivités locales sur le montant de leur participation à la couverture du déficit des lignes aériennes* (p. 4415, 4416); *ses observations sur l'application de l'article 41 de la Constitution* (p. 4416); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Développement de la crise du Proche-Orient: parti-pris gouvernemental contre Israël; affaire du torpilleur* Eilhat; *embargo sur les livraisons de matériel commandé par Israël avant les hostilités; objectifs poursuivis par le Gouvernement à l'égard du Canada; ses observations sur la province de Québec; conséquences éventuelles de la dislocation de la Confédération canadienne; ses observations sur le voyage du Président de la République en Pologne; division actuelle de l'Allemagne; Alliance atlantique; problème de l'élargissement du Marché commun; demande d'adhésion formulée par la Grande-Bretagne; faiblesse de la livre sterling; question de la monnaie de réserve; finances extérieures de la Grande-Bretagne; politique communautaire de la recherche scientifique; ses critiques à l'égard de la politique gouvernementale; réalisation de l'unité européenne* [7 novembre 1967] (p. 4600 à 4602); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Ses observations sur les paroles de M. Gorse* [10 novembre 1967] (p. 4891); MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES, après l'Art. 75 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (détermination d'un chapitre spécial dans les comptes de la Compagnie Air Inter pour les participations des collectivités locales au déficit d'exploitation de lignes aériennes intérieures; cas où l'exploitation des lignes devient bénéficiaire)* (p. 4899); *ses observations sur l'article 41 de la Constitution; possibilité pour les départements et les villes qui ont voté une subvention en faveur de l'exploitation d'une ligne aérienne intérieure d'en récupérer le montant lorsque la ligne créée devient bénéficiaire* (p. 4899); *subvention de l'Etat à la compagnie Air Inter* (p. 4899, 4900); en deuxième lecture, Art. 7 : *Production cidricole; égalité du taux de la T.V.A. pour le cidre et la bière* [7 décembre 1967] (p. 5646, 5647).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Politique du Gouvernement en ce qui concerne la coopération avec l'Euratom* [7 mai 1968] (p. 1537).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Mesures prises par le Gouvernement; progression de la production industrielle; ses observations sur la T.V.A.; libération des échanges résultant du Marché commun; nombre des chômeurs; taux d'expansion; importance de la stabilité pour le Gouvernement; hésitation entre la consommation et l'investissement; importance de la thésaurisation; rythme de progression des investissements; dégrèvement sur les matériels d'équipement; plan de la sidérurgie; sa proposition d'exonérer de la part du revenu annuel placée à plus de dix ans et dans la limite d'un plafond de deux mille francs par an; politique de création d'emplois; insuffisance du dynamisme industriel français; sous-emploi en Bretagne; blocage des prix; niveau de la*

fiscalité en France; ses observations sur la réunion de Stockholm; statut de société européenne; budget du Marché commun; accroissement de la part de l'industrie dans les activités de la Nation [9 mai 1968] (p. 1675 à 1678); *ses observations sur les paroles de M. Debré* [10 mai 1968] (p. 1724); *unité monétaire européenne; eurodollar; société de droit européen; problème de la fusion des entreprises européennes; question de la supranationalité; élection du Parlement européen au suffrage direct* (p. 1729, 1730);

— du projet de loi portant amnistie : *Ses observations sur les paroles de M. Dreyfus-Schmidt* [22 mai 1968] (p. 2055).

PLOUX (Mme Suzanne), *Député du Finistère, 6e circonscription (U.D. - Ve R.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommée :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (no 3) de M. Montagne tendant à créer une Commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (no 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Questions matérielles de l'enseignement; cas des communes rurales; conséquences du refus de créer des internats dans les collèges d'enseignement secondaire; nécessité de veiller à ce que l'organisation des examens du B.E.P.C. et du baccalauréat permette une scolarité normale jusqu'au terme du troisième trimestre; fermeture des bibliothèques trop tôt à Paris; problème de l'enseignement technique féminin; écoles normales d'instituteurs; formation des instituteurs* [31 mai 1967] (p. 1472, 1473).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, après l'Art. 4 : *Cas des terrains situés en bordure de mer; possibilité pour la commune d'instituer une taxe sur les terrains à vendre; indemnisation des propriétaires de la zone* non aedificandi [26 juin 1967] (p. 2191); *retrait de son amendement* (p. 2192); après l'Art. 21 : *Projet de loi exonérant l'Etat de la taxe d'équipement lorsque celui-ci procède à des constructions dans les communes* (p. 2238); Art. 25 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un paragraphe 4o : « Afin de faire participer à la réparation du dommage direct, matériel et certain que peuvent supporter les propriétaires de parcelles frappées de servitudes* non aedificandi *édictées dans le but de réserver une vue sur la mer le long du littoral, les propriétaires de parcelles qui bénéficient directement de cette servitude. Dans ce cas, la commune est de droit membre de l'association »* (p. 2241); *association foncière; cas des terrains de la zone côtière en bordure de mer* (p. 2241).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale, sans débat, relative au licenciement d'auxiliaires des Postes et Télécommunications [13 octobre 1967] (p. 3619, 3620).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Rôle de la télévision; notion de sauvegarde de la chose publique; formation des instituteurs; formation des professeurs de C.E.G. et de C.E.S.; insuffisance du nombre des professeurs agrégés reçus chaque année; création de postes d'agents dans les collèges d'enseignement technique; expérience de l'école bilingue dans les écoles maternelles, primaires et secondaires* [26 octobre 1967] (p. 4207, 4208); *ses observa-*

tions sur la sauvegarde de la civilisation locale et régionale (p. 4208);

— du projet de loi relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement : *Situation des ingénieurs militaires et des ingénieurs de travaux; agents techniques des poudres et du service des essences étant écartés du bénéfice du projet de loi; rémunérations des agents techniques des poudres et du service des essences; situation des agents techniques des poudres licenciés en 1940* [15 novembre 1967] (p. 4960, 4961);

— du projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites : *Ses observations sur les communes du centre Finistère; question de la bande de terrain qui longe la mer et que l'on appelle « sentier de douaniers »; question des permis de construire; réparation des monuments historiques; cas de l'abbaye de Relecq; conditions de passation des marchés; question des pénalités; enseignement de l'histoire de l'art* [6 décembre 1967] (p. 5620, 5621).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Energie d'origine nucléaire; Commission Couture; Centre national d'exploitation des océans* [8 mai 1968] (p. 1632).

POIRIER (M. Jean-Marie), *Député du Val-de-Marne, 8e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [13 avril 1967] (p. 656).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [13 avril 1967] (p. 656), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048);

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — Annexe n° 21. — Services du Premier Ministre : Section I. — Services généraux; Section III. — Journaux officiels; Section IV. — Secrétariat général de la Défense nationale ; Section VI. — Groupement des contrôles radio-électriques; Section VII. — Conseil économique et social. Annexe n° 30. — Légion d'Honneur et Ordre de la Libération, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Pose à M. le Ministre des Transports une question orale, sans débat, relative aux troubles causés aux riverains des aéroports [21 avril 1967] (p. 778).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE, en qualité de *Rapporteur spécial: Nature de l'activité de la recherche; rôle de la recherche en économie; dépenses de coopération scientifique internationale; direction générale à la recherche scientifique et technique; Institut national de la sûreté de la recherche médicale; problème des investissements; rôle du C.N.R.S.; Fonds de la recherche scientifique et technique; prévisions du Ve Plan; Institut de recherches d'informatique et d'automatique; mission Cognard; procédure des subventions remboursables; intervention de l'Etat; ses observations sur les procédures d'agrément, de contrôle, de remboursement des aides; mesures prises par*

l'Etat pour amener les entreprises à la recherche; plan-calcul; Compagnie internationale pour l'informatique; budget de l'I.R.I.A.; établissement du réseau commercial de l'informatique; ses observations sur le « soft-ware »; coopération européenne; problème de l'atome; commissariat à l'énergie atomique; mise en service de Rapsodie; usine de Pierrelatte; production de plutonium à l'usine de La Hague; mise en service du réacteur expérimental à eau lourde et à gaz E.L.4 à Brennilis; découverte de gisements d'uranium au Niger; développement des procédés de dessalement de l'eau de mer; usine de production d'électricité et d'eau dessalée à Nouakchott; activité du C.E.A. en matière de recherche fondamentale; problème des générateurs d'énergie; utilisation de l'uranium comme matière fissile; cas de la centrale franco-belge de Chooz; ses observations sur le prototype de réacteur pour sous-marins construit à Cadarache; problème des surrégénérateurs; indépendance dans l'approvisionnement en matière fissile; Centre spatial de la Guyane; programme Symphonie; projet franco-soviétique; projet Roseau; problème de la recherche spatiale; ses observations sur les « retombées technologiques »; harmonisation européenne en matière spatiale; nécessité de réaliser dans un cadre français ou européen des satellites de télécommunications [2 novembre 1967] (p. 4302 à 4307); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Problème de la défense contre le bruit aérien; situation des habitants du sud de la région parisienne qui habitent autour d'Orly; problème de l'insonorisation des édifices publics; sa proposition de loi définissant le phénomène du bruit, les modes d'indemnisation et de transfert de propriété au profit des aéroports et comportant l'institution d'une taxe perçue sur les passagers ou sur les visiteurs de l'aéroport d'Orly* [3 novembre 1967] (p. 4399, 4400); AFFAIRES CULTURELLES : *Découverte d'un ensemble de vestiges archéologiques à Marseille; ses observations sur le site de l'ancienne Phocée; question du maintien des vestiges* in situ; *perte que représenterait pour la ville de Marseille l'abandon de ses projets immobiliers* [9 novembre 1967] (p. 4768, 4769);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 , ses explications de vote : *Réforme des finances locales; son vote sur le projet de loi* [22 novembre 1967] (p. 5181);

POMPIDOU (M. Georges), *Député du Cantal, 2e Circonscription (U.D.-Ve R.).*

Premier Ministre
du 6 avril 1967 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569);

— Premier Ministre. — Décret du 6 avril 1967 [*J. O.* du 7 avril 1967] (p. 3467).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 6 mai 1967, de son mandat de député [9 mai 1967] (p. 936, 950).

Est chargé de l'intérim du Ministère de l'Education nationale. Décret du 28 mai 1968 (*J. O.* du 29 mai 1968, p. 5267).

Sa démission est acceptée. Décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Dépôts :

Son projet de loi modifiant les articles 384 et 385 du Code rural, **n° 90** [13 avril 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord signé le 28 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République populaire de Pologne, relatif à la situation, en matière de Sécurité sociale, des travailleurs salariés ou assimilés qui ont été occupés en France, aux Pays-Bas et en Pologne, **n° 91** [13 avril 1967].

Son projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, **n° 92** [13 avril 1967].

Son projet de loi relatif à la résiliation des contrats d'assurance maladie faisant double emploi avec la garantie du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles, **n° 93** [13 avril 1967].

Son projet de loi relatif à l'organisation des justices de paix à compétence ordinaire en Polynésie française, **n° 94** [13 avril 1967].

Son projet de loi autorisant la ratification d'un amendement à l'article 109, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies relatif aux conditions dans lesquelles pourra être réunie une conférence générale des membres des Nations Unies aux fins d'une revision de la Charte et adopté le 20 décembre 1965 par l'assemblée générale des Nations Unies, **n° 100** [18 avril 1967].

Son projet de loi modifiant les articles 4 et 6 de la loi n° 63-807 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, **n° 101** [18 avril 1967].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, du 18 mars 1965, **n° 102** [18 avril 1967].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire signée le 28 juillet 1966 entre la République française et la République populaire hongroise, **n° 130** [20 avril 1967].

Son projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, **n° 135** [21 avril 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la responsabilité des hôteliers quant aux objets apportés par les voyageurs, ouverte à la signature le 17 décembre 1967, **n° 136** [21 avril 1967].

Son projet de loi relatif à la Cour des Comptes, **n° 140** [25 avril 1967].

Son projet de loi d'orientation foncière et urbaine, **n° 141** [25 avril 1967].

Son projet de loi réprimant les fraudes en matière d'élections des administrateurs des centres régionaux de la propriété forestière, **n° 173** [9 mai 1967].

Son projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, **n° 174** [9 mai 1967].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1965, **n° 175** [9 mai 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 8 février 1967 entre le Gouvernement de la République française et la Conférence internationale des contrôles d'assurances des Etats africains, français et malgache, **n° 217** [20 mai 1967].

Son rapport sur la mise en œuvre du second plan d'équipement sportif et socio-éducatif (en application de la loi de programme n° 65-517 du 2 juillet 1965) [23 mai 1967] (p. 1252).

Son projet de loi de finances rectificative pour 1967, **n° 272** [6 juin 1967].

Son projet de loi relatif à l'organisation du Territoire de la Côte française des Afars et des Somalis, **n° 281** [8 juin 1967].

Son projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature, **n° 282** [8 juin 1967].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire, du protocole et des deux échanges de lettres annexes signés à Paris le 18 juillet 1966 entre la France et les Etats-Unis d'Amérique, **n°283** [8 juin 1967].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention additionnelle à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer (C.I.V.) du 25 février 1961 relative à la responsabilité du chemin de fer pour la mort et les blessures des voyageurs, signée le 26 février 1966, **n° 284** [8 juin 1967].

Son projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1888 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales françaises, **n° 309** [13 juin 1967].

Rapport sur l'évolution de l'économie nationale et des finances publiques (en application de l'article 38, troisième alinéa, de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959, portant loi organique relative aux lois de finances) [15 juin 1967] (p. 1873).

Son projet de loi autorisant la ratification du protocole du 22 juin 1964 prévu par l'article 8 (1) (e) (ii) de la Convention portant création d'une organisation européenne pour la mise au point et la construction de lanceurs d'engins spatiaux et relatif à l'utilisation des informations techniques pour les buts autres que ceux de la technologie spatiale, **n° 337** [21 juin 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention européenne du 30 novembre 1964 concernant la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition, **n° 365** [23 juin 1967] (p. 2148).

Son projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959, **n° 374** [29 juin 1967].

Son projet de loi relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, **n° 376** [29 juin 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-monégasque du 9 décembre 1966 relatif à la situation des actionnaires de sociétés monégasques domiciliés en France, **n° 418** [2 octobre 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention européenne du 30 novembre 1964 pour la répression des infractions routières, **n° 419** [2 octobre 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Côte-d'Ivoire, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Abidjan le 6 avril 1966, **n° 420** [2 octobre 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord relatif aux questions douanières et fiscales soulevées par l'exploitation du tunnel routier sous le Mont-Blanc, **n° 421** [2 octobre 1967].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République du Pakistan tendant à éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris le 22 juillet 1966, **n° 422** [2 octobre 1967].

Son projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparation civile de l'Etat, **n° 423** [2 octobre 1967].

Son projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés, **n° 427** [2 octobre 1967].

Son projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen pour la répression des émissions de radiodiffusion effectuées par des stations hors des territoires nationaux et relatif à cette répression, **n° 428** [2 octobre 1967].

Son projet de loi de finances pour 1968, **n° 426** [2 octobre 1967].

Compte rendu sur le programme d'équipement militaire (déposé en application de la loi de programme n° 64-1270 du 23 décembre 1964 relative à certains équipements militaires) [2 octobre 1967] (p. 3364).

Son projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense et de la loi n° 62-861 du 28 juillet 1962 relative à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense, **n° 430** [10 octobre 1967].

Son projet de loi modifiant l'article 108 du Code minier, **n° 460** [10 octobre 1967].

Rapport de gestion de l'Office national des forêts pour l'exercice 1966 (en application de l'article premier, paragraphe 8, de la loi de finances rectificative pour 1964 (n° 64-1278) [10 octobre 1967] (p. 3470).

Rapport sur les diverses mesures de nature à faciliter la réduction des effectifs d'officiers par départ volontaire et l'emploi d'officiers dans les services du Ministère de l'Education nationale (en application de l'article 9 de la loi n° 63-1333 du 30 décembre 1963 et de l'article 5 de la loi n° 63-1334 du 30 décembre 1963) [10 octobre 1967] (p. 3470).

Son projet de loi relatif à la succession du maréchal de France Juin, **n° 463** [17 octobre 1967].

Son projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République populaire de Pologne relative à la loi applicable, la compétence et l'exequatur dans le droit des personnes et de la famille, signée à Varsovie le 3 avril 1967, **n° 464** [17 octobre 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation d'un échange de lettres franco-argentin du 3 octobre 1964, concernant diverses exemptions fiscales, **n° 465** [17 octobre 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation d'un échange de lettres franco-panaméen du 10 janvier 1967, concernant diverses exemptions fiscales, **n° 466** [17 octobre 1967].

Rapport sur l'activité du Centre national d'études spatiales pour la période du 1er juillet 1966 au 1er juillet 1967 (en application de l'article 6 de la loi n° 61-1382 du 19 décembre 1961) [19 octobre 1967] (p. 3870).

Son projet de loi de finances rectificative pour 1967, **n° 488** [10 novembre 1967].

Son projet de loi relatif à la répression des infractions à la réglementation en matière de coordination et d'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, **n° 513** [17 novembre 1967].

Son projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, **n° 514** [17 novembre 1967].

Son projet de loi sur la chasse maritime, **n° 515** [21 novembre 1967].

Son projet de loi de programme relatif à la restauration des monuments historiques et à la protection des sites, **n° 517** [22 novembre 1967].

Son projet de loi modifiant et complétant la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores, **n° 521** [23 novembre 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'accord conclu par échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques, relatif au régime fiscal des brevets, signé à Paris le 14 mars 1967, **n° 526** [28 novembre 1967].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 28 juillet 1967, **n° 527** [28 novembre 1967].

Son projet de loi portant règlement définitif du budget de 1966, **n° 577** [13 décembre 1967].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961, **n° 578** [13 décembre 1967].

Son projet de loi, modifié par le Sénat, modifiant et complétant la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores, **n° 593** [15 décembre 1967].

Son projet de loi tendant à favoriser la conservation du patrimoine artistique national, **n° 630** [20 décembre 1967].

Son projet de loi relatif aux corps militaires des médecins des armées, des pharmaciens chimistes des armées, des personnels militaires féminins, des officiers techniciens et des sous-officiers du service de santé des armées, **n° 601** [19 décembre 1967].

Son projet de loi portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social, **n° 640** [2 avril 1968].

Son projet de loi relatif à l'état civil des Français ayant vécu en Algérie ou dans les anciens territoires français d'outre-mer ou sous tutelle devenus indépendants, **n° 641** [2 avril 1968].

Son projet de loi relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, **n° 642** [2 avril 1967].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Saint-Marin, relative à l'aide mutuelle judiciaire, en matière civile, commerciale et pénale, et à l'exequatur des jugements en matière civile et commerciale, signée le 25 mai 1967, **n° 643** [2 avril 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de deux échanges de lettres du 28 septembre 1967 relatifs à une rectification du tracé de la frontière franco-italienne dans le secteur de Clavières et à la construction d'un bureau commun à contrôles nationaux juxtaposés, **n° 644** [2 avril 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Gabon, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Libreville le 21 avril 1966, **n° 645** [2 avril 1968].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention consulaire et de son annexe, signées le 8 décembre 1966 entre la République française et l'Union des républiques socialistes soviétiques, **n° 646** [2 avril 1968].

Son projet de loi sur les transports maritimes d'intérêt national, **n° 647** [2 avril 1968].

Son projet de loi de finances rectificative pour 1968, **n° 648** [2 avril 1968].

Son projet de loi autorisant la ratification de la Convention d'établissement et de navigation entre la France et l'Iran, signée à Téhéran le 24 juin 1964, **n° 649** [2 avril 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de la Convention franco-italienne relative à l'alimentation en eau de la commune de Menton et du protocole annexe, signés à Paris le 28 septembre 1967, **n° 650** [2 avril 1968).

Son projet de loi relatif à la communication de documents et renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime, **n° 651** [2 avril 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord commercial entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Paris le 25 septembre 1967, **n° 652** [2 avril 1968].

Son projet de loi relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles, **n° 654** [2 avril 1968].

Son projet de loi relatif à l'armement et aux ventes maritimes, **n° 655** [2 avril 1968].

Son projet de loi portant réforme de l'expertise douanière et modifiant diverses dispositions du Code des douanes, **n° 656** [2 avril 1968].

Son rapport (application de l'article 13 de la loi n° 60-1354 du 17 décembre 1960) sur l'activité de la Bourse d'échange de logements (année 1966) [2 avril 1968].

Son projet de loi exonérant du droit de timbre les copies des rapports d'expertise déposées au greffe des tribunaux administratifs, **n° 659** [4 avril 1968].

Son projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord de siège signé à Paris le 14 mars 1967 entre le Gouvernement de la République française et l'organisation mondiale de la santé relatif aux privilèges et immunités du Centre international de recherche sur le cancer, **n° 660** [17 avril 1968].

Son projet de loi portant réforme sanitaire et hospitalière, **n° 661** [17 avril 1968].

Rapport, fait en application de la loi de programme n° 65-517 du 2 juillet 1965 relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, sur l'exécution du second plan d'équipement sportif et socio-éducatif au cours de l'année 1967 [17 avril 1968] (p. 1065).

Son projet de loi modifiant et complétant les articles 93 et 552 du Code de procédure pénale, **n° 704** [19 avril 1968].

Son projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 738** [3 mai 1968].

Son projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, **n° 739** [3 mai 1968].

Son projet de loi relatif à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, **n° 740** [3 mai 1968].

Son projet de loi tendant à améliorer le fonctionnement des institutions communales, **n° 812** [15 mai 1968].

Son projet de loi portant modification de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959, sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé, **n° 819** [16 mai 1968].

Son projet de loi portant amnistie, **n° 822** [21 mai 1968].

Son projet de loi relatif à l'exercice des activités ambulantes et au régime applicable aux personnes circulant en France sans domicile ni résidence fixes, **n° 827** [22 mai 1968].

Son projet de loi modifiant certaines dispositions du Code électoral, **n° 828** [22 mai 1968].

Son projet de loi relatif aux gîtes d'eaux chaudes et de vapeurs d'eau souterraines dans les départements d'outre-mer, **n° 832** [28 mai 1968].

Son projet de loi relatif à la situation juridique des artistes du spectacle et des mannequins, **n° 833** [28 mai 1968].

Son projet de loi autorisant la codification des textes législatifs relatifs aux tribunaux administratifs, **n° 834** [28 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Procédure de ce débat; absence de vote; incompatibilité des fonctions ministérielles et parlementaires; composition du Gouvernement; permanence de la politique extérieure et militaire de la France; Ministère de l'Equipement; problème du logement; autonomie de la politique des transports; Ministère des Affaires sociales; ses observations sur le plan et l'aménagement du territoire et le tourisme; politique extérieure; retrait de nos troupes de l'O.T.A.N.; force nucléaire de dissuassion; construction de l'Europe; coopération européenne; coopération bilatérale franco-allemande; perspectives du rapprochement entre la Communauté et la Grande-Bretagne; rapprochement avec les pays de l'Est; voyage du général de Gaulle en Pologne; guerre du Viet-Nam; problème allemand; coopération avec les pays sous-développés; problèmes de politique intérieure; ses observations sur l'éducation nationale et la recherche scientifique; importance de la date du 1er juillet 1968 : suppression de tous tarifs douaniers entre les six pays et libre circulation de toutes les marchandises; ses observations sur les S.A.F.E.R., le F.A.S.A.S.A., le F.O.R.M.A.; question du*

petit commerce; généralisation de la taxe sur la valeur ajoutée; problèmes de l'industrie; difficultés de la sidérurgie; question de l'informatique, libération du crédit; problème de l'emploi; difficultés régionales; rapport de M. Ortoli; aide aux travailleurs momentanément privés d'emploi; effort de formation et de reconversion professionnelle; abolition du contrôle des changes, situation des inadaptés; politique des transferts sociaux; extension de la Sécurité sociale à la quasi-totalité des Français; association des travailleurs aux progrès de l'économie; progrès social; prospérité économique [18 avril 1967] (p. 664 à 667); *ses observations sur les regrets de M. Mitterrand des débats d'investiture de la IVe République; problème des vérifications des pouvoirs sous la IVe Répulbique; impartialité du Conseil constitutionnel* (p. 674); *rôle du Secrétariat à la coopération; ses observations sur la délégation à l'aménagement du territoire* (p. 716); *ses observations sur les paroles de M. Fabre; mesures de reconversion prises à Decazeville* (p. 718); *composition de l'Assemblée; regrets de M. Mitterrand au sujet des débats d'investiture; invalidation en 1951 de M. Dusseaulx; démission à cette époque de M. Chamant; élections dans les départements et les territoires d'outre-mer; décisions du Conseil constitutionnel en cette matière; politique étrangère du Gouvernement; retrait des forces françaises de l'O.T.A.N.; problème du désarmement; question des départements d'outre-mer; évolution économique et sociale de ces départements; intégration du sucre dans le Marché commun; problèmes de l'agriculture; question de la patente pour les agriculteurs; problème de la propriété de la terre; question de l'abaissement de l'âge exigé pour l'octroi de l'indemnité viagère de départ; aménagement du territoire; croissance de la région parisienne; ses observations sur les régions du Centre, du Sud-Ouest, de la Bretagne, du Nord, de la Lorraine; constructions industrielles dans la région parisienne; crise des chantiers navals en particulier des chantiers méditerranéens; exemple de Decazeville; ses observations sur la reconversion industrielle du Boucau et d'Hennebont* [20 avril 1967] (p. 763 à 765); *ses observations sur le territoire de l'Inini, le cercle de Camopi, le cercle de l'Oyapoc; question de l'intervention du speaker de Radio Martinique; problème de l'aménagement du territoire; pourcentage des demandes d'emploi non satisfaites en Lorraine; convention avec l'industrie sidérurgique; décentralisation du secteur public; énumération de quelques résultats de décentralisation de services publics; problème de l'emploi en Lorraine; conséquences du plan de stabilisation; taux d'expansion de la France; impôts sur les salaires payés par le patronat; situation des collectivités locales; rôle de la bourse nationale de l'emploi; rapport Ortoli; problèmes de l'éducation nationale, du logement, de la jeunesse; débat sur ces questions; arrogance de M. Mitterrand dans ses discours; commerce extérieur de la France; évolution des prix; son désir de connaître le programme de la gauche unie; spéculation de l'opposition sur les divisions de la majorité* (p. 766 à 770).

Annonce à l'Assemblée Nationale le décès du chancelier Konrad Adenauer; *son action politique; renaissance de l'idéal européen; réconciliation de l'Allemagne et de la France* [19 avril 1967] (p. 695, 696).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social : *Subtilités du règlement de l'Assemblée; problèmes économiques et leurs implications financières et sociales; pouvoirs réglementaires du Gouvernement; attitude du Gouvernement Poincaré en 1926; décrets-lois de 1935 à 1940; ordonnances prises par le Gouvernement du général de Gaulle; ses observations sur l'article 13 de la Constitution de 1946; demande des pouvoirs spéciaux faite par le Gouvernement André Marie-Paul Reynaud; protectionnisme extérieur et inflation sous la IVe République; procédure des délégations de pouvoirs; Gouvernement Pflimlin envisageant, à la fin de la IVe République, la révision de l'article 13 de la Constitution; ordonnance de décembre 1958 et de janvier 1959; recours à l'article 38 de la Constitution sous la Ve République; travail du groupe Clappier sur les industries exposées, du groupe Ortoli sur les problèmes de l'emploi, du groupe Simon Nora sur les entreprises publiques, du groupe Ortoli sur les entreprises privées, du Centre d'études des revenus et des coûts de M. Bacon, du groupe de M. Bloch-Lainé sur les problèmes de l'inadaptation, du groupe de M. Lasry sur les administrations publiques; problème de l'intéressement des travailleurs; importance de la*

date du 1er juillet 1968; réalisations effectuées par la Ve République; servitudes et risques de l'économie de marché à l'échelle internationale; effort d'investissement et de modernisation; concentrations industrielles et financières ; notion de rentabilité; rénovation de l'appareil commercial et de l'agriculture; nécessité de mettre les secteurs exposés, industrie, agriculture ou commerce, en mesure de s'adapter aux conditions nouvelles de l'économie; évaluation des charges pesant sur l'économie et sur la production; nécessité de les régulariser en fonction des progrès de la production; réforme de la T.V.A.; loi foncière; problème de l'emploi; création du Fonds national de l'emploi; bourse de l'emploi; loi-programme sur la formation professionnelle; « infrastructure de l'adaptation »; mise sur pied d'une organisation du marché du travail; coordination des régimes publics et privés, de prévoyance et de garantie contre le chômage; extension de leur champ d'application à l'ensemble des travailleurs du commerce et de l'industrie; réorganisation des régimes sociaux; conquêtes fondamentales apportées par l'institution de la Sécurité sociale en 1945 devant être conservées; simplification et allégement des règles de gestion des régimes publics de prévoyance; association à cette gestion des représentants des salariés et des employeurs; problème de l'intéressement des travailleurs aux entreprises; réalisation de sociétés de type européen; développement des régions; conséquences de la campagne électorale et des formalités d'installation de la nouvelle Assemblée; loi foncière et urbaine; majorité des mesures à prendre appartenant au domaine réglementaire; leur imbrication avec le domaine législatif; débats de ratification; discussion budgétaire; débat d'ensemble sur le sujet en discussion avant la fin de la présente session parlementaire; mise en jeu de la responsabilité du Gouvernement sur le vote du projet de loi [18 mai 1967] (p. 1064 à 1067); En deuxième lecture : *Application de l'article 49 de la Constitution* [7 juin 1967] (p. 1652); En troisième lecture : *Responsabilité du Gouvernement engagée sur le vote en troisième lecture du projet de loi* [14 juin 1967] (p. 1808);

— sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Mendès-France: ses interventions à la télévision; problème du logement* [19 mai 1967] (p. 1112); *ses observations sur les paroles de M.Mitterrand; loi du 16 juillet 1966 étant une loi de prévision* [20 mai 1967] (p. 1199); *impossibilité de ratifier des traités par la voie de la délégation de pouvoirs; problèmes du logement; question de l'agriculture; régime social du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle; aide du Gouvernement à l'expansion des entreprises et à celle des régions; rôle des investissements de l'Etat; comparaison entre le produit national brut de 1966 et celui de 1962; question du plein emploi; situation de la bourse; concurrence internationale; interprétations de la Constitution, notamment de l'article 38; rapports entre le Gouvernement et l'administration; contrôle du Chef de l'Etat sur le Premier Ministre, exemples de la République fédérale et de la Belgique; nombre de logements H.L.M. construits dans la région parisienne; ses observations sur les mal-logés; contrôle parlementaire sur la délégation de pouvoirs pouvant s'exercer à l'occasion de l'examen du budget; censure du Conseil d'Etat; procédures de ratification; amendement Vallon* (p. 1201 à 1204); *contradictions de l'opposition; domaine limité des pouvoirs spéciaux demandés, de plus, pour une période déterminée* (p. 1204, 1205).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Action de la Ve République dans le domaine de l'Education nationale; ancienne conception de l'Université; nécessité de préparer les jeunes à des situations qui soient adaptées à l'économie et à la vie moderne; formation des cadres moyens; éducation permanente; collèges d'enseignement général; collèges d'enseignement secondaire; importance de l'orientation; enseignement supérieur; réforme « du premier cycle »; problème des grandes écoles; formation des agrégés; ses observations sur la recherche; problème du troisième cycle; instituts universitaires de technologie; ses observations sur le baccalauréat; possibilité d'une réforme en cette matière; possibilité de transformer le baccalauréat en séparant le certificat de bonnes études secondaires du droit d'entrée dans l'enseignement supérieur; nombre des candidats au baccalauréat de mathématiques; importance des échecs en cette matière; œuvre accomplie par M. Christian Fouchet; association du Parlement et du Gouvernement dans l'œuvre de l'éducation nationale* [1er juin 1967] (p. 1523 à 1525).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Ses observa-*

tions sur les paroles de M. Roland Dumas: débat sur la politique économique, financière et sociale; crédit de l'Etat; émission des emprunts; emprunt émis pour le Ministère des Postes et Télécommunications; emprunt d'un milliard deux cent cinquante millions; fonctionnement des institutions; débat de politique étrangère; son refus d'admettre les méthodes de l'interpellation [9 juin 1967] (p. 1730, 1731);

— sur la motion de censure : *Développement d'une production de masse; accélération du progrès des techniques; nécessité de rechercher des marchés extérieurs suffisants pour l'écoulement d'une production accrue; rôle de la concurrence; stabilité de la monnaie; incitations à l'exportation; institution du crédit acheteur; Education nationale; nombre des enseignants; problème du logement; allocation-logement; crédits pour la voirie urbaine; aménagement rural; développement des autoroutes de dégagement et de liaison; problème des télécommunications; ses observations sur les concentrations et les fusions; plan-calcul; Agence nationale de valorisation de la recherche; création des S.A.F.E.R.; indemnité viagère de départ; augmentation des crédits de remembrement; ordonnance sur la coopération; généralisation de la T.V.A.; politique sociale; ordonnances concernant la Sécurité sociale; ticket modérateur pour les dépenses médicales; gestion des caisses; part des salaires dans le revenu national; fixation du S.M.I.G.; ordonnance sur l'intéressement; conséquences de l'évolution économique; loi sur la T.V.A.; aménagement du territoire; institution du Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire; problèmes agricoles; indemnité viagère de départ; prix de la viande de porc; revenu annuel par tête en France; accélération de la passation des commandes publiques; crédit à la consommation; agence nationale de l'emploi; programme du parti communiste; stabilité gouvernementale; collaboration entre le Gouvernement et l'Assemblée* [10 octobre 1967] (p. 3457 à 3463);

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Caractères du budget; sa progression; son équilibre; ses observations sur l'exécution du budget de 1968; plan de stabilisation; ses observations sur la conjoncture; Education nationale; agriculture; soutien des cours; investissements au bénéfice de l'agriculture; réalisation du Ve Plan; aspect fiscal du budget; généralisation de la T.V.A.; ses remerciements à l'Assemblée et aux Commissions* [10 novembre 1967] (p. 4925 à 4927).

Ses observations : 1° Sur le retrait de la proposition de loi organique de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution ; 2° sur la prise d'acte du dépôt d'une motion de censure ; *examen de la proposition de loi par une Commission spéciale; consultation du Conseil constitutionnel; ses observations sur le fait que le Gouvernement a demandé que la proposition de loi de M. Roland Dumas vienne en discussion dès le premier jour; palinodies de l'opposition* [17 avril 1968] (p. 1060 à 1062);

— sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Roland Dumas* [23 avril 1968] (p. 1248); *ses observations sur les paroles de M. Pierre Cot; géographie de la majorité* [24 avril 1968] (p. 1303); *ses observations sur la proposition de loi organique de M. Roland Dumas concernant la publicité à la télévision; raisons de la publicité à la télévision; son caractère inéluctable; problème de la publicité, dite « compensée »; rôle de la publicité pour l'activité économique; rôle de France-Inter; son refus d'accepter une chaîne de télévision publicitaire; raisons d'introduire la publicité à l'heure actuelle; ses observations sur le Conseil restreint du 11 mars 1965 tenu à l'Elysée; échéances du Marché commun; situation des firmes étrangères; avantages de la publicité pour l'O.R.T.F.; développement de la deuxième chaîne et de la couleur; création d'une troisième chaîne; opinion de M. Pierre-Henri Teitgen en 1950; exemptions de la redevance; développement de nos émissions vers l'étranger; qualité des émissions françaises; modalités de la publicité; émissions publicitaires ne pouvant être affermées à un groupe privé; annonceurs ne devant avoir aucun droit de regard sur les programmes; ses observations sur le fait qu'aux heures où il y aura de la publicité sur une chaîne il doit y avoir un programme normal sur une autre chaîne; pourcentage du temps d'émission consacré à la publicité; problème de la presse; disparition du News Chronicle; absence de conséquences de l'introduction de la publicité à la télévision sur les recettes publicitaires de la presse; nécessité de procéder à une période d'essai; tarifs spéciaux consentis à la presse; liberté des prix des journaux; ses observations sur le fait que la grande presse*

d'information est entre les mains de groupes financiers puissants ou de capitalistes; constitution du groupe de pression de la presse; indication faite par un quotidien parisien sur les conséquences du vote sur la motion de censure (p. 1305 à 1309); *absence de compétence législative; ses observations sur le décret du 1er septembre 1939, la loi du 24 mai 1951 et l'ordonnance du 4 février 1959; amendement Diligent; ses observations sur la presse issue de la Libération* (p. 1310); *missions de l'Office; garanties données sur le plan contentieux et sur le plan politique; fonctionnement des institutions impliquant que le Conseil constitutionnel n'entre pas en conflit systématiquement avec le Gouvernement ou avec le Parlement; ses observations sur la loi du 17 août 1948; propension de toute assemblée à l'élargissement de sa compétence* (p. 1310, 1311); *interprétation du droit public et de notre Constitution; carrière de l'orateur; rôle du Gouvernement du général de Gaulle dans le rétablissement des libertés des Français* (p. 1311, 1312); *programme de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste et des Communistes; opinion de M. Charles Hernu; déclaration de M. Waldeck-Rochet; prérogatives du Gouvernement* (p. 1312, 1313); *ses observations sur les paroles de M. Giscard d'Estaing; réunion d'un Conseil consacré à la publicité le 16 mars et non le 11 mars* (p. 1322); *ses observations sur les interventions des différents orateurs; apparition de M. Fréville et de M. Defferre dans les émissions régionales; ses observations sur les différentes propositions déposées sur le problème de la publicité à la télévision; problème de la création d'un comité dit « des sages »; contrôle des émissions; utilisation de la Commission parlementaire; signification du débat et du vote sur une motion de censure; rôle de l'opposition; vote bloqué; prestige du régime et de l'Assemblée* (p. 1322 à 1324); *ses observations sur les paroles de M. Mitterrand* (p. 1326).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les manifestations d'étudiants : *Origine des événements se trouvant à Nanterre; décision du doyen d'interrompre les cours; incidents à la Sorbonne; appel à la force publique; sang-froid des forces de police; rôle du préfet de police, du Ministre de l'Intérieur et des dirigeants de l'U.N.E.F.; situation de certains anarchistes; action d'une organisation internationale; évacuation, par la police, de la Sorbonne et du Quartier latin; libération des manifestants; dépôt d'un projet d'amnistie; ordre de grève générale; hommage rendu aux forces de l'ordre et à la police parisienne; situation en province; budget consacré à l'enseignement supérieur; adaptation des enseignements aux besoins de la société; réforme de l'enseignement supérieur des lettres et des sciences; trouble dans l'enseignement des lettres et des sciences; conditions pour trouver une solution; constitution d'un comité de réflexion chargé de fournir des suggestions et de proposer des expériences; autonomie de chaque université; problème de la jeunesse; évolution des mœurs; réclamations de la jeunesse universitaire* [14 mai 1968] (p. 1770 à 1772); *ses observations sur les paroles de M. Mitterrand* (p. 1777), *et sur celles de M. Sudreau* (p. 1777); *débat sur la politique de défense nationale* (p. 1779); *ses observations sur les paroles de M. Mitterrand; projet de création d'une Commission chargée de connaître l'usage et la destination des fonds destinés à l'enseignement supérieur; débat sur les problèmes militaires* (p. 1782).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Effort réalisé par les gouvernements de la Ve République en matière d'éducation nationale; importance des crédits; augmentation du nombre des étudiants; extension de la scolarisation; ses observations sur l'orientation et les méthodes d'enseignement; enseignement technique; rapports entre les enseignants et les étudiants; méthodes de travail au sein de l'Université; programme de la Fédération de la gauche et du Parti communiste* [21 mai 1968] (p. 1984, 1985); *ses observations sur l'organisation de la discussion et l'ordre des orateurs* (p. 2006); *ses observations sur les paroles de M. Pierre Cot; mouvement étudiant; rôle de certains meneurs étrangers; ses observations sur les efforts pour dissocier le Premier Ministre du Président de la République* [22 mai 1968] (p. 2028, 2029); *attitude négative de M. Pisani; position de M. Capitant* (p. 2035); *traditions républicaines; situation économique et sociale avant les événements; difficultés du monde agricole; rapidité de la mutation du monde agricole; situation de certaines régions; zones de rénovation rurale; plan préparé pour le Nord; ses*

observations sur le Finistère; problème de l'emploi; question du chômage; formation professionnelle; taux de l'expansion; emploi des jeunes; durée du service militaire et ses conséquences; mouvement social; attitude des syndicats face au mouvement; rôle du Gouvernement; libération des personnes arrêtées ou condamnées; ses observations sur la grève; mesures prises par le Gouvernement; nécessité de permettre aux Français, notamment aux Parisiens, de vivre; désir d'une grande partie de la Nation de vivre en paix; dialogue avec les organisations syndicales; discussion entre les organisations patronales et ouvrières; situation des travailleurs des services publics; fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti; équilibre économique du pays; nécessité de maintenir les exportations françaises; ses observations sur l'expansion, l'aménagement régional, l'agriculture, l'emploi et l'université; rôle de la participation; concertation de tous les intéressés; nécessité pour les élus de la Nation d'affirmer leur volonté de refuser le désordre; réforme dans la légalité; conséquence de l'adoption de la motion de censure; rôle du Président de la République (p. 2037 à 2043); *ses observations sur les explications de vote; mise en cause des institutions de la Ve République* (p. 2050).

PONCELET (M. Christian), *Député des Vosges, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968]((p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé :

— membre du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [1er juin 1967] (p. 1538);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048);

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (no 426). — XIII. — Industrie, **no 456** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Inquiétudes des forces syndicales; nécessité d'associer tout le pays à la politique du Gouvernement; mesures d'incitation fiscale; montant des charges publiques pesant sur les entreprises; harmonisation des législations fiscales, sociales et commerciales dans les pays du Marché commun; tarif extérieur commun; politique contingentaire commune; sécurité en matière d'emploi et de rémunérations; problème du plein emploi; transformation du Fonds national de l'emploi en un organisme chargé de la répartition de l'emploi, de la formation professionnelle, du reclassement et du versement de prestations aux travailleurs privés d'emploi; participation des salariés aux fruits de l'expansion économique; relèvement des bas salaires* [19 mai 1967] (p. 1133, 1134).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, sans débat, relative à la situation de l'industrie cotonnière [9 juin 1967] (p. 1722, 1725).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Incitations à l'investissement et à l'équipement; question sur la T.V.A.; recettes de l'Etat pour un produit français; solde déficitaire de nos échanges dans le secteur de la mécanique et de la transformation des métaux; part du marché national réservée à notre industrie; mouvement industriel et régional; politique d'aménagement du territoire; cas de la Basse-Seine* [29 juin 1967] (p. 2408, 2409).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Cas des anciens combattants d'Afrique du Nord; problème de l'attribution d'un titre de reconnaissance de la Nation* [19 octobre 1967] (p. 3859); SERVICES

DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur la région parisienne; volonté de certaines grandes firmes automobiles de maintenir dans un cadre modernisé leurs activités en région parisienne; tendance des raffineries autorisées en région parisienne à dépasser le stade du raffinage pour intégrer des activités complémentaires; comparaison du taux de la patente à Paris intra-muros et en province; niveau des primes; ses observations sur les travaux du comité du Fonds de développement économique et social* [20 octobre 1967] (p. 3905, 3906); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Crédits nécessaires à la mise en automatique intégrale de la ville de Plombières; équipement téléphonique des campagnes; émission d'un emprunt affecté à l'équipement téléphonique; ses observations sur les services déficitaires; mise à la disposition du Trésor, par le canal des chèques postaux, d'une somme de 25 milliards de francs; politique en matière d'équipement; taux d'autofinancement; problèmes du personnel; recrutement des contrôleurs divisionnaires; situation des techniciens; amélioration des carrières des catégories C et D : ses observations sur la prime dite de résultat d'exploitation; structure des P.T.T.* (p. 3926, 3927); AFFAIRES SOCIALES : *Problème de l'emploi; Sécurité sociale; transformation de la notion d'assistance aux chômeurs en celle d'assurance collective; formation professionnelle; Fonds national de l'emploi; ses observations sur les conventions conclues entre le Fonds national de l'emploi et les entreprises pour permettre aux travailleurs privés d'emploi de recevoir différentes allocations; augmentation du ticket modérateur médical; nécessité de tenir compte de la situation exacte des intéressés* [25 octobre 1967] (p. 4125); INDUSTRIE, en qualité de *Rapporteur pour avis : Création d'une direction de la politique industrielle; constitution de groupes de travail, par exemple pour le textile, la télévision en couleurs et l'électronique; mise en place du service des établissements classés; constructions mécaniques; ses observations sur l'échéance du 1er juillet 1968; crise du textile; mise en place d'un institut de prévision conjoncturelle; Fonds de rénovation; industrie du bois; nécessité de maintenir les industries utilisant une main-d'œuvre nombreuse; crédits destinés à l'artisanat; suppression de tout prélèvement fiscal exceptionnel à l'occasion des concentrations; étalement sur quatre ans de l'imposition sur les plus-values à long terme; extension du régime de la T.V.A.; aides à la décentralisation et à l'expansion; place des échanges avec l'Europe dans notre commerce extérieur; ralentissement de la croissance économique en Allemagne; nécessité de diversifier nos débouchés; création d'un organisme de promotion des exportations industrielles; évolution du commerce de la France avec les pays et territoires d'outre-mer; mise en vigueur d'une politique de crédits aux pays en voie de développement, notamment à l'Amérique latine; niveau élevé du coût social de production; niveau des frais généraux de la Nation ; insuffisance de l'autofinancement* [3 novembre 1967] (p. 4419 à 4421); INTÉRIEUR : *Difficultés rencontrées par les maires dans l'administration de leur ville; rôle des maires; obligations des collectivités locales; situation des communes forestières; structure régionale; possibilité de ne plus charger le préfet de région de la responsabilité d'un département; cas du district parisien; ses observations sur les derniers mouvements préfectoraux; problèmes des personnels des préfectures; prise en charge par l'Etat des agents départementaux* [6 novembre 1967] (p. 4558, 4559); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Logement social; ses observations sur les immeubles à loyer normal; modalités de financement; possibilité de relever la proportion du prêt par rapport au prix de revient; allongement de la durée d'amortissement de l'emprunt; abaissement du taux d'intérêt ; prêts consentis aux organismes d'H.L.M.; exécution des opérations financées par la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale* [9 novembre 1967] (p. 4806, 4807);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, Art. 51 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit cet article : « Toute atteinte portée aux droits du propriétaire du brevet tels que définis aux articles 33 à 36 constitue une contrefaçon engageant la responsabilité de son auteur »* [14 décembre 1967] (p. 5879); Art. 52 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Conséquence d'une atteinte portée sciemment aux droits du propriétaire du brevet)* (p. 5880).

PONIATOWSKI (M. Michel), *Député du Val-d'Oise, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à la protection des œuvres artistiques et à l'assainissement du marché artistique, **n° 389** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi portant création d'un Office national des routes de France, **n° 396** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à la création d'une Commission d'application des observations contenues dans le rapport de la Cour des Comptes, **n° 478** [25 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires, en qualité de *suppléant de M. Paquet: Information des futurs assujettis; établissement d'un forfait; conséquences de la réforme sur les prix; application de la T.V.A. au secteur agricole; incidence de la réforme sur les ressources des collectivités locales* [2 juin 1967] (p. 1581, 1582).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, avec débat, relative à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée [14 juin 1967] (p. 1819); *nécessité de réorganiser les structures de notre industrie aéronautique et spatiale; regroupements et fusions; plans de charge; programmes civils et militaires (Airbus, Jaguar, nouveau Mirage Transall); instructions données par le Gouvernement pour assurer les investissements appropriés à un plan à long terme; situation de l'usine des Mureaux* (p. 1819, 1821, 1822).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article par les mots « la chambre d'agriculture et les organismes socio-professionnels intéressés »* [22 juin 1967] (p. 2056); *exécution du schéma directeur; association des agriculteurs par l'intermédiaire des chambres d'agriculture et des organisations socio-professionnelles à l'élaboration des schémas directeurs et des schémas de secteurs; problème du reclassement des agriculteurs expropriés* (p. 2056); *retrait de son amendement* (p. 2056); *son amendement tendant à substituer au cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 12 du titre II du Code de l'urbanisme et de l'habitation l'alinéa suivant: « Ils sont approuvés par vote de ces communes et de ces organismes »* (p. 2057); *nécessité d'aligner le district de la région de Paris sur les autres groupements de communes* (p. 2058); *son amendement tendant après l'article 12 du texte proposé pour le titre II du Code de l'urbanisme à insérer un nouvel article (Consultation des chambres d'agriculture lors de l'établissement des plans d'urbanisme empiétant sur de larges territoires agricoles; organisation de zones de reconversion)* (p. 2062); *association des représentants du monde agricole à l'élaboration des plans; retrait de son amendement* (p. 2062); Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à*

substituer au premier alinéa du texte proposé pour cet article un nouvel alinéa (Elaboration des plans d'occupation des sols sous la responsabilité des communes ou établissements publics groupant lesdites communes et ayant compétence en matière d'urbanisme; association à leur élaboration des organisations professionnelles et des groupements des communes) (p. 2070); *retrait de son amendement* (p. 2070); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 15 du titre II du Code de l'urbanisme (Opposabilité du plan rendu public)* (p. 2073); *situation des exploitants et des propriétaires de la partie agricole de la région parisienne* (p. 2073); Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article : « Les programmes d'intérêt national ne sauraient être autres que des projets de réalisation d'équipements primaires (transports-énergie) ou de défense nationale à l'exclusion de tout autre »* (p. 2076); *conditions dans lesquelles sont arrêtés les plans provisoires d'occupation* (p. 2076); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à supprimer le texte proposé pour cet article* (p. 2080); *retrait de son amendement* (p. 2080); Art. 18 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le texte proposé pour le titre II du Code de l'urbanisme : « Toute modification du plan qui ne peut être qu'exceptionnelle, doit être soumise à la procédure d'utilité publique »* (p. 2084); *retrait de son amendement* (p. 2084); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article : « Leur conseil d'administration est composé notamment de représentants de l'Etat, des communes intéressées, des chambres d'agriculture et des organismes socio-professionnels intéressés »* [26 juin 1967] (p. 2182); *élargissement de la composition des conseils d'administration des établissements publics envisagés* (p. 2182); *retrait de son amendement* (p. 2183); Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots « cinq ans » les mots « deux ans »* (p. 2188); *application des coefficients provisoires* (p. 2188); *retrait de son amendement* (p. 2188); Art. 10 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Possibilité de constituer des réserves foncières en prévision de l'extension ultérieure des agglomérations urbaines, de l'aménagement des espaces naturels qui les entourent et de la création des villes nouvelles)* (p. 2205); *recours à l'expropriation* (p. 2205, 2206); après l'Art. 10 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : « Les réserves foncières ne pourront être créées avant la publication du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme et ne pourront être effectuées que dans ce cadre »* (p. 2210); *retrait de son amendement* (p. 2210); Art. 11 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « A partir de la constitution des réserves foncières l'indemnité due à l'exploitant, fermier ou propriétaire, devra être versée immédiatement, et l'exploitant aura droit au maintien provisoire dans les lieux moyennant versement d'un loyer annuel »* (p. 2211); *maintien de l'exploitant dans les lieux* (p. 2211); *retrait de son amendement* (p. 2212);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JUSTICE : *Discussion du projet de loi sur l'amnistie lors de la présente session* [23 octobre 1967] (p. 3986); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Budget de 1968 pour les routes et les autoroutes de France; Fonds spécial d'investissement routier; financement des autoroutes; exécution du Ve Plan; progression des charges fiscales de la route; problème de la circulation automobile; caractère des économies modernes; décentralisation; concurrence internationale; création d'un Office national des routes de France; politique de coordination des travaux autoroutiers et routiers* [9 novembre 1967] (p. 4814, 4815);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la Sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Rôle du Parlement en matière d'amnistie; ses observations sur les paroles de Georges Clemenceau le 16 mai 1876* [28 novembre 1967] (p. 5284, 5285); ses explications de vote : *Son souhait d'une amnistie complète et entière; vote de la majorité des républicains indépendants* [14 décembre 1967] (p. 5908).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Ses observations sur l'Anvar; ses problèmes administratifs et finan-*

ciers; son rôle; sa fonction; nécessité d'un organisme de défense et de valorisation du capital scientifique des nations européennes [8 mai 1968] (p. 1635).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : ses explications de vote : *Amnistie relative aux événements d'Algérie; vote bloqué* [22 mai 1968] (p. 2064).

PONS (M. Bernard), *Député du Lot, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission des affaires étrangères [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048).

Interventions :

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Responsabilité du Gouvernement; importance de la date du 1er juillet 1968; contrat de majorité; nécessité de mieux informer le pays; réforme de la Sécurité sociale ; ses observations sur le petit risque; conséquence sur le déficit de la Sécurité sociale des arrêts de travail ; problèmes de l'hospitalisation; consultation des organisations syndicales; rôle de la majorité* [20 mai 1967] (p. 1174, 1175).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur le rapport d'enquête; projet de loi autorisant les jeunes, à partir de 18 ans, à occuper des responsabilités effectives dans l'administration de leurs associations et de leurs clubs; ses observations sur les maisons de jeunes et les foyers ruraux; problèmes d'animation; enseignement agricole; bourses d'enseignement agricole* [23 mai 1967] (p. 1246, 1247).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Sécurité sociale ; création des commissions médicales consultatives; augmentation du ticket modérateur* [26 octobre 1967] (p. 4154).

PONSEILLÉ (M. Etienne), *Député de l'Hérault, 1re circonscription (F.G.D.S.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une Commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à interdire le coupage des vins importés, **n° 163** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à réglementer la commercialisation des vins importés, **n° 343** [22 juin 1967].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situa-

tion de la viticulture [28 avril 1967] (p. 881); *Manifestations provoquées par le mécontentement profond des viticulteurs; sa proposition de loi tendant à interdire les coupages* (p. 910 à 912).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Crédits affectés à la santé publique; sous-équipement actuel de la France en hôpitaux; protection de l'enfance inadaptée; insuffisance des instituts médico-pédagogiques et des instituts professionnels; traitement des maladies mentales; situation du personnel; nombre des directeurs et des inspecteurs principaux; objectifs du Ve Plan; conditions d'existence des personnes âgées; institution pour les assurés sociaux d'un système de calcul de leur pension de vieillesse selon lequel leurs années de cotisation seraient intégralement prises en compte, sans plafonnement de trente ans; ses observations sur l'article 332 du Code de la sécurité sociale ; droit à pension dès l'âge de 60 ans pour les travailleurs qui ont exercé pendant vingt ans au moins une activité particulièrement pénible* [25 octobre 1967] (p. 4139, 4140); INTÉRIEUR : *Indemnisation des dommages subis par nos compatriotes rapatriés; problème du reclassement; violation, par le Gouvernement algérien, des Accords d'Evian; aide de l'Etat* [6 novembre 1967] (p. 4554); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Politique viticole; principe de l'interdiction du coupage des vins importés* [8 novembre 1967] (p. 4689, 4690); *ses observations sur l'article 4 du décret du 31 août 1964 organisant le marché du vin; principe de la complémentarité* (p. 4690).

POUDEVIGNE (M. Jean), *Député du Gard, 2e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe Progrès et Démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une Commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [16 mai 1968] (p. 1924);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [16 mai 1968] (p. 1924).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 afin de garantir aux contribuables une adaptation automatique des limites des tranches du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à l'évolution de l'indice des prix, **n° 157** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi relative à la suspension des délais en matière civile et commerciale pour l'accomplissement d'actes ou de formalités qui devaient être effectués par les personnes physiques ou morales ayant eu leur domicile ou leur siège en Algérie, **n° 305** [9 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à assurer le règlement rapide et définitif de la dette russe, **n° 495** [16 novembre 1967].

Sa proposition de résolution tendant à créer une Commission d'enquête en vertu de l'article 139 du règlement sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des

Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962, **n° 653** [2 avril 1968].

Sa proposition de loi tendant à remplacer, dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots « victimes de la déportation du travail », **n° 665** [17 avril 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 880); *Nécessité d'assurer aux viticulteurs la rentabilité de leur exploitation; vente des vins actuellement stockés dans les chais; aide aux viticulteurs sinistrés; écrasante fiscalité pesant sur le vin; limitation des importations de vins en provenance d'Algérie; application du tarif extérieur commun de la C.E.E.; arrêté du Conseil d'Etat interdisant les coupages; nécessité d'aider les viticulteurs à adapter le vignoble aux conditions du marché et aux goûts du consommateur* (p. 889 à 892).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Octroi des bourses d'enseignement; proportion des fils d'agriculteurs à l'entrée en sixième; insuffisance des crédits; répartition des bourses; procédure d'attribution des bourses; nécessité de tenir compte pour les agriculteurs de l'éloignement de l'établissement scolaire; endettement agricole; avancement de la date du mandatement pour les bourses* [31 mai 1967] (p. 1496, 1497).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Son vote sur le collectif; répartition du montant de l'emprunt; situation du commerce extérieur; ralentissement de l'expansion économique française; volume des investissements; plafonnement de la production industrielle; ralentissement de la consommation des ménages; augmentation du chômage; durée du travail; impôt sur le revenu; ses observations sur le fait que les Français deviennent de plus en plus propriétaires de leur appartement; hausse des tarifs des services publics; majoration du prix de l'énergie; blocage des prix; question de l'autofinancement; retard des investissements; déclin de la capacité d'emprunter de certaines industries nationalisées; objectifs du Plan* [8 juin 1967] (p. 1703, 1704);

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Problème de la sincérité du budget; question de la réalisation du plan; ouverture des frontières du Marché commun; budget de 1968 étant un budget d'expectative; impasse; rôle du collectif; absence de parallélisme entre l'augmentation des dépenses publiques et le produit intérieur brut; progression des dépenses publiques; application de la taxe sur la valeur ajoutée; calcul du pourcentage d'exécution du plan* [11 octobre 1967] (p. 3544, 3545); *problèmes agricoles; question de l'emploi; inadaptation des structures françaises; crainte d'une hausse des prix; caractère social du budget* (p. 3545); *rapport Laroque; politique familiale; impôt sur le revenu des personnes physiques; sommes mises à la disposition de l'équipement sanitaire et social; logement; rôle des sociétés immobilières d'investissements; problèmes de l'éducation nationale; politique d'indemnisation pour les spoliés d'outre-mer; subventions versées aux industries nationalisées; nécessité de respecter la vérité des prix* (p. 3546); Première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 2 : *Impôt général sur le revenu; augmentation des rémunérations et des revenus; contribuables payant moins de mille francs d'impôt sur le revenu connaissant un allégement de cent francs de leur charge* [12 octobre 1967] (p. 3580); après l'Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas où une hausse supérieure à 5 % de l'indice des prix des 259 articles intervient d'une année sur l'autre)* (p. 3580); *donner aux contribuables la garantie qu'en cas de hausse massive des prix ils ne seront pas à nouveau écrasés par l'impôt général sur le revenu* (p. 3580, 3581); Art. 10 : *Fiscalité des produits pétroliers; régime particulier de la T.V.A.; matières premières à base de pétrole utilisées dans l'industrie chimique; problème de la non-déductibilité de la T.V.A. posant le principe des prix de revient de l'énergie* (p. 3589, 3590); Art. 10 : *Son amendement tendant après le paragraphe II de cet article, à insérer un nouveau paragraphe : « La T.V.A. ayant grevé les fuels lourds n° 1 sera déductible pour les assujettis à cette taxe dans les conditions prévues à l'article 17 de la loi du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'af-*

faires » (p. 3591); *régime fiscal des produits pétroliers en Allemagne; protection des charbons allemands* (p. 3591, 3592); *retrait de son amendement* (p. 3592); Art. 7 : *Rendement de la T.V.A.; diminution du taux intermédiaire de la T.V.A.; incidence de l'augmentation du taux sur les produits qui seront soumis au régime général de la T.V.A. et à des droits spécifiques; ses observations sur les droits de circulation sur les vins et les cidres* [17 octobre 1967] (p. 3647); Art. 9 : *Extension du régime de la T.V.A. à l'agriculture; problèmes des investissements; système de la décote; situation des non-optants* (p. 3658); *taux de la taxe sur la valeur ajoutée; ses observations sur le matériel agricole* (p. 3678); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JUSTICE : *Projet de loi d'amnistie* [23 octobre 1967] (p. 3986, 3987); INTÉRIEUR : *Problème des rapatriés; leur indemnisation; confusion entre reclassement et indemnisation; ses observations sur les accords d'Evian; fondements juridiques de l'indemnisation; responsabilité de l'Etat français; situation des retraités; prêts de reclassement; protection juridique des Français spoliés outre-mer ou rapatriés; possibilité de proroger les différés d'amortissement des prêts à long et moyen terme; création d'une caisse de consolidation afin de venir en aide aux rapatriés; mission de l'agence des biens* [6 novembre 1967] (p. 4535 à 4537); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Calamités agricoles; possibilité d'envisager des questions orales avec débat sur ce sujet* [8 novembre 1967] (p. 4720); Seconde délibération, Art. 36 et 37 : *Problème des rapatriés; question de leur indemnisation* [10 novembre 1967] (p. 4914); Après l'Art. 8 : *Maintien de la possibilité d'option pour la T.V.A.* (p. 4917); *son sous-amendement tendant à compléter le 2° du paragraphe II de l'amendement du Gouvernement par un nouvel alinéa (Cas où les C.U.M.A. ne mettent à la disposition de leurs adhérents qu'une partie du matériel nécessaire à l'exploitation et susceptible de bénéficier de la ristourne, conditions de répartition des ristournes)* (p. 4919); *son sous-amendement tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe IV de l'amendement du Gouvernement à supprimer les mots « et d'identification »* (p. 4919); *son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe 7 de l'amendement du Gouvernement par le nouvel alinéa suivant: « La loi de finances pour 1969 proposera une adaptation des taux correspondant aux diverses productions et tenant compte de l'incidence réelle de l'application de la T.V.A. »* (p. 4920); *son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe 7 de l'amendement du Gouvernement par un nouvel alinéa: « La loi de finances pour 1969 comportera un système d'imposition à la T.V.A. adapté à l'agriculture à partir de critères établis pour chaque département par région naturelle, selon les types de production et d'exploitation »* (p. 4921); *ses observations sur l'application de la T.V.A. à l'agriculture* (p. 4922); En deuxième lecture, Art. 13 : *Taxe à l'essieu; ses observations sur les camions-bennes, les camions-citernes et les camions transporteurs d'engins* [7 décembre 1967] (p. 5656, 5657);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Le taux global visé au deuxième alinéa de l'article 278 du Code général des impôts est arrondi à la deuxième décimale. Le troisième alinéa dudit article est abrogé »* [23 novembre 1967] (p. 5208); *ses observations sur l'habitude, à l'importation, d'arrondir le total cumulé des taxes sur le chiffre d'affaires* (p. 5208, 5209); *vote du groupe Progrès et démocratie moderne* (p. 5221);

— en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation foncière, Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article: 1° après les mots « collectivité publique » à insérer les mots « ou un établissement public »; 2° après les mots « cette collectivité » à insérer les mots « ou cet établissement public »* [30 novembre 1967] (p. 5390); *ses observations sur son amendement* (p. 5390).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Discussion du projet de loi relatif à l'amnistie; conséquences des décisions gouvernementales concernant les importations de vin* [7 décembre 1967] (p. 5642, 5643).

Mise au point au sujet du vote de M. Cornut-Gentille [8 décembre 1967] (p. 5719);

Prend part au débat sur les questions orales relatives au financement de l'équipement hospitalier : *Rôle de la Caisse d'équipement hospitalier; problème de l'amortissement; établissement de cure thermale des Fumades; création d'établissement hospitalier dans le Gard; Institut médico-pédagogique et professionnel à Bagnols-sur-Cèze; Centre d'aide par le travail de*

Saint-Gervasy; inscription au plan du financement de l'Institut médico-pédagogique au Grau-du-Roi [8 décembre 1967] (p. 5727);

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, sans débat, relative à la fiscalité du vin [19 avril 1968] (p. 1217, 1223, 1224).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Réduction du tarif du droit de circulation prévu à l'article 28 de la loi du 6 janvier 1966)* [10 mai 1968] (p. 1740); *droit de circulation sur les vins étrangers; ses observations sur les apéritifs à base de vin* (p. 1741); *retrait du sous-amendement déposé avec M. Rivain* (p. 1742); *fiscalité viticole; harmonisation de la fiscalité européenne; problème du remboursement forfaitaire de la T.V.A.* (p. 1743); après l'Art. 4 : *Indemnisation des biens et intérêts français affectés par les lois et mesures édictées par le Gouvernement cubain; problème des négociations avec le Gouvernement d'Algérie* (p. 1752). Ses explications de vote : *Impôt sur le revenu des personnes physiques; politique familiale; indemnisation des spoliés; allègement de la T.V.A. pour les productions agricoles; fiscalité viticole; amélioration des prestations sociales pour les familles et les personnes âgées; ses observations sur le contingent supplémentaire d'H.L.M.; vote du groupe Progrès et démocratie moderne sur le projet de loi de finances rectificative* (p. 1753, 1754).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales, une question orale, sans débat, relative à la situation de l'emploi [17 mai 1968] (p. 1948, 1949, 1950).

Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie : Ses explications de vote : *Amnistie des faits en relation avec les événements d'Algérie et des infractions commises dans les départements et territoires d'outre-mer; vote bloqué; débuts des événements d'Alger; réconciliation nationale* [22 mai 1968] (p. 2063).

POUJADE (M. Robert), *Député de la Côte-d'Or, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages [1er juin 1967] (p. 1538).

Dépôt :

Son avis présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — IX. — Education nationale (fonctionnement), **n° 459** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Problème des subventions de fonctionnement aux facultés; réforme des programmes et des structures; plan Langevin-Wallon; problème de l'orientation; œuvre de M. Christian Fouchet; rôle des collèges d'enseignement secondaire; réforme du second cycle; critique de l'encyclopédisme; lourdeur des horaires de l'enseignement primaire et au premier cycle du second degré; activités de détente et d'épanouissement physique; rigidité des méthodes; ses observations sur l'esprit de concours; écoles maternelles; problème de l'orientation; définition du baccalauréat; enseignement supérieur; création de la maîtrise; modalités de recrutement des enseignants; insuffisance de la formation des instituteurs; réforme des écoles normales; ses observations sur le C.A.P.E.S. et l'agrégation; traitements de l'enseignement public; insuffisance du nombre des écoles maternelles; lacunes de l'enseignement professionnel; enseignement technique; nécessité de coordonner l'aménagement du territoire et l'établissement de la carte scolaire* [30 mai 1967] (p. 1397 à 1400).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis: Crédits de fonctionnement; situation du personnel de surveillance; sections d'éducation professionnelle; modernisation de l'université; aide aux familles; information; orientation; conditions d'attribution des bourses; collèges d'enseignement secondaire; recrutement des « capésiens »; formation des titulaires du C.A.P.-C.E.G.; centres d'expérimentation pédagogique; recherche pédagogique; sections d'éducation professionnelle; enseignement professionnel; enseignement supérieur; insuffisance de l'encadrement; problème des équipements; crédits concernant la direction pédagogique des enseignements et de l'orientation* [26 octobre 1967] (p. 4174 à 4176);

— sur la motion de censure : *Rôle du Parlement; responsabilité de plusieurs générations, de plusieurs régimes et de plusieurs Républiques; conception archaïque de l'examen; solitude de l'étudiant à l'université; ses observations sur les campus universitaires; événements du Quartier latin; ses observations sur les émeutes du vendredi 9 mai; son souhait de voir ouvrir une enquête; rôle des forces de l'ordre; conséquences de la crise; possibilité d'une tragédie nationale; ses observations sur les arrêts de travail; conséquences des grèves; participation des citoyens à tous les niveaux de la vie publique; technocratisation de l'Etat; Ve République préférant au gouvernement des hommes le gouvernement des choses; information du peuple; comités de censure dans les journaux parisiens; confiance du pays dans le général de Gaulle* [21 mai 1968] (p. 1987 à 1991).

POULPIQUET (M. Gabriel de), *Député du Finistère, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire du Conseil supérieur de l'aménagement rural [22 juin 1967] (p. 2095);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [2 novembre 1967] (p. 4352).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'enseignement des langues et cultures régionales, **n° 637** [20 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur, **n° 663** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Naufrage du Torrey Canyon; souillure des plages par le mazout; frais de nettoyage des plages et des rochers; mise en place des moyens de protection et de prévention contre d'autres dégâts; problème de l'indemnisation; conséquences des informations erronnées; baisse des cours et mévente du poisson; situation de la pêche française par rapport à celle du Marché commun* [26 avril 1967] (p. 841, 842);

— sur la déclaration du Gouvernement sur l'éducation nationale : *Conditions d'attribution et de répartition des bourses scolaires; démocratisation de l'enseignement; prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans; imprécision des critères d'évaluation des ressources; cas des élèves boursiers des écoles sous contrat; bourses d'enseignement supérieur; possibilité de créer, pour la répartition des bourses, des commissions analogues aux commissions cantonales d'assistance avec possibilité de recours devant une commission départementale; publication des critères; distribution de bourses; implantation des instituts universitaires de technologie; création d'un de ces instituts à Brest; faiblesse du nombre de postes créés au 1er octobre 1967 à la Faculté des sciences de Brest; construction du collège d'enseignement technique de Landerneau* [30 mai 1967] (p. 1415).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 11 du

Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur le nombre d'interventions à propos d'un amendement* [21 juin 1967] (p. 2037).

Prend part au débat :

— sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Compétition commerciale internationale; durée des prêts accordés aux agriculteurs allemands et français; ses observations sur la jeunesse bretonne; problème de l'emploi* [30 juin 1967] (p. 2481, 2482);

— sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Nécessité de maintenir l'exploitation familiale en Europe; industrialisation des régions où il y a trop d'agriculteurs; indemnité viagère de départ; attribution de bourses d'études aux enfants d'agriculteurs* [18 octobre 1967] (p. 3757).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES, Art. 38 : *Déclassement indiciaire des sous-officiers et des officiers mariniers par rapport aux fonctionnaires; cas des scaphandriers des arsenaux* [24 octobre 1967] (p. 4060); EDUCATION NATIONALE : *Répartition des crédits consacrés aux bourses d'enseignement secondaire et d'enseignement technique; exemple de certains rejets de bourses; possibilité de prévoir des moyens de recours efficaces; ses observations sur le fait que certains étudiants reçus à la session de septembre au baccalauréat n'ont pu déposer leur demande de bourse d'enseignement supérieur en temps voulu; cas des régions rurales à forte densité de population* [26 octobre 1967] (p. 4202, 4203); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisance des crédits; problème d'une cotation régionale; prix du porc; difficultés du Finistère; indemnité viagère de départ* [8 novembre 1967] (p. 4689); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Equipement d'un port pétrolier apte à recevoir des navires de fort tonnage; ravitaillement des raffineries portuaires; ses observations sur le complexe Brest-Douarnenez; problème du logement; octroi des primes; nécessité de relever le montant des travaux primés pour l'amélioration de l'habitat rural* [9 novembre 1967] (p. 4811) ; En deuxième lecture, Art. 18 : *Avantages fiscaux accordés à la Corse* [7 décembre 1967] (p. 5660);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, après l'Art. 4 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Les élevages de porcs de plus de 300 unités d'adultes ou de plus de 100 truies mères seront soumis à la contribution des patentes »* [23 novembre 1967] (p. 5206); *ses observations sur les élevages industriels de porcs; cas des élevages de volailles* (p. 5206, 5207).

POUYADE (M. Pierre), *Député du Var, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574).

PRAT (M. Roger), *Député du Finistère, 4e circonscription (App. F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'apparente au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur la protection du littoral contre le pétrole : *Naufrage du Torrey Canyon; responsabilités encourues par les Gouvernements anglais et français; ses observations sur la baie de Morlaix; échec du plan Orsec; possibilité d'attaquer les nappes en haute mer; nettoiement du rivage; importance du tourisme pour le nord du Finistère; ses observations sur l'ostréiculture; conséquences du naufrage du Torrey Canyon pour les oiseaux des Sept-Iles et du Rouzic; mévente du poisson; nécessité d'envisager une indemni-*

sation totale des sinistres et du manque à gagner [26 avril 1967] (p. 834);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Buts de l'éducation nationale; plan de Paul Langevin; loi d'orientation et de programme de formation professionnelle; ses observations sur la prolongation de la scolarité; rénovation de la pédagogie; « technique Freinet »; ses observations sur le mouvement d'école moderne; taux de scolarisation du Finistère; menace d'éviction du collège d'enseignement technique du Bouguen à Brest; handicaps du milieu socio-culturel et des conditions économiques pour bon nombre de jeunes; ses observations sur les C.E.G. et les C.E.S.; construction d'internats* [31 mai 1967] (p. 1490, 1491).

PRÉAUMONT (M. Jean-Franck de), *Député de Paris, 23e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (no 3) de M. Montagne tendant à créer une Commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Est nommé membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502).

Est élu vice-président de cette Commission [12 octobre 1967] (p. 3597).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée », (no 716) [17 mai 1968] (p. 1955).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (no 426). — Equipement et logement (logement social), **no 459** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Garanties en ce qui concerne les forêts* [22 juin 1967] (p. 2090);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur le logement social; inégalités entre les secteurs neufs et les secteurs anciens, entre les diverses tranches de revenu et la composition des familles; problème du financement H.L.M.; charges d'accession à la propriété; allègement de l'allocation logement; objectifs du Ve Plan* [9 novembre 1967] (p. 4786, 4787).

PRIN (Mme Jeannette), *Député du Pas-de-Calais, 11e circonscription (C.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est élue secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

Est nommée :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à accorder aux femmes salariées deux jours de repos hebdo-

madaire sans réduction de leur rémunération, **n° 194** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à l'octroi des indemnités journalières à l'assurée sociale lorsqu'elle est contrainte de suspendre son travail pour soigner son enfant mineur, **n° 390** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant, dans l'immédiat, à fixer à 60 ans l'âge auquel les femmes travailleuses peuvent bénéficier de la retraite à taux plein, **n° 667** [17 avril 1968].

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur la tornade qui a ravagé le Nord et le Pas-de-Calais; solidarité envers les populations sinistrées* [27 juin 1967] (p. 2285).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale, sans débat, relative à la notation du personnel des Postes et Télécommunications [13 octobre 1967] (p. 3620, 3621).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INDUSTRIE : *Problèmes de la région du Nord; cas de l'industrie textile; production de charbon; ses observations sur la zone d'aménagement industrielle de Douvrin-Billy-Berclau* [3 novembre 1967] (p. 4446); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur la vie de la paysanne; adductions d'eau; habitat rural; enseignement agricole; nombre des bourses; son vote sur le budget* [8 novembre 1967] (p. 4697);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique : *Certificat de non contre-indication; crise du logement; problème de l'emploi; dégradation des salaires; situation du Nord et du Pas-de-Calais; nombre des femmes ayant une activité professionnelle; nécessité d'octroyer deux jours de repos hebdomadaire aux femmes; ses observations sur la tentative de rétablissement du travail de nuit; rôle du haut comité de la population* [14 décembre 1967] (p. 5888, 5889);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : Art. 1er : *Ses observations sur les prestations familiales et le Fonds national de solidarité; allocation de salaire unique; hausse du coût de la vie; application de la T.V.A. sur les denrées de première nécessité; augmentation des salaires et des pensions; revalorisation des prestations familiales* [10 mai 1968] (p. 1732, 1733); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Possibilité pour les mères de famille, occupant un emploi salarié, de déduire de leur revenu annuel brut le montant des frais afférents à la garde de leurs enfants pour le calcul de leur revenu net imposable)* (p. 1737).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative au problème des jeunes sans travail [17 mai 1968] (p. 1941, 1942, 1943).

PRIVAT (M. Charles), *Député des Bouches-du-Rhône, 11e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Donne sa démission de représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [31 mai 1967] (p. 1454).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 octobre 1967] (p. 4068).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général de la fonction publique, **n° 776** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale: *Augmentation des charges scolaires sur les budgets communaux; problème de la réalisation du Ve Plan; dépenses de ramassage scolaire; rôle des caisses départementales scolaires; calcul*

des subventions; problème des constructions du deuxième degré [31 mai 1967] (p. 1483, 1484).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Déclassement de la fonction publique; dialogue entre le Gouvernement et les syndicats de fonctionnaires; aggravation des charges sociales; problème du pouvoir d'achat; situation des auxiliaires; zones de salaires; problème de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue; cas des retraités viagers de l'Etat; problème de la fiscalité; réforme de l'impôt sur le revenu; taxe proportionnelle sur les revenus non salariaux; nécessité d'un plan de remise en ordre de la fonction publique* [4 novembre 1967] (p. 4482, 4483).

PRIVAT (Mme Colette), *Député de la Seine-Maritime, 4e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommée membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à donner à toutes les jeunes filles et aux femmes travailleuses une formation professionnelle leur permettant d'accéder aux emplois qualifiés, **n° 264** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à accorder, au titre de l'assurance-maternité, aux femmes salariées, le paiement pendant seize semaines d'indemnités journalières de repos d'un montant égal à leur salaire, **n° 405** [30 juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Question de la démocratisation de l'enseignement; origines sociales des élèves; octroi des bourses; appréciation contestable des ressources familiales; nécessité de faire attribuer la bourses par des commissions de cogestion disposant de moyens efficaces d'information, d'administration et de paiement; nécessité d'assurer aux élèves des conditions décentes d'existence; travail noir des étudiants; manque d'étudiants dans les disciplines scientifiques; exemple de la Faculté des lettres de Rouen; création d'un système cohérent d'allocations d'études; possibilité de faire gérer les bourses par des conseils de cogestion; augmentation du nombre des logements en résidences universitaires; augmentation du nombre de places dans les restaurants universitaires; développement des bibliothèques universitaires et des centres polycopiés gratuits; extension des services médico-sociaux; application intégrale de la législation de Sécurité sociale du régime général aux étudiants mariés* [31 mai 1967] (p. 1470 à 1472).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Personnel de l'enseignement du second degré; diminution du nombre des professeurs qualifiés; nombre des élèves des I.P.E.S.; réduction du nombre des stagiaires des centres pédagogiques régionaux; cas des surveillants généraux des lycées; ses observations sur les maîtres d'internat et les surveillants d'externat; cas des agrégés; ses observations sur les agents des lycées et collèges; enseignement technique; horaires des professeurs techniques adjoints; écoles normales nationales d'apprentissage; formation professionnelle; insuffisance des bourses scolaires; ses observations sur le lycée « fantôme » de la Porte de Clignancourt à Paris* [26 octobre 1967] (p. 4195, 4196); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Entretien des berges de la Seine, notamment en aval de Rouen; dégradation des rives; cas de la ville de Duclair; insuffisance des crédits dont peuvent disposer le département et les communes; diminution de la subvention de l'Etat* [9 novembre 1967] (p. 4822, 4823).

Pose à M. le Ministre des Transports une question orale, sans débat, relative aux chantiers navals et à la marine marchande [3 mai 1968] (p. 1496, 1498, 1499).

Q

QUENTIER (M. René), *Député de l'Oise, 4e circonscription (U.D.-Ve R.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission de la production et des échanges [4 avril 1968] (p. 1014).

Donne sa démission de membre de cette Commission [8 mai 1968] (p. 1644).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [9 mai 1968] (p. 1692);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une Commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

QUETTIER (M. Maurice), *Député des Yvelines, 7e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

Dépôt :

Sa proposition de loi portant amnistie à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion, **n° 554** [7 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à l'organisation des justices de paix à compétence ordinaire en Polynésie française, Art. 3 : *Vote du groupe communiste* [27 avril 1967] (p. 866); ses explications de vote sur l'ensemble du texte : *Caractère dangereux du texte; difficultés du recrutement des magistrats; groupe communiste votant contre ce projet de loi* (p. 866, 867);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, instituant un tribunal de première instance, dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides : *Son refus d'admettre que la justice soit rendue par des non-magistrats* [25 mai 1967] (p. 1315);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de modifications apportées au Code civil et précisant les conditions d'application de certains articles de ce Code dans les mêmes départements : *Son hostilité à l'article 4; problème de l'application des articles 641 à 643 du Code civil; régime des eaux pluviales et des sources* [25 mai 1967] (p. 1318).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée : *Situation de l'usine Nord-Aviation des Mureaux ; remèdes suggérés par les syndicats; développement d'un programme civil aérospatial; nationalisation des principales entreprises privées* [14 juin 1967] (p. 1825).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Frais de personnel; revalorisation des traitements; formation professionnelle; encadrement des jeunes des D.O.M.; émigration; subvention aux collectivités locales; cyclone « Beulah »; situation économique et sociale; industrie sucrière de la Martinique; situation guadeloupéenne; crise agricole de la Réunion; chômage; sous-emploi; fraude électorale; ses observations sur les événements de Basse-Terre et de Pointe-à-Pitre; cas de Paul Vergès; accroissement de l'appareil administratif et répressif; nationalisation de l'industrie sucrière; réforme agraire; compagnie française de sucrerie; statut d'autonomie* [2 novembre 1967] (p. 4340, 4341);

— du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores : *Compétences de l'Etat; rôle du Haut-Commissaire; caractère de la politique du Gouvernement aux Comores* [7 décembre 1967] (p. 5685).

R

RABOURDIN (M. Guy), *Député de Seine-et-Marne, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission consultative du cinéma [31 mai 1967] (p. 1500);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant réglementation du crédit à la consommation des particuliers par l'institution de « ratios d'engagements » et la possession d'une carte personnelle de crédit, **n° 206** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à autoriser la prise de possession des terrains non bâtis ou jugés tels, nécessaires à la réalisation des programmes d'équipement scolaire des collectivités locales, **n° 207** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoires les assurances incendie pour tous les logements, **n° 208** [18 mai 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Prolongation de l'instruction obligatoire des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans; difficulté de concilier la prolongation de la scolarité et l'intérêt de l'apprentissage sous contrat; conditions dans lesquelles les artisans pourront accueillir des jeunes de 14 à 16 ans; rôle des sections d'éducation professionnelle; fonctionnement et contrôle de la formation donnée par les entreprises; problème de la qualification des maîtres; situation des maîtres d'apprentissage; financement de l'effort d'apprentissage* [31 mai 1967] (p. 1469, 1470).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Evolution du droit d'expropriation;*

rôle des collectivités dans l'élaboration et la réalité de la politique foncière; nécessité de favoriser les procédures amiables; procédures d'expropriation; nécessité de payer les terrains à leur juste prix; recherche d'une solution humaine; notion de terrain à bâtir; consultation des communes; leur intéressement à la réalisation d'une politique foncière; district de la région parisienne; reconstitution d'un fonds d'annuités d'emprunt pour les communes en voie d'expansion rapide [21 juin 1967] (p. 1998, 1999); après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Les dispositions de l'article 58 modifié de l'ordonnance nº 58-997 du 23 octobre 1958 portant réforme des règles relatives à l'expropriation pourront être appliquées à la réalisation des programmes d'intérêt collectif des communes. La liste des cas dans lesquels pourra être fait application de l'article 58 sera dressée par décret pris en Conseil d'Etat »* [26 juin 1967] (p. 2236); *lenteurs de la procédure d'expropriation* (p. 2236) *retrait de son amendement* (p. 2237);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1º de M. Eugène Claudius-Petit tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi nº 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions; 2º de M. Wagner relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: (Garantie de deux ans après la réception pour les menus ouvrages)* [23 juin 1967] (p. 2142); après l'Art. 9 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer le nouvel article suivant: « L'avant-dernier alinéa de l'article 7 de la loi du 3 janvier 1967 est ainsi complété: « Ceux-ci ne pourront toutefois être invoqués pour faire modifier les conditions de la vente après sa conclusion »* (p. 2143); *exécution des contrats de vente* (p. 2143); après l'Art. 11 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article (dans le texte de l'article 17 de la loi du 3 janvier 1967, les mots « par un vendeur » sont supprimés)* (p. 2144); *retrait de son amendement* (p. 2144).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative à la revision de la législation en matière de représentation syndicale [8 décembre 1967] (p. 5723).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1º de M. Leroy et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture; 2º de M. Macquet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 54 *g* et 54 *j* du Livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 *f* du même livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines : *Choix dans la période des vacances; baisse de la production au mois d'août; choix des dates des vacances; problème de l'étalement des vacances; ses observations sur le C.N.A.T. et le C.A.T.R.A.L.; système des locations à la semaine; durée des vacances scolaires* [2 mai 1968] (p. 1439).

RADIUS (M. René), *Député du Bas-Rhin, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569);

— membre de la Commission de la production et des échanges [4 avril 1968] (p. 1014).

Cesse d'appartenir à cette Commission [24 avril 1968] (p. 1333).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [24 avril 1968] (p. 1333).

Est élu représentant titulaire de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [24 mai 1967] (p. 1274).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à préciser les dispositions de l'article 27 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à l'extension du monopole des tabacs en Alsace et en Lorraine, **n° 77** [12 avril 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi (n° 526) autorisant l'approbation de l'accord conclu par échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques relatif au régime fiscal des brevets, signé à Paris le 14 mars 1967, **n° 585** [14 décembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur l'équitation; situation de la Fédération française des sports équestres* [20 octobre 1967] (p. 3942, 3943); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Problèmes actuels du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale; ses observations sur les bâtiments de la Maison de l'Europe à Strasbourg; statut de la fonction publique européenne; retrait de la France des structures militaires intégrées de l'O.T.A.N.; conflit entre le Conseil et l'Assemblée de l'U.E.O.; rapport sur les travaux du Conseil de l'U.E.O.; rôle de la commission des questions scientifiques, techniques et aérospatiales; coopération entre les Européens* [7 novembre 1967] (p. 4597); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur la forêt française; exemple de l'Allemagne; Fonds forestier national; taxe d'enregistrement sur les produits commercialisés par adjudication* [8 novembre 1967] (p. 4674); *possibilité d'un débat sur la forêt française; exemple de l'Alsace et de la Moselle* (p. 4674);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord conclu par échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, relatif au régime fiscal des brevets, signé à Paris le 14 mars 1967, en qualité de *Rapporteur pour avis: Problèmes relatifs au régime fiscal des brevets* [19 décembre 1967] (p. 6045).

RAMETTE (M. Arthur), *Député du Nord, 15e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à instituer, pour tous les travailleurs du secteur privé, en sus de l'aide de l'Etat, une indemnisation du chômage partiel à la charge de l'employeur, **n° 671** [17 avril 1968].

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Ses observations sur la progression de la production et sur les exportations; importance du sous-emploi; problème de l'investissement; nombre des chômeurs; expansion économique dépendant de la capacité de consommation du marché intérieur; relèvement des salaires; pouvoir d'achat des salariés; nombre des personnes assujetties à l'impôt général sur le revenu; extension de la taxe sur la valeur ajoutée; niveau des loyers; capacité d'achat des allocations familiales; mévente des pommes; revalorisation des salaires, des traitements, des pensions et retraites; ses observations sur les fusions de sociétés; plans de développement économique régionaux; rôle des organisations régionales d'études de l'aire métropolitaine (O.R.E.A.M.); ses observations sur la liquidation de l'industrie houillère; construction, auprès des centres d'extraction, de centrales électriques; politique du logement; construction des H.L.M. à usage locatif; rôle de la nationalisation* [9 mai 1968] (p. 1673 à 1675).

RAUST (M. André), *Député du Tarn, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Situation dans le Proche-Orient; neutralité de notre diplomatie; question de l'embargo sur les armes; décision de M. Thant de retirer les « casques bleus »; problème de la liberté de navigation dans le golfe d'Akaba; blocus d'Elath; souci de sécurité d'Israël; ses observations sur Charm-el-Cheikh et Gaza; raisons pour lesquelles l'Etat d'Israël ne désire pas intégrer trop d'Arabes; position des Arabes; pays arabes acceptant difficilement la reconnaissance d'Israël; problème des réfugiés palestiniens; nécessité d'aider le développement économique des pays arabes; projet de conférence à quatre* [15 juin 1967] (p. 1862 à 1864).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Crise du Moyen-Orient; neutralité du Gouvernement; blocage du port d'Eilath; embargo sur les armes qui avaient été commandées et partiellement payées avant le déclenchement des hostilités; bombardement d'une raffinerie; adhésion éventuelle de la Grande-Bretagne au Marché commun; question de la livre sterling; situation monétaire des six pays; situation technologique de la Grande-Bretagne en matière d'énergie nucléaire et d'ordinateurs; importance de cet apport pour la Communauté économique européenne* [7 novembre 1967] (p. 4606).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux ventes d'armes au Moyen-Orient : *Attitude du Gouvernement français lors des événements de juin 1967; définition du « casus belli »; politique de l'Irak vis-à-vis d'Israël; actes d'hostilité de l'Egypte à l'égard d'Israël* [17 mai 1968] (p. 1937, 1938).

REGAUDIE (M. René), *Député de la Haute-Vienne, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 13 : *Ses observations sur la taxe aux essieux; majoration des taux des primes d'assurance; incidence économique pour les régions sous-développées* [17 octobre 1967] (p. 3681);

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Elevage bovin; production du « baby-bœuf » dans le Limousin; loi d'amélioration génétique; insuffisance des crédits destinés à l'amélioration des bâtiments; intervention de la S.I.B.E.V.; construction d'abattoirs modernes, de marchés importants et d'industries de transformation de la viande; garantie des prix par une indexation* [18 octobre 1967] (p. 3784, 3785, 3786).

RENOUARD (M. Isidore), *Député d'Ille-et-Vilaine, 4e circonscription (R.I.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— Secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563), [2 avril 1968] (p. 968);

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426) — IV. — D.O.M. — V. — T.O.M., **n° 456** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis: Action du F.I.D.E.S.; ses observations sur l'exploitation des ressources: le nickel en Nouvelle-Calédonie, le manganèse aux Nouvelles-Hébrides, le phosphate de chaux en Polynésie; importance du nickel pour la Nouvelle-Calédonie; avenir de la Polynésie française; question de l'hôpital de Papeete; construction d'un nouveau lycée; ses observations sur l'agriculture, la pêche, la perliculture, le tourisme; question des adductions d'eau à Tahiti et de l'assainissement de la ville de Papeete; activité du port de Djibouti; importance de la pêche et de sa commercialisation pour Saint-Pierre-et-Miquelon; subvention pour les budgets locaux des territoires d'outre-mer; lancement d'une fusée spatiale à partir de la base Dumont-d'Urville en terre Adélie* [19 octobre 1967] (p. 3826 à 3828); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis: Production intérieure des D.O.M.; population des trois départements d'outre-mer; leur agriculture; intégration de la production des D.O.M. au Marché commun; ses observations sur les cyclones « Cléo » et « Inès »; subventions du F.I.D.O.M.; sélection des fruits exotiques; réglementation du Marché commun relative au rhum; développement agricole et industriel de la Guyane; modernisation de la route du littoral du Surinam au Brésil; développement du tourisme* [2 novembre 1967] (p. 4331, 4332); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Difficultés de l'agriculture et de l'élevage; incidents survenus à Redon; réduction des disparités entre les types d'agricultures et les régions; cotation régionale du porc; aménagements fonciers; remembrement; insuffisance du nombre d'ingénieurs et de techniciens du génie rural; aménagement des grandes régions agricoles; répartition des crédits entre les régions; dotation des marais de l'Ouest; construction du barrage d'Arzal* [8 novembre 1967] (p. 4709, 4710);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, avant l'Art. 30 : *Ses observations sur l'article 1603 du Code général des impôts concernant la « taxe pour frais de chambres des métiers »; mission des chambres des métiers; retrait de l'amendement qu'il avait déposé avec M. Cointat* [23 novembre 1967] (p. 5214).

RESTOUT (M. Marcel), *Député du Calvados, 5e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande [12 avril 1967] (p. 615).

Pose à M. le Ministre des Postes et Télécommunications une question orale, sans débat, relative au téléphone en milieu rural [10 mai 1967] (p. 980, 981).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Cause des manifestations d'octobre; situation des régions d'élevage; création d'un office de la viande; problèmes posés par l'aménagement de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits* [18 octobre 1967] (p. 3774).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Insuffisance des crédits; disparité des revenus agricoles par rapport au revenu des autres catégories sociales; zones de rénovation rurale; soutien des prix agricoles; rôle de la S.I.B.E.V.; organisation des marchés de Rungis et de la Villette; application de la T.V.A.; application d'un régime de franchise et de décote aux agriculteurs qui ont opté pour le régime T.V.A.; possibilité laissée aux agriculteurs ayant choisi pour trois ans le régime du remboursement forfaitaire sur*

le matériel agricole d'opter chaque année pour le régime d'assujettissement à la T.V.A.; taux forfaitaires de remboursement aux diverses productions afin de tenir compte de l'insuffisance réelle de la T.V.A. [8 novembre 1967] (p. 4667).

RÉTHORÉ (M. RAYMOND), *Député de la Charente, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

REY (M. André), *Député de la Haute-Garonne, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture : *Doctrine du Gouvernement en ce qui concerne les importations de vins étrangers, les coupages, la distillation, le blocage, la fiscalité, les prix; revalorisation des cours du vin* [28 avril 1967] (p. 880); *endettement des viticulteurs; erreurs commises depuis 1958 entraînant un lourd handicap pour la viticulture à l'heure du Marché commun* (p. 885 à 887).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'Education nationale : *Gestion du Ministère de l'Education nationale de 1958 à 1966; insuffisance des crédits; exécution du IVe Plan; objectifs du Ve Plan; abattements de crédits pour les années 1968-1970; enseignement préscolaire; démocratisation de l'enseignement; loi de programme sur l'orientation et la formation professionnelle; réforme des enseignements supérieurs scientifiques et littéraires; ses observations sur les instituts de préparation aux enseignements du second degré et le C.A.P.E.S.; possibilité d'augmenter de 25 à 50 % le contingent des élèves des I.P.E.S. des facultés des lettres appelés à bénéficier d'une quatrième année consacrée à la préparation de l'agrégation; problème de l'agrégation; question du recrutement des maîtres; leur rémunération; absence de revalorisation des indemnités pour participation à un jury d'examen ou de concours; pénurie des moyens pour la recherche scientifique et la recherche fondamentale; manque de locaux; ses observations sur la recherche militaire; rôle de la direction des recherches et des moyens d'essais; difficultés à Toulouse; pénurie d'enseignants et d'assistants; question de l'implantation d'une faculté de pharmacie; réforme des œuvres universitaires; suppression de la cogestion; réforme de l'organisation de l'aide aux étudiants; allocation d'études; conseil supérieur des grandes écoles; harmonisation des enseignements des grandes écoles; relations écoles-facultés; critères sociaux commandant l'entrée et le séjour en faculté; allocation d'études; indications sur les origines sociales des élèves* [30 mai 1967] (p. 1409 à 1412).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi relatif aux conditions de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile : *Conditions de nationalité exigées du personnel navigant professionnel de l'aéronautique civile; ses observations sur les articles L 421-1 et R 421-4; avenir du personnel français* [13 juin 1967] (p. 1753, 1754); Ses explications de vote : *Vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste* (p. 1754);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la rentrée universitaire; problème de la faculté d'Orsay; inscription au certificat préparatoire aux études médicales; projet de construction d'une faculté à Villetaneuse; enseignement des instituts universitaires de technologie; ses observations sur la rentrée universitaire à Paris pour le droit et les sciences économiques; fonctionnement d'une nouvelle division dans les amphithéâtres du Conser-*

vatoire national des arts et métiers; ses observations sur la situation à Lille et à Toulouse; insuffisance des crédits; son opposition à tout numerus clausus; *inadaptation de notre enseignement supérieur; transformation des postes de titulaires en emplois de contractuels; crédits affectés à la recherche scientifique; situation des étudiants qui travaillent l'été pour se procurer un peu d'argent* [26 octobre 1967] (p. 4203 à 4205); TRANSPORTS. — II. — AVIATION CIVILE : *Difficultés de l'aéronautique civile; crédits concernant le Concorde et l'Airbus; dépenses d'équipement en matière aéronautique; importance de la construction du Concorde pour l'industrie aéronautique nationale; ses observations sur le Breguet 941 à décollage et atterrissage courts; possibilité de soutenir le petit avion d'affaires à moteur Larzac; météorologie nationale; suppression du dégrèvement des carburants; obtention du brevet de pilote; nécessité de placer l'industrie aéronautique française dans le cadre européen* [3 novembre 1967] (p. 4400, 4401);

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative à la rentrée des Facultés [10 novembre 1967] (p. 4873, 4875).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants : *Recherche des causes des violentes échauffourées du Quartier latin; erreurs commises; complaisance tacite dont jouissaient les minorités de Nanterre; décision de fermer la Sorbonne; violence de la répression; angoisse de la majorité des étudiants devant leur avenir; débat du 13 novembre 1964; méconnaissance des problèmes universitaires de la part du Gouvernement; solidarité des professeurs, des étudiants et des lycéens; difficulté des conditions de travail; hantise de l'examen; sélection des étudiants à l'entrée des Facultés; faillite d'un système inadapté, périmé et inefficace* [8 mai 1968] (p. 1619, 1620).

REY (M. Henry), *Député de la Loire-Atlantique, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

Ministre d'Etat
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569).

Donne sa démission de membre de cette Commission [13 juin 1967] (p. 1792).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [14 juin 1967] (p. 1831).

Cesse d'appartenir à cette Commission [22 juin 1967] (p. 2095).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [22 juin 1967] (p. 2095), [4 avril 1968] (p. 1014);

— Ministre d'Etat (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou) décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou) décret du 10 juillet 1968 (*J. O.* du 11 juillet 1968, p. 6578).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement, **n° 692** [17 avril 1968].

Sa proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la pension normale à 40 %, dès l'âge de 60 ans, aux femmes assurées ayant exercé pendant dix ans au moins une activité reconnue pénible, **n° 744** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 67-581 du 13 juillet 1967 relative à certaines mesures applicables en cas de licenciement, **n° 748** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 67-578 du 13 juillet 1967 créant une agence nationale pour l'emploi, **n° 749** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi relative au placement des artistes du spectacle, **n° 750** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi relative à la représentation, à titre consultatif, des représentants de la Mutualité dans les conseils d'administration des caisses d'assurance maladie, **n° 751** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi relative aux attributions de la Caisse nationale des allocations familiales et de la Caisse nationale d'assurance vieillesse, **n° 752** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi relative au statut du personnel des caisses nationales des organismes de Sécurité sociale, **n° 753** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi prévoyant la possibilité pour les conseils d'administration des organismes de Sécurité sociale de créer des commissions comportant des membres extérieurs, **n° 754** [3 mai 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises, **n° 777** [10 mai 1968].

Sa proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 67-709 du 21 août 1967 portant généralisation des assurances sociales volontaires pour la couverture du risque maladie et des charges de la maternité, **n° 778** [10 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Augmentation des tarifs des transports routiers* [27 octobre 1967] (p. 4293);

— sur la demande de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi organique de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution : *Retrait de sa demande d'une Commission spéciale* [19 décembre 1967] (p. 6010).

Pose à M. le Ministre des Transports, une question orale, sans débat, relative aux chantiers navals et à la marine marchande [3 mai 1968] (p. 1496, 1499).

RIBADEAU DUMAS (M. Roger), *Député de la Drôme, 1re circonscription (U.D.-VeR.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [4 avril 1968] (p. 1015).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une Commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre du Conseil supérieur de la Sécurité sociale [29 juin 1967] (p. 2416);

— représentant de l'Assemblée Nationale auprès du Ministre de l'Information [17 octobre 1967] (p. 3707).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — VI. — Affaires sociales (Sécurité Sociale), **n° 459** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Inquiétude des travailleurs; niveau de vie des salariés; conséquences de la dernière étape du Marché commun; opinion de M. Pierre Cot et de M. Mendès France en juillet 1957; résultats du Kennedy-Round; rétablissement de la situation financière sous la Ve République; augmentation des crédits accordés à l'Education nationale et à la Recherche*

scientifique; développement des centres de formation professionnelle; réalisation du Marché commun agricole; adaptation de nos industries à la concurrence du Marché commun; problème de l'égalisation des charges; question de la Sécurité sociale; rapport Ortoli; rôle du Fonds national de l'emploi; information des travailleurs; Fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles; augmentation des crédits du Ministère du Travail destinés aux services extérieurs; zones de salaires; éventail des salaires [19 avril 1967] (p. 733 à 735);

— sur les questions orales relatives à la situation de la viticulture : *Situation des producteurs de la Clairette de Die; concurrence de l'Asti spumante* [28 avril 1967] (p. 921);

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Politique sociale du Gouvernement; garantie de l'emploi; intéressement des travailleurs aux bénéfices des entreprises; solidarité entre le capital et le travail; nombre des bénéficiaires de l'ordonnance; Sécurité Sociale; progression des charges sociales en France; causes d'abus en matière de Sécurité sociale; ticket modérateur; financement de la Sécurité sociale; zones de salaires* [10 octobre 1967] (p. 3452, 3453);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur le parc régional du Vercors; liaison mer du Nord-Méditerranée* [20 octobre 1967] (p. 3909); AFFAIRES SOCIALES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Aménagement des prestations; financement de la Sécurité sociale; cas des vieux travailleurs salariés; allocations familiales; assurance maladie; ses observations sur la surprime d'assurance exigée des propriétaires de véhicules automobiles; rôle de l'hospitalisation* [25 octobre 1967] (p. 4103); AFFAIRES CULTURELLES : *Ses observations sur l'industrie du film; réduction de la fiscalité qui pèse sur le cinéma; entente entre l'industrie du film exploité par le cinéma et l'industrie du film exploité par la télévision; son souhait de voir la direction des spectacles télévisés et celle des spectacles de cinéma confiés au seul Ministère des Affaires culturelles* [9 novembre 1967] (p. 4766, 4767);

RIBIÈRE (M. René), *Député du Val-d'Oise, 4e circonscription (U.D.-Ve).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à réparer les dommages résultant des servitudes *non ædificandi* frappant les terrains situés en bordure des routes et des autoroutes, **n° 124** [19 avril 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires étrangères sur la loi de finances pour 1968 (n° 426). Première partie : Affaires étrangères, **n° 462** [13 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Contribution de la France à l'organisation européenne pour la recherche nucléaire; effectifs des services centraux de l'administration; gestion des personnels; augmentation du nombre de postes de conseillers de première classe; régime de rémunération des agents en poste à l'étranger; situation du personnel auxiliaire recruté à l'étranger et du personnel de service des postes diplomatiques et consulaires; attribution aux chefs de poste d'un véhicule de service officiel acquis sur fonds publics; problème des frais de représentation des agents en service à l'étranger; règlement des frais de déplacement du personnel de l'Etat; ses observations sur les opérations en capital; problème de la presse et de l'information; question des émissions de l'O.R.T.F.; programme d'investissements pour quatre émetteurs de radio à vocation internationale; centre émetteur d'Allouis-Issoudun; création d'une Agence française de télévision* [7 novembre

1967] (p. 4591 à 4593); en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant: Développement de notre action culturelle en Amérique latine; politique de coopération avec le Canada et notamment avec Québec; enseignement du français à l'étranger; influence française en Europe de l'Est; redéploiement de notre action culturelle; effectifs de nos missions culturelles au Maroc et en Tunisie; problème des bourses; crédits du Fonds culturel; échanges artistiques; direction de la coopération technique; extension de la francophonie; travaux du haut comité pour la défense et l'expansion de la langue française; création d'un conseil international de la langue française; son souhait de voir regroupés dans un grand Secrétariat d'Etat qui dépendrait du Ministère des Affaires étrangères tous les services qui sont affectés à la coopération y compris ceux qui s'adressent aux Etats africains et malgache; ses observations sur l'amendement de M. Labarrère* (p. 4594, 4595); *politique culturelle à l'égard de la Grèce; accord franco-hellénique de 1965 au sujet du règlement des créances financières françaises* (p. 4620);

— en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation foncière, Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Possibilité pour les collectivités locales d'associer à l'élaboration des plans d'occupation des sols les représentants mandatés des divers groupes ou associations économiques, professionnels, sociaux ou culturels* [30 novembre 1967] (p. 5387).

RICHARD (M. Jacques), *Député du Val-d'Oise, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (no 3) de M. Montagne tendant à créer une Commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la commission centrale de contrôle des opérations immobilières [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (no 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (no 426). — Annexe no 16. Equipement et Logement. — Logement, **no 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Application de l'ordonnance du 7 novembre 1958; problème des délégations du droit de vote* [16 juin 1967] (p. 1915).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Cas des expropriés du Val-d'Oise; organisation du développement des villes; réforme de l'expropriation; législation relative à l'expropriation; fixation des indemnités; problème du relogement; droit au relogement en cas d'expropriation; procédure de l'expropriation; nécessité de réduire les délais séparant la première instance du jugement d'appel; possibilité de permettre aux intéressés de disposer de fonds pour se reloger par l'intermédiaire d'organismes*

de crédit au logement qui institueraient des prêts-relais; problème des servitudes; limitation des servitudes dans l'espace et dans le temps; question des terrains qui bordent les zones à urbaniser en priorité et les zones d'aménagement différé; consultation et participation des collectivités locales au projet d'urbanisme [21 juin 1967] (p. 2022 à 2024); Art. 3 : *Son amendement tendant, après le troisième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa:* « *Aucune servitude d'utilité publique ne peut affecter un immeuble, tant que l'opération qui la crée n'a pas fait l'objet d'un plan définitivement approuvé et rendu public* » [26 juin 1967] (p. 2188); *problème des servitudes d'utilité publique* (p. 2188); *question des servitudes* non ædificandi (p. 2188, 2189); *indemnisation des servitudes* (p. 2191); *retrait de son amendement* (p. 2191); après l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas des propriétaires occupant des locaux d'habitation expropriés et dont les ressources n'excèdent pas les plafonds fixés pour l'attribution de logements construits en application de la législation relative aux H.L.M.; leur droit de priorité)* (p. 2232, 2233); *problème du relogement des locataires et des propriétaires expropriés* (p. 2233); *son amendement tendant à insérer après l'article 16 un nouvel article:* « *Il est inséré dans l'article 23 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation, après les mots* « *n'excèdent pas les normes H.L.M.* » *la phrase suivante:* « *Lorsque l'expropriation a porté sur une maison dite individuelle, le relogement doit, si cela est possible dans le secteur en question, être offert dans un local de type analogue et n'excédant pas les normes H.L.M.* » (p. 2233); Art. 25 : *Son sous-amendement tendant à compléter le texte proposé par l'amendement de M. Bozzi pour le paragraphe premier de cet article par les mots* « *ainsi que la charge des servitudes attachées à la présence des ouvrages construits sur ces emprises* » (p. 2240); *problème du remembrement des parcelles touchées par le tracé d'une autoroute* (p. 2241); après l'Art. 36 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article:* « *Les certificats d'urbanisme, lorsqu'il en est établi, ne peuvent se référer qu'à des charges ou servitudes réellement établies et dont l'existence légale est acquise. Aucune servitude ne peut se présumer* » [27 juin 1967] (p. 2270); *ses observations sur le certificat d'urbanisme* (p. 2270); en deuxième lecture, Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant : 1° à compléter le cinquième alinéa de cet article :* « *Ces différentes collectivités peuvent associer à l'élaboration des schémas directeurs et des schémas de secteur, avec voix consultative, des représentants mandatés des divers groupes ou associations économiques, professionnels, sociaux ou culturels portant intérêt de par leurs activités ou compétences, aux problèmes d'urbanisme. Les modalités de leur participation seront fixées par un décret d'application prévu à l'article 24; 2° au début du sixième alinéa, substituer au mot* « *Ils* » *les mots* « *Les schémas directeurs et les schémas de secteur* » (p. 5382); *information de la population* (p. 5382); Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article (Possibilité pour les différentes collectivités d'associer à l'élaboration des plans d'occupation des sols, des représentants mandatés des divers groupes ou associations économiques, professionnels, sociaux ou culturels portant intérêt aux problèmes d'urbanisme)* (p. 5387); Art. 21 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe:* « *Le Gouvernement déposera avant le 15 mai 1968 un projet de loi portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique* » (p. 5416);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 11 : *Extension du régime de la taxe sur la valeur ajoutée à toutes les opérations de construction immobilière; taxe sur la valeur ajoutée pour les logements* [12 octobre 1967] (p. 3592, 3593); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa:* « *Les dispositions du premier alinéa ci-dessus ne s'appliquent pas aux travaux immobiliers visés à l'article 14-2 f de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 en cours au 1er janvier 1968 et tels qu'ils sont définis par l'article premier du décret n° 67-464 du 17 juin 1967* » [17 octobre 1967] (p. 3654); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa:* « *La majoration du taux intermédiaire ne s'applique pas aux opérations de construction d'immeubles visées à l'article 14-2 g de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 dont le permis de construire aura été délivré anter urement au*

1er juillet 1967 » (p. 3654); *nécessité de maintenir le rythme de la construction* (p. 3654); *retrait de son dernier amendement; cas des locaux achevés affectés à l'habitation; problème des cessions de droits sociaux représentatifs des immeubles* (p. 3655); Deuxième partie de la loi de finances pour 1968, MONNAIES ET MÉDAILLES : *Programme de frappe des pièces de dix francs* [4 novembre 1967] (p. 4480); EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial: Politique du logement; ses aspects financiers; crédits d'investissements; crédits affectés aux études d'aménagement foncier; établissement des schémas directeurs; élaboration des plans d'occupation des sols; études relatives au logement; constitution de réserves foncières; nombre des primes convertibles en prêts spéciaux ordinaires; suppression des bidonvilles; état des chantiers de rénovation urbaine; objectifs du Plan; financement des H.L.M. destinées à la location; prévisions de la construction de logements en 1968; augmentation des dotations du secteur social et du secteur aidé; situation du marché du logement; nombre de logements invendus; causes de la mévente; sa question de savoir si l'on peut réduire le coût final du logement; rythme de construction de logements sociaux; industrialisation du bâtiment; problème de la fiscalité; allègement du permis de construire; frais d'hypothèques; ses observations sur la maison familiale; ses observations sur les loyers; épargne-logement; marché hypothécaire* [9 novembre 1967] (p. 4781 à 4784); Art. 55 : *Retrait de l'amendement déposé avec M. Rivain* (p. 4836); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Construction et réparation des voies et des bâtiments de l'Etat et des collectivités locales; ses observations sur le décret du 17 juin 1967* [5 décembre 1967] (p. 5583);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 26 : *Son sous-amendement tendant, après le mot « perçue » à rédiger ainsi l'amendement de M. Rivain : « en cas d'aliénation faite, soit à titre gratuit, soit à un prix égal ou inférieur à celui fixé par l'administration des domaines en fonction de la valeur du bien occupé »* [23 novembre 1967] (p. 5213).

RICHARD (M. Lucien), *Député de la Loire-Atlantique, 8e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi portant création d'un « Comité national de gestion des œuvres sociales du personnel des communes et des établissements publics, communaux et intercommunaux », **n° 198** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter les articles 1106-6 et 1108-8 du Code rural relatifs au calcul des cotisations en matière d'assurances des exploitants agricoles, **n° 412** [30 juin 1967].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème des prix; question de remembrement; Fonds d'action sociale et d'aménagement des structures agricoles; possibilité de faire bénéficier de l'indemnité viagère de départ les veuves d'exploitants âgées de plus de 60 ans; situation des cultivateurs non invalides qui cessent d'exploiter entre 55 et 60 ans; problème de la petite exploitation; inégalité en ce qui concerne la longue maladie entre le régime général et le régime agricole; loi sur les calamités agricoles* [8 novembre 1967] (p. 4698, 4699);

RICKERT (M. Ernest), *Député du Bas-Rhin, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Bord, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Crise du football français; fiscalité pesant sur le sport français; taxe sur les spectacles; nécessité d'élever le plafond de l'abattement de 5.000 francs; suppression des paliers de recettes soumis à des taux progressifs; suppression de la taxe locale qui se superpose à l'impôt sur les spectacles; fiscalité pesant sur les associations sportives; disparition des clubs de Sète, du Havre et de Nancy; équipement des stades* [24 mai 1967] (p. 1285, 1286);

— sur la déclaration du Gouvernement sur l'Education nationale : *Ses observations sur les collèges d'enseignement secondaire; revalorisation des enseignements techniques; enseignement du premier degré; question de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans; possibilité de généraliser le mi-temps pédagogique; regroupement des écoles de villages; possibilité d'introduire à l'école primaire une initiation aux langues vivantes; suppression, dans le primaire, des deux heures de classe du samedi après-midi; sport individuel et d'équipe et culture physique devant être pratiqués dès l'école primaire avec des instructeurs qualifiés; tâche du premier cycle de l'enseignement secondaire; collèges d'enseignement secondaire; nécessité de créer des classes de rattrapage* [30 mai 1967] (p. 1412, 1413);

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Situation des Alsaciens-Lorrains incorporés de force, faits prisonniers par les Russes et internés dans des camps de prisonniers en Russie, notamment au camp de Tambow; conditions de l'existence dans ces camps; situation des invalides dont le taux d'invalidité est compris entre 60 % et 80 %; cas des veuves de guerre; problème des infirmes; application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962; création d'un titre de reconnaissance pour les anciens d'Algérie; problème de l'attribution à ces derniers de la carte de combattant* [19 octobre 1967] (p. 3857, 3858); EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'orientation; organisation des enseignements techniques; encadrement dans certaines facultés de l'enseignement supérieur; formation des professeurs; enseignement littéraire; heures de cours pour les sections industrielles et les sections commerciales; ses observations sur la rentrée dans certaines facultés; agrégation; situation de certains directeurs de collège d'enseignement général; incorporation de l'indemnité de logement due aux maîtres de collège d'enseignement général ou de collège d'enseignement secondaire dans leur traitement; ramassage scolaire; participation financière de l'Etat au fonctionnement des cantines; montant des bourses* [26 octobre 1967] (p. 4205, 4206).

RIEUBON (M. René), *Député des Bouches-du-Rhône, 10e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer

et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à la nationalisation de la recherche, de la production, des opérations d'approvisionnement, de transport, de transformation, de stockage et de distribution des produits pétroliers en France, **n° 453** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Problèmes de l'emploi; situation des sociétés nationales de l'aéronautique; garantie de l'emploi; parité des salaires avec ceux de la région parisienne; situation du personnel de Sud-Aviation à Marignane; études sur l'Airbus; réalisation des hélicoptères Superfrelon; problème du cargo mixte Transall; trafic du port de Marseille; activité du chantier de constructions navales de Port-de-Bouc; nombre des chômeurs dans le département des Bouches-du-Rhône; problème des infrastructures; liaison Rhin-Danube; liaison Mer du Nord-Méditerranée; nécessité de reviser le V^e Plan et d'en préparer un VI^e* [20 avril 1967] (p. 755, 756);

— sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Situation dans la région Provence-Côte d'Azur-Corse; augmentation du nombre de chômeurs; révision nécessaire du V^e Plan, accordant la priorité au logement et à l'infrastructure routière ; installation du centre sidérurgique de Fos* [26 mai 1967] (p. 1364).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, sans débat, relative aux revendications du personnel de Sud-Aviation [14 juin 1967] (p. 1810, 1811).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* [12 octobre 1967] (p. 3591); Art. 13 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [17 octobre 1967] (p. 3684); *tarifs des transports; taxe spéciale pour l'usage des routes; application de la taxe à l'essieu; situation des communes et des départements* (p. 3684, 3685); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Ses observations sur le budget des rapatriés; problème de l'indemnisation; accords d'Evian; prêts d'installation; garantie des investissements; extension du bénéfice des retraites de la Sécurité sociale aux étrangers rapatriés qui ont cotisé en Algérie; problème du relogement* [6 novembre 1967] (p. 4555, 4556);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 4 : *Programme supplémentaire de 10.000 logements locatifs; droit au logement; nombre des logements construits sous la V^e République; logements invendus; « programme à loyer réduit »; impôt sur le bénéfice des sociétés immobilières; situation dans le département des Bouches-du-Rhône; prêts aux offices d'H.L.M.; ses observations sur les loyers* [10 mai 1968] (p. 1747, 1748).

RIGOUT (M. Marcel), *Député de la Haute-Vienne, 2^e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une Commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles [22 juin 1967] (p. 2095);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale char-

gée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708). [10 mai 1968] (p. 1757);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée »)n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Est élu vice-président de cette Commission [17 mai 1968] (p. 1955).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative au financement de l'assurance « maladie, invalidité et maternité » des exploitants agricoles, **n° 392** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à abroger l'article 826 du Code rural, relatif à la résiliation du bail, **n° 406** [30 juin 1967].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative au prix des produits laitiers et de la viande [12 avril 1967] (p. 603); *Mécontentement des producteurs; viande de porc; nécessité d'une politique d'encouragement de la production de la viande par la hausse des cours; situation des éleveurs de veaux de lait qui ne peuvent bénéficier de l'aide à l'amélioration des bâtiments d'élevage; mécontentement des producteurs devant le prix indicatif et le prix d'intervention tels qu'ils ont été fixés pour la viande et le lait; défense de l'exploitation familiale; équilibre entre les prix agricoles et industriels* (p. 607, 608);

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Situation du Limousin (Dépopulation, niveau de vie inférieur à la moyenne nationale); nécessité de créer des emplois dans la région et de freiner l'exode rural* [26 mai 1967] (p. 1369, 1370);

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Ses observations sur le déplacement du recteur de Limoges* [31 mai 1967] (p. 1462);

Prend part à la discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs, Art. 4 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du paragraphe 2° du texte proposé pour l'article 848 du Code rural, à substituer au taux « vingt pour cent » le taux « dix pour cent »* [13 juin 1967] (p. 1778);

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur le débat agricole; groupe communiste protestant contre les brutalités qui ont accompagné les manifestations paysannes du 2 octobre 1967* [3 octobre 1967] (p. 3393).

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Endettement des agriculteurs; dégradation des cours provoquée par les règlements communautaires et les engagements souscrits à Genève; marasme du marché des bovins; prix du lait; prix mondial du beurre; situation de l'aviculture; son inquiétude relative à l'ordonnance sur la coopération agricole; mécontentement causé par les prix communautaires; définition de l'exploitation familiale; regroupements coopératifs* [18 octobre 1967] (p. 3730, 3736, 3737, 3738).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi

de finances pour 1968, AGRICULTURE, F.O.R.M.A. ET B.A.P.S.A. : *Mécontentement des agriculteurs; augmentation du prix indicatif du lait; prix de la viande, du maïs et de la viande bovine; ses observations sur la petite et moyenne exploitation* [7 novembre 1967] (p. 4641); *crédits du B.A.P.S.A.; insuffisance des crédits d'investissements affectés à l'agriculture; équipement rural; extension de la taxe sur la valeur ajoutée à l'agriculture; ristourne sur les achats de matériel agricole; amélioration des bâtiments d'élevage; décret sur les zones de rénovation rurale; statut de la coopération; vote du groupe communiste* (p. 4641, 4642); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Crédits pour l'électrification rurale* [8 novembre 1968] (p. 4670); En deuxième lecture, Art. 8 *bis: Application de la T.V.A. à l'agriculture; matériel agricole d'occasion; coopératives d'utilisation de matériel agricole; ventes d'animaux vivants; taux pour le remboursement forfaitaire* [7 décembre 1967] (p. 5649);

— du projet de loi modifiant le statut de l'Ordre des experts-comptables et des comptables agréés, Art. 24 : *Ses observations sur la teneur du R.A.P.* [12 décembre 1967] (p. 5805);

— sur la motion de censure : *Restrictions apportées à la liberté d'information; ses observations sur les avantages fiscaux accordés à la presse; situation de la presse d'opinion; attribution de la subvention du Fonds culturel; charges des journaux; exemple italien de subvention versée par l'Etat pour le papier de presse; lutte contre les trusts; importance de la publicité dans les ressources des journaux; distribution de certains budgets de publicité: S.N.C.F., P.T.T., Air France, S.E.I.T.A.* [24 avril 1968] (p. 1320 à 1322).

RITTER (M. Georges), *Député du Bas-Rhin, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

RIVAIN (M. Philippe), *Député du Maine-et-Loire, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu rapporteur général de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé :

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 140) relatif à la Cour des Comptes, **n° 178** [11 mai 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances ,de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1967, (n° 272), **n° 273** [6 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 141) d'orientation foncière et urbaine, **n° 324** [15 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 175) portant règlement définitif du budget de 1965, **n° 424** [2 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 221) portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation, **n° 425** [2 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du

plan sur le projet de loi de finances pour 1968, (n° 426), **n° 455** [10 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances rectificative pour 1967 (n° 488), **n° 504** [17 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 422) autorisant la ratification de la Convention entre la République française et de la République du Pakistan tendant à éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris le 22 juillet 1966, **n° 506** [17 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 421) autorisant l'approbation de l'accord relatif aux questions douanières et fiscales soulevées par l'exploitation du tunnel routier sous le Mont-Blanc, **n° 507** [17 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 420) autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Abidjan le 6 avril 1966, **n° 508** [17 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 418) autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-monégasque du 9 décembre 1966 relatif à la situation des actionnaires de sociétés monégasques domiciliés en France, **n° 509** [17 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 466) autorisant l'approbation d'un échange de lettres franco-panaméen du 10 janvier 1967, concernant diverses exemptions fiscales, **n° 510** [17 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 465), autorisant l'approbation d'un échange de lettres franco-argentin du 3 octobre 1964, concernant diverses exemptions fiscales, **n° 511** [17 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 463) relatif à la succession du maréchal de France Juin, **n° 512** [17 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 (n° 426), **n° 537** [1er décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances 1968, modifié par le Sénat (n° 530), **n° 546** [7 décembre 1967).

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 569), rejeté par le Sénat en deuxième lecture, **n° 570** [8 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 526) autorisant l'approbation de l'accord conclu par échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques, relatif au régime fiscal des brevets, signé à Paris, le 14 mars 1967, **n° 587** [14 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 527) autorisant la ratification de la Convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 28 juillet 1967, **n° 588** [14 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967, **n° 595** [15 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances rectificative (n° 648) pour 1968, **n° 735** [2 mai 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi (n° 645) autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le

Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Gabon, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Libreville le 21 avril 1966, **n° 736** [2 mai 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1966 (n° 577), **n° 737** [2 mai 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 659) exonérant du droit de timbre les copies des rapports d'expertise déposées au greffe des tribunaux administratifs, **n° 805** [14 mai 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi (n° 738) portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 816** [16 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la Cour des comptes : *Missions de la Cour des comptes; jugement des comptes des comptables publics; Cour des comptes étant l'auxiliaire du Gouvernement et du Parlement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances; rôle d'informateur du Gouvernement; ses observations sur le rapport public de la Cour des comptes; enquêtes demandées à la Cour des comptes par le Parlement; contrôle sur la gestion des ordonnateurs; régime particulier d'apurement des comptes des collectivités des territoires d'outre-mer; extension du contrôle de la Cour à des organismes de droit privé, dotés de la personnalité civile ou de l'autonomie financière; contrôle de la Cour sur les opérations de la Caisse des dépôts et consignations* [25 mai 1967] (p. 1309, 1310); Art. 1er : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa de cet article: « Elle vérifie la régularité des recettes et des dépenses publiques; elle s'assure du bon emploi des deniers gérés par les services de l'Etat et, sous réserve des dispositions des articles 12 et 13 ci-après, par les autres personnes morales de droit public »* (p. 1311, 1312); *retrait de son amendement* (p. 1312); Art. 7 : *Ses observations sur les amendements de MM. Danel et Jean Valentin* (p. 1312); Art. 13 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article: « Le contrôle de la Cour des comptes sur les opérations de la Caisse des dépôts et consignations s'exerce dans les conditions prévues par la présente loi; les modalités de ce contrôle sont fixées par décret, compte tenu du statut spécial de cet établissement »* (p. 1313); *contrôle sur la Caisse des dépôts* (p. 1313);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Déficit du régime de protection sociale; problèmes financiers posés par la situation des entreprises publiques; financement des nouveaux investissements; problème de la nouvelle présentation des comptes publics; mise en évidence de la différence entre les charges qui trouvent leur contrepartie dans le financement par l'emprunt et celles qui sont financées par les ressources ordinaires; équilibre budgétaire; évaluation des recettes fiscales; rythme de la croissance; perspectives relatives au commerce extérieur; procédure des décrets d'avances; évolution de la conjoncture économique; déficit du régime général de la Sécurité sociale; causes de ce déficit; prestations de l'assurance maladie; problème des transferts; nécessité de définir les charges qui incombent au régime général de la Sécurité sociale et celles qui doivent être supportées par le budget; besoins de financement des entreprises nationales; crédits à long terme; marché financier; financement de nos exportations; procédure du crédit fournisseur; possibilité, pour le Crédit national, d'accorder aux entreprises exportatrices, des prêts à long terme* [8 juin 1967] (p. 1689 à 1691);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Ses observations sur les programmes financiers; question des voiries urbaines rapides; problème des réserves foncières; zones à urbaniser en priorité; institution d'une taxe locale d'équipement; imposition des plus-values; principe de la participation des constructeurs au financement des équipements collectifs; réglementation des lotissements; objectifs de la taxation de la valeur vénale des terrains; répartition de la charge fiscale; contentieux de l'impôt; produit de la taxe d'urbanisation* [20 juin 1967] (p. 1959 à 1961); Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Les lois de finances prévoieront, dès 1968, l'aide de l'Etat et les moyens de financement afin de mettre les collectivités locales en mesure de supporter la charge de leur participation »* [26 juin 1967] (p. 2196, 2198); *augmentation*

de la part affectée à la voirie rapide (p. 2196, 2198); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 2199); *ses observations sur les zones à urbaniser en priorité; délais s'écoulant entre la décision de création d'une zone à urbaniser en priorité et la mise en chantier des logements; prix des terrains occupés* (p. 2199, 2200); après l'Art. 66 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Loi de finances pour 1970 devant fixer la possibilité pour les communes d'instituer, à leur profit, une taxe d'urbanisation assise sur la valeur des terrains non bâtis et susceptible d'être bâtis)* [27 juin 1967] (p. 2296); *création d'un nouvel impôt sur les terrains; finances des collectivités locales; revision des valeurs locatives; objectifs du nouvel impôt foncier; calcul de la valeur vénale; répartition de la charge fiscale; création des espaces verts; problème des procédures et du contentieux; principe d'une imposition destinée à inciter la vente des terrains à bâtir; établissement d'un impôt foncier dont le champ d'application se limiterait aux sols nus ou insuffisamment bâtis, situés dans des zones en voie d'urbanisation; taxe d'urbanisation; affectation de cet impôt; problème de la référence aux périmètres d'agglomération; nécessité d'éviter la superposition des taxes; taxe locale d'équipement* (p. 2296, 2297); Art. 47 : *Son amendement tendant, dans la première phrase de cet article, à substituer aux mots « Art. 46 » les mots « Art. 46-1° »* [28 juin 1967] (p. 2330); *perception de la taxe locale d'équipement* (p. 2330); Art. 48 : *Son amendement tendant, dans le quatrième alinéa (3°) de cet article, à supprimer les mots: « lorsque le coût des équipements a été en tout ou en partie incorporé au prix des terrains utilisés par les constructeurs »* (p. 2336); *champ d'application de la taxe d'équipement; retrait de son amendement* (p. 2336); après l'Art. 48 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Constructions à usage industriel édifiées avec le concours financier des collectivités locales)* (p. 2338); *possibilité de donner aux communes la latitude de dispenser une installation individuelle de la taxe d'équipement* (p. 2338); Art. 49 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: « Toutefois, dans le cas de reconstruction, la taxe ne frappe que l'extension éventuelle de la surface de plancher développée »* (p. 2346); *application de la taxe locale d'équipement; reconstruction sur un même emplacement d'un immeuble vieilli ou sinistré* (p. 2346); *retrait de son amendement* (p. 2346); Art. 50 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par de nouvelles dispositions « pour les constructions réalisées avec le concours des organismes d'H.L.M. et en faveur de destinataires soumis à des plafonds réglementaires de ressources. Toutefois, le taux de 10 francs peut être porté à un montant supérieur dans la limite de 15 francs, par délibération du conseil municipal »* (p. 2347); *possibilité de modulation du taux de la taxe d'équipement* (p. 2347, 2348); Art. 51 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2349); *problème de l'uniformité du taux applicable dans les communes du district; rôle des nouveaux départements de la région parisienne* (p. 2349); Art. 53 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « pour des raisons de force majeure »* (p. 2353); Art. 62 : *Son amendement tendant à une modification des septième et huitième alinéas du paragraphe 3 de l'article 150* ter *du Code général des impôts* (p. 2355); *suppression de la décote; régime des plus-values* (p. 2355); Art. 63 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Application des droits d'enregistrement et de l'imposition prévue à l'article 150* ter *du Code général des impôts)* (p. 2356); *retrait de son amendement* (p. 2356); En seconde délibération : *Ses observations sur la seconde délibération* [1er juillet 1967] (p. 2516); Art. 46 A : *Question de l'impôt perçu au profit des communes; problème de l'incompatibilité de la taxe d'urbanisme et de la taxe locale d'équipement* (p. 2521); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de l'amendement de M. Debré (Loi de finances pour 1970 fixant les conditions dans lesquelles les communes pourront décider d'instituer une taxe d'urbanisation assise sur la valeur des terrains non bâtis et susceptibles d'être bâtis situés à l'intérieur de la zone urbaine)* (p. 2525); *retrait de son sous-amendement* (p. 2526); *son sous-amendement tendant, dans le paragraphe 4 de l'amendement de M. Debré, à substituer aux mots « sera supprimée », les mots « pourra être supprimée par délibération du conseil municipal »* (p. 2526); *retrait de son sous-amendement* (p. 2526); *son sous-amendement tendant à compléter le quatrième paragraphe de l'amendement de M. Debré par le nouvel alinéa suivant: « Dans cette éven-*

tualité, les dispositions de l'article 55 de la présente loi sont applicables » (p. 2526); En deuxième lecture, Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Lancement de nouvelles zones d'aménagement concerté; programme triennal pour les années 1968, 1969 et 1970* [30 novembre 1967] (p. 5406); Art. 9 : *Son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Triboulet à supprimer les mots « en sus des crédits reportables des exercices antérieurs »* (p. 5406); Art. 46 A : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Taxe d'urbanisation assise sur la valeur des terrains non bâtis et susceptibles d'être bâtis)* (p. 5431); Art. 47 : *Son amendement tendant, à la fin du deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots « suivant les communes »* (p. 5433); Art. 48 : *Son amendement tendant, à la fin du paragraphe 1-2° de cet article, à substituer aux mots « lorsque le coût des équipements est incorporé au prix des terrains utilisés par des constructeurs » les mots « lorsque le coût des équipements, dont la liste sera fixée par un décret en Conseil d'Etat, a été mis à la charge des constructeurs »* (p. 5434); Art. 49 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (assiette de la taxe d'équipement)* (p. 5436); Art. 50 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (taux de la taxe)* (p. 5437); Art. 52 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du texte proposé par M. Bozzi pour le deuxième alinéa de cet article (Paiement de la taxe)* (p. 5439); Art. 60 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du deuxième alinéa de cet article (Cas des constructions ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire postérieurement à la promulgation de la présente loi)* (p. 5440);

— du projet de loi de finances pour 1968 : *Influence des fluctuations de la conjoncture extérieure; production industrielle de la communauté; part de l'Allemagne dans cette production; différence structurelle entre la France et l'Allemagne; part des matières premières et des produits finis dans nos exportations; immigration en France; croissance démographique; taux de la T.V.A.; investissements publics; aptitude de l'économie française à la concurrence internationale; échéance du 1er juillet 1968; dimension des entreprises; assurance maladie pour les exploitants agricoles; indemnité de départ; assurance maladie des travailleurs non salariés; harmonisation de certains équipements collectifs de base; débats en commission; abaissement de 75 à 70 ans de l'âge limite pour les personnes âgées bénéficiant d'un régime spécial d'exonération et de décote; ses observations sur la T.V.A.; détermination du taux; relèvement des droits de consommation et des diverses surtaxes qui frappent les alcools; régime fiscal des produits pétroliers; extension du régime de la T.V.A. à l'ensemble des opérations de construction immobilière; expansion économique de la Corse; progrès social* [11 octobre 1967] (p. 3520 à 3522); *Ses observations sur la question préalable; réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* (p. 3529); *ses observations sur la motion de renvoi* [12 octobre 1967] (p. 3574); après l'Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Poudevigne* (p. 3580); Art. 3 : *Ses observations sur la Sécurité sociale* (p. 3581); Art. 6 : *Recevabilité de l'amendement de M. Ducos; régime préférentiel pour la presse; ses observations sur l'amendement de M. Vivien* (p. 3582, 3583); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du premier alinéa de cet article (Constitution, à la clôture de chacun des exercices de 1969 à 1971, d'une franchise d'impôt d'une partie des bénéfices pour les entreprises exploitant un journal quotidien, un journal hebdomadaire ou une revue mensuelle ou bimensuelle consacrés, pour une large part, à l'information politique)* (p. 3585); *ses observations sur son amendement* (p. 3585); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le texte modificatif proposé pour le paragraphe* d) *de l'article 14-2 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, à substituer au chiffre « 13 % » le chiffre « 12 % »* (p. 3585); *ses observations sur les amendements déposés sur cet article* (p. 3586); Art. 11 : *Son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de l'amendement de M. Debré pour le deuxième alinéa du paragraphe II : « Toutefois, le taux hebdomadaire de la taxe à la valeur ajoutée est applicable... »* (p. 3592); Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « et les crèmes de cassis »* (p. 3593); *possibilité de maintenir pour les crèmes de cassis le bénéfice du demi droit* (p. 3593); Art. 14 : *Régime de la contribution mobilière; cas des personnes gravement invalides* (p. 3594, 3595); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article : « Les articles 1398* bis, *1435 et 1603-IV du*

Code général des impôts cessent de s'appliquer dans la mesure où les avantages qu'ils comportent pour les contribuables intéressés ne sont pas réduits ou supprimés par les dispositions des paragraphes I et II ci-dessus » [13 octobre 1967] (p. 3623); *ses observations sur son amendement* (p. 3623); *retrait de son amendement* (p. 3623); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3624); *allongement des délais de prescription* (p. 3624); *son impossibilité de retirer un amendement accepté par la Commission* (p. 3625); Art. 20 : *Son amendement tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « Ces sommes seront prises en compte pour le calcul de garantie prévue à l'article 40 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 »* (p. 3626); *régime des forfaits du chiffre d'affaires; Fonds national de péréquation* (p. 3626); Art. 25 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3628); Art. 28 : *Son amendement tendant à substituer au chiffre de « 202.050.000 francs » le chiffre de « 216.050.000 francs »* (p. 3629); *réduction de l'augmentation de la cotisation individuelle de vieillesse des exploitants agricoles; ressources du Fonds de soutien aux hydrocarbures* (p. 3629); Art. 30 : *Son amendement tendant à compléter cet article : « En aucun cas les contingents d'essence et de pétrole lampant attribués à chaque exploitant ne pourront être inférieurs à ceux attribués en 1967, compte tenu de la superficie de leur exploitation »* (p. 3631); *retrait de son amendement* (p. 3631); Art. 7 : *Taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée; incidence sur les prix; répercussions d'un relèvement des taux intermédiaires sur certains secteurs économiques tels que les vins, les cidres, les transports de voyageurs et la construction de logements; harmonisation des fiscalités au sein de la Communauté économique européenne; exonération du droit de timbre de quittance pour les billets délivrés par certaines entreprises de transports publics routiers de voyageurs sur de courtes distances; réduction du tarif du droit de circulation sur les vins et les cidres; maintien du taux de 12 % pour les ventes de logements achevés qui auront été constatées par des actes intervenus en 1968; disposition tendant à permettre au Gouvernement d'abaisser le taux intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée si le rendement constaté après quelques mois d'application de la réforme le permet* [17 octobre 1967] (p. 3646, 3647); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (Taux de la taxe sur la valeur ajoutée pour les ventes constatées par des actes intervenus en 1968 de locaux achevés, affectés à l'habitation; cas des cessions de droits sociaux donnant vocation à l'attribution de tels locaux)* (p. 3654); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe (Possibilité pour le Gouvernement, par décret pris en Conseil des Ministres, après avis du Conseil d'Etat, de baisser le taux normal de 16 2/3 % et le taux intermédiaire de 13 % de la T.V.A. si le rendement de celle-ci est supérieur aux prévisions)* (p. 3655); Art. 9 : *Conditions d'application à l'agriculture de la taxe sur la valeur ajoutée; ristourne sur les achats de matériel agricole; taux du remboursement forfaitaire; cas des éleveurs; situation des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 3657, 3658); *ses observations sur l'amendement de M. Giscard d'Estaing* (p. 3676); *ses observations sur les amendements de M. Debré et de M. Giscard d'Estaing* (p. 3678); après l'Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Le Bault de La Morinière* (p. 3679); Art. 13 : *Taxe fiscale pour l'usage des routes; exonération de la taxe différentielle (la vignette) pour les véhicules qui supporteront la taxe à l'essieu* (p. 3680); *son amendement tendant à substituer au chiffre « 25 % » le chiffre « 15 % »* (p. 3685); *son amendement tendant, après le troisième alinéa du 4° du paragraphe II de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « 10 % pour les véhicules en circulation dans les limites de la zone courte à laquelle ils sont rattachés pour l'application du présent article et circulant en dehors des limites de leur zone de camionnage »* (p. 3685); *son amendement tendant, dans les deux premiers alinéas du 4° du paragraphe III de cet article à substituer chaque fois au chiffre « 2 % » le chiffre « 5 % »* (p. 3685); *problème des excédents de poids* (p. 3685); *son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du 4° du paragraphe III de cet article* (p. 3685); *suppression du paiement du décuple des droits* (p. 3685); après l'Art. 13 : *Ses observations sur l'amendement de M. Duffaut* (p. 3686); Art. 18 : *Situation de la Corse; nécessité de favoriser son développement; allégement fiscal au profit de la Corse; affectation du produit de la « vignette » et du droit de consommation sur les tabacs* (p. 3686, 3687); *son amendement tendant à insérer avant le paragraphe premier de cet*

article de nouvelles dispositions : « Le département de la Corse bénéficie d'un régime fiscal spécifique destiné à promouvoir son expansion économique et sociale et à compenser le handicap de l'insularité. Ce régime fiscal résulte notamment des arrêtés Miot, du décret du 24 avril 1811 et des dispositions du présent article » (p. 3691); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article (Taux de la taxe sur la valeur ajoutée dans le département de la Corse)* (p. 3691, 3692); *affectation du produit de la taxe sur les véhicules à moteur à un compte spécial du Trésor* (p. 3692); *affectation du produit du droit de consommation sur les tabacs* (p. 3692); Art. 24 : *Majoration de la cotisation individuelle vieillesse des exploitants agricoles* (p. 3693); *ses observations sur les amendements de MM. Manceau et Duffaut* (p. 3693); *son amendement tendant à remplacer dans cet article le chiffre de « 40 francs » par le chiffre de « 35 francs »* (p. 3693); *ses observations sur les amendements de M. Bousseau* (p. 3694); Art. 28 : *Son amendement tendant à substituer au chiffre de « 202.050.000 francs » le chiffre de « 216.050.000 francs »* (p. 3695); après l'Art. 32 : *Ses observations sur la loi du 6 janvier 1966; problème des délais de prescription* (p. 3695); Art. 34 : *Ses observations sur cet article* (p. 3705); *son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par de nouveaux alinéas : « A la fin de chaque trimestre, le Gouvernement publiera au* Journal Officiel *un tableau faisant apparaître pour la période écoulée : le solde d'exécution des lois de finances; le mode de couverture de ce solde, sous forme du concours de la Banque de France au secteur public, de l'émission nette des bons du Trésor et de l'utilisation des dépôts des correspondants; enfin, au cours de la même période, l'action monétaire du Trésor »* (p. 3706);

En deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Démission de M. Vivien de son poste de rapporteur spécial; problème des déportés politiques; dépenses de personnel et de matériel; activité des services du transfert des corps et de l'entretien des sépultures; application du rapport constant; pensions de veuves de guerre; action sociale en faveur des anciens combattants et victimes de la guerre; statut des déportés politiques* [19 octobre 1967] (p. 3837, 3838); *son amendement tendant à réduire le montant des crédits du titre III de l'Etat B de 1.500.000 francs* (p. 3867); *construction d'un ensemble administratif à Dijon* (p. 3867); *retrait de son amendement* (p. 3868); après l'Art. 65 : *Ses observations sur l'amendement de M. Darchicourt* (p. 3869); AFFAIRES SOCIALES : *Son amendement tendant à réduire de 31.834.051 francs le chiffre du titre III de l'Etat B* [26 octobre 1967] (p. 4164); *son amendement tendant à réduire de 54.503.500 francs le chiffre du titre IV de l'Etat B* (p. 4165); *son amendement tendant au titre V à réduire le montant des autorisations de programme de 22 millions de francs et à supprimer le montant des crédits de paiement* (p. 4165); *son amendement tendant au titre VI à réduire le montant des autorisations de programme de 616 millions de francs et le montant des crédits de paiement de 52 millions de francs* (p. 4165); Art. 64 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 4165); INDUSTRIE : *Art. 74 : Son amendement tendant à supprimer cet article* [3 novembre 1967] (p. 4452); EQUIPEMENT ET LOGEMENT, Art. 65 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par un nouvel alinéa: (Cas où le programme I.L.N. ne serait pas totalement engagé au 1er juillet 1968)* [9 novembre 1968] (p. 4836); Art. 7 *bis: Ses observations sur l'amendement de M. Boulin* [10 novembre 1967] (p. 4904); après l'Art. 8, après l'Art. 21, après l'Art. 23 : *Ses observations sur les amendements de M. Boulin* (p. 4905); Art. 34, 38 et 51 : *Ses observations sur les amendements de M. Boulin* (p. 4907, 4908); Art. 55 : *Constructions provisoires édifiées dans la région du Nord et du Pas-de-Calais; caractère des P.S.R.* (p. 4909); Art. 56 et après l'Art. 62 : *Ses observations sur les amendements de M. Boulin* (p. 4909); après l'Art. 67 *bis: Assimilation de la situation des déportés politiques à celle des déportés résistants* (p. 4910); après l'Art. 72 et l'Art. 44 : *Ses observations sur les amendements de M. Boulin* (p. 4911); *distinction entre les crédits affectés à l'alimentation en eau potable et ceux qui sont destinés à l'assainissement* (p. 4912); Art. 36 et 37 : *Cas des déportés politiques* (p. 4913); *ses observations sur les amendements de M. Boulin; problème des personnels de police; création de 800 emplois de contractuels* (p. 4913); *ses observations sur les amendements de M. Boulin* (p. 4914); *aviation légère; détaxe sur les carburants* (p. 4914); après l'Art. 8 : *Ses observations sur les paroles de M. Boulin*

(p. 4916); *son sous-amendement tendant à modifier les deuxième et troisième alinéas du paragraphe II de l'amendement du Gouvernement (Cas des exploitants agricoles qui, avant les 31 octobre 1968-1969-1970, exercent l'option pour le remboursement forfaitaire institué au III du présent article)* (p. 4917); *son amendement tendant au 2° du paragraphe II de l'amendement du Gouvernement à substituer aux mots « si elles apportent la preuve qu'aucun de leurs sociétaires n'a exercé l'option visée au 1° » les mots « dans le rapport du nombre de leurs membres qui n'ont pas exercé l'option visée au 1°, à celui de leur effectif total »* (p. 4917); *problème des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 4917); *ses observations sur les sous-amendements de M. Poudevigne* (p. 4921); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968, en qualité de *Rapporteur* de la Commission mixte paritaire : *Position du Sénat; hommage rendu à M. Boulin; ses observations sur les mesures fiscales proposées; question des prix; Sénat craignant la récession dans l'inflation; problème de l'équilibre budgétaire; taux intermédiaire de la T.V.A. en cas de tensions excessives sur les prix* [5 décembre 1967] (p. 5536, 5537); *ses observations sur l'amendement de M. Boulin* (p. 5585); *Institut des vins de consommation courante; situation des pépiniéristes* (p. 5587); *ses observations sur les paroles de M. Boulin* (p. 5588); en deuxième lecture : *taux de la taxe sur la valeur ajoutée; ses observations sur les produits semi-facturés à base de sorgho; taux de la taxe à l'essieu; intégration dans la fonction publique d'agents relevant antérieurement du statut civil de droit local* [7 décembre 1967] (p. 5644, 5645); Art. 2 *bis: Son amendement tendant, dans le paragraphe premier de cet article, à reprendre pour l'article 15 de la loi du 28 décembre 1959, le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Modification des tranches du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en raison d'une hausse supérieure à 5 % de l'indice des prix dit des « 259 articles »)* (p. 5645); Art. 4 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe III de cet article (Régimes de retraites complémentaires constitués au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat, des collectivités et des établissements publics)* (p. 5646); *permettre aux fonctionnaires d'obtenir les mêmes avantages que ceux qui leur sont consentis par la Caisse de prévoyance de la fonction publique lorsqu'ils sont assujettis à des caisses mutuelles de caractère particulier* (p. 5646); *son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Franchise d'impôt pour les entreprises exploitant, soit un journal soit une revue mensuelle ou bimensuelle)* (p. 5646); *exonérations accordées aux entreprises de presse* (p. 5646); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de l'article 7 (Tarif du droit de circulation; billets délivrés par les entreprises de transports publics routiers de voyageurs)* (p. 5647); *taux des impôts frappant les produits de grande consommation* (p. 5647); *ses observations sur le sous-amendement de M. Giscard d'Estaing* (p. 5648); Art. 7 A : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5648); *charges d'électrification* (p. 5648); Art. 7 *bis: Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale sur rapport de la Commission mixte paritaire (Tarif des droits fixes autres que celui des exploits et actes des huissiers de justice)* (p. 5648); *droit d'enregistrement sur les actes innomés; taux du prélèvement sur les tantièmes* (p. 5648); Art. 7 *ter: Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale sur rapport de la Commission mixte paritaire (Taux du prélèvement applicable aux tantièmes)* (p. 5648); Art. 8 : *Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale sur rapport de la Commission mixte paritaire (Ventes à consommer sur place des spiritueux)* (p. 5648); *ses observations sur son amendement* (p. 5648); Art. 8 *bis: Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale sur rapport de la Commission mixte paritaire (Cas des exploitants agricoles qui ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée)* (p. 5649, 5650); *cas des coopératives prestataires de services; ses observations sur les rétrocessions aux agriculteurs pour les besoins de la consommation familiale* (p. 5650); Art. 10 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Quotités de la taxe intérieure de consommation au tableau B de l'article 265 du Code des douanes)* (p. 5652); *ses observations sur son*

amendement (p. 5665); Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe VII introduit par le Sénat* (p. 5656); *ses observations sur son amendement* (p. 5656); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe :* « *Il sera procédé par décret en Conseil d'Etat, à la mise en harmonie des dispositions du Code général des impôts et notamment de l'article 1371 de ce Code avec celles du présent article* » (p. 5656); Art. 12 : *Son amendement tendant à reprendre le paragraphe I de cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale sur le rapport de la Commission mixte paritaire (Tarifs du droit de consommation prévus à l'article 403 du Code général des impôts)* (p. 5656); *ses observations sur les crèmes de cassis* (p. 5656); Art. 13 : *Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale sur rapport de la Commission mixte paritaire (Majoration des tarifs de la taxe lorsque celle-ci est acquittée pour un véhicule d'un poids total autorisé en charge déterminée)* (p. 5656); *tarifs de la taxe à l'essieu* (p. 5656); Art. 14 : *Situation des contribuables âgés* (p. 5658); *son amendement tendant à abroger les articles 1398* bis, *1435 et 1603-IV du Code général des impôts* (p. 5659); *dégrèvement d'office de la contribution foncière et de la contribution mobilière en faveur de certaines personnes* (p. 5659); Art. 18 : *Son amendement tendant à reprendre pour le début du paragraphe I A de cet article le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur le chiffre d'affaires dans le département de la Corse)* (p. 5660); *son amendement tendant, dans le paragraphe I A de cet article, à reprendre pour l'alinéa 4° le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale :* « *Les ventes de matériels agricoles livrés en Corse et dont la liste est fixée par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances* » (p. 5660); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du paragraphe III de cet article :* « *Les sommes perçues en Corse sont versées à un compte spécial du Trésor pour être utilisées au financement de travaux de mise en valeur de la Corse* » (p. 5660); *son amendement tendant à rédiger ainsi l'alinéa 4 du paragraphe V de cet article :* « *Le produit du droit de consommation est affecté au financement de travaux de mise en valeur de la Corse et versé à concurrence : d'un quart au budget du département de la Corse ; de trois quarts à un compte spécial du Trésor* » (p. 5660); *son amendement tendant à compléter le paragraphe VI par un nouvel alinéa (Impôts sur les matériaux de construction, le matériel agricole et le matériel d'équipement affecté à l'industrie hôtelière et touristique)* (p. 5660); Art. 23 *bis : Son amendement tendant à reprendre le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Taux de la taxe perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles)* (p. 5661); Art. 27 : *Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale sur rapport de la Commission mixte paritaire (Redevance relative à l'agrément des producteurs ou négociants en bois et plants de vigne affectée au budget de l'Institut des vins de consommation courante)* (p. 5661); Art. 29 : *Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Taxe intérieure de consommation sur les carburants routiers)* (p. 5661); Art. 32 *bis : Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture :* « *Les dispositions de l'article 38 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 sont applicables aux délais venant à expiration postérieurement au 30 décembre 1967* » (p. 5661); Art. 34 : *Son amendement tendant à modifier l'Etat A* (p. 5662, 5663); *son amendement tendant à modifier l'Etat B* (p. 5663); Art. 37 : *Son amendement tendant à modifier l'Etat C* (p. 5664); Art. 41 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale (Montant des crédits ouverts au Ministre pour 1968 au titre des services votés des budgets annexes)* (p. 5664); Art. 51 : *Son amendement tendant à reprendre cet article dans le texte adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale :* « *Continuera d'être opérée pendant l'année 1968 la perception des taxes parafiscales dont la liste figure à l'Etat E annexé à la présente loi* » (p. 5664); Art. 63 *quater : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5679); Art. 63 *quinquies : Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale sur le rapport de la Commission mixte paritaire (Régime fiscal des plus-values à long terme étant étendu aux produits de cessions de brevets ou de concessions de licences d'exploitation de brevets en cours de délivrance)* (p. 5679); Art. 72 *bis : Son amen-*

dement tendant à reprendre cet article dans le texte voté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Création d'un « Fonds d'expansion de la Corse » dans les écritures du Trésor) (p. 5679); Art. 77 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5679); Art. 78 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5679);

En troisième et dernière lecture : *Ses observations sur la position prise par le Sénat sur l'ensemble du projet de loi de finances* [8 décembre 1967] (p. 5733);

— sur les demandes de constitution d'une Commission spéciale pour l'examen d'un projet de loi relatif aux impôts indirects locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 : *Discussion du projet de loi sur la réforme de la fiscalité des collectivités locales; mise en application du nouveau régime de la T.V.A.; son opposition à la constitution d'une Commission spéciale* [19 octobre 1967] (p. 3823, 3824);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation : *Fiscalité maritime; droit annuel de francisation et de navigation; droits de port; suppression de certains droits; taxe d'armement des navires de pêche; allègement des charges portuaires; redevance dite « d'équipement des ports de plaisance »; conditions d'assujettissement des produits de l'ostréiculture, de la mytiliculture et de la conchyliculture à la redevance d'équipement des ports de pêche; répartition du produit de la redevance des ports de pêche entre le port de débarquement et le port d'attache* [16 novembre 1967] (p. 4990, 4991); Art. 3 : *Son sous-amendement tendant dans le premier alinéa de l'amendement de M. Boulin, à substituer aux mots « sont repris au tableau » les mots « sont fixés dans le tableau »* (p. 4995); Art. 8 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « dans les ports » les mots « à l'intérieur des ports »* (p. 4998); *conditions d'assujettissement des produits de l'ostréiculture, de la mytiliculture et de la conchyliculture à la redevance d'équipement des ports de pêche* (p. 4998); *retrait de son amendement* (p. 4999); Art. 16 : *Son amendement tendant à la fin du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « peut être affectée au port d'attache » les mots « doit être affectée au port d'attache si ce dernier le revendique »* (p. 5000); *répartition du produit de la redevance entre le port de débarquement et le port d'attache* (p. 5000);

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1965 : *Importance des lois de Règlement; caractères de cette loi; exécution des lois de finances en 1965; mode de comptabilisation des opérations avec le Fonds monétaire international; rapport de la Cour des comptes; ressources provenant des correspondants du Trésor et des souscriptions d'effets publics par les banques; ses observations sur l'importance des mouvements de crédits, virements, transferts et répartitions; irrégularités dans la pratique administrative; ses observations sur les reports; dépenses de l'aide médicale et sociale; budget de la santé publique; versements à la S.N.C.F.; budget de l'équipement* [16 novembre 1967] (p. 5002, 5003);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-monégasque du 9 décembre 1966 relatif à la situation des actionnaires de sociétés monégasques domiciliés en France : *Nécessité d'éviter les doubles impositions; situation des actionnaires de sociétés étrangères; marché financier de Paris; nécessité d'aligner la situation des résidents français bénéficiaires des revenus de source monégasque sur celle des bénéficiaires de revenus de source française* [21 novembre 1967] (p. 5114, 5115);

— du projet de loi autorisant l'approbation de la Convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Abidjan le 6 avril 1966 : *Nécessité d'éviter les doubles impositions* [21 novembre 1967] (p. 5115);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République du Pakistan tendant à éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris le 22 juillet 1966 : *Système fiscal du Pakistan; crédit d'impôt; nombre des coopérants français au Pakistan* [21 novembre 1967] (p. 5115);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord relatif aux questions douanières et fiscales soulevées par l'exploitation du tunnel routier sous le Mont Blanc : *Complexité des problèmes fiscaux et douaniers posés par l'exploi-*

tation du tunnel; ses observations sur les traitements et salaires versés au personnel du tunnel [21 novembre 1967] (p. 5116);

— du projet de loi autorisant l'approbation d'un échange de lettres franco-argentin du 3 octobre 1964 concernant diverses exemptions fiscales : *Echange de coopérants entre les deux Etats contractants; ses observations sur le projet de loi autorisant l'approbation d'un échange de lettres franco-panaméen du 10 janvier 1967 concernant diverses exemptions fiscales* [21 novembre 1967] (p. 5116);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Ses observations sur les organismes de Sécurité sociale ; problème du tableau des annulations de crédit; question des décrets d'avances; programme complémentaire d'H.L.M.; augmentation des crédits routiers, portuaires et des crédits relatifs aux télécommunications; modernisation des bâtiments d'élevage; relèvement de la subvention à la S.N.C.F.; équipement scolaire; achat du palais de l'O.T.A.N.; crédit du plan-calcul; ses observations sur les crédits sociaux; question de l'évolution des ressources; problème de l'équilibre; ses observations sur l'impasse; problème de la validation des dispositions de nature réglementaire qui ont été annulées; principe de la non-rétroactivité; ses observations sur les dispositions qui régissent les corps de fonctionnaires* [23 novembre 1967] (p. 5194 à 5196); Art. 1er, 2 et 3 : *Ses observations sur ces articles* (p. 5203, 5204); Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Voisin* (p. 5205) *et sur celui de M. Bertrand Denis* (p. 5205); après l'Art. 4 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulin* (p. 5206) *et sur celui de M. de Poulpiquet* (p. 5207); Art. 6 : *Problème des sinistrés* (p. 5208); après l'Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulin* (p. 5208); *son amendement tendant, dans le premier alinéa de l'article 14-2 f de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, à insérer après « ainsi que leurs établissements publics » les mots « autres que les établissements publics à caractère industriel et commercial obligatoirement assujettis à la T.V.A. »* (p. 5208); *ses observations sur l'amendement de M. Poudevigne* (p. 5209); après l'Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulin* (p. 5209); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5210); après l'Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ithurbide* (p. 5212); Art. 26 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa : « Toutefois, aucune contribution ne sera perçue si l'aliénation est faite à l'amiable au profit d'une collectivité locale, d'un organisme H.L.M. ou d'une société d'économie mixte chargée d'une opération de rénovation ou de restauration dans un secteur sauvegardé »* (p. 5213); *cas où le propriétaire d'un immeuble vétuste remettrait celui-ci à la commune, à charge pour elle d'assurer le relogement de ses occupants et sa démolition* (p. 5213); Art. 27 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5213); *transfert en province des installations de l'Institut géographique national* (p. 5213); Art. 30 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Bénéfice des dispositions de l'article 14 de la loi du 30 mars 1928, de l'article 80 de la loi du 31 mars 1928 et de l'article 6 de la loi du 13 décembre 1932 étant limité aux militaires en activité de service à la date de promulgation de la présente loi qui en feront la demande)* (p. 5214); Etat A, Agriculture : *Attribution aux S.A.F.E.R. de crédits supplémentaires* (p. 5215); Etat B, Agriculture : *Ses observations sur l'amendement de M. Boulin* (p. 5218); Art. 35 : *Ses observations sur cet article* (p. 5221); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 : *Utilisation d'éléments nouveaux pour la détermination des valeurs locatives cadastrales; possibilités d'exonération offertes aux conseils municipaux en ce qui concerne les jeux automatiques constitués par des véhicules en réduction ou des animaux simulés; taxation des travaux immobiliers; modification au profit des communes forestières des modalités de répartition du produit de la taxe sur les salaires; aliénation d'un immeuble insalubre ou en état de péril dont les occupants sont relogés par certains organismes* [19 décembre 1967] (p. 6004, 6005);

— du projet de loi relatif à la succession du maréchal de France Juin : *Exemption des droits de mutation par décès; exemple des successions du maréchal Leclerc de Hauteclocque et du maréchal de Lattre de Tassigny* [7 décembre 1967] (p. 5644);

— des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer

un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Application de l'article 92 du Règlement; non opposabilité de l'article 40 de la Constitution* [19 décembre 1967] (p. 6034);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 28 juillet 1967 : *Ses observations sur les Conventions fiscales franco-américaines; suppression des doubles impositions; statut fiscal; privilèges pour les hommes d'affaires américains; problème des dividendes et des redevances; statistiques de notre balance des paiements; filiales des entreprises américaines en Europe; institution de la retenue sur les redevances; problème des dispositions relatives à l'avoir fiscal* [19 décembre 1967] (p. 6043, 6044);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord conclu par échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques, relatif au régime fiscal des brevets, signé à Paris le 14 mars 1967 : *Développement des relations franco-soviétiques* [19 décembre 1967] (p. 6045);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Mesures prises en 1967; relèvement anticipé de l'allocation de vieillesse ou des allocations familiales; allégement du tiers provisionnel; taxes sur le chiffre d'affaires; réforme de la taxe sur la valeur ajoutée; ses effets sur le mouvement des prix; progrès des exportations; reprise de l'activité économique; programme de soutien à l'expansion; programme des H.L.M. supplémentaires; dotations du F.D.E.S.; allégements fiscaux; accroissement du découvert; solde des échanges extérieurs; indemnisation du chômage partiel; extension de la T.V.A. à l'élevage; taux du droit de circulation sur les vins d'appellation contrôlée; taux de la T.V.A. applicable aux cantines d'entreprises; fiscalisation de l'actuel prélèvement de 1 franc par hectolitre perçu sur les fuels-oils domestiques* [9 mai 1968] (p. 1656, 1657); *importation de chevaux* (p. 1680); avant l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Manceau; réforme de plusieurs secteurs de la fiscalité* [10 mai 1968] (p. 1732); Art. 1er : *Ses observations sur les amendements de M. Duffaut et de M. Souchal* (p. 1737); après l'Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de Mme Prin* (p. 1737); *son sous-amendement tendant à compléter le paragraphe 1 de l'amendement du Gouvernement par le nouvel alinéa suivant : « L'application des dispositions qui précèdent ne pourra avoir pour conséquence une augmentation des prix à la consommation des fuels-oils domestiques »* (p. 1738); *fixation des prix des produits pétroliers* (p. 1738); *son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le début du paragraphe I-1° de l'amendement du Gouvernement : « Le texte de l'article 8-4 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 est remplacé par les dispositions suivantes : « Par dérogation aux dispositions du 1-4° ci-dessus, les personnes qui effectuent des opérations de vente, de commission et de courtage... »* (p. 1739); *son sous-amendement tendant, dans le premier alinéa du paragraphe I-1° de l'amendement du Gouvernement à supprimer les mots « nonobstant les dispositions de l'article 8-1, 4°, de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 »* (p. 1739); *son sous-amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa du paragraphe I-1° de l'amendement du Gouvernement : « Les autorisations accordées en application de l'article 8-4 visé ci-dessus, précédemment à l'entrée en vigueur de la présente loi, seront caduques au 31 décembre 1968 »* (p. 1739); *son sous-amendement tendant, dans l'alinéa c du paragraphe I-2° de l'amendement du Gouvernement à substituer aux mots « aux a et b ci-dessus » les mots « à l'article 8-4 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 »* (p. 1739); *son sous-amendement tendant au début du paragraphe I-3° de l'amendement du Gouvernement à substituer aux mots « les dispositions de » les mots « les obligations et les sanctions prévues par »* (p. 1739); *son sous-amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du paragraphe I-4° de l'amendement du Gouvernement* (p. 1739); *son sous-amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe II-1° de l'amendement du Gouvernement (Remboursement forfaitaire institué par l'article 12 de la loi n° 67-1114 du 21 décembre 1967)* (p. 1739); *ses sous-amendements tendant, dans les premier et deuxième alinéas du paragraphe III de l'amendement du Gouvernement à supprimer les mots « dans des conditions et selon des modalités fixées par décret »* (p. 1739); *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement par*

le nouveau paragraphe suivant : « Des décrets fixeront en tant que de besoin les modalités d'application du présent article et les dispositions transitoires nécessaires pour son application » (p. 1739) ; *ses observations sur ses sous-amendements* (p. 1740) ; *ses observations sur les coopératives et les S.I.C.A.* (p. 1740) ; *son sous-amendement tendant à supprimer à la fin de l'amendement du Gouvernement, les mots suivants « et les vins étrangers vendus autrement que sous la simple indication de leur pays d'origine »* (p. 1741) ; *son sous-amendement tendant à compléter l'amendement du Gouvernement par deux nouveaux paragraphes : « II. — Le tarif de droit normal de circulation sur les cidres est fixé à 2,75 francs par hectolitre ; III. — La perte de recettes résultant du paragraphe II sera compensée par une augmentation du prélèvement sur le tiercé »* (p. 1741) ; *droit de circulation sur les cidres* (p. 1742) ; *retrait de son amendement* (p. 1742) ; *ses observations sur les amendements du Gouvernement* (p. 1744) ; après l'Art. 4 : *Ses observations sur les bordereaux de salaires* (p. 1751) ; Article additionnel : *Ses observations sur l'amendement de M. Krieg* (p. 1752) ;

— du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1966 : *Equilibre budgétaire ; ses observations sur les opérations de caractère définitif et les opérations à caractère temporaire ; prêts consentis par l'Etat ; gestion du budget ; procédure des décrets d'avance ; problème des virements et des transferts ; reports de crédits ; conditions d'utilisation des crédits d'équipement ; opérations immobilières ; dispositions de la loi organique concernant les délais de dépôt de la loi de règlement* [15 mai 1968] (p. 1854, 1855).

RIVIÈRE (M. Paul), *Député de la Loire, 6e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 552).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p .1319).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). Ministère des Armées, Forces terrestres, **n° 469** [19 octobre 1967].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur pour avis : Ses observations sur les forces terrestres ; crédits de l'armée de terre ; crédits de modernisation ; taux d'augmentation de la section forces terrestres ; augmentation des personnels du service vétérinaire et du S.D.E.C.E. ; cas des effectifs ayant stationné à Mers-el-Kébir ; entretien des matériels ; cas des effectifs affectés aux forces de manœuvre, à l'instruction et à la défense opérationnelle du territoire ; création d'une nouvelle division au titre des forces de manœuvre ; problème des engagements ; élaboration d'un statut des hommes du rang ; prêt des appelés ; prêt du soldat de deuxième classe ; déficit des autorisations de programme ; char de 30 tonnes ; hélicoptères ; matériels de franchissement ; chars A.M.X. SS 11 ; missiles ENTAC ; ses observations sur la première unité de Pluton ; ses observations sur le retard par rapport aux prévisions de la loi de programme* [24 octobre 1967] (p. 4040, 4041).

RIVIEREZ (M. Hector), *Député de la Guyane, 3e circonscription (U.D.-Ve R.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

Est nommé :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission supérieure de codification [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre suppléant du Conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 98), adopté par le Sénat, portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de modifications apportées au Code civil et précisant les conditions d'application de certains articles de ce Code dans les mêmes départements, **n° 215** [19 mai 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 423) portant modification de l'ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparation civile de l'Etat, **n° 492** [15 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 45) tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, **n° 707** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur les paroles de M. Louis Terrenoire; situation des départements d'outre-mer; ses observations sur la situation des Bonis; nombre des habitants de Camopi; vote des primitifs* [19 avril 1967] (p. 713).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration de l'habitat, Art. 8 : *Application de la loi dans les départements d'outre-mer; ses observations sur les dispositions de l'article 73 de la Constitution* [9 mai 1967] (p. 945, 946);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, sur les assurances maritimes, Art. 2 (suite) : *Contrats d'assurance maritime étant quelquefois souscrits par des étrangers auprès de compagnies d'assurances françaises; faute intentionnelle du capitaine; cas de collusion du capitaine avec le propriétaire du navire* [11 mai 1967] (p. 1012);

— sur la motion de censure : *Problème des pouvoirs spéciaux; ses observations sur les prestations familiales et l'emploi; problèmes des départements d'outre-mer; indication des sommes versées au titre des allocations familiales aux Antilles; harmonisation de la législation métropolitaine et de celle des départements d'outre-mer; attribution aux salariés d'outre-mer de l'allocation de salaire unique et de l'allocation logement; ses observations sur la loi du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées; loi du 27 décembre 1960 portant extension du bénéfice des prestations familiales aux personnels domestiques employés dans les départements d'outre-mer; question de l'emploi; migration des Antillais et des Réunionnais; formation professionnelle; question du service militaire adapté en Guyane française; centre professionnel de la Guyane de Saint-Jean-de-Maroni* [20 mai 1967] (p. 1172 à 1174);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant extension aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion de modifications apportées

au Code civil et précisant les conditions d'application de certains articles de ce Code dans les mêmes départements, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur le partage des successions et les rapports de ce partage avec les dispositions sur le bail à ferme dans les départements d'outre-mer ; adaptation de la rédaction de l'article 986 du Code civil aux conditions géographiques d'outre-mer ; servitudes d'écoulement des eaux ; maintien de l'indivision de l'exploitation agricole ; attribution préférentielle, par voie de partage, de l'exploitation au conjoint survivant ou à tout héritier copropriétaire ; droit de préemption en faveur de l'attributaire préférentiel des bâtiments de l'exploitation en cas de vente par un copartageant de tout ou partie des immeubles de l'exploitation mis dans son lot ; problème des eaux courantes ; eaux courantes faisant partie du domaine public de l'Etat ; ses observations sur le décret du 31 mars 1948* [25 mai 1967] (p. 1317, 1318); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 1318); *problème de savoir si les articles 641 à 643 du Code civil ont été ou non étendus ; problème des eaux ; question des servitudes* (p. 1318, 1319);

— du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, Art. 13 : *Ses observations sur l'administration et la disposition des biens du débiteur ; cas des biens acquis postérieurement au jugement de la liquidation* [6 juin 1967] (p. 1623); Art. 32 : *Sa question de savoir quelles sont les créances qui sont dans la masse ; effets du jugement sur le patrimoine du débiteur* [7 juin 1967] (p. 1654); Art. 41 : *Vérification des créances* (p. 1656);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, JEUNESSE ET SPORTS : *Ses observations sur le Livre blanc de la jeunesse ; cas des départements d'outre-mer ; ses observations sur la coupe de France de football ; rôle des professeurs et moniteurs d'éducation physique en Guyane ; maisons de jeunes et de la culture ; manque d'animateurs en Guyane ; problème des échanges entre des jeunes de différents pays ; problèmes généraux de la jeunesse d'outre-mer ; conséquence de l'existence de la base spatiale du Kourou* [20 octobre 1967] (p. 3944, 3945); AFFAIRES SOCIALES : *Cas des départements d'outre-mer ; question de l'emploi ; absence des A.S.S.E.D.I.C. dans les départements d'outre-mer ; problème des allocations familiales ; mise en place dans les D.O.M. du même système que dans la métropole* [25 octobre 1967] (p. 4135); EDUCATION NATIONALE : *Problèmes de la Guyane ; création d'un institut universitaire de technologie à Kourou ; réunion des fonctions de vice-recteur et de proviseur du lycée pour la Guyane ; question des volontaires de l'aide technique ; nécessité d'éviter que ces volontaires ne forment, outre-mer, la grande masse des enseignants* [27 octobre 1967] (p. 4250); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur la Guyane ; problèmes de la base spatiale ; problèmes sociaux ; allocations familiales ; Sécurité sociale ; inexistence du crédit agricole en Guyane ; absence de chambres de métiers ; question de l'emploi ; attribution des primes d'équipement ; action du F.I.D.O.M. ; statut de l'Inini ; formation professionnelle ; création de centres de formation professionnelle ; nécessité de désenclaver Regina et Saint-Georges-de-l'Oyapock ; difficultés de l'envoi de fonctionnaires en Guyane* [2 novembre 1967] (p. 4343, 4344); INDUSTRIE : *Création de chambres de métiers dans les départements d'outre-mer ; ses observations sur le service de la carte géologique de la France dans le département de la Guyane* [3 novembre 1967] (p. 4447, 4448); AFFAIRES CULTURELLES : *Création des maisons de jeunes et de la culture ; cas des départements d'outre-mer ; ses observations sur le théâtre* [9 novembre 1967] (p. 4774, 4775);

— du projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparation civile de l'Etat, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur les recours exercés par l'Etat et par la Caisse des dépôts et consignations agissant comme gérante du fonds spécial de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat* [14 décembre 1967] (p. 5902);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Krieg tendant à modifier la loi du 31 décembre 1903 relative à la vente des objets abandonnés chez les ouvriers et industriels, en qualité de *Rapporteur : Ses observations sur la procédure de vente ; question du délai ; problème de l'intervention du syndicat professionnel ; impossibilité de faire don de la chose d'autrui ; problème de la prescription ; cas des objets déposés chez un officier public ou ministériel ;*

exemple du commissaire-priseur [25 avril 1968] (p. 1352, 1353); Art. 2 : *Ses observations sur cet article* (p. 1353) *et sur les paroles de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 1354); Art. 3 et Art. 4 : *Ses observations sur les amendements déposés à ces articles* (p. 1354).

ROCCA-SERRA (M. Jean-Paul de), *Député de la Corse, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel du 12 juillet 1967 (*J. O.* du 18 juillet 1967) (p. 7192).

Est réélu député le 27 août 1967. Communication en est faite à l'Assemblée [2 octobre 1967] (p. 3362).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [2 octobre 1967] (p. 3365).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [2 octobre 1967] (p. 3366), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [29 juin 1967] (p. 2416);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). Annexe n° 9 : Départements d'outre-mer; Annexe n° 25 : Territoires d'outre-mer, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Cas du département de la Corse; suppression de l'enseignement du second cycle dans le lycée Clemenceau de Sartène et le lycée Pascal-Paoli de Corte* [1er juin 1967] (p. 1526).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 18 : *Expansion économique de la Corse; handicap de l'insularité; caractère spécifique de la fiscalité insulaire; nécessité de favoriser l'équipement et le développement de l'économie; conditions d'affectation à la mise en valeur de la Corse du produit du droit de consommation sur les tabacs et de la moitié de la taxe d'immatriculation des véhicules; ses observations sur le fonds spécial du Trésor, dit fonds d'expansion économique de la Corse* [17 octobre 1967] (p. 3687, 3688); *son sous-amendement tendant, dans le texte de l'amendement de M. Rivain:* 1° *à supprimer les mots « à promouvoir une expansion économique et sociale et... »;* 2° *à ajouter après les mots « décret du 24 avril 1811 » les mots « de l'article 95 de la loi de finances pour 1963 (n° 63-156 du 23 février 1963) »* (p. 3691); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial : Augmentation du budget des territoires d'Outre-mer; dotation du Fonds d'investissement pour le développement économique et social; réorganisation de l'ancienne Côte française des Somalis; rôle du haut-commissaire; importance des services de sécurité; accroissement de l'aide technique au Territoire des Afars et des Issas; majoration des crédits de fonctionnement des installations de recherche; majoration des subriaux; transfert au Ministère des P.T.T. des*

charges des offices de postes et télécommunications de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française; ses observations sur les actions entreprises dans les territoires d'Outre-mer; développement de l'agriculture aux Comores; rôle de la société de développement économique des Comores et du bureau pour le développement de la production agricole; développement du tourisme pour la Polynésie; rôle du Centre d'expérimentation du Pacifique; importance du nickel pour la Nouvelle-Calédonie; création d'une deuxième société métallurgique du nickel; situation de l'ancienne Côte française des Somalis; économie de Saint-Pierre-et-Miquelon étant liée à l'exploitation de la pêche; rôle de la France dans les Terres australes; situation des Nouvelles-Hébrides et des îles Wallis et Futuna (p. 3825, 3826); DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial: Ses observations sur les services militaires adaptés; renforcement des effectifs à la Réunion; réparation des dégâts causés par les cyclones; encadrement du service militaire adapté des Antilles et de la Guyane; effectifs de la sûreté nationale dans les départements d'outre-mer; création de la base spatiale de Kourou en Guyane; ses observations sur la préformation professionnelle dans les départements d'outre-mer; dépenses en capital; subvention du Fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer; situation économique et sociale des D.O.M.; ses observations sur la production sucrière, le rhum, la production de la banane, l'ananas; primes d'équipement; développement du tourisme; importance de la poussée démographique; problème de la diversification des activités* [2 novembre 1967] (p. 4329 à 4331); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur l'article 18 du projet de loi; régime fiscal de la Corse; application de la T.V.A.; problème des transports maritimes; sa question relative à la construction des hôtels et des usines* [5 décembre 1967] (p. 5544).

ROCHE-DEFRANCE (M. Louis), *Député de l'Ardèche, 2e circonscription (N.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une Commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [25 avril 1968] (p. 1358).

ROCHET (M. Waldeck), *Député de la Seine-Saint-Denis, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier les articles L 331, L 332, L 343, L 345, L 351, L 359, L 624 du Code de la sécurité sociale, en vue : 1° de ramener l'âge du droit à pension à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et pour les assurés sociaux ayant exercé une activité particulièrement pénible; 2° de fixer le taux de pension à 50 % du salaire moyen des dix meilleures années, toutes primes comprises; 3° de fixer le minimum de la pension de vieillesse et de toute allocation à 80 % du salaire minimum garanti; 4° de majorer de 1 % la pension pour chaque trimestre d'assurance accomplie au-delà de la trentième année; 5° de relever le taux de la pension de réversion à 75 % de l'avantage principal; 6° de prévoir le paiement des pensions chaque mois, **n° 197** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à organiser le perfectionnement continu des cadres, **n° 241** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant : 1° à la nationalisation des entreprises privées de construction aéronautique et spatiale; 2° à la nationalisation du transport aérien français; 3° au développement : *a)* des programmes civils d'études et de fabrications aéronautiques et spatiales; *b)* du transport aérien français, **n° 497** [16 novembre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Importance de la date du 1er juillet 1968; déclarations du Gouvernement pendant la campagne électorale; problème scolaire; importance de la fiscalité pour la masse dest ravailleurs; productivité du travail; volonté du Gouvernement d'abaisser la représentation nationale; atteintes à la Sécurité sociale; rapport Bordaz; problème de la Sécurité sociale; versement du produit de la « vignette » au budget de l'Etat et non au Fonds national de solidarité pour la vieillesse; déficit de la Sécurité sociale; nécessité de libérer le budget de la Sécurité sociale des charges qui incombent à l'Etat et d'augmenter le budget de la Santé publique; affecter le produit de la vignette au financement des allocations vieillesse et des retraites; supprimer les taxes fiscales frappant les produits pharmaceutiques; exiger des patrons retardataires le paiement de leurs dettes envers la Sécurité sociale; problème du financement des régimes spéciaux; revalorisation des salaires; problème de l'emploi; nombre des chômeurs; ses observations sur les dépenses improductives, notamment la force de frappe; augmentation de la productivité du travail; nécessité d'une réforme fiscale démocratique; conséquences sociales des reconversions d'industries, des fusions d'entreprises et des décentralisations; exemple de la région parisienne; garantie de l'emploi; interdiction des lock-out; possibilité d'envisager des mesures en faveur des adaptations professionnelles et des reconversions; groupe communiste ayant déposé un projet de loi sur le perfectionnement et le recyclage permanent des ingénieurs et des techniciens; reconnaissance de la section syndicale d'entreprise; extension des pouvoirs des comités d'entreprise; association capital-travail; échec des pleins pouvoirs* [19 mai 1967] (p. 1123 à 1125).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au financement de l'équipement hospitalier : *Retard apporté à la réalisation du centre hospitalier universitaire prévu sur l'emplacement du fort d'Aubervilliers* [8 décembre 1967] (p. 5730).

Pose à M. le Ministre de l'Equipement et du Logement une question orale, sans débat, relative aux problèmes de logement [19 avril 1968] (p. 1212).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Ordonnance sur la Sécurité sociale; Université étant fondée sur la ségrégation sociale; charges posant sur les paysans; retard dans les équipements collectifs; condamnation du régime de pouvoir personnel et de sa politique; tutelle administrative sur les communes; Assemblée étant une chambre d'enregistrement; sentiments démocratiques des Français; nationalisation des monopoles capitalistes; nécessité d'établir un régime démocratique authentique* [21 mai 1968] (p. 1985 à 1987).

ROGER (M. Emile), *Député du Nord, 14e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Aggravation du chômage dans le Nord; situation des houillères concurrencées par les compagnies pétrolières et le charbon importé; augmentation des bénéfices des grandes sociétés (La Redoute, Usinor); nécessité d'une politique faite au service des travailleurs* [26 mai 1967] (p. 1368, 1369);

— sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Politique énergétique; répercussions de la politique du Gouvernement dans les régions minières; déséquilibre entre les régions; régression de la carbonisation dans les bassins miniers; prix moyen de l'énergie; mise en place d'une industrie chimique nationalisée* [30 juin 1967] (p. 2470, 2471).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INDUSTRIE : *Ses critiques à l'égard de la politique gouvernementale; conséquence de la concentration dans le secteur des engrais azotés; licenciements en raison des regroupements dans la chimie des houillères; dégradation de la situation économique; nationalisation des secteurs-clés de l'économie et des banques d'affaires; nationalisation de l'industrie chimique et pharmaceutique; problème de la recherche; recherche pharmaceutique française; création de la société nationale électronique de France; nationalisation de la recherche; problème de la coordination des énergies* [3 novembre 1967] (p. 4430, 4431);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention : *Institut de recherches et d'expériences; régime d'examen préalable pour la délivrance des titres de « droit intellectuel »; recherches d'antériorité; nécessité d'instituer en France un véritable Institut de recherches et d'études des droits de l'homme de science sur sa découverte; intérêts des inventeurs salariés* [14 décembre 1967] (p. 5865, 5866); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du second alinéa de cet article (Détermination du titulaire d'un brevet)* (p. 5867); Art. 3 *bis : Son amendement tendant à substituer aux mots « a le droit d'être » les mots « doit être »* (p. 5868);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance nº 67-581 du 13 juillet 1967 relative à certaines mesures applicables en cas de licenciement : *Sa question préalable; modification du texte d'une ordonnance qui n'a pas été ratifiée par l'Assemblée Nationale; ses observations sur les manifestations; ordonnances sur la Sécurité sociale; ticket modérateur; chiffre d'affaires des pharmacies installées dans les centres ouvriers; recettes et dépenses de la Sécurité sociale* [15 mai 1968] (p. 1845, 1846); *ses observations sur les paroles de M. Chirac* (p. 1846).

ROSSELLI (M. Joseph), *Député du Rhône, 10e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de la viticulture : *Solidarité des viticulteurs du Beaujolais* [28 avril 1967] (p. 889, 892).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Communautés interurbaines; problème du rattachement de la totalité de l'arrondissement de Vienne* [19 décembre 1967] (p. 6013, 6014).

ROSSI (M. André), *Député de l'Aisne, 5e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à fixer la date des élections du Parlement européen au suffrage universel direct, **n° 679** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Orateur renonçant à la parole après le discours de M. Couve de Murville* [16 juin 1967] (p. 1926).

Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale, sans débat, relative à la politique européenne [30 juin 1967] (p. 2451, 2452, 2453).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Ses observations sur les six régions intermédiaires : la haute Normandie, la basse Normandie, le Centre, la Picardie, la Bourgogne et la Champagne; régionalisation du Ve Plan; problèmes de l'Aisne; interventions du F.I.A.T.; dualité du district parisien et de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale; priorité devant être donnée aux régions sous-développées en matière de décentralisation; sa question de savoir pourquoi les permis de construire sont encore accordés à des entreprises à l'intérieur de la région parisienne; critères d'une décentralisation du secteur tertiaire; possibilité de publier les tracés des grands projets des grands axes prévus dans le VIe Plan; autoroute de l'Est; liaison fluviale Seine-Est; problème du fédéralisme* [20 octobre 1967] (p. 3904, 3905); POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Ses observations sur les investissements; objectifs du Ve Plan; ses observations sur les comptes chèques postaux et la caisse d'épargne; problème des programmations; question des « avances remboursables » demandées aux candidats à une installation téléphonique; taux d'autofinancement; fusion des emplois de préposés et préposés chefs; problème posé par les catégories C et D; avancement des inspecteurs principaux adjoints; possibilité pour les agents d'exploitation d'accéder aux fonctions de contrôleur; problèmes des effectifs; politique de suppression d'emplois en ce qui concerne les receveurs de quatrième classe et les receveurs ruraux; indemnité de nuit; prime de résultat; question des compensations pour les dimanches et jours fériés* (p. 3920, 3921); EDUCATION NATIONALE : *Prolongation de la scolarité; sections d'éducation professionnelle; politique d'industrialisation de la construction; enseignement technique; aide apportée aux jeunes; problèmes des fournitures; ses observations sur les bourses; insuffisance des créations d'emplois; cas des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale; statut de l'orientation scolaire; situation des directeurs des collèges d'enseignement technique* [26 octobre 1967] (p. 4196, 4197); EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Canalisation fluviale Seine-Est; liaison Rouen-Le Havre à la Meuse et à la Moselle; aménagement du bassin parisien* [9 novembre 1967] (p. 4822).

Prend part au débat sur la question orale relative à la décentralisation administrative et économique : *Problèmes des cinq régions du bassin parisien; cas de la Picardie; situation de l'Aisne* [24 novembre 1967] (p. 5255, 5256).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, sans débat, relative aux travailleurs étrangers [17 mai 1968] (p. 1947, 1948).

ROUCAUTE (M. Roger), *Député du Gard, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture : *Ampleur des manifestations de défense viticole qui se sont déroulées les 16 février et 20 mars 1967 ; nécessité d'arrêter les importations de vins d'Algérie ; réduction des stocks ; endettement des viticulteurs méridionaux* [28 avril 1967] (p. 880, 881, 882).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur les propositions de loi : 1° de M. Eugène Claudius-Petit tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions ; 2° de M. Wagner tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, avant l'art. 10 : *Son amendement tendant, avant cet article, à insérer un nouvel article (Acheteur pouvant établir devant expert que l'état des travaux justifie le non-paiement du versement réclamé)* [23 juin 1967] (p. 2144).

ROULLAND (M. André), *Député de Paris, 24e circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Missoffe, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au Groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre du conseil supérieur de la Réunion des Théâtres lyriques nationaux [12 octobre 1967] (p. 3597) ;

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (n° 104) tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture, **n° 518** [22 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 196) tendant à favoriser l'enseignement du français aux travailleurs étrangers et aux travailleurs français nés hors de la métropole, **n° 726** [24 avril 1968].

Son rapport supplémentaire, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi (n° 104) tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture et (n° 698) tendant à modifier les articles 54 *g* et 54 *j* du Livre II du Code du travail de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 *f* du même Livre, d'un congé annuel minimum de quatre semaines, **n° 732** [2 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Equipement et Logement : *Logement dans la région parisienne ; suppression des bidonvilles ; ses observations sur le logement, dit social et les H.L.M. ; logement pour les jeunes ménages non prioritaires ; immeubles à loyers normaux ; situation des mal-logés* [9 novembre 1967] (p. 4815, 4816) ;

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Leroy et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le

porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture; 2° de M. Macquet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 54 *g* et 54 *j* du Livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 *f* du même Livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines, en qualité de *Rapporteur: Organisation et durée des congés en France; ses observations sur « l'accord Renault »; accord entre le Conseil national du patronat français et la C.G.T.-F.O.; durée du travail hebdomadaire; avantages consentis aux jeunes travailleurs en matière de congé; congés d'ancienneté; concentration actuelle des vacances; nécessité d'étaler les vacances; mise en œuvre d'une nouvelle politique des congés* [2 mai 1968] (p. 1434, 1436); *ses observations sur les congés supplémentaires des jeunes et les congés d'ancienneté des personnes adultes* (p. 1437); Art. 2 : *Ses observations sur l'amendement de M. Dupuy* (p. 1441); Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre: « Proposition de loi tendant à modifier les articles 54* g, *54* h, *54* i *et 54* j *du Livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54* f *du même Livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines* » (p. 1442).

ROUSSELET M. André), *Député de la Haute-Garonne, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une Commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à modifier et à compléter les lois n° 63-1218 du 11 décembre 1963 et n° 66-485 du 6 juillet 1966 instituant des mesures de protection juridique en faveur des Français rapatriés, **n° 694** [17 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de l'emploi dans l'industrie aéronautique nationalisée : *Politique actuelle du Gouvernement en matière aéronautique; situation des travailleurs de la région de Toulouse; nécessité de nouveaux programmes complémentaires pour Breguet; inquiétude des travailleurs pour la sécurité de leur emploi* [14 juin 1967] (p. 1827).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur les incidents de Basse-Terre et de Pointe-à-Pitre; moyens d'action de la sûreté nationale; service militaire adapté; suppression du poste du président du tribunal administratif de Saint-Denis; création d'un poste de sous-préfet à Saint-Benoît-de-la-Réunion; crédits du F.I.D.O.M.; programme du Centre national d'études spatiales en Guyane; raffinerie de pétrole; projets de création d'une raffinerie et d'une usine de fabrication d'engrais complexes; migration réunionnaise; mission de la France; son vote sur le budget* [2 novembre 1967] (p. 4341, 4342); *vote du groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste sur l'ensemble des crédits de ce budget* [2 novembre 1967] (p. 4351); RAPATRIÉS : *Situation des rapatriés; application de l'article 4 de la loi du 26 décembre 1961; possibilité de confier à l'agence des biens l'estimation des pertes subies par nos compatriotes en Afrique du Nord; ses observations sur le nombre des faillites* [6 novembre 1967] (p. 4577);

ROUX (M. Claude), *Député de Paris, 19e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569).

Donne sa démission de cette Commission [28 avril 1967] (p. 928).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [9 mai 1967] (p. 952), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — Annexe n° 3. — Affaires étrangères. — Relations culturelles et Coopération technique, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Affaires étrangères, en qualité de *Rapporteur spécial: Coopération technique; redéploiement géographique de l'aide française; aide au Québec; exécution du plan d'expansion en Amérique latine; influence française en Europe centrale et orientale; stabilisation de la population française au Maroc; coopération avec le Québec; crédits accordés à la Grèce* [7 novembre 1967] (p. 4593, 4594); *Problème des investissements; construction de lycées français à l'étranger; bâtiments de l'Institut français d'Athènes; coopération avec le Chili; création au Chili d'un centre de formation professionnelle en association avec la République fédérale d'Allemagne; entretien des monuments historiques français en territoire étranger; ses observations sur l'église Sainte-Anne-de-Jérusalem et l'église de la Dormition* (p. 4594);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique, Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article : « Aucun produit, aucun médicament, ou objet abortif ne pourra être inscrit sur ce tableau spécial, et ne pourra recevoir l'autorisation de mise sur le marché »* [14 décembre 1967] (p. 5895); *ses observations sur le stérilet* (p. 5895); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du cinquième alinéa de cet article : « La vente ou la fourniture aux mineurs de 21 ans non émancipés par le mariage des contraceptifs ne peut être effectuée... »* (p. 5899); *ses observations sur son amendement* (p. 5899); *transformation de son amendement en sous-amendement à l'amendement de M. Neuwirth* (p. 5899); Art. 5 *bis : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5900); *dérogation aux prescriptions des articles 3 et 4* (p. 5900, 5901).

ROYER (M. Jean), *Député d'Indre-et-Loire, 1re circonscription (N.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [1er juin 1967] (p. 1538), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 25 janvier 1968] (p. 940), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [17 mai 1968] (p. 1955).

Dépôts :

Sa proposition de résolution tendant à modifier les articles 36 et 37 du Règlement, **n° 22** [6 avril 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — IX. — Logement, **n° 456** [10 octobre 1967].

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Modification de l'article 36 du Règlement : sept députés ne pouvant siéger dans les commissions; raisons de justice, d'opportunité et d'efficacité justifiant la modification de cet article du Règlement* [6 avril 1967] (p. 568).

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur sa proposition de résolution tendant à modifier les articles 36 et 37 du Règlement : *Ses observations sur ce texte; principe de la priorité accordée aux groupes organisés de l'Assemblée pour la répartition des députés entre les Commissions* [26 avril 1967] (p. 825).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Objectifs essentiels de l'Education nationale; valeur de la réforme de l'enseignement; carte scolaire; formation des maîtres du premier et du second degré; création des groupes scolaires dans les ensembles d'habitation, dans les zones à urbaniser en priorité; suppression de classes; groupes scolaires « à horaires aménagés »; exemple de Tours; application de l'expérience dite de Vanves; création de quatre groupes scolaires complets avec horaires aménagés; nécessité de créer des postes en nombre raisonnable pour assurer les rentrées scolaires prochaines; nombre des élèves des lycées; carte scolaire; problème de la constitution de collèges d'enseignement secondaire dans les lycées; intégration des étudiants dans la cité; ses observations sur les « campus »; formation des maîtres; cas des instituteurs; inadaptation de l'enseignement des langues à l'usage actuel; organisation des écoles normales; nécessité pour les instituteurs de fréquenter les facultés; réhabilitation des métiers manuels; problème des I.P.E.S.; question du grade de directeur d'école* [1er juin 1967] (p. 1511 à 1514).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Rôle des collectivités locales dans les schémas directeurs, les schémas de structure et les coefficients d'utilisation des sols; ses observations sur le bail emphitéotique; municipalisation des sols; politique des réserves foncières; moyens juridiques; moyens financiers; ses observations sur les exemples étrangers* [21 juin 1967] (p. 1999, 2000); *problème du financement* (p. 2001); Art. 8 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Lancement des nouvelles zones d'aménagement concerté correspondant aux objectifs du Plan, à savoir 2.000 hectares en 1966 et 4.500 hectares en 1970; bonifications d'intérêts étant consenties sur le budget de l'Etat au titre du Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme)* [26 juin 1967] (p. 2200); *liens entre les surfaces nécessaires à la construction et la couverture des dépenses correspondantes; crédits du F.N.A.F.U* (p. 2200); *correspondance entre la surface et le prix; retards pris dans les Z.U.P. et les zones d'habitation; ses observations sur les zones concertées et les zones de rénovation urbaine* (p. 2201); Art. 9 : *Son amendement tendant à compléter cet article par de nouvelles dispositions : « Il sera financé par les prêts variant de dix à quinze ans de la Caisse des dépôts consentis aux collectivités locales »* (p. 2202); *financement des réserves foncières* (p. 2202); *ses observations sur l'expression « le programme quadriennal est fixé à 400 millions de francs »* (p. 2203); *complément du financement du programme* (p. 2203);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU

PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION GÉNÉRALE : *Aménagement du bassin parisien dans le cadre général de l'aménagement du territoire; rapports entre Paris, les métropoles d'équilibre et les quinze centres régionaux de France; schéma directeur du bassin parisien; déséquilibre et contradictions dans le schéma directeur; politique de réserve foncière; rénovation urbaine; voirie urbaine; avis des C.O.D.E.R.; rôle du Fonds d'investissement pour l'aménagement du territoire; problèmes de la région Centre; création de quatre villes nouvelles dans la banlieue de Paris; développement des neuf villes historiques de la couronne du bassin parisien* [20 octobre 1967] (p. 3900, 3901); *études concernant les métropoles d'équilibre; décentralisation du tertiaire de Paris vers la province; sa question de savoir pourquoi les incitations financières à la décentralisation des administrations de Paris vers la province intéressent toutes les villes autres que celles du bassin parisien; ses observations sur la carte des abattements de zones de salaires* (p. 3901); AFFAIRES SOCIALES : *Création et modernisation des hôpitaux; ses observations sur le schéma de financement des investissements; création d'une caisse d'action sanitaire et sociale; ses observations sur la direction de l'équipement sanitaire et social du Vésinet; contrôle des travaux; fonctionnement des hôpitaux; prix de journée; ses observations sur les personnels; réduction de la durée du travail dans les hôpitaux à cinq jours par semaine* [25 octobre 1967] (p. 4115, 4116); EDUCATION NATIONALE : *Problèmes de l'enseignement du premier degré; scolarisation obligatoire de 14 à 16 ans; question de l'enseignement supérieur; situation des grandes agglomérations en voie de développement; valeur de l'enseignement du premier degré; méthode du tiers-temps et du mi-temps; création de centres aérés; réforme des écoles normales primaires; leur transformation en instituts de formation professionnelle; centres pédagogiques régionaux; rôle des sections d'éducation professionnelle; enseignement par la télévision; résultats de l'orientation dans le second cycle, notamment du second degré; organisation des facultés et des universités dans un cadre bipolaire; équipement universitaire; possibilité d'organiser un débat à la session de printemps à l'occasion de questions orales* [26 octobre 1967] (p. 4192, 4193); INTÉRIEUR : *Charges des collectivités locales; montant des subventions de l'Etat; nombre des centimes additionnels; majoration des impôts directs; part d'autofinancement pour la réalisation des voiries primaires et celle des projets d'assainissement; octroi des prêts de la caisse d'équipement des collectivités locales; ses observations sur la voirie secondaire des grandes zones d'habitation ou des zones à urbaniser en priorité; Fonds de développement économique et social; importance de l'ordre public; rôle des corps des gardiens de la paix; mobilité de la police; compagnie républicaine de sécurité; indemnisation des rapatriés* [6 novembre 1967] (p. 4537, 4538); EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur pour avis: Crise du logement, inadaptation de bon nombre d'habitations à loyer modéré aux capacités de paiement des familles; rythme de la construction; insuffisance du nombre de logements par mille habitants; nombre de logements achevés et de logements mis en chantier; nombre de logements primés; crédits affectés à la construction; réescompte des effets à moyen terme; coût de la construction sociale; ses observations sur les adjudications; entretien du patrimoine; rénovation urbaine; relogement des familles pauvres et des familles âgées; importance du cœur des villes* [9 novembre 1967] (p. 4784 à 4786); *construction de pavillons individuels; transformation de primes avec prêt différé en primes avec prêt immédiat* (p. 4786); *son amendement tendant, au titre V de l'Etat C à réduire les autorisations de programme de soixante millions de francs et les crédits de paiement de quinze millions de francs* (p. 4832); *programme social de relogement; logements H.L.M. en accession à la propriété; mode de financement des réserves foncières; retrait de son amendement* (p. 4832); *son amendement tendant au titre VI de l'Etat C à réduire les autorisations de programme de 4.200.000 francs* (p. 4833); *ses observations sur les P.S.R. et les H.L.M. en accession à la propriété; montant des prêts différés; prêts du Crédit foncier* (p. 4834, 4835); *nombre de logements sociaux à construire en 1968; retrait de son amendement* (p. 4835); *son amendement tendant à compléter le paragraphe premier de l'article 55 par la phrase suivante: « Dans le cadre de ce programme global, les dispositions financières nécessaires assureront l'affectation à l'accession à la propriété d'au moins un cinquième, soit 30.600 logements des 153.000 loge-*

ments qui doivent être engagés avec le concours des prêts de la Caisse de prêts aux H.L.M. instituée par le décret n° 66-156 du 19 mars 1966 » (p. 4836); *nombre des H.L.M. affectés à l'accession à la propriété* (p. 4836); *retrait de son amendement* (p. 4836);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, en qualité de *Rapporteur pour avis: Nombre des H.L.M. locatives; prêts de la Caisse des dépôts; ses observations sur les immeubles à loyer moyen; réduction de 5 % du coût des adjudications d'H.L.M.; conditions d'accès au programme à loyer réduit; épargne-logement; renforcement des mécanismes financiers du Fonds national de l'habitat; augmentation des crédits d'infrastructure* [9 mai 1968] (p. 1661, 1662);

— sur la motion de censure : *Crise conjoncturelle dans l'ordre social et universitaire; rapidité des mutations de notre société; nécessité de rechercher des ouvertures nouvelles vers les travailleurs et l'université; recherche d'un ordre plus humain dans la société; application d'un nouveau style politique; ses observations sur la construction sociale; lancement de 20.000 logements sociaux* [21 mai 1968] (p. 1999, 2000); *inadaptation des structures administratives; formation professionnelle des adultes; nécessité de relever les bas salaires; crédits de fonctionnement des facultés; programme des Instituts universitaires de technologie; nécessité de rechercher un ordre plus humain; réforme de l'enseignement du second degré; ses observations sur le pouvoir des idéologues, le pouvoir des technocrates, le pouvoir des financiers; son refus de voter la motion de censure* (p. 2000, 2001).

RUAIS (M. Pierre), *Député de Paris, 28e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [2 juin 1957] (p. 1591);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [17 octobre 1967] (p. 3707);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à humaniser les opérations de rénovation urbaine, **n° 395** [30 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — Annexe n° 15. — Equipement et logement. — Equipement. Annexe n° 26. — Transports. — I. — Transports terrestres, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi relatif à la Cour des comptes, Art. 13 : *Son sous-amendement tendant, dans le texte proposé par l'amendement de M. Rivain, à remplacer le mot « décret » par les mots « un règlemet d'administration publique »* [25 mai 1967] (p. 1313);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Ses observations sur les réserves foncières; création des associations foncières urbaines; options du Ve Plan; diminution des crédits consacrés à la rénovation; abandon des vieux quartiers au profit des cités périphériques nouvelles; charges des collectivités* [20 juin

1967] (p. 1966, 1967); après l'Art. 21 : *Son amendement tendant à insérer un nouveau chapitre (Application de certaines dispositions aux propriétaires, locataires et commerçants dès l'intervention de la décision administrative fixant le périmètre d'une opération de rénovation)* [26 juin 1967] (p. 2238); *interdiction des ventes par appartement dans les périmètres de rénovation; situation des commerçants* (p. 2238, 2239); *retrait de son amendement* (p. 2240); Art. 48 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les reconstructions effectuées dans les périmètres de rénovation urbaine »* [28 juin 1967] (p. 2336); *coût qui grève une construction lorsqu'il s'agit d'opérations de rénovation* (p. 2336); *retrait de son amendement* (p. 2336); Art. 55 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa 1° du paragraphe I de cet article, à supprimer le mot « gratuites »* (p. 2353) ; *taxe locale d'équipement* (p. 2353) ; en deuxième lecture, Art. 46 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ortoli* [30 novembre 1967] (p. 5433); *taxe d'équipement; distinction entre la reconstruction et la rénovation* (p. 5433); Art. 48 : *Son amendement tendant à compléter cet article par un nouveau paragraphe : « Le coût des équipements collectifs réalisés en nature par le redevable de la taxe est imputable sur le montant de ladite taxe »* (p. 5436); *dépenses des collectivités locales en raison du processus d'urbanisation; retrait de son amendement* (p. 5436).

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Augmentation des tarifs de transports des marchandises; tarifs des voyageurs; politique des transports du Gouvernement; diminution de l'emploi dans les transports publics lourds; problème de la coordination tarifaire; déficit de la S.N.C.F.; exigences du Marché commun; nécessité d'égaliser les conditions au départ entre tous les transporteurs; ses observations sur les transporteurs routiers; rôle des transports fluviaux; problème de la tarification au prix de revient global; cas des transports parisiens; institution de tarifs dégressifs selon la longueur du parcours* [30 juin 1967] (p. 2467 à 2470).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; Art. 3 : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article à remplacer les mots « mineurs non émancipés de moins de 18 ans » par les mots « mineurs de moins de 21 ans »* [1er juillet 1967] (p. 2581); *rôle de la tutelle du représentant légal* (p. 2581); *retrait de son amendement* (p. 2581); Art. 6 : *Son amendement tendant à remplacer les mots « 18 ans » par les mots « 21 ans » dans le deuxième alinéa de cet article* (p. 2584);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 8 : *Ses observations sur la loi du 6 janvier 1966 sur la T.V.A.; problème du poisson* [12 octobre 1967] (p. 3585, 3586); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Caractères du budget; ses observations sur la S.N.C.F.; son rôle; réduction des tarifs pour certaines catégories sociales; ses observations sur le fait que les transports routiers et les transports par voie d'eau ne paient presque rien pour l'infrastructure qu'ils empruntent; rapport Laval; gestion de la S.N.C.F.; ses observations sur l'éventuelle pratique du contingentement autoritaire des transports routiers; création de deux secteurs de transports; principes sur lesquels les pays membres de la Communauté économique européenne ont pris position; régie autonome des transports parisiens; problème des investissements; ses observations sur la section Etoile-Auber; augmentation des tarifs; extension du demi-tarif à tous les jeunes jusqu'à 11 ans; cas des personnes âgées* [27 octobre 1967] (p. 4271 à 4273); *ses observations sur les paroles de M. Frédéric-Dupont* (p. 4273); *conséquences de l'augmentation des tarifs des transports parisiens sur les personnes âgées* (p. 4292, 4293); *ses observations sur la hausse des tarifs des transports routiers* (p. 4293); EQUIPEMENT ET LOGEMENT, en qualité de *Rapporteur spécial : Politique foncière et urbaine; ses observations sur les services départementaux; problème du logement; marché du logement; ses observations*

sur les autoroutes ; acquisition de réserves foncières ; création de Z.U.P. ; inadaptation de la politique financière de construction de logements aidés aux besoins de la population ; régénération des sols urbains occupés par des logements vétustes et des taudis ; problème de la rénovation urbaine ; charges des collectivités locales en matière de rénovation ; infrastructure des transports ; achèvement des autoroutes Paris-Marseille et Paris-Rouen ; voirie en milieu urbain ; voies navigables ; ses observations sur la liaison Beauvin-Lille et le prolongement au-delà de Denain de l'axe Dunkerque-Valenciennes ; prolongement de l'axe Moselle-Toul ; problème de la liaison Rhin-Rhône ; question des ports maritimes ; cas de Fos ; problème des ports de plaisance ; ses observations sur le Languedoc-Roussillon ; construction de logements sociaux ; relèvement des allocations de logement versées aux familles [9 novembre 1967] (p. 4778 à 4780) ; *rôle de l'ingénieur subdivisionnaire ; ses observations sur les mesures de promotion sociale ; situation des conducteurs de travaux publics ; régime des primes et des indemnités accordées aux agents et aux conducteurs de travaux publics ; situation des auxiliaires routiers ; titularisation des ouvriers des parcs et ateliers* (p. 4831) ; *subvention accordée au bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer* (p. 4833).

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation, après l'Art. 26 : *Droit de navigation sur les petites embarcations de plaisance ; nécessité d'exonérer entièrement la navigation de plaisance* [16 novembre 1967] (p. 4996, 4997) ; *ses observations sur le* Mousse *et le* Vaurien (p. 4997) ; *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Boulin (tableau annexe au paragraphe B, modalités d'application) pour le premier alinéa, à substituer aux mots « deux chevaux » les mots « trois chevaux »* (p. 4997) ; *exonération pour les moteurs auxiliaires* (p. 4997).

RUFFE (M. Hubert), *Député du Lot-et-Garonne, 2e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant au dépôt de nouveaux projets de ratification des ordonnances relatives à la lutte contre l'alcoolisme prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, qui devront être soumis au vote du Parlement avant le 1er décembre 1967, **n° 391** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi n° 64-706 du 10 juillet 1964 organisant un régime de garantie contre les calamités agricoles, **n° 474** [25 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Inquiétude des producteurs de lait du Sud-Ouest ; menaces pesant sur les exportations de lait vers l'Espagne et l'Afrique du Nord* [12 avril 1967] (p. 619).

Ses observations sur l'ordre du jour complémentaire : *Date de discussion sur les questions orales, avec débat, qu'il avait déposées avec MM. Balmigère et Roucaute sur les calamités agricoles ; ses observations sur la loi du 10 juillet 1964 au titre des risques non assurables* [7 juin 1967] (p. 1667).

Ses explications de vote sur l'ordre du jour complémentaire : *Discussion des questions orales avec débat concernant les calamités agricoles* [15 juin 1967] (p. 1841).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1967, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Problème des calamités agricoles ; délais nécessaires pour être indemnisé ; fonds de garantie contre les calamités agricoles ; sa proposition tendant à rendre obligatoire la publication du décret reconnaissant le caractère de calamité agricole dans le mois qui suit la date du sinistre ; examen des dossiers* [8 novembre 1967] (p. 4677, 4678) ; *assurance contre l'incendie ; exemple du Lot-et-Garonne ; problème des gemmeurs de la forêt de Gascogne* (p. 4678) ;

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur la proposition de loi de MM. Jacques Médecin

et Raymond Triboulet tendant régler la situation des fermiers italiens sur le territoire français au regard du statut du fermage, Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots « le droit de préemption inclus »* [18 avril 1968] (p. 1117); Titre : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du titre de la proposition de loi : « Proposition de loi tendant à régler la situation des ressortissants italiens titulaires d'un bail à ferme ou à métayage »* (p. 1117);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : *Production de la gemme ; salaire des gemmeurs ; production de colophane ; rôle du fonds de compensation* [9 mai 1968] (p. 1689, 1690).

S

SABATIER (M. Guy), *Député de l'Aisne, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé :

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [9 juin 1967] (p. 1735);

— membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001).

Cesse d'appartenir à cette Commission [2 novembre 1967] (p. 4352).

Est nommé :

— membre du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [8 novembre 1967] (p. 4730);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (n° 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article L 25 du Code de la route relatif au retrait de la circulation de certains véhicules, **n° 359** [22 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). Annexe n° 20 : Justice, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur le problème de la construction, le chômage et les grèves; pouvoir d'achat des salariés; nécessité de promouvoir un véritable progrès social; extension du fonds national de l'emploi; augmentation du fonds de chômage; revision des bas salaires; incapacité de l'opposition à constituer une majorité pouvant soutenir*

un gouvernement et une politique; nécessité de poursuivre une politique étrangère d'indépendance et de détente [19 avril 1967] (p. 703 à 706).

Fait personnel : *Ses observations sur les paroles de M. Chochoy; problème du logement; résultats obtenus sous la IVe République* [19 avril 1967] (p. 720).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes : *Ses observations sur la question préalable déposée par M. Gaston Defferre; position du groupe de l'Union démocratique; situation du Gouvernement français en 1956* [6 juin 1967] (p. 1615);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 37 : *Ses observations sur les concessions immobilières; nécessité d'établir une harmonisation entre la législation française et celle des autres pays d'Europe; éviter de porter préjudice aux propriétaires et aux commerçants français* [27 juin 1967] (p. 2274). Seconde délibération, ses explications de vote : *Caractères du texte* [1er juillet 1967] (p. 2531, 2532).

Prend part au débat sur la motion de censure, ses explications de vote : *Ticket modérateur; politique économique et sociale du Gouvernement; inflation; séparation entre le parti communiste et les autres partis; politique d'entente et de coopération avec la Russie* [10 octobre 1967] (p. 3466, 3467).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 6 : *Application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Hippolyte Ducos* [12 octobre 1967] (p. 3583, 3585); *ses observations sur l'ordre du jour* (p. 3595); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968 : LÉGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial suppléant : Son désir de saluer la présence dans l'hémicycle de M. le Grand Chancelier de la Légion d'honneur; droits de chancellerie; pensions des élèves des maisons d'éducation; nombre des médaillés militaires; parc de la Légion d'honneur à Saint-Denis; construction de bâtiments scolaires et d'un gymnase dans ce parc; principe de la mise à la disposition des Dionysiens d'une parcelle du parc de la maison d'éducation de la Légion d'honneur; budget annexe de l'Ordre de la Libération; installation de la Grande Chancellerie de l'Ordre de la Libération aux Invalides* [23 octobre 1967] (p. 3960 3961); JUSTICE, en qualité de *Rapporteur spécial : Caractères du budget; souci de la modernisation; lutte contre la délinquance juvénile; formation du personnel; recyclage des magistrats; perfectionnement des agents des services de l'administration surveillée; extension de l'école d'administration pénitentiare; projets de construction d'internats pour jeunes délinquants; projets de centres d'orientation et d'action éducative; architecture des nouveaux palais de justice; rôle de l'informatique; problème des magistrats; carrière judiciaire; adaptation des mécanismes judiciaires à la vie moderne; exemple des juridictions consulaires; ses observations sur les fonctions d'auxiliaires de justice* (p. 3963, 3964); ECONOMIE ET FINANCES. — I. — CHARGES COMMUNES : *Intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement de base servant au calcul des retraites civiles et militaires; insuffisance des traitements alloués aux fonctionnaires les moins favorisés* [4 novembre 1967] (p. 4488).

Demande une suspension de séance [29 novembre 1967] (p. 5340).

Prend part à la discussion des articles 8, 9, 12, 23, 24, 28 et 29, retirés du projet de loi de finances rectificative pour 1967, en application de l'article 119 du Règlement : *Ses observations sur l'article 29 du projet de loi; position du tribunal administratif; possibilité pour le Parlement de modifier toute situation résultant d'une décision émanant d'une juridiction administrative* [29 novembre 1967] (p. 5347, 5348).

SABLÉ (M. Victor), *Député de la Martinique, 3e circonscription (App. R.I.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'apparente au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 560).

Est nommé :

— secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563), [2 avril 1968] (p. 968);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de

l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). III. — Départements d'outre-mer, **n° 467** [17 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur les paroles de M. Mitterrand : question de l'annonce faite à la Martinique par le speaker du poste local des résultats électoraux en Métropole* [18 avril 1967] (p. 673); *ses observations sur les paroles de M. Ballanger; nombre des recours en invalidations en instance devant le Conseil constitutionnel; pourcentage de ces requêtes relatives aux départements d'outre-mer, par rapport à celles touchant la métropole* [19 avril 1967] (p. 700).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis : Croissance budgétaire des départements d'outre-mer; subvention du F.I.D.O.M.; industrie sucrière de la Martinique; service militaire adapté; création du bureau pour le développement des migrations; ses observations sur le nombre des volontaires des D.O.M. qui pourront venir en métropole pour faire l'apprentissage de leur métier; poussée démographique; contrôle des naissances; ses observations sur les congés administratifs; insuffisance de l'information; niveau des tarifs des transports aériens; recrutement local dans la fonction publique; statut de l'Inini en Guyane; problème des loyers; question de la commercialisation des productions agricoles; réglementation communautaire pour les productions tropicales; participation des élus à la gestion des affaires locales; insuffisance des ressources d'épargne; centralisation bureaucratique; possibilité de promouvoir une politique de déconcentration, de décentralisation et de régionalisation dans les D.O.M.; élections dans les D.O.M.* [2 novembre 1967] (p. 4332 à 4334).

SAGETTE (M. Jean), *Député du Cantal, 2e circonscription (U.-D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Pompidou, nommé Premier Ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 950).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p. 1319).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304).

SAÏD IBRAHIM (M. Adeham), *Député des Comores (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [14 juin 1967] (p. 1831).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires étrangères [22 juin 1967] (p. 2095).

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire du conseil de surveillance de la caisse centrale de coopération économique [6 juin 1967] (p. 1628);

— membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [29 juin 1967] (p. 2416).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative au remplacement des membres de la chambre des députés des Comores et prorogeant les pouvoirs de l'actuelle chambre des députés de ce territoire, **n° 28** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi relative au remplacement des membres de la chambre des députés des Comores, **n° 303** [9 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores : *Utilisation des forces de la gendarmerie nationale au maintien de l'ordre dans le territoire; question des compétences diplomatiques; réglementation du régime intérieur des ports; organisation des circonscriptions administratives de l'archipel; proclamation de l'état d'urgence; application de l'article 37 de la Constitution; modalités de fonctionnement des circonscriptions administratives territoriales* [7 décembre 1967] (p. 5685, 5686); Art. 6 : *Son amendement tendant après l'article 11* bis *nouveau proposé pour la loi du 22 décembre 1961 à insérer un nouvel article 11* bis *A nouveau (Rôle de la Chambre des députés des Comores)* (p. 5687); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5688); Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer au texte proposé pour l'alinéa 5 de l'article 29 de la loi du 22 décembre 1961 deux nouveaux alinéas (Cas de désaccord entre le Haut-Commissaire et le Président du conseil de gouvernement sur la nécessité de déclarer l'état d'urgence)* (p. 5689); *ses observations sur son amendement* (p. 5689); Art. 10 : *Son amendement tendant à rédiger comme suit le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 31 nouveau de la loi du 22 décembre 1961: « La défense et la sécurité extérieures »* (p. 5689); Art. 1er : *Son amendement tendant au début de cet article à substituer au chiffre « 21 » le chiffre « 13 »* (p. 5690).

SALARDAINE (M. André), *Député de la Charente-Maritime, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine [29 juin 1967] (p. 2416).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 55 de la loi du 12 avril 1941 modifiée par l'article 14 de la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, **n° 502** [16 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 502) tendant à modifier l'article 55 de la loi du 12 avril 1941 modifiée par l'article 14 de la loi n° 48-1469 du 22 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions des marins français du commerce et de la pêche, **n° 709** [24 avril 1968].

SALLÉ (M. Louis), *Député du Loiret, 2e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire [13 juin 1967] (p. 1792);

— membre suppléant du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [29 juin 1967] (p. 2416);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [17 mai 1968] (p. 1955).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à étendre à tous les fonctionnaires ou employés civils ayant été privés de leurs fonctions par l'autorité de fait dit « Gouvernement de l'Etat français », le bénéfice de l'article 15 de la loi du 31 décembre 1953 relatif aux limites d'âge, **n° 147** [27 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426); Annexe n° 23 : Services du Premier Ministre. — V. — Commissariat au Tourisme; Annexe n° 29 : Imprimerie Nationale; Annexe n° 31 : Monnaies et Médailles, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME, en qualité de *Rapporteur spécial: Edition d'un annuaire hôtelier; organisation de plusieurs campagnes publicitaires à la télévision par le commissariat au tourisme; projets de villages de vacances; réalisation des terrains de camping; distinction entre le tourisme social et le camping; équipement des ports de plaisance, notamment ceux du Languedoc-Roussillon; montant des prêts du F.D.E.S.; équipement hôtelier; taux de la T.V.A.; réorganisation des services de propagande; création d'une sous-direction de la promotion et de la publicité; création du système de classement universel et d'une bibliothèque; coordination des campagnes publicitaires; rôle du bureau d'accueil et de congrès; ses observations sur les bureaux existant à l'étranger; balance touristique française; échec de l'étalement des vacances; progression du camping; problèmes de l'hôtellerie; rôle de la société pour le développement du tourisme national (S.O.D.E.T.O.); projet de construction de l'hôtel de la porte Maillot; aménagement du littoral Languedoc-Roussillon; problème du camping et du caravaning; auberges rurales; centres de vacances; statut des villages de vacances; nécessité d'une nouvelle structuration de l'appareil politique et administratif; organisation des loisirs; création d'un Ministère du Tourisme* [19 octobre 1967] (p. 3802 à 3804); IMPRIMERIE NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial: Recettes de l'établissement; élévation des tarifs; problème des dépenses; augmentation des travaux acceptés par l'Imprimerie nationale et confiés à des sous-traitants; programme de modernisation; équipement en matériel de l'imprimerie* [4 novembre 1967] (p. 4477, 4478); MONNAIES ET MÉDAILLES, en qualité de *Rapporteur spécial: Variations en valeur de ce budget; ses observations sur les monnaies étrangères; créations d'emplois; évolution des dépenses en capital de la direction des monnaies; construction d'une usine monétaire à Pessac* (p. 4479).

SANFORD (M.), *Député de la Polynésie française (R.I. puis P.D.M.)*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Cesse d'appartenir au groupe des Républicains indépendants (*J. O.* du 21 janvier 1968) (p. 850).

S'inscrit au groupe de P.D.M. (*J. O.* du 23 février 1968) (p. 1972) [2 avril 1968] (p. 971).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J. O.* du 23 janvier 1968] (p. 875), [2 avril 1968] (p. 973).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [4 avril 1968] (p. 1014).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 avril 1968] (p. 1067).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [17 avril 1968] (p. 1067).

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi nº 61-1412 du 22 décembre 1961 relative à l'organisation des Comores : *Autonomie interne du territoire des Comores; ses observations sur la Polynésie française; question du statut d'autonomie interne dans le cadre de la République française* [7 décembre 1967] (p. 5685).

SAUZEDDE (M. Fernand), *Député du Puy-de-Dôme, 4e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Aide apportée au logement; caractères du budget; programme d'H.L.M.; suppression d'un certain nombre d'H.L.M.; crise du logement; coût de la construction; zones d'habitation des villes petites et moyennes; exemple de la ville de Thiers; réforme des structures administratives; ses observations sur les petits programmes de logements H.L.M.; dotations de logements pour les métropoles d'équilibre; exemple de Clermont-Ferrand* [9 novembre 1967] (p. 4823, 4824).

SCHAFF (M. Joseph), *Député de la Moselle, 2e circonscription (app. P.D.M. puis P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 560).

Cesse d'être apparenté au groupe P.D.M. [2 avril 1968] (p. 971).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [2 avril 1968] (p. 971).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à accorder certains avantages de carrière aux magistrats, fonctionnaires et agents des services publics et de la S.N.C.F. en fonction au 1er septembre 1939, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, expulsés ou repliés en raison de l'annexion de fait, revenus exercer dans ces départements entre la date de libération du territoire et le 31 décembre 1945, **nº 785** [10 mai 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale avec débat relative à la situation des mines de fer de Lorraine : *Diminution du travail hebdomadaire dans la sidérurgie; précarité de l'emploi; mesures envisagées par le Gouvernement pour assurer le plein emploi; création de nouveaux emplois; formation professionnelle; extension à toute la Lorraine du statut particulier de l'artisan fiscal appliqué en Moselle; nécessité d'accorder la prime d'équipement aux zones riveraines de la Moselle canalisée et de renforcer les infrastructures* [10 mai 1967] (p. 984, 989, 990, 991).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Ses observations sur les plans d'utilisation des sols; aménagement du territoire; faiblesse des investissements en zone rurale; textes relatifs aux permis de construire; responsabilités des architectes et des constructeurs; multiplicité des cahiers des charges; ses observations sur les échanges compensés; évaluation des biens expropriés; élaboration des schémas directeurs et des plans d'utilisation des sols* [20 juin 1967] (p. 1970, 1971); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de*

cet article, après les mots « par les articles » à remplacer le membre de phrase « 40 à 48 » par 37 à 45 » [26 juin 1967] (p. 2215); après l'Art. 13 : *Son amendement tendant, avant le dernier alinéa du paragraphe* a) *de l'amendement de M. Triboulet, à insérer le nouvel alinéa suivant : « Les privilèges, charges réelles et personnelles* » (p. 2216); *possibilité de rassembler en un document unique les renseignements nécessaires à l'identification et à la définition des servitudes* » (p. 2116); *mise à jour du cadastre* (p. 2218); après l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Le paragraphe 3 de l'article 21 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 est ainsi complétée : « l'estimation devra évidemment tenir compte de la présence ou de l'absence des éléments de voirie et viabilité pour les terrains situés à l'intérieur d'un périmètre d'agglomération* » (p. 2231); *estimation de la valeur du terrain* (p. 2231, 2232); après l'Art. 21 : *Son amendement tendant après cet article à insérer un nouvel article : « L'article 75 du paragraphe II de la loi de finances pour 1965 est supprimé* » (p. 2237); *indemnités accordées aux expropriés; problème des immeubles que détiennent les armées* (p. 2237);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Assouplissement des dispositions de l'ordonnance du 23 septembre 1967 réservant la vente des produits vétérinaires exclusivement aux pharmacies; suppression des abattements de zones de salaires; institution d'un livret du travail* [25 octobre 1967] (p. 4119); TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Dégradation des pensions de retraite des agents de la S.N.C.F.; politique des transports terrestres; sort réservé aux veuves; taux de la pension de reversion; ses observations sur la « vérité des prix » des transports; politique commune européenne des transports; situation qui résulte de la présence massive sur les grands axes routiers d'énormes camions; expérience de l'aérotrain Paris-Orléans; parc des wagons spéciaux mis à la disposition de la S.N.C.F. par des particuliers et des entreprises privées* [27 octobre 1967] (p. 4275, 4276); INDUSTRIE : *Problèmes de l'économie lorraine; situation des houillères du bassin de Lorraine; réduction des importations; augmentation de l'écoulement du charbon et du coke sur le plan national; écoulement des combustibles lorrains; concurrence avec les fuels; perspectives d'avenir du bassin houiller; participation des houillères au capital de certaines sociétés de Sarre-Lorraine; ses observations sur le « triangle lourd » Lorraine-Sarre-Luxembourg* [3 novembre 1967] (p. 4437).

SCHLOESING (M. Edouard), *Député du Lot-et-Garonne, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 octobre 1967] (p. 3792).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [18 octobre 1967] (p. 3792), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p. 1319).

Donne sa démission de représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [31 mai 1967] (p. 1454).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 octobre 1967] (p. 4141).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution n° 653 de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une Commission d'enquête, en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Cesse d'appartenir à cette Commission [25 avril 1968] (p. 1358).

SCHNEBELEN (M. Maurice), *Député de la Moselle, 4e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du Conseil supérieur de la Réunion des théâtres lyriques nationaux [12 octobre 1967] (p. 3597);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — I. — Affaires culturelles, **n° 459** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Situation en Lorraine; problème de la sidérurgie; réduction des horaires de travail; investissements dans la sidérurgie et les houillères du bassin de Lorraine; crise du bâtiment; métropole Lunéville-Nancy-Metz-Thionville; question des liaisons routières et fluviales; installation de la raffinerie et de la zone industrielle envisagées à Hauconcourt; canalisation de la Moselle entre Thionville et Apach; régime des zones d'abattement; retraite des mineurs* [19 avril 1967] (p. 730).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Donner un titre de reconnaissance aux anciens combattants d'Algérie; cas des patriotes résistants d'Alsace et de Moselle; problème des incorporés de force dans la Wehrmacht* [19 octobre 1967] (p. 3850); BUDGETS MILITAIRES : *Salaires des ouvriers des services du Ministère des Armées; revalorisation de la condition des sous-officiers et officiers mariniers; écart entre les indices des sous-officiers et officiers mariniers et ceux des fonctionnaires* [24 octobre 1967] (p. 4053, 4054).

SCHOLER (M. Raymond), *Député du Haut-Rhin, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Décédé le 9 juin 1968.

SCHUMANN (M. Maurice), *Député du Nord, 10e circonscription (App. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 559).

Ministre d'Etat
chargé de la recherche scientifique
et des questions atomiques et spatiales
du 7 avril 1967 au 31 mai 1968.

Ministre d'Etat chargé des affaires sociales
du 31 mai 1968 au 10 juillet 1968.

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [18 avril 1967] (p. 679).

Est nommé Ministre d'Etat chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales (IVe Gouvernement de M. Georges Pompidou). Décret du 7 avril 1967 [*J. O.* du 8 avril 1967] (p. 3515).

Le Président de l'Assemblée Nationale prend acte de la cessation, le 7 mai 1967, de son mandat de député (p. 936, 950).

Cesse d'être Ministre d'Etat, chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales.

Devient Ministre d'Etat, chargé des Affaires sociales (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 31 mai 1968 (*J. O.* du 31 mai 1968, p. 5322).

Il est mis fin à ses fonctions de Ministre d'Etat, chargé des Affaires sociales (IVe Gouvernement remanié de M. Georges Pompidou). Décret du 10 juillet 1968 [*J. O.* du 11 juillet 1968] (p. 6578).

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE : *Objectifs du Ve Plan; nombre des chercheurs; problème du financement; question de l'organisation; délégation générale à la recherche scientifique et technique; recherche fondamentale; soutien de l'Etat; utilisation industrielle des résultats de la recherche; coopération internationale; effectifs du Centre national de la recherche scientifique; biologie moléculaire; recherche médicale; crédits de fonctionnement de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale; création d'un « comité de coordination de la recherche médicale »; utilisation industrielle des résultats de la recherche; problème de la concurrence entre l'atome civil et l'atome militaire; flotte sous-marine stratégique; ses observations sur les usines d'extraction de plutonium de Marcoule et de La Hague; applications civiles des explosions nucléaires; dessalement des eaux de mer; production d'électricité d'origine nucléaire; création d'un Centre national d'exploitation des océans; lutte contre la pollution des mers; rôle du CNEXO; problème de l'informatique; création de la Compagnie internationale pour l'informatique; ses observations sur le « software »; querelle des filières; prototype du moteur de sous-marin atomique; pile Rapsodie; réacteur à eau lourde E.L.4 de Brennilis; piles de recherche Pégase ou Osiris; réacteur tritigène Célestin; ses observations sur les réacteurs surrégénérateurs; coopération internationale; puissance spatiale de la France; satellite Roseau; problème du satellite de diffusion directe; harmonisation de la politique des lanceurs; définition d'un accélérateur de particules; chambre à bulles; Centre européen de la recherche nucléaire; construction d'un laboratoire européen de biologie moléculaire; politique européenne de la recherche scientifique* [2 novembre 1967] (p. 4312 à 4316); *ses observations sur les paroles de M. Michel Durafour* (p. 4320); *structure du Ministère; répartition des crédits; dimension internationale de la recherche; rôle de la délégation générale à la recherche scientifique et technique; contrôle parlementaire; complexité du problème; éparpillement des crédits; possibilité d'un nouveau débat sur les options essentielles de la politique de la recherche; crédits de la recherche médicale; évolution du budget du C.N.R.S.; recherche-développement; ses observations sur les dépenses militaires et les retombées civiles; crédits affectés à la force de dissuasion nationale; indépendance de la politique extérieure de la France* (p. 4324, 4325); *écart technologique entre la France et les Etats-Unis; ses observations sur l'Europe; rôle du groupe Maréchal; rôle des réacteurs surrégénérateurs : ses observations sur l'ELDO, l'ESRO et le lanceur Europa; conclusions de la Conférence du Luxembourg; rôle de l'Etat; importance du nombre des chercheurs* (p. 4326, 4327).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Duhamel, Baillot, Defferre et Fanton : *Engagement du Gouvernement de faire une communication ou de répondre aux questions orales en raison des manifestations des étudiants* [7 mai 1968] (p. 1528).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique en matière de recherche scientifique : *Organisation de la recherche; situation des chercheurs français; leurs problèmes de carrière et de statut; incidence de la recherche sur la vie quotidienne; effort de recherche médicale; recherche en matière électronucléaire; satellites européens; Europe spatiale; délégation générale à la recherche scientifique et technique; comité consultatif de la recherche; participation de l'industrie; objectifs du Plan; ventilation des dépenses publiques et privées; chiffres concernant les investissements; crédits de fonctionnement; crédits de fonctionnement de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, ceux de l'Institut national de recherche agronomique et du Centre national de la recherche scientifique; Centre national d'exploitation des océans; création des instituts nationaux du C.N.R.S.; lancement des satel-*

lites F.R.1, DIAPASON, DIADEME I et DIADEME II; lancement du satellite D. 2: fusée DIAMANT B; centre spatial guyanais; plan-calcul; création d'une compagnie internationale pour l'informatique; aide au développement industriel; préparation du VIe Plan; création d'un groupe chargé d'examiner les grands problèmes industriels de pointe; vie des chercheurs; émigration des chercheurs français; collaboration avec les Etats-Unis et l'Union soviétique; politique technologique européenne; biologie moléculaire; physique des hautes énergies; Euratom; définition d'un réacteur surrégénérateur à neutrons rapide; ses observations sur « RAPSODIE »; construction d'un réacteur rapide de 250 mégawatts par un consortium germano-belgo-hollandais; problèmes d'emploi et de carrière pour les chercheurs français; rôle du chercheur dans une société industrielle; nécessité de décloisonner l'Université et l'industrie; situation des chercheurs du C.N.R.S.; ses observations sur le colloque de Caen; rôle du groupe de travail présidé par M. Aigrain; incidence de la recherche sur la vie quotidienne et la vie économique; recherche pharmaceutique; Centre international de recherche sur le cancer; problèmes de greffe et de transplantation; problèmes d'immunologie; effort français en matière de recherche biomédicale; coopération entre les scientifiques et les médecins; structure de la recherche médicale; groupe de travail présidé par M. Jean Bernard chargé d'étudier les problèmes posés par le développement de la recherche médicale; Comité de coordination de la recherche médicale; recherche cancérologique; problème de la participation privée à la lutte contre le cancer; questions nucléaires; production d'électricité d'origine nucléaire; avenir électronucléaire; construction de la centrale franco-belge de Tihange; suggestions de la Commission Couture; construction d'une usine de séparation des isotopes de l'uranium; construction d'un prototype industriel de centrale à uranium enrichi; participation importante à la centrale de Tihange et de Chooz; construction d'un prototype à uranium naturel et à eau lourde [7 mai 1968] (p. 1531 à 1537); *avenir du Commissariat à l'énergie atomique; problème de la fusion thermonucléaire contrôlée; recherche appliquée; production des radio-isotopes; création à Grenoble d'un laboratoire de technologie, de l'électronique et de l'informatique; questions spatiales; satellites de télécommunication; Centre européen pour la construction et le lancement d'engins spatiaux (ELDO); Commission préparatoire européenne pour la recherche spatiale (ESRO); Conférence européenne des télécommunications par satellite (C.E.T.S.); Eurospace; rapport de M. Causse; ses observations sur la fusée EUROPA II; programme SYMPHONIE ; programme EOLE; programme ROSEAU; politique de l'indépendance au service de la paix; problème du stockage de sous-produits radioactifs dans la région du Cotentin; problème de l'emploi dans les centres du Sud-Est du Commissariat à l'énergie atomique; multiplication des vocations scientifiques de la France; soutien de notre industrie; convergence des efforts européens vers des objectifs communs* (p. 1537 à 1539); *ses observations sur les paroles de M. Duhamel* (p. 1545, 1546, 1547, 1550, 1551); *et sur celles de M. Pierre Cot* (p. 1559); *rapport de la Commission Couture* [8 mai 1968] (p. 1625); *ses observations sur les paroles de M. Herzog* (p. 1625) *et sur celles de M. Mitterrand* (p. 1631, 1632); *ses observations sur l'espace; regroupement des organismes publics spatiaux; position du Gouvernement de la République fédérale allemande; lancement des satellites de télécommunication; rôle de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche; problème du Laboratoire européen de biologie moléculaire; coopération des pays européens en ce domaine; Centre international de recherche sur le cancer de Lyon; régionalisation des crédits de la recherche; installation du prototype de réacteur à eau lourde à Brennilis; question du Centre de Brest; produit national brut consacré à la recherche; dépenses consacrées à la recherche biomédicale; proportion des dépenses militaires de recherche par rapport à l'ensemble des dépenses publiques de recherche* (p. 1635 à 1637); *prix de la force de dissuasion; question de savoir si sa politique est européenne; rapport Causse; travaux du groupe Maréchal; problème de la candidature britannique* (p. 1637, 1638); *construction européenne; problèmes électronucléaires; ses observations sur les surgénérateurs, notamment le Phœnix; prix de revient de l'énergie; Commission Couture; production de l'uranium enrichi* (p. 1638, 1639); *politique de licences américaines; sécurité de l'approvisionnement; contrôles internationaux des matières fissiles; emploi des chercheurs; rôle du Commissariat à l'énergie atomique; problème des*

filières; ses observations sur l'eau lourde; coopération avec l'étranger en matière d'informatique, notamment avec la Grande-Bretagne; ses observations sur la « fuite des cerveaux »; programme d'étude de réacteur à eau lourde; Centre d'ISPRA; avantages dont bénéficient les entreprises industrielles qui font de la recherche (p. 1639 à 1641); *relations entre l'Université et le C.N.R.S.; rôle de l'Agence nationale pour la revalorisation de la recherche; recherche en éducation; statut des chercheurs* (p. 1641, 1642).

SCHVARTZ (M. Julien), *Député de la Moselle, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INDUSTRIE : *Part du charbon dans le total de l'énergie consommée; absence d'une politique énergétique; problèmes de la reconversion; politique énergétique de la Communauté économique européenne; répartition géographique des différentes sources d'énergie; handicaps du charbon français; prix de revient du charbon lorrain; problème des aides; reconversion des mineurs de charbon* [3 novembre 1967] (p. 4431, 4432).

SENÈS (M. Gilbert), *Député de l'Hérault, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [30 juin 1967] (p. 2502).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à inclure la « Clairette » parmi les cépages admis pour l'élaboration des « vins doux naturels », **n° 189** [18 mai 1967].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale avec débat relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 881); *revalorisation de la situation du prix du vin; régularisation du marché; préjudice irréparable causé au producteur par la propagande anti-vin; protection des producteurs de raisin de table* (p. 913 à 914); *prolongement du canal du Bas-Rhône-Languedoc vers la région de Montpellier; organisation du Marché du raisin de table* (p. 927);

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Principe de l'amnistie totale; indemnisation de nos compatriotes rapatriés d'Algérie; principe de la solidarité nationale; situation des régions sous-industrialisées du Midi; cas des agriculteurs spoliés et non indemnisés de leurs récoltes de 1962* [6 novembre 1967] (p. 4557, 4558); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Fonds national des calamités agricoles; accélération du versement des indemnités; prêts du Crédit agricole; situation des viticulteurs victimes de sinistres; restauration des vignobles par recépage; coopération agricole* [8 novembre 1967] (p. 4670, 4671).

SERS (M. Henry), *Député de la Réunion, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Debré, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1967] (p. 1036).

Donne sa démission de membre de cette Commission [13 juin 1967] (p. 1792).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [14 juin 1967] (p. 1831).

Cesse d'appartenir à cette Commission [22 juin 1967] (p. 2095).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [22 juin 1967] (p. 2095), [4 avril 1968] (p. 1014).

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (nº 775) [14 mai 1968] (p. 1801).

SOUCHAL (M. Roger), *Député de la Meurthe-et-Moselle, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Fouchet, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 951).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1967] (p. 1036).

Donne sa démission de membre de cette Commission [6 juin 1967] (p. 1628).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Ses observations sur les paroles de M. Pierre Cot; chômage dans la région lorraine* [30 juin 1967] (p. 2460).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Assimilation des droits du déporté politique à ceux du déporté résistant; son rappel de la vie des déportés résistants et des déportés politiques; conséquences humaines de cette vie* [19 octobre 1967] (p. 3850, 3851); INTÉRIEUR, après l'Art. 63 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article premier, I de la loi nº 66-491 du 9 juillet 1966 tendant à faciliter l'intégration fiscale des communes fusionnées est complété par le troisième alinéa suivant : « Les dispositions des deux alinéas précédents sont également applicables dans le cas de réunion d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune à une autre commune »* [6 novembre 1967] (p. 4579); *cas de fusion des communes* (p. 4579); *ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement* (p. 4579); En seconde délibération, après l'Art. 67 *bis : Cas des déportés politiques; situation d'un déporté politique atteint de six infirmités* [10 novembre 1967] (p. 4910);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 1er : *Allégements d'impôts; progressivité de l'impôt sur le revenu; unification de la fiscalité européenne; location, par des officines, de titres Pinay; politique familiale; allocations familiales; souscription aux emprunts des P.T.T.; Fonds national de solidarité* [10 mai 1968] (p. 1734, 1735); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Modification de la réduction d'impôt prévue à l'article 2-1 de la loi de finances pour 1967)* (p. 1736); *retrait de son amendement* (p. 1736); Art. 2 : *Ses observations sur les paroles de M. Fernand Grenier* (p. 1745).

Son rappel au Règlement : *Profanation de la tombe du Soldat inconnu par une minorité d'étudiants conduite par M. Cohn-Bendit* [14 mai 1968] (p. 1769).

SPÉNALE (M. Georges) *Député du Tarn, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [19 octobre 1967] (p. 3871).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [19 octobre 1967] (p. 3871), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Donne sa démission de représentant de la France au Parlement européen [31 mai 1967] (p. 1454).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 octobre 1967] (p. 4068).

Interventions :

Prend part au débat sur les questions orales relatives à la situation de la viticulture : *Absence d'une politique de promotion des vins; campagne anti-vin; méfiance des viticulteurs pour les ordonnances* [28 avril 1967] (p. 919).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 7 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer au chiffre de « 10.400 francs » le chiffre de « 11.400 francs »* [17 octobre 1967] (p. 3653); *situation des artisans; application du taux moyen; plafond de la décote; nécessité de maintenir aux artisans leurs avantages fiscaux* (p. 3653, 3654); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Prix d'orientation pour la viande bovine; fixation à un niveau plus élevé du prix de retrait des fruits et des légumes; problème de la régionalisation; action de rénovation rurale; exemple du Tarn; indemnisation des victimes des calamités agricoles; taxe sur la valeur ajoutée; régime pour les non-assujettis; transactions sur les marchés d'intérêt national des fruits et des légumes; ses observations sur la franchise et la décote* [8 novembre 1967] (p. 4701, 4702).

Son rappel au Règlement : *Application du vote bloqué* [17 octobre 1967] (p. 3656).

Prend part au débat sur la question orale relative à la décentralisation administrative et économique : *Problème de la décentralisation; son opposition à l'exode régional; rétablissement de la péréquation des tarifs de transports; création d'emplois grâce à l'utilisation du gaz de Lacq; centralisation des transports; développement des liaisons sur l'axe de Toulouse-Lyon; les zones de rénovation rurale; les projets concernant le canal des Deux-Mers* [24 novembre 1967] (p. 5258, 5259).

SPRAUER (M. Germain), *Député du Bas-Rhin, 8e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (no 551) [10 mai 1968] [p. 1757).

SUDREAU (M. Pierre), *Député du Loir-et-Cher, 1re circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 881); *situation de la viticulture dans le centre-ouest, en particulier le Loir-et-Cher; sort dramatique des petits et moyens viticulteurs; augmentation des frais d'exploitation et de la fiscalité; nécescité de revoir le mécanisme du blocage* (p. 897, 898);

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Caractère redoutable de la paix armée nucléaire; équilibre précaire entre les Etats-Unis et*

l'U.R.S.S.; guerre du Viet-Nam; isolement de la France à l'égard de l'Europe pour ce qui est de sa défense; ses observations sur notre politique nationale en ce qui concerne ses objectifs militaires et diplomatiques; notion traditionnelle de neutralité; nécessité de faire appel à la Grande-Bretagne pour constituer une force européenne; admission de la Grande-Bretagne au sein de la Communauté économique européenne; impuissance d'une Europe inorganisée devant les événements actuels; inexistence des efforts et des études entreprises par le Gouvernement pour la protection civile; création d'une coopération active entre les peuples; possibilité de proposer un plan européen de survie; protection contre les bombes H; communauté de survie englobant l'Allemagne et les pays de l'Est pouvant favoriser un rapprochement des deux moitiés de l'Europe [15 juin 1967] (p. 1860 à 1862).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Importance du projet de loi; doctrine d'urbanisme; sa question de savoir comment les quartiers nouveaux s'intégreront dans les villes anciennes; schémas directeurs; problème fondamental de la protection de la population urbaine à l'ère atomique; ses observations sur l'article 3 du projet de loi; possibilité pour les constructeurs de déroger, moyennant le versement d'une participation, aux règles concernant l'implantation des constructions; urbanisme devant devenir une discipline d'action; taxe locale d'équipement; impôt foncier d'urbanisation; création d'un service foncier possédant des antennes régionales; prix des terrains; revision de la politique financière du Gouvernement; transfert aux collectivités locales de dépenses qui incombent à l'Etat* [21 juin 1967] (p. 2008 à 2010); Seconde délibération, Art. 46 A : *Son vote sur l'amendement de M. Debré* [1er juillet 1967] (p. 2526);

— sur la motion de censure : *Baisse de la natalité; principe du plein emploi; ratification des ordonnances; rôle du Parlement; possibilité pour les agriculteurs d'opter pour la taxe sur la valeur ajoutée et de bénéficier du forfait et de la décote dans les mêmes conditions que les artisans et les commerçants; réduction des taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques* [10 octobre 1967] (p. 3448 à 3450);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Intérieur : *Crédits de protection civile; possibilité d'envisager une question orale sur cette question* [6 novembre 1967] (p. 4554); Rapatriés : *Crédits du titre III concernant les rapatriés; leur indemnisation; rapport Lavigne; nécessité d'obtenir une indemnisation de la part du Gouvernement algérien* (p. 4577); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Reclassement des déportés politiques* [5 décembre 1967] (p. 5539).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants en qualité de suppléant de M. Frédéric-Dupont : *Nécessité de moderniser et de transformer l'Université; événements de Nanterre; inadaptation de l'enseignement; participation aux manifestations d'éléments étrangers à l'Université; doctrine universitaire évoquée par le doyen Vedel; hâte avec laquelle ont siégé les tribunaux chargés de juger certains manifestants; nécessité pour le Gouvernement d'ouvrir le dialogue et de prendre des mesures d'apaisement; causes profondes de la crise; surpeuplement des Facultés; problème du baccalauréat; afflux excessif vers la Faculté des lettres; concentration excessive des étudiants à Paris; malaise profond des étudiants en lettres* [8 mai 1968] (p. 1597, 1598, 1599);

— sur la déclaration du Gouvernement sur les manifestations d'étudiants : *Brutalité de la répression; constitution d'une commission d'enquête sur les événements, notamment sur la nature des gaz et des grenades* [14 mai 1968] (p. 1777); *conséquences des événements; adaptation de l'université au monde moderne; colloque de Caen; nécessité de repenser la mission des universités; autonomie des universités; constitution d'une commission de contrôle ayant pour mission de proposer des projets de décisions que le Gouvernement devrait présenter avant la prochaine rentrée universitaire; ses observations sur les constructions gigantesques, type Nanterre* (p. 1778); *modification de la conception du Ministère de l'Education nationale; rôle du Parlement; crise de la jeunesse; amnistie; principe de l'indemnisation des rapatriés; problème de l'information* (p. 1778, 1779); *information du Parlement* (p. 1779).

T

TAITTINGER (M. Jean), *Député de la Marne, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443).

Est élu président de cette Commission [1er décembre 1967] (p. 5511).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). Annexe n° 13 : Education nationale. — Fonctionnement, **n° 455** [10 octobre 1967].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial: Ses observations sur les tâches traditionnelles de l'éducation nationale; progression du nombre d'élèves et d'étudiants; enseignement pré-scolaire ; enseignements supérieurs ; pourcentage de succès au baccalauréat de 1967 ; engouement pour le certificat préparatoire aux études médicales ; nombre des bourses ; diplôme universitaire d'études littéraires ; diplôme universitaire d'études scientifiques ; nombre des étudiants inscrits en faculté des sciences ; mise en place des instituts universitaires de technologie ; enseignements du premier degré ; réforme des enseignements scolaires ; nationalisation d'établissements d'enseignement du second degré ; enfance inadaptée ; centre national des œuvres universitaires ; prolongation de la scolarité obligatoire ; sections d'éducation professionnelle ; institut pédagogique national ; émissions de télévision et de radiodiffusion ; indemnité de sujétion spéciale pour les instituteurs spécialisés chargés de la direction pédagogique des sections d'enfance inadaptée des collèges d'enseignement secondaire ; ses observations sur les corps d'inspection ; situation des agrégés ; publication des « tableaux de l'éducation nationale » ; recrutement du personnel enseignant ; utilisation du parc immobilier* [26 octobre 1967] (p. 4170 à 4173).

TERRENOIRE (M. Alain), *Député de la Loire, 5e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— secrétaire d'âge [3 avril 1967] (p. 546), [2 avril 1968] (p. 965);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 260 du Code pénal, en qualité de *Rapporteur : Problème du port illégal de costume; protection de l'uniforme militaire; intention délictuelle* [13 avril 1967] (p. 654).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur les paroles de M. Leroy* [23 mai 1967] (p. 1233);

— sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Problème de l'unification politique de l'Europe; politique agricole commune; solidarité des Six au Kennedy-round; hommage rendu à M. Jean Rey; nécessité de préparer l'union politique de l'Europe; son option pour une confédération temporaire d'Etats; notion de progression dans la voie de l'unification politique; ses observations sur le plan Fouchet; élection d'un parlement européen au suffrage universel; nécessité de fonder l'autorité politique sur la réunion des chefs de Gouvernement; son inquiétude en ce qui concerne la situation de M. Régis Debray* [15 juin 1967] (p. 1870, 1871).

Prend part à la discussion:

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur le service militaire; armement nucléaire de la France; réduction à douze mois de la durée du service militaire* [24 octobre 1967] (p. 4058);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie : *Ses observations sur les paroles de M. Ducoloné* [28 novembre 1967] (p. 5287); *ses observations sur la motion de renvoi en commission; sa confiance dans le Chef de l'Etat* [28 novembre 1967] (p. 5299).

Pose à M. le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, une question orale, sans débat, relative à l'extension à Roanne de la zone d'action de l'organisation régionale d'études de l'aire métropolitaine de Lyon [26 avril 1968] (p. 1398, 1399).

TERRENOIRE (M. Louis), *Député de l'Orne, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 23), adopté par le Sénat, modifiant l'article 260 du Code pénal, **n° 31** [12 avril 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur le contre-programme du contre-gouvernement; insertion de plus de justice et d'égalité dans la société industrielle moderne; politique agricole commune; Kennedy-Round; problèmes de l'emploi; politique sociale étant un facteur d'expansion économique; problème du logement; allocation-logement; habitat rural; garantie de l'emploi; décentralisation industrielle; aménagement du territoire; décentralisation des services publics; accession des travailleurs aux fruits capitalisés de l'expansion; recherche scientifique; caractères des élections du 20 juin 1951*

[19 avril 1967] (p. 710 à 713); *ses observations sur les paroles de M. Rivierez* (p. 713, 714);

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur les paroles de M. Dreyfus-Schmidt* [23 mai 1967] (p. 1248).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Programme de l'opposition; politique extérieure de l'opposition; politique économique et sociale; retrait de la France de l'O.T.A.N.; position internationale de la France; ses observations sur le Viet-Nam; discours du général de Gaulle à Pnom-Penh; nombre des victimes de la guerre du Viet-Nam; ses observations sur l'Etat d'Israël; condamnation de la guerre et des annexions par la force; opposition à la division du monde en deux hégémonies; opinion de M. Mendès France en 1956 sur une éventuelle réunion des Quatre Grands* [10 octobre 1967] (p. 3443 à 3445);

— sur la motion de censure, ses explications de vote : *Retransmission des débats sur la motion de censure par l'O.R.T.F.; ses observations sur l'appel fait par la nouvelle génération; mobilisation de la masse ouvrière par le Parti communiste; généralisation des entraves à la liberté du travail; paix au Viet-nam; son respect des accords intermédiaires; arbitrage du pays en cas de conflit entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement; définition d'un ordre meilleur* [22 mai 1968] (p. 2047, 2048).

TÉZIER (M. Raymond), *Député de l'Isère, 4e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569).

Décédé le 5 mai 1967 [*J. O.* du 6 mai 1967] (p. 4541).

Son éloge funèbre est prononcé [9 mai 1967] (p. 936).

THOMAS (M. Georges), *Député de la Moselle, 8e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569).

Cesse d'appartenir à cette Commission [14 juin 1967] (p. 1831).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [22 juin 1967] (p. 2095), [4 avril 1968] (p. 1014).

THOME-PATENÔTRE (Mme Jacqueline), *Député des Yvelines, 8e circonscription (F.G.D.S.). Vice-présidente de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est élue Vice-présidente de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563).

Est nommée :

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle, **n° 231** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 378 du Code pénal en vue de la défense de l'enfance martyre, **n° 342** [22 juin 1967].

Sa proposition de loi relative à la protection de la population civile en cas de guerre atomique, **n° 386** [30 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi n° 55-1552 du 28 novembre 1955 en vue d'interdire toute publication permettant, en cas de délit ou de fugue, d'identifier l'institution à laquelle un mineur est confié, **n° 473** [25 octobre 1967].

En qualité de vice-présidente, préside : la 2e séance du 12 avril 1967 (p. 627); la séance du 13 avril 1967 (p. 651); la 1re séance du 24 mai 1967 (p. 1263); la 1re séance du 6 juin 1967 (p. 1603); la 1re partie de la séance du 16 juin 1967 (p. 1905); la 1re séance du 22 juin 1967 (p. 2052); la 3e séance du 26 juin 1967 (p. 2221); la séance du 3 octobre 1967 (p. 3393); la 2e séance du 19 octobre 1967 (p. 3823); la 1re séance du 25 octobre 1967 (p. 4079); la 1re séance du 3 novembre 1967 (p. 4389); la 4e séance du 3 novembre 1967 (p. 4435); la 1re séance du 6 novembre 1967 (p. 4525); la 1re séance du 8 novembre 1967 (p. 4653); la séance du 17 novembre 1967 (p. 5069); la séance dn 23 novembre 1967 (p. 5194); la séance du 7 décembre 1967 (p. 5641); la 1re séance du 19 décembre 1967 (p. 6003).

Interventions :

En qualité de vice-présidente :

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Defferre : *Possibilité de renvoyer au lendemain le troisième tour de scrutin pour l'élection de deux représentants de la France au Parlement européen* [24 mai 1967] (p. 1281).

Ses observations sur les rappels au Règlement de MM. Duhamel, Defferre et Ballanger [6 juin 1967] (p. 1605).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Jacques Richard [16 juin 1967] (p. 1915).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Gaston Defferre [16 juin 1967] (p. 1916).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Rigout [3 octobre 1967] (p. 3393).

Ses observations sur le rappel au Règlement de M. Rémy Montagne [7 décembre 1967] (p. 5642).

Ses observations sur les interventions de MM. Poudevigne, Defferre et Balmigère sur l'ordre du jour complémentaire [7 décembre 1967] (p. 5643).

Ses observations sur la mise au point faite par M. Peretti sur son vote sur l'ordre du jour complémentaire [7 décembre 1967] (p. 5649).

En qualité de député :

Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question orale, sans débat, relative à l'attribution des bourses [10 mai 1967] (p. 977 à 980).

Son rappel au Règlement : *Modification de l'ordre du jour; débat sur la prophylaxie anticonceptionnelle* [30 juin 1967] (p. 2450).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur : 1° la proposition de loi de M. Neuwirth tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° sa proposition de loi tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle : *Apparition de méthodes nouvelles de contraception; nombre des avortements; problème de l'information; situation de la femme; taux de natalité; politique sociale en faveur de la famille; rôle du corps médical* [1er juillet 1967] (p. 2559, 2560); Art. 2 : *Retrait de l'amendement de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 2579); en deuxième lecture : *Problème des équipements sociaux; étude des méthodes contraceptives; crise du logement; promotion de la femme* [14 décembre 1967] (p. 5884, 5885);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Crise du téléphone dans la région parisienne; système dit « automatique rural »; cas du département des Yvelines; déficit dû aux frais de fonctionnement des chèques postaux; caisse nationale des télécommunications; rôle du bureau industriel; nécessité d'opérer un reclassement indiciaire; possibilité d'harmoniser le temps de travail des téléphonistes de Paris et de celles de la banlieue* [20 octobre 1967] (p. 3929, 3930); AFFAIRES SOCIALES : *Ses observations sur les crèches; leurs problèmes de financement de la construction, de remboursement des emprunts et du coût de leur fonctionnement; cas de la région parisienne; situation des jeunes inadaptés physiques et sociaux; convention collective nationale entre les salariés et les employeurs du secteur de l'enfance ina-*

daptée [25 octobre 1967] (p. 4116); INTÉRIEUR : *Protection des populations civiles contre le danger atomique; question de la menace de l'arme atomique; exemples étrangers; importance de l'information; recensement des caves et locaux des immeubles qui remplissent les conditions de sécurité afin de servir d'abris; aménagement d'abris dans les établissements publics et semi-publics; possibilité d'envisager un dégrèvement fiscal en faveur des entreprises qui accepteraient de construire des abris collectifs* [6 novembre 1967] (p. 4552, 4553); *ses observations sur les paroles de M. Christian Fouchet* (p. 4572).

Pose à M. le Ministre de la Justice une question orale, sans débat, relative à la protection des enfants maltraités [27 octobre 1967] (p. 4253, 4254).

TOMASINI (M. René), *Député de l'Eure, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Donne sa démission de membre de cette Commission [21 mai 1968] (p. 2007).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à incorporer des appelés dans le régiment des sapeurs-pompiers de Paris, **n° 37** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à sanctionner le dumping commercial sur le plan interne en conformité des dispositions du Traité de Rome, **n° 44** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 58-208 du 27 février 1958 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation des véhicules terrestres à moteur, **n° 49** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à réglementer l'exploitation des carrières et sablières, **n° 52** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à compléter l'article 29 *n* du Code du travail sur la rémunération des représentants de commerce en cas de cessation de service, **n° 150** [27 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à autoriser la séparation de corps contractuelle quand l'un des époux est atteint de maladie mentale, **n° 204** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à réglementer l'édition et la diffusion des publications vendues au profit des handicapés, **n° 616** [19 décembre 1967].

Intervention :

Mise au point au sujet de son vote sur les articles retirés du projet de loi de finances rectificative [30 novembre 1967] (p. 5369).

TOURNÉ (M. André), *Député des Pyrénées-Orientales, 2e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 653) de M. Poudevigne et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une Commission d'enquête en vertu de l'article 139 du Règlement, sur les conditions de fonctionnement et les résultats obtenus par l'agence de défense des biens créée par l'article 4 de la loi n° 61-1439 du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer et par l'ordonnance n° 62-1106 du 19 septembre 1962 [23 avril 1968] (p. 1273).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à créer une Commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application et la revision du rapport constant, **n° 109** [19 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à faire du 8 mai une journée fériée, **n° 185** [18 mai 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur les propositions de loi (nos 109, 195, 227) tendant à créer une commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application et la revision du rapport constant, prévu à l'article L 8 *bis* du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, **n° 279** [7 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 1er décembre 1972, en faveur des anciens combattants et victimes de guerre, la réduction d'âge en vue de leur mise à la retraite anticipée et avec jouissance immédiate de la pension, **n° 608** [19 décembre 1967].

Sa proposition de loi tendant à l'affiliation obligatoire et gratuite des titulaires de la carte d'invalidité non-assurés sociaux à un régime d'assurances sociales obligatoires, **n° 713** [24 avril 1968].

Interventions :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture [28 avril 1967] (p. 880); *Situation de la viticulture méridionale; viticulture familiale des Pyrénées-Orientales; vins doux naturels; importation abusive de vins étrangers; augmentation des frais de transport; abaissement de la fiscalité frappant les vins au taux de 1958* (p. 893 à 895); *dérogations envisagées pour le coupage; importations de Grèce, du Portugal et d'Espagne concurrençant les vins doux naturels français; péréquation des frais de transport* (p. 923, 924).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Raisons du choix du centre préolympique de Font-Romeu; coût initial de l'opération; ses observations sur le lycée climatique de Font-Romeu; problème du financement des infrastructures; question de l'utilisation des établissements; ses observations sur les C.R.E.P.S.; question des bourses sportives* [23 mai 1967] (p. 1251, 1252).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur les paroles de M. Darchicourt* [19 octobre 1967] (p. 3846); *contentieux entre le Gouvernement et les anciens combattants; remboursement fait à la S.N.C.F., au titre des tarifs réduits accordés aux mutilés de guerre; financement des allocations familiales des orphelins de guerre et des autres avantages sociaux servis aux familles des victimes de guerre; écart entre les pensions des déportés classés politiques et des déportés classés résistants; application de l'article 55 de la loi de finances pour 1962; rapport constant; droits des anciens combattants; création d'une commission spéciale chargée d'établir un rapport sur les conditions d'application et la revision du rapport constant* (p. 3848); seconde délibération, après l'Art. 67 *bis : Ses observations sur les paroles de M. Souchal* [10 novembre 1967] (p. 4910); Art. 36 : *Budget des anciens combattants; rapport constant; cas des anciens combattants d'Algérie; problème de la majoration spéciale de la pension des déportés politiques invalides* (p. 4912); après l'Art. 8 : *Son sous-amendement tendant, dans le deuxième alinéa du paragraphe V de l'amendement du Gouvernement à substituer à la date du 25 avril celle du 30 septembre* (p. 4919); *droits de circulation sur les vins; vins délimités de qualité supérieure; vins doux naturels* (p. 4919); *droits de circulation sur les vins; vins délimités de qualité supérieure; vins doux naturels* (p. 4919, 4920).

TRIBOULET (M. Raymond), *Député du Calvados, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569).

Donne sa démission de membre de cette Commission [18 avril 1967] (p. 680).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [19 avril 1967] (p. 743), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Est nommé membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation foncière [14 décembre 1967] (p. 5918).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 845-1 du Code rural, relatif au renouvellement du bail à ferme, **n° 159** [27 avril 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi d'orientation foncière et urbaine (n° 141), **n° 289** [9 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 398) tendant à régler la situation des fermiers italiens sur le territoire français au regard du statut du fermage **n° 485** [9 novembre 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges sur le projet de loi d'orientation foncière (n° 491), modifié par le Sénat, **n° 525** [28 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 774), modifiée par le Sénat, tendant à régler la situation sur le territoire français, des ressortissants italiens titulaires d'un bail à ferme ou à métayage, **n° 817** [16 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Constitutionnalité du projet de loi accordant la possibilité au Gouvernement de prendre des ordonnances en matière économique et sociale; opportunité de cette procédure; problèmes agricoles; proportion du revenu agricole dans le revenu national; part des exportations agricoles dans les exportations françaises; protection de la Communauté à l'égard des pays tiers; endettement de l'agriculture; octroi de certains crédits de relais permettant l'allongement des délais de remboursement; difficultés du marché de la viande; problèmes du remembrement et des adductions d'eau; importance du rôle des géomètres; exode rural* [20 mai 1967] (p. 1183 à 1185).

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'éducation nationale : *Ses observations sur les paroles de M. Peyrefitte; établissement de la carte scolaire; consultation des collectivités locales et des conseils généraux; problème du ramassage scolaire* [1er juin 1967] (p. 1520);

— sur les questions orales relatives à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires : *Information des agriculteurs* [2 juin 1967] (p. 1587).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, en qualité de *Rapporteur pour avis : Qualité inégale des textes préparés par l'administration; répartition du travail en commission et du travail en Assemblée; utilité du Parlement; problèmes financiers; taxe d'équipement; imposition des plus-values; hausse des terrains agricoles qui deviennent terrains à bâtir; suppression de la décote et des exemptions; produit de l'impôt; ses observations sur les amendements tendant à instituer à partir de 1971 un impôt foncier urbain; base de cet impôt; institution de dérogations de surdensité; ses observations sur le problème de l'échange des espaces boisés; non-application des textes précédents; coefficients d'utilisation des sols; plan d'occupation des sols; établissement des schémas directeurs; consultation de divers organismes; équilibre entre les villes et la campagne; remodelage des centres des villes; question du régime transitoire; ses observations sur les concessions immobilières de vingt ans; réserves foncières; situation des propriétaires expropriés; insuffisance du nombre des juges fonciers; réinstallation des agriculteurs expropriés par les différentes mesures d'urbanisation et par les réserves foncières; possibilité d'envisager la création d'un fonds spécial géré par le Ministère de l'Agriculture; taxes sur les plus-values et impôt foncier ne devant pas être appliqué aux propriétaires qui acceptent de coopérer avec l'administration pour participer aux opérations d'urbanisme; opposition de l'article 40* [20 juin 1967] (p. 1956 à 1959); *ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit* [21 juin 1967] (p. 2004); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Defferre* (p. 2034); Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Programmes de modernisation et d'équipement urbains* (p. 2036); *son amendement tendant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article après les mots « sont tenues d'avoir » à rédiger ainsi la fin de cet alinéa : « Suivant leur importance, soit un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme et un plan d'occupation des sols, soit seulement un plan d'occupation des sols »* (p. 2036); *ses observations sur le schéma directeur* (p. 2037);

Article 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation après les mots « massifs boisés » à insérer les mots « et des sites naturels »* [22 juin 1967] (p. 2053); *élaboration des schémas directeurs* (p. 2055); *consultation des chambres d'agriculture* (p. 2056); *son amendement tendant à la suppression du sixième alinéa de cet article* (p. 2058); *nécessité de supprimer toute mention spéciale du district de la région de Paris* (p. 2058); *consultation des conseils généraux* (p. 2060); *ses observations sur l'enquête publique* (p. 2061, 2062); *son amendement tendant après l'article 12 du Code de l'urbanisme à insérer un nouvel article : « Les chambres d'agriculture devront être consultées pour l'établissement des schémas directeurs »* (p. 2062); Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Problème de la « surdensité » de construction; dérogations du coefficient d'occupation des sols; cas de la commune de Ville-d'Avray* (p. 2063, 2064); *son amendement tendant, après le paragraphe 3° du texte proposé pour cet article à insérer un nouveau paragraphe « ils délimitent les quartiers, rues, monuments, sites à conserver au titre de l'histoire, du pittoresque ou de l'art »* (p. 2065); *ses observations sur les paroles de M. Defferre; cas de la ville de Marseille; attitude des archéologues* (p. 2066); *son amendement tendant, dans le paragraphe 5° du texte proposé pour cet article après les mots « les règles » à insérer le mot « générales »* (p. 2069); Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article, après les mots « ou établissements publics » à insérer les mots « qui en délibèrent »* (p. 2070); *son amendement tendant à compléter le troisième alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « L'approbation en est donnée par le préfet si cette consultation est favorable ou par décret en Conseil d'Etat dans le cas contraire »* (p. 2070); *retrait de son amendement* (p. 2071); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots « sauf dans la région parisienne définie comme à l'article 12 ci-dessus où ce délai est porté à trois ans »* (p. 2071); *droit commun devant s'appliquer à la région parisienne* (p. 2071); *son amendement tendant, après le premier alinéa du texte proposé pour cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « A l'expiration du délai de deux ans prévu ci-dessus, le permis de construire est réputé tacitement accordé, dès lors que les travaux envisagés ne se heurtent pas au plan d'occupation des sols rendu entre temps exécutoire »* (p. 2072); *problème du sursis à statuer* (p. 2072); *notion d'utilisation des concessions temporaires* (p. 2073); Art. 16 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « En vue de l'exécution des programmes d'intérêt national définis par décret en Conseil d'Etat, et après consultation des conseils généraux, des chambres d'agriculture, d'industrie et de commerce, des plans provisoires... »* (p. 2074); *ses observations sur la procédure simplifiée pour l'adoption des plans provisoires d'occupation des sols; cas de l'aménagement du Bas-Rhône-Languedoc et de l'Aquitaine* (p. 2074, 2075, 2079); *consultation des organismes professionnels et des conseils généraux* (p. 2075, 2076); *modification de son amendement : nouvelle rédaction du début du premier alinéa du texte proposé pour cet article : « En vue de l'exécution de programmes d'intérêt national définis par décret en Conseil d'Etat »* (p. 2076); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur le coefficient d'utilisation* (p. 2080, 2081); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par la phrase suivante : « Sous réserve que la déclaration d'utilité publique ait été prononcée dans les conditions prévues à l'article 18 »* (p. 2083); *déclaration d'utilité publique; plan d'occupation des sols* (p. 2083); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à supprimer les mots « Sauf dans la région parisienne définie comme à l'article 12 ci-dessus où ce délai est porté à trois ans »* (p. 2083, 2084); *cas de la région parisienne; problème des délais en ce qui concerne les sursis* (p. 2084); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Eviter une disparité de traitement entre les propriétaires* (p. 2085); *son amendement tendant, à la fin de la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « trois ans » les mots « deux ans »* (p. 2086); *son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « pour la même*

durée » *les mots* « *pour une année* » (p. 2086); *retrait de son amendement* (p. 2086); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Problème des bois et des forêts* (p. 2089, 2090); *ses observations sur l'amendement de M. Peretti* (p. 2091, 2092); *son amendement tendant à compléter le texte proposé pour cet article par le nouvel alinéa suivant :* « *Les opérations prévues aux deux premiers alinéas ne peuvent être autorisées que si les collectivités intéressées s'engagent à rénover, à entretenir et à conserver les espaces verts ou boisés et que si elles en ont les moyens matériels et financiers* » [26 juin 1967] (p. 2173); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa b du paragraphe III du texte proposé pour l'article 21 du Code de l'urbanisme* (p. 2177); Art. 22 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le texte proposé pour cet article, après les mots* « *prises en charge par l'Etat* » *à insérer la phrase suivante :* « *Que les communes soient ou non tenues d'avoir un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme et un plan d'occupation des sols* » (p. 2179); Art. 23 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article :* « *Leur conseil d'administration est composé, pour un tiers, de représentants de l'Etat, pour un tiers de représentants des communes intéressées et pour un tiers de représentants des organismes sociaux professionnels, agricoles et culturels intéressés* » (p. 2182); *ses observations sur les commissions permanentes d'urbanisme* (p. 2182); après l'Art. 2 : *Durée du sursis à statuer* (p. 2185); *ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 2187); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à substituer aux mots* « *cinq ans* » *les mots* « *trois ans* » (p. 2188); *ses observations sur les jardins de Paris frappés de servitude quand ils entourent des propriétés historiques* (p. 2189); après l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas des circonscriptions industrielles réalisées en dehors des périmètres d'agglomérations et de zones industrielles; avis de la chambre d'agriculture)* (p. 2192); *constructions industrielles en zone rurale* (p. 2192, 2193, 2194); *retrait de son amendement* (p. 2194); Art. 9 : *Ses observations sur l'amendement de M. Royer* (p. 2202, 2203); *emploi des crédits relatifs aux réserves foncières; notion du centre des agglomérations* (p. 2205); Art. 10 : *Droit de préemption en matière de réserve foncière* (p. 2206); *son amendement tendant, au début de cet article, à substituer au mot* « *qualifiés* » *le mot* « *intéressés* » (p. 2207); *son amendement tendant à substituer aux mots* « *à acquérir des immeubles, au besoin, par voie d'expropriation, pour constituer...* » *les mots* « *à constituer, dans le cadre d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme...* » (p. 2207); *orientation de la politique des réserves foncières* (p. 2207); *son amendement tendant, dans cet article, après les mots* « *sont habilités* » *à insérer les mots* « *dans le cadre d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, là où il existe* » (p. 2208); *son amendement tendant, à partir des mots* « *réserves foncières* » *à rédiger ainsi la fin de cet article* « *en prévision de l'extension ultérieure des agglomérations urbaines, de l'aménagement des espaces naturels qui les entourent, de la création de villes nouvelles ou de stations de tourisme, en se portant acquéreur à un prix de marché et éventuellement en exerçant un droit de préemption sur les terres librement mises en vente* » (p. 2208); *constitution de réserves foncières en recourant au droit de préemption* (p. 2208); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant :* « *Lorsque des collectivités auront acquis plus de 75 % de la superficie d'une zone destinée à constituer une réserve foncière, l'expropriation pourra être exercée sur la superficie restant à acquérir* » (p. 2209); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa :* « *Les mêmes dispositions sont applicables aux immeubles bâtis et non bâtis en vue de la restructuration du centre des villes et des agglomérations urbaines* » (p. 2209); *son sous-amendement tendant à supprimer dans l'amendement de M. Bozzi les mots* « *aux immeubles* » *et de rédiger ainsi son amendement :* « *Les mêmes dispositions sont applicables en vue de la restructuration du centre des villes et des agglomérations urbaines* » (p. 2210); *son amendement tendant à compléter cet article par deux nouveaux alinéas (Cas où l'expropriation porte sur une maison individuelle constituant la résidence principale de l'exproprié)* (p. 2210); Art. 11 : *Son amendement tendant, avant le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa :* « *La collectivité qui s'est rendue acquéreur d'une réserve foncière doit en assurer la gestion en bon père de famille* » (p. 2210, 2211); *son amendement tendant à compléter cet*

article par un nouvel alinéa : « Toutefois, lorsque les terres concédées sont à usage agricole, il ne peut être mis fin à ces concessions que moyennant préavis d'un an au moins » (p. 2211); *concessions temporaires; problème de la réinstallation agricole; cas des agriculteurs touchés par les mesures d'urbanisation* (p. 2211); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots « aux collectivités locales et aux établissements publics groupant ces collectivités » les mots « ceux acquis par des collectivités locales ou pour leur compte et par des établissements publics relevant de l'Etat ou de ces collectivités »* (p. 2214); après l'Art. 13 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Constitution du livre foncier; émission d'une carte d'identification foncière)* (p. 2216); *création de l'agence foncière; perfectionnement des méthodes d'identification foncière fondées sur le cadastre* (p. 2116); avant l'Art. 14 : *Ses observations sur l'amendement de M. Defferre* (p. 2219); Art. 14 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2222); après l'Art. 14 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : « Le troisième alinéa de l'article 9 de la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962 est ainsi modifié « en cas d'acquisition, elle devra en régler le prix au plus tard six mois après sa décision »* (p. 2227); *zones d'aménagement différé* (p. 2227); après l'Art. 15 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Cas où l'expropriation porte sur une maison individuelle constituant la résidence principale de l'exproprié)* (p. 2228); *nécessité de donner à l'exproprié la possibilité de reconstruire une maison individuelle* (p. 2228); après l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'art. 13 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 est complété par les dispositions suivantes : « La possibilité de saisir le juge, ouverte aux personnes visées au premier paragraphe de l'article 22 est suspendue à la demande de l'autorité expropriante jusqu'au moment où sont remplies les conditions matérielles permettant l'offre d'un local équivalent : dans ce cas, lesdites personnes sont maintenues dans les lieux. En aucun cas, la durée de cette suspension ne saurait excéder le délai de validité de la déclaration d'utilité publique de l'opération en cause »* (p. 2231); *procédure d'extrême urgence* (p. 2231); Art. 10 : *Son amendement tendant à compléter cet article par deux nouveaux alinéas (Cas où l'expropriation porte sur une maison individuelle constituant la résidence principale de l'exproprié)* (p. 2233); *retrait de son amendement* (p. 2233); après l'Art. 16 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « L'article 25 de l'ordonnance susvisée du 23 octobre 1958 est modifié comme suit : « Dans le délai d'un mois, soit du paiement ou de la consignation de l'indemnité ou de la provision, soit de l'acceptation ou de la validation de l'offre d'un local de remplacement, les détenteurs sont tenus d'abandonner les lieux. Passé ce délai, qui ne peut en aucun cas être modifié, même par autorité de justice, il peut être procédé à l'expulsion des occupants »* (p. 2233); *retrait de son amendement* (p. 2233); Art. 19 et 20 : *Ses amendements tendant à la suppression de ces articles* (p. 2234); Art. 21 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2235); *droit de préemption des S.A.F.E.R.* (p. 2235, 2236); après l'Art. 25 : *Constitution par le préfet d'associations foncières urbaines* (p. 2241); après l'Art. 32 : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 2243); Art. 33 : *Son amendement tendant à compléter le texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 84 du Code de l'urbanisme et de l'habitation par deux nouveaux alinéas (Cas des agglomérations de moins de mille habitants)* [27 juin 1967] (p. 2264); *nécessité d'alléger les formalités et les prescriptions légales en ce qui concerne le permis de construire; suppression du certificat de conformité préalable; maintien du certificat de conformité après les travaux* (p. 2264, 2265, 2266); après l'Art. 33 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer un nouvel article : « Le deuxième alinéa de l'article 86 du Code de l'urbanisme et de l'habitation est rédigé de la façon suivante : « Cette exemption pourra également s'appliquer aux travaux effectués dans les agglomérations de moins de 2.000 habitants »* (p. 2266); *exemption pour les services publics et concessionnaires de services publics* (p. 2266, 2267); *son amendement tendant après l'article 33, à insérer un nouvel article (Cas où est nécessaire un permis de construire)* (p. 2267); après l'Art. 34 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Modalités de délivrance d'un certificat de conformité)* (p. 2267); Art. 35 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2269); *retrait de son amendement* (p. 2269); Art. 36 : *Son amendement tendant : 1° dans le*

premier alinéa de cet article, après le mot « architectes » à insérer le mot « techniciens »; 2° au début du deuxième alinéa de cet article, après le mot « architectes » à insérer le mot « techniciens » (p. 2269); Art. 41 : *Son amendement tendant après les mots « le propriétaire » à insérer les mots « s'il a refusé le renouvellement de celui-ci »* (p. 2277); *retrait de son amendement* (p. 2278); après l'Art. 45 : *Problème de la création de réserves foncières; notion des zones d'aménagement différé* (p. 2281); avant l'Art. 46 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Institution d'un impôt foncier urbain au profit des collectivités locales)* (p. 2293); *rôle de l'impôt foncier sur le revenu; participation aux équipements; taxe d'équipement; impôt sur les plus-values; taxe d'urbanisation; assiette de ces impôts; impôt foncier étant basé sur le revenu cadastral; surtaxe d'urbanisation* (p. 2293); *ses observations sur le sous-amendement de M. Pisani* (p. 2302); *son amendement tendant à insérer un nouvel article (Impôt foncier urbain)* (28 juin 1967] (p. 2324); *taxe foncière annuelle sur les terrains bâtis ou non bâtis; surtaxe de récupération des plus-values exceptionnelles; définition de la plus-value* (p. 2324); *impôt foncier urbain comprenant une taxe foncière urbaine et une surtaxe d'urbanisation* (p. 2325, 2326); Art. 46 : *Ses observations sur le déroulement du débat* (p. 2329); Art. 47 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « si cette compétence n'appartient pas de plein droit audit établissement en vertu de son statut, décider d'exercer les pouvoirs appartenant aux conseils... » les mots « sur délibération conforme des deux tiers des conseils municipaux, représentant la moitié de la population ou de la moitié des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population, exercer les pouvoirs dévolus auxdits conseils... »* (p. 2331); *garantie des communes groupées dans un des établissements publics; droits des communes en matière de perception de taxes* (p. 2331); *son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du premier alinéa de cet article : « L'établissement public peut toutefois décider de reverser une partie du produit de la taxe aux communes qu'il groupe »* (p. 2332); *son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la disposition suivante : « à moins que l'organe délibérant n'ait adopté, à la majorité des deux tiers, un taux différencié »* (p. 2332, 2333); *ses observations sur son amendement* (p. 2333); *son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article* (p. 2334); *district de Paris* (p. 2334); Art. 48 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (paragraphe 1er) de cet article* (p. 2334); *problème des exemptions et des taux de la taxe locale d'équipement* (p. 2334); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa (paragraphe 2°) de cet article* (p. 2335); *question des constructions exemptées du permis de construire* (p. 2335); *son amendement tendant, dans le dernier alinéa 3° de cet article à supprimer les mots « en tout ou en partie »* (p. 2336); *retrait de son amendement* (p. 2336); Art. 49 : *Taxe sur la valeur des immeubles; problème de la taxation* ad valorem (p. 2341); Art. 50 : *Son amendement tendant, après le cinquième alinéa de cet article, à insérer de nouveaux alinéas (Cas où les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables : constructions d'intérêt public ou collectif sans caractère industriel ou commercial, constructions exemptées du permis de construire, constructions à usage d'habitation aidées par l'Etat)* (p. 2348); *son amendement tendant, après le deuxième alinéa de cet article, à insérer de nouveaux alinéas (Fixation de la valeur au mètre carré au taux minimum)* (p. 2349); *retrait de son amendement* (p. 2349); Art. 51 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 2349, 2350); Art. 47 : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article* (p. 2352); *cas des établissements publics groupant des communes* (p. 2351, 2352); Art. 55 : *Son amendement tendant après le cinquième alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « Des participations qui peuvent être demandées par les concessionnaires des services publics en vertu des cahiers des charges et des dispositions législatives et réglementaires en vigueur »* (p. 2353); Art. 62 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Modification des 7° et 8° alinéas du paragraphe 3 de l'article 150* ter *du Code général des impôts)* (p. 2355); *ses observations sur les propriétaires d'espaces verts qui accepteraient les suggestions du plan d'urbanisme et le classement en zone* non ædificandi *des espaces verts* (p. 2355); après l'Art. 62 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article : « Lorsque l'acquéreur est une collectivité publique la plus-value pourra*

être rapportée, sur demande du redevable, au revenu de l'année au cours de laquelle l'indemnité a été effectivement perçue » (p. 2356, 2357); Seconde délibération, Art. 1er : *Son amendement tendant, après le quatrième alinéa (paragraphe 3°) de l'article 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation, à insérer le nouveau paragraphe suivant : « Ils délimitent les quartiers, rues, monuments et sites à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre esthétique ou historique* » [1er juillet 1967] (p. 2516); Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, après le premier alinéa du texte proposé pour cet article, à insérer un nouvel alinéa (Etablissement des plans d'occupation des sols)* (p. 2517); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la dernière phrase du premier alinéa de cet article : « Cette offre ne peut être faite si la dernière acquisition à titre onéreux dont le terrain classé a fait l'objet n'a pas date certaine depuis dix ans au moins* » (p. 2517); Art. 10 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « dans le cadre d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, là où il existe* » (p. 2518); *son amendement tendant à compléter le premier alinéa de cet article par une nouvelle phrase : « Lorsqu'il existe un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme, il ne peut y avoir d'acquisitions que pour la réalisation des objectifs de ce schéma* » (p. 2518); Art. 46 A : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Institution d'un impôt foncier urbain au profit des collectivités locales)* (p. 2520); Art. 48 : *Son amendement tendant à compléter ce texte par un nouveau paragraphe (Indication des bénéficiaires du taux minimum de la taxe)* (p. 2528);

En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur pour avis : Insuffisance du temps de parole; problème de la surdensité; ses observations sur l'agriculture; question du relogement des expropriés* [30 novembre 1967] (p. 5372); Art. 11 : *Ses observations sur l'amendement de M. Trorial* (p. 5377); *cas des cantons à vocation rurale; plan d'occupation des sols; consultation des organismes professionnels; réformes administratives accomplies au Ministère de l'Equipement; service de l'aménagement rural et de l'aménagement du territoire; plan d'occupation des sols* (p. 5377, 5378); *ses observations sur les services des Ponts et chaussées; environnement rural des agglomérations; mise à l'étude d'un plan d'occupation des sols devant entraîner la mise à l'étude d'un plan d'aménagement rural* (p. 5379); *son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article* (p. 5380); *prise en charge par l'Etat des frais des documents d'urbanisme* (p. 5380); *rôle du conseil général* (p. 5381); Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Chochoy* (p. 5382); *consultation éventuelle par les communes, lors de l'élaboration des plans d'urbanisme, des organismes économiques professionnels, sociaux et culturels* (p. 5383); Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de la fin du troisième alinéa (1°) de cet article : « des denrées de qualité supérieure ou comportant des équipements spéciaux importants* » (p. 5385); *plans d'occupation des sols; existence, aux environs des villes, de zones maraîchères ou de zones de cultures* (p. 5385); *son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa (1° bis) de cet article* (p. 5385); *constructions industrielles; problème de la prévision à l'intérieur du plan d'occupation des sols de constructions industrielles qui seraient implantées « hors des zones industrielles prévues* » (p. 5385); *son amendement tendant à supprimer le neuvième alinéa (4° bis) de cet article* (p. 5385); *ses observations sur son amendement* (p. 5386); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa : « Les plans d'occupation des sols doivent obligatoirement contenir les dispositions prévues dans les paragraphes 1° et 4° ci-dessus* » (p. 5386); *coefficient d'occupation des sols; possibilité pour un plan d'occupation des sols de paraître sans être complet; retrait de son amendement* (p. 5386); Art. 14 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur les amendements de MM. Jacques Richard, Canacos et Griotteray* (p. 5387); *cas où une commune fait connaître son opposition au plan d'occupation des sols* (p. 5387, 5388); *ses observations sur le sous-amendement de M. Ortoli* (p. 5388); Art. 15 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots « sauf en ce qui concerne celles effectuées par les pépiniéristes en vue de la vente dans le cadre de leurs activités habituelles* » (p. 5388); *ses observations sur le fait qu'un plan rendu public n'est*

plus opposable à certains travaux et constructions agricoles (p. 5389); Art. 17 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article : 1° après les mots « collectivité publique » à insérer les mots « ou un établissement public »; 2° après les mots « cette collectivité » à insérer les mots « ou cet établissement public »* (p. 5390); *retrait de son amendement* (p. 5391); Art. 19 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Prorogation du délai supplémentaire de deux ans donné à l'administration* (p. 5392); *son opposition à l'amendement de M. Bozzi* (p. 5393); *son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « l'acquisition dont il s'agit » à supprimer les mots « et le règlement du prix »* (p. 5393); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Ses observations sur l'amendement de M. Bozzi* (p. 5394); *son amendement tendant, à la fin du premier alinéa de cet article, après les mots « n'a pas date certaine depuis » à substituer au mot « cinq » le mot « dix »* (p. 5394); *maintien des espaces verts notamment dans la région parisienne* (p. 5394); *son amendement tendant à reprendre pour le dernier alinéa de cet article le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture : « La valeur du terrain à bâtir offert en compensation ou le surcroît de valeur pris, du fait de l'autorisation de construire, par la partie du terrain classé conservée par le propriétaire, ne doit pas dépasser la valeur du terrain cédé à la collectivité »* (p. 5395); *son amendement tendant à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant : « Les communes ou les établissements publics ayant ainsi acquis la propriété d'espaces verts, boisés ou non, contractent l'engagement de les préserver, de les aménager et de les entretenir dans l'intérêt du public »* (p. 5395); *problème de la construction d'une piscine sur un espace vert* (p. 5395); Art. 20 *bis* du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter cet article par la phrase suivante : « à cette occasion les communes peuvent allouer des subventions d'entretien aux propriétaires et assumer les prestations en nature telles que travaux d'entretien et gardiennage »* (p. 5395); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Problème des dérogations* (p. 5397); *son amendement tendant à compléter le paragraphe I de cet article par un nouvel alinéa (Dépassement du coefficient d'occupation des sols)* (p. 5397); *son amendement tendant à reprendre pour le premier alinéa du paragraphe II de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « La participation mentionnée au 1° ci-dessus est égale à 90 % de la valeur de la surface supplémentaire de terrain qui aurait été nécessaire pour l'édification de la construction si le coefficient d'occupation du sol avait été respecté »* (p. 5397); *son amendement tendant après le premier alinéa du paragraphe II de cet article à insérer un nouvel alinéa (Détermination de la valeur)* (p. 5397); *son amendement tendant à reprendre pour le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « En cas de désaccord entre l'autorité administrative et le redevable sur la valeur vénale indiquée à l'alinéa précédent, celle-ci est fixée par la juridiction compétente en matière d'indemnité d'expropriation »* (p. 5398); *son amendement tendant à reprendre pour l'alinéa b du paragraphe III de cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Modalités suivant lesquelles les propriétaires des parcelles voisines pourront procéder à la réduction de leurs possibilités de construction par l'institution d'une servitude imposant une densité moindre sur leurs fonds)* (p. 5398); *ses observations sur son amendement* (p. 5398); Art. 22 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter cet article par les mots suivants : « réserve faite, le cas échéant, des contributions volontaires des collectivités locales et des établissements publics intéressés »* (p. 5399); Art. 6 *bis : Son amendement tendant, dans la première phrase du quatrième alinéa du texte proposé pour l'article 830-1 du Code rural, après les mots « lui donne droit à une indemnité » à supprimer la fin de la phrase* (p. 5404); Art. 7 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Fixation de la participation de l'Etat à 3.660 millions de francs pour un programme triennal (année 1968, 1969 et 1970) pour la construction de voies urbaines rapides)* (p. 5405); *participation des collectivités locales* (p. 5405, 5406); Art. 9 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Est fixée à 302 millions de francs en sus des crédits reportables des exercices antérieurs, la participation budgétaire de l'Etat dans un programme triennal (année 1968, 1969 et 1970) de constitution de réserves foncières*

(p. 5406); Art. 10 : *Ses observations sur les réserves foncières* (p. 5407); Art. 11 : *Son amendement tendant avant le premier alinéa de cet article à insérer le nouvel alinéa suivant : « La collectivité publique qui s'est rendue acquéreur d'une réserve foncière doit en assurer la gestion en bon père de famille »* (p. 5408); *ses observations sur l'expression « en bon père de famille »* (p. 5408); Art. 13 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à supprimer les mots « et ne pouvant circonscrire que le centre de villes nouvelles »* (p. 5408, 5409); Art. 15 *bis : Ses observations sur les amendements déposés à cet article* (p. 5410, 5411); Art. 16 *ter : Son amendement tendant, dans les deuxième et quatrième alinéas du paragraphe I et dans le sixième alinéa du paragraphe II du texte proposé pour l'article 22* bis *de l'ordonnance du 23 octobre 1958 à substituer au mot « local » le mot « habitation »* (p. 5412); *situation des propriétaires occupant des locaux d'habitation expropriés ; leur droit de priorité pour le relogement en qualité de locataire dans un local n'excédant pas les normes H.L.M.* (p. 5412); *son amendement tendant à compléter le paragraphe I du texte proposé pour l'article 22* bis *de l'ordonnance du 23 octobre 1958 par un nouvel alinéa : « Les propriétaires qui useront de ce droit de priorité ne subiront aucun abattement sur le montant de leur indemnité d'expropriation »* (p. 5412); *ses observations sur son amendement* (p. 5412); *retrait de son amendement* (p. 5412); Art. 16 *quater : Ses observations sur l'amendement de M. Griotteray* (p. 5413); Art. 21 : *Ses observations sur les réserves foncières constituées sur expropriation* (p. 5413); *son amendement tendant, dans le paragraphe I de cet article à rédiger ainsi la deuxième phrase du texte proposé pour le deuxième alinéa de l'article 10 de la loi du 8 août 1962 : « Cette obligation sera mentionnée dans l'acte portant approbation des plans d'occupation des sols »* (p. 5413); *reclassement des agriculteurs* (p. 5413); *ses observations sur son amendement* (p. 5414); *son amendement tendant dans le texte proposé dans le paragraphe I* bis, *pour le dernier alinéa de l'article 10 de la loi du 8 août 1962, à substituer aux mots « ... sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural prévues par l'article 15 de la loi n° 60-808 du 5 août 1960 ou aux sociétés d'aménagement régional prévues par l'article 9 de la loi n° 51-592 du 24 mai 1951, lorsque ces sociétés assurent... » les mots « organismes chargés d'assurer... »* (p. 5415); *centre national pour l'aménagement des structures agricoles* (p. 5415); Art. 32 *bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article (Rénovation urbaine ; participation des propriétaires à cette opération)* (p. 5419); *ses observations sur son amendement* (p. 5419); Art. 32 *septies : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5421); *problème des lotissements ; règles relatives aux cahiers des charges des lotissements* (p. 5421); Art. 32 *octies : Son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 5421); *insuffisance des espaces verts de la région parisienne ; ses observations sur les communes de Maisons-Laffitte et du Vésinet* (p. 5421, 5422); *situation de Ville-d'Avray* (p. 5422); Art. 25 : *Son amendement tendant, dans les cinquième et sixième alinéas de cet article à substituer au mot « octies » le mot « sexies »* (p. 5422); Art. 33 *bis : Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Le deuxième alinéa de l'article 86 du Code de l'urbanisme et de l'habitation est rédigé de la façon suivante : « Cette exemption pourra également s'appliquer aux travaux effectués dans les agglomérations de moins de 2.000 habitants »* (p. 5423); *liste des constructions et des travaux qui peuvent être exemptés du permis de construire ; suppression de l'exemption au profit des services publics et des concessionnaires de services publics* (p. 5423); Art. 35 : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture : « Il est ajouté au premier alinéa de l'article 98 du Code de l'urbanisme et de l'habitation la phrase suivante : « Ce droit de visite peut aussi être exercé après l'achèvement des travaux pendant trois ans »* (p. 5424); après l'Art. 36 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Indication de ce que les autorisations de constructions industrielles devront prendre en considération)* (p. 5424); *ses observations sur les autorisations de constructions industrielles hors des zones couvertes par des plans ; exemple d'implantation industrielle en pleine campagne* (p. 5424, 5425); Art. 39 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du troisième alinéa de cet article, à substituer au mot « trois » le mot « six »* (p. 5429); Art. 40 : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots « aux premier et troisième alinéas » les*

mots « au premier alinéa » (p. 5429); *propriétaire devant rembourser les constructions et ouvrages réalisés par le concessionnaire* (p. 5429, 5430); Art. 41 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Cas où à l'expiration du contrat la concession n'a pas été renouvelée par suite du refus du propriétaire)* (p. 5430); *retrait de son amendement* (p. 5430); Art. 45 : *Son amendement tendant après le deuxième alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (Cas des immeubles visés au premier alinéa)* (p. 5431); *retrait de son amendement* (p. 5431); Art. 46 A : *Son amendement tendant à reprendre pour cet article le texte adopté par l'Assemblée Nationale en première lecture (Financement des équipements urbains; imposition des plus-values foncières)* (p. 5431, 5432); *son sous-amendement tendant à insérer après le paragraphe I*er *de cet article un nouveau paragraphe: « Sont exclus du champ d'application de la taxe d'urbanisation les immeubles classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques »* (p. 5432); *champ d'application de la taxe d'urbanisation* (p. 5432); *retrait de son sous-amendement* (p. 5432); Art. 47 : *Son amendement tendant à compléter la première phrase du troisième alinéa de cet article par les mots « et approuvées par l'autorité de tutelle »* (p. 5433); *délibération des conseils municipaux* (p. 5433, 5434); Art. 48 : *Son amendement tendant à compléter le paragraphe II de cet article par les dispositions suivantes: « ... ou par les propriétaires d'une habitation familiale reconstituant leur bien exproprié sous réserve que l'immeuble corresponde aux normes des logements aidés par l'Etat »* (p. 5435); Art. 49 : *Taxe sur la surface de plancher* (p. 5436, 5437); Art. 60 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début du deuxième alinéa de cet article: « Seules les constructions ayant donné lieu à la délivrance d'un permis de construire postérieurement à la promulgation... »* (p. 5440); Art. 63 : *Nécessité de maintenir les espaces verts* (p. 5440); seconde délibération, Art. 21 : *Ses observations sur l'amendement de M. Ortoli* (p. 5442); conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Problème de l'expropriation* [15 décembre 1967] (p. 5977); *modification du cahier des charges des lotissements du Vésinet, de Maisons-Laffitte et d'Auteuil* (p. 5977); *problème des monuments historiques; question des parcs classés et des jardins* (p. 5978);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Problèmes de Basse-Normandie; régionalisation du plan; vocation universitaire de la Basse-Normandie; université de Caen; création des primes d'adaptation industrielle; zones de rénovation rurale* [20 octobre 1967] (p. 3915, 3916); TRANSPORTS. II. — AVIATION CIVILE : *Prolongation de la ligne qui relie la gare d'Orsay à Juvisy jusqu'à Orly* [3 novembre 1967] (p. 4394); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Evolution de la vie rurale; politique des prix; soutien des cours; endettement des agriculteurs; F.E.O.G.A.; exemple de la région basse-normande; taux d'intérêt des prêts du Crédit agricole* [8 novembre 1967] (p. 4659, 4660); *nécessité d'une politique de soutien des prix de vente; ses observations sur la taxe complémentaire; politique des structures; diminution du nombre des petites exploitations; structures de commercialisation et de transformation; marché de la viande; rôle des S.A.F.E.R.; problème du remembrement; vulgarisation; ses observations sur la régionalisation et l'équipement; cas des zones de rénovation rurale; aide sociale; investissements dans certaines régions fertiles sous-exploitées; adductions d'eau; électrification; voirie; bâtiments d'élevage* (p. 4660 à 4662); AFFAIRES CULTURELLES : *Rapports du Ministère des Affaires culturelles avec les autres administrations; ses observations sur l'O.R.T.F., ses observations sur les heures d'émission de la chaîne France-Culture à la radio; composition du comité des programmes; ses observations sur l'urbanisme; composition des commissions des sites; opération Maine-Montparnasse; conséquence de la construction d'un immeuble le long de la Seine, dans le 15*e *arrondissement, près du quai de Javel, ce qui défigure la vue que l'on voit des coteaux ouest de Paris* [9 novembre 1967] (p. 4770, 4771); seconde délibération, après l'Art. 8 : *Application de la T.V.A. à l'agriculture; notion du forfait* [10 novembre 1967] (p. 4922);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 4 : *Revenu cadastral; système de cotisations sociales; disparités du revenu cadastral* [23 novembre 1967] (p. 5205);

— du projet de loi autorisant l'approbation

de la Convention européenne du 30 novembre 1964 pour la répression des infractions routières : *Circulation routière; problème de la priorité à droite* [2 mai 1968] (p. 1428).

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives aux manifestations d'étudiants [8 mai 1968] (p. 1616);

— sur les questions orales relatives aux ventes d'armes au Moyen-Orient : *Sentiments amicaux du peuple français à l'égard des peuples arabes; fidélité de l'amitié du peuple israélien; politique française de non-ingérence; violentes circulaires contre Israël diffusées par l'Ambassade d'Irak; opinion du Parlement européen* [17 mai 1968] (p. 1937).

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur l'absence du Premier Ministre; problème de la mise en jeu de la responsabilité du Gouvernement* [28 mai 1968] (p. 2127).

TRICON (M. Emile), *Député des Hauts-de-Seine, 3e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (no 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance no 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux évaluations des propriétés bâties servant de base aux impôts locaux directs [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (no 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Cesse d'appartenir à cette Commission [17 mai 1968] (p. 1955).

TRORIAL (M. Jacques), *Député de Meurthe-et-Moselle, 7e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— secrétaire d'âge [2 avril 1968] (p. 965);

— membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi (no 545) portant réforme du droit des incapables majeurs [8 décembre 1967] (p. 5760);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les questions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions intéressant la fonction publique [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (no 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (no 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 297) tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône, **n° 529** [29 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône, **n° 606** [19 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 589), rejetée par le Sénat, tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône, **n° 629** [20 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi, rejetée par le Sénat, en deuxième lecture, tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône, **n° 639** [20 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 464) autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République populaire de Pologne relative à la loi applicable, la compétence et l'exequatur dans le droit des personnes et de la famille, signée à Varsovie le 5 avril 1967, **n° 700** [18 avril 1968].

Son rapport, fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 55) tendant à modifier la loi n° 54-781 du 2 août 1954, en vue de faciliter les possibilités de logement des étudiants et des personnes seules, **n° 723** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Crise des minerais de fer lorrains; problème de la sidérurgie; ses observations sur la zone de Longwy-Villerupt-Longuyon; absorption de Lorraine-Escaut par Usinor; difficultés de Saulnes-Uckange, de Pont-à-Mousson-Aubrives; protection des travailleurs; nécessité d'allonger la durée des préavis pour faciliter les opérations de reclassement; situation des jeunes en chômage; extension des conventions de pré-retraite; avancement progressif de l'âge de la retraite; création, auprès du préfet de la région, d'une sorte d'état-major de la conversion; insuffisance de la formation et de l'information économiques des Français; possibilité de créer une sorte de magistrature de l'information économique et sociale à caractère pluraliste; collaboration du patronat et des organisations syndicales; ses conditions; rôle des comités d'entreprises; protection des militants syndicaux* [20 avril 1967] (p. 759, 760).

Pose à M. le Ministre de l'Industrie une question orale, avec débat, relative à la situation des mines de fer de Lorraine : *Garantie de l'emploi des mineurs de fer; application du plan professionnel de la sidérurgie; création d'emplois dans les entreprises nouvelles de Longwy, Villerupt, Longuyon; problème de l'emploi pour les jeunes; nécessité de désenclaver Longwy par rapport à la région Metz-Thionville; harmonisation industrielle du sud du Luxembourg belge et du nord de la Lorraine; mise en place d'une commission paritaire de l'emploi pour la sidérurgie* [10 mai 1967] (p. 984, 988, 989).

Pose à M. le Ministre des Affaires sociales une question orale, avec débat, relative au problème de l'emploi : *Création d'emplois sur place; amélioration de la protection des travailleurs (délai de préavis, taux des indemnités de chômage); formation professionnelle des adultes; bourse de l'emploi; publication d'un livre blanc sur l'emploi* [26 mai 1967] (p. 1348, 1354, 1355, 1356); *abaissement de l'âge de la retraite* (p. 1361).

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Effets du chômage; Ve Plan; problème du plein emploi; création d'une agence nationale de l'emploi; assurance chômage des A.S.S.E.D.I.C.; couverture du risque chômage; formation profession*

nelle; promotion sociale; fonds national de l'emploi; nécessité d'une autorité présidentielle élue au suffrage universel [10 octobre 1967] (p. 3450, 3451);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ. — DÉLÉGATION A L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION RÉGIONALE : *Planification urbaine; ses observations sur l'organisation d'études d'aménagement d'aires métropolitaines; application de la loi d'orientation foncière et urbaine; rôle des commissaires à la reconversion; primes de décentralisation étant étendues au secteur tertiaire et aux petites entreprises; système de dégrèvement de l'impôt sur les bénéfices; ses observations sur les zones frontalières; différentiation des systèmes d'aide et d'intervention des Etats au sein de la Communauté économique européenne; problème de leur harmonisation; rôle des C.O.D.E.R.; question de savoir si l'on peut donner à un organisme qui n'est pas élu, la C.O.D.E.R., des attributions en matière de fiscalité et de répartition des crédits; son vote sur le budget* [20 octobre 1967] (p. 3906, 3907); AFFAIRES SOCIALES : *Emploi des jeunes; Sécurité sociale; agence nationale pour l'emploi; avancement de l'âge de la retraite; rôle des conventions de pré-retraite passées avec le concours du Fonds national de l'emploi; importance de l'information* [25 octobre 1967] (p. 4124); INDUSTRIE : *Problèmes de la Lorraine; modernisation de la sidérurgie; Accord entre l'Etat et la sidérurgie; restructuration de la sidérurgie lorraine; problème de l'industrialisation; fermeture de la fonderie de Pont-à-Mousson à Aubrives-Villerupt; harmonisation du développement du sud Luxembourg belge et du nord Lorraine; revision de la carte nationale des aides à l'industrialisation* [3 novembre 1967] (p. 4441, 4442);

— en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation foncière, Art. 11 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Indication des fonctions des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme et des plans d'occupation des sols)* [30 novembre 1967] (p. 5376); *caractère spécifique de l'urbanisme; rôle du schéma d'aménagement et du plan d'occupation des sols; subordination du plan d'occupation des sols au schéma d'aménagement; sa question de savoir à quoi correspond l'urbanisme; retrait de son amendement* (p. 5377); Art. 13 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Rôle des plans d'occupation des sols)* (p. 5384); *effets des plans d'occupation des sols; plans d'occupation des sols devant définir les règles d'urbanisme concernant notamment les densités limites, les espaces libres, les espaces verts, les aires de stationnement et la hauteur maximale autorisée* (p. 5384); *retrait de son amendement* (p. 5384); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à remplacer le paragraphe I de cet article par deux paragraphes (Cas où l'application des règles d'urbanisme impose le respect d'obligations ou de servitudes impliquant un dépassement local du C.O.S. fixé pour l'ensemble de la zone)* (p. 5396); *dépassement du « coefficient d'occupation du sol »; surdensité* (p. 5396, 5397);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône, en qualité de *Rapporteur: Mise en place de la communauté urbaine de Lyon; adaptation des structures administratives à l'accélération du développement économique; consultation des conseils généraux et du Conseil d'Etat; délimitation de la future communauté urbaine; ses observations sur le P.A.D.O.G. et l'O.R.E.A.M.; régimes départementaux d'aide aux communes; respect des intérêts essentiels des départements voisins; ses observations sur les limites Rhône-Ain et Rhône-Isère* [1er décembre 1967] (p. 5472 à 5475); *vote de la question préalable* (p. 5475); *création de villes nouvelles à quelque distance de Lyon; ses observations sur la ville de Vienne; problème de la région Rhône-Alpes* (p. 5475 à 5477); *ses observations sur les paroles de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 5478); *inconvénients du vote de la question préalable* (p. 5478); *indication de ses différents séjours dans la région* (p. 5482); *problèmes des circonscriptions électorales; coopération régionale; problèmes économiques de l'arrondissement de Vienne* (p. 5492, 5493); Art. 1er : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Indication des cantons et communes*

rattachés au département du Rhône) (p. 5503); *ses observations sur l'arrondissement de Vienne et le canton de la Côte-Saint-André* (p. 5503); *création d'une zone industrielle commune entre Neuville-sur-Saône, Grenay et Montanay* (p. 5506, 5507); après l'Art. 1er : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article* (p. 5507); *situation des portions de territoire incorporées au Rhône des quatre communes de Colombier-Saugnieu, Satolas et Bonce, Neyron et Miribel* (p. 5507); *son amendement tendant à insérer un nouvel article* (p. 5507); *sort des conseillers généraux élus dans les différents cantons qui changent de département* (p. 5507, 5508); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Transfert éventuel des biens des départements de l'Ain et de l'Isère au département du Rhône)* (p. 5508); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire sur les dispositions de la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône, en qualité de *Rapporteur: Ses observations sur les tribunaux ayant leur siège à Vienne; leur compétence territoriale; ses observations sur les dispositions relatives aux communes rattachées* [19 décembre 1967] (p. 6011, 6012);

En deuxième lecture, en qualité de *Rapporteur: Objectifs de bonne administration et d'aménagement du territoire; cohésion de la région Rhône-Alpes; coopération des départements à l'intérieur de cette région; ses observations sur les schémas du P.A.D.O.G. et de l'O.R.E.A.M.* [20 décembre 1967] (p. 6075, 6076); Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Mermaz* (p. 6079); *son amendement tendant, dans le cinquième alinéa (parag. 4) à supprimer le membre de phrase suivant: « Montanay — à l'exception des parties de son territoire situées à l'est du tracé de la future autoroute A--A 42 qui seront rattachées à la commune limitrophe de Mionnay, département de l'Ain »* (p. 6079); *son amendement tendant, après le sixième alinéa (parag. 5) à insérer le nouvel alinéa suivant: « Les portions du territoire de la commune de Montanay (Canton de Trévoux, département de l'Ain) et des communes de Neyron et Miribel (Canton de Montluel, département de l'Ain), délimitées conformément à la carte annexée à la présente loi (annexe I)* (p. 6079); *référence aux emprises de l'autoroute* (p. 6079); *son amendement tendant après les mots « Satolas-et-Bonce (Canton de La Verpillière, département de l'Isère) » à rédiger comme suit la fin du septième alinéa (parag. 6): « Délimitées conformément à la carte annexée à la présente loi (annexe II) »* (p. 6079); *emprises de l'aérodrome de Satolas* (p. 6079); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Indications sur le nouveau découpage)* (p. 6079);

En troisième et dernière lecture, en qualité de *Rapporteur : Caractère de la proposition de loi; mise en place de la communauté urbaine de Lyon* (p. 6088, 6089);

— du projet de loi autorisant la ratification de la Convention entre la République française et la République populaire de Pologne relative à la loi applicable, la compétence et l'exaquatur dans le droit des personnes et de la famille, signée à Varsovie le 5 avril 1967, en qualité de *Rapporteur: Originalité de la Convention; solution des litiges qui peuvent naître dans les rapports personnels et familiaux entre ressortissants français et ressortissants polonais sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat; conflits de compétence; conflits de qualification; ses observations sur le droit des biens et les questions de succession* [18 avril 1968] (p. 1128, 1129);

— des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi de M. Krieg, tendant à modifier la loi no 54-781 du 2 août 1954, en vue de faciliter les possibilités de logement des étudiants et des personnes seules, en qualité de *Rapporteur: Nécessité d'assurer une meilleure utilisation du patrimoine existant en accroissant le nombre des pièces affectées à l'habitation; ses observations sur les « chambres de bonne »; droit de reprise du propriétaire; ses observations sur la loi du 2 août 1954* [25 avril 1968] (p. 1348, 1349); Art. 3 : *Exemption du régime de la loi du 1er septembre 1948* (p. 1351); Art. 4 : *Ses observations sur cet article* (p. 1352).

V

VAILLANT-COUTURIER (Mme Marie-Claude), *Député du Val-de-Marne, 1re circonscription (C.). Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est élue Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563).

Est nommée membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi relative à l'application du principe d'égalité de rémunération à travail égal et à qualification égale entre les hommes et les femmes, sans discrimination, **n° 193** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi tendant à instituer dans le secteur privé une contribution patronale obligatoire à titre de participation au financement de la construction et du fonctionnement des crèches, **n° 228** [1er juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 18 ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale, **n° 664** [17 avril 1968].

En qualité de vice-présidente préside :

La séance du 11 mai 1967 (p. 1006); la 2e séance du 23 mai 1967 (p. 1239); la 2e séance du 31 mai 1967 (p. 1477); la 2e séance du 6 juin 1967 (p. 1614); la 1re séance du 9 juin 1967 (p. 1721); la 1re séance du 21 juin 1967 (p. 1995); la 1re séance du 26 juin 1967 (p. 2172); la 1re séance du 27 juin 1967 (p. 2260); la 2e séance du 28 juin 1967 (p. 2346); la 2e séance du 12 octobre 1967 (p. 3579); la 1re séance du 19 octobre 1967 (p. 3801); la 1re séance du 20 octobre 1967 (p. 3889); la 3e séance du 20 octobre 1967 (p. 3939); la 3e séance du 24 octobre 1967 (p. 4055); la 2e séance du 27 octobre 1967 (p. 4253); la 3e séance du 27 octobre 1967 (p. 4256); la séance du 14 novembre 1967 (p. 4938); la séance du 24 novembre 1967 (p. 5249); la 1re séance du 1er décembre 1967 (p. 5471); la 2e séance du 1er décembre 1967 (p. 5502); la 2e séance du 5 décembre 1967 (p. 5547). la 1re séance du 14 décembre 1967 (p. 5861).

Interventions :

En qualité de vice-présidente :

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Dreyfus-Schmidt : *Application de l'article 86 du Règlement* [1er décembre 1967] (p. 5472).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Mermaz [1er décembre 1967] (p. 5472).

Ses observations sur le rappel au règlement de M. Fernand Dupuy [14 décembre 1967] (p. 5862).

En qualité de député :

Prend part au débat sur les questions orales relatives au problème de l'emploi : *Nombreux*

emplois à créer dans les hôpitaux [26 mai 1967] (p. 1371).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Remboursement des frais des cures thermales pour les déportés et internés politiques; cas des déportés politiques pensionnés à 100 %; situation des internés d'Auschwitz* [19 octobre 1967] (p. 3852, 3853); AFFAIRES SOCIALES : *Financement des équipements hospitaliers; financement par l'Etat d'une partie des programmes du Ve Plan; attribution par l'Etat d'un milliard de francs supplémentaires par an pour chacune des deux dernières années du Plan; projet de réforme de l'hospitalisation; cas des hôpitaux privés; organisation des hôpitaux; ses observations sur les hôpitaux ruraux et les hôpitaux légers; conditions d'hospitalisation; encombrement des hôpitaux psychiatriques; cas de l'hôpital de Villejuif* [25 octobre 1967] (p. 4130); *nombre des infirmières; formation du personnel paramédical; situation des assistantes sociales* (p. 4131); *vote de M. Manceau sur le titre VI de l'Etat C* [26 octobre 1967] (p. 4165); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Ses observations sur l'obligation faite aux infirmes et aux personnes âgées démunies de ressources de payer la redevance pour leur téléviseur; situation des pensionnaires des hospices* [10 novembre 1967] (p. 4888); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Inquiétude suscitée parmi les assurés sociaux par la modification du régime du ticket modérateur en matière d'hospitalisation et de traitement à domicile des maladies; modalités d'application des ordonnances* [5 décembre 1967] (p. 5540).

Prend part au débat sur les questions orales relatives au financement de l'équipement hospitalier : *Hôpitaux psychiatriques de la préfecture de la Seine; pénurie de personnel; statut des médecins des hôpitaux psychiatriques* [8 décembre 1967] (p. 5731, 5732).

VALENET (M. Raymond), *Député de la Seine-Saint-Denis, 9e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission sociale centrale des rapatriés [1er juin 1967] (p. 1538);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 20), modifiée par le Sénat, tendant à étendre aux fonctionnaires ayant élevé un ou deux enfants recueillis à leur foyer, le bénéfice de la prolongation d'activité accordé aux fonctionnaires ascendants d'enfants morts pour la France, **n° 29** [12 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 91) autorisant l'approbation de l'accord, signé le 28 avril 1966, entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République populaire de Pologne, relatif à la situation, en matière de Sécurité sociale, des travailleurs salariés ou assimilés qui ont été occupé en France, aux Pays-Bas et en Pologne, **n° 133** [20 avril 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires ayant élevé un ou des enfants recueillis à leur foyer, le bénéfice de la prolongation d'activité

accordé aux fonctionnaires ascendants d'enfants morts pour la France, en qualité de *Rapporteur: Position du Sénat sur ce texte* [13 avril 1967] (p. 655, 656);

— du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord signé le 28 avril 1966 entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République populaire de Pologne, relatif à la situation, en matière de Sécurité sociale, des travailleurs salariés ou assimilés qui ont été occupés en France, aux Pays-Bas et en Pologne, en qualité de *Rapporteur: Application de l'article 53 de la Constitution; conventions internationales de Sécurité sociale; droits des travailleurs salariés français, hollandais et polonais au regard des prestations des assurances vieillesse, invalidité et décès* [27 avril 1967] (p. 857);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Ses observations sur l'article 12; possibilité d'associer les municipalités à l'élaboration et à l'étude des schémas directeurs et des schémas de secteur; cas de la région parisienne; coefficients provisoires d'occupation des sols; problèmes de l'expropriation; création de réserves foncières; nécessité de freiner la spéculation par le blocage indexé du prix de tous les terrains dans tout le pays; rôle des préfets; cas de défaillance d'un associé d'une société de construction* [21 juin 1967] (p. 2015, 2016); Art. 21 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [26 juin 1967] (p. 2174);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Ses observations sur les déportés; cas des déportés politiques; problèmes des déportés et internés résistants* [19 octobre 1967] (p. 3844, 3845); EDUCATION NATIONALE : *Problèmes posés aux communes par les constructions scolaires du premier et du second degré; calcul des subventions de l'Etat; ses observations sur les prix-plafonds; financement des constructions scolaires à taux fixe; détermination de la quote-part des communes; détermination, dans l'enseignement du premier degré, du nombre des élèves justifiant la désignation d'un maître; cas de l'ancien département de Seine-et-Oise* [26 octobre 1967] (p. 4197, 4198);

— du projet de loi modifiant l'article 108 du Code minier, Article unique : *Son amendement tendant après les mots « du territoire des communes de » à insérer le mot « Gagny »* [21 novembre 1967] (p. 5112); *nécessité de compléter la liste des communes visées par le texte* (p. 5112);

VALENTIN (M. Jean), *Député de la Charente, 3e circonscription (P.D.M.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe Progrès et démocratie moderne [3 avril 1967] (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831), [2 avril 1968] (p. 973);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (n° 716) [14 mai 1968] (p. 1801);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues fixant les règles applicables aux annonceurs en matière de messages publicitaires par l'O.R.T.F. (n° 755) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à reporter au 1er janvier 1970 la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966 portant réforme des taxes sur le chiffre d'affaires et diverses dispositions d'ordre financier, **n° 183** [18 mai 1967].

Sa proposition de loi portant création d'un centre d'études et de promotion des petites et moyennes entreprises, **n° 760** [3 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la Cour des comptes : *Portée du projet de loi ; absence de dispositions relatives aux voies de recours contre les arrêts de la Cour ; problème du renforcement de son indépendance à l'égard du Gouvernement ; efficacité des interventions de la Cour ; statut des magistrats ; ses observations sur les modalités des sanctions disciplinaires ; problème des nominations des membres de la Cour ; risques d'arbitraire ; possibilité d'envisager un rapport séparé exposant les suites réservées aux observations du rapport public de la Cour des comptes* [25 mai 1967] (p. 1311) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à la suppression du dernier alinéa de cet article* (p. 1312).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, avec débat, relative à la réforme des taxes sur le chiffres d'affaires [2 juin 1967] (p. 1572) ; *nécessité de reporter la généralisation de la T.V.A. au 1er janvier 1970 ; difficultés des agriculteurs et des artisans ; risque d'éliminer à terme le petit et le moyen commerce ; revision de la franchise et de la décote ; position de nos entreprises face aux concurrents étrangers ; problème des prix* (p. 1580, 1581).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes, Art. 41 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [7 juin 1967] (p. 1655) ;

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 37 : *Ses observations sur la concession immobilière ; problème posé par l'attribution d'emplacements commerciaux situés dans les immeubles neufs, notamment dans les grands ensembles ; différence entre les zones rurales et les zones urbaines ; situation des petits commerçants ; rénovation de l'appareil commercial français ; mise en place d'un « F.A.S.A.S.A. commercial » ; valeur du fonds de commerce ; situation des jeunes commerçants* [27 juin 1967] (p. 2271, 2272).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique économique et financière : *Balance commerciale ; état de nos réserves en or et en devises convertibles ; évolution des prix de détail ; assainissement monétaire et financier de 1958 ; dévaluation de 1958 ; élévation générale des prix ; diminution du taux de croissance ; plein emploi ; ses observations sur les contrats de programme ; détaxation de l'épargne investie* [29 juin 1967] (p. 2394 à 2396).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 13 : *Ses observations sur la « taxe spéciale pour l'usage des routes » ; suppression des taxes spécifiques ; problème de la déductibilité ; fiscalité européenne* [17 octobre 1967] (p. 3680, 3681) ; *son amendement tendant à la suppression de cet article* (p. 3684, 3685) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Conséquences de la dévaluation de la livre ; décote en faveur des artisans ; extension à l'agriculture de la taxe sur la valeur ajoutée ; taxe de circulation sur les viandes ; composition de la Commission mixte paritaire ; dépôt d'un plan quadriennal en faveur des anciens combattants et victimes de guerre ; indemnisation des rapatriés ; problème de la publicité à l'O.R.T.F.* [5 décembre 1967] (p. 5538, 5539).

Mise au point au sujet de son vote et de celui de M. Edouard Ollivro sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1968 [12 décembre 1967] (p. 5776).

VALENTINO (M. Paul), *Député de la Guadeloupe, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [14 juin 1967] (p. 1831);

— membre du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer [19 décembre 1967] (p. 6048).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Problèmes intéressant les départements antillais; élections en Guadeloupe* [19 avril 1967] (p. 738); *problème des prix de revient; organisation du commerce extérieur; politique de l'emploi; conséquences du chômage pour la jeunesse; possibilité de réserver aux Antillais des emplois administratifs dans leurs départements* [19 avril 1967] (p. 738, 739);

Prend part à la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration de l'habitat, Art. 7 *(suite)* : *Cas des départements d'outre-mer; nécessité de définir le régime législatif des départements d'outre-mer* [9 mai 1967] (p. 947);

— du projet de loi relatif à l'extension aux départements d'outre-mer des assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille : *Vœux des populations des départements d'outre-mer; caractère social du projet de loi; politique de diversification des cultures; problème de la cotisation pendant au moins cinq ans* [25 mai 1967] (p. 1321, 1322); Art. 1106-18 du Code rural : *Son amendement tendant, dans le troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots « et qu'ils ont donné lieu à cotisation pendant au moins cinq ans »* (p. 1322); *son amendement tendant à compléter ainsi la première phrase du troisième alinéa de cet article : « Et en outre, à titre transitoire, jusqu'à une date qui sera fixée par arrêté aux titulaires de l'allocation vieillesse agricole »* (p. 1322);

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Cas des départements d'outre-mer; caractère arbitraire de l'action administrative dans les départements d'outre-mer* [21 juin 1967] (p. 1999); Art. 2 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « Ils sont tenus à la disposition du public »* [26 juin 1967] (p. 2184); *plans d'urbanisme étant tenus à la disposition du public* (p. 2184); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction du début de cet article : « En attendant que soient mis au point des plans d'occupation des sols et pendant... »* (p. 2186); *ses observations sur les plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme* (p. 2186); Art. 67 : *Son amendement tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, après les mots « et celles des chapitres » à insérer les mots « I et »* [28 juin 1967] (p. 2357).

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Cas des départements antillais; industrie touristique; crédit hôtelier; industrialisation des départements d'outre-mer; création d'une cimenterie et installation d'une minoterie à la Guadeloupe; production sucrière; chômage des jeunes* [30 juin 1967] (p. 2488).

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER : *Ses observations sur les événements de Pointe-à-Pitre; ses observations sur la loi du 19 mars 1946; statut des départements d'outre-mer; ses observations sur la fédération des exploitants agricoles de la Guadeloupe qui a conçu l'idée de prendre une participation majoritaire dans le capital social de deux usines du département; intérêts des planteurs de bananes des Antilles; problème de l'emploi; fonds de chômage; ses observations sur le mouvement autonomiste* [2 novembre 1967] (p. 4345, 4346);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 1er : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa de cet article, à remplacer la date du 1er janvier 1967 par celle du 14 juillet 1967* [14 décembre 1967] (p. 5904);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Henry Rey et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance n° 67-578 du 13 juillet 1967 créant une agence nationale pour l'emploi : *Situation dramatique de la jeunesse*

des départements d'outre-mer ; politique de migration s'avèrant incapable de résoudre les problèmes ; crédits nécessaires à la création et au fonctionnement d'un office pour l'emploi dans les D.O.M. [15 mai 1968] (p. 1848).

VALLEIX (M. Jean), *Député de la Gironde, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une Commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à compléter le statut du fermage en ce qui concerne les améliorations pouvant être apportées par les preneurs [23 juin 1967] (p. 2149);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Possibilités de l'enseignement français à l'étranger ; concurrence entre mathématiques traditionnelles et mathématiques nouvelles ; création de l'Office national d'information ; recours aux militaires « coopérants » ; diffusion interrégionale des renseignements ; démocratisation de l'enseignement* [31 mai 1967] (p. 1491, 1492).

Pose à M. le Ministre des Armées une question orale, avec débat, relative aux pensions militaires [14 juin 1967] (p. 1815); *arrêt du tribunal des pensions de Bordeaux dont la décision a été cassée en appel ; non-rétroactivité de l'article 6 de la loi de 1962 ; différence des bases juridiques sur lesquelles repose l'invalidité civile et l'invalidité militaire* (p. 1816, 1817).

Prend part à la discussion :

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1967, Art. 13, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Ses observations sur l'amendement de M. Cousté* [17 octobre 1967] (p. 3684); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE : *Caractères du budget ; situation des directeurs d'études et des maîtres de collège d'enseignement secondaire ; cas des directeurs de collège d'enseignement technique ; diffusion du français à l'étranger ; ses observations sur les accords passés avec le Québec ; relations publics de l'éducation nationale ; problème de l'information ; création de l'Office national d'information pour l'orientation professionnelle et pédagogique ; Bureau universitaire des statistiques ; inauguration du grand complexe universitaire de Bordeaux* [27 octobre 1967] (p. 4246, 4247); TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES, en qualité de *Rapporteur pour avis suppléant : Crédits destinés aux transports terrestres ; subventions accordées à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. ; hausses des tarifs ; trafic de voyageurs et de marchandises ; évolution du trafic ; expansion des trains auto-couchettes ; programme d'investissement de la S.N.C.F. ; équilibre budgétaire de la S.N.C.F. ; suppression des lignes de faible trafic ; principe de la vérité des prix ; ses observations sur la R.A.T.P. ; montant de la participation de l'Etat aux dépenses d'exploitation ; réduction des tarifs ; équipement du réseau express ; mise en place des distributeurs automatiques de titres de transport ; modernisation du réseau métropolitain ; multiplication des interdictions de stationner ; renforcement du contrôle ; institution de la taxe spéciale pour l'usage des routes* (p. 4273, 4274);

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés : *Opportunité du projet de loi; unification de la profession; missions du comptable agréé; mission de l'expert-comptable; problème des incompatibilités; conseil de l'ordre; conditions de la participation des comptables agréés; conseil de l'ordre; chambres de discipline; question du recrutement parallèle* [12 décembre 1967] (p. 5778, 5779); Art. 23 : *Recrutement des experts-comptables; unification de la profession; problème du tour extérieur* (p. 5801); *son amendement tendant après le premier alinéa de cet article à insérer un nouvel alinéa (Cas où le nombre total des experts-comptables, membres de l'ordre, excédera celui des comptables agréés)* (p. 5804); *ses observations sur le délai de cinq ans* (p. 5804); ses explications de vote : *Unification de la profession* (p. 5808, 5809);

— en deuxième lecture, de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention, Art. 51 : *Enumération des cas de contrefaçon* [14 décembre 1967] (p. 5879); Art. 52 : *Parallélisme entre la définition de la contrefaçon civile et la définition de la contrefaçon pénale* (p. 5880).

VALS (M. Francis), *Député de l'Aude, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 mai 1967] (p. 1275).

Donne sa démission de représentant de la France au Parlement européen [31 mai 1967] (p. 1454).

Est élu représentant de la France au Parlement européen [24 octobre 1967] (p. 4068).

Intervention :

Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question orale, avec débat, relative à la situation de la viticulture : *Application de la décision du Conseil d'Etat interdisant le coupage des vins français avec des vins étrangers; abaissement de la fiscalité abusive qui frappe le vin* [28 avril 1967] (p. 881); *plantations anticipées; création d'une société d'intervention capable de revaloriser le marché du vin* (p. 909 à 910).

VENDROUX (M. Jacques), *Député du Pas-de-Calais, 7e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Son rapport d'information fait en application de l'article 144 du Règlement, au nom de la Commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Mali, **n° 845** [30 mai 1968] (p. 2142).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère : *Politique de la France; critiques françaises à l'égard de la politique du Gouvernement; question de l'isolement de la France; influence de la France dans le camp occidental; nos relations avec les Etats africains et les pays en voie de développement; question de notre prétendu neutralisme; rayonnement de la France sur le monde; ses observations sur les émissions radiophoniques prodiguées à travers le monde; empressement des chefs d'Etat ou de Gouvernement à venir à Paris, en voyage officiel ou en visite de travail; nécessité de donner le témoignage de l'unité nationale* [15 juin 1967] (p. 1853 à 1855).

Prend part à la discussion du projet de loi d'orientation foncière et urbaine : *Ses observations sur les paroles de M. Claudius-Petit; cas des Z.U.P.* [21 juin 1967] (p. 2002).

VENDROUX (M. Jacques-Philippe), *Député de Saint-Pierre-et-Miquelon, (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Fréville et plusieurs de ses collègues tendant à assurer l'objectivité de l'Office de radiodiffusion-télévision française (no 708) [10 mai 1968] (p. 1757).

Interventions :

Son rappel au Règlement : *Ses observations sur certaines expressions prononcées au cours du débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale* [20 avril 1967] (p. 749, 750).

Prend part à la discussion sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Camille Petit; sa confiance dans le Gouvernement* [20 mai 1967] (p. 1176).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Information des jeunes; problème de la pratique du sport à Saint-Pierre-et-Miquelon; nécessité de lancer un grand hebdomadaire pour les jeunes; ses observations sur l'accident de René Bigand; émissions de la télévision consacrées à la jeunesse; ses observations sur le hockey sur glace; exemple des installations sportives de Saint-Jean-de-Terre-Neuve* [23 mai 1967] (p. 1239 à 1241).

Son rappel au Règlement : *Absentéisme parlementaire* [24 mai 1967] (p. 1290).

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur l'Education nationale : *Cas du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon; possibilité de faire bénéficier ce territoire comme la métropole des contrats d'association; application de la loi d'aide à l'enseignement privé; amélioration des installations et de l'équipement du lycée mixte et du collège d'enseignement technique de Saint-Pierre; problème de l'équipement scolaire de Saint-Pierre; construction d'une nouvelle école primaire à Saint-Pierre* [30 mai 1967] (p. 1409);

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Ses observations sur Saint-Pierre-et-Miquelon; problème des investissements; création d'une nouvelle usine de transformation du poisson et d'un nouveau frigorifique; situation de la société de pêche et de congélation; renouvellement de la flotille de pêche de cette société; acquisition d'un chalutier à pêche arrière; problème de la télévision à Miquelon; mise en chantier d'équipements sportifs pour les jeunes* [19 octobre 1967] (p. 3835, 3836); JEUNESSE ET SPORTS : *Création d'un Office franco-québécois de la jeunesse; proximité de Saint-Pierre et du Canada; ses observations sur l'amateurisme* [20 octobre 1967] (p. 3946); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Introduction de la publicité à la télévision; télévision à Saint-Pierre-et-Miquelon; question des programmes; extension de la télévision* [10 novembre 1967] (p. 4885, 4886);

— du projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1888 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales françaises : *Ses observations sur l'article 3 du projet de loi; problème de la petite pêche* [14 novembre 1967] (p. 4939);

— du projet de loi étendant le champ d'application de l'amnistie relative aux infractions contre la sûreté de l'Etat ou commises en relation avec les événements d'Algérie, Art. 1er : *Champ d'application de l'amnistie* [14 décembre 1967] (p. 5904);

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de

loi : 1° de M. Leroy et plusieurs de ses collègues, tendant à généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de quatre semaines et à le porter à cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de 21 ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture; 2° de M. Macquet et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier les articles 54 *g* et 54 *j* du livre II du Code du travail, de façon à faire bénéficier tous les travailleurs visés à l'article 54 *f* du même Livre d'un congé annuel minimum de quatre semaines : *Situation des travailleurs des territoires d'outre-mer; Code du travail outre-mer; cas du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon* [2 mai 1968] (p. 1439, 1440);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, Art. 1er : *Ses observations sur l'amendement de M. Ribadeau Dumas; production familiale des olives noires* [10 mai 1968] (p. 1733).

VER (M. Antonin), *Député du Tarn-et-Garonne, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Agriculture et F.O.R.M.A. : *Exemple de la Lozère; dégradation des prix agricoles; indexation des prix; loi d'orientation agricole; situation sociale des exploitants et des salariés agricoles; problème de la parité entre l'agriculture et les autres secteurs économiques; diversité des agricultures* [8 novembre 1967] (p. 4663, 4664); *vieillissement agricole; indemnité viagère de départ; reconversion des jeunes; ses observations sur les groupements d'exploitation en commun* (p. 4664).

VERGNAUD (Mme Claire), *Député de Paris, 30e circonscription (C.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommée :

— secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563);

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à faire bénéficier les femmes salariées d'une réduction de l'âge d'ouverture du droit à la pension de retraite de l'assurance vieillesse, à raison d'un an par enfant légitime, naturel, reconnu, adoptif ou issu d'un premier mariage du mari et élevé pendant sa minorité, **n° 346** [22 juin 1967].

Sa proposition de loi tendant à permettre aux mères de famille exerçant un emploi salarié de déduire, lors du calcul de leur revenu net imposable, le montant des frais résultant de la garde de leurs enfants, **n° 714** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Pouvoir d'achat des salariés; sécurité sociale; augmentation des loyers; augmentation du tarif des transports et des tarifs de l'électricité; baisse de la natalité française* [10 octobre 1967] (p. 3451, 3452);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 7 : *Taux de la T.V.A.; taux intermédiaire pour les produits de grande consommation, les hôtels, l'artisanat et les services; problème de la hausse des prix; proposition du groupe communiste tendant à réduire de 30 % la fiscalité frappant les produits de grande consommation* [17 octobre 1967] (p. 3647, 3648); *son amendement tendant à supprimer cet article* (p. 3653); deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, Econo-

MIE ET FINANCES. — II. — SERVICES FINANCIERS : *Difficultés des administrations financières; accroissement des tâches accomplies par les services extérieurs du Trésor; direction générale des impôts; administration des douanes* [4 novembre 1967] (p. 4473, 4474); MONNAIES ET MÉDAILLES : *Implantation dans la région bordelaise d'une usine de fabrication des flans monétaires; question de l'installation des nouveaux ateliers dans la zone industrielle de Sainte-Geneviève-des-Bois* (p. 4479, 4480);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968, après l'Art. 1er : *Situation des mères de famille exerçant un emploi salarié; prix de la journée des crèches; possibilité de leur permettre de défalquer du montant de leur revenu net imposable les sommes dépensées pour faire assurer la garde de leurs enfants* [10 mai 1968] (p. 1737); Art. 2 : *Ses observations sur les allocations familiales et l'allocation complémentaire du fonds national de solidarité; intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension; revendications des fonctionnaires et des retraités de la fonction publique* (p. 1746, 1747).

VERKINDÈRE (M. Adrien), *Député du Nord, 10e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

En remplacement de M. Schumann, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1967] (p. 936, 950).

S'inscrit aux apparentés du groupe d'Union démocratique pour la Ve République [9 mai 1967] (p. 951).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [16 mai 1967] (p. 1036), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. d'Ornano et plusieurs de ses collègues tendant à créer une « Agence française de publicité télévisée » (no 716) [14 mai 1968] (p. 1801).

Dépôts :

Sa proposition de loi prohibant le démarchage des compagnies d'assurances auprès des victimes d'accidents, **no 500** [16 novembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi (no 752), relative aux attributions de la caisse nationale des allocations familiales et de la caisse nationale d'assurance-vieillesse, **no 838** [28 mai 1968].

VERPILLIÈRE (M. Guy de la), *Député de l'Ain, 3e circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du conseil supérieur du service social [29 juin 1967] (p. 2416);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur la proposition de loi tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône [15 décembre 1967] (p. 5981).

Intervention :

Prend part à la discussion des conclusions du rapport de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Guillermin et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les limites des départements de l'Ain, de l'Isère et du Rhône : *Création d'une zone à urbaniser en priorité pour les communes de Rilleux, Crépieux et Sathonay; son amendement limitant le nombre des communes de l'Ain appelées à changer de département* [1er décembre 1967] (p. 5493); Art. 2 : *Cas de la commune de Balan* (p. 5508).

VERTADIER (M. Pierre), *Député de la Vienne, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre du conseil supérieur de la Sécurité Sociale [29 juin 1967] (p. 2416);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôt :

Son rapport, fait au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 612 rectifié), tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments, **n° 710** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle : *Problèmes techniques soulevés par le texte; nature juridique des nouveaux produits; rôle des règlements d'administration publique* [1er juillet 1967] (p. 2566); Art. 2 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Insertion au titre III du Livre V du Code de la santé publique d'un chapitre VIII nouveau : produits destinés à la prévention de la grossesse)* (p. 2579); *retrait de son amendement* (p. 2579); Art. 3 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Insertion au chapitre VIII du titre III du Livre V du Code de la santé publique de nouveaux articles : cas des mineurs non émancipés de moins de 18 ans)* (p. 2579); *retrait de son amendement* (p. 2579); Art. 6 : *Ses observations sur l'amendement de M. Neuwirth* (p. 2585); en deuxième lecture, Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à supprimer, dans l'amendement de M. Peyret, les mots « ils devront être accompagnés d'un bon tiré d'un carnet à souches »* [14 décembre 1967] (p. 5895); *problème de l'utilisation d'un bon tiré d'un carnet à souche* (p. 5895, 5896); Art. 5 : *Son amendement tendant, dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article à supprimer le mot « commerciale »* (p. 5900); *publication, dans les revues de vulgarisation d'articles pseudo-scientifiques* (p. 5900);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Equilibre financier de l'assurance maladie invalidité; ticket modérateur; création de la caisse d'équipement hospitalier; réforme du statut des hôpitaux; prix de journée; formation du personnel de direction et d'économat; hospitalisation à domicile* [25 octobre 1967] (p. 4129, 4130);

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi de M. Peyret et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article L 266 du Code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments, en qualité de *Rapporteur : Charges des caisses d'assurance maladie; problème des rabais et des ristournes; circonscriptions des caisses; question d'un abattement forfaitaire s'ajoutant au ticket modérateur légal; convention nationale type entre les pharmaciens et la caisse nationale d'assurance maladie* [2 mai 1968] (p. 1424, 1425); Article unique : *Son amendement tendant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 266 du Code de la sécurité sociale à substituer aux mots « par les pharmaciens quels que soient leurs statuts » les mots « quel que soit le statut des pharmaciens »* (p. 1426); *ses observations sur l'amendement de M. Doize; cas des pharmacies mutualistes* (p. 1427).

VIGNAUX (M. Paul), *Député du Gers, 1re circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel du 12 juillet 1967 [*J. O.* du 18 juillet 1967] (p. 7193).

Est réélu le 24 septembre 1967. Communication en est faite à l'Assemblée [2 octobre 1967] (p. 3362).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [11 octobre 1967] (p. 3551).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [10 octobre 1967] (p. 3471), [4 avril 1968] (p. 1014).

VILLA (M. Lucien), *Député de Paris, 31e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration de politique économique et financière du Gouvernement : *Problème des transports de la région parisienne; question de la R.A.T.P.; augmentation des tarifs; sectionnements des lignes; rétablissement de la taxe payée par les employeurs pour participer aux charges de la R.A.T.P.; situation des cheminots et des agents de la R.A.T.P.; problème des rapatriés; question des retraites des agents des anciens réseaux urbains d'Algérie* [30 juin 1967] (p. 2489, 2490).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, TRANSPORTS. — I. — TRANSPORTS TERRESTRES : *Régie autonome des transports parisiens; extension de la région parisienne; ses observations sur le réseau routier; problème de la circulation des moyens de transports en commun à Paris; aménagement des parcs de stationnement gratuits aux portes et dans le centre de Paris; construction de passages souterrains aux carrefours encombrés; création de couloirs réservés aux autobus; ses observations sur les sections de la Défense-Etoile, de Boissy-Saint-Léger-Nation, de Saint-Germain-en-Laye-Défense et Etoile-Auber; liaison Auber-Nation; réseau express régional; allongement des quais des stations afin d'augmenter la longueur des rames; réalisation des prolongements prévus de Pantin-Bobigny et de Pleyel-Saint-Denis; raccord de la ligne Pleyel-Saint-Lazare à la ligne Invalides-Vanves; accélération des travaux de la régionale Est-Ouest; jonction des gares Paris-Orsay et Paris-Invalides; développement du métro suspendu et de l'aérotrain; revendications des travailleurs de la R.A.T.P.; retraite des agents des anciens réseaux urbains d'Algérie; conséquences de la hausse des transports sur les personnes âgées et les travailleurs; relèvement de la prime de transport payée à tous les salariés de la région parisienne; distribution gratuite de tickets d'autobus; délivrance de cartes de réduction* [27 octobre 1967] (p. 4283, 4284).

Prend part au débat sur les questions orales relatives à l'aménagement et à l'équipement de la région parisienne : *Renforcement de la tutelle du Gouvernement sur l'Assemblée parisienne; volonté du Gouvernement de faire de Paris une ville d'affaires, siège de toutes les Administrations; construction d'immeubles de grand standing à Belleville au lieu des H.L.M. promis; élection d'une assemblée parisienne et d'un maire disposant des mêmes pouvoirs que ceux des autres communes* [17 novembre 1967] (p. 5090).

VILLON (M. Pierre), *Député de l'Allier, 3e circonscription (C.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à ramener à un an la durée du service militaire, **n° 356** [22 juin 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Problème de l'application des forclusions ; obtention de la carte de combattant au titre de la résistance ; situation des combattants des forces françaises de l'intérieur ; possibilité de délivrer à l'appui de la carte du combattant une attestation de durée des services dans la résistance qui aurait valeur probante au même titre que l'état signalétique et des services ; taux de la retraite du combattant* [19 octobre 1967] (p. 3862); BUDGETS MILITAIRES : *Ses observations sur l'armement nucléaire ; nécessité de garantir la paix ; dissémination des armes nucléaires ; accord de Moscou ; revendications de l'Allemagne fédérale ; crédibilité de la force de dissuasion ; capacité de défense d'un pays ; nationalisation de l'industrie de l'armement ; service militaire ; nécessité d'encourager la participation d'un grand nombre de jeunes à des cours de préparation militaire basés sur le volontariat ; nécessité de réduire le nombre des militaires de carrière ; conditions de l'existence d'une armée de masse ; problème de l'instruction des réserves ; son vote sur le budget* [24 octobre 1967] (p. 4045 à 4047); Art. 39 : *Son amendement tendant à réduire de 4.500 millions le montant des autorisations de programme et de 1.160 millions le montant des crédits de paiement* (p. 4065); *nécessité de fonder la politique militaire de la France sur une conception démocratique et pacifique* (p. 4066);

— du projet de loi modifiant certaines dispositions de l'ordonnance n° 59-147 du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense et de la loi n° 62-861 du 28 juillet 1962 relative à la procédure et aux peines applicables en cas d'infraction à la législation sur le service de défense : *Régime pénal applicable aux assujettis au service de défense ; ses observations sur l'ordonnance du 7 janvier 1959 ; problème de la « mise en garde »* [15 novembre 1967] (p. 4967); Art. 1er : *Son amendement tendant à compléter le texte modificatif proposé pour le premier alinéa de l'article 39 de l'ordonnance du 7 janvier 1959 par un nouvel alinéa (Non-application de ces dispositions aux assujettis de défense appelés à leur emploi de défense à titre individuel ou collectif pour servir au lieu et dans les conditions qui leur ont été assignées)* (p. 4967); *ses observations sur le cas de mobilisation* (p. 4968); *vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi* (p. 4969);

— des conclusions du rapport de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de loi de M. Le Theule tendant à modifier la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au recrutement en vue de l'accomplissement du service national : ses explications de vote : *Fixation d'une date limite pour la réduction à douze mois de la durée du service militaire ; procédure du vote bloqué ; son vote sur ce texte* [15 novembre 1967] (p. 4979);

— du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 30 : *Problème de l'attribution d'un pécule aux auxiliaires quittant l'armée après avoir accompli cinq années de services ininterrompus* [23 novembre 1967] (p. 5214, 5215);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux troupes de marine et à l'administration de l'armée dans les départements et territoires d'outre-mer : *Ses observations sur l'expression « troupes de marine » ; possibilité de constituer des forces de défense dans chacun des territoires par le recrutement de cadres ; son vote sur le budget* [12 décembre 1967] (p. 5792, 5793);

— des conclusions du rapport supplémentaire de la Commission de la défense nationale et des forces armées sur les propositions de loi : 1° de M. Le Theule, définissant le régime de l'engagement dans les armées ; 2° de M. Montagne et plusieurs de ses collègues portant assouplissement des conditions de l'âge d'appel sous les drapeaux : *Réduction à 17 ans de l'âge requis pour contracter un engagement d'au moins trois ans dans l'armée ; difficultés pour les jeunes de trouver un travail ; politique du Gouvernement tendant à créer une armée de réserve de chômeurs ; salaires des travailleurs ; caractère professionnel de l'armée ; son oppo-*

sition à une armée de métier [14 mai 1968] (p. 1789); *vote du groupe communiste* (p. 1791).

VINSON (M. Georges), *Député du Rhône, 9e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la régulation des naissances et abrogeant les articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique [19 décembre 1967] (p. 6048).

Dépôt :

Sa proposition de loi tendant à permettre l'avortement légal dans un certain nombre de cas et portant abrogation de l'article 87 du décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française, **n° 295** [9 juin 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Sécurité de l'emploi; situation des personnes âgées; crise du logement social; blocage des salaires et des prix; baisse du pouvoir d'achat; importance des dépenses de prestige de l'Etat; situation des ouvriers de Rhodiacéta; monopole des moyens d'information; aménagement du territoire* [19 avril 1967] (p. 735).

Son rappel au Règlement : *Modification de l'ordre du jour; discussion de la proposition de loi sur la contraception* [30 juin 1967] (p. 2450, 2451).

Prend part à la discussion :

— des conclusions du rapport de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les propositions de loi : 1° de M. Neuwirth, tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 (articles L 648 et L 649 du Code de la santé publique) concernant la prophylaxie anticonceptionnelle; 2° de Mme Thome-Patenôtre et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger les articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 1920 concernant la prophylaxie anticonceptionnelle : *Conséquences de la contraception; fléchissement de notre croissance démographique; ses observations sur le salaire unique et les allocations familiales; éléments d'une politique nataliste; caractère du projet de loi* [1er juillet 1967] (p. 2562, 2563); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa de cet article* (p. 2580); Art. 4 : *Son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, après le mot « déterminera » à insérer les mots « dans le respect des droits acquis »* (p. 2582); *retrait de son amendement* (p. 2582); *son amendement tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer au mot « modalités » le mot « normes »* (p. 2582); *son amendement tendant à remplacer, dans son amendement, le mot « normes » par les mots « conditions techniques »* (p. 2583); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article* (p. 2584); *retrait de son amendement* (p. 2584); article additionnel : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel : « Les règlements d'administration publique doivent être publiés au plus tard dans les six mois qui suivent la promulgation de la présente loi »* (p. 2585); en deuxième lecture, Art. 3 : *Problème du certificat de non-contre-indication* [14 décembre 1967] (p. 5894); *responsabilité du médecin* (p. 5895).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Prix réellement payé pour le lait au cours de la campagne 1967-1968; relèvement des prix; diminution des excédents de beurre en augmentant la teneur en matières grasses du lait; limitation des importations d'huiles végétales* [18 octobre 1967] (p. 3776).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Budget de la santé publique; enfance inadaptée; hôpitaux urbains* [26 octobre 1967] (p. 4154, 4155); *ses observations sur les charges indues; déficit vieillesse du régime des mines; dépenses de fonctionnement*

des services de sécurité sociale; cas des salariés agricoles; réforme de la Sécurité sociale; ticket modérateur; nécessité de faire participer davantage les ouvriers à la gestion de l'assurance maladie; collaboration du corps médical (p. 4155, 4156).

VITTER (M. Pierre), *Député de la Haute-Saône, 1re circonscription (R.I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p. 1319).

VIVIEN (M. Robert-André), *Député du Val-de-Marne, 7e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution (n° 3) de M. Montagne tendant à créer une commission d'enquête sur les émissions des actualités régionales télévisées de l'O.R.T.F. [16 mai 1967] (p. 1035);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 174) autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social [16 mai 1967] (p. 1035);

— représentant de l'Assemblée Nationale auprès du Ministre de l'Information [17 octobre 1967] (p. 3707);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967 [14 décembre 1967] (p. 5918);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J. O.* du 17 janvier 1968] (p. 702).

Est nommé membre de cette Commission à nouveau [*J. O.* du 15 février 1968] (p. 1705).

Est nommé membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi de M. Escande et plusieurs de ses collègues tendant à interdire la publicité des marques commerciales à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) (n° 551) [10 mai 1968] (p. 1757).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à étendre aux villes de plus de 25.000 habitants les dispositions de la loi n° 57-746 du 4 juillet 1957 rendant obligatoire l'installation d'un dispositif d'ouverture automatique dans les immeubles affectés à l'habitation, **n° 47** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à fixer à 19 ans l'âge de la majorité électorale et de la majorité civile, **n° 65** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à assurer le relogement des personnes âgées expropriées dans le cadre de diverses opérations d'urbanisme, **n° 117** [19 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à autoriser l'Office de radiodiffusion-télévision française à disposer de son monopole d'émission et d'exploitation en vue de la création de chaînes

supplémentaires de télévision, **n° 357** [22 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). Annexe n° 7 : Anciens combattants et Victimes de guerre; Annexe n° 22 : Services du Premier Ministre. — Information; Annexe n° 36 : Office de radiodiffusion-télévision française, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Anti-gaullisme conduisant à être anti-Français; critiques de l'opposition; victoire de la majorité lors des dernières élections; ses observations sur le territoire de l'Inini; émancipation coloniale; expansion dans la stabilité; problème de la jeunesse; lois de programme d'équipement sportif et socio-éducatif; problème du logement; intégration de la jeunesse dans la nation; réalisme et disponibilité de la jeunesse* [20 avril 1967] (p. 761, 762);

— sur la question orale relative au fonctionnement des services des préfectures et des sous-préfectures : *Conditions de travail difficiles du personnel préfectoral; problèmes de recrutement; statuts; formation; institution d'écoles spécialisées; instituts régionaux d'administration à vocation générale* [21 avril 1967] (p. 785, 786);

— sur les questions orales relatives à la composition des conseils généraux des nouveaux départements de la région parisienne : *Avis du conseil général de la Seine sur le découpage des départements des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne* [21 avril 1967] (p. 788, 791);

— sur la déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la jeunesse : *Ses observations sur les paroles de M. Leroy* [23 mai 1967] (p. 1233); *ses observations sur le Livre blanc; causes des problèmes de la jeunesse; utilité des travaux parlementaires; ses observations sur la jeunesse dans ses rapports avec la vie civique; maturité de la jeunesse; nécessité pour l'Etat de favoriser l'unité de la société en intégrant la jeunesse dans la vie collective nationale; participation des jeunes à la vie politique; fixation de la majorité électorale à 19 ans; utilité de l'enseignement civique; importance de l'effort accompli sous les deux précédentes législatures; hommage rendu à M. Maurice Herzog; problèmes sociaux et culturels; doctrine de l'Etat concernant les rapports avec les organisations de jeunesse; problème de l'animation; rémunération des animateurs; statut des animateurs* [24 mai 1967] (p. 1288 à 1290).

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, après l'Art. 15 : *Situation de certains expropriés âgés de plus de 60 ans* [26 juin 1967] (p. 2229); *son sous-amendement tendant, dans l'amendement de M. Boscher, après les mots « en ce qui concerne les propriétaires » à ajouter les mots « expropriés âgés de plus de 60 ans »* (p. 2229); *problème de la participation des expropriés aux décisions les concernant* (p. 2230);

— de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 6 : *Ses observations sur les journaux hebdomadaires et les publications qui se consacrent à l'information politique; application de l'article 40 de la Constitution* [12 octobre 1967] (p. 3583); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968. ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Sa démission du poste de rapporteur du budget des anciens combattants; système français de pensions et d'indemnisation des victimes de guerre; situation des victimes de guerre et des anciens combattants dans le monde entier; création d'un titre de reconnaissance pour les militaires qui ont servi en Algérie; aide de l'Etat aux blessés, aux invalides, aux veuves, aux orphelins et aux personnes âgées; amélioration de la situation des déportés politiques* [19 octobre 1967] (p. 3839, 3840); *ses observations sur les paroles de M. Darchicourt* (p. 3846); EDUCATION NATIONALE : *Problème de l'orientation; initiation civique; rôle du corps enseignant en cette matière; sa proposition concernant les prestations d'études aux étudiants; recommandations de la Commission Becker* [27 octobre 1967] (p. 4244, 4245); INTÉRIEUR : *Ses observations sur les brigadiers et les brigadiers-chefs de la Sûreté nationale* [6 novembre 1967] (p. 4545); *ses observations sur les avoirs appartenant à des Français et déposés dans des établissements bancaires des trois pays d'Afrique du Nord et qui ne peuvent être transférés en France* (p. 4568); INFORMATION ET O.R.T.F., en qualité de *Rapporteur spécial: Création*

d'un Ministère de l'Information; caractères du budget; ses observations sur la presse; versements effectués à l'Agence française de presse; blocage des prix; cession, à titre gratuit, à l'Agence, de l'immeuble qu'elle occupe rue Vivienne; aide accordée à la presse; crise de la presse; SOFIRAD; difficultés financières de Monte-Carlo et de Sud-Radio des Vallées; manque de coordination entre les investissements radiophoniques de l'Etat; budget de l'O.R.T.F.; introduction de la publicité de marques sur les ondes; conditions d'exonération des redevances des postes de radio et de télévision; redevances versées à la société des auteurs et à l'industrie; remboursement des services rendus à l'Etat; crédits consacrés aux dépenses d'équipement; dépenses d'exploitation; coût global des émissions; ses observations sur l'affaire Averty et l'émission « Jacquou le croquant »; résultat des sondages d'écoute des deux chaînes; rendement de l'office; possibilité de prévoir une séparation plus nette entre la radio et la télévision; rythme d'implantation de la seconde chaîne de télévision; régionalisation et réorganisation des programmes; télévision en couleur; statut financier fiscal de l'office; création d'une troisième, voire d'une quatrièmr chaîne; implantation de la maison de la télévision dans la région parisienne [10 novembre 1967] (p. 4858 à 4862); *ses observations sur les paroles de M. Gorce* (p. 4864); *ses observations sur le rapport de l'inspection générale des services* (p. 4866); *introduction de la publicité de marques; ses observations sur sa proposition de loi* (p. 4886); *ses observations sur les paroles de M. Roland Dumas* (p. 4889); *et sur celles de M. Gorse* (p. 4894);

— du projet de loi relatif aux corps militaires des ingénieurs de l'armement et des ingénieurs des études et techniques d'armement, après l'Art. 36 : *Application de l'article 40 de la Constitution* [15 novembre 1967] (p. 4966);

— des articles 8, 9, 12, 23, 24, 28 et 29, retirés du projet de loi de finances rectificative pour 1967, en application de l'article 119 du Règlement, après l'Art. 7 : *Possibilité de substituer l'année 1971 à celle de 1970 comme date d'expiration de la législation sur les emplois réservés; cas des combattants d'Algérie* [29 novembre 1967] (p. 5352);

— sur la motion de censure : *Ses observations sur les paroles de M. Roland Dumas* [23 avril 1968] (p. 1245); *introduction de la publicité à la télévision; gestion de l'O.R.T.F.; coût de l'émission « Au risque de vous plaire »; perception de la redevance; montant des commercialisations réalisées par l'O.R.T.F., notamment au M.I.D.E.M. de Cannes; intervention du directeur général de l'Office à la télévision; attitude de la grande presse face au problème de l'introduction de la publicité à la télévision; convention passée entre l'Office et l'agence Havas pour l'introduction de la publicité de marques à la radio; liberté de la presse; ses observations sur l'article 39* bis *du Code général des impôts; ses observations sur le texte de la motion de censure; avenir de la presse; énumération des avantages fiscaux consentis par le Gouvernement à la presse; possibilité d'établir un système de subvention qui tienne compte, pour chaque utilisateur de papier journal, de la place accordée à l'information dans ses publications; avenir de la presse écrite; objectivité de l'information fournie au public par l'O.R.T.F.; Gouvernement n'utilisant pas assez la télévision pour faire connaître au pays sa politique; question du déplacement de collaborateurs de l'Office; rôle des bureaux régionaux d'information* (p. 1267 à 1271); *ses observations sur la consigne donnée aux cameramen de la télévision de ne montrer que de dos les hommes de l'opposition* [24 avril 1968] (p. 1301).

VIVIER (M. Emile), *Député d'Eure-et-Loir, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission de la défense nationale et des forces armées [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

VIZET (M. Robert), *Député de l'Essonne, 4e circonscription (C.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe communiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu secrétaire de l'Assemblée Nationale [2 avril 1968] (p. 968).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur la question orale relative à la composition des conseils généraux des nouveaux départements de la région parisienne : *Ses observations sur le projet de découpage cantonal des nouveaux départements ; nécessité de rétablir plus de justice dans la représentation de la population urbaine et rurale (cantons de Milly-la-Forêt et de Palaiseau) ; disproportion dans la représentation de certains centres urbains et ruraux ; consultation des conseils généraux des anciens départements* [21 avril 1967] (p. 790) ;

— sur la déclaration du Gouvernement relative à l'Education nationale : *Fonctionnement de la faculté des sciences d'Orsay ; situation du personnel ; ses traitements ; ses observations sur la cantine du personnel d'Orsay ; problème du logement ; absence d'établissement culturel ; équipement sportif ; mécontentement des étudiants qui résident dans les cités de Bures et d'Orsay* [31 mai 1967] (p. 1488).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 1er : *Injustice du système fiscal français ; extension de la T.V.A. ; suppression de la retenue de 33 % sur les revenus des valeurs mobilières étrangères ; opposition du groupe communiste à l'adoption de cet article premier ; mesures fiscales prises en faveur des grandes sociétés capitalistes ; abrogation de la loi portant extension de la T.V.A. ; projet de loi d'allégement de la fiscalité* [12 octobre 1967] (p. 3575) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à la suppression de cet article* [13 octobre 1967] (p. 3628) ; Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Aide de l'Etat aux sociétés capitalistes ; limitation de la consommation ; extension de la T.V.A. ; part de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; nombre des licenciements et des chômeurs ; éducation nationale ; collectivités locales ; rôle des monopoles français ; son vote sur le budget* [10 novembre 1967] (p. 4923, 4924).

Mise au point au sujet de son vote sur le budget des charges communes [21 novembre 1967] (p. 5110).

Prend part à la discussion :

— en deuxième lecture, du projet de loi d'orientation foncière, Art. 12 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Démocratisation dans l'élaboration des plans d'urbanisme* [30 novembre 1967] (p. 5382) ; Art. 15 *bis : Ses observations sur les expropriations de maisons d'habitation ; implantation de villes nouvelles ; loyers des H.L.M.* (p. 5410) ; ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi : *Vote du groupe communiste* (p. 5443) ; Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire : *Constitution de réserves foncières ; financement des voies urbaines rapides ; problème de la spéculation ; conséquences de l'expropriation* [15 décembre 1967] (p. 5971, 5972) ; *vote du groupe communiste* (p. 5978) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1968 : ses explications de vote : *Problème de la relance de l'économie française ; rôle de la consommation intérieure ; mesures prises par le Gouvernement ; leur insuffisance ; augmentation des prix des loyers ; des transports, du gaz et de l'électricité ; ses observations sur l'éducation nationale et la situation de l'Université ; cas du département de l'Essonnes ; situation de l'emploi et des travailleurs ; économies sur le budget militaire et sur la force de frappe ; pouvoir d'achat des familles ; groupe communiste votant contre le projet de loi* [10 mai 1968] (p. 1753).

VOILQUIN (M. Albert), *Député des Vosges, 4e circonscription (R. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014) ;

— membre de la Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de

l'Assemblée [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu vice-président de cette Commission [6 avril 1967] (p. 574), [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé :

— membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire [13 juin 1967] (p. 1792);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 503) de M. Achille-Fould et plusieurs de ses collègues tendant à réserver à la loi l'affectation à l'Office de radiodiffusion-télévision française (O.R.T.F.) de ressources provenant de la publicité de marques commerciales [28 novembre 1967] (p. 5304);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [20 décembre 1967] (p. 6091);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution [*J. O.* du 28 décembre 1967] (p. 12831).

Cesse d'appartenir à cette Commission [*J. O.* du 20 janvier 1968] (p. 810).

Dépôts :

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). Annexe n° 37. — Ministère des Armées. — II. — Dépenses ordinaires, **n° 455** [10 octobre 1967].

Sa proposition de loi tendant à créer un comité chargé de proposer toutes dispositions tendant à l'intégration de l'indemnité de résidence dans la rémunération soumise à retenue pour pension des personnels civils et militaires, **n° 672** [17 avril 1968].

Sa proposition de loi tendant à permettre la constitution d'une pension de retraite complète par le rachat des annuités manquantes, **n° 712** [24 avril 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS : *Absence d'investissements; insuffisance du recrutement de personnel qualifié; ses observations sur le téléphone; emprunt annuel des postes et télécommunications; doublement du trafic des services des postes et télécommunications; recrutement du personnel; évolution des carrières; prime de résultat d'exploitation; revalorisation de l'indemnité spéciale allouée aux inspecteurs principaux adjoints; prime de manipulation de fonds des guichetiers; indemnité horaire de nuit; construction de résidences provisoires pour les stagiaires* [20 octobre 1967] (p. 3927, 3928); BUDGETS MILITAIRES, en qualité de *Rapporteur spécial : Situation du personnel des armées; stabilisation du poids relatif des dépenses ordinaires; moyens matériels mis à la disposition des armées; dépenses de rémunération et d'entretien des personnels; création d'une cinquième division au titre des forces de manœuvre; justice militaire; service de santé; disparition du service biologique et vétérinaire; Institut de gestion sociale des armées; rôle de la direction des recherches et moyens d'essais de la délégation ministérielle pour l'armement; service d'information d'études et de cinématographie des armées; réduction de la durée du service militaire; effort en faveur de l'armement; généralisation de l'engagement au titre d'une spécialité et non d'une unité d'arme; équivalence des brevets militaires avec les diplômes civils correspondants; modernisation du régime du pécule et des emplois réservés; problème du recyclage; situation des personnels; alignement du régime des frais de déplacement des militaires sur celui des personnels civils; situation des sous-officiers; statut des personnels des cadres militaires féminins; participation des armées à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver de 1968; « bangs » supersoniques; évolution du parc automobile des armées; Ecole polytechnique* [24 octobre 1967] (p. 4025 à 4027); Art. 38 : *Application de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1969* (p. 4062); Art. 39 : *Ses observations sur l'amendement de M. Frédéric-*

Dupont (p. 4064); *son opposition à l'amendement de M. Villon* (p. 4065); INFORMATION ET O.R.T.F. : *Problème de l'introduction de la publicité à la télévision; crédits affectés à la radiodiffusion chaîne France-Culture; charges de l'O.R.T.F.; mauvaise réception de la télévision par les habitants des régions vallonnées ou montagneuses des Vosges; télévision en couleur; gestion de l'office* [10 novembre 1967] (p. 4886).

VOISIN (M. André), *Député d'Indre-et-Loire, 4e circonscription (app. U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'apparente au groupe d'Union démocratique pour la Ve République (p. 559).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission supérieure des caisses d'épargne [13 juin 1967] (p. 1792);

— membre du Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération [14 juin 1967] (p. 1831);

— membre suppléant du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [29 juin 1967] (p. 2416);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à organiser la préparation des élections extra-politiques et à instituer pour ces élections le vote par correspondance, **n° 66** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à interdire la fabrication de vins mousseux ordinaires à l'intérieur de l'aire géographique de l'appellation d'origine « Vouvray », **n° 67** [12 avril 1967].

Sa proposition de loi tendant à éviter que l'exercice du droit de grève par les personnels de l'E.D.F. paralyse la vie économique de la nation, **n° 105** [19 avril 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — Annexe n° 8. — Coopération, **n° 455** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la question orale de M. Abelin relative au reclassement du personnel français des bases américaines : *Créations d'emplois destinés à pallier la fermeture des bases américaines; licenciements résultant de l'achèvement de la centrale nucléaire de l'E.D.F.; nombre de demandes d'emplois dans l'Indre-et-Loire; base de Chinon; transfert éventuel à Chinon des services de la sécurité nationale routière actuellement à Lyon* [12 avril 1967] (p. 633, 634).

Pose à M. le Ministre de l'Economie et des Finances une question orale, avec débat, relative à la réforme des taxes sur le chiffre d'affaires [2 juin 1967] (p. 1572); *Application de la T.V.A. à l'agriculture; situation d'un producteur de lait assujetti à la T.V.A.; problème des coopératives; nécessité d'informer rapidement les contribuables sur le mécanisme de la T.V.A. et d'expliquer au public que la T.V.A. sera le régime fiscal de tout le Marché commun* (p. 1575, 1576).

Ses observations sur la fixation de l'ordre du jour [11 octobre 1967] (p. 3544).

Prend part à la discussion de la première partie du projet de loi de finances pour 1968, Art. 7 : *Droits de circulation sur les vins; droits spécifiques frappant le vin et la viande* [17 octobre 1967] (p. 3652); *son amendement tendant à compléter cet article par un nouvel alinéa: (Droits de circulation sur les vins et cidres)* (p. 3655); *retrait de son amendement* (p. 3655); Art. 9 : *Application à l'agriculture de la taxe sur la valeur ajoutée; déduction du montant de la taxe sur la valeur ajoutée frappant les achats des exploitants agricoles; situation des éleveurs; problème de la production végétale et de la production animale; liste des matériels donnant droit à remboursement* (p. 3658, 3659); Deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, COOPÉRATION, en qualité de *Rapporteur spécial: Caractères du budget; coût de*

l'assistance technique; montant de la dotation du Fonds d'aide et de coopération; dotation de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer; envoi de militaires du contingent; « volontaires du progrès »; possibilité de compléter le recrutement par des jeunes techniciens; évolution des effectifs du personnel de l'assistance technique; cas des anciens élèves de la France d'Outre-mer; interventions de la France dans le domaine de l'infrastructure; industrialisation des Etats africains et malgache; rôle du Fonds européen de développement; augmentation de l'influence de l'aide multilatérale européenne; ses observations sur les tentatives faites pour resserrer les liens entre les pays francophones [25 octobre 1967] (p. 4080 à 4082); AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Ses observations sur le réseau électrique; rôle du Fonds d'amortissement des charges d'électrification; majoration du plafond des prêts des caisses de mutualité sociale agricole; cas du département d'Indre-et-Loire; politique forestière; Office des forêts; taxe à l'exportation sur les bois français* [8 novembre 1967] (p. 4669); *crédits destinés aux travaux d'électrification* (p. 4670); Seconde délibération, après l'Art. 72 : *Son sous-amendement tendant, au début du premier alinéa du paragraphe 2 de l'amendement de M. Boulin, à substituer aux mots « Font l'objet d'un programme d'ensemble établi par... » les mots « font l'objet d'un programme d'ensemble. L'établissement de ce programme ainsi que l'utilisation et la répartition des crédits sont opérés en accord entre... »* [10 novembre 1967] (p. 4911); *travaux d'électrification rurale* (p. 4911); après l'Art. 8 : *Problèmes de la viande et du vin; question des produits qui, outre la taxe* ad valorem *de la T.V.A., ont à supporter une taxe spécifique; situation des exploitants qui opteront pour le nouveau régime; ses observations sur la franchise et la décote; problème des laiteries coopératives* (p. 4917); Conclusions du rapport de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 : *Ses observations sur l'alinéa 4 du paragraphe III de l'article 13 concernant l'excédent de poids total autorisé en charge* [5 décembre 1967] (p. 5586).

Prend part au débat sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Malaise profond du monde agricole; différence de situation entre les régions de grande culture consacrées à la monoculture des céréales et les régions de polyculture et d'élevage (Bretagne, Centre, Sud-Ouest); dégradation des cours de la viande; régionalisation des aides; nécessité d'obtenir à Bruxelles des prix européens d'orientation plus élevés; prix du lait; revalorisation de l'indemnité viagère* [18 octobre 1967] (p. 3752, 3753, 3754).

Prend part à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1967, Art. 4 : *Son amendement tendant, dans le paragraphe II-1 de cet article. après les mots « ces coefficients sont fixés » à insérer les mots « après avis de la Commission consultative départementale des évaluations foncières des propriétés non bâties »* [23 novembre 1967] (p. 5205); *élaboration des tarifs d'évaluation* (p. 5205).

W

WAGNER (M. Robert), *Député des Yvelines, 6e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 554).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre titulaire de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions de la proposition de loi tendant à proroger les mandats de membres du conseil d'administration du district de la région parisienne [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 374) relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance n° 59-108 du 7 janvier 1959 [23 octobre 1967] (p. 4001);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention [19 décembre 1967] (p. 6048);

Dépôts :

Sa proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, **n° 302** [9 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur les propositions de loi : 1° (n° 301), tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions; 2° (n° 302), tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, **n° 325** [15 juin 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 381), modifiée par le Sénat, tendant à reporter la date d'application et à préciser certaines dispositions de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, **n° 384** [30 juin 1967].

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — XVII. — Postes et télécommunications, **n° 456** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— du projet de loi d'orientation foncière et urbaine, Art. 12 du Code de l'urbanisme

et de l'habitation : *Différence existant entre l'administration du district en tant qu'établissement public et le conseil d'administration du district* [22 juin 1967] (p. 2060); Art. 20 du Code de l'urbanisme et de l'habitation : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa du texte proposé pour cet article par les mots suivants « et seulement pour des parcelles d'un seul tenant d'une surface supérieure à 50 hectares »* (p. 2088); *aménagement, dans les grands domaines, de parcs publics boisés* (p. 2088); *son amendement tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer aux mots « un dizième » les mots « un cinquième »* (p. 2091); *retrait de son amendement* (p. 2091); *son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte proposé pour cet article* [26 juin 1967] (p. 2173); Art. 8 : *Réalisation des Z.U.P.; Etat procédant à l'acquisition des terrains pour les recéder à la société d'aménagement* (p. 2199, 2200); Art. 9 : *Part des crédits affectés aux collectivités locales pour les acquisitions foncières* (p. 2204); Art. 33 : *Simplification du permis de construire et du certificat de conformité; fonctionnement du permis tacite; possibilité de supprimer le certificat de conformité et de le remplacer par une attestation sur l'honneur du maître d'œuvre; respect du devis descriptif établi par le constructeur, l'entrepreneur et l'architecte; répression des infractions* [27 juin 1967] (p. 2263, 2264);

— des conclusions du rapport de la Commission de la production et des échanges sur sa proposition de loi relative aux ventes d'immeubles à construire ou en cours de construction et à l'obligation de garantie à raison des vices de construction, et sur celle de M. Eugène Claudius-Petit tendant à reporter au 1er janvier 1968 l'application de la loi nº 67-3 du 3 janvier 1967 relative aux ventes d'immeubles et à en préciser certaines dispositions, en qualité de *Rapporteur: Fixation d'un cadre juridique approprié aux ventes d'immeubles à construire; définition des règles précises pour ces ventes; nécessité de préciser les responsabilités des techniciens de la construction; relance de la construction des logements en accession à la propriété, en vente à terme, et en l'état futur d'achèvement; protection des acquéreurs; report de la date d'application de la loi; dispositions spéciales pour les sociétés d'H.L.M. et les sociétés d'économie mixte; obligations du vendeur* [23 juin 1967] (p. 2139, 2140); Art. 4 : *Esprit de la loi du 3 janvier 1967; opposition de la Commission à l'amendement de M. Lolive* (p. 2141); *ses observations sur les vices apparents* (p. 2142); après l'Art. 6 : *Garantie après la réception pour les menus ouvrages* (p. 2142); Art. 7 : *Cas des vices apparents dont l'acheteur peut se convaincre au moment de l'achat* (p. 2142); Art. 8 et 9 : *Ses observations sur les amendements de MM. Denvers et Lolive* (p. 2142, 2143); après l'Art. 9 : *Son amendement tendant, après cet article, à insérer l'article suivant: « Lorsque, avant la conclusion de la vente, le vendeur a obtenu le bénéfice d'un prêt spécial du Crédit foncier de France ou du Comptoir des entrepreneurs... »* (p. 2143); *opposition de la Commission à l'amendement de M. Rabourdin* (p. 2143); avant l'Art. 10 : *Possibilité d'un recours en référé* (p. 2144); Art. 10 : *Ses observations sur l'amendement de M. Lolive* (p. 2144); Art. 11 : *Commission acceptant l'amendement de M. Claudius-Petit* (p. 2144); Art. 13 : *Commission ayant repoussé l'amendement de M. Claudius-Petit* (p. 2145); En deuxième lecture : *Ses observations sur la prescription du délai d'un an* [1er juillet 1967] (p. 2536); Art. 5 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article (Action devant être introduite, à peine de forclusion, dans l'année qui suit la date à laquelle le vendeur peut être déchargé des vices apparents, dans le cas prévu par l'article 1642-1)* (p. 2537);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS, en qualité de *Rapporteur pour avis: Insuffisance du montant de certaines indemnités accordées au personnel; insuffisance de la prime d'exploitation; nécessité de la fusion de certaines catégories, par exemple les préposés et les préposés spécialisés; rôle de la Caisse nationale des télécommunications; programme d'investissements* [20 octobre 1967] (p. 3917, 3918);

— du projet de loi relatif aux impôts directs locaux et à la mise en œuvre de l'ordonnance nº 59-108 du 7 janvier 1959, avant l'Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article: « Aucune mesure d'ordre réglementaire ne pourra entraîner une réduction des ressources fiscales des collectivités locales »* [22 novembre 1967] (p. 5179); *application de l'article 40 de la Constitution; ses observations*

sur la patente; question des opérations de recherche scientifique ou technique (p. 5179, 5180);

WEBER M. Pierre), *Député de la Meurthe-et-Moselle, 3e circonscription (R. I.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe des Républicains indépendants [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [25 mai 1967] (p. 1319).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). — Affaires étrangères (relations culturelles), **n° 459** [10 octobre 1967].

Interventions :

Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement sur sa politique générale : *Ses observations sur la région lorraine; rapport Ortoli; reconversion du bassin ferrifère et sidérurgique de Lorraine; méthodes d'instruction des demandes d'implantation industrielle; problèmes de la zone de Nancy; ses observations sur la métropole lorraine Nancy-Metz; tracé de l'autoroute Paris-Est; implantation d'un aérodrome régional; poursuite de la liaison Nord-Sud; développement universitaire en Lorraine; rôle du comité régional du bassin lorrain* [19 avril 1967] (p. 714, 715).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR : *Problème de la police; situation des officiers de police adjoints; question des indemnités pour service effectué au-delà des 48 heures légales; statut des différents corps de la police nationale; titularisation des policiers contractuels d'Algérie; problème de l'adaptation des communes; ses observations sur les districts; difficultés en matière de financement; exemple de Nancy; communautés urbaines; statut du personnel communal* [6 novembre 1967] (p. 4542 à 4544); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur pour avis: Expansion de la langue française; crédits culturels; participation du Parlement à l'élaboration du IIIe Plan d'expansion culturelle; effectifs du personnel de l'enseignement; volontaires du progrès; centres culturels français; importance des missions des échanges artistiques; rôle des jumelages entre villes; ses observations sur l'action de la ville de Nancy; intérêt que porte la jeunesse française aux problèmes internationaux; Office franco-allemand de la jeunesse* [7 novembre 1967] (p. 4595, 4596).

WEINMAN (M. Jacques), *Député du Doubs, 1re circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 551).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— membre de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014);

— membre de la Commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du F.O.R.M.A. [30 juin 1967] (p. 2502);

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1968 [30 novembre 1967] (p. 5443).

Dépôts :

Sa proposition de loi tendant à modifier l'article 10 du décret n° 58-1466 du 31 décembre 1958 relatif aux lotissements, **n° 561** [7 décembre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). Annexe n° 14 : Education nationale. — Equipement, **n° 455** [10 octobre 1967].

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial : Dépenses d'équipement en capital du Ministère de l'Education nationale ; collèges d'enseignement secondaire ; collèges d'enseignement général ; réalisation des objectifs du Plan ; loi d'orientation et de programme sur la formation professionnelle ; pourcentage d'utilisation des autorisations de programme ; industrialisation de la construction ; coordination entre le Ministère de l'Education nationale et le Ministère de la Jeunesse et des Sports ; enfance inadaptée ; administration académique ; subventions d'équipement médical, social et culturel* [26 octobre 1967] (p. 4173, 4174).

WESTPHAL (M. Alfred), *Député du Bas-Rhin, 6e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Interventions :

Prend part au débat :

— sur les questions orales relatives au prix des produits laitiers et de la viande : *Situation des petits producteurs de lait* [12 avril 1967] (p. 617) ;

— sur les questions orales relatives aux problèmes de l'élevage et de la viande : *Problème des produits laitiers ; situation de l'élevage dans le Bas-Rhin ; subventions pour la construction des étables* [18 octobre 1967] (p. 3779, 3780).

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, AFFAIRES SOCIALES : *Impossibilité de rendre le corps médical responsable du déficit de la Sécurité sociale ; taxe additionnelle ajoutée à l'assurance aux tiers ; date d'entrée en vigueur de la loi de 1966 portant affiliation obligatoire à un régime d'assurance maladie ; statut local en matière d'assurance maladie, invalidité et vieillesse ; développement des investissements hospitaliers* [25 octobre 1967] (p. 4121) ; AGRICULTURE ET F.O.R.M.A. : *Formation professionnelle ; soutien des marchés ; taux des subventions accordées en faveur de la construction d'étables modernes en vue de l'intensification de l'élevage ; fonds national des calamités agricoles ; régime des coopératives ; construction d'abattoirs ; cas du département du Bas-Rhin ; ristourne pour l'achat de matériel agricole ; crédits d'assainissement ; problèmes des propriétaires fonciers ; situation des bûcherons ; couverture du risque de l'accident agricole ; maintien des exploitations familiales* [8 novembre 1967] (p. 4667, 4668) ; INFORMATION ET O.R.T.F. : *Introduction de la publicité de marques à la télévision ; ses observations sur « l'amendement Diligent » ; ses conséquences ; son vote sur le budget* [10 novembre 1967] (p. 4888, 4889).

Y

YVON (M. Gérard), *Député de Loir-et-Cher, 3e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 552).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [3 avril 1967] (p. 558).

Est nommé membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Intervention :

Prend part à la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, EQUIPEMENT ET LOGEMENT : *Ses observations sur les autoroutes A 10 et A 11; autouroute Paris-Tours-Poitiers; réalisation du tronçon Paris-Chartres-Droué; ses observations sur le tracé Paris-Orléans-Tours* [9 novembre 1967] (p. 4818).

Z

ZILLER (M. Pierre), *Député des Alpes-Maritimes, 6e circonscription (U.D.-Ve R.). Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 550).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé :

— secrétaire de l'Assemblée Nationale [4 avril 1967] (p. 563);

— membre de la Commission de la production et des échanges [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014).

Dépôts :

Son avis, présenté au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). XVI. — Tourisme, **n° 456** [10 octobre 1967].

Son rapport, fait au nom de la Commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 656) portant réforme de l'expertise douanière et modifiant diverses dispositions du Code des douanes, **n° 734** [2 mai 1968].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — COMMISSARIAT AU TOURISME, en qualité de *Rapporteur pour avis: Regroupement, sous un fascicule spécial, de certains crédits du Commissariat au tourisme; importance du tourisme dans l'économie française; nombre d'entrées de touristes étrangers et de sorties de touristes français; modification du mode d'hébergement; rôle de Havas-Voyages; propagande à l'étranger en faveur du tourisme en France; ses observations sur le réseau de représentations; propagande touristique effectuée à l'étranger par Air France; problème du camping; aménagement du Languedoc-Roussillon; question des ports de plaisance* [19 octobre 1967] (p. 3804 à 3806); en deuxième lecture : *Situation des déportés politiques; calcul du taux des infirmités; problème du rapport constant* [7 décembre 1967] (p. 5645);

— du projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation : *Ses observations sur les taux de la taxe sur la jauge; exemple des ports de la Côte d'Azur* [16 novembre 1967] (p. 4992).

ZIMMERMANN (M. Raymond), *Député du Haut-Rhin, 4e circonscription (U.D.-Ve R.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [3 avril 1967] (p. 553).

S'inscrit au groupe d'Union démocratique pour la Ve République [3 avril 1967] (p. 556).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [6 avril 1967] (p. 569), [4 avril 1968] (p. 1014)

Est élu vice-président de cette Commission [4 avril 1968] (p. 1015).

Est nommé :

— membre suppléant de la Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes [23 juin 1967] (p. 2148);

— membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [29 juin 1967] (p. 2416).

Dépôt :

Son avis, présenté au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi de finances pour 1968 (n° 426). IV. — Intérieur et rapatriés, **n° 467** [17 octobre 1967].

Interventions :

Prend part à la discussion :

— sur la motion de censure : *Conséquences de la faiblesse de la majorité sur le fonctionnement du Parlement; cas du département du Haut-Rhin; réformes de structures des entreprises publiques et privées; départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ayant bénéficié de la Sécurité sociale par l'ordonnance du 4 octobre 1945; ses observations sur le régime local; problème de l'assurance vieillesse et de l'assurance invalidité; possibilité de faire participer des élus du Haut-Rhin aux travaux de la délégation parlementaire; restructuration du groupe des potasses; impératifs d'une politique des régions frontières; participation des travailleurs aux fruits de l'expansion économique; problèmes de l'emploi et de la formation professionnelle; sa confiance dans le Gouvernement* [20 mai 1967] (p. 1180, 1181);

— du projet de loi sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes : *Extension du règlement judiciaire et de la liquidation des biens aux personnes morales non commerçantes; dispositions relatives à la prévention des difficultés mettant en cause la survie des entreprises industrielles et commerciales; situation des personnes morales non commerçantes; extension du droit de la faillite aux personnes de droit civil; ses observations sur la jurisprudence de la Cour d'appel de Colmar; droit local applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle; ses observations sur les causes profondes de la cessation de paiement d'un entrepreneur ou d'une entreprise; fonction sociale de l'entreprise; problème du concordat préventif* [6 juin 1967] (p. 1617 à 1619); Art. 1er : *Raisons de son absence en Commission; droit allemand; dualité de compétence; cas des sociétés immobilières; possibilité de mettre en œuvre la réalisation collective de l'actif d'une personne morale non commerçante* (p. 1620); après l'Art. 154 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article (Modification des articles 23 et 24 de la loi du 1er juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle; rôle du juge d'instance du domicile du débiteur)* [7 juin 1967] (p. 1676, 1677); *ses observations sur la loi du 1er juin 1924 ayant introduit des dispositions spéciales sur la faillite et la liquidation judiciaire; mise en harmonie des dispositions de l'article 23 de la loi du 1er juin 1924 avec le nouveau texte* (p. 1677);

— de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1968, INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur pour avis: Crédits de fonctionnement; dépenses d'investissement; étatisation des personnels parisiens; création de la police nationale; mise en place de la nouvelle organisation administrative de la région parisienne; création du secrétariat général pour la police; protection civile; réforme de la fiscalité locale; situation des personnels de police; fonction de la police nationale; situation des gradés nouvellement promus; revendications des brigadiers; question du paiement des heures supplémentaires accomplies par les gradés et gardiens affectés dans les compagnies républicaines de sécurité; statut des personnels des préfectures; situation des auxiliaires; problème des personnels communaux; cas des agents administratifs supérieurs et des chefs de bureau de préfecture non intégrés; budget des rapatriés; agence des biens et intérêts des rapatriés; rôle de la délégation pour l'accueil et le reclassement des rapatriés; situation des secrétaires administratifs d'Algérie; statut des secrétaires administratifs de l'administration départementale algérienne* [6 novembre 1967] (p. 4527 à 4529);

son amendement tendant à réduire de 52.500 F les crédits de l'Etat B du titre III (p. 4574); *équipement d'un central téléphonique du centre de secours du marché-gare de Rungis; protection de la population de Chevilly-Larue* (p. 4574);

— du projet de loi modifiant le statut de l'ordre des experts-comptables et des comptables agréés : *Unification des professions d'expert-comptable et de comptable agréé; rôle de l'expert-comptable; organisation des études d'expert-comptable; question de l'accès à cette profession libérale de praticiens venus de certains emplois, publics ou privés; composition des chambres régionales et de la chambre nationale de discipline* [12 décembre 1967] (p. 5781, 5782);

— du projet de loi relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire : *Ses observations sur le fait qu'en matière d'énergie atomique une catastrophe constitue un cas de force majeure; conséquences imprévisibles de l'accident nucléaire; ses observations sur la loi du 12 novembre 1965, la Convention de Paris et de la Convention de Bruxelles; champ d'application de ce texte; dispositions législatives intérimaires* [16 mai 1968] (p. 1911, 1912) ; Art. 5, 6 et 7 : *Ses observations sur les amendements de M. Foyer* (p. 1912, 1913); *ses observations sur l'amendement de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 1914); Art. 11 et 15 : *Ses observations sur les amendements de M. Dreyfus-Schmidt* (p. 1915); *unité de juridiction* (p. 1916); Art. 18 : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 1916); Art. 19 : *Son amendement tendant à une nouvelle rédaction de cet article : « Les dispositions de la présente loi excluent l'application des règles particulières relatives à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics »* (p. 1916); *prescription de l'action* (p. 1916); Art. 21 : *Ses observations sur l'amendement de M. Foyer* (p. 1916); Art. 22 : *Ses observations sur les dispositions de cet article* (p. 1917); Article additionnel : *Ses observations sur les amendements de M. Foyer* (p. 1917);

— du projet de loi portant amnistie : *Amnistie des étudiants; question d'un changement de titre du projet de loi* [22 mai 1968] (p. 2063).

ZUCCARELLI (M. Jean), *Député de la Corse, 2e circonscription (F.G.D.S.).*

L'Assemblée prend acte de son élection [2 mai 1968] (p. 1445).

S'inscrit au groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste [7 mai 1968] (p. 1563).

Est nommé membre de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [3 mai 1968] (p. 1506).

Imprimerie de l'Assemblée Nationale